



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

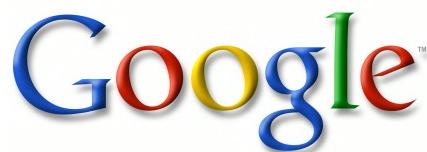
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

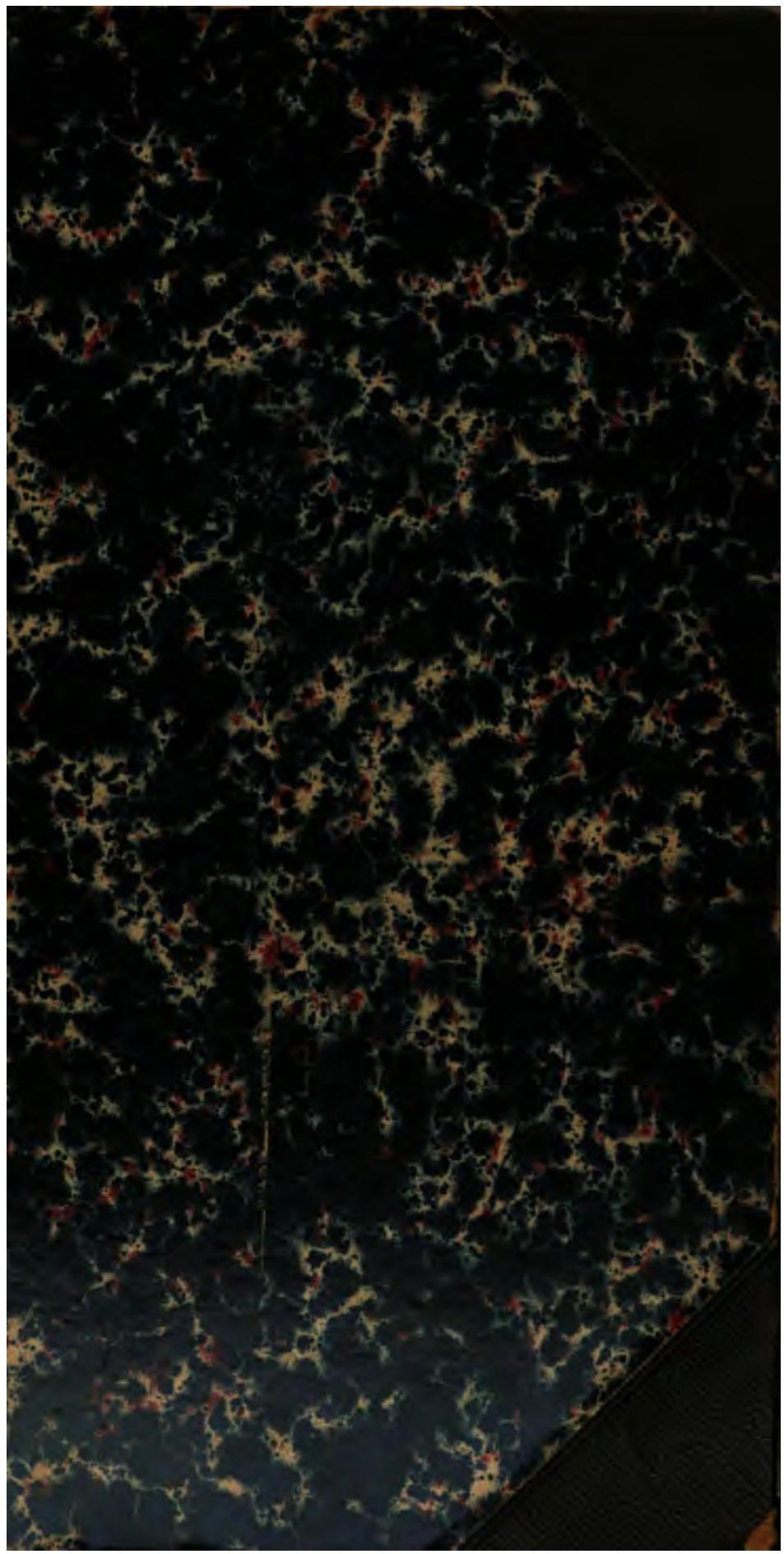
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Int 187.61.5

APR 3 1902



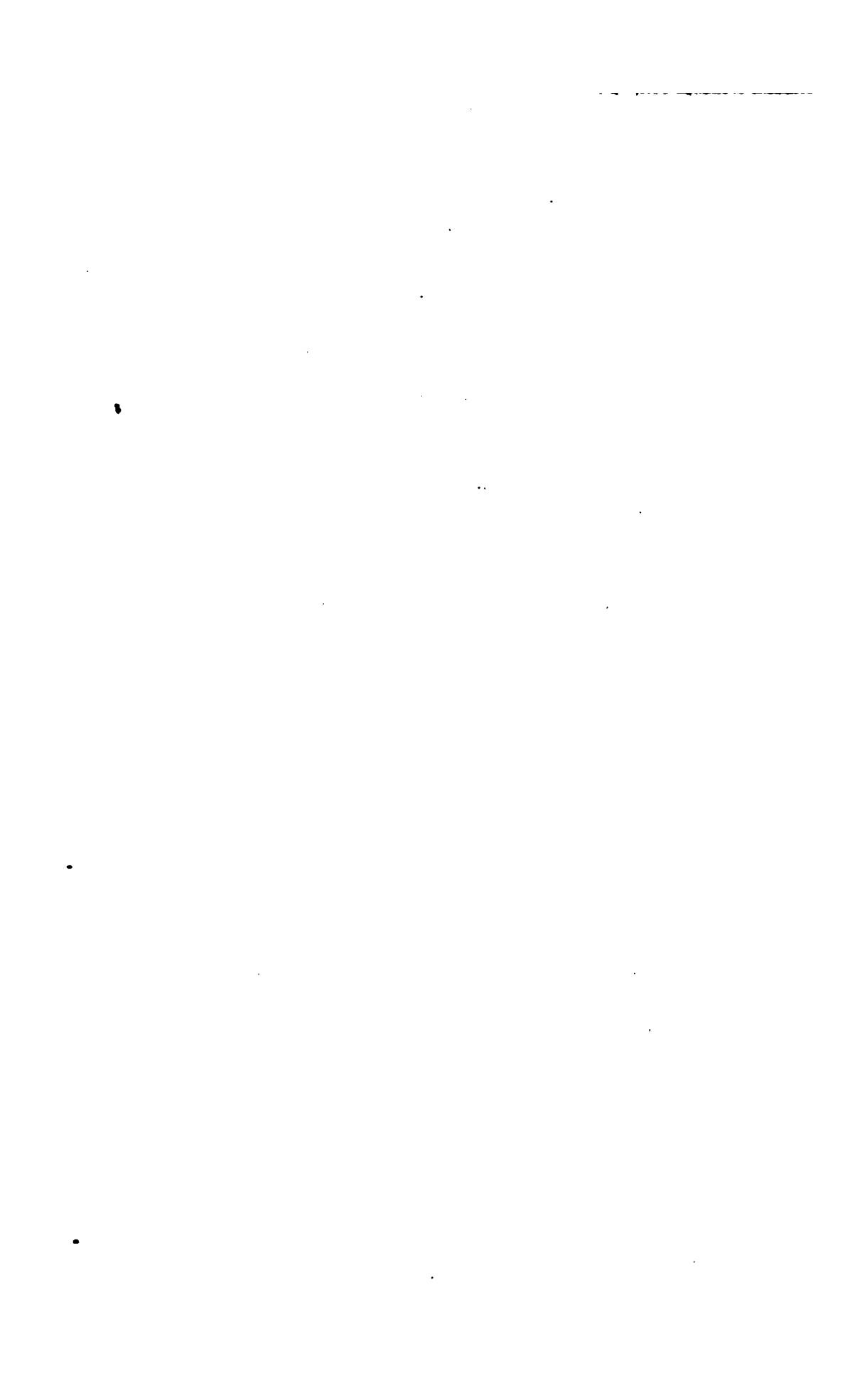
Harvard College Library

FROM THE FUND OF

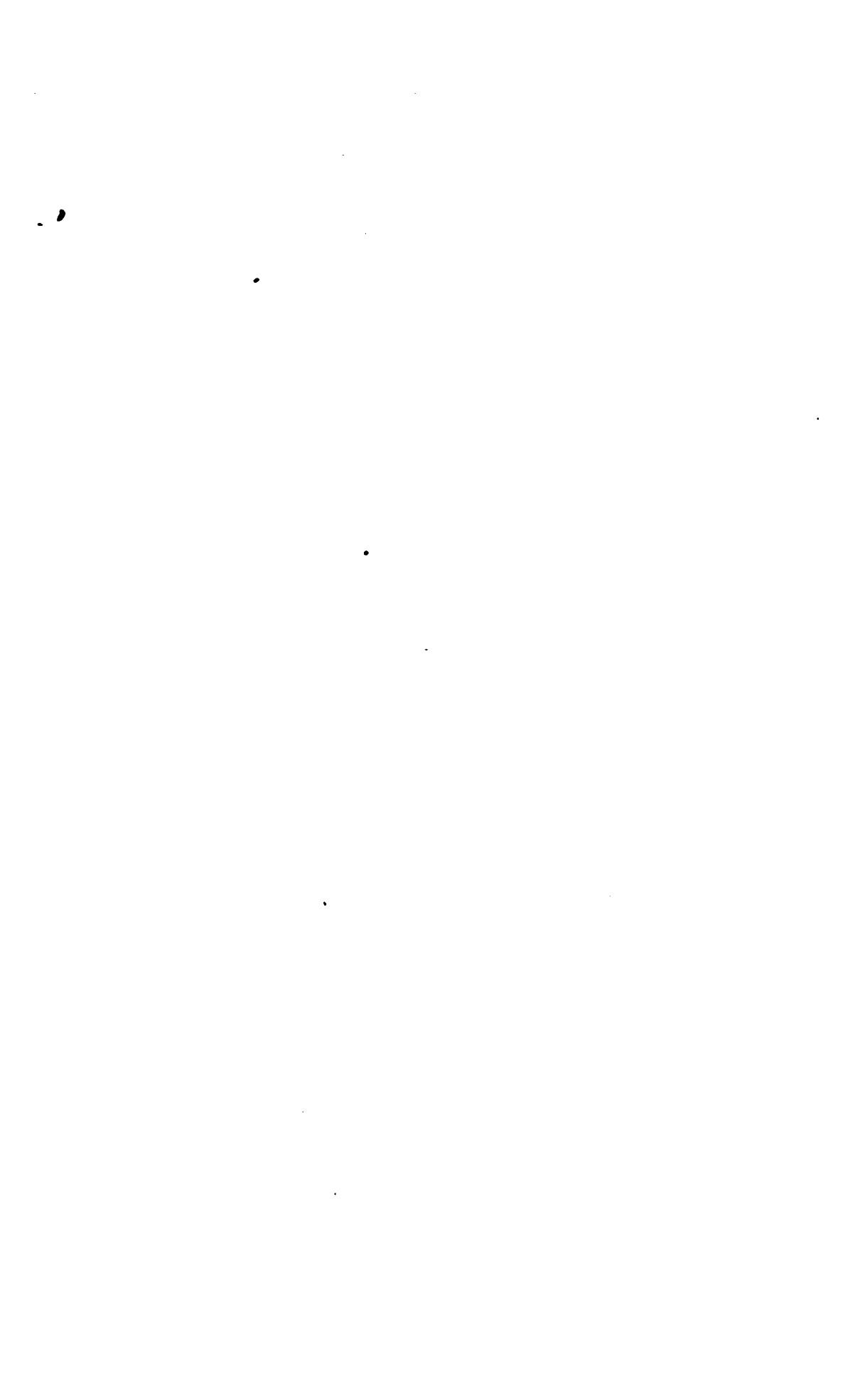
CHARLES MINOT

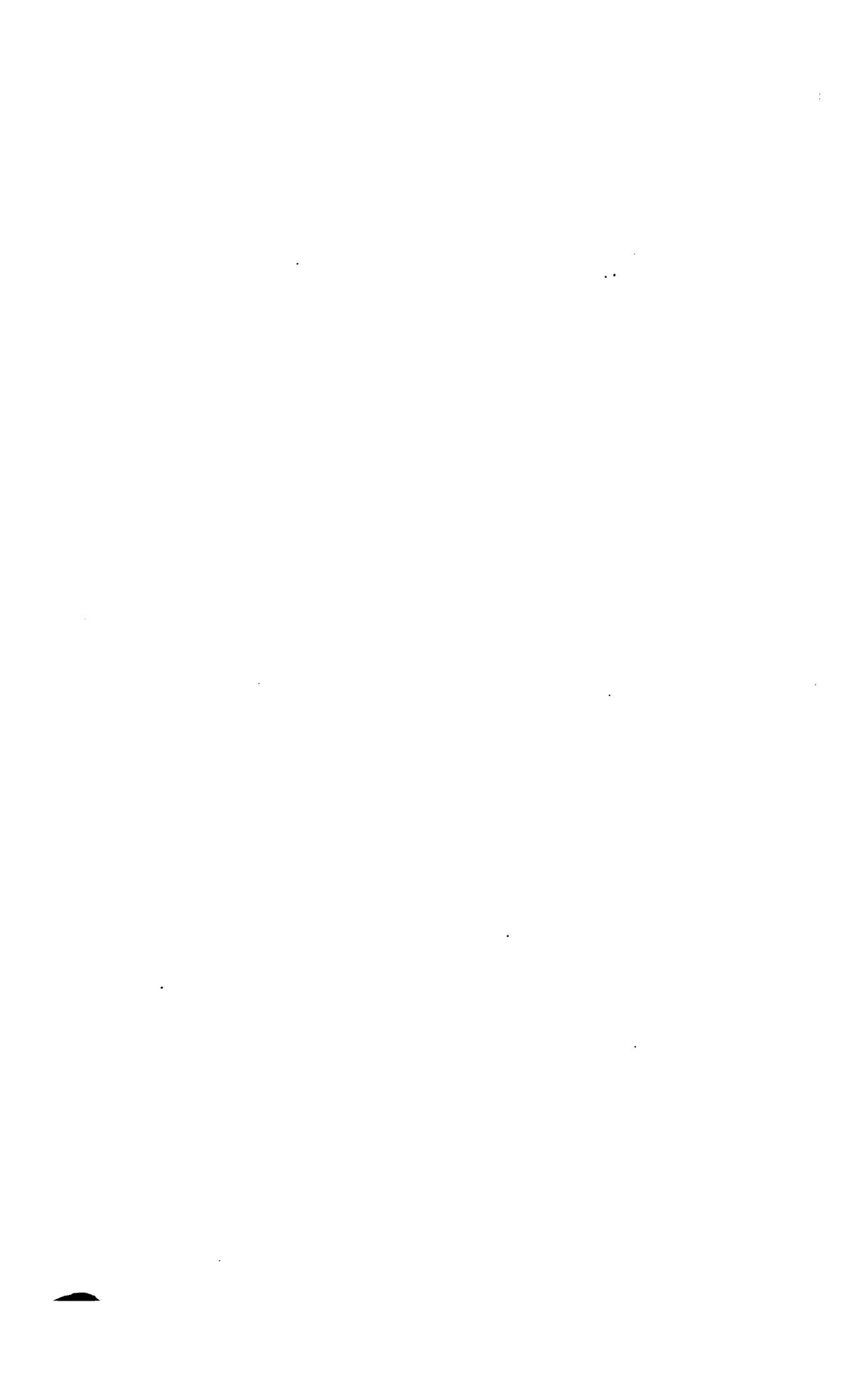
(Class of 1838).

Received 13 Sept. 1901 - 26 Jul. 1902









NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS
PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXVI.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER
1902.

~~9/6/68~~ 15-4

Int 187.61.5

Minot fund

201 18-001

NOUVEAU

R E C U E I L G É N È R
DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPP
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DR

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Docteur ès sciences de droit obtenu à l'Université de Gand et
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXVI.

PREMIÈRE LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER.

1901.

Table des matières.

Union et Conférence internationales, Procès-verbaux, Projets de conventions, Conventions définitives.

1899. Mai 18. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine etc.** Documents diplomatiques et procès verbaux, Acte final, Conventions et Déclarations de la Conférence internationale de la Paix, réunie à la Haye.
-

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS
PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre de l'institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXVI.

PREMIÈRE LIVRAISON.



LEIPZIG

LIBRAIRIE DIETERICH

THEODOR WEICHER

1901.

15-4

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, CHINE,
DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ÉTATS
UNIS MEXICAINS, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE ET
IRLANDE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, LUXEMBOURG,
MONTÉNÉGRO, PAYS-BAS, PERSE, PORTUGAL, ROUMANIE,
RUSSIE, SERBIE, SIAM, SUÈDE ET NORVÈGE, SUISSE,
TURQUIE ET BULGARIE.

Documents diplomatiques et Procès-verbaux, Acte final,
Conventions et Déclarations de la Conférence internationale
de la Paix, réunie à la Haye, du 18 mai au 29 juillet 1899.

*Publication officielle du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas.
La Haye. 1899.*

**Liste des Gouvernements représentés à la Conférence de la Paix à la Haye
et de leurs délégués.**

Allemagne.

Son Exc. le Comte de Münster, Ambassadeur d'Allemagne à Paris,
Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Baron de Stengel, Professeur à l'Université de Munich, Second
Délégué.

M. le Docteur Zorn, Conseiller Intime de Justice, Professeur à l'Université de Königsberg, Délégué scientifique.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Commandant du 5^{ème}
Régiment d'Infanterie, n° 93, Délégué technique.

M. le Capitaine de Vaisseau Siegel, Attaché Naval à l'Ambassade
Impériale à Paris, Délégué technique.

M. d'Erckert, Secrétaire de Légation, Secrétaire adjoint.

Autriche-Hongrie.

Son Exc. le Comte R. de Welsersheimb, Ambassadeur extraordinaire, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. A. Okolicsanyi d'Okolicsna, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. Gaétan Mérey de Kapos-Mére, Conseiller d'Ambassade et Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, Délégué adjoint.

M. Henri Lammasch, Professeur à l'Université de Vienne, Délégué adjoint.

M. Victor de Kuepach zu Ried, Zimmerlehen et Haslburg, Lieutenant-Colonel de l'Etat-Major général, Délégué adjoint.

M. le Comte Stanislas Soltyk, Capitaine de Co.vette, Délégué adjoint.

Belgique.

Son Exc. M. Auguste Beernaert, Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Comte de Grelle Rogier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Chevalier Descamps, Sénateur, Délégué, Plénipotentiaire.

M. Maurice Joostens, Conseiller de Légation, Secrétaire de la Délégation.

Chine.

M. Yang-Yü, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Délégué, Plénipotentiaire.

M. Lou-Tseng-Tsiang, Second Délégué.

M. Hoo-Wei-Teh, Second Délégué.

M. Ho-Yen-Cheng, Conseiller de Légation, Délégué adjoint.

M. le Dr. Kreyer, Conseiller de Légation, Interprète.

Danemark.

M. le Chambellan Fr. de Bille, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. J. G. F. von Schnack, Colonel d'Artillerie, Ancien Ministre de la Guerre, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Baron Othon Reedtz-Thott, Secrétaire au Ministère des Affaires Etrangères, attaché à la Délégation.

Espagne.

Son Exc. le Duc de Tetuan, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Délégué, Plénipotentiaire.

M. Arthur de Baguer, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Comte de Serrallo, Attaché militaire d'Espagne à Bruxelles, Délégué adjoint.

M. Crespo, Secrétaire d'Ambassade, Secrétaire de la Délégation.

Etats-Unis d'Amérique.

Son Exc. M. White, Ambassadeur des États-Unis à Berlin, Délégué, Plénipotentiaire.

M. Stanford Newell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué, Plénipotentiaire.

Hon. Seth Low, Président de l'Université de Colombie à New-York, Délégué, Plénipotentiaire.

M. A. T. Mahan, Capitaine de Vaisseau, Délégué, Plénipotentiaire.

M. W. Crozier, Capitaine d'Artillerie, Délégué, Plénipotentiaire.

M. E. W. Holls, Avocat à New-York, Délégué et Secrétaire de la Délégation.

M. Thomas M. Mac Grath, Secrétaire de la Délégation.

M. James Harris Vickery, Secrétaire de la Délégation.

M. Thomas Morrison, Secrétaire de la Délégation.

Etats-Unis Mexicains.

M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué, Plénipotentiaire.

M. Zenil, Ministre-Résident à Bruxelles, Délégué, Plénipotentiaire.

France.

M. Léon Bourgeois, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés, Troisième Délégué, Plénipotentiaire.

M. Péphau, Contre-Admiral, Délégué technique.

M. Mounier, Général de Brigade, Délégué technique.

M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Délégué technique.

M. Albert Legrand, Secrétaire d'Ambassade de 2^{ème} Classe, Secrétaire de la Délégation, Secrétaire de la Conférence.

M. A. Boppe, Secrétaire d'Ambassade de 2^{ème} Classe, Secrétaire de la Délégation.

M. M. Jarousse de Sillac, Attaché d'Ambassade, Secrétaire de la Délégation, Secrétaire de la Conférence.

M. O. Homberg, Attaché d'Ambassade, Secrétaire de la Délégation.

M. Louis Legendre, Secrétaire adjoint.

M. le Baron Pichon, Lieutenant de Cavalerie, Secrétaire adjoint.

Grande Bretagne et Irlande.

Son Exc. Sir Julian Pauncefote, G. C. B., G. C. M. G., Ambassadeur du Royaume-Uni à Washington, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

Allemagne, Autriche-Hongrie etc.

Sir Henry Howard, K. C. M. G., C. B., Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

Sir John A. Fischer, K. C. B., Vice-Admiral, Délégué technique.

Sir J. C. Ardagh, K. C. I. E., C. B., Général-Major, Délégué technique.
M. le Lieutenant-Colonel C. à Court, Attaché Militaire à Bruxelles et à la Haye, Délégué technique adjoint.

M. Richard Ponsonby Maxwell, Premier Secrétaire de la Délégation.

M. Arthur Peel, Deuxième Secrétaire de la Délégation.

M. Ronald James Hamilton, Troisième Secrétaire de la Délégation.

Grèce.

M. Delyannis, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué, Plénipotentiaire.

M. Alexandre Mercati, Secrétaire du Ministre.

Italie.

Son Exc. le Comte Nigra, Ambassadeur d'Italie à Vienne, Sénateur du Royaume, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Comte A. Zannini, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Commandeur Guido Pompilj, Député au Parlement Italien, Troisième Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Chevalier Louis Zuccari, Général-Major, Délégué technique.

M. le Chevalier Auguste Bianco, Capitaine de Vaisseau, Attaché Naval à l'Ambassade Royale à Londres, Délégué technique.

M. le Baron Charles Fasciotti, Attaché d'Ambassade, Secrétaire adjoint.

M. Ernest Artom, attaché de Légation, secrétaire adjoint.

Japon.

M. le Baron Hayashi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. J. Motono, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. Uyehara, Colonel, Délégué technique.

M. Sakamoto, Capitaine de Vaisseau, Délégué technique.

M. Nagao Ariga, Professeur de Droit International à l'Ecole Supérieure de la Guerre et à celle de la Marine à Tokio, Délégué technique.

M. Nishi, Secrétaire de la Délégation.

M. Hagiwara, Secrétaire de la Délégation.

Luxembourg.

Son Exc. M. Eyschen, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Comte de Villers, Chargé d'Affaires à Berlin, Délégué, Plénipotentiaire.

Monténégro voyez Russie.

Pays-Bas.

M. le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Général J. C. C. den Beer Poortugael, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat, Délégué, Plénipotentiaire.

M. T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat, Délégué, Plénipotentiaire.

M. E. N. Rahusen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux, Délégué, Plénipotentiaire.

M. A. P. Tadema, Capitaine de Vaisseau, Chef de l'État-Major de la Marine Néerlandaise, Délégué technique.

Perse.

M. le Général Mirza Riza Khan, Arfa-Ud-Dovleh, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Mirza Samad Khan Momtazis-Saltaneh, Conseiller de Légation à St. Pétersbourg, Délégué-adjoint.

M. Samuel de Poliakoff, Secrétaire de la Délégation.

M. le Baron G. de Levi, Secrétaire de la Délégation.

Portugal.

M. le Comte de Macedo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid, Délégué, Plénipotentiaire.

M. D'Ornellas Vasconcellos, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Comte de Selir, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Capitaine Ayres d'Ornellas, Délégué technique.

M. le Capitaine de Vaisseau Augusto de Castilho, Délégué technique.

M. José Ribeiro da Cunha, Premier Secrétaire de Légation, Secrétaire de la Délégation.

Roumanie.

M. Alexandre Beldiman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Jean N. Papiniu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Colonel Aide-de-Camp Constantin Coanda, Directeur de l'Artillerie au Ministère de la Guerre, Délégué technique.

Russie.

Son Exc. M. le Conseiller Privé Actuel Staal, Ambassadeur de Russie à Londres, Délégué, Plénipotentiaire.

M. de Martens, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Conseiller Privé, Délégué, Plénipotentiaire.

Allemagne, Autriche-Hongrie etc.

M. le Conseiller d'Etat Actuel de Basily, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Conseiller d'Etat Actuel Raffalovich, Agent du Ministère Impérial des Finances à Paris, Délégué technique.

M. Gilinsky, Colonel d'Etat-Major Général, Délégué technique.

M. le Comte Barantzev, Colonel de l'Artillerie Montée de la Garde, Délégué technique.

M. Schéine, Capitaine de frégate, Agent Naval de Russie à Paris, Délégué technique.

M. Ovtchinnikow, Lieutenant de Vaisseau, professeur de jurisprudence, Délégué technique.

M. le Gentilhomme de la Chambre Priklosky, Chef de Section au Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Secrétaire de la Délégation.

M. N. A. Gourko-Romeiko, 2^{ème} Secrétaire d'Ambassade, Secrétaire de la Délégation.

M. L. Baron M. F. de Schilling, 3^{ème} Secrétaire à la Chancellerie du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Secrétaire de la Délégation.

M. Hessen, Chef de Bureau au Ministère Impérial de la Justice, Secrétaire de la Délégation.

M. Birileff, Secrétaire du Délégué technique de la Marine.

Serbie.

M. Miyatovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Délégué, Plénipotentiaire.

M. l. Colonel Maschine, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Cettigné, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Docteur Voïslave Veljkovitch, Professeur à la Faculté de Droit à Belgrade, Délégué adjoint.

Siam.

M. Phya Suriya Nuvatr, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Phya Visuddha Suriya Sakdi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire.

M. Ch. Corragioni d'Orelli, Conseiller de Légation, Troisième Délégué.

M. Edouard Rolin, Consul-Général de Siam en Belgique, Quatrième Délégué.

M. J. A. N. Patijn, Attaché à la Délégation.

M. Phra Jayasurindr, Attaché à la Délégation.

Suède et Norvège.

M. le Baron de Bildt, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale d'Italie, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Colonel P. H. E. Brändström, Commandant du premier Régiment de la Garde, Délégué technique.

M. C. A. M. de Hjulhammar, Commandeur dans la Marine Royale, Délégué technique.

M. W. Konow, Président de l'Odelsting, Délégué technique.

M. J. J. Thaulow, Général-Major, Médecin-Général de l'Armée et de la Marine, Délégué technique.

M. F. de Rappe, Secrétaire au Ministère des Affaires Etrangères, Secrétaire de la Délégation.

Suisse.

M. le Dr. Arnold Roth, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Colonel Arnold Künzli, Conseiller National, Délégué.

M. Edouard Odier, Conseiller National, Délégué, Plénipotentiaire.

M. A. Suter, Secrétaire adjoint du Département politique fédéral, Secrétaire de la Délégation.

Turquie.

Son Exc. Turkhan Pacha, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre du Conseil d'Etat, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

S. E. Noury Bey, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères, Délégué, Plénipotentiaire.

S. E. Abdullah Pacha, Général de Division d'Etat-Major, Délégué, Plénipotentiaire.

S. E. Mehemed Pacha, Contre-Amiral, Délégué, Plénipotentiaire.

Youssouf Bey, Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, Secrétaire de la Délégation.

Aghiah Bey, Sous-Chef du Bureau des Traductions au Ministère des Affaires Etrangères, Secrétaire de la Délégation.

Djevad Bey, Lieutenant-Colonel, Secrétaire de la Délégation.

Cherif Bey, Adjoint des Conseillers légistes de la Sublime Porte, Secrétaire de la Délégation.

Bulgarie.

M. le Docteur D. Stancioff, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Major Chr. Hessaptchieff, Attaché Militaire à Belgrade, Second Délégué, Plénipotentiaire.

Bureau de la Conférence.

Président d'Honneur:

Son Excellence Monsieur W. H. de Beaufort, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

Président:

Son Excellence Monsieur Staal.

Vice-Président:

Monsieur le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek.

Secrétariat.

Secrétaire-Général: le Jonkheer J. C. N. van Eys, Ministre-Résident de S. M. la Reine des Pays-Bas;

Secrétaire-Général-Adjoint: le Conseiller d'Etat Actuel Raffalovich, délégué technique de Russie,

Secrétaires:

M. Albert Legrand, Secrétaire d'Ambassade de France;

M. Edouard de Grelle Rogier, Premier-Secrétaire de Légation de Belgique;

le Chevalier W. de Rappard, Secrétaire de Légation des Pays-Bas;

le Jonkheer A. G. Schimmelpenninck, Secrétaire de Légation des Pays-Bas;

M. Max Jarousse de Sillac, Attaché d'Ambassade de France;

le Jonkheer J. J. Rochussen, Sous-Chef de Bureau au Ministère des Affaires Etrangères à la Haye;

Secrétaires techniques:

M. G. J. C. A. Pop Capitaine d'Etat Major;

M. C. E. Dittlinger, Lieutenant de la Marine Royale.

Adjoints au Secrétariat.

M. d'Erckert, Secrétaire de Légation d'Allemagne.

le Jonkheer H. A. van Karnebeek.

Séance d'Ouverture.

18 mai 1899.

Les Gouvernements de l'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de la Chine, du Danemark, de l'Espagne, de la France, du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, de la Grèce, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, du Monténégro, des Pays-Bas, de la Perse, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, du Siam, de la Suède et Norvège, de la Suisse, de la Turquie et de la Bulgarie, ayant, sur la proposition du Gouvernement de S. M. l'Empereur de Toutes les Russies et sur l'invitation du Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas, accepté de rechercher les moyens les plus efficaces pour assurer aux peuples une paix durable et mettre un terme au développement progressif des armements militaires, MM. les délégués des dits Gouvernements se sont réunis en conférence aujourd'hui le 18 mai 1899 à 2 heures dans le Palais du Bois.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:

Son Exc. le Comte de Münster, Ambassadeur d'Allemagne à Paris,
Premier Délégué.

- M. le Baron de Stengel, Professeur à l'Université de Munich, Second Délégué.
- M. le Docteur Zorn, Conseiller Intime de Justice, Professeur à l'Université de Königsberg, Délégué scientifique.
- M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Commandant du 5^{ème} Régiment d'Infanterie, n° 94, Délégué technique.
- M. le Capitaine de Vaisseau Siegel, Attaché Naval à l'Ambassade Impériale à Paris, Délégué technique.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

- Son Exc. M. White, Ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, Délégué.
- M. Stanford Newell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué.
- Hon. Seth Low, Président de l'Université de Colombie à New-York, Délégué.
- M. A. T. Mahan, Capitaine de Vaisseau, Délégué.
- M. W. Crozier, Capitaine d'Artillerie, Délégué.
- M. E. W. Holls, Avocat à New-York, Délégué.

Pour l'Autriche-Hongrie:

- Son Exc. le Comte R. de Welsersheimb, Ambassadeur extraordinaire, Premier Délégué.
- M. A. Okolicsanyi de Okolicsna, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué.
- M. Gaétan Merey de Kapos-Mére, Conseiller d'Ambassade et Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, Délégué adjoint.
- M. Henri Lammasch, Professeur à l'Université de Vienne, Délégué adjoint.
- M. Victor de Kuepach zu Ried, Zimmerlehen et Haslburg, Lieutenant-Colonel de l'Etat-Major général, Délégué adjoint.
- M. le Comte Stanislas Soltyk, Capitaine de Corvette, Délégué adjoint.

Pour la Belgique:

- Son Exc. M. Auguste Beernaert, Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants, Délégué.
- M. le Comte de Grelle Rogier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué.
- M. le Chevalier Descamps, Sénateur, Délégué.

Pour la Chine:

- M. Yang-Yü, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Délégué.

Pour le Danemark:

- M. le Chambellan Fr. de Bille, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Premier Délégué.
- M. J. G. F. von Schnack, Colonel d'Artillerie, Ancien Ministre de la Guerre, Second Délégué.

Pour l'Espagne:

- Son Exc. le Duc de Tetuan, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Premier Délégué.
 M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Délégué.
 M. Arthur de Baguer, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué.
 M. le Comte de Serallo, Attaché Militaire d'Espagne à Bruxelles, Délégué technique.

Pour la France:

- M. Léon Bourgeois, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés, Premier Délégué.
 M. Georges Bihoud, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Deuxième Délégué.
 M. le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés, Troisième Délégué.
 M. Péphau, Contre-Amiral, Délégué technique.
 M. Mounier, Général de Brigade, Délégué technique.
 M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Délégué technique.

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande:

- Son Exc. Sir Julian Pauncefote, G. C. B., G. C. M. G., Ambassadeur du Royaume Uni à Washington, Premier Délégué.
 Sir Henry Howard, K. C. M. G., C. B., Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué.
 Sir John A. Fischer, K. C. B., Vice-Amiral, Délégué technique.
 Sir J. C. Ardagh, K. C. I. E., C. B., Général-Major, Délégué technique.

Pour la Grèce:

- M. Delyannis, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué.

Pour l'Italie:

- Son Exc. le Comte Nigra, Ambassadeur d'Italie à Vienne, Sénateur du Royaume, Premier Délégué.
 M. le Comte A. Zannini, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué.
 M. le Chevalier Louis Zuccari, Général-Major, Délégué technique.
 M. le Chevalier Auguste Bianco, Capitaine de Vaisseau, Attaché Naval à l'Ambassade Royale à Londres, Délégué technique.

Pour le Japon:

- M. le Baron Hayashi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Premier Délégué.

- M. J. Motono, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Second Délégué.
M. Uyehara, Colonel, Délégué technique.
M. Sakamoto, Capitaine de Vaisseau, Délégué technique.

Pour le Luxembourg:

- Son Exc. M. Eyschen, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal, Délégué.
M. le Comte de Villers, Chargé d'Affaires à Berlin, Délégué.

Pour le Mexique:

- M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué.
M. Zenil, Ministre-Résident à Bruxelles, Délégué.

Pour le Monténégro:

La Délégation de Russie:

Pour les Pays-Bas:

- M. le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, Délégué.
M. le Général J. C. C. den Beer Poortugael, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat, Délégué.
M. T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat, Délégué.
M. E. N. Rahusen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux, Délégué.
M. A. P. Tadema, Chef de l'Etat-Major de la Marine, Délégué technique.

Pour la Perse:

- M. le Général Mirza Riza Khan, Arfa-Ud-Dovleh, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Premier Délégué.
M. Mirza Samad Khan, Momtazis-Saltaneh, Conseiller de Légation à St. Pétersbourg, Délégué adjoint.

Pour le Portugal:

- M. le Comte de Macedo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid, Délégué.
M. d'Ornellas Vasconcellos, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Délégué.
M. le Comte de Selir, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué.
M. le Capitaine Ayres d'Ornellas, Délégué technique.

Pour la Roumanie:

- M. Alexandre Beldiman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Premier Délégué.

- M. Jean N. Papiniu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué.
 M. le Colonel Aide-de-Camp Constantin Coanda, Directeur de l'Artillerie au Ministère de la Guerre, Délégué technique.

Pour la Russie:

- Son Exc. M. le Conseiller Privé Actuel Staal, Ambassadeur de Russie à Londres, Premier Délégué.
 M. de Martens, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Conseiller Privé, Délégué.
 M. le Conseiller d'Etat Actuel de Basily, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Délégué.
 M. le Conseiller d'Etat Actuel Raffalovich, Agent du Ministère Impérial des Finances en France, Délégué technique.
 M. Gilinsky, Colonel de l'Etat-Major Général, Délégué technique.
 M. le Comte Barantzew, Colonel de l'Artillerie Montée de la Garde, Délégué technique.
 M. Scheine, Capitaine de frégate, Agent Naval de Russie à Paris, Délégué technique.

Pour la Serbie:

- M. Miyatovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Délégué.
 M. le Colonel Maschine, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Cettigné, Délégué.
 M. le Docteur Voïslave Veljkovitch, Professeur à la Faculté de Droit de Belgrade, Délégué adjoint.

Pour le Siam:

- M. Phya Suriya, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Premier Délégué.
 M. Phya Visuddha, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Deuxième Délégué.
 M. Ch. Corragioni d'Orelli, Conseiller de Légation, Troisième Délégué.
 M. Edouard Rolin, Consul-Général de Siam en Belgique, Quatrième Délégué.

Pour la Suède et Norvège:

- M. le Baron de Bildt, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale d'Italie, Délégué.
 M. le Colonel P. H. E. Brandström, Commandant du premier Régiment de la Garde, Délégué technique.
 M. C. A. M. de Hjulhammar, Commandant dans la Marine Royale, Délégué technique.
 M. W. Konow, Président de l'Odelsting, Délégué technique.
 M. J. J. Thaulow, Général-Major, Médecin-Général de l'Armée et de la Marine, Délégué technique.

Pour la Suisse:

M. le Dr. Arnold Roth, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Délégué.

M. le Colonel Arnold Kunzli, Conseiller National, Délégué.

M. Edouard Odier, Conseiller National, Délégué.

Pour la Turquie:

Son Exc. Turkhan Pacha, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre du Conseil d'Etat, Premier Délégué.

S. E. Noury Bey, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères, Délégué.

S. E. Abdullah Pacha, Général de Division d'Etat-Major, Délégué.

S. E. Mehemed Pacha, Contre-Amiral, Délégué.

Pour la Bulgarie:

M. le Docteur D. Stancioff, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg, Premier Délégué.

M. le Major Chr. Hessaptchieff, Attaché Militaire à Belgrade, Second Délégué.

Son Excellence M. de Beaufort, Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, ouvre la séance et prononce le discours suivant:

Au nom de Sa Majesté Mon Auguste Souveraine, j'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue et d'exprimer à cette place mes sentiments de profond respect et de vive reconnaissance envers Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, qui, en désignant la Haye comme siège de la Conférence de la Paix, a fait un grand honneur à notre pays.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, en prenant la noble initiative qui a été applaudie dans tout le monde civilisé, a voulu réaliser le vœu exprimé par un de ses plus illustres prédécesseurs, l'Empereur Alexandre 1^e de voir tous les souverains et toutes les nations de l'Europe s'entendre entre eux pour vivre en frères en s'aidant dans leurs besoins réciproques. S'inspirant de ces nobles traditions de Son Auguste Aïeul, Sa Majesté a proposé à tous les gouvernements dont les représentants se trouvent ici, la réunion d'une Conférence qui aura la mission de rechercher les moyens pour mettre un terme aux armements incessants et pour prévenir des calamités qui menacent le monde entier.

Le jour de la réunion de cette Conférence sera sans contredit un des jours qui marqueront dans l'histoire du siècle qui va finir; il coïncide avec la fête que tous les sujets de Sa Majesté célèbrent comme une fête nationale et en m'associant du fond de mon cœur à tous les souhaits pour le bonheur du Magnanime Souverain, je me permettrai de me faire l'interprète des voeux de tout le monde civilisé en exprimant l'espoir que Sa Majesté, en voyant la réalisation de ses desseins généreux par les efforts de cette Conférence, puisse considérer dans l'avenir ce jour comme un des jours les plus heureux de Son Règne.

Sa Majesté mon Auguste Souveraine, pénétrée des mêmes sentiments qui ont inspiré Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, a voulu mettre à la disposition de cette Conférence le plus beau monument historique qu'Elle possède. La salle où vous vous trouvez, décorée par les meilleurs artistes du dix-septième siècle, a été édifiée par la Veuve du Prince Frédéric Henri à la mémoire de son noble époux. Parmi les groupes et les figures allégoriques que vous admirerez ici, il y en a une se rattachant à la Paix de Westphalie qui mérite tout spécialement votre attention. C'est celle où vous voyez la Paix entrant dans cette salle pour fermer le temple de Janus. J'espère, Messieurs, que cette belle allégorie sera de bon augure pour vos travaux et qu'après les avoir terminés, vous pourrez dire que la Paix que l'art a fait pénétrer dans cette salle, en est sortie pour répandre ses bienfaits sur l'humanité entière. (Assentiment unanime.)

J'ai l'honneur de vous soumettre deux propositions: premièrement d'offrir à Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies nos respectueuses félicitations par la voie télégraphique dans ces termes:

„La Conférence de la Paix dépose aux pieds de Votre Majesté ses respectueuses félicitations à l'occasion de Son anniversaire et exprime le sincère désir de coöpérer à l'accomplissement de la grande et noble œuvre dont Votre Majesté a pris la généreuse initiative et pour laquelle elle La prie d'agréer son humble et profonde gratitude.“ (Assentiment unanime.)

Je ne doute pas que ma seconde proposition ne réunisse également tous vos suffrages. Je me permets, Messieurs, d'exprimer le vœu de voir déférer la Présidence de votre assemblée à l'Ambassadeur de S. M. l'Empereur de Toutes les Russies, Son Excellence M. Staal dont la grande expérience des affaires, et les qualités éminentes contribueront largement à faciliter les nobles travaux que vous allez entreprendre.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Son Excellence M. Staal prend place au fauteuil présidentiel et prononce l'allocution suivante:

Messieurs,

Mon premier devoir est d'exprimer à S. E. Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas toute ma gratitude pour les nobles paroles qu'il vient de prononcer à l'adresse de mon Auguste Maître. Sa Majesté sera profondément touchée des sentiments élevés dont M. de Beaufort s'est inspiré, ainsi que de la spontanéité avec laquelle les membres de cette assemblée s'y sont associés.

Si c'est à l'Empereur de Russie qu'appartient l'initiative de la réunion de la Conférence, nous devons à Sa Majesté la Reine des Pays-Bas de nous avoir convoqués dans Sa Résidence. C'est d'un heureux présage pour le succès de nos travaux d'être réunis sous les auspices d'une jeune Souveraine, dont le charme s'exerce bien loin autour d'Elle et dont le cœur, accessible à tout ce qui est généreux, a témoigné de tant de sympathie pour la cause qui nous amène ici. Dans ce milieu calme de la Haye,

au sein d'une nation qui constitue un facteur aussi marquant de la civilisation universelle, nous avons sous les yeux un exemple éclatant de ce que peuvent faire pour le bien des peuples la vaillance, le patriotisme et l'énergie soutenue. C'est sur le sol historique des Pays-Bas que se sont discutés les plus grands problèmes de la vie politique des Etats, c'est ici, on peut le dire, le berceau de la science du droit international; durant des siècles, les principales négociations entre les Puissances Européennes se sont poursuivies ici; c'est ici enfin que fût signée la remarquable transaction qui imposait la „trêve“ dans les luttes sanglantes entre les Etats. Nous nous trouvons donc en pleine tradition historique.

Il me reste à remercier M. le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas des termes si flatteurs, trop flatteurs, dont il s'est servi à mon intention. Je suis sûr d'exprimer les sentiments de tous les membres de cette haute Assemblée, en assurant S. E. M. de Beaufort, combien nous aurions été heureux de le voir présider nos réunions. Sa place à la présidence était indiquée non seulement par les précédents suivis en pareille occasion, mais encore par les qualités de l'homme d'Etat éminent qui dirige actuellement la politique étrangère des Pays-Bas. Sa présidence eût été, en outre, un hommage de plus que nous aurions aimé rendre à l'Auguste Souveraine qui a daigné nous offrir Sa gracieuse hospitalité.

Quant à moi, je ne puis considérer la désignation qui a été faite de ma personne que comme étant motivée par ma qualité de Plénipotentiaire de l'Empereur, mon Maître, l'Auguste Initiateur de la pensée de la Conférence. C'est à ce titre que j'accepte avec une profonde reconnaissance l'insigne honneur que m'ont fait M. le Ministre des Affaires Etrangères en me proposant la présidence et MM. les membres de la Conférence en voulant bien ratifier ce choix. J'emploierai tous mes efforts à justifier cette confiance, mais je me rends parfaitement compte que l'âge avancé que j'ai atteint est, hélas, un triste privilège et un faible auxiliaire. J'espère, du moins, Messieurs, qu'il me sera un titre à votre indulgence.

Je vous propose maintenant d'adresser à Sa Majesté la Reine, dont nous sommes ici les hôtes reconnaissants, le message dont je vais vous donner lecture:

„Réunis pour la première fois dans le beau Château du Bois, les membres de la Conférence s'empressent de déposer leurs meilleurs vœux aux pieds de Votre Majesté en La priant d'agrément l'hommage de toute leur gratitude pour l'hospitalité que Vous avez si gracieusement, Madame, daigné leur offrir.“

Je vous propose de conférer la présidence d'honneur de la Conférence Internationale de la Paix à Son Exc. M. le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas et de nommer vice-président de cette Assemblée M. le Jonkheer van Karnebeek, premier Délégué des Pays-Bas. (Assentiment.)

Sur la proposition du Président, la Conférence désigne pour composer son secrétariat:

Comme Secrétaire-Général: le Jonkheer J. C. N. van Eys, Ministre-Résident de S. M. la Reine des Pays-Bas;

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

Comme Secrétaire-Général-Adjoint: le Conseiller d'Etat Actuel Raffalovich, délégué technique de Russie;

Comme Secrétaires: M. Albert Legrand, Secrétaire d'Ambassade de France;

M. Edouard de Grelle Rogier, Premier Secrétaire de Légation de Belgique;

le Chevalier W. de Rappard, Secrétaire de Légation des Pays-Bas;

le Jonkheer A. G. Schimmelpenninck, Secrétaire de Légation des Pays-Bas;

M. Max Jarousse de Sillac, Attaché d'Ambassade de France;

le Jonkheer J. J. Rochussen, Sous-Chef de Bureau au Ministère des Affaires Etrangères à la Haye;

Comme Secrétaires-techniques: M. G. J. C. A. Pop, Capitaine d'Etat-Major;

M. C. E. Dittlinger, Lieutenant de la Marine Royale.

Le Président consulte la Conférence sur le point de savoir si elle est d'avis de maintenir le secret de ses délibérations aussi bien pour les séances plénières que pour les séances des commissions.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 2 heures 30.

Le Président,
Staal.

Les Secrétaires,

J. C. N. van Eys. Raffalovich.

Albert Legrand.

E. de Grelle Rogier.

W. de Rappard.

A. G. Schimmelpenninck.

Max Jarousse de Sillac.

J. J. Rochussen.

G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.

C. E. Dittlinger, " "

Deuxième Séance.

20 mai 1899.

Présidence de Son Excellence M. Staal.

La séance est ouverte à 11 heures.

Le Président donne lecture du télégramme que Sa Majesté la Reine a daigné lui adresser en réponse au message de la Conférence.

Hausbaden 19 mai 1899.

„En remerciant Votre Excellence ainsi que les membres de la Conférence de la Paix pour les sentiments exprimés dans Votre télégramme, je saisir avec plaisir cette occasion de vous réitérer Mes souhaits de bienvenue dans Mon pays. Je forme les vœux les plus sincères qu'avec l'aide de Dieu, l'œuvre de la Conférence réalise la pensée généreuse de Votre Auguste Souverain.“

(Applaudissements.)

(signé) Wilhelmina.

Le Président donne lecture ensuite du télégramme que S. M. L'Empereur de Russie a daigné adresser en réponse au télégramme de M. le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

St. Pétersbourg 19 mai 1899.

„L'Empereur vous prie de vouloir bien être auprès de la Conférence l'interprète de ses sincères remerciements et de ses vœux les plus chaleureux.

Mon Auguste Maître me charge de ne point laisser ignorer à Votre Excellence combien Sa Majesté a été sensible au télégramme que vous lui avez adressé.“

(Applaudissements.)

(signé) Comte Mouravieff.

Le Secrétaire-Général fait part à la Conférence d'une invitation du Gouvernement des Pays-Bas à une fête artistique qui aura lieu le 17 juin.

Le Président dit qu'au moment d'inaugurer les travaux de la Conférence, il croit utile d'en résumer la pensée et les tendances générales, et il s'exprime en ces termes:

„Rechercher les moyens les plus efficaces d'assurer à tous les peuples les biensfâts d'une paix réelle et durable, tel est aux termes de la circulaire du 12 août le but principal de nos délibérations.

Le nom de „Conférence de la Paix“, que l'instinct des peuples, devançant la décision prise à cet égard par les Gouvernements, a donné à notre réunion, indique bien l'objet essentiel de nos travaux: la „Conférence de la Paix“ ne peut faillir à la mission qui lui incombe, elle doit faire sortir de ses délibérations un résultat tangible que l'humanité entière attend avec confiance.

L'empressement que toutes les Puissances ont mis à accepter la proposition contenue dans les circulaires Russes est le plus éloquent témoignage de l'unanimité acquise aux idées pacifiques. C'est donc pour moi un agréable devoir de prier les Délégués de tous les Etats représentés ici, de transmettre à leurs Gouvernements respectifs l'expression réitérée des remerciements du Gouvernement Russe.

La composition même de cette réunion est un sûr garant de l'esprit dans lequel nous aborderons la tâche qui nous est confiée. Les Gouvernements y sont représentés par des hommes d'Etat qui ont eu leur part d'action dans les destinées de leur pays, par des diplomates éminents qui ont été mêlés aux plus grandes affaires et qui savent tous que le premier besoin des peuples est le maintien de la paix. Auprès d'eux se trouvent des

savants qui, dans le domaine du droit international, jouissent d'un renom justement mérité. Les officiers généraux et supérieurs des armées de terre et de mer qui nous assisteront dans nos travaux, nous apporteront aussi le concours de leur haute compétence.

La diplomatie, comme nous le savons tous, a pour mission de prévenir et d'aplanir les conflits entre les Etats, de tempérer les rivalités, de concilier les intérêts, d'écartier les malentendus et de substituer l'entente au désaccord.

Il me sera permis de dire que, subissant une loi générale, la diplomatie n'est plus seulement un art dans lequel l'habileté personnelle joue un rôle exclusif, elle tend à devenir une science qui doit avoir ses règles fixes pour la solution des conflits internationaux. C'est là aujourd'hui le but idéal qu'elle doit avoir devant les yeux, et incontestablement un grand progrès aura été accompli si la diplomatie parvient à établir ici déjà quelques unes des règles dont je viens de parler. Aussi nous nous attacherons, d'une façon toute spéciale, à généraliser, à codifier la pratique de l'arbitrage et de la médiation ou des bons offices. Ces idées forment, pour ainsi dire, l'essence même de notre tâche, le but le plus général proposé à nos efforts: prévenir les conflits pas les moyens pacifiques. Il ne s'agit pas d'entrer dans le domaine de l'utopie. Dans l'œuvre que nous allons entreprendre il faudra tenir compte du possible, ne pas s'attacher à poursuivre des abstractions. Sans rien sacrifier de nos espérances ultérieures, nous devons rester sur le terrain de la réalité, scruter celle-ci dans toute sa profondeur, afin de jeter des fondements solides, de poser des bases concrètes.

Or, la réalité que nous montre-t-elle? Nous apercevons entre les nations une communauté d'intérêts matériels et moraux qui ne cesse de s'accroître. Les liens qui unissent toutes les parties de la grande famille humaine deviennent toujours plus étroits. Voulût-elle rester isolée, une nation ne le pourrait pas; elle est prise comme dans un engrenage vivant, fécond en bienfaits pour toutes; elle fait partie d'un même organisme. Sans doute les rivalités existent, mais ne semble-t-il pas qu'elles se portent plutôt actuellement sur le terrain économique, sur celui des grandes expansions commerciales qui naissent d'un même besoin de répandre au dehors le surplus de l'activité qui ne trouve pas d'emploi suffisant dans la mère patrie. La rivalité ainsi comprise peut encore être bonne, pourvu qu'au dessus d'elle planent l'idée de justice et le sentiment élevé de la grande fraternité humaine.

Si donc les nations sont unis par des liens si multiples, n'y a-t-il pas lieu de rechercher les conséquences qui en découlent? Lorsqu'un dissensitement se produit entre deux ou plusieurs nations, les autres, sans y être mêlées directement, en sont profondément affectées; les effets d'un conflit international, se produisant sur un point quelconque du globe, se répercutent de tous les côtés. Et c'est pour cela que les tiers ne peuvent rester indifférents à ce conflit; il faut que leur action conciliante s'exerce pour l'apaiser. Ces vérités ne sont pas nouvelles; à toutes les époques, il s'est trouvé des penseurs pour les suggérer, des hommes d'Etat pour

les appliquer. Mais elles s'imposent plus que jamais de notre temps et le fait qu'elles aient été proclamées par une assemblée telle que la nôtre, marquera une date considérable dans l'histoire de l'humanité.

Les nations ont un ardent besoin de paix et nous devons à l'humanité, nous devons aux Gouvernements qui nous ont confié ici leurs pouvoirs et qui ont la charge du bien de leur peuples, nous devons à nous-mêmes de faire œuvre utile en précisant le mode d'emploi de quelques uns des moyens destinés à assurer la paix.

Parmi ces moyens, il faut placer l'arbitrage et la médiation. La diplomatie les a admis depuis longtemps dans sa pratique, mais elle n'a pas précisé les modalités de leur emploi, elle n'a pas défini les cas auxquels ils seraient applicables. C'est à cette œuvre élevée que nous allons consacrer nos efforts, soutenus par la conviction que nous travaillons pour le bien de l'humanité tout entière dans la voie que nous ont tracée les générations précédentes.

Mais, puisque nous sommes fermement résolus à nous tenir éloignés de la chimère puisque nous reconnaissons tous que notre tâche actuelle, pour grande qu'elle soit, a ses limites, nous devons aussi nous préoccuper d'une autre face de la situation.

Du moment où toute chance de conflit armé entre les nations ne peut pas être écartée d'une manière absolue, en mitiger les horreurs serait encore travailler dans un but d'humanité. Les gouvernements des Etats civilisés ont déjà conclu des accords internationaux qui ont marqué des étapes importantes. Il s'agit pour nous d'en établir de nouvelles, et, pour cette catégorie de questions, le concours de tant de personnes compétentes, présentes à cette réunion, ne peut manquer d'être très précieux.

Mais il est, en outre, des matières d'une portée très haute et très ardue qui se rattachent également à l'idée du maintien de la paix et dont l'examen a semblé au gouvernement Impérial de Russie pouvoir rentrer dans le cadre des travaux de la Conférence. Il y aurait lieu de se demander si le bien des peuples n'exigerait pas une limitation des armements progressifs; c'est aux gouvernements qu'il appartient, dans leur sagesse, de peser à cet égard les intérêts dont ils ont la charge.

Telles sont, Messieurs, les idées essentielles qui paraissent devoir diriger l'ensemble de nos délibérations.

Nous allons, j'en suis sûr, les examiner dans un esprit élevé et sincèrement conciliant, afin de marcher dans la voie qui conduira à la consolidation de la paix. Nous ferons ainsi une œuvre utile, dont les générations futures devront savoir gré aux souverains et chefs des Etats représentés dans cette enceinte. (Applaudissements.)

Messieurs, Une de nos préoccupations doit être d'assurer la bonne marche de nos travaux, de procéder à une division du travail, à une répartition de la besogne.

Je me permets donc de soumettre à votre approbation le projet suivant:

Il sera constitué trois commissions:

„La première commission sera compétente pour les articles 1, 2, 3 et 4 de la circulaire du 30 Decembre 1898.

La seconde commission sera compétente pour les articles 4, 6 et 7 de la dite circulaire.

La troisième commission sera compétente pour l'article 8 de la même circulaire.

Chaque commission pourra se subdiviser en sous-commissions.

Il est entendu qu'en dehors des points mentionnés ci-dessus la Conférence ne se considère comme compétente pour l'examen d'aucune autre question. En cas de doute, la Conférence aurait à décider si telle ou telle proposition, émise dans les Commissions, rentrerait ou non dans le cadre tracé par ces points.

Chaque Etat aura la faculté de se faire représenter dans chacune des commissions.

Les premiers délégués désigneront ceux des membres de leurs missions respectives qui devront faire partie de chacune des commissions. Ceux-ci pourront d'ailleurs faire partie de deux ou plusieurs commissions.

Ainsi qu'il est établi pour les réunions plénières, chaque Etat n'aura qu'un vote unique dans chaque commission.

Les délégués, représentants des Gouvernements, pourront prendre part aux travaux de toutes les séances des commissions.

Les délégués techniques et scientifiques pourront assister aux réunions plénières de la Conférence.

Les commissions constitueront elles-mêmes leurs bureaux et régleront l'ordre de leur travaux.“

La proposition du Président est adoptée.

Le Président prie MM. les Chefs des délégations de vouloir bien communiquer au bureau les noms des délégués qui seront désignés pour faire partie des différentes Commissions.

Il prie ensuite ceux de ses collègues qui ne l'ont pas encore fait, de bien vouloir remettre au bureau de la Conférence de leurs pleins-pouvoirs. Quant à ceux qui ne sont pas encore en possession de leurs pleins-pouvoirs, il les prie de vouloir bien les remettre au bureau au fur et à mesure de leur réception.

Le Président: Nous nous sommes engagés à observer le secret de nos délibérations aussi bien pour les séances plénières que pour les séances des commissions. Sans déroger à cette règle si importante, il y aura lieu, dans la mesure du possible, de tenir compte de la curiosité légitime du public attentif à nos travaux, et je vous demande de bien vouloir autoriser le bureau, sous la haute surveillance de votre Président, à organiser un service de communications à la presse. (Assentiment.)

Le procès-verbal de la séance d'ouverture est adopté.

Le Président annonce que les membres de la Conférence seront prévenus par les soins du Secrétariat de la date et de l'heure de la prochaine réunion.

La séance est levée à 11 heures et trois quarts.

Le Président,
Staal.

J. C. N. van Eys. Raffalovich.

Albert Legrand.

E. de Grelle Rogier.

W. de Rappard.

A. G. Schimmelpennick.

Max Jarousse de Sillac.

J. J. Rochussen.

G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.

C. E. Dittlinger, " "

Troisième Séance.

23 mai 1899.

Présidence de Son Excellence M. Staal.

La Séance est ouverte à midi.

Le procès-verbal de la 2^{me} Séance est adopté.

Le Président invite M. van Karnebeek à soumettre à la Conférence un projet d'organisation des commissions et de distribution du travail.

M. le Jonkheer van Karnebeek donne lecture des propositions suivantes:

Le Bureau de chaque commission comprendra des Présidents d'honneur, un Président effectif, un Président-adjoint et plusieurs Vice-Présidents.

Les Présidents et Présidents-adjoints se partageront la présidence des sous-commissions.

En vertu de ces dispositions, M. le Jonkheer van Karnebeek propose de constituer les bureaux de la manière suivante:

Première Commission.

S. E. le Comte de Münster,	}	Présidents d'honneur.
S. E. M. White,		Président.
S. E. M. Beernaert,		Président-adjoint.
M. van Karnebeek,		
Abdullah Pacha,	{	Vice-Présidents de la première sous-commission.
Sir John Ardagh,		
Général Mounier,		
Sir John Fisher,	{	Vice-Présidents de la seconde sous-commission.
Amiral Pephau,		
Capitaine de Vaisseau Siegel.		

Deuxième Commission.

S. E. le Duc de Tétuan,	Présidents d'honneur.
S. E. Turkhan Pacha,	
S. E. le Comte Welserheimb,	Président.
M. de Martens,	
M. Affer,	Président-adjoint.
M. Roth,	
Général Thaulow,	Vice-Présidents de la première sous-commission.
Baron de Stengel,	
Général Zuccari.	Vice-Présidents de la deuxième sous-commission.

Troisième Commission.

S. E. le Comte Nigra,	Présidents d'honneur.
S. E. Sir Julian Pauncefote,	
M. Léon Bourgeoys,	Président.
M. de Bille,	
Baron d'Estournelles de Constant,	Vice-Présidents.
Comte de Macedo,	
M. Mérey de Kapos Méré,	
M. Pompilj,	
M. Zorn.	

Ces propositions sont adoptées.

M. le Jonkheer van Karnebeek suggère à la Conférence d'adopter le roulement suivant pour les travaux des Commissions :

Lundi 10 heures première Commission.

Lundi 2 " troisième "

Mardi 10 " deuxième "

Mercredi 10 " première "

Mercredi 2 " troisième "

Jeudi 10 " deuxième "

Vendredi 10 " première "

Vendredi 2 " troisième "

Samedi 10 " deuxième "

Pour la semaine courante, la deuxième commission se réunira Jeudi prochain à 10 heures, la première Vendredi à 10 heures du matin, la troisième Vendredi à 2 heures et la deuxième Samedi à 10 heures.

M. Raffalovich désirerait connaître les intentions de la Conférence concernant les comptes-rendus des séances de Commissions. Il suggère d'adopter le système de notes analytiques qui seraient prises par les secrétaires et dont lecture serait donnée dans la séance prochaine. Ces notes pourraient être employées utilement lorsqu'il s'agira de présenter en séance plénière un rapport sur les travaux des Commissions. Elles ne seraient pas imprimées, mais mises à la disposition des membres qui voudraient les consulter.

La lecture qui en serait faite au commencement de la séance permettrait de contrôler le compte-rendu de la précédente. Toutefois les motions ou les propositions formulées dans les Commissions seraient autographiées et distribuées aux membres.

Après un échange de vues à ce sujet entre MM. le Baron Bildt et Beldiman, la Conférence, sur la proposition de M. de Martens décide que les Commissions régleront elles-mêmes la procédure des comptes-rendus de leurs séances.

Le Président informe la Conférence que de nombreuses adresses ont été reçues par le Bureau et il propose d'en confier le dépouillement à une Commission spéciale présidée par M. van Karnebeek. (Adopté.)

Le Président fait savoir à la Conférence que le tableau de la répartition des membres des diverses Commissions sera imprimé et annexé au procès-verbal de la prochaine séance.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président,
Staal.

Les Secrétaires,

J. C. N. van Eys. Raffalovich.

Albert Legrand.

E. de Grelle Rogier.

W. de Rappard.

A. G. Schimmelpenninck.

Max Jarousse de Sillac.

J. J. Rochussen.

G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.

C. E. Dittlinger, " "

Annexe au procès-verbal de la Séance du 23 mai n°. 3.

Première Commission.

Lundi, Mercredi et Vendredi 10 heures.

S. E. le Comte de Münster,	}	Présidents d'honneur.
S. E. M. White,		Président.
S. E. M. Beernaert,		Président-adjoint.
M. le Jonkheer van Karnebeek,		Vice-Présidents de la première-Sous-Commission.
Abdullah Pacha, Général Mounier, Sir John Ardaghs,		Vice-Présidents de la seconde Sous-Commission.
Capitaine de Vaisseau Siegel, Amiral Pephau, Sir John Fisher.		

Membres.

Pour l'Allemagne: Baron de Stengel, Colonel de Gross de Schwarzhoff,
Capitaine de Vaisseau Siegel.

Pour les Etats-Unis d'Amérique: S. E. M. White, Capitaine de Vaisseau
Mahan, Capitaine d'Artillerie Crozier.

Pour l'Autriche-Hongrie: Lieut.-Colonel de Khuepach zu Ried, Zimmerlehen,
et Halsburg, Capitaine de Corvette Comte Soltyk.

Pour la Belgique: S. E. M. Beernaert, Comte de Grelle Rogier.

Pour la Chine: S. E. M. Yang Yü.

Pour le Danemark: M. de Bille, Colonel von Schnack.

Pour l'Espagne: Colonel Comte del Serrallo.

Pour la France: M. Bihourd, Général Mounier, Amiral Pephau.

Pour la Grande Bretagne: Sir John Fisher, Sir J. Ardagh, Lieut.-Colonel
C. à Court.

Pour la Grèce:

Pour l'Italie: Général Chevalier Zuccari, Capitaine de Vaisseau Chevalier
Bianco.

Pour le Luxembourg:

Pour le Mexique: M. Zénil.

Pour les Pays-Bas: Général den Beer Poortugael, Capitaine de Vaisseau
Tadema.

Pour la Perse: Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovlez.

Pour le Portugal: Capitaine A. d'Ornellas, Capitaine de Vaisseau A. de
Castilho.

Pour la Roumanie: M. Beldiman, Colonel Coanda.

Pour la Russie: M. de Basily, Colonel Gilinsky, Colonel Comte Barantzew,
Capitaine de frégate Schéine, Lieutenant de Vaisseau Ovtchinnikow.
M. Raffalovich.

Pour la Serbie: Colonel Maschine.

Pour le Siam: M. Corragioni d'Orelli, M. E. Rolin.

Pour la Suède et Norvège: Colonel Brändström, Commandeur de Hjulhammar.

Pour la Suisse: Colonel Künzli.

Pour la Turquie: Général Abdullah Pacha, Amiral Mehemed Pacha.

Pour la Bulgarie: Major Hessaptchiew.

Deuxième Commission.

Mardi, Jeudi et Samedi 10 heures.

S. E. le Duc de Tétuan,	}	Présidents d'honneur.
S. E. Turkhan Pacha,		
S. E. le Comte Welsershimb,		
M. de Martens,	Président.	
M. Asser,	Président-adjoint.	
M. Roth,	Vice-Présidents de la première Sous-Commission.	
Général Thaulow,		
Baron de Stengel,		
Général Zuccari.	Vice-Présidents de la seconde Sous-Commission.	

Membres.

Pour l'Allemagne: Baron de Stengel, Docteur Zorn, Colonel de Gross de Schwarzhoff, Capitaine de Vaisseau Siegel.
Pour les Etats-Unis d'Amérique: S. E. M. White, M. Stanford Newell, Capitaine de Vaisseau Mahan, Capitaine d'Artillerie Crozier.
Pour l'Autriche-Hongrie: M. Lammash, Lieut.-Colonel de Khuepach zu Ried, Zimmerlehen et Halsburg, Capitaine de Corvette Comte Soltyk.
Pour la Belgique: S. E. M. Beernaert, Comte de Grelle Rogier, Chevalier Descamps.
Pour la Chine: S. E. M. Yang Yü, M. Hoo Wei Teh, M. Lou Tseng-Tsiang.
Pour le Danemark: Colonel von Snack, M. de Bille.
Pour l'Espagne: M. de Villa Urrutia, M. de Baguer.
Pour la France: Général Mounier, Amiral Pephau, M. Renault.
Pour la Grande-Bretagne: Sir John Fisher, Sir J. Ardagh, Lieut.-Colonel C. à Court.
Pour la Grèce:
Pour l'Italie: Comte Zannini, M. Pompilj, Général Chevalier Zuccari, Capitaine de Vaisseau Chevalier Bianco.
Pour le Japon: M. Motono, Colonel Uyehara, Capitaine Sakamoto, M. Ariga.
Pour le Luxembourg: S. E. M. Eyschen, Comte de Villers.
Pour le Mexique: M. de Mier, M. Zénil.
Pour les Pays-Bas: M. Affer, Général den Beer Poortugael, Capitaine de Vaisseau Tadema.
Pour la Perse: Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.
Pour le Portugal: Comte de Sélim, Capitaine de Vaisseau A. de Castilho.
Pour la Roumanie: M. Beldiman, M. Papiniu, Colonel Coanda.
Pour la Russie: M. de Martens, Colonel Gilinsky, Colonel Comte Barantzev, Capitaine de frégate Schéine, Lieutenant de Vaisseau Ovtchinnikow.
Pour la Serbie: M. Miyatovitch, Dr. Veljkovitch.
Pour le Siam: M. Corragioni d'Orelli, M. E. Rolin.
Pour le Suède et Norvège: Général Thaulow, Colonel Brändström.
Pour la Suisse: Dr. Roth, M. Odier.
Pour la Turquie: Noury Bey, Général Abdullah Pacha, Amiral Mehemed Pacha.
Pour la Bulgarie: Dr. Stancioff.

*Troisième Commission.**Lundi, Mercredi et Vendredi 2 heures.*

S. E. le Comte Nigra,	}	Présidents d'honneur.
S. E. Sir Julian Pauncefote,		
M. Léon Bourgeois,	}	Président.
M. de Bille, Baron d'Estournelles de Constant, Comte de Macedo,		
M. Mérey de Kapos-Mére, M. Pompilj, M. Zorn.	}	Vice-Présidents.

Membres.

Pour l'Allemagne: Docteur Zorn, Colonel de Gross de Schwarzhoff, Capitaine de Vaisseau Siegel.
 Pour les Etats-Unis d'Amérique: S. E. M. White, Hon. Seth Low, M. Holls.
 Pour l'Autriche-Hongrie: S. E. le Comte de Welserheimb, M. Okolicsányi de Okolicsna, M. de Méry de Kapos Mére.
 Pour la Belgique: Comte de Grelle Rogier, Chevalier Descamps.
 Pour la Chine: S. E. M. Yang Yü, M. Hoo Wei-Teh, M. Lou Tseng-Tsiang.
 Pour le Danemark: M. de Bille.
 Pour l'Espagne: S. E. le Duc de Tetuan, M. Villa Urrutia.
 Pour la France: M. Bourgeois, Baron d'Estournelles de Constant, M. Renault.
 Pour la Grande Bretagne: S. E. Sir J. Pauncefote, Sir Henry Howard.
 Pour la Grèce: M. Delyannis.
 Pour l'Italie: S. E. le Comte Nigra, Comte Zannini, M. Pompilj.
 Pour le Japon: Baron Hayashi, M. Motono, M. Ariga.
 Pour le Luxembourg: S. E. M. Eyschen, Comte de Villers.
 Pour le Mexique: M. de Mier, M. Zénil.
 Pour les Pays-Bas: Jonkheer van Karnebeek, M. Asser, M. Rahusen.
 Pour la Perse: Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovlez.
 Pour le Portugal: M. d'Ornellas Vasconcellos.
 Pour la Roumanie: M. Beldiman, M. Papiniu.
 Pour la Russie: S. E. M. Staal, M. de Martens, M. de Basily, M. Raffalovich.
 Pour la Serbie: M. Miyatovitsch, Dr. Veljovitch.
 Pour le Siam: M. Phya Suriya, M. Corragioni d'Orelli, M. Rolin.
 Pour la Suède et Norvège: Baron Bildt, M. Konow.
 Pour la Suisse: Dr. Roth, Colonel Künzli, M. Odier.
 Pour la Turquie: S. E. Turkhan Pacha, Noury Bey.
 Pour la Bulgarie: Dr. Stancioff."

Quatrième Séance.

20 juin 1899.

Présidence de M. Staal.

La séance est ouverte à 4 heures.

Le procès-verbal de la séance du 23 mai est adopté.

Le Président dit que l'ordre du jour de la séance porte en premier lieu l'examen du rapport de la deuxième Commission, sur une série de dispositions ayant pour but d'adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève et le vote des articles que la Commission propose à la Conférence.

M. le Comte de Macedo déclare qu'il ne voudrait pas aller jusqu'à demander l'ajournement de la première partie de l'ordre du jour, mais il fait remarquer que le vote sur les dix articles présentés ne saurait être définitif attendu qu'ils viennent d'être renvoyés par la deuxième Commission à la Sous-Commission.

M. de Martens dit que la Commission a adopté définitivement les 10 articles qui lui ont été soumis. Ce qu'on a renvoyé à l'examen du Comité de rédaction de la première Sous-Commission, ce sont les propositions additionnelles présentées par M. le Capitaine Mahan.

M. le Comte de Macedo répond que d'après lui, il pourrait se faire que les résolutions à prendre modifiaissent encore le texte des articles adoptés et que, dans ce cas, la Conférence aurait à en recommencer l'examen.

Il ajoute que, quelle que soit la décision prise, il croit devoir renouveler la déclaration qu'il a faite dans la séance de la seconde Commission, et qui est conçue dans ces termes:

,Le Comte de Macedo, premier délégué de Portugal, déclare, en priant la deuxième Commission de prendre acte de cette déclaration et d'en tenir compte à titre de réserve générale sur le vote des 10 articles que l'on vient de lire et de mettre en discussion, que les instructions de son Gouvernement ne portant pas, et ne pouvant naturellement porter que sur l'adhésion aux principes généraux contenus dans la circulaire Mouravieff, et sur l'acceptation sous une forme aussi générale des applications de ces principes, le vote favorable, bien que silencieux, qu'il vient d'émettre sur la doctrine des susdits articles, n'a nullement un caractère définitif même dans les limites où ses pouvoirs lui permettent de voter (c'est-à-dire ad referendum); et qu'il ne saurait acquérir ce caractère avant qu'il ait reçu des instructions du Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle, données en pleine connaissance du texte que l'on vient de voter.

Le Président donne acte au Comte de Macedo de sa déclaration.

Le Président: Je suis assuré certainement d'avoir l'adhésion unanime en félicitant la seconde Commission d'avoir été la première à nous apporter un résultat tangible des bonnes volontés communes. Comme le dit excellentement M. Renault dans son remarquable rapport, nous avons devant nous „un projet qui, conciliant les intérêts en présence, donne satisfaction aux vœux, émis depuis si longtemps, que la guerre maritime ne soit plus privée de l'élément humanitaire et charitable que la Convention de Genève a mis dans la guerre continentale.“ Je dois vous demander d'adresser spécialement tous nos remerciements à M. Asser qui a présidé avec sa haute compétence aux délibérations de la Sous-Commission. M. Renault qui a bien voulu se charger du Rapport et qui nous a donné ainsi le commentaire raisonnable et durable du texte, a droit à toute notre gratitude.

M. Asser croit qu'il suffira de lire le texte des articles votés en Commission pour que la Conférence soit en mesure de prendre une décision à leur égard. En ce qui concerne l'observation faite par M. le Comte de Macedo, M. Asser explique qu'en votant au Comité de rédaction les 3 articles additionnels présentés par le Capitaine Mahan, la Commission a entendu maintenir intégralement le texte des dix articles, qui sont soumis à l'approbation de la Conférence. Il est possible, bien que peu probable, que ce renvoi entraîne certaines modifications dans le texte de ces articles.

Dans ce cas le nouveau texte serait soumis à la Conférence dans une réunion ultérieure. Mais il serait regrettable que l'Assemblée plénière se séparât aujourd'hui sans avoir ratifié les propositions de la deuxième Commission.

M. Asser donne ensuite lecture des dix articles tels que la deuxième Commission les a adoptés:

Article 1. Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Article 4. Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leurs concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5. Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6. Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7. Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire: les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8. Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9. Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10. Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront: à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

M. le Comte de Grelle Rogier demande si dans l'art. 10, alinéa 2, il ne serait pas préférable de dire que: "les frais d'hospitalisation et, le cas échéant d'internement seront supportés etc. etc."

M. Renault, Rapporteur, combat cet amendement et prie la Conférence de maintenir de l'article 10.

Le Président consulte la Conférence sur l'adoption des dix articles proposés.

Ces articles sont adoptés.

Le Délégué du Japon, M. Motono, fait la déclaration suivante:

„Dans la séance du 30 mai 1899 de la 1^{re} Sous-Commission de la 2^{ième} Commission, j'ai eu l'honneur, au nom de la délégation du Japon, d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur une lacune, qui nous semblait exister tant dans les dispositions de la Convention de Genève de 1864, que dans celles des articles additionnels de 1868.

Les blessés et les malades de l'armée de terre ainsi que les hôpitaux, les ambulances, et les évacuations sont protégés par la Convention de Genève.

Les articles additionnels de 1868 avaient en vue de protéger dans une certaine mesure les bâtiments hospitaliers, leur personnel ainsi que les blessés, les malades et les naufragés se trouvant sur ces bâtiments; mais ces dispositions ne semblaient s'appliquer, d'après leur teneur générale, qu'aux victimes de la guerre maritime.

Le Gouvernement Impérial du Japon pense qu'il serait nécessaire, dans l'intérêt de l'humanité, d'étendre aux bâtiments hospitaliers chargés du transport par mer des blessés et des malades de l'armée de terre, la protection accordée par la Convention de Genève aux hôpitaux militaires, ambulances et évacuations.

C'est à cet effet, que j'ai eu l'honneur, d'après les instructions de notre Gouvernement, d'exprimer dans la séance du 30 mai de la première Sous-Commission de la deuxième Commission, le désir de voir insérée dans le présent projet une disposition adéquate.

La première Sous-Commission de la deuxième Commission a décidé dans la même séance, de tenir compte de notre désir et Monsieur Renault, dans son remarquable rapport, qui vient de vous être présenté sur les travaux de la deuxième Commission, a fait ressortir en ces termes la portée de l'innovation introduite dans le présent projet:

„Dans les dispositions que la Commission soumet à la Conférence: il est parlé des blessés, malades et naufragés, non des victimes de la guerre maritime. Cette dernière expression, vraie dans la plupart des cas, ne le serait pas toujours et doit, pour ce motif, être écartée. Les règles prévues s'appliquent du moment qu'il y a des blessés et des malades à bord de bâtiments de mer, sans qu'il y ait à rechercher si c'est en mer ou sur terre que la blessure a été faite ou que la maladie s'est déclarée. Par conséquent, si un bâtiment est affecté au transport par mer de blessés ou de malades de l'armée de terre, ce bâtiment, ces blessés et ces malades seront régis par les dispositions de notre projet. A l'inverse, il est bien évident que, si des marins blessés ou malades sont débarqués et placés dans une ambulance ou dans un hôpital, la Convention de Genève s'appliquera pleinement en ce qui les concerne.

Cette remarque nous paraît suffire pour donner satisfaction aux observations présentées dans la Sous-Commission et nous ne croyons nullement nécessaire d'insérer une disposition spéciale à ce sujet.“

Ces observations du rapport de la deuxième Commission donnent pleine satisfaction au désir exprimé par le Gouvernement Impérial du Japon.

En conséquence et pour éviter tout malentendu dans l'avenir quant à l'interprétation des deux textes du présent projet relativement au point susmentionné, j'ai l'honneur de vous demander, au nom de la Délégation du Japon, que le passage du rapport précité soit inséré dans le Protocole de la Conférence de la Paix."

Le Président donne acte à M. Motono de sa déclaration et dit que l'examen en sera renvoyé au Comité chargé de la rédaction de l'acte final.

M. Delyannis fait la déclaration suivante:

„J'ai pris part aujourd'hui à l'examen du rapport et des articles concernant l'adaptation des principes de la Convention de Genève aux guerres maritimes, mais je ne pourrai pas signer l'acte général de la Conférence qui sera rédigé, avant de soumettre le texte à mon Gouvernement et de recevoir l'autorisation de le signer.“

La Délégation ottomane fait la déclaration suivante:

„Les délégués ottomans déclarent qu'ils ne peuvent apposer leurs signatures sur l'acte générale de la Conférence portant approbation des articles qui viennent d'être voté et relatifs à l'adaptation des principes de la Convention de Genève aux guerres maritimes, avant de la soumettre à leur Gouvernement et de recevoir ses instructions.“

Le Président donne acte de ces déclarations.

Le Président dit que la deuxième partie de l'ordre du jour prévoit la nomination du comité qui sera chargé de donner aux décisions de la Conférence la forme conventionnelle, c'est-à-dire de dresser les actes nécessaires suivant les formules habituelles. Il propose de composer ce Comité de Son Exc. le Comte Nigra, de MM. Asser, Descamps, de Martens, Renault Baron de Stengel en adjoignant M. Raffalovich, délégué technique de Russie, pour y représenter le Secrétariat-Général.

Ce choix est ratifié par la Conférence.

La séance est levée à 4 heures et demie.

Le Président,
Staal.

Les Secrétaire,

J. C. N. van Eys. Raffalovich.

Albert Legrand.

E. de Grelle Rogier.

W. de Rappard.

A. G. Schimmelpenninck.

Max Jarousse de Sillac.

J. J. Rochussen.

G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.

C. E. Dittlinger, " "

Annexe au Procès-Verbal de la Séance du 20 juin n° 4.**Rapport à la Conférence.**

La seconde Commission a adopté, sur le rapport d'un Comité de rédaction*), une série de dispositions ayant pour but d'adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève. Elle soumet ces dispositions au vote de la Conférence en les accompagnant du présent Rapport, qui a pour but d'exposer les motifs des articles proposés.

La Seconde Commission (Première Sous-Commission) avait été chargée d'examiner les points V et VI de la Circulaire du Comte Mouravieff. Elle a admis sans discussion qu'il était désirable d'adapter aux guerres maritimes les principes de la Convention de Genève de 1864 et qu'il convenait de prendre comme base les articles additionnels de 1868. Ces articles ont donné lieu à des critiques au lendemain même de leur signature, ils ont été depuis 30 ans l'objet d'études approfondies. Il s'agit maintenant de tenir compte de ces critiques, de profiter de ces études et d'arrêter un projet qui, conciliant les intérêts en présence, donne enfin satisfaction aux vœux émis, depuis si longtemps, par les personnes et les sociétés les plus autorisées, pour que la guerre maritime ne soit plus privée de l'élément humanitaire et charitable que la Convention de Genève a mis dans la guerre continentale. Nous croyons que les travaux préparatoires de ce projet si vivement désirée par l'opinion publique sont actuellement suffisants et qu'il est temps de conclure. Nous espérons que notre travail permettra à la Conférence de le faire et de se prononcer en connaissance de cause, en adoptant un texte qui pourra être facilement transformé en convention internationale.

Les idées générales qui nous ont guidés sont les suivantes. Il faut se borner à poser les principes essentiels et ne pas entrer dans des détails d'organisation et de réglementation qu'il appartient à chaque Etat d'arrêter suivant ses intérêts ou ses habitudes. Nous déterminons quelle doit être, au point de vue international, la condition juridique des bâtiments hospitaliers; mais, comment seront organisés ces bâtiments? Quel sera le rôle des bâtiments de l'Etat ou des bâtiments des sociétés de secours? Admettrat-on même des bâtiments que des particuliers voudraient affecter au service hospitalier pendant la guerre? Ce sont des questions qui doivent être traitées par chaque Gouvernement, qui ne sont pas susceptibles d'une solution uniforme, parce que les situations sont diverses. Suivant les pays, le concours de la charité privée sera plus ou moins actif. En outre, tout en étant préoccupé des exigences de l'humanité, il ne faut pas oublier les nécessités de la guerre; il convient d'éviter des prescriptions inspirées sans doute par des sentiments généreux, mais exposées à être fréquemment

*) Ce Comité comprenait le Vice-Amiral Fisher, le Capitaine de frégate Schéine, le Capitaine de vaisseau Siegel et le professeur Renault, ce dernier rapporteur. Ont également pris part aux travaux du Comité comme membres adjoints le lieutenant-colonel Charles à Court et le lieutenant de vaisseau Ovtchinnikow.

méconnues par les belligérants dont elles entraveraient l'action. L'humanité ne gagne pas beaucoup par l'adoption d'une règle qui doit rester à l'état de lettre morte et la notion du respect des engagements pris s'en affaiblit. Il est donc indispensable de n'imposer que des obligations qui puissent être exécutées en toute circonstance et de laisser aux combattants la latitude dont ils ont besoin; il est à espérer qu'ils n'en useront pas pour entraver inutilement l'action hospitalière.

Les dispositions à arrêter rentrent dans trois ordres d'idées; il s'agit en effet de régler la condition:

- 1° des bâtiments employés, à un service hospitalier (art. 1 à 6);
- 2° du personnel charitable (art. 7);
- 3° des blessés, malades ou naufragés (art. 8 et 9).

Bâtiments.

Il peut y avoir, en fait, des bâtiments de nature très différente, employés à un service hospitalier d'une manière permanente ou accidentelle. Ils doivent être passés en revue.

Bâtiments-Hôpitaux militaires.

A la Conférence de Genève en 1868, les idées avaient varié au sujet de la situation à faire à ces bâtiments; après leur avoir accordé le bénéfice de la neutralité sous certaines conditions, on avait fini par adopter le 9^e article additionnel d'après lequel „les bâtiments hôpitaux militaires restent soumis aux lois de la guerre en ce qui concerne leur matériel; ils deviennent la propriété du capteur, mais celui-ci ne pourra les détourner de leur affectation spéciale pendant la durée de la guerre“. Dès 1869, le Gouvernement français demandait que l'art. 9 fût complété par la disposition suivante: „Toutefois, les navires improprez au combat que, pendant la paix, les Gouvernements auront officiellement déclaré être destinés à servir d'hôpitaux maritimes flottants, jouiront, pendant la guerre, de la neutralité complète du matériel comme du personnel pourvu que leur armement soit uniquement approprié à leur destination spéciale.“ Le Gouvernement britannique se ralliait à cette manière de voir comme il résulte d'une dépêche adressée le 21 janvier 1869 par le Comte Clarendon au Prince de la Tour d'Auvergne.

La Commission s'est prononcée pour le système proposé en 1869, en exprimant l'opinion qu'il ne fallait pas maintenir l'art. 9 avec la disposition complémentaire, mais formuler une règle générale unique. Il a paru indispensable de soustraire aux vicissitudes de la guerre les bâtiments dont il s'agit, en prenant les précautions nécessaires pour que des abus ne fussent pas commis.

La Commission propose donc de soustraire à la prise les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés. Chaque Etat construira ou aménagera comme il l'entendra les bâtiments affectés à son service hospitalier; on ne saurait lui imposer aucun type déterminé. L'idée essentielle est que les bâtiments auront un caractère exclusivement

hospitalier, par suite ne pourront rien porter qui ne soit pas destiné aux blessés ou malades et à ceux qui les soignent, qui puisse être utilisé pour des actes hostiles.

Chaque belligérant doit connaître les bâtiments de son adversaire auxquels des immunités particulières sont accordées; il sera donc nécessaire que les noms de ces bâtiments aient été officiellement communiqués. A quel moment cette communication devra-t-elle avoir été faite? Au moment même de l'ouverture des hostilités, les belligérants doivent naturellement se notifier les noms de leurs bâtiments-hôpitaux. Mais il serait excessif de n'accepter que les notifications faites à ce moment. Un belligérant peut avoir été surpris par la guerre, il n'avait pas d'avance construit ou aménagé des bâtiments-hôpitaux; ou bien la guerre prend de grandes proportions et les bâtiments-hôpitaux existants sont jugés insuffisants. Ne serait-il pas cruel d'interdire aux belligérants la faculté de développer leur service hospitalier suivant les nécessités de la guerre, par conséquent d'aménager de nouveaux bâtiments? C'est ce qui a été admis. Une notification pourra donc être faite au cours même des hostilités; elle devra seulement précéder l'emploi du navire pour son nouveau service.

La notification des noms des bâtiments-hôpitaux militaires intéresse tout d'abord les belligérants; elle peut intéresser aussi les neutres, puisque, ainsi qu'il va être expliqué, une condition particulière est faite à ces bâtiments dans les ports neutres. Il est donc à désirer que les belligérants portent les noms de ces bâtiments à la connaissance des Etats neutres, quand ce ne serait que par une insertion dans leur journal ou recueil officiel.

Il va sans dire que l'affectation hospitalière donnée à un navire et communiquée à l'adversaire ne pourra être modifiée pendant la durée de la guerre. Autrement des abus seraient possibles; on donnerait le caractère hospitalier à un navire pour le faire parvenir en sécurité à un endroit déterminé et là on le transformerait en bâtiment destiné à des opérations hostiles.

Pour exprimer l'immunité accordée aux bâtiments-hôpitaux militaires, nous avons évité les mots de neutres, de neutralité, qui ne sont pas exacts en eux-mêmes, qui ont donné lieu depuis longtemps à de justes critiques reproduites dans la sous-commission. Nous proposons de dire simplement que ces navires seront respectés et ne pourront être capturés. De cette façon, nous formulons d'une manière concrète et précise les deux principales conséquences que l'on entend faire dériver de l'idée abstraite de neutralité. Ces navires ne doivent pas être attaqués. Leur caractère hospitalier apparent interdit d'employer contre eux les moyens dont on peut user contre les bâtiments de guerre de son adversaire. C'est dans le même sens que l'art. 1 de la Convention de 1864 dit que les ambulances et hôpitaux militaires sont respectés par les belligérants. Le respect ainsi assuré aux bâtiments-hôpitaux n'exclut pas les mesures de précaution qu'il peut être nécessaire de prendre à leur égard et dont il sera parlé plus loin. (art. 4.)

En outre, les bâtiments-hôpitaux militaires sont exempts du droit de prise qui s'applique naturellement à tous les bâtiments de l'Etat ennemi. Il y a ici, dans un intérêt supérieur d'humanité qui est commun aux deux belligérants, renonciation à un droit incontestable.

Ce qui précède ne concerne que les rapports des belligérants entre eux; c'est dans ces rapports qu'une condition particulière est faite aux bâtiments-hôpitaux militaires et qu'ils sont traités autrement que des bâtiments de guerre ennemis. Il a paru nécessaire d'étendre la même idée aux rapports de ces bâtiments avec les ports neutres. Autrement les autorités de ces ports pourraient prétendre assimiler ces bâtiments-hôpitaux aux bâtiments de la marine militaire des belligérants dont ils font partie et réglementer la durée de leur séjour comme les conditions de leur départ et de leur ravitaillement aussi strictement que pour les bâtiments de guerre proprement dits, ce qui serait peu raisonnable. Il faut une règle précise pour écarter toute difficulté entre les bâtiments-hôpitaux et les autorités des ports neutres comme toute réclamation de la part des belligérants. En dehors de l'ordre d'idées qui vient d'être indiqué, ces bâtiments-hôpitaux militaires seront naturellement traités comme des bâtiments de guerre, notamment en ce qui concerne le bénéfice de l'exterritorialité.

La condition des bâtiments-hôpitaux militaires pourrait donc être réglée de la manière suivante:

Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre (art. 1.)

Bâtiments hospitaliers des belligérants, autres que les bâtiments de l'Etat.

Le 13^e article additionnel s'occupe des navires hospitaliers équipés aux frais des sociétés de secours. Nous maintenons la disposition en ce qui les concerne avec quelques rectifications. Il s'agit des sociétés officiellement reconnues par chaque belligérant; la formule de l'art. 13 est trop vague et, par cela même, équivoque. Le mot *neutres*, pour définir la condition de ces navires, est évité pour les raisons données à propos de l'article précédent.

Enfin la notification de belligérant à belligérant est prescrite comme pour les bâtiments-hôpitaux militaires; il y a même raison.

La dispositon de l'art. 13 a été utilement complétée. Il nous a paru que les bâtiments que des particuliers voudraient affecter au service hospitalier devraient jouir de la même immunité du moment qu'ils présenteraient des garanties identiques. Il pourra y avoir là une ressource

précieuse; en divers pays, les propriétaires de yachts de plaisance ont exprimé l'intention de les affecter au service hospitalier en cas de guerre.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la puissance belligérante dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires devront être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final (art. 2).

Bâtiments hospitaliers neutres.

L'avenir dira si l'intervention hospitalière des neutres se produira dans les guerres maritimes et dans quelle mesure. Nous nous bornons à dire qu'elle est régulière sous des conditions qui paraissent donner des garanties suffisantes. Ces navires hospitaliers devront avoir une commission officielle de leur gouvernement qui ne l'accordera qu'en connaissance de cause, c'est-à-dire après s'être assuré du caractère exclusivement hospitalier des navires, et leurs noms devront être notifiés aux Puissances belligérantes.

Il avait été question d'exiger que les bâtiments hospitaliers neutres se rangeassent sous l'autorité directe de l'un des belligérants. Une étude attentive nous a démontré que cette solution entraînerait d'assez graves difficultés. Quel pavillon porteraient les navires dont il s'agit? Ny aurait-il pas quelque chose de contraire à l'idée de la neutralité dans le fait, pour des navires ayant une commission officielle, d'être incorporés dans la marine de l'un des belligérants? Il nous a semblé qu'il suffisait que l'action de ces bâtiments, qui dépendent d'abord du Gouvernement dont ils tiennent leur commission, fût soumise à l'autorité des belligérants dans les termes prévus par l'art. 4 ci-après.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes au début ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage (art. 3).

Règles communes aux bâtiments hospitaliers.

L'immunité accordée aux bâtiments dont il vient d'être parlé n'est pas motivée par leur intérêt propre, mais par l'intérêt des victimes de la guerre auxquelles ils se proposent de porter secours. Cet intérêt, si respectable qu'il soit, ne doit pas faire perdre de vue le but même de la guerre. Cette double idée explique deux séries de dispositions.

Tout d'abord, le but hospitalier ne doit pas être exclusivement égoïste. Les navires dont il s'agit doivent fournir leur assistance aux victimes de

la guerre, sans distinction de nationalité. Cela ne s'applique pas seulement aux bâtiments neutres, qui, par exemple, donnent leur concours charitable aux deux partis; cela s'applique également aux bâtiments des belligérants. Ainsi se justifie l'immunité qui leur est accordée. Chaque belligérant renonce au droit de capture des bâtiments de cette espèce qui appartiennent à son adversaire. Cette rénonciation est dictée par une pensée charitable et aussi par l'intérêt bien entendu, puisque, le cas échéant, ces navires rendront service à ses marins comme à ceux de son ennemi.

Il faut qu'il soit bien entendu que ces navires ne serviront à aucun autre but, qu'ils ne pourront, sous aucun prétexte, être directement ou indirectement utilisés pour une opération militaire quelconque: informations à recueillir, dépêches à transmettre, combattants, armes ou munitions à transporter. Les Gouvernements, par le fait même de la signature de la convention projetée, contracteront en ce sens un véritable engagement d'honneur. Il y aurait perfidie à le méconnaître.

Tout en s'en tenant scrupuleusement à leur rôle charitable, les bâtiments hospitaliers ne devront en rien gêner les mouvements des belligérants. Ceux-ci peuvent demander, accepter ou refuser leur concours. Ils peuvent leur enjoindre de s'éloigner, soit purement et simplement, soit en leur imposant une direction déterminée. Dans ce dernier cas, il pourra quelquefois paraître nécessaire de mettre un commissaire à bord afin d'assurer la parfaite exécution des ordres donnés. Enfin, dans des circonstances particulièrement graves, le droit des belligérants pourra aller jusqu'à retenir les bâtiments hospitaliers; cela peut être nécessaire, par exemple, pour assurer le secret absolu d'une opération.

Pour éviter les contestations sur l'existence ou le sens d'un ordre donné, il est désirable que le belligérant mentionne cet ordre sur le journal de bord du bâtiment hospitalier. On comprend que cela ne soit pas toujours possible: l'état de la mer, l'extrême urgence peuvent mettre obstacle à l'accomplissement de cette formalité; on ne saurait donc exiger cet accomplissement d'une manière absolue. Le bâtiment hospitalier ne serait pas admis à invoquer la non-inscription sur son journal de bord pour se justifier de l'inobservation des ordres reçus, alors que la preuve de ces ordres serait fournie d'une autre manière.

On a quelquefois proposé de déterminer des signaux particuliers, soit pour les bâtiments qui demanderaient des secours, soit pour les bâtiments hospitaliers qui en offriraient. La Commission a pensé qu'aucune disposition spéciale n'était nécessaire à ce sujet, que le Code international des signaux, tel qu'il a été adopté par toutes les marines, suffisait pour le but que l'on avait en vue.

Enfin, il va sans dire que les belligérants doivent avoir le droit de contrôle et de visite sur tous les bâtiments hospitaliers sans exception. Il faut qu'ils puissent s'assurer qu'aucun abus n'est commis, que les bâtiments ne sont en rien détournés de leur destination charitable. Le droit de visite est ici la contrepartie nécessaire de l'immunité et il n'y a pas lieu de s'étonner de le voir appliqué même à des bâtiments de l'Etat.

Ces bâtiments visités seraient capturés si on les avait laissés sous l'empire du droit commun; la visite n'empêche donc pas leur situation; elle est une condition du sort plus favorable qui leur est fait.

Il convient de remarquer que la visite des bâtiments hospitaliers est importante, non seulement pour constater que ces bâtiments ne sortent pas de leur rôle, mais aussi pour déterminer la situation des blessés, malades ou naufragés, qui se trouvent à bord, ainsi qu'il sera expliqué plus loin à propos de l'art. 9.

Les dispositions qui vont être reproduites, sont presque textuellement empruntées aux al. 4, 5, 6 et 7 du 13^e article additionnel; nous avons dû seulement les étendre à tous les bâtiments hospitaliers sans distinction, du moment que nous accordions des immunités à tous les bâtiments.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront (art. 4).

Signes distinctifs des bâtiments hospitaliers.

Les bâtiments hospitaliers doivent manifester leur caractère d'une manière non équivoque; ils y ont le plus grand intérêt. Nous avons emprunté les dispositions de l'alinéa 3 du 12^e article additionnel et de l'alinéa 3 de l'art. 13, en modifiant légèrement la terminologie qui ne convient plus aux bâtiments actuels.

Tous les bâtiments consacrés exclusivement au service hospitalier devront avoir une bande verte ou rouge de la largeur indiquée. Cela pourrait être impossible pour leurs embarcations, comme pour les yachts ou les petits bâtiments qui viendraient à être affectés à un service hospitalier; ils auront une peinture analogue avec les proportions que permettront les dimensions des bâtiments.

Ces bâtiments se feront reconnaître en hissant leur pavillon national en même temps que le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève. La règle qui nous est dictée par cette Convention, s'applique à tous les bâtiments hospitaliers ennemis ou neutres. La difficulté soulevée pour ces derniers se trouve écartée comme il a été expliqué plus haut à propos de l'art. 3.

Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève (art.) 5).

Bâtiments de commerce neutres.

Il s'agit de bâtiments neutres affectés occasionnellement au transport des blessés, malades ou naufragés, qu'ils aient été spécialement affrétés dans ce but ou qu'ils aient été fortuitement en situation de recueillir des victimes de la guerre. Dans la rigueur du droit, ces bâtiments portant des blessés, malades ou naufragés de l'un des belligérants et rencontrant un bâtiment de guerre de l'autre, pourraient être considérés comme s'étant rendus aux auxiliaires du belligérant dont ils transportent les nationaux et comme étant, par suite, passibles de la prise. Tout le monde est d'accord pour écarter cette conséquence extrême et pour décider que ces bâtiments ne doivent pas être punis pour leur assistance charitable, mais être laissés libre. On voit spécialement ici l'avantage qu'il y a à éviter le mot neutralité pour désigner l'immunité accordée à certains bâtiments. On serait autrement obligé de dire que les bâtiments neutres dont nous nous occupons sont neutralisés, ce qui serait assez étrange en la forme.

Par contre, ces bâtiments ne peuvent, par le fait de leur coopération charitable, être soustraits aux conséquences de leur conduite qui serait contraire aux devoirs de la neutralité. Cela se présenterait, par exemple, dans le cas où ils transporterait de la contrebande de guerre, dans celui où ils violeraient un blocus. Les suites ordinaires de ces actes se produiraient à leur égard.

En un mot, le transport de blessés, malades ou naufragés, par un bâtiment neutre n'entraîne ni aggravation ni amélioration de sa condition de neutre. C'est probablement ce qu'avait voulu dire l'art. 10 additionnel, dans son 2^e alinéa, mais la formule employée était obscure et on comprend que le Gouvernement britannique ait demandé des éclaircissements. La disposition que nous présentons ci-après, est conforme aux principes juridiques comme à l'interprétation sur laquelle le Gouvernement britannique et le Gouvernement français étaient tombés d'accord en 1869. (Lettre du Comte de Clarendon du 21 janvier 1869 et réponse du Prince de la Tour d'Auvergne du 26 février suivant.)

Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés

des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises (art. 6).

On remarquera que nous ne proposons aucun article visant le cas d'un bâtiment de commerce d'un belligérant portant des blessés ou des malades. La conséquence de ce silence est que le bâtiment reste sous l'empire du droit commun et, par suite, est exposé à la prise. Cette conséquence rigoureuse nous a paru seule logique et conforme aux principes. Le 10^e article additionnel, dans son alinéa 1, admet que le bâtiment chargé exclusivement de blessés ou de malades, est „couvert par la neutralité“; il n'en serait donc pas de même au cas où il y aurait, indépendamment des blessés et des malades, d'autres passagers, des marchandises. La distinction peut-elle se justifier? nous ne l'avons pas pensée.

— La Commission ne propose pas non plus le texte correspondant au 6^e article additionnel. Il lui a semblé que le cas prévu par cet article n'avait pas à être réglé spécialement, mais qu'il rentrait dans les cas visés précédemment.

Il s'agit d'embarcations, qui, à leurs risques et périls, pendant et après le combat, recueillent ou qui, ayant recueilli des naufragés ou des blessés, les portent à bord d'un navire neutre ou hospitalier. Si ces embarcations dépendent du navire neutre ou hospitalier, elles participent du caractère du navire auquel elles se rattachent; elles ne pourront être capturées d'après les règles précédemment admises. S'il s'agit d'embarcations ennemis, qu'elles dépendent d'un bâtiment de guerre ou d'un bâtiment de commerce d'un belligérant, elles pourront être capturées par l'autre. Il n'y a donc là rien de spécial et les principes posés par nous paraissent comprendre toutes les hypothèses. Nous avons par cela même examiné le 6^e point de la circulaire du Comte Mouravieff.

Du personnel sanitaire.

Il n'y a pas lieu de se préoccuper en principe du personnel sanitaire se trouvant à bord d'un bâtiment hospitalier; le bâtiment étant respecté, le personnel qu'il porte ne sera pas troublé dans l'exercice de ses fonctions. La situation sera autre à l'égard d'un bâtiment de guerre qui tomberait au pouvoir de l'ennemi et qui aurait à son bord un personnel sanitaire; on peut supposer aussi un bâtiment de commerce ennemi transportant des blessés et des malades avec des médecins et infirmiers pour les soigner. Il convient de décider, par analogie de ce qui est admis pour la guerre continentale, que, toutes les fois qu'un navire sera capturé, le personnel sanitaire qui s'y trouvera sera inviolable, c'est-à-dire ne pourra être fait prisonnier de guerre. Il faut éviter les expressions de neutre et de neutralité pour les personnes comme pour les navires.

Ce personnel devra continuer à remplir ses fonctions dans la mesure où cela serait nécessaire. Il est possible que le vainqueur n'ait pas à sa disposition des médecins et infirmiers en nombre suffisant pour soigner les malades tombés en son pouvoir.

On peut bien poser le principe que le personnel sanitaire entre les mains de l'ennemi n'est pas prisonnier de guerre, mais non préciser le moment où il aura le droit de s'en aller. On est obligé de s'en remettre sur ce point au commandant en chef, les circonstances étant essentiellement variables et ne se prêtant pas à une réglementation stricte. Il faut que le commandant soit bien pénétré de cette idée qu'il n'a pas en son pouvoir des prisonniers de guerre et qu'il n'a pas la faculté de les retenir capricieusement.

Enfin, on doit assurer un traitement à ce personnel ainsi retenu chez l'ennemi.

On peut hésiter quant au chiffre de ce traitement. Sera-ce le traitement que les médecins retenus ont dans leur propre armée ou celui que les médecins du même grade touchent dans l'armée ennemie? La solution la plus stricte consisterait à dire que c'est seulement le traitement le plus faible qui doit être touché. Il a paru plus simple et plus équitable de maintenir aux médecins la jouissance intégrale de leur traitement sans entrer dans les questions de détail au sujet des traitements tels qu'ils existent chez le belligérant aux mains duquel sont les médecins.

La rédaction proposée ci-après s'est inspirée des articles additionnels 7 et 8 qui ont été seulement modifiés sur quelques points.

Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer au personnel ennemi tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement (art. 7).

Blessés, malades ou naufragés.

Il est un principe général qui est à la base de la Convention de Genève et qui doit s'appliquer à la guerre maritime comme à la guerre continentale, c'est que l'obligation d'assistance existe envers les victimes des opérations militaires sans distinction de nationalité. Une application de cette idée a été faite précédemment à propos du rôle des bâtiments hospitaliers. V. art. 4, al. 1. On peut aussi se reporter à l'al. 1 de l'art. 11 additionnel.

Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs (art. 8).

Dans les dispositions que la Commission soumet à la Conférence, il est parlé des blessés, malades et naufragés, non des victimes de la guerre maritime. Cette dernière expression, vraie dans la plupart des cas, ne le serait pas toujours et doit, pour ce motif, être écartée. Les règles prévues s'appliquent du moment qu'il y a des blessés et des malades à bord de

bâtiments de mer, sans qu'il y ait à rechercher si c'est en mer ou sur terre que la blessure a été faite ou que la maladie s'est déclarée. Par conséquent, si un bâtiment est affecté au transport par mer de blessés ou de malades de l'armée de terre, ce bâtiment, ces blessés et ces malades seront régis par les dispositions de notre projet. A l'inverse, il est bien évident que, si des marins blessés ou malades sont débarqués et placés dans une ambulance ou dans un hôpital, la Convention de Genève s'appliquera pleinement en ce qui les concerne.

Cette remarque nous paraît suffire pour donner satisfaction aux observations présentées dans la Sous-Commission et nous ne croyons nullement nécessaire d'insérer une disposition spéciale à ce sujet.

La situation à faire aux blessés, malades ou naufragés, a donné lieu à beaucoup de controverses et même à des règles un peu confuses des articles additionnels. V. art. 6, al. 3, art. 10, al. 1, art. 11, al. 2, art. 13, al. 8. Il a paru à la Commission, que la difficulté est venue surtout de ce qu'on avait perdu de vue le principe général très simple qu'il n'y avait qu'à appliquer aux différents cas. Ce principe est le suivant: un belligérant a en son pouvoir des combattants ennemis; ces combattants sont ses prisonniers. Peu importe qu'ils soient blessés, malades ou naufragés, qu'ils aient été recueillis par tel ou tel bâtiment. Ces circonstances de fait ne changent pas la situation de droit. Il faut donc d'abord poser ce principe, dont les applications ne seront pas toujours conformes aux règles posées en 1868. Un navire hospitalier d'un belligérant recueille des malades, des blessés ou des naufragés de sa nationalité et les transporte dans un port de son pays; pourquoi les malades, blessés ou naufragés ne seraient-ils pas libres au même titre que les malades et les blessés recueillis par une ambulance? Le dernier alinéa de l'art. 13 additionnel dit cependant que les blessés et les naufragés recueillis par les navires hospitaliers ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Si nous supposons que le même navire hospitalier, chargé de blessés, de malades ou de naufragés de sa nationalité, rencontre un croiseur ennemi, pourquoi celui-ci ne serait-il pas autorisé à considérer comme prisonniers de guerre ces combattants qui tombent en son pouvoir? Parmi les combattants, il y en a, les blessés et les malades, qui ont droit à un traitement spécial, envers qui le capteur a des devoirs; ils n'en rentrent pas moins tous dans la notion que l'on se fait des prisonniers de guerre. Les articles additionnels admettent cela en ce sens que les combattants dont il s'agit sont rendus incapables de servir, art. 10, al. 1, art. 13, al. fin. Mais cette disposition n'offre pas une garantie suffisante.

Le croiseur reste donc libre d'agir suivant les circonstances: il peut garder les prisonniers, les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou, au besoin même, sur un port ennemi, dans le cas où il n'y aurait pas d'autre port à proximité. Il prenra aussi ce dernier parti quand il n'y aura que des blessés ou des malades assez gravement atteints. Il n'aura pas d'intérêt à se charger ou à charger inutilement son pays de blessés et de malades ennemis. Le plus souvent donc les navires hospitaliers

ou autres ainsi chargés de blessés et de malades ne seront pas détournés de leur destination. L'humanité et l'intérêt du belligérant commanderont également cette solution. Mais le droit du belligérant ne peut être méconnu. Les blessés ou malades qui sont ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre. Il va sans dire que, s'ils viennent à être échangés, leur situation de prisonniers de guerre en liberté sur parole cesse et qu'ils reprennent leur liberté d'action.

Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre (art. 9).

La dernière disposition dont il reste à parler n'a pas de correspondant dans les articles additionnels. Elle vise le cas de naufragés, blessés ou malades qui seraient débarqués dans un port neutre. Ce cas est à prévoir, parce que, d'une part, il est de nature à se présenter assez fréquemment, et que, de l'autre, il peut, en l'absence d'une règle précise, donner lieu à des difficultés. Il va sans dire que le Gouvernement neutre n'est pas tenu de recevoir sur son territoire les blessés, malades ou naufragés. Peut-il même le faire, sans manquer aux devoirs de la neutralité? Le doute vient de ce que, dans certains cas, un belligérant trouvera grand avantage à se débarrasser ainsi des blessés et des malades qui l'encombrent et le gênent pour ses opérations; le territoire neutre lui servira à mieux exécuter son entreprise hostile. Néanmoins il a paru que les considérations d'humanité devaient l'emporter ici, que le plus souvent le débarquement des blessés et des malades recueillis, par exemple, à bord de bâtiments hospitaliers ou de bâtiments de commerce aurait un caractère exclusivement charitable, qu'autrement on agraverait inutilement les souffrances des blessés et des malades en prolongeant la traversée de manière à atteindre un port de leur nation. Il pourra d'ailleurs arriver que les blessés et les malades ainsi débarqués appartiennent aux deux belligérants.

Le neutre qui a consenti au débarquement est tenu de prendre les mesures nécessaires pour que son territoire serve seulement d'asile aux victimes de la guerre et pour que les individus ainsi recueillis ne puissent de nouveau prendre part aux hostilités. Cela est important à dire surtout en ce qui concerne les naufragés.

Enfin, il est évident que les dépenses matérielles occasionnées par la présence de ces malades, blessés ou naufragés, ne doivent pas rester à la charge de l'Etat neutre. Elles devront lui être remboursées par l'Etat dont relèvent les individus ainsi recueillis.

Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades (art. 10).

La Commission ne présente aucune disposition correspondant à l'art. 14 additionnel. Il a été admis sans débat que cet article devait disparaître. Sans doute, il pourra malheureusement arriver que les prescriptions posées, si elles sont rendues obligatoires, ne soient pas observées en toute circonstance, que des abus plus ou moins graves soient commis. Ces faits regrettables entraîneront les sanctions ordinaires du droit des gens; il n'y a pas à les prévoir par une disposition spéciale qui serait de nature à affaiblir la valeur juridique et morale des règles précédentes.

Texte soumis à la Conférence.

Article 1. Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'il sont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux puissances belligérantes au début ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Article 4. Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leurs concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5. Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6. Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7. Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8. Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9. Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10. Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

Cinquième Séance.

5 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. Staal.

La séance est ouverte à deux heures trois quarts.

Le procès-verbal de la séance du 20 juin est adopté.

Le Président dit que l'ordre du jour porte en premier lieu l'examen et la confirmation du projet de déclaration ou convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Il ajoute:

„Avant de donner la parole au Rapporteur, je dois me faire l'interprète des sentiments de la Conférence, tout d'abord auprès du jurisconsulte éminent qui a présidé avec ses qualités habituelles les douze séances de la Sous-Commission: Mr. de Martens nous tient de trop près pour que je ne craigne de paraître partial en en disant davantage. Il me permettra cependant de lui dire qu'une grande part du succès lui revient: c'est de coeur et d'âme qu'il s'est consacré à sa tâche. Ces douze séances portent témoignage du travail ardu et continu auquel la Sous-Commission s'est astreinte pour mener à bonne fin l'œuvre qui lui était assignée; la Sous-Commission dans laquelle ont siégé des hommes d'une si haute compétence, mérite tous nos éloges; nous devons en dire autant du comité de rédaction. Vous avez eu, cette fois encore, la bonne fortune de rencontrer en M. Rolin le rapporteur idéal: exact, impartial, capable d'embrasser l'ensemble et le détail; remercions-le de son beau travail.“

(Applaudissements.)
Le Président donne la parole à M. de Martens, Président de la deuxième Commission, pour rendre compte à la Conférence des décisions prises et des vœux émis par cette Commission.

M. de Martens ne pense pas que la Conférence désire entendre une nouvelle lecture du texte des soixante articles adoptés par la Commission ni du rapport présenté sur le même sujet par M. Rolin. Ces documents sont sous les yeux de l'Assemblée et M. de Martens demande à la Conférence de vouloir bien approuver le travail de la deuxième Commission, tel qu'il résulte des textes votés et du rapport interprétatif qui les accompagne.

Cette proposition ne soulevant aucune objection, le Président la déclare adoptée.

M. de Martens ajoute que, par la décision qu'elle vient de prendre, la Conférence accepte le Rapport de M. Rolin comme un commentaire interprétatif authentique des articles votés émanant de la Conférence toute entière.

M. de Martens dit qu'il a été chargé par la seconde Commission de soumettre à l'approbation de la Conférence plusieurs vœux que cette Commission a discutés et adoptés.

Le premier de ces vœux a été émis sur l'initiative de M. le premier délégué du Luxembourg. Il exprime le désir de voir la question des droits et devoirs des neutres inscrite au programme d'une Conférence ultérieure.

Ce vœu est adopté sans discussion.

Le second vœu porte sur le bombardement par une force navale des ports, villes et villages côtiers non défendus.

La deuxième Commission a pensé qu'il serait trop compliqué de chercher à résoudre cette question dans la présente Conférence en étendant au bombardement des ports non défendus la prohibition prévue par l'article 25 de la Convention relative aux lois de la guerre sur terre. Elle a donc, à l'unanimité sauf une abstention, émis le vœu que cette question soit renvoyée à l'examen d'une Conférence ultérieure.

Il est bien entendu que ce vœu n'engage pas les Gouvernements et n'a d'autre objet que d'attirer leur sérieuse attention sur cet important sujet.

S. E. Sir Julian Pauncefote dit qu'à son avis un vœu de cette nature exerce jusqu'à un certain point une pression morale sur les Gouvernements.

Il rappelle que le Gouvernement britannique n'a pris part à la Conférence de Bruxelles qu'à la condition que les questions navales resteraient en dehors des dispositions adoptées.

En l'absence d'instructions nouvelles, il ne pourrait s'associer à aucune décision de cette nature, n'eût-elle que la portée d'un simple vœu.

M. Le Président donne acte à Sir Julian Pauncefote de sa déclaration et déclare adopté le deuxième vœu de la Commission.

M. de Martens dit que le troisième vœu concerne la révision de la Convention de Genève. Il a été proposé par la première Sous-Commission de la deuxième Commission sur l'initiative de M. Asser, son Président, dans la teneur suivante:

„La Conférence de la Haye, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement fédéral Suisse pour la révision de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette Convention“.

Ce texte a été adopté par la deuxième Commission avec une motion de M. Beldiman ainsi conçue:

„En exprimant le vœu relatif à la révision de la Convention de Genève, la deuxième Commission adhère entièrement à la déclaration faite par M. Asser, président de la première Sous-Commission, dans la séance du 20 juin, et par laquelle M. le délégué des Pays-Bas a constaté que tous les Etats représentés à la Haye seraient heureux de voir le conseil fédéral suisse prendre à bref délai l'initiative de la convocation d'une Conférence en vue de la Convention de la révision de la Convention de Genève“.

M. de Martens précise, qu'en formulant ce vœu, la Conférence n'entend pas donner au Gouvernement fédéral le mandat formel de convoquer la Conférence de révision, mais exprime le désir de voir la révision de la Convention de Genève faite par les soins du Gouvernement suisse.

Le vœu et la motion proposées par la deuxième Commission sont adoptés.

M. de Martens dit que le quatrième vœu porte sur une proposition faite à la Conférence sous forme de lettre adressée à Son Président par

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

D

la Délégation des Etats-Unis d'Amérique et tendant à déclarer l'inviolabilité de la propriété privée en temps de guerre sur mer.

La deuxième Commission n'a pas pensé qu'il lui fut possible, ni quant à la compétence, ni quant au fond, d'entrer en matière sur cette question; mais elle a cru devoir émettre le vœu que la proposition présentée par la Délégation des Etats-Unis fût mise au programme d'une Conférence ultérieure.

Son Exc. M. White demande à développer sa proposition et s'exprime en ces termes:

„Le mémoire qui a été communiqué aux membres de la Conférence démontre comment le Gouvernement des Etats-Unis, pendant plus d'un siècle, s'est sérieusement efforcé de faire adopter le principe de l'inviolabilité de la propriété privée, à l'exception de la contrebande de guerre, en temps de guerre maritime.

En se rendant avec empressement à l'appel de Sa Majesté l'Empereur de Russie et à l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas de prendre part à cette Conférence, mon Gouvernement désirait non seulement donner son appui aux principaux buts énoncés dans la circulaire, mais il y voyait une occasion justifiée pour porter de nouveau cette proposition devant les nations amies, dans l'espoir qu'elle puisse être adoptée comme une partie du droit international.

La Commission des Etats-Unis d'Amérique a bien trouvé plusieurs puissances prêtes à accepter sa proposition et d'autres dont les intentions inclinaient évidemment vers une telle adoption, mais d'autre part elle n'a pas réussi à se procurer un appui assez unanime pour lui permettre d'insister plus sur la matière pendant la présente Conférence.

Le doute généralement partagé quant à la compétence de cette Conférence, compétence déterminée par l'invitation, et le fait que les délégués de plusieurs grandes Puissances n'étaient pas munis d'instructions spéciales sur la matière, et enfin l'obligation qu'a sentie la Conférence de donner tout le temps possible aux grandes questions qui intéressent le plus directement les nations, toutes ces circonstances font pressentir qu'on ne peut attendre de cette Conférence un résultat positif ou final par rapport à cette matière.

Mais, obligés de reconnaître ce fait avec un regret sincère, nous estimons que nos instructions nous imposent le devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir, afin que cette grande question, si importante pour nous tous, reste présente à l'esprit des nations représentées ici.

Nous n'avons pas perdu l'espérance de voir cette question amenée à une heureuse solution.

Rien n'est plus évident que le fait que, de plus en plus, les penseurs éminents dans le domaine du droit international inclinent vers la doctrine que nous défendons.

De plus en plus aussi il devient clair que l'adoption de ce principe est dans l'intérêt de toutes les nations.

Il est reconnu également que tout engagement de s'abstenir de la course est vain, s'il ne comporte pas en même temps l'inviolabilité de toute propriété privée sur mer, à l'exception de la contrebande de guerre.

Les deux systèmes de nuire à l'ennemi pendant la guerre sont logiquement unis. Si l'on s'abstient de faire usage de l'un, une garantie nécessaire est qu'on n'adhère pas à l'autre.

Il est devenu de plus en plus évident que l'éminent Comte de Nesselrode a exprimé non seulement une profonde conviction, mais encore une grande vérité, en affirmant que cette déclaration que les Etat-Unis ont soutenue dans son temps comme ils la soutiennent maintenant, couronnerait de gloire la diplomatie moderne.

Je n'ignore pas qu'on se sert d'un argument qui, à première vue, paraît avoir une force considérable, à savoir que même si l'on garantissait l'inviolabilité de la propriété privée, en tant qu'elle n'est pas contrebande de guerre, une nouvelle question très épingleuse surgirait immédiatement: celle de définir ce qu'il faut entendre aujourd'hui par contrebande de guerre.

L'attention se dirige naturellement sur le fait que le charbon, la matière première du pain, aussi le riz (dans une des guerres récentes entre deux grandes Puissances) et même les vaisseaux pourraient tomber sous la dénomination de contrebande.

Mais je n'ai certainement pas besoin de dire à une assemblée de personnes aussi intelligentes et éclairées que celles réunies ici, que les difficultés qui s'opposent à faire un second pas dans une matière de ce genre ne constituent pas un argument qui obligerait à renoncer au premier pas.

La voie la plus sage paraît être de faire le premier pas et, après l'avoir fait, d'examiner ce que sera le second.

Comment puis-je nier que les efforts faits en faveur de la cause que nous défendons, ont été compromis par quelques uns des arguments employés à cet effet? Il fait reconnaître que plus de mal que de bien a été fait par quelques uns des arguments qui ont assimilé la propriété privée sur mer à la propriété privée sur terre en temps de guerre. Mais cela ne prouve rien contre la masse écrasante d'arguments en faveur de notre proposition.

Si la question était en discussion en ce moment, s'il n'y avait pas d'autres sujets sur lesquels l'attention du monde est engagée, et qui absorbent notre activité, je voudrais fixer vos regards sur les pertes immenses qui doivent être subies par les nations dans le cas d'une déclaration de guerre. Je citerais comme exemple les pertes résultant de la dénationalisation des navires et des marchandises, sans qu'il en résulte un effet proportionné sur la décision des questions en litige.

Un rapide coup d'œil sur l'histoire des croiseurs confédérés durant la guerre civile américaine montre combien sérieuses seraient les pertes des puissances directement intéressées. Trois croiseurs confédérés seulement ont

exercé une action de quelque importance; leur prises se sont bornées à 169 navires; la prime d'assurance entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne a progressé de 30 shillings la tonne à 120 shillings; près d'un demi million de tonneaux de la marine marchande américaine furent mis sous pavillon anglais; le résultat final a été la disparition presque complète de la marine de commerce des Etats-Unis. Si un semblable résultat a été obtenu par les opérations de trois petits navires, qui étaient loin d'être excellents, qui étaient mal équipés, qu'arriverait-il avec les moyens qui sont aujourd'hui à la disposition des plus grandes nations?

Cependant tout le monde sait que cet emploi des corsaires n'a pas eu le moindre effet pour terminer ou même pour abréger cette guerre. Si les pertes avaient été dix fois plus considérables, elles n'auraient en rien contribué à raccourcir les hostilités. Il y a eu simplement une destruction d'une grande masse de propriété appartenant à la partie la plus laborieuse et la plus méritante de notre population, de nos marins qui avaient placé dans leurs navires les économies qu'ils avaient faites. L'effet le plus évident fut de laisser une cause de ressentiment entre deux grandes nations, ressentiment qu'un arbitrage fameux a réussi à écarter. La seule mesure propre à abréger une guerre par l'action de navires de guerre, c'est le maintien du blocus.

Aujourd'hui, le transport des marchandises par terre s'est tellement développé que l'interruption du transport par mer ne peut en général servir à rien pour hâter la fin de la guerre, mais l'action en peut être considérable au point de vue de la destruction de richesses accumulées par l'industrie de l'homme, si bien qu'il faudra plusieurs générations pour réparer la perte: le monde entier en subit la répercussion.

Messieurs, la Délégation américaine ne défend pas les intérêts particuliers de son pays. Nous savons fort bien que, dans les conditions actuelles, si la guerre éclatait entre deux ou plusieurs puissances européennes, il y aurait immédiatement un transfert énorme de frêt et de navires à des pays neutres, et que les Etats-Unis, comme l'un d'eux, en retirerait d'énormes avantages. Mais mon Gouvernement n'a point le désir de favoriser des intérêts de cette espèce. Ne pourrai-je point dire qu'un trait caractéristique de mes concitoyens a été bien mal compris en Europe. Les Européens supposent généralement que le peuple des Etats-Unis est un peuple éminemment pratique. C'est vrai, mais c'est seulement la moitié de la vérité; car le peuple des Etats-Unis n'est pas seulement pratique, il est encore bien plus dévoué à l'idéal.

Il n'y a pas de plus grande erreur, lorsqu'on envisage les Etats-Unis ou lorsqu'on traite avec eux, que de supposer que leurs citoyens sont guidés uniquement par des intérêts matériels. Notre propre guerre civile montre que l'idée idéale de maintenir l'Union des Etats nous a entraînés dans un conflit qui a coûté le sacrifice de près d'un million d'hommes et de près de dix milliards de dollars.

Je le dis non par vanité, mais pour montrer que les Américains sont non seulement des gens pratiques, mais encore des idéalistes quant à la

question de l'inviolabilité de la propriété sur mer; ce n'est pas seulement une question d'intérêt pour nous; c'est une question de droit, de justice, de progrès pour le monde entier et c'est là ce que mes compatriotes ressentent si vivement.

Au nom donc de la délégation des Etats-Unis, je viens appuyer la motion de référer la question tout entière à une Conférence ultérieure. Je le fais à regret, mais en vue du fait que les autres intérêts des nations ici représentées l'exigent.

En agissant ainsi, ne puis je pas, au nom de la nation que je représente, recommander la considération de cette grave question à tous ceux qui sont présents dans cette Conférence, notamment aux grands juris-consultes, aux maîtres dans la science du droit international, aux hommes d'Etat et aux diplomates des diverses nations, dans l'espoir que cette question figure au nombre des matières qui seront inscrites au programme de la future Conférence lorsqu'elle se réunira: la solution de cette question, dans le sens que j'ai indiqué, fera l'honneur de tous ceux qui y auront participé, et elle sera pour le bénéfice durable des nations intéressées".
(Applaudissements.)

Sur la demande de M. Rahusen il est décidé que le discours de Son Exc. M. White sera inséré in extenso au procès-verbal imprimé de la séance.

S. E. le Comte Nigra s'associe à la proposition de M. de Martens. Il tient à constater que le Gouvernement italien ne s'est pas borné à protester de son respect pour la propriété privée sur mer mais qu'il a sanctionné ce principe par ses lois. Il rappelle que notamment un article du traité de commerce conclu entre l'Italie et les Etats-Unis stipule, sous réserve de réciprocité, la reconnaissance de l'inviolabilité de cette propriété. Il demande qu'on lui donne acte de cette déclaration.

Le Président donne acte au Comte Nigra de sa déclaration et consulte la Conférence sur l'adoption du vœu proposé par la Commission.

S. E. Sir Julian Pauncefote renouvelle la déclaration qu'il a faite à propos du deuxième vœu et dit que le défaut d'instructions de Son Gouvernement l'oblige à s'abstenir.

M. Bourgeois fait la même déclaration.

Le Président leur en donne acte et constate que le vœu est adopté.

Le Président dit que le comité désigné dans la dernière séance plénière pour arrêter la rédaction de l'acte final de la Conférence et des conventions qui y seront rattachées, a commencé ses travaux. Depuis lors quelques délégués ont exprimé le désir de voir compléter la composition du comité par l'adjonction de deux membres nouveaux. Le Président ne voit pas, pour sa part, d'inconvénient à cette mesure ainsi limitée et il demande par conséquent à l'assemblée de vouloir bien ratifier

la désignation de MM. Merey de Kapos Mére, délégué d'Autriche-Hongrie et Seth Low, délégué des Etats-Unis, comme membres du Comité. (Adopté.)

La séance est levée à 3 heures et demie.

Le Président,
Staal.

Les Secrétaires,

J. C. N. van Eys. Raffalovich.

Albert Legrand.

E. de Grelle Rogier.

W. de Rappard.

A. G. Schimmelpenninck.

Max Jarousse de Sillac.

J. J. Rochussen.

G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.

C. E. Dittlinger, " "

Annexe 1 au Procès-Verbal de la Séance du 5 juillet n° 5.

Rapport à la Conférence.

La deuxième Sous-Commission s'est vu assigner pour objet de ses études la „révision de la Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre, élaborée en 1874 par la Conférence de Bruxelles et restée non ratifiée jusqu'à ce jour“. C'est la question indiquée sous le N° 7 dans la Circulaire de Son Exc. le Comte Mouravieff en date du 30 décembre 1898.

Il y a lieu de déterminer plus exactement cet objet en rappelant, en tête du présent Rapport, qu'il résulte très-positivement de l'ensemble des Actes de la Conférence de Bruxelles, que celle-ci avait exclusivement en vue les lois et les coutumes de la guerre sur terre. La Sous-Commission s'est en conséquence inspirée constamment de l'idée que sa compétence était renfermée dans les mêmes limites. C'est en vertu de cette considération qu'elle s'est bornée, dans sa séance du premier juin, à prendre notification d'une communication de M. Crozier, délégué des Etats-Unis d'Amérique, tendant à faire admettre que la règle du respect de la propriété privée fût applicable même sur mer. Dans le même ordre d'idées elle a également préféré laisser à la Commission le soin de résoudre une question spéciale, celle de savoir si les règles relatives aux bombardements sont applicables au cas où des navires se trouvant en mer dirigerait leur feu vers des points de la côte.

Le premier soin de la Sous-Commission a été de déterminer la méthode de ses délibérations. Elle a décidé de prendre comme base de ses discussions le texte de la Déclaration de la Conférence de Bruxelles

de 1874, mais en abordant les diverses questions dans un ordre différent, qu'elle a sur le champ réglé comme suit (séance du 25 mai):

- 1° „Des prisonniers de guerre.“ (art. 23—34).
- 2° „Des capitulations“ et „De l'armistice.“ (art. 46—52).
- 3° „Des parlementaires.“ (art. 43 et 44).
- 4° „Du pouvoir militaire à l'égard des personnes privées“ et „Des contributions et des réquisitions.“ (art. 36—42).
- 5° Les articles 35 et 56 relatifs à la Convention de Genève.
- 6° „Des espions.“ (art. 19—22).
- 7° „Des moyens de nuire à l'ennemi“ et „Des sièges et bombardements.“ (art. 12—18).
- 8° „Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.“ (art. 53—55).
- 9° „De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi.“ (art. 1—8).
- 10° „Qui doit être reconnu comme partie belligérante; des combattants et des non-combattants.“ (art. 9—11).

Cet ordre des discussions, destiné à résérer pour la fin les questions les plus délicates, a été suivi par la Sous-Commission en première lecture, sauf qu'après avoir délibéré sur le texte des articles 36 à 39 du Projet de Bruxelles, concernant le pouvoir militaire à l'égard des personnes, la Sous-Commission a passé d'emblée au numéro suivant (5°) réservant les articles 40 à 42 relatifs aux contributions et aux réquisitions pour en faire l'objet d'un examen simultané avec celui du chapitre de l'autorité militaire sur le territoire ennemi (9° ci-dessus). — Articles 1 à 8).

Toutefois, sur l'avis du Comité de Rédaction, nommé en séance du 1^{er} juin*), la Sous-Commission a adopté un Projet où les articles, distribués en quatre sections, dont les deux premières sont elles-mêmes subdivisées en Chapitres, sont rangés dans un ordre nouveau qui a paru plus méthodique. Ce projet est celui qui est actuellement soumis à la deuxième Commission et qui est ci-annexé sous le titre de „Projet de Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre“. Afin d'établir un lien constant entre ce texte et le présent Rapport, celui-ci sera divisé en Sections et Chapitres correspondant à ceux du Projet de Déclaration.

Avant de passer à l'examen détaillé du Projet soumis à la Commission, il y a lieu d'appeler l'attention de celle-ci sur diverses communications de portée plus ou moins générale qui ont été faites à la Sous-Commission au cours des discussions.

*) Ce Comité de Rédaction a été formé de Messieurs Beldiman, le Colonel à Court, le Colonel Gilinsky, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Lammash, Renault, le Général Zuccari et Rolin, ce dernier en qualité de rapporteur. Sont dans une circonstance spéciale, le Comité a été présidé par M. de Martens, président da la Commission et de la Sous-Commission. M. Renault, n'ayant pu assister aux dernières séances, a été remplacé par M. le Général Mounier.

Au début de la séance du 10 juin, le général Sir John Ardagh, délégué technique du Gouvernement britannique, a donné lecture d'une déclaration d'où il résulte que, suivant son opinion personnelle, qui ne saurait engager son Gouvernement, ce serait une erreur de vouloir „que la révision de la Déclaration de Bruxelles aboutisse à une convention internationale.“

„Sans chercher à savoir les motifs auxquels peut être attribuée la nonadoption de la Déclaration de Bruxelles“ — a dit Sir John Ardagh — „il est permis de supposer que les mêmes difficultés peuvent surgir à la conclusion de nos travaux à la Haye.“

„Afin de les écarter et d'éviter les résultats infructueux de la dernière Conférence . . . nous ferions mieux de n'accepter la Déclaration que comme une base générale pour les instructions sur les lois et coutumes de la guerre pour nos troupes, sans aucun engagement d'accepter tous les articles tels qu'ils résulteront des votes de la majorité.“

Suivant l'opinion de Sir John Ardagh, tous les Gouvernements, même adhérents à la Déclaration, devraient donc se réservier la „pleine liberté d'accepter ou de modifier les articles“ de cette Déclaration.

Cette communication du délégué technique de la Grande-Bretagne a amené M. de Martens à donner quelques indications supplémentaires sur la manière dont le Gouvernement Impérial de Russie envisage la question.

„Le but du Gouvernement Impérial — a dit notamment M. de Martens — est toujours le même, à savoir que la Déclaration de Bruxelles, revisée en tant que cette Conférence le jugera nécessaire, puisse former une base solide pour les instructions que les Gouvernements donneroient pour le cas de guerre à leurs armées de terre. Sans doute, afin que cette base soit réellement bien établie, il faut un engagement conventionnel semblable à celui de la Déclaration de St. Petersbourg de 1864. Il faudrait que, dans un article, les Puissances signataires et accédantes déclarassent être tombées d'accord sur des règles uniformes qui feraient l'objet de ces instructions. C'est la seule manière d'obtenir une force obligatoire liant les Puissances signataires. Il est bien entendu qu'la Déclaration de Bruxelles n'aura force obligatoire que pour les Etats contractants ou accédants.“

Il résulte de cette dernière phrase que, suivant les vues du Gouvernement russe, il ne doit être question que de conclure une convention c'est-à-dire que les règles admises ne seraient obligatoires comme telles qu'entre les Etats adhérents. Elles cesseraient même d'être applicables au cas où, dans une guerre entre Etats adhérents, l'un d'eux accepterait un allié qui n'aurait pas adhéré à la Convention.

Le délégué de Russie a insisté sur cette façon de voir, en comparant l'œuvre qu'il faut réaliser à une „Société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre“, société dans laquelle les Etats sont libres d'entrer ou de ne pas entrer, mais qui doit avoir des statuts que ses adhérents observeront entre eux.

Répondant en même temps à une autre objection qui s'était produite et sur laquelle nous aurons à revenir, M. de Martens a ajouté qu'en fondant de commun accord „la société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre“, dans le but de sauvegarder les intérêts des populations contre les plus grands désastres, on ne légalise point ces désastres, on ne fait que les constater; de même que dans les sociétés d'assurances contre l'incendie, la grêle ou d'autres calamités, les statuts qui prévoient ces désastres ne les codifient pas, mais constatent les dangers existants.

La dernière partie de la communication de M. de Martens visait une objection fondamentale dont S. Exc. M. Beernaert, premier délégué de Belgique, s'était fait l'interprète dans un discours prononcé en séance du 6 juin.

Il est vrai de dire que le discours de M. Beernaert concerne spécialement les dispositifs des chapitres I, II et IX de la Déclaration de Bruxelles, relatifs à l'occupation du territoire ennemi, à la définition des belligérants et aux réquisitions en nature ou en argent. M. Beernaert a posé, à propos de certaines des dispositions inscrites dans ces chapitres, la question de savoir s'il convient que „d'avance et pour le cas d'une guerre, celui qui sera battu attribue des droits chez lui à son vainqueur et organise le régime de la défaite.“ Et il a émis l'idée qu'il ne faudrait adopter „que des dispositions qui, admettant le fait, sans reconnaître le droit du vainqueur, emporteraient l'engagement pour celui-ci d'en modérer l'exercice“.

En réalité ces observations du premier délégué de Belgique avaient une portée générale, car elles sont plus ou moins applicables à toutes les parties d'une Déclaration relative aux lois et coutumes de la guerre.

M. de Martens a répondu à ce discours, en insistant très-vivement sur la nécessité de ne pas abandonner „au hasard de la raison de la guerre et du droit des gens“ les intérêts vitaux des populations paisibles et désarmées.

La question ainsi posée était celle de savoir si la crainte de paraître consacrer comme un droit, dans un règlement international, le pouvoir de fait qui s'exerce par la force des armes, doit faire abandonner le précieux avantage d'une limitation de ce pouvoir. Aucun membre de la Sous-Commission n'a, au surplus, eu la pensée que l'autorité légale du pays envahi doit donner d'avance une sorte de sanction au pouvoir de fait exercé par l'armée qui envahit ou qui occupe un territoire. Mais l'adoption de règles précises, tendant à limiter l'exercice de ce pouvoir, n'en est apparue que comme une nécessité d'autant plus évidente, conforme du reste à l'intérêt de tous les peuples que le sort des armes peut trahir tour à tour.

La Sous-Commission a fait droit aux observations de M. Beernaert en adoptant et en faisant suivre une „Déclaration“ dont M. de Martens a donné lecture en séance du 20 juin. On trouvera plus loin le texte complet de cette Déclaration, à propos des articles un et deux (9 et 10 anciens), auxquels elle se rapporte spécialement. Il convient de retenir

que, suivant le vœu de la Sous-Commission, ce document est destiné à faire partie des Actes de la Conférence. Il en résulte que le Projet ne doit pas être considéré comme destiné à régler tous les cas qui se présentent dans la pratique; le domaine du droit des gens subsiste. De plus il a été dit formellement qu'aucun des articles du Projet ne pourra être considéré comme entraînant, de la part des Etats adhérents, la reconnaissance d'un droit quelconque qui serait en opposition avec les droits souverains de chacun d'eux — et que l'adhésion au Règlement impliquera uniquement, pour chaque Etat en ce qui le concerne, l'acceptation d'un ensemble de règles juridiques limitant les manifestations du pouvoir de fait que le sort des armes pourrait remettre entre ses propres mains à l'égard d'un territoire ou de sujets étrangers.

Il reste encore une communication d'ordre général à signaler à la Commission. Elle émane de S. Exc. M. Eyschen.

En séance du 3 juin, le délégué du Grand-Duché de Luxembourg a appelé l'attention de la Sous-Commission sur l'utilité d'une détermination „des Droits et des Devoirs des Etats neutres“. La Sous-Commission a été d'avis de s'en tenir à l'examen des questions rentrant dans les termes de la Déclaration de Bruxelles. Mais elle a émis le vœu „que la question d'une réglementation des droits et des devoirs des Etats neutres soit inscrite au programme d'une prochaine Conférence“ (séance du 6 juin).

Nous passons à l'examen du texte du Projet de Déclaration divisé en quatre Sections.

Section I. — Des Belligérants.

Chapitre I. — De la qualité de belligérant.

(Articles 1 à 3.)

Les deux premiers articles de ce chapitre (article 1 et 2) ont été votés à l'unanimité et sont la reproduction textuelle des articles 9 et 10 du Projet de Déclaration de Bruxelles, sauf une addition de pure forme faite, en seconde lecture, à l'alinéa final de l'article premier, pour dire que les corps de volontaires peuvent aussi bien que les milices être compris sous la dénomination d'armée.

C'est au moment de mettre la première fois ces articles en discussion, que M. de Martens a donné lecture du projet de „Déclaration“ déjà mentionné, que la Sous-Commission a adopté sur le champ et dont le texte, à soumettre à la Conférence, serait le suivant:

„La Conférence est unanime à penser qu'il est hautement désirable que les usages de la guerre soient définis et réglés. Elle a dans cet esprit adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de déterminer les droits et les devoirs des belligérants et des populations, et pour but d'adoucir les maux de la guerre autant que les nécessités militaires le permettent. Il n'a pas été possible, toutefois, de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à tous les cas qui se présentent dans la pratique.

„D'autre part il n'a pas pu entrer dans les intentions de la Conférence que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un Code tout à fait complet des lois de la guerre puisse être édicté, la Conférence juge opportun de constater que, dans les cas non compris dans l'arrangement de ce jour, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'il résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

C'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles 9 et 10 adoptés par la Conférence“.

Le premier délégué de Belgique, M. Beernaert, qui avait précédemment formulé des objections au sujet de l'adoption des articles 9 et 10 en question (un et deux du Projet nouveau), a annoncé sur le champ qu'il pourrait les voter à raison de cette Déclaration.

L'accord s'est ainsi établi sur ces dispositions si importantes et si délicates relatives à la reconnaissance de la qualité de belligérant.

L'article 3 et dernier de ce Chapitre, identique, sauf des détails de rédaction, à l'article 11 du Projet de Bruxelles, dit expressément que les non-combattants faisant partie d'une armée doivent également être considérés comme belligérants et que les uns et les autres, combattants et non-combattants, c'est-à-dire tous les belligérants ont droit, en cas de capture par l'ennemi, au traitement des prisonniers de guerre.

Il avait été question un moment de reporter cet article, ou au moins la fin de cet article, au chapitre des prisonniers de guerre. Mais il a paru qu'en définitive il n'était pas inutile, après avoir défini les conditions dont dépend la qualité de belligérant, d'indiquer aussitôt ce droit essentiel que possède le belligérant, en cas de capture par l'ennemi, d'être traité comme prisonnier de guerre. Et c'est, au surplus, une transition toute naturelle avec le chapitre II, qui suit immédiatement et qui fixe la condition des prisonniers de guerre.

Avant que le texte de la Déclaration ci-dessus, adoptée sur la proposition de M. de Martens, eût été communiqué à la Sous-Commission, le général Sir John Ardagh, délégué technique de la Grande-Bretagne, avait proposé d'ajouter, à la fin de ce premier chapitre, la disposition suivante:

„Rien dans ce chapitre ne doit être considéré comme tendant à amoindrir ou à supprimer le droit qui appartient à la population d'un pays envahi de remplir son devoir d'opposer aux envahisseurs par tous moyens licites la résistance patriotique la plus énergique.“

Il semble résulter du protocole de la séance du 20 juin, que la plupart des membres de la Sous-Commission étaient d'avis que la règle ainsi formulée n'ajoutait rien à la „Déclaration“ dont M. de Martens avait donné lecture au début de la même séance. La Délégation de Suisse a paru toutefois disposée à attacher à cet article additionnel une assez grande importance, au point de mettre en question son adhésion

aux articles 1 et 2 (9 et 10 anciens), si la proposition de Sir John Ardagh n'était pas adoptée. M. Künzli a parlé dans ce sens. D'autre part le délégué technique d'Allemagne, Colonel de Gross de Schwarzhoff a fait ressortir que article 9 de Bruxelles (devenu l'article premier) ne subordonne la reconnaissance de la qualité de belligérant qu'à des conditions fort simples à remplir; — qu'en conséquence il n'y avait pas lieu à ses yeux de voter l'article 10 (devenu l'article deux) qui reconnaît également comme belligérante la population d'un territoire non occupé, sous la seule condition qu'elle respecte les lois de la guerre; — qu'il a voté néanmoins cet article par esprit de conciliation. „Mais ici, — a dit très catégoriquement le délégué allemand, — mes concessions s'arrêtent; il m'est absolument impossible de faire un pas de plus et de suivre ceux qui proclament une liberté absolue pour la défense.“

A la suite de cet échange d'observations et en considération de la Déclaration adoptée sur la proposition de M. de Martens, la proposition de Sir John Ardagh a été retirée par son auteur, dans un but de conciliation.

Chapitre II. — Des Prisonniers de guerre.

(Articles 4 à 20.)

Le chapitre des prisonniers de guerre, dans le projet de Déclaration adoptée à Bruxelles en 1874 (articles 23 à 34), débutait par une définition formant l'alinéa premier de l'article 23 et conçue dans les termes suivants: „Les prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés.“ Cette définition était, en quelque sorte, le résidu d'une autre définition beaucoup plus longue que donnait l'article 23 du projet primitif soumis à la Conférence de Bruxelles par le Gouvernement impérial russe. Considérant le caractère peu précis de ces définitions, et la difficulté d'en trouver cependant une autre plus complète et plus exacte, la Sous-Commission a été d'accord pour supprimer toute définition et pour se borner à dire, dans ce chapitre, quel sera le traitement des prisonniers de guerre.

C'est en vertu des considérations ci-dessus que l'article 4, qui se trouve en tête de ce chapitre et qui correspond à l'article 23 du projet de Bruxelles, commence immédiatement par ces mots: „Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, etc. etc.“

L'alinéa relatif aux actes d'insubordination a également été supprimé dans cet article, mais il se retrouve plus loin, à l'article 8, où il a paru mieux à sa place.

La plupart des autres dispositions adoptées à Bruxelles concernant cette question du traitement des prisonniers de guerre ont été maintenues par la Sous-Commission avec des modifications assez légères ou de pure forme, dont l'explication se trouve dans les protocoles (séances des 27 et 30 mai).

L'article 5, concernant l'internement des prisonniers, est la copie textuelle de l'article 24.

L'article 6 combine, dans une rédaction légèrement différente, proposée par M. Beernaert, les prescriptions des articles 25 et 26 de Bruxelles.

L'article 7 est à peu près le même que l'ancien article 27, sauf qu'il règle le traitement des prisonniers, non-seulement quant à la nourriture et à l'habillement, mais aussi quant au couchage.

L'article 8, concernant la discipline des prisonniers de guerre, correspond à l'article 28 du projet de Bruxelles, mais avec quelques changements qui ne sont pas de pure forme, notamment en ce qui concerne les évasions de prisonniers. Les modifications sont analysées ci-après.

L'article 9 répète littéralement l'article 29 (déclaration du nom et du grade).

L'article 30 du projet de Bruxelles, relatif à l'échange des prisonniers, a été supprimé comme inutile, car cette question de l'échange ne peut faire l'objet d'une règle générale et il va de soi qu'un échange peut toujours résulter d'une entente mutuelle entre belligérants.

Les articles 10, 11 et 12 concernant la libération sur parole, sont, sauf quelques détails de rédaction, la reproduction des articles 31, 32 et 33 de la Déclaration de Bruxelles.

Mais l'article 13 (nouveau), concernant les individus assimilés aux prisonniers de guerre, diffère notablement de l'article 34 de Bruxelles à la fois comme forme et comme fond.

Viennent enfin les articles 14 à 20, entièrement nouveaux, qui ont été adoptés sur la proposition de M. Beernaert.

En somme, il n'y a donc lieu de fournir quelques indications particulières qu'au sujet de l'article 8 (28 ancien), de l'article 13 (34 ancien) et des articles nouveaux 11 à 17.

Ainsi que cela vient d'être dit, l'article 28 ancien, devenu l'article 8, a été longuement discuté, surtout par rapport aux évasions de prisonniers de guerre. Finalement il a été admis, comme à Bruxelles en 1874, que la tentative d'évasion ne saurait rester absolument impunie, mais qu'il est utile de limiter le degré des peines auxquelles elle peut donner lieu, pour éviter notamment qu'elle soit assimilée à la désertion devant l'ennemi et, comme telle, punie de mort. En conséquence, il a été décidé que „les prisonniers évadés qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant d'avoir quitté le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés sont passibles de peines disciplinaires! Toutefois, il a été constaté, au cours des délibérations, que cette restriction ne s'applique pas au cas où l'évasion de prisonniers de guerre serait accompagnée de circonstances spéciales constituant par exemple le complot, la rébellion ou l'émeute. Dans ces cas, comme le général de Voigt-Rhetz l'avait déjà fait observer à Bruxelles en 1874 (Protocole n° 6. Séance du 6 août 1874), les prisonniers sont punissables en vertu de la première partie du même article, où il est dit qu'ils sont „soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent“; et il faut encore compléter cette disposition par

celle qui a été reprise dans l'ancien article 23 et ajoutée à l'article 8, disant, au sujet des prisonniers, que „tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires“.

L'article 28 du Projet de Bruxelles signalait notamment qu'il est permis, après sommation, de faire usage des armes contre un prisonnier de guerre en fuite. La Sous-Commission a supprimé cette indication. En le faisant, elle n'a nullement entendu contester le droit de tirer sur le prisonnier de guerre en fuite, si les règlements militaires le prescrivent; mais il lui a paru au moins inutile qu'un article de la Déclaration eût en quelque sorte l'apparence d'approuver spécialement cette mesure extrême.

Enfin, la Sous-Commission a maintenu, non sans quelques hésitations, le dernier alinéa de l'article, aux termes duquel „les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour leur fuite antérieure“. La Sous-Commission a été influencée par la considération que, lorsqu'un prisonnier de guerre a repris sa liberté, sa situation de fait et de droit est pareille en tous points à celle qu'il aurait s'il n'avait jamais été prisonnier du guerre. On ne saurait donc lui appliquer une véritable pénalité, en vertu d'un état de fait antérieur.

L'article 34, devenu l'article 13 du Projet de la Sous-Commission, a aussi été fort remanié. L'ancienne rédaction manquait surtout de clarté, en ce qu'elle semblait dire que les individus visés par l'article et qui accompagnent l'armée sans en faire partie (tels que correspondants de journaux, vivandiers, fournisseurs etc.) seront faits prisonniers s'ils sont munis d'une autorisation régulière. De sorte qu'il suffirait, à la lettre, de ne pas avoir d'autorisation régulière pour être laissé libre. Tel n'est à coup sûr pas le sens de cette disposition. La Sous-Commission a adopté en conséquence une rédaction plus précise, qui a été proposée par le rapporteur, et qui se rapproche beaucoup du texte de l'article 22 du Manuel des Lois de la Guerre de l'Institut de droit international. Ce texte tient compte de ce que les individus dont il s'agit ne sauraient en réalité être considérés comme des prisonniers du guerre. Mais il peut être nécessaire de les détenir, soit temporairement, soit jusqu'à la fin de la guerre et, dans ce cas, ce sera certainement pour eux un avantage d'être traités comme les prisonniers de guerre. Toutefois, ils ne peuvent compter sur cet avantage que s'ils sont „munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaien“.

Il reste à dire quelques mots des sept derniers articles (11 à 17) de ce Chapitre, qui y ont été ajoutés sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, premier délégué de Belgique.

M. Beernaert a rappelé que l'initiative de ces propositions déjà anciennes est surtout due à M. Romberg-Nisard, qui, après s'être dévoué aux victimes de la guerre en 1870, n'a cessé de se préoccuper d'améliorer pour l'avenir le sort des combattants blessés ou prisonniers.

Il s'agit en premier lieu, dans ces dispositions additionnelles, de rendre générale l'organisation de bureaux de renseignements sur les prisonniers,

analogues à celui qui fut institué en Prusse dès l'année 1866 et qui rendit de si grands services durant la guerre de 1870—71. C'est l'objet du premier de ces articles (art. 14). Le deuxième article (art. 15) prévoit que l'on donnera certaines facilités aux sociétés de secours pour les prisonniers de guerre régulièrement constituées. Le troisième article (art. 16) accorde la franchise postale et d'autres avantages aux bureaux de renseignements et en général pour les envois faits aux prisonniers. Le quatrième article (art. 17) a pour objet de favoriser le paiement de la solde aux officiers prisonniers. Le cinquième et le sixième article (art. 18 et 19) assurent aux prisonniers le libre exercice de leur religion, leur accordent des facilités en matière testamentaire, et ont trait à la constatation des décès et à la forme des inhumations. Enfin, le dernier de ces articles nouveaux (art. 20) stipule expressément qu'après la conclusion de la paix „le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible“. La libération absolument immédiate n'est en effet pas possible, car elle amènerait fatalement des désordres.

Cet article 20 devait avoir un second alinéa disant qu'aucun prisonnier de guerre ne pourra être retenu, ni sa libération différée, pour des condamnations prononcées ou des faits intervenus depuis sa capture, si ce n'est pour crimes ou délits de droit commun. Sur les observations de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, cette disposition a été supprimée de commun accord, vu les nécessités de la discipline qui doit être maintenue et entourée de sanctions suffisantes jusqu'au dernier jour de la captivité des prisonniers de guerre.

La seule de ces dispositions additionnelles, dues à l'initiative du premier délégué de Belgique, qui ait donné lieu à discussion est la troisième (art. 16) relative aux franchises postales, douanières et autres. Mais sur les vives instances de M. Lammasch, délégué technique d'Autriche-Hongrie et de M. le Général den Beer Poortugael, deuxième délégué des Pays-Bas, cet article a également été adopté à l'unanimité.

Il est à remarquer que les conventions postales et autres devront être modifiées conformément à cette disposition. Quant à la franchise douanière, elle ne s'applique évidemment qu'aux objets destinés à l'usage personnel des prisonniers.

Il peut être intéressant de constater ici que ces articles 14 à 20 réalisent parfaitement, et même plus amplement, le but que le Gouvernement belge avait en vue, lorsqu'il proposait en 1874 à la Conférence de Bruxelles, par l'organe de M. le Baron Lambermont, six articles relatifs aux sociétés de secours pour les prisonniers du guerre (Voir Annexe n° XI aux Protocoles de la Conférence de Bruxelles). Ces articles furent alors l'objet d'un ordre du jour favorable, mais ils ne furent pas incorporés dans le projet de Déclaration de Bruxelles (Protocole n° 8. — Séance du 10 Août 1874).

Chapitre III. — Des malades et des blessés.

(Article 21.)

L'article unique qui se trouve dans ce chapitre est la copie textuelle de l'article 35 du projet de Bruxelles. Il a été adopté à l'unanimité et sans discussion. Ainsi que le Président de la Sous-Commission l'a fait remarquer, on se borne à constater que les règles de la Convention de Genève doivent être observées entre belligérants. De plus, la fin de l'article prévoit une modification éventuelle de cette Convention.

On sait qu'il est dit d'autre part, à l'article 60 (ancien article 56), que la Convention de Genève s'applique également aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Section II. — Des Hostilités.**Chapitre I. — Des moyens de nuire à l'ennemi, des sièges et des bombardements.**

(Article 22 à 28.)

Ce chapitre réunit, sous une rubrique commune, deux chapitres distincts de la Déclaration de Bruxelles, dont le premier était intitulé „des moyens de nuire à l'ennemi“ (articles 12 à 14) et le second „des sièges et bombardements“ (articles 15 à 18).

La réunion de ces chapitres en un seul, proposée par le Comité de Rédaction et approuvée en seconde lecture par la Sous-Commission, a eu pour objet de faire nettement ressortir que les articles relatifs aux moyens de nuire sont également applicables aux sièges et aux bombardements.

Les articles 22, 23 et 24 nouveaux correspondent exactement, sauf des modifications de rédaction, aux articles 12, 13 et 14 de la Déclaration de Bruxelles.

L'article 23 commence par ces mots: „Outre les prohibitions établies par des Conventions spéciales, il est notamment interdit:“ Ces Conventions spéciales sont d'abord la Déclaration de St. Pétersbourg de 1868, qui est toujours en vigueur, et puis toutes celles de même nature qui pourraient être conclues, notamment à la suite de la Conférence de la Haye. Il a paru à la Sous-Commission qu'une formule générale était préférable à l'ancienne rédaction qui mentionnait seulement la Déclaration de St. Pétersbourg.

L'article 23 interdit finalement, sous le littéra g, toute destruction ou saisie de propriétés ennemis qui ne serait pas commandée par les nécessités de la guerre. Le Comité de Rédaction avait proposé de supprimer cette clause qui lui semblait inutile, vu les dispositions qui se trouvent plus loin et qui prescrivent le respect de la propriété privée; mais la Sous-Commission l'a maintenue, en seconde lecture, sur les instances de M. Beernaert, attendu qu'il s'agit, dans ce chapitre, de limiter les effets des hostilités proprement dites, tandis que les dispositions visées ont trait plus spécialement à l'occupation du territoire ennemi.

La rédaction de l'article 24 (14 ancien) a été critiquée. Pris à la lettre, cet article pourrait en effet être interprété en ce sens que toute

ruse de guerre et tout moyen nécessaire pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain devraient *ispo facto* être considérés comme „licites“. Il s'entend que telle n'est nullement la portée de cette disposition, qui a uniquement pour objet de dire que les ruses de guerre et les moyens de se renseigner ne sont pas défendus comme tels. Mais ils cesseraient d'être „licites“ en cas de contravention à une règle impérative admise d'autre part.

L'ancien article 14 citait spécialement une de ces règles impératives: celle qui défend de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays (art. 36 de Bruxelles). Mais il y en a beaucoup d'autres, telles notamment que la défense d'user indûment du pavillon parlementaire (art. 23, f). Il y en a même que ne sont pas expressément mentionnées dans un article du Projet de Déclaration. Et, dans ces conditions, ne pouvant rappeler toutes ces règles à propos de l'article 24, la Sous-Commission a pensé qu'il valait mieux n'en rappeler aucune, et que la présente explication suffirait à indiquer le sens véritable de cet article.

Les articles 25, 26, 27 et 28 correspondent presque mot pour mot aux articles 15 à 18 du Projet de Bruxelles, et les légères modifications admises sont de pure forme.

Concernant l'interdiction de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus (article 25), il convient de mentionner une observation de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff indiquant que cette interdiction ne doit certainement pas être interprétée comme s'opposant à la destruction, par tous moyens, de bâtiments quelconques, quand les opérations militaires en font une nécessité. Cette observation n'a pas soulevé d'objections dans le sein de la Sous-Commission.

Comme cela a été indiqué au début de ce Rapport, on s'est demandé à propos des derniers articles de ce chapitre, s'ils doivent être considérés comme applicables au bombardement d'un point de la côte par des forces navales. M. le général den Beer Poortugael, délégué des Pays-Bas, s'est prononcé pour l'affirmative, ainsi que M. Beernaert. Mais, sur la proposition de M. le Colonel Gilinsky, délégué technique du Gouvernement russe, l'examen de cette question a été renvoyé de commun accord à la Commission en séance plénière.

Chapitre II. — Des espions.

(Articles 29 à 31.)

Les trois articles qui forment ce chapitre reproduisent à peu près littéralement les termes des articles 19 à 22 du projet de Bruxelles. Seulement les articles 19 et 22 anciens ont été, sur la proposition de M. le général Mounier, délégué technique du Gouvernement français, réunis en un seul, pour former l'article 29. Ces deux dispositions ont trait en effet à une idée unique, consistant à déterminer qui peut être considéré et traité comme espion et à mentionner aussitôt, à titre

d'exemples seulement, quelques cas spéciaux où un individu ne pourrait pas être considéré comme espion.

A propos de l'article 30 (20 ancien), on a fait remarquer que l'exigence d'un jugement préalable à l'application de la peine est, en cas d'espionnage comme en tous autres cas, une garantie toujours indispensable, et la rédaction nouvelle a été admise en vue de le dire plus explicitement.

Il résulte de l'article 31 (21 ancien) que l'espion qui n'aurait pas été pris sur le fait et qui tomberait par la suite aux mains de l'ennemi, n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs. Cette immunité spéciale est conforme aux coutumes de la guerre; mais les mots en italiques ont été ajoutés, en seconde lecture, pour bien marquer que cette immunité ne s'applique qu'aux actes d'espionnage et ne s'étend pas à d'autres infractions.

Chapitre III. — Des parlementaires.

(Article 32 à 34.)

Les trois articles, dont se compose ce chapitre, correspondent aux articles 43, 44 et 45 du Projet de Bruxelles.

Le texte de l'article 32 diffère légèrement de celui de l'article 43. Il en résulte que le parlementaire peut se faire accompagner non seulement d'un trompette, clairon ou tambour et d'un porte-drapeau, mais aussi d'un interprète. Il résulte également de la nouvelle rédaction que le parlementaire peut se passer d'un ou de plusieurs de ces concours et se présenter même seul, muni d'un drapeau blanc qu'il porterait lui-même.

L'article 33 reproduit, sauf des changements de rédaction successivement adoptés en première et en seconde lecture, les deux premiers alinéas de l'article 44 de Bruxelles. Il s'agit du droit qu'a tout belligérant, soit de refuser de recevoir un parlementaire, soit de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner, soit enfin de retenir le parlementaire en cas d'abus. Ce sont là toutes règles conformes aux nécessités et aux coutumes de la guerre.

L'ancien article 44 renfermait un alinéa final permettant à un belligérant de déclarer „qu'il ne recevra pas de parlementaires pendant un temps déterminé“ et ajoutant que „les parlementaires qui viendraient à se présenter après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité“. La perte de l'inviolabilité est une sanction à coup sûr excessive en la matière; mais ce point spécial n'a plus guère d'intérêt, car la disposition entière a disparu de la rédaction nouvelle. Il résulte de la discussion qui a eu lieu en séance du 30 mai, et notamment des observations présentées à propos de cet article par Son Exc. le comte Nigra, premier délégué d'Italie, que, suivant les vues de la Sous-Commission, les principes du droit des gens s'opposent à ce qu'il soit jamais permis à un belligérant de déclarer, même pour un temps déterminé, qu'il ne recevra pas de parlementaires. A la Conférence de Bruxelles, en 1874, cette disposition avait du reste

été fort discutée et n'avait fini par être admise que pour donner satisfaction au délégué allemand, général de Voigts-Rhetz (voir Protocole n° 4; séance du 3 août 1874). Les délégués techniques à la Conférence de la Haye, notamment le délégué allemand, colonel de Gross de Schwarzhoff, ont au contraire semblé considérer que les nécessités de la guerre sont suffisamment respectées par suite de la faculté reconnue à tout chef militaire de ne pas recevoir un parlementaire en toutes circonstances (alinéa premier de l'article 33); ils ont en conséquence voté, avec toute la Sous-Commission, l'abrogation de l'alinéa final de l'ancien article 44.

L'article 34 est identique à l'article 45 de Bruxelles. Il en résulte que „le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison“. Cette disposition n'a donné lieu à aucune observation quant au fond. On s'est demandé seulement comment un parlementaire pourrait commettre un acte de trahison à l'égard de l'ennemi. Le texte a néanmoins été maintenu en considération de certaines législations pénales qui considèrent le provocateur d'une infraction comme co-auteur.

Chapitre IV. — Des capitulations.

(Article 35.)

L'article unique de ce chapitre est conforme, sauf quelques changements de rédaction, à l'article 45 du Projet de Bruxelles.

La clause suivant laquelle „les capitulations ne pourront jamais renfermer des conditions contraires à l'honneur ou au devoir militaire“, proposée à Bruxelles par le Général Arnaudeau, délégué français (Protocole n° 4; séance du 3 août 1874) et introduite à peu près littéralement dans l'article 46, a été maintenue comme principe. La rédaction de l'article 35 nouveau, tel qu'il a été adopté par la Sous-Commission, donne même à ce principe une forme plus impérative en disant que les capitulations „doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire“.

Chapitre V. — De l'armistice.

(Articles 36 à 41.)

Ce chapitre comprend six articles qui correspondent aux articles 47 à 52 du projet de Bruxelles dont ils reproduisent à peu près les termes.

L'article 36 détermine les effets de l'armistice et sa durée; l'article 37 distingue entre l'armistice général et l'armistice local. Ces deux articles sont la reproduction pure et simple des articles 47 et 48 adoptés à Bruxelles.

L'article 38, relatif à la notification de l'armistice et à la suspension des hostilités diffère de l'article 49 de Bruxelles en ce qu'il admet que les hostilités puissent ne pas être suspendues du moment même de la notification, mais seulement à un terme fixé.

La rédaction de l'article 39 reproduit celle de l'article 50 de Bruxelles, mais en l'élargissant et la précisant à la fois. Elle permet en effet que

l'armistice règle non-seulement les rapports entre les populations, mais aussi les rapports avec les populations; en même temps, il est dit que ce sera seulement „sur le théâtre de la guerre“. A défaut de clauses spéciales dans l'armistice, ces matières sont nécessairement régies, par les règles ordinaires du droit de la guerre, notamment par les règles concernant l'occupation du territoire de l'Etat ennemi.

La question de la violation de l'armistice par l'une des parties a donné lieu à un échange de vues en séance du 30 mai. L'article 51 du Projet de Bruxelles se bornait à dire à ce sujet que la violation de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer. Sur les observations de M. le colonel de Gross de Schwarzhoff, la Sous-Commission a admis que le droit de dénoncer l'armistice ne serait pas toujours suffisant, et qu'il fallait nécessairement reconnaître au belligérant le droit, en cas d'urgence, „de reprendre immédiatement les hostilités“. D'autre part, la Sous-Commission a été d'avis que, pour justifier la dénonciation de l'armistice et, à plus forte raison, pour autoriser la reprise immédiate des hostilités, il fallait une violation grave de l'armistice et c'est en quoi l'article 40 nouveau diffère également du texte accepté à Bruxelles.

L'article 52 concernant la violation des clauses de l'armistice par les particuliers n'a pas été modifié et est devenu l'article 41 nouveau. Il ne prévoit que „la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.“

Section III. — De l'Autorité militaire sur le Territoire de l'Etat ennemi.

(Articles 42 à 56.)

Le titre rappelé ci-dessus est celui du chapitre premier du projet de Déclaration de Bruxelles (Art. 1 à 8). Mais, dès sa séance du premier juin, la Sous-Commission a décidé de faire rentrer également dans ce chapitre et d'examiner simultanément les articles relatifs aux contributions et aux réquisitions (40 à 42 de Bruxelles). Enfin, elle a chargé le Comité de rédaction d'y intercaler également le texte nouveau déjà adopté des articles 36, 37, 38 et 39, qui formaient dans le Projet de Bruxelles le chapitre intitulé „Du pouvoir militaire sur les personnes privées“. C'est ainsi que le présent chapitre s'est allongé considérablement. Aussi la discussion en a-t-elle été fort laborieuse; mais la bonne grâce persévérente de M. de Martens, président de la Sous-Commission, aidée de la bonne volonté de tous les membres de celle-ci, a fini par établir l'entente unanime que chacun appelait de tous ses vœux.

Le premier article de ce chapitre (art. 42), définissant l'occupation, reproduit textuellement l'article premier du Projet de Bruxelles. Il importe de constater qu'il a été adopté à l'unanimité par la Sous-Commission, de même du reste que tous ou presque tous les principaux articles de ce chapitre.

L'article 43 condense, en un texte unique, les articles 2 et 3 du Projet de Bruxelles. La rédaction nouvelle a été proposée par M. Bihourd,

Ministre de France à la Heye et l'un des délégués de son Gouvernement. Les derniers mots de l'article 43, où il est dit que l'occupant rétablira ou assurera l'ordre „en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans les pays“, donnent en effet toutes les garanties que pouvait offrir l'ancien article 3 et ne heurtent cependant pas les scrupules dont M. Beernaert s'était fait l'interprète dans le discours mentionné au début de ce Rapport et qui l'avaient amené à proposer d'abord la suppression pure et simple dudit article 3.

La suppression de l'article 4 du Projet de Bruxelles a été votée à l'unanimité suivant les vues de M. Beernaert vivement appuyées par M. van Karnebeek. Le premier délégué des Pays-Bas a déclaré repousser toute disposition qui paraîtrait donner directement ou indirectement aux fonctionnaires du pays envahi l'autorisation de se mettre au service du vainqueur. Il n'a pas été contesté toutefois que certains fonctionnaires, notamment des fonctionnaires communaux, accompliront parfois le mieux leur devoir, tout au moins moral, envers les populations, s'ils restent à leur poste en présence de l'envahisseur.

Les quatre articles suivants (44, 45, 46 et 47) sont, avec de très-légères variantes, la reproduction des articles 36, 37, 38 et 39 de la Déclaration de Bruxelles. Ils énoncent des principes essentiels et reconnus qui doivent servir de règle générale de conduite à l'envahisseur et à l'occupant dans les rapports avec la population. Ces principes sauvegardent l'honneur et la vie des individus ainsi que la propriété privée, soit individuelle, soit collective, et le respect des convictions religieuses.

Il a paru à la Sous-Commission que ces articles étaient bien à leur place dans ce chapitre, en tête des dispositions dont l'objet est d'opposer des restrictions juridiques au pouvoir de fait dont le vainquer dispose en pays ennemi.

Au surplus, comme le colonel de Gross de Schwarzhoff l'a fait observer sans soulever de contradiction, ces restrictions ne sauraient entraver la liberté d'action des belligérants dans certaines éventualités extrêmes qu'on peut assimiler à une sorte de légitime défense.

L'article 48 nouveau, comme l'article 5 du Projet de Bruxelles, prévoit que l'occupant percevra les impôts existants et lui prescrit, en ce cas, „de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé, dans la mesure où le gouvernement légal y était tenu“. Il y a lieu seulement de remarquer que l'article nouveau adopte une forme conditionnelle. Cette rédaction a été proposée par le rapporteur en vue d'obtenir l'adhésion de M. Beernaert et des autres membres de la Sous-Commission qui avaient manifesté les craintes que leur inspirait toute rédaction paraissant reconnaître des droits à l'occupant comme tel. L'article ainsi amendé a été voté à l'unanimité.

Les quatre articles suivants (49, 50, 51 et 52) sont retaliifs aux contributions extraordinaires, aux amendes et aux réquisitions. Ils remplacent les articles 40, 41 et 42 du Projet de Bruxelles au sujet desquels s'étaient manifestées des divergences de vues. Sur la proposition

de M. Bourgeois, appuyé par M. Beldiman, la question a été renvoyée au Comité de Rédaction, avec mission de constater uniquement, dans un texte nouveau, les points sur lesquels une entente semblerait possible.

Le Comité a fait de ces questions une étude approfondie, sous la présidence de M. Bourgeois et avec le concours actif de M.M. Beernaert, van Karnebeek et Odier, et il a d'abord constaté que l'accord existait certainement sur trois points importants concernant la perception de contributions quelconques en territoire ennemi. Ces trois points sont les suivants:

1° tout ordre de percevoir des contributions doit émaner d'un chef militaire responsable et être donné, autant que possible, par écrit;

2° pour toutes perceptions, spécialement s'il s'agit de sommes d'argent, il faut, autant que possible, tenir compte de la répartition et de l'assiette des impôts existants;

3° toute perception doit être constatée par un reçu.

Le Comité s'est demandé ensuite s'il fallait se borner à exprimer ces trois conditions purement formelles et à préciser dans quelle mesure elles sont applicables aux réquisitions en nature ou en argent et aux amendes qu'exigerait l'occupant. S'inspirant des considérations générales qui ont été indiquées, au début de ce Rapport, comme étant de nature à écarter les objections formulées par M. Beernaert, le Comité a estimé que, d'une part, il serait possible et que, d'autre part, il était hautement désirable de formuler certains principes dans l'ordre d'idées des articles 40 à 42 de la Déclaration de Bruxelles, c'est-à-dire en ce qui concerne les restrictions d'un pouvoir de fait qui se manifeste en opposition avec l'autorité légale et qui tend à déroger au principe du respect de la propriété privée. Les règles à établir se rapportent à trois catégories de faits:

- a. la réquisition de prestations en nature (l'argent excepté) et de services personnels, ou en d'autres termes „les réquisitions en nature et les services“ (article 51);
- b. l'imposition et la perception de contributions en argent, en dehors des impôts existants (article 49);
- c. l'imposition et la perception de ce que l'on appelle improprement des „amendes“ (article 50).

a. Quant aux réquisitions en nature et aux services, il a été admis que l'occupant ne peut en réclamer des communes ou des habitants que „pour les besoins de l'armée d'occupation“. C'est la règle de la nécessité; mais cette nécessité est celle de l'entretien de l'armée d'occupation. Ce n'est plus le critérium un peu vague des „nécessités de la guerre“ qu'indique l'article 40 de Bruxelles et suivant lequel on pourrait à la rigueur épouser systématiquement le pays.

Il est resté bien convenu, comme dans l'article 40 de Bruxelles, que les réquisitions et les services seront „en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie“.

Relativement aux trois conditions formelles mentionnées plus haut, il a fallu reconnaître que l'une d'elles, celle de la perception „suivant les

règles locales de la répartition et de l'assiette des impôts", applicable jus qu'à un certain point aux prestations de services personnels, n'est évidemment pas applicable aux réquisitions en nature proprement dites, c'est-a-dire à la réquisition d'objets déterminés, entre les mains de ceux qui les possèdent, soit pour en faire un usage temporaire, soit pour les consommer. Le Comité a donc pensé, et la Sous-Commission a admis, qu'il fallait nécessairement se borner, dans cet ordre d'idées, à dire que les réquisitions et les services réclamés seront „en rapport avec les ressources du pays“.

Restent les deux autres conditions formelles admises, concernant l'ordre de percevoir et le reçu. Ces deux conditions sont déjà formulées dans l'article 42 du Projet de Bruxelles et il n'y a guère eu qu'à les reproduire. Conformément au texte de Bruxelles, il a été admis que les ordres de réquisition doivent émaner seulement du commandant qui se trouve sur les lieux, et que l'exigence d'un ordre écrit serait excessive en cette matière. Les nécessités militaires s'opposent en effet à ce que l'on soit tenu, pour des réquisitions journalières, de recourir à une autorité plus élevée que celle qui se trouve sur place et, quant à l'ordre écrit, il serait une superflétation, étant donnée l'obligation de délivrer un reçu.

Enfin, la rédaction admise recommande, en matière de réquisitions, sans en faire toutefois une obligation, la règle du paiement en argent. Celui-ci aura lieu plus souvent encore sous la forme de véritables achats, au lieu de réquisitions. Et il est à noter que ce sera souvent une mesure de stricte humanité et généralement aussi d'une habile politique, ne fût-ce que pour détourner la population de cacher ses vivres et ses denrées. L'armée d'occupation se procurera du reste, dans le pays même, l'argent nécessaire au paiement des réquisitions ou des achats, par la voie de contributions dont la charge se répartira entre tous, tandis que les réquisitions sans indemnité accablent au hasard des individus isolés.

b. Quant aux contributions en argent que l'occupant voudrait percevoir en dehors des impôts établis, la Sous-Commission a admis, sur la proposition du Comité de Rédaction, cette règle très intéressante et précieuse pour l'occupé que, sauf le cas spécial des amendes destiné à faire l'objet d'un article séparé, ces contributions ne peuvent être levées que „pour les besoins de l'armée“, comme les réquisitions. Le seul autre motif légitime de percevoir ces contributions consisterait dans les besoins de l'administration du pays occupé, ce dont la population n'est évidemment pas trop fondée à se plaindre.

En somme, ce qui est interdit c'est de lever des contributions afin de s'enrichir.

Il importe de constater que cette formule est plus restrictive que celle de l'article 41 du Projet de Bruxelles; et c'est là un point sur lequel s'est portée tout particulièrement l'attention de ceux des membres de la Sous-Commission qui, à bon droit et suivant une ligne de conduite toute tracée par la situation de leur pays, se sont montrés soucieux avant tout de restreindre autant que possible, par des règles juridiques, la liberté d'action absolue que le succès de ses armes donne en fait à l'envahisseur.

Les trois conditions formelles signalées plus haut (ordre de percevoir, répartition et reçu) s'appliquent sans réserve à la perception de ces contributions, mais il a paru préférable de les inscrire dans un article spécial applicable à toute perception de somme d'argent.

c. Quant aux amendes, un article séparé a paru nécessaire, dans le but de déterminer, aussi exactement que possible, les cas où il peut y avoir lieu à imposer une amende.

Au sentiment du Comité, le mot même d'amende ne convenait pas exactement, attendu qu'il prête à une confusion d'idées avec la loi pénale. Certains membres du Comité ont même insisté pour que l'on évitât de prononcer le mot de „répression“.

Au point de vue où s'était d'abord placée la Sous-Commission, il ne devait être traité dans cet article que de ce que l'on appelle spécialement „amende“ dans le droit de la guerre, c'est-à-dire d'une forme déterminée des contributions extraordinaires, consistant dans la perception de sommes d'argent par l'occupant à titre de répression pour des actes hostiles. Et, à ce propos, la Sous-Commission a été d'avis unanime que cette mesure de répression, qui vient frapper la masse de la population, ne doit être appliquée qu'à la suite d'actes répréhensibles ou hostiles commis par la collectivité ou du moins que celle-ci a laissé commettre. En conséquence, les actes strictement individuels ne pourraient jamais donner lieu à répression collective par la perception d'une contribution extraordinaire et il faut que la répression s'exerçant sur la collectivité ait pour fondement la responsabilité tout au moins passive de cette collectivité. Mais, une fois entré dans cette voie, le Comité de Rédaction d'abord et la Sous-Commission ensuite, ont cru pouvoir aller plus loin et, sans rien préjuger quant aux représailles, faire déclarer que la règle susdite est vraie, non seulement pour les amendes, mais pour toute peine, pécuniaire ou non, que l'on prétend infliger à l'ensemble de la population.

Finalement, la Sous-Commission a approuvé l'article spécial (52) proposé par le Comité concernant les trois règles formelles qui sont applicables à toute perception quelconque de sommes d'argent par l'occupant.

Telles sont les considérations en vertu desquelles la Sous-Commission a adopté, avec quelques légères modifications de forme seulement, les articles 49 à 52 dont le texte lui était proposé par le Comité de Rédaction.

Et il y a lieu de signaler que ces dispositions ont été votées à l'unanimité sauf, en ce qui concerne les articles 51 et 52, la voix du délégué de la Suisse. Celui-ci avait en effet proposé, au nom de son Gouvernement, que le droit de réclamer le paiement ou le remboursement en vertu des reçus, fût expressément stipulé dans ces articles. La Sous-Commission n'a pas jugé qu'il y eût lieu d'insérer, dans le Projet de Déclaration, une telle stipulation, car elle relève plutôt du droit public interne et fera normalement l'objet d'une des clauses du traité de paix.

L'article suivant, qui porte le numéro 53, correspond à l'article 6 de la Déclaration de Bruxelles. Il concerne la main-mise de l'occupant sur

les biens mobiliers de l'Etat ennemi et, par extension, sur tous moyens de guerre et notamment sur le matériel des chemins de fer.

L'adoption par la Sous-Commission du premier alinéa de cet article a eu lieu d'emblée, sans modifications et à l'unanimité. Il n'en a pas été de même du second alinéa qui déroge au principe du respect de la propriété privée en ce qui concerne notamment le matériel des chemins de fer. M. Beernaert proposait de marquer que la saisie de ce matériel ne pourrait avoir que le caractère d'un sequestre, la faculté de le requérir d'autre part pour les besoins de la guerre restant entière. Cette proposition a fait l'objet d'une longue discussion, dont la conclusion a été le renvoi de cet alinéa et des amendements au Comité de Rédaction. Le Comité a émis l'avis que, si l'on donnait plus de précision à cette disposition, il serait probablement impossible d'arriver à une entente et qu'il ne semblait pas dès lors qu'il y eût mieux à faire que de conserver, autant que possible, le texte du Projet de Bruxelles. Toutefois, la rédaction a été condensée en une seule phrase, dans un but de précision et, sur la proposition du Comité de Rédaction, la Sous-Commission a également décidé la suppression du membre de phrase ambigu disant que les moyens de guerre en question «peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi». Il y avait là encore, semblait-il, une allusion à l'idée du sequestre, que la Sous-Commission a voulu écarter.

D'autre part, le Comité de Rédaction et ensuite la Sous-Commission ont admis le principe d'un amendement proposé par M. de Bille, premier délégué de Danemark, concernant les „câbles d'atterrissement“. On a donc décidé de dire: „les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissement“.

L'auteur de l'amendement avait spécifié d'avantage, car il avait parlé des câbles d'atterrissement „établis dans les limites du territoire maritime de l'Etat“.

Mais il fallait se garder de traiter, à ce propos, même incidemment, les questions si délicates de la nature des droits de l'Etat riverain sur la mer territoriale et de l'étendue de celle-ci. C'est pourquoi les derniers mots de l'amendement de M. de Bille n'ont pas été admis.

Il a été décidé d'autre part, sur la proposition de M. Lammash, que l'article mentionnerait les téléphones.

Il n'a pas paru opportun de stipuler spécialement, à propos de l'application de cet article, l'obligation pour le belligérant qui opère la saisie, de donner un reçu comme en matière de réquisitions; mais le Comité a été d'avis cependant que le fait de la saisie doit évidemment être constaté de façon ou d'autre, ne fût-ce que pour fournir au propriétaire des objets saisis l'occasion de réclamer l'indemnité expressément prévue dans le texte.

Une proposition de M. Odier, tendant à faire dire que „le matériel des chemins de fer, même appartenant à l'Etat ennemi, sera restitué à la paix“ n'a pas été acceptée, le Comité ayant considéré que cette question est du nombre de celles qui doivent être réglées par le traité de paix.

L'article 54, entièrement nouveau et dû à l'initiative de MM. Beernaert et Eyschen, prescrit que „le matériel de chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible“. M. Beernaert avait proposé d'ordonner la restitution immédiate de ce matériel avec interdiction de l'employer pour les besoins de la guerre; mais la Sous-Commission, d'accord avec le Comité de Rédaction, a pensé qu'il suffisait de poser le principe de la restitution à bref délai, à seule fin de faire ressortir que le matériel des neutres ne saurait être l'objet d'une saisie comme celui des belligérants.

L'article 55, relatif à l'administration des biens de l'Etat dans le territoire occupé, est la reproduction textuelle de l'article 7 du Projet de Bruxelles. De même l'article 56, relatif au respect des biens appartenant aux communes et aux institutions charitables ou autres, est identique à l'article 8 de Bruxelles, sauf une très-légère modification de rédaction dans le second alinéa.

Il ne peut y avoir de doute que l'expression „établissements consacrés aux cultes“, qui se trouve dans l'article 56 susdit, s'applique à tous les établissements de cette nature, églises, temples, mosquées, synagogues, etc., sans qu'il y ait lieu de faire aucune distinction, à ce sujet, entre les divers cultes. C'est ce qui avait déjà été constaté à Bruxelles en 1874 (Protocole n° 18) et c'est également la réponse qui a été donnée, au nom du Comité, à une demande d'éclaircissements faite à ce propos par M. le Général Mirza Riza Khan, premier délégué de Perse.

Une observation générale doit être faite au sujet de tous les articles qui sont compris dans la Section III. C'est que les restrictions, imposées à la liberté d'action de l'occupant, s'appliquent à fortiori à l'envahisseur, alors qu'il n'y aurait pas encore occupation dans le sens de l'article 42.

Ainsi les articles 44 et 45 s'appliquent à l'envahisseur aussi bien qu'à l'occupant, et il sera nécessairement interdit à l'un comme à l'autre de forcer la population d'un territoire à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays ou à prêter serment à la puissance ennemie.

Quant à la perception de contributions ou de réquisitions, ou aux saisies de matériel, il s'entend que l'envahisseur sera, à ce sujet, dans la même situation que l'occupant.

Section IV. — Des Belligérants internés et des Blessés soignés chez les Neutres.

(Articles 57 à 60.)

Les quatre articles que comprend ce chapitre final du Projet voté par la Sous-Commission, sont la reproduction textuelle des articles 53, 54, 55 et 56 du Projet de Bruxelles, sauf l'addition d'un alinéa supplémentaire à l'avant-dernier de ces articles (55 ancien, devenu 59).

A l'ouverture de la discussion de ces articles, et spécialement à propos du premier d'entre eux qui prescrit l'internement des belligérants sur

le territoire neutre, Son Exc. M. Eyschen, premier délégué du Luxembourg, a signalé (séance du 6 Juin) la situation particulière que le traité de Londres de 1867 fait au Grand-Duché par rapport à cette obligation d'interner les belligérants. Ce traité a désarmé le Gouvernement luxembourgeois et ne lui permet notamment d'entretenir que le nombre de troupes nécessaire pour veiller au maintien du bon ordre. Il en résulte que le Luxembourg ne saurait assumer les mêmes obligations que les autres Etats. Il a en conséquence été donné acte à M. Eyschen, sur sa demande, de sa déclaration, qu'il entend réservé à son pays tous les droits qui découlent du traité de Londres du 11 Mai 1867 et spécialement des articles 2, 3 et 5 de ce traité.

Les articles 53 et 54 du Projet de Bruxelles, concernant l'internement des belligérants en territoire neutre, ont ensuite été adoptés sans aucune modification et sont devenus les articles 57 et 58 du Projet de la Sous-Commission.

L'article 59 relatif au passage sur territoire neutre, — c'est-à-dire à travers le territoire neutre, — des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, est conforme à l'article 55 de Bruxelles, sauf l'addition du troisième alinéa. Cet alinéa supplémentaire avait été adopté, en première lecture, sur la proposition de M. Beernaert et de M. le général Mounier, dans les termes suivants: „Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou blessés ne peuvent „être rendus qu'à leur pays d'origine“.

Mais des doutes se sont élevés ensuite sur la portée exacte de cette stipulation où quelques membres du Comité ont cru voir l'autorisation donnée à l'Etat neutre de restituer sur le champ les blessés et les malades à leur pays d'origine, tandis qu'il ne devait évidemment être question que d'interdire l'emploi du territoire neutre pour transporter des malades ou blessés en pays ennemi où ils deviendraient des prisonniers de guerre. La rédaction nouvelle exclut toute équivoque, en disant que „les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre“. M. le général Zuccari, délégué technique du gouvernement italien, a déclaré qu'ayant en vue de respecter l'absolue impartialité des neutres, il regrettait de ne pas pouvoir donner son approbation à cette dernière rédaction plus qu'à la précédente.

Restait le cas de blessés ou de malades appartenant à l'armée même du belligérant qui fait le transport, mais qui, pour une raison ou pour une autre, au lieu de passer simplement par le territoire neutre, y resteraient. Il est certain qu'il serait anormal qu'ils pussent, en cas de guérison, prendre part de nouveau aux opérations de la guerre, et c'est pourquoi, sur la proposition de M. Beernaert, la Sous-Commission a adopté, en seconde lecture, une disposition additionnelle stipulant que ces blessés ou malades devront également être gardés par l'Etat neutre.

M. Crozier avait attiré l'attention de la Sous-Commission sur une contradiction qui existait à son avis entre le dernier alinéa en question et

l'article 10 du Projet d'adaptation des principes de la Convention de Genève à la guerre maritime. Il semble que cette contradiction fût seulement apparente; mais, elle disparaît en tout cas par suite de la nouvelle rédaction.

Concernant tout le principe même de l'article 59, M. le général Mounier s'était montré plutôt disposé à demander l'interdiction de tout passage de malades ou de blessés, vu le service indirect que l'Etat neutre pourrait rendre à l'un des belligérants en lui facilitant l'évacuation des blessés et des malades. Toute la Sous-Commission a été d'accord qu'en se prêtant par humanité à donner son concours dans ces circonstances, l'Etat neutre devait s'inspirer des règles d'une impartialité absolue. De plus, en séance du 8 juin, une sorte de commentaire authentique du sens de l'article a été proposé par M. Beernaert, accepté par M. le général Mounier et adopté unanimement dans les termes suivants: „Cet article — est-il dit littéralement dans cette explication officielle — n'a d'autre portée que d'établir que des considérations d'humanité et d'hygiène peuvent déterminer un Etat neutre à laisser passer les soldats blessés ou malades à travers son territoire sans manquer aux devoirs de la neutralité“.

Enfin, l'article 60 et dernier reproduit littéralement l'article 56 final de la Déclaration de Bruxelles en prescrivant l'application de la Convention de Genève aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Après que la Commission aura arrêté le texte du Projet de „Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre“, son premier soin pourrait être d'examiner sous quelle forme il serait préférable de consacrer le caractère obligatoire des articles de cette Déclaration.

Annexe 2 au Procès-Verbal de la séance du 5 juillet n° 5.

Déclaration concernant les Lois et Coutumes de la Guerre sur Terre.

Section I. — Des belligérants.

Chapitre I. — De la qualité de belligérant.

Article 1.

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes:

- 1° d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;
- 2° d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;
- 3° de porter les armes ouvertement et
- 4° de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'armée.

Article 2.

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 3.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

Chapitre II. — Des prisonniers de guerre.**Article 4.**

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Article 5.

Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 6.

L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

Article 7.

Le Gouvernement auquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 8.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements, et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont pas passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Article 9.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 10.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 11.

Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 12.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Article 13.

Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article 14.

Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli

des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article 15.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article 16.

Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article 17.

Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article 18.

Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Article 19.

Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article 20.

Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

Chapitre III. — Des malades et des blessés.

Article 21.

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

Section II. — Des hostilités.

Chapitre I. — Des moyens de nuire à l'ennemi, des sièges et des bombardements.

Article 22.

Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 23.

Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment interdit:

- a. d'employer du poison ou des armes empoisonnées;
- b. de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemis;
- c. de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;
- d. de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier;
- e. d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus;
- f. d'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires, et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève;
- g. de détruire ou de saisir des propriétés ennemis, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Article 24.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme licites.

Article 25.

Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Article 26.

Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 27.

Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant.

Article 28.

Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

Chapitre II. — Des espions.**Article 29.**

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même, ne sont pas considérés comme espions : les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article 30.

L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article 31.

L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

Chapitre III. — Des parlementaires.**Article 32.**

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le

drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Article 33.

Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Article 34.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

Chapitre IV. — Des capitulations.

Article 35.

Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

Chapitre V. — De l'armistice.

Article 36.

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 37.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 38.

L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Article 39.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec les populations et entre elles.

Article 40.

Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 41.

La violation des clauses de l'armistice, par des particuliers agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Section III. — De l'Autorité militaire sur le Territoire de l'Etat ennemi.**Article 42.**

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article 43.

L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Article 44.

Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 45.

Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Article 46.

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article 47.

Le pillage est formellement interdit.

Article 48.

Si l'occupant prélève, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article 49.

Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant préleve d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article 50.

Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidiairement responsables.

Article 51.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article 52.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant; sinon, elles seront constatées par des reçus.

Article 53.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Article 54.

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des Sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article 55.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 56.

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

Section IV. — Des Belligérants internés et des Blessés soignés chez les Neutres.**Article 57.**

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 58.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 59.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Article 60.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Sixième Séance.

21 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. Staal.

La séance est ouverte à 2 heures.

Le Président prend possession du fauteuil et s'adresse en ces termes à l'Assemblée:

„Avant de passer à l'ordre du jour, je tiens à m'acquitter d'un mandat de mon Auguste Maître, sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.

Sa Majesté a été profondément touchée des sentiments de sympathie qui Lui ont été exprimés à l'occasion du malheur qui a frappé la famille Impériale, et auxquels M. le Vice-Président a donné une expression, si éloquente.

Mon Auguste Souverain m'a chargé de transmettre à la Conférence tous Ses remerciements pour cette manifestation de condoléance“.

Les procès-verbal de la cinquième séance qui a été imprimé et distribué aux membres, est adopté.

Le Président rappelle que l'ordre du jour porte en premier lieu l'examen du rapport de la première Commission. Il remercie M. van Karnebeek de s'être chargé de rédiger ce rapport.

Le Rapporteur soumet à la Conférence le premier point de la première division du rapport, tel qu'il a été approuvé la veille par la première Commission.

Elle a adopté unanimement l'engagement, pour la durée de cinq ans, de s'interdire de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

Le Rapporteur propose à la Conférence, au nom de la Commission, de faire une déclaration comportant l'engagement susmentionné.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité par la Conférence.

On passe au point deux: interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

Cet engagement est adopté à l'unanimité moins deux voix (Etats-Unis d'Amérique et Grande Bretagne).

Le Rapporteur fait à la Conférence une proposition identique concernant le troisième point: engagement de s'interdire l'emploi de balles qui s'épanouissent et s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dur dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

M. le Capitaine Crozier prend la parole en ces termes:

„Le principe général de cette question a été bien établi à St. Pétersbourg en 1868, à savoir: que ce serait dépasser les limites justifiées que d'employer des armes qui agravaient inutilement les souffrances d'hommes déjà mis hors de combat ou qui rendraient leur mort inévitable. La Convention de St. Pétersbourg tendait ensuite à proscrire la seule violation de ce principe qui était envisagée à cette époque, c. à. d. l'emploi de projectiles explosibles d'un poids inférieur à 400 grammes.

On désire à présent étendre l'interdiction à d'autres projectiles que les balles explosives. On vise par là les inventions qui ont en vue d'augmenter le choc produit par les balles de petit calibre actuellement en usage et les balles d'un calibre encore plus petit qu'on pourrait adopter.

En formulant une interdiction de l'espèce, quel est le but que nous devons avoir présent à l'esprit?

Evidemment celui d'interdire tout ce qui dépasse en cruauté les limites de la nécessité. Et qu'est ce qui est nécessaire? La Déclaration de St. Pétersbourg dit: „Il suffit de mettre hors de combat le plus grand nombre d'hommes possible“.

Mon honorable collègue, le délégué de Russie, a déclaré ici „que le but de la guerre est la mise hors de combat“. Pour des militaires, il ne peut y avoir qu'une réponse à la question que je viens de poser, à savoir que l'homme frappé par une balle doit être mis hors de combat. Ayant en vue d'atteindre ce but ainsi que d'interdire tout ce qui va au-delà, je propose la formule amendée comme suit:

„L'emploi de balles qui infligent des blessures inutilement cruelles, telles que les balles explosives, et en général toute espèce de balles qui dépasse la limite nécessaire pour mettre un homme immédiatement hors de combat, devrait être interdit.“

Cette formule désigne clairement ce que tout le monde admet et tout ce qui est admissible.

On a affirmé aussi que „des balles ordinaires suffisent pour mettre les hommes hors de combat“.

Les opinions diffèrent sur la question de savoir si cela est vrai pour tous les cas. Je puis en parler librement, parce que les Etats-Unis sont satisfaits de leur balle et ne voient pas de raison pour la changer. Mais, quoi qu'il en soit des projectiles actuellement en usage, personne ne peut dire ce qui en sera si la diminution du calibre, que cette Conférence n'a pas limitée, doit continuer. C'est ici que nous voyons le point faible de la formule: elle limite l'interdiction à une seule catégorie, à savoir aux balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent et donne comme explication certains détails de construction de ces balles en disant:

„L'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, devrait être interdit.“

Les avantages du petit calibre sont bien connus: une trajectoire plus tendue, un plus grand espace dominé par l'effet des balles, moins de recul et surtout un poids moindre pour les munitions. Or, si une nation quelconque considère ces avantages comme suffisamment importants pour désirer adopter un calibre plus petit — ce qui doit être considéré comme très possible — ses experts militaires chercheront tout de suite une méthode pour éviter le désavantage principal d'un plus petit calibre, c'est-à-dire l'insuffisance du choc produit par les balles. En recherchant les moyens propres à augmenter ce choc, ils examineront naturellement

les interdictions qu'on s'est imposées, et ils trouveront qu'à l'exception de deux catégories, les balles explosives et les balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent, le champ est entièrement libre. Ils verront qu'ils peuvent éviter les détails de construction interdits, en fabriquant une balle dont une grande partie de l'enveloppe serait si mince qu'elle n'aurait pas d'effet, et qu'ils peuvent éviter complètement les catégories interdites 1° en fabriquant une balle dont la pointe à son entrée dans le corps humain se tournerait facilement d'un côté de manière à produire un mouvement de rotation autour de son axe le plus court (c'est un fait très connu qu'il est facile de donner ce mouvement à une balle d'arme rayée), 2° en fabriquant une balle d'une forme originale telle qu'elle infligerait une blessure déchirante sans subir de changement. Il est inutile de fournir plus d'exemples. Un officier technique pourrait passer un temps indéfini à inventer des balles d'un effet terriblement cruel, qui seraient interdites par mon amendement, mais qui resteraient permises selon la formule de la Commission.

Et, non seulement elles seraient permises, mais en s'efforçant d'éviter la catégorie interdite par la formule de la Commission, on pourrait être amené à adopter un autre genre de projectile moins humain. S'il s'agit d'augmenter la puissance du choc d'une balle — et nous pouvons être sûrs qu'il en sera ainsi d'une manière ou de l'autre si on le juge nécessaire — quelle méthode plus humaine peut-on trouver que de fabriquer la balle de telle façon, qu'elle s'étende régulièrement? Or, cela est interdit, et, en conséquence, il y a grand danger qu'une méthode plus cruelle soit adoptée à un moment où il n'y aura pas de Conférence prête à l'interdire. Il est toujours dangereux d'essayer d'embrasser un principe par une spécification de détails, car on peut généralement éviter ces derniers et par là violer le principe.

On a dit dans la Commission que les termes de ma proposition sont trop vagues et qu'il ne resterait pas grande chose de la motion votée, si elle devait être amendée selon ma formule. Mais en réalité, ma proposition a une tendance bien plus restrictive que celle de la Commission. Car cette dernière, au lieu d'embrasser un principe, n'y touche qu'en un point. En s'efforçant de frapper un seul détail de construction, elle a laissé la porte ouverte à toutes les autres inventions qu'on pourrait faire.

On a déclaré nettement que la balle dum-dum est celle que vise l'interdiction.

Je ne suis pas chargé de défendre la balle dum-dum, dont je ne connais que ce que je viens d'apprendre ici. Mais on nous demande de la juger en ce moment et il me paraît qu'à cet effet quelques preuves seraient désirables.

Or, aucune n'a été fournie jusqu'à présent.

M. le Colonel Gilinsky qui, par des paroles qui font honneur autant à lui qu'à son Gouvernement, s'est évertué ici à défendre la cause de l'humanité, croit que deux guerres, où cette balle a été employée, ont prouvé qu'elle infligeait des blessures fort cruelles. On n'a cependant pas cité de faits qui pourraient nous amener à partager cette opinion.

La seule soi-disant preuve dont nous avons entendu parler est celle des expériences faites à Tübingen et la similitude prétendue qui existerait

entre la balle employée là bas et la balle dum-dum. Or, le délégué britannique n'a mentionné ce fait que pour le nier.

Permettez moi cependant d'attirer votre attention sur le fait que, d'après l'amendement proposé, la balle dum-dum n'est pas admise formellement; au contraire, elle rentrera dans la classe prohibée, lorsqu'un cas évident pourra servir de preuve contre elle.

Nous sommes tous animés du même désir de prévenir plutôt que d'injurier l'emploi d'armes infigeant des blessures inutilement cruelles. Quant à l'efficacité de pareilles mesures, je demande s'il ne vaudrait pas mieux s'assurer le soutien de l'opinion publique d'un pays en soumettant à son Gouvernement un fait établi et prouvé contre une pratique militaire quelconque que de risquer de susciter un sentiment national en faveur de cette pratique en la condamnant sans preuves.

La Conférence touche à sa fin et ce sujet est le seul d'une actualité pratique sur lequel on n'est pas d'accord.

Le dissentiment est évident; il est même à l'état aigu et tend à détruire toute la valeur de l'initiative qu'on a prise.

C'est pour cela que je prie les Délégués, même ceux qui ne seraient pas convaincus de la tendance plus humanitaire qui serait donnée à l'article, par l'amendement proposé, de voter affirmativement, afin d'arrêter quelque chose de tangible, au lieu des résultats négatifs auxquels nous amènerait le statu quo.

S. E. Sir Julian Pauncefote appuie l'amendement de M. le Capitaine Crozier et s'associe aux observations qu'il a faites.

M. le Jonkheer van Karnebeek rappelle ce qui s'est passé dans la Commission à ce sujet. L'amendement avait déjà été présenté par la délégation d'Amérique dans des termes à peu près semblables, mais il n'avait pas trouvé assez d'appui, car la plupart des membres de la Commission ont été d'avis que, quelque fut le but humanitaire qui inspirait la motion dont il s'agit, la formule qui l'exprimait était trop vague et ne portait pas suffisamment; c'est pour ce motif qu'à la demande d'un des membres, la priorité a été donnée au texte primitif qui a été voté à l'unanimité moins deux voix.

S. E. Sir Julian Pauncefote annonce que son Gouvernement désire faire une déclaration très importante au sujet des balles dum-dum.

Cette déclaration ne lui ayant pas encore été transmise, il demande que le procès-verbal reste ouvert pour son insertion.

Il en est décidé ainsi.*)

*) Cette demande a été retirée par la lettre suivante adressée par Sir Julian Pauncefote au Président de la Conférence:

"Sir Julian Pauncefote presents his compliments to his Excellency the President of the Peace Conference, and has the honor to state that he has received instructions from his Government to the effect that, in view of the attitude of the Plenary Conference at its sitting of the 21st instant, and of the vote taken on that occasion on the subject of projectiles, Her Majesty's Government will not avail themselves of the facilities accorded to them to insert a Declaration in the procès-verbal of that sitting."

The Hague July 27, 1899.

M. le Général den Beer Poortugael ne sait pas s'il entre dans l'intention de l'Assemblée de renouveler la discussion sur la question des balles; pour sa part, il croyait que tout ce qui concernait cette matière était réglé; toutefois, si l'on veut y revenir, il se permet de faire observer qu'à son avis, en admettant la proposition Crozier, on détruira l'œuvre accomplie. Il pense, comme M. Crozier, que le principe général rentre également dans sa formule, mais selon lui, elle a une portée insuffisante.

Il y est question d'une façon générale d'une limite nécessaire. Or, qu'entend on par cette limite nécessaire et par des blessures inutilement cruelles? Nous l'ignorons; un critérium serait nécessaire pour pouvoir le déterminer. Il faut pouvoir dire: voilà une balle toute différente de celle qu'on a adoptée jusqu'à présent. Il faut une limite spécifiée et non pas une limite générale. Sinon, on n'arrivera à aucun résultat.

Si M. Crozier a dit que nous condamnons ici la balle dum-dum, il s'est trompé. Il semble qu'il est bien difficile de condamner d'avance une balle qu'on ne connaît pas. Il s'est agi d'une façon générale de l'emploi de balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions. Cette rédaction a même été très difficile à trouver et, à son avis, il est indispensable d'entrer dans les détails qu'elle renferme. Il se rend compte, d'autre part, qu'en donnant des détails on risque de déroger d'une manière différente au principe général.

La formule de la Commission a écarté un moyen; c'est déjà beaucoup, on ne peut pas écarter tous ceux, qui seront peut-être inventés dans l'avenir.

Si nous n'acceptons pas cette formule nous n'aurons rien fait.

M. le Colonel Gilinsky, en répondant à M. Crozier, tient tout d'abord à constater que la proposition russe primitive ne mentionne pas les balles dum-dum, bien qu'on en ait parlé au cours des discussions. Il lit le texte de cette proposition.

D'autres délégués techniques y ont apporté des amendements et l'on a fini par adopter la formule que nous trouvons dans le rapport. Cette formule ne parle pas non plus de la balle dum-dum. Ce sera donc à chaque Gouvernement à examiner et à décider si tel ou autre projectile qui est employé ou proposé, rentre dans la catégorie visée par la formule.

Les balles de cette espèce infligent des blessures inutilement cruelles parce que l'incision permet au plomb de sortir de l'enveloppe dure et de s'épanouir; et non seulement ces projectiles blessent, mais ils emportent des lambeaux de chair. Un pareil effet dépasse le but de la guerre qui est simplement de mettre hors de combat. Les balles de petit calibre telles que celles de $7\frac{1}{2}$ mm., dont il déclare connaître les effets, suffisent pour produire ce résultat.

On a bien voulu prétendre le contraire, mais les cas où ces projectiles ont été insuffisants ne constituent que des exceptions. Elles ont lieu, si la balle ne touche pas les os, mais seulement les muscles ou les parties molles du corps, ce qui arrive relativement rarement. Dans ce cas il se

peut en effet qu'un homme mortellement blessé avance encore pendant un certain temps et tombe mort sans savoir qu'il a été frappé.

A St. Pétersbourg en 1868, on avait en vue un fait existant déjà. On voulait interdire des balles qui existaient en réalité.

On désire faire la même chose ici: Interdire l'emploi d'une certaine catégorie de balles qui ont déjà été fabriquées.. Nous ne savons pas ce qu'on inventera encore. Les inventions de l'avenir rendront peut-être une nouvelle interdiction nécessaire.

Il ne convient pas de faire de distinction entre des nations civilisées et des tribus sauvages. Il n'a pas d'objections à ce que le terme „inutilement cruel“ soit introduit dans la formule mais à part cela, elle doit rester intacte. C'est la formule qui a été adoptée après de mures délibérations auxquelles ont pris part tous les techniciens et il serait impossible que la Conférence se déjugeât.

M. le Capitaine Crozier dit qu'à son avis la formule présente trois inconvénients:

1° Elle n'interdit pas les balles qui dépassent les limites admissibles sauf dans un cas;

2° Elle interdit les balles qui s'épanouissent. Or, il est fort possible qu'on invente une balle qui s'épanouisse régulièrement et qui par conséquent ne produirait pas de blessures inutilement cruelles. Il ne serait donc pas nécessaire d'en défendre l'usage.

3° Le procès-verbal constate que la formule tend à interdire l'emploi de la balle dite „dum-dum“ bien que ce mot ne soit pas mentionné dans le texte. Or, on la condamne sans preuve, car il n'est pas fait d'effort pour démontrer qu'elle est inutilement cruelle. Il lit à l'appui de ses paroles un passage du rapport du Général den Beer Poortugael (pag. 3, al. 2) qui, lui-même, parle de balles „dum-dum“ et on a constaté à plusieurs reprises que ce sont bien ces projectiles qu'on veut prohiber. Il tient à rappeler qu'en ce qui concerne les Etats-Unis, ils emploient le fusil du calibre $7\frac{1}{2}$ mm.

Ils en sont satisfaits et ne désirent pas le changer.

Il dit que, sans l'intention de ses auteurs, la proposition de la Commission est plutôt une interdiction du fusil de plus petit calibre que celle de l'emploi d'une arme pas humaine et il lit à ce propos un passage du Rapport du Général den Beer Poortugael (pag. 3 al. ult^e) dans lequel se trouve l'observation du Colonel Gilinsky que la balle du fusil de petit calibre n'arrête pas l'attaque d'une armée civilisée, car tel est l'effet du petit calibre; que c'est donc là un argument en faveur de calibres plus gros; et qu'en diminuant continuellement le calibre, on arrive à un calibre trop petit et à la nécessité d'employer les balles dum-dum. Il fait observer que de ces mots on peut voir que l'interdiction de la classe de balles mentionnée dans l'article et celle du fusil de petit calibre sont si intimement liées qu'on ne peut guère appuyer l'une sans, en même temps, et malgré soi, faire des arguments en faveur de l'autre. Or, la majorité des Puissances s'est déclarée contre la limitation du calibre.

Répondant à M. van Karnebeek, M. le Capitaine Crozier rappelle que lorsqu'il a présenté son amendement à la Sous-Commission, cet amendement n'a pas été mis au vote. On s'est borné à voter la proposition primitive.

Ce procédé a certainement eu pour avantage de hâter la marche des travaux, mais à son avis, il y a quelque chose de plus important à faire, c'est de bien établir l'opinion des membres sur chaque question qui se présente. Or, la Sous-Commission n'a pas eu l'occasion d'exprimer une opinion sur son amendement, c'est pour cette raison qu'il y revient et qu'il demande qu'on le mette maintenant aux voix en premier lieu.

M. le Colonel Gilinsky répète que les balles visées par la formule de la Commission sont connues; on a pu parfaitement constater leurs effets récemment dans deux guerres, bien qu'il n'existe pas de communications officielles à ce sujet.

Quant aux balles qui pourront être inventées, on s'en occupera quand le moment sera venu.

Le Capitaine Crozier a parlé de l'invention éventuelle de balles qui s'épanouissent régulièrement. Cette supposition est admissible; mais même des balles de cette catégorie peuvent infliger des blessures inutilement cruelles.

La formule russe ne vise que des balles déjà existantes. Comme il l'a déjà affirmé, des balles de petit calibre arrêtent en général l'attaque. Si l'on diminue encore le calibre existant, peut-être que le projectile n'aura plus le même effet.

Un nouveau problème se posera alors.

Mais si ces balles n'arrêtent pas le choc et permettent à des guerriers d'une bravoure exceptionnelle de s'avancer, est-il nécessaire d'inventer des balles plus cruelles, pour combattre ces braves?

M. Crozier a dit qu'on ne s'est pas assez occupé de la question dans la Sous-Commission, qu'on s'est trop hâté. On s'en est occupé deux mois dans la Sous-Commission et dans la Commission on a consciencieusement étudié la question et minutieusement élaboré la formule. Il ne faut donc pas se dépêcher maintenant et changer en une séance le résultat des travaux de deux mois.

M. le Capitaine Crozier a demandé la priorité pour sa formule; mais M. Gilinsky insiste pour qu'on la donne à celle de la Commission.

M. le Jonkheer von Karnebeek se fondant sur son expérience en matière parlementaire, dit que M. Crozier se plaint de ce que sa formule n'a pas été votée en premier lieu. Certainement, selon les usages, un amendement a la priorité sur la proposition primitive.

Seulement, il ne s'agit pas ici d'un amendement, mais d'une proposition nouvelle. Il rappelle que M. Beernaert, dont personne ne contestera la haute compétence en matière parlementaire, a prouvé qu'il était du même avis que lui, en donnant la priorité à la proposition originale.

Lorsqu'il s'agit de deux propositions, l'usage parlementaire exige que l'on donne la préférence à la formule qui a la tendance la plus large.

Si cette assemblée désire déroger à ce principe, il n'y voit aucun inconvenient, mais, d'après lui, cette manière de procéder serait incorrecte.

M. le Capitaine Crozier insiste sur le fait que sa formule constitue un amendement. Il explique qu'en la mettant aux voix en premier lieu, il faut se rappeler qu'un second vote aura lieu sur la proposition, amendée ou non amendée selon le fait, et que l'ensemble des deux votes mettra précisément en évidence l'opinion de chaque délégué.

M. Raffalovich propose de mettre aux voix la question de la priorité.

M. de Bille tient à constater qu'en votant en Commission pour le texte original, il n'a pas eu en vue d'incriminer les balles „dum-dum“, qui lui sont inconnues et dont les effets cruels ne lui paraissent pas démontrés.

S. E. M. White regrette vivement que la Délégation des Etats-Unis ne puisse se déclarer d'accord dans cette matière avec la Commission.

Il commence par dire qu'il s'adresse à la Conférence sans la moindre prétention d'être considéré comme un expert en la matière. Il n'a pas la moindre connaissance technique des projectiles ou des armes d'aucune espèce; mais il juge à propos d'intervenir dans le débat afin de déclarer d'abord que le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas fait usage, jusqu'ici, ne fait pas usage à présent et n'a pas l'intention de faire usage, d'aucune autre balle que celle employée par d'autres nations civilisées. Il déclare ensuite que les Etats-Unis n'ont pas l'intention à l'avenir d'employer des balles qui ne sont pas considérées comme permises par le concert des nations.

Après cette déclaration préliminaire, Son Exc. M. White indique le point faible, suivant lui, de la proposition du Colonel Gilinsky. Cette proposition en précisant d'une manière spéciale les détails de construction d'un projectile produisant des blessures inutilement cruelles, fournira aux belligérants dans la première guerre prolongée l'occasion de se dérober à cette restriction ou d'en tourner les stipulations.

Les belligérants seront plus anxieux de se conformer à la lettre de l'interdiction que d'éviter les maux qu'on a voulu combattre par la proposition en question.

Aux Etats-Unis, dans une guerre récente que, lui, regrette personnellement et qui, grâce à Dieu, est terminée, on avait eu quelque expérience de l'inefficacité de la balle moderne de petit calibre. On cite le cas d'un soldat qui, bien que transpercé de 4 balles, avait continué de combattre et se portait aujourd'hui tout à fait bien.

La proposition du rapport n'empêcherait pas les nations de modifier les balles actuellement en usage ou de les rendre encore plus cruelles; c'est un cas dans lequel la lettre tue et où l'esprit donne la vie; la Conférence appréciera si elle peut condamner un type spécial de balles sans adopter en même temps le principe plus étendu de la proposition Crozier. M. White suggère donc le renvoi à la Commission, afin que celle-ci trouve une formule à laquelle puissent adhérer tous les pays représentés.

M. le Général den Beer Poortugael maintient que le fusil de petit calibre suffit pour arrêter l'attaque de l'ennemi. Il cite un exemple récent emprunté à la guerre d'Atchin.

M. le Colonel Gilinsky croit devoir déclarer qu'il regrette que les Etats-Unis ne puissent se ranger à l'avis de la majorité. Il a aussi vu de près la dernière guerre et sait que les balles du calibre $7\frac{1}{2}$ avaient un effet suffisant et arrêtaient très-bien l'attaque.

Il insiste sur le fait qu'il convient de s'occuper ici des projectiles existants et non pas des inventions futures actuellement.

Les exemples cités par le délégué américain ne lui paraissent pas concluants; ce ne sont que des cas exceptionnels qui ne prouvent rien. Il pourrait également rappeler qu'un général, le Général de Gallifet a survécu à une grave blessure au ventre produite par un éclat d'obus. Il a eu le courage et la force d'arriver après cette blessure seul à l'ambulance. En conclura-t-on à l'innocuité des obus?

Il espère que la Conférence aura pleine confiance dans les travaux de la Commission et décidera définitivement la question en cette séance en maintenant la formule acceptée par la Commission.

M. le Capitaine de Vaisseau Mahan dit que, si le Colonel Gilinsky a soutenu qu'on n'avait à s'occuper ici que des projectiles existants, il doit objecter qu'on n'a pas tenu compte de cet argument en ce qui concerne les points un et deux.

D'après lui, la question peut se résumer comme suit: pour arriver à un but que nous approuvons tous, vaut-il mieux adopter un principe général ou voter sur quelques détails qui ne visent qu'un point spécial?

M. le Colonel Gilinsky répond que le fait de lancer des projectiles du haut des ballons est un fait existant, puisqu'il est à l'étude en Angleterre et dans plusieurs autres pays. Quant aux balles, la formule acceptée vise le principe général: interdiction des balles qui s'épanouissent et s'aplatissent. Mais il est nécessaire de préciser les détails bien connus, autrement ce ne serait pas une formule, mais une phrase.

M. le Jonkheer van Karnebeek répète qu'il s'agit ici d'une proposition nouvelle.

Il insiste sur ce point et il maintient catégoriquement qu'il est régulier de voter en premier lieu sur la proposition primitive.

M. le Comte de Macédo se prononce en faveur de la proposition de M. White; il s'est abstenu de voter en Commission, parce qu'il n'a pas eu assez d'éclaircissements sur la question. Or, la déclaration annoncée par Sir Julian Pauncefote pourrait en fournir; à son avis mieux vaut donc attendre.

La proposition de Son Exc. M. White est mise aux voix.

Le renvoi à la Commission est repoussé par 20 voix contre cinq.

Ont voté pour le renvoi: les Etats-Unis d'Amérique, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Portugal.

Le Luxembourg n'était pas présent.

Le Président propose de voter sur la formule de la Commission.

M. le Général Sir John Ardagh et M. le Capitaine Crozier protestent.

M. le Capitaine Crozier insiste sur la priorité à donner à son amendement pour fournir à la Commission l'occasion de se prononcer à ce sujet.

Le Président déclare que, par esprit de conciliation, il est prêt à faire voter en premier lieu la formule américaine.

S. E. Sir Julian Pauncefote rappelle que, dans tous les parlements européens, il est d'usage de voter d'abord les amendements. Or, les délégations américaine et anglaise sont d'accord sur ce point que la formule-Crozier est un amendement.

D'après M. Seth Low, la proposition américaine constitue une proposition subséquente („substitute“); il serait d'usage au parlement américain de la voter avant la proposition originale, sinon, on n'arriverait jamais à obtenir la vraie opinion de la majorité.

M. le Comte de Macédo déclare qu'il votera la proposition américaine; mais ce vote n'aura pas pour signification qu'il désapprouve la proposition originale.

M. Rolin considère comme impossible pour les délégués qui ont voté le règlement des lois de la guerre, de se prononcer contre l'adoption de la proposition-Crozier qui ne fait guère que répéter une des dispositions de ce règlement; dans ces conditions il craint que le vote ne donne lieu à un malentendu et il demande qu'il lui soit permis, dans le cas où la proposition-Crozier serait adoptée, de reprendre la proposition de la Commission sous forme d'amendement additionnel.

M. Raffalovich appuie cette proposition.

M. le Colonel Coanda est d'avis qu'il conviendrait de procéder en premier lieu au vote sur la rédaction qui vise le but humanitaire à un point de vue général, et en second lieu à celui de la formule qui contient les détails.

M. le Général Mounier fait observer qu'on irait au devant de beaucoup de difficultés en acceptant la formule du Capitaine Crozier. La formule de la Commission vise des balles qu'on connaît déjà, tandis qu'il ne sait absolument pas quel genre de projectiles le délégué américain veut interdire.

M. de Bille trouve que l'expression „limite nécessaire pour mettre un homme hors de combat“ est assez claire.

M. le Jonkheer van Karnebeek est d'avis que c'est à la Conférence à trancher la question en votant sur la priorité.

M. Beldiman fait la même proposition.

La question de priorité est mise aux voix.

Ont voté pour la priorité de la formule américaine 8 Etats, à savoir: Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Chine, Danemark, Grande Bretagne, Grèce, Portugal et Serbie.

Les 17 autres Etats ont voté contre.

Le Luxembourg n'a pas pris part au vote.

En conséquence, la formule du rapport est mise aux voix et adoptée à l'unanimité moins deux voix (les Etats-Unis d'Amérique et la Grande Bretagne) et une abstention (le Portugal). Le Luxembourg n'était pas présent.

Les divisions II, III, et IV du rapport sont adoptées à l'unanimité.

Il est donné lecture d'une lettre, adressée par le Président du Comité de rédaction de la Sous-Commission de la Croix Rouge et par laquelle l'Amiral Sir John Fisher porte à la connaissance de M. de Martens que la délégation américaine a retiré les trois articles additionnels qu'elle avait proposé d'ajouter aux dix articles votés par la Conférence dans sa séance du 20 juin.

M. le Capitaine de Vaisseau Mahan fait à ce sujet la déclaration suivante:

„La délégation des Etats-Unis m'a chargé de dire que les trois articles additionnels proposés par elle ont été retirés non pas à cause d'un changement d'opinion au sujet de l'opportunité de prévoir les cas auxquels ils se rapportent et qui surgiront sans doute, mais en vertu du désir de faciliter la conclusion des travaux de la Conférence.

La Délégation désire qu'on se rende compte qu'elle n'accepte que provisoirement les 10 articles bien qu'elle les juge matériellement défectueux en tant qu'ils ne prévoient pas les cas indiqués, et sous la réserve de l'approbation ultérieure de son Gouvernement auquel elle réserve pleine liberté d'action. De plus, il est entendu qu'elle devra communiquer à son Gouvernement sans aucune restriction, les doutes qu'elle éprouve en ajoutant les commentaires qu'elle jugera nécessaires.“

La séance est levée.

Le Président,
Staal.

Les Secrétaires,
J. C. N. van Eys. Raffalovich.

Albert Legrand.

E. de Grelle Rogier.

W. de Rappard.

A. G. Schimmelpenninck.

Max Jarousse de Sillac.

J. J. Rochussen.

G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.

C. E. Dittlinger, „ „

Annexe au Procès-Verbal de la Séance du 21 juillet n° 6.**Rapport à la Conférence.**

La première Commission a eu pour tâche d'examiner les quatre premières propositions de la circulaire de Son Exc. le Comte Mouravieff. Ainsi qu'il était prévu elle s'est subdivisée, pour étudier les questions posées concernant les engins de guerre, en deux Sous-Commissions, l'une pour les armées, l'autre pour les flottes, tandis que la première proposition du Comte Mouravieff, visant la limitation des armements, a été réservée à la Commission entière.

I. L'étude des deux Sous-Commissions n'a fait ressortir que trois points sur lesquels un engagement a pu être voté par la Commission:

1° Celui de s'interdire de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

Cet engagement ne serait pris que pour une durée de cinq ans et a été voté à l'unanimité.

2° Celui de s'interdire l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

Il a été voté à l'unanimité moins une voix; mais six voix de la majorité ne se sont prononcées affirmativement que sous la réserve de l'unanimité.

3° Celui de s'interdire l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

Il a été voté à l'unanimité, moins deux voix contre et une abstention.

La Commission propose en conséquence à la Conférence une Déclaration ou une Convention portant un engagement:

Sur le premier point, à l'unanimité;

Sur le second point, par 17 voix [Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon (sous condition d'unanimité), Monténégro, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Turquie, Bulgarie] contre deux (Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne);

Sur le troisième point, par 16 voix (Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon, Monténégro, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Turquie, Bulgarie) contre deux (Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne) et une abstention (Portugal).

II. Vu l'importance de ces questions pour les budgets, les deux Sous-Commissions se sont longuement occupées de rechercher, s'il n'y aurait pas moyen de se mettre d'accord pour prévenir, ne fut-ce que pendant un certain temps, la mise en usage de nouveaux types et calibres de fusils et de canons; mais les propositions plus ou moins détaillées qui ont été discutées ont toutes rencontré des objections, en premier lieu par suite de l'impossibilité d'obtenir, pendant la Conférence, des instructions suffisamment précises pour pouvoir prendre des décisions qui auraient une valeur pratique. L'examen des propositions mises en avant de différents

côtés a chaque fois démontré que, pour pouvoir résoudre ces questions, il faudrait, dans la plupart des pays une étude préalable technique, minutieusement faite et appuyée par des épreuves.

En présence de cette difficulté, la Commission a dû se borner à proposer à la Conférence d'émettre le vœu que les Gouvernements représentés veuillent, chacun de son côté, mettre le problème à l'étude, spécialement en ce qui touche aux fusils et à l'artillerie de marine, afin de parvenir, si c'est possible, à une solution unanimement reconnue comme désirable, qui pourrait être déterminée dans une Conférence ultérieure. Peut-être que l'échange de vues relaté dans les procès-verbaux des deux Sous-Commissions pourrait servir à ces études.

La proposition a été votée à l'unanimité par la Commission.

III. La possibilité de fixer les effectifs des forces armées de terre et de mer ainsi que des budgets de guerre y afférents, a fait l'objet d'un examen non moins conscientieux.

Des propositions ont été faites à cet effet par la Russie. La première de ces propositions tendait à fixer pour un terme de cinq ans les effectifs actuels des troupes entretenues dans les métropoles, c'est-à-dire sans y comprendre les troupes coloniales, et à limiter pour le même terme les budgets militaires à leurs montants actuellement en vigueur.

Renvoyée à la première Sous-Commission, cette proposition a été examinée et discutée d'abord par un Comité technique spécial composé de MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Capitaine Crozier, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, le Général Mounier, le Général Sir John Ardagh, le Général Zuccari, le Colonel Coanda, le Colonel Gilinsky et le Colonel Brändström, qui, après un échange de vues approfondi, est arrivé, à l'exception de M. le Colonel Gilinsky, unanimement aux conclusions suivantes :

1° qu'il serait très difficile de fixer, même pour une période de cinq ans, le chiffre des effectifs sans régler en même temps d'autres éléments de la défense nationale.

2° qu'il serait non moins difficile de régler, par une convention internationale, les éléments de cette défense, organisée dans chaque pays d'après des vues très différentes.

En conséquence, le Comité regrette de ne pouvoir conseiller l'acceptation de la proposition; mais la majorité de ses membres a estimé qu'une étude plus approfondie de la question par les Gouvernements eux-mêmes, serait à désirer.

En présence de ce résultat, la Commission n'a pu, à regret, que se rendre compte de l'impossibilité d'arriver dans cette Conférence à une entente positive et immédiate sur la question des effectifs et des budgets militaires, mais avec le désir de voir les Gouvernements eux-mêmes reprendre l'étude des questions soulevées par le thème premier de la circulaire du Comte Mouravieff.

La pensée qu'au point de vue général il importe cependant d'arrêter les armements militaires et de recommander la solution de cette question

à la plus sérieuse attention, s'est montrée vivante dans la Commission. En conséquence, après avoir adopté à l'unanimité les propositions du Comité technique, la Commission a adopté, également à l'unanimité, pour traduire cette pensée, la résolution qui, à cet effet, lui a été proposée par le premier délégué de France en ces termes:

„La Commission estime que la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité.“

La Commission propose en conséquence à la Conférence d'adopter de son côté cette résolution.

IV. L'autre proposition russe se rapportait à la marine et tendait à faire accepter le principe de fixer pour un terme de 3 ans le montant des budgets de la marine, tout en laissant à chaque Gouvernement la liberté d'établir ce montant selon ses propres vues, mais avec l'engagement de ne pas augmenter pendant la période triennale la somme indiquée par lui-même.

Cette proposition s'est heurtée, comme l'autre, dans la Sous-Commission chargée de l'examiner, à des difficultés. En outre de celles qui éventuellement se présenteraient lorsqu'il s'agirait de régler le mode d'exécution, une objection grave a été constatée pour les pays parlementaires par rapport au droit de vote budgétaire des assemblées législatives.

La Commission, quel que fut son désir de s'engager dans la voie ouverte par la proposition de la Russie, n'a pu que reconnaître qu'elle se trouvait en présence d'une question qu'elle ne pouvait résoudre et qui exigerait, de la part des Gouvernements appelés à se prononcer par des instructions, une enquête approfondie, pour laquelle le temps nécessaire manquerait pendant cette Conférence.

La Commission s'est donc ralliée à l'idée de référer cette question, ainsi que celle concernant les forces armées de terre, aux Gouvernements, afin que ceux-ci, s'ils le jugent utile, puissent les mettre à l'étude en tenant compte des propositions qui ont été faites.

La Commission soumet cette idée à l'approbation de la Conférence.

Septième Séance.

25 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. Staal.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Le Président dit que le procès-verbal de la dernière séance a dû rester ouvert sur la demande de Son Exc. Sir Julian Pauncefote qui a annoncé qu'il aurait sans doute à y faire insérer une importante déclaration.

côtés a chaque fois démontré que, pour pouvoir résoudre ces questions, il faudrait, dans la plupart des pays une étude préalable technique, minutieusement faite et appuyée par des épreuves.

En présence de cette difficulté, la Commission a dû se borner à proposer à la Conférence d'émettre le vœu que les Gouvernements représentés veuillent, chacun de son côté, mettre le problème à l'étude, spécialement en ce qui touche aux fusils et à l'artillerie de marine, afin de parvenir, si c'est possible, à une solution unanimement reconnue comme désirable, qui pourrait être déterminée dans une Conférence ultérieure. Peut-être que l'échange de vues relaté dans les procès-verbaux des deux Sous-Commissions pourrait servir à ces études.

La proposition a été votée à l'unanimité par la Commission.

III. La possibilité de fixer les effectifs des forces armées de terre et de mer ainsi que des budgets de guerre y afférents, a fait l'objet d'un examen non moins conscientieux.

Des propositions ont été faites à cet effet par la Russie. La première de ces propositions tendait à fixer pour un terme de cinq ans les effectifs actuels des troupes entretenues dans les métropoles, c'est-à-dire sans y comprendre les troupes coloniales, et à limiter pour le même terme les budgets militaires à leurs montants actuellement en vigueur.

Renvoyée à la première Sous-Commission, cette proposition a été examinée et discutée d'abord par un Comité technique spécial composé de MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Capitaine Crozier, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, le Général Mounier, le Général Sir John Ardagh, le Général Zuccari, le Colonel Coanda, le Colonel Gilinsky et le Colonel Brändström, qui, après un échange de vues approfondi, est arrivé, à l'exception de M. le Colonel Gilinsky, unanimement aux conclusions suivantes :

1° qu'il serait très difficile de fixer, même pour une période de cinq ans, le chiffre des effectifs sans régler en même temps d'autres éléments de la défense nationale.

2° qu'il serait non moins difficile de régler, par une convention internationale, les éléments de cette défense, organisée dans chaque pays d'après des vues très différentes.

En conséquence, le Comité regrette de ne pouvoir conseiller l'acceptation de la proposition; mais la majorité de ses membres a estimé qu'une étude plus approfondie de la question par les Gouvernements eux-mêmes, serait à désirer.

En présence de ce résultat, la Commission n'a pu, à regret, que se rendre compte de l'impossibilité d'arriver dans cette Conférence à une entente positive et immédiate sur la question des effectifs et des budgets militaires, mais avec le désir de voir les Gouvernements eux-mêmes reprendre l'étude des questions soulevées par le thème premier de la circulaire du Comte Mouravieff.

La pensée qu'au point de vue général il importe cependant d'arrêter les armements militaires et de recommander la solution de cette question

à la plus sérieuse attention, s'est montrée vivaute dans la Commission. En conséquence, après avoir adopté à l'unanimité les propositions du Comité technique, la Commission a adopté, également à l'unanimité, pour traduire cette pensée, la résolution qui, à cet effet, lui a été proposée par le premier délégué de France en ces termes:

„La Commission estime que la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité.“

La Commission propose en conséquence à la Conférence d'adopter de son côté cette résolution.

IV. L'autre proposition russe se rapportait à la marine et tendait à faire accepter le principe de fixer pour un terme de 3 ans le montant des budgets de la marine, tout en laissant à chaque Gouvernement la liberté d'établir ce montant selon ses propres vues, mais avec l'engagement de ne pas augmenter pendant la période triennale la somme indiquée par lui-même.

Cette proposition s'est heurtée, comme l'autre, dans la Sous-Commission chargée de l'examiner, à des difficultés. En outre de celles qui éventuellement se présenteraient lorsqu'il s'agirait de régler le mode d'exécution, une objection grave a été constatée pour les pays parlementaires par rapport au droit de vote budgétaire des assemblées législatives.

La Commission, quel que fut son désir de s'engager dans la voie ouverte par la proposition de la Russie, n'a pu que reconnaître qu'elle se trouvait en présence d'une question qu'elle ne pouvait résoudre et qui exigerait, de la part des Gouvernements appelés à se prononcer par des instructions, une enquête approfondie, pour laquelle le temps nécessaire manquerait pendant cette Conférence.

La Commission s'est donc ralliée à l'idée de référer cette question, ainsi que celle concernant les forces armées de terre, aux Gouvernements, afin que ceux-ci, s'ils le jugent utile, puissent les mettre à l'étude en tenant compte des propositions qui ont été faites.

La Commission soumet cette idée à l'approbation de la Conférence.

Septième Séance.

25 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. Staal.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Le Président dit que le procès-verbal de la dernière séance a dû rester ouvert sur la demande de Son Exc. Sir Julian Pauncefote qui a annoncé qu'il aurait sans doute à y faire insérer une importante déclaration.

Le procès-verbal n'a donc pu être imprimé et le Président propose, pour gagner du temps, de laisser au Bureau le soin de l'approuver.*)

Il ajoute:

„Je saisiss cette occasion de remercier une fois de plus le Secrétariat du zèle qu'il apporte dans les travaux considérables dont il est chargé en ce moment et je prie M. van Karnebeek de transmettre également les remerciements de l'Assemblée à l'Imprimerie Nationale, dont le Directeur et tout le personnel ont droit à notre gratitude particulière. L'impression rapide du rapport de M. le Chevalier Descamps, en nous permettant de nous réunir aujourd'hui, a bien montré l'utilité de cette collaboration.“ (Approbation.)

„Nous voici arrivés, Messieurs, à l'avant-dernière étape de nos travaux. Je dois Vous demander d'abord de vouloir bien approuver le texte des articles adoptés par la Troisième Commission pour le règlement pacifique des conflits internationaux et dont M. le Chevalier Descamps va Vous donner une dernière lecture.“

Les articles suivants, lus par M. le Chevalier Descamps, sont successivement mis aux voix et adoptés sans discussions.

Titre I. Du maintien de la paix générale.

Article 1. En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.

Titre II. Des bons offices et de la médiation.

Article 2.. En cas de dissensément grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, les Puissances signataires conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies,

Article 3. Indépendamment de ce recours, les Puissances signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical.

Article 4. Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

Article 5. Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposées par lui ne sont pas acceptées.

*) Voir la Sixième Séance.

Article 6. Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

Article 7. L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Article 8. Les Puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une Médiation spéciale sous la forme suivante:

En cas de différend grave compromettant la paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entre en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déféré exclusivement aux Puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

Titre III. Des Commissions internationales d'enquête.

Article 9. Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties, qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques, instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

Article 10. Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même.

Article 11. Les Commissions internationales d'enquête sont formées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 32 de la présente convention.

Article 12. Les Puissances en litige s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront

possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Article 13. La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances en litige son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Article 14. Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

Titre IV. De l'arbitrage international.

Chapitre I. De la Justice arbitrale.

Article 15. L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

Article 16. Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

Article 17. La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

Article 18. La convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 19. Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Chapitre II. De la Cour permanente d'arbitrage.

Article 20. Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des Parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention.

Article 21. La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

Article 22. Un Bureau international établi à la Haye sert de greffe à la Cour.

Ce Bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de la Haye une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

Article 23. Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par elle du présent acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 24. Lorsque les Puissances signataires veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal compétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Tribunal étant ainsi composé, les parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays, jouissent des priviléges et immunités diplomatiques.

Article 25. Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à la Haye.

Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 26. Le Bureau international de la Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les conditions prescrites par les Règlements, aux litiges existant entre des Puissances non signataires ou entre des Puissances signataires et des Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction.

Article 27. Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

Article 28. Un Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communique sans délai aux Puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

Article 29. Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Chapitre III. De la procédure arbitrale.

Article 30. En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Article 31. Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 32. Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Article 33. Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale, est réglée par Lui.

Article 34. Le surarbitre est de droit président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Article 35. En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quel que cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 36. Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation, le Tribunal siège à la Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 37. Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre Elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

Article 38. Le Tribunal décide du choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Article 39. La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes: l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 49.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Article 40. Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre partie.

Article 41. Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Article 42. L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écartier du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Article 43. Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Article 44. Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des Parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le Tribunal en prend acte.

Article 45. Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Article 46. Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Article 47. Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Article 48. Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Article 49. Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Article 50. Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

Article 51. Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Article 52. La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissensément.

Article 53. La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, les agents et les conseils des Parties présents ou démentiellement appelés.

Article 54. La sentence arbitrale, démentiellement prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

Article 55. Les Parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la révision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la révision.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de révision doit être formée.

Article 56. La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Article 57. Chaque partie supporte ses propres frais et une partie égale des frais du tribunal.

M. le Comte de Macédo dit qu'il n'a demandé la parole que pour déclarer qu'il retire les réserves qu'il a formulées dans la séance du 20 Juin dernier, à l'occasion de la votation définitive des 10 articles concernant l'application des principes de la Convention de Genève aux guerres maritimes; mais que, puisqu'il a l'honneur de parler devant la Conférence justement après l'approbation unanime de la partie fondamentale du projet de Convention concernant la médiation et l'arbitrage, il prendra la liberté

de dire encore quelques mots destinés à exprimer sur ce dernier sujet un regret tout personnel et un sentiment de satisfaction patriotique. Le regret vient de ce que, par un ensemble de circonstances, faciles à comprendre, et où prédomine, certes, la relative insuffisance personnelle de l'orateur dans cet aréopage d'hommes éminents, la Délégation portugaise n'ait pu prendre qu'une part très modeste et très minime; n'ait contribué, presque, que par son vote et son attitude conciliante, à l'accomplissement de cette partie vraiment capitale et essentielle de l'œuvre de la Conférence. La satisfaction a son origine dans la conviction aussi sincère que patriotique que, pourtant, son pays aura le droit de revendiquer une part, au moins aussi importante et efficace que celle qui appartient à toute autre nation représentée dans cette Haute Assemblée, de la gloire de cette grande œuvre d'humanité, de progrès et de paix. Car le Portugal y aura contribué avant et plus que tout autre pays, aussi bien par l'exemple que par le fait, comme il va l'indiquer.

En effet, le Portugal et la Hollande sont jusqu'à présent les seuls pays qui aient conclu et ratifié une convention, soumettant à l'arbitrage tout différend entre eux avec la seule réserve des questions intéressant l'autonomie ou l'indépendance d'un des deux nations. Le Comte de Macédo croit devoir ajouter encore, car on ne peut pas dénier à de tels faits une grande valeur suggestive, que le Portugal n'a eu dans ce dernier demi-siècle que cinq différends internationaux vraiment importants et n'ayant pu être promptement et facilement réglés par la voie des simples négociations directes. Dans tous ces cinq cas son pays a invoqué la médiation ou l'arbitrage; il s'abstiendra pour des raisons de convenance, faciles à entrevoir, d'en faire la spécification, ce qui serait d'ailleurs inutile devant une Assemblée aussi éclairée; mais il dit que dans deux de ces cinq cas, où le préaccord d'arbitrage a pu s'établir, l'arbitre a donné raison au Portugal; dans un troisième cas où une médiation éventuelle avait été acceptée, ce seul accord préalable a amené à bref délai la solution par négociation directe et amicale. Dans les deux autres cas, ceux où la solution par arbitrage ou même par médiation n'a pas été acceptée, les différends ont été liquidés d'une manière entièrement défavorable aux prétentions portugaises. Ces faits, bien connus, sont par leurs circonstances spéciales trop suggestifs pour que le Comte de Macédo ne se croie pas le droit de les tenir pour très efficaces. (Applaudissements.)

Le Président donne lecture de la déclaration suivante:

„La Délégation des Etats-Unis d'Amérique en signant la Convention pour le Règlement pacifique des conflits internationaux, telle qu'elle est proposée par la Conférence Internationale de la Paix, fait de Déclaration suivante:

Rien de ce qui est contenu dans cette Convention ne peut être interprété de façon à obliger les Etats-Unis d'Amérique à se départir de leurs politique traditionnelle, en vertu de laquelle ils s'abstiennent d'intervenir, de s'ingérer ou de s'immiscer dans les questions politiques ou dans la politique ou dans l'administration intérieure d'aucun Etat.

étranger. Il est bien entendu également que rien dans la Convention ne pourra être interprété comme impliquant un abandon par les Etats-Unis d'Amérique de leur attitude traditionnelle à l'égard des questions purement américaines.“

Le Président donne acte à la Délégation des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration.

L'ensemble du projet est adopté.

Le Président dit qu'avant d'aborder le point suivant de l'ordre du jour, il demande à la Conférence de s'associer à lui pour adresser tous ses remerciements à l'homme d'Etat qui a présidé les travaux de la troisième Commission.

„Tous“, dit-il, „nous avons applaudi à sa chaude et éloquente parole; tous, nous avons admiré sincèrement le tact et l'impartialité avec lesquels il a dirigé les débats. Quant à notre Rapporteur, je lui dirai que son nom demeurera intimement uni au projet que vous venez d'adopter. Son rapport est un monument de science et de méthode et représente un effort intellectuel inappréciable.

Remercions aussi le Comité d'Examen, son Secrétaire, le Baron d'Estournelles et tous ses membres, hommes d'Etats et Jurisconsultes, qui ont facilité notre tâche et déblayé la voie devant nous.“ (Vifs applaudissements).

S. E. Turkhan Pacha fait la déclaration suivante:

„La Délégation Ottomane, considérant que ce travail de la Conférence a été une œuvre de haute loyauté et d'humanité destinée uniquement à raffermir la paix générale en sauvegardant les intérêts et les droits de chacun, déclare, au nom de son Gouvernement, adhérer à l'ensemble du projet qui vient d'être adopté, aux conditions suivantes: 1° Il est formellement entendu que le recours aux bons offices, à la médiation, aux Commissions d'enquête et à l'arbitrage est purement facultatif et ne saurait en aucun cas revêtir un caractère obligatoire ou dégénérer en intervention; 2° Le Gouvernement Impérial aura à juger lui-même des cas où ses intérêts lui permettraient d'admettre ces moyens, sans que son abstention ou son refus d'y avoir recours puissent être considérés par les Etats signataires comme un procédé peu amical.

Il va de soi qu'en aucun cas les moyens dont il s'agit ne sauraient s'appliquer à des questions d'ordre intérieur.“

Acte est donné à Son Exc. Turkhan Pacha de sa déclaration.

S. E. Sir Julian Pauncefote demande à revenir sur l'art. 53 du Règlement adopté pour les Lois et Coutumes de la guerre. Il rappelle que sur la demande de M. de Bille, on a ajouté aux télégraphes de terre prévus par cet article les câbles d'atterrissement. Le Gouvernement britannique est d'avis que si la protection du matériel télégraphique sur terre rentre dans l'objet des délibérations de la Conférence, l'extension de la disposition à des câbles qui s'étendent sous la mer à une distance souvent considérable, sortirait de la compétence de cette Assemblée d'où on a été d'accord d'exclure les matières navales.

Sir Julian Pauncefote espère que, dans un esprit de conciliation, M. de Bille voudra bien retirer, avec l'approbation de la Conférence, l'amendement qu'il avait présenté sur l'article 53.

M. de Bille répond:

„Mon Gouvernement apprendra avec regret que le Premier Délégué de la Grande-Bretagne s'oppose à l'amendement des câbles d'atterrissage, adopté par la Conférence et inséré dans l'article 53 du Projet de Convention concernant les Lois et Coutumes de la guerre sur terre.

Toutefois, mais seulement pour éviter que cette opposition et les réserves qui s'en suivent viennent, à la dernière heure, faire obstacle à l'acceptation unanime d'un Projet de Convention qui fait honneur à la Conférence de la Paix et marque un progrès dans le Droit des Gens, je suis autorisé à retirer l'amendement en question, en déclarant en même temps que mon Gouvernement n'en reste pas moins convaincu de la justice des raisons existantes pour donner aux câbles sous-marins, et, à plus forte raison encore, aux câbles d'atterrissage, la même protection en temps de guerre qui est assurée aux télégraphes de terre.

Mon Gouvernement prend acte de l'appui que la Conférence, par son vote antérieur, a donné au principe impliqué; il reconnaît que la défense de toucher aux questions de droit maritime a dû empêcher la question des câbles sous-marins d'être traitée comme elle le mérite par cette Conférence; il se borne aujourd'hui à réitérer son espoir que cette question ne tardera pas à être prise en sérieuse considération par les Puissances.“

Le Président dit qu'en vertu des déclarations qui viennent d'être faites, le texte de l'art. 53 doit être modifié. Il consulte la Conférence sur le point de savoir si elle approuve cette modification survenue après un accord entre Sir Julian Pauncefote et M. de Bille.

M. de Bille répète qu'il a retiré son amendement, dans le désir de laisser subsister l'unanimité sur l'art. 53. — Il ajoute que si quelqu'un croyait devoir le reprendre, il serait dans l'obligation de s'associer à cette nouvelle proposition.

Le Président demande si l'on veut voter par appel nominal.

M. Beldiman dit qu'il s'était associé à l'amendement présenté par M. de Bille et auquel son Gouvernement était entièrement favorable. Il pense cependant que ce n'est pas le moment de rouvrir la discussion. Tout en étant d'avis comme M. de Bille, qu'il y a une différence essentielle entre les câbles sous-marins et que ces derniers seuls tombent sous la loi de la guerre maritime, il renoncera volontiers à l'amendement proposé, si ce renoncement devait comporter l'adhésion de la Grande Bretagne à l'ensemble de la Convention sur les Lois et Coutumes de la guerre.

S. E. Sir Julian Pauncefote répond qu'il n'est pas autorisé à faire une promesse de ce genre. Il a dit que l'amendement de M. de Bille était la seule objection qui lui eût été jusqu'ici présentée par son Gouvernement sur le règlement adopté. Il ne croit pas que d'autres difficultés soient soulevées; mais il ne peut pas prendre un engagement de la nature de celui que demande M. Beldiman.

M. de Martens dit que le compromis intervenu entre Sir Julian Pauncefote et M. de Bille donne un sérieux espoir d'aboutir à la signature unanime de la convention.

Personne ne demandant la parole, le Président dit que la modification à l'art. 53, demandée par M. le premier délégué de Grande Bretagne et acceptée par M. le premier délégué de Danemark est adoptée sans vote.

Le Président donne la parole à M. Renault pour présenter un rapport oral sur les travaux du Comité de Rédaction de l'Acte Final.

M. Renault rappelle que, par une décision de la Conférence, MM. Aser, le Chevalier Descamps, Seth Low, de Martens, Mérey de Kapos-Mére, Son Exc. le Comte Nigra, Renault et le baron de Stengel se sont réunis, pour arrêter d'un commun accord le texte de l'Acte Final, contenant le résultat des travaux de la Conférence. La Présidence de ce Comité qui avait été dévolue à Son Exc. le Comte Nigra a été, par suite du refus de ce dernier, exercée par M. Aser.

M. Renault a été chargé de faire un rapport oral sur les résolutions du Comité; il espère que la Conférence accueillera avec indulgence ce travail improvisé.

La première question qui s'est posée a porté sur le point de savoir quelle serait la qualification donnée à l'Acte Final que la Conférence a sous les yeux.

L'appellerait-on Acte, Protocole, ou Procès-verbal Final? Le Comité a pensé que la dénomination d'Acte Final serait plus en rapport avec l'importance de l'œuvre de la Conférence et il s'y est arrêté.

Le but de l'Acte Final devant être de constater le résultat des délibérations de la Conférence, on s'est demandé si ce document devait porter la signature de tous les délégués qui ont pris part à ses travaux, ou seulement celle des délégués plénipotentiaires. On a pensé qu'il était juste de rappeler dans le préambule les noms de tous les délégués qui ont collaboré à l'œuvre commune en même temps que de se conformer à l'usage qui veut qu'un acte diplomatique ne soit signé que par des plénipotentiaires, et on a adopté à cet effet la rédaction suivante:

La Conférence internationale de la Paix, convoquée dans un haut sentiment d'Humanité par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'est réunie, sur l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, à la Maison Royale du bois à la Haye. Le 18 mai 1899.

Les Puissances, dont l'énumération suit, ont pris part à la Conférence pour laquelle elles avaient désigné les délégués nommés ci-après:

Suit l'énumération de tous les délégués désignés, plénipotentiaires ou non.

Après quoi viendra la formule suivante:

Dans une série de réunions, tenues du 18 mai au 29 juillet 1899, où les délégués précités ont été constamment animés du désir de réaliser, dans la plus large mesure possible, les vues

généreuses de l'Auguste Initiateur de la Conférence et les intentions de leurs Gouvernements, la Conférence a arrêté, pour être soumis à la signature des plénipotentiaires, le texte des Conventions et Déclarations énumérées ci-après et annexées au présent Acte:

L'ensemble de cette rédaction indique donc que tous les délégués ont pris part aux travaux de la Conférence et que seuls les plénipotentiaires ont le droit de signer l'Acte Final.

L'Acte Final porte ensuite que la Conférence a adopté le texte de trois Conventions et de trois Déclarations. Il faut remarquer ici que la signature de l'Acte Final n'équivaut pas à la signature des Conventions et Déclarations. L'Acte Final n'a d'autre objet que de constater que la Conférence a abouti à telles ou telles décisions et tous les Plénipotentiaires peuvent donc le signer sans engager en quoi que ce soit leurs Gouvernements pour ce qui concerne les clauses des Conventions et des Déclarations.

Celles-ci, au contraire, ne seront transformées en actes obligatoires que quand elles seront signées; et elles pourront même être signées par d'autres plénipotentiaires que ceux qui sont ici réunis. D'autre part, elles forment autant d'actes séparés dont chacun garde sa valeur propre. Par conséquent, un Etat peut les signer toutes, un autre peut n'en signer que quelques unes. Il est donc évident que l'Acte Final et les Conventions et Déclarations pourront porter des signatures différentes et en nombre différent.

On s'est demandé quelle date devaient porter les Conventions et Déclarations. La solution idéale eût été évidemment que tous les Etats représentés à la Conférence fussent en mesure de signer tous les Actes en même temps et tout de suite. Comme il est malheureusement probable qu'il n'en sera pas ainsi, on a voulu cependant établir un lien entre les diverses signatures. On peut supposer que plusieurs Etats signeront les Conventions en même temps que l'Acte Final. On donnera donc aux Conventions et aux Déclarations la même date qu'à l'Acte Final et ces Conventions et Déclarations, portant cette date uniforme, resteront ouvertes à la signature jusqu'au 31 décembre 1899.

A partir du premier janvier 1900, les conditions changeront et les Etats qui n'auront pas signé devront, s'ils veulent le faire, invoquer la clause d'adhésion ou d'accession qui se trouvera dans chaque Convention ou Déclaration et notifier cette adhésion ou cette accession suivant les formes prévues.

Il est donc entendu que les Etats, même représentés à la Conférence, retomberont dans le droit commun, s'ils n'ont pas signé avant le 31 décembre de cette année.

L'Acte Final porte donc l'énumération des Conventions et Déclarations dans la forme suivante:

I. Convention pour le Réglement pacifique des Conflits internationaux;

II. Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre;

III. Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864.

IV. Trois Déclarations concernant:

1° L'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux;

2° L'interdiction de l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères;

3° L'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou qui serait pourvue d'incisions.

Ces Conventions et Déclarations formeront autant d'actes séparés. Ces actes porteront la date de ce jour et pourront être signés jusqu'au 31 décembre 1899 par les plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence internationale de la Paix à la Haye.

On remarquera que le titre de la troisième des Déclarations ci-dessus a été complété par l'adjonction de la formule: „telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou qui serait pourvue d'incisions.“ — Le rétablissement de la formule entière dans le texte a pour objet de répondre à certains doutes qui avaient surgi sur l'opportunité de l'abréviation faite d'abord; il ne s'agit donc pas d'une modification de fond changeant le caractère de la disposition.

M. Renault fait observer encore qu'on n'a pas cru devoir mentionner les votes émis sur les Conventions et les Déclarations. La raison en est que l'Acte Final ne fait que constater leur adoption et n'implique nullement leur approbation. Il a donc paru inutile d'indiquer si ces Conventions et Déclarations ont rencontré, ou non, l'unanimité. Les Puissances ont un moyen très simple de manifester leur approbation ou leur désapprobation en signant ou en ne signant pas.

L'Acte Final porte ensuite une Résolution qui a été adoptée à l'unanimité sur la proposition du Premier délégué de France. Elle est présentée dans la forme suivante:

Obéissant aux mêmes inspirations, la Conférence a adopté à l'unanimité la Résolution suivante:

La Conférence estime que la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité.

L'Acte Final arrive ensuite aux Vœux. M. Renault fait observer en passant qu'un voeu ne lie pas les Gouvernements, mais qu'il a cependant son importance en ce sens qu'il implique leur approbation de l'idée qui a inspiré ce voeu. Il est donc nécessaire, en relatant les vœux, et pour la sincérité de l'acte, de mentionner la majorité ou l'unanimité qu'ils ont pu réunir.

L'Acte Final présente donc les vœux dans cette forme:

Elle a en outre émis les vœux suivants:

1° La Conférence, prenant en Considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement fédéral suisse pour la révision de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette Convention.

Ce vœu a été voté à l'unanimité.

2° La Conférence émet le vœu que la question des droits et des devoirs des neutres soit inscrite au programme d'une prochaine Conférence.

3° La Conférence émet le vœu que les questions relatives aux fusils et aux canons de Marine, telles qu'elles ont été examinées par elle, soient mises à l'étude par les Gouvernements, en vue d'arriver à une entente concernant la mise en usage de nouveaux types et calibres.

4° La Conférence émet le vœu que les Gouvernements, tenant compte des propositions faites dans la Conférence, mettent à l'étude la possibilité d'une entente concernant la limitation des forces armées de terre et de mer et des budgets de guerre.

5° La Conférence émet le vœu que la proposition tendant à déclarer l'inviolabilité de la propriété privée dans la guerre sur mer soit renvoyée à l'examen d'une Conférence ultérieure.

6° La Conférence émet le vœu que la proposition de régler la question du Bombardement des ports, villes et villages, par une force navale soit renvoyée à l'examen d'une Conférence ultérieure.

Les cinq derniers vœux ont été votés à l'unanimité sauf quelques abstentions.

Enfin l'Acte Final se termine par la formule suivante:

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye le 29 juillet 1899 en un seul exemplaire qui sera déposé au Ministère des Affaires étrangères et dont des copies, certifiées conformes, seront délivrées à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

M. Renault rappelle en terminant que, sur la demande de M. le Baron de Bildt, on a, dans cette dernière clause, ainsi que dans le deuxième alinéa du préambule et dans le paragraphe qui suit l'énumération des Déclarations (page 8), remplacé les mots Etats ou Gouvernements par le mot "Puissances".

Le Président remercie, au nom de la Conférence, M. Renault du rapport si complet et si clair qu'il vient de présenter. (Applaudissements unanimes.)

S. E. Sir Julian Pauncefote fait observer que les cinq derniers vœux reproduits par l'Acte final sont indiqués comme ayant été votés à l'unanimité sauf quelques abstentions. Le Premier Délégué de Grande-

Bretagne n'a pas trouvé dans les procès-verbaux des séances la mention de son abstention personnelle dans le vote des vœux qui portent les numéros 2, 3, 5 et 6. Il croit donc utile de renouveler aujourd'hui cette déclaration d'abstention qu'il désire voir figurer au présent procès-verbal.

Le Président dit qu'il en sera ainsi fait.

M. Odier rappelle qu'il avait déclaré en Sous-Commission n'être pas autorisé à accepter le vœu présenté par Son Exc. M. Eyschen relativement au renvoi à une Conférence ultérieure de la question des droits et des devoirs des neutres. Il croit devoir renouveler ici cette déclaration avec demande d'insertion au procès-verbal.

Le Président donne acte à M. Odier de cette déclaration.

L'Acte Final est relu in extenso par M. Raffalovich.

M. le Baron de Bildt rappelle que, sur sa demande expresse, les mots Etats ou Gouvernements ont été, aux pages 1, 8 et 10 de l'acte final remplacés par le mot Puissances.

L'Acte Final est adopté dans son ensemble sans autres observations.

S. E. le Comte Nigra s'exprime en ces termes:

Messieurs, les travaux de la Conférence étant près de finir, je prends la liberté d'attirer votre attention sur l'œuvre considérable accomplie par la typographie qui a imprimé nos actes et nos débats.

Je ne parle pas ici de la beauté du papier ni de l'élegance des caractères. Cela est un mérite du Gouvernement néerlandais et nous n'en sommes pas surpris. C'est aussi une vieille tradition du pays des beaux livres et des belles estampes. Et cela ne nous étonne pas non plus. Je parle ici du travail des ouvriers typographiques et de leurs chefs.

Dans ma longue carrière, j'ai assisté à bien des Conférences et autres réunions diplomatiques. Jamais je n'ai assisté à un miracle de labeur typographique pareil à celui qui nous a été offert ici.

La masse d'imprimés qu'on nous a distribuée est vraiment énorme. Il y a des actes qui ont dû être imprimés cinq, six, dix fois et plus et qui ont dû exiger un travail constant de jour et de nuit. La diligence et la rapidité avec lesquelles ce travail a été accompli méritent les plus grands éloges. Non seulement elles prouvent l'abnégation, que nous connaissons déjà, de notre Secrétariat, mais elles font le plus grand honneur à la direction et au personnel de la typographie.

La multiplicité des imprimés des mêmes actes est un témoignage de la conscience que nous avons apportée à notre œuvre, mais elle est en même temps un témoignage de leur patience.

On peut dire que les chefs et les ouvriers de notre typographie ont été, en quelque mesure, nos collaborateurs. C'est le meilleur éloge que nous puissions leur faire.

Je propose à la Conférence de le reconnaître et de s'associer à ces éloges. (Applaudissements.)

M. le Jonkheer van Karnebeek remercie M. Staal et le Comte Nigra des paroles élogieuses qu'ils ont bien voulu consacrer au personnel

de l'Imprimerie Nationale des Pays-Bas et auxquelles les ouvriers de cet établissement seront certainement très sensibles.

La séance est levée.

Le Président,
Staal.

Les Secrétaires,
J. C. N. van Eys. Raffalovich.

Albert Legrand.
E. de Grelle Rogier.
W. de Rappard.
A. G. Schimmelpenninck.
Max Jarousse de Sillac.
J. J. Rochussen.
G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.
C. E. Dittlinger, " "

Annexe au Procès-Verbal de la Séance du 25 juillet n° 7.

Rapport à la Conférence.

Le message de Sa Majesté l'Empereur de Russie convie les Etats à unir leurs efforts pour le „maintien de la paix générale“. Il rappelle que „la conservation de la paix a été posée comme but de la politique internationale“. Il constate que „ce but élevé répond aux intérêts les plus essentiels et aux vœux les plus légitimes de toutes les Puissances“.

La médiation et l'arbitrage appartiennent par excellence aux institutions qui tendent à la consolidation et à l'organisation de la Paix.

La circulaire de S. E. le comte Mouravieff, ministre des affaires étrangères de Russie, en date du 30 décembre 1898, et celle de S. E. M. de Beaufort, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, en date du 6 avril 1899, les ont portées au programme de la Conférence. Le discours prononcé par S. E. M. Staal, en inaugurant les travaux de la Haute Assemblée, a signalé toute leur importance. Le Comité*) à qui a été

*) Dans la séance du 26 mai 1899, la Troisième Commission a désigné comme membres du Comité d'examen: MM. Asser, le chevalier Descamps, le baron d'Estournelles de Constant, Holls, Lammasch, de Martens, Odier et Zorn. M. le chevalier Descamps a été nommé président et rapporteur du Comité et M. le baron d'Estournelles de Constant secrétaire. M. Bourgeois, président, L. L. E. E. le comte Nigra et Sir Julian Pauncefote, présidents d'honneur de la Troisième Commission, ont pris part aux travaux du Comité, ainsi que S. E. M. Staal, président, et le Jonkheer van Karnebeek, vice-président de la Conférence. M. Bourgeois et le chevalier Descamps ont rempli les fonctions présidentielles. M. Jarousse de Sillac, attaché d'ambassade, a rempli les fonctions de secrétaire-adjoint.

confié la mission de les soumettre à une étude préliminaire, s'est efforcé de préparer les voies à un accord international contenant, en quelque mesure, selon le vœu du message impérial, „une consécration solidaire des principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples“.

Il a consigné le résultat de ses travaux dans un Projet d'acte international présenté à la Troisième Commission avant d'être proposé à la Conférence.

Le Comité a cru pouvoir donner à l'acte international élaboré par lui le nom de „Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux“.

Cet acte renferme quatre titres:

- I. Du maintien de la paix générale;
- II. Des bons offices et de la médiation;
- III. Des Commissions internationales d'enquête;
- IV. De l'arbitrage international.

Ce dernier titre comprend les trois chapitres de la justice arbitrale, de la Cour permanente d'arbitrage et de la procédure arbitrale.

La Convention renferme finalement quelques dispositions générales concernant les ratifications, les adhésions et les dénonciations.

Dans l'examen des nombreuses questions qui ont appelé son attention, le Comité a suivi l'ordre général nettement indiqué au début de nos travaux par M. Léon Bourgeois, président de la Troisième Commission.

Les bons offices et la médiation formaient naturellement le premier chapitre de nos délibérations. Le Comité les a étudiés en prenant pour base de ses travaux le remarquable projet communiqué à la Conférence par la délégation russe, sous ce titre: „Eléments pour l'élaboration d'un projet de convention à conclure entre les Puissances participant à la Conférence de la Haye“ (Annexe A, I). Plusieurs dispositions nouvelles ont été ajoutées à cet avant-projet et l'ordre des articles a dû être modifié.

Du règlement pacifique des conflits internationaux.

Préambule.

Le préambule de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux a été admis tel que l'a formulé l'auteur de ce rapport à la demande du Comité général de rédaction*), — sauf substitution, au cinquième alinéa, de l'expression „juridiction arbitrale accessible à tous“ aux mots „tribunal libre“.

Voici ce préambule:

„Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale;
Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux;

*) Le Comité général de rédaction était composé de MM. Asser, président, le chevalier Descamps, de Martens, Mérey de Kapos Mére, S. E. le comte Nigra, Seth Low, le baron de Stengel et Raffalovich, secrétaire, M. le jonkheer Rochussen a rempli les fonctions de secrétaire-adjoint.

Reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées;

Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale;

Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale accessible à tous au sein des Puissances indépendantes peut contribuer efficacement à ce résultat;

Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale;

Estimant avec l'Auguste Initiateur de la Conférence Internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un accord international les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples;

Désirant conclure une Convention à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, etc. "

Titre I. Du maintien de la paix générale.

Article 1.

En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.

Cet article a une portée générale. Il tend à la consolidation de la paix. Les Puissances y affirment leur volonté commune de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, et elles conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux. Un esprit de bon vouloir réciproque et d'entente amicale ne peut manquer d'animer les Puissances dans l'accomplissement de cette œuvre. Il leur appartient d'ailleurs de déterminer elles-mêmes le concours qu'elles jugent pouvoir apporter au résultat désiré sans que ce concours implique un engagement spécial d'une Puissance vis-à-vis d'une autre.

Le Comité, sur une observation faite par M. le comte de Macedo, a estimé qu'il y avait lieu de donner aux dispositions de l'article premier la plus large consécration. La substitution des mots „différends internationaux“ à l'expression plus spéciale de „conflicts qui pourraient surgir entre les Puissances signataires“ répond à cette intention.

Titre II. Des bons offices et de la médiation.

Article 2.

En cas de dissensément grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, les Puissances signataires conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

L'usage des bons offices et de la médiation trouve sa justification générale dans les rapports qui lient les uns aux autres les membres d'une société internationale composée d'Etats civilisés, dans le caractère d'une

mesure extrême que revêt la lutte armée comme moyen de solution des différends internationaux, dans l'intérêt général qui s'attache au maintien de la paix. Les troubles profonds que peuvent produire les guerres modernes dans les relations de tous les Etats rendent plus nécessaire encore, de nos jours, l'emploi des bons offices et de la médiation, soit pour prévenir, soit pour apaiser les conflits armés.

Les bons offices peuvent être distingués à certains égards de la médiation. Pratiquement, ces moyens d'action se différencient moins par leur nature que par leur pénétration plus ou moins grande dans la sphère des rapprochements amiables. Souvent d'ailleurs l'un succède à l'autre et la Puissance tierce qui a noué des négociations entre des Etats en conflit est tout indiquée pour participer à ces négociations et parfois pour les conduire. Les actes diplomatiques n'insistent pas sur cette distinction. La présente Convention vise, sous sa double forme, l'interposition conciliatrice.

Par cela même que les bons offices et la médiation affectent la forme de gracieuse entremise et se meuvent dans la sphère des conciliations amiables, ils offrent en eux-mêmes le double avantage de laisser pleinement intacte l'indépendance des Etats auxquels ils s'adressent et de se prêter non seulement au règlement de conflits de droit, mais aussi à l'arrangement de conflits d'intérêts. Ils peuvent mettre au service de la pacification internationale, dans ces deux ordres, les ressources d'accordement les plus variées.

Il ne faut pas conclure de là que leur application puisse être indéfiniment consacrée. La sphère de gravitation des bons offices et de la médiation est celle des dissidences graves qui mettent en danger le maintien des relations pacifiques. Hors de là, leur intervention pourrait constituer une ingérence sans raison d'être et non sans danger.

L'article 2 caractérise de la manière suivante les différends internationaux pour lesquels les Puissances s'engagent à recourir aux bons offices ou à la médiation: „en cas de dissensément grave ou de conflit“ . . . „avant d'en appeler aux armes“.

La pratique internationale signale de nombreux cas où l'entremise gracieuse d'une Puissance tierce a produit d'heureux résultats. L'emploi des bons offices ou de la médiation a été l'objet d'engagements spéciaux contenus dans l'article 8 du Traité de Paris du 30 mars 1856 et dans les articles 11 et 12 de l'Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885. Le recours à ce moyen de concilier les différends internationaux a fait l'objet d'un vœu d'une portée générale consigné au XXIII^e protocole du Congrès de Paris de 1856. Il y a dans ces actes internationaux un solide point d'appui pour de plus importants progrès. Le principe de la médiation préalable, inscrit dans quelques actes internationaux comme un vœu ou comme une obligation spéciale, peut être d'autant plus légitimement développé aujourd'hui qu'il apparaît comme une application que les Puissances font à elles-mêmes de la convention qui

les unit dans l'ordre des efforts à employer pour assurer le règlement pacifique des conflits internationaux.

L'engagement contracté par les Puissances doit-il comporter des tempéraments? Des réserves ne sont-elles pas de nature à infirmer encore, dans cet ordre, une obligation qu'aucune sanction ne corrobore? M. Asser, délégué des Pays-Bas, a particulièrement développé, au sein du Comité, ce point de vue.

Mais on a fait observer — et M. le Président Léon Bourgois des premiers — qu'il s'agissait d'une clause dont il était difficile de mesurer à l'avance les applications diverses. Il peut être prudent de ne pas exposer l'exécution d'une telle stipulation à des résistances de nature à ébranler l'autorité de toute la Convention.

Dans l'ordre des tempéraments jugés pratiquement nécessaires, plusieurs formules ont été successivement présentées. Deux d'entre elles insistaient surtout sur le caractère exceptionnel des cas où le recours pourrait être décliné. „A moins que des circonstances exceptionnelles ne rendent ce moyen manifestement impossible“, disait l'une. „A moins que des circonstances exceptionnelles ne s'y opposent“, disait l'autre. Le projet russe, reproduisant la réserve admise en 1856, disait: „en tant que les circonstances l'admettraient“. Le texte définitivement adopté, sur la proposition de Son Exc. Sir Julian Pauncefote, porte: „en tant que les circonstances le permettront“. Ce tempérament a été accepté comme étant en rapport avec toutes les exigences pratiques éventuelles, sans être considéré toutefois comme opposé aux intentions qui avaient inspiré les premières formules.

Article 3.

Indépendamment de ce recours, les Puissances signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical.

Cet article concerne un point capital: l'offre des bons offices et de la médiation. Cette offre peut, dans certains cas, être considérée comme l'accomplissement d'un office d'humanité ou d'un devoir se rattachant, dans des conditions déterminées, à la société des Etats civilisés. La disposition remarquable de l'article 27 s'inspire notamment de cette dernière considération.

Quant au pouvoir d'offrir les bons offices, il constitue un droit fondé sur la liberté des Etats et qui se confond, dans bien des cas, avec le droit pour eux de veiller à leur propre intérêt et à leur bien comme membres de la société pacifique des Nations. Pour trouver un correctif

à ce droit, il faut, non pas contester son existence, mais considérer la faculté correspondante de refuser les offres proposées.

Cette faculté doit être en tout cas sauvegardée. M. Veljkovitch, pour mieux affirmer ce point, avait proposé de mettre sur le même pied, dans le texte de la Convention, l'offre des bons offices et le „refus d'acceptation“, en déclarant expressément que celui-ci ne peut jamais être considéré comme un acte peu amical. Tout en reconnaissant la vérité de ce point de vue, la Commission a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'insister à ce degré sur pareille éventualité.

Si l'on tient compte des difficultés que peut présenter pour certains Etats en dissidence l'entente sur un recours à quelque médiateur, on saisira toute l'importance de l'offre spontanée d'une amiable interposition, comme moyen de nature à prévenir les conflits armés.

Malheureusement, cette offre elle-même ne laisse pas d'être entourée souvent de tels obstacles, que les Etats les plus sincèrement animés du désir de concourir à la sauvegarde de la paix sont amenés à se réfugier dans une complète inaction. Dans ces conditions, il importe beaucoup de reconnaître d'avance et sans ambages, au nom de tous, le caractère de démarches utiles, aux tentatives courageuses et honorables faites pour prévenir les luttes armées entre les Etats. Les bonnes volontés seront moins paralysées, les froissements seront en quelque sorte prévenus, et les intérêts généraux de la paix seront les premiers à profiter d'une situation mieux éclaircie pour tous dans cet ordre.

Un tempérament pratique est apporté, ici encore, à la disposition principale. La réserve „en tant que les circonstances s'y prêtent“ indique nettement qu'il ne s'agit pas de donner carrière à des démarches qui ne seraient point marquées du sceau de la prudence, de l'opportunité, d'une sage appréciation des événements et d'un sincère désir de pacification.

La délégation de Serbie aurait désiré remplacer, à la fin du paragraphe premier de l'article 3, les mots „Puissances en conflit“ par les mots „Puissances entre lesquelles a surgi un conflit grave pouvant amener la rupture des relations pacifiques“. La Commission a donné satisfaction à cette suggestion en constatant que l'article 3 vise bien, en effet, le même cas que l'article 2 en ce qui concerne le caractère du différend donnant lieu aux bons offices et à la médiation.

Le projet russe s'occupait surtout de l'offre des bons offices et de la médiation comme moyen de prévenir les conflits armés. Une disposition additionnelle due à l'initiative de Son Exc. le comte Nigra insiste sur le droit d'amiable interposition même pendant le cours des hostilités. Elle attache en même temps à l'exercice de la médiation le caractère non seulement d'une démarche utile, mais d'une démarche „qui ne peut jamais être considérée par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical“. M. le premier délégué de l'Italie a fait ressortir, non sans raison, l'importance de cette dernière disposition comme garantie donnée d'avance aux Puissances animées du désir d'exercer, sans froissement possible, leur action médiatrice.

Article 4.

Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

L'article 4 s'attache à déterminer en traits généraux le rôle du médiateur. Il résume ce rôle en deux mots: „conciliation et apaisement“. Conciliation des prétentions opposées, apaisement des ressentiments auxquels le conflit a pu donner lieu.

Article 5.

Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des Parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés.

La mission du médiateur peut être couronnée de succès: dans ce cas, point de difficulté à redouter. En prévision d'une éventualité différente, il n'est pas sans importance de fixer le moment où le médiateur est décharge de la tâche qu'il a assumée. Se plaçant à ce point de vue, l'article 5 déclare que „les fonctions de médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des Parties en litige, soit par le médiateur lui-même que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés“.

Article 6.

Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

L'article 6 insiste sur le caractère essentiel des bons offices et de la médiation. Ce caractère est celui d'un simple conseil.

La médiation n'est pas l'arbitrage: l'arbitre est juge et rend une sentence obligatoire.

La médiation n'est pas une intervention à titre d'autorité, soit dans les affaires intérieures d'un Etat, soit dans ses relations extérieures.

Ce que l'on a appelé „la médiation armée“ n'est pas une médiation. Ces deux termes: médiation et coercition sont contradictoires.

Les Puissances ne peuvent puiser dans les dispositions du présent Acte concernant les bons offices et la médiation un titre quelconque à exercer une hégémonie, à imposer leur volonté individuelle ou collective par voie d'obligation ou de contrainte. La sphère où se meut la médiation est et doit demeurer la sphère des conseils amicalement offerts ou demandés, librement acceptés ou déclinés.

Article 7.

L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

L'article 7 concerne les effets de la médiation acceptée. Dû à l'initiative de Son Exc. le comte Nigra, il est inspiré par le désir de faciliter l'acceptation de la médiation en rendant les conséquences immédiates de cette acceptation moins compromettantes à certains égards. Si l'acceptation de la médiation devait impliquer, avant l'ouverture des hostilités, la suspension des mesures préparatoires à l'action militaire, et après l'ouverture des hostilités, la suspension du cours des opérations de guerre, certaines Puissances pourraient être peu disposées à entrer dans cette voie. Les grandes Puissances militaires surtout ne consentiraient pas à enchaîner à ce point leur action. Il importe d'aplanir les voies à l'acceptation d'une médiation dégagée de conséquences trop onéreuses ou trop dangereuses, et de sacrifier, à ce point de vue, ce qui semble désirable comme effet provisoire à ce qui doit être désiré comme résultat définitif.

Les Puissances en conflit demeurent libres d'ailleurs d'attacher à l'acceptation de la médiation, si elles le jugent expédient, des conséquences plus radicales que les conséquences ordinaires. Les mots „sauf convention contraire“ rappellent précisément cette liberté. Dans ces conditions, la proposition de M. le premier délégué de l'Italie a paru de nature à répondre à toutes les exigences et à satisfaire à toutes les éventualités.

Article 8.

Les Puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une Médiation spéciale sous la forme suivante.

En cas de différend grave compromettant la Paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement aux Puissances médiaterices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la Paix.

L'article 8 a été proposé par M. Holls, délégué du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Il concerne une médiation de forme particulière, qui peut être féconde en heureux résultats. Le Comité, en lui donnant, dans le texte des dispositions proposées, une place à part, a tenu à lui conserver la physionomie qui lui est propre, et à la recommander d'une manière particulière pour les cas où les circonstances en permettraient l'application. Il s'agit de la médiation exercée de concert par plusieurs Puissances respectivement choisies par les Etats en conflit comme leurs témoins ou tenants, dans l'ordre des solutions pacifiques demeurées en perspective.

La proposition de M. le délégué des Etats-Unis d'Amérique repose sur cette observation pratique, qu'à la veille d'une rencontre considérée comme fatale, au lieu de laisser le débat ouvert entre les Parties en litige,

il est préférable d'abandonner momentanément la discussion des points controversés à des témoins ou seconds possédant respectivement la confiance de chaque Partie, et moins disposés qu'elles à subir l'entraînement des passions.

La „médiation de concert“ offre le grand avantage de supprimer la nécessité d'une entente parfois très difficile quant au choix d'un médiateur commun.

Elle introduit d'autre part un nouveau degré d'instance dans la procédure entre nations en conflit. L'auteur de la proposition a fait observer à ce sujet qu'il peut se rencontrer des circonstances où un Etat croit devoir dire à son adversaire: „Encore un pas, et c'est la guerre“. Mieux vaut qu'il puisse lui dire dans ces conditions: „Encore un pas, et je serai obligé de constituer un second.“ Les intérêts de la paix ont tout à gagner au choix d'une telle procédure.

Le fonctionnement de la médiation sous cette forme exige la fixation d'un délai pendant lequel les parties en conflit cessent tout échange direct de communications sur l'objet du litige. L'article 8 satisfait à cette exigence de la manière suivante: „Pendant la durée de leur mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Parties cessent tout échange direct de communications sur l'objet en litige, cet objet étant considéré comme déferé aux Puissances exerçant de concert la médiation. Ces Puissances doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.“

L'article 8 prévoit enfin — et ce point est capital — le cas de rupture effective des relations pacifiques et il stipule que les Puissances investies du mandat médiateur „demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.“

Il y a là un ensemble de mesures dont l'économie a paru heureusement appropriée au maintien ou au prompt rétablissement des relations pacifiques entre les Etats.

Il a été expressément reconnu, à la demande de M. d'Ornellas Vasscellos, que l'article 7 concernant les effets de la médiation est applicable à la médiation spéciale prévue par l'article 8.

Il a été constaté d'autre part, sur les observations faites par l'auteur de ce Rapport, que des Etats peuvent se trouver, pour des conflits d'une certaine nature dans une situation particulière au point de vue du choix des médiateurs et des arbitres. C'est le cas pour la Belgique dans ses rapports avec les Puissances garantes, en ce qui concerne les conflits qui mettraient en cause son indépendance, son territoire, sa neutralité ainsi que les autres stipulations du Traité du 15 avril 1839.

M. Miyatovitch a demandé acte de la déclaration suivante: „Au nom du Gouvernement royal de Serbie, nous avons l'honneur de déclarer que l'adoption par nous du principe des bons offices et de la médiation n'implique pas une reconnaissance du droit pour les Etats tiers d'user de ces moyens autrement qu'avec la réserve extrême qu'exige la nature délicate de ces démarches.

Nous n'admettons les bons offices et la médiation qu'à condition de leur conserver pleinement et intégralement leur caractère de conseil purement amical, et nous ne saurions jamais les accepter dans des formes et des circonstances telles qu'elles pourraient leur imprimer le caractère d'une intervention."

Titre III. Des Commissions internationales d'enquête.

Article 9.

Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et conscientieux, les questions de fait.

La question de l'institution des Commissions internationales d'enquête a été considérée par le Comité comme étant d'une grande importance dans l'ordre de la fin poursuivie par la Conférence. Les avantages de l'institution de semblables Commissions ont été particulièrement exposés par M. de Martens.

Les Commissions internationales d'enquête, a fait observer l'éminent délégué de la Russie, ne sont pas une innovation. Elles ont déjà fait la preuve des services qu'elles peuvent rendre quand un conflit éclate entre deux Etats de bonne foi; par exemple, s'il survient entre eux un incident de frontière, l'opinion s'enflamme d'autant plus que l'incident est plus inattendu et qu'elle est moins renseignée, car elle ignore l'origine et les vraies causes du conflit. Elle est à la merci des impressions du moment et il y a bien des chances pour que, dans ces conditions, les esprits s'irritent et le conflit s'envenime. C'est pourquoi nous avons voulu prévoir l'éventualité d'une Commission ayant pour objet, d'abord et avant tout, de rechercher et de faire connaître la vérité quant aux causes de l'incident et quant à la matérialité des faits. Tel est le rôle principal de la Commission: elle est nommée pour faire un rapport, et non pour prendre des décisions qui puissent lier les Parties.

Mais tandis qu'elle travaille à établir son rapport, on gagne du temps, et c'est là le second objet que nous avons eu en vue. Les esprits se calment et le conflit cesse d'exister à l'état aigu.

Or, ce double et important résultat pratique ne peut être obtenu qu'à une condition, c'est que les Gouvernements intéressés soient d'accord pour prendre réciprocement l'engagement de nommer ces Commissions, sous réserve, bien entendu, qu'il ne sera pas porté atteinte aux questions vitales ni à l'honneur des Etats en cause.

Le caractère obligatoire donné à l'institution des Commissions d'enquête a été l'objet d'apprehensions dont M. Lammash, délégué de l'Autriche-Hongrie s'est fait l'interprète au sein du Comité. Il a proposé, en con-

séquence, d'attribuer à cet organisme le caractère d'une institution utile, recommandée même, mais demeurant facultative. Cette manière de voir n'a point prévalu d'abord. Le Comité s'est arrêté au principe de l'obligation, accompagné de ce tempérament: „en tant que les circonstances le permettent“.

Il résulte de là que l'article 9, tel que l'avait adopté à l'origine le Comité, renfermait deux ordres de réserves: les unes visant le cas où l'honneur ou bien les intérêts vitaux des Puissances intéressées seraient engagés, les autres laissant en outre à ces mêmes Puissances la faculté d'apprécier si les circonstances permettent l'institution de Commissions internationales d'enquête.

Voici le texte de cet article:

„Dans les litiges d'ordre international provenant d'une divergence d'appréciation sur des faits qui peuvent être l'objet d'une constatation locale, et n'engageant d'ailleurs ni l'honneur ni les intérêts vitaux des Puissances intéressées, ces Puissances, pour le cas où elles ne pourraient se mettre d'accord par les voies diplomatiques ordinaires, conviennent de recourir, en tant que les circonstances le permettent, à l'institution de Commissions internationales d'enquête, afin d'éclaircir sur place, par un examen impartial et consciencieux, toutes les questions de fait.“

L'institution des Commissions internationales d'enquête a été vivement combattue au sein de la Commission par la délégation de Roumanie. Elle a été représentée par M. Beldiman comme une innovation contraire à la souveraineté des Etats et comme offrant de multiples dangers, surtout avec le caractère obligatoire — en tendance du moins — que l'on pourrait y attacher.

La délégation de Serbie, sans se montrer hostile à l'institution elle-même, a signalé à son tour les inconvénients que les Commissions peuvent présenter comme organisme étranger à certains égards, fonctionnant sur le territoire national, et comme source d'une inégalité de traitement entre les grands et les petits Etats.

La délégation de Grèce a formulé à son tour des réserves, en exprimant l'espoir d'arriver à une entente désirée de tous.

La délégation de Bulgarie, sans admettre que les Commissions internationales d'enquête fussent une innovation, a exprimé l'avis que ces Commissions devaient avoir un caractère plus facultatif.

M. Rolin, délégué du Siam, a fait au nom de son Gouvernement, touchant la portée des engagements que ce dernier entend assumer en matière de Commissions internationales d'enquête une déclaration, concluant en ces termes:

Nous estimons que l'arbitrage devra normalement faire suite à l'enquête, à défaut d'entente immédiate.

C'est dans cette conviction que nous venons déclarer que le Gouvernement siamois sera sans doute amené à considérer l'accord en vue d'un arbitrage éventuel ou, en d'autres termes, la conclusion préalable d'un

compromis, comme la principale circonstance qui lui permettrait de consentir à ce qu'une Commission internationale d'enquête vienne s'enquérir de faits litigieux sur son territoire".

Au cours d'une longue discussion à laquelle ont pris part MM. Beldiman et Veljkovitch, d'une part; MM. de Martens, le chevalier Descamps, S. E. M. Eyschen, MM. Zorn, Affer et Stancioff, d'autre part, la suppression des articles 9 à 13 a été demandée par les premiers.

S. E. M. Eyschen a proposé de son côté d'ajouter aux garanties renfermées dans ces articles des garanties nouvelles, analogues à celles qui existent pour la procédure arbitrale.

Ces diverses propositions ont été renvoyées à l'examen du Comité. Celui-ci a adopté une rédaction nouvelle de l'article 9, ainsi conçue:

„Dans les litiges d'ordre international provenant d'une divergence d'appréciation sur des faits, les Puissances signataires jugent utile, pour faciliter la solution de ces litiges, que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques, instituent des Commissions internationales d'enquête afin d'éclaircir par un examen impartial et consciencieux toutes les questions de fait.“

Le Comité a pensé que le caractère facultatif donné par cet article aux Commissions d'enquête rendait inutiles les réserves contenues dans le texte antérieur.

Il a estimé en outre que ces termes: „qui peuvent être l'objet d'une constatation locale“, appliqués aux faits dont sont appelées à s'occuper les Commissions d'enquête, n'étaient ni rigoureusement exacts ni toujours applicables. A la demande de M. Affer, il en a proposé la suppression, ainsi que celle des mots „sur place“ à la fin de l'article.

Dans une séance de la Commission tenue à la suite de la réunion du Comité, les délégations de Serbie et de Grèce se déclarèrent prêtes à adhérer aux dispositions proposées par le Comité.

La délégation de Roumanie proposa de son côté une nouvelle rédaction de l'article 9 dans les termes suivants:

„Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques, instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges, en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.“

Cet article rétablit dans le texte nouveau, adopté par le Comité, les deux réserves insérées dans le texte primitif. Il substitute les mots „intérêts essentiels“, aux mots „intérêts vitaux“.

La Commission s'y est finalement ralliée comme à une formule transactionnelle et de conciliation générale.

Quant à la proposition de Son Exc. M. Eyschen, précisée et développée, elle a été adoptée et forme l'article 10 de la Convention. Nous la reproduisons sous ce dernier article.

Article 10.

Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même.

Cet article additionnel, dû à l'initiative de Son Exc. M. Eyschen, a été inspiré par le désir d'établir certaines garanties en ce qui concerne le fonctionnement des Commissions internationales d'enquête. Il a été proposé d'abord à la Commission sous la forme suivante:

„A défaut de stipulations spéciales, la procédure de l'enquête sera déterminée par les principes contenus dans les règles inscrites aux articles 30 et suivants, relatifs à la procédure de l'arbitrage, en tant que ces principes sont applicables à l'institution des Commissions internationales d'enquête.“

A la séance du Comité auquel l'examen de cet article a été renvoyé, S. E. M. Eyschen a résumé comme suit les garanties qu'il importait, selon lui, d'établir:

1° L'acte constituant l'enquête précisera les faits à examiner (articulation des faits);

2° La procédure sera contradictoire (la partie adverse doit être mise au courant de tous les dires contraires);

3° Il appartient à la Commission d'enquête de déterminer les formes et les délais à observer.

S. E. le comte Nigra a insisté pour que l'on fit mention de la convention spéciale nécessaire, — comme pour le compromis en matière d'arbitrage.

Le texte définitif a été en conséquence rédigé comme suit:

„Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même.“

Cette disposition a été votée à l'unanimité par le Comité.

Article 11.

Les Commissions internationales d'enquête sont formées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 32 de la présente Convention.

L'article 15 du projet russe indiquait un mode de nomination des membres de la Commission d'enquête semblable au mode prévu par le Code d'arbitrage pour la nomination des membres des tribunaux d'arbitres.

Le Comité a pensé qu'il y avait avantage à renvoyer simplement ici à l'article 32 de la présente Convention, en rappelant que cet article n'est applicable que dans le cas où les Parties n'ont pas adopté de commun accord un autre mode de constitution de la Commission.

M. Holls, délégué des Etats-Unis d'Amérique, a fait ressortir, à ce propos, les inconvénients qu'il peut y avoir à composer la Commission de membres appartenant aux Etats intéressés, en se bornant à les déporter par un président neutre. La présence de trois commissaires neutres serait, selon lui, de nature à donner une plus grande autorité aux résultats du travail de la Commission.

Article 12.

Les Puissances en litige s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Certaines craintes ont été formulées au sein du Comité à propos de l'article 16 du projet russe, correspondant à l'article 12 du projet du Comité. L'engagement prévu par cet article ne peut, à coup sûr, comprendre l'obligation, pour un Puissant, de fournir des renseignements qui pourraient nuire à sa propre sécurité. Afin de prévenir toute interprétation trop absolue, le Comité a tempéré l'engagement général contenu dans l'article 16 par cette réserve: „dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible“.

Les termes de cette réserve sont empruntés à l'article 81 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890.

Article 13.

La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances en litige son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Cet article correspond à l'article 17 du projet russe. Il indique nettement la nature du travail qui est du ressort de la Commission. Celle-ci se borne à consigner, dans un rapport signé par tous ses membres, le résultat positif de son enquête sur les faits.

Article 14.

Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

Cet article a été adopté d'abord par le Comité comme reproduction de l'article 18 du projet russe, sauf une double modification.

Le recours possible à la médiation a été signalé à côté du recours éventuel à l'arbitrage.

Les mots suivants placés à la fin de l'article: „soit enfin de recourir aux voies de fait admises dans les rapports mutuels entre les nations“,

ont été supprimés sur la proposition de M. le baron d'Estournelles de Constant. Le Comité avait cru voir dans ces derniers mots, une réserve spéciale et explicite du droit de guerre, réserve qu'il paraissait inutile de prévoir dans l'Acte de la Conférence de la Paix. Il résulte des explications données par M. de Martens, que la délégation russe n'a visé que certaines voies de fait compatibles avec l'état de paix et autorisées, avec ce caractère, par le droit des gens. Le Comité a persisté toutefois à considérer comme meilleure la rédaction qu'il avait arrêtée.

Les articles relatifs aux Commissions d'enquête ayant été renvoyés à un nouvel examen du Comité, à la suite de la discussion au sein de la Commission, M. Stancioff a proposé de rédiger comme suit la seconde partie de l'article final de ce Titre: „Le rapport de la Commission internationale d'enquête laisse aux Gouvernements en litige toute faculté, soit de conclure un arrangement amiable sur la base de ce rapport, soit de considérer celui-ci comme non avenu.“

Le Comité a pensé qu'il n'y avait pas lieu de formuler aussi énergiquement une liberté qui n'était pas contestée. Il s'est rallié à la proposition suivante de M. Odier: „Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.“

Titre IV. De l'arbitrage international.

L'humanité, dans son évolution progressive, tend chaque jour d'avantage à donner pour assise à sa constitution le respect du droit. La société des nations civilisées reconnaît l'existence de principes et de règles juridiques élevés à la hauteur d'une norme commune: le droit international. Sous l'égide de ce droit, chaque Etat garde son autonomie, conforme à sa première et irréductible tendance à vivre de sa vie propre, selon son génie, sur son territoire, par l'activité de son peuple, au moyen de ses ressources à lui, en vue d'accroître son bien-être moral et matériel et d'assurer en toutes choses sa légitime grandeur. Mais en même temps, il se reconnaît comme coordonné aux autres Etats dans la communauté internationale.

Plus le droit progresse et pénètre la société des nations, plus l'arbitrage se manifeste comme lié à la structure de cette société.

Principe d'une solution à la fois pacifique et juridique des différends internationaux, il se présente à nous comme un instrument propre à assurer le droit de chacun en sauvegardant la dignité de tous.

Juridiction volontaire dans son fondement comme dans sa compétence, il se concilie avec les justes exigences de la souveraineté dont il n'est qu'un exercice éclairé. Car, s'il n'est aucun pouvoir supérieur aux Etats qui puisse leur imposer un juge, rien ne s'oppose à ce qu'ils choisissent de commun accord und arbitre pour régler leurs différends et préfèrent ainsi un mode moins imparfait d'obtenir justice à un mode plus aléatoire et plus onéreux.

Chapitre I. De la justice arbitrale.**Article 15.**

L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

La justice arbitrale internationale n'aspire pas à supplanter les négociations directes: elle s'applique au litiges qui n'ont pu être réglés par les voies diplomatiques.

Elle ne supprime pas davantage la médiation: par cela même que celle-ci peut se placer sur le terrain de la conciliation et de la transaction, elle dispose de ressources d'accordmودement que l'arbitrage ne possède point.

Dans l'ensemble des moyens pacifiques de résoudre les différends entre Etats, la justice arbitrale occupe une place distincte et conserve une physionomie propre.

L'article 15 les caractérise nettement.

La justice arbitrale internationale règle, — c'est-à-dire termine définitivement — les litiges internationaux qui lui sont soumis.

Elle règle ces litiges sur la base du respect du droit, conformément aux exigences de la justice.

Elle les règle par l'organe de juges choisis en vertu de l'accord des Etats eux-mêmes.

Tels sont les traits fondamentaux de la justice arbitrale.

Article 16.

Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

L'article 16 détermine la nature des questions litigieuses qui sont du ressort propre de la justice arbitrale. Ce sont les questions d'ordre juridique et principalement les questions d'interprétation ou d'application des traités. Il n'est pas difficile de saisir le lien qui rattache l'institution de l'arbitrage à la sauvegarde du principe de la bonne foi dans les conventions internationales.

Dire que l'arbitre est juge et qu'il statue en droit, c'est dire que l'arbitrage ne s'applique pas à toute espèce de différends entre Etats. Les différends dans lesquels les prétentions contradictoires des parties ne peuvent être formulées juridiquement, échappent, en quelque sorte, par leur nature, à la compétence d'une institution appelée à „dire le droit“. Les conflits d'intérêts, les dissidences d'ordre politique ne relèvent pas, à proprement parler, de l'arbitrage.

Mais, pour les différends qui ont le caractère de contestations de droit et qui n'ont pu être résolus par les voies diplomatiques ordinaires, l'article 16 reconnaît dans l'arbitrage le moyen le plus efficace et le plus

équitable d'arriver à une solution pacifique. Le plus efficace, car il tranche définitivement la question en litige. Le plus équitable, car il rend à chacun ce qui lui revient en justice.

L'article 16 ne va pas toutefois au delà de cette reconnaissance générale. Il n'emporte pas l'engagement positif pour telle Puissance, vis-à-vis de telle autre, de déferer tel litige à la juridiction arbitrale. Sous l'empire de la présente convention, chaque Etat décide souverainement, à ce point de vue, si tel ou tel cas sera soumis à l'arbitrage — sous la réserve des obligations qu'il peut avoir contractées par d'autres traités.

Telle est bien la portée de l'article 16.

M. Beldiman a demandé acte de la déclaration suivante: „Le Gouvernement royal de Roumanie, complètement acquis au principe de l'arbitrage facultatif, dont il apprécie toute l'importance dans les relations internationales, n'entend cependant pas prendre, par l'article 15 (article 16 actuel), un engagement d'accepter un arbitrage dans tous les cas qui y sont prévus et il croit devoir formuler des réserves expresses à cet égard.

„Il ne peut donc voter cet article que sous cette réserve.“

Article 17.

La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

L'article 17 ne renferme aucun engagement pour les Puissances, mais il détermine d'une manière utile l'extension que peut comporter la convention d'arbitrage.

La convention d'arbitrage peut être conclue après la naissance d'une ou de plusieurs contestations et pour en assurer le règlement juridique. C'est le compromis proprement dit.

Elle peut concerner aussi des contestations éventuelles, c'est-à-dire prévues simplement comme pouvant surgir dans l'avenir. C'est la stipulation compromissoire.

La validité de pareille stipulation n'est pas admise, en droit national, par toutes les législations positives; la jurisprudence n'est pas fixée partout à ce sujet. Dans le droit international, les doutes ne semblent pas possibles. La stipulation compromissoire ne crée pas ici une institution en concurrence avec les juridictions officielles; elle crée une institution organique de la justice même, dans une sphère où manque cette institution.

La stipulation compromissoire peut être spéciale et viser une ou plusieurs séries particulières de litiges dans l'ensemble des différends d'ordre juridique entre Etats. L'économie de ce genre de stipulation est remarquable. Les Etats s'efforcent de se protéger contre leurs propres entraînements dans l'avenir, adoptant la voie des solutions pacifiques avant la naissance des litiges et créant dans certaines zones de leurs relations une paix prévoyante appuyée sur un traité.

La stipulation compromissoire peut aussi être générale: elle embrasse alors l'universalité ou du moins la généralité des litiges entre Etats. C'est le traité général d'arbitrage, contrat vraiment organique de la paix juridique, consécration positive de la justice arbitrale comme mode propre, normal, accepté d'avance, de solution des litiges internationaux.

L'état actuel du droit international positif, au point de vue des extensions diverses du contrat d'arbitrage, se caractérise par les traits suivants:

I. Accroissement progressif du nombre des compromis appliquant l'arbitrage à des contestations nées. Le droit conventionnel de l'Angleterre et celui des Etats-Unis d'Amérique nous offrent les cas les plus nombreux de compromis conclus pour de semblables contestations.

II. Multiplication des stipulations compromissoires visant des séries particulières plus ou moins nombreuses de contestations éventuelles. Nous avons essayé de recenser ces stipulations dans un „Relevé général des clauses de médiation et d'arbitrage“, fait à la demande de la Troisième Commission de la Conférence. (Annexe E.) La plupart de ces clauses appartiennent au droit conventionnel spécial entre deux Etats. Quelques unes sont communes à toutes les Puissances ou à un groupe considérable d'entre elles, comme la stipulation compromissoire contenue dans la convention connue sous le nom d'Union postale universelle.

III. Conclusion de certaines conventions étendant la stipulation compromissoire, soit à tous les litiges entre Etats sans exception, soit à l'ensemble de ces litiges, sous une réserve jugée nécessaire à l'égard d'un ordre de contestations que les Etats ne croient pas pouvoir livrer aux éventualités d'un arbitrage.

La déclaration intervenue entre les Pays-Bas et le Portugal en date du 5 juillet 1894 renferme une stipulation compromissoire avec réserve. Elle est conçue en ces termes: „Toutes questions ou tous différends sur l'interprétation ou sur l'exécution de la présente déclaration et de même toute autre question qui pourrait surgir entre les deux pays, pourvu qu'elle ne touche ni à leur indépendance ni à leur autonomie, s'ils ne peuvent être réglés à l'amiable, seront soumis au jugement de deux arbitres dont un sera nommé par chacun des deux gouvernements. En cas de différence d'opinion entre les deux arbitres, ceux-ci désigneront de commun accord un troisième qui décidera.“

Le traité d'arbitrage intervenu entre l'Italie et la République Argentine, à la date du 23 juillet 1898, contient une stipulation compromissoire sans réserve. En voici les termes:

„Article premier. Les Hautes Parties contractantes se sont obligées à soumettre à un jugement arbitral tous les litiges, quelles qu'en soient la nature et la cause, qui viendraient à surgir entre lesdites Parties, si l'on n'a pu les régler amiablement par voie diplomatique directe. La clause d'arbitrage s'étend même aux litiges qui peuvent avoir une origine antérieure à la stipulation dudit traité.“

Parmi les stipulations générales d'arbitrage négociées entre Puissances représentées à la Conférence, mais demeurées à l'état de projets, il importe de rappeler le projet adopté par le Conseil fédéral suisse, le 24 juillet 1883, et présenté au Gouvernement des Etats-Unis; le projet élaboré par la Conférence pan-américaine inaugurée à Washington le 2 octobre 1889 et clôturée le 19 avril 1890; le projet de traité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, signé à Washington le 11 avril 1897.

Ces divers Actes ont souvent été rappelés au cours des discussions.

Lors des délibérations sur l'article 17 au sein de la Commission, M. Beldiman a demandé acte de la déclaration suivante: „Le Gouvernement royal de Roumanie déclare qu'il ne peut adhérer à l'article 16 (article 17 actuel) qu'avec la réserve expresse, consignée au procès-verbal, qu'il est décidé à n'accepter, en aucun cas, un arbitrage international, pour des contestations ou litiges antérieurs à la conclusion de la présente convention.“

Article 18.

La convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Dans l'arbitrage, les Etats en litige déferent conventionnellement la solution de leurs contestations au jugement d'une ou de plusieurs personnes chargées de „dire le droit“ pour les parties en cause.

L'obligation de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale est, dans ces conditions, une obligation positive impliquée dans la convention intervenue. Un arbitrage n'est pas une tentative de conciliation. Le trait caractéristique de l'arbitrage est précisément la soumission commune des Etats à un juge de leur choix, avec l'engagement, qui en découle naturellement, de se conformer loyalement à la sentence. A moins de dispositions spéciales du compromis attachant tel ou tel effet particulier à une sentence arbitrale et sauf usage des voies légitimes de recours, l'inexécution de la décision des arbitres n'est pas plus admissible en droit que la violation des contrats, et cela par la raison qu'elle est précisément la violation d'un contrat.

La rédaction primitive de l'article 18 était celle-ci:

„La convention d'arbitrage renferme l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale“. Le mot „implique“ substitué au mot „renferme“, sur la proposition de M. Rolin, accentue nettement, au point de vue qui nous occupe, le caractère et les conséquences du contrat d'arbitrage.

Article 19.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage à tous les cas qu'Elles jugeront possible de lui soumettre.

Cet article remplace les articles 8 à 12 du projet proposé par la délégation russe. Ce projet, admis dans ses éléments principaux, réservait d'abord complètement les questions de droit qui touchent aux intérêts vitaux ou à l'honneur national des Parties en litige.

Quant aux autres questions litigieuses, il en faisait deux parts. L'une, composée de deux séries seulement de litiges nettement spécifiés, était placée sous le régime de l'arbitrage obligatoire. L'autre — et c'était de beaucoup la plus considérable — demeurait sous l'empire de l'arbitrage facultatif, encore que recommandé.

Dans une note explicative remarquable (Annexe A, II), la délégation russe justifiait de la manière suivante le système présenté par elle :

„Il est hors de doute que, dans la vie internationale, se produisent souvent des différends à la solution desquels l'arbitrage peut être appliqué en tout temps et d'une manière absolue : ce sont les questions qui concernent exclusivement les points spéciaux du droit et qui ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Etats. On ne peut pas ne pas souhaiter que, par rapport à ces questions, la Conférence de la Paix pose l'arbitrage comme moyen d'action permanent et obligatoire.

„La reconnaissance de l'obligation de l'arbitrage, ne fût-ce que dans les limites les plus restreintes, affirmerait les principes de droit dans les rapports entre les nations, les garantirait contre les infractions et les atteintes, elle neutraliserait, pour ainsi dire, plus ou moins, de vastes domaines du droit international. Pour les Etats, l'arbitrage obligatoire serait un moyen commode d'écartier les malentendus si nombreux, si gênants, quoique peu graves, qui entravent parfois sans aucune nécessité les relations diplomatiques. Grâce à l'arbitrage obligatoire, les Etats pourraient faire valoir plus facilement leurs revendications légitimes, et, ce qui est plus important encore, se soustraire, plus facilement aux prétentions non justifiées.

„L'arbitrage obligatoire servirait d'une façon inappréciable la cause de la Paix universelle. Bien évidemment, les questions d'ordre secondaire auxquelles est exclusivement applicable ce moyen d'action, constituent très rarement une cause de guerre. Néanmoins, des conflits fréquents entre les Etats, ne fût-ce que par rapport à des questions d'ordre secondaire, tout en ne constituant pas une menace directe pour le maintien de la paix, altèrent cependant les bons rapports entre les Etats et créent une atmosphère de méfiance et d'hostilité dans laquelle peut plus facilement, par un incident quelconque, comme par une étincelle fortuite, éclater une guerre. L'arbitrage obligatoire ayant pour effet de délier les Etats intéressés de toute responsabilité en ce qui regarde telle ou telle solution à donner au différend surgi entre eux, semble devoir contribuer au maintien de leurs relations amicales, et par là faciliter la solution pacifique des conflits les plus sérieux qui pourraient surgir sur le terrain de leurs intérêts réciproques les plus élevés.“

En même temps qu'ils marquaient ainsi la haute portée de l'arbitrage

obligatoire, les auteurs du projet reconnaissaient la nécessité de déterminer, avec précision et circonspection, la sphère d'application de cet arbitrage.

Dans cette œuvre de détermination, ils s'arrêtaient à deux catégories de questions contentieuses internationales:

1^o les réclamations pécuniaires du chef de dommages illicites. „L'histoire des relations internationales prouve indubitablement que dans la grande majorité des cas, ce sont précisément des demandes pour indemnisation de dommages subis qui ont été l'objet des arbitrages.“ „Il va de soi que dans les cas exceptionnels où la question pécuniaire engagée prend un caractère d'importance de premier ordre au point de vue des intérêts de l'Etat, par exemple dans le cas où il s'agit d'une faillite d'un Etat, chaque Puissance, invoquant l'honneur national ou ses intérêts vitaux, aura la possibilité de décliner l'arbitrage comme moyen de solution du conflit.“

2^o l'interprétation ou l'application de certaines conventions internationales qui n'ont pas un caractère politique, et surtout des traités connus sous la dénomination d'Unions universelles.

„Alors que les autres traités ne sont, en règle générale, que des compromis factices d'intérêts opposés, les traités à caractère universel expriment toujours et nécessairement la concordance d'intérêts identiques et communs. C'est pourquoi sur le terrain de ces traités ne se produisent jamais et ne peuvent pas se produire des conflits sérieux et inextricables, des conflits ayant un caractère national, et dans lesquels les intérêts s'excluent réciproquement. Pour ce qui est des malentendus passagers, — concernant leur interprétation, chaque Etat confiera volontiers leur solution à un tribunal d'arbitrage, attendu que toutes les Puissances ont un égal intérêt à ce que les traités en question restent inviolables, comme servant de base au système étendu et complexe des institutions et mesures d'ordre international, qui sont le seul moyen de donner satisfaction à des besoins essentiels et permanents.

Il faut remarquer que le premier essai d'introduction de l'arbitrage obligatoire dans la pratique internationale a été fait précisément par un traité à caractère universel, celui relatif à l'Union postale de 1874: l'article 16 de ce traité institue l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous les différends surgissant par rapport à l'interprétation et à l'application du traité dont il s'agit.

La Conférence de la Haye semblerait donc parfaitement fondée à étendre la disposition de l'article 16 du traité de Berne à tous les traités à caractère universel, entièrement analogues à celui-ci.“

Le système général proposé par la délégation russe ayant été approuvé par le Comité, celui-ci s'est livré à l'examen détaillé de l'article 10 de l'avant-projet présenté par cette délégation.

En ce qui concerne les réclamations pécuniaires, le Comité a examiné le point de savoir s'il ne convenait pas de limiter la règle de l'arbitrage obligatoire, soit aux demandes ne dépassant pas un certain chiffre d'indemnité, — disposition que l'on retrouve dans le projet de traité

anglo-américain, — soit aux cas où le principe de l'indemnité est reconnu par les Parties. Cette dernière garantie a été provisoirement adoptée.

En ce qui regarde les conventions dont l'interprétation ou l'application seraient éventuellement soumises à l'arbitrage obligatoire, le Comité n'a pu réunir l'unanimité des voix pour le maintien des conventions monétaires et des conventions relatives à la navigation des fleuves internationaux et canaux interocéaniques. Ces pactes ont, en conséquence, été provisoirement écartés. Les traités relatifs à la procédure civile et à l'assistance gratuite réciproque des malades indigents ont été ajoutés à la liste primitive. Les traités de commerce et la Convention de Genève, dont l'adjonction avait également été proposée, ont eu un sort moins favorable. Les autres traités primitivement mentionnés ont été maintenus.

Voici le texte de l'article 10 amendé:

„L'arbitrage est obligatoire entre les Hautes Parties contractantes dans les cas suivants, en tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux ni à l'honneur national des Etats en litige;

I. En cas de contestations concernant l'interprétation ou l'application des conventions énumérées ci-dessous:

1. Conventions postales, télégraphiques téléphoniques;
2. Conventions concernant la protection des câbles sous-marins;
3. Conventions concernant les chemins de fer;
4. Conventions et règlements concernant les moyens de prévenir les collisions de navires en mer;
5. Conventions concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques;
6. Conventions concernant la protection de la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique et de commerce et nom commercial);
7. Conventions concernant le système des poids et mesures;
8. Conventions concernant l'assistance gratuite réciproque des malades indigents;
9. Conventions sanitaires, conventions concernant les épizooties, le phylloxéra et autres fléaux similaires;
10. Conventions concernant la procédure civile;
11. Conventions d'extradition;
12. Conventions de délimitations en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques.

II. En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.“

L'ensemble des articles 8 à 12 du projet de la délégation russe a été adopté dans ces conditions, en première lecture, sauf rédaction définitive. A la seconde lecture, une demande de suppression de l'article 10 a été formulée par M. le Dr Zorn, délégué de l'Allemagne, lequel a déclaré

que son gouvernement sans vouloir modifier les conventions qui consacrent présentement l'arbitrage obligatoire, ne considère pas que l'expérience soit, à l'heure actuelle, suffisante pour donner un développement plus général et immédiat à ces conventions. Il a ajouté qu'une introduction trop rapide de l'arbitrage obligatoire dans le droit international pourrait offrir plus de dangers que d'avantages au point de vue de la paix entre les Etats. Une nouvelle proposition russe tendant à consacrer l'arbitrage obligatoire pour quelques cas seulement, à l'égard desquels l'accord était constaté par l'existence de conventions antérieures, et à recommander spécialement le recours à l'arbitrage pour les autres cas mentionnés dans la liste précédemment adoptée, a soulevé des objections de divers ordres et n'a pu rallier l'adhésion générale. Dans cette situation, et sans engager définitivement leur opinion, les membres du Comité ont estimé qu'il y avait lieu d'adopter, lieu des articles 8 à 12 du projet russe, un article unique contenant une double disposition.

La première rappelle les traités généraux et les traités particuliers qui stipulent dès maintenant l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires.

La seconde est une déclaration par laquelle les Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'Elles jugeront possible de lui soumettre. Il importe, en effet, d'observer que si l'entente n'a pu s'établir quant à une extension considérable de la sphère de l'arbitrage obligatoire, toutes les Puissances gardent la plus grande latitude pour réaliser leurs intentions dans cet ordre, non seulement par voie de traités particuliers entre deux Etats, mais par voie de conventions aussi généralisées que possible. L'avenir demeure donc largement ouvert à la réalisation de tous les progrès dans cette voie. Réalisation toute facultative d'ailleurs, ainsi qu'il a été déclaré sur les observations de MM. Beldiman et Veljkovitch.

Tous les membres du Comité ont été d'accord pour reconnaître au vote émis dans ces circonstances le caractère d'un vote de transaction, inspiré par le désir de rallier l'unanimité des suffrages pour les propositions à présenter à la Commission.

Chapitre II. De la Cour permanente d'arbitrage.

Il n'est point de projet qui ait été accueilli avec plus de sympathie que celui de l'établissement d'une Cour permanente d'arbitrage. La proposition faite à cet effet par Son Exc. Sir Julian Pauncefote a brillé au début de nos séances.

Rappeler ici cette mémorable et féconde initiative, c'est accomplir un devoir de justice et marquer en même temps l'orientation générale de tous nos travaux dans cet ordre.

Dans la séance du 26 mai 1899, S. E. Sir Julian Pauncefote s'est exprimé en ces termes:

„M. le Président, permettez-moi de vous demander si, avant d'entrer plus loin en matière, il ne serait pas utile et opportun de sonder la Commission au sujet de la question la plus importante, selon moi, c'est-à-dire l'établissement d'un tribunal permanent d'arbitrage international, que vous avez touchée dans votre discours.

„On a fait beaucoup de codes d'arbitrage et de règlements de procédure, mais la procédure a été réglée jusqu'à présent par les arbitres ou par les traités généraux ou spéciaux.

„Or, il me semble que de nouveaux codes et règlements d'arbitrage, quel que soit leur mérite, n'avancent pas beaucoup la grande cause qui nous rassemble.

Si l'on veut faire un pas en avant, je suis d'avis qu'il est absolument nécessaire d'organiser un Tribunal International permanent qui puisse se réunir immédiatement à la requête des nations contestantes. Ce principe établi, je crois que nous n'aurons pas beaucoup de difficulté à nous entendre sur les détails. La nécessité d'un pareil tribunal et les avantages qu'il offrirait, ainsi que l'encouragement et même l'élan qu'il donnerait à la cause de l'arbitrage, ont été démontrés avec autant d'éloquence que de force et de clarté par notre collègue distingué M. Descamps, dans son intéressant „Essai sur l'arbitrage“, dont un extrait se trouve parmi les Actes et Documents si gracieusement fournis à la Conférence par le Gouvernement Néerlandais. Il ne me reste donc plus rien à dire à ce sujet et je vous serais reconnaissant, M. le Président, si, avant de procéder plus loin, vous consentiez à recueillir les idées et les sentiments de la Commission sur la proposition que j'ai l'honneur de vous soumettre touchant l'établissement d'un Tribunal permanent d'arbitrage international.“

M. le premier délégué de la Grande-Bretagne avait donné à l'institution dont il proposait l'organisation, le nom de „Tribunal permanent d'arbitrage.“

M. le Dr Zorn a suggéré l'adoption du terme de „Cour des arbitres“. Le Comité a admis définitivement l'expression de „Cour permanente d'arbitrage“. L'expression de „Cour arbitrale“ avait semblé un moment devoir être réservée pour désigner les membres de la Cour fonctionnant comme arbitres dans les divers cas où ils sont appelés à juger. Le terme de „Tribunal arbitral“ a été admis finalement comme étant déjà consacré par la pratique et comme de nature à être plus facilement accepté par toutes les Puissances.

L'établissement d'une Cour permanente d'arbitrage répond aux aspirations les plus profondes des peuples civilisés, aux progrès réalisés dans les relations des Etats, au développement moderne du contentieux international, au besoin qui pousse les nations de nos jours à rechercher une justice plus accessible dans une paix moins précaire. Cette grande institution peut être un puissant auxiliaire pour l'affermissement du sentiment du droit dans le monde.

L'organisation de la Cour ne présente pas d'obstacles, insurmontables, à la condition que l'on se pénètre de ce principe que la communauté internationale est une société de coordination et non de subordination, et

que l'on conserve en conséquence au nouvel organe de justice internationale le caractère „d'un tribunal libre au sein des Etats indépendants“.

Le projet élaboré par la Conférence interparlementaire de Bruxelles s'efforçait de répondre à cette exigence fondamentale.

Les projets déposés à la Conférence de la Haye par les délégués de trois grands Etats ont, par des chemins divers, poursuivi la réalisation du même but.

Le projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefote a été, de l'assentiment gracieux des auteurs des projets russe et américain, pris comme base du travail d'élaboration auquel s'est livré le Comité.

Les traits fondamentaux du projet anglais (Annexe B) sont les suivants:

I. Désignation par chacune des Puissances signataires d'un nombre égal d'arbitres inscrits sur une liste générale au titre de membres de la Cour.

II. Libre choix, fait dans cette liste, des arbitres appelés à former le tribunal en exercice dans les divers cas de recours à l'arbitrage.

III. Institution à la Haye d'un Bureau international servant de greffe à la Cour et pourvoyant aux services administratifs.

IV. Institution d'un Conseil permanent d'administration et de haut contrôle, composé des représentants diplomatiques des Puissances accrédités à la Haye, sous la présidence de M. le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

Le projet formulé par la délégation russe (Annexe A, III) reposait sur les bases que voici:

I. Désignation par la présente Conférence, pour le terme qui s'écoulera jusqu'à la réunion d'une nouvelle Conférence, de cinq Puissances, afin que chacune d'Elles, en cas de demande d'arbitrage, nomme un juge, soit parmi ses ressortissants, soit en dehors d'eux.

II. Institution à la Haye d'un Bureau permanent avec la mission d'aviser éventuellement les cinq Puissances des requêtes à fin d'arbitrage qui lui sont adressées.

Le projet Américain (Annexe C, II) se distinguait des autres projets principalement par les caractères suivants:

I. Nomination par la plus haute Cour de justice de chaque Etat d'un membre du Tribunal international.

II. Organisation du Tribunal aussitôt que l'adhésion de neuf Puissances sera assurée.

III. Composition de la juridiction appelée à siéger dans chaque cas particulier, d'après les conventions à intervenir entre les Etats en litige. Ces conventions peuvent appeler à siéger tous les membres du Tribunal ou quelques-uns en nombre impair, — au moins trois membres. Lorsque la Cour ne comprend que trois juges, aucun d'eux ne peut être originaire, sujet ou citoyen des Etats dont les intérêts sont en cause.

IV. Droit des Etats, dans certains cas déterminés et dans certain délai, à une seconde audition de la cause, devant les mêmes juges.

La discussion générale sur l'institution d'une Cour permanente d'arbitrage a pris, au sein du Comité, un caractère d'exceptionnelle importance.

La délégation française estimant qu'il existait entre les divers projets que nous venons d'analyser une communauté de principes et de vues pouvant servir de base aux discussions de la Conférence, a déclaré qu'elle ne croyait pas nécessaire de déposer à son tour un projet particulier. Mais, sous la double garantie de la liberté du recours au Tribunal permanent et de la liberté du choix des arbitres, elle n'a pas hésité à donner, dès le début, son adhésion à l'institution nouvelle.

„Sous cette double garantie, a dit M. Léon Bourgeois, nous n'hésitons pas à appuyer l'idée d'une institution permanente accessible en tout temps et chargée d'appliquer les règles et de suivre la procédure établies entre les Puissances représentées à la Conférence de la Haye.

Nous acceptons donc qu'un Bureau international soit établi pour assurer d'une façon continue les services du greffe, du secrétariat, et des archives de la juridiction arbitrale; nous croyons tout à fait utile la continuité des ces services, non seulement pour maintenir un point commun de correspondance entre les nations et pour rendre plus certaines l'unité de la procédure et, plus tard, celle de la jurisprudence, mais encore pour rappeler incessamment à l'esprit de tous les peuples, par un signe apparent et respecté, l'idée supérieure de droit et d'humanité dont l'invitation de S. M. l'Empereur de Russie permet aux Etats civilisés de poursuivre en commun la réalisation.

La délégation française estime même qu'il est possible d'attribuer à cette institution permanente un rôle plus efficace. Elle pense que ce Bureau pourrait être investi d'un mandat international, nettement limité, lui donnant un pouvoir d'initiative propre à faciliter dans bien des cas le recours des Puissances à l'arbitrage.

Au cas où s'élèverait entre deux ou plusieurs des Etats signataires une des difficultés prévues par la Convention comme pouvant être l'objet d'un recours à l'arbitrage, le bureau permanent aurait mandat de rappeler aux parties en litige les articles de la Convention visant cet objet et la faculté, ou l'obligation, par elle consentie, de recourir en ce cas à l'arbitrage; il s'offrirait en conséquence à servir d'intermédiaire entre elles pour mettre en mouvement la procédure d'arbitrage et leur ouvrir l'accès de la juridiction.

C'est souvent une préoccupation légitime, un sentiment de l'ordre le plus élevé qui, précisément, empêchent deux nations de recourir aux voies de l'arrangement pacifique. Dans l'état actuel de l'opinion, celui des deux Gouvernements qui, le premier, demande l'arbitrage, craint de voir son initiative considérée dans son pays même comme un acte de faiblesse et non comme le témoignage de sa confiance dans son bon droit.

En donnant au Bureau permanent un devoir particulier d'initiative, on préviendrait, croyons-nous, cette appréhension. C'est en prévision d'un scrupule analogue que, dans des cas cependant plus graves et plus

généraux, la Troisième Commission n'a pas hésité à reconnaître aux neutres le droit d'offrir leur médiation, et pour les encourager à l'exercice de ce droit, elle a déclaré que leur intervention ne pourrait être considérée comme ayant un caractère non amical. A plus forte raison, dans les cas spéciaux ouverts par la présente Convention à la procédure d'arbitrage, il est possible de donner au Bureau permanent un mandat précis d'initiative. Il sera chargé de rappeler aux parties les articles de la Convention internationale qui lui sembleront avoir prévu le conflit qui les divise, et leur demandera, en conséquence, si elles consentent à recourir, dans les conditions prévues par elles-mêmes, à la procédure arbitrale, c'est-à-dire simplement à l'exécution de leurs propres engagements. A une question ainsi posée la réponse sera facile et le scrupule de dignité, qui eût peut-être empêché tout recours, disparaîtra. Pour mettre en action une de ces puissantes machines par où la science moderne transforme le monde, il suffit de poser un doigt sur un point de contact: mais encore faut-il que quelqu'un soit chargé de faire ce simple mouvement.

„La délégation française estime que l'institution à laquelle serait confié ce mandat international aurait à jouer dans l'histoire un rôle noblement utile.“

L'idée émise d'abord en ces termes par la délégation française a pris, dans la suite, la forme d'une proposition et elle est devenue l'article 27 de la présente Convention.

La discussion générale s'est ouverte par un discours du rapporteur qui a signalé l'importance capitale de la présentation par trois grandes Puissances de projets concernant l'établissement d'un Tribunal permanent d'arbitrage. Il a rappelé les antécédents qui se rapprochent le plus de la proposition actuelle. Il a insisté sur la nécessité de développer et de consolider les institutions organiques de la Paix.

Sur les réserves faites par M. le Dr Zorn, délégué de l'Allemagne, en ce qui concerne l'institution éventuelle d'un Tribunal permanent d'arbitrage — institution considérée comme prématurée et comme s'écartant trop de la base initiale de nos travaux — M. Asser, délégué des Pays-Bas, a fait ressortir que les expériences concernant l'arbitrage occasionnel étaient faites, et que celles qui restent à faire concernent précisément le projet en discussion.

S. E. le comte Nigra a, de son côté, fait particulièrement ressortir les dangers qu'il y aurait à refuser de résoudre une question qui intéresse à un si haut degré l'humanité tout entière. „L'impatience avec laquelle sont attendus, dans l'opinion publique, les résultats de nos travaux est devenue si grande qu'il serait dangereux de renoncer à l'acceptation d'un Tribunal d'arbitrage. Si la Conférence opposait à cette impatience un „non possumus“ ou des satisfactions insuffisantes, la déception serait vive. La Conférence encourrait, dans ce cas, une grave responsabilité vis-à-vis de l'histoire, vis-à-vis des populations et de S. M. l'Empereur de Russie lui-même.“

Appuyant les observations faites par Son Exc. le comte Nigra, M. Odier, délégué de la Confédération Helvétique, a constaté qu'il s'est éveillé dans le monde plus qu'une espérance: une attente; et l'opinion populaire a la conviction surtout en matière d'arbitrage, que des résultats importants sortiront des délibérations de la Conférence. Nul ne peut nier, en effet, que nous ne soyons maîtres de faire, en ce moment, un pas nouveau et décisif dans la voie du progrès. Allons-nous reculer ou réduire à des proportions insignifiantes la portée de l'innovation qu'on attend de nous? Nous soulèverions un désappointement universel dont la responsabilité pèserait lourdement sur nous et sur nos gouvernements. L'innovation sérieuse que nous pouvons apporter à l'humanité, c'est la constitution d'un corps permanent qui rende manifeste aux yeux du monde, tangible, pour ainsi dire, le progrès réalisé."

M. Lammasch, délégué de l'Autriche-Hongrie, sans pouvoir déclarer que son Gouvernement fut prêt à se rallier à l'institution d'un Tribunal permanent, a considéré le projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefote comme pouvant servir de base à une discussion préparatoire.

M. de Martens a particulièrement mis en relief le caractère libre du Tribunal permanent d'arbitrage et les intentions du Gouvernement russe en formulant ses premières propositions concernant l'arbitrage.

S. E. Sir Julian Pauncefote a constaté à son tour que le projet déposé par lui sauvegardait entièrement et expressément la liberté des Parties.

M. Holls, après avoir rappelé qu'aucun pays ne s'était prononcé avec plus d'énergie que les Etats-Unis en faveur de l'initiative de S. M. l'Empereur de Russie, a insisté sur la nécessité d'instituer le Tribunal permanent, non seulement au point de vue élevé des intérêts de l'humanité, mais au point de vue pratique et expérimental. Il a constaté que l'opinion était inquiète. Il a estimé, qu'au point de vue positif, nous n'aurions rien fait, si nous nous séparions sans avoir institué un Tribunal permanent d'arbitrage.

Article 20.

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des Parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention.

L'article 20 du projet proposé par le Comité est la reproduction, sauf quelques points de détail, de l'article premier du projet anglais concernant le Tribunal permanent d'arbitrage.

Cet article détermine nettement le but général de l'institution de la Cour: „faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique“.

Il renferme l'engagement pris par les Puissances signataires d'organiser la Cour permanente d'arbitrage.

Il indique les règles générales de procédure suivant lesquelles fonctionnera la nouvelle institution: ce sont les règles insérées dans la présente Convention au chapitre de la Procédure arbitrale, en tant qu'elles se concilient avec l'organisation de la Cour telle qu'elle est déterminée par les articles 20 à 30, et sauf le droit des Parties de convenir entre elles d'autres règles.

Article 21.

La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

Cet article a été proposé par la délégation russe en vue de préciser nettement un double point: la compétence générale de la Cour pour tout cas d'arbitrage, soit obligatoire, soit facultatif; la liberté gardée par les Puissances de constituer des juridictions spéciales distinctes de la Cour.

Cette disposition est, en quelque sorte, la traduction en règle du droit des gens, de la maxime fondamentale que nous avons déjà rappelée: „Un tribunal libre au sein des Etats indépendants.“

M. le comte de Macedo a suggéré, à ce propos, l'adoption d'une disposition déclarant que „les Puissances signataires sont d'accord pour préférer la juridiction de la Cour permanente d'arbitrage à toute autre juridiction spéciale, toutes les fois que les circonstances le permettront“. Cette disposition a été très favorablement accueillie. Si elle n'a pas été insérée dans la Convention, c'est, d'une part, parce que l'on a voulu éviter une action trop directe sur la liberté des Etats, d'autre part, parce que l'on a pensé que la consécration, par l'article 21, de la compétence générale de la Cour indique suffisamment le vœu des Puissances.

Sans partager complètement cette opinion, M. le comte de Macedo a déclaré ne pas insister sur sa proposition.

Article 22.

Un Bureau international établi à la Haye sert de greffe à la Cour.

Ce Bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de la Haye, une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre Elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

Cet article correspond à l'article 2 du projet anglais et en est encore, en grande partie, la reproduction.

Le nom de „Bureau international“ a été substitué à celui de „Bureau central“, à la demande du Rapporteur.

La proposition de fonder à la Haye un Bureau international appelé

à servir de greffe à la Cour permanente d'arbitrage, a été accueillie avec la plus vive sympathie.

Le Comité a estimé qu'il était possible de centraliser à la Haye, comme dans un riche dépôt, les documents les plus importants concernant le fonctionnement de toutes les juridictions arbitrales, générales ou spéciales.

Deux dispositions proposées par MM. Asser, délégué des Pays-Bas, et de Martens, délégué de la Russie, — et formant les deux derniers paragraphes de l'article 22, — ont été adoptées dans ce but par le Comité.

Les archives du Bureau international de la Haye, ainsi développées, présenteront la plus haute importance et la plus grande utilité.

M. Rolin a demandé que les mots „certifiée conforme“ fussent ajoutés au mot „copie“ du paragraphe 4. Cette proposition a été accueillie.

La délégation américaine a insisté pour obtenir des mesures larges dans l'ordre de la communication, sous toutes ses formes, des pièces dont le greffe de la Cour a le dépôt et la garde. Le Comité a estimé qu'il y avait lieu de tenir compte, avant tout, dans l'espèce, des droits des Etats intéressés. Dans ces limites, il a pensé que les dispositions générales de l'article 22 et les règlements à porter en vertu de ces dispositions, permettraient de donner toute satisfaction légitime au désir exprimé par la délégation américaine.

Article 23.

Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par Elle du présent Acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

La disposition fondamentale de cet article répond encore exactement à la proposition consignée dans l'article 3 du projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefote. Chaque Puissance désigne un nombre égal d'arbitres et les personnes ainsi désignées sont inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste générale.

Voici les modifications adoptées par le Comité:

Dans le projet primitif, chaque Etat désignait deux arbitres. Sur la proposition de M. le Dr. Zorn, délégué de l'Allemagne, ce nombre a été porté à quatre. Il sera plus facile, dans ces conditions, aux Etats

qui le désireront, de diversifier la compétence des membres de leur délégation arbitrale.

L'extension du nombre des arbitres à désigner par les Etats a cependant été regrettée par beaucoup de membres qui ont signalé les inconvénients pratiques de cette disposition à de multiples points de vue. M. le Comte de Macedo a même pris l'initiative d'un retour au chiffre initial. Le nombre de quatre arbitres a été finalement accepté à titre transactionnel et de conciliation.

Le projet primitif ne fixait pas de limite précise à la durée du mandat des arbitres. Le Comité a cru qu'il y avait lieu d'adopter le terme de six ans, en stipulant que le mandat peut être renouvelé.

Il est admis que deux Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres de la Cour et que la même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Ces dispositions, proposées par le rapporteur, sont empruntées au Projet de la Conférence interparlementaire de Bruxelles.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination. Il a été entendu que le mot „retraite“ est pris dans un sens large pour indiquer toutes les éventualités qui peuvent se présenter.

M. Stancioff a tenu à constater qu'aucune restriction n'est apportée, du chef de la nationalité, à la liberté des Puissances concernant le choix des arbitres.

Article 24.

Lorsque les Puissances signataires veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre Elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal compétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord immédiat des

- *Parties, il est procédé de la manière suivante:*

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Tribunal étant ainsi composé, les Parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays, jouissent des priviléges et immunités diplomatiques.

Cet article correspond au premier alinéa de l'article 4 du projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefote. Il modifie un peu la procédure adoptée par ce projet pour arriver à saisir la Cour de la contestation qui lui sera soumise. D'après le projet primitif, les Puissances qui désiraient avoir recours au tribunal, notifiaient leur intention au secrétaire du Bureau inter-

national. Le secrétaire leur transmettait la liste des membres de la Cour, et les Puissances procédaient ensuite à la formation du tribunal arbitral appelé à statuer.

Il a paru préférable d'adopter les règles suivantes:

Toute modification à la liste des membres de la Cour est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances: l'article 23, § 3 a pourvu à cette exigence.

C'est dans la liste générale, ainsi tenue à jour, que doit se faire le choix des arbitres, lorsque les Puissances veulent s'adresser à la Cour pour le règlement d'un différend survenu entre elles.

Le tribunal arbitral peut être constitué d'emblée par l'accord des Parties. Dans ce cas, point de difficulté.

Mais il est fort important de prévoir le cas où pareille entente n'intervient pas, et de déterminer, pour cette éventualité, un mode facile et sûr de formation du tribunal arbitral.

Une première règle paraît naturellement indiquée: c'est la nomination par chaque Partie d'un nombre égal d'arbitres et la désignation, par l'ensemble de ces derniers, d'un surarbitre dont la fonction est capitale dans les cas de partage qui sont en perspective.

Cette règle est bonne, mais incomplète, car elle ne prévoit pas le cas où l'accord ne s'établit point quant au choix direct du surarbitre. De là, l'importance d'une seconde règle complémentaire de la première, substituant au choix direct le choix confié à une Puissance tierce désignée de commun accord.

Cette règle est encore excellente, mais elle peut être à son tour insuffisante. Elle le devient chaque fois que les Parties ne peuvent s'accorder sur le choix unique de la Puissance tierce. De là, la nécessité d'une troisième règle d'un caractère subsidiaire à son tour.

M. Lammasch a proposé de confier aux chefs des Etats neutres le choix du surarbitre.

Le Comité a été d'accord avec la délégation russe pour admettre que la mesure la plus pratique à adopter ici est la désignation par chaque Partie intéressée d'une Puissance différente, avec délégation aux Puissances ainsi désignées du pouvoir de nommer de concert le surarbitre.

Ce procédé correspond, dans l'ordre de l'arbitrage, au procédé adopté pour la médiation spéciale, sur la proposition de M. Holls. Sans être théoriquement parfait, il semble de nature à répondre à toutes les éventualités qu'il convient pratiquement de prévoir.

Ces règles sont les mêmes que celles que nous retrouverons dans le chapitre de la procédure arbitrale.

M. le baron de Bildt a proposé d'accorder aux Puissances un certain droit de récusation éventuel en ce qui concerne le surarbitre nommé par les arbitres qui ont été désignés en première ligne. Il a déposé dans ce but l'amendement suivant:

„Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

„Leur choix devra cependant être soumis à l'approbation des Parties, qui ont, l'une aussi bien que l'autre, le droit de le récuser sans en donner les motifs.

„Dans ce dernier cas, ou en cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.“

La consécration positive de ce système a paru de nature à présenter des inconvénients. Elle n'a pas été jugée nécessaire par le Comité pour sauvegarder en pratique le droit des Parties en litige.

MM. Asser et Holls ont cependant insisté sur ce point que, jusqu'à la constitution du Tribunal, les arbitres doivent être considérés comme les mandataires de leurs Gouvernements respectifs. M. le baron de Bildt s'est rallié de son côté à cette interprétation.

La proposition d'accorder aux membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions, la jouissance des priviléges et immunités diplomatiques, a été considérée comme une heureuse adjonction au projet primitif. Elle met en relief la haute situation des membres de la Cour et ne peut que contribuer à relever le prestige qui doit les entourer.

M. le comte de Grelle Rogier, délégué de la Belgique, appuyé par M. le Jonkheer van Karnebeek, a demandé que la portée de cette disposition fût nettement précisée. A cet effet, il a été déclaré qu'il s'agissait de l'exercice des fonctions effectives d'arbitre, et que la jouissance des priviléges et immunités diplomatiques n'était reconnue aux membres du Tribunal arbitral qu'en dehors de leur pays. Ce dernier point a été visé par le texte.

S. E. Sir Julian Pauncefote a estimé que les immunités diplomatiques peuvent être accordées aux arbitres qui, après leur nomination, se rendent au siège de la Cour et qui rentrent ensuite dans leur pays. Ce point a été considéré comme se rattachant aux pratiques de la courtoisie internationale.

Article 25.

Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à la Haye.

Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Cet article, qui correspond au paragraphe 2 de l'article 4 du projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefote, fixe à la Haye le siège ordinaire du Tribunal arbitral et permet à celui-ci de siéger ailleurs avec l'assentiment des Parties en litige. Il autorise même, en cas de force majeure, le Tribunal à procéder à un changement de siège.

Le projet primitif donnait au Tribunal la faculté de changer son siège „selon les circonstances et sa convenance ou celle des Parties en litige“. Il a paru nécessaire de ne pas désintéresser aussi complètement les Parties de la question du changement de siège et d'admettre, dans cet ordre, la règle de leur assentiment.

Cet article a été mis en concordance avec l'article 36, relatif au siège des Tribunaux d'arbitres en général.

Article 26.

Le Bureau international de la Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les conditions prescrites par les Règlements, aux litiges existant entre des Puissances non signataires ou entre des Puissances signataires et des Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction.

Le premier alinéa de cet article est nouveau. Il a été proposé par Son Exc. Sir Julian Pauncefote et par M. Asser, en vue de permettre aux Puissances qui constitueraient des juridictions spéciales, de profiter, si cela leur agrée, des locaux installés et de l'organisation fonctionnant à la Haye.

Les Puissances non signataires de la présente Convention ne jouiront pas de la même faveur, lorsqu'elles établiront des juridictions particulières. Mais l'accès à la juridiction de la Cour permanente d'arbitrage peut leur être ouvert. Le projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefote prévoyait déjà ce cas d'une manière générale. Il a été précisé par un amendement de M. Renault, dans les termes suivants: „La juridiction de la Cour permanente peut être étendue aux contestations entre Puissances non signataires et entre Puissances signataires et Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction.“

M. Renault a estimé qu'il conviendrait de laisser, dans cet ordre, au Conseil permanent toute latitude pour établir des tarifs s'il le juge à propos. S. E. le comte Nigra a exprimé l'avis qu'il fallait laisser ouverte aussi large que possible la porte à la juridiction arbitrale.

Article 27.

Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente ne peuvent être considrés que comme actes de bons offices.

Cette disposition est due à l'initiative de la délégation française. Elle a été accueillie avec une sympathie marquée par tous les membres du Comité.

Les obstacles qui peuvent, dans bien des cas, s'opposer à ce que deux Puissances entre lesquelles a surgi un dissensément grave, recourent à l'arbitrage, sont considérables dans l'état actuel de l'opinion. Or, il importe au plus haut point, dans l'intérêt de la paix, d'aplanir les voies à un recours aussi désirable qu'il est, dans certains cas, difficile.

Si la Conférence veut faire une œuvre féconde en heureux résultats, elle doit envisager ce côté pratique du problème de la paix.

Est-il possible d'investir, à ce point de vue, le Bureau de la Haye d'un mandat international nettement déterminé, tendant à rappeler aux Puissances qui se trouveraient, à un moment donné, en conflit aigu, les dispositions de la présente Convention et l'accès toujours ouvert à tous de la Cour permanente?

M. le baron d'Estournelles de Constant a insisté particulièrement sur cette idée, qu'il y a là plus qu'un droit à exercer, qu'il y a un devoir à remplir, devoir dont l'accomplissement peut seul donner à l'Acte de la Haye toute sa valeur morale et toute son efficacité. Il a en conséquence proposé au Comité d'adopter la disposition suivante:

„Les Puissances signataires, considérant comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte, donnent mandat au secrétaire général du Bureau de se mettre, le cas échéant, à la disposition de chacune des Parties intéressées, en s'adressant par écrit à leurs représentants dans les Pays-Bas.

L'exercice de ce mandat ne pourra pas être considéré comme un acte non amical.“

Cette proposition avait l'avantage de créer un mécanisme opérant en quelque sorte de lui-même et dont le fonctionnement modeste mais sûr paraissait de nature à produire le résultat désiré, sans offusquer les Etats en conflit.

Elle offrait, à d'autres points de vue, des inconvénients tels, que le Comité, non sans regret, a cru devoir y renoncer.

L'idée de confier un mandat international, dans cet ordre, aux Puissances „neutres par principe“ a donné lieu également à de graves objections.

En signalant les motifs qui pouvaient recommander la proposition de M. le baron d'Estournelles de Constant, M. le Président Léon Bourgeois avait fait remarquer la possibilité d'atteindre encore le même but par un autre moyen: une application, dans des conditions particulières, du droit d'offrir les bons offices, consacré par l'article 3 du présent Acte. Il a insisté spécialement, lui aussi, sur l'importance d'attacher à l'action dans cet ordre, le caractère d'un devoir.

Cette proposition constituait un nouveau développement du principe formulé dès le début des travaux du Comité par Son Exc. le comte Nigra, principe qui, dans le projet de M. le premier délégué de l'Italie, devait s'étendre non seulement à la médiation, mais aussi à l'arbitrage.

Le Comité, malgré certaines appréhensions formulées au début, s'est rallié unanimement à la proposition qui lui était faite et celle-ci a trouvé son expression dans l'article 27. Le Comité a pensé, qu'en présence d'un but si important à atteindre, il fallait tenter un courageux effort dans une voie où il y a à remplir un rôle noblement utile et en rapport direct avec l'œuvre poursuivie par toutes les Puissances à la Conférence de la Haye.

La discussion de l'article 27 au sein de la Commission a donné lieu à un débat d'une ampleur particulière et d'une élévation tout à fait remarquable.

M. Beldiman et M. Veljkovitch ont proposé de substituer aux termes „les Puissances considèrent comme un devoir“ cette expression: „Les Puissances jugent utile“.

M. Beldiman a présenté cet amendement comme se rattachant au principe de l'arbitrage facultatif auquel s'est arrêté son Gouvernement.

M. Veljkovitch, en affirmant les sympathies de son Gouvernement pour le principe de l'arbitrage obligatoire, a représenté la disposition nouvelle comme inutile en présence des articles 1 et 3, comme touchant à des points si délicats qu'ils devraient donner lieu à des réserves, comme d'une application inégale enfin pour les grandes et pour les petites Puissances.

M. le baron d'Estournelles de Constant a rappelé la nécessité de proclamer que les Etats ont, dans cet ordre, non seulement des droits, mais des devoirs.

S. E. le comte Nigra a tenu à constater que la Conférence se compose des représentants de Gouvernements complètement égaux entre eux, qui disent d'une façon indépendante et qui sont réunis dans la seule pensée de faire une œuvre utile à la paix.

M. le Dr Zorn, après avoir rapporté les raisons pour lesquelles son Gouvernement a estimé ne pouvoir se rallier aux propositions concernant l'arbitrage obligatoire, a déclaré que l'Allemagne veut faire tous ses efforts pour la paix, et que, dans cette pensée, elle n'a rien à objecter contre l'article 27.

M. Odier a fait observer qu'à une ère nouvelle correspondent des devoirs nouveaux et que les neutres doivent être de nos jours, suivant un expression nouvelle, „paciférants“.

M. Holls a fait ressortir à son tour l'importance de l'affirmation d'un devoir moral des Etats comme corollaire de la solidarité qui unit les peuples.

M. Stancioff a estimé que, si l'on admet que c'est un devoir de rappeler l'existence de la Cour permanente, — et ce sera toujours un bienfait, — il importe d'indiquer aussi la manière de s'acquitter de ce devoir.

Précisant la portée de l'article 27, M. le Président Léon Bourgeois a constaté que „les conflits que vise l'article 27 sont bien ceux qui mettent la paix en péril“. „Quant à l'inquiétude exprimée par M. le délégué de la Serbie de voir une Puissance forte se servir de l'article 27 pour tenter une intervention abusive dans les affaires d'une Puissance plus faible, j'affirme simplement, a dit M. le Président, que, si une Puissance agissait ainsi, loin d'avoir le droit d'invoquer l'article 27, elle me paraîtrait agir absolument contre son but et contre son esprit. Pour nous, si cet

article pouvait avoir une telle conséquence, non seulement nous n'en aurions pas pris l'initiative, mais, s'il avait été présenté par d'autres, nous l'aurions énergiquement combattu et nous lui refuserions notre vote."

Déterminant ensuite l'utilité pratique de l'article 27, M. le Président a constaté „qu'il était nécessaire de rappeler pour l'arbitrage les principes inscrits dans l'article premier de la convention par lesquels les Puissances signataires s'engagent à faire tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des conflits internationaux".

Une première application de ces principes a été faite dans les articles concernant l'offre des bons offices et la médiation.

L'article 27 est une nouvelle application de ces mêmes principes.

„Mais il ne s'agit pas seulement de l'utilité pratique de cette disposition, a ajouté M. le Président. „Ce qui nous détermine à la défendre si énergiquement, c'est qu'elle nous paraît avoir une utilité morale dont chaque jour qui s'écoulera après la fin de nos travaux fera mieux comprendre la grandeur."

L'utilité morale des dispositions de l'article 27 est tout entière dans ce fait, qu'un devoir commun, pour le maintien de la paix entre les hommes, est reconnu et affirmé entre les nations. Croyez-vous que ce soit peu de chose que, dans cette Conférence, c'est-à-dire non pas dans une réunion de théoriciens et de philosophes, discutant librement et sous leur seule responsabilité personnelle, mais dans une Assemblée où sont officiellement représentés les Gouvernements de presque toutes les nations civilisées, l'existence de ce devoir international ait été proclamée et que la notion de ce devoir, désormais introduite pour toujours dans la conscience des peuples, s'impose dans l'avenir aux actes des Gouvernements et des nations?"

„Les institutions internationales comme celle-ci", a dit en terminant M. le Président, „seront la garantie des faibles contre les forts. Dans les conflits de la force, quand il s'agit de mettre en ligne les soldats de chair et d'acier, il y a des grands et des petits, des faibles et des forts. Quand, dans les deux plateaux de la balance, il s'agit de jeter des épées, l'une peut être plus lourde et l'autre plus légère. Mais, lorsqu'il s'agit d'y jeter les idées et les droits, l'inégalité cesse et les droits du plus petit et du plus faible pèsent dans la balance d'un poids égal au poids des plus grands.

„C'est ce sentiment qui nous a dicté notre œuvre et c'est aux faibles surtout que nous avons pensé en la poursuivant."

„Puissent-ils comprendre notre pensée et répondre à notre espérance en s'associant aux efforts tentés pour régler de plus en plus par le droit l'avenir de l'humanité!"

A la suite de ces paroles, saluées par les applaudissements prolongés de l'assemblée, le maintien intégral de l'article 27 a été décidé d'une voix unanime.

Article 28.

Un Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la Haye et du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surger touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions délibérément convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communiquera sans délai aux Puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

Le projet primitif prévoyait la nomination, par le Gouvernement du pays choisi comme siège de la cour, d'un Conseil d'administration permanent composé de cinq membres et d'un secrétaire, avec la mission d'établir et d'organiser le Bureau international ainsi que de régler les questions concernant le fonctionnement de la Cour.

Pendant les débats, S. E. Sir Julian Pauncefote a proposé de substituer à ce rouage, dont les avantages étaient discutés, un autre Conseil permanent composé des représentants diplomatiques les Puissances signataires résidant à la Haye, sous la présidence effective du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Cette excellente modification a recueilli l'assentiment général.

Sur la proposition de M. le baron de Bildt, les mots „résidant à la Haye“ ont été remplacés par les mots plus larges „accrédités à la Haye.“ Il est d'ailleurs convenu que les diplomates non résidents devront s'entendre avec le Conseil permanent de manière que toutes les communications — et spécialement les convocations — puissent leur être adressées à la Haye.

La plupart des dispositions organiques primitives ont été appliquées au Conseil nouveau. Il a été chargé en outre de notifier aux Puissances la constitution de la Cour et de pourvoir à l'installation de celle-ci.

Les dispositions proposées dans cet ordre ne peuvent que relever encore la haute dignité de la Cour permanente d'arbitrage. Elles donneront à la représentation diplomatique des Puissances à la Haye une autorité et un prestige particuliers.

Sur la proposition de Son Exc. le comte Welsersheimb, le caractère essentiellement administratif du Conseil a été précisé, notamment en ce qui concerne ses attributions relatives au fonctionnement de la Cour.

Le Conseil lui-même portera le titre de „Conseil administratif permanent“.

La communication aux Puissances des règlements adoptés par le Conseil a été prévue, sans que cette communication ait pour conséquence de subordonner ces règlements à l'approbation de chaque Puissance.

Il a été également entendu que le Conseil permanent serait constitué le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Article 29.

Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Les règles de répartition admises par tous les Etats, en ce qui concerne les frais du Bureau international de l'Union postale universelle, ont été jugées équitables et appliquées depuis lors, à diverses reprises, dans des conventions similaires.

Il a paru au Comité que la meilleure solution à admettre ici était d'adopter purement et simplement ces règles, dont l'application ne donne lieu à aucune difficulté.

Chapitre III. De la procédure arbitrale.

Il n'existe pas actuellement de règles juridiques générales, acceptées de concert par les Etats, en matière de procédure arbitrale. De là des lenteurs, des incertitudes, des embarras nuisibles à la bonne et prompte expédition des affaires soumises aux arbitres.

Chaque compromis particulier peut sans doute pourvoir dans une certaine mesure à cette lacune, et l'histoire des arbitrages internationaux nous fait connaître de nombreuses dispositions portées, en effet, dans ce but. Il n'en est pas moins vrai qu'à mesure que se multiplient les cas de recours effectif à l'arbitrage, à mesure que se développent les stipulations compromissoires dans les traités, le manque de règles fondamentales communes concernant la procédure à suivre par les arbitres produit des conséquences de plus en plus dommageables.

L'Institut de droit international a, depuis longtemps, pris les devants dans cette voie. Après avoir élaboré à Genève, en 1874, un Projet de règlement pour la procédure arbitrale, il a définitivement adopté ce projet à la Haye, le 28 avril 1875, en lui donnant pour préambule la note suivante:

„L'Institut, désirant que le recours à l'arbitrage pour la solution des conflits internationaux soit de plus en plus pratiqué par les peuples civilisés, espère concourir utilement à la réalisation de ce progrès en

proposant, pour les tribunaux arbitraux, le règlement éventuel suivant. Il le recommande à l'adoption entière ou partielle des Etats qui concluraient des compromis."

L'œuvre très remarquable de l'Institut a été complétée depuis par d'autres travaux émanés de juriconsultes éminents. Elle a été fécondée par la pratique des nombreux arbitrages internationaux intervenus dans ce dernier quart de siècle. On peut aujourd'hui, en puisant à la double source de la science et de l'expérience, recueillir un ensemble de règles relatives à l'instruction et au jugement des affaires arbitrales, qui paraissent mériter une approbation générale.

De telles règles doivent se borner à des points fondamentaux. Elles ne pourraient être trop détaillées sans constituer un embarras et un danger. Mais dans les justes limites où il convient de les admettre, elles peuvent rendre d'importants services aux juridictions arbitrales appelées souvent à fonctionner d'une manière improvisée. Elles pourront servir de règlement type auquel il sera expédient de se rapporter. Elles pourront aider à combler les lacunes des compromis, qui ne formulent ordinairement que des règles rares et fort incomplètes. Comme elles conserveront d'ailleurs, "en toutes circonstances, leur caractère de règles auxiliaires, la volonté des Parties litigantes pourra toujours les dominer, les modifier, s'en affranchir. Elles ne régiront les points dont elles s'occupent que pour le cas et dans la mesure où les Etats n'auront point disposé autrement.

Dans l'élaboration de ces règles, le Comité a pris pour guide le projet de Code d'arbitrage communiqué à la Conférence par la délégation russe. (Annexe A, IV.) Rédigé par des hommes d'une compétence particulière et spécialement par un juriconsulte en qui nous saluons tous une illustration de l'arbitrage international, ce code ne pouvait manquer de porter le cachet d'une sage expérience. Les dispositions qu'il renferme se rapprochent beaucoup, à certains égards, des Rules of procedure adoptées par le tribunal siégeant actuellement à Paris, sous la présidence de M. de Martens, pour le règlement des litiges entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla. (Annexe A, V.)

Article 30.

En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Cet article correspond à l'article 13 des propositions russes. Cette dernière disposition s'occupait de la procédure arbitrale dans le but de signaler le double caractère des règles proposées dans cet ordre:

Règles auxiliaires de nature à faciliter le recours à l'arbitrage et son application.

Règles facultatives d'autre part, en ce sens, qu'elles peuvent toujours être modifiées d'un commun accord par les Parties en litige.

L'article 19 attribue ces deux mêmes caractères aux règles organiques de la procédure arbitrale qui forment le chapitre III du présent Acte.

Article 31.

Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

La Convention d'arbitrage international est un accord entre les Etats pour le règlement juridique, par des juges de leur choix, de litiges internationaux actuels ou éventuels.

Cette convention implique la détermination suffisante, d'une part, des litiges relevant de la justice arbitrale, d'autre part, de la juridiction appelée à statuer sur ces litiges.

Les litiges éventuels sont déterminés suffisamment par l'indication de leur espèce.

La juridiction arbitrale est suffisamment déterminée par l'indication du procédé suivant lequel elle sera formée.

Les Parties qui concluent une convention d'arbitrage pour des litiges éventuels, peuvent se réservé de préciser, par convention spéciale ultérieure, pour chaque cas de recours effectif à l'arbitrage, les points sur lesquels porte la contestation ainsi que la compétence reconnue aux arbitres.

Elles peuvent aussi se réservé de prendre les dernières dispositions nécessaires pour arriver à la nomination des arbitres.

Lorsque les Parties concluent un compromis proprement dit, en d'autres termes, lorsqu'elles conviennent de régler par arbitrage une contestation existante, elles ont le devoir de déterminer d'une manière précise, dans leur convention, les points déférés au jugement des arbitres et la constitution ou le mode de constitution de la juridiction appelée à statuer.

Les premières règles générales de procédure dont l'adoption est proposée aux Etats, visent, dans deux articles distincts, ces deux éléments du compromis.

Pour déterminer le premier élément que doit préciser le compromis sous peine de manquer de base, l'article 2 du projet de Code d'arbitrage se servait des termes suivants: „les questions soumises à la décision des arbitres et l'ensemble des faits et des points de droit qui s'y rattachent“.

La dernière partie de cette formule a été critiquée par M. Asser. On ne peut exiger notamment que le compromis spécifie „l'ensemble des faits qui se rattachent aux questions soumises à la décision des arbitres“. Il semble en effet qu'il eût été préférable de dire „les points de droit et de fait soumis à la décision des arbitres.“ Le Comité a cru pouvoir employer comme formule plus satisfaisante encore, les termes suivants: „l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs déférés aux arbitres“.

Il s'est ainsi rapproché des dispositions contenues dans l'article 2 du traité d'arbitrage général italo-argentin du 23 juillet 1898.

La seconde partie de l'article 31, déclarant que „dans le compromis se trouve confirmé l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi

à la sentence arbitrale“, a paru peu explicable en présence des articles 17 et 18 du projet, où il est dit que la convention d’arbitrage, conclue pour des contestations nées, implique ce même engagement.

Le Comité a estimé qu’il y avait lieu d’adopter à l’article 31 les mêmes termes qu’à l’article 18. Il a, en conséquence, admis la rédaction suivante: „Cet acte implique l’engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.“

Article 32.

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d’arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

L’article 32 a une importance considérable parce qu'il s'attache surtout à déterminer le meilleur mode de formation du Tribunal arbitral, lorsque celui-ci se compose de plusieurs arbitres et n'est pas constitué d'emblée et de toutes pièces au début.

Le choix des arbitres relève avant tout des Puissances intéressées.

La désignation d'un arbitre unique, si l'affaire est importante, présente une gravité exceptionnelle: il convient, en effet, d'observer que la sentence à intervenir ne peut, suivant la pratique actuelle, être frappée d'appel.

Lorsque les Parties préfèrent à un juge unique, un collège d'arbitres, elles peuvent s'entendre pour arriver d'emblée à la constitution complète du tribunal arbitral. Ce procédé prévient toute difficulté ultérieure. Mais, à défaut de constitution du tribunal par l'accord immédiat des Parties, il y a lieu de déterminer un mode normal de formation de la juridiction arbitrale. L'article 32 pourvoit à cette exigence. Les règles adoptées par cet article sont semblables à celles que nous avons indiquées à l'article 24. Nous en avons déjà signalé l'économie.

Article 33.

Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Lorsque l'arbitre choisi est un Chef d'Etat, des raisons de haute convenance ne permettent pas de prévoir une autre procédure que celle qui résulte de sa souveraine détermination. Ce principe est consacré par l'article 33.

Article 34.

Le surarbitre est de droit président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Il a paru nécessaire de résoudre d'une manière complète et dans une disposition particulière, la question de l'attribution des fonctions présidentielles.

Lorsqu'il y a dans le tribunal un surarbitre, il importe de lui réservier la présidence de jure.

Dans le cas contraire, il convient de laisser au tribunal même le soin de faire son choix.

L'article 34 consacre cette double règle.

A propos de cet article, M. Papiniu, délégué de la Roumanie, a appelé l'attention de la Commission sur les difficultés auxquelles peuvent donner lieu soit la formation d'un tribunal au moyen d'un nombre pair d'arbitres, soit les circonstances qui amènent accidentellement cette situation, au moment de rendre la sentence.

La Commission a reconnu toute l'importance qu'il faut attacher à l'organisation de tribunaux composés d'un nombre impair d'arbitres, comme le prévoit d'ailleurs le système général adopté par la présente Convention.

Article 35.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

La question de l'effet qu'il y a lieu d'attacher au décès, au désistement ou à l'empêchement, pour quelque cause particulière, d'un arbitre, a été vivement controversée au sein du Comité.

Le projet russe se prononçait pour l'affirmation, dans ce cas, du compromis entier, à moins de disposition contraire stipulée d'avance par les Parties.

On a fait valoir, en faveur de cette solution, cette considération que la désignation des arbitres se rattache intimement à une question de confiance personnelle. On a invoqué cet argument de droit que, le mandataire disparaissant, le mandat ne subsistait plus. On a allégué la nécessité d'assurer les plus grandes garanties aux Etats qui s'engagent dans la voie de l'arbitrage.

Suivant une autre opinion, il conviendrait tout au moins de faire prévaloir la règle proposée par la délégation russe, en cas de décès, de désistement ou d'empêchement du surarbitre, à cause du rôle particulièrement important de ce dernier dans le fonctionnement des juridictions arbitrales.

Ces considérations n'ont point prévalu.

On a signalé l'importance d'assurer au compromis son existence et ses effets, en le mettant, autant que possible, à l'abri des conséquences

extrêmes de circonstances accidentielles. Lorsque deux Gouvernements sont arrivés à se mettre d'accord pour constituer un arbitrage, il y a grand intérêt à empêcher qu'un accident fortuit ne réduise à néant tout le fruit de leurs efforts.

On a fait observer, d'autre part, qu'en exigeant qu'il fût pourvu au remplacement du premier arbitre selon le mode fixé pour sa nomination, on conservait en fait les garanties primitivement établies.

L'opinion fondée sur ces derniers arguments a été finalement adoptée par le Comité comme consacrant en règle ce qui est favorable au maintien de l'arbitrage. Les Parties gardent toute liberté de stipuler, si elles le préfèrent, l'infirmation éventuelle du compromis.

Article 36.

Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation, le Tribunal siège à la Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

La question du siège du tribunal peut avoir une grande importance à divers points de vue, pour les Parties en litige. Il importe avant tout de leur laisser le choix à cet égard.

Il n'est pas davantage à présumer qu'elles consentent à se désintéresser complètement en ce qui regarde un changement de siège.

C'est pourquoi l'article 36 stipule que leur assentiment commun est, dans ce cas encore, nécessaire, sauf le cas de force majeure.

Si rien n'est prévu par les Parties, le siège de la Cour permanente d'arbitrage semble être le mieux désigné pour obtenir la préférence.

L'article 36 traduit en règle ces observations pratiques.

Remarquons que, lorsqu'il s'agit de la Cour permanente, l'article 25 fixe la Haye comme siège ordinaire et en ordre principal.

Article 37.

Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre Elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal des conseils ou avocats nommés par Elles à cet effet.

Les délégués ou agents spéciaux des Parties jouent un rôle capital dans la procédure arbitrale: ils sont les intermédiaires entre les Parties et le Tribunal.

L'article 13 du règlement de l'Institut de droit international s'exprime comme suit: „Chacune des Parties pourra constituer un ou plusieurs représentants auprès du Tribunal arbitral.“

L'institution de semblables représentants se retrouve partout dans la pratique.

L'article 37 la consacre en faisant la distinction entre ces agents principaux, officiels, et les conseils et avocats qui sont, dans des conditions différentes, d'autres auxiliaires de la justice arbitrale.

M. Seth Low a appelé l'attention de la Commission sur les questions d'incompatibilité qui peuvent se présenter en ce qui concerne les fonctions de membre de la Cour permanente et les fonctions d'agent spécial ou d'avocat auprès de cette Cour. Le Comité, à qui l'examen de cette question a été renvoyé, a exprimé l'avis qu'aucun membre de la Cour ne peut, durant l'exercice de ses fonctions comme membre d'un Tribunal arbitral, accepter le mandat d'agent spécial ou d'avocat devant un autre Tribunal arbitral. Le Comité n'a pas cru pouvoir aller plus loin dans la voie des incompatibilités applicables pour tous les Etats.

A la demande de M. Affer, il a été constaté que l'expression „Tribunal arbitral“ ne désignait qu'un tribunal formé au sein de la Cour permanente d'arbitrage.

S. E. Sir Julian Pauncefote, M. Lammash et M. Holls ont estimé qu'il était important d'établir une incompatibilité générale entre les fonctions de membre de la Cour permanente et celle d'agent spécial ou d'avocat près cette Cour, en faisant exception seulement pour le cas où il s'agit, pour un membre de la Cour, de représenter comme avocat ou agent spécial le pays qui l'a nommé.

Article 38.

Le Tribunal décide du choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Il peut être indispensable, pour éviter de multiples difficultés, et dans certains cas pour rendre possible aux arbitres l'accomplissement de leur mission, de régler la question des langues dont l'usage sera autorisé devant la juridiction arbitrale.

Il doit appartenir au Tribunal de prendre à cet égard les mesures qu'il juge nécessaires: c'est ce que décide formellement l'article 38.

Un amendement proposé par M. le premier délégué de l'Italie a complété la disposition primitivement votée par le Comité en autorisant le Tribunal à décider du choix des langues dont il fera lui-même usage, notamment dans la sentence à rendre.

Article 39.

La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes: l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la Partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 49.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

La procédure antérieure au jugement comprend généralement deux phases qu'il convient de distinguer: l'instruction et les débats.

L'une est toujours indispensable; l'autre est ordinairement un complément nécessaire de la première.

Des conséquences importantes sont attachées à la clôture de l'instruction.

Le projet russe désignait ces deux périodes de la procédure arbitrale par ces mots: „phase préliminaire et phase définitive“.

Article 40.

Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre Partie.

Le Comité a estimé qu'il importait de consacrer d'une manière absolue, dans un article spécial, cette règle de procédure judiciaire; „Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre Partie.“

Il y a là une garantie de premier ordre dont la consécration trouve sa place naturelle dans le Code général de la procédure arbitrale.

Article 41.

Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

L'article 41, après avoir confié la direction des débats au Président, s'occupe de la publicité éventuelle des débats et de leur consignation dans des procès-verbaux authentiques.

En ce qui concerne le premier point, il n'a pas semblé possible d'ériger en règle le principe de la publicité. La publicité n'est pas cependant interdite. Elle est subordonnée à une double condition: une décision du Tribunal sur ce point et le consentement des Parties. Admise dans ces limites, la publicité ne présente aucun des inconvénients que pourrait offrir l'application d'une mesure plus large dans la procédure arbitrale internationale.

Touchant le second point, la pratique a démontré la nécessité de n'attacher un caractère authentique qu'aux procès-verbaux rédigés par des secrétaires nommés par le président du Tribunal.

Article 42.

L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écartier du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

La loyauté des discussions, non moins que les nécessités générales de la procédure judiciaire, exigent qu'après la clôture de l'instruction, le

Tribunal ait, dans une certaine mesure, le pouvoir de refuser de prendre connaissance d'actes et documents tardivement présentés.

Le Comité a considéré cependant la règle contenue dans l'article 12 du projet russe comme trop absolue. Il a estimé que le droit du Tribunal ne devait pouvoir s'exercer qu'à l'égard des actes et documents nouveaux que les représentants de l'une des Parties voudraient soumettre au Tribunal sans le consentement de l'autre Partie. Il n'a point paru admissible que le Tribunal pût sacrifier un moyen d'arriver à la vérité, loyalement accepté par la Partie adverse. Même dans les limites où le droit du Tribunal est reconnu, la forclusion apparaît comme une mesure grave qui ne doit être prise qu'à bon escient.

Article 43.

Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse.

La liberté pour le Tribunal de prendre en considération les actes ou documents dont les agents ou les conseils des Parties en litige ont fait usage dans leurs explications devant la justice arbitrale, doit manifestement demeurer entière.

Le droit pour le Tribunal de requérir la production de ces actes ou documents paraît également incontestable.

Le projet russe reconnaissait simplement au Tribunal le droit de donner connaissance de ces pièces à la partie adverse. Le Comité a estimé que ce n'était pas une faculté qu'il fallait consacrer dans ce cas, mais une obligation.

Le texte du projet russe a été modifié dans ce sens.

Article 44.

Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des Parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le Tribunal en prend acte.

Dans l'ordre des pouvoirs à reconnaître à la juridiction arbitrale, en vue d'arriver à la vérité, le projet russe admettait le droit pour le Tribunal „de requérir des agents des Parties la présentation de tous actes ou explications dont il aura besoin“.

Le Comité a pensé que la consécration, sans réserve, de ce droit n'était pas admissible, et qu'il pouvait y avoir des refus légitimes. Le Tribunal prend acte de pareils refus, mais il ne doit pas pouvoir aller au delà.

Cette réserve nécessaire est nettement indiquée dans l'article 44.

Article 45.

Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

L'article 45 ne peut donner lieu à aucune difficulté; il consacre les droits éventuels de la défense dans les débats ouverts devant la juridiction arbitrale.

Il est, aux termes près, la reproduction de la disposition contenue dans le projet russe.

Article 46.

Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

L'article 46 reproduit encore, sauf rédaction plus précise, une disposition empruntée au projet russe.

Il concerne les exceptions et les incidents de procédure qui peuvent être soulevés devant la juridiction arbitrale internationale, comme devant les tribunaux nationaux.

Les droits des Parties en litige doivent être sauvegardés dans cet ordre, mais il importe d'autre part que les décisions de la justice arbitrale sur de tels points tranchent définitivement les difficultés.

L'article 46 satisfait à cette double exigence.

Article 47.

Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

L'article 47 renferme une disposition si naturelle qu'elle semble, à première vue, peu nécessaire. Elle offre cependant une importance pratique qui a été fort bien mise en lumière, au sein du Comité, par M. de Martens.

Pour que le droit d'investigation et de contrôle des membres du Tribunal puisse s'exercer efficacement, il faut que les arbitres soient, dans les questions qu'ils croient devoir poser et dans les observations qu'ils jugent devoir faire, à l'abri des interprétations que l'on peut être porté à attacher trop facilement à des actes d'information qui peuvent être indispensables pour la découverte de la vérité.

A ce point de vue, il y a grande utilité, après avoir reconnu leur droit, de déclarer expressément que ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal au cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression de l'opinion du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Tel est le but et la raison d'être de l'article 47.

Article 48.

Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Il est nécessaire de reconnaître au Tribunal arbitral le droit de préciser la portée de ses pouvoirs par l'interprétation du compromis et des autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et par l'application des principes du droit international. Ne pas admettre cette solution, c'est placer le Tribunal dans les conditions d'une juridiction incapable de se mouvoir, et obligée de se dessaisir de la connaissance du litige, chaque fois qu'il peut plaire à une des Parties de soutenir, même contre l'évidence, que le Tribunal ne peut connaître de telle question.

Plus l'arbitrage revêtira le caractère d'une institution de droit international commun, plus le pouvoir d'appréciation des arbitres dans cet ordre apparaîtra comme lié à l'essence même de la fonction arbitrale et aux nécessités inhérentes à l'accomplissement de cette fonction.

Les Parties peuvent, à coup sûr, limiter comme elles l'entendent l'extension des pouvoirs des arbitres; elles peuvent soumettre l'exercice de ce pouvoir à telles réserves qu'elles jugent nécessaires ou opportunes. Elles peuvent, si cela leur agree, formuler les principes que les arbitres prendront pour guides dans leur décision. Mais il ne paraît pas possible de refuser aux arbitres le pouvoir d'apprécier, en cas de doute, les points qui rentrent ou ne rentrent pas dans leur compétence.

Tel est le principe consacré par l'article 48.

Le Rapporteur a demandé que l'article 48 fût complété par une disposition formulant les règles d'après lesquelles les arbitres doivent statuer. Ce point a été considéré comme ne rentrant pas, à proprement parler, dans la procédure arbitrale.

Article 49.

Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Les dispositions principales renfermées dans l'article 19 du projet russe et reprises dans l'article 49 du projet du Comité sont empruntées à l'article 15 du Règlement de l'Institut de droit international.

Elles concernent le droit de rendre des ordonnances de procédure sur la direction du procès et de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra présenter ses conclusions.

Il a semblé inutile de signaler, comme le faisait l'article 19 du projet russe, „le droit de statuer sur l'interprétation des documents produits et communiqués aux deux Parties“.

Mais on a pensé qu'il n'était pas sans importance d'insister sur le droit de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves. Sur ce point capital, il importe d'investir les arbitres des pouvoirs les plus étendus.

Article 50.

Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

L'article 50 concerne la clôture des débats et ne peut donner lieu à aucune difficulté. Il est la reproduction presque textuelle d'une disposition contenue dans le projet russe.

Article 51.

Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

L'article 51 s'occupe du délibéré, lequel a lieu à huis clos. D'après cet article, toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le projet russe n'exigeait que la majorité des membres présents, ce qui a semblé une garantie insuffisante.

Tout refus, de la part d'un membre, de prendre part au vote doit être constaté au procès-verbal.

Article 52.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur désaccord.

Le projet russe, en réglant divers points concernant la sentence, ne parlait pas de l'obligation, pour les arbitres, de motiver leur décision. Cette omission se rattachait à des considérations d'ordre pratique. L'obligation de motiver la sentence peut être d'un accomplissement délicat et particulièrement difficile pour les arbitres appartenant au pays contre lequel la décision est rendue.

Tout en reconnaissant la valeur de cette observation, le Comité, sur la proposition de M. le Dr Zorn, et après mûre délibération, s'est prononcé pour l'insertion dans l'article 52 de l'obligation de motiver la sentence arbitrale. Il y a là une garantie fondamentale à laquelle on ne peut renoncer. Il n'y a guère d'exemple de sentence arbitrale non motivée. L'obligation de motiver, sans être éludée, comporte d'ailleurs des degrés qui permettent d'obvier aux difficultés signalées.

L'obligation de motiver la sentence, discutée de nouveau au sein de la Commission, a été finalement maintenue en tenant compte de cette observation que la forme et la mesure de l'exécution de cette obligation comportent pratiquement une grande latitude.

M. Rolin a exprimé l'avis que l'on devait imposer aux arbitres l'obligation de motiver éventuellement les votes émis contrairement à l'opinion de la majorité. Mais on a fait observer que ce serait s'exposer

à avoir dans chaque affaire deux jugements et à porter le dissensément des arbitres devant l'opinion publique.

S. E. le comte Nigra a demandé que le Tribunal fût autorisé à fixer un délai d'exécution de la sentence. M. le Dr Zorn a combattu cette proposition. Il a été reconnu qu'il était préférable, à la fin de la discussion d'un projet communiqué aux divers Gouvernements, de ne pas se prononcer d'une manière absolue sur ce point nouveau, et S. E. le comte Nigra a déclaré ne pas insister sur sa proposition.

Article 53.

La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés.

L'article 53 concerne la lecture de la sentence en séance publique. „En présence des agents et conseils des Parties“, disait le Projet russe. „Ou eux dûment appelés“, ajoutait le projet du Comité.

„Les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés“. dit le texte définitivement adopté sur la proposition de M. Odier.

Article 54.

La sentence arbitrale, dûment prononcée notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

L'article 54, conforme, sauf détails de rédaction, à la disposition correspondante du projet russe, insiste sur le caractère décisif et sans appel de la sentence arbitrale.

Article 55.

Les Parties peuvent se réservé dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères précis par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de revision doit être formée.

La question de la revision de la sentence arbitrale a été vivement discutée au sein du Comité d'abord, puis dans l'assemblée générale de la Troisième Commission.

Le projet d'institution d'un Tribunal permanent d'arbitrage présenté par la délégation américaine s'exprimait comme suit dans son article 7 : „Toute Partie litigante qui aura soumis un cas au Tribunal international aura droit à une seconde audition de sa cause devant les mêmes juges,

pendant les trois mois qui suivent la notification de la sentence, si elle déclare pouvoir invoquer des témoignages nouveaux ou des questions de droit non soulevées et non tranchées lors de la première audition.“

La délégation américaine a proposé l'introduction de cette règle dans la procédure générale d'arbitrage sous telle forme qui serait jugée la meilleure.

Le principe de justice, sur lequel peut être fondée la revision, a été mis en lumière et reconnu. La nécessité de terminer définitivement les litiges déférés à la justice arbitrale et de ne pas ébranler l'autorité des sentences rendues par les arbitres a été, d'autre part, défendue.

Le Comité, sur la proposition de M. le Président Léon Bourgeois, a adopté, à la majorité des voix, une disposition inscrivant dans le Code général de procédure arbitrale la règle d'une revision limitée quant à la juridiction appelée à en connaître, quant aux faits qui peuvent la motiver et quant au délai dans lequel elle serait recevable.

La revision doit être demandée au tribunal qui a rendu la sentence.

Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal et de la Partie qui a demandé la revision.

Quant au délai dans lequel la demande de revision peut être accueillie, il a été fixé d'abord à trois mois, puis à six mois, sur la proposition de MM. Coraggioni d'Orelli et Rolin, délégués du Siam.

S. E. le comte Nigra a proposé d'adopter les dispositions de l'article 13 du récent traité d'arbitrage italo-argentin.

Une proposition transactionnelle a été faite, dans la suite, au Comité par M. Asser, délégué des Pays-Bas. Aux termes de cette proposition, les Parties peuvent se réservier, dans le compromis, de demander la revision de la sentence arbitrale, et en prévision de cette demande, la revision demeure organisée par le Code de procédure arbitrale dans les conditions antérieurement proposées.

Toutefois, il appartiendra au compromis de déterminer le délai dans lequel la demande de revision devra être faite. Cette dernière disposition, proposée par la délégation américaine, a été adoptée par la Commission en même temps que la proposition de M. Asser.

En ce qui concerne la question générale des causes de nullité de la sentence arbitrale, le projet russe renfermait la disposition suivante: „La sentence arbitrale est nulle en cas de compromis nul ou d'excès de pouvoir ou de corruption prouvée de l'un des arbitres.“ M. Asser a demandé de son côté si l'on ne pourrait trouver un pouvoir à qui incomberait la mission de déclarer nulle la sentence, afin de ne pas laisser cette appréciation si grave à l'arbitraire ou à l'initiative de l'Etat qui aura été condamné.

Le Comité s'est arrêté, dans l'examen de cette question, devant les inconvénients de prévoir des cas de nullité sans déterminer en même

temps qui sera juge d'apprécier ces cas. On a fait observer toutefois que la Cour permanente d'arbitrage pouvait mettre les Etats sur la voie d'une solution dans cet ordre.

Article 56.

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'Elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre Elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

La disposition renfermée dans l'article 56 est due à l'initiative de M. Asser.

Une question d'interprétation peut surgir entre deux Puissances à propos d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances. Lorsqu'il s'agit des conventions appelées „Unions universelles“ les Parties en litige ne représentent ordinairement qu'une très faible partie des contractants.

M. Asser a estimé qu'il était important de prévoir la notification du compromis par les Parties en litige aux autres Puissances, afin de mettre celles-ci en mesure d'intervenir au procès.

Lorsqu'Elles usent de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence devient également obligatoire pour elles.

M. Asser a formulé une proposition dans ce sens. Elle a été unanimement adoptée.

Article 57.

Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal.

La question des frais relatifs au fonctionnement de la justice arbitrale a été réglée conformément à la pratique actuelle.

Chaque Partie supporte, indépendamment de ses propres frais, une part égale des frais du Tribunal. Les honoraires des arbitres sont compris dans ces derniers frais.

Il y a des frais qui ne peuvent être déterminés dans chaque affaire que par le Tribunal. Pour d'autres, le Conseil administratif permanent pourra adopter au besoin des tarifs. La coutume contribuera à établir des règles dans cet ordre.

Dispositions générales.

La Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux renferme, sous le titre de „Dispositions générales“, quelques règles finales concernant les ratifications, les adhésions et les dénonciations. Voici ces règles.

Article 58.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances qui ont été représentées à la Conférence internationale de la Paix de La Haye.

Comme le fait observer M. Renault, „cet article n'est que la reproduction des dispositions du même ordre insérées dans les Conventions pour les lois et coutumes de la guerre sur terre et pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève. Ce sont des dispositions identiques et concordantes.“

Elles renferment „les clauses ordinaires en matière de ratification. On a toutefois simplifié la forme du dépôt des ratifications.“

„Il n'a pas été besoin de réserver l'intervention des Parlements. C'est à chaque Souverain ou Chef d'Etat à apprécier dans quelle mesure il est libre de ratifier la Convention.“

Article 59.

Les Puissances non signataires qui ont été représentées à la Conférence internationale de la Paix pourront adhérer à la présente Convention. Elles auront à cet effet à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 60.

Les conditions auxquelles les Puissances qui n'ont pas été représentées à la Conférence internationale de la Paix, pourront adhérer à la présente Convention, formeront l'objet d'une entente ultérieure entre les Puissances contractantes.

„Les articles 59 et 60, dit M. Renault dans le rapport du Comité de rédaction de l'Acte final, règlent la question d'adhésion. Ceux-ci diffèrent des clauses finales des deux autres Conventions, lesquelles sont absolument ouvertes, sauf la nuance qui a été indiquée déjà pour la Convention relative à la Croix Rouge.

La présente Convention a envisagé deux situations différentes: on a fait une distinction entre les Puissances représentées à la Conférence et celles qui ne l'ont pas été. A ces deux situations répondent les deux articles 59 et 60.

Les Puissances représentées à la Haye ont deux moyens de devenir Parties contractantes: Elles peuvent signer immédiatement ou jusqu'au 31 décembre 1899. A partir de cette date, Elles auront à adhérer à la Convention; mais Elles ont le droit de le faire. L'adhésion est donc réglée pour Elles comme pour les deux autres Conventions. Ceci fait l'objet de l'article 59.

L'article 60 règle la situation des Puissances non représentées à la Conférence. Il en résulte que ces Puissances pourront adhérer à la Convention, mais que la question des conditions de cette adhésion est réservée

à une entente ultérieure des Puissances contractantes. Il n'y a donc pas pour Elles le même droit qui est reconnu aux Puissances représentées.

Ce n'est pas très simplement qu'on est arrivé à cette solution très simple. Elle a donné lieu à des discussions vives et prolongées qui ont transformé le caractère modeste du Comité de rédaction et qui l'ont amené à aborder des questions plutôt diplomatiques et politiques que de style et de rédaction. Le Rapporteur ne croit pouvoir mieux retracer les différents systèmes qui ont été soutenus dans le Comité qu'en communiquant à la Conférence le texte du discours suivant, prononcé dans la dernière séance du Comité par M. Aser, président, et qui résume très complètement toute la genèse de l'article 60.

Messieurs, les discussions des réunions internationales comme notre Conférence présentent tantôt le caractère de débats parlementaires, tantôt celui de négociations diplomatiques.

Pour la matière dont le Comité de rédaction a dû s'occuper en ces jours, nos débats ont eu ce dernier caractère.

Il s'ensuit d'une part que les opinions individuelles des membres de notre Comité et des délégués qui ont bien voulu nous prêter leur concours, sont soumises — plus encore que dans des discussions d'une autre nature — à la sanction des Gouvernements, d'autre part que pour aboutir à un résultat pratique, l'unanimité est indispensable.

Si, à ce double point de vue, nous nous rendons compte de l'impression que doivent produire les discussions de ces derniers jours, je crois pouvoir constater que nous tous (délégués et Gouvernements) nous désirons qu'il soit possible de faire adhérer à la Convention relative au règlement pacifique des conflits internationaux, des Puissances qui n'ont pas pris part à la Conférence de la Paix, mais, en même temps, qu'il existe une grande divergence d'opinions sur la question de savoir si la faculté d'adhésion doit être accordée d'une manière absolue ou si elle doit être subordonnée à certaines conditions; et — en ce dernier cas — quelles devraient être ces conditions.

D'une part, on a chaleureusement défendu le système d'une assimilation complète de la Convention qui nous occupe aux autres Conventions dont le texte a été arrêté par la Conférence — assimilation qui, du reste, a été votée par le Comité d'examen de la Troisième Commission.

Ceci impliquait le droit absolu de toutes les Puissances d'adhérer à la Convention au moyen d'une simple déclaration.

D'autre part, on a soutenu que ce droit devrait être subordonné soit à l'assentiment exprès de tous les Etats contractants, soit à leur assentiment tacite qui serait censé exister si, dans un délai déterminé, aucune Puissance ne s'opposait à l'adhésion, soit enfin à l'assentiment de la majorité, en ce sens que l'adhésion devrait, en cas d'opposition, être sanctionnée par un vote du Conseil permanent, composé de tous les représentants diplomatiques des Puissances accréditées à la Haye, proposition que j'ai eu l'honneur de vous soumettre dans le but de ne pas accorder en cette matière un droit de veto à une seule Puissance.

En dernier lieu, on a proposé qu'en cas d'opposition à la demande d'adhésion, l'adhésion ne porterait ses effets qu'à l'égard des Puissances qui auraient donné leur assentiment.

Je ne puis maintenant rappeler les arguments qui ont été développés en faveur de chacun de ces systèmes.

Je me bornerai à constater que le terrain pour une entente unanime n'a pu être trouvé et qu'il est matériellement impossible, dans le court délai qui nous reste, de parvenir à une telle entente, surtout puisque plusieurs délégués n'ont pas reçu d'instructions précises concernant ce point.

Il ne nous reste donc dans ces conditions que le choix entre les deux systèmes suivants :

Ou bien supprimer purement et simplement la clause concernant l'adhésion des Puissances non représentées;

Ou bien, — en admettant le principe du droit d'adhésion, — renvoyer à une entente ultérieure entre les Puissances le règlement des conditions d'adhésion.

Je me permets de faire observer que les discussions semblent indiquer que cette dernière solution s'impose.

On a été unanime à reconnaître qu'il est désirable d'ouvrir la porte aux Puissances non représentées. Si la Convention gardait le silence sur ce point, elle serait par le fait même une convention fermée, ce que nous ne voulons pas. Si la Convention, au contraire, prévoit une entente ultérieure, elle exprime par là même l'espoir que cette entente pourra s'établir.

Nous sommes tous persuadés que les Puissances s'efforceront de procéder avec la plus grande diligence, mais nous savons aussi que les ratifications ne pourront être obtenues du jour au lendemain. Espérons que le temps qui s'écoulera jusqu'à la ratification par les Puissances servira à aplanir les difficultés qui existent encore actuellement et qu'on sera de plus en plus convaincu que la nature même de la Convention dont il s'agit, semble comporter l'adoption d'un système large et libéral en ce qui concerne le droit d'adhésion.

La Convention a pour objet le règlement pacifique des conflits internationaux et de déterminer les moyens d'assurer ce résultat.

Eh bien! les auteurs de cette Convention doivent nécessairement désirer que toutes les Puissances, même celles qui ne sont pas représentées ici, s'associent à cette œuvre d'intérêt général.

Maintenant surtout que la Convention ne renferme aucune clause d'arbitrage obligatoire, ils doivent désirer que dans le cas de conflit entre des Puissances non représentées à la Conférence ou entre l'une d'Elles et une Puissance qui y est représentée, la Convention porte les mêmes fruits que lorsqu'il s'agit d'un conflit entre des Puissances contractantes.“

M. Renault dit que „ce discours est le meilleur exposé des motifs qu'il puisse faire et il n'ajoutera rien de plus au commentaire qu'il a été chargé de donner sur la forme et le fond des clauses initiales et finales des diverses Conventions“.

Article 61.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui laura notifiée.

L'hypothèse où un Etat dénoncerait la Convention a été surtout prévue dans le but de donner la garantie que la dénonciation ne produirait pas des conséquences radicales immédiates. Parlant de la même clause insérée dans la Convention pour les lois et coutumes de la guerre, M. Renault s'est exprimé en ces termes:

„C'est pour éviter des surprises que l'on a décidé d'arrêter la procédure de la dénonciation par une clause qui tend bien plutôt à en restreindre les effets qu'à en encourager l'exercice. D'ailleurs, les Etats n'adhéreront que plus facilement à un engagement contractuel dont ils savent d'avance qu'ils peuvent à la rigueur se dégager à un moment donné, sans que la dénonciation ait le caractère presque violent qu'elle semblerait avoir en l'absence d'une clause spéciale.“

Deux déclarations d'une portée générale ont été faites, en ce qui concerne la Convention, par la délégation des Etats-Unis d'Amérique d'une part, par la délégation ottomane d'autre part.

Déclaration des Etats-Unis d'Amérique.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique, en signant la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, telle qu'elle est proposée par la Conférence internationale de la Paix, fait la déclaration suivante:

„Rien de ce qui est contenu dans cette Convention ne peut être interprété de façon à obliger les Etats-Unis d'Amérique à se départir de leur politique traditionnelle, en vertu de laquelle ils s'abstiennent d'intervenir, de s'ingérer ou de s'immiscer dans les questions politiques ou dans la politique ou dans l'administration intérieure d'aucun Etat étranger. Il est bien entendu également que rien dans la Convention ne pourra être interprété comme impliquant un abandon par les Etats-Unis d'Amérique de leur attitude traditionnelle à l'égard des questions purement américaines.“

Déclaration de la délégation ottomane.

„La délégation ottomane, considérant que ce travail de la Conférence a été une œuvre de haute loyauté et d'humanité destinée uniquement à raffermir la Paix générale en sauvegardant les intérêts et les droits de chacun, déclare, au nom de son Gouvernement, adhérer à l'ensemble du projet qui vient d'être adopté, aux conditions suivantes: 1° Il est formellement entendu que le recours aux bons offices, à la médiation, aux Commissions d'enquête et à l'arbitrage est purement facultatif et ne saurait en

aucun cas revêtir un caractère obligatoire ou dégénérer en intervention; 2° Le Gouvernement Impérial aura à juger lui-même des cas où ses intérêts lui permettraient d'admettre ces moyens, sans que son abstention ou son refus d'y avoir recours puissent être considérés par les Etats signataires comme un procédé peu amical.

Il va de soi qu'en aucun cas les moyens dont il s'agit ne sauraient s'appliquer à des questions d'ordre intérieur."

Le Rapporteur a terminé sa tâche. Dans le peu d'heures qui lui ont été mesurées pour accomplir son travail, il ne lui a pas été permis d'être aussi complet qu'il l'eût désiré. Il s'est néanmoins efforcé d'être fidèle.

Les procès-verbaux dans lesquels l'éminent secrétaire du Comité d'examen a consigné tant de remarquables délibérations ont rendu la mission du rapporteur plus facile. Le concours des membres si distingués et si dévoués du secrétariat général a contribué encore à alléger sa tâche.

En jetant un coup d'œil d'ensemble sur les travaux accomplis par elle, la Troisième Commission peut se rendre cette justice qu'elle a poursuivi le but le plus noble et le plus élevé dans un esprit qui s'est constamment tenu à la hauteur de ce but.

Le maintien de la paix générale par le loyal concours des efforts de tous; les bons offices et la médiation érigés en un puissant instrument de conservation ou de rétablissement des relations pacifiques; les Commissions internationales d'enquête réglées dans des conditions qui sauvegardent la liberté et qui donnent d'importantes garanties; la justice arbitrale largement reconnue sans être imposée; une Cour permanente d'arbitrage constituée et reliée au Bureau international de La Haye et à un Conseil permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances; la procédure arbitrale précisée et généralisée dans ses points fondamentaux: une telle œuvre répond assurément aux meilleures aspirations de notre siècle.

Lorsqu'on cherche dans l'histoire du droit des gens — depuis le jour où ce droit fut constitué sur de plus fermes assises par l'homme de génie auquel l'Amérique a voulu récemment rendre un éclatant hommage sur son sol natal — lorsqu'on cherche quelque page comparable à celle que va écrire la Conférence de La Haye, il semble difficile d'en trouver une plus féconde.

Il est juste d'en faire remonter l'honneur au magnanime Initiateur de cette Conférence, à Sa Majesté l'Empereur de Russie.

L'œuvre entreprise par son auguste initiative et sous les gracieux auspices de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, se développera dans l'avenir. Comme l'a dit dans une circonstance mémorable le Président de la Troisième Commission: „plus on s'avancera sur la route du temps, plus clairement apparaîtra son importance.“

L'histoire rendra témoignage à la Conférence de La Haye, car la Haute Assemblée aura sincèrement et efficacement travaillé à consolider et à organiser la Paix dans la Justice.

Texte soumis à la Conférence.*)

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom Sa Majesté la Reine-Regente du Royaume; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis Mexicains; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral Suisse; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie.

Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale;

Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux;

Reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées;

Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale;

Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale accessible à tous au sein des Puissances indépendantes peut contribuer efficacement à ce résultat;

Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale;

Estimant avec l'Auguste Initiateur de la Conférence internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un accord international „les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples“;

Désirant conclure une convention à cet effet, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

*) Ce texte a été admis sans modifications. Aux articles 1^{er} à 57, adoptés d'abord, ont été ajoutés le préambule et les articles 58 à 61 concernant les ratifications, adhésions et dénonciations.

Titre I. Du maintien de la paix générale.**Article 1.**

En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.

Titre II. Des bons offices et de la médiation.**Article 2.**

En cas de dissensément grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, les Puissances signataires conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Article 3.

Indépendamment de ce recours, les Puissances signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical.

Article 4.

Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

Article 5.

Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des Parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés.

Article 6.

Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

Article 7.

L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Article 8.

Les Puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une Médiation spéciale sous la forme suivante:

En cas de différend grave compromettant la Paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement aux Puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

Titre III. Des Commissions internationales d'enquête.

Article 9.

Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

Article 10.

Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même.

Article 11.

Les Commissions internationales d'enquête sont formées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 32 de la présente Convention.

Article 12.

Les Puissances en litige s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'Elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Article 13.

La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances en litige son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Article 14.

Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

Titre IV. De l'arbitrage international.**Chapitre I. De la Justice arbitrale.****Article 15.**

L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

Article 16.

Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

Article 17.

La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

Article 18.

La convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 19.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances sig-

Nous. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

nataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'Elles jugeront possible de lui soumettre.

Chapitre II. De la Cour permanente d'arbitrage.

Article 20.

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des Parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention.

Article 21.

La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

Article 22.

Un Bureau international établi à la Haye sert de greffe à la Cour.

Ce Bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de la Haye une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

Article 23.

Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par Elle du présent Acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 24.

Lorsque les Puissances signataires veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal compétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Tribunal étant ainsi composé, les Parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays, jouissent des priviléges et immunités diplomatiques.

Article 25.

Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à la Haye.

Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 26.

Le Bureau international de la Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les conditions prescrites par les Règlements, aux litiges existant entre des Puissances non signataires ou entre des Puissances signataires et des Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction.

Article 27.

Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

Article 28.

Un Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communique sans délai aux Puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

Article 29.

Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Chapitre III. De la procédure arbitrale.**Article 30.**

En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Article 31.

Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 32.

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Article 33.

Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Article 34.

Le surarbitre est de droit président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Article 35.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 36.

Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation, le Tribunal siège à la Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 37.

Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre Elles et le Tribunal.

Article 27.

Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

Article 28.

Un Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communique sans délai aux Puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

Article 29.

Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Chapitre III. De la procédure arbitrale.**Article 30.**

En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Article 31.

Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 32.

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Article 33.

Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Article 34.

Le surarbitre est de droit président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Article 35.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 36.

Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation, le Tribunal siège à la Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 37.

Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre Elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

Article 38.

Le Tribunal décide du choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Article 39.

La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes: l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 49.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Article 40.

Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre partie.

Article 41.

Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Article 42.

L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écartier du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Article 43.

Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Article 44.

Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des Parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le Tribunal en prend acte.

Article 45.

Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Article 46.

Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Article 47.

Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Article 48.

Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Article 49.

Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Article 50.

Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

Article 51.

Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Article 52.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissensément.

Article 53.

La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés.

Article 54.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

Article 55.

Les Parties peuvent se réservé dans le compromis de demander la révision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la révision.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de révision doit être formée.

Article 56.

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Article 57.

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal.

Dispositions générales.**Article 58.**

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances, qui ont été représentées à la Conférence Internationale de la Paix de la Haye.

Article 59.

Les Puissances non signataires qui ont été représentées à la Conférence Internationale de la Paix pourront adhérer à la présente Convention. Elles auront à cet effet à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 60.

Les conditions auxquelles les Puissances qui n'ont pas été représentées à la Conférence Internationale de la Paix, pourront adhérer à la présente Convention, formeront l'objet d'une entente ultérieure entre les Puissances contractantes.

Article 61.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

**Annexes au Rapport sur la Convention pour le règlement pacifique des
Conflits internationaux.**

Annexe A. Documents émanés de la délégation russe.

**L. Eléments pour l'élaboration d'un projet de Convention à conclure entre les
Puissances participant à la Conférence de la Haye.**

Bons offices et Médiation.

Article 1.

A l'effet de prévenir, autant que possible, le recours à la force dans les rapports internationaux, les Puissances signataires sont convenues d'employer tous leurs efforts pour amener, par des moyens pacifiques, la solution des conflits qui pourraient surgir entre Elles.

Article 2.

En conséquence, les Puissances signataires ont décidé qu'en cas de dissensément grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Article 3.

En cas de médiation, acceptée spontanément par des Etats se trouvant en conflit, le but du Gouvernement médiateur consiste dans la conciliation des prétentions opposées et dans l'apaisement des ressentiments qui peuvent s'être produits entre ces Etats.

Article 4.

Le rôle du Gouvernement médiateur cesse du moment que la transaction proposée par lui ou les bases d'une entente amicale qu'il aurait suggérées ne seraient point acceptées par les Etats en conflit.

Article 5.

Les Puissances jugent utile que, dans les cas de dissensément grave ou de conflit entre Etats civilisés concernant des questions d'intérêt politique — indépendamment du recours que pourraient avoir les Puissances en litige aux bons offices ou à la médiation des Puissances non impliquées dans le conflit — ces dernières offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêteraient, aux Etats en litige leurs bons offices ou leur médiation, afin d'aplanir le différend survenu, en leur proposant une solution amiable qui, sans toucher aux intérêts des autres Etats, serait de nature à concilier au mieux les intérêts des Parties en litige.

Article 6.

Il demeure bien entendu que la médiation et les bons offices, soit sur l'initiative des Parties en litige, soit sur celle des Puissances neutres, ont strictement le caractère de conseil amical, et nullement force obligatoire.

Arbitrage international.**Article 7.**

En ce qui regarde les cas de litige se rapportant à des questions de droit, et, en premier lieu, à celles qui concernent l'interprétation ou l'application des traités en vigueur, — l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme étant le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable pour le règlement à l'amiable de ces litiges.

Article 8.

Les Puissances contractantes s'engagent par conséquent à recourir à l'arbitrage dans les cas se rapportant à des questions de l'ordre mentionné ci-dessus, en tant que celles-ci ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Parties en litige.

Article 9.

Chaque Etat reste seul juge de la question de savoir si tel ou tel cas doit être soumis à l'arbitrage, excepté ceux énumérés dans l'article suivant et dans lesquels les Puissances signataires du présent Acte considèrent l'arbitrage comme obligatoire pour Elles.

Article 10.

A partir de la ratification du présent Acte par toutes les Puissances signataires, l'arbitrage est obligatoire dans les cas suivants, en tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Etats contractants.

I. En cas de différends ou de contestations se rapportant à des dommages pécuniaires éprouvés par un Etat, ou ses ressortissants, à la suite d'actions illicites ou de négligence d'un autre Etat ou des ressortissants de ce dernier.

II. En cas de dissensiments se rapportant à l'interprétation ou l'application des traités et conventions ci-dessous mentionnés:

1. Traités et conventions postales et télégraphiques, de chemins de fer ainsi qu'ayant trait à la protection de câbles télégraphiques sous-marins; règlements concernant les moyens destinés à prévenir les collisions de navires en pleine mer; conventions relatives à la navigation des fleuves internationaux et canaux interocéaniques.

2. Convention concernant la protection de la propriété littéraire et artistique, ainsi que la propriété industrielle (brevets d'invention, marques

de fabrique ou de commerce et nom commercial); conventions monétaires et métriques; conventions sanitaires, vétérinaires et contre le phylloxéra.

3. Conventions de succession, de cartel et d'assistance judiciaire mutuelle.

4. Conventions de démarcation, en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques.

Article 11.

L'énumération des cas mentionnés dans l'article ci-dessus pourra être complétée par des accords subséquents entre les Puissances signataires du présent Acte.

En outre, chacune d'entre elles pourra entrer en accord particulier avec une autre Puissance, afin de rendre l'arbitrage obligatoire pour les cas susdits avant la ratification générale, ainsi que pour étendre sa compétence à tous les cas qu'elle jugera possible de lui soumettre.

Article 12.

Pour tous les autres cas de conflits internationaux, non mentionnés dans les articles ci-dessus, l'arbitrage, tout en étant certainement très désirable et recommandé par le présent Acte, n'est cependant que purement facultatif, c'est-à-dire ne peut être appliqué que sur l'initiative spontanée de l'une des Parties en litige et avec le consentement exprès et de plein gré de l'autre ou des autres Parties.

Article 13.

En vue de faciliter le recours à l'arbitrage et son application, les Puissances signataires ont consenti à préciser, d'un commun accord, pour les cas d'arbitrage international, les principes fondamentaux à observer pour l'établissement et les règles de procédure à suivre pendant l'instruction du litige, et le prononcé de la sentence arbitrale.

L'application de ces principes fondamentaux, ainsi que de la procédure arbitrale, indiquée dans l'appendice au présent article, pourrait être modifiée en vertu d'un accord spécial entre les Etats qui auraient recours à l'arbitrage.

Commissions internationales d'enquête.

Article 14.

Dans les cas où se produiraient entre les Etats signataires des divergences d'appréciation par rapport aux circonstances locales ayant donné lieu à un litige d'ordre international qui ne pourrait pas être résolu par les voies diplomatiques ordinaires, mais dans lequel ni l'honneur, ni les intérêts vitaux de ces Etats ne seraient engagés, les Gouvernements intéressés conviennent d'instituer une Commission internationale d'enquête,

afin de constater les circonstances ayant donné matière au dissensitement et d'éclaircir sur les lieux par un examen impartial et consciencieux toutes les questions de fait.

Article 15.

Ces Commissions internationales sont constituées comme suit: chaque Gouvernement intéressé nomme deux membres et les quatre membres réunis choisissent le cinquième membre, qui est en même temps le Président de la Commission. S'il y a partage de voix pour l'élection d'un Président, les deux Gouvernements intéressés s'adressent d'un commun accord, soit à un Gouvernement tiers, soit à une personne tierce qui nommera la Président de la Commission.

Article 16.

Les Gouvernements entre lesquels s'est produit un dissensitement grave ou un conflit dans les conditions indiquées plus haut, s'engagent à fournir à la Commission d'enquête tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour une étude approfondie et consciencieuse des faits qui y ont donné matière.

Article 17.

La Commission d'enquête internationale, après avoir constaté les circonstances dans lesquelles le dissensitement ou le conflit s'est produit, présente aux Gouvernements intéressés son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Article 18.

Le rapport de la Commission d'enquête n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale; il laisse aux Gouvernements en conflit entière faculté, soit de conclure un arrangement à l'amiable sur la base du rapport susmentionné, soit de recourir à l'arbitrage en concluant un accord ad hoc, soit enfin de recourir aux voies de fait admises dans les rapports mutuels entre les nations.

II. Notes explicatives concernant les articles 5 et 10 des Éléments pour l'élaboration du projet de Convention ci-dessus.**a) Note explicative se rapportant à l'article 5 du projet russe.**

La Conférence qui va se réunir à la Haye se distingue essentiellement de celles qui ont été tenues à Genève (en 1864), à Saint-Pétersbourg (en 1868) et à Bruxelles (en 1874).

Ces premières Conférences avaient eu pour but d'humaniser la guerre, une fois que celle-ci est déclarée; tandis que la réunion convoquée à la Haye devra viser surtout à rechercher les moyens de prévenir la déclaration même de la guerre. La Conférence de la Haye devra donc être une Conférence de paix dans le sens le plus positif de ce terme.

La pratique du droit des gens a élaboré toute une série de moyens tendant à prévenir la guerre par le règlement pacifique des conflits internationaux, et parmi lesquels il faut compter avant tout les bons offices, la médiation et l'arbitrage. Il paraît assez naturel que la Conférence s'occupe du perfectionnement des garanties et moyens déjà existants pour assurer d'une manière durable la paix entre les nations, au lieu de rechercher des moyens nouveaux qui n'auraient pas été éprouvés et consacrés par la pratique. C'est dans ce sens que la Conférence devra notamment prêter une attention spéciale aux „bons offices“ et à la „médiation“ des tiers, c'est-à-dire des Puissances non impliquées dans le conflit présumé*)

La médiation doit être, sans nul doute et par sa nature même, rangée au nombre des moyens d'action les plus utiles et les plus pratiques du droit des gens. Étant une conséquence nécessaire de cette communauté réelle des intérêts matériels et moraux qui crée entre les différents Etats une union internationale, la médiation doit inévitablement acquérir une importance et une valeur toujours plus grandes, à mesure qu'augmente le rapprochement entre les Etats et que se développent leurs relations internationales. L'avantage éventuel que présente la médiation, si on la compare aux autres moyens servant à régler les conflits internationaux, c'est avant tout l'élasticité remarquable, de son action, la facilité qu'elle offre à s'adapter aux circonstances particulières de chaque cas donné, en même temps que la variété de formes dérivant de cette facilité. S'adressant au libre consentement des parties, la médiation ne porte aucune atteinte au principe de leur souveraineté, pas plus qu'à la liberté et à l'indépendance des Etats; elle influe sur leur libre arbitre sans jamais contester celui-ci, sans jamais le mettre en question.

Nul doute que l'arbitrage ne soit, d'une manière générale, un moyen plus efficace et plus radical que la médiation; en revanche, l'arbitrage étant un moyen d'action d'ordre juridique, son application se restreint essentiellement et même exclusivement aux cas où il y a conflit de droits internationaux, tandis que la médiation, en tant que moyen d'ordre politique, se trouve également applicable aux conflits d'intérêts, qui menacent le plus souvent la paix entre les nations. Enfin, il est également essentiel de noter que la médiation se distingue d'autres moyens d'action analogues par une simplicité étonnante d'application qui ne demande aucune préparation préalable. Cet instrument de la pratique journalière de la diplomatie, manié avec tact, avec habileté et dirigé par un désir sincère de servir l'œuvre de la paix, paraît appelé à jouer dans l'avenir un rôle marquant et bienfaisant.

*) La distinction qui a été faite entre les „bons offices“ et la „médiation“ est d'une portée exclusivement théorique. Ces moyens d'action sont identiques par leur nature juridique et ne se distinguent que par le degré d'intensité de leur caractère, ainsi que par l'importance de leurs résultats. La diplomatie n'a jamais insisté sur cette distinction. (Cp. l'art. 9 du Traité de Paris de 1856 et l'art. 23 du Protocole du Congrès de Paris de 1856.)

Et cependant, la médiation a joué jusqu'ici un rôle des plus modestes dans le règlement des conflits internationaux; cette observation se vérifie jusque dans l'histoire des conflits les plus récents.

Si l'on recherche la raison de ce fait, on devra considérer avant tout à quel point la question même de la médiation se pose d'une façon peu satisfaisante dans la théorie, aussi bien que dans la pratique du droit des gens.

Aux termes de l'article 8 du Traité de Paris, la Sublime Porte aussi bien que les autres Puissances signataires de ce traité, sont tenues de soumettre tout dissensitement éventuel, venant à surgir entre quelques-unes d'entre elles, à la médiation des autres Puissances, pour prévenir l'emploi de la force.

Donnant à cette pensée une portée plus générale, l'article 23 du Protocole du Congrès de Paris, inséré sur la proposition de Lord Clarendon, plénipotentiaire britannique, formule le vœu que les Etats entre lesquels viendraient à surgir des dissensitements graves, eussent à requérir les bons offices d'une Puissance amie, dans la mesure où les circonstances le permettraient, plutôt que de recourir aux armes.

De même, à la Conférence africaine de Berlin, en 1885, les Puissances ont pris l'engagement réciproque de recourir avant tout à la médiation d'un ou de plusieurs Etats neutres, dans le cas où il surgirait entre Elles des dissensitements concernant le Congo et son bassin.

Les stipulations ci-dessus énoncées sont inspirées par une même pensée exprimée dans des termes à peu près identiques: elles obligent tous les Etats intéressés dans le conflit à demander la médiation, elles ne font pas mention du devoir des neutres de proposer celle-ci. A ce point de vue, la médiation imposerait des devoirs aux Etats directement intéressés et n'en imposerait aucun aux Etats neutres.

Ce caractère de la médiation, très irrégulier au point de vue théorique, a en outre le désavantage de la rendre irréalisable au point de vue pratique. La demande de médiation presuppose nécessairement un accord préalable entre les Etats intéressés au sujet de la nécessité et de l'opportunité de celle-ci. Or, un accord semblable n'est pas toujours possible dans l'ardeur d'un conflit entre des intérêts diamétralement opposés. En tout cas, il ne peut être question de rendre obligatoire la demande de médiation pour les Etats dont les intérêts sont en jeu, et cela notamment pour la raison que cette demande exige la concordance des volontés opposées et l'accord des parties concernant le choix du médiateur.

Les traités, malheureusement peu nombreux encore, qui rendent obligatoire la demande d'arbitrage, règlent en même temps, dans la plupart des cas à l'avance, l'organisation du tribunal appelé à rendre la sentence arbitrale, sans que cette organisation puisse dépendre du consentement ou du non-consentement des parties intéressées^{*)}. Il va de soi que dans

^{*)} Voir par ex. l'art. 16 de la Convention postale générale signée à Berne en 1874 et l'art. 8 du traité signé à Washington en 1890.

les traités il ne peut être question de la détermination obligatoire pour les Parties du choix d'un médiateur, dont les conseils ne peuvent avoir qu'une autorité morale, déterminée par le respect et la confiance qu'il inspire aux parties intéressées. La désignation des médiateurs doit nécessairement se produire par l'accord des parties; or, comme cet accord dépend absolument de leur bonne volonté et peut même, si ce bon vouloir est acquis, se trouver irréalisable, il s'ensuit que l'on ne doit pas considérer la demande de médiation comme obligatoire pour les Etats directement intéressés. Si même les traités imposaient un pareil devoir aux Etats, en cas de conflit, ce devoir resterait encore en général lettre morte, car les conventions ne sauraient obliger les Etats, en dépit de tout, à arrêter leur choix sur tel ou tel médiateur.

Cette opinion se trouve confirmée par l'histoire des relations internationales depuis l'époque du Congrès de Paris de 1856. C'est ainsi que dans les quarante dernières années il y a eu plusieurs cas où des Etats neutres, se référant à l'article 23 du protocole du Congrès de Paris, ont proposé aux Etats en conflit leur médiation et leurs bons offices; mais il n'y a pas eu un seul cas où des Etats en conflit aient adressé aux neutres une demande de médiation. L'année dernière, lors du conflit entre la France et l'Angleterre concernant Fachoda, ni l'une ni l'autre de ces Puissances n'a songé à avoir recours aux stipulations établies par la Conférence de Berlin en 1885 et ne s'est adressée à la médiation d'une tierce Puissance. On pourrait citer d'autres exemples d'une portée analogue.

Quant à l'obligation des Etats neutres d'offrir leur médiation aux Etats en conflit, n'étant pas établie par les traités, elle n'est reconnue ni observée par personne. Aussi, en théorie, quelques auteurs ont été jusqu'à affirmer que les Etats neutres ne sont non seulement pas obligés, mais, bien plus, n'ont pas le droit d'offrir aux Etats en conflit leur médiation. Bluntschli et Heffter considèrent la médiation comme une ingérence dangereuse et nuisible dans les affaires d'autrui. Hautefeuille et Galiani conseillent aux Etats de s'abstenir prudemment de la médiation, de crainte de s'aliéner, sans raison suffisante, les sympathies de l'une ou l'autre des Parties en cause. En effet, on peut citer en pratique de nombreux exemples de conflits graves, ayant plus tard abouti à la guerre, lesquels n'ont pas suggéré aux neutres la moindre tentative de proposer leur médiation; cependant, des propositions de ce genre, surtout dans les cas où elles eussent émané simultanément de plusieurs Puissances, auraient pu écarter des guerres dont les conséquences ont été incalculables pour l'ensemble des Etats constituant la communauté internationale.

Dans beaucoup de cas, la proposition de médiation a lieu si tard et dans des termes si incertains, qu'elle ne peut écarter la guerre. C'est ainsi, par exemple, que le Gouvernement français refusa en 1870 les "bons offices" de l'Angleterre, quand éclata le conflit entre la France et l'Allemagne.

Enfin, il arrive souvent que la médiation est proposée non dans le but d'éviter la guerre, mais afin d'y mettre un terme.

Plusieurs guerres contemporaines — la guerre austro-prussienne de 1866, celle entre le Chili, le Pérou et la Bolivie en 1882, celle entre la Grèce et la Turquie en 1897 et d'autres encore — ont été terminées grâce à la médiation des Puissances neutres. Si ces mêmes Puissances avaient mis en œuvre, pour prévenir ces guerres, toute l'énergie qu'Elles ont mise à les éteindre, il est possible que plus d'un conflit armé eût pu être épargné à l'Europe.

Après ce qui vient d'être énoncé, il n'est pas difficile d'indiquer la voie à suivre par la Conférence pour relever l'importance et augmenter la portée de la médiation, en en faisant une institution permanente et nécessaire du droit international. Des intérêts innombrables et réciproquement enchevêtrés enveloppent les Etats civilisés d'un réseau serré et innextricable. Le principe d'isolement, qui naguère encore dominait l'existence politique de chaque nation, a cédé le pas désormais à une étroite solidarité d'intérêts, à une participation commune aux biens moraux et matériels de la civilisation.

Les Etats modernes ne peuvent rester indifférents aux conflits internationaux, en quelque endroit qu'ils puissent surgir et quelles que soient les Parties en cause. A l'heure qu'il est, la guerre, survenant même entre deux Etats, apparaît comme un mal international. Pour combattre ce mal, il est besoin de moyens d'une portée générale; il faut réunir les efforts de tous les Etats et de chaque Etat en particulier.

A ce point de vue, chaque Puissance devrait être tenue d'employer tous ses efforts et de mettre en jeu tous les moyens dont elle dispose pour prévenir les conflits de nature à menacer la paix, tout en respectant sans doute l'indépendance des autres Etats souverains. En particulier, chaque Etat devrait, tant que les circonstances s'y prêteraient, proposer sa médiation aux Etats en conflit, du moment où il y aurait le moindre espoir de prévenir par là les maux redoutables de la guerre.

C'est parce qu'ils reconnaissent les conséquences graves que peut avoir telle ou telle issue d'une guerre pour la communauté internationale, que les Etats neutres proposent ordinairement aux parties belligérantes leur médiation pour la conclusion de la paix. Une médiation de ce genre, ayant en général un caractère collectif, met souvent le vainqueur dans l'impossibilité de tirer de sa victoire les avantages pour lesquels la guerre a été entreprise.

Il est hors de doute que pour les Etats neutres, ce qui importe, ce ne sont pas seulement les résultats de la guerre, mais le fait même qu'elle s'est produite. Il s'ensuit que les intérêts des neutres exigent que la médiation soit proposée par eux non seulement pour faire cesser une guerre commencée, mais surtout pour en prévenir l'explosion. Tel est également d'ailleurs l'intérêt des Etats en conflit, et cela d'autant plus qu'au moment où une guerre éclate, chaque Etat belligérant est intéressé, de nos jours, à connaître l'attitude des Puissances neutres à l'égard du conflit, afin d'être à même de calculer et de préciser non

seulement la force de résistance de l'adversaire pendant la guerre, mais aussi celle qui émanera des Puissances neutres au moment de la conclusion de la paix.

La théorie du droit international, dans la personne de ses représentants les plus accrédités tels que Travers-Twiss, Philimore, Pradier-Fodéré, de Martens et autres, considère depuis longtemps la médiation comme un devoir des Etats neutres. La Conférence de la Paix jugera peut-être utile de proclamer ce devoir à la face de l'humanité tout entière, afin de donner à la médiation toute la valeur d'un puissant instrument de paix.

b) Note explicative se rapportant à l'article 10 du projet russe.

En entrant dans l'examen de la question de l'arbitrage, il faut avant tout avoir en vue la différence essentielle entre l'arbitrage obligatoire et l'arbitrage facultatif.

En thèse générale, il est difficile de se représenter un différend d'ordre juridique quelconque, surgissant sur le terrain du droit international positif, qui ne pourrait pas, en vertu d'un accord entre les parties, être résolu par la voie d'arbitrage international facultatif. Même dans le cas où le droit international, qui compte malheureusement encore tant de lacunes, ne fournit pas de norme généralement reconnue pour la solution d'une question concrète, le compromis conclu entre les parties antérieurement à la procédure d'arbitrage peut cependant créer une norme *ad hoc*, et de cette manière faciliter considérablement la tâche de l'arbitre.

Il en est autrement de l'arbitrage obligatoire, lequel ne dépend pas du consentement spécial que les parties ont pu y donner. Il va de soi que cet arbitrage ne peut s'appliquer à tous les cas et à tous les genres de conflits. Il n'est pas de Gouvernement qui consentirait à prendre sur lui à l'avance l'obligation de soumettre à la décision d'un tribunal d'arbitrage tout différend qui se produirait dans le domaine international, s'il touchait à l'honneur national de l'Etat, à ses intérêts supérieurs et à ses biens imprescriptibles. Actuellement, les droits et les obligations réciproques des Etats sont déterminés, dans une mesure notable, par l'ensemble de ce qu'on nomme les traités politiques, lesquels ne sont autre chose que l'expression temporaire des rapports fortuits et transitoires entre les diverses forces nationales. Ces traités lient la liberté d'action des parties, tant que restent invariables les conditions politiques dans lesquelles ils se sont produits. Ces conditions venant à changer, les droits et les obligations découlant de ces traités changent aussi nécessairement. En thèse générale, les conflits qui surgissent sur le terrain des traités politiques se rapportent dans la plupart des cas, non pas autant à une différence d'interprétation de telle ou telle norme, qu'aux changements à apporter à celle-ci ou à son abrogation complète.

Les Puissances qui ont une part active dans la vie politique de l'Europe, ne peuvent donc soumettre les conflits surgissant sur le terrain des traités politiques à l'examen d'un tribunal d'arbitrage, aux yeux

duquel la norme établie par le traité serait tout aussi obligatoire, tout aussi inviolable, que la norme établie par la loi positive aux yeux d'un tribunal national quelconque.

Au point de vue de la politique pratique, l'impossibilité d'un arbitrage obligatoire universel apparaît donc comme évidente.

Mais d'un autre côté, il est hors de doute que dans la vie internationale se produisent souvent des différends à la solution desquels l'arbitrage peut être appliqué en tout temps et d'une manière absolue: ce sont les questions qui concernent exclusivement les points spéciaux du droit et qui ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Etats. On ne peut pas ne pas souhaiter que, par rapport à ces questions, la Conférence de la Paix pose l'arbitrage comme moyen d'action permanent et obligatoire.

La reconnaissance de l'obligation de l'arbitrage, ne fût-ce que dans les limites les plus restreintes, affermiraît les principes de droit dans les rapports entre les nations, les garantirait contre les infractions et les atteintes, elle neutraliserait, pour ainsi dire, plus au moins de vastes domaines du droit international. Pour les Etats, l'arbitrage obligatoire seraît un moyen commode d'écartier les malentendus si nombreux, si gênants, quoique peu graves, qui entravent parfois sans aucune nécessité les relations diplomatiques. Grâce à l'arbitrage obligatoire, les Etats pourraient faire valoir plus facilement leurs revendications légitimes, et, ce qui est plus important encore, se soustraire plus facilement aux prétentions non justifiées.

L'arbitrage obligatoire servirait d'une façon inappréciable la cause de la paix universelle. Bien évidemment, les questions d'ordre secondaire auxquelles est exclusivement applicable ce moyen d'action, constituent très rarement une cause de guerre. Néanmoins, des conflits fréquents entre les Etats, ne fût-ce que par rapport à des questions d'ordre secondaire, tout en ne constituant pas une menace directe pour le maintien de la paix, altèrent cependant les bons rapports entre les Etats, et créent une atmosphère de méfiance et d'hostilité dans laquelle peut plus facilement, par un incident quelconque, comme par une étincelle fortuite, éclater une guerre. L'arbitrage obligatoire, ayant pour effet de délier les Etats intéressés de toute responsabilité en ce qui regarde telle ou telle solution à donner au différend surgi entre eux, semble devoir contribuer au maintien de leurs relations amicales, et par là faciliter la solution pacifique des conflits les plus sérieux qui pourraient surgir sur le terrain de leurs intérêts réciproques les plus élevés.

En reconnaissant ainsi la haute importance de l'arbitrage obligatoire, il est indispensable de préciser avant tout exactement la sphère de son application; il faut indiquer dans quels cas l'arbitrage obligatoire est applicable.

Les causes de conflits internationaux sont très nombreuses, et variées à l'infini; néanmoins, quel que soit l'objet du conflit, les demandes adressées par un Etat quelconque à un autre ne peuvent rentrer que dans les catégories suivantes: 1° Un Etat demande à un autre une indemnisation matérielle

pour dommages et pertes causés à lui-même ou à ses ressortissants par des actes de l'Etat défendeur ou de ses ressortissants qu'il juge n'être pas conformes au droit; 2° Un Etat demande à un autre d'exercer ou de ne pas exercer certaines attributions déterminées du pouvoir souverain, de faire ou de ne pas faire certains actes déterminés ne touchant pas à des intérêts d'ordre matériel.

Pour ce qui concerne les conflits de la première catégorie, l'application de l'arbitrage obligatoire est toujours possible et désirable. Les conflits de ce genre se rapportent à des questions de droit; ils ne concernent ni l'honneur national des Etats, ni les intérêts vitaux de ceux-ci, attendu qu'un Etat dont l'honneur national ou les intérêts vitaux auraient été atteints ne se bornerait évidemment pas, et ne pourrait se borner, à demander une indemnisation matérielle pour dommages et pertes subis par lui. Une guerre, qui est toujours un fait hautement regrettable, serait privée de toute signification et n'aurait aucune justification morale, si elle était entreprise pour un conflit surgissant sur le terrain de faits de peu d'importance essentielle, tels que des comptes à régler pour dommages matériels occasionnés à un Etat par des actes commis par un autre, et que le premier ne jugerait pas conformes au droit. Mais plus la guerre est impossible dans de pareils cas, plus il est indispensable de recommander l'arbitrage obligatoire comme le moyen d'action le plus efficace pour une solution pacifique de conflits de ce genre.

L'histoire des relations internationales prouve indubitablement que dans la grande majorité des cas, ce sont précisément des demandes pour indemnisation de dommages subis qui ont été l'objet des arbitrages. Les bases sur lesquelles ces demandes reposent sont très variées. Nous indiquerons par exemple la violation des devoirs de neutralité *a*), l'atteinte portée aux droits des Etats neutres *b*), l'arrestation illicite d'un sujet étranger *c*), les pertes causées à un ressortissant étranger par la faute d'un Etat *d*), la saisie de la propriété privée d'un belligérant sur terre ferme *e*), saisie illégale de navires *f*), violation du droit de pêche *g*).

En général, quelles que soient les causes ou les circonstances du conflit, les Etats ne trouvent pas de difficulté à le soumettre à un arbitrage, s'il s'agit d'une indemnisation pour dommages et pertes.

Il semblerait donc que la Conférence devrait suivre cette même voie, en déclarant obligatoire l'arbitrage pour l'examen des conflits de la première catégorie. Il va de soi que dans les cas exceptionnels où la question pécuniaire engagée prend un caractère d'importance de premier ordre, au

a) Affaire du „Général Armstrong“ (1851), affaire de l„Alabama“ (1872).

b) Blocus de Portendik (1843), etc.

c) Affaire du capitaine White (1864), affaire Dounonald (1873), etc.

d) Affaire Butterfield (1888), conflit entre le Mexique et les Etats-Unis (1872), etc.

e) Affaire du „Macedonian“.

f) Saisie des bâtiments „Veloz“, „Victoria“ et „Vigie“ (1852), affaire du bâtiment „Phare“ (1879) et autres.

g) Affaires des pêcheries de Terre-Neuve (1877), etc.

point de vue des intérêts de l'Etat, par exemple dans le cas où il s'agit d'une faillite d'un Etat, chaque Puissance, invoquant l'honneur national ou ses intérêts vitaux, aura la possibilité de décliner l'arbitrage comme moyen de solution du conflit.

Pour ce qui est des conflits de la seconde catégorie, qui sont de beaucoup plus importants et plus menaçants pour la paix générale, il semble que l'arbitrage obligatoire ne pourrait et ne devrait pas leur être appliqué. C'est dans cette catégorie que rentrent les conflits de toute sorte surgissant sur le terrain des traités politiques, lesquels touchent aux intérêts vitaux et à l'honneur national des Etats. L'arbitrage obligatoire lierait les mains dans ces cas à l'Etat intéressé, le réduirait à un rôle de passivité dans les questions desquelles dépend en grande partie sa sécurité, c'est-à-dire dans les questions où nul, sauf le pouvoir souverain, ne peut être juge. En introduisant l'arbitrage obligatoire dans la vie internationale des Etats il faut apporter une circonspection extrême à ne pas étendre démesurément sa sphère d'application, pour ne pas ébranler la confiance qu'il peut inspirer, et ne pas le discréditer aux yeux des Gouvernements et des peuples.

Il ne faut pas perdre de vue que chaque Etat, et surtout chaque grande Puissance, préférerait proposer l'abrogation du traité établissant l'arbitrage comme obligatoire, plutôt que de se soumettre à celui-ci dans les questions exigeant d'une manière péremptoire que la décision soit prise librement et sans contrôle par le pouvoir souverain. Dans tous les cas, dans l'intérêt d'un développement ultérieur de l'institution de l'arbitrage, la Conférence devrait limiter son application à un nombre déterminé de questions de droit surgissant sur le terrain de l'interprétation des traités existants qui sont dépourvus de toute signification politique. Ces traités doivent être indiqués à l'avance d'une manière expresse par la Conférence, et leur nomenclature pourra avec le temps être complétée à mesure des indications de la théorie et surtout de la pratique du droit international.

Au nombre des traités pour l'interprétation desquels doit être admis entièrement et sans conditions l'arbitrage obligatoire, il faut citer avant tout le groupe étendu de ceux qui ont un caractère universel, et qui ont constitué un système de moyens internationaux — Unions internationales — pour servir des intérêts également internationaux. Telles sont, par exemple, les conventions relatives à l'Union postale et télégraphique, à la défense internationale de la propriété littéraire, etc. Avec le temps, à mesure du rapprochement croissant entre les Etats, un grand nombre d'autres intérêts moraux et matériels perdront leur caractère exclusivement national, et seront élevés à la hauteur d'intérêts de l'ensemble de la communauté internationale. Pourvoir à ces intérêts par les efforts et avec les moyens d'un seul Etat est une œuvre impossible. Et c'est pourquoi chaque année augmente le nombre des traités ayant un caractère universel, englobant des Etats très nombreux, et déterminant les moyens et les modes de protection commune des intérêts communs. Alors que les autres traités ne sont, en règle générale, que des compromis factices d'intérêts

opposés, les traités à caractère universel expriment toujours et nécessairement la concordance d'intérêts identiques et communs. C'est pourquoi sur le terrain de ces traités ne se produisent jamais et ne peuvent pas se produire des conflits sérieux et inextricables, des conflits ayant un caractère national, et dans lesquels les intérêts s'excluent réciproquement. Pour ce qui est des malentendus passagers concernant leur interprétation, chaque Etat confiera volontiers leur solution à un tribunal d'arbitrage, attendu que toutes les Puissances ont un égal intérêt à ce que les traités en question restent inviolables comme servant de base au système étendu et complexe des institutions et mesures d'ordre international qui sont le seul moyen de donner satisfaction à des besoins essentiels et permanents.

Il faut remarquer que le premier essai d'introduction de l'arbitrage obligatoire dans la pratique internationale a été fait précisément par un traité à caractère universel, celui relatif à l'Union postale de 1874: l'article 16 de ce traité institue l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous les différends surgissant par rapport à l'interprétation et à l'application du traité dont il s'agit.

La Conférence de La Haye semblerait donc parfaitement fondée à étendre la disposition de l'article 16 du traité de Berne à tous les traités à caractère universel, entièrement analogues à celui-ci.

Actuellement, dans la catégorie des traités à caractère universel, susceptibles d'admettre l'arbitrage obligatoire, peuvent être compris tous les traités rentrant dans les deux subdivisions suivantes:

1° Les traités ayant en vue la protection internationale des grandes artères de la circulation universelle, les conventions postales, télégraphiques, de chemins de fer, les conventions pour la protection des câbles sous-marins, les règlements destinés à prévenir les collisions des bâtiments en pleine mer, les conventions relatives à la navigation sur les fleuves internationaux et les canaux interocéaniques.

2° Les traités ayant en vue la protection internationale d'intérêts intellectuels et moraux, soit des Etats particuliers, soit en général de toute la communauté internationale. A cette subdivision se rapportent les conventions relatives à la protection de la propriété littéraire, artistique et musicale, les conventions pour la protection de la propriété industrielle (marques de commerce et de fabrique, brevets d'invention), conventions pour l'emploi des poids et mesures, conventions sanitaires, vétérinaires, pour les mesures à prendre contre le phylloxéra.

En outre des traités à caractère universel, l'arbitrage obligatoire pourrait être encore appliqué à la solution des différends se produisant au sujet de l'interprétation et de l'application des traités se rapportant aux domaines spéciaux du droit international privé, civil et criminel.

Il faut remarquer toutefois que les questions les plus importantes du droit international privé trouvent actuellement leur détermination surtout dans la législation particulière de chaque Etat.

En raison des inconvénients qu'offre cet ordre de choses, duquel résulte un manque extrême de détermination des droits et devoirs réciproques

des individus dans le mouvement international, on a soulevé la question d'une codification internationale du droit international privé. Tant que cette question n'aura pas été définitivement résolue, soit par la conclusion de traités séparés entre les Etats, soit plutôt par la conclusion d'un traité à caractère universel, il serait plus prudent de n'admettre l'arbitrage obligatoire que dans les questions relatives au droit de succession, lesquelles sont déjà à un degré suffisant réglementées par des traités internationaux.

En ce qui regarde les questions de droit criminel international qui se produisent par rapport à l'interprétation des traités relatifs à la coopération entre Etats pour l'administration de la justice, il semblerait que ces questions ayant exclusivement un caractère spécial juridique, pourraient être résolues par la voie de l'arbitrage obligatoire, ce dernier apparaissant à cet égard comme également possible et désirable pour tous les Etats.

Enfin, à l'effet d'écartier les contestations et les malentendus si fréquents entre Etats dans les questions relatives aux démarcations de frontières, il paraîtrait aussi tout à fait opportun de confier à l'arbitrage obligatoire l'interprétation des traités dits de démarcation, en tant que ceux-ci ont un caractère technique, et non politique.

Telles sont les limites dans lesquelles il serait possible et désirable de fixer la sphère d'action de l'arbitrage obligatoire.

Il est permis de croire qu'avec le temps il deviendra possible d'étendre l'arbitrage obligatoire aux cas non prévus actuellement; mais même dans les limites indiquées plus haut, ce moyen d'action sera d'un grand secours pour le triomphe des grands principes de droit et de justice dans le domaine international.

La Conférence de la Paix, en reconnaissant comme obligatoire, dans la mesure du possible, l'emploi de l'arbitrage, se rapprochera par cela même du but qui avait été proposé aux Gouvernements des grandes Puissances dans le Congrès d'Aix-la-Chapelle de 1818. Elle donnera un exemple de justice, de concorde et de modération; elle consacrera les efforts de tous les Gouvernements pour la protection des arts de la paix, pour le développement de la prospérité intérieure des Etats et pour le relèvement des idées élevées de religion et de morale.

III. Propositions russes concernant le Tribunal d'arbitrage.

a) Articles qui pourraient remplacer l'Article 13.

Article I.

En vue de consolider, en tant que possible, la pratique de l'arbitrage international, les Puissances contractantes sont convenues d'instituer, pour la durée de ans, un Tribunal d'arbitrage, auquel seraient soumis les cas d'arbitrage obligatoire énumérés dans l'article 10, à moins que les

Puissances intéressées ne tombent d'accord sur l'établissement d'un Tribunal d'arbitrage spécial pour la solution du conflit survenu entre Elles.

Les Puissances en litige pourront également avoir recours au Tribunal ci-dessus indiqué dans tous les cas d'arbitrage facultatif, si un accord spécial à ce sujet s'établit entre Elles.

Il est bien entendu que toutes les Puissances, sans en excepter celles non contractantes ou celles qui auraient fait des réserves, pourront soumettre leurs différends à ce Tribunal en s'adressant au Bureau permanent prévu par l'article de l'appendice A.

Article II.

L'organisation du Tribunal d'arbitrage est indiquée dans l'appendice A au présent article.

L'organisation des tribunaux d'arbitrage institués par des accords spéciaux entre les Puissances en litige, ainsi que les règles de procédure à suivre pendant l'instruction du litige et le prononcé de la sentence arbitrale sont déterminées dans l'appendice B (Code d'arbitrage).

Les dispositions contenues dans ce dernier appendice pourront être modifiées en vertu d'un accord spécial entre les Etats qui auront recours à l'arbitrage.

b) Annexe aux propositions russes.

En cas d'acceptation des articles I et II, il y aurait lieu:

1. De rédiger l'appendice A mentionné dans l'article;
 2. D'introduire dans le projet du Code d'arbitrage des modifications correspondantes.
-

c) Appendice A,

Mentionné dans l'Article additionnel II de la proposition russe.

A défaut d'un compromis spécial, le Tribunal d'arbitrage prévu par l'article 13 sera constitué sur les bases suivantes:

§ 1. Les Parties contractantes instituent un Tribunal permanent pour la solution des conflits internationaux qui lui seront déferés par les Puissances en vertu de l'article 13 de la présente Convention.

§ 2. La Conférence désignera, pour le terme qui s'écoulera jusqu'à la réunion d'une nouvelle Conférence, cinq Puissances afin que chacune d'elles, en cas de demande d'arbitrage, nomme un juge, soit du nombre de ses ressortissants, soit en dehors d'eux.

Les juges ainsi nommés constituent le Tribunal arbitral compétent pour le cas survenu.

§ 3. Si parmi les Puissances en litige se trouvaient une ou plusieurs Puissances non représentées dans le Tribunal arbitral, en vertu de l'article précédent, chacune des deux Parties en litige aura le droit de s'y faire représenter par une personne de son choix en qualité de juge ayant les mêmes droits que les autres membres dudit Tribunal.

§ 4. Le Tribunal choisit parmi ses membres son Président qui, en cas de partage de voix en nombre égal, aura la voix prépondérante.

§ 5. Un Bureau permanent d'arbitrage sera institué par les cinq Puissances qui seront désignées en vertu du présent Acte pour constituer le Tribunal arbitral. Elles élaboreront le règlement de ce Bureau, en nommeront les employés, pourvoiront à leur remplacement le cas échéant et fixeront leurs émoluments. Ce Bureau, dont le siège sera à La Haye, comprendra un Secrétaire général, un Secrétaire adjoint, un Secrétaire-archiviste ainsi que le reste du personnel, lequel sera nommé par le Secrétaire général.

§ 6. Les frais d'entretien de ce Bureau seront répartis entre les Etats dans la proportion établie pour le Bureau international postal.

§ 7. Le Bureau rend annuellement compte de son activité aux cinq Puissances qui l'ont nommé et celles-ci communiquent le compte rendu aux autres Puissances.

§ 8. Les Puissances entre lesquelles aurait surgi un litige s'adresseront au Bureau et lui fourniront les documents nécessaires. Le Bureau avisera les cinq Puissances ci-dessus mentionnées qui auront à constituer sans retard le Tribunal. Ce Tribunal se réunira d'ordinaire à La Haye; il pourra se réunir également dans une autre ville, si un accord s'établit à cet effet entre les Etats intéressés.

§ 9. Pendant le fonctionnement du Tribunal, le Bureau lui servira de Secrétariat. Il suivra le Tribunal en cas de déplacement. Les archives de l'arbitrage international seront déposées au Bureau.

§ 10. La procédure du Tribunal susdit sera régie par les prescriptions du Code d'arbitrage. (Appendice B.)

IV. Projet de Code d'arbitrage proposé par la délégation russe.

Article 1.

Les Puissances signataires ont approuvé les principes et règles ci-dessous pour la procédure d'arbitrage entre nations, sauf les modifications qui pourraient y être introduites dans chaque cas spécial d'un commun accord par les Gouvernements en litige.

Article 2.

Les Etats intéressés, ayant accepté l'arbitrage, signent un acte spécial (compromis), dans lequel sont nettement précisées les questions soumises

à la décision de l'arbitre, l'ensemble des faits et des points de droit qui s'y rattachent et, enfin, se trouve confirmé formellement l'engagement des deux Parties contractantes de se soumettre, de bonne foi et sans appel, à la sentence arbitrale qui sera prononcée.

Article 3.

Les compromis ainsi conclus de plein gré par les Etats, peuvent établir l'arbitrage soit pour toutes contestations survenant entre eux, soit pour les contestations d'une catégorie déterminée.

Article 4.

Les Gouvernements intéressés peuvent confier les fonctions d'arbitre au Souverain ou au Chef d'Etat d'une Puissance tierce avec l'assentiment de ce dernier. Ils peuvent également confier ces fonctions soit à une personne seule, choisie par eux, soit à un tribunal d'arbitrage constitué à cet effet.

Dans le dernier cas et en vue de l'importance du litige, le Tribunal d'arbitrage pourrait être constitué de la manière suivante: chaque Partie contractante choisit deux arbitres et tous les arbitres réunis choisissent le surarbitre qui est de jure le président du Tribunal d'arbitrage.

En cas de partage des voix, les Gouvernements en litige s'adresseront d'un commun accord à un Gouvernement tiers ou à une personne tierce qui nommera le surarbitre.

Article 5.

Si les Parties en litige n'arrivent pas à un accord sur le choix du Gouvernement tiers ou d'une personne tierce mentionnés dans l'article précédent, chacune de ces Parties nommera une Puissance non impliquée dans le conflit, afin que les Puissances ainsi choisies par les Parties en litige, désignent, d'un commun accord, un surarbitre.

Article 6.

L'incapacité ou la récusation valable, fait-ce d'un seul des arbitres susindiqués, ainsi que le refus d'accepter l'office arbitral après l'acceptation ou la mort d'un arbitre choisi, infirme le compromis entier, sauf les cas où ces faits sont prévus et réglés d'avance d'un commun accord des Parties contractantes.

Article 7.

Le siège du Tribunal d'arbitrage est désigné, soit par les Etats contractants, soit par les membres du Tribunal eux-mêmes. Le changement de ce siège du Tribunal n'est loisible qu'en vertu d'un nouvel accord entre les Gouvernements intéressés ou, en cas de force majeure, sur l'initiative du Tribunal même.

Article 8.

Les Etats en litige ont le droit de nommer des délégués ou agents spéciaux attachés au Tribunal d'arbitrage avec la charge de servir d'intermédiaires entre le Tribunal et les Gouvernements intéressés.

Outre ces agents, les susdits Gouvernements sont autorisés à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal d'arbitrage des conseils ou avocats nommés à cet effet.

Article 9.

Le Tribunal d'arbitrage décide dans quelles langues devront avoir lieu ses délibérations et les débats des parties.

Article 10.

La procédure arbitrale doit généralement parcourir deux phases: préliminaire et définitive.

La première consiste dans la communication aux membres du Tribunal d'arbitrage, par les agents des Etats contractants, de tous les actes, documents et arguments imprimés ou écrits relatifs aux questions en litige.

La seconde — définitive ou orale — consiste dans les débats devant le Tribunal d'arbitrage.

Article 11.

Après la clôture de la procédure préliminaire commencent les débats devant le Tribunal d'arbitrage qui sont dirigés par le Président.

De toutes les délibérations sont tenus des procès-verbaux, rédigés par des secrétaires, nommés par le Président du Tribunal. Ces procès-verbaux ont force légale.

Article 12.

La procédure préliminaire étant close, le Tribunal d'arbitrage a le droit de refuser tous les nouveaux actes ou documents que les représentants des Parties voudraient lui soumettre.

Article 13.

Toutefois, le Tribunal d'arbitrage reste souverainement libre de prendre en considération les nouveaux documents ou actes dont les délégués ou conseils des deux Gouvernements en litige ont profité dans leurs explications devant le Tribunal.

Ce dernier a le droit de requérir la représentation de ces actes ou documents et d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Article 14.

Le Tribunal d'arbitrage, outre cela, a le droit de requérir des agents des Parties la présentation de tous les actes ou explications dont il aura besoin.

Article 15.

Les agents et conseils des Gouvernements en litige sont autorisés à présenter au Tribunal d'arbitrage oralement toutes les explications ou preuves au profit de la cause à défendre.

Article 16.

Ces mêmes agents et conseils ont également le droit de s'adresser au Tribunal avec des motions sur les matières à discuter.

Les décisions du Tribunal concernant ces motions sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion.

'Article 17.

Les membres du Tribunal d'arbitrage ont le droit de poser aux agents ou conseils des Parties contractantes des questions ou de demander des éclaircissements sur des points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des délibérations ne sauraient être regardées comme énonciations des opinions du Tribunal en général, ou de ses membres en particulier.

Article 18.

Le Tribunal d'arbitrage est seul autorisé à déterminer sa compétence par l'interprétation des clauses du compromis, et selon les principes du droit international ainsi que les stipulations des traités particuliers qui peuvent être invoqués dans la matière.

Article 19.

Le Tribunal d'arbitrage a le droit de rendre des ordonnances de procédure sur la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra présenter ses conclusions et de statuer sur l'interprétation des documents produits et communiqués aux deux Parties.

Article 20.

Les agents et conseils des Gouvernements en litige ayant présenté tous les éclaircissements et preuves pour la défense de leurs causes, le Président du Tribunal d'arbitrage prononcera la clôture de la discussion.

Article 21.

Les délibérations des membres du Tribunal d'arbitrage sur le fond du litige ont lieu à huis clos.

Toute décision définitive ou provisoire est prise à la majorité des membres présents.

Le refus d'un membre du Tribunal de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Article 22.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, doit être rédigée par écrit et doit être signée par chacun des membres du Tribunal d'arbitrage.

Ceux des membres du Tribunal qui sont restés dans la minorité constatent, en signant, leur dissensément.

Article 23.

La sentence arbitrale est lue solennellement en séance publique du Tribunal et en présence des agents et conseils des Gouvernements en litige.

Article 24.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Gouvernements en litige, décide définitivement et sans appel la contestation entre les Parties et clôt toute la procédure arbitrale instituée par le compromis.

Article 25.

Chaque Partie supportera ses propres frais et la moitié des frais du Tribunal d'arbitrage, sans préjudice de la décision du Tribunal touchant l'indemnité que l'une ou l'autre des Parties pourra être condamnée à payer.

Article 26.

La sentence arbitrale est nulle en cas de compromis nul, ou d'excès de pouvoir ou de corruption prouvée d'un des arbitres.

La procédure indiquée ci-dessus concernant le Tribunal d'arbitrage s'applique également à partir du § 7 commençant par les mots: „Le siège du Tribunal d'arbitrage“, dans le cas où l'arbitrage est confié à une personne seule aux choix des Gouvernements intéressés.

Dans le cas où le Souverain ou le Chef d'Etat se réserveraient de prononcer personnellement comme arbitre, la procédure à suivre serait fixée par le Souverain ou le Chef d'Etat lui-même.

V. Document communiqué par M. de Martens.**Arbitration between the Governments of Her Britannic Majesty and the United States of Venezuela.****Rules of procedure.**

The Tribunal of Arbitration, established in virtue of the Treaty of Washington of February 2. 1897 to decide the boundary claims between Great Britain and the United States of Venezuela, has adopted the following Rules of Procedure for its meetings.

I

At the opening of its meetings the Tribunal of Arbitration shall, upon the proposal of the President, appoint secretaries, who shall be charged with drawing up full reports of all its proceedings. The Agents of the two governments being in dispute have the right to appoint their special secretaries for the purpose of drawing up reports of all the proceedings of the Tribunal, except the deliberations of the Tribunal with closed doors.

II

The reports of the Proceedings of the Tribunal of Arbitration shall be signed by the President, the two Agents of the Governments in dispute, and countersigned by the Principal Secretary. These reports alone are authoritative and have full legal force.

III

At all debates and deliberations of the Tribunal of Arbitration the Proceedings shall be carried on in French or in English. The final report of Proceedings shall be drawn up in three languages: English, French and Spanish.

IV

The Agents of the two Governments in dispute are required to communicate to the Tribunal the names of their Counsel and special Secretaries.

V

The public shall be admitted to the public meetings of the Tribunal of Arbitration only on presentation of tickets to be obtained from the Secretaries of the Tribunal.

VI

The President of the Tribunal of Arbitration has the direction of all the debates and deliberations before the Tribunal.

VII

In case of the temporary illness of any one of the Members of the Tribunal of Arbitration or of the Agents of the Government of the United States of Venezuela or of Great Britain, the meetings of the Tribunal may be suspended for a short period of time. In case of the long or serious illness of any one of the Members of the Tribunal, the second article of the Treaty of Washington of February 2. 1897 shall be put in force.

VIII

The preliminary proceedings of the Tribunal of Arbitration, consisting in the communication by the two Governments in dispute of all written

acts and documents relative to the present trial being closed, the Tribunal of Arbitration by virtue of the stipulations of the Treaty of Washington, shall have the right to refuse to receive any new acts or documents which the Representatives of the two above-mentioned Governments may wish to present.

IX

At the same time the Tribunal of Arbitration has full power and liberty to take into consideration any new acts or documents, to which the Agents or Counsel of the two Governments in dispute may invite the attention of the Tribunal. It has further the right to demand the production of these acts or documents and to communicate them to the Party opposed.

X

The Tribunal of Arbitration has the right to require the Agents of the two Governments in dispute to produce any act or document and to make any explanations it may deem necessary.

XI

The Agents or Counsel of the two Governments in dispute have full right to produce before the Tribunal of Arbitration any oral explanations they may consider necessary to the due development of their case.

XII

The aforesaid Agents or Counsel have equally the right to submit to the Tribunal of Arbitration any motion or amendment to the subject under discussion. All decisions arrived at by the Tribunal on such motions or amendments shall be regarded as final and not admitting any further debate.

XIII

The Members of the Tribunal of Arbitration have the right to put questions to the Agents or Counsel of the two Governments in dispute, or to demand further and more detailed explanations on all doubtful points. Neither the questions that may be put nor the observations made by Members of the Tribunal shall be regarded as expressing the views of the Tribunal in general, or of its Members in particular.

XIV

The Tribunal of Arbitration is authorised to determine its competency on any point exclusively on the basis of the Treaty of Washington of February 2. 1897, and in accordance with the principles of International Law.

XV

After the Agents or Counsel of the two Governments in dispute have laid before the Tribunal of Arbitration all their explanations and proofs, the President shall declare the debates to be closed.

XVI

The Tribunal of Arbitration may, during the debates before it, discuss any question with closed doors.

XVII

In matters of Procedure all decisions are taken by the majority of votes of Members present.

XVIII

The failure of any one of the Members of the Tribunal of Arbitration to take part in the voting shall be duly noted in the Report of the Proceedings.

XIX

The final award, decided by the majority of votes, shall be drawn up in English, French and Spanish.

Translations in French and Spanish shall be certified by the Agents of the two Governments.

XX

The refusal, if any, on the part of the minority of Members of the Tribunal to sign the award shall be duly noted in the Report of the Proceedings.

XXI

The final award shall be solemnly read in public meeting of the Tribunal of Arbitration in presence of the Members. The Agents and Counsel of the two Governments being in dispute shall be invited to assist at this public meeting.

XXII

Three copies of the final award shall be drawn up and, of these copies, one shall be presented to the Agent of the Government of Great Britain, to be communicated to his Government, and the second shall be presented to the Agent of the Government of the United States of Venezuela, to be communicated to his Government.

The third copy in French shall be communicated to the French Government for the Archives of the French Republic.

XXIII

Three duplicates of the final award shall be signed by the President and all the Members of the Tribunal of Arbitration. These of its Members, who have voted with the minority, shall, if they see fit, state in such duplicate their dissent therefrom.

XXIV

The final award, duly declared and communicated to the Agents of the two Governments being in dispute, shall be deemed to decide definitely the points in dispute between the Governments of Great Britain and of the United States of Venezuela, concerning the lines of their respective frontiers, and shall finally close all Proceedings of the Tribunal of Arbitration established by the Treaty of Washington, February 2. 1897.

The President,

Martens.

Paris, June 14, 1899.

Annexe B. Documents émanés de la délégation anglaise.
Tribunal permanent d'arbitrage.

a) Proposition de S. E. Sir Julian Pauncefote.

1.

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les Etats qui n'auraient pas réussi à régler leurs différends par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser de la manière suivante un "Tribunal permanent d'arbitrage" accessible en tous temps, et qui sera régi par le Code d'arbitrage prescrit dans cette convention en tant qu'il serait applicable et conforme aux dispositions arrêtées dans le compromis entre les Parties litigantes.

2.

A cet effet, un Bureau central sera établi en permanence à (X), dans lequel les archives du Tribunal seront conservées, et qui sera chargé de la gestion de ses affaires officielles. Un Secrétaire permanent, un Archiviste et un personnel suffisant seront nommés, qui habiteront sur les lieux.

Le Bureau sera l'intermédiaire des communications relatives à la réunion du Tribunal à la requête des Parties litigantes.

3.

Chaque Puissance signataire transmettra aux autres les noms de deux personnes de sa nationalité reconnues dans leur pays comme juristes ou publicistes de mérite et jouissant de la plus haute considération quant à leur intégrité, qui seraient disposées à accepter les fonctions d'arbitre et posséderaient toutes les qualités requises. Les personnes ainsi désignées seront membres du Tribunal et inscrites comme tels au Bureau central.

En cas de décès ou de retraite d'un membre du Tribunal, il sera pourvu à son remplacement de la même manière que pour sa nomination.

4.

Les Puissances signataires désirant avoir recours au Tribunal pour le règlement pacifique des différends qui pourraient surgir entre Elles, notifieront ce désir au Secrétaire du Bureau central qui leur fournira sur-le-champ la liste des membres du Tribunal. Elles choisiront dans cette liste le nombre d'arbitres convenu dans le compromis.

Elles auront en outre la faculté de leur adjoindre des arbitres autres que ceux dont les noms seront inscrits dans la liste. Les arbitres ainsi choisis formeront le Tribunal pour cet arbitrage.

Ils se réuniront à la date fixée par les Parties en litige.

Le Tribunal siégera d'ordinaire à (X), mais il aura la faculté de siéger ailleurs et de changer son siège de temps en temps selon les circonstances et sa convenance ou celle des Parties en litige.

5.

Tout Etat, quoique n'étant pas une des Puissances signataires, pourra avoir recours au Tribunal dans les conditions prescrites par les Règlements.

6.

Le Gouvernement de (X) est chargé d'installer à (X), au nom des Puissances signataires, le plus tôt possible après la ratification de cette Convention, un „Conseil d'administration“ permanent qui sera composé de cinq membres et d'un Secrétaire. Ce Conseil aura pour devoir d'établir et d'organiser le Bureau central qui sera sous sa direction et son contrôle.

Il émettra de temps en temps les Règlements nécessaires au bon fonctionnement du Bureau central. Il réglera de même toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement du Tribunal, ou qui lui seraient référées par le Bureau central. Il aura des pouvoirs absolus quant à la nomination, la suspension ou la démission de tous les fonctionnaires et employés, il fixera leurs salaires et il contrôlera la dépense générale. Le Conseil élira son Président, qui aura voix prépondérante. La présence de trois membres suffira pour constituer les séances, et les décisions seront prises à la majorité des voix. Les honoraires des membres du Conseil seront fixés par un accord entre les Puissances signataires.

7.

Les Puissances signataires s'engagent à supporter par parties égales les frais du Conseil d'administration et du Bureau central. Les frais se rattachant à chaque arbitrage incomberont aux Etats en litige en partie égale.

b) Proposition nouvelle de S. E. sir Julian Pauncefote concernant le Conseil permanent.**Article 6 nouveau.**

Un Conseil permanent composé des représentants des Puissances signataires résidant à la Haye et du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification de la présente Convention. Ce Conseil aura pour mission d'établir et d'organiser le Bureau central, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle. Il procédera à l'installation du Tribunal; il émettra, de temps en temps les règlements nécessaires au bon fonctionnement du Bureau central. De même, il réglera toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement du Tribunal, ou il en référera aux Puissances signataires. Il aura des pouvoirs absolus quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau central. Il fixera leurs traitements et salaires, il contrôlera la dépense générale. La présence de cinq membres dans la réunion, délibérément convoquée, suffira pour délibérer valablement et les décisions seront prises à la majorité des voix.

Annexe C. Documents émanés de la Délégation américaine.**I. Médiation spéciale.****Proposition de M. Holls, délégué des Etats-Unis d'Amérique.****Article 7.**

Les Puissances signataires sont tombées d'accord de recommander l'application, dans les circonstances qui peuvent le permettre, d'une Médiation spéciale, sous la forme suivante:

En cas de différend grave menaçant la Paix, les Etats en litige choisissent respectivement une Puissance neutre avec la mission d'entrer en rapport direct à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant une durée de vingt jours, sauf stipulation d'un autre délai, la question en litige est considérée comme déférée exclusivement à ces Puissances. Elles doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend et à rétablir autant que possible le *statu quo ante*.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

II. Projet de Tribunal international. Proposition de la Commission des Etats-Unis d'Amérique, soumise au Comité d'examen.

Il est décidé que, en vue d'aider à prévenir des conflits armés par des moyens pacifiques, les représentants des Puissances souveraines assemblés à cette Conférence sont invités par la présente résolution à proposer à leurs Gouvernements respectifs d'entrer en négociations aux fins de conclure un traité général qui aura pour objet le plan ci-dessous, avec telles modifications qui seraient indispensables pour assurer l'adhésion d'au moins neuf Puissances souveraines desquelles huit au moins devront être des Puissances européennes ou américaines, et quatre au moins devront avoir été au nombre des signataires de la Convention de Paris, l'Empire d'Allemagne étant considéré comme succédant à la Prusse et le Royaume d'Italie à la Sardaigne.

(1) Le Tribunal sera composé de personnes se recommandant par leur haute intégrité et leur compétence dans le droit international, qui seront nommées par la majorité des membres de la plus haute Cour de justice existant dans chacun des Etats adhérents. Chaque Etat signataire du traité aura un représentant au Tribunal. Les membres de celui-ci siégeront jusqu'à ce que des successeurs leur aient été donnés en due forme par le même mode d'élection.

(2) Le Tribunal s'assemblera, en vue de s'organiser, à une époque et à un endroit dont conviendront les différents Gouvernements. Toutefois, il ne faudra pas que ce soit plus de six mois après la ratification du traité général par les neuf Puissances mentionnées ci-dessus. Le Tribunal désignera un Greffier permanent et tels autres employés qui seront jugés nécessaires. Le Tribunal aura le pouvoir de désigner le lieu où il se réunira et pourra en changer de temps en temps, selon que les intérêts de la justice ou les convenances des litigants sembleront l'exiger. Il fixera les règles de la procédure qu'il suivra.

(3) Le Tribunal aura un caractère permanent et sera toujours prêt à accueillir, dans les limites de ses règles propres de procédure, les cas nouveaux et les cas contraires, soit que ces cas lui soient soumis par les Nations signataires, soit qu'ils le soient par toutes autres Nations qui désireraient recourir à lui; tous les cas et cas contraires, ainsi que les témoignages et les arguments pour les appuyer ou les combattre, devront être écrits ou imprimés. Tous cas, cas contraires, dépositions, arguments et considérants de jugements devront, après que la sentence aura été prononcée, être à la disposition de tous ceux qui seraient disposés à payer les frais de leur transcription.

(4) Tout différend quel qu'il soit entre Puissances signataires peut, de commun accord, être soumis par les Nations intéressées au jugement de ce Tribunal international, mais, dans tous les cas où le Tribunal sera saisi, les intéressés devront s'engager, en s'adressant à lui, à accepter sa sentence.

(5) Dans chaque cas particulier, la Cour sera composée d'après les conventions intervenues entre les Nations litigantes, soit que le Tribunal tout entier siège, soit que les Nations litigantes désignent quelques-uns seulement de ses membres en nombre impair et non inférieur à trois. Dans le cas où la Cour ne comprendrait que trois juges, aucun d'eux ne pourra être originaire, sujet ou citoyen des Etats dont les intérêts sont en cause.

(6) Les frais généraux du Tribunal seront répartis également ou en proportion équitable entre les Puissances adhérentes, mais les frais occasionnés par chaque cas particulier seront à la charge de ceux que le Tribunal indiquera. Les traitements des juges pourront être fixés de telle façon qu'ils ne soient payables que lorsque lesdits juges rempliront effectivement leurs fonctions au Tribunal. Les cas dans lesquels l'une des parties ou toutes les deux seraient un Etat non-adhérent ne seront admis qu'à la condition que les Etats litigants prennent de commun accord l'engagement de payer respectivement telle somme que le Tribunal fixera pour couvrir les frais de la procédure.

(7) Tout litigant qui aura soumis un cas au Tribunal international aura droit à une seconde audition de sa cause devant les mêmes juges, endéans les trois mois après que la sentence aura été notifiée, s'il déclare pouvoir invoquer des témoignages nouveaux ou des questions de droit non soulevées et non tranchées la première fois.

(8) Le Traité proposé ici entrera en force quand neuf Etats souverains, dans les conditions indiquées dans la résolution, auront ratifié ses stipulations.

Annexe D. Document émané de la Délégation italienne.

Amendement au projet russe de stipulations sur la médiation et l'arbitrage, déposé par S. E. le Comte Nigra.

Dans le but de prévenir ou de faire cesser les conflits internationaux, la Conférence de la Paix, réunie à la Haye, a résolu de soumettre aux Gouvernements qui y sont représentés les articles suivants destinés, à être convertis en stipulations internationales.

Art. I.

En cas d'imminence d'un conflit entre deux ou plusieurs Puissances, et après l'insuccès de toute tentative de conciliation au moyen de négociations indirectes, les Parties en litige sont obligées de recourir à la médiation ou à l'arbitrage dans les cas indiqués par le présent Acte.

Art. II.

Dans tous les autres cas, la médiation ou l'arbitrage seront recommandées par les Puissances signataires, mais demeureront facultatifs.

Art. III.

Chacune des Puissances signataires du présent Acte, non impliquées dans le conflit, a, en tout cas, et même pendant les hostilités, le droit d'offrir aux Parties contendantes ses bons offices ou sa médiation, ou de leur proposer de recourir à la médiation d'une autre Puissance également neutre ou à l'arbitrage.

Cette offre ou cette proposition ne peut être considérée par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical, même dans le cas où la médiation et l'arbitrage, n'étant pas obligatoires, seraient récusés.

Art. IV.

La demande ou l'offre de médiation a la priorité sur la proposition d'arbitrage.

Mais l'arbitrage peut ou doit être proposé selon les cas, non seulement lorsqu'il n'y a pas de demande ou offre de médiation, mais aussi lorsque la médiation aurait été récusée ou n'aurait pas abouti à la conciliation.

Art. V.

La proposition de médiation ou d'arbitrage, tant qu'elle n'est pas formellement acceptée par toutes les Parties en litige, ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, retarder ou entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires, ainsi que les opérations militaires en cours.

Art. VI.

Le recours à la médiation ou à l'arbitrage conformément à l'article 1^{er} est obligatoire:

- 1°
2°

**Annexe E. Document rédigé à la demande de la troisième
Commission par M. le chevalier Descamps.**

Relevé Général des Clauses de Médiation et d'arbitrage concernant les Puissances représentées à la Conférence de la Paix.

Il importe de distinguer les dispositions ayant un caractère de généralité, c'est-à-dire qui sont communes à toutes les Puissances ou à un groupe considérable d'entre Elles, et celles qui ont le caractère de droit conventionnel spécial entre deux Etats.

§ 1. Dispositions marquées d'un caractère de généralité.

Les principales dispositions à relever dans cet ordre sont les suivantes:

1. Vœu général concernant le recours aux bons offices d'une Puissance amie, contenu dans le Protocole n° XXIII du Congrès de 1856.

Ce vœu a été exprimé dans les conditions suivantes:

M. le comte de Clarendon, ayant demandé la permission de présenter au Congrès une proposition qui lui semble devoir être favorablement accueillie, dit que les calamités de la guerre sont encore trop présentes à tous les esprits pour qu'il n'y ait pas lieu de rechercher tous les moyens qui seraient de nature à en prévenir le retour; qu'il a été inséré à l'article 8 du Traité de paix une stipulation qui recommande de recourir à l'action médiatrice d'un Etat ami, avant d'en appeler à la force en cas de dissentiment entre la Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pense que cette heureuse innovation pourrait recevoir une application plus générale et devenir ainsi une barrière opposée à des conflits qui, souvent, n'éclatent que parce qu'il n'est pas toujours possible de s'expliquer et de s'entendre.

Il propose donc de se concerter sur une résolution propre à assurer, dans l'avenir, au maintien de la paix, cette chance de durée, sans toutefois porter atteinte à l'indépendance des Gouvernements.

M. le comte Walewski se déclare autorisé à appuyer l'idée émise par M. le premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne; il assure que les Plénipotentiaires de la France sont tout disposés à s'associer à l'insertion au protocole d'un vœu qui, en répondant pleinement aux tendances de notre époque, n'entraverait daucune façon la liberté d'action des Gouvernements.

M. le comte de Buol n'hésiterait pas à se joindre à l'avis des Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France, si la résolution du Congrès doit avoir la forme indiquée par M. le comte Walewski; mais il ne saurait prendre, au nom de sa Cour, un engagement absolu et de nature à limiter l'indépendance du Cabinet autrichien.

M. le comte de Clarendon répond que chaque Puissance est et sera seule juge des exigences de son honneur et de ses intérêts; qu'il n'entend nullement circonscrire l'autorité des Gouvernements, mais seulement leur fournir l'occasion de ne pas recourir aux armes toutes les fois que les dissentions pourront être aplani par d'autres voies.

M. le baron de Manteuffel assure que le Roi, son auguste maître, partage complètement les idées exposées par M. le Comte de Clarendon; qu'il se croit donc autorisé à y adhérer et à leur donner tout le développement qu'elles comportent.

M. le comte Orloff, tout en reconnaissant la sagesse de la proposition faite au Congrès, croit devoir en référer à sa Cour, avant d'exprimer l'opinion des Plénipotentiaires de la Russie.

.

M. le comte Walewski ajoute qu'il ne s'agit ni de stipuler un droit, ni de prendre un engagement; que le vœu exprimé par le Congrès ne saurait, en aucun cas, aliéner la liberté d'appréciation que toute Puissance indépendante doit se réservier en pareille matière; qu'il n'y a donc aucun inconvénient à généraliser l'idée dont s'est inspiré M. le comte de Clarendon, et à lui donner la portée la plus étendue.

M. le comte de Buol applaudit à la proposition, telle que Lord Clarendon l'a présentée, dans un but d'humanité; mais il ne pourrait y adhérer, si on voulait lui donner une trop grande étendue, ou en déduire des conséquences favorables aux Gouvernements de fait et à des doctrines qu'il ne saurait admettre.

Il désire, au reste, que le Congrès, au moment même de terminer ses travaux, ne se voie pas obligé de traiter des questions irritantes et de nature à troubler la parfaite harmonie qui n'a cessé de régner parmi les Plénipotentiaires.

Après quoi, MM. les Plénipotentiaires n'hésitent pas à exprimer, au nom de leurs Gouvernements, le vœu que les Etats entre lesquels s'éleverait un dissensément sérieux, avant d'en appeler aux armes, eussent recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices d'une Puissance amie.

MM. les Plénipotentiaires espèrent que les Gouvernements non représentés au Congrès s'associeront à la pensée qui a inspiré le vœu consigné au présent protocole.

2. Action médiatrice en cas de dissensément menaçant le maintien des relations de la Sublime Porte avec les autres Puissances signataires du Traité de Paris de 1856.

Traité du 30 mars 1856, art. 8. S'il survenait entre la Sublime Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires un dissensément qui menaçât le maintien de leurs relations, la Sublime Porte ou chacune des Puissances, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres Parties contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice.

3. Bons offices pour limiter le théâtre de la guerre, en plaçant sous le régime de la neutralité, des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo.

Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885, art. 11. Dans les cas où une Puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} placées sous le régime de la liberté commerciale, serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du présent Acte et celles qui y adhéreronnt par la suite s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette Puissance soient, du consentement commun de cette

Puissance et de l'autre ou des autres Parties belligérantes, placés pour la durée de la guerre sous le régime de la neutralité et considérés comme appartenant à un Etat non belligérant; les parties belligérantes renonceraient dès lors à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés, aussi bien qu'à les faire servir de base à des opérations de guerre.

4. **Médiation obligatoire et arbitrage facultatif en cas de dissensément sérieux ayant pris naissance au sujet ou dans les limites du bassin conventionnel du Congo.**

Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1890, art. 55. Dans le cas où un dissensément sérieux, ayant pris naissance au sujet ou dans les limites des territoires mentionnés à l'article 1^e et placés sous le régime de la liberté commerciale, viendrait à s'élèver entre les Puissances signataires du présent Acte ou des Puissances qui y adhéreraient par la suite, ces Puissances s'engagent, avant d'en appeler aux armes, à recourir à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Pour le même cas, les mêmes Puissances se réservent le recours facultatif à la procédure de l'arbitrage.

5. **Institution d'une juridiction arbitrale en vertu de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles concernant la traite africaine.**

Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890, art. 55. L'officier capturé et l'autorité qui aura dirigé l'enquête désigneront, chacun dans les quarante-huit heures, un arbitre, et les deux arbitres choisis auront eux-mêmes vingt-quatre heures pour désigner un surarbitre. Les arbitres devront être choisis, autant que possible, parmi les fonctionnaires diplomatiques, consulaires ou judiciaires des Puissances signataires. Les indigènes se trouvant à la solde des Gouvernements contractants sont formellement exclus. La décision est prise à la majorité des voix. Elle doit être reconnue comme définitive.

Si la juridiction arbitrale n'est pas constituée dans les délais indiqués, il sera procédé, pour l'indemnité comme pour les dommages-intérêts, conformément aux dispositions de l'article 58, paragraphe 2.

Art. 56. Les causes sont déferées, dans le plus bref délai possible, au tribunal de la nation dont les prévenus ont arboré les couleurs. Cependant les consuls ou toute autre autorité de la même nation que les prévenus, spécialement commissionnés à cet effet, peuvent être autorisés par leur Gouvernement à rendre les jugements aux lieu et place des tribunaux.

Art. 58. Tout jugement du tribunal national ou des autorités visées à l'article 56 déclarant que le navire arrêté ne s'est point livré à la traite sera exécuté sur-le-champ, et pleine liberté sera rendue au navire de continuer sa route.

Dans ce cas, le capitaine ou l'armateur du navire arrêté sans motif légitime de suspicion ou ayant été soumis à des vexations aura le droit

de réclamer des dommages-intérêts, dont le montant sera fixé de commun accord entre les Gouvernements directement intéressés ou par voie d'arbitrage et payé dans le délai de six mois à partir de la date du jugement qui a acquitté la prise.

6. Institution d'une juridiction arbitrale en vertu de l'Union postale universelle.

Convention du 4 Juillet 1891, art. 23, § 1. En cas de désaccord entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité d'une Administration en cas de perte d'un envoi recommandé, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

§ 2. La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

§ 3. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

§ 4. Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les arrangements conclus en vertu de l'article 19 précédent (concernant le service des lettres et boîtes avec valeurs déclarées, des mandats de poste, des colis postaux, des valeurs à recouvrer, des livrets d'identité, des abonnements aux journaux, etc.)

7. Institution d'un Office d'arbitrage facultatif, en vertu de l'Union internationale pour le transport de marchandises par chemins de fer.

Convention du 14 octobre 1890, art. 57, § 1. Pour faciliter et assurer l'exécution de la présente Convention, il sera organisé un Office central des transports internationaux, chargé:

. . . 3° De prononcer, à la demande des parties, des sentences sur les litiges qui pourraient s'élever entre les chemins de fer.

L'article 22, § 2 de la Convention du 4 juillet 1891 charge le Bureau international de l'Union postale universelle „d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses“. Ces avis juridiques constituent une sorte de préarbitrage qu'il a paru intéressant de noter.

En exécution de l'article 57, § 1 de la Convention du 14 octobre 1890, le Conseil fédéral suisse a publié, sous la date du 29 novembre 1892, un Règlement fixant la procédure arbitrale pour les litiges portés devant l'Office central des transports internationaux.

§ 2. Droit conventionnel spécial.

Allemagne.

L'article 1^{er} de l'Accord anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890 porte que la délimitation de la frontière sud de la „Walfishbay“ est

réservee à une décision arbitrale si dans les deux ans, à partir de la signature de cet arrangement, aucune entente ne s'est établie entre les deux Puissances relativement à la fixation de ladite frontière.

Autriche-Hongrie.

Le Traité de commerce du 17 mai 1869 entre l'Autriche-Hongrie et le Siam renferme une clause générale d'arbitrage, concernant tous les différends qui pourraient surger entre les deux pays.

Article 26. Dans le cas où s'élèverait entre les Hautes Parties contractantes un différend qui ne pourrait pas être arrangé amicalement par la voie de négociations ou de correspondances diplomatiques, il est ici convenu que le règlement du différend sera soumis à l'arbitrage d'une Puissance neutre et amie à désigner ce commun accord et que le résultat de cet arbitrage sera admis par les Hautes Parties contractantes comme une décision finale.

Sollte zwischen den hohen vertragschliessenden Theilen eine Streitfrage oder Meinungsverschiedenheit entstehen, welche durch freundschäftlichen diplomatischen Verkehr oder Korrespondenz nicht geschlichtet werden könnte, so wird hiermit vereinbart, dass die Schlichtung einer solchen Frage oder Meinungsverschiedenheit dem schiedarichterlichen Spruche einer im gemeinsamen Einverständnisse zu wählenden, befreundeten neutralen Macht vorgelegt werden soll und dass das Ergebniss dieses Spruchs von den hohen vertragschliessenden Mächten als endgiltige Entscheidung angenommen werden soll.

Belgique.

La Belgique a conclu onze traités renfermant des clauses d'arbitrage.

Six de ces clauses sont générales et concernent tous les différends éventuels. Les cinq autres ont une portée limitée.

Les Clauses générales d'arbitrage sont les suivantes:

1^e Belgique et Iles Hawaïennes. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 4 octobre 1862. Article 26. Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les Parties contractantes pouvaient devenir le motif d'une interruption de relations d'amitié entre elles, et qu'après avoir épousé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième Puissance, également amie des parties, sera invoqué d'un commun accord, pour éviter, par ce moyen, une rupture définitive.

2^e Belgique et Siam. Traité d'amitié et de commerce du 29 août 1868. Article 24. Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux pays contractants, qui ne pourrait pas être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces derniers désigneront, d'un commun accord, pour arbitre une Puissance tierce neutre et amie et le résultat de l'arbitrage sera admis par les deux Parties.

3^e Belgique et République Sud-Africaine. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 3 février 1876. Article 14. (Même texte que celui du traité avec les Iles Hawaïennes, ci-dessus, 1^e.)

4^e Belgique et Vénézuéla. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 1^{er} mars 1884. Article 2. S'il surgissait entre la Belgique et le Vénézuela un différend quelconque, qui ne pût être réglé à l'amiable, les deux Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre la solution du litige à l'arbitrage d'une Puissance amie, proposée et acceptée de commun accord.

5^e Belgique et Équateur. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 5 mars 1887. Article 2. (Même texte que celui du traité avec le Vénézuela, ci-dessus, 4^e.)

6^e Belgique et État libre d'Orange. Traité d'amitié d'établissement et de commerce du 27 décembre 1894. Article 14. (Même texte que celui du traité avec les Iles Hawaïennes, ci-dessus, 1^e.)

Les Clauses limitées d'arbitrage sont:

1^e Belgique et Italie. Traité de commerce et de navigation du 11 décembre 1882. Article 20. Si quelque difficulté surgissait à l'occasion, soit de l'interprétation, soit de l'exécution des articles qui précédent, les deux Hautes Parties contractantes, après avoir éprouvé tous les moyens d'arriver directement à un accord, s'engagent à s'en rapporter à la décision d'une Commission d'arbitres.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre choisi par la Commission elle-même.

La procédure à suivre sera déterminée par les arbitres, à moins qu'une entente ne soit intervenue à cet égard entre le Gouvernement belge et le Gouvernement italien.

2^e Belgique et Grèce. Traité de commerce et de navigation du 25 mai 1895. Article 21. Les Hautes Parties contractantes conviennent de recourir à l'arbitrage pour toutes les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution du présent traité.

3^e Belgique et Suède. Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20. (Même texte que celui du traité avec la Grèce, ci-dessus, 2^e.)

4^e Belgique et Norvège. Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20. Dans les cas où un différend sur l'interprétation ou l'application du présent traité s'élèverait entre les deux Parties contractantes et ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de correspondance diplomatique, celles-ci conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont elles s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des deux Parties contractantes en désignera un, choisi en dehors de ses

nationaux et des habitants du pays. Ces deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre sur ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres, ou, à défaut d'entente, par le sort.

5° Belgique et Danemark. Traité de commerce et de navigation du 18 juin 1895. Article 20. (Même texte que celui du traité avec la Grèce, ci-dessus, 2°.)

Danemark.

1° Danemark et Vénézuéla. Traité de commerce et de navigation du 19 décembre 1862. Article 26. Si, par un concours de circonstances malheureuses, les différends entre les deux Hautes Parties contractantes occasionnent une interruption dans leurs relations d'amitié, et qu'après avoir éprouvé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leurs prétentions respectives n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième Puissance amie et neutre sera invoqué d'un commun accord avant de pouvoir en appeler au funeste usage des armes.

Est excepté le cas où la partie qui se croirait offensée n'obtiendrait pas que l'autre, dans le terme de trois mois, à compter du jour de l'invitation qui lui sera faite à cet effet, convint du choix de l'arbitre d'un commun accord, ou à défaut de cet accord, par la voie du sort.

2° Danemark et Belgique. Traité de commerce et de navigation du 18 juin 1895. Article 20. (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

Espagne.

Voici les traités conclus par l'Espagne avec insertion de la clause d'arbitrage:

a. Clauses générales d'arbitrage.

1° Espagne et Vénézuela. Traité de commerce et de navigation du 20 mai 1882. Article 14. Si, contre toute attente, il venait à surgir entre l'Espagne et le Vénézuela une difficulté quelconque qui ne pourrait pas être résolue à l'amiable par les moyens usuels et ordinaires, les deux Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre la solution du différend à l'arbitrage d'une tierce Puissance, amie des deux Parties, proposée et acceptée de commun accord.

Si, como no es de esperar, llegase a surgir entre Espana y Venezuela alguna diferencia que no se pudiere arreglar amigablemente por los medios usuales y ordinarios, las dos Altas Partes contratantes convienen en someter la resolucion de la diferencia al arbitraje de una tercera Potencia amiga de ambas propuesta y aceptada de comun acuerdo.

2° Espagne et Equateur. Traité additionnel de paix et d'amitié du 23 mai 1888. Article 5. Toutes les contestations et tous les différends entre l'Espagne et l'Equateur sur l'interprétation de

traités existants ou sur un point quelconque qui n'y est pas prévu, s'ils ne peuvent être résolus à l'amiable, seront soumis à l'arbitrage d'une Puissance amie, proposée et acceptée de commun accord.

Toda cuestión ó diferencia entre Espana y Ecuador sobre la interpretación de Tratados existentes ó sobre algún punto no previsto en ellos, si no pudiere ser arreglada amistosamente, será sometida al arbitraje de una Potencia amiga, propuesta y aceptada de comun acuerdo.

3º Espagne et Colombie. Traité additionnel au traité de paix et d'amitié de 1881 signé à Bogota le 28 avril 1894. Article 1. Toutes les contestations et tous les différends qui surgiront entre l'Espagne et la Colombie au sujet de l'interprétation des traités en vigueur ou qui le seront à l'avenir, seront tranchés par la décision sans appel d'un arbitre, proposé et accepté de commun accord. Les contestations qui pourront se présenter sur des points non prévus dans lesdits traités ou pactes seront également soumises à l'arbitrage; mais si l'accord n'existe pas quant à l'adoption de cette mesure, parce qu'il s'agit d'affaires affectant la souveraineté nationale ou qui d'une autre manière sont par leur nature incompatibles avec l'arbitrage, les deux Gouvernements sont obligés, en tout cas, d'accepter la médiation ou les bons offices d'un Gouvernement ami pour la solution amiable de tout différend.

Lorsqu'un différend entre l'Espagne et la Colombie sera soumis au jugement d'un arbitre, les Hautes Parties contractantes établiront, de commun accord, la procédure, les délais et les formalités que le Juge et les Parties devront observer dans le cours et à la fin du jugement arbitral.

Toda controversia ó diferencias que ocurriesen entre Espana y Colombia acerca de la interpretación de los Tratados vigentes ó que en lo sucesivo lo estén, serán resueltas por el inapelable fallo de un árbitro, propuesto y aceptado de común acuerdo. Las desavenencias que pudieren surgir sobre puntos no previstos en dichos Tratados ó Pactos, serán igualmente sometidas al arbitraje pero si no hubiere conformidad en cuanto a la adaptación de este procedimiento, por tratarse de asuntos que afecten la soberanía nacional ó que de otro modo sean por su naturaleza incompatibles con el arbitraje, ambos Gobiernos estarán obligados, en todo caso, a aceptar la mediación ó buenos oficios de un Gobierno amigo, para la solución amistosa de toda diferencia. Cuando se someta a juicio de un árbitro una diferencia entre Espana y Colombia las Atlas Partes contratantes establecerán, de común acuerdo, las trámites, términos y formalidades que el Juez y las partes deberán observar en el curio y terminación del juicio arbitral.

4º Espagne et Honduras. Traité de paix et d'amitié du 19 novembre 1894. Article 2. (Texte identique à celui du n° 2.)

b. Clause d'arbitrage limitée.

Espagne et Suède et Norvège. Déclarations du 23 juin 1887. Article 2. Les questions qui surgiraient sur l'interprétation ou l'exécution du traité de commerce entre l'Espagne et la Suède et la Norvège du 15 mars 1883, prorogé par la convention du 18 janvier dernier, et du traité de navigation entre les mêmes pays du 15 mars 1883, ou sur les con-

séquences d'une violation quelconque desdits traités, seront soumises, lorsque tous les moyens directs d'arrangement et les discussions amicales entre les deux Hautes Parties contractantes auront été épuisés, à des Commissions d'arbitrage dont les décisions seront obligatoires pour les Hautes Parties contractantes.

Les membres de ces Commissions seront nommés d'un commun accord par les deux Hautes Parties et, dans les cas où l'entente ne pourrait être obtenue, chacune d'Elles nommera un arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et ceux qui seront nommés à ces fonctions désigneront un arbitre additionnel qui fonctionnera en cas de désaccord.

La procédure pour l'arbitrage sera fixée dans chaque cas par les Hautes Parties contractantes et, à leur défaut, la Commission d'arbitrage la déterminera avant d'exercer ses fonctions. Dans tous les cas, les Hautes Parties contractantes préciseront les questions ou affaires qui seront soumises à l'arbitrage.

Voir Notes ministérielles des 27 janvier 1892 et 9 août 1893, mentionnées sous les rubriques Suède et Norvège.

France.

Le traité d'amitié, de commerce et de navigation du 4 juin 1886 entre la France et la Corée renferme dans son article 1^{er} § 2 la stipulation suivante: „S'il s'élevait des différends entre une des Hautes Parties contractantes et une Puissance tierce, l'autre Haute Partie contractante pourrait être requise par la première de prêter ses bons offices afin d'amener un arrangement amiable.“

Grande-Bretagne.

Les traités conclus par la Grande-Bretagne et renfermant la clause d'arbitrage sont les suivants:

1^o Grande-Bretagne et Italie. Traité de commerce et de navigation du 15 juin 1883. Protocole annexé. Toutes controverses qui pourraient surgir sur l'interprétation ou l'exécution du présent traité ou sur les conséquences de sa violation seront, après que l'on aura épuisé tous les moyens d'arriver directement à un arrangement par entente amiable, soumises au jugement de Commissions d'arbitrage, et les décisions de ces Commissions seront obligatoires pour les deux Gouvernements.

Les membres de ces Commissions seront choisis par les deux Gouvernements de commun accord et, à défaut d'entente, chacune des Parties nommera un arbitre ou un même nombre d'arbitres, et les arbitres ainsi nommés feront choix d'un tiers arbitre.

La procédure de l'arbitrage sera, dans chaque cas, déterminée par les Parties contractantes, à défaut de quoi la Commission d'arbitrage sera autorisée à la déterminer elle-même tout d'abord.

Any controversies which may arise respecting the interpretation or the execution of the present Treaty, or the consequences of any violation thereof shall be submitted, when the means of settling them directly by amicable agreement are exhausted, to the decision of Commissions of Arbitrators, and the result of such Arbitrations shall be binding upon both Governments.

The members of such Commissions shall be selected by the two Governments by common consent, failing which each of the parties shall nominate an Arbitrator, or an equal number of arbitrators, and the arbitrators thus appointed shall select an Umpire.

The procedure of the Arbitrators shall in each case be determined by the contracting Parties, failing which the Commission of Arbitration shall be itself entitled to determine it beforehand.

2^e Grande-Bretagne et Uruguay. Traité de commerce et de navigation du 13 novembre 1885. Article 15. (Texte identique à celui du n° 1.)

3^e Grande-Bretagne et Grèce. Traité de commerce et de navigation du 10 novembre 1886. Protocole annexé. (Texte identique à celui du n° 1.)

4^e Grande-Bretagne et Mexique. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 27 novembre 1888. Article 15. (Texte identique à celui du n° 1.)

5^e Grande-Bretagne et Portugal. Modus vivendi anglo-portugais du 31 mai 1893. (Délimitation de possessions dans l'Afrique orientale.)

Grèce.

1^e Grèce et Italie. Convention consulaire du 27 novembre 1880. Article 32. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

2^e Grèce et Grande-Bretagne. Traité de commerce et de navigation du 10 novembre 1886. Protocole annexé. (Reproduit sous la rubrique: Grande-Bretagne.)

3^e Grèce et Belgique. Traité de commerce et de navigation du 25 mai 1895. Article 21. (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

Italie.

Les traités suivants renferment la clause compromissoire:

1^e Italie et Uruguay. Convention d'extradition du 14 avril 1879. Article 16. Les Hautes Parties contractantes sont convenues que les différends qui pourraient se produire touchant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, ou les conséquences de l'infraction d'une de ses stipulations, devront être soumis, lorsque les moyens de les arranger directement par un accord amiable auront été éprouvés, au jugement de Commissions arbitrales, et que le résultat d'un tel arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Les membres desdites Commissions seront choisis par les deux Gouvernements d'un commun accord; à défaut de quoi, chacune des Parties nommera son propre arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et les arbitres nommés en nommeront un autre de leur choix.

La procédure arbitrale sera, dans chaque cas, déterminée par les Parties contractantes; à défaut de quoi, le collège même des arbitres aura la faculté de la déterminer préalablement.

Le Alte Parti contraenti convengono che le controversie le quali possano sorgere intorno alla interpretazione o alla esecuzione della presente Convenzione, o alle conseguenze di qualche sua violazione, debbano assoggettarsi, quando siano esauriti i mezzi di comparel direttamente per amichevole accordo, alla decisione di Commissioni arbitrali, e che il risultato di simile arbitrato sarà obbligatorio per entrambe.

Il componenti di tali Commissioni saranno scelti dai due Governi di comune consenso; in difetto di ciò, ognuna delle Parti nominerà il proprio arbitro o un numero uguale di arbitri, e gli arbitri nominati ne sceglieranno un ultimo.

La procedura arbitrale sarà in ciascuno dei casi determinati dalle Parti contraenti, e, in difetto, il collegio stesso degli arbitri s'intenderà autorizzato a preliminarmente determinarla.

2° Italie et Roumanie. Convention consulaire du 17 août 1880. Article 32. (Texte identique à celui du n° 1.)

3° Italie et Grèce. Convention consulaire du 27 novembre 1880. Article 26. (Texte identique à celui du n° 1, sauf addition au premier paragraphe de la disposition suivante. „Il est entendu que la compétence des tribunaux respectifs en matière de droit privé n'est nullement restreinte par la disposition du présent article.“)

4° Italie et Belgique. Traité de commerce du 11 décembre 1882. Article 20. (Texte reproduit ci-dessus sous la rubrique: Belgique.)

5° Italie et Monténégro. Traité de commerce du 28 mars 1883. Article 17. En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des dispositions stipulées dans le présent traité, lorsqu'on aura épousé les moyens d'arriver directement à une composition amiable, la question sera soumise à la décision d'une Commission d'arbitres et le résultat de cet arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par l'une et l'autre Partie, et les arbitres ainsi choisis nommeront, avant toute autre opération, un dernier arbitre. La procédure arbitrale, si les Parties ne la déterminent pas d'accord, sera préalablement arrêtée par la Commission même des arbitres.

6° Italie et Grande-Bretagne. Traité de commerce du 15 juin 1883. Protocole annexé. (Texte semblable à celui du n° 1.)

7° Italie et Pays-Bas. Convention pour le patronage gratuit, du 9 janvier 1884. Article 4. Si quelque difficulté surgissait au sujet de l'interprétation de cette convention, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'en rapporter à une Commission d'arbitres.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre choisi par la Commission elle-même.

8^e Italie et Corée. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 26 juin 1884. Article 1. Si quelque difficulté surgissait entre une des Hautes Parties contractantes et une tierce Puissance, l'autre Partie contractante, si son intervention est requise, interposera ses bons offices pour obtenir une solution amiable du différend.

In caso di dissidi che possano sorgere tra una delle Alte Parti contraenti e una terza Potenza, l'altra Alta Parte contraente, se ne sarà richiesta, eserciterà i suoi buoni uffici per ottenere un amichevole componimento della vertenza.

9^e Italie et Uruguay. Traité de commerce du 19 septembre 1885. Article 27. (Texte identique à celui du n° 1.)

10^e Italie et République Sud-Africaine. Traité de commerce du 6 octobre 1886. Article 9. (Texte identique à celui du n° 7.)

11^e Italie et République de Saint-Domingue. Traité de commerce du 18 octobre 1886. Article 28. (Texte identique à celui du n° 1.)

12^e Italie et Grèce. Traité de commerce du 1 avril 1889. Protocole annexé. (Texte identique à celui du n° 1.)

13^e Italie et Etat libre d'Orange. Traité de commerce du 9 janvier 1890. Article 9. (Texte identique à celui du n° 7.)

14^e Italie et Mexique. Traité de commerce du 16 avril 1890. Article 27. (Texte semblable à celui du n° 1.)

15^e Italie et Suisse. Traité de commerce du 19 avril 1892. Article 14. Les Hautes Parties contractantes conviennent de résoudre, le cas échéant, par voie d'arbitrage les questions concernant l'interprétation et l'application du présent traité, qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique.

16^e Italie et Colombie. Traité de commerce du 27 octobre 1892. Article 27. (Texte semblable à celui du n° 1.)

17^e Italie et Monténégro. Convention d'extradition du 29 octobre 1892. Article 18. (Texte identique à celui du n° 5.)

18^e Italie et Paraguay. Traité de commerce du 22 août 1893. Article 23. (Texte identique à celui du n° 1.)

19^e Italie et République Argentine. Traité général d'arbitrage du 23 juillet 1898.

S. M. le Roi d'Italie et S. E. le Président de la République Argentine, animés du désir de favoriser toujours plus les rapports cordiaux qui existent entre leurs Etats, — ont résolu de conclure un traité général

d'arbitrage et ont nommé à cet effet leurs Ministres plénipotentiaires : S. M. le Roi d'Italie S. E. le comte Napoléon Canevaro, sénateur du Royaume, vice-amiral dans la Marine Royale, Son Ministre Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, et S. E. le Président de la République Argentine S. E. Don Enrice B. Moreno, Son Envoyé extraordinaire, etc., Ministre plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi d'Italie. — Lesquels ayant trouvé parfaitement réguliers leurs pleins pouvoirs respectifs, ont convenu de ce qui suit :

Art. I. — Les Hautes Parties signataires s'engagent à soumettre au jugement arbitral toutes les controverses, quelle qu'en soit la nature et la cause, qui pourraient surgir entre Elles, dans la période d'existence du présent traité, et pour lesquelles on n'aurait pu obtenir une solution amiable par des négociations directes.

Il n'importe que les controverses aient leur origine dans des faits antérieurs à la stipulation du présent traité.

Art. II. — Les Hautes Parties signataires concluront une convention spéciale pour chaque cas, afin de déterminer l'objet précis de la controverse, l'étendue des pouvoirs des arbitres, et toute autre modalité qui sera jugée opportune par rapport à la procédure.

A défaut de cette convention, il appartiendra au tribunal de spécifier, suivant les prétentions réciproques des Parties, les points de droit et de fait qui devront être résolus pour épouser le litige.

Pour tout le reste, à défaut d'une convention spéciale, on s'en tiendra aux règles suivantes.

Art. III. — Le tribunal sera composé de trois juges — chacun des Etats signataires en désignera un ; — les arbitres ainsi nommés choisiront le tiers arbitre.

S'ils ne peuvent s'accorder sur le choix, le tiers arbitre sera nommé par le chef d'un tiers Etat qui sera appelé à faire ce choix. Cet Etat sera désigné par les arbitres déjà nommés. A défaut de leur accord pour la nomination du tiers arbitre, la requête sera faite au Président de la Confédération suisse et au Roi de Suède et Norvège alternativement. Le tiers arbitre ainsi élu sera de droit président du tribunal.

La même personne ne pourra jamais être nommée successivement comme tiers arbitre.

Aucun des arbitres ne pourra être citoyen des Etats signataires, ni domicilié ou résident dans leurs territoires. Ils ne devront avoir aucun intérêt dans les questions qui seront l'objet de l'arbitrage.

Art. IV. — Lorsqu'un arbitre, pour quelque raison que ce soit, ne peut se charger de l'office auquel il a été nommé, ou bien s'il ne peut le continuer, on pourvoira à son remplacement par la même procédure qui aura été suivie pour le nommer.

Art. V. — A défaut d'accords spéciaux entre les Parties, il appartient au tribunal de désigner l'époque et le lieu de ses séances hors des

territoires des Etats contractants, de choisir la langue dont on devra faire usage, de déterminer les modes d'instruction, les formes et les délais qui devront être prescrits aux parties, la procédure à suivre et en général de prendre toutes les déterminations nécessaires pour leur fonctionnement, ainsi que de résoudre toutes les difficultés de procédure qui pourraient surgir au cours du débat.

Les Parties s'engagent, de leur côté, à mettre à la disposition des arbitres tous les moyens d'information dont Elles disposent.

Art. VI. — Un mandataire de chaque Partie assistera aux séances et représentera son Gouvernement dans toutes les affaires relatives à l'arbitrage.

Art. VII. — Le tribunal est compétent pour décider sur la régularité de sa constitution, sur la validité du compromis et sur son interprétation.

Art. VIII. — Le tribunal devra décider suivant les principes du droit international, à moins que le compromis n'impose l'application de règles spéciales ou n'autorise les arbitres à décider comme amiables compositeurs.

Art. IX. — Sauf le cas de disposition expressément contraire, toutes les délibérations du tribunal seront valides lorsqu'elles obtiendront la majorité des voix de tous les arbitres.

Art. X. — L'arrêt devra décider définitivement chaque point du litige. — Il devra être rédigé en double original et signé par tous les arbitres. — Au cas où l'un d'eux refuserait de le signer, les autres devront en faire mention et l'arrêt aura effet, étant signé par la majorité absolue des arbitres. Il ne pourra être inséré dans l'arrêt des vœux motivés contraires.

L'arrêt devra être notifié à chacune des parties par l'entremise de son représentant auprès du tribunal.

Art. XI. — Chaque partie supportera ses propres frais et la moitié des frais généraux du tribunal arbitral.

Art. XII. — L'arrêt légalement prononcé décide dans les limites de sa portée la contestation entre les Parties.

Il devra contenir l'indication des délais dans lesquels il devra être exécuté. Sur les questions qui pourraient surgir dans l'exécution de l'arrêt, il devra être décidé par le tribunal qui l'a prononcé.

Art. XIII. — L'arrêt est sans appel et son exécution est confiée à l'honneur des nations signataires de ce pacte.

Toutefois, la demande de revision est admise devant le même tribunal qui a prononcé et avant que l'arrêt même ne soit exécuté: 1^o s'il a été jugé sur un document faux ou erroné; 2^o si l'arrêt a été en tout ou en partie l'effet d'une erreur de fait positive ou négative qui résulte des actes ou documents de la cause.

Art. XIV. -- Le présent traité aura la durée de dix ans à partir de l'échange des ratifications. — S'il n'est dénoncé six mois avant sor-

échéance, il sera censé renouvelé pour une nouvelle période de dix ans et ainsi de suite.

Art. XV. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Buenos-Ayres dans les six mois à partir d'aujourd'hui.

Japon.

Le Japon a conclu avec le Siam, le 25 février 1898, un traité d'amitié, de commerce et de navigation. L'article 3 du Protocole annexé renferme la clause d'arbitrage suivante:

Tous différends qui pourraient naître sur l'interprétation ou l'exécution du traité signé ce jour ou sur les conséquences d'une violation de ce traité, seront soumis, après que l'on aura épousé les moyens de régler directement ces différends par accord amiable, à la décision de Commissions d'arbitrage, et le résultat de cet arbitrage liera les deux Gouvernements:

Les membres de ces Commissions seront choisis par les deux Gouvernements de commun accord, et à défaut d'entente, chaque Partie nommera un arbitre, ou un même nombre d'arbitres, et les arbitres ainsi désignés feront choix d'un tiers arbitre.

La procédure de l'arbitrage sera, dans chaque cas, déterminée par les Parties contractantes, à défaut de quoi la Commission d'arbitrage sera autorisée à la déterminer elle-même à l'avance.

Any controversies which may arise respecting the interpretation or the execution of the Treaty signed this day or the consequences of any violation thereof shall be submitted, when the means of settling them directly by amicable agreement are exhausted, to the decision of Commissions of Arbitration and the result of such arbitration shall be binding upon both Governments.

The members of such Commission shall be selected by the two Governments by common consent, failing which each of the Parties shall nominate an Arbitrator, or an equal number of Arbitrators, and the Arbitrators thus appointed shall select an Umpire.

The procedure of the Arbitration shall in each case be determined by the contracting Parties, failing which the Commission of Arbitration shall be itself entitled to determine it beforehand.

Mexique.

1^e Mexique et Grande-Bretagne. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 27 novembre 1888. Article 15. (Reproduit sous la rubrique: Grande-Bretagne.)

2^e Mexique et Italie. Traité de commerce du 16 avril 1890. Art. 27. (Reproduit sous la rubrique: Grande-Bretagne.)

Monténégro.

Monténégro et Italie. Traité de commerce du 28 mai 1883. Article 17. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

Norvège.

La Norvège est liée par des clauses d'arbitrage avec les pays suivants:

1^o Suède et Norvège et Siam. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1868. Article 28. (Texte identique à l'article 26 du traité entre l'Autriche-Hongrie et le Siam, reproduit sous la rubrique: Autriche-Hongrie.)

2^o Suède et Norvège et Mexique. Traité du 29 juillet 1885. Article 26. Les questions qui surgiraient sur l'interprétation ou l'exécution du traité de commerce entre la Suède et la Norvège et le Mexique ou sur les conséquences d'une violation quelconque dudit traité, seront soumises, lorsque tous les moyens directs d'arrangement et les discussions amicales entre les deux Hautes Parties auront été épuisés, à des Commissions d'arbitrage dont les décisions seront obligatoires pour les Hautes Parties contractantes. Les membres de ces Commissions seront nommés d'un commun accord par les deux Hautes Parties et, dans le cas où l'accord ne pourrait être obtenu, chacune d'Elles nommera un arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et ceux qui seront nommés à ces fonctions désigneront un surarbitre qui fonctionnera en cas de désaccord. La procédure pour l'arbitrage sera fixée dans chaque cas par les Hautes Parties contractantes et, à leur défaut, la Commission d'arbitrage la déterminera avant d'exercer ses fonctions. Dans tous les cas, les Hautes Parties contractantes préciseront les questions ou affaires qui seront soumises à l'arbitrage.

Article 27. En conséquence, il est stipulé que si un ou plusieurs articles du présent traité venaient à être violés ou enfreints, aucune des parties contractantes ne fera ni n'autorisera des représailles d'aucune sorte, ni ne déclarera la guerre à l'autre à cause d'un dommage souffert par elle, jusqu'à ce que la Partie qui se considère comme offensée, ait présenté à l'autre un exposé, accompagné de preuves de ses griefs, et que, après avoir demandé justice et satisfaction, sa demande ait été repoussée, et que la Partie offensante ait refusé de soumettre le différend à la Commission d'arbitrage.

3^o Suède et Norvège et Espagne. Déclaration du 23 juin 1887. Article 2. (Texte reproduit sous la rubrique: Espagne.)

4^o Norvège et Espagne. Notes ministérielles du 27 janvier 1892 et du 9 août 1893 concernant l'application du principe de l'arbitrage, tel qu'il est réglé par la déclaration du 23 juin 1887, aux conventions du 24 janvier 1892 et du 27 juin 1892 concernant les relations commerciales des deux pays.

5^o Norvège et Suisse. Traité de commerce et d'établissement du 22 mars 1894. Article 7. Dans le cas où un différend sur l'interprétation ou l'application du présent traité s'élèverait entre les deux Parties contractantes et ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de correspondance diplomatique, celles-ci conviennent de le soumettre au jugement

d'un tribunal arbitral, dont Elles s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des Parties contractantes en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Ces deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre sur le choix de celui-ci, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres ou, à défaut d'entente, par le sort.

6^e Norvège et Belgique. Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20. (Texte reproduit ci-dessus sous la rubrique: Belgique.)

7^e Suède et Norvège et Chili. Déclaration du 6 juillet 1895 concernant l'établissement d'un tribunal arbitral pour les réclamations d'indemnités relatives à la guerre civile du Chili en 1891.

8^e Norvège et Portugal. Traité de commerce du 31 décembre 1895. (Même texte que celui du traité avec la Suisse, reproduit ci-dessus 5^e.)

Pays-Bas.

1^e Pays-Bas et Italie. Convention pour le patronage gratuit, du 9 janvier 1884. Article 4. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

2^e Pays-Bas et Portugal. Ces deux Etats se sont liés réciproquement par une clause d'arbitrage, d'abord limitée, puis généralisée dans les conditions suivantes:

a) Clause d'arbitrage limitée. La convention conclue à Lisbonne le 11 juin 1893 entre les Pays-Bas et le Portugal pour régler d'une façon exacte les relations entre les deux pays dans l'archipel de Timor et Solor, renferme, dans son article 7, la clause arbitrale suivante:

„Dans le cas où quelque difficulté surgirait par rapport à leurs relations internationales dans l'archipel de Timor et Solor, ou au sujet de l'interprétation de la présente convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se soumettre à la décision d'une Commission d'arbitres.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre désigné par ces arbitres.“

b) Clause d'arbitrage générale. La déclaration échangée à Lisbonne le 5 juillet 1894 entre les deux Gouvernements au sujet du règlement provisoire des relations commerciales, renferme la clause suivante:

„Toutes questions ou tous différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente déclaration et de même toute autre question qui pourrait surgir entre les pays, pourvu qu'elle ne touche ni à leur indépendance ni à leur autonomie, s'ils ne peuvent être réglées à l'amiable, seront soumis au jugement de deux arbitres dont un sera nommé par chacun des deux Gouvernements. En cas de différence d'opinion entre les deux arbitres, ceux-ci désigneront de commun accord un troisième qui décidera.“

3^e Pays-Bas et Roumanie. Traité de commerce et de navigation du 15 mars 1899. Article 6. Toute question ou tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention, s'il ne peut être réglé à l'amiable, sera soumis à la décision d'une Commission de trois arbitres. Chacune des deux Hautes Parties contractantes désignera un arbitre et ces deux arbitres nommeront le troisième.

S'ils ne peuvent s'entendre sur le choix, le troisième arbitre sera nommé par le Gouvernement d'un tiers Etat désigné par les deux Hautes Parties contractantes.

Portugal.

1^e Portugal et Grande-Bretagne. Modus vivendi anglo-portugais du 31 mai 1893. (Délimitation de possessions dans l'Afrique orientale.)

2^e Portugal et Pays-Bas. Convention du 10 juin 1893. Article 7 (clause d'arbitrage limitée) et déclaration du 5 juillet 1893 (clause d'arbitrage générale). (Reproduites sous la rubrique: Pays-Bas.)

3^e Portugal et Norvège. Traité de commerce du 31 décembre 1895. (Reproduit sous la rubrique: Norvège.)

Roumanie.

1^e Roumanie et Italie. Convention consulaire du 17 août 1880. Article 32. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

2^e Roumanie et Suisse. Traité de commerce du 19 février-3 mars 1893. Article 7. Les Hautes Parties contractantes conviennent de résoudre, le cas échéant, par voie d'arbitrage les questions concernant l'application et l'interprétation de la présente convention, qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique.

3^e Roumanie et Pays-Bas. Traité de commerce et de navigation du 15 mars 1899. Article 6. (Reproduit sous la rubrique: Pays-Bas.)

Siam.

Cinq traités conclus par le Gouvernement siamois contiennent une clause d'arbitrage:

1^e Siam et Suède et Norvège. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1868. Article 25. (Texte identique à l'article 26 du traité entre l'Autriche-Hongrie et le Siam, reproduit sous la rubrique: Autriche-Hongrie.)

2^e Siam et Belgique. Traité d'amitié et de commerce du 29 août 1868. (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

3^e Siam et Italie. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 3 octobre 1868. Article 27. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

4^e Siam et Autriche-Hongrie. Traité de commerce du 17 mai 1869. Article 26. (Reproduit sous la rubrique: Autriche-Hongrie.)

5^e Siam et Japon. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 25 février 1898. Article 3 du Protocole annexé. (Reproduit sous la rubrique: Japon.)

Suède.

1^e Suède et Norvège et Siam. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1868. Article 24. (Texte identique à l'article 26 du traité avec l'Autriche-Hongrie, reproduit sous la rubrique: Autriche-Hongrie.)

2^e Suède et Norvège et Mexique. Traité de commerce du 29 juillet 1885. Article 26. (Reproduit sous la rubrique: Norvège.)

3^e Suède et Norvège et Espagne. Déclaration du 23 juin 1887. Article 2. (Reproduite sous la rubrique: Espagne.)

4^e Suède et Espagne. Notes ministérielles du 27 janvier 1892 et du 9 août 1893 concernant l'application du principe de l'arbitrage, tel qu'il est réglé par la déclaration du 23 juin 1887, aux conventions des 24 janvier 1892 et 27 juin 1892 concernant les relations commerciales des deux pays.

5^e Suède et Belgique. Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20. (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

6^e Suède et Norvège et Chili. Déclaration du 6 juillet 1895. (Reproduite sous la rubrique: Norvège.)

Suisse.

1^e Suisse et Iles Hawaïennes. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 20 juillet 1864. Article 12. (Texte semblable à celui du traité de la Belgique avec les Iles Hawaïennes, reproduit sous la rubrique: Belgique.)

2^e Suisse et Salvador. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 30 octobre 1883. Article 13. Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux Pays contractants et ne pourrait être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces derniers conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont ils s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Etats en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des

habitants du pays. Les deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre pour ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres, ou, à défaut d'entente, par le sort.

3^e Suisse et République Sud-Africaine. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 6 novembre 1885. Article 11. (Texte identique à celui du n° 2^e.)

4^e Suisse et Equateur. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 22 juin 1888. Article 4. (Texte identique à celui du n° 2^e.)

5^e Suisse et Etat Indépendant du Congo. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 16 novembre 1889. Article 13. (Texte identique à celui du n° 2.)

6^e Suisse et Italie. Traité de commerce du 19 avril 1892. Article 14. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

7^e Suisse et Roumanie. Traité de commerce du 19 février-3 mars 1893. Article 7. (Reproduit sous la rubrique: Roumanie.)

8^e Suisse et Norvège. Traité de commerce et d'établissement du 22 mars 1894. Article 7. (Reproduit sous la rubrique: Norvège.)

Huitième Séance.

27 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. Staal.

Le Président dit que le procès-verbal de la séance du 25 juillet n'a pu encore être imprimé et la Conférence voudra bien laisser au Bureau le soin de l'approuver.

Les épreuves imprimées en seront distribuées aussi vite que possible.

Le Président donne ensuite la parole à M. Renault pour présenter un rapport oral sur les travaux du Comité de Rédaction de l'Acte Final.

M. Renault dit qu'il a à rendre sommairement compte des propositions que le Comité soumet à la Conférence en ce qui concerne: 1^o la Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre; 2^o la Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864; 3^o les trois Déclarations concernant l'interdiction des projectiles asphyxiants, du lancement d'explosifs du haut de ballons, et de l'emploi des balles qui s'épanouissent dans le corps humain.

Le Comité de Rédaction a encadré chacune de ces décisions de la Conférence entre un préambule et des clauses finales.

En ce qui concerne la première Convention relative aux lois de la guerre sur terre, les rédacteurs du Préambule se sont attachés à relier l'objet de la Convention à l'objet de la Conférence; ils ont voulu ainsi établir un lien entre ce travail et celui qui s'est accompli à Bruxelles il y a 25 ans, par suite de la même initiative du Gouvernement russe. Enfin, on a incorporé dans ce préambule la déclaration faite par M. de Martens telle qu'elle a été votée à l'unanimité par la deuxième Commission et par la Conférence. On a donc adopté la rédaction suivante:

, Considérant que, tout en recherchant les moyens de sauvegarder la paix et de prévenir les conflits armés entre les nations, il importe de se préoccuper également du cas où l'appel aux armes serait amené par des événements que Leur sollicitude n'aurait pu détourner;

Animés du désir de servir encore, dans cette hypothèse extrême, les intérêts de l'humanité et les exigences toujours progressives de la civilisation;

Estimant qu'il importe, à cette fin, de reviser les lois et coutumes générales de la guerre, soit dans le but de les définir avec plus de précision, soit afin d'y tracer certaines limites destinées à en restreindre autant que possible les rigueurs;

S'inspirant de ces vues recommandées aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, lors de la Conférence de Bruxelles de 1874, par une sage et généreuse prévoyance;

Ont, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de définir et de régler les usages de la guerre sur terre.

Selon les vues des Hautes Parties Contractantes, ces dispositions, dont la rédaction a été inspirée par le désir de diminuer les maux de la guerre, autant que les nécessités militaires le permettent, sont destinées à servir de règle générale de conduite aux belligérants, dans leurs rapports entre eux et avec les populations.

Il n'a pas été possible toutefois de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à toutes les circonstances qui se présentent dans la pratique.

D'autre part, il ne pouvait entrer dans les intentions des Hautes Parties Contractantes que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties Contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compromis dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restant sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Elle déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles un et deux du Règlement adopté;

Les Hautes Parties contractantes désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit: "

M. Renault avant de donner lecture des 5 articles qui suivent ce préambule, explique qu'on a été d'avis qu'il était préférable de ne pas incorporer dans la Convention elle-même le texte des 60 articles adoptés relativement aux lois et coutumes de la guerre, et de leur donner la forme d'un règlement séparé qui serait annexé à la Convention. Il va de soi que cette manière de procéder n'enlève rien au caractère obligatoire des règles contenus dans cette Annexe, et qu'elle n'a eu d'autre objet que de prévenir l'éveil de certaines susceptibilités. Par là se trouve nettement mise en relief cette idée qu'il ne s'agit pas de reconnaître des droits à la force. Chaque Puissance s'engage seulement à limiter l'action de ses troupes en cas de guerre.

En conséquence, les 5 articles auront la forme suivante:

Article 1. Les Hautes Parties contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la présente Convention.

Article 2. Les dispositions contenues dans le Règlement visé à l'article premier ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 3. La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 4. Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 5. S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le

mil huit cent quatre-vingt dix neuf en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

En ce qui concerne l'article 2, M. Renault observe qu'il ne fait que consacrer le droit commun en ce qui touche l'effet obligatoire du Règlement qui ne peut concerner que les Puissances contractantes dans leurs rapports entre elles. Les mêmes règles se trouvent dans la Déclaration de St. Pétersbourg.

L'article 3 contient les clauses ordinaires en matière de ratification. On a toutefois simplifié la forme du dépôt des ratifications. Il n'a pas été besoin de réserver l'intervention des Parlements; c'est à chaque Souverain ou Chef d'Etat à apprécier dans quelle mesure il est libre de ratifier la Convention, s'il a besoin de l'autorisation du Parlement pour ratifier, ou du vote d'une loi pour donner effet à la Convention.

L'article 4 vise l'adhésion. On s'est demandé si la Convention serait ouverte ou fermée. Après hésitation, on s'est prononcé pour la première de ces deux solutions et on a admis que tous les Etats, même ceux non représentés ici, et n'ayant pas signé la Convention, pourront la signer plus tard. On a employé une procédure aussi simple que possible pour les modalités de l'adhésion.

L'article 5 vise la dénonciation. Il est évident que la Convention ne doit pas avoir le caractère d'un engagement perpétuel. Que se passera-t-il donc si une des Parties Contractantes veut en sortir?

Bien qu'en principe on ne doive pas prévoir la dernière hypothèse, il a paru cependant plus prudent de l'envisager. On a pensé au cas où un Etat annoncerait subitement, à la veille d'une guerre, son intention de dénoncer la Convention. C'est pour éviter des surprises de ce genre qu'on a donc décidé d'arrêter la procédure de la dénonciation par une clause qui tend bien plutôt à en restreindre les effets qu'à en encourager l'exercice. D'ailleurs, les Etats n'adhéreront que plus facilement à un engagement contractuel dont ils savent d'avance qu'ils pourront à la rigueur se dégager à un moment donné, sans que la dénonciation ait le caractère presque violent qu'elle semblerait avoir en l'absence d'une clause spéciale.

Le Président demande à la Conférence si Elle adopte le préambule et les articles qui viennent de lui être lus et commentés.

Personne ne demandant la parole, le Président déclare ces textes adoptés par la Conférence.

M. Renault passe à la Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève.

Il dit que le préambule de cette Convention rappelle pour la forme et les proportions modestes celui de la Convention de Genève elle-même. Il est ainsi conçu:

„Egalement animés du désir de diminuer autant qu'il dépend d'eux les maux inséparables de la guerre et voulant dans ce but adapter à la

guerre maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont résolu de conclure une Convention à cet effet;

Ils ont en conséquence nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: . . .

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Viennent les 10 articles adoptés par la Conférence et qu'on a ici incorporés dans la Convention.

L'article 11 et les articles suivants ne font que reproduire les clauses de la Convention sur les lois de la guerre; ils sont rédigés en ces termes:

Article 11. Les règles contenues dans les articles ci-dessus ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Les dites règles cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 12. La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 13. Les Puissances non signataires, qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864, sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 14. S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le
mil huit cent quatre-vingt dix-neuf en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

M. Renault fait remarquer que l'article 13 seul présente une légère différence en ce qui touche l'adhésion.

Il est clair que, pour adhérer à des stipulations qui reposent sur la Convention de Genève, il faut avoir au préalable accepté cette Convention

elle-même. Il a donc paru logique de poser cette acceptation comme condition préliminaire à l'adhésion. On n'en saurait tirer aucune conclusion restrictive, puisque, la Convention de Genève étant ouverte, rien ne sera plus facile que d'y adhérer d'abord suivant la forme prévue par cette Convention même et d'accéder ensuite à la Convention de la Haye, conformément à l'article 13.

Le Président demande à la Conférence si Elle adopte le préambule et les dispositions finales qui viennent de lui être lus.

Ces textes sont adoptés sans discussion.

M. Renault passe ensuite aux trois Déclarations.

Il explique que ces Déclarations sont précédées d'un préambule très-simple et identique pour toutes. Il est ainsi conçu:

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du 29 Novembre 11 Décembre 1868,

Déclarent: etc. etc. "

M. Renault fait observer que la forme de ce préambule n'implique pas l'adhésion des Etats signataires à la Convention de St. Pétersbourg de 1868. Il signifie seulement que ces Etats, quand même ils n'auraient pas signé la dite Convention, jugent bon cependant de s'inspirer des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg; libre à eux, s'ils le veulent, de compléter ultérieurement cette manifestation en adhérant formellement à la Convention de 1868.

Quant aux clauses finales, elles sont également identiques pour les trois Déclarations et elles correspondent exactement aux dispositions finales des Conventions sur les lois de la guerre et sur la „Croix Rouge.“

Elles sont ainsi formulées:

„La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à tous les autres Gouvernements contractants.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le mil huit cent quatre vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes".

Enfin, M. Renault donne lecture du texte même de chaque Déclaration tel qu'il doit figurer entre le préambule et les clauses finales.

Première Déclaration.

„Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.“

Deuxième Déclaration.

„Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.“

Troisième Déclaration.

„Les Puissances contractantes consentent, pour une durée de cinq ans, à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.“

Sur la demande du Président, la Conférence adopte toutes ces dispositions.

M. le Comte de Grelle Rogier fait la déclaration suivante:

„Au moment de la clôture des travaux de la Conférence, je demande à pouvoir préciser les conditions dans lesquelles le Gouvernement belge entend donner son adhésion pleine et entière aux diverses stipulations du projet de Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

„La Belgique est heureuse de s'associer à toutes les mesures qui sont de nature à favoriser le développement de l'idée de la paix, l'acheminement des peuples vers le but si noble, si élevé, dont la voie nous a été tracée par une Auguste initiative. Comme toutes les Puissances ici représentées,

elle est à la veille de contracter des obligations définies notamment par les articles 2 et 3 du projet de Convention relative à la médiation et à l'arbitrage.

Il me paraît nécessaire de formuler, à cette occasion, certaines réserves d'un caractère d'ailleurs général, basées sur la position spéciale que mon pays occupe dans le droit public européen à raison de son état de neutralité perpétuelle.

Il me suffira de rappeler que le traité du 19 avril 1839 a créé entre la Belgique et les Puissances garantes de sa neutralité des droits et des devoirs.

Ces droits et les obligations qui en découlent doivent rester intacts et les engagements que la Belgique est prête à signer aujourd'hui en vue du règlement des conflits internationaux ne pourront jamais y porter atteinte.

Je prie la Conférence de vouloir bien prendre acte de cette déclaration dont la pensée, je n'en doute pas, sera aisément comprise et acceptée."

Il est donné acte à M. le Comte de Grelle Rogier de sa déclaration.

S. E. M. Eyschen fait remarquer qu'à plusieurs reprises, il a été dit que les Conventions à faire à la Haye ne sauraient modifier les traités constitutifs antérieurs des Etats. Le traité de Londres du 11 mai 1867 impose au Luxembourg le mandat d'une neutralité permanente laquelle jouit de la garantie collective des Puissances. Les nouvelles stipulations ne font qu'augmenter et ne peuvent diminuer les avantages découlant des anciens traités.

Pour autant que de besoin, le Luxembourg fait les mêmes réserves que la Belgique.

Il est donné acte à Son Exc. M. Eyschen de sa déclaration.

M. Delyannis fait la déclaration suivante:

„A l'occasion de la Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure, dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, je crois devoir déclarer, au nom de mon Gouvernement, que je signerai cette Déclaration avec la réserve expresse que les balles du fusil Gras en usage encore dans l'armée hellénique, ne rentrent nullement dans cette catégorie et que nous ne pouvons prendre aucun engagement concernant l'interdiction de leur emploi en cas de guerre.

Je demande à la Conférence de me donner acte de ma Déclaration qui sera inscrite au Procès-verbal de la présente séance".

Il est donné acte à M. Delyannis de sa déclaration.

Lou-Tseng-Tsiang fait, au nom du Premier Délégué de Chine, la déclaration suivante:

„Au moment où les travaux de la Conférence vont être couronnés par la signature de l'Acte Final, le premier Délégué de la Chine a l'honneur

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

Q

Allemagne, Autriche-Hongrie etc.

d'exposer à la Conférence sa situation en qualité de premier délégué de la Chine.

Par l'intermédiaire de ses Collègues, il a suivi avec attention et intérêt les délibérations des différentes Commissions dont il a eu l'honneur d'être membre.

Dans les questions purement humanitaires au sujet de la guerre dont ces commissions ont été saisies, il a donné, sans hésiter, son adhésion aux propositions de MM. les Délégués des Puissances invitées à cette haute assemblée.

„Parfois, il a cru que l'acceptation de l'une ou de l'autre proposition faite ne serait pas à l'avantage de la Chine; il a, conformément à ses instructions générales, donné sa voix contre la forme qu'on lui avait assignée, mais, la forme désirée une fois trouvée, il s'est rallié à ses Collègues pour lui assurer l'unanimité.

Maintenant, au moment où la Convention va prendre par l'Acte Final sa forme définitive, il ne peut que se borner, d'après ses instructions, à en faire une traduction soignée pour la remettre, ainsi que le texte original de la Convention, au Gouvernement Impérial avec une recommandation des plus chaleureuses de l'accepter.

Malgré les délais causés par la longue distance, il espère qu'il recevra en temps utile des instructions nécessaires pour signer cette Convention.“ (Applaudissements).

Il est donné acte au premier Délégué de Chine de sa déclaration.

S. E. Sir Julian Pauncefote rappelle que certaines dispositions adoptées par la Conférence devront être soumises à l'approbation parlementaire. Il est donc bien entendu qu'en les signant, la Délegation de Grande-Bretagne entend réservé entièrement cette approbation.

M. Renault dit qu'il a eu occasion dans son exposé de signaler ce point sur lequel il ne peut s'élever aucun doute.

S. E. le comte Nigra dit que l'Italie est dans la même situation que l'Angleterre et il croit devoir faire une déclaration identique à celle de Son Exc. Sir Julian Pauncefote.

M. Léon Bourgeois dit que cette réserve lui avait paru si évidente qu'il avait cru inutile de la formuler solennellement. Les délégués de Grande-Bretagne et d'Italie ayant cru devoir en faire l'objet d'une déclaration, il ne peut que se joindre à eux pour constater que telle est la condition générale des Etats parlementaires.

M le comte de Macédo déclare, au nom des Plénipotentiaires portugais, que, vues les limites précises de leurs plein-pouvoirs, dans le cas où ces Plénipotentiaires entendront signer une ou plusieurs des Conventions et Déclarations annexées à l'Acte Final, leurs signatures apposées au bas des instruments respectifs ne devront être considérées que comme ad referendum.

Il est donné acte au Comte de Macédo de sa déclaration.
La séance est levée.

Le Président,
Staal.

Les Secrétaires,
J. C. N. van Eys. Raffalovich.

Albert Legrand.
E. de Grelle Rogier.
W. de Rappard.
A. G. Schimmelpenninck.
Max Jarousse de Sillac.
J. J. Rochussen.
G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.
C. E. Dittlinger, " "

Neuvième Séance.

28 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. Staal.

La séance est ouverte à trois heures.

Le Président dit que les procès-verbaux des séances du 25 et 27 juillet ont été distribués en épreuves et il prie les Délégués de vouloir bien renvoyer le plus tôt possible leurs exemplaires au Secrétariat avec les rectifications nécessaires.

M. Renault présente, au nom du Comité de Rédaction de l'Acte Final, un rapport oral sur le préambule et les Dispositions finales de la Convention pour le Règlement Pacifique des Conflits Internationaux."

Il dit que le préambule ne fait en quelque sorte que reproduire les têtes de chapitres de la Convention; la rédaction en est due à l'éminent rapporteur de la Troisième Commission. Il n'a donc pas à en parler longuement.

Les clauses finales sont contenues dans les articles 58 à 61.

L'article 58 qui vise la ratification et l'art. 61 qui vise la dénonciation ne sont que la reproduction des dispositions du même ordre insérées dans les Conventions pour "les Lois et Coutumes de la guerre sur terre" et pour l'Adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1864". Ce sont des dispositions identiques et concordantes. Il n'y a qu'à renvoyer aux explications données antérieurement.

Les articles 59 et 60 règlent la question d'adhésion. Ceux-ci diffèrent des clauses finales des deux autres Conventions, lesquelles sont absolument ouvertes, sauf la nuance qui a été indiquée déjà pour la Convention relative à la Croix Rouge.

La présente Convention a envisagé deux situations différentes: on a fait une distinction entre les Puissances représentées à la Conférence et celles qui ne l'ont pas été. A ces deux situations, répondent les deux articles 59 et 60.

Les Puissances représentées à la Haye ont deux moyens de devenir Parties Contractantes: elles peuvent signer immédiatement ou jusqu'au 31 décembre 1899. A partir de cette date, elles auront à adhérer à la Convention; mais elles ont le droit de le faire. L'adhésion est donc réglée pour elles comme pour les deux autres Conventions. Ceci fait l'objet de l'article 59.

L'article 60 règle la situation des Puissances non représentées à la Conférence. Il en résulte que ces Puissances pourront adhérer à la Convention, mais que la question des conditions de cette adhésion est réservée à une entente ultérieure des Puissances Contractantes. Il n'y a donc pas pour elles le même droit qui est reconnu aux Puissances représentées.

Ce n'est pas très simplement qu'on est arrivé à cette solution très simple. Elle a donné lieu à des discussions vives et prolongées qui ont transformé le caractère modeste du Comité de Rédaction et qui l'ont amené à aborder des questions plutôt diplomatiques et politiques que de style et de rédaction. Le Rapporteur ne croit pouvoir mieux retracer les différents systèmes qui ont été soutenus dans le Comité qu'en communiquant à la Conférence le texte du discours suivant, prononcé dans la dernière séance du Comité par M. Asser, président, et qui résume très complètement toute la genèse de l'article 60.

„Messieurs: Les discussions des réunions internationales comme notre Conférence présentent tantôt le caractère de débats parlementaires, tantôt celui de négociations diplomatiques.

Pour la matière dont le Comité de Rédaction a dû s'occuper en ces jours, nos débats ont eu ce dernier caractère.

Il s'en suit, d'une part que les opinions individuelles des membres de notre Comité et des délégués qui ont bien voulu nous prêter leur concours, sont soumises — plus encore que dans des discussions d'une autre nature — à la sanction des Gouvernements, d'autre part que pour aboutir à un résultat pratique l'unanimité est indispensable.

Si, à ce double point de vue, nous nous rendons compte de l'impression que doivent produire les discussions de ces derniers jours, je crois pouvoir constater que nous tous (délégués et Gouvernements) nous désirons qu'il soit possible de faire adhérer à la Convention relative au règlement pacifique des conflits internationaux, des Puissances qui n'ont pas pris part à la Conférence de la Paix, mais, en même temps, qu'il existe une grande divergence d'opinions sur la question de savoir si la faculté d'adhésion doit être accordée d'une manière absolue ou si elle doit être subordonnée à certaines conditions; et — dans le dernier cas — quelles devraient être ces conditions.

D'une part, on a chaleureusement défendu le système d'une assimilation complète de la Convention qui nous occupe aux autres Conventions

dont le texte a été arrêté par la Conférence — assimilation qui, du reste, a été votée par le Comité d'Examen de la troisième Commission.

Ceci impliquait le droit absolu de toutes les Puissances d'adhérer à la Convention au moyen d'une simple déclaration.

D'autre part, on a soutenu que ce droit devrait être subordonné soit à l'assentiment exprès de tous les Etats contractants, soit à leur assentiment tacite qui serait censé d'exister si, dans un délai déterminé, aucune Puissance ne s'opposait à l'adhésion; soit enfin à l'assentiment de la majorité, en ce sens que l'adhésion devrait, en cas d'opposition, être sanctionnée par un vote du Conseil permanent, composé de tous les représentants diplomatiques des Puissances accréditées à la Haye, proposition que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, au nom de mon Gouvernement, dans le but de ne pas accorder en cette matière un droit de *veto* à une seule Puissance.

En dernier lieu, on a proposé qu'en cas d'opposition à la demande d'adhésion, l'adhésion ne porterait ses effets qu'à l'égard des Puissances qui avaient donné leur assentiment.

Je ne puis maintenant rappeler les arguments qui ont été développés en faveur de chacun de ces systèmes.

Je me bornerai à constater que le terrain pour une entente unanime n'a pu être trouvé et qu'il est matériellement impossible, dans le court délai qui nous reste, de parvenir à une telle entente, surtout puisque plusieurs délégués n'ont pas reçu d'instructions précises concernant ce point.

Il ne nous reste donc dans ces conditions que le choix entre les deux systèmes suivants:

ou bien supprimer purement et simplement la clause concernant l'adhésion des Puissances non représentées,

ou bien — en admettant le principe du droit d'adhésion, — renvoyer à une entente ultérieure entre les Puissances le règlement des conditions d'adhésion.

Je me permets de faire observer que les discussions semblent indiquer que cette dernière solution s'impose.

On a été unanime à reconnaître qu'il est désirable d'ouvrir la porte aux Puissances non représentées. Si la Convention gardait le silence sur ce point, elle serait par le fait même une convention fermée, ce que nous ne voulons pas. Si la Convention, au contraire, prévoit une entente ultérieure, elle exprime par là même l'espoir que cette entente pourra s'établir.

Nous sommes tous persuadés que les Puissances s'efforceront de procéder avec la plus grande diligence, mais nous savons aussi que les ratifications ne pourront être obtenues du jour au lendemain. Espérons que le temps qui s'écoulera jusqu'à la ratification par les Puissances, servira à aplanir les difficultés qui existent encore actuellement, et qu'on sera de plus en plus convaincu que la nature même de la Convention dont il s'agit, semble comporter l'adoption d'un système large et libéral en ce qui concerne le droit d'adhésion.

La Convention a pour objet le règlement pacifique des conflits internationaux et elle détermine les moyens d'assurer ce résultat.

Eh bien! les auteurs de cette Convention doivent nécessairement désirer que toutes les Puissances, même celles qui ne sont pas représentées ici, s'associent à cette œuvre d'intérêt général.

Maintenant surtout, comme la Convention ne renferme aucune clause d'arbitrage obligatoire, ils doivent désirer que dans le cas de conflit entre des Puissances non représentées à la Conférence ou entre l'une d'elles et une Puissance qui y est représentée, la Convention porte les mêmes fruits que lorsqu'il s'agit d'un conflit entre des Puissances contractantes."

M. Renault dit que ce discours de M. Asser est le meilleur exposé des motifs qu'il puisse faire et il n'ajoutera rien de plus au commentaire qu'il a été chargé de donner sur la forme et le fond des clauses initiales et finales des diverses conventions.

Le Président se fait l'interprète de la Conférence pour offrir M. Renault ses remerciements pour le rapport excellent qu'il vient de présenter.

Il est donné lecture du préambule et des dispositions finales de la Convention qui sont adoptées sans discussion dans les termes suivants:

Sa Majesté etc. etc.

(Nomenclature des Souverains et Chefs d'Etats conforme à la liste approuvée par la Conférence et annexée au présent Procès-Verbal.)

Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale;
Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux;

Reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées;

Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale;

Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale, accessible à tous, au sein des Puissances indépendantes, peut contribuer efficacement à ce résultat;

Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale;

Estimant avec l'Anguste initiateur de la Conférence Internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un accord international les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples;

Désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir: etc. etc.

Dispositions finales:

Article 58.

La présente Convention sera ratifiée dans les plus bref délai possible.
Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances qui ont été représentées à la Conférence de la Paix de la Haye.

Article 59.

Les Puissances non-signataires qui ont été représentées à la Conférence Internationale de la Paix pourront adhérer à la présente Convention. Elles auront à cet effet à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 60.

Les conditions auxquelles les Puissances qui n'ont pas été représentées à la Conférence Internationale de la Paix, pourront adhérer à la présente Convention, formeront l'objet d'une entente ultérieure entre les Puissances contractantes.

Article 61.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le mil huit cent quatre-vingt
dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique.

Sur une observation de M. le Chevalier Descamps, il est décidé de séparer les dispositions finales de celles qui les précédent et qui concernent la procédure arbitrale. Les articles 58 et suivants figureront sous le titre de „Dispositions générales.“

Il est entendu également que M. Descamps sera autorisé à compléter dans ce sens le rapport qu'il a présenté à la Conférence et à y introduire les textes nouveaux qui viennent d'être adoptés.

M. le Jonkheer van Karnebeek présente son rapport au nom de la Commission des adresses qui a été constituée sous sa présidence, avec M. M. Mérey de Kaps-Mérey, S. E. M. Eyschen, Basily et le Docteur Roth.

La Commission a examiné les diverses adresses, lettres et télégrammes adressés à la Conférence. La plus grande partie contenait des vœux pour

la réussite des travaux de la Conférence. Il y a été répondu en termes appropriés par le Président et le Bureau.

La Commission a trouvé en outre la communication d'un nombre considérable de résolutions émanant de sociétés privées en faveur du désarmement et de l'arbitrage, ainsi qu'une quantité de brochures, etc. dont, en grande partie, les délégués ont reçu individuellement des exemplaires. A ces pièces il n'y a pas eu de réponses à faire. Enfin, elle a dû laisser de côté des communications de nature très diverse qui concernaient des sujets étrangers à la Conférence ou en dehors de sa compétence.

Le rapport M. van Karnebeek est approuvé.

La Conférence est convoquée en séance de signature le 29 juillet à 10 heures et en séance de clôture le même jour à 3 heures.

La séance est levée.

Le Président,
Staal.

Les Secrétaires,
J. C. N. van Eys. *Raffalovich.*

Albert Legrand.
E. de Grelle Rogier.
W. de Rappard.
A. G. Schimmelpenninck.
Max Jarousse de Sillac.
J. J. Rochussen.
G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.
C. E. Dittlinger, " "

Annexe au Procès-Verbal de la Séance du 28 juillet n° 9.

Nomenclature des Souverains et Chefs d'Etats, représentés à La Conférence de la Paix.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. et Roi apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur de Chine, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume, le Président des Etats-Unis d'Amérique, le Président des Etats-Unis Mexicains, le Président de la République Française, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa

Majesté l'Empereur du Japon, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Son Altesse le Prince de Monténégro, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc., Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Siam, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Conseil Fédéral Suisse, Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie.

Séance de Clôture**29 juillet 1899.****Présidence de Son Excellence M. Staal.****La séance est ouverte à 10 heures.**

Le Président dit que le procès-verbal de la dernière séance sera distribué en épreuve et il prie les délégués de vouloir bien renvoyer leur exemplaire au secrétariat avec les rectifications nécessaires.

Le Président fait savoir à la Conférence que l'Acte Final, les Conventions et Déclarations dont elle a adopté le texte sont prêts à recevoir la signature des Plénipotentiaires et il suspend la séance pour permettre à ces derniers de signer les actes.

La séance est reprise à trois heures.

Le Président d'Honneur Son Exc. M. de Beaufort, Ministre des Affaires Etrangères et Son Exc. M. Pierson, Ministre des Finances, assistent à la séance.

M. le Jonkheer van Karnebeek donne lecture du tableau des signatures qui ont été apposées sur l'Acte Final, les Conventions et les Déclarations.

Tableau des signatures.**I. Acte Final.****Signé par toutes les Puissances représentées à la Conférence.**

Allemagne.	Grande Bretagne.	Roumanie.
Autriche-Hongrie.	Grèce.	Russie.
Belgique.	Italie.	Serbie.
Chine.	Japon.	Siam.
Danemark.	Luxembourg.	Suède et Norvège.
Espagne.	Monténégro.	Suisse.
Etats-Unis d'Amérique.	Pays-Bas.	Turquie.
Etats-Unis Mexicains.	Perse.	Bulgarie.
France.	Portugal.	

II. Conventions:**A. Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux**

Belgique.	Grèce.	Roumanie.
Danemark.	Monténégro.	Russie.
Espagne.	Pays-Bas.	Siam.
Etats-Unis d'Amérique.	Perse.	Suède et Norvège.
Etats-Unis Mexicains.	Portugal.	Bulgarie.
France.		

16 Puissances.**B. Convention sur les lois et coutumes de la guerre sur terre.**

Belgique.	Grèce.	Roumanie.
Danemark.	Monténégro.	Russie.
Espagne.	Pays-Bas.	Siam.
Etats-Unis Mexicains.	Perse.	Suède et Norvège.
France.	Portugal.	Bulgarie.

15 Puissances.**C. Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève.**

Belgique.	Grèce.	Roumanie.
Danemark.	Monténégro.	Russie.
Espagne.	Pays-Bas.	Siam.
Etats-Unis Mexicains.	Perse.	Suède et Norvège.
France.	Portugal.	Bulgarie.

15 Puissances.**III. Déclarations:****A. concernant l'interdiction de lancer des projectiles du haut de ballons etc.**

Belgique.	Grèce.	Russie.
Danemark.	Monténégro.	Siam.
Espagne.	Pays-Bas.	Suède et Norvège.
Etats-Unis d'Amérique.	Perse.	Turquie.
Etats-Unis Mexicains.	Portugal.	Bulgarie.
France.	Roumanie.	

17 Puissances.**B. concernant l'interdiction d'employer des projectiles à gaz asphyxiants.**

Belgique.	Monténégro.	Russie.
Danemark.	Pays-Bas.	Siam.
Espagne.	Perse.	Suède et Norvège.
Etats-Unis Mexicains.	Portugal.	Turquie.
France.	Roumanie.	Bulgarie.
Grèce.		

16 Puissances.

C. concernant l'interdiction des balles qui s'épanouissent etc.

Belgique.	Grèce.	Russie.
Danemark.	Monténégro.	Siam.
Espagne.	Pays-Bas.	Suède et Norvège.
Etats-Unis Mexicains.	Perse.	Turquie.
France.	Roumanie.	Bulgarie.

15 Puissances.

Le Président dit que la Gouvernement des Pays-Bas l'a prié de donner connaissance à la Conférence d'une lettre adressée par S. M. la Reine des Pays-Bas à S. S. le Pape, Lui faisant part de la réunion de la Conférence de la Paix à la Haye, ainsi que de la réponse de Sa Sainteté à cette communication:

Lettre de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Très Auguste Pontife!

Votre Sainteté, dont la parole éloquente s'est toujours élevée avec tant d'autorité en faveur de la paix, ayant tout récemment dans Son allocution du 11 avril dernier, exprimé ces sentiments généreux plus spécialement par rapport aux relations des peuples entre eux, j'ai cru de mon devoir de Lui communiquer qu'à la demande et sur l'initiative de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, J'ai convoqué pour le 18 prochain une Conférence à la Haye, qui sera chargée de rechercher les moyens propres à diminuer les écrasantes charges militaires actuelles et à prévenir si possible les guerres ou du moins à en adoucir les conséquences.

Je suis persuadée que Votre Sainteté verra d'un œil sympathique la réunion de cette Conférence et Je serais très heureuse si, en me témoignant l'assurance de cette haute sympathie, Elle voulait bien donner son précieux appui moral à la grande œuvre qui, d'après les généreux desseins du magnanime Empereur de toutes les Russies, sera élaborée dans Ma résidence.

Je saisais avec empressement l'occasion présente, Très Auguste Pontife, pour renouveler à Votre Sainteté l'assurance de Ma haute estime et de Mon dévouement personnel.

Hanbaden, le 7 mai 1899.

(Signé) Wilhelmina.

Réponse de Sa. Sainteté:

Majesté!

Nous ne pouvons qu'avoir pour agréable la lettre par laquelle Votre Majesté Nous faisant part de la réunion dans la Capitale de Son Royaume, de la Conférence pour la Paix, a eu l'attention de solliciter pour cette assemblée Notre appui moral.

Nous Nous empressons d'exprimer Nos vives sympathies, soit pour l'Auguste initiateur de la Conférence et pour Votre Majesté qui s'est empressée de donner à celle-ci une honorable hospitalité, soit pour le but éminemment moral et bienfaisant auquel tendent les travaux qui déjà y sont inaugurés.

Pour de telles entreprises, Nous estimons qu'il entre tout spécialement dans Notre rôle non seulement de prêter un appui moral, mais d'y coopérer effectivement, car il s'agit d'un objet souverainement noble de sa nature, et intimement lié avec Notre auguste ministère, lequel, de par le divin Fondateur de l'Eglise, et en vertu de traditions bien des fois séculaires, possède une sorte de haute investiture comme médiateur de la paix. En effet, l'autorité du Pontificat suprême dépasse les frontières des nations; elle embrasse tous les peuples, afin de les confédérer dans la vraie paix de l'Evangile; son action pour promouvoir le bien général de l'humanité s'élève au-dessus des intérêts particuliers qu'ont en vue les divers Chefs d'états, et mieux que personne elle sait incliner à la concorde tant de peuples au génie si divers.

L'histoire à son tour vient témoigner de tout ce qu'ont fait Nos Prédécesseurs pour adoucir par leur influence les lois malheureusement inévitables de la guerre, arrêter même, quand surgissaient des conflits entre princes, tout combat sanguinaire, terminer à l'amiable les controverses les plus aigues entre nations, soutenir courageusement le droit des faibles contre les prétentions des forts. Et Nous aussi, malgré l'anormale condition où nous sommes réduits pour l'heure, il Nous a été donné de mettre fin à de graves différends entre des nations illustres comme la Germanie et l'Espagne; et aujourd'hui même Nous avons la confiance de pouvoir bientôt établir l'harmonie entre deux nations de l'Amérique du Sud qui ont soumis à Notre arbitrage leur contestation.

Malgré les obstacles qui peuvent surgir, Nous continuerons, puisque le devoir Nous en incombe, à remplir cette traditionnelle mission, sans aspirer à d'autre but que le bien public, sans convoiter d'autre gloire que celle de servir la cause sacrée de la civilisation chrétienne.

Nous prions Votre Majesté de vouloir bien agréer les sentiments de Notre particulière estime et l'expression sincère des vœux que Nous formons pour Sa prospérité et celle de Son Royaume.

Du Vatican le 29 mai 1899.

(Signé) Leo PP. XIII.

Le Président dit que le texte de ces deux lettres sera inséré au Procès-Verbal de la Séance et il prononce le discours suivant:

Messieurs: Nous sommes arrivés aux termes de nos travaux. Avant de nous séparer et de nous serrer la main une dernière fois dans ce beau Palais du Bois, je viens vous prier de vous joindre à moi pour renouveler le tribut de notre reconnaissance à la gracieuse Souveraine des Pays-Bas pour l'hospitalité qui nous a été si largement accordée. Les souhaits que Sa Majesté formulait récemment d'une voix si charmante et si ferme, ont été de bon augure pour la marche de nos délibérations. Puisse Dieu combler de ses faveurs le règne de Sa Majesté la Reine pour le bien du noble pays placé sous son autorité.

Nous prions M. de Beaufort, en sa qualité de Président d'honneur de la Conférence, de vouloir bien faire parvenir aux pieds de Sa Majesté

l'hommage de nos voeux. Nous demandons également à Son Excellence et au Gouvernement Néerlandais d'accepter l'expression de toute notre gratitude pour le concours bienveillant qu'ils nous ont prêté et qui a si grandement facilité notre tâche.

C'est de tout cœur que je me fais l'organe de vos remerciements les plus chaleureux auprès des hommes d'Etat et des jurisconsultes éminents qui ont présidé aux travaux de nos Commissions, de nos Sous-Commissions et de nos Comités: ils y ont déployé les plus rares qualités et nous sommes heureux de pouvoir les en féliciter ici.

Nos rapporteurs aussi ont droit à Votre reconnaissance. Ils ont déposé dans leurs comptes rendus, qui sont de vrais chefs d'œuvre, le commentaire autorisé des textes arrêtés.

Avec un zèle digne de tout éloge notre Secrétariat s'est acquitté d'une tâche ardue: les procès-verbaux fidèles et complets de nos longues et fréquentes séances sont là pour en offrir le témoignage.

J'ai à Vous remercier enfin moi-même, Messieurs, de toute l'indulgence bienveillance dont vous avez fait preuve à l'endroit de votre Président. C'est certainement l'un des plus grands honneurs de ma vie déjà longue, consacrée tout entière au service de mes Souverains et de mon pays, d'avoir été appelé par vous à la Présidence de notre haute assemblée. Dans le cours des années, durant lesquelles j'ai assisté en témoin attentif et parfois en modeste ouvrier aux événements qui formeront l'histoire de notre siècle, j'ai vu grandir peu à peu l'influence des idées morales dans les rapports politiques. Cette influence a atteint aujourd'hui un stage mémorable.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, S'inspirant des tradition de famille, comme l'a heureusement rappelé Mr. Beernaert, et animé d'une constante sollicitude pour le bien des nations, a ouvert en quelque sorte l'accès de la réalité à ces conceptions. Vous, Messieurs, qui êtes plus jeunes que Votre Président, vous parcourrez sans doute de nouvelles étapes sur la route où nous nous sommes engagés.

Après une session aussi longue et aussi laborieuse, alors que vous avez sous les yeux le résultat de vos travaux, je me garderai bien de vous imposer le récit historique de ce que vous avez accompli au prix de tant d'efforts. Je me bornerai à en dégager quelques idées générales.

Répondant à l'appel de l'Empereur, mon Auguste Maître, la Conférence a accepté le programme tracé par les circulaires du Comte Mouravieff et en a fait l'objet d'un examen prolongé et attentif.

Si la 1^e Commission qui avait pris à sa charge les questions militaires, la limitation des effectifs et des budgets, n'est pas arrivée à des résultats matériels considérables — c'est qu'elle s'est heurtée à des difficultés techniques et à une série de considérations connexes dont elle ne s'est pas reconnue en mesure d'aborder l'examen. Mais la Conférence a demandé aux divers Gouvernements de reprendre l'étude de ces thèmes. Elle s'est ralliée unanimement à la résolution proposée par Mr. le Premier Délégué de France, savoir: „que la limitation des charges militaires qui

pèseut actuellement sur le monde, est grandement désirable pour l'accroissement du bien être matériel et moral de l'humanité.

La Conférence a accepté également toutes les propositions humanitaires déférées à l'examen de la 2^e Commission.

Dans cet ordre d'idées, elle a pu donner satisfaction au désir, depuis longtemps exprimé, d'étendre à la guerre sur mer l'application de principes analogues à ceux qui font l'objet de la Convention de Genève.

Représant une œuvre inaugurée à Bruxelles, il y a 25 ans, sous les auspices de l'Empereur Alexandre II, la Conférence a réussi à donner une forme plus précise aux lois et coutumes de la guerre sur terre.

Ce sont là, Messieurs, des résultats positifs acquis après de consciencieux travaux.

Mais l'œuvre qui ouvre une ère nouvelle, pour ainsi dire, dans le domaine du droit des gens, c'est la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Comme entête elle porte l'inscription: „Du maintien général de la Paix“.

Il y a quelques années, en clôturant l'arbitrage de la mer de Behring, un éminent diplomate français s'exprimait comme suit: „Nous nous sommes efforcés de maintenir intacts les principes fondamentaux de cet auguste droit des gens qui s'étend comme la voûte des cieux au dessus de toutes les nations et qui emprunte les lois de la nature elle-même pour protéger, les uns à l'égard des autres, les peuples de la terre en leur inculquant les prescriptions du bon vouloir mutuel“.

La Conférence de la Paix, avec l'autorité qui s'attache à une assemblée où sont réunis les Etats civilisés, s'est efforcée, elle aussi, de sauvegarder dans des questions d'intérêt capital, les principes fondamentaux du droit international. Elle a pris à tâche de les préciser, de les développer, de les appliquer d'une manière plus complète. Elle a créé sur plusieurs points un droit nouveau répondant à des nécessités nouvelles, au progrès de la vie internationale, aux exigences de la conscience publique, aux meilleures aspirations de l'humanité. Elle a notamment accompli une œuvre que l'avenir appellera sans doute „le premier code international de la Paix“ et auquel nous avons donné le nom plus modeste de „Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.“

En inaugurant les séances de la Conférence, je signalais comme un des éléments principaux de notre commune étude et comme „l'essence même de notre tâche“ la réalisation des progrès si impatiemment attendus en matière de médiation et d'arbitrage. Je ne m'étais pas trompé en estimant que nos travaux dans cet ordre prendraient une exceptionnelle importance.

L'œuvre est accomplie aujourd'hui. Elle atteste la haute sollicitude des gouvernements pour tout ce qui touche au développement pacifique des relations internationales et au bien être des peuples.

Cette œuvre n'est point parfaite sans doute, mais elle est sincère, pratique et sage. Elle s'efforce de concilier en les sauvegardant, les deux principes qui sont la base du droit des gens, le principe de la souve-

mineté des Etats et le principe d'une juste solidarité internationale. Elle donne le pas à ce qui unit sur ce qui divise. Elle affirme que dans les temps nouveaux où nous entrons, ce qui doit dominer ce sont les œuvres nées d'un besoin de concorde et fécondées par la collaboration des Etats poursuivant la réalisation de leurs intérêts légitimes dans une paix solide réglée par la justice.

La tâche remplie par la Conférence de la Haye dans cet ordre est vraiment méritoire et belle. Elle répond aux sentiments magnanimes de son Auguste Initiateur, elle aura l'appui de l'opinion universelle et reueillema, je l'espère, les suffrages de l'histoire.

Je n'entrerai pas, Messieurs, dans les détails de l'acte que plusieurs d'entre nous viennent de signer. Ils sont exposés et analysés dans l'incomparable rapport qui se trouve entre vos mains.

A l'heure présente il est peut-être prématûré d'ailleurs de juger dans son ensemble l'œuvre à peine terminée. Nous sommes encore placés trop près du berceau: la perspective aérienne nous fait défaut. Ce qui est certain c'est que cette œuvre entreprise sur l'initiative de l'Empereur, mon Auguste Maître, et sous les auspices de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas se développera dans l'avenir. Comme l'a dit dans une circonstance mémorable le Président de notre troisième Commission, „plus on s'avancera sur la route du temps, plus clairement apparaîtra son importance.“

Eh bien, Messieurs, le premier pas est fait. Unissons nos volontés et sachons profiter de l'expérience.

La bonne graine est semée. Laissons venir la moisson.

Quant à moi qui suis arrivé au terme de ma carrière et au déclin de la vie, je considère comme une consolation suprême de voir s'ouvrir de nouvelles perspectives au bien de l'humanité et de pouvoir porter mes regards dans les clartés de l'avenir. (Applaudissements prolongés).

S. E. le Comte de Münster prononce le discours suivant:

„Messieurs: Vous me permettrez comme doyen d'âge de cette assemblée de répondre aux belles paroles que nous venons d'entendre et vous vous associeriez à moi pour remercier MM. Staal et van Karnebeek, Président et Vice-Président de la Conférence.

M. Staal a puissamment contribué à la réussite de nos travaux. Par sa grande amabilité envers nous tous, il a su maintenir les bons rapports qui ont existé parmi tous les délégués. Il est bien rare qu'une assemblée qui a duré deux mois et demi puisse montrer une entente aussi parfaite que celle qui a toujours régnée dans cette salle.

M. van Karnebeek a été la cheville ouvrière de la Conférence. Il a travaillé plus que nous tous et nous lui devons beaucoup. Nous avons à le remercier aussi pour la grande hospitalité que nous avons trouvée ici depuis le Trône jusqu'au plus humble des sujets.

M. van Karnebeek s'est inspiré de l'exemple de Son Auguste Souveraine qui nous a honorés d'un accueil que nous n'oublierons jamais.

Si la Conférence n'a pas réalisé tous les désirs — et les désirs et les illusions allaient très loin — elle aura du moins une grande influence dans l'avenir et la semence qu'elle a jetée est sûre d'éclorer. Son prin-

cipal résultat sera donc l'influence que la réunion de tant d'hommes éminents ne saurait manquer d'avoir sur l'entente de toutes les nations. Cette Conférence sera un de nos plus beaux souvenirs et dans ce souvenir deux noms brilleront toujours, ceux de M. M. Staal et van Karnebeek. Je vous prie de vous lever en leur honneur." (Vifs applaudissements).

Le Président répond qu'il est profondément touché des paroles éloquentes qui viennent d'être prononcées et il remercie du fond du cœur Son Exc. le Comte de Münster et tous ceux dont il a exprimé les sentiments. Dans les souvenirs qu'il emportera de la Conférence, celui des bons rapports qu'il a entretenus avec tous ses collègues ne sortira jamais de sa mémoire. (Applaudissements).

M. le Jonkheer van Karnebeek dit qu'il est également sensible aux paroles de Son Exc. le Comte de Münster. Il hésite cependant à accepter pour lui les éloges qui lui ont été adressés. Si l'on croit qu'il a pu faire quelque chose pour la réussite de l'œuvre commune et qu'il a été en quelque sorte la personnification de l'esprit et du travail de cette Conférence, M. van Karnebeek déclare qu'il n'a été que le miroir de l'esprit qui animait tous les délégués et de ce qu'ils ont fait eux mêmes. (Applaudissements).

M. le Baron d'Estournelles s'exprime en ces termes:

„Avec la permission de notre honoré Président, je voudrais soumettre à la Conférence un vœu personnel avant de nous séparer.

On pourra discuter notre œuvre et la juger trop modeste, mais, comme vient de le dire M. le Comte de Münster, on ne contestera pas que nous ayons travaillé de tout notre cœur depuis deux mois et demi. Nous sommes venus à la Haye de tous les points du globe, sans nous connaître les uns les autres, avec plus de préjugés peut-être et d'incertitude que d'espérance; aujourd'hui bien des préjugés ont disparu; des liens de confiance et de sympathie se sont formés entre nous. Grâce à cet accord né de l'attachement de tous à l'œuvre commune, nous avons pu franchir une première étape; on reconnaîtra peu à peu que les résultats obtenus ne sont pas négligeables et qu'ils constituent un germe fécond. Mais ce germe, pour qu'il se développe, doit être l'objet d'une constante sollicitude, et c'est pourquoi il faut souhaiter que notre Conférence ne se sépare pas à tout jamais.

Elle aura été un commencement, elle ne doit pas être une fin. Faisons le vœu, messieurs, que nos pays, provoquant d'autres réunions comme celle-ci, continuent à servir ensemble la cause de la civilisation et de la paix." (Applaudissements).

S. E. M. de Beaufort prend la parole en ces termes:

„Avant que la séance d'aujourd'hui soit levée, je tiens à cœur de vous adresser quelques paroles.

Le Gouvernement des Pays-Bas a été heureux de vous voir ici; il a suivi vos délibérations avec le plus grand intérêt, et il se réjouit de ce que vos travaux aient porté des fruits.

Si la Conférence de la Paix n'a pas pu réaliser les rêves des utopistes, il convient de ne pas perdre de vue qu'elle a eu cela de commun

avec toutes les réunions d'hommes sérieux et intelligents, ayant en vue un but pratique; si, d'un autre côté, elle a démenti les sombres prévisions des pessimistes qui ne voyaient en elle qu'un effort généreux prêt à se perdre dans l'énumération de quelques vœux, elle a démontré par cela même la justesse de vue de l'Auguste Monarque qui pour l'initiative de sa réunion a choisi le moment propice.

Je ne veux pas en ce moment appuyer sur la haute importance des résultats acquis. Il est vrai que l'accord unanime sur le principe du désarmement n'a pas pu se traduire dans une formule pratique applicable aux législations intérieures des différents pays et en harmonie avec leurs besoins divergents. Rappelons nous à ce sujet le mot d'un éminent historien, le duc de Broglie, qui, il y a quelques semaines, a dit à propos de la Conférence: „Nous vivons dans un temps où il faut tenir autant et plus de compte de l'effet moral d'une grande mesure que de ses résultats matériels et immédiats.“

Sans doute, l'effet moral de vos délibérations déjà sensible, se fera sentir de plus en plus et ne manquera pas de se manifester dans l'opinion publique d'une manière éclatante; il secondera puissamment les Gouvernements dans leurs efforts pour résoudre cette question de la limitation des armements qui restera la grave et légitime préoccupation des hommes d'état de tous les pays.

Permettez-moi, avant de terminer, d'exprimer l'espoir que S. M. l'Empereur de Russie puisse trouver, dans un renouvellement d'énergie pour continuer la grande œuvre qu'il a entreprise, la consolation la plus efficace dans la grande et cruelle épreuve qu'il a traversée. Pour nous, le souvenir de votre séjour ici restera à jamais un point lumineux dans les annales de notre pays parceque nous avons la ferme conviction que ce séjour a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire des relations internationales entre les peuples civilisés.“

(Applaudissements unanimes.)

Le Président dit que les réunions de la Conférence de la Paix sont closes et que la séance est levée.

Le Président,
Staal.

Les Secrétaires,

J. C. N. van Eys. Raffalovich.

Albert Legrand.

E. de Greille Rogier.

W. de Rappard.

A. G. Schimmelpenninck.

Max Jarousse de Sillac.

J. J. Rochussen.

G. J. C. A. Pop, Secrétaire technique.

C. E. Dittlinger, " "

Acte Final de la Conférence internationale de la Paix.

La Conférence Internationale de la Paix, convoquée dans un haut sentiment d'humanité par Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, s'est réunie, sur l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, à la Maison Royale du Bois à la Haye, le 18 mai 1899.

Les Puissances, dont l'énumération suit, ont pris part à la Conférence, pour laquelle Elles avaient désigné les Délégués nommés ci-après:

L'Allemagne.

Son Exc. le Comte de Münster, Ambassadeur d'Allemagne à Paris, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Baron de Stengel, Professeur à l'Université de Munich, Second Délégué.

M. le Docteur Zorn, Conseiller Intime de Justice, Professeur à l'Université de Königsberg, Délégué scientifique.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Commandant du 5^{ème} Régiment d'Infanterie, n°. 94, Délégué technique.

M. le Capitaine de Vaisseau Siegel, Attaché Naval à l'Ambassade Impériale à Paris, Délégué technique.

L'Autriche-Hongrie.

Son Exc. le Comte R. Welserseimh, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. A. Okolicsanyi d'Okolicsna, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. Gaétan Mérey de Kapos-Mére, Conseiller d'Ambassade et Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, Délégué adjoint.

M. Henri Lammasch, Professeur à l'Université de Vienne, Délégué adjoint.

M. Victor de Kuepach zu Ried, Zimmerlehen et Haslburg, Lieutenant-Colonel de l'Etat-Major général, Délégué adjoint.

M. le Comte Stanislas Soltyk, Capitaine de Corvette, Délégué adjoint.

La Belgique.

Son Exc. M. Auguste Beernaert, Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Comte de Grelle Rogier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Chevalier Descamps, Sénateur, Délégué Plénipotentiaire.

La Chine.

M. Yang-Yü, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Lou-Tseng-Tsiang, Second Délégué.

M. Hoo-Wei-Teh, Second Délégué.

M. Ho-Yen-Cheng, Conseiller de Légation, Délégué adjoint.

Le Danemark.

M. le Chambellan Fr. E. de Bille, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. J. G. F. von Schnack, Colonel d'Artillerie, Ancien Ministre de la Guerre, Second Délégué, Plénipotentiaire.

l'Espagne.

Son Exc. le Duc de Tetuan, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Délégué Plénipotentiaire.

M. Arthur de Baguer, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Comte del Serrallo, Colonel, Attaché Militaire à la Légation d'Espagne à Bruxelles, Délégué adjoint.

Les Etats-Unis d'Amérique.

Son Exc. M. Andrew D. White, Ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, Délégué Plénipotentiaire.

l'Honorable Seth Low, Président de l'Université de Colombie à New-York, Délégué Plénipotentiaire.

M. Stanford Newel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. Alfred T. Mahan, Capitaine de Vaisseau, Délégué Plénipotentiaire.

M. William Crozier, Capitaine d'Artillerie, Délégué Plénipotentiaire.

M. Frederick W. Holls, Avocat à New-York, Délégué et Secrétaire de la Délégation.

Les Etats-Unis Mexicains.

M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué Plénipotentiaire.

M. Zenil, Ministre-Résident à Bruxelles, Délégué Plénipotentiaire.

La France.

M. Léon Bourgeois, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés, Troisième Délégué, Plénipotentiaire.

M. Mounier, Général de Brigade, Délégué technique.

M. Péphau, Contre-Admiral, Délégué technique.

M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Juris-consulte-Conseil du Ministère des Affaires Etrangères, Délégué technique.

La Grande Bretagne et Irlande.

Son Exc. le Très Honorable Sir Julian Pauncefote, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume Uni à Washington, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

Sir Henry Howard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

Sir John A. Fischer, Vice-Amiral, Délégué technique.

Sir J. C. Ardagh, Général-Major, Délégué technique.

M. le Lieutenant-Colonel C. à Court, Attaché Militaire à Bruxelles et à la Haye, Délégué technique adjoint.

La Grèce.

M. N. Delyanni, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué Plénipotentiaire.

L'Italie.

Son Exc. le Comte Nigra, Ambassadeur d'Italie à Vienne, Sénateur du Royaume, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Comte A. Zannini, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Chevalier Guido Pompilj, Député au Parlement Italien, Troisième Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Chevalier Louis Zuccari, Général-Major, Délégué technique.

M. le Chevalier Auguste Bianco, Capitaine de Vaisseau, Attaché Naval à l'Ambassade Royale à Londres, Délégué technique.

Le Japon.

M. le Baron Hayashi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. I. Motono, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. Uyehara, Colonel, Délégué technique.

M. Sakamoto, Capitaine de Vaisseau, Délégué technique.

M. Nagao Ariga, Professeur de Droit International à l'Ecole Supérieure de Guerre et à l'Ecole de Marine à Tokio, Délégué technique.

Le Luxembourg.

Son Exc. M. Eyschen, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Comte de Villers, Chargé d'Affaires à Berlin, Délégué Plénipotentiaire.

Le Montenegro.

Son Exc. M. le Conseiller Privé Actuel Staal, Ambassadeur de Russie à Londres, Délégué Plénipotentiaire.

Les Pays-Bas.

M. le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Général J. C. C. Den Beer Poortgael, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat, Délégué Plénipotentiaire.

M. T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat, Délégué Plénipotentiaire.

M. E. N. Rahusen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux, Délégué Plénipotentiaire.

M. A. P. Tadema, Capitaine de Vaisseau, Chef de l'Etat-Major de la Marine Néerlandaise, Délégué technique.

La Perse.

M. l'Aide de Camp Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stockholm, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Mirza Samad Khan, Montazis-Saltaneh, Conseiller de Légation à St. Pétersbourg, Délégué adjoint.

Le Portugal.

M. le Comte de Macedo, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid, Délégué Plénipotentiaire.

M. d'Ornellas Vasconcellos, Pair du Royaume, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Comte de Selir, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Capitaine de Vaisseau Augusto De Castilho, Délégué technique.

M. le Capitaine de l'Etat-Major Général Ayres d'Ornellas, Délégué technique.

La Roumanie.

M. Alexandre Beldiman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Jean N. Papiniu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Colonel Aide-de-Camp Constantin Coanda, Directeur de l'Artillerie au Ministère de la Guerre, Délégué technique.

Médecin-Général de l'Armée et

Ministre plénipotentiaire.

Délégué.

Plénipotentiaire.

des Affaires Etrangères,
Plénipotentiaire.
Ministre des Affaires Etrangères,

Minion d'Etat-Major, Délégué Plénipotentiaire.

Délégué Plénipotentiaire.

Bulgarie.

Sancioff, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg, Plénipotentiaire.

Hessaptchieff, Attaché Militaire à Belgrade, Plénipotentiaire.

réunions, tenues de 18 mai au 29 juillet 1899, ont été constamment animés du désir de réaliser, mesure possible, les vues généreuses de l'Auguste Influence et les intentions de leurs Gouvernements, laquelle, pour être soumis à la signature des plénipotentiaires, inventions et Déclarations énumérées ci-après et annexées à cette:

Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux; Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre; Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864;

IV. Trois Déclarations concernant:

1° l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux:

2° l'interdiction de l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères;

3° l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

Ces Conventions et Déclarations formeront autant d'actes séparés. Ces actes porteront la date de ce jour et pourront être signés jusqu'au

La Russie.

Son Exc. M. le Conseiller Privé Actuel Staal, Ambassadeur de Russie à Londres, Délégué Plénipotentiaire.

M. de Martens, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Conseiller Privé, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Conseiller d'Etat Actuel de Basily, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Conseiller d'Etat Actuel Raffalovich, Agent du Ministère Impérial des Finances en France, Délégué technique.

M. Gilinsky, Colonel de l'Etat-Major Général, Délégué technique.

M. le Comte Barantzew, Colonel de l'Artillerie Montée de la Garde, Délégué technique.

M. Schéine, Capitaine de frégate, Agent Naval de Russie en France, Délégué technique.

M. Ovtchinnikow, Lieutenant de Vaisseau, professeur de jurisprudence, Délégué technique.

La Serbie.

M. Miyatovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Colonel Maschine, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Cettigné, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Docteur Voislave Veljkovitch, Professeur à la Faculté de Droit à Belgrade, Délégué adjoint.

Le Siam.

M. Phya Suriya Nuvatr, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Petersbourg et à Paris, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Phya Visuddha Suriya Sakdi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye et à Londres, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire.

M. Ch. Corragioni d'Orelli, Conseiller de Légation, Troisième Délégué.

M. Edouard Rolin, Consul-Général de Siam en Belgique, Quatrième Délégué.

La Suède et La Norvège.

M. le Baron de Bildt, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale d'Italie, Délégué Plénipotentiaire.

Suède:

M. P. H. E. Brändström, Colonel, Chef du premier Régiment des Grenadiers de la Garde, Délégué technique.

M. C. A. M. de Hjulhammar, Capitaine de Vaisseau, Délégué technique.

Norvège:

M. W. Konow, Président de l'Odelsting, Délégué technique.

M. J. J. Thaulow, Général-Major, Médecin-Général de l'Armée et de la Marine, Délégué technique.

La Suisse.

M. le Dr. Arnold Roth, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Colonel Arnold Künzli, Conseiller National, Délégué.

M. Edouard Odier, Conseiller National, Délégué Plénipotentiaire.

La Turquie.

Son Exc. Turkhan Pacha, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre du Conseil d'Etat, Premier Délégué Plénipotentiaire.

Noury Bey, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères, Délégué Plénipotentiaire.

Abdullah Pacha, Général de Division d'Etat-Major, Délégué Plénipotentiaire.

Mehemed Pacha, Contre Amiral, Délégué Plénipotentiaire.

La Bulgarie.

M. le Docteur Dimitri I. Stancioff, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Major Christo Hessaptchieff, Attaché Militaire à Belgrade, Second Délégué, Plénipotentiaire.

Dans une série de réunions, tenues de 18 mai au 29 juillet 1899, où les délégués précités ont été constamment animés du désir de réaliser, dans la plus large mesure possible, les vues généreuses de l'Auguste Initiateur de la Conférence et les intentions de leurs Gouvernements, la Conférence a arrêté, pour être soumis à la signature des plénipotentiaires, le texte des Conventions et Déclarations énumérées ci-après et annexées au présent Acte:

- I. Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux;
- II. Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre;
- III. Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864;
- IV. Trois Déclarations concernant:

1° l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux;

2° l'interdiction de l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères;

3° l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

Ces Conventions et Déclarations formeront autant d'actes séparés. Ces actes porteront la date de ce jour et pourront être signés jusqu'au

31 décembre 1899 par les plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye.

Obéissant aux mêmes inspirations, la Conférence a adopté à l'unanimité la Résolution suivante:

La Conférence estime que la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité.

Elle a, en outre, émis les Vœux suivantes:

1^o La Conférence, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement Fédéral Suisse pour la révision de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette Convention.

Ce vœu a été voté à l'unanimité.

2^o La Conférence émet le vœu que la question des droits et des devoirs des neutres soit inscrite au programme d'une prochaine conférence.

3^o La Conférence émet le vœu que les questions relatives aux fusils et aux canons de marine, telles qu'elles ont été examinées par elle, soient mises à l'étude par les Gouvernements, en vue d'arriver à une entente concernant la mise en usage de nouveaux types et calibres.

4^o La Conférence émet le vœu que les Gouvernements, tenant compte des propositions faites dans la Conférence, mettent à l'étude la possibilité d'une entente concernant la limitation des forces armées de terre et de mer et des budgets de guerre.

5^o La Conférence émet le vœu que la proposition tendant à déclarer l'inviolabilité de la propriété privée dans la guerre sur mer soit renvoyée à l'examen d'une conférence ultérieure.

6^o La Conférence émet le vœu que la proposition de régler la question du bombardement des ports, villes et villages par une force navale soit renvoyé à l'examen d'une conférence ultérieure.

Les cinq derniers vœux ont été votés à l'unanimité sauf quelques abstentions.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf en un seul exemplaire qui sera déposé au Ministère des Affaires Etrangères et dont des copies, certifiées conformes, seront délivrées à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

Pour l'Allemagne:

(s.) Münster.

Pour l'Autriche-Hongrie:

(s.) Welsershaimb.

(s.) Okolicsanyi.

Pour la Belgique:

(s.) A. Beernaert.

(s.) C^{te} de Grelle Rogier.

(s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:	(s.) Yang Yü.
Pour le Danemark:	(s.) F. Bille.
Pour l'Espagne:	(s.) El Duque de Tetuan. (s.) W. R. de Villa Urrutia. (s.) Arturo de Baguer.
Pour les Etats-Unis d'Amérique:	(s.) Andrew d. White. (s.) Seth Low. (s.) Stanford Newel. (s.) A. T. Mahan. (s.) William Crozier.
Pour les Etats-Unis Mexicains:	(s.) M. de Mier. (s.) J. Zenil.
Pour la France:	(s.) Léon Bourgeois. (s.) G. Bihourd. (s.) D'Estournelles de Constant.
Pour la Grande-Bretagne et Irlande:	(s.) Julian Pauncefote. (s.) Henry Howard.
Pour la Grèce:	(s.) N. Delyanni.
Pour l'Italie:	(s.) Nigra. (s.) A. Zannini. (s.) Pompilj.
Pour le Japon:	(s.) Hayashi. (s.) J. Motono.
Pour le Luxembourg:	(s.) Eyschen. (s.) C ^e de Villers.
Pour le Monténégro:	(s.) Staal.
Pour les Pays-Bas:	(s.) v. Karnebeek. (s.) Den Beer Poortugal. (s.) T. M. C. Affer. (s.) E. N. Rahusen.
Pour la Perse:	(s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.
Pour le Portugal:	(s.) Conde de Macedo. (s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos. (s.) Conde de Selir.
Pour la Roumanie:	(s.) A. Beldiman. (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie:	(s.) Staal. (s.) Martens. (s.) A. Basily.
Pour la Serbie:	(s.) Chedomille Miyatovitch. (s.) A. Maschine.

Pour le Siam:	(s.) Phya Suriya Nuvatr. (s.) Visuddha.
Pour la Suède et la Norvège:	(s.) Bildt.
Pour la Suisse:	(s.) Roth. (s.) E. Odier.
Pour la Turquie:	(s.) Turkhan. (s.) M. Noury. (s.) Abdullah. (s.) R. Mehemed.
Pour la Bulgarie:	(s.) D. Stancioff. (s.) Major Hessaptchieff.

Convention pour le règlement pacifique des Conflicts internationaux.

La Convention devant rester ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1899, les Puissances Contractantes et Leurs Plénipotentiaires seront inscrites à cette date conformément à l'ordre suivant, adopté par la Conférence dans la séance plénière du 28 juillet 1899 :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Préident des Etats-Unis d'Amérique; le Préident des Etats-Unis Mexicains; le Préident de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral Suisse; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie.

Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale;

Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux;

Reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées;

Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale;

Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale accessible à tous au sein des Puissances indépendantes peut contribuer efficacement à ce résultat;

Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale;

Estimant avec l'Auguste Initiateur de la Conférence internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un accord international les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples:

Désirant conclure une Convention à cet effet, ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Titre I. Du maintien de la paix générale.

Article 1.

En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.

Titre II. Des bons offices et de la médiation.

Article 2.

En cas de dissensément grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, les Puissances signataires conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Article 3.

Indépendamment de ce recours, les Puissances signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical.

Acte Final de la Conférence internationale de la Paix.

La Conférence Internationale de la Paix, convoquée dans un haut sentiment d'humanité par Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, s'est réunie, sur l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, à la Maison Royale du Bois à la Haye, le 18 mai 1899.

Les Puissances, dont l'énumération suit, ont pris part à la Conférence, pour laquelle Elles avaient désigné les Délégués nommés ci-après :

L'Allemagne.

Son Exc. le Comte de Münster, Ambassadeur d'Allemagne à Paris. Délégué Plénipotentiaire.

M. le Baron de Stangel, Professeur à l'Université de Munich, Second Délégué.

M. le Docteur Zorn, Conseiller Intime de Justice, Professeur à l'Université de Königsberg, Délégué scientifique.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Commandant du 5^{ème} Régiment d'Infanterie, n°. 94, Délégué technique.

M. le Capitaine de Vaisseau Siegel, Attaché Naval à l'Ambassade Impériale à Paris, Délégué technique.

L'Autriche-Hongrie.

Son Exc. le Comte R. Welsershaimb, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. A. Okolicsanyi d'Okolicsna, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. Gaétan Mérey de Kapos-Mére, Conseiller d'Ambassade et Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, Délégué adjoint.

M. Henri Lammasch, Professeur à l'Université de Vienne, Délégué adjoint.

M. Victor de Kuepach zu Ried, Zimmerlehen et Haslburg, Lieutenant-Colonel de l'Etat-Major général, Délégué adjoint.

M. le Comte Stanislas Soltyk, Capitaine de Corvette, Délégué adjoint.

La Belgique.

Son Exc. M. Auguste Beernaert, Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Comte de Grelle Rogier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Chevalier Descamps, Sénateur, Délégué Plénipotentiaire.

La Chine.

M. Yang-Yü, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Lou-Tseng-Tsiang, Second Délégué.

M. Hoo-Wei-Teh, Second Délégué.

M. Ho-Yen-Cheng, Conseiller de Légation, Délégué adjoint.

Le Danemark.

M. le Chambellan Fr. E. de Bille, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. J. G. F. von Schnack, Colonel d'Artillerie, Ancien Ministre de la Guerre, Second Délégué, Plénipotentiaire.

l'Espagne.

Son Exc. le Duc de Tetuan, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Délégué Plénipotentiaire.

M. Arthur de Baguer, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Comte del Serrallo, Colonel, Attaché Militaire à la Légation d'Espagne à Bruxelles, Délégué adjoint.

Les Etats-Unis d'Amérique.

Son Exc. M. Andrew D. White, Ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, Délégué Plénipotentiaire.

l'Honorable Seth Low, Président de l'Université de Colombie à New-York, Délégué Plénipotentiaire.

M. Stanford Newel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. Alfred T. Mahan, Capitaine de Vaisseau, Délégué Plénipotentiaire.

M. William Crozier, Capitaine d'Artillerie, Délégué Plénipotentiaire.

M. Frederick. W. Holls, Avocat à New-York, Délégué et Secrétaire de la Délégation.

Les Etats-Unis Mexicains.

M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué Plénipotentiaire.

M. Zenil, Ministre-Résident à Bruxelles, Délégué Plénipotentiaire.

La France.

M. Léon Bourgeois, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés, Troisième Délégué, Plénipotentiaire.

M. Mounier, Général de Brigade, Délégué technique.

M. Péphau, Contre-Admiral, Délégué technique.

M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Juris-consulte-Conseil du Ministère des Affaires Etrangères, Délégué technique.

La Grande Bretagne et Irlande.

Son Exc. le Très Honorable Sir Julian Pauncefote, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume Uni à Washington, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

Sir Henry Howard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

Sir John A. Fischer, Vice-Amiral, Délégué technique.

Sir J. C. Ardagh, Général-Major, Délégué technique.

M. le Lieutenant-Colonel C. à Court, Attaché Militaire à Bruxelles et à la Haye, Délégué technique adjoint.

La Grèce.

M. N. Delyanni, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué Plénipotentiaire.

L'Italie.

Son Exc. le Comte Nigra, Ambassadeur d'Italie à Vienne, Sénateur du Royaume, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Comte A. Zannini, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Chevalier Guido Pompilj, Député au Parlement Italien, Troisième Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Chevalier Louis Zuccari, Général-Major, Délégué technique.

M. le Chevalier Auguste Bianco, Capitaine de Vaisseau, Attaché Naval à l'Ambassade Royale à Londres, Délégué technique.

Le Japon.

M. le Baron Hayashi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. I. Motono, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. Uyehara, Colonel, Délégué technique.

M. Sakamoto, Capitaine de Vaisseau, Délégué technique.

M. Nagao Ariga, Professeur de Droit International à l'Ecole Supérieure de Guerre et à l'Ecole de Marine à Tokio, Délégué technique.

Le Luxembourg.

Son Exc. M. Eyschen, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Comte de Villers, Chargé d'Affaires à Berlin, Délégué Plénipotentiaire.

Le Montenegro.

Son Exc. M. le Conseiller Privé Actuel Staal, Ambassadeur de Russie à Londres, Délégué Plénipotentiaire.

Les Pays-Bas.

M. le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Général J. C. C. Den Beer Poortugael, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat, Délégué Plénipotentiaire.

M. T. M. C. Aaser, Membre du Conseil d'Etat, Délégué Plénipotentiaire.

M. E. N. Rahusen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux, Délégué Plénipotentiaire.

M. A. P. Tadema, Capitaine de Vaisseau, Chef de l'Etat-Major de la Marine Néerlandaise, Délégué technique.

La Perse.

M. l'Aide de Camp Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stockholm, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Mirza Samad Khan, Montazis-Saltaneh, Conseiller de Légation à St. Pétersbourg, Délégué adjoint.

Le Portugal.

M. le Comte de Macedo, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid, Délégué Plénipotentiaire.

M. d'Ornellas Vasconcellos, Pair du Royaume, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Comte de Selir, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Capitaine de Vaisseau Augusto De Castilho, Délégué technique.

M. le Capitaine de l'Etat-Major Général Ayres d'Ornellas, Délégué technique.

La Roumanie.

M. Alexandre Beldiman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Jean N. Papiniu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Colonel Aide-de-Camp Constantin Coanda, Directeur de l'Artillerie au Ministère de la Guerre, Délégué technique.

La Russie.

Son Exc. M. le Conseiller Privé Actuel Staal, Ambassadeur de Russie à Londres, Délégué Plénipotentiaire.

M. de Martens, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Conseiller Privé, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Conseiller d'Etat Actuel de Basily, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Conseiller d'Etat Actuel Raffalovich, Agent du Ministère Impérial des Finances en France, Délégué technique.

M. Gilinsky, Colonel de l'Etat-Major Général, Délégué technique.

M. le Comte Barantzev, Colonel de l'Artillerie Montée de la Garde, Délégué technique.

M. Schéine, Capitaine de frégate, Agent Naval de Russie en France, Délégué technique.

M. Ovtchinnikow, Lieutenant de Vaisseau, professeur de jurisprudence, Délégué technique.

La Serbie.

M. Miyatovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et la Haye, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Colonel Maschine, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Cettigné, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Docteur Voislave Veljkovitch, Professeur à la Faculté de Droit à Belgrade, Délégué adjoint.

Le Siam.

M. Phya Suriya Nuvatr, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Petersbourg et à Paris, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. Phya Visuddha Suriya Sakdi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye et à Londres, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire.

M. Ch. Corragioni d'Orelli, Conseiller de Légation, Troisième Délégué.

M. Edouard Rolin, Consul-Général de Siam en Belgique, Quatrième Délégué.

La Suède et La Norvège.

M. le Baron de Bildt, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale d'Italie, Délégué Plénipotentiaire.

Suède:

M. P. H. E. Brändström, Colonel, Chef du premier Régiment des Grenadiers de la Garde, Délégué technique.

M. C. A. M. de Hjulhammar, Capitaine de Vaisseau, Délégué technique.

Norvège:

M. W. Konow, Président de l'Odelsting, Délégué technique.

M. J. J. Thanlow, Général-Major, Médecin-Général de l'Armée et de la Marine, Délégué technique.

La Suisse.

M. le Dr. Arnold Roth, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Délégué Plénipotentiaire.

M. le Colonel Arnold Künzli, Conseiller National, Délégué.

M. Edouard Odier, Conseiller National, Délégué Plénipotentiaire.

La Turquie.

Son Exc. Turkhan Pacha, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre du Conseil d'Etat, Premier Délégué. Plénipotentiaire.

Noury Bey, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères, Délégué Plénipotentiaire.

Abdullah Pacha, Général de Division d'Etat-Major, Délégué Plénipotentiaire.

Mehemed Pacha, Contre Amiral, Délégué Plénipotentiaire.

La Bulgarie.

M. le Docteur Dimitri I. Stancioff, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire.

M. le Major Christo Hessaptchieff, Attaché Militaire à Belgrade, Second Délégué, Plénipotentiaire.

Dans une série de réunions, tenues de 18 mai au 29 juillet 1899, où les délégués précités ont été constamment animés du désir de réaliser, dans la plus large mesure possible, les vues généreuses de l'Auguste Initiateur de la Conférence et les intentions de leurs Gouvernements, la Conférence a arrêté, pour être soumis à la signature des plénipotentiaires, le texte des Conventions et Déclarations énumérées ci-après et annexées au présent Acte:

I. Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux;

II. Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre;

III. Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864;

IV. Trois Déclarations concernant:

1° l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux;

2° l'interdiction de l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères;

3° l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

Ces Conventions et Déclarations formeront autant d'actes séparés. Ces actes porteront la date de ce jour et pourront être signés jusqu'au

31 décembre 1899 par les plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye.

Obéissant aux mêmes inspirations, la Conférence a adopté à l'unanimité la Résolution suivante:

La Conférence estime que la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité.

Elle a, en outre, émis les Vœux suivantes:

1^o La Conférence, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement Fédéral Suisse pour la révision de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette Convention.

Ce vœu a été voté à l'unanimité.

2^o La Conférence émet le vœu que la question des droits et des devoirs des neutres soit inscrite au programme d'une prochaine conférence.

3^o La Conférence émet le vœu que les questions relatives aux fusils et aux canons de marine, telles qu'elles ont été examinées par elle, soient mises à l'étude par les Gouvernements, en vue d'arriver à une entente concernant la mise en usage de nouveaux types et calibres.

4^o La Conférence émet le vœu que les Gouvernements, tenant compte des propositions faites dans la Conférence, mettent à l'étude la possibilité d'une entente concernant la limitation des forces armées de terre et de mer et des budgets de guerre.

5^o La Conférence émet le vœu que la proposition tendant à déclarer l'inviolabilité de la propriété privée dans la guerre sur mer soit renvoyée à l'examen d'une conférence ultérieure.

6^o La Conférence émet le vœu que la proposition de régler la question du bombardement des ports, villes et villages par une force navale soit renvoyé à l'examen d'une conférence ultérieure.

Les cinq derniers vœux ont été votés à l'unanimité sauf quelques abstentions.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf en un seul exemplaire qui sera déposé au Ministère des Affaires Etrangères et dont des copies, certifiées conformes, seront délivrées à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

Pour l'Allemagne:

(s.) Münster.

Pour l'Autriche-Hongrie:

(s.) Welsersheimb.

(s.) Okolicsanyi.

Pour la Belgique:

(s.) A. Beernaert.

(s.) C^{te} de Grelle Rogier.

(s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:	(s.) Yang Yü.
Pour le Danemark:	(s.) F. Bille.
Pour l'Espagne:	(s.) El Duque de Tetuan. (s.) W. R. de Villa Urrutia. (s.) Arturo de Baguer.
Pour les Etats-Unis d'Amérique:	(s.) Andrew d. White. (s.) Seth Low. (s.) Stanford Newel. (s.) A. T. Mahan. (s.) William Crozier.
Pour les Etats-Unis Mexicains:	(s.) M. de Mier. (s.) J. Zenil.
Pour la France:	(s.) Léon Bourgeois. (s.) G. Bihoard. (s.) D'Estournelles de Constant.
Pour la Grande-Bretagne et Irlande:	(s.) Julian Pauncefote. (s.) Henry Howard.
Pour la Grèce:	(s.) N. Delyanni.
Pour l'Italie:	(s.) Nigra. (s.) A. Zannini. (s.) Pompilj.
Pour le Japon:	(s.) Hayashi. (s.) J. Motono.
Pour le Luxembourg:	(s.) Eyschen. (s.) C ^{te} de Villers.
Pour le Monténégro:	(s.) Staal.
Pour les Pays-Bas:	(s.) v. Karnebeek. (s.) Den Beer Poortugal. (s.) T. M. C. Asser. (s.) E. N. Rahusen.
Pour la Perse:	(s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.
Pour le Portugal:	(s.) Conde de Macedo. (s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos. (s.) Conde de Selir.
Pour la Roumanie:	(s.) A. Beldiman. (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie:	(s.) Staal. (s.) Martens. (s.) A. Basily.
Pour la Serbie:	(s.) Chedomille Miyatovitch. (s.) A. Maschine.

Pour le Siam:	(s.) Phya Suriya Nuvatr. (s.) Visuddha.
Pour la Suède et la Norvège:	(s.) Bildt.
Pour la Suisse:	(s.) Roth. (s.) E. Odier.
Pour la Turquie:	(s.) Turkhan. (s.) M. Noury. (s.) Abdullah. (s.) R. Mehemed.
Pour la Bulgarie:	(s.) D. Stancioff. (s.) Major Hessaptchieff.

Convention pour le règlement pacifique des Conflicts internationaux.

La Convention devant rester ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1899, les Puissances Contractantes et Leurs Plénipotentiaires seront inscrits à cette date conformément à l'ordre suivant, adopté par la Conférence dans la séance plénière du 28 juillet 1899:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis Mexicains; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral Suisse; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie.

Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale;

Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux;

Reconnaisant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées;

Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale;

Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale accessible à tous au sein des Puissances indépendantes peut contribuer efficacement à ce résultat:

Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale:

Estimant avec l'Auguste Initiateur de la Conférence internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un accord international les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples;

Désirant conclure une Convention à cet effet, ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Titre I. Du maintien de la paix générale.

Article 1

En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.

Titre II. Des bons offices et de la médiation.

Article 2.

En cas de dissensément grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, les Puissances signataires conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Article 3.

Indépendamment de ce recours, les Puissances signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical.

Article 4.

Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

Article 5.

Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des Parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés.

Article 6.

Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

Article 7.

L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Article 8.

Les Puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une Médiation spéciale sous la forme suivante.

En cas de différend grave compromettant la Paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement aux Puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

Titre III. Des Commissions internationales d'enquête.**Article 9.**

Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui

n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

Article 10.

Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même.

Article 11.

Les Commissions internationales d'enquête sont formées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 32 de la présente Convention.

Article 12.

Les Puissances en litige s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Article 13.

La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances en litige son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Article 14.

Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

Titre IV. De l'arbitrage international.

Chapitre I. De la Justice arbitrale.

Article 15.

L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

Article 16.

Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales,

l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

Article 17.

La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

Article 18.

La convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 19.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Chapitre II. De la Cour permanente d'arbitrage.

Article 20.

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des Parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention.

Article 21.

La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

Article 22.

Un Bureau international établi à la Haye sert de greffe à la Cour. Ce Bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de la Haye une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

Article 23.

Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par Elle du présent Acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 24.

Lorsque les Puissances signataires veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal compétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Tribunal étant ainsi composé, les Parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays, jouissent des priviléges et immunités diplomatiques.

Article 25.

Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à la Haye.

Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 26.

Le Bureau international de la Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les conditions prescrites par les Règlements, aux litiges existant entre des Puissances non signataires ou entre des Puissances signataires et des Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction.

Article 27.

Les Puissances signataires considèrent comme un dévoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

Article 28.

Un Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communique sans délai aux Puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

Article 29.

Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Chapitre III. De la procédure arbitrale.**Article 30.**

En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Article 31.

Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 32.

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Article 33.

Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Article 34.

Le surarbitre est de droit Président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Article 35.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 36.

Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation, le Tribunal siège à la Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 37.

Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre Elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal, des conseils ou avocats nommés par Elles à cet effet.

Article 38.

Le Tribunal décide du choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Article 39.

La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes: l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 49.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Article 40.

Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre Partie.

Article 41.

Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Article 42.

L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écartier du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Article 43.

Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Article 44.

Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des Parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le Tribunal en prend acte.

Article 45.

Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Article 46.

Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Article 47.

Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Article 48.

Le tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Article 49.

Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Article 50.

Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

Article 51.

Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès verbal.

Article 52.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant leur dissentiment.

Article 53.

La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés.

Article 54.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

Article 55.

Les Parties peuvent se réservier dans le compromis de demander la révision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la révision.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de révision doit être formée.

Article 56.

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Article 57.

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal.

Dispositions générales.

Article 58.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances, qui ont été représentées à la Conférence Internationale de la Paix de la Haye.

Article 59.

Les Puissances non signataires qui ont été représentées à la Conférence Internationale de la Paix pourront adhérer à la présente Convention. Elles auront à cet effet à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 60.

Les conditions auxquelles les Puissances qui n'ont pas été représentées à la Conférence Internationale de la Paix, pourront adhérer à la présente Convention, formeront l'objet d'une entente ultérieure entre les Puissances contractantes.

Article 61.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

Pour l'Autriche-Hongrie:

Pour la Belgique: (s.) A. Beernaert.
(s.) C^e de Grelle Rogier.
(s.) Ch^r Descamps.

Pour la Suède et la Norvège: (s.) Bildt.

Pour la Suisse:

Pour la Turquie:

Pour la Bulgarie: (s.) D. Stancioff.

(s.) Major Hessaptchieff.

Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864.

(Pour l'entête voir la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.)

Également animés du désir de diminuer autant qu'il dépend d'eux les maux inséparables de la guerre et voulant dans ce but adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont résolu de conclure une Convention à cet effet;

Ils ont en conséquence nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts, de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Article 4.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5.

Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6.

Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7.

Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8.

Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9.

Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10.

Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

Article 11.

Les règles contenues dans les articles ci-dessus ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Les dites règles cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 13.

Les Puissances non signataires, qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864, sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 14.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura通知ée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:	· · · · ·
Pour l'Autriche-Hongrie:	· · · · ·
Pour la Belgique:	(s.) A. Beernaert. (s.) C ^e de Grelle Rogier. (s.) Ch ^r Descamps.
Pour la Chine:	· · · · ·
Pour le Danemark:	(s.) F. Bille.
Pour l'Espagne:	(s.) El Duque de Tetuan. (s.) W. R. de Villa Urrutia. (s.) Arturo de Baguer.
Pour les Etats-Unis d'Amérique:	· : · · · ·
Pour les Etats-Unis Mexicains:	(s.) A. de Mier. (s.) J. Zenil.
Pour la France:	(s.) Léon Bourgeois. (s.) G. Bihoud. (s.) D'Estournelles de Constant.
Pour la Grande Bretagne et Irlande:	· · · · ·
Pour la Grèce:	(s.) N. Delyanni.
Pour l'Italie:	· · · · ·

Pour le Japon:	· · · · · · · · · ·
Pour le Luxembourg:	· · · · · · · · · ·
Pour le Monténégro:	(s.) Staal.
Pour les Pays-Bas:	(s.) v. Karnebeek. (s.) Den Beer Poortugael. (s.) T. M. C. Affer. (s.) E. N. Rahusen.
Pour la Perse:	(s.) Mirza Riza Khan, Afra-ud-Dovleh.
Pour le Portugal:	(s.) Conde de Macedo. (s.) Agostinho D'Ornellas de Vasconcellos.
Pour la Roumanie:	(s.) Conde de Selir. (s.) A. Beldiman. (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie:	(s.) Staal. (s.) Martens. (s.) A. Basil.
Pour la Serbie:	· · · · · · · · · ·
Pour le Siam:	(s.) Phya Suriya Nuvatr. (s.) Visuddha.
Pour la Suède et la Norvège:	(s.) Bildt.
Pour la Suisse:	· · · · · · · · · ·
Pour la Turquie:	· · · · · · · · · ·
Pour la Bulgarie:	(s.) D. Stancioff. (s.) Major Hessaptchieff.

Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

(Pour l'entête voir la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.)

Connaissant que, tout en recherchant les moyens de sauvegarder la paix et de prévenir les conflits armés entre les nations, il importe de se préoccuper également du cas où l'appel aux armes serait amené par des événements que Leur sollicitude n'aurait pu détourner;

Animés du désir de servir encore, dans cette hypothèse extrême, les intérêts de l'humanité et les exigences toujours progressives de la civilisation;

Estimant qu'il importe, à cette fin, de reviser les lois et coutumes générales de la guerre, soit dans le but de les définir avec plus de précision, soit afin d'y tracer certaines limites destinées à en restreindre autant que possible les rigueurs;

S'inspirant de ces vues recommandées aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, lors de la Conférence de Bruxelles de 1874, par une sage et généreuse prévoyance;

Ont, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de définir et de régler les usages de la guerre sur terre.

Selon les vues des Hautes Parties Contractantes, ces dispositions, dont la rédaction a été inspirée par le désir de diminuer les maux de la guerre, autant que les nécessités militaires le permettent, sont destinées à servir de règle générale de conduite aux belligérants, dans leurs rapports entre eux et avec les populations.

Il n'a pas été possible toutefois de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à toutes les circonstances qui se présentent dans la pratique.

D'autre part, il ne pouvait entrer dans les intentions des Hautes Parties Contractantes que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissées à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties Contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Elle déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles un et deux du Règlement adopté;

Les Hautes Parties contractantes désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

• • • • • • • • • • • • • • • • • • •

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la présente Convention.

Article 2.

Les dispositions contenues dans le Règlement visé à l'article premier ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 3.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 4.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 5.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

Pour l'Autriche-Hongrie:

Pour la Belgique: (s.) A. Beernaert.
(s.) C^e de Grelle Rogier.
(s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:

Pour le Danemark: (s.) F. Bille.

Pour l'Espagne: (s.) El Duque de Tetuan.
(s.) W. R. de Villa Urrutia.
(s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour les Etats-Unis Mexicains: (s.) A. de Mier.

(s.) J. Zenil.

Pour la France: (s.) Léon Bourgeois.
(s.) G. Bihourd.
(s.) D'Estournelles de Constant.

Pour la Grande-Bretagne et	
Irlande:	
Pour la Grèce:	(s.) N. Delyanni.
Pour l'Italie:	
Pour le Japon:	
Pour le Luxembourg:	
Pour le Monténégro:	(s.) Staal.
Pour les Pays-Bas.	(s.) v. Karnebeek. (s.) Den Beer Poortugael. (s.) T. M. C. Affer. (s.) E. N. Rahusen. (s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh. (s.) Conde de Macedo. (s.) Agostinho D'Ornellas de Vasconcellos. (s.) Conde de Selir.
Pour la Perse:	
Pour le Portugal:	
Pour la Roumanie:	(s.) A. Beldiman. (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie:	(s.) Staal. (s.) Martens. (s.) A. Basily.
Pour la Serbie:	
Pour le Siam:	(s.) Phya Suriya Nuvatr. (s.) Visuddha.
Pour la Suède et la Norvège:	(s.) Bildt.
Pour la Suisse:	
Pour la Turquie:	
Pour la Bulgarie:	(s.) D. Stancioff. (s.) Major Hessapchieff.

Annexe à la Convention.

**Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre
sur terre.****Section I. — Des Belligérants.****Chapitre L — De la qualité de belligérant.****Article 1.**

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes:

- 1° d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;
- 2° d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;
- 3° de porter les armes ouvertement et
- 4° de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'armée.

Article 2.

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 3.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

Chapitre II. — Des prisonniers de guerre.

Article 4.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Article 5.

Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 6.

L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

Article 7.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 8.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements, et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont pas passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Article 9.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 10.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 11.

Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 12.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur,

ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Article 13.

Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article 14.

Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article 15.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article 16.

Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article 17.

Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article 18.

Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Article 19.

Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article 20.

Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

Chapitre III. — Des malades et des blessés.

Article 21.

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

Section II. — Des hostilités.

Chapitre I. — Des moyens de nuire à l'ennemi, des sièges et des bombardements.

Article 22.

Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 23.

Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment interdit:

- a. d'employer du poison ou des armes empoisonnées;
- b. de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou l'armée ennemie:

- c. de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;
- d. de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier;
- e. d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus;
- f. d'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève;
- g. de détruire ou de saisir des propriétés ennemis, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Article 24.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme licites.

Article 25.

Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Article 26.

Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 27.

Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant.

Article 28.

Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

Chapitre II. — Des espions.

Article 29.

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même, ne sont pas considérés comme espions: les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article 30.

L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article 31.

L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

Chapitre III. — Des parlementaires.

Article 32.

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Article 33.

Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Article 34.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

Chapitre IV. — Des capitulations.

Article 35.

Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

Chapitre V. — De l'armistice.**Article 36.**

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 37.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 38.

L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Article 39.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec les populations et entre elles.

Article 40.

Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 41.

La violation des clauses de l'armistice, par des particuliers agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Section III. — De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi.**Article 42.**

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article 43.

L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en

vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Article 44.

Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 45.

Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Article 46.

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article 47.

Le pillage est formellement interdit.

Article 48.

Si l'occupant prélève, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article 49.

Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant préleve d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article 50.

Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article 51.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article 52.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant; sinon, elles seront constatées par des reçus.

Article 53.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Article 54.

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des Sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article 55.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 56.

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

Section IV. — Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.

Article 57.

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 58.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 59.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Article 60.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du 29 novembre 11 décembre 1868,

Déclarent:

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hantes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

Pour l'Autriche-Hongrie:

Pour la Belgique:

(s.) A. Beernaert.

(s.) Cte de Grelle Rogier.

(s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:

Pour le Danemark:

(s.) F. Bille.

Pour l'Espagne:

(s.) El Duque de Tetuan.

(s.) W. R. de Villa Urrutia.

(s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour les Etats-Unis Mexicains:	(s.) M. de Mier.
	(s.) J. Zenil.
Pour la France:	(s.) Léon Bourgeois.
	(s.) G. Bihourd.
	(s.) D'Estournelles de Constant.
Pour la Grande-Bretagne et Irlande:	. . . . .
Pour la Grèce:	(s.) N. Delyanni.
Pour l'Italie:	. . . . .
Pour le Japon:	. . . . .
Pour le Luxembourg:	. . . . .
Pour le Monténégro:	(s.) Staal.
Pour les Pays-Bas:	(s.) v. Karnebeek. (s.) Den Beer Poortugael. (s.) T. M. C. Asser. (s.) E. N. Rahusen.
Pour la Perse:	(s.) Mirza Riza Khan Arva-ud-Dovleh.
Pour le Portugal:	. . . . .
Pour la Roumanie:	(s.) A. Beldiman. (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie:	(s.) Staal. (s.) Martens. (s.) A. Basily.
Pour la Serbie:	. . . . .
Pour le Siam:	(s.) Phya Suria Nuvatr. (s.) Visuddha.
Pour la Suède et la Norvège:	(s.) Bildt.
Pour la Suisse:	. . . . .
Pour la Turquie:	(s.) Turkhan. (s.) M. Noury. (s.) Abdullah. (s.) R. Mehemed.
Pour la Bulgarie:	(s.) D. Stancioff. (s.) Major Hessaptchieff.

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,
 s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la
 Déclaration de St. Pétersbourg de 29 novembre 1868,
11 décembre

Déclarent:

Les Puissances contractantes consentent, pour une durée de cinq ans, à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura通知ée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

Pour l'Autriche-Hongrie:

Pour la Belgique: (s.) A. Beernaert.
(s.) C^e de Grelle Rogier.
(s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:

Pour le Danemark: (s.) F. Bille.

Pour l'Espagne: (s.) El Duque de Tetuan.
(s.) W. R. de Villa Urrutia.
(s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:	(s.) Andrew D. White. (s.) Seth Low. (s.) Stanford Newel. (s.) A. T. Mahan. (s.) William Crozier.
Pour les Etats-Unis Mexicains:	(s.) A. de Mier. (s.) J. Zenil.
Pour la France:	(s.) Léon Bourgeois. (s.) G. Bihourd. (s.) D'Estournelles de Constant.
Pour la Grande-Bretagne et Irlande:	. . . . .
Pour la Grèce:	(s.) N. Delyanni.
Pour l'Italie:	. . . . .
Pour le Japon:	. . . . .
Pour le Luxembourg:	. . . . .
Pour le Monténégro:	(s.) Staal.
Pour les Pays-Bas:	(s.) v. Karnebeek. (s.) Den Beer Poortugael. (s.) T. M. C. Asser. (s.) E. N. Rahusen.
Pour la Perse:	(s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.
Pour le Portugal:	(s.) Conde de Macedo. (s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos. (s.) Conde de Selir.
Pour la Roumanie:	(s.) A. Beldiman. (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie:	(s.) Staal. (s.) Martens. (s.) A. Basily.
Pour le Siam:	(s.) Phya Suriya Nuvatr. (s.) Visuddha.
Pour la Suède et la Norwège:	(s.) Bildt.
Pour la Suisse:	. . . . .
Pour la Turquie:	(s.) Turkhan. (s.) M. Noury. (s.) Abdullah. (s.) R. Mehemed.
Pour la Bulgarie:	(s.) D. Stancioff. (s.) Major Hessaptchieff.

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du 29 novembre 11 décembre 1868,

Déclarent:

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leur cachets.

Fait à la Haye, le vingt neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

Pour l'Autriche-Hongrie:

Pour la Belgique: (s.) A. Beernaert.
(s.) C^e de Grelle Rogier.
(s.) Ch^r Descamps.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:	(s.) Andrew D. White. (s.) Seth Low. (s.) Stanford Newel. (s.) A. T. Mahan. (s.) William Crozier.
Pour les Etats-Unis Mexicains:	(s.) A. de Mier. (s.) J. Zenil.
Pour la France:	(s.) Léon Bourgeois. (s.) G. Bihoud. (s.) D'Estournelles de Constant.
Pour la Grande-Bretagne et Irlande:	. . . . .
Pour la Grèce:	(s.) N. Delyanni.
Pour l'Italie:	. . . . .
Pour le Japon:	. . . . .
Pour le Luxembourg:	. . . . .
Pour le Monténégro:	(s.) Staal.
Pour les Pays-Bas:	(s.) v. Karnebeek. (s.) Den Beer Poortgael. (s.) T. M. C. Asser. (s.) E. N. Rahusen.
Pour la Perse:	(s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.
Pour le Portugal:	(s.) Conde de Macedo. (s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos. (s.) Conde de Selir.
Pour la Roumanie:	(s.) A. Beldiman. (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie:	(s.) Staal. (s.) Martens. (s.) A. Basily.
Pour le Siam:	(s.) Phya Suriya Nuvatr. (s.) Visuddha.
Pour la Suède et la Norwège:	(s.) Bildt.
Pour la Suisse:	. . . . .
Pour la Turquie:	(s.) Turkhan. (s.) M. Noury. (s.) Abdullah. (s.) R. Mehemed.
Pour la Bulgarie:	(s.) D. Stancioff. (s.) Major Hessaptchieff.

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du 29 novembre 11 décembre 1868,

Déclarent:

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leur cachets.

Fait à la Haye, le vingt neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

· · · · ·

Pour l'Autriche-Hongrie:

· · · · ·

Pour la Belgique:

(s.) A. Beernaert.

(s.) C^e de Grelle Rogier.

(s.) Ch^r Descamps.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:	(s.) Andrew D. White. (s.) Seth Low. (s.) Stanford Newel. (s.) A. T. Mahan. (s.) William Crozier.
Pour les Etats-Unis Mexicains:	(s.) A. de Mier. (s.) J. Zenil.
Pour la France:	(s.) Léon Bourgeois. (s.) G. Bihourd. (s.) D'Estournelles de Constant.
Pour la Grande-Bretagne et Irlande:	· · · · ·
Pour la Grèce:	(s.) N. Delyanni.
Pour l'Italie:	· · · · ·
Pour le Japon:	· · · · ·
Pour le Luxembourg:	· · · · ·
Pour le Monténégro:	(s.) Staal.
Pour les Pays-Bas:	(s.) v. Karnebeek. (s.) Den Beer Poortugael. (s.) T. M. C. Asser. (s.) E. N. Rahusen.
Pour la Perse:	(s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.
Pour le Portugal:	(s.) Conde de Macedo. (s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos. (s.) Conde de Selir.
Pour la Roumanie:	(s.) A. Beldiman. (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie:	(s.) Staal. (s.) Martens. (s.) A. Basilij.
Pour le Siam:	(s.) Phya Suriya Nuvatr. (s.) Visuddha.
Pour la Suède et la Norwège:	(s.) Bildt.
Pour la Suisse:	· · · · ·
Pour la Turquie:	(s.) Turkhan. (s.) M. Noury. (s.) Abdullah. (s.) R. Mehemed.
Pour la Bulgarie:	(s.) D. Stancioff. (s.) Major Hessapctchieff.

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du 29 novembre 1868,
11 décembre

Déclarent :

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leur cachets.

Fait à la Haye, le vingt neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

Pour l'Autriche-Hongrie:

Pour la Belgique: (s.) A. Beernaert.
(s.) C^{te} de Grelle Rogier.
(s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:	. . . . .
Pour le Danemark:	(s.) F. Bille.
Pour l'Espagne:	(s.) El Duque de Tetuan. (s.) W. R. de Villa Urrutia. (s.) Arturo de Baguer.
Pour les Etats-Unis d'Amérique:	. . . . .
Pour les Etats-Unis Mexicains:	(s.) A. de Mier. (s.) J. Zenil.
Pour la France:	(s.) Léon Bourgeois. (s.) G. Bihourd. (s.) D'Estournelles de Constant.
Pour la Grande-Bretagne et Irlande:	. . . . .
Pour la Grèce:	(s.) N. Delyanni.
Pour l'Italie:	. . . . .
Pour le Japon:	. . . . .
Pour le Luxembourg:	. . . . .
Pour le Monténégro:	(s.) Staal.
Pour les Pays-Bas:	(s.) v. Karnebeek. (s.) Den Beer Poortugael. (s.) T. M. C. Asser. (s.) E. N. Rahusen.
Pour la Perse:	(s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.
Pour le Portugal:	(s.) Conde de Macedo. (s.) Agostinho d'Ornellas de Vas- concellos. (s.) Conde de Selir.
Pour la Roumanie:	(s.) A. Beldiman. (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie:	(s.) Staal. (s.) Martens. (s.) A. Basily.
Pour la Serbie:	. . . . .
Pour le Siam:	(s.) Phya Suriya Nuvatr. (s.) Visuddha.
Pour la Suède et la Norvège:	(s.) Bildt.
Pour la Suisse:	. . . . .
Pour la Turquie:	(s.) Turkhan. (s.) M. Noury. (s.) Abdullah. (s.) R. Mehemed.
Pour la Bulgarie:	(s.) D. Stancioff. (s.) Major Hessaptchieff.

Conférence Internationale de la Paix.

Tableau des Signatures

apposées jusqu'au 31 décembre 1899 aux Conventions et Déclarations
du 29 juillet 1899, savoir:

	I. La Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.	II. La Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.	III. La Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 avril 1864.	IV 1 ^e La Déclaration concernant l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.	IV 2 ^e La Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.	IV 3 ^e La déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, etc.
Allemagne.	S	S	S { sous réserve de l'article X.	S	S	S
Autriche-Hongrie.	S	S	S	S	S	S
Belgique.	S	S	S	S	S	S
Chine.	S	S	S	S	S	S
Danemark.	S	S	S	S	S	S
Espagne.	S	S	S	S	S	S
Etats Unis d'Amérique.	S { sous réserve de la Déclaration faite dans la séance plénière de la Conférence du 25 juillet 1899.	S	S { sous réserve de l'article X.	S		
Etats Unis Mexicains.	S	S	S	S	S	S
France.	S	S	S	S	S	S
Grande Bretagne.	S	S	S { sous réserve de l'article X.			
Grèce.	S	S	S	S	S	S
Italie.	S	S	S	S	S	S
Japon.	S	S	S	S	S	S
Luxembourg.	S	S	S	S	S	S
Monténégro.	S	S	S	S	S	S
Pays-Bas.	S	S	S	S	S	S
Perse.	S	S	S	S	S	S
Portugal.	S	S	S	S	S	S

	I.	II.	III.	IV 1°	IV 2°	IV 3°
Roumanie.	S{ sous les réserves, formulées aux artt. 16, 17 et 19 de la présente Convention (15, 16 et 18 du projet présenté par le Comité d'examen) et consignées au procès-verbal de la séance de la 2ème Commission du 20 juillet 1899.	S	S	S	S	S
Russie.	S	S	S	S	S	S
Serbie.	S{ sous les réserves consignées au procès-verbal de la 2ème Commission du 20 juillet 1899.	S	S	S	S	S
Siam.	S	S	S	S	S	S
Royaumes Unis de Suède et de Norvège.	S	S	S	S	S	S
Suisse.	S	S	S	S	S	S
Turquie.	S{ sous réserve de la Déclaration faite dans la séance plénière de la Conférence du 25 juillet 1899.	S	S{ sous réserve de l'article X.	S	S	S
Bulgarie.	S	S	S	S	S	S



In denselben Verlage sind früher erschienen:

Deutsche Rechtsalterthümer

Von
Jacob Grimm.

IV. Auflage.

Bezogen von

Dr. A. Heusler,

Professor an der Universität Berlin, und a. o. Professor an der Universität Bonn.

Dr. R. Hübner,

2 Bände Gross-Oktav.

bzw. M. 30.— gebd. M. 35.—

Das zweite von Jacob Grimm's Hauptwerken, 1828 erschienen, hat seither nur unveränderte Abdrücke erlebt (1854 und 1881). In der vorliegenden vermehrten Ausgabe sind das Verfassers eigene handschriftliche Nachträge in reicher Fülle dem Text eingegliedert worden, wie ähnliches schon bei anderen Schriften Grimm's im besonderen seiner Deutschen Grammatik, geschehen war. Der Anfang des Textes ist dadurch ungefähr um ein Drittel angewachsen. Die Herausgeber haben dem Neudruck eingehende Quellen- und Sachregister zugesellt, wodurch die Handhabung des für die germanische Alterthumskunde unentbehrlichen Werkes erleichtert wird.

Jacob Grimm wollte in den Rechtsalterthümern ein vorzügliches Fachschulwerk. Es ist nicht bloss ein angeregtes, es ist das grundlegende Werk der Disciplin geworden. In der vermehrten Ausgabe ist es nicht nur die würdigste Buch geblieben, das es war, sondern auch mit dem Rechte der modernen Arregungen und mit den vollkommenen Hilfsmitteln erreichbar, um dessen Ausnutzung ausgestattet worden. Möge es ein günstiges Vorzeichen für die rechtsgeschichtliche Forschung sein, dass in den Tagen, in die neue Deutsche Recht seine Herrschaft antritt, jener Junglaufen für die Erkenntnis eingegangen aus verstärkter Quelle zu fließen beginnt.

Aus einer Besprechung der „Deutschen Litteraturzeitung“.

„... das Fundamentalwerk germanistischer Rechtswissenschaft.“
Götting. gelehrte Anstalten.

„Die hohe Bedeutung des Grimm'schen Werkes erstreckt sich nicht nur auf das Recht, sondern auf die gesamte Kulturgeschichte. Auch für die Sprache sind die wertvollen Schlüsse darin aufgespeichert. Bei jedem Sprachtheile eines Volkes gerade in der Jugendzeit noch an Formenstalle, so schmack, so Zierlich und Samtigalern, überhaupt an schöner Form.“

Beilage zur Münchener Allgemeinen Zeitung.



NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

(professeur de droit public à l'Université de Gentlemen,
titulaire de l'Institut du droit international).

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXVI.

DEUXIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
EDVARD WEICHER
1901.

Table des matières.

Union et Conférence internationales, Procès-verbaux, Projets de conventions, Conventions définitives.

[Suite.]

1899. Mai 18. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine etc.** Document diplomatiques et procès verbaux, Acte final, Conventions et Déclarations de la Conférence internationale de la Paix, réunie à la Haye.
-

NOUVEAU
R E C U E I L G É N É R A L
DE
TRAITÉS
ET
**AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.**

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS
PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

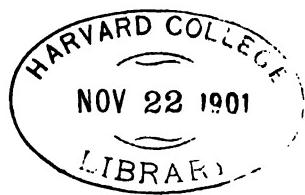
TOME XXVI.

DEUXIÈME LIVRAISON.



* LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER
1901.

15.4



Minot fund.
(XXVI, 2.)

Commission Plénière.

Première Séance.

23 mai 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Le Président remercie la Commission de l'honneur qu'elle lui a fait en le choisissant comme Président. Il y a lieu, dit-il, de procéder tout d'abord à l'organisation du travail de la Commission et il propose, en conséquence, sa subdivision en deux Sous-Commissions, l'une militaire, l'autre navale.

Cette proposition ayant été acceptée, il invite les membres de la Commission à indiquer de quelle Sous-Commission ils désirent faire partie.

Il annonce que la première Commission se réunira vendredi matin en séance plénière dans la grande salle de la Conférence; c'est là, qu'après avoir examiné, s'il y a lieu, les questions d'ordre général, on répartira entre les deux Sous-Commissions l'examen des questions techniques.

M. Bihourd demande, si certains délégués peuvent être inscrits dans les deux Sous-Commissions.

M. Raffalovich pose la même question.

Il est décidé qu'il y aura des membres „militaires“, des membres „navals“ et des délégués qui, n'ayant pas de compétence spéciale, pourront faire partie de l'une et de l'autre Commission.

Le Président annonce que le mode de rédaction et de communication des comptes-rendus de la Commission sera réglé à la prochaine réunion.

M. Rolin fait observer que la teneur de certains articles du programme est aussi bien de la compétence de la Sous-Commission militaire que de la Sous-Commission navale. Il n'y a donc pas lieu, selon lui, d'établir la subdivision proposée.

Le Président répond que les questions de principe seront discutées en séance plénière.

M. Raffalovich, sur l'invitation du Président, expose comment il entend le fonctionnement du Secrétariat dans les Commissions. Il y aurait lieu, éventuellement, de recourir à la bonne volonté de quelques secrétaires supplémentaires.

La séance est levée.

Deuxième Séance.

26 mai 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

S. E. M. Beernaert prend possession du fauteuil présidentiel et prononce le discours suivant:

„Parmi les tâches de si haute importance dont la Conférence est saisie, notre première Commission a peut-être la plus sainte.

Nous avons notamment à étudier, à discuter, à mettre en œuvre l'idée maîtresse qui a donné lieu à cette grande réunion internationale: assurer aux peuples une paix durable et voir à mettre une barrière au développement progressif et ruineux des armements militaires.

Tel est l'objet principal du message, désormais fameux, des 12/24 août 1898; le sentiment public ne s'y est pas trompé et on l'a dit déjà, c'est comme d'instinct que la Conférence a été baptisée de ce beau nom de „Conférence de la Paix“ que depuis, elle a elle-même consacré.

L'anguste initiative de l'Empereur Nicolas II n'était pas de la part de la Russie un fait nouveau.

Depuis le commencement du siècle, les Souverains de ce vaste Empire se sont toujours préoccupés de faire avancer en cette matière les idées d'humanité.

Lorsqu'une première fois, en 1816, le congrès de Vienne projetait, comme aujourd'hui, de régler le désarmement de l'Europe par la détermination conventionnelle de l'effectif normal des troupes de chaque Puissance sur pied de paix, le Gouvernement russe adhérait chaleureusement à cette proposition.

C'était l'objet de la lettre célèbre d'Alexandre I à Lord Castlereagh.

En 1868, une Commission internationale militaire se réunissait à St. Pétersbourg et arrêtait l'interdiction absolue de l'emploi de certains explosifs. Pour la première fois, on voyait proclamer solennellement, dans un acte public, ces idées qui semblent aujourd'hui toutes naturelles, que les Etats civilisés ont pour devoir d'atténuer autant que possible les calamités de la guerre et qu'en plus d'un cas les exigences de l'humanité doivent l'emporter sur toutes les autres.

En 1874, ce fut sous l'empire de sentiments non moins nobles et élevés, que l'Empereur Alexandre II prit l'initiative de la Conférence de Bruxelles.

On voulait cette fois encore réprimer toutes les cruautés inutiles et dans ce but on proposait de fixer les lois et les coutumes de la guerre.

Mais combien plus vaste est l'initiative actuelle! Je sais que les difficultés à surmonter sont considérables, mais quoiqu'il en soit, la réunion de cette Conférence restera par elle-même un fait énorme.

Dans l'histoire du monde, ce sera la première fois, je pense, que l'on aura vu des représentants de presque tout le monde civilisé se réunir en pleine paix, sans conflit à vider, sans griefs à redresser, sans aucune préoccupation d'avantages personnels, et cela dans le double et généreux dessein de perpétuer l'accord et d'adoucir les maux de la guerre, ou de la régler pour le jour où elle ne pourrait être évitée.

Et chez l'Empereur Nicolas II lui-même, ce ne sont pas là des aspirations nouvelles.

Il y a quelques années, il faisait don d'une cloche à je ne sais plus quelle ville de France, Chateaudun je crois, et sur le bronze, il faisait graver ces mots: „Puisse-t-elle ne jamais sonner que l'heure de la concorde et de la paix!“

Cette belle devise, Messieurs, inspirera nos travaux.

Nous avons à poursuivre ensemble la réalisation d'un idéal qui depuis des siècles préoccupe les penseurs comme les hommes d'Etat, et quoiqu'il en arrive, je tiendrais comme l'honneur de ma vie d'avoir été appelé à y contribuer. Tel est aussi, j'en suis sûr, votre sentiment à tous."

Le Président estime, qu'il convient tout d'abord de régler le mode de la rédaction du procès-verbal et la publicité qu'il recevra.

Il expose les décisions prises à cet égard par la Deuxième Commission et propose de les adopter.

Le Secrétariat pourrait rédiger un procès-verbal qui serait lu à la séance suivante et dont chaque membre pourrait toujours prendre connaissance. En outre, un compte-rendu succinct serait imprimé et distribué aux délégués faisant partie de la Première Commission.

Cette proposition est acceptée.

Le Président propose ensuite de régler l'ordre des délibérations et la part à y assigner aux réunions plénières et aux Sous-Commissions.

Les quatre thèmes de la circulaire du 30 décembre 1898 qui sont de la compétence de la Première Commission soulèvent diverses questions, les unes de principe, les autres d'application.

C'est d'abord la question capitale: celle de la possibilité d'une entente sur une limitation conventionnelle des forces armées de terre et de mer ou des budgets relatifs à cet objet — soit qu'on s'arrête aux chiffres actuels, soit qu'on s'entende même pour les réduire, soit enfin qu'on fixe contractuellement quel qu'autre limite qui ne pourrait être dépassée.

Une autre question de principe se dégage des thèmes deux, trois et quatre: Y a-t-il lieu de s'interdire conventionnellement tout nouveau progrès dans la fabrication des engins de la guerre de terre ou de mer, armes, poudres, explosifs? Quoique l'on puisse inventer encore, les canons, les fusils et les explosifs devront-ils rester ce qu'il sont aujourd'hui? Et sans doute, bien que la circulaire ne le dise pas, il entre dans la pensée du Gouvernement russe qu'aux armes à feu d'à présent, on ne pourrait substituer d'autres engins de destruction dûs à quelque idée nouvelle et qui par exemple emprunteraient leur puissance à l'électricité.

De ces deux discussions de principe, la première doit évidemment avoir lieu en réunion plénière, et nous aurons tout à l'heure à arrêter ce qu'il en doit être de la seconde. Viennent alors des questions plus spéciales et dont le principe générateur est exclusivement contenu dans le désir de limiter et d'adoucir les maux de la guerre, selon la formule déjà admise en 1858 à St. Pétersbourg. A ce point de vue tout humanitaire, y a-t-il lieu d'interdire l'emploi de nouveaux explosifs et de poudres plus puissantes?

Echet-il de limiter l'emploi de ceux actuellement en usage?

Y a-t-il lieu de prohiber le lancement soit de projectiles, soit d'explosifs du haut de ballons ou de quelque autre manière analogue? Et quant à la marine, faut-il proscrire l'éperon des navires de guerre et les torpilleurs soit sous-marins, soit plongeurs, ainsi que tous engins du même ordre?

Ces dernières questions sont du domaine technique et nous serons tous d'accord pour les renvoyer à nos deux Sous-Commissions.

Restera donc à décider, si la seconde question de principe, que j'indiquais tout à l'heure, sera discutée ici ou dans chacune de nos deux Sous-Commissions.

Enfin, nous avons à arrêter l'ordre de nos délibérations. A première vue, il semblerait tout naturel de commencer par le commencement, en discutant d'abord le problème fondamental et de si haute importance qui est soumis à notre examen.

Mais je crois devoir recommander une procédure contraire et c'est le discours inaugural de notre honorable Président qui m'en suggère l'idée.

Le désarmement qui est au frontispice de la circulaire du Gouvernement russe, n'y a apparu qu'en conclusion et comme une sorte de couronnement — de couronnement triomphal — à nos communs efforts.

Hier encore c'est à un procédé analogue que s'est arrêtée la Deuxième Commission sur la proposition de M. de Martens. Dans l'examen du projet discuté à la Conférence de Bruxelles, on va commencer par les derniers chapitres, de manière à réserver pour la fin les questions sur lesquelles l'entente paraît plus difficile à établir. C'est par l'accord que l'on voudrait arriver à l'accord.

Je pense, Messieurs, que pour nous aussi, cette marche serait peut-être la meilleure et la plus sûre; mais c'est à vous à décider et je me borne à exprimer à ce sujet mon sentiment personnel.

Si vous le partagez, j'ouvrirai d'abord une discussion générale portant sur l'ensemble de la mission qui nous est départie; vous déciderez si c'est ici que nous aborderons la discussion de la seconde question de principe que j'ai indiquée et nous arrêterons ensuite les questions à renvoyer aux Sous-Commissions.

Ces diverses propositions sont admises.

La discussion générale est ouverte; mais personne ne demande la parole.

Le Président consulte ensuite l'Assemblée sur le point de savoir si elle entend discuter in pleno la question de principe relative à l'interdiction réciproque de l'emploi de perfectionnements militaires nouveaux.

M. le Colonel Gilinsky est d'avis de renvoyer cette discussion aux Sous-Commissions.

M. le Général den Beer Poortugael se rallie à cette opinion.

Le Président fait observer que, si l'Assemblée le décide ainsi, la question de principe devra être discutée dans la Sous-Commission navale aussi bien que dans la Sous-Commission militaire.

La proposition de M. Gilinsky est mise aux voix et adoptée à une très forte majorité.

Le Président demande que les Sous-Commissions se réunissent immédiatement après la séance.

Elles auront à s'occuper de quatre questions spéciales:

Y a-t-il lieu :

1^o d'arrêter conventionnellement l'interdiction de la mise en usage de nouvelles armes à feu, de nouveaux explosifs et de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement?

2^o de limiter dans les guerres de campagne l'emploi d'explosifs d'une puissance formidable déjà existants?

3^o de prohiber le lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques, du haut de ballons ou par des moyens analogues?

4^o de proscrire l'emploi dans les guerres navales des bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs, ou d'autres engins de destruction de la même nature; et la construction à l'avenir de navires de guerre à éperon?

Les deux premières questions devront être étudiées par les deux Sous-Commissions, la troisième est de la compétence de la Sous-Commission militaire, la quatrième de la Sous-Commission navale.

La Commission se rallie à ces propositions.

Le Président invite les membres à bien vouloir indiquer de quelle Sous-Commission ils feront partie.

La séance est levée.

Troisième Séance.

22 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Les procès-verbaux des séances de 23 et 26 mai sont lus et adoptés.

M. Raffalovich propose l'impression du discours prononcé par Son Exc. M. Beernaert dans la séance du 26 mai (Assentiment).

Le Président rappelle que le premier objet à l'ordre du jour est la discussion des rapports présentés au nom des deux Sous-Commissions; ces conclusions sont malheureusement peu nombreuses. Il y a à statuer d'abord sur celles du Rapport du Général den Beer Poortugael.

La première est relative aux balles.

Le Président donne lecture des différentes formules qui ont été successivement présentées à ce sujet.

La Sous-Commission a adopté le texte suivant par 19 voix contre une et une abstention:

„L'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles explosibles, les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, doit être interdit.“

La discussion est ouverte.

Le Général Sir John Ardagh donne lecture de la déclaration qui suit:

„Je demande la permission de présenter à la Haute Assemblée quelques observations et explications sur un sujet qui a été déjà soumis au vote.

C'est la question des balles.

Dans la séance du 31 mai, un article a été accepté, par une majorité considérable, contre l'emploi des balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau, ou serait pourvue d'incisions.

Il me semble que l'introduction, dans la rédaction, de ces mots concernant les détails techniques de construction aurait pour effet de rendre l'interdiction un peu trop générale et absolue. Elle ne paraîtrait pas admettre l'exception que je voudrais sauvegarder, c'est-à-dire la construction dans le présent et dans l'avenir d'un projectile quelconque dont le choc suffirait à arrêter l'individu atteint et à le mettre hors de combat sur le champ, et qui remplirait ainsi les conditions indispensables dans la guerre, sans toutefois occasionner des souffrances inutiles.

La balle à enveloppe complète de notre fusil Lee-Metford est défectueuse à cet égard. Il a été constaté dans une de nos petites guerres aux Indes qu'un homme, transpercé cinq fois par ces balles, était encore à même de marcher à pied, sur une distance considérable jusqu'à un hôpital anglais, pour se faire panser.

Tout récemment, après la bataille de Om-Durman, il a été constaté que la plupart des Derviches blessés qui étaient à même de se sauver par la fuite avaient été atteints par les petites balles anglaises, tandis que la balle Remmington et la balle Martini de l'armée égyptienne suffisaient à mettre un homme hors de combat. Il a fallu trouver quelques moyens plus efficaces et pour remplir ce besoin aux Indes, le projectile connu sous le nom de Dum-Dum a été fabriqué dans l'arsenal de ce nom près de Calcutta.

Dans la balle Dum-Dum l'enveloppe se termine en laissant un tout petit morceau du noyau découvert.

L'effet de cette modification est de produire une certaine dilatation ou bombement de la pointe et de produire un choc plus prononcé que celui que donne la balle à enveloppe complète mais cependant moins efficace que celui de la balle des fusils Enfield ou Snider ou Martini dont le calibre est plus grand. Les blessures faites par cette balle Dum-Dum suffisent ordinairement à produire un choc qui arrête un homme et qui le met hors de combat. Mais leur effet est nullement calculé en vue d'infliger des souffrances inutiles.

Je veux expliquer comment il est arrivé que la balle Dum-Dum a une mauvaise réputation en Europe. C'est à cause de certaines expériences qui ont été faites avec des balles à enveloppe incomplète et raccourcie qui ne ressemblent pas du tout, ni par leur construction ni par leur effet, à celles de Dum-Dum.

Il s'agit des expériences faites à Tübingen par le professeur Bruns dont un rapport a été publié dans le „Beiträge zur klinischen Chirurgie“ à Tübingen en 1898.

La balle de ces expériences avait une pointe en plomb à peu près d'un diamètre plus long que l'enveloppe dure, et par conséquent, l'aplatissement et l'expansion en pénétrant dans un corps étaient considérables et les blessures excessivement graves, même épouvantables. Ces expériences prouvent qu'une balle dont la pointe en plomb mou est largement dépourvue d'enveloppe dure, agit dans un certain sens comme une balle explosive et produit un effet terrible, mais les expériences de Tübingen

ne peuvent pas être acceptées comme témoignages ou preuves contre la balle Dum-Dum qui est d'une construction et d'un effet entièrement différents. Il est à croire cependant que la conception erronnée formée en Europe sur le caractère de la dernière est due surtout à l'idée entièrement fausse que ces deux projectiles sont d'une construction presqu'identique.

Plusieurs interpellations ont été faites au sein du parlement anglais au sujet du projectile Dum-Dum, et le 5 juin, le Secrétaire d'Etat pour des Indes, en réponse à une question concernant la balle Dum-Dum, a dit que le Gouvernement de Sa Majesté ne voit aucune raison pour faire une enquête sur „les décisions du Gouvernement des Indes au sujet de la balle Dum-Dum“ et il a ajouté qu'il présenterait les rapports sur les expériences faites avec ce projectile à la Chambre des Communes.

Il me semble à peine nécessaire d'affirmer que l'opinion publique en Angleterre ne sanctionnerait jamais l'emploi d'un projectile qui causerait des souffrances inutiles, et que toute espèce de projectiles de cette nature est condamnée d'avance; mais nous réclamons le droit et nous reconnaissions le devoir de munir nos soldats d'un projectile sur l'effet duquel ils peuvent se fier — un projectile qui suffira par son choc à arrêter la charge de l'ennemi, et à le mettre hors de combat sur le champ.

Dans le temps, ce résultat était obtenu par l'emploi des balles sphériques de l'ancien fusil qui avaient un diamètre de 20 millimètres, par celui des balles du fusil Enfield de 14 millimètres et du Martini de 12 millimètres. Aucune réclamation au point de vue humanitaire n'a jamais été faite contre les projectiles de ces fusils. Notre fusil actuel, le Lee-Metford, n'a qu'un calibre de 8 millimètres. La section transversale de son projectile, qui est couverte d'une enveloppe complète, n'est que la moitié de celle du fusil Martini et le 6° de la balle sphérique.

Il n'y a donc rien de surprenant qu'ils ne produisent qu'un choc plus léger. En effet, il est clairement constaté que notre balle à enveloppe complète, telle qu'elle est en usage actuellement dans l'armée anglaise, ne protège pas d'une manière suffisante nos soldats contre la charge d'un ennemi déterminé; et nous désirons nous réserver une liberté entière quant aux modifications à introduire dans la construction soit de l'enveloppe soit du noyau, afin de produire le choc nécessaire pour mettre un homme hors de combat, sans occasionner une aggravation inutile de souffrances.

Tel est notre point de vue et nous ne pouvons par conséquent accepter la rédaction de l'interdiction votée par la majorité en première lecture, qui impose une limite technique aux détails de construction.

Toutefois, je désire répéter que nous sommes complètement d'accord avec les principes humanitaires proclamés dans la Convention de St. Pétersbourg, et que nous tâcherons d'en observer non seulement la lettre mais aussi l'esprit, en cherchant une solution sur la question du modèle de projectile à adopter. Je puis assurer le Haute Assemblée qu'il m'était très désagréable de me trouver obligé de voter, à cause des motifs que je viens d'exposer, contre une rédaction inspirée par des principes que je

partage entièrement, et je garde encore l'espoir qu'il sera possible d'arriver à un vote unanime grâce à une rédaction qui laisserait de côté les détails techniques de construction, en affirmant les principes sur lesquels nous sommes tous d'accord, — les principes énoncés dans la Convention de St. Pétersbourg — c'est à dire l'interdiction de l'emploi de balles dont l'effet aggraverait inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat, ou rendrait leur mort inévitable."

Le Président fait observer que la rédaction votée ne vise pas directement les Dum-Dum, et se rapproche plutôt de la rédaction adoptée en 1868 à St. Pétersbourg et à laquelle le Gouvernement britannique a adhéré.

Il demande si le délégué anglais, qui approuve l'idée qui a inspiré la rédaction proposée, est en mesure de présenter une modification à cette rédaction qui pourrait rallier tous les suffrages.

Le Général Sir John Ardagh répète que l'objection de son Gouvernement porte sur les termes employés, savoir les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions. Si l'on supprimait ces mots il pourrait donner son adhésion à la rédaction votée.

M.M. le Général den Beer Poortugael et le Colonel Gilinsky font remarquer que dans ces conditions l'interdiction n'aurait plus de portée; ils demandent le maintien du texte tel qu'il a été arrêté par plusieurs délégués techniques.

Le Général Sir John Ardagh se déclare obligé de maintenir son vote négatif du moment où la rédaction constitue une condamnation des balles Dum-Dum.

M. le Capitaine Crozier voudrait voir supprimer les détails concernant la construction de la balle. Il dit qu'on pourrait inventer des balles qui sans éclater prendraient la forme d'un plus gros calibre, et il serait injuste de priver les Puissances de l'avantage qui en résulterait, si toutefois ces balles ne devaient pas produire des blessures inutilement cruelles. Il appuie donc la suppression des mots indiqués par Sir J. Ardagh.

Le Président dit qu'il ne voit pas ce qui resterait de l'article, si l'on acceptait la modification suggérée par Sir John Ardagh et appuyée par le Capitaine Crozier.

M. le Capitaine Crozier propose la rédaction suivante:

„L'emploi des balles qui infligent des blessures inutilement cruelles, telles que les balles explosives et en général toute espèce de balles qui dépassent la limite nécessaire pour mettre un homme immédiatement hors de combat, est interdit.“

M. le Général Zuccari dit que ces observations tendent à revenir au texte proposé par M. de Khuepach et qui aurait l'avantage de réservé le droit d'invention reconnu par la Sous-Commission. Partisan de l'interdiction des balles inutilement cruelles, il votera encore „oui“ bien qu'il eût préféré une rédaction moins détaillée.

M. le Colonel Gilinsky, après avoir constaté la difficulté de trouver une nouvelle rédaction, dit que les balles dont l'enveloppe est pourvue d'incisions font des blessures trop cruelles. Il est rare qu'une balle dont le noyau n'est pas couvert prenne la forme d'une poire. Le plus souvent elle prend celle d'un champignon. Le but de la guerre est la mise hors de combat et les balles ordinaires suffisent pour cela.

Le Général Sir John Ardagh regrette que le Colonel Gilinsky ne puisse accepter la rédaction modifiée. Il n'est pas prouvé que la balle Dum-Dum soit inutilement cruelle. C'est la balle de Tübingen qui produit d'épouvantables blessures.

M. le Colonel Gilinsky répond que la balle de Tübingen n'a jamais été employée à la guerre. L'expérience de deux guerres dans lesquelles on s'est servi de Dum-Dum a prouvé que les blessures infligées par ce projectile sont effroyables.

Le Général Sir John Ardagh se réfère aux réponses données à sept reprises dans le Parlement anglais sur cette question.

M. le Comte de Macédo intervient pour déclarer que la divergence d'opinions entre les délégués techniques l'empêchera de voter dans un sens ou dans un autre.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit que dans les journaux et même dans cette Assemblée on a parlé d'une "balle de Tübingen" et il entend prémunir l'Assemblée contre la formation d'une légende à ce sujet. Il n'y a pas à Tübingen de fabrique d'armes; mais bien une université célèbre dont l'un des professeurs le plus renommé, le chirurgien Bruns, s'est beaucoup occupé de l'effet des projectiles de petit calibre.

Le Colonel de Gross de Schwarzhoff ignore quelle est la balle dont M. Bruns s'est servi dans ses expériences. En tout cas ce n'est pas la balle de l'armée allemande. Et jamais il n'a été question d'y introduire une balle dont le noyau ne serait pas entièrement couvert par l'enveloppe.

M.M. le Général den Beer Poortugael, le Colonel Gilinsky et le Président font remarquer que la rédaction proposée par le Capitaine Crozier est beaucoup trop vague.

Le Président rappelle que la Convention de St. Pétersbourg, à laquelle l'Angleterre a donné son adhésion, est plus précise, puisqu'elle interdit l'emploi de tout projectile inférieur à 400 grammes qui serait ou explosible ou chargé de matières fulminantes ou inflammables.

M. Raffalovich demande la priorité pour le vote sur le texte primitif.

Celui-ci est maintenu par 20 oui contre deux non (Angleterre et Etats-Unis d'Amérique) et une abstention (Portugal).

Ont voté oui: Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Italie, Japon, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie.

Le Président met en discussion la question du lancement de projectiles du haut de ballons.

Il résume les passages du rapport relatifs à ce sujet.

M. le Capitaine Crozier rappelle qu'il a fait, à ce propos, des observations à la dernière séance de la première Sous-Commission. Sans vouloir les répéter, il désire en résumer ici la substance. Les ballons actuels ne peuvent pas servir efficacement à la guerre. En outre, leur emploi pour le but en question ne serait pas humain ni conforme à l'esprit qui nous guide, puisqu'on ne peut prévoir l'endroit où tomberont les projectiles ou autres matières jetées du haut d'un ballon, et qu'ils peuvent atteindre aussi bien les populations inoffensives que les combattants, détruire une église aussi bien qu'une batterie. Mais, si on parvenait à perfectionner la navigation aérienne de manière à faire disparaître ces défauts, l'emploi des ballons pourrait diminuer la durée des combats et, par conséquent, les maux de la guerre ainsi que les frais qu'elle entraîne. Mais un autre point de vue est à envisager: il importeraît d'obtenir l'unanimité des suffrages sur cette question; or, 3 Puissances ne se sont ralliées à la proposition que sous la réserve de limiter l'interdiction à 5 ans.

En acceptant cette limite il croit qu'il serait possible d'obtenir l'unanimité tant désirée; il se range donc à l'avis des délégués de Grande Bretagne, de France et de Roumanie.

M. le Général Mounier est également d'avis qu'il serait dangereux de s'imposer des restrictions pour un temps indéfini. On ne peut prévoir ce que l'avenir réserve. L'observation du Capitaine Crozier lui paraît mériter l'attention la plus sérieuse. Aujourd'hui les projectiles lancés du haut d'un ballon peuvent faire des victimes parmi les non-combattants.

Mais l'usage des ballons plus perfectionnés peut devenir un moyen pratique et licite de faire la guerre. Il conviendrait donc de limiter l'interdiction à un laps de temps quelconque, 5 ans ou même davantage.

M. le Colonel Gilinsky admet qu'on ne puisse s'engager pour toujours; il propose la limite de 10 ans.

Le Général Sir John Ardaghi appuie la proposition du Capitaine Crozier.

Le Président soumet au vote la formule suivante:

„Il est interdit, pendant cinq ans, à partir de la date de la ratification de l'Acte de la Conférence, de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons, cerfs-volants, et en général par des modes différents de ceux usités aujourd'hui.“

M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach, après avoir fait observer que la fin de la formule est beaucoup trop générale, estime qu'il est superflu de mentionner les cerfs-volants.

M. le Colonel Gilinsky répond que des expériences ont été faites pour utiliser les cerfs-volants comme moyen de guerre.

Le Président ayant fait remarquer que la rédaction qui vient d'être proposée est en effet un peu vague, le Colonel Gilinsky déclare qu'il ne s'oppose pas à ce qu'elle soit modifiée.

M. le Général den Beer Poortugael propose la formule „par des modes aériens.“

M. le Colonel Gilinsky adhère à cette suggestion.

M. le Colonel Coanda désirerait savoir si parmi les modes aériens, il faut comprendre, par exemple, le lancement par des mortiers de projectiles qui éclateraient en l'air en faisant retomber da la dynamite ou autres explosifs.

Le Président répond que l'apprehension de M. Coanda ne semble pas justifiée, puisque les projectiles que lance un mortier partent de terre.

M. Beldiman ayant exprimé un doute quant à la clarté du terme „aérien“, M. Raffalovich répond que l'expression „mode aérien“ vise exclusivement le point de départ du projectile et il donne lecture du passage dans lequel M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff avait formellement réservé l'emploi des mortiers.

M. Bihourd estime que le terme „aérien“ étant sujet à équivoque, il serait préférable de le remplacer par celui „d'analogues.“

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait observer que du moment où l'on revient à l'ancienne rédaction, il ne faut pas omettre le mot „nouveau.“

La formule suivante est mise au vote et adoptée à l'unanimité:

„Il est interdit pendant cinq ans, à partir de la date de la ratification de l'Acte de la Conférence de la Haye, de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.“

Fusils.

Le Président résume les conclusions du rapport.

Il ouvre la discussion sur la proposition du Général den Beer Poortugael dont le vote dans la Sous-Commission a donné le résultat suivant: 9 oui, 3 non et 9 abstentions. Ces abstentions ayant été notamment motivées par le défaut d'instructions des Gouvernements respectifs, il se peut que celles-ci aient été transmises depuis aux délégués, et que la discussion puisse aboutir à un résultat définitif.

M. le Jonkheer van Karnebeek dit que cette question est analogue à une autre question traitée dans la deuxième Sous-Commission, à savoir celle des canons. Ces deux questions sont difficiles à résoudre en ce moment; elles nécessiteraient un examen approfondi de la part des techniciens des différents pays et cela exigerait un temps considérable. Il serait à craindre que le temps pour cet examen faisant défaut, on aboutit à une conclusion négative, alors que plus tard on pourrait arriver à une entente. Et de même qu'il s'est permis de proposer de réserver la question du canon pour un examen ultérieur, il désirerait voir procéder ainsi pour les fusils.

Il y aurait donc à constater que la question demeure ouverte et qu'elle reste à l'étude pour les différents Gouvernements. Sinon, on risque d'aboutir à un échec provoqué non par la mauvaise volonté, mais par la difficulté de se prononcer à un si bref délai. Dans ce cas, le public qui n'a pu suivre les discussions envisagerait ce résultat sous un aspect plus désavantageux qu'il ne l'est en réalité.

reste; pour cette dernière la comparaison entre les deux modes d'asphyxie n'a pas de raison d'être.

On a remarqué fort justement à la deuxième Sous-Commission que l'emploi des projectiles dont il s'agit mettrait en danger l'existence d'un grand nombre de non-combattants, par exemple dans le cas d'un siège.

Mais une autre considération se présente. On a fait à la proposition de Son Exc. M. Beernaert tendant à interdire l'emploi de nouvelles méthodes de destruction le reproche d'être trop vague. Or, il s'agit ici d'une méthode spécialement indiquée. Bien qu'elle ne soit pas encore inventée, on peut déjà s'en faire une idée assez nette; il est donc facile de se prononcer. Il propose en conséquence d'adopter la décision presque unanime de la Sous-Commission.

M. le Capitaine de frégate Schéine tient à répondre à la seconde observation faite par M. Mahan. Il est d'avis qu'il n'y a pas de comparaison à établir entre l'effet produit par les torpilles et celui des gaz asphyxiants. Celui-ci, en effet, peut plutôt être assimilé à l'empoisonnement d'une rivière, ce que M. Mahan n'a pas voulu admettre.

Beaucoup de personnes peuvent être sauvées même si elles sont blessées ou mises hors de combat, dans le cas où un navire est coulé par une torpille. Les gaz asphyxiants, au contraire, exterminaient l'équipage entier.

Ce procédé irait donc à l'encontre de l'idée humanitaire qui doit nous diriger: trouver les moyens de mettre les ennemis hors de combat sans les mettre hors de ce monde.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan insiste sur sa manière de voir.

M. le Comte de Macédo estime que dans le cas du choc par une torpille, il y aura toujours moyen de sauver un grand nombre de personnes; pour ce motif la comparaison du Capitaine Mahan entre l'effet funeste des torpilles et des gaz asphyxiants ne lui paraît pas admissible.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan répond qu'il ne serait pas possible de sauver beaucoup de personnes, vu les dimensions restreintes d'un torpilleur.

M. de Bille estime qu'il n'y a pas même lieu de discuter la mise en usage d'un projectile non existant, alors que les délégués de Puissances telles que la Russie et l'Allemagne ont constaté que les moyens actuels de faire la guerre sont plus que suffisants.

L'interdiction proposée par la Sous-Commission est mise aux voix et acceptée à l'unanimité moins une voix (Etats-Unis).

Les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Japon et du Portugal ont fait remarquer qu'ils n'acceptent l'interdiction que sous la réserve qu'elle soit adoptée à l'unanimité; il ressort d'ailleurs tant des votes émis dans la Sous-Commission, que du rapport du Comte Soltyk que cette condition a été expressément stipulée.

La séance est levée.

Annexe n° I au Procès-Verbal de la Séance du 22 juin.**Rapport présenté au nom de la Première Sous-Commission par le Général Den Beer Poortugael.**

Messieurs:

Ayant eu l'honneur d'être nommé rapporteur de la Sous-Commission militaire de la Première Commission, je m'efforcerai d'être à la hauteur de la mission dont la confiance de mes collègues m'a investi; je vous exposerai aussi fidèlement que possible le tableau succinct de nos délibérations, des votes et des propositions, que la Sous-Commission a à vous soumettre.

La Sous-Commission, s'inspirant des idées magnanimes émanées de l'initiative généreuse de l'Empereur de Russie, a examiné avec un grand soin, avec une attention consciente, les points de la circulaire russe du 30 décembre 1898, qui ont été renvoyés à son examen.

Poudres.

Dans la discussion générale, le Capitaine Crozier (Etats-Unis) déclare que l'interdiction de l'emploi de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement, pourrait aller à l'encontre de l'un des principaux buts de la proposition russe, savoir l'économie.

Une poudre étant puissante en proportion de la production de gaz fourni par la charge et la température de combustion, on pourrait très-bien produire une poudre, qui, fournissant un plus grand volume de gaz à une température plus basse de combustion, pourrait être plus puissante qu'aucune poudre actuellement en usage et qui en même temps, en raison de la basse température, fatiguerait moins le fusil, ce qui permettrait de le conserver plus longtemps.

Les délégués se prononcent à l'unanimité en faveur de la liberté absolue de chaque Etat en ce qui concerne l'emploi de poudres nouvelles de chargement.

Explosifs dans les guerres de campagne.

Quant à l'emploi des explosifs dans l'artillerie de campagne, le Colonel Gilinsky, au nom du Gouvernement russe, propose de ne pas faire usage dans cette artillerie des obus brisants ou à fougasses et de se limiter aux explosifs existants, avec interdiction des explosifs formidables qui sont employés pour les sièges.

A une demande du Colonel de Gross de Schwarzhoff (Allemagne) sur le vrai sens de la proposition, le Président dit, que la portée en est que les Etats s'interdiraient l'emploi en campagne des explosifs très-puissants adoptés déjà dans quelques armées.

La question de l'interdiction dans l'artillerie de campagne des obus brisants ou à fougasses est mise aux voix; dix Etats répondent oui (Belgique, Danemark, Pays-Bas, Perse, Portugal, Serbie, Russie, Siam, Suisse, Bulgarie); onze, répondent non.

reste; pour cette dernière la comparaison entre les deux modes d'asphyxie n'a pas de raison d'être.

On a remarqué fort justement à la deuxième Sous-Commission que l'emploi des projectiles dont il s'agit mettrait en danger l'existence d'un grand nombre de non-combattants, par exemple dans le cas d'un siège.

Mais une autre considération se présente. On a fait à la proposition de Son Exc. M. Beernaert tendant à interdire l'emploi de nouvelles méthodes de destruction le reproche d'être trop vague. Or, il s'agit ici d'une méthode spécialement indiquée. Bien qu'elle ne soit pas encore inventée, on peut déjà s'en faire une idée assez nette; il est donc facile de se prononcer. Il propose en conséquence d'adopter la décision presque unanime de la Sous-Commission.

M. le Capitaine de frégate Schéine tient à répondre à la seconde observation faite par M. Mahan. Il est d'avis qu'il n'y a pas de comparaison à établir entre l'effet produit par les torpilles et celui des gaz asphyxiants. Celui-ci, en effet, peut plutôt être assimilé à l'empoisonnement d'une rivière, ce que M. Mahan n'a pas voulu admettre.

Beaucoup de personnes peuvent être sauvées même si elles sont blessées ou mises hors de combat, dans le cas où un navire est coulé par une torpille. Les gaz asphyxiants, au contraire, extermineraient l'équipage entier.

Ce procédé irait donc à l'encontre de l'idée humanitaire qui doit nous diriger: trouver les moyens de mettre les ennemis hors de combat sans les mettre hors de ce monde.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan insiste sur sa manière de voir.

M. le Comte de Macédo estime que dans le cas du choc par une torpille, il y aura toujours moyen de sauver un grand nombre de personnes; pour ce motif la comparaison du Capitaine Mahan entre l'effet funeste des torpilles et des gaz asphyxiants ne lui paraît pas admissible.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan répond qu'il ne serait pas possible de sauver beaucoup de personnes, vu les dimensions restreintes d'un torpilleur.

M. de Bille estime qu'il n'y a pas même lieu de discuter la mise en usage d'un projectile non existant, alors que les délégués de Puissances telles que la Russie et l'Allemagne ont constaté que les moyens actuels de faire la guerre sont plus que suffisants.

L'interdiction proposée par la Sous-Commission est mise aux voix et acceptée à l'unanimité moins une voix (Etats-Unis).

Les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Japon et du Portugal ont fait remarquer qu'ils n'acceptent l'interdiction que sous la réserve qu'elle soit adoptée à l'unanimité; il ressort d'ailleurs tant des votes émis dans la Sous-Commission, que du rapport du Comte Soltyk que cette condition a été expressément stipulée.

La séance est levée.

Annexe n° I au Procès-Verbal de la Séance du 22 juin.**Rapport présenté au nom de la Première Sous-Commission par le Général Den Beer Poortugael.**

Messieurs:

Ayant eu l'honneur d'être nommé rapporteur de la Sous-Commission militaire de la Première Commission, je m'efforcerai d'être à la hauteur de la mission dont la confiance de mes collègues m'a investi; je vous exposerai aussi fidèlement que possible le tableau succinct de nos délibérations, des votes et des propositions, que la Sous-Commission a à vous soumettre.

La Sous-Commission, s'inspirant des idées magnanimes émanées de l'initiative généreuse de l'Empereur de Russie, a examiné avec un grand soin, avec une attention consciente, les points de la circulaire russe du 30 décembre 1898, qui ont été renvoyés à son examen.

Poudres.

Dans la discussion générale, le Capitaine Crozier (Etats-Unis) déclare que l'interdiction de l'emploi de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement, pourrait aller à l'encontre de l'un des principaux buts de la proposition russe, savoir l'économie.

Une poudre étant puissante en proportion de la production de gaz fourni par la charge et la température de combustion, on pourrait très-bien produire une poudre, qui, fournissant un plus grand volume de gaz à une température plus basse de combustion, pourrait être plus puissante qu'aucune poudre actuellement en usage et qui en même temps, en raison de la basse température, fatiguerait moins le fusil, ce qui permettrait de le conserver plus longtemps.

Les délégués se prononcent à l'unanimité en faveur de la liberté absolue de chaque Etat en ce qui concerne l'emploi de poudres nouvelles de chargement.

Explosifs dans les guerres de campagne.

Quant à l'emploi des explosifs dans l'artillerie de campagne, le Colonel Gilinsky, au nom du Gouvernement russe, propose de ne pas faire usage dans cette artillerie des obus brisants ou à fougasses et de se limiter aux explosifs existants, avec interdiction des explosifs formidables qui sont employés pour les sièges.

A une demande du Colonel de Gross de Schwarzhoff (Allemagne) sur le vrai sens de la proposition, le Président dit, que la portée en est que les Etats s'interdiraient l'emploi en campagne des explosifs très-puissants adoptés déjà dans quelques armées.

La question de l'interdiction dans l'artillerie de campagne des obus brisants ou à fougasses est mise aux voix; dix Etats répondent oui (Belgique, Danemark, Pays-Bas, Perse, Portugal, Serbie, Russie, Siam, Suisse, Bulgarie); onze, répondent non.

Sur la question de savoir s'il y a lieu d'interdire l'emploi d'explosifs nouveaux non encore utilisés, douze Etats répondent non (Allemagne, Etats-Unis, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Roumanie, Suède et Norvège, Turquie); les autres, neuf, oui.

Canons.

Le Colonel Gilinsky (Russie) propose que dans un but d'économie, les Etats conviennent de ne pas changer dans l'artillerie de campagne le canon actuel. Toutefois les pays arriérés auraient la faculté de se mettre au niveau des autres.

A la suite d'une observation du Général Zuccari (Italie), le Président demande si l'on est d'accord qu'il serait en tout cas permis aux pays arriérés de perfectionner leur armement pour le mettre au niveau de ceux qui sont actuellement plus avancés.

M. Bihourd (France), ayant fait observer que cette formule irait à l'encontre du but d'économie visé, le Président provoque un vote sur la question de savoir si, dans le cas où l'on s'interdirait de nouveaux perfectionnements, cette interdiction permettrait néanmoins à tous l'adoption des types les plus perfectionnés actuellement en usage.

Les votes ont fait apparaître la grande difficulté d'un accord; comme l'a fait remarquer le Colonel Gilinsky, beaucoup d'Etats ne sont pas en possession de types satisfaisants, voisins les uns des autres, comme c'est le cas pour les fusils.

Cinq Etats seulement, (Etats-Unis, Belgique, Italie, Serbie et Siam) ont voté oui; les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, des Pays-Bas, de Suisse s'abstiennent à cause de certaines restrictions, qui s'imposent. Le délégué du Danemark dit que son pays doit changer son matériel, qu'il serait nécessaire d'essayer les types pour prendre le meilleur, mais que les Etats, qui les possèdent ne le communiqueront pas; donc il serait nécessaire de dire exactement, ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas.

Dans le même sens se prononcent les délégués de l'Espagne, de la France, du Japon, du Portugal et de la Roumanie. Le délégué de Russie déclare que la proposition russe tend à permettre l'adoption du meilleur canon actuel, c. à. d. du canon à tir rapide. Les délégués de Perse et de Bulgarie se rangent à la proposition de la Russie. Le délégué de la Grande-Bretagne dit que son Gouvernement n'est pas disposé à accepter aucune limitation. Les délégués de Suède et Norvège et Norvège et de la Turquie font des réserves.

Par suite de ce vote le Président croit devoir poser la question de principe. Y a-t-il lieu, pour les nations représentées à la Conférence, de s'interdire, pour un temps à fixer et notamment par des motifs d'économie, de modifier leur armement-canons, en excluant l'emploi de toute invention nouvelle?

Toutes les délégations répondent non, excepté la Russie et la Bulgarie qui s'abstiennent et le Siam, qui répond affirmativement. Le Président, constatant qu'une très grande majorité est hostile à toute limitation en

ce qui concerne les canons, considère que sur ce point il n'y a plus lieu à discussion.

Balles.

Dès la première séance de la Sous-Commission, le Colonel Künzli (Suisse) a proposé l'interdiction de certains projectiles, qui aggravent les blessures et augmentent les souffrances des blessés. Il a dit avoir en vue les balles dites dum-dum.

Le délégué néerlandais Den Beer Poortugael, a adhéré à cette proposition, son Gouvernement l'ayant chargé de demander l'interdiction formelle de l'emploi des dum-dums et de projectiles analogues, qui font des blessures nonguérissables. Il dit que les balles dum-dum, dont le nez est très-mou, le manteau du projectile très-dur, l'intérieur formé d'une substance plus molle, font, à la moindre résistance, en se déformant, des ravages énormes dans le corps, l'entrée du projectile étant très-mince, mais la sortie très grande et, comme il suffit de mettre l'homme armé hors de combat pendant la durée de la campagne, de tels ravages ne sont pas nécessaires.

Le Général Sir John Ardagh, (Angleterre), dit qu'il doit y avoir malentendu, vu que les dum-dums sont des balles comme les autres, des projectiles ordinaires.

Le Président fait remarquer que la proposition du Gouvernement néerlandais n'est qu'une extension du principe consacré à St. Pétersbourg en 1868 et il demande pour la séance prochaine des textes précis et clairs.

Deux formules ont été présentées:

celle du Colonel Künzli:

„Interdiction des projectiles d'infanterie, dont la pointe du manteau est trouée ou limée et de ceux, dont le passage direct à travers le corps est entravé par un vide intérieur ou par l'emploi de plomb mou.“

et celle du Gouvernement russe:

„L'emploi des balles, dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau à la pointe, ou serait pourvue d'incisions, et, en général, l'emploi des balles, qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, doit être interdit, n'étant pas conforme à l'esprit de la Déclaration de St. Pétersbourg de 1868.“

Le Colonel de Khuepach (Autriche) est d'avis qu'il faudrait se borner à interdire conventionnellement l'emploi des balles, qui produisent des blessures inutilement cruelles, sans entrer dans les détails, et d'autant plus, qu'il ne sera pas possible d'éviter complètement les mutilations.

Général Sir John Ardagh, d'accord avec le délégué autrichien, ajoute qu'il existe une différence entre la guerre entre nations civilisées et celles contre des sauvages. Si, dans la première, un soldat est blessé par un petit projectile, il se retire à l'ambulance, mais le sauvage, quoique transpercé deux ou trois fois, ne cesse pas d'avancer.

Pour cette raison le délégué anglais réclame la liberté d'employer contre les populations sauvages des projectiles d'une efficacité suffisante.

M. Raffalovich expose que les idées émises par Sir John Ardagh sont contraires à l'esprit humanitaire qui domine cette fin du 19^{me} siècle. Il fait remarquer d'ailleurs que la différenciation des ennemis à combattre et des projectiles à employer amènerait nécessairement des complications d'équipement.

Le Colonel Gilinsky a fait observer que la balle du fusil de petit calibre n'arrête pas l'attaque des sauvages, non pas parce qu'ils sont des sauvages; elle n'arrêtera pas d'avantage l'attaque d'une armée civilisée, car tel est l'effet du petit calibre. En effet, l'homme grièvement blessé peut encore avancer pendant quelque temps et même combattre. C'est donc là un argument en faveur de calibres plus gros. Le calibre russe de 7 $\frac{1}{2}$ m.m. arrête très-bien l'attaque. En diminuant continuellement le calibre, on arrive à un calibre trop petit et à la nécessité d'employer les balles dum-dum. Quant aux sauvages, ils ne sont malheureusement pas garantis contre l'emploi des balles explosibles. Dans la déclaration de St. Pétersbourg de 1868, les Puissances contractantes ont décidé de ne pas employer ces balles dans la guerre entre elles. Il est évident qu'il y a une lacune dans la déclaration de 1868, lacune qui permet d'employer contre les sauvages, non seulement des balles dum-dum, mais même des balles explosives.

Le Président croit exprimer l'opinion de l'assemblée en disant qu'il ne saurait être établi de distinction entre les projectiles permis et les projectiles interdits suivant les ennemis contre lesquels on combat, fussent-ils des sauvages.

Comme suite de la discussion, la formule russe, qui avait rencontré l'adhésion de la majorité, a reçu la rédaction suivante arrêtée d'accord entre les délégués de Russie, de France et de Roumanie:

„L'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles explosibles, les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, doit être interdit.“

19 Etats se sont prononcés affirmativement (Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Danemark, Espagne, France, Japon, Pays-Bas, Perse, Portugal, Italie, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie).

Un Etat pour la négative (Grande Bretagne); un Etat (Autriche-Hongrie) s'est abstenu.

Lancement de projectiles du haut de ballons.

La proposition du Gouvernement russe de prohiber le lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques du haut des ballons ou par des moyens analogues est mise en discussion et votre rapporteur déclare que son Gouvernement l'a autorisé à l'appuyer. D'après lui, permettre d'employer de telles machines infernales qui semblent tomber du ciel, dépasse les limites. Quand on est contraint de faire la guerre, il faut la faire aussi énergiquement que possible, mais cela n'implique pas que tous les moyens soient permis.

Il rappelle les articles 12 et 13 du protocole final de la Conférence de Bruxelles de 1874 et finit en disant qu'avec les progrès de la science les choses qui, hier encore, paraissaient incroyables, se réalisent aujourd'hui. On peut donc même prévoir l'emploi de projectiles ou autres engins, remplis de gaz délétères, soporifiques, qui, précipités du haut des ballons au milieu des troupes, les mettraient du coup hors de combat. Comme on ne peut se garder contre de tels procédés, cela ressemble à une perfidie, et tout ce qui y ressemble doit être écarté scrupuleusement. Soyons chevaleresques même dans la manière de faire la guerre.

Le Colonel de Schwarzhoff (Allemagne) ayant fait constater qu'il ne s'agit pas d'interdire l'emploi de mortiers ou d'autres canons à tir élevé, mais que les mots *moyens analogues* s'appliquent seulement à des manières nouvelles, pas encore inventées, la Sous-Commission, d'accord avec cette interprétation, ajoute pour écarter tout mal-entendu le mot „nouveaux“ entre les mots „moyens“ et „analogues“.

Le Colonel Gilinsky fait observer en outre, que, de l'avis du Gouvernement russe, les différentes manières actuelles de nuire à l'ennemi sont bien suffisantes.

La proposition est mise aux voix et tous les délégués se prononcent pour l'interdiction à l'exception de celui de la Grande Bretagne et des délégués Français et Roumain qui désirent limiter l'entente à cinq ans.

Fusils.

La question des fusils est celle qui a occupé le plus longuement la Sous-Commission; elle a fait l'objet des délibérations de quatre séances.

Le Colonel Gilinsky (Russie) a donné connaissance d'une proposition dont l'adoption empêcherait de nouvelles dépenses. Le fusil en usage dans les principales armées étant à peu près de même calibre, de même qualité, le Gouvernement russe propose que les divers Etats s'engagent conventionnellement, pour un nombre d'années à déterminer, à ne pas remplacer par d'autres les fusils actuellement en service. Il ne s'agirait que de fixer pour un certain temps le type actuel, en excluant par exemple le fusil automatique qui, pour le moment, n'existe qu'à l'état de projet et n'est encore adopté nulle part. Les perfectionnements, qui ne modifieraient pas essentiellement le fusil actuel et ne le transformerait pas, seraient permis.

Le Capitaine Ayres d'Ornellas, délégué du Portugal, ne conteste pas que le fusil actuel est à peu près le même dans les différentes armées, mais fait observer que le calibre diffère, variant entre 6 et 8; il demande si la stipulation proposée vise seulement les fusils et les canons en usage ou si elle s'applique également aux armes à l'étude et en voie d'être adoptées.

Le Président suppose qu'il serait entendu que les nations arriérées pourraient se mettre au niveau des autres.

Il demande s'il ne conviendrait pas de présenter une formule précise quant à un minimum de calibre, et le Délégué des Pays-Bas propose d'accepter tout calibre de 6 à 8 m.M.

Après un échange de vues sur la proposition russe, quant à des détails techniques, la discussion se termina le 26 mai par des déclarations, dont il ressortait qu'il y avait une très-grande divergence de vues entre les délégués, la plus part d'entre eux demandant des formules nettes et précises.

Le Président exprime l'espoir que pour la prochaine réunion de semblables formules seront présentées. Il serait bon de fixer le minimum du calibre, le poids du projectile, la vitesse initiale, le nombre maximum de coups par minute, et d'exclure le chargement automatique.

Le Colonel Comte Barantzew, délégué russe, ayant transmis par le télégraphe ces vœux à son Gouvernement, les membres ont, peu après, eu communication, en dehors de la proposition primitive, de deux propositions, l'une du Gouvernement russe, l'autre du délégué des Pays-Bas.

La proposition russe indique les modifications, améliorations ou transformations qu'il serait permis de faire au fusil, pendant un certain temps, à déterminer:

- 1° Le minimum du poids du fusil est fixé à 4 kilogrammes.
- 2° Le minimum du calibre à $6\frac{1}{2}$ millimètres.
- 3° Le poids de la balle ne sera pas moindre que $10\frac{1}{2}$ grammes.
- 4° La vitesse initiale ne dépassera pas 720 mètres.
- 5° La rapidité du feu se tiendra à 25 coups par minute.
- 6° Les balles explosives et dilatables, ainsi que le chargement automatique, sont interdits.

La formule présentée par le Général Den Beer Poortugael était la suivante:

„Les Etats conviennent de ne faire usage dans leurs armées et flottes, pendant cinq ans, à partir du moment où le présent acte sera signé, que des fusils en usage ou à l'étude en ce moment.

Pour les fusils à l'étude ne seront tolérés que ceux d'un type existant et d'un calibre ne variant qu'entre 6 et 8 mM.

Les perfectionnements permis devront être de nature à ne changer ni le type, ni le calibre, ni la vitesse initiale existants.“

Après une discussion sur les balles, les poudres et les canons, la question des fusils a été de nouveau entamée dans la séance du 31 mai.

Le Colonel Comte Barantzew a tenu à dire que, bien que la Sous-Commission se trouvât en présence d'une seconde formule russe, donnée par déférence au désir exprimé, il souhaitait qu'on en revint au texte de la proposition primitive, qui répondait mieux aux intentions de son Gouvernement (arrêter les dépenses en stabilisant le fusil). Il craint que les données détaillées de la seconde formule ne donnent matière à des controverses.

A la suite d'un échange de vues entre plusieurs délégués, le Président a mis d'abord aux voix le texte proposé par votre rapporteur, texte accepté par le délégué russe.

Le Colonel de Gross de Schwarzhoff, a exprimé l'opinion que la proposition ne semblait pas pouvoir être acceptée, parce qu'elle permet des

perfectionnements aux fusils existants sans donner de ceux-ci une définition nette et précise. Il serait très-difficile d'établir quelles sont les améliorations permises ou interdites. Où est l'autorité qui déciderait cette question? En cas de doute, il faudrait, pour remplir loyalement les clauses de la convention, faire connaître le nouveau modèle aux autres puissances, leur demander leur consentement avant de l'adopter et comme cela n'est pas possible, il aura le regret de devoir voter négativement.

Les délégués des Etats-Unis, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, du Portugal, de la Serbie et de la Turquie exprimèrent le même sentiment.

Ont voté oui les délégués de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Pays-Bas, de la Perse, de la Russie, du Siam, de la Suède et Norvège, de la Suisse et de la Bulgarie, ce dernier sous réserves.

Le délégué de la Roumanie s'abstient à défaut d'instructions de Son Gouvernement.

Le vote se résume donc en neuf oui, un oui avec réserve, dix non et une abstention.

Le Président met ensuite aux voix le texte russe; le Colonel de Gross de Schwarzhoff a critiqué un à un les différents détails de cette formule, pour en conclure que, d'après lui, cette proposition était inacceptable. Il a voté contre.

Le délégué d'Autriche-Hongrie, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, pourrait accepter une restriction conventionnelle, mais seulement sur une question de principe. Si l'on entre dans les détails, il croit qu'il faudrait que des personnes compétentes de tous les pays représentés s'entendent sur les limitations possibles, avant de les rendre obligatoires, comme on a procédé pour la révision de la Convention de Genève.

Il a voté non, ainsi que les délégués des Etats-Unis, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de l'Italie, du Japon, du Portugal, de la Roumanie, de la Serbie, du Siam, de la Suisse et de la Turquie.

Ont voté oui les délégués des Pays-Bas, de la Perse, de la Russie, et de la Bulgarie, ce dernier ad referendum. Le délégué de la France a déclaré qu'il attendait des instructions.

Il y a donc eu 14 non, 3 oui, un oui avec réserve, une abstention.

Peu de jours après la Sous-Commission s'est réunie encore pour examiner une nouvelle proposition présentée par le délégué néerlandais, à savoir:

„Pour une période de 5 ans, à compter de la date du présent acte, les Etats conviennent de ne pas remplacer les fusils actuellement en usage dans leurs armées par des fusils d'un autre type. Mais il ne s'interdisent pas d'apporter aux fusils actuellement en usage toute amélioration ou tout perfectionnement qui leur paraîtrait avantageux.

Les Etats qui ont un fusil de modèle arriéré, c'est-à-dire d'un calibre supérieur à 8 millimètres ou sans magasin pourront adopter des modèles existants.“

Le délégué néerlandais a expliqué dans un discours qui, sur la proposition de M. le Président et de M. Raffalovich, a été inséré au procès-verbal et imprimé, les motifs économiques et politiques qui l'ont déterminé à faire cette nouvelle proposition.

Le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait remarquer que le but de faire des économies ne serait pas atteint, parce que les perfectionnements introduits pour les fusils d'un pays obligeraient les autres Gouvernements d'en adopter à leur tour, et que ceux-ci, une fois forcés de dépenser pour leur fusils des sommes plus ou moins considérables, devaient au moins garder la liberté de choisir le fusil qui leur semblerait le meilleur. Ne sachant pas d'avance si leur fusil actuellement en usage se prêterait aux transformations nécessaires, ils ne pourraient prendre l'engagement d'en conserver le type. Le délai fixé à cinq ans amènerait probablement de doubles dépenses, d'abord pour des améliorations des fusils en usage, ensuite pour la construction d'un nouveau fusil.

L'auteur de la proposition a répondu qu'il était peu vraisemblable que, dans la courte durée de cinq ans, on eût besoin de procéder à des perfectionnements notables aux fusils existants et il ajoute qu'en tout cas il existe une différence considérable entre les dépenses à faire en vue d'introduire un perfectionnement au fusil existant, dépenses ordinairement peu considérables, et celles imposées par une transformation complète de l'armement, lequel exige 3 fusils par homme et revient pour un armée de 500 000 hommes d'infanterie à 75 millions de florins.

MM. les délégués de la Bulgarie MM. Stancioff et Hessapchieff ont objecté que si l'on adoptait la proposition, les Etats qui ont des fusils de 8 millimètres et qui ne pourraient pas les changer, seraient dans une condition d'infériorité vis-à-vis des pays actuellement arriérés, qui auraient la liberté d'adopter une type meilleur.

L'auteur de la proposition a répliqué que les fusils de 8 millimètres sont très satisfaisants, que plusieurs armées en sont pourvues et que la Russie, de qui émane la proposition, a un fusil dont le calibre diffère très-peu de 8 m.m.

M. Miyatovitch (Serbie) dit qu'il accepte la rédaction proposée en suggérant d'ajouter que les Etats arriérés auront eux aussi la faculté d'améliorer leur fusil.

Il n'insiste pas sur cet amendement en présence de la déclaration du Président que le paragraphe premier de la résolution du délégué néerlandais sauvegarde ce droit aussi pour les Etats arriérés.

A l'objection portant sur l'impossibilité du contrôle à exercer, soulevée incidentement par le délégué anglais, le délégué néerlandais, MM. Raffalovich et Gilinsky ont répondu que la garantie la plus efficace se trouverait dans la bonne foi des gouvernements contractants, ainsi que dans le contrôle de l'opinion.

Le Colonel de Gross de Schwarzhoff fit remarquer qu'il ne s'agit pas de contrôle contre la mauvaise foi; il a en vue les contestations qui peuvent surgir de bonne foi relativement à la portée de certaines modifications.

Au vote, deux Etats seulement ont voté non (Allemagne, Italie).

Neuf Etats ont voté oui (Danemark, Espagne, Pays-Bas, Perse, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège).

Neuf Etats se sont abstenus: les Etats-Unis, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, le Portugal, la Suisse, la Turquie et la Bulgarie (faute d'instructions).

De ce qui précède il résulte, Messieurs, que Votre Sous-Commission n'a à Vous soumettre que la proposition relative à l'interdiction des balles s'épanouissant ou s'aplatisant facilement en pénétrant dans le corps humain, ainsi que celle relative au lancement de projectiles du haut de ballons. Quant à la question du fusil elle reste ouverte, six des délégués qui se sont abstenus l'ayant fait par manque d'instructions de leurs gouvernements respectifs.

Messieurs: Vous serez d'accord avec moi pour exprimer notre reconnaissance à notre Honorable Président pour la façon magistrale dont il a dirigé nos débats, pour la lucidité extrême avec laquelle il a éclairé les points techniques les plus difficiles; en Vous le proposant, je ne fais que dévancer Vos désirs, de même que lorsque je Vous demande d'adresser nos remerciements à nos Secrétaires; ceux-ci ont apporté une impartialité entière, un soin extrême à rédiger les procès-verbaux de nos séances. Cela a été une tâche considérable et difficile.

11 Juin 1899.

Den Beer Poortugael.

Annexe II au Procès-Verbal de la séance du 22 juin.

Rapport présenté au nom de la Deuxième Sous-Commission par M. le Comte Soltyk.

Messieurs,

En me permettant de vous soumettre le rapport sur les discussions qui ont eu lieu au sein de la deuxième Sous-Commission de la Première Commission, je vous prie en même temps d'être bien assurés que dans ce travail je n'ai été guidé que par le désir de répondre à la marque de confiance dont vous avez bien voulu m'honorer.

La discussion sur les paragraphes 1, 2, 3 et 4 de la note circulaire de Son Excellence M. le Comte Mouravieff, datée de St. Pétersbourg, le 30 décembre 1898, a maintes fois donné ici l'occasion aux représentants des marines du monde civilisé, de démontrer leurs connaissances approfondies sur le terrain très-vaste et compliqué de la technologie maritime.

M. le Représentant de la marine impériale russe a plusieurs fois, sur l'invitation de M. le Président, eu la bonté de se charger d'une nouvelle rédaction des différents paragraphes afin de procurer à ses collègues un point de départ pour leurs discussions. En effet, au cours des délibérations plusieurs doutes ont été soulevés quant à la portée et à la signification exacte des différentes questions posées dans ladite circulaire.

Dans le but de faciliter et d'abréger mon rapport, je me suis permis, Messieurs, de classer les différentes questions qui ont été soumises à vos considérations. De cette manière, il sera possible, d'obtenir un aperçu d'ensemble sur les débats consignés à différents endroits dans les procès-verbaux.

Comme je dois le constater en outre, dès qu'on a examiné de plus près les idées se dégageant des points principaux des paragraphes ci-dessus indiqués, il s'est presque toujours produit dans l'assemblée de cette sous-commission, une diversité d'opinions, qui souvent, en dépit de la bonne volonté évidente, a empêché d'arriver à des conclusions réunissant une entente générale.

Vous voudrez bien le remarquer, Messieurs, déjà les deux premiers termes principaux du second paragraphe, c'est-à-dire l'expression „interdiction“ et la désignation „nouvelle arme à feu“, ont soulevé parmi les délégués bien des doutes sur la portée de ces définitions.

A la suite d'un échange de vues on est, sur la proposition d'un des délégués (M. Mahan), tombé d'accord d'accepter en principe cette définition toujours très vague d'une „nouvelle arme à feu“, comme une expression générale, afin de pouvoir adopter une détermination, se rapportant à toutes les espèces d'armes à feu.

D'autre part, le simple mot „interdiction“ a soulevé dans la Sous-Commission de très justes observations sur la portée qu'il fallait lui donner. S'agit-il d'une interdiction de construire un engin de guerre quelconque, ou doit-on supposer sous cette interdiction la défense d'introduire une nouvelle arme dans un pays indépendant? Dans le premier cas, il ne peut s'agir que d'une mesure d'ordre intérieur regardant uniquement le Gouvernement du pays, où se trouve l'inventeur ou le fabriquant de cet engin. Dans le second cas, l'interdiction devrait toujours être considérée comme une atteinte à la souveraineté d'une nation. Même une interdiction limitée, comme un des délégués a bien voulu l'observer, resterait sans aucune conséquence utile, et ne pourrait avoir comme résultat positif que la suspension temporaire d'une industrie très développée qui occupe actuellement des capitaux considérables et des milliers de personnes.

Avec votre permission, Messieurs, je désirerais revenir une fois de plus sur le sujet d'une „nouvelle arme à feu“ ne voulant point passer sous silence bien des observations très justes et remarquables émises par plusieurs délégués.

Un des délégués (M. Schéine) ayant exposé que dans son avis l'expression „nouvelle arme à feu“ doit être entendue dans le sens d'un „type entièrement nouveau“, et comme ne comprenant pas les transformations et améliorations introduites avec le temps, plusieurs délégués (MM. Mahan et Sakamoto) ont demandé si le mot „type“ doit indiquer une arme non encore inventée. L'observation très juste a été faite (M. Pephau) que la définition d'un „type entièrement nouveau“ ne fait que poser la question en d'autres termes. Que doit on comprendre sous un nouveau type? L'ancien canon modifié et amélioré peut aussi devenir un nouveau type.

Quant au point de vue pratique l'expression „nouveau type“ a soulevé la remarque (Sir John Fisher), avec laquelle la Sous-Commission a été d'accord, que chaque pays veut se servir de la meilleure arme qu'il puisse se procurer et que même une restriction dans les inventions et constructions de nouveaux types d'engins de guerre mettrait les peuples civilisés dans une position désavantageuse en temps de guerre avec des nations moins civilisées ou des tribus sauvages.

M. le délégué de Russie, en déclarant que l'idée d'une interdiction pour un temps indéfini n'est jamais entrée dans les vues de son gouvernement, a pourtant cru devoir insister sur sa proposition de prendre un engagement, tendant à limiter la prohibition pour un certain temps, soit 3 ou 4 ans; comme il n'est pas très probable que pendant ce temps les armes en général puissent être sensiblement modifiées, on aurait de cette façon au moins la possibilité d'arriver à un point de départ et la question d'une limitation des inventions et des constructions serait déterminée plus clairement et prendrait corps.

Comme on ne pouvait espérer d'arriver promptement à la solution de cette question qui forme la première partie du second paragraphe, M. le Président a exposé la nécessité de considérer, si cette proposition d'une limitation pour un certain temps encore à fixer, ne mettrait pas un terme à la concurrence ruineuse des Etats.

Ce qu'il y aurait de plus efficace, si l'on pouvait le faire, ce serait de recourir à des dispositions pénales contre les inventeurs de nouveaux engins de destruction.

On admettra franchement que les observations de M. le Président méritent tous les égards en raison du point de vue qui les dirige. Cependant, tenant compte des remarques émises qu'on ne pourra jamais empêcher les inventeurs de ruiner les nations (l'amiral Pephau) et qu'en outre ces inventions servent plutôt à entraver et à retarder la guerre (l'amiral Fisher) et enfin que l'établissement d'un comité de contrôle, comme on pourrait le proposer, en constituant une atteinte à la souveraineté d'un Etat ne rendrait que des services bien médiocres (MM. Pephau, Fisher, Siegel, Soltyk), la Sous-Commission, après un échange de vues approfondi, s'est arrêtée à la résolution bien fondée de réserver sa décision sur une question de si haute importance. Sur la proposition de M. le Président, elle a invité le délégué de la marine Impériale de Russie (M. Schéine) à bien vouloir essayer d'exposer une seconde fois l'opinion prévalante de son Gouvernement sur cette première partie du second paragraphe.

Sur cette demande, M. Schéine s'est déclaré prêt à tâcher de formuler plus exactement ses idées.

Dans ce but M. Schéine a exposé qu'on pourrait déterminer l'expression „nouveau type“ par la proposition suivante: Il rappelle les trois grandes transformations que les canons ont subies: le passage du système des canons lisses à celui des canons rayés, puis celle des canons se chargeant par la bouche en canons se chargeant par la culasse, et enfin l'introduction des canons à tir rapide.

En ce qui concerne le matériel d'artillerie de marine, il expose qu'on peut le subdiviser en 3 parties, comprenant:

1° les petits canons à tir rapide ou d'un calibre d'en dessous de 120 mm, et les canons-revolvers;

2° la grande masse des canons, comprenant les systèmes de 120 mm jusqu'à 200 mm de diamètre à tir rapide, et les gros canons ordinaires jusqu'à 430 mm;

3° les canons pour les débarquements.

M. Schéine est en outre d'avis qu'il faut considérer seulement les canons d'un type moderne, en laissant de côté le premier groupe qui est sans importance au point de vue du dégrèvement des budgets et le troisième comme entrant plutôt dans le domaine de la guerre de terre.

Poursuivant ainsi cette méthode analytique, on peut encore subdiviser le second groupe en deux classes, à savoir:

a. les canons ordinaires de 17 à 43,17 c.M. et

b. les canons à tir rapide de 12 à 20 c.M.

Outre ce classement des systèmes de canons, M. le délégué de la marine de Russie, dans le but de préciser plus efficacement ses intentions, demande aux membres de la Sous-Commission de lui permettre de déterminer à l'aide de chiffres les conditions dans lesquelles les Etats seraient invités à se prononcer sur le point principal de la proposition du Gouvernement Impérial, c'est-à-dire d'accepter à l'unanimité un délai de temps à fixer ultérieurement, pendant lequel on devra s'abstenir d'outrepasser les conditions convenues, ci-après énumérées:

1° limitation du diamètre du calibre à 43 c.M.;

2° acceptation d'une longueur de canon au maximum de 45 calibres;

3° fixation de la vitesse initiale des poudres actuellement existantes au maximum de 3000 pieds soit 914 mètres.

4° fixation définitive de l'épaisseur de la cuirasse à $35\frac{1}{2}$ c.M. en prenant comme modèle le dernier type de ce genre provenant de la maison Krupp.

En terminant son exposé, M. Schéine ajoute encore que cette mesure proposée ne porterait pas préjudice ni aux Etats dont l'artillerie se trouve actuellement en transformation, ni aux marines d'ordre inférieur, qui pourraient pendant ce laps de temps (3 à 5 ans) atteindre leurs armements complets. Il appartiendra, bien entendu, à chaque Gouvernement de déterminer le commencement et la fin de cette période d'interdiction.

La plupart des délégués de cette Sous-Commission quoiqu'ayant apporté un vif intérêt à toutes ces propositions, ont pourtant dû se borner à les prendre ad referendum pour les transmettre en son temps à leurs Gouvernements.

A la suite des observations émises par M. le Président, comme de même par plusieurs délégués (M.M. Siegel, Mahan, Soltik, Bille, Tadema et Turkhan Pacha) concernant tant la question des cuirasses que celle d'une fixation des différents calibres à des chiffres un peu plus élevés, M. l'amiral Pepfau estime qu'il y aurait lieu d'adopter le principe en

termes généraux sans entrer dans les détails; il fait la proposition suivante, qui a été acceptée en principe par les délégués:

„Les nations contractantes s'engagent pendant une période de à partir du à ne pas faire subir aux types de canons existants une transformation radicale semblable à celle du canon bouche, remplacé par le canon culasse.

Dans tous les cas les calibres en usage ne seraient pas augmentés“.

Les délégués se déclarent prêts à soumettre à l'approbation de leurs Gouvernements respectifs les deux parties de la dite proposition. Cette motion de M. le délégué de France a provoqué un échange de vues, dont il résulte que la plupart des délégués, en émettant des doutes quant à la compétence de la Sous-Commission pour décider cette question, ne croient pas que les Gouvernements seraient disposés à restreindre les inventions, notamment en ce qui concerne le perfectionnement des cuirasses (M. Mahan).

On est d'avis que la proposition de M. Pephau n'est pas acceptable sans qu'elle contienne une restriction des cuirassements.

Il ressort de la discussion de la motion, présentée par M. Schéine dans la séance du 5 juin, que la plupart des délégués ne sont pas complètement rassurés sur l'exactitude de la corrélation entre les différents chiffres exposés et que, selon eux, il ne suffirait pas, en limitant la vitesse initiale, de passer sous silence le poids et la longueur des projectiles, tout en fixant en même temps le maximum de résistance d'une cuirasse.

Ne pouvant donc obtenir une solution qu'après un examen technique dans chaque pays, la Sous-Commission a décidé de renvoyer la discussion à un terme ultérieur, pour attendre les décisions des Gouvernements respectifs que les Délégués se sont engagés à demander.

Les délégués des petites marines, d'après les instructions de leurs Gouvernements, font ressortir qu'il faudra en tout cas leur laisser la possibilité d'améliorer leurs armements, pour atteindre le niveau des Grandes Puissances maritimes et que ce sont justement ces petites nations qui, devant chercher leur force dans la qualité de leur matériel, ne peuvent aisément s'imposer des restrictions par rapport aux nouvelles inventions. Quant aux guerres avec des peuples sauvages (Sir John Fisher) ces restrictions seraient uniquement au détriment des nations civilisées.

Il résulte finalement que, d'après les instructions des gouvernements, la première partie de la motion Pephau a été considérée comme inacceptable par l'Allemagne, l'Amérique (E. U.), l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Turquie; mais adoptée par le Danemark, l'Espagne, le Japon (à conditions spéciales), les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie et le Siam.

Le Gouvernement de Suède et Norvège s'abstient.

Le Président, M. van Karnebeek, a précisé la portée de la seconde partie de la proposition Pephau dans ce sens:

„qu'elle vise les calibres dont se servent actuellement toutes les marines en général“ et a invité les délégués à s'informer au plus tôt

possible auprès de leurs Gouvernements s'ils considèrent cette seconde partie comme acceptable ou non.

Il ressort des différentes opinions émises au sujet de cette motion que les délégués d'Autriche-Hongrie, de Suède et Norvège, du Japon, des Pays-Bas et du Siam l'acceptent sous réserve et ad referendum et à la condition expresse que cette limitation proposée soit adoptée à l'unanimité.

Les délégués des Etats-Unis d'Amérique et de l'Italie estiment que l'engagement n'est pas acceptable.

Le délégué d'Allemagne est aussi d'avis que cette proposition implique une limitation des cuirassements.

Passant à la seconde partie du second paragraphe, le délégué de la marine Impériale de Russie (M. Schéine), sur une invitation de M. le Président, expose les vues de son Gouvernement sur la proposition d'interdire la mise en usage d'une nouvelle sorte d'explosifs qu'on pourrait inventer. Il s'agit, dit-il, — sans parler des vitesses initiales dont il a été déjà question — de défendre l'emploi des projectiles qui répandent des gaz asphyxiants et délétères; comme la tâche de la Conférence est de limiter les moyens de destruction, il paraît logique de défendre l'emploi d'engins comme ceux dont il s'agit.

D'après son opinion personnelle, l'emploi de ces gaz asphyxiants peut être considéré comme barbare et équivalant à l'empoisonnement d'une rivière.

M. le Président en ouvrant la discussion sur ce chapitre a caractérisé l'empoisonnement des eaux comme un acte de trahison et de lâcheté.

Le délégué de Siam (M. Rolin) remarque que cette question des projectiles répandant des gaz asphyxiants et délétères serait soumise aussi aux délibérations de la première Sous-Commission. Il résulte des opinions émises par M.M. les délégués que les représentants des marines de la France, de la Grande Bretagne, de l'Autriche-Hongrie, du Japon, de la Suède et Norvège, des Pays-Bas, du Danemark, de l'Italie et de l'Allemagne sont d'avis que leurs gouvernements — toujours pour le cas d'unanimité — accepteraient la proposition d'une interdiction de la mise en usage de projectiles qui auraient pour but unique de répandre des gaz asphyxiants.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique (M. Mahan) répond „non“, en ajoutant qu'à son avis l'objection qu'un engin de guerre est barbare, a toujours été faite contre toutes les armes nouvelles, qui pourtant ont fini par être adoptées.

Au moyen-âge, on reprochait la cruauté aux armes à feu, plus tard aux obus et encore récemment aux torpilles. Il ne lui paraît pas démontré que les projectiles à gaz asphyxiants seraient un engin inhumain ou cruel sans être décisif.

Représentant d'un pays qui est animé d'un vif désir de rendre la guerre plus humaine, il l'est en même temps d'une nation qui pourra se trouver forcée à faire la guerre et il s'agit donc de ne pas se priver, par des résolutions hâtivement prises, de moyens dont plus tard on pourrait se servir utilement.

Il résulte donc, d'après les votes émis, que 14 représentants ont admis — toujours pour le cas d'une unanimité — la possibilité d'une interdiction de cette qualité de projectiles à gaz asphyxiants. Le délégué des Etats-Unis d'Amérique a répondu négativement, tandis que le représentant du Siam a déclaré prendre connaissance de cette proposition seulement ad referendum.

Passant finalement au dernier paragraphe de la note circulaire du 30 décembre 1898, qui contient comme points principaux la proposition de la défense d'employer des bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs, et l'invitation de ne pas construire à l'avenir des navires de guerre à éperon, il est de mon devoir de préciser ici que l'observation faite par M. le Président que l'emploi des torpilleurs sous-marins de la part d'un Etat devait être déclaré suffisant pour que toutes les autres nations en fassent libre usage, a beaucoup facilité la discussion généralé sur ce chapitre.

Après un échange d'opinions personnelles sur la question des torpilleurs sous-marins qui a permis à plusieurs délégués (MM. Siegel, Soltyk, de Bille, Pephau, Sir John Fisher, Sakamoto, Tadema, HJulhammar et Mehemed Pacha) de formuler des idées très nettes et précises sur l'avenir de cette arme, il résulte que, d'après les déclarations émises par la plupart des délégués, une interdiction des bateaux en question doit être considérée — au moins pour le moment — comme très peu probable.

Passant à la question suivante qui concerne l'usage des éperons des navires de guerre, M. le Président tient à constater d'abord qu'il s'agit d'une interdiction qui ne s'étendrait pas aux navires existants, ni à ceux en construction, et qu'en outre, par la désignation navire à éperon, il ne faut pas entendre un navire de guerre qui possèderait une étrave renforcée.

Le représentant du gouvernement russe, M. Schéine, qui n'a pas été chargé de formuler de proposition sur la question mise au vote, a l'intention de demander des instructions; il est cependant convaincu que son Gouvernement, en mettant cette question sur le programme, avait plutôt en vue de connaître les opinions des différents Gouvernements.

Il résulte des opinions émises par les délégués M.M. Siegel, Mahan, Soltyk, Pephau, Sir John Fisher, Sakamoto, que l'interdiction (même sous réserve quant à l'unanimité) ne pourrait entrer en vigueur, qu'à partir d'une certaine époque ultérieure avant laquelle il faudrait laisser aux Gouvernements le délai nécessaire pour finir les vaisseaux déjà en construction.

Il serait en outre bien désirable d'exclure également de cette interdiction les navires déjà projetés d'après un plan d'organisation déterminé. Avec ces restrictions la proposition de défendre les navires à éperon a obtenu l'assentiment de la plupart des délégués à condition qu'il fût unanime.

Cette unanimité a cependant fait défaut parce que les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Danemark et de Suède et Norvège n'ont pas pu s'y rallier.

Le délégué du gouvernement impérial de Russie ayant exprimé son intention dans une des dernières séances, de soumettre à la Sous-Commission deux nouvelles propositions, dont l'une visait la possibilité d'une admission obligatoire des attachés navals à bord des navires des belligérants, en les assimilant aux attachés militaires déjà admis dans les quartiers généraux des armées de terre, et l'autre tendait à un but plutôt humanitaire, c'est-à-dire à la possibilité de trouver des moyens efficaces pour masquer en temps de paix les éperons des navires de guerre, afin de diminuer de cette façon les conséquences désastreuses des abordements, la dite Sous-Commission s'est déclarée non compétente pour prendre des décisions à cet égard. Elle basait son opinion unanime sur le fait que, pour la première proposition, le règlement d'une pareille question doit être réservé uniquement à une entente entre la nation neutre et un des belligérants et que, quant à la seconde, elle devrait être soumise à un comité technique spécial.

En vous remerciant, Messieurs, une fois de plus, de l'indulgence que vous avez bien voulu me témoigner, je vous propose de présenter, au nom de la Sous-Commission, à M. le Président nos remerciements spéciaux pour la façon aussi impartiale que compétente, dont il a dirigé nos travaux.

Nous devons aussi l'expression de nos remerciements aux membres du Secrétariat-Général pour leur collaboration dévouée.

Comte Soltyk.

Quatrième Séance.

23 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Le procès-verbal de la séance du 22 juin est lu et approuvé sans modifications.

Le Président adresse ses remerciements au Secrétariat pour la promptitude qu'il a mise à rédiger un procès-verbal aussi complet. (Assentiment.)

Le Délégué de Siam demande l'impression de la déclaration lue par Sir John Ardagh dans la séance précédente relative aux balles „dum-dum“.

Le Général Sir John Ardagh dit que lui aussi attache la plus grande importance à ce que le public soit mis en mesure d'apprécier la portée des arguments qu'il a fait valoir en faveur de l'innocuité des balles „dum-dum“.

Le Président constate qu'il n'y a pas d'objections à l'impression de la déclaration faite par le délégué anglais.

Elle aura lieu.

M. Raffalovich croit qu'afin de faire œuvre d'impartialité, il importera de mettre toutes les pièces du procès sous les yeux du public. Il demande en conséquence que non seulement la déclaration de Sir John Ardagh, mais aussi les arguments contraires, soient livrés à l'impression.

M. le Capitaine Crozier demande que le texte de la proposition qu'il a formulée soit inséré au compte-rendu sommaire.

Sur la proposition du Colonel Gilinsky il est décidé que toute la partie du procès-verbal de la séance du 22 juin relative aux balles sera imprimée *in extenso*.

Le Général Sir John Ardagh dit qu'après la décision qui vient d'être prise il n'y a pas lieu d'insister sur une rectification du compte-rendu sommaire, où une place, peut-être excessive, a été faite aux observations présentées par le Colonel de Gross de Schwarzhoff relativement à la non-existance d'une fabrique d'armes à Tübingen; ce n'est certainement pas dans les paroles de Sir John Ardagh que le Colonel de Gross de Schwarzhoff a pu trouver matière aux remarques qu'il a présentées.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff répond qu'en effet il n'a jamais eu l'idée de s'adresser à Sir John Ardagh; mais que, comme on a parlé de balles allemandes, de dum-dum allemandes, et dans la haute Assemblée et dans les journaux, il s'est cru obligé de protester dès l'abord contre une légende en train de naître.

Le Président dit que la reproduction intégrale du procès-verbal donnera toute satisfaction et à Sir John Ardagh et à M. de Gross de Schwarzhoff.

Le Président prie l'Assemblée de passer à la discussion de la partie du Rapport du Comte Soltyk relative à l'interdiction des bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs et à la construction à l'avenir de navires de guerre à éperon. Il n'y a pas eu de vote sur ces deux questions dans la Sous-Commission, et c'est à la Commission de se prononcer.

Personne n'ayant demandé la parole, l'interdiction des bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs est mise au vote.

Cinq Etats: la Belgique, la Grèce, la Perse, le Siam et la Bulgarie votent l'interdiction sans réserve; cinq Etats: l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, le Japon et la Roumanie se prononcent pour l'interdiction sous réserve de l'unanimité; neuf Etats: les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la France, le Portugal, la Suède et Norvège, les Pays-Bas et la Turquie votent négativement.

La Russie, la Serbie et la Suisse se sont abstenues.

Le Président met au vote l'interdiction conventionnelle de construire des navires de guerre à éperon. Il fait remarquer que cette interdiction ne vise pas les navires à étrave renforcée.

Quatre Etats: la France, la Grèce, le Siam et la Bulgarie ont adopté l'interdiction.

Sept Etats: les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Perse, les Pays-Bas et la Roumanie l'ont adoptée sous réserve de l'unanimité.

Sept Etats l'ont rejetée: l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, le Portugal, la Suède et Norvège et la Turquie.

Quatre Etats se sont abstenues: la Belgique, la Russie, la Serbie et la Suisse.

Le Président rappelle qu'on a entretenu la Sous-Commission de l'opportunité qu'il y aurait à rechercher des moyens pour masquer en temps de paix les éperons des navires de guerre, de manière à diminuer les conséquences désastreuses des collisions, mais que la Sous-Commission s'est crue incompétente, cette question devant être abandonnée au régime intérieur de chaque Etat.

Le Président demande si l'on entend rouvrir cette discussion en réunion plénière; mais personne ne demande la parole.

Le Président adresse les remerciements de la Commission au Général den Beer Poortugael et au Comte Soltyk qui ont rempli avec une si grande compétence la tâche délicate et complexe que les Sous-Commissions leur avaient confiée.

La Commission passe à l'examen du thème premier de la Circulaire du Comte Mouravieff.

S. E. M. Beernaert relève l'importance de la discussion qui va s'ouvrir, en ces paroles:

„Nous arrivons maintenant au grave problème que le Gouvernement russe a soulevé tout d'abord, et en termes qui ont aussitôt commandé l'attention du monde.

Fidèle aux traditions de ses prédécesseurs et notamment d'Alexandre qui, dès 1816, voulait tenter de fonder sur le désarmement une paix éternelle, le Tsar Nicolas demande la réduction des dépenses militaires, ou tout au moins un arrêt dans leur progression. Et il le fait en termes sur la gravité desquels on ne saurait assez s'apresantir.

C'est cette fois un grand Souverain qui estime que les charges énormes qui, depuis 1871, résultent de l'état de paix armée où vit l'Europe, sont de nature à atteindre et à paralyser la prospérité publique à sa source et que leur marche toujours ascendante entraînerait un fardeau écrasant que les peuples auraient de plus en plus de peine à porter. C'est à ce mal qu'il voudrait que l'Europe trouvât un remède.

La Circulaire du Comte Mouravieff serre d'un peu plus près le problème, en le présentant sous ce double aspect: Quels sont les moyens de mettre un terme à l'accroissement progressif des armements? Les nations pourraient-elles s'engager de commun accord à ne plus les augmenter, ou même à les réduire?

Mais c'est là plutôt indiquer le but que préciser une solution et j'estime que celle-ci devrait être nettement formulée.

La matière est difficile et il serait impossible d'en exagérer l'importance, car la question de la paix armée n'est pas seulement liée à celle de la richesse publique et du progrès sous sa forme la plus haute, mais aussi à celle de la paix sociale. Raison de plus pour que l'on donne à nos discussions des bases nettes et formelles. Ainsi, par exemple, l'engagement devrait-il porter sur le chiffre des effectifs ou sur celui des budgets des dépenses militaires ou à la fois sur l'un et sur l'autre point?

Comment fixer ces chiffres et les vérifier? Prendrait-on comme point de départ les armées d'aujourd'hui? Y-admettrait-on quelque dernier complément ou arrêterait-on une autre proportion? S'agirait-il des forces de mer, comme des forces de terre? Que ferait-on des défenses coloniales?

J'espère que notre éminent Président, Son Excellence M. Staal qui vient de me demander la parole, nous éclairera sur ces divers points."

S. E. M. Staal prononce le discours suivant:

"Monsieur le Président, je tiendrais à ajouter quelques mots aux paroles si éloquentes que vous venez de prononcer; je voudrais préciser la pensée dont s'est inspiré le Gouvernement russe et indiquer en même temps les étapes par lesquelles a passé la question qui nous occupe.

Dès le mois d'août 1898, le Gouvernement russe a invité les Puissances à rechercher, dans la voie de la discussion internationale, les moyens les plus efficaces de mettre un terme au développement progressif des armements actuels.

Un accueil empressé et sympathique fut fait à la demande du Gouvernement impérial par toutes les Puissances qui sont représentées ici. Toutefois, malgré l'enthousiasme qui avait salué cette proposition, le Gouvernement russe a jugé nécessaire de se renseigner auprès des Cabinets pour savoir si le moment actuel semblait favorable à la convocation d'une Conférence dont le premier but serait justement cette restriction des armements.

Les réponses qui nous ont été données, l'acceptation du programme esquisonné dans la Circulaire du 30 décembre 1898, et dont le premier point vise la nonaugmentation pour un terme à fixer des effectifs militaires actuels, nous ont décidés à prendre l'initiative de la Conférence de la Paix. C'est ainsi, Messieurs, que nous nous trouvons réunis à la Haye, animés d'un esprit de conciliation, et que nos bonnes volontés se rencontrent en vue d'une œuvre commune à accomplir.

Nos deux Sous-Commissions ont pris pour cadres les points 2, 3 et 4 de la Circulaire du 30 décembre. Ce sont, sans doute, des difficultés techniques et spéciales, dont je ne suis pas en mesure d'apprécier la portée, qui ont empêché de prendre toutes les décisions désirées. La Commission d'ailleurs a exprimé le vœu de renvoyer quelques-unes de ces questions à une Conférence ultérieure.

Mais nous avons encore à examiner un point essentiel qui est du ressort de la Commission: c'est la question de la limitation des budgets et des effectifs militaires. Il me paraît d'autant plus nécessaire d'insister pour que cette importante question fasse l'objet de l'étude la plus approfondie, qu'elle renferme, je le répète, l'idée première qui nous a réunis, celle d'alléger le plus possible le fardeau effroyable qui pèse sur les peuples et qui entrave leur développement matériel et même moral. Les fruits de l'activité humaine sont absorbés dans une proportion croissante par les dépenses des budgets de la guerre et de la marine. Ainsi que l'a fort éloquemment dit l'honorable Général Den Beer Poortugael, il est d'importantes fonctions des nations civilisées qui souffrent de cet état de choses et qui sont reléguées au second plan.

La paix armée entraîne aujourd’hui des dépenses plus considérables que les guerres les plus onéreuses d’autrefois. Si une autre Commission a reçu le mandat d’alléger, de mitiger les horreurs de la guerre, — à vous, Messieurs, incombe la mission tout aussi grande d’alléger les charges de la paix, telles qu’elles résultent de cette concurrence incessante dans la voie des armements.

Il me sera permis d’espérer que, sur ce point tout au moins, l’attente des populations auxieuses qui suivent avec un intérêt soutenu nos travaux, ne sera pas trompé. La déception serait cruelle.

C’est pour cette raison que je vous prie de porter toute votre attention sur les propositions que Messieurs les délégués techniques de Russie vont développer devant vous; vous verrez que ces propositions constituent véritablement un minimum.

Ai-je besoin de dire qu’il ne s’agit point d’utopies ni de mesures chimériques. Il ne s’agit pas de procéder à un désarmement. Ce que nous souhaitons, c’est d’arriver à une limitation, à un temps d’arrêt dans la marche ascendante des armements et des dépenses. Nous le proposons dans la conviction que, si l’accord s’établit, on verra un mouvement en sens contraire s’accentuer peu à peu: l’immobilité n’est point du domaine de l’histoire et, si pendant quelques années nous aurons pu garder une certaine stabilité, tout porte à croire que la tendance bienfaisante à la diminution des charges militaires pourra s’affirmer et se développer. Ce mouvement répondra entièrement aux idées qui ont inspiré les circulaires russes.

Mais nous n’en sommes pas encore là. Pour le moment, nous ne tendons qu’à la stabilisation, pour un terme à fixer, des effectifs et des budgets militaires.“

M. le Général den Beer Poortugael, délégué des Pays-Bas, prend la parole en ces termes:

„Nous voilà en présence du premier thème de la Circulaire du Comte Mouravieff, qui a été réservé comme la question la plus difficile mais aussi la plus importante à résoudre. Il mérite certainement que toutes nos facultés soient concentrées en un effort suprême. Il nous faut envisager les grands intérêts des peuples qui s’y rattachent, et je ne crois pas aller trop loin en disant que la question mérite d’être abordée par nous avec une certaine déférence.

Depuis un quart de siècle — vous le savez, Messieurs, mieux que moi — les effectifs des forces armées de terre et de mer et par suite les budgets de guerre de toutes les nations européennes ne font que grandir annuellement. Ils ont atteint à présent des proportions gigantesques, inquiétantes, dangereuses. Quatre millions d’hommes sous les armes avec un total des budgets militaires de cinq milliards de francs par an! N'est-ce pas effrayant?

Je le sais bien, ces soldats ne sont tenus sous les armes que pour le maintien de la Paix; les Souverains n’ont en vue que le salut des peuples qu’ils gouvernent; les Etats croient sincèrement que tout cet appareil, ces forces armées sont nécessaires pour leur conservation.

Mais ils se trompent. C'est à leur perte inévitable, à leur propre anéantissement lent mais sur, qu'il travaillent en continuant dans cette voie.

Veuillez bien me comprendre. Je suis loin d'être un utopiste. Je ne crois pas à une paix éternelle, je crois même qu'une guerre peut devenir, par exception, inévitable et salutaire, en purifiant, comme l'orage, l'atmosphère politique, et en nous délivrant de maintes bassesses que font naître le matérialisme et le désir de lucre.

Impossible donc de nous passer d'armées et de flottes, mais il ne faut pas exagérer; il y a des limites à tout et déjà depuis longtemps on les a franchies.

Si j'ai dit que les Etats courront inévitablement à leur perte, c'est que, plus les forces armées s'accumulent, les budgets militaires engloutissent de milliards, les populations sont écrasées sous le poids de charges et d'impôts, plus les Etats sont entraînés sur la pente de l'abîme dans lequel ils finiront par se perdre; ils s'épuisent et se ruinent.

Cet épuisement peut devenir tel qu'au moment suprême, lorsqu'il s'agira pour l'Etat d'entrer en lice pour sauvegarder l'honneur ou défendre son indépendance, qu'à ce moment le nerf de la guerre, l'argent, fera défaut.

La ruine commence par les Etats les plus pauvres, les plus endettés, elle finira par atteindre les autres. Il n'y a pas de nation, si riche qu'elle soit, qui, à la longue, puisse s'y soustraire.

Vraiment, cet accroissement incessant des armées, des flottes, des budgets, des dettes semble s'être trouvé au fond de la boîte de Pandore ou être le don néfaste d'une méchante fée qui a voulu le malheur de l'Europe. L'Europe semble en proie à un accès de fièvre dans lequel chacun veut surpasser son voisin; chacun se croit obligé de suivre, si un autre recommence.

De cette précaution à garantir la Paix, il sortira la Guerre. Les augmentations d'effectifs et de dépenses seront la vraie cause de la guerre; les prétextes abondent.

Comment se soustraire à ce destin fatal?

On a émis bien des vœux; philosophes, savants, spécialistes ont suggéré leurs systèmes. Jusqu'ici tout a été tenté en vain.

Mais voilà que se lève la voix d'un des Grands de la Terre, celle du puissant monarque de l'Empire russe. Sentant toutes les misères, comprenant les suites funestes que doivent avoir ces augmentations incessantes, l'auguste Souverain a fait un appel à la concorde, à la conscience des Etats; il a indiqué le remède, c.-à-d. une entente stipulant seulement la non-augmentation, pour un terme à fixer, des effectifs actuels et des budgets militaires.

En se bornant au statu quo, en ne demandant pas de réduction de forces, ni un désarmement final ou partiel, l'Empereur semble avoir voulu désarmer d'avance l'opposition.

Je n'ignore pas toutes les difficultés qui existent, mais nous autres militaires, nous savons aussi qu'il n'y en a pas qui soient insurmontables; nous avons toujours appris que vouloir c'est pouvoir.

A nous Etats, liés ensemble par la corde de nos organisations militaires comme les touristes des Alpes, l'Empereur a dit:

„Faisons un effort commun, arrêtons-nous sur cette pente de l'abîme, si non, nous sommes perdus!“

Arrêtons-nous! Messieurs les délégués, à nous de faire cet effort suprême; il en vaut la peine:

Tenons-ferme.“

M. le Colonel Gilinsky prend la parole et dit:

„Le programme du Gouvernement russe vise deux objets:

Le premier est humanitaire, c'est d'éloigner la possibilité même de la guerre et d'en diminuer autant que possible les maux et les calamités.

Le second est fondé sur des considérations économiques: diminuer autant que possible le poids énorme des charges pécuniaires, que toutes les nations se trouvent obligées de supporter pour l'entretien des armées en temps de paix.

A la première tâche travaillent les Commissions destinées à élaborer les lois de l'arbitrage, des bons offices, les lois et usages de la guerre de terre, l'adaptation des principes de la Convention de Genève à la guerre maritime.

J'espère que leurs travaux seront couronnés d'un bon succès, mais il est permis de demander, Messieurs: les peuples représentés à la Conférence, seront-ils entièrement satisfaits si, en sortant d'ici, nous leur apportons l'arbitrage et les lois pour la guerre et rien pour le temps de paix, de cette paix armée, qui pèse si lourdement sur les nations, qui les écrase au point qu'on entend dire parfois qu'une franche guerre vaudrait peut-être mieux que cet état de guerre sourde, cette concurrence continue où tout le monde met en avant de nombreuses armées, plus nombreuses maintenant en temps de paix qu'elles n'étaient autrefois au moment des plus grandes guerres.

Les différents pays n'ont à soutenir des guerres que tous les 20 ou 30 ans.

Mais cette paix armée qui dure des dizaines d'années, qui précède la guerre et qui la suit, c'est elle qui menace de ruiner les nations par l'énormité des armées en temps de paix, l'augmentation continue des effectifs et les fréquents changements des armements.

On peut me faire l'observation, et je l'ai déjà entendue, que, quoique les armées aient considérablement augmenté, les populations s'étant aussi accrues, le poids des dépenses retombe sur un plus grand nombre de contribuables. Mais n'est-il pas vrai que les armées grandissent en disproportion avec l'augmentation de la population, que la vie est devenue plus chère et que l'entretien du soldat et de son armement est aujourd'hui beaucoup plus onéreux?

En effet, ce budget de la guerre engloutit actuellement une grande partie des recettes du pays et l'entretien des troupes en temps de paix devient un fardeau trop lourd. J'ai entendu dire aussi que l'argent qu'on dépensait pour le changement des armements restait dans le pays. Ceci

est peut-être vrai pour les pays qui fabriquent eux-mêmes leurs canons et leurs fusils; pour les autres nations cet argent s'en va hors du pays.

Mais, même pour les pays si heureusement privilégiés, est-ce un réel avantage pour toute la population, pour tous les contribuables quand on dépense l'argent pour la fabrication des armes en se consolant par le fait que l'argent reste dans le pays? Soit encore si on paie argent comptant. Mais si, pour fabriquer la nouvelle arme, on fait un nouvel emprunt, même dans l'intérieur du pays? Le fabricant a reçu son argent, l'ouvrier son salaire, mais l'opération n'est pas encore terminée pour la population, la dette reste, et tous, paysans et industriels, ouvriers et propriétaires sont obligés pendant de longues années de payer cette dette jusqu'à son amortissement, d'en payer les pourcents dont la somme totale dépasse en 30 à 40 ans le montant de la dette originale. Non, Messieurs, quand on envisage franchement la question, on ne peut pas nier que le développement des armements ne soit la ruine des nations. Et les nations le comprennent bien. De là, les nombreuses preuves de sympathie à la Conférence de la Paix et les vœux chaleureux adressés par les populations de différents pays à l'auguste Initiateur de cette Conférence.

En outre, l'augmentation continuelle des forces armées n'atteint pas son but, car la proportion entre les forces de différents pays reste toujours la même. Un Gouvernement quelconque augmente ses troupes entretenues en temps de paix, forme de nouveaux bataillons; son voisin suit immédiatement son exemple et renforce son armée d'autant qu'il est nécessaire pour garder la proportion; le voisin du voisin en fait autant et ainsi de suite; les effectifs augmentent, mais la proportion entre les forces des différentes nations reste toujours à peu près la même.

Dans l'armée territoriale, dans les réserves, c'est encore la même chose. On emploie des moyens différents; les uns diminuent le nombre des années que le soldat reste sous les drapeaux, les autres augmentent le nombre des années que le soldat reste dans le réserve; mais on tend au même but et on atteint le même résultat: la proportion entre les forces armées des différents Etats ne change pas.

Voilà les considérations qui ont donné à mon auguste Souverain et au Gouvernement russe l'idée de proposer une entente, ayant en vue d'arrêter, ne fut-ce que pour quelque temps, la marche rapide des armements.

Nous ne vous proposons du reste rien de nouveau. La fixation des effectifs et des budgets de la guerre se pratique depuis longtemps dans quelques pays.

Ainsi, en Allemagne, il y a le septennat, c'est-à-dire que le total des troupes en temps de paix est fixé pour 5 à 7 ans. En Russie, le budget de la guerre est aussi fixé pour 5 ans. Il s'agit donc de procédés connus qui se pratiquent depuis longtemps, qui n'effrayent personne et donnent de bons résultats; il s'agit de les adopter, à titre d'essai, pour un temps plus court si vous le voulez. Il n'y a ici de nouveau que la décision, le courage de constater et de dire qu'il est temps de s'arrêter.

Et la Russie vous propose: arrêtons-nous. Elle vous invite à mettre un terme au développement excessif des forces militaires au moment où elle-même est encore bien loin d'atteindre le maximum de ce développement, car de tous les jeunes gens qui sont astreints au service militaire, nous ne faisons entrer dans les rangs en Russie que 26 à 29,5 pct., tandis que les autres Etats en arrivent au double et même à plus.

Il n'y a donc aucun égoïsme dans la proposition russe; c'est une idée, une proposition d'ordre purement humanitaire et de portée économique que vous pouvez accepter et discuter sans méfiance.

Le programme qui est soumis à votre discussion est le programme russe.

Nous ne pouvons pas en discuter un autre puisqu'aucun autre programme n'a été présenté par les Gouvernements qui ont accepté l'invitation à la Conférence. Mais dans les limites du programme russe toute proposition d'un autre pays, facilitant un accord, serait certainement la bienvenue. La proposition qui vous est soumise n'est pas encore une formule qu'il ne resterait qu'à voter.

La Circulaire du 12 janvier le dit clairement: c'est un des thèmes „soumis à la discussion internationale au sein de la Conférence“. Il s'agit donc d'abord de le discuter, d'entendre les propositions, les idées des autres Gouvernements pour trouver ensuite une formule à voter. Il ne s'agit absolument pas de diminuer le total des troupes, qui existe actuellement, mais uniquement de ne pas l'augmenter, pendant un certain temps, à titre d'essai.

Il n'est pas question de mettre des entraves aux Gouvernements dans l'organisation de leurs troupes, d'empêcher la création de nouvelles unités qu'on pourrait bien organiser en diminuant les effectifs des unités existantes sans augmenter seulement le total des troupes. Il s'agit donc, je le répète encore, de ne plus augmenter le total des troupes existant actuellement et cela encore pour un temps court et à titre d'essai pour reconnaître, s'il serait possible, de faire plus tard dans une Conference suivante la même proposition pour un temps prolongé.

Quant à la réduction des effectifs, je vous prie, Messieurs, d'oublier complètement ce second thème pendant la discussion du premier, d'abord, parce qu'il ne serait possible de le discuter que dans le cas seulement où une entente se ferait sur le premier thème: sur la non-augmentation pendant un certain temps du total des troupes existant aujourd'hui.

Et même dans ce cas, la discussion du second thème dans cette Conférence ne serait que théorique: „étude préalable“ comme dit la Circulaire „des voies dans lesquelles pourrait se réaliser dans l'avenir une réduction des effectifs“. Ce ne serait alors qu'un échange d'idées qui serviraient de bases aux Gouvernements pour étudier ces questions destinées à la discussion peut-être dans une des Conférences suivantes.

Pour la présente Conférence, Messieurs, nous nous trouvons donc en face de questions et de propositions parfaitement réalisables et en face d'une décision qui devient de plus en plus urgente.

L'idée de l'Empereur de Russie est grande et généreuse. Mal comprise au commencement, elle a fini par envahir tous les peuples; car les peuples ont bien compris que cette idée ne vise que la paix et la prospérité de tous. Le grain est donc tombé dans un sol fertile: l'esprit humain est éveillé; il travaille autour de lui, le fait pousser et bientôt, j'en suis sur, ce grain donnera de beaux fruits. Si ce n'est pas cette première Conférence, c'est une Conférence suivante qui acceptera l'idée, car elle répond à la nécessité, aux besoins des nations. Nous sommes les premiers, Messieurs, appelés à cultiver cette idée, à résoudre le problème; ne cédonz donc pas aux autres cet honneur, faisons un supreme effort; en y mettant du bon vouloir et de la confiance, nous arriverons, j'espère, à une entente si ardemment désirée par toutes les nations."

La Commission décide l'impression au compte-rendu sommaire de ces quatre discours.

Les propositions déposées par le Colonel Gilinsky, délégué de Russie, concernant les moyens de mettre un terme au développement des armements ultérieurs, sont conçues comme suit:

1. Etablissement d'une entente internationale pour un terme de cinq ans, stipulant la non-augmentation du chiffre actuel des effectifs de paix des troupes entretenues dans les métropoles.

2. Fixation, en cas de cette entente, s'il est possible, du chiffre des effectifs de paix des armées de toutes les Puissances, non compris les troupes coloniales.

3. Maintien, pour le même terme, de cinq ans du montant du budget militaire actuellement en vigueur.

M. le Colonel Künzli demande à l'Assemblée de renvoyer à une séance ultérieure l'examen des propositions importantes que vient de formuler le Colonel Gilinsky au nom du Gouvernement russe.

M. le premier délégué de Perse, l'Aide-de camp Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh prononce le discours suivant:

„Pendant la durée de la Conférence on a prononcé de si nombreux et de si éloquents discours qu'il serait très risqué de ma part de prendre la parole dans une langue qui n'est pas la mienne.

Le Gouvernement russe ayant fait l'honneur à la Perse de l'inviter à prendre part à la Conférence de la Paix et d'y envoyer un représentant, et Sa Majesté Impériale le Shah, mon Auguste Souverain, ayant daigné me choisir pour remplir cette honorable mission, les journaux en Russie et en Suède, notamment ceux de St. Pétersbourg et de Stockholm, où je suis également accrédité, ont salué ma nomination par des articles sympathiques et cela d'autant plus que j'appartiens tant soit peu au monde des lettres. Quant aux journaux de mon pays, ils ont exprimé les sentiments les plus chaleureux.

Toutes ces marques d'intérêt m'imposent le devoir d'ajouter aussi de mon côté quelques mots à l'appui de la grande cause qui est celle de l'humanité entière et dont nous avons à nous occuper ici. A tous les éloges dont le but humanitaire de la Circulaire du Comte Mouravieff a

fait l'objet, je ne saurais rien ajouter. Mais, d'autre part, des critiques ont été soulevées; on est allé jusqu'à attribuer des motifs d'égoïsme à la généreuse initiative dont la Circulaire est le résultat.

Ayant l'honneur de connaître personnellement S. M. l'Empereur Nicolas II dont j'ai pu apprécier les sentiments de noblesse et de bonté, je suis heureux de déclarer hautement ici que toutes les propositions du Gouvernement russe émanent du cœur magnanime de son Souverain. C'est sans flatterie ou arrière-pensée que je fais cette déclaration. Permettez-moi, Messieurs, de vous citer une preuve de Ses sentiments nobles et élevés.

Dans la première année après ma nomination au poste de représentant de Perse à la cour de Russie, j'accompagnais à cheval l'Empereur qui se rendait du Palais d'Hiver au Champ de Mars pour assister à la revue qui avait lieu à la veille du départ de l'Empereur pour Moscou où Il allait être couronné. Un peu souffrant ce jour-là, je suis glissé évanoui de mon cheval.

L'Empereur, s'en apercevant, a arrêté son brillant cortège et Il n'a continué son chemin que lorsque j'avais été mis en voiture. Pendant la revue, Il envoya plusieurs fois Ses aides-de-camp pour s'informer de mon état.

Notre célèbre poète Saadi s'est exprimé ainsi pour qualifier la fierté:
„Son regard ressemble à celui d'un roi qui fait passer devant soi son armée.“

Le jeune Empereur, autocrate de 26 ans, qui, pour la première fois, après Son avènement au trône, passait la revue d'une brillante armée de 30,000 hommes, n'a pas, dans ce moment de légitime fierté, oublié un accident qui venait d'arriver à un étranger. Eh bien, celui qui agit ainsi ne peut être égoïste, et ses actions, l'initiative qu'Il a prise pour cette Conférence, ne peuvent émaner que d'un cœur bon et noble.

A la réception des délégués de la Conférence au Palais de la Haye, vous avez pu vous convaincre combien S. M. la Reine des Pays-Bas s'intéressait à notre œuvre et au résultat qu'on pourrait en espérer.

Messieurs, remplissons vis-à-vis du monde civilisé notre devoir et ne décourageons point leurs Majestés la jeune Reine Wilhelmina et le jeune Empereur Nicolas II.

De tout mon cœur je souhaite que la haute initiative de l'Empereur et les bons vœux de la Reine soient couronnés de succès pour le bien de notre postérité.

A la demande du Président, le délégué technique de la marine impériale de Russie, le Capitaine de frégate M. Schéine, dépose sur le bureau le texte de ses propositions relatives aux armements navals. Elles sont conçues dans ces termes:

Accepter le principe de fixer, pour un terme de trois ans, le montant des budgets de la marine avec l'engagement de ne pas en augmenter le total pendant cette période triennale et l'obligation de faire connaître à l'avance pour la dite période:

1. le total des tonnes des vaisseaux de guerre, qu'on se propose de construire, sans préciser les types mêmes des bâtiments;
2. le nombre des officiers et des équipages de la marine;
3. les dépenses pour les travaux des ports tels que forts, bassins et arsenaux etc.

La séance est levée.

Cinquième Séance.

26 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Le procès-verbal de la séance du 23 juin est lu et approuvé.

Le Président demande à M.M. Gilinsky et Schéine s'ils désirent développer de plus près les propositions qu'ils ont formulées à la dernière séance et dont le texte imprimé a été distribué aux membres de la Commission.

M. le Colonel Gilinsky prend la parole en ces termes:

„Après la séance du vendredi 23 juin, on m'a adressé plusieurs questions concernant les propositions russes que j'ai eu l'honneur de soumettre à la discussion de la première Commission et je demande à présent la permission de donner quelques explications.

On m'a fait observer que les deux premières propositions traitent la même question: pourquoi donc la partager en deux parties? Il y a pourtant une différence entre ces deux propositions; c'est-à-dire que la seconde est la suite de la première. La première traite la question en général: la question de principe. La Russie vous propose d'établir une entente stipulant la non-augmentation du chiffre actuel des effectifs de paix entretenus dans les métropoles. Si nous arrivons à une pareille entente, c'est alors que paraît la seconde proposition, la question des chiffres. Chaque pays devra déclarer, si nous le trouvons nécessaire, le total en chiffres ronds ou en chiffres précis, — c'est encore selon notre décision — de ses troupes entretenues en temps de paix. Il est à définir s'il est question du nombre des soldats seulement sans compter les officiers et les sous-officiers. Notre proposition vise seulement le nombre total des soldats.

Il faudra déclarer ensuite le nombre total des recrues pour chaque année et qui ne pourra pas être dépassé pendant la durée de l'entente. Enfin, il faudra fixer le nombre d'années que le soldat reste sous les drapeaux car vous savez bien, Messieurs, que le changement de ce terme influe sur le total de l'armée territoriale.

Voilà de quoi il s'agit dans le second paragraphe de la proposition russe.

Dans les deux propositions il s'agit des troupes entretenues dans les métropoles; les troupes coloniales sont exclues; car les colonies se trouvant toujours en danger ou même en état de guerre, il ne paraît donc pas

possible d'interdire l'augmentation des troupes coloniales. La Russie n'a pas de colonies proprement dites, des possessions absolument séparées par la mer. Mais, nous avons des territoires qui, sous le point de vue de leur défense, se trouvent dans les mêmes conditions que les colonies, car ils sont séparés du pays sinon par la mer, du moins par des distances énormes et la difficulté des communications: c'est l'Asie Centrale et la circonscription militaire de l'Amour. Les deux sont extrêmement éloignées du centre de l'empire; dans les deux les troupes sont peu nombreuses et se trouvent en face d'armées très considérables qui sont plus près de nos troupes que les renforts que nous pouvons envoyer de Russie. Il n'y a donc pas moyen de mettre ces territoires éloignés dans les mêmes conditions que le centre du pays et de s'interdire la possibilité d'augmenter ces troupes en cas de nécessité; par conséquent, ces territoires doivent être considérés comme des colonies.

Le troisième point vise le budget ordinaire, c'est-à-dire le budget nécessaire pour l'entretien des troupes existantes; la fabrication des armes et les constructions qui ne sortent pas de l'ordinaire. Mais quand il s'agit du changement complet de canons ou de fusils ainsi que de la reconstruction des places fortes exigée par l'effet du nouveau canon de siège, la fabrication de la nouvelle arme demande des sommes énormes qui ne peuvent être trouvées dans les limites du budget ordinaire. Ces sommes là sont demandées par les Gouvernements de tous les pays en dehors du budget ordinaire; c'est le budget extraordinaire qui ne peut être ni prévu ni fixé. La haute Assemblée ayant sanctionné le changement des armements, a sanctionné d'avance aussi le budget extraordinaire."

Le Président demande si d'autres membres ont à développer quelque proposition concernant le premier thème de la circulaire du Comte Mouravieff.

Personne ne demandant la parole, il ouvre la discussion sur les propositions russes et demande si tous les délégués ont reçu de leurs Gouvernements respectifs des instructions qui leur permettent de se prononcer.

Les Délégués de Siam, de Danemark et de Serbie déclarent que les instructions qu'ils avaient demandées ne leur sont pas encore parvenues.

M. le Colonel Uyehara, délégué du Japon, dit qu'il ne s'est pas encore adressé à son Gouvernement afin de recevoir des instructions.

Le Président consulte la Commission sur la question de savoir s'il y a lieu d'aborder immédiatement la discussion du fond, ou s'il y aurait lieu de charger les deux Sous-Commissions techniques ou d'autres délégués d'un examen préalable.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff juge préférable d'entamer immédiatement la discussion générale, sauf à décider après s'il y a lieu, oui ou non, de renvoyer l'examen aux deux Sous-Commissions.

Cette manière de procéder est adoptée.

La discussion générale est ouverte.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff s'exprime en ces termes:

Messieurs:

„Notre honoré camarade, M. le Colonel Gilinsky nous a demandé, non pas de voter mais de discuter les propositions, qu'il a formulées en rapport au premier point de la circulaire du Comte Mouravieff.

Je me crois obligé de me rendre à cet appel et d'expliquer mon opinion. Je le ferai en toute franchise et sans aucune arrière-pensée. Mais tout d'abord, je tiens à répondre quelques mots à M. le Général den Beer Poortugael, qui s'est fait le chaleureux défenseur de ces propositions avant même qu'elles nous aient été soumises. Il l'a fait dans un language élevé et pittoresque que je lui envie et dont nous sommes unanimes à reconnaître la haute éloquence. Mais je ne saurais m'associer à toutes les idées qu'il a exprimées. „Qui tacet consentire videatur“, dit un proverbe latin et je ne voudrais pas que mon silence fût pris pour un assentiment.

Je ne crois pas qu'il y ait parmi mes honorés collègues un seul prêt à concéder que son Souverain, son Gouvernement, soient en train de travailler à la perte inévitable, à l'anéantissement lent, mais sur, de sa patrie. Je n'ai aucun mandat de parler pour mes honorés collègues, mais quant à l'Allemagne, je puis complètement rassurer ses amis et dissiper toutes les bienveillantes angoisses. Le peuple allemand n'est pas écrasé sous le poids des charges et des impôts; il n'est pas entraîné sur la pente de l'abîme, il ne court pas à l'épuisement et à la ruine. Bien au contraire; la richesse publique et privée augmente, le bien-être commun, le standard of life, s'élève d'une année à l'autre.

Quant au service obligatoire qui est intimement lié à ces questions, l'Allemand ne le regarde pas comme un fardeau pesant, mais comme un devoir sacré et patriotique à l'accomplissement duquel il doit son existence, sa prospérité, son avenir.

Je reviens aux propositions du Colonel Gilinsky et aux arguments mis en avant qui, à mon avis, ne concordent pas tous entre eux.

D'une part, on craint que les armements excessifs puissent amener la guerre, de l'autre, que l'épuisement des moyens économiques ne rende la guerre impossible.

Moi, j'ai trop de confiance en la sagesse des Souverains et des nations pour partager des craintes semblables.

D'un côté, on prétend de ne demander que des choses qui se pratiquent depuis longtemps dans quelques pays et que dans ce cas il ne se présenterait pas de difficultés techniques. D'autre part, on a dit que c'était justement la question la plus difficile à résoudre pour laquelle il faudrait un effort suprême.

Je suis tout à fait de ce dernier avis. Nous rencontrerons en effet des obstacles insurmontables, des difficultés qu'on peut appeler techniques dans un sens un peu élargi du terme.

Je pense que la question des effectifs ne peut pas être envisagée toute seule, à part, dégagée d'une foule d'autres questions auxquelles elle est presque subordonnée.

Tels sont par exemple le degré d'instruction publique, la durée du service actif, le nombre des cadres établis, les effectifs des unités de troupes, le nombre et la durée des rappels sous les drapeaux, c'est-à-dire, les obligations militaires des anciens soldats, l'emplacement des corps de troupes, le réseau des chemins de fer, le nombre et la situation des places fortes.

Dans une armée moderne tout cela se tient et forme en son ensemble la défense nationale que chaque peuple a organisée d'après son caractère, son histoire, ses traditions, tout en tenant compte de ses ressources économiques, de sa situation géographique et des devoirs qui lui incombeut.

Je crois qu'il serait très difficile d'opposer à cette œuvre éminemment nationale une convention internationale. On ne saurait fixer l'étendue et la grandeur d'une seule partie de ce rouage compliqué.

On ne peut pas parler des effectifs sans tenir compte des autres éléments, que j'ai énumérés d'une façon très incomplète.

Du reste, on parle seulement des troupes entretenues dans les métropoles; le Colonel Gilinsky nous en a donné la raison, mais il y a des territoires qui ne font pas partie de la métropole, mais en sont si rapprochés que les troupes y stationnées participeront certainement à une guerre continentale. Et les pays d'outre-mer? Comment pourraient-ils admettre une limitation de leurs troupes si les armées coloniales qui seules les menacent restent en dehors de la Convention?

Messieurs: Je me suis borné à indiquer d'un point de vue général quelques-unes des raisons qui, d'après moi, s'opposent à la réalisation du désir, certes unanime, d'aboutir à une entente sur la question qui nous occupe.

Permettez-moi d'y ajouter quelques mots qui se rapportent à la situation spéciale du pays que j'ai l'honneur de représenter dans cette enceinte.

En Allemagne, le chiffre des effectifs résulte d'une entente entre le Gouvernement et le Reichstag et pour ne pas répéter chaque année les mêmes débats, on est convenu de le fixer pour un délai d'abord de sept, puis de cinq ans.

C'est un des arguments dont M. le Colonel Gilinsky s'est servi en déclarant qu'il nous demande rien de nouveau. En effet, Messieurs, à première vue cet arrangement pourrait paraître nous faciliter l'adhésion à une proposition tendant au même effet.

Mais, abstraction faite de ce qu'il y a une grande différence entre une loi interne et une convention internationale, c'est précisément ce quinquennat qui nous empêcherait en réalité de prendre l'engagement voulu.

Deux raisons s'y opposent. D'abord, le délai international de 5 ans ne concorderait pas avec le terme national de 5 ans, ce qui constituerait un grave inconvénient.

Ensuite, la loi militaire actuellement en vigueur ne donne pas un chiffre fixe et immuable des effectifs, mais en prévoit au contraire une

augmentation constante jusqu'en 1902 ou 1903, date à laquelle la réorganisation commencée au cours de cette année-ci sera terminée. Jusqu'à, il serait donc impossible pour nous de maintenir même pour deux années consécutives le même chiffre des effectifs."

M. le Colonel Gilinsky répond qu'il lui est impossible de parler contre les raisons d'ordre intérieur qu'a fait valoir le délégué d'Allemagne. S'il propose une entente, c'est qu'il croit possible pour les Etats de prendre des arrangements adéquates.

En ce qui concerne l'Allemagne, l'augmentation en cours n'est pas tellement considérable qu'on ne puisse l'arrêter pour la courte période de 5 ans ou même moins. L'armée allemande n'en souffrirait point.

Quant à la richesse du pays, le Colonel Gilinsky n'a pas dit que tous les pays s'appauvrisseient, il y en a qui progressent malgré les charges militaires; mais celles-ci ne sont certainement pas un auxiliaire de la prospérité publique. Les armements successifs ne sont pas de nature à augmenter la richesse des Gouvernements, bien qu'ils puissent profiter à quelques personnes. Il concède volontiers que les chemins de fer ont une grande influence sur la défense du pays. Une armée devrait être beaucoup plus nombreuse si elle n'était pas reliée à l'intérieur par de nombreuses voies ferrées.

Les chemins de fer augmentent la possibilité de porter secours sur tous les points de la frontière. C'est pourquoi justement un pays riche en chemins de fer peut diminuer son armée ou du moins ne plus l'augmenter.

En ce qui touche les pays d'outre-mer, il admet des exceptions, notamment pour ceux dans lesquels l'armée est petite ou en train de se former. Il s'agit ici non pas d'adopter en bloc une règle générale, mais de trouver une formule qui donne satisfaction sinon à tous, du moins à un grand nombre.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff n'a que quelques mots à répondre. Il craint de ne pas avoir été compris.

Il n'a pas nié qu'on pût trouver un autre emploi peut-être plus humanitaire à l'argent dépensé pour les armements, il a seulement voulu répondre à un langage, qui, peut-être, et d'après-lui sûrement, est un peu excessif. Le chiffre des effectifs seul ne donne pas une juste base de comparaison de la force des armées, mais il y a une foule d'autres choses qu'il faut prendre en considération. Tout en gardant le chiffre de ses effectifs, une Puissance quelconque peut augmenter ses forces guerrières. L'équilibre qui est censé exister à présent, sera détruit. Pour le rétablir, il faut bien que les autres Puissances qui, peut-être, ne seront pas à même d'employer les mêmes mesures, soient libres de choisir entre tous les moyens qui leur conviennent.

M. le Jonkheer van Karnebeek désire prendre la parole, non seulement parce que le délégué allemand a mis le Général den Beer Poortugael personnellement en cause, mais parce que ses considérations touchaient également un côté de la question qui pouvait être abordé par les délégués non-techniques.

Il déclare que, si le Colonel de Gross de Schwarzhoff soutient que les propositions russes soulèvent des difficultés techniques très grandes, peut-être même insurmontables, ce n'est pas lui qui prétendra le contraire. Si cependant le sens des paroles du Colonel est que la question ne mérite pas l'attention la plus sérieuse de la Conférence et même du monde entier, et que les raisons qui ont décidé le Gouvernement russe à soumettre ces propositions à la Conférence ne sont pas fondées, il se permet de déclarer qu'il est d'un avis diamétralement opposé, et il ne sera pas le seul à l'être.

Certes, il se peut que dans quelques pays les charges militaires pèsent moins lourdement qu'ailleurs, mais il faut bien reconnaître que les sommes consacrées aux armements pourraient, même dans ces pays, être employées plus utilement dans un but différent.

Il est d'autres pays où l'on ne se place pas au point de vue du délégué allemand et où les charges pèsent d'une façon évidente sur la prospérité publique.

M. de Gross de Schwarzhoff sera le premier à avouer que la question ne doit pas seulement être envisagée du point de vue des pays dont la prospérité en apparence n'a pas encore souffert par les armements; mais même dans ces Etats, on doit se demander si ces dépenses sont vraiment nécessaires pour la défense nationale ou si elles sont plutôt la conséquence de la concurrence internationale, sur ce terrain. Or, l'idée fondamentale des propositions russes est justement qu'on pourrait arriver à diminuer le fardeau des armements, si on parvenait à s'entendre pour diminuer cette concurrence internationale.

Mais il faut encore envisager la question à un autre point de vue.

Pour les différents Gouvernements il y a non seulement un danger extérieur à prévoir, mais ils ont aussi à tenir compte de l'opinion intérieure, qui peut devenir à la longue un péril.

Les charges militaires énormes qui pèsent sur les nations peuvent donner des armes dangereuses contre l'ordre social établi dans les différents pays. Et si, en raison des difficultés techniques, nous nous déclarions trop facilement incapables de faire un effort pour arriver à une solution de cette importante question, nous jouerions le jeu de ceux, qui trouvent leur avantage dans un soulèvement contre l'ordre existant.

M. le Dr. Stancioff, premier Délégué de la Bulgarie, prononce le discours suivant:

„J'ai l'honneur de prendre la parole pour affirmer la sympathie de la Délégation bulgare en faveur d'une proposition, de quelque source qu'elle vienne, qui tendrait à ne pas augmenter l'effectif actuel des forces armées, pendant une époque déterminée.

Car si chaque nation est une mère partielle à l'égard de son enfant privilégié „le soldat“ pour qu'il ne soit jamais en état d'infériorité vis à vis de ceux qui l'entourent, il n'est pas moins certain, que la possibilité d'un arrêt dans l'augmentation de l'armement serait une économie et une source de richesse pour les peuples qui y souscriraient.

La paix armée est ruineuse pour des petits pays, dont les besoins sont nombreux et qui auraient tout à gagner en plaçant leurs ressources

dans le développement de l'industrie, de l'agriculture et la nécessité du progrès.

C'est à ce point de vue que je me place en désirant emporter de la Conférence l'assurance de voir grandir la Bulgarie à l'intérieur, sans souci d'une augmentation d'effectifs, que l'exemple des autres nations lui impose.

Dès que la circulaire de Son Exc. le Comte Mouravieff a été publiée et livrée à la discussion, j'ai entendu dire souvent que la proposition qui nous occupe serait une atteinte aux droits souverains et à la liberté des nations. Mais, puisque nous la discutons librement, nous l'appliquerons aussi de notre bon vouloir quand elle aura puise sa force dans l'unanimité des consentements.

Et sans avoir la prétention d'influencer qui que ce soit, je signale d'avance mon vote pour laisser deviner aux pays qui entourent le mien, l'idée qui nous inspire et le développement pratique, que nous souhaitons à notre patrie pour son honneur moral et pour sa marche en avant."

M. le Général den Beer Poortugael dit: „Je tiens à constater que notre honoré collègue M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff est tout-à-fait en erreur en disant que j'ai été le défenseur des propositions du Colonel Gilinsky.

De ces propositions je ne savais pas un seul mot avant qu'elles ont été présentées à toute la Commission dans notre dernière séance.

Ce que j'ai défendu, c'est le premier thème de la circulaire du Comte Mouravieff, comme je l'ai dit de manière à ne pouvoir s'y méprendre, et, si je l'ai défendu chaleureusement, c'est qu'il le mérite.

M. le Délégué d'Allemagne a dit que tout ce que j'ai avancé des charges écrasantes et des impôts ruineux causés par les armements toujours croissants n'est pas applicable à sa patrie.

Tout en l'en félicitant, je constate que je n'ai pas eu en vue l'état actuel des choses, mais l'avenir. C'est pour ce motif que j'ai employé les mots: „en continuant dans cette voie“ et je crois toujours que cette voie est dangereuse même pour les Etats les plus riches.

Quant au service obligatoire, dont M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff a parlé dans la réfutation, qu'il m'a fait l'honneur de m'adresser, depuis presque quarante ans j'en ai défendu le principe. Comme lui, je regarde le service obligatoire ou personnel comme un devoir sacré et patriotique, mais, n'ayant pas parlé dans mon discours de ce service, tout ce que M. le délégué d'Allemagne en a dit ne peut avoir aucun rapport avec ce discours-là."

Personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la discussion générale close.

Il fait remarquer que les objections présentées ne se rapportaient qu'aux propositions relatives aux forces des armées de terre. Les propositions du délégué russe quant à la marine n'ont même pas encore été développées.

Il demande à l'Assemblée s'il lui convient de discuter les questions de détail séance tenante, ou s'il ne serait pas préférable d'en confier l'examen

soit aux Sous-Commissions techniques, soit à un comité spécial, où seraient surtout représentées les grandes Puissances, dont seules dépend une solution.

M. Raffalovich appuie le renvoi aux deux Sous-Commissions des deux propositions russes qui ont une base différente.

S. E. Sir Julian Pauncefote préférerait qu'un comité spécial fût institué pour l'examen de l'une et de l'autre proposition.

M. Bourgeois ne voit pas d'inconvénient à l'institution de ce comité, mais il désirerait que les petits Etats qui sont nécessairement enclins au maintien de la paix y fussent représentés également.

Le Président met aux voix la question par division.

Il est décidé de renvoyer les propositions russes à un examen technique par 17 voix (Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Espagne, France, Grande Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Turquie et Bulgarie) contre deux (Allemagne et Autriche-Hongrie) et trois abstentions (Danemark, Grèce, Suisse).

M. Raffalovich suggère de charger chaque Sous-Commission de constituer et de former un comité spécial.

Cette motion est adoptée.

Le Président propose à la première Sous-Commission de se réunir immédiatement (adopté).

La séance est levée.

Sixième Séance.

30 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Le procès-verbal de la séance du 26 juin est lu et adopté.

M. Miyatovitch, premier délégué de Serbie, désire faire une déclaration se référant au procès-verbal de la dernière séance. Il s'exprime en ces termes:

„Nous n'avions pas l'intention de prendre dès aujourd'hui la parole au sujet de la question qui est à l'ordre du jour, parce que nous avions pensé qu'il appartenait aux Grandes Puissances de se prononcer en premier lieu.

L'accord entre les Grandes Puissances aurait, nous semble-t-il, facilité une entente entre les petites, tandis qu'une déclaration de la part des petits Etats, disant qu'ils acceptaient ou n'acceptaient pas la proposition faite, ne nous semblait pas contribuer d'une manière décisive ou entraver sérieusement le succès de l'œuvre qui nous réunit ici.

Mais, puisqu'il y a déjà eu dans cette Commission des déclarations contenant une sorte d'appel direct à des Puissances dont nous sommes voisins, nous considérons comme étant de notre devoir de respect envers cette haute Assemblée et de courtoisie vis-à-vis de la Délégation qui a fait l'appel en question, de nous prononcer dès maintenant.

Nous avons donc l'honneur de déclarer hautement et en toute sincérité que la Serbie est peut être le pays du monde qui aspire le plus à une paix longue, non interrompue et honorable.

Le programme du Gouvernement, que son Souverain lui-même a tracé et, dans le dernier temps, renouvelé à maintes reprises, consiste à concentrer le plus clair de ses forces dans le but de développer les ressources économiques du pays.

Agissant en conformité avec l'esprit pacifique de ce programme, elle a, postérieurement à la circulaire du Comte Mouravieff, réduit de tout un quart ses effectifs de guerre. Nous pourrions mentionner plusieurs autres faits qui prouveraient abondamment combien nos désirs étaient pacifiques.

Et nous ne pouvons que nous féliciter d'entendre qu'un pays voisin et ami de la Serbie déclare, dans une circonstance aussi solennelle, vouloir suivre une politique que nous-mêmes pratiquons déjà.

Et notre espoir que nous ne serons pas entravés dans notre œuvre de recueillement, ni poussés en dehors des voies pacifiques, est d'autant plus sincère que nous aimons à croire que, par la paix internationale, on pourrait arriver à la justice internationale.

Nous avons, en effet, la conviction ferme que le grand mouvement d'idées élevées, provoqué dans le monde entier par la généreuse initiative de Sa Majesté l'Empereur de Russie, en fortifiant le sentiment de solidarité entre les nations civilisées, finira par donner un appui décisif aux petites Puissances qui, dans leurs aspirations nationales, ne demandent que le respect de leur indépendance, la justice et l'équité.

Et, en attendant que ce moment-là soit arrivé, nous ne manquerons jamais — tout en continuant à porter à notre armée une sollicitude légitime — de nous associer de grand cœur à toutes les entreprises à tendances humanitaires et civilisatrices. Aussi est-ce exclusivement par ces idées là qu'ont été inspirés tous nos votes dans le sein de la Conférence.

Quant à la question concrète de la non-augmentation des effectifs et de la fixation des budgets militaires, les instructions positives que nous avons reçues de notre Gouvernement depuis la dernière séance, nous donnent maintenant la possibilité d'émettre un vote définitif. Toutefois, comme le moment de voter n'est pas encore arrivé, nous croyons devoir, pour nous déclarer, attendre ce moment là."

Le Président rappelle qu'à la suite d'une décision prise dans la dernière réunion de la Commission, les propositions russes ont été renvoyées à l'examen des deux Sous-Commissions techniques.

Le Comité, chargé par la première Sous-Commission d'examiner les propositions du Colonel Gilinsky, s'est réuni deux fois et après un échange de vues approfondi dont il n'a pas été tenu de procès-verbal, voici la formule à laquelle il s'est arrêté:

„Les membres du Comité, chargé d'examiner les propositions du Colonel Gilinsky quant au premier point de la circulaire du Comte Mouravieff se sont réunis à deux reprises.

A l'exception de M. le Colonel Gilinsky, ils ont unanimement reconnu:

1° qu'il serait très difficile de fixer, même pour une période de cinq ans, le chiffre des effectifs sans régler en même temps d'autres éléments de la défense nationale;

2° qu'il serait non moins difficile de régler par une convention internationale les éléments de cette défense, organisée dans chaque pays d'après des vues très différentes.

En conséquence, le Comité regrette de ne pouvoir accepter la proposition, faite au nom du Gouvernement russe. La majorité de ses membres estime, qu'une étude plus approfondie de la question par les Gouvernements eux-mêmes serait à désirer.

Le Général Zuccari tient à préciser la position que le Gouvernement italien entend prendre au sujet des questions soulevées par les propositions russes sur les effectifs.

L'effectif de paix de l'armée italienne est fixé par des lois organiques que le Gouvernement italien n'a pas l'intention de changer.

Mais comme un engagement international sur ce sujet n'est pas jugé possible actuellement, le Gouvernement italien entend garder la même liberté d'action que les autres Puissances."

Le Président fait observer que c'est là constater l'impossibilité pour le moment d'aboutir à un résultat positif, mais avec le désir de voir les Gouvernements eux-mêmes reprendre l'étude des questions soulevées par le thème premier de la circulaire du Comte Mouravieff. Il demande si le Colonel Gilinsky peut se rallier à ce vœu.

M. le Colonel Gilinsky répond que du moment que l'entente immédiate ne peut s'établir, il considère comme très désirable l'étude préalable par les Gouvernements.

Le Président demande si aucun membre de l'Assemblée n'a d'autre proposition à faire.

Personne ne demande la parole.

Le Président demande s'il n'y a point d'opposition aux conclusions exprimées dans l'avis du Comité technique.

Il considère le silence de l'Assemblée comme une complète adhésion et croit dans ces conditions n'avoir à provoquer aucun vote. En effet, il n'y a pas de résolution à prendre et le Comité ne demande pas même une étude en commun. Pour le moment, c'est de chaque pays qu'il faudrait attendre une étude préalable et plus approfondie. (Marques nombreuses d'adhésion).

M. le Baron de Bildt, Premier Délégué de Suède et Norvège fait la déclaration suivante:

„Dans aucun pays, j'ose le dire, les propositions russes n'ont rencontré une sympathie plus spontanée et plus sincère qu'en Suède et en Norvège. Profondément convaincus de la nécessité de la paix, nous suivons depuis bientôt un siècle une politique qui ne vise que le maintien de bonnes relations avec les autres Puissances, et nos établissements militaires n'ont jamais eu qu'un seul but: la protection de notre indépendance et le maintien de notre neutralité. Un message de paix faisant entrevoir un arrêt dans les armements qui pèsent actuellement sur le monde, ne pouvait donc être chez nous que le bienvenu, et il ne saurait venir de meilleure part que de notre puissant voisin. Si, malgré cela, nous n'avons pu appuyer les

propositions mises en avant par M. le Colonel Gilinsky, ce n'est pas que nous n'ayons pas eu le même désir que lui quant à la question de fait, mais que nous nous sommes trouvés arrêtés par une importante question de forme.

Les propositions russes, en effet, ne distinguent pas entre les armées déjà organisées d'après les principes de la science militaire moderne, et celles qui sont encore régies par des conditions arriérées, surannées même, ou celles qui se trouvent en voie de transformation.

Elles ne font pas non plus de distinction entre les armées qui forment un instrument militaire complet, également apte à l'attaque ou à la défense, et celles qui, soit par la courte durée du service, soit par d'autres qualités distinctives, s'annoncent manifestement comme ayant avant tout un caractère défensif. C'est précisément le cas des armées suédoise et norvégienne, organisées sur la base d'un service obligatoire de quelques mois à peine, et se trouvant encore en voie de transformation.

Quand j'aurai mentionné que la plus grande partie des cadres de l'armée suédoise repose sur un système datant de deux siècles, j'aurai, je crois, assez dit pour vous convaincre que ce n'est pas là une organisation que l'on puisse s'engager à maintenir, fut-ce seulement pendant cinq ans.

Nous n'avons donc pu donner notre voix à la proposition russe telle qu'elle a été formulée, et je constate ce fait avec un sincère regret — je dirai plus — avec une vraie douleur. Car, Messieurs, nous allons terminer nos travaux en nous apercevant que nous avons été mis en face d'un des plus importants problèmes du siècle, et que nous avons fait bien peu de chose pour le résoudre.

Il ne faut pas nous faire d'illusions.

Quand les résultats de nos délibérations seront connus, il s'élèvera en dépit de tout ce qui aura été fait pour l'arbitrage, la Croix Rouge, etc. un grand cri: Ce n'est pas assez!

Et ce cri: „ce n'est pas assez“, la plupart de nous, dans nos consciences, nous lui donnerons raison. Notre conscience, il est vrai, nous dira aussi, pour nous consoler, que nous avons fait notre devoir, puisque nous avons fidèlement suivi nos instructions. Mais j'ose dire que ce devoir n'est pas fini et qu'il nous reste encore quelque chose à faire.

Je vais m'expliquer.

L'acte du Czar a déjà été couvert de toutes les fleurs de la rhétorique par des hommes beaucoup plus éloquents que moi. Il me suffira de dire que, puisque l'idée est grande et belle et qu'elle répond à un désir ressenti par des milliers et des milliers d'hommes, cela veut aussi dire qu'elle ne peut mourir. Si l'Empereur veut encore ajouter à la noblesse de cœur et à la générosité d'esprit dont il a fait preuve, la vertu de la persévérance, le triomphe de son œuvre est assuré. Il a reçu de la Providence non seulement le don de la puissance, mais aussi celui de la jeunesse. Si la génération à laquelle nous appartenons n'est pas destinée à accomplir la tâche, il pourra compter sur celle qui bientôt va prendre nos places. L'avenir est à lui. Mais, en attendant, nous tous qui désirons être, chacun

dans sa petite sphère d'activité, ses humbles et fidèles collaborateurs, nous avons le devoir de rechercher et de signaler à nos Gouvernements avec la plus entière franchise et la plus complète vérité, chaque imperfection, chaque lacune qui peut s'être produite dans la préparation ou dans l'exécution de l'œuvre, et de chercher avec ténacité les moyens de faire mieux et plus, soit que ces moyens soient à trouver dans de nouvelles conférences, dans des négociations directes ou tout simplement dans la politique du bon exemple. Voilà le devoir qui nous reste à accomplir.

En conclusion je déclare me rallier à la proposition que vient de faire Son Exc. M. Beernaert." (Applaudissements.)

M. de Bille, Premier Délégué du Danemark, tient à constater que les vues exprimées par le Baron de Bildt sont en complet accord avec celles du Gouvernement danois.

M. Léon Bourgeois s'exprime en ces termes:

"J'ai été très heureux d'entendre les paroles éloquentes que vient de prononcer M. le Baron de Bildt. Elles répondent non seulement à mon sentiment personnel et au sentiment de mes collègues de la Délégation française, mais, j'en suis sûr, au sentiment unanime des membres de la Conférence.

Je m'associe donc, Messieurs, à l'appel que M. le Délégué de Suède et Norvège vient de vous adresser. Je crois même que pour manifester plus complètement encore la pensée qui l'a inspiré, la Commission a quelque chose de plus à faire.

J'ai lu attentivement le texte des conclusions adoptées par le Comité technique. Ce texte indique avec beaucoup de précision et de force les difficultés qui s'opposent actuellement à la conclusion d'une convention internationale pour la limitation des effectifs. L'examen de ces difficultés pratiques était bien exactement l'objet du mandat du Comité technique et nul ne songe à critiquer les termes dans lesquels il s'est acquitté de ce mandat déterminé.

Mais, la Commission a le devoir de considérer d'un point de vue plus général et plus élevé le problème posé par le premier paragraphe de la circulaire du Comte Mouravieff. Elle ne veut certainement pas se désintéresser de la question de principe posée devant le monde civilisé par l'initiative généreuse de Sa Majesté l'Empereur de Russie. Et il me paraît nécessaire qu'une résolution complémentaire soit adoptée par nous pour manifester plus nettement le sentiment qui animait le précédent orateur et qui doit nous faire souhaiter à tous que l'œuvre entreprise ne soit pas abandonnée.

Cette question de principe se résume en termes fort simples: la limitation des charges militaires qui pèsent sur le monde est-elle désirable?

J'ai écouté avec grand soin dans la séance dernière le remarquable discours de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff. Il a présenté avec la plus grande force les objections techniques qui, selon lui, devaient empêcher la Commission d'adopter les propositions de M. le Colonel Gilinsky. Il ne m'a pas semblé toutefois qu'il contestât en elles mêmes les idées

générales au nom desquelles nous sommes réunis ici. Il a montré que l'Allemagne supportait facilement les charges de son organisation militaire et rappelé qu'elle avait pu poursuivre néanmoins un développement économique considérable.

J'appartiens à un pays qui supporte aussi allègrement les obligations personnelles et financières que le service de la défense nationale impose à ses citoyens et nous avons l'espoir de montrer l'an prochain au monde qu'elles n'ont point ralenti l'activité de notre production, ni entravé l'accroissement de notre prospérité économique. Mais, M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff reconnaîtra certainement avec moi que, pour son pays comme pour le mien, si les ressources considérables qui sont consacrées à l'organisation militaire étaient en partie mises au service de l'activité pacifique et productrice, l'ensemble de la prospérité de chaque nation ne cesserait de s'accroître suivant un mouvement beaucoup plus rapide.

C'est cette idée qu'il importe non seulement d'exprimer ici entre nous, mais, s'il est possible, de manifester devant l'opinion.

C'est pourquoi, si j'avais à exprimer un vote sur la question posée par le paragraphe premier de la proposition du Colonel Gilinsky, je n'hésiterais pas à me prononcer dans le sens de l'affirmative.

Au reste, nous n'avons peut être pas ici le droit de considérer seulement comment notre pays en particulier supporte les charges de la paix armée. Notre tâche est plus haute: c'est l'ensemble de la situation des nations que nous sommes appelés à examiner.

En d'autres termes, nous n'avons pas seulement à émettre des votes particuliers répondant à notre situation spéciale. S'il est une idée générale qui puisse servir au bien commun, nous devons essayer de la dégager. Notre but n'est pas de nous former en majorité et en minorité; il faut, non mettre en lumière ce qui peut nous séparer, mais nous attacher à ce qui peut nous réunir.

Si nous délibérons dans cet esprit, nous trouverons, je l'espère, une formule d'ensemble qui, réservant les difficultés que nous connaissons tous, exprime du moins cette pensée que la limitation des armements serait un bienfait pour l'humanité et donne aux Gouvernements l'appui moral nécessaire pour leur permettre de poursuivre ce noble objet.

Messieurs, le but de la civilisation nous paraît être de mettre de plus en plus, au dessus de la lutte pour la vie entre les hommes, l'accord entre eux pour la lutte contre les cruelles servitudes de la matière. C'est la même pensée que l'initiative du Czar nous propose d'affirmer pour les rapports entre les nations.

Si c'est une nécessité douloureuse d'être obligés de renoncer actuellement à une entente positive et immédiate sur cette proposition, nous devons essayer de prouver à l'opinion publique que nous avons du moins sincèrement examiné le problème posé devant nous. Nous n'aurons pas travaillé en vain si, en en formulant les termes généraux, nous indiquons le but vers lequel nous désirons unanimement, je l'espère, voir marcher l'ensemble des peuples civilisés." (Applaudissements).

Le Président prie M. Bourgeois de vouloir bien formuler par écrit le vœu qu'il vient d'exprimer si éloquemment.

M. Léon Bourgeois propose la rédaction suivante:

„La Commission estime que la limitation des charges militaires, qui pèsent actuellement sur le monde, est grandement désirable pour l'accroissement du bien être matériel et moral de l'humanité.“

Aucun délégué ne demandant la parole sur la proposition de M. Bourgeois, écouté tout à l'heure avec tant de faveur, le Président la déclare adoptée.

M. Delyanni, délégué de la Grèce, désire expliquer pourquoi il n'a pas pu soutenir les propositions du Délégué de Russie, ainsi que les raisons pour lesquelles son Gouvernement ne pourrait pas s'associer actuellement à des mesures qui entraveraient ses efforts concernant la réorganisation de son armée.

„Je suis loin, dit-il, de méconnaître la largeur des vues de la circulaire russe du 30 décembre 1898, et j'admire au contraire la magnanimité de S. M. l'Empereur Nicolas II, qui, pour alléger le lourd fardeau qui pèse sur les peuples par l'entretien de grandes armées, propose de stipuler la non-augmentation, pour un terme à fixer, des effectifs actuels des forces armées de terre et de mer, ainsi que des budgets de guerre y afférents, et une étude préalable des voies dans lesquelles pourrait même se réaliser dans l'avenir une réduction des effectifs et des budgets ci-dessus mentionnés. Je crois pourtant qu'on devrait avant de prendre une décision définitive sur cette grave question, tenir compte de la situation particulière de chacun des pays représentés à cette Conférence; ainsi, pour ce qui concerne la Grèce, je désirerais soumettre à l'appréciation de la Conférence et développer les vues de mon Gouvernement sur le sujet qui fait l'objet du thème premier de la circulaire russe:

Par suite de difficultés budgétaires et de la situation financière, dans laquelle la Grèce s'est trouvée pendant ces dernières années, nous n'avons pas pu nous occuper d'une manière sérieuse de la réorganisation de notre armée d'après les principes admis par tous les pays, ni de la doter d'un armement perfectionné.

Après la dernière guerre, le Gouvernement hellénique s'est vu dans la nécessité de s'occuper très sérieusement de la réorganisation, sur de nouvelles bases, de son armée et de sa marine, ainsi que de la réfection de son armement militaire et naval, mais comme ces questions d'une importance capitale pour le pays, se trouvent à l'étude et qu'aucune résolution définitive n'a pu encore être prise, il ne nous semble pas pouvoir prendre sur ces questions des engagements formels, qui lieraient le Gouvernement Royal, au cas où les études qui sont poursuivies en ce moment sur sa situation militaire, l'amèneraient à augmenter par la suite, dans une certaine mesure, les cadres ou le nombre de ses forces militaires et navales en temps de paix; d'autant plus que la force de son armée actuelle est proportionnellement de beaucoup inférieure à la moyenne des armées des autres Etats, et surtout de ceux dont la situation budgétaire et le

chiffre de la population présentent une analogie avec la Grèce; car, si la Grèce se tenait dans les mêmes proportions que les Etats dont j'ai eu l'occasion de parler, elle devrait entretenir, en temps de paix, une armée beaucoup plus nombreuse que celle qu'elle entretient actuellement.

Pour ces raisons, la Grèce, tout en rendant hommage à l'idée généreuse dont s'inspire la circulaire russe, ne saurait se rallier d'une manière générale à des obligations prohibitives concernant la non-augmentation, pour un terme à fixer, des effectifs actuels des forces armées de terre et de mer, ainsi que des budgets de guerre y afférents, ou la réduction dans l'avenir des effectifs et des budgets susmentionnés."

L'Assemblée passe à l'examen des propositions russes se rapportant à la marine.

Le Président donne lecture du Rapport de la Sous-Commission, qui est ainsi conçu:

„La seconde Sous-Commission s'est réunie lundi, le 26 courant, immédiatement après la séance de la Première Commission, pour prendre en considération les propositions russes, concernant la marine, telles qu'elles ont été formulées par le Délégué de la Russie, M. le Capitaine Schéine.

Celui-ci a bien voulu donner à la Sous-Commission quelques explications ultérieures pour bien préciser le sens et la portée des propositions spécifiées dans l'annexe G au compte-rendu sommaire de la séance de la Première Commission du 23 juin.

Le Capitaine Schéine, après avoir constaté que le budget de la marine, visé dans les propositions russes, comprend le budget extraordinaire aussi bien que le budget ordinaire, a fait cette communication importante, qu'il est bien entendu que chaque Puissance garde une liberté entière relativement au montant de la somme qu'elle s'engage, éventuellement pour un terme de 3 ans, à ne pas dépasser. La Russie elle-même se propose préalablement de fixer le montant à 10 % de plus que son budget actuel, mais chaque Puissance pourrait choisir comme base de l'engagement un budget augmenté dans la mesure qui lui paraît nécessaire, en allant jusqu'au maximum des augmentations annoncées par les Puissances.

De l'échange de vues qui a eu lieu dans la Sous-Commission, il ressort:

1° Que quelques délégués entrevoient, en effet, une possibilité d'accepter, en principe, les propositions russes, mais doivent attendre pour se prononcer définitivement les instructions de leurs Gouvernements.

2° Que la majorité des délégués de la Sous-Commission n'a pas voulu se prononcer dans ce sens, attendu que, de prime abord, des difficultés constitutionnelles s'opposeraient, dans les pays parlementaires, à lier d'avance le vote budgétaire des assemblées législatives.

Lorsqu'enfin, après une discussion prolongée, il a paru impossible d'arriver à un accord ou de trouver un expédient autre que celui de laisser la question ouverte, le Président, M. van Karnebeek, a proposé que les délégués recommanderaient à leurs Gouvernements une étude des

propositions russes qui leur permettrait d'en décider dans une Conférence ultérieure.

Cette proposition n'ayant pas obtenu la sanction de la Sous-Commission (5 voix pour, 5 voix contre et 5 voix s'abstenant), celle-ci a du passer au vote sur une motion du Capitaine Schéine, ayant pour but d'inviter les délégués à obtenir, dans le plus court délai possible, des instructions leur permettant de se prononcer avant la fin de la Conférence, d'une manière définitive, sur les propositions du Gouvernement russe. Sept voix ayant voté pour, une voix contre et sept s'abstenant, cette proposition du Capitaine Schéine a dû être regardée comme adoptée; et la Sous-Commission, ayant ensuite chargé quatre de ses membres de rapporter le résultat de ses délibérations à la Première Commission, les soussignés formant ce Comité de Rédaction, ont donc l'honneur de constater que l'opinion qui a prévalu dans la Sous-Commission, tout en n'impliquant pas l'acceptation des propositions russes, n'exclut pas l'espoir que l'on réussira à trouver la voie menant au but d'introduire „un temps d'arrêt“ dans les budgets de la marine.

Il reste avec la première Commission de confirmer ou d'infirmer par son vote, la proposition susmentionnée du Capitaine Schéine.“

(s.) Bille.

(s.) Soltyk.

(s.) Schéine.

(s.) Corragioni d'Orelli.

Le Président dit que, d'après son appréciation personnelle, la décision à laquelle la Sous-Commission s'est arrêtée n'est pas très heureuse.

Voici la Conférence arrivée presque au terme de ses travaux et les propositions russes sont connues depuis longtemps; si les délégués n'ont pas pu obtenir jusqu'à présent des instructions précises, il n'est vraiment pas probable qu'ils en recevront pendant le peu de temps qui nous sépare de la clôture de nos travaux.

La solution à laquelle on s'est arrêtée quant à la question des armements sur terre lui paraîtrait aussi la meilleure en ce qui concerne la marine.

M. de Bille, s'associant à la manière de voir de M. Beernaert, donne l'explication suivante:

„Le Comité qui a rédigé le rapport que vous venez d'entendre ne se dissimule pas qu'il a pu ne pas vous paraître satisfaisant en ceci qu'il n'invite pas la première Commission à se prononcer pour ou contre les propositions russes. Le fait est que dans la Sous-Commission un argument concluant, suffisant pour adopter ou pour rejeter d'emblée les propositions du délégué russe, n'a pas été présenté.“

On s'est arrêté à la difficulté qu'il y aurait à fixer d'avance pour trois ans et par un engagement international, les budgets de la marine.

Nous avons estimé que cette difficulté est de celles, dont il appartient surtout aux Gouvernements de se préoccuper.

Il se peut qu'ils hésitent à s'engager dans cette voie; il se peut aussi

qu'ils ne craignent pas d'y entrer. C'est pour cela que la Sous-Commission a cru devoir se borner à tenir la question ouverte. Si la difficulté dont il s'agit était écartée, ce qui ne me semble pas impossible, il faudrait examiner de plus près et élucider plus clairement le procédé même par lequel le Gouvernement russe veut arriver à établir ces proportionalités entre les budgets de la marine, d'où devrait sortir automatiquement la limitation des dépenses qui, au bout de compte, est le but que tout le monde voudrait atteindre.

En attendant, nous n'avons pas voulu exclure, ne fût-ce que par courtoisie envers le délégué de la Russie, la possibilité que quelques Gouvernements puissent donner des instructions avant la fin de la Conférence; mais je ne crois pas cette éventualité probable et je n'hésite donc pas à appuyer la proposition que vient de faire l'honorable Président."

M. le Capitaine de frégate Schéine croit avoir la certitude que plusieurs délégués ne regardent pas comme impossible d'arriver à un accord pendant la durée de cette Conférence même, ce qui serait un résultat fort heureux. Ce sont surtout des obstacles parlementaires et budgétaires et non des obstacles techniques, qui s'opposent à une solution définitive et immédiate de la question.

Le Président persiste à croire que M. Schéine se fait des illusions en comptant que les instructions nécessaires pourraient encore arriver avant la fin de la Conférence.

M. le Capitaine de frégate Schéine n'insiste pas pour qu'on attende l'arrivée de ces instructions et se rallie à la proposition de Son Exc. M. Beernaert tendant à ce que la Commission exprime le désir de voir les Gouvernements procéder eux-mêmes à une nouvelle étude plus approfondie de la question.

Cette proposition est adoptée sans contradiction.

Sur la proposition de M. le Président, M. van Karnebeek est désigné comme Rapporteur de la Première Commission auprès de la Conférence. (Assentiment).

M. Raffalovich propose l'impression in extenso du procès-verbal de la Séance du 26 juin ainsi que de celui d'aujourd'hui, 30 juin. (Assentiment).

La séance est levée.

Septième Séance.

17 juillet 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van Karnebeek.

Le Président prend possession du fauteuil et s'exprime en ces termes:

Messieurs!

„Lorsqu'au seuil de la Conférence, nous nous sommes trouvés dans le cas heureux de pouvoir adresser respectueusement de chaleureuses félicitations à S. M. l'Empereur de Russie, nous n'avons certes pas cru que pendant

le cours de nos réunions nous aurions encore à nous associer à un grand deuil de S. M. et de la Famille Impériale.

Je suis sûr, Messieurs, d'exprimer un sentiment que vous avez tous dans le cœur et que tous les membres de la Conférence partagent, en vouant au début de cette séance — la première qui se tient après le triste événement — le tribut de notre profonde et respectueuse sympathie à la douleur que cause à S. M. l'Empereur, à l'auguste Famille Impériale et à tout le peuple russe, la mort de S. A. I. le Grand Duc Héritier.

Comme Vice-Président de la Conférence, je me permets de prier notre Honorable Président, ici présent, de vouloir bien être auprès de Son Illustre Souverain, l'intermédiaire des humbles et sincères condoléances de la Conférence.“

S. E. M. Staal exprime sa profonde reconnaissance de ce témoignage de sympathie dans les circonstances dououreuses que traverse la Famille Impériale; il s'empressera de transmettre à Son Auguste Maître les condoléances qui ont été exprimées, au nom de la Conférence, en termes si élevés par l'honorable vice-président.

Le Président dit que Son Exc. M. Beernaert a été empêché de se rendre à l'appel, qui lui a été fait, d'autres devoirs d'une grande importance le retenant en Belgique.

Il ajoute qu'en l'absence de M. Beernaert c'est lui, qui aura aujourd'hui l'honneur de le remplacer.

Il fait appel à l'indulgence de la Commission car se sont de doubles fonctions qu'il aura à remplir; celle de Président et celle de Rapporteur; il donne l'assurance que cette dernière qualité ne nuira pas à l'impartialité du Président.

L'ordre du jour porte en premier lieu l'examen du procès-verbal de la dernière séance qui a été imprimé et distribué.

Personne n'ayant formulé d'observations, le procès-verbal est adopté.

Le Président met en discussion le projet du rapport qui sera présenté à la Conférence au nom de la première Commission.

Il est décidé qu'on en discutera successivement les quatre divisions.

Le Président ouvre la discussion sur la première partie du rapport.

M. van Karnebeek fait observer qu'il s'est permis, en vue d'arriver à une meilleure rédaction, de changer légèrement le texte des trois points sur lesquels un engagement a pu être obtenu par la Commission.

Après un échange de vues entre M. M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Colonel Gilinsky, le Comte de Macédo, le Général den Beer Poortugael et le Rapporteur, il est décidé de rétablir en ce qui concerne les trois points de la première partie du rapport, le texte tel qu'il a été voté par la Commission. M. le Délégué d'Allemagne a fait notamment observer que la rédaction primitive rendait, selon lui, plus exactement le sens technique.

M. Beldiman demande d'indiquer dans le rapport, entre parenthèses, les noms des Puissances qui ont voté contre les propositions ou qui se sont abstenues.

M. le Comte de Macédo ne voit pas d'inconvénient à cette proposition, mais dans le cas où elle serait adoptée, il désirerait qu'on indiquât également les motifs pour lesquels il s'est abstenu de voter l'interdiction de l'emploi des balles dilatables.

M. le Capitaine Mahan exprime le même désir quant aux obus à gaz asphyxiants.

Le Président fait ressortir que la demande de M. Beldiman et du Comte de Macédo tend à reproduire encore une fois les procès-verbaux de la Commission, ce qui n'est pas l'objet du rapport.

M. Raffalovich est du même avis et il ajoute que les rapports du Général den Beer Poortugael et du Comte Soltyk sont suffisamment explicites et faciles à consulter, pour que M. Beldiman y trouve toute satisfaction.

M. Beldiman voudrait qu'il fut fait mention tout au moins de la date des séances ou les votes ont eu lieu.

Bien que les deux premiers points de cette partie du rapport ne paraissent pas avoir une très grande importance et que l'unanimité ait fait défaut en ce qui concerne les deux derniers, le Rapporteur a cru qu'il n'y avait pas lieu pour la Commission de négliger ces résultats.

La meilleure forme dans laquelle on pourrait les faire valoir lui paraît être de proposer à la Conférence d'étendre la Déclaration de St. Pétersbourg du 29 novembre 1868 aux trois points dont il s'agit pour une durée de cinq ans.

Parmi les Puissances représentées à la Conférence, il y en a un certain nombre qui n'ont pas participé à la Déclaration de St. Pétersbourg.

La formule qu'il propose aurait pour avantage que leur signature comporterait leur adhésion à la Déclaration de 1868.

En appliquant la limitation de cinq ans de durée à tous les trois points, on irait ainsi dans une certaine mesure au devant des considérations, qui ont empêché les représentants de deux Gouvernements à cette Conférence de se rallier au vote concernant les balles expansives.

MM. le Capitaine de vaisseau Mahan, le Colonel Gilinsky, de Martens, Beldiman, le Capitaine de vaisseau Schéine et M. Bourgeois font les objections suivantes à la proposition soumise dans le projet de rapport:

En ce qui concerne l'interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères et celui des balles expansives, le terme de cinq ans substitué à l'interdiction perpétuelle changerait la portée de la décision qui a été votée par la Commission. Ce serait donc une proposition nouvelle qui devrait être votée et pour laquelle de nouvelles instructions seraient nécessaires. (MM. Mahan, Schéine.)

Le Colonel Gilinsky insiste que l'interdiction d'employer les balles expansives et dilatables doit rester pour toujours, comme il a été décidé à plusieurs reprises par la Sous-Commission et la Commission.

La proposition aurait pour conséquence de changer le caractère de la Déclaration de St. Pétersbourg, qui a été considérée comme conclue pour toujours; il paraît difficile, au point de vue juridique, d'amener des

Puissances qui n'ont pas signé la Déclaration de St. Pétersbourg à y adhérer implicitement et incidemment en signant la convention qui sera le résultat de la Conférence de la Haye, vu que la Déclaration de St. Pétersbourg n'a pas été discutée ici (MM. Gilinsky, de Martens et Beldiman).

Il y a eu des motifs de s'engager à perpétuité pour certains points et à terme pour d'autres, attendu qu'il est nécessaire de distinguer ce que l'on connaît et ce qui nous est inconnu.

Il serait donc utile de maintenir les textes primitifs qui tiennent compte de cette différence (M. Bourgeois).

Le Rapporteur répond qu'il s'agit de présenter à la Conférence les résultats de l'examen de la Commission sous forme de Convention. Si l'on ne prend pas pour base la Déclaration de St. Pétersbourg en l'étendant aux trois points en question pour une durée de cinq ans, il faudrait, du moment où l'on veut se tenir strictement aux trois votes, trois différentes conventions et il semble qu'alors il y aura moins de chance d'arriver à un résultat présentable.

La modalité proposée par lui ne touche en rien à la force ou à la durée des engagements pris par la Déclaration de St. Pétersbourg. Ces engagements ne seront point limités à cinq ans. Cette limitation dans la formule proposée ne porte que sur les points nouveaux qu'il propose de rattacher à cette Déclaration.

En les y rattachant, on placera les nouveaux engagements sous le régime de la dite Déclaration ce qui est important en ce qui regarde leur portée vis-à-vis des Puissances non-signataires.

Le Président donne lecture de la rédaction suivante proposée par M. de Martens et destinée à servir de préface à l'engagement à prendre.

„Les Puissances signataires animées des mêmes sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration des St. Pétersbourg, prennent l'engagement pour un terme de:“

M. le Capitaine de vaisseau Mahan trouve inutile de parler de sentiments; il s'agit de se placer sur un terrain pratique; il propose en conséquence la formule suivante: „Les Puissances signataires déclarent etc.“

Sur l'initiative de M. Bourgeois appuyé par M. Raffalovich, le Président propose de soumettre à la Conférence les trois textes tels qui ont été votés par la Commission et de confier au Comité de l'acte final la rédaction de la Convention à conclure.

Cette proposition est adoptée.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel croit utile de rappeler que dans le vote relatif à l'interdiction de projectiles ayant pour but unique de répandre des gaz asphyxiants, plusieurs délégués, lui-même compris, pendant que le vote est représenté dans le rapport comme adopté sans réserve par tous les délégués, n'ont voté affirmativement qu'à condition de l'unanimité.

S. E. Sir Julian Pauncefote dit qu'en effet quatorze délégués se sont trouvés dans cette situation.

Le Président répond que le vote dont il s'agit a eu lieu dans la

Sous-Commission, tandis que le rapport doit se baser sur ce qui s'est passé dans la séance plénière.

M. le Comte de Macédo croit que le mot „unique“ a été introduit par erreur dans le texte du rapport. Il cite notamment un passage du rapport du Général den Beer Poortugael de la première Sous-Commission.

Le Rapporteur ainsi que plusieurs délégués font observer que la première Sous-Commission ne s'est occupée qu'incidentement des projectiles répandant des gaz délétères ou asphyxiants, mais que c'est la seconde Sous-Commission qui a discuté amplement la question.

MM. le Capitaine de vaisseau Mahan et le Capitaine de frégate Schéine disent que le mot „unique“ a été introduit à dessein.

Le Président met en discussion la deuxième partie du rapport laquelle est adoptée après une courte discussion entre M. le Général den Beer Poortugael qui demande la suppression du mot „Peut-être“ à l'avant dernière phrase et M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff qui insiste pour le maintien de ce terme.

M. le Général den Beer Poortugael retire sa demande.

Le Président met en discussion la troisième partie du rapport.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff n'est pas certain que le vote de la Commission sur les conclusions du Comité technique soit indiqué dans le rapport avec une précision suffisante.

Il serait utile de faire ressortir, que la Commission a accepté à l'unanimité les termes du rapport présenté par le Comité technique, relativement aux propositions russes.

Le Président demande à M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff s'il a une rédaction nouvelle à proposer.

Le délégué d'Allemagne répond qu'il n'en a pas préparée.

M. le Colonel Gilinsky fait observer que tout le monde n'a pas été d'accord avec les conclusions du Comité technique et que la résolution de M. Bourgeois a été acceptée à l'unanimité.

Un échange de vues s'engage entre M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, M. van Karnebeek, M. Bourgeois et M. Beldiman sur les conditions dans lesquelles la Commission a accepté les conclusions du Comité technique et l'adjonction du texte proposé par M. Bourgeois dans la séance précédente. Il ressort de cet échange de vues que la Commission a adopté à l'unanimité les termes du rapport du Comité technique, ainsi que la résolution formulée par M. Bourgeois, laquelle a été séparément mise au vote par Son Exc. M. Beernaert.

M. Bourgeois pour donner satisfaction aux désirs exprimés de divers côtés, propose de rédiger comme suit cette partie du rapport:

„En conséquence, après avoir adopté à l'unanimité les propositions du Comité technique, la Commission a adopté, également à l'unanimité, pour traduire cette pensée, la résolution qui à cet effet lui a été proposée par M. le premier délégué de France.“

La proposition de M. Bourgeois est adoptée.

M. Beldiman propose que les noms des délégués qui ont fait partie du Comité technique soient ajoutés dans le rapport.

M. le Capitaine Crozier rappelle dans quelles conditions ce Comité technique a fonctionné. Les membres ont pris part aux travaux, non pas comme délégués de Gouvernements, mais comme mandataires de la Sous-Commission en leur qualité technique individuelle. Il s'oppose à la proposition de M. Beldiman.

M. M. le Baron de Bildt et Abdullah Pacha s'expriment dans le même sens que le Capitaine Crozier.

Le Président met aux voix la proposition de M. Beldiman, qui est adoptée par 12 voix contre 10 et une abstention.

M. le Capitaine de Vaisseau Mahan, au nom de la Délégation des Etats-Unis, fait la déclaration suivante:

„La Délégation des Etats-Unis d'Amérique s'est associée aux conclusions présentées à la Conférence par la première Commission relativement au premier point de la circulaire russe du 30 décembre 1898, notamment que les propositions des délégués russes, tendant à fixer le total des effectifs et des budgets militaires et navals, pour une période de cinq, respectivement de trois ans, ne peuvent être acceptées maintenant et qu'une étude plus approfondie, de la part des différents Etats, est désirable. Mais, tout en adhérant à ce qui semblait la seule solution pratique d'une question soumise à la Conférence par la circulaire russe, la Délégation demande qu'il soit pris acte de ce qu'en le faisant, les Etats-Unis n'expriment aucune opinion relativement aux mesures à prendre par les Etats de l'Europe.

Cette déclaration n'est pas faite dans le but d'indiquer l'indifférence à l'égard d'un problème difficile, parce qu'il n'affecte pas directement les Etats-Unis, mais elle exprime la détermination de s'abstenir d'énoncer des opinions sur des sujets qui concernant l'Europe seule et dans lesquelles les Etats-Unis, pour cette raison, n'ont aucune prétention d'entrer.

Le texte, proposé par M. Bourgeois et adopté par la première Commission, a aussi reçu l'approbation sincère de la Délégation des Etats-Unis parce que par là la Délégation exprime l'intérêt cordial et la sympathie avec lesquels les Etats-Unis, tout en s'abstenant soigneusement de ce qui pourrait ressembler à une intervention, considèrent tous les efforts qui semblent tendre au bien-être de l'Europe.

Les armements militaires et maritimes des Etats-Unis sont aujourd'hui si peu considérables, relativement à l'étendue du territoire et au chiffre de la population, et en comparaison des armements des autres nations, que l'importance des armements des Etats-Unis ne peut être la cause d'aucune charge financière supplémentaire pour les autres nations, et qu'elle ne saurait faire le sujet d'une discussion mutuellement profitable.“

La troisième partie du rapport est acceptée par la Commission.

La quatrième partie du rapport est adoptée sans discussion.

Son Excellence M. Staal propose d'adresser au Rapporteur les

remerciements de la Commission pour toute la peine qu'il s'est donnée.
(Assentiment.)

La séance est levée.

Huitième Séance.

20 juillet 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van Karnebeek.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Le Président dit qu'il y a à reprendre la discussion sur les divisions I et III du rapport qui ont été modifiées conformément aux décisions de la Commission.

Le Rapporteur, M. van Karnebeek, dit qu'on lui a fait la remarque que le vote relatif à l'interdiction des projectiles ayant pour but unique de répandre des gaz asphyxiants a été voté à l'unanimité moins une voix et que six voix de la majorité se sont prononcées pour l'affirmative seulement en cas d'unanimité. Il reconnaît que cela est vrai, mais cependant il adresse un appel pressant à la Délégation des Etats-Unis d'Amérique. Cette délégation sera juge de la situation et verra si elle doit maintenir son vote négatif et par là entraver l'unanimité.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan dit qu'il craint de commencer la discussion à nouveau. Il aurait voulu résérer cela jusqu'à la séance plénière de la Conférence. Il parle au nom de la Délégation des Etats-Unis qui a pris une résolution de principe et ne trouve pas logique de permettre l'emploi de bateaux sous-marins et plongeurs et d'interdire celui des obus à gaz asphyxiants. Il lui est impossible de revenir sur son premier vote parce qu'il s'agit d'une question de principe.

Le Rapporteur croit qu'il vaut mieux arriver maintenant à un résultat dans la Commission que de revenir à la question devant la Conférence.

N'ayant pas réussi à modifier les dispositions de la Délégation des Etats-Unis, il ne reste qu'à changer le point 2 de la division I en ajoutant à la fin „(mais de la majorité six voix se sont prononcées pour l'affirmative seulement en cas d'unanimité)“.

M. le Comte de Macédo, après avoir dit qu'il a fait erreur dans la séance précédente en croyant que le mot „unique“ ne se trouvait pas dans le texte relatif au point 2, explique qu'il a voté „oui“ pour ne pas sortir du concert presque unanime dans un objet très secondaire, bien qu'il soit convaincu que l'emploi du mot „unique“ n'ait pour effet de rendre absolument vide de portée l'interdiction proposée et peut-être de faire envisager sous un jour moins favorable certaines résolutions de la Conférence.

Une discussion à laquelle prennent part M.M. le Capitaine de vaisseau Mahan, le Colonel Gilinsky, Beldiman, le Capitaine de frégate

Nosov. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

Y

Schéine, le Colonel Coanda et le Rapporteur, s'engage sur la question de savoir si l'on maintiendra le dernier alinéa de la division I.

A la suite d'observations présentées par Son Exc. le Comte Nigra, M. Raffalovich, M. Motono, M. le Comte de Macédo, M. Beldiman et M. Miyatovitch, il est décidé que la Commission proposera à la Conférence une déclaration ou une convention sur chaque point séparément.

Consultée sur les trois points, la Commission se prononce sur le premier point à l'unanimité;

Sur le second point, par 17 voix (Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon (sous condition d'unanimité), Monténégro, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Turquie, Bulgarie); contre deux (Etats-Unis d'Amérique et Grande Bretagne);

Sur le troisième point par 16 voix (Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon, Monténégro, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Turquie, Bulgarie); contre deux (Etats-Unis d'Amérique et Grande Bretagne) et une abstention (Portugal).

Le Président dit qu'il sera tenu compte dans le rapport des décisions qui viennent d'être prises.

Le Président constate que la première division est ainsi arrêtée.

La 3ième division (III) est adoptée après substitution des mots „à l'exception de M. le Colonel Gilinsky“ aux mots: „sans compter M. le Colonel Gilinsky, auteur de la proposition“.

Le Président déclare le rapport adopté; il ajoute que les travaux de la Commission sont terminés et en cet état de choses il demande que le Bureau puisse arrêter les termes du procès-verbal de cette séance qui sera la dernière. (Assentiment.)

La séance est levée.

Première Sous-Commission.

Première Séance.

26 mai 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Le Président fait observer que la question de principe soumise à l'examen de la première Sous-Commission peut être traduite en ces termes:

Y a-t-il lieu de renoncer conventionnellement à l'emploi de tout perfectionnement nouveau dans l'art de la guerre et d'interdire la mise en usage dans les armées et les flottes de nouvelles armes à feu quelconques et de nouveaux explosifs, aussi bien que de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement tant pour les fusils que pour les canons?

M. le Général den Beer Poortugael se demande s'il serait possible de renoncer tout-à-fait à toute invention qui se présente. Ce serait très-difficile, car une invention nouvelle pourra donner lieu non à des dépenses

nouvelles, mais à des économies. Dans le cas d'une entente internationale, les Pays-Bas s'y associeront volontiers.

M. le Colonel Gilinsky donne connaissance d'une proposition d'après laquelle le Gouvernement Impérial, trouvant que le fusil actuellement en usage dans toutes les armées est à peu près de même calibre et de même qualité, propose la fixation d'un terme à déterminer pendant lequel les fusils actuellement en service ne seraient pas remplacés par d'autres. Le fusil automatique n'existe pour le moment qu'à l'état de proposition et n'est encore adopté nullepart. Il n'est pas question de défendre les inventions nouvelles, mais de fixer pour un certain temps le type actuel sans exclure les perfectionnements qui ne les modifieraient pas essentiellement et ne transformerait pas le fusil actuel en fusil automatique.

L'objet de cette proposition est d'empêcher de nouvelles dépenses.

M. le Capitaine d'Ayres d'Ornellas demande si cette interdiction vise seulement les fusils et les canons en usage, ou bien si elle s'applique également aux armes à feu en voie d'être adoptées.

Le Président suppose que les nations qui seraient arriérées pourraient se mettre au niveau des autres.

D'après le Colonel Gilinsky le fusil est à peu près le même dans toutes les armées. On admet le perfectionnement du type actuel. Pour le moment, il n'est question que du fusil.

M. le Capitaine d'Ayres d'Ornellas précise la question. Il est vrai que le fusil est à peu près le même dans les différentes armées européennes, mais le calibre en diffère. Il varie entre 6 et 8 m.m.

Le Président demande s'il ne conviendrait pas de présenter une formule précise quant à un minimum de calibre.

M. le Général den Beer Poortugael propose que les types de fusils restent les mêmes et qu'on accepte les calibres 6, 7 et 8 comme limites.

Dans la discussion générale de la seconde proposition de la circulaire russe, M. le Capitaine Crozier déclare que la suggestion d'interdire l'emploi de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement, pourrait aller à l'encontre de l'un des principaux objets de la proposition russe. Supposant que par une poudre plus puissante on entend une poudre qui donne une plus grande vélocité à un projectile d'un poids donné ou la même vélocité à un projectile plus lourd, on sait qu'une poudre est puissante en proportion de la production de volume de gaz fourni par la température de combustion. Or, on pourrait très-bien supposer possible de produire une poudre qui, fournissant un plus grand volume de gaz à une température plus basse de combustion, pourrait être plus puissante qu'aucune poudre actuellement en usage et qui, en même temps, à raison de la basse température, fatiguerait moins le fusil, ce qui permettrait de conserver celui-ci en service pendant plus longtemps. Interdire l'emploi d'une semblable poudre, ce serait, en empêchant l'économie qui en résulterait, entraver l'objet bienfaisant d'une réduction des dépenses militaires. Ces remarques ne s'appliquent pas seulement au fusil, mais sont faites pour obéir à une suggestion du Président qu'il y aurait avan-

tage à s'entendre d'abord sur les questions les plus simples, en réservant les plus difficiles pour les discussions ultérieures.

M. le Colonel Künzli demande s'il n'y aurait pas lieu d'interdire les projectiles qui aggravent les blessures et augmentent les souffrances des blessés. Il ajoute qu'il a en vue les balles dites „dum-dum“.

Sur la demande du Président M. Künzli apportera une formule à la prochaine séance.

M. den Beer Portugael adhère à l'interdiction de projectiles inhumains qui font des blessures non guérissables. Les balles dum-dum dont le nez est très-mou, le manteau du projectile très dur, l'intérieur étant formé d'une substance plus molle, font éclat dans le corps; l'entrée est mince; la sortie énorme. Ces ravages ne sont pas nécessaires; il suffit de mettre l'homme armé hors d'état de servir durant un temps, il est inutile de le mutiler.

Le Gouvernement néerlandais a autorisé le Général à demander l'interdiction formelle de l'emploi des dum-dum et des projectiles analogues.

Le Président fait observer que la proposition du Gouvernement néerlandais n'est qu'une extension du principe consacré à St. Pétersbourg en 1868.

Le Général Sir John Ardagh dit qu'il doit y avoir malentendu: les balles dum-dum n'entraînent pas les conséquences qu'on leur attribue, ce sont des balles comme les autres, c'est un projectile ordinaire.

Le Président fait observer qu'il faudrait des formules concrètes pour aborder pratiquement les différents aspects du problème.

Il s'établit un échange de vues sur la proposition formulée par le Colonel Gilinsky au cours duquel les déclarations suivantes ont été recueillies:

Allemagne.

La question sera très difficile à résoudre; nous sommes prêts à prendre part à la discussion et de prendre tout à référendum, mais nous n'avons pas de proposition à faire.

États-Unis d'Amérique.

In regard to the question of agreement not to adopt new small arms for a term of years, Captain Crozier stated that the Government of the U. S. did not desire to limit it self in regard to the case of new inventions having for object the increase of efficiency of military weapons, although there is at present no question of change of small arms.

Autriche-Hongrie.

Je ne pourrai accepter la discussion qu'ad referendum, comme M. le délégué d'Allemagne. Du reste, je crois que la Délégation Austro-Hongroise pourrait se rallier à la proposition de ne pas changer pour quelque temps le fusil actuel; mais il semble qu'il serait très difficile de fixer quel est ce fusil actuel. En effet, si on permet de perfectionner le fusil, on doit remarquer qu'une amélioration, même légère, peut changer du tout

au tout le caractère de l'arme: il sera dès lors, bien difficile d'établir des limites en cette matière. Il faudrait savoir, en outre, si, comme l'a mentionné M. le délégué du Portugal, on peut considérer comme fusil actuel un fusil en étude. Enfin, je répète ne pouvoir accepter qu'ad referendum, les décisions à intervenir.

Belgique.

Le Comte de Grelle Rogier déclare pouvoir accepter la formule de M. le Général den Beer Poortugael, en ce qui concerne le choix entre les calibres 6, 7 ou 8 du fusil.

Danemark.

Je n'ai pas d'instructions spéciales de mon Gouvernement; selon mon opinion personnelle, le Danemark ne changera pas son fusil actuel d'ici une dizaine d'années, mais on doit avoir la liberté d'améliorer la munition etc.

Espagne.

L'Espagne se rallie en principe à l'opinion émise par le délégué autrichien et peut accepter la proposition du Colonel Gilinsky, bien entendu seulement en ce qui concerne le fusil.

France.

Le délégué Français demande qu'une rédaction extrêmement précise fixe, s'il est possible, les limites des modifications, améliorations ou transformations tant aux fusils qu'aux munitions, lesquels ne sauraient être séparés.

Grande-Bretagne.

Sir John Ardagh déclare qu'il n'a aucune proposition à soumettre sur la question de restriction appliquée aux fusils et qu'il acceptera la décision de la Sous-Commission ad referendum.

Italie.

Le Général Zuccari a fait observer que la question posée par la Russie, suppose comme prémissse que le fusil des différentes nations diffère très peu. D'autres délégués ont déjà fait observer que cette différence n'est pas si minime; en réalité, elle est assez grande. Le Général Zuccari serait disposé à se rallier à la proposition française et autrichienne; mais, sans fixer d'abord les données principales de l'arme, le modèle de fusil type, il sera très-difficile de s'entendre.

Japon.

La délégation japonaise est prête à accepter ad referendum les décisions de la Commission pourvu qu'une formule nette et précise puisse être présentée sur la question en discussion, comme l'ont soutenu les délégués autrichien, français et italien.

Pays-Bas.

Le Gouvernement des Pays-Bas peut accepter la proposition du Gouvernement russe quant aux fusils.

Perse.

La Perse convaincue que les propositions russes sont tout à fait humanitaires, partage complètement son opinion et appuie la proposition du Gouvernement russe de s'arrêter sur un système de fusil pour 5, 6 ans comme un essai.

Portugal.**Ad referendum.**

Le Portugal se rattache à l'opinion exprimée par l'Autriche-Hongrie, appuyée par la France et l'Italie — c'est à dire qu'il faudra bien préciser les données techniques du fusil qui ne seront pas changées pendant une certaine période.

Roumanie.

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Roumanie est très sympathique à la proposition russe, tendant à maintenir par une entente internationale et pour un nombre d'années déterminé les types de fusils perfectionnés actuellement en usage dans la plupart des armées européennes, afin de mettre un terme à la concurrence désastreuse qui se poursuit par le renouvellement périodique et fréquent des fusils dans les différents Etats.

Le Gouvernement Royal se rallierait donc à toute solution précise et pratique de nature à donner satisfaction à l'idée émise par le Colonel Gilinsky au nom du Gouvernement Impérial.

En attendant, je ne puis prendre qu'ad referendum le désir exprimé au sujet de la question des fusils.

Russie.

Fixation d'un terme de 10—5 ans durant lequel les fusils actuellement en service ne seraient pas remplacés par d'autres modèles. Il est convenu que le fusil automatique n'existe pour le moment qu'à l'état de proposition et n'est encore adopté nulle part. Le perfectionnement des modèles actuellement en service est admis à condition que le type fondamental n'en soit pas changé.

Serbie.

Le délégué de Serbie déclare que la Serbie possédant pour le moment encore un système de fusil déjà vieilli qu'elle est sur le point de remplacer par un modèle moderne, il ne saurait pour sa part adhérer à la proposition de M. le délégué russe.

Siam.

Au nom du Gouvernement Siamois, Phya Suriya adhère pleinement à la proposition faite par M. le Colonel Gilinsky au nom du Gouvernement

russe, de décider que, pour un certain nombre d'années à déterminer, les fusils actuellement en usage dans chaque Etat ne seront pas changés.

Suède et Norvège.

Je me joins ad referendum à l'avis qui vient d'exprimer M. le représentant d'Autriche-Hongrie quant au fusil.

Suisse.

Le délégué de la Suisse prend la question ad referendum. Il croit que le Gouvernement donnera son adhésion à une convention concernant le fusil si l'on trouve une rédaction précise et nette.

Turquie.

Abdullah Pacha ne trouvant pas une limite pour les perfectionnements des fusils fait les mêmes réserves que le délégué autrichien.

Bulgarie.

Fixation d'un terme de 5 à 10 ans durant lequel les fusils actuellement en service ne seraient pas remplacés par d'autres modèles.

Les perfectionnements des modèles actuellement en service sont admis à condition, que le type fondamental n'en soit pas changé.

Il est convenu que le fusil automatique n'existe pour le moment qu'à l'état de proposition.

Le Président attire l'attention sur l'extrême difficulté d'aboutir si on ne propose pas une formule nette et précise. Le sens de la formule russe paraît être celui-ci: interdiction de nouvelles armes à feu, chacun demeurant libre d'adopter les fusils actuellement en vigueur.

Pour la prochaine réunion il faudrait des formules précises et nettes, afin de voir si l'on peut s'entendre sur des restrictions conventionnelles à apporter pendant cinq ans au type des fusils et quelles modifications seraient permises quant aux munitions; enfin la question se pose également quant aux canons. Y aurait-il lieu de fixer le minimum du calibre, le poids du projectile, la vitesse initiale; de restreindre le nombre de coups par minute; d'étendre la Convention de St. Pétersbourg aux balles explosives ou dilatables; d'admettre l'exclusion du chargement automatique?

La séance est levée.

Deuxième séance.

29 mai 1899.

Présidence de Son Exo. M. Beernaert.

Le procès-verbal de la première séance est adopté.

M. Raffalovich attire l'attention de ses collègues sur la nécessité absolue d'observer la discréetion la plus complète relativement aux communications faites et aux documents distribués.

M. le Colonel Comte Barantzew donne lecture des propositions russes suivantes:

Propositions Russes pour les modifications, améliorations ou transformations pouvant être faites au fusil dans une période de temps qui serait à débattre.

- „1. Le minimum du poids du fusil est 4 kilogrammes.
- 2. Le minimum du calibre est $6\frac{1}{2}$ m.M.
- 3. Le poids de la balle ne sera pas moindre à $10\frac{1}{2}$ grammes.
- 4. La vitesse initiale ne dépassera pas 720 mètres.
- 5. La rapidité du feu se tiendra à 25 coups par minute.
- 6. Il est bien entendu, que les balles explosives ou dilatables, ainsi que le chargement automatique, sont interdits.“

M. le Général den Beer Poortugael communique le texte qu'il a rédigé avec l'autorisation du Gouvernement Néerlandais:

„Les Etats conviennent de ne faire usage dans leurs armées et flottes, pendant cinq ans, à partir du moment où le présent acte sera signé, que des fusils en usage ou à l'étude à ce moment.

Pour les fusils à l'étude, ne seront tolérés que ceux d'un type existant, d'un calibre ne variant qu'entre 6 et 8 m.M.

Les perfectionnements permis devront être de nature à ne changer ni le type ni le calibre ni la vitesse initiale existante.“

Le Président ouvre la discussion.

M. le Colonel Comte Barantzew dit qu'il a été autorisé à soumettre à la Sous-Commission les propositions qu'il a faites dans cette séance, mais la Russie aurait préféré qu'on s'en tînt à la proposition primitive. C'est par déférence pour le désir exprimé par l'Assemblée qu'il apporte un texte nouveau.

M. le Colonel Gilinsky fait observer que l'idée fondamentale exprimée dans la circulaire du 12 août 1898 est celle d'une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations; c'est afin de restreindre le fardeau imposé aux contribuables que le Gouvernement russe a proposé que chaque Etat conserve le fusil actuel et évite les dépenses nouvelles résultant d'un changement; la seconde formule ne change rien au sens de la première.

M. le Général den Beer Poortugael adhère à l'idée du Colonel Gilinsky. Il a cru nécessaire de proposer une clause qu'on pourrait accepter en restant dans des termes plus généraux et en évitant des détails plus précis. Cela permettrait de petits perfectionnements sans modifier le type en usage. Il sera d'autant plus facile de se mettre d'accord sur le fusil, que la plupart des Etats ont aujourd'hui une arme dont ils peuvent être satisfaits et qui est d'un type analogue.

Le Président fait ressortir que l'idée dominante est la même dans les deux propositions russe et néerlandaise. Seulement la première spécifie davantage, tandis que la seconde est plus générale en ce sens qu'elle ne parle ni du calibre, ni de la vitesse initiale, ni du poids de la balle, etc.

Sur la demande de M. Beldiman, délégué de Roumanie, il est décidé que le texte des deux propositions sera imprimé et que l'Assemblée se prononcera dans la prochaine séance.

M. le Colonel Gilinsky lit la proposition du gouvernement russe relativement aux balles:

„L'emploi des balles dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau à la pointe, ou serait pourvue d'incisions et, en général, l'emploi des balles qui s'épanouissent au s'aplatissent facilement dans le corps humain, doit être interdit comme n'étant pas conforme à l'esprit de la Déclaration de St. Pétersbourg de 1868.“

M. le Colonel Gilinsky ajoute qu'il existe un nouveau projectile dont la partie antérieure est évidée, de sorte qu'il y a, à la pointe de la balle, un espace vide entre le noyau et l'enveloppe.

M. le Colonel Künzli propose le texte suivant:

„Interdiction des projectiles d'infanterie dont la pointe du manteau est trouée ou limée et de ceux dont le passage direct à travers le corps est entravé par un vide intérieur ou par l'emploi de plomb mou.“

L'objet qu'il a en vue est de diminuer les souffrances inutiles des blessés, le but de la guerre étant de mettre les hommes hors de combat pendant un temps donné et non pas de les mutiler.

Le Président prend l'avis des Délégations présentes.

Le délégué d'Allemagne, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, préférerait la formule russe comme plus précise. Le Gouvernement allemand ne ferait sans doute aucune difficulté; mais M. de Gross de Schwarzhoff prend la question ad referendum.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique, le Capitaine Crozier, croit que son Gouvernement adhérera aux idées du Colonel Gilinsky.

Le délégué d'Autriche-Hongrie, le Lieutenant-Colonel de Khuepsach, accepte la proposition russe.

Le délégué de Belgique, le Comte de Grelle Rogier, y adhère aussi.

Le délégué de Danemark, le Colonel de Schnack, accepte la proposition russe.

Le délégué d'Espagne, le Comte del Serallo, également.

Le délégué de France, le Général Mounier, l'accepte; il demande toutefois de modifier la rédaction pour éviter les difficultés résultant d'une définition trop précise, qui pourrait être tournée à raison d'inventions ultérieures. Il propose de nous limiter à l'emploi du terme „balle expansive.“

Le délégué de Grande Bretagne, le général Sir John Ardagh accepte la proposition russe ad referendum.

Le délégué du Japon, M. Motono, accepte la proposition russe.

Le délégué d'Italie, le Général Zuccari, tout en acceptant la proposition russe comme principe, se rallie aux observations de M. le général Mounier.

Le délégué des Pays-Bas, le Général den Beer Poortugael accepte la proposition russe avec l'amendement Mounier.

Le délégué de Perse, le Général Mirza Riza Khan, accepte la proposition russe.

M. le Colonel Comte Barantzew donne lecture des propositions russes suivantes:

Propositions Russes pour les modifications, améliorations ou transformations pouvant être faites au fusil dans une période de temps qui serait à débattre.

- „1. Le minimum du poids du fusil est 4 kilogrammes.
- 2. Le minimum du calibre est 6 $\frac{1}{2}$ m.M.
- 3. Le poids de la balle ne sera pas moindre à 10 $\frac{1}{2}$ grammes.
- 4. La vitesse initiale ne dépassera pas 720 mètres.
- 5. La rapidité du feu se tiendra à 25 coups par minute.
- 6. Il est bien entendu, que les balles explosives ou dilatables, ainsi que le chargement automatique, sont interdits.“

M. le Général den Beer Poortugael communique le texte qu'il a rédigé avec l'autorisation du Gouvernement Néerlandais:

„Les Etats conviennent de ne faire usage dans leurs armées et flottes, pendant cinq ans, à partir du moment où le présent acte sera signé, que des fusils en usage ou à l'étude à ce moment.

Pour les fusils à l'étude, ne seront tolérés que ceux d'un type existant, d'un calibre ne variant qu'entre 6 et 8 m.M.

Les perfectionnements permis devront être de nature à ne changer ni le type ni le calibre ni la vitesse initiale existante.“

Le Président ouvre la discussion.

M. le Colonel Comte Barantzew dit qu'il a été autorisé à soumettre à la Sous-Commission les propositions qu'il a faites dans cette séance, mais la Russie aurait préféré qu'on s'en tînt à la proposition primitive. C'est par déférence pour le désir exprimé par l'Assemblée qu'il apporte un texte nouveau.

M. le Colonel Gilinsky fait observer que l'idée fondamentale exprimée dans la circulaire du 12 août 1898 est celle d'une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations; c'est afin de restreindre le fardeau imposé aux contribuables que le Gouvernement russe a proposé que chaque Etat conserve le fusil actuel et évite les dépenses nouvelles résultant d'un changement; la seconde formule ne change rien au sens de la première.

M. le Général den Beer Poortugael adhère à l'idée du Colonel Gilinsky. Il a cru nécessaire de proposer une clause qu'on pourrait accepter en restant dans des termes plus généraux et en évitant des détails plus précis. Cela permettrait de petits perfectionnements sans modifier le type en usage. Il sera d'autant plus facile de se mettre d'accord sur le fusil, que la plupart des Etats ont aujourd'hui une arme dont ils peuvent être satisfaits et qui est d'un type analogue.

Le Président fait ressortir que l'idée dominante est la même dans les deux propositions russe et néerlandaise. Seulement la première spécifie davantage, tandis que la seconde est plus générale en ce sens qu'elle ne parle ni du calibre, ni de la vitesse initiale, ni du poids de la balle, etc.

Sur la demande de M. Beldiman, délégué de Roumanie, il est décidé que le texte des deux propositions sera imprimé et que l'Assemblée se prononcera dans la prochaine séance.

M. le Colonel Gilinsky lit la proposition du gouvernement russe relativement aux balles:

„L'emploi des balles dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau à la pointe, ou serait pourvue d'incisions et, en général, l'emploi des balles qui s'épanouissent au s'aplatissent facilement dans le corps humain, doit être interdit comme n'étant pas conforme à l'esprit de la Déclaration de St. Pétersbourg de 1868.“

M. le Colonel Gilinsky ajoute qu'il existe un nouveau projectile dont la partie antérieure est évidée, de sorte qu'il y a, à la pointe de la balle, un espace vide entre le noyau et l'enveloppe.

M. le Colonel Künzli propose le texte suivant:

„Interdiction des projectiles d'infanterie dont la pointe du manteau est trouée ou limée et de ceux dont le passage direct à travers le corps est entravé par un vide intérieur ou par l'emploi de plomb mou.“

L'objet qu'il a en vue est de diminuer les souffrances inutiles des blessés, le but de la guerre étant de mettre les hommes hors de combat pendant un temps donné et non pas de les mutiler.

Le Président prend l'avis des Délégations présentes.

Le délégué d'Allemagne, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, préférerait la formule russe comme plus précise. Le Gouvernement allemand ne ferait sans doute aucune difficulté; mais M. de Gross de Schwarzhoff prend la question ad referendum.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique, le Capitaine Crozier, croit que son Gouvernement adhérera aux idées du Colonel Gilinsky.

Le délégué d'Autriche-Hongrie, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, accepte la proposition russe.

Le délégué de Belgique, le Comte de Grelle Rogier, y adhère aussi.

Le délégué de Danemark, le Colonel de Schnack, accepte la proposition russe.

Le délégué d'Espagne, le Comte del Serallo, également.

Le délégué de France, le Général Mounier, l'accepte; il demande toutefois de modifier la rédaction pour éviter les difficultés résultant d'une définition trop précise, qui pourrait être tournée à raison d'inventions ultérieures. Il propose de nous limiter à l'emploi du terme „balle expansive.“

Le délégué de Grande Bretagne, le général Sir John Ardagh accepte la proposition russe ad referendum.

Le délégué du Japon, M. Motono, accepte la proposition russe.

Le délégué d'Italie, le Général Zuccari, tout en acceptant la proposition russe comme principe, se rallie aux observations de M. le général Mounier.

Le délégué des Pays-Bas, le Général den Beer Poortugael accepte la proposition russe avec l'amendement Mounier.

Le délégué de Perse, le Général Mirza Riza Khan, accepte la proposition russe.

Le délégué de Portugal, le Capitaine Ayres d'Ornellas, adhère à la proposition russe avec l'amendement Mounier.

Le délégué de Roumanie, M. Beldiman, croit que son Gouvernement acceptera la proposition russe telle que l'amende le Général Mounier.

Le délégué de Serbie, le Colonel Maschine, l'accepte ad referendum.

Le délégué de Siam, M. Phya Suriyà, accepte la proposition russe.

Le délégué de Suède et Norvège, le Colonel Brändström, accepte la proposition Gilinsky-Mounier.

Le délégué de Suisse, le Cononel Künzli, après avoir retiré son texte, accepte la proposition Gilinsky-Mounier.

Le délégué de Turquie, le Général Abdullah Pacha, accepte la proposition russe.

Le délégué de Bulgarie, le Major Hessaptchiew, accepte la proposition Gilinsky-Mounier.

M. le Général Mounier suggère la rédaction suivante: „Il est interdit d'employer des balles expansives ou dilatables.“

M. le Colonel Coanda fait observer que les balles molles, sans enveloppe, deviennent dilatables par leur effet mécanique. Il propose de mentionner dans la rédaction „les balles non-expansives“ et à enveloppe dure couvrant toute la balle.

Sur la proposition du Colonel Comte Barantzew, la Sous-Commission charge les délégués Russe, Français et Roumain de lui soumettre un texte définitif pour la prochaine réunion.

Sur la proposition du Président, la Sous-Commission aborde la question du canon.

Le Président demande si l'on est d'avis de s'arrêter, pour un certain temps à déterminer, aux types actuels et de s'interdire conventionnellement tout perfectionnement.

M. le Colonel Gilinsky rappelle que l'objet des propositions russes est de réduire le fardeau qui pèse sur les peuples; il serait désirable qu'on pût arriver, en ce qui touche l'artillerie de campagne, à une entente analogue à celle suggérée pour les fusils, c'est-à-dire à ne pas changer le canon actuel c'est-à-dire le nouveau canon à tir rapide existant déjà dans plusieurs armées, avec possibilité pour les pays arriérés de se mettre au niveau des autres.

A la suite d'une observation du Général Zuccari, le Président demande si l'on est d'accord sur le point qu'il serait en tout cas permis aux pays arriérés de perfectionner leur armement, pour le mettre au niveau de ceux qui sont actuellement les plus avancés.

M. Bihourd fait remarquer que cette formule pourrait pousser dans la voie des dépenses en incitant à améliorer l'outillage actuel; elle irait ainsi à l'encontre du but d'économie visé par la limitation des armements.

Le Président provoque un vote sur la question de savoir s'il est entendu que dans le cas où l'on s'interdirait d'une manière conventionnelle de nouveaux perfectionnements, cette interdiction permettrait néanmoins à tous l'adoption des types les plus perfectionnés actuellement en usage.

Ainsi, les nations arriérées pourraient se mettre à la hauteur des plus avancées. Les délégués qui seront de cet avis voteront oui, les autres, non.

Le délégué d'Allemagne dit qu'il est difficile de voter à cause des restrictions qui s'imposent.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique vote oui.

Le délégué d'Autriche-Hongrie, après avoir constaté que son pays doit changer son canon, se range de l'avis du délégué d'Allemagne.

Le délégué de Belgique vote oui.

Le délégué de Danemark, après avoir déclaré que son pays doit changer son matériel, dit qu'il serait nécessaire d'essayer les types les meilleurs, mais que les Etats qui les possèdent ne les communiqueront pas. Il serait nécessaire de dire exactement ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas.

Le délégué d'Espagne constate que son pays doit également changer son matériel; il se rallie à l'opinion du Danemark.

Le délégué de France ne peut répondre ni oui ni non; le Danemark semble avoir donné la formule. Le Général Mounier ne connaît pas la situation la meilleure; il y a là un secret pour chacun.

Le délégué de Grande Bretagne dit que son Gouvernement n'est pas disposé à accepter de limitation concernant les canons.

Le délégué d'Italie vote oui.

Le délégué du Japon est de l'avis de celui de Danemark.

Le délégué des Pays-Bas est de l'opinion du Colonel de Gross de Schwarzhoff.

Le délégué de Perse se rallie à la proposition russe.

Le délégué de Portugal vote comme le Danemark.

Le délégué de Roumanie fait observer qu'il est impossible de traiter la question du canon comme celle du fusil; il se range à l'avis du Général Mounier.

Le délégué de Russie rappelle qu'il a déjà indiqué la différence entre la question du fusil et celle du canon. Pour le fusil, les Grandes Puissances sont en possession de types satisfaisants très voisins les uns des autres. Il n'en est pas de même quant au canon.

M. le Colonel Gilinsky dit que la proposition russe tend à l'acceptation du meilleur canon, c'est-à-dire du canon à tir rapide.

Le délégué de Serbie vote oui.

Le délégué de Siam vote oui.

Le délégué de Suède et Norvège annonce que chez lui le remplacement des canons anciens est décidé. Dans ces conditions, il doit réserver son vote.

Le délégué de Suisse dit que les pays avancés par rapport à l'armement d'artillerie sont la France et l'Allemagne. Les autres sont dans la période d'essai. Il ne votera pas.

Le délégué de Turquie fait des réserves.

Le délégué de Bulgarie demande si l'on adoptera un type de fusil plus perfectionné et si l'on permettra aux Etats arriérés de prendre dans leurs armements le meilleur type. Sous cette réserve il se rallie à la proposition Gilinsky.

Par suite de ce vote, le Président croit devoir poser la question de principe. Y a-t-il lieu, pour les nations représentées à la Conférence, de s'interdire pour un temps à fixer et notamment par des motifs d'économie, de modifier leur armement-canons, en excluant l'emploi de toute invention nouvelle, chacun gardant ainsi toute liberté d'action.

Il prend l'avis des Délégués:

Allemagne, Etats-Unis d'Amérique et Autriche-Hongrie, non; Belgique, s'abstient; Danemark, Espagne, France, Grande Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Perse et Roumanie, non; Russie, s'abstient (le délégué de Russie fait observer que l'interdiction s'appliquerait seulement aux pays les plus avancés, les autres ayant la liberté de choisir le meilleur type); Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie, non.

Le Président constate qu'une très grande majorité est hostile à toute limitation en ce qui concerne le canon et qu' aussi sur ce point, il n'y a plus lieu à discussion.

Il demande s'il y a quelque limitation à arrêter en ce qui concerne les poudres.

Sur cette question, les délégués présents se prononcent à l'unanimité pour conserver la liberté absolue de chaque Etat en ce qui concerne l'emploi de poudres nouvelles de chargement.

M. le Colonel Gilinsky dit que la Russie propose de ne pas employer pour l'artillerie de campagne des obus brisants ou à fougasses, et de se limiter aux explosifs existants sans recourir aux explosifs formidables qui sont employés pour les sièges.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff demande si l'on interdirait l'emploi des explosifs très puissants qui ont été adoptés dans quelques armées.

Le Président dit que telle est bien la portée de la proposition du Colonel Gilinsky.

A la question de savoir s'il faut interdire dans la guerre de campagne les obus brisants ou à fougasses, dix Etats (Belgique, Danemark, Pays-Bas, Perse, Portugal, Serbie, Russie, Siam, Suisse, Bulgarie) répondent oui.

Onze Etats (Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche-Hongrie, France, Espagne, Grande Bretagne, Italie, Japon, Roumanie, Suède-Norvège, Turquie) répondent non.

Sur la question de savoir s'il y a lieu d'interdire l'emploi d'explosifs nouveaux non encore utilisés, neuf Etats (Belgique, Pays-Bas, Perse, Portugal, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Bulgarie) ont voté: oui.

Douze Etats (Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Grande Bretagne, Italie, Japon, Roumanie, Suède et Norvège, Turquie) ont voté non.

Le Président met en discussion la deuxième partie du thème n°. 3: Prohibition du lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques du haut des ballons ou par des moyens analogues.

M. le Général den Beer Poortugael lit la déclaration suivante:

,Le Gouvernement des Pays-Bas m'a autorisé à appuyer cette proposition.

Ne semble-t-il pas excessif d'autoriser l'emploi de machines infernales qui paraissent tomber du ciel?

Je sais bien que quand on est contraint de faire la guerre, il faut la faire aussi énergiquement que possible mais cela n'implique pas encore que tous les moyens soient permis.

A la Conférence de Bruxelles en 1874, on a déjà arrêté à l'article 12, qui est à peu près conforme à l'article 11 de l'avant-projet russe, que les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux belligérants un pouvoir illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi, et à l'article 13 du protocole final de cette Conférence, entre autres d'après ce principe sont notamment interdites: a l'emploi du poison ou d'armes empoisonnées; b le meurtre par trahison d'individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie. Or, les progrès de la science, de la chimie en particulier, sont tels que les choses les plus incroyables hier encore se réalisent aujourd'hui. On peut prévoir l'emploi de projectiles ou autres choses remplis de gaz délétère, soporifiques qui précipitent du haut des ballons au milieu des troupes, les mettraient du coup hors de combat."

M. le Général den Beer Poortugael veut écarter scrupuleusement tout moyen qui ressemble à la perfidie et il se rallie à la proposition russe.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit qu'il faut bien constater qu'en votant la proposition, on ne veut pas interdire l'emploi de mortiers ou d'autres canon à tir élevé mais que les mots: „moyens analogues, s'appliquent seulement à des manières nouvelles, pas encore inventées et analogues à l'emploi des ballons. Ensuite, il est nécessaire de déclarer si l'interdiction, une fois votée et acceptée par les gouvernements, restera en vigueur pour toujours ou seulement pour un temps à fixer par exemple pour un délai de 5 ans, comme on l'a proposé pour les fusils.

La Sous-Commission, d'accord avec l'interprétation du Délégué d'Allemagne, ajoute, pour écarter tout malentendu, le mot „nouveaux“ entre les mots „moyens“ et „analogues“.

M. le Colonel Gilinsky dit que de l'avis du Gouvernement russe, les différentes manières actuelles de nuire à l'ennemi sont suffisantes.

Sur cette question, à l'exception du délégué de la Grande Bretagne, et sous la réserve du délégué de Roumanie de limiter l'entente pour cinq ans, la Sous-Commission émet un vote affirmatif.

La séance est levée.

Troisième Séance.

31 mai 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Il est donné lecture du procès-verbal de la séance précédente.

M. le Capitaine Crozier fait observer, qu'il a cru voter sur la position de la question et non sur le fond, lorsqu'il a émis un vote affirmatif

relativement à l'interdiction aux nations arriérées de perfectionner leur artillerie de campagne. Il aurait voté non sur le fond.

Après cette rectification, le procès-verbal est adopté.

Le Président donne lecture de la rédaction relative aux balles arrêtée par les délégués de France, de Roumanie et de Russie.

„L'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement en pénétrant dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, doit être interdit.“

M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach dit, qu'à son avis, il faudrait se borner à proposer une disposition de restriction conventionnelle contre l'emploi des balles qui produisent des blessures inutilement cruelles, sans entrer dans les détails, d'autant plus qu'il ne sera pas possible d'éviter complètement les mutilations; car une balle construite d'une manière quelconque causera de telles mutilations, si avant de frapper le corps humain, elle était déformée par le choc sur une pierre ou sur un autre corps dur.

Le Général Sir John Ardagh est d'accord avec le délégué autrichien, mais il demande à ajouter quelques mots sur la guerre contre les sauvages. Un assez grand nombre d'Etats sont intéressés dans cette question.

Dans la guerre civilisée, un soldat pénétré par un petit projectile est blessé: il se retire à l'ambulance, il n'avance plus. Le sauvage est bien différent. Quoique transpercé deux ou trois fois, il ne cesse pas de marcher en avant, il n'appelle pas les infirmiers, il avance toujours, et avant que l'on ait eu le temps de lui expliquer qu'il est en contradiction flagrante avec les décisions de la Conférence de la Haye, il vous tranche la tête.

C'est pour cette raison, que le délégué anglais réclame la liberté d'employer contre les populations sauvages des projectiles d'une efficacité suffisante, et il se rallie à la rédaction autrichienne.

M. Raffalovich croit que les idées exposées par Sir J. Ardagh sont contraires à l'esprit humanitaire qui domine cette fin du 19^{ème} siècle. Il n'est pas admissible qu'on fasse une distinction entre l'ennemi sauvage et l'ennemi civilisé; l'un et l'autre sont des hommes qui méritent le même traitement.

Au surplus, avoir deux sortes de projectiles, l'une pour les sauvages, l'autre pour les civilisés, c'est compliquer l'armement. On peut prévoir l'hypothèse de soldats stationnés hors d'Europe, armés de balles à l'usage des sauvages et se trouvant dans le cas de combattre des troupes régulières d'un Etat civilisé.

Il leur faudrait alors deux sortes de cartouchières.

M. le Colonel Gilinsky dit que la balle de petit calibre n'arrête pas l'attaque des sauvages non pas parcequ'ils sont des sauvages; elle n'arrêtera pas d'avantage l'attaque d'une armée civilisée, car tel est l'effet du très petit calibre. En effet, l'homme grièvement blessé peut encore avancer pendant quelque temps et même combattre, c'est donc là un argument en faveur de calibres plus gros. Le calibre russe de $7\frac{1}{2}$ m.M. ainsi que

le Mauser arrêtent très bien l'attaque. En diminuant continuellement le calibre on arrive à un calibre trop petit et à la nécessité peut-être d'employer la balle „dum-dum“. Quant aux sauvages, ils ne sont naturellement pas garantis contre l'emploi même de balles explosibles. Dans la déclaration de St. Pétersbourg de 1868, les Puissances contractantes ont décidé de ne pas employer ces balles dans la guerre entre elles. Il est évident qu'il y a une lacune dans la déclaration de 1868, lacune qui permet d'employer contre les sauvages non seulement les balles „dum-dum“, mais même les balles explosibles.

S. E. Abdullah Pacha constate que des expériences sur toutes sortes d'animaux auxquelles il a assisté, ont donné le même résultat avec le petit qu'avec le gros calibre.

Sur l'invitation du Président, M. le Lieutenant-Colonel du Khuepach formule sa proposition comme suit:

„L'emploi de balles causant des blessures inutilement cruelles sera conventionnellement interdit.“

Avant de soumettre au vote les deux propositions en présence, le Président croit exprimer l'opinion de l'Assemblée en disant, qu'il ne pourrait être établi de distinction suivant ceux contre lesquels on combat.

M. Raffalovich demande la priorité pour la rédaction du Général Mounier.

Le Président procède au vote sur cette formule, lequel donne le résultat suivant:

19 Etats se prononcent pour l'affirmative: (Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie); un Etat (Grande Bretagne) pour la négative; un Etat (Autriche-Hongrie) s'abstient.

La Sous-Commission aborde la question du fusil.

M. le Général Mounier déclare qu'il a demandé des instructions relativement au texte des propositions russes. Ne les ayant pas encore reçues, il est obligé de résérer sa réponse.

M. le Colonel Comte Barantzew explique que l'idée maîtresse des propositions russes est de restreindre les dépenses militaires en arrivant à une entente pour stabiliser le type du fusil actuellement en usage, tout en laissant aux pays arriérés la possibilité d'achever leur réarmement. Le délégué russe souhaiterait qu'on en revint au texte de la proposition russe primitive, car la précision même des détails contenus dans la seconde formule libellée en réponse au désir exprimé par la Sous-Commission, exigerait peut-être des pourparlers ayant peu de chance d'aboutir.

M. le Général den Beer Poortugael, après avoir constaté qu'il est d'accord avec le Colonel Comte Barantzew, explique que c'est pour la même raison qu'il a présenté une rédaction conçue en termes plus généraux.

Après un échange de vues entre plusieurs délégués, le Président annonce qu'on vient de lui communiquer un texte plus ou moins analogue à la proposition russe (Gilinsky); mais, afin de permettre aux délégués techniques de s'entendre, il suspend la séance.

A la reprise de la séance, le texte suivant proposé par le Général den Beer Poortugael et accepté par le Colonel Gilinsky est mis aux voix:

„Les Etats conviennent de ne faire usage dans leurs armées pendant cinq ans à partir du moment où le présent acte sera signé, que des fusils en usage à ce moment.

Les perfectionnements permis devront être de nature à ne changer ni le type, ni le calibre existants.“

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff ne croit pas que la proposition puisse être acceptée, car elle permet le perfectionnement des fusils existants sans en donner une définition nette et précise. Il serait très difficile d'établir quelles sont les améliorations qui pourraient être adoptées sans constituer dans leur ensemble un nouveau type de fusil. Quels seraient les changements permis? Quels seraient les changements interdits? Où est l'autorité qui déciderait ces questions? En cas de doute, il faudrait, pour remplir loyalement les clauses de la Convention, faire connaître le nouveau modèle aux autres Puissances et leur demander leur consentement avant de l'adopter. Comme ce n'est guère possible, il a le regret de devoir voter contre la proposition.

Il en est de même des Etats-Unis d'Amérique, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande Bretagne, de l'Italie, du Japon, du Portugal, de la Serbie et de la Turquie.

Ont voté pour la proposition, les délégués du Danemark, de l'Espagne, des Pays-Bas, de la Perse, de la Russie, du Siam, de la Suède et Norvège, de la Suisse et de la Bulgarie, ce dernier toutefois sous réserves.

M. le Major Hessaptchiew dit que la Délégation bulgare comprend comme suit la proposition faite par le délégué des Pays-Bas: „Chaque Puissance dont l'armement se trouve être inférieur à celui d'une autre, aura toujours le droit de remplacer son fusil par le modèle le plus perfectionné, actuellement en service dans le pays le plus avancé au point de vue de l'armement.

„C'est déjà un principe inaltérable et même alphabétique dans l'art militaire, de ne jamais avoir un fusil inférieur à celui dont se sert l'armée d'un pays voisin.

En conséquence, pour pouvoir appliquer pratiquement la proposition de M. le délégué des Pays-Bas, il faudrait admettre comme infranchissable pour toutes les Puissances, les avantages et les données balistiques du fusil le plus perfectionné se trouvant actuellement en usage.

C'est seulement sous cette réserve que la Délégation bulgare accepte ad referendum la proposition de M. le délégué des Pays-Bas.“

Le délégué de Roumanie, se référant à sa déclaration du 26 Mai, réserve sa décision et s'abstient.

(Neuf oui, un oui avec réserve, dix non, une abstention).

Le Président met ensuite aux voix le texte Barantzew en réservant le dernier alinéa.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, tout en rendant hommage à l'habileté avec laquelle le comte Barantzew a essayé de faire disparaître

les entraves à une entente générale, craint que toutes les difficultés ne soient pas surmontées.

Nous voulons tous faire des économies ou du moins éviter de grosses dépenses nouvelles comme celles qui résulteraient de l'adoption d'un nouveau fusil. Mais nous ne pouvons y renoncer sans être bien sûrs qu'aucune autre Puissance n'améliorera son armement au-delà d'une certaine mesure.

La proposition énumère ce qu'on croit pouvoir concéder comme limite des perfectionnements permis.

Le délégué d'Allemagne demande s'il est bien utile et nécessaire d'établir un minimum pour le poids du fusil.

En dehors de la question économique, nous poursuivons des buts humanitaires.

M. de Gross de Schwarzhoff croit qu'il est beaucoup plus humanitaire d'alléger le poids que le soldat doit porter que de fixer un minimum pour le poids d'une partie de son armement. Il est vrai que tout ce que l'on ferait disparaître du poids du fusil serait sans doute bientôt remplacé par une augmentation des cartouches. Ensuite, il faudrait expliquer nettement si l'on parle du poids du fusil seul, non chargé, ou du fusil chargé et muni d'une baïonnette. Dans le premier cas le délégué allemand rappelle à ses collègues militaires que plusieurs fusils actuellement en usage ne remplissent pas la condition imposée. Il croit que ce sont les fusils belges, espagnols, italiens, norvégiens, roumains et allemands. Donc, en prescrivant un poids de 4 K.G. on forcerait tous ces Etats à des changements peu désirables de leurs fusils.

Quant au poids de la balle, il y a également des fusils en usage dont les projectiles restent au dessous du chiffre indiqué. Ce sont les fusils norvégiens et roumains.

Le délégué d'Allemagne concède volontiers que la vitesse initiale de 720 à 730 mètres n'est pas dépassée jusqu'à présent et qu'il serait possible de s'arrêter à ce chiffre; mais la vitesse initiale dépend au moins autant de la poudre employée que du système du fusil, du poids, et de la forme du projectile. Comme la Sous-Commission a réservé, il y a quelques jours, la liberté de chacun d'adopter de nouvelles poudres, il semble logique de ne pas fixer la vitesse initiale. Car autrement on pourrait très bien inventer une nouvelle poudre moins couteuse, plus durable et plus efficace que la poudre actuellement en usage, sans pouvoir l'adopter parce qu'elle augmenterait la force initiale au delà de 720 mètres.

Il faudrait donc tout d'abord revenir sur ce qui a été décidé à l'unanimité dans la séance du 29 mai.

La rapidité du feu ne dépend pas moins de l'habileté, et de l'entraînement du tireur que du mécanisme du fusil. En prescrivant un maximum, il faudrait donc dire si c'est une vitesse moyenne à laquelle la plupart des soldats peuvent atteindre ou une vitesse que les hommes les mieux entraînés ne peuvent pas dépasser. Le délégué allemand reconnaît du reste que la mesure donnée est assez large.

Il croit avoir démontré que certaines conditions ne tiennent pas assez

compte de l'état actuel de l'armement, que d'autres devraient être définies si possible avec plus de précision et qu'une condition au sujet de la vitesse initiale amènerait l'annulation d'un vote antérieur. Toutes ces raisons le forcent, à son grand regret, à voter contre la proposition. Il tient à ajouter qu'il n'a exprimé que son opinion personnelle; si les délégués ne se rallient pas à cette manière de voir et s'ils tombent d'accord sur cette proposition ou sur une autre formule, le Gouvernement allemand sera sans doute tout prêt à l'examiner.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique vote non.

Le délégué d'Autriche-Hongrie croit qu'il n'est pas possible de trancher la question par un vote affirmatif ou négatif. Comme il a déjà eu l'honneur de le dire dans la séance du 26 mai, l'Autriche-Hongrie, possédant un type satisfaisant, n'a pas de motif de changer le fusil actuel au moins tant qu'il ne sera pas dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres Puissances.

Voilà pourquoi le délégué pourrait accepter la proposition d'une restriction conventionnelle; mais pourvu qu'elle ne tranche que la question de principe.

Les détails, à son avis, seraient l'obstacle à toute convention.

Quant à la vitesse initiale, il n'a rien à ajouter à ce que vient de dire le Colonel de Gross de Schwarzhoff et il s'y rallie complètement.

Pour les autres points, il croit qu'il faudrait d'abord que les personnes compétentes de tous les pays représentés s'entendent sur les limites possibles avant de les rendre obligatoires. On a procédé de la sorte pour la révision de la Convention de Genève. Aussi, à son grand regret, il devra voter non.

Ont voté également non: les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Japon, le Portugal, la Serbie, le Siam, la Suisse et la Turquie.

Ont voté oui: les Pays-Bas, la Perse, la Russie et la Bulgarie, celle-ci ad referendum.

Le délégué de France déclare qu'il attend ses instructions.

Le délégué de Roumanie s'abstient en maintenant sa déclaration faite à ce sujet dans la séance du 26 mai; comme depuis ce jour, la question, à son avis, est restée exactement dans le même état, il ne croit pas qu'il y ait lieu d'émettre un vote affirmatif ou négatif.

M. Raffalovich demande qu'il soit constaté que la seconde rédaction russe a été soumise l'Assemblée pour répondre au désir exprimé par celle-ci de voir préciser les éléments des données de l'arme. La première proposition rendait fidèlement la pensée du Gouvernement russe: limiter les dépenses en stabilisant l'armement actuel.

Sur le paragraphe 6 du texte Barantzew il s'établit un échange de vues.

Le Président fait remarquer que l'interdiction établie par la déclaration de St. Pétersbourg est restreinte et que l'Assemblée sera assurément d'avis de la généraliser. (Assentiment.)

A la suite d'un courte discussion, on tombé d'accord pour ajouter le

mot explosible à la définition de la balle dont l'emploi est interdit (voir plus haut la proposition du Général Mounier qui a été votée et qui est ainsi arrêtée dans son texte définitif:)

„L'emploi des balles explosibles et de celles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement en pénétrant dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, doit être interdit“.

Après quelques explications concernant la définition du chargement automatique, la question de l'interdiction conventionnelle de ce système a été mise aux voix.

Les délégués se sont prononcés: neuf pour l'affirmative (la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Pays-Bas, la Perse, la Russie, le Siam, la Suisse et la Bulgarie); six pour la négative: (l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suède et Norvège).

Se sont abstenus: la France, le Japon, le Portugal, la Roumanie, la Serbie et la Turquie.

Le Président fait remarquer qu'il n'a été question jusqu'ici que des modes de destruction au moyen d'armes à feu ou de nouveaux explosifs, et que la science pourrait en emprunter d'autres, par exemple à la chimie ou à l'électricité.

La circulaire du Comte Mouravieff ne s'applique pas directement à ce point, mais tel est assurément son esprit. Il demande si la Sous-Commission croit pouvoir se déclarer compétente à ce sujet ou si elle entend résérer la décision de la question à la première Commission ou à la Conférence plénière.

L'Assemblée se prononce dans ce dernier sens. La Sous-Commission nomme rapporteur M. le Général den Beer Poortugael.

La séance est levée.

Quatrième séance.

7 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Lecture est faite du procès-verbal de la séance précédente qui est adopté.

Le Président dit, que le Général den Beer Poortugael a fait de nouvelles tentatives dans le but d'arriver à une entente quant au fusil. A la première rédaction déjà distribuée, il a substitué la suivante:

„Pour une période de 5 ans, à compter de la date du présent acte, les Etats conviennent de ne pas remplacer les fusils actuellement en usage dans leurs armées par des fusils d'un autre type.“

„Mais ils ne s'interdisent pas d'apporter aux fusils actuellement en usage toute amélioration ou tout perfectionnement qui leur paraîtraient avantageux.“

„Les Etats qui ont un fusil de modèle arriéré, c'est-à-dire d'un calibre supérieur à 8 millimètres ou sans magasin, pourront adopter des modèles existants.“

M. le Général den Beer Poortugael prononce le discours suivant:

„Dans une circonstance ordinaire je me serais certainement fait scrupule, après les débats et les décisions de cette haute Assemblée, d'apporter une proposition nouvelle sur la matière des fusils. Mais, comme la tâche que nous avons à poursuivre n'est pas une tâche ordinaire, comme je suis convaincu, M. M. les délégués, que tous, vous n'êtes pas moins pénétrés que moi-même du devoir impérieux qui nous est imposé, de ne pas lâcher prise avant d'avoir résolu la question qui nous est soumise, je craindrais de vous offenser en m'excusant de la peine que je vous cause involontairement. Je préfère donc entrer immédiatement en matière et vous expliquer pourquoi j'ai cru de mon devoir de vous soumettre la proposition que vous avez entre les mains.

C'est que ma conscience me dit que nous devons faire tout ce qui est possible pour arriver à un accord sur la question du fusil. De toutes les questions indiquées par les quatre premiers points de la circulaire du Comte Mouravieff, que la première Commission a la tâche de résoudre, la question du fusil est évidemment celle dont la solution offre le moins de difficulté. Vous savez en effet que presque toutes les armées sont en possession de bons fusils du même type et de calibres ne variant qu'entre 6, 7 et 8 millimètres.

Messieurs, je suis d'avis que non seulement à un point de vue économique mais aussi à un point de vue de haute politique, qui est heureusement le même pour tous les Etats, il est nécessaire et même urgent que nous fassions au moins quelque chose.

Des populations entières dans tous les pays civilisés l'attendent de nous; il serait très fâcheux de tromper leur espoir.

Elles demandent, elles supplient qu'on cesse de jeter des millions, presque des milliards, dans le gouffre des changements incessants, qui se succèdent si rapidement que le modèle est quelquefois changé trois ou quatre fois avant d'avoir pu servir. Elles demandent, elles supplient qu'on mette un terme à ces dépenses extravagantes affectées à des outils de guerre, de façon à pouvoir satisfaire à des besoins sociaux de plus en plus pressants et qui, faute d'argent, doivent rester en souffrance. Elles demandent, elles supplient qu'on s'arrête, ne fut-ce que pour un certain temps et pour qu'on puisse reprendre haleine dans cette course effrénée à gagner le record des innovations de ce genre.

Tout au moins tâchons de nous entendre sur la matière qui se prête le plus à l'entente. Agir autrement serait pour les peuples une déception cruelle.

Ecartons toute méfiance qui est une mauvaise conseillère. N'oublions pas que précisément dans la question du fusil, la Russie qui a fait la proposition primitive se sert à présent d'un fusil de gros calibre: celui de 7,62 millimètres, tandis que des Etats voisins, la Suède et la Norvège,

ont des fusils meilleurs du calibre 6,5 millimètres, comme la Roumanie. C'est donc une preuve évidente de désintéressement, un sacrifice, si l'on veut, fait sur l'autel du bien-être commun.

N'oublions pas que c'est l'idée généreuse du jeune et auguste Empereur du plus vaste empire du monde, qui manifeste son désir pour une paix très prolongée; que, dans son voyage en Palestine, un autre Empereur, jeune, généreux et génial, à la tête de la Puissance formidable de l'Allemagne, a exprimé solennellement sur le sol classique que, nous Chrétiens, nommons la Terre Sainte, le ferme désir de maintenir la paix; qu'enfin, comme tout le monde le sait, l'Empereur d'Autriche-Hongrie, l'illustre Souverain qui dernièrement a fêté son jubilé dans des circonstances si tristes, qui ne vit que pour le bien-être des peuples qu'il gouverne, est animé de sentiments également pacifiques.

N'oublions pas non plus que, comme l'a dit l'honorable Président de la Conférence Son Exc. M. Staal, „l'empressement que toutes les Puissances ont mis à accepter la proposition contenue dans les circulaires russes est le plus éloquent témoignage de l'unanimité acquise aux idées pacifiques.“

Dans cet état de choses pourquoi hésiterions-nous, nous qui sommes ici réunis pour donner pour ainsi dire du corps à ces idées, à faire le minimum, c'est-à-dire à convenir que, seulement pour la courte période de 5 ans, nous tous garderons les fusils que nous avons et que seuls les Etats qui ont des fusils arriérés sans magasin pourront faire choix d'un fusil existant?

Si, Messieurs, après tout ce qui est arrivé et attendu, cette Conférence pompeusement annoncée et constituée, et qui n'a jamais eu sa pareille, ne fait rien sur le terrain des économies tant désirées; si nous n'apportons aucune restriction aux transformations ruineuses des armements, nous aurons forgé des armes pour l'ennemi commun de tous les Gouvernements, pour ceux qui veulent bouleverser l'Etat actuel du monde et qui dès lors n'hésiteront pas à semer dans les populations des germes vénéneux et le doute sur la sincérité des Gouvernements qui nous ont délégués.

Ces faux apôtres qui ne font que se guerroyer entre eux diront à la populace: „Venez avec nous, vous tous, qui êtes accablés et qui demandez du pain et la paix; nous sommes les seuls qui pouvons vous les donner.“ Et la populace se jettera dans leurs bras et leur sera de bonne prise.

Il me reste à justifier la formule proposée.

On a attaqué, et selon moi à juste titre, les détails — du reste demandés — de la seconde rédaction russe; ils ne se trouvent pas dans celle qui vous est présentée.

On a dit que c'était aller trop loin que de considérer comme fusil actuel, même le fusil à l'état d'étude; dans la présente formule l'état d'étude ne se trouve pas.

Les délégués des Etats qui ont des fusils arriérés ont voté contre les propositions précédentes, parce qu'ils désirent avoir la faculté de

changer leur fusil d'ancien type. La présente rédaction leur donne toute satisfaction en leur permettant, comme il est juste, de choisir parmi les meilleurs fusils existants.

Si l'on demande quel est la fusil actuel, je réponds que chaque Etat sait très bien quel est le meilleur fusil actuellement en usage. J'ai cru d'abord qu'on pouvait faire abstraction des perfectionnements; mais on m'a fait observer et, je crois, avec raison, que ce serait inadmissible; il est arrivé en effet, que des défauts de mécanisme se sont révélés qui rendaient le fusil dangereux pour le tireur. Voilà pourquoi je propose que tout perfectionnement soit permis parce que je reconnaiss qu'il est très difficile de tracer des limites; c'est donc une définition nette et précise.

Si l'on demande comment on peut contrôler que les améliorations ou perfectionnements permis n'apportent pas un changement au type, je prends la liberté de répondre comme le Président de la Conférence de Bruxelles, M. le Baron Jomini: „Ce serait faire injure aux parties contractantes que de supposer qu'elles pourraient avoir l'intention de ne pas tenir leur engagement.“

Messieurs, il en est des nations comme des individus. François I, vaincu et fait prisonnier à Pavie par Charles Quint écrivit à sa mère du château de Pizzeghettone ces mots remarquables: „Madame, tout est perdu, fors l'honneur.“

Il n'en restait pas moins le grand Roi, pouvant regagner tout et l'ayant regagné, parce que l'honneur lui restait. Mais, autre chose serait de forfaire à son serment ou à un engagement accepté, car:

„L'honneur est comme une île escarpée et sans bords.“

„On n'y peut plus rentrer dès qu'on en est dehors.“

Je suis donc convaincu, Messieurs, que, pour être certain que les Etats ne se soustrairont ni à l'esprit ni à la lettre de la convention, il n'y a pas de meilleur contrôleur que l'honneur des nations.

Pensons-y!“ (Applaudissements.)

Le Président propose à la Sous-Commission de décider, que le remarquable discours du Général den Beer Poortugael, soit annexé en extenso au procès-verbal.

M. Raffalovich suggère l'idée de le faire imprimer et distribuer avec le compte-rendu sommaire, afin de porter le discours du Général à la connaissance des Gouvernements représentés. (Assentiment.)

M. le Colonel Gilinsky, au nom de la Délégation russe, remercie le Général den Beer Poortugael des paroles chaleureuses, dont il a appuyé la proposition de son Gouvernement.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit, que comme simple délégué technique, il n'est pas en mesure de suivre le Général den Beer Portugael dans le domaine de la haute politique. Il reconnaît qu'après tous les efforts faits, il serait bien désirable d'arriver à un accord; mais il se demande, si la proposition du Délégué néerlandais est bien faite pour y aboutir. Le but technique est de réaliser des économies ou d'arrêter des dépenses nouvelles pour l'armement de l'infanterie; or, la formule du

Général den Beer-Poortugael permet à tous les Etats d'apporter des améliorations et des perfectionnements à leurs fusils actuels, pourvu qu'ils n'en changent pas le type. On pourrait prévoir le cas d'une grande Puissance effectuant des progrès dans cet ordre d'idées; même avec des modifications très restreintes, mais coûteuses, il serait possible d'arriver à créer une arme très supérieure au fusil actuel et cela forceraient les autres Puissances à emboîter le pas.

Comme l'a dit M. le délégué des Etats-Unis, il est des améliorations susceptibles d'entrainer des dépenses considérables et quand on fait ces dépenses on doit avoir tout au moins la liberté d'adopter l'arme qui semble la meilleure.

Du reste on ne sait pas d'avance si les modèles actuellement en usage se prêteraient aux transformations auxquelles on serait obligé vis-à-vis des améliorations adoptées ailleurs.

Le délai fixé à 5 ans produirait probablement une double dépense: d'abord pour les transformations, ensuite pour un nouveau fusil.

En votant le délégué d'Allemagne exprime son opinion personnelle; il n'a aucune instruction de son Gouvernement.

M. le Dr. Stancioff dit que la Délégation bulgare, dont l'adhésion est certainement acquise à toutes les propositions tendant à alléger les charges budgétaires, doit cependant faire ses réserves en présence de la limite de 8 millimètres, que le Général den Beer Poortugael entend imposer aux Etats ayant un fusil de modèle arriéré. La Bulgarie se servant du calibre de 8 millimètres craindrait d'être tenue de s'arrêter à ce calibre, tandis que les autres Etats dont l'armement actuel est inférieur auraient la faculté d'adopter un calibre plus petit; le Major Hessaptchieff, second Délégué de Bulgarie demanderait, que chaque Etat pût arriver à changer son fusil pour se mettre, quant au calibre, au niveau du fusil actuellement le meilleur.

M. Miyatovitch est heureux de pouvoir se rallier au sentiment si éloquemment exprimé par le Général den Beer Poortugael; il accepte la rédaction proposée en suggérant toutefois d'ajouter que les Etats arriérés en armements auront eux aussi la faculté d'améliorer leur fusil.

Il n'insiste pas sur cet amendement en présence de la déclaration du Président, que le paragraphe premier de la proposition du Général den Beer Poortugael sauvegarde les droits des Etats arriérés quant aux perfectionnements qu'ils pourront introduire dans leurs nouveaux fusils.

M. le Général den Beer Portugael, répondant aux observations du Colonel de Gross de Schwarhoff, dit que, sans doute, il faudra faire quelques dépenses, si l'on veut apporter des modifications au modèle en service, mais que ces dépenses ne seront jamais aussi considérables que s'il s'agissait de changer entièrement de modèle.

Quant à la question soulevée par M. Stancioff, le Délégué néerlandais déclare, que la limite de 8 millimètres devra être maintenue; d'ailleurs de grands Etats comme la France ont le calibre 8, quant à la Russie dont le calibre est très-voisin de 8, elle n'aurait pas fait la proposition de se tenir au fusil actuel, si elle considérait celui-ci comme inférieur.

M. le Colonel Gilinsky croit que le fusil bulgare n'est point inférieur à celui d'autres Puissances.

Le Général Sir John Ardagh présente quelques observations sur la proposition du Général den Beer Poortugael.

Il voit de grandes difficultés à réaliser conventionnellement les restrictions, que le délégué néerlandais veut imposer. Il demande notamment s'il serait contraire aux termes de la proposition du Général den Beer Poortugael de faire fabriquer des fusils perfectionnés dans les arsenaux de l'Etat, de les conserver en magasin pour ne les distribuer aux troupes qu'en cas de guerre.

Sir John Ardagh signale ensuite une autre difficulté, celle du contrôle.

Pour ces motifs il ne peut pas donner son adhésion au texte présenté.

M. Raffalovich est d'avis, que le Général den Beer Poortugael a répondu d'avance à l'objection que Sir John Ardagh soulève relativement au contrôle. Au lieu de fournir un moyen d'entente, la question du contrôle risquerait de créer d'insurmontables difficultés. Il n'est pas entré dans les vues des Gouvernements de la soulever. La garantie des engagements à prendre réside dans la bonne foi des contractants, dans le contrôle de l'opinion publique.

Le Président fait remarquer que faire fabriquer et conserver en magasin des armes perfectionnées pour les employer en cas de guerre serait évidemment en contradiction avec le sens de la proposition du délégué néerlandais.

M. le Colonel Gilinsky déclare que le contrôle n'est pas nécessaire; il n'existe pas même pour les conventions commerciales.

D'après M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, il ne s'agit pas de contrôle contre la mauvaise foi; mais il a en vue les contestations qui peuvent surgir de bonne foi relativement à la portée des modifications et des perfectionnements de l'arme.

Qui décidera la question de savoir s'il s'agit d'un nouveau modèle ou d'une amélioration?

Le Président fait procéder au vote sur la proposition den Beer Poortugael.

L'Allemagne vote non.

Le Délégué des Etats-Unis d'Amérique dit que, selon son opinion personnelle, son Gouvernement ne fera pas opposition; mais, étant sans instructions, il s'abstient.

Le Délégué d'Autriche-Hongrie, attendant des instructions, s'abstient également. Quant à son opinion personnelle, il a eu plusieurs fois l'honneur de l'exposer. Pour ne pas se répéter il se borne à déclarer, que, n'ayant que des instructions générales en ce qui concerne cette matière, il a porté la proposition du Général den Beer Poortugael à la connaissance de son ministère en le priant de lui donner des instructions précises à ce propos. Il doit donc s'abstenir de voter jusqu'au moment où il aura reçu ces instructions.

Le Danemark vote oui. — L'Espagne vote oui. — La France attend

des instructions et s'abstient. — La Grande Bretagne vote non. — L'Italie vote non. — Le Japon s'abstient, attendant des instructions. — Les Pays-Bas votent oui. — La Perse vote oui. — Le Portugal se réserve. — La Roumanie vote oui sous réserve. — La Russie, la Serbie, le Siam et la Suède et Norvège votent oui.

Le Délégué de Suisse, après avoir fait observer que le mot décisif sera prononcé par les Grandes Puissances, croit inutile d'émettre un vote sans portée utile. Pour ce motif il s'abstient.

La Turquie, en attendant des instructions, s'abstient.

La Bulgarie s'abstient ad referendum.

Par conséquent, deux Etats ont voté non; neuf Etats ont voté oui; neuf Etats se sont abstenus.

M. le Capitaine Crozier propose de rouvrir la discussion sur l'interdiction du lancement de projectiles du haut des ballons.

Il dit:

„Ayant voté affirmativement pour la prohibition de lancer des projectiles ou des matières explosives du haut des ballons, ou par des moyens analogues, telle qu'elle figure dans l'article 3 de la circulaire du Comte Mouravieff du 30 Décembre 1898, je voudrais qu'on revint sur le vote et qu'on examinât la question à nouveau.

Je sollicite l'indulgence de l'Assemblée en disant quelques mots pour défendre une motion qui pourra sembler radicale en présence du vote presque unanime rendu précédemment.

L'esprit général des propositions qui ont reçu l'accueil favorable de la Sous-Commission est un esprit de tolérance à l'égard des méthodes tendant à augmenter l'efficacité des moyens de faire la guerre et un esprit de restriction à l'égard des méthodes qui, sans être nécessaires du point de vue de l'efficacité, ont semblé inutilement cruelles. On a décidé de n'imposer aucune limite aux perfectionnements de l'artillerie, des poudres de chargement, des matières explosives, des fusils, tout en prohibant l'usage des balles explosives ou dilatables, la projection de matières explosives du haut des ballons ou par des moyens analogues.

Si l'on examine ces décisions, il semble que, lorsqu'on n'a pas imposé de restriction, c'est l'efficacité qu'on a voulu sauvegarder au risque même d'augmenter les souffrances, si cela était indispensable.

Des deux cas où des restrictions ont été imposées, le premier, c'est-à-dire l'interdiction de faire usage de certaines catégories de balles, provient exclusivement d'un sentiment d'humanité, il est donc raisonnable de supposer que le second a son fondement dans un sentiment semblable. Or, il me paraît difficile de justifier par un motif humanitaire la prohibition de l'emploi des ballons pour lancer des projectiles ou des matières explosives. Nous sommes sans expérience dans l'usage d'armes, dont nous proposons d'interdire, à jamais, l'emploi. Qui peut dire en supposant qu'on arrive à inventer des procédés pratiques d'employer les ballons, si cette invention ne sera pas de nature à rendre possible l'emploi au point critique du champ de bataille, au moment critique du conflit, dans des

conditions tellement définies et concentrées, que cet emploi décidera de la victoire, partageant ainsi la qualité qu'ont toutes les armes perfectionnées de localiser à des points importants la destruction de la vie et des biens et d'épargner les souffrances de tous ceux, qui ne se trouvent pas à l'endroit même où se décide l'issue; cet emploi tend à diminuer les maux de la guerre et à favoriser les considérations humanitaires, que nous avons en vue.

Je ne connais point de machines aussi efficaces et aussi humanitaires, même dans la période d'invention incomplète comme celle où se trouve l'aérostation; mais est-il désirable de fermer la porte à leur introduction possible parmi les armes admises? En le faisant, n'agissons-nous pas tout à fait dans l'obscurité et ne courrons-nous pas les risques d'erreur inhérents à une telle façon d'agir? Le ballon tel que nous le connaissons, n'est pas dirigeable, il peut transporter peu de chose, il est capable de lancer seulement sur des points inexactement déterminés au dessus desquels il est susceptible de passer plutôt au hasard, des quantités non décisives d'explosifs qui tomberont comme de la grêle inutile, également sur les combattants et les non-combattants. Dans ces conditions, il est tout à fait convenable d'en défendre l'usage, mais la restriction doit être temporaire, non pas permanente. Dans un stage ultérieur de développement, si l'on voit que les qualités peu désirables prédominent encore, il sera temps encore d'étendre la restriction; à présent bornons-nous à confiner notre action dans les limites de notre connaissance.

C'est pourquoi, j'ai l'honneur de proposer la substitution du texte suivant au texte déjà voté:

„Pendant cinq ans, à dater de la signature de cet acte, il est interdit d'employer les ballons ou d'autres moyens similaires non encore connus pour lancer des projectiles ou des explosifs.

Le Président fait observer, que le vote émis dans une séance précédente est acquis, et que c'est devant la Commission plénière que M. Crozier devrait reprendre la question.

M. le Capitaine Crozier demande qu'il soit pris note au procès-verbal de sa motion.

Il est déféré à ce désir.

La séance est levée.

Cinquième Séance.

22 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu.

Le Général Sir John Ardagh demande à modifier le vote qu'il a émis sur la proposition du Général den Beer Poortugael relativement à la question du fusil. Au lieu de s'abstenir il vote négativement.

Le Président dit que ce n'est pas là une rectification au procès-verbal, mais une modification au vote de la Délégation britannique.

Il suppose qu'il n'y a pas d'opposition à ce qu'elle soit constatée dans le procès-verbal de la séance d'aujourd'hui. (Adhésion.)

Le procès-verbal est approuvé.

Le Président fait remarquer que le rapport du Général den Beer Poortugael a été distribué depuis plusieurs jours en épreuve et qu'il n'y a donc pas lieu d'en donner lecture; il se borne à demander aux délégués d'indiquer les rectifications de fait qu'ils croiraient avoir à y faire.

M. le Colonel Coanda demande l'insertion page 3 ligne 18 d'en bas de ce qui suit:

„Le Général Mounier propose simplement l'emploi du terme balles expansives.

Le Colonel Coanda ajoute qu'en se ralliant à la motion Mounier on doit spécifier, que les balles doivent être à enveloppe dure couvrant toute la balle“.

En plus il désirerait qu'on ajoutât à la sixième ligne de la page 6 la déclaration suivante:

„Le délégué de Roumanie s'est abstenu parce que depuis le 26 mai, date de sa déclaration, la question, à son avis, est restée exactement dans le même état“.

Il demande de substituer aux mots: „s'abstient à défaut etc.“, ceux: „en se référant à sa déclaration du 26 mai, réserve sa décision et s'abstient“.

Le délégué de Siam, demande la suppression à la page 3 des mots: „et le Siam qui répond affirmativement“. Il se rallie à l'opinion de la majorité.

M. le Major Hessaptchiew fait la déclaration suivante:

„Dans son rapport le Général den Beer Poortugael a constaté l'abstention de la Bulgarie sur la question du fusil; mais ayant reçu depuis la dernière séance les instructions de son Gouvernement concernant la proposition du Général den Beer Poortugael, la Délégation a l'honneur de déclarer: qu'en considération de l'empressement que toutes les Puissances apportent à la réalisation des intentions humanitaires et des vues magnanimes de S. M. l'Empereur de Russie et pour affirmer également sa bonne volonté, la Bulgarie s'associe pleinement et tranquillement à la dernière proposition du Général den Beer Poortugael.

Le Président donne acte de cette déclaration.

M. le Colonel Gilinsky tient à expliquer que la proposition russe par rapport à la question du canon a été soumise au vote dans une forme différente de celle qu'elle avait originairement.

En effet, le Gouvernement Impérial a proposé d'accepter le canon à tir rapide comme type existant déjà et d'en interdire les perfectionnements pour un temps déterminé. Il croit que le canon à tir rapide qui existe dans plusieurs armées n'est plus un secret. Il est adopté déjà en Russie, en Allemagne, en France et il est expérimenté dans d'autres pays.

M. le Colonel Gilinsky ajoute que la proposition russe tend à permettre à tout le monde d'accepter le meilleur canon, c'est-à-dire le

canon à tir rapide. La proposition actuellement existante qui a été votée, stipule au contraire qu'il n'y a pas lieu de changer dans l'artillerie de campagne le canon actuel et que les pays arriérés auraient la faculté de se mettre au niveau des autres. Il fait ressortir la différence entre la proposition russe et le texte mis aux voix surtout au troisième vote: „s'interdire pour un temps à fixer de modifier l'armement „(canon) en excluant l'emploi de toute invention nouvelle“.

Dans ces conditions il a cru devoir s'abstenir.

Le Président dit que cette explication du délégué russe sera insérée au procès-verbal.

Il constate en suite qu'aucune autre rectification n'est demandée et déclare le rapport du Général den Beer Poortgas adopté. (Assentiment.)

Il adresse les remerciements de la Sous-Commission au Rapporteur pour son excellent travail. (Assentiment.)

La séance est levée.

Sixième séance.

26 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. Beernaert.

Sur la proposition du Président, la Sous-Commission décide de confier l'examen des propositions du Colonel Gilinsky concernant le thème I de la Circulaire Mouravieff à un Comité composé de MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Général Mounier, le Colonel Gilinsky, le Général Sir John Ardagh, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, le Général Zuccari, le Capitaine Brändström et le Colonel Coanda, auquel sera adjoint M. Raffalovich, Délégué, comme Secrétaire.

La séance est levée.

Deuxième Sous-Commission.

Première séance.

26 mai 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van Karnebeek.

M. le Jonkheer van Karnebeek ouvre la séance et fait appel à l'indulgence de ses collègues, les circonstances l'ayant appelé à la présidence bien qu'il ne possède pas de connaissances spéciales en matière maritime.

Il est d'avis qu'il serait utile de commencer par nommer un rapporteur, qui pourrait dès maintenant prendre des notes, ce qui ne l'empêcherait pas de participer à la discussion.

La Sous-Commission s'étant ralliée à cette opinion et ayant déféré à son président le soin de proposer un rapporteur, M. le Jonkheer van

Karnebeek demande si M. le Comte Soltyk serait disposé à se charger de cette fonction.

La Sous-Commission applaudit à ce choix.

M. le Capitaine de corvette Comte Soltyk accepte cette nomination et demande à ses collègues de lui prêter un concours bienveillant.

Le Président expose qu'en vertu de la décision prise par la Commission en séance plénière, la Sous-Commission aura, en premier lieu, à examiner s'il sera possible, en ce qui concerne les marines, d'interdire par un arrangement conventionnel la mise en usage de nouvelles armes à feu (première partie du thème 2 de la circulaire du 30 décembre 1898). Comme les armes à feu portatives ont relativement peu d'importance pour les marines, on aura à s'occuper surtout des canons.

M. l'Amiral Péphau juge bien difficile de définir la portée de cette question. Que faut-il entendre par „nouvelles armes à feu“? S'agit-il aussi d'interdire les transformations?

Le Président croit que l'interdiction ne peut viser des modifications de détail, mais seulement des transformations assez importantes pour faire d'une certaine arme à feu un nouvel engin de guerre.

M. le Capitaine de frégate Schéine estime de même que l'expression „nouvelle arme à feu“ doit être entendue dans le sens d'un type entièrement nouveau, et ne comprend pas les transformations et améliorations.

M.M. les Capitaines de vaisseau Sakamoto et Mahan demandent si „type nouveau“ veut dire type non inventé actuellement.

M. l'Amiral Péphau remarque que la définition de M. Schéine ne fait que poser la question en d'autres termes. Qu'est ce qu'un nouveau type? L'ancien canon modifié et amélioré graduellement devient un nouveau type.

M. le Comte Soltyk partage cette opinion. Le nouveau type n'est en somme que l'ancien type qui est amélioré journellement.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan dit qu'on pourrait concevoir le nouveau type comme une notion acquise, et examiner indépendamment la question de savoir si on consentira à accepter l'interdiction d'en faire construire.

M. l'Amiral Fisher est d'avis que chaque pays désire se servir de la meilleure arme qu'il puisse se procurer. Toute restriction apportée à la liberté d'action sous ce rapport mettrait les peuples civilisés dans une situation désavantageuse en cas de guerre avec des nations moins civilisées ou des tribus sauvages.

M. le Capitaine de frégate Schéine pense qu'une interdiction pour un temps indéfini toucherait à des intérêts trop nombreux et trop graves. Une pareille intention n'est point entrée dans les vues de son Gouvernement. Selon lui, il conviendrait de limiter la prohibition à un certain temps déterminé pas trop considérable, soit 3 ou 4 ans. Les canons existants ne peuvent d'ailleurs être modifiés considérablement dans cet intervalle.

Mais, en procédant de la sorte, on aurait un point de départ. La question se trouverait déterminée et prendrait corps.

Le Président est d'avis que cette proposition est d'une haute importance, et qu'elle pourrait servir à mettre un terme à la ruineuse concurrence que se font les Etats dans la fabrication de nouvelles armes, concurrence qui n'aboutit jamais, puisqu'après chaque effort ils se retrouvent au même niveau.

C'est bien là le fond de la pensée de ceux qui ont soumis cette question aux délibérations de la Conférence. Du reste, le seul moyen efficace serait peut-être de recourir à des dispositions pénales contre les inventeurs de nouveaux moyens de destruction.

M. l'Amiral Péphau croit qu'on ne pourra jamais empêcher les inventeurs de ruiner les nations.

M. l'Amiral Fisher dit que ces inventions servent plutôt à entraver et à retarder la guerre. Pour réaliser ce que propose M. Schéine il faudrait un comité de contrôle.

Mais les Etats ne verraien-t-ils pas dans un tel contrôle une atteinte à leur souveraineté?

M.M. le Capitaine de vaisseau Siegel et l'Amiral Péphau constatent qu'il serait impossible d'établir un tel contrôle. Un point de départ fait d'ailleurs défaut et dans tous les pays les armes à feu se trouvent en transformation.

Le Président demande s'il convient donc de résumer la discussion en ce sens: „quelque désirable qu'il soit, de l'avis de la Sous-commission, de mettre un terme à la concurrence dont il s'agit, la question paraît si difficile à résoudre qu'elle devra rester dans l'état où elle se trouve actuellement.“

M. le Capitaine de frégate Schéine insiste sur sa proposition. La fixation d'un délai de 3 à 4 ans avancera la question sans engager les intérêts en cause, et en tout cas le principe serait acquis.

Après un échange de vues, dont il ressort que la Sous-Commission estime que la question devrait être plus amplement motivée et sa portée indiquée avec plus de précision, M. Schéine, à la demande du Président, déclare qu'il tâchera de présenter dans la réunion prochaine sa proposition sous une formule plus précise.

On passe à la deuxième question, celle des explosifs.

Le Président croit qu'en ce qui la concerne un accord s'établira plus facilement.

M.M. l'Amiral Fisher et l'Amiral Péphau observent au contraire que, dans cette matière, les mêmes difficultés se présentent que par rapport aux canons: c'est le point de départ qui fait défaut. Les nouveaux explosifs ne sont que des améliorations des espèces déjà existantes. En outre, aucun Etat ne consentira à divulguer la composition des explosifs dont il se sert actuellement.

Le Président dit que la question se pose de savoir s'il faut prendre pour base les explosifs adoptés jusqu'à présent par les Etats, ou tous ceux qui peuvent être considérés comme déjà existants et connus.

M. Rolin est d'avis qu'avant tout il importera de connaître les

explosifs en usage. Il observe ensuite que l'emploi des explosifs, particulièrement pour les petits Etats, constitue un moyen de défense spécial.

Si l'on consentait à en interdire l'usage, on priverait ces Etats d'un de leurs moyens de défense le plus important.

M. le Capitaine de frégate Schéine propose un engagement conventionnel en vertu duquel les Gouvernements s'abstiendront d'introduire de nouveaux explosifs pendant un certain laps de temps.

Le Président propose de rattacher la suggestion émise par M. Schéine à la motion analogue relative aux nouvelles armes à feu, et il demande à M. Schéine de bien vouloir préciser ses idées sous une forme définie, qui, dans une prochaine réunion, pourrait être soumise à l'examen de la Sous-Commission.

M. le Capitaine de frégate Schéine dit qu'il tâchera de satisfaire à la demande de M. van Karnebeek.

Le Président propose de passer à la question de la limitation de l'emploi des explosifs d'une force formidable déjà existants.

M.M. l'Amiral Péphau et le Capitaine de vaisseau Tadema estiment qu'il serait désirable de déterminer les cas dans lesquels l'emploi de ces explosifs sera permis.

S. E. M. le comte de Welserheimb appuie cette manière de voir.

M. le Capitaine de frégate Schéine est d'avis qu'il faudra s'engager à n'employer les explosifs que dans les cas où et de la manière dont ils sont employés actuellement.

Le Président dit que de cette façon la question est plus nettement posée.

M. l'Amiral Péphau exprime des doutes quant à la possibilité de prendre un engagement dans le sens indiqué.

M. le Capitaine de vaisseau Tadema estime que la question mérite un sérieux examen.

Sur la proposition du Président la discussion est remise à la prochaine séance.

La séance est levée.

Deuxième Séance.

29 mai 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van Karnebeek.

Le procès-verbal de la première séance est lu et adopté.

Le Président, après avoir demandé le concours des délégués maritimes pour les questions d'ordre technique, expose que le problème de la limitation de armements maritimes vise deux objets:

1° un besoin d'économie: amoindrir les charges des budgets.

2° un besoin d'humanité: diminuer les maux provoqués par la guerre.
C'est du premier point que la Sous-Commission doit s'occuper actuelle-

ment. Le Président invite M. Schéine à formuler les propositions plus détaillées qu'il a annoncées dans la dernière séance.

M. le Capitaine de frégate Schéine fait remarquer que par le terme „nouveau type“ il avait cru suffisamment préciser sa première proposition.

En présence des doutes émis par quelques-uns de ses collègues, sur la possibilité de fixer ce qu'il fallait entendre par un nouveau type, il s'est efforcé de formuler ces propositions d'une manière plus détaillée.

Il rappelle les trois grandes transformations que les canons ont subies: d'abord celle de canons lisses en canons rayés, puis celle de canons se chargeant par la bouche en canons se chargeant par la culasse, idée nouvelle qui a complètement changé le type du canon et, en troisième lieu, l'introduction des canons à tir rapide.

En proposant au nom du Gouvernement russe de s'abstenir, pendant un certain temps, de mettre en usage un nouveau type, il avait en vue des inventions qui comporteraient une modification aussi radicale que l'une de celles qu'il vient d'indiquer.

M. Schéine expose que l'artillerie de marine peut être subdivisée en trois catégories:

1° les petits canons à tir rapide d'un calibre de moins de 120 millimètres, et les canons revolvers;

2° la grande masse de l'artillerie comprenant les canons d'un calibre de 12 à 20 c.M. de tir rapide et les gros canons ordinaires jusqu'à 43 c.M.

3° les canons des embarcations et de débarquement.

Au point de vue d'un dégrèvement des budgets, on peut laisser de côté le premier groupe.

Le troisième rentre plutôt dans le domaine de la guerre terrestre.

En ne prenant en considération que les canons modernes, le second groupe comprend:

a. les canons ordinaires d'un calibre ne dépassant pas 43 c.M.

b. les canons à tir rapide de 12 à 20 c.M.

Sa proposition tend d'abord à obtenir l'engagement de ne pas aller au-delà des calibres indiqués, c'est-à-dire au-delà d'un maximum de 43 c.M. pour les canons ordinaires et de 20 c.M. pour les canons à tir rapide.

Mais, il y a un autre point qui distingue les canons, c'est leur longueur.

En outre, il faudrait prendre des engagements par rapport aux poudres.

Il suffira de décider qu'on ne dépassera pas la vitesse initiale des projectiles produit par les poudres actuellement existantes: c'est-à-dire de 700 à 800 mètres par seconde.

Il faudrait de plus s'engager à ne pas introduire de nouveaux modes de lancement de projectiles, autres que la poudre, et enfin interdire l'emploi de la force du recul pour recharger les canons.

Quant à la durée de l'engagement, on pourrait la fixer à 3 ou 5 ans afin d'obtenir un point de départ qui, dans la mesure du possible, ne porterait pas préjudice aux Etats dont l'artillerie est plus ou moins en transformation.

Il faudrait que chaque délégué fasse connaître la date à partir de laquelle son Gouvernement serait disposé à prendre l'engagement, dont il s'agit.

Le Président remercie M. Schéine de son intéressant exposé. Il est d'avis, qu'on pourrait en effet s'engager à ne point dépasser les limites indiquées par le délégué russe sans toutefois s'interdire les améliorations rentrant dans ces limites.

A la suite de remarques faites par S. E. Turkhan Pacha, M. le Capitaine de vaisseau Siegel et M. le Capitaine de vaisseau Tadema, M. le Capitaine de frégate Schéine dit qu'on pourrait fixer les limites des calibres à des chiffres un peu plus élevés.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan observe que, si l'on veut limiter les calibres, il faut également limiter les cuirasses.

Le Président applaudit à la mesure indiquée par M. Mahan, laquelle dégrèverait considérablement les budgets.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel fait remarquer qu'il ne faut pas seulement tenir compte de la vitesse initiale, mais encore de la force vive du projectile, déterminée aussi par le poids de l'obus.

M. le Capitaine de frégate Schéine répond que la vitesse initiale détermine dans une certaine mesure le poids de l'obus qui ne peut être augmenté sans que la portée diminue.

M. l'Amiral Péphau estime qu'il y aurait lieu d'adopter le principe en termes généraux, sans entrer dans des détails.

Il fait la proposition suivante:

„Les nations contractantes s'engagent pendant une période de . . . à partir du . . . à ne pas faire subir aux types de canons existants une transformation radicale semblable à celle du canon-bouche remplacé par le canon-culasse. Dans tous les cas les calibres actuellement en usage ne seraient pas augmentés.“

Le Président croit que la façon la plus utile de limiter consiste à adopter des chiffres. Il prie les membres de se prononcer sur la proposition de M. Schéine.

Il leur saurait gré de demander à leurs Gouvernements s'ils consentent à s'engager aux termes de cette proposition.

M. le Capitaine de corvette Comte Soltyk, d'après les instructions de son Gouvernement, fait ressortir qu'il faudra en tout cas laisser aux petites marines la possibilité d'améliorer leurs armements jusqu'à ce qu'elles aient atteint le niveau des grandes marines.

M. le Capitaine de vaisseau Sakamoto est d'avis que la limitation doit également être prononcée par rapport aux cuirasses, et qu'il serait utile de se mettre d'accord dès le commencement sur la question de principe concernant le contrôle des engagements pris.

M. de Bille fait observer que l'épaisseur d'une cuirasse n'est pas le seul facteur qui en détermine la force de résistance. Ne pourrait-on pas résoudre cette question en trouvant un chiffre fixe pour la proportion entre la force de pénétration des projectiles et la force de résistance des cuirasses?

Il faudrait en tout cas tenir compte aussi des cuirasses des fortifications de côtes.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan émet des doutes quant à la compétence de la Commission pour s'occuper de cette question qui ne rentre pas dans le programme.

Quoique disposé à consulter son Gouvernement, il ne croit pas qu'aux Etats-Unis on soit enclin à restreindre les inventions, notamment par rapport au perfectionnement des cuirasses. Si l'on voulait utilement déterminer une limite à ce sujet, il faudrait, selon son opinion personnelle, s'interdire d'adopter de nouveaux procédés de fabrication autres que ceux employés actuellement.

Il résulte d'un échange de vues ultérieur que la plupart des membres, avant de se prononcer sur la proposition de M. Schéine, désirent voir posée la question de principe ainsi qu'elle est conçue dans la proposition de M. Péphau.

M. le Capitaine de frégate Schéine se rallie à l'opinion de ses collègues, mais il estime qu'il vaudrait mieux renvoyer le second alinéa à un examen ultérieur.

Le Président demande aux membres de bien vouloir prendre les instructions de leurs Gouvernements au sujet du premier alinéa de la proposition de M. Péphau.

Les délégués se déclarent prêts à s'adresser immédiatement à leurs Gouvernements.

Le Président croit utile de préciser la portée de l'engagement proposé, en ce sens qu'il ne viserait non seulement les canons qu'une certaine nation a en usage à un moment déterminé, mais encore tous ceux qui ont été adoptés dans les différents pays.

Dans les limites de l'engagement, il serait donc permis aux nations ayant des canons de qualité inférieure des les perfectionner jusqu'à arriver au niveau de la nation la plus avancée.

M. l'Amiral Fisher fait encore ressortir que les petites nations qui doivent chercher leur force dans la qualité de leur matériel, ne seront pas aisément disposées à s'imposer des restrictions par rapport aux nouvelles inventions.

Quant aux guerres contre les peuples sauvages, ces restrictions seraient uniquement au détriment des nations civilisées.

Enfin, il rappelle la difficulté du contrôle.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan fait observer que les propositions de M. Péphau, sans une restriction par rapport aux cuirasses, ne lui paraissent pas acceptables.

M. le Capitaine de vaisseau Hjulhammar ne peut consentir à entraver les inventions.

La séance est levée.

Troisième Séance.

31 mai 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van Karnebeek.

Le procès-verbal de la deuxième séance est lu et adopté.

Le Président dit qu'il est bien entendu que les votes émis par les membres de cette Sous-Commission n'engagent pas définitivement leurs Gouvernements respectifs.

Il consulte successivement les délégués sur la deuxième partie de la formule proposée par l'Amiral Péphau: „dans tous les cas les calibres en usage ne seraient pas augmentés.“

M. le Capitaine de frégate Schéine est d'avis qu'il ne faut pas rattacher cette question, qui entre dans des détails techniques, à la première partie de la proposition, qui contient un principe général.

Pour répondre aux observations présentées par M. M. les Amiraux Péphau et Mehemed Pacha, le Président précise la portée de la question posée à la Sous-Commission en disant qu'elle vise les calibres dont se servent actuellement toutes les marines en général.

Il ressort des différentes opinions émises, que les délégués d'Autriche-Hongrie, de Suède et Norvège, du Japon, (celui-ci sauf réserve quant à la durée de l'engagement), des Pays-Bas et du Siam pensent que leurs Gouvernements ne verraien point d'objection à prendre l'engagement dont il s'agit, pourvu que la limitation soit adoptée à l'unanimité.

Le délégué de Danemark n'a pas reçu d'instructions de son Gouvernement; il lui a soumis la question et il lui a conseillé de se ranger à l'avis de ses collègues susmentionnés.

Les délégués des Etats-Unis d'Amérique et d'Italie, ce dernier sous la réserve expresse d'en référer à son Gouvernement, estiment que l'engagement n'est pas acceptable.

M. l'Amiral Mehemed Pacha est d'avis que les deux parties de la proposition de l'Amiral Péphau sont connexes et qu'il faudrait demander l'avis des Gouvernements sur l'ensemble. Il propose en conséquence de réservoir la décision à prendre sur cette question pour la prochaine séance.

Cette motion est adoptée.

Par suite de cette résolution les délégués d'Allemagne et de Grande Bretagne n'expriment pas leur avis. M. le Capitaine de vaisseau Siegel se borne à indiquer l'objection principale et très grave qui s'élève aussi bien contre la première partie de la proposition Péphau que contre la limitation des calibres qui s'y rattache intimement: c'est la nécessité d'une limitation des cuirassements.

Le Président demande à M. Schéine s'il désire formuler une proposition relative à la question de limiter l'emploi de nouveaux explosifs.

M. le Capitaine de frégate Schéine répond négativement, mais son Gouvernement l'a chargé d'émettre une proposition concernant l'interdiction de la mise en usage d'une nouvelle sorte d'explosifs, dont l'invention

parait possible. Il s'agit de défendre l'emploi de projectiles chargés d'explosifs qui répandent des gaz asphyxiants et délétères.

MM. le Capitaine de corvette Comte Soltyk et l'Amiral Péphau, ayant fait observer que dans ce cas il faudrait interdire l'emploi de tous les projectiles chargés d'explosifs, car tous contiennent des gaz plus ou moins nuisibles, le Président, avec l'assentiment de M. Schéine, précise la proposition en ce sens que la défense se rapportera uniquement aux projectiles dont le but est de répandre des gaz asphyxiants et non à ceux dont l'explosion produit incidemment ces gaz.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan déclare qu'il n'a pas étudié spécialement la question des explosifs. Il explique qu'à son avis l'emploi de projectiles de l'espèce dont il s'agit ne saurait être considéré comme un moyen défendu au même titre que l'empoisonnement des eaux. De tels projectiles pourraient même être considérés comme plus humains que ceux qui tuent ou estropient d'une façon bien plus cruelle, en déchirant le corps au moyen de pièces de métal.

En supposant que des projectiles de cette espèce soient inventés, leur emploi peut donner des résultats décisifs. En outre, il n'impliquerait ni une cruauté inutile ni la mauvaise foi, comme elle existe dans le cas d'empoisonnement des eaux. Selon lui, l'usage de ces projectiles devrait donc être considéré comme un moyen licite de faire la guerre.

M. de Bille demande si la question n'est pas plutôt du ressort de la Sous-Commission qui s'occupe de la Déclaration de Bruxelles de 1874.

M. Rolin dit que cette Sous-Commission dont il est rapporteur ne se prononcera sur la question que lorsqu'elle connaîtra le résultat des délibérations poursuivies par la présente Sous-Commission.

M. le Capitaine de frégate Schéine expose à l'appui de sa proposition, que la tâche de la Conférence étant de limiter les moyens de destruction, il est logique d'interdire les nouveaux moyens, surtout quand ils ont, comme celui dont il s'agit, un caractère barbare et, d'après lui, équivalent à l'empoisonnement d'une rivière.

Le Président fait observer que cette dernière action a un caractère de traîtrise, mais que les projectiles asphyxiants ne possèdent pas plus ce caractère que les projectiles ordinaires.

M. de Bille se range à l'avis de M. Schéine. Il croit que, s'il n'y a pas de motif absolu pour autoriser l'emploi de ces projectiles, il est dans l'esprit de la tâche de la Conférence d'en interdire l'usage. Dirigés contre une ville assiégée, ils atteindraient peut-être plus d'habitants inoffensifs que les projectiles ordinaires.

Le Président demande si, de l'avis des délégués, les Gouvernements pourraient consentir à s'interdire l'usage de projectiles chargés d'explosifs dont le but exprès est de répandre des gaz asphyxiants.

Ont répondu „oui“, à supposer qu'il y ait unanimité sur cette question, le délégué de France, celui d'Autriche-Hongrie qui est d'avis

que la mort par asphyxie est plus cruelle par celle par les balles, les délégués de Suède et Norvège, du Japon, des Pays-Bas, de Danemark, de Turquie, d'Italie et d'Allemagne.

Le délégué des Etats-Unis répond „non“ en donnant l'explication suivante qu'il prie de mentionner au procès-verbal:

1° L'objection qu'un engin de guerre est barbare a toujours été faite contre les armes nouvelles qui pourtant ont fini par être adoptées.

Au moyen-âge, on adressait aux armes à feu le reproche d'être cruelles; plus tard, on s'en est pris aux obus et récemment encore — l'orateur s'en souvient fort bien — aux torpilles.

Il ne lui paraît pas démontré que les projectiles à gaz asphyxiants seraient des engins inhumains ou inutilement cruels, et ne donneraient pas de résultat décisif;

2° Il est le représentant d'une nation qui est animée d'un vif désir de rendre la guerre plus humaine, mais qui pourra se trouver forcée à faire la guerre, et il s'agit donc de ne pas se priver, par des résolutions hâtivement prises, de moyens dont plus tard on pourrait se servir utilement.

Le délégué de Siam a reçu pour instructions générales de se rallier autant que possible à toute mesure humanitaire, mais il se demande si les projectiles dont il s'agit ne doivent pas plutôt être considérés comme des engins de guerre plus humains que d'autres; en conséquence, il réserve son vote jusqu'à ce qu'il en ait référé à son Gouvernement.

Le délégué de la Grande Bretagne est d'avis qu'il est peu probable de voir se réaliser une invention de l'espèce, mais qu'en tous cas aucun doute ne doit subsister sur ce point que l'interdiction se rapporterait uniquement aux projectiles dont le but exprès est de répandre des gaz asphyxiants. Dans cet ordre d'idées Sir John Fisher se range à l'interdiction.

On passe à l'examen de la question de savoir si les Gouvernements pourraient convenir d'interdire les torpilleurs-plongeurs ou sous-marins.

Le Président demande aux membres de la Sous-Commission d'exprimer leur avis à ce sujet. D'après lui, il suffit qu'une nation adopte ces terribles engins de guerre pour que toutes les autres doivent rester libres d'en faire usage.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel croit que si tous les autres Gouvernements convenaient de ne pas adopter des navires de ce genre, l'Allemagne se rallierait à cette entente.

Le délégué des Etats-Unis veut conserver pour son Gouvernement toute liberté de faire usage ou non des torpilleurs sous-marins et d'attendre la décision des autres Gouvernements à ce sujet; il réserve son opinion.

Le délégué d'Autriche Hongrie déclare que, pour l'instant, son pays ne possède pas de bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs, car ces engins n'ont pas encore acquis la perfection nécessaire pour qu'on puisse en faire usage pratiquement; on doit donc se borner actuellement en Autriche à suivre avec une sérieuse attention les progrès de cette nouvelle invention, qui, dans l'opinion personnelle du Comte Soltyk, pourra

être employée pour la défense des ports et des rades et rendre des services très appréciables.

Le délégué de Danemark demande à en référer à son Gouvernement qui, à son avis, acceptera une interdiction, si les Etats l'adoptent à l'unanimité.

Le délégué de France estime que le torpilleur sous-marin a un but éminemment défensif, et qu'il ne faut donc pas enlever aux pays le droit de s'en servir.

Le délégué d'Angleterre pense que son pays consentirait à l'interdiction dont il s'agit, si toutes les Grandes Puissances étaient d'accord sur ce point. Il s'inquiéterait peu de la décision que prendraient les petits pays.

Les délégués d'Italie et du Japon émettent une opinion analogue à celle de M. Siegel.

Le délégué des Pays-Bas estime que le torpilleur sous-marin est l'arme du faible et ne croit pas qu'on puisse en interdire l'usage.

Le délégué de Russie, sauf réserve quant à l'unanimité, se prononce pour l'interdiction.

Le délégué de Siam désire, dans ce cas comme dans le précédent, en référer à son Gouvernement, attendu qu'il a reçu d'une part pour instruction générale de se rallier, autant que possible, à toute mesure humanitaire et que, d'autre part, il pense, comme M. Tadema, qu'il faut prendre en sérieuse considération les nécessités de la défense des petits Etats.

Le délégué de Suède et Norvège croit que les Royaumes-Unis ne pourraient, pour la raison exprimée par le délégué des Pays-Bas, accéder à l'interdiction.

Le délégué de Turquie veut réservé à la défense le droit de se servir des torpilleurs sous-marins.

On passe à la question des navires de guerre à éperon.

L'Amiral Sir John Fisher émet, quant à la défense de construire des navires de cette espèce, un avis analogue à celui qu'il a donné sur les torpilleurs sous-marins.

M. l'Amiral Póphau se range à l'opinion de Sir John Fisher.

Après un échange de vues, le Président constate qu'il est bien entendu:

1^o que l'interdiction ne s'étendrait pas aux navires existants, ni à ceux dont les plans de construction seraient déjà en voie d'exécution;

2^o que par navire à éperon, il ne faut pas entendre un navire de guerre, qui, sans être muni d'un éperon, est renforcé à l'étrave de manière à pouvoir donner un choc et le supporter.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan dit que précisée ainsi, et sous réserve d'unanimité, l'interdiction paraît acceptable.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel remarque que plusieurs marines ont élaboré un certain programme pour les constructions neuves. Certains navires prévus par ces programmes sont déjà terminés, d'autres sont en construction, tandis que le reste, bien que les plans en soient absolument fixés, n'est pas encore commencé. Il est impossible de changer les plans,

parceque le programme prévoit les mêmes qualités tactiques et nautiques pour tous les navires et ces qualités seraient changées si la forme de l'avant n'était pas conservée.

M. le Capitaine de vaisseau Sakamoto désirerait aussi exclure de l'interdiction les vaisseaux projetés déjà, d'après un plan d'organisation déterminé.

Le Président dit que le but humanitaire poursuivi par la Conférence est trop élevé pour qu'il faille tenir compte des plans dressés par les ingénieurs; ces derniers n'auraient au surplus, qu'à refaire leur travail.

Toutefois, il croit nécessaire d'admettre tous les navires à éperon pour lesquels il y aurait commencement d'exécution, sans qu'ils soient en construction, par exemple pour ceux qui ont été commandés aux fabricants.

M. le Capitaine de frégate Schéine n'a pas été chargé de formuler de proposition ferme sur la question que est mise au vote.

En mettant cette question sur le programme, son Gouvernement avait plutôt le désir de connaître les opinions des différents Gouvernements.

Il désire demander des instructions précises.

M. le Capitaine de corvette Comte Soltyk est autorisé à déclarer que le commandement supérieur de la marine autrichienne ne peut s'engager aucunement par rapport à cette proposition.

M. le Capitaine de vaisseau Sakamoto se range à l'opinion qu'en cas d'unanimité l'interdiction paraît acceptable, sauf réserve pour le commencement de l'engagement.

M. l'Amiral Péphau est également de l'avis émis par la plupart de ses collègues, avec cette restriction que l'interdiction ne pourrait porter ses effets qu'à partir d'une date ultérieure avant laquelle il faut laisser aux Gouvernements le délai nécessaire pour terminer les constructions actuellement projetées.

M. le Capitaine de vaisseau Hjulhammar fait observer qu'en supprimant l'éperon et non la torpille, on aura peu fait pour la cause de l'humanité.

D'ailleurs, l'éperon est utile contre les transports en cas de débarquement, ce qui est important pour les Etats qui ont une longue étendue de côtes.

Il est opposé personnellement à l'idée de l'interdiction, mais demandera l'opinion de son Gouvernement.

Le Président dit que l'ordre du jour de la Sous-Commission étant épousé, la séance prochaine pourrait être remise, conformément à la décision prise, au lundi suivant.

Il demande si quelqu'un a encore une proposition à faire.

M. le Capitaine de frégate Schéine propose, sauf rédaction ultérieure, que les Puissances contractantes reconnaissent aux Puissances neutres la faculté d'envoyer leurs agents sur le théâtre de la guerre maritime, avec l'autorisation et sous le contrôle des autorités militaires compétentes des Puissances belligérantes.

Plusieurs membres font observer que cette question n'est pas de la compétence de la Commission, ni même de celle de la Conférence.

Il appartient aux Gouvernements respectifs de décider dans chaque cas particulier ce qu'ils pourront accorder aux Gouvernements neutres par rapport à cette question.

Il ne semble pas qu'il y ait un besoin urgent de régler cette matière.

M. le Capitaine de frégate Schéine dit que le cas s'est récemment présenté et qu'un échange de vues sur cette question serait vraiment utile.

La Sous-Commission, sans entrer plus avant dans la discussion, en remet la suite au lundi suivant.

Quatrième Séance.

5 juin 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van Karnebeek.

Le procès-verbal de la troisième séance est lu et adopté.

On revient en premier lieu à la question des navires à éperon.

M. de Bille dit que son Gouvernement vient de lui faire savoir qu'il ne peut pas adopter une interdiction des navires à éperon.

La définition de l'éperon, acceptée dans la dernière séance, à savoir que par navire à éperon il ne faut pas entendre un navire à étrave renforcée, enlève d'ailleurs sa raison d'être à cette interdiction.

l'Eperon ne peut, dans l'opinion de son Gouvernement, être considéré comme une arme, mais comme une partie intégrante de la coque.

Il estime, qu'il constitue un utile moyen de défense qui offre aux petits bâtiments une chance unique de vaincre les grands navires.

M. le Capitaine de frégate Schéine dit que, comme il n'y a pas d'unanimité parmi les membres, le Délégué de Suède et Norvège s'étant dans la séance précédente également opposé à l'interdiction de l'abolition de l'éperon, il n'insistera pas sur sa proposition.

Le Président fait observer, que cette Assemblée n'ayant pour mission que d'échanger ses vues sur la matière, la question du maintien ou de l'abolition de l'éperon ne peut pas être tranchée ici, mais les opinions reproduites au procès-verbal sont acquises comme résultat des délibérations et auront leur valeur pour les Gouvernements qui se prononceront plus tard.

La question de l'éperon, terminée quant à la Sous-Commission, reste donc à l'ordre du jour pour le plénum de la Commission et M. le Rapporteur voudra bien insérer dans son rapport les différentes opinions, qui ont été émises.

Le Président propose ensuite d'aborder la première partie de la proposition de M. l'Amiral Péphau ainsi conçue: „Les nations contractantes s'engagent pendant une période de à partir du , à ne pas faire subir aux types de canons existants une transformation radicale, semblable à celle du canon bouche remplacé par le canon-culasse“ et invite les Délégués, qui ont pris les instructions de leurs Gouvernements à ce sujet, de bien vouloir émettre leurs avis.

Le délégué d'Allemagne remarque, qu'il ne peut pas accepter cette proposition à cause de sa forme vague. Il explique son vote comme suit.

L'amendement offre le grand avantage qu'on pourrait l'adopter sans se lier.

Il est très habilement conçu et ses termes permettent d'y insérer ce qu'on voudra. Mais cet avantage est en même temps une faiblesse et un motif à invoquer contre l'adoption.

Si l'on acceptait une telle formule, personne ne serait satisfait, ni les militaires, ni le public, qui comprendrait immédiatement, qu'on n'a choisi ce moyen, que pour se tirer d'un embarras.

Si l'on consent à adopter une formule de l'espèce, on devient responsable du sens. Le texte en est trop vague et incertain pour permettre une interprétation sûre.

Le délégué des Etats-Unis déclare, au nom de son Gouvernement, qu'il ne peut pas se rallier à la proposition.

Le délégué d'Autriche-Hongrie fait la déclaration suivante:

„Le département de la marine Austro-Hongroise, considérant que, si même nos armes à feu peuvent sans aucun doute soutenir une concurrence avec les armes analogues des autres pays, mon Gouvernement ne se trouve pas dans la possibilité de pouvoir renoncer, même pour un certain laps de temps encore à déterminer ultérieurement, à cesser d'améliorer ses armes à feu.

Il envisage sous le même point de vue la question des explosifs nouveaux et des poudres pour canons et fusils.“

Le délégué de Danemark déclare, qu'il est autorisé à accepter la proposition.

Le délégué d'Espagne dit, qu'il ne peut pas l'accepter.

Le délégué de la Grande Bretagne déclare également que la proposition n'est pas acceptable en raison des grandes difficultés qui se présenteraient pour la mettre en pratique.

Le délégué d'Italie déclare ne pas pouvoir accepter la proposition.

Le délégué du Japon croit que la proposition pourrait être acceptée par son Gouvernement, pourvu que la durée de l'engagement ne fût pas trop longue et qu'il y eût unanimité.

Le délégué des Pays-Bas déclare que quoiqu'il trouve la proposition bien vague, il croit que son Gouvernement pourra l'accepter.

Le délégué de Portugal est d'avis que la proposition étant très vague, ne peut être acceptée.

Le délégué de Roumanie croit que le Gouvernement roumain se rallierait très volontiers -- à condition toutefois qu'on fixât la durée de l'engagement -- à la première partie de la proposition de M. l'Amiral Péphau, relative aux transformations radicales des types de canons existants pour l'artillerie de la marine, proposition à laquelle s'est rallié M. Schéine.

Le délégué de Siam accepte.

Le délégué de Suède et Norvège s'abstient d'émettre un avis.

Le délégué de Turquie fait la déclaration suivante:

„Le Gouvernement Impérial Ottoman se procure à l'étranger les armements nécessaires pour ses navires.

Si donc d'autres Puissances acceptent la proposition de l'Amiral Péphau, le dit Gouvernement, dès qu'il aura atteint le même degré de perfection, que les autres Gouvernements, aura naturellement soin de ne pas dépasser ce degré tant que les autres Puissances ne changeront pas leurs armements.“

(The Imperial Ottoman Government provides the necessary armaments of their ships from other countries. Should therefore other powers agree to the proposal of Admiral Péphau, my Government after having attained the same degree of perfection as the other States, will naturally observe not to exceed that degree as long as the other powers do not make any changes in their armaments.)

Le Président prie la Sous-Commission de vouloir bien s'exprimer sur la deuxième partie de la proposition-Péphau relative aux calibres des canons.

M. le Capitaine Schéine demande l'autorisation d'émettre une nouvelle proposition plus précise.

Il propose, que les Gouvernements s'engagent:

1° à ne pas dépasser un calibre de 17 pouces soit 431.7 mm. pour toutes espèces de canons;

2° que la longueur des canons soit fixée à un maximum de 45 calibres;

3° que la vitesse initiale n'excède pas 3000 pieds, soit 914 mètres;

4° pour les cuirasses le maximum de l'épaisseur sera de 14 pouces, soit 355 mm. et de la même qualité que celle fabriquée d'après la dernière patente Krupp.

Le Président observe que cette nouvelle proposition, en introduisant de nouveaux chiffres, prend un caractère beaucoup plus précis; dans une séance précédente l'opinion générale n'était pas favorable à des limites trop déterminées; personnellement il les préfère, parce que l'engagement à prendre gagnerait en valeur et en signification.

Il croit devoir consulter de nouveau les délégués sur les chiffres proposés par le Délégué de Russie.

M. l'Amiral Péphau pense que l'amendement de M. Schéine est très étendu et complexe. On y parle de quatre facteurs différents: calibre, longueur, vitesse initiale et épaisseur des cuirasses. Selon lui, il faudrait voter séparément sur chacun de ces facteurs.

M. le Colonel Coanda fait des objections à la proposition de ne limiter que la vitesse initiale, cela lui paraît insuffisant; en délimitant la vitesse, il faudrait aussi fixer le poids du projectile, pour pouvoir calculer la force initiale. La limite imposée en fixant la longueur du canon, dépend de la poudre qu'on emploie. Si donc on limite seulement la vitesse initiale, et que, d'autre part, on fixe un maximum de résistance pour la cuirasse, c'est condamner d'avance la cuirasse à être vaincue.

M. le Capitaine Schéine dit que le poids des projectiles, dans une certaine mesure, est limité par la vitesse initiale. Si l'on veut augmenter le poids des projectiles sans diminuer la portée, on doit aussi accroître la vitesse initiale.

M. le Colonel Coanda remarque qu'alors on tirera à une plus petite distance ou avec une précision un peu moindre et qu'on réussira pourtant à percer les cuirasses.

Le Président estime qu'il faudra voter sur la proposition dans son ensemble, parce qu'il y a une corrélation nécessaire entre les différents chiffres.

Il consulte successivement les délégués.

M. le Capitaine Siegel déclare qu'il lui est impossible de se rallier à la proposition de M. Schéine.

La question, étant trop complexe, exige une étude approfondie surtout pour apprécier la corrélation entre les différents chiffres et pour fixer les relations entre la résistance de la cuirasse et la puissance du canon.

M. le Capitaine Mahan est de la même opinion.

M. le Comte Soltyk dit qu'il ne peut pas accepter la responsabilité d'émettre une opinion sans avoir pris l'avis de son Gouvernement.

De plus, il est d'accord avec M. l'Amiral Péphau que l'étude d'un tel problème doit être remis à un Comité technique et qu'une solution ne sera pas obtenue en peu de temps.

M. de Bille estime que la question est d'une nature trop technique pour qu'il puisse se prononcer. Cependant, son Gouvernement se rallierait à la décision qui obtiendrait l'unanimité.

M.M. l'Amiral Péphau et le Comte del Serallo déclarent aussi qu'ils ne peuvent pas s'engager à présent sur la proposition de M. Schéine, la question étant trop complexe.

M. l'Amiral Péphau remarque encore que la solution pour la question de la cuirasse n'est pas satisfaisante puisqu'on pourrait inventer de nouveaux procédés qui, avec une moindre épaisseur, offriraient une plus grande résistance aux cuirasses.

Le Président croit que, sans prétendre positivement qu'il soit impossible d'arriver à une entente sur les formules proposées par M. Schéine, M.M. les délégués jugent absolument nécessaire de soumettre dans chaque pays la question à un examen technique. Il propose donc de renvoyer la discussion à une séance ultérieure.

M. le Capitaine Sakamoto exprime la crainte que, vu l'éloignement de son pays, il serait possible que les résultats d'une enquête technique instituée au Japon sur cette question si complexe, ne lui arrivassent qu'après la fin de la Conférence.

Le Président fait un appel aux délégués afin d'aboutir à un résultat avant la fin de la Conférence, c'est à dire d'ici à quelques semaines, même s'il fallait attendre jusqu'aux dernières séances plénières pour recueillir les opinions des différents Gouvernements ou au moins de la plupart d'entre eux; il serait regrettable de laisser passer cette occasion de s'approcher

du principal but qu'on désirait atteindre, à savoir le dégrèvement des budgets.

Il demande si les délégués croient pouvoir recevoir encore à temps les réponses de leurs Gouvernements.

M. le Capitaine Schéine demande que les délégués veuillent bien transmettre à leurs Gouvernements sa proposition, et se fassent renseigner, en même temps, sur les chiffres que ces Gouvernements seraient disposés à adopter, dans le cas où les chiffres susindiqués ne leur conviendraient pas.

Le Président estime qu'il serait utile de procéder ainsi; et il prie les délégués de demander à leurs Gouvernements, s'ils seraient disposés à accepter un engagement limité par des chiffres dans le cas où les chiffres proposés par la Russie leur paraîtraient acceptables et, sinon, de les prier de leur faire savoir par quels chiffres ils voudraient les voir remplacés.

Au sujet d'une remarque de M. l'Amiral Sir J. Fisher, le Président dit que, selon lui, il est évident qu'une limitation de la puissance des canons et des cuirasses des navires de guerre devrait aussi être applicable aux batteries de terre pour la défense des rades et des ports.

Le Président revient sur le n° 3 de la circulaire du Comte Mouravieff. Il rappelle qu'en traitant des explosifs d'une puissance formidable déjà existants, la Sous-Commission a été d'avis que l'expression „limiter l'emploi“ vise une limitation des cas dans lesquels on pourra se servir de ces explosifs.

Le Président demande à M. Schéine s'il a une proposition à faire à ce sujet.

M. le Capitaine Schéine estime que le n° 3 de la circulaire vise plutôt la guerre terrestre. La Sous-Commission se range à cette manière de voir.

Le Président, après avoir prié M. le rapporteur de vouloir bien prendre acte dans son rapport de ces différentes conclusions, invite encore M. Schéine à préciser la proposition qu'il a faite dans la séance précédente concernant l'admission des agents des pays neutres sur le théâtre de la guerre navale.

M. le Capitaine Schéine dit qu'il maintient sa proposition sauf modification du mot „le droit“ en „faculté.“

Le Président demande à M. Schéine s'il désire assimiler la position des agents susmentionnés à celle des attachés militaires dans les guerres terrestres.

Après un échange de vues à cet égard, auquel ont pris part MM. le Comte Soltyk, l'Amiral Péphau, de Bille, et l'Amiral Sir John Fisher, le Président constate qu'il ressort des opinions émises qu'il s'agit ici de l'admission d'agents se trouvant sur les navires d'un des belligérants, mais que les usages et les pratiques varient dans les différents pays par rapport à cette matière, et qu'on désire rester libre de prendre dans chaque cas une détermination selon les circonstances.

La Sous-Commission ne croit pas que cette matière soit de sa compétence et ne désire pas la prendre en plus ample considération.

Le Président remarque que le programme de cette Sous-Commission est épuisé et il prie M. le rapporteur de vouloir bien préparer son rapport.

M. le Comte Soltyk demande que son rapport soit lu dans une séance prochaine de la Sous-Commission avant qu'il n'en soit donné lecture en séance plénière de la Commission.

Le Président s'associe à cette demande et propose de remettre la lecture du compte-rendu de la séance d'aujourd'hui à la même réunion.

M. le Capitaine Schéine propose encore à la Sous-Commission d'examiner si l'on ne pourrait pas en temps de paix masquer les éperons des navires de guerre, afin d'amoindrir le danger que présentent les navires à éperons pour d'autres bâtiments, en cas de collision.

Après un échange de vues entre Sir John Fisher, MM. Siegel, Mahan, Sakamoto et Schéine il est constaté que les moyens dont on pourrait se servir dans ce but sont encore trop vaguement connus pour être discutés et le Président dit qu'il sera fait mention au procès-verbal du désir qu'exprime la Sous-Commission de voir se réaliser le but indiqué par M. Schéine. Quant à la question proposée par M. Siegel sur le point de savoir s'il est encore nécessaire de prendre des informations auprès des Gouvernements en ce qui concerne la prohibition des projectiles à gaz asphyxiants et des torpilleurs sous-marins, le Président déclare qu'à son avis, il n'y a point lieu de revenir sur ces questions.

Le Président convoquera les membres pour la prochaine réunion.

La séance est levée.

Cinquième Séance.

16 juin 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van Karnebeek.

Le procès-verbal de la dernière séance du 5 juin, est lu et approuvé.

A la demande du Président, M. le Capitaine de corvette Comte Soltyk donne lecture de son rapport.

En terminant, il invite ceux de ses collègues qui désireraient voir modifier les termes dans lesquels il a relaté leurs opinions, à vouloir bien communiquer leurs observations.

Le Président remercie en son nom et au nom des Secrétaires, M. le rapporteur pour les sentiments qu'il a bien voulu exprimer et auxquels la Sous-Commission s'est associée.

En se faisant l'interprète de la Sous-Commission et en son propre nom, il tient à remercier chaleureusement le Comte Soltyk de la façon éminente dont il s'est acquitté de sa tâche très difficile.

Il demande si les délégués désirent voir introduire des changements dans le rapport.

M. le Capitaine de vaisseau Sakamoto demande à modifier à la page 2, alinéa 4, où il est fait mention de sa question sur le sens de la

définition du terme „nouveau type“, les mots „déjà inventé actuellement, mais non adopté“ en „non inventé encore actuellement“.

Le Président constate que les termes du rapport correspondent à ceux du procès-verbal de la première séance, approuvé avec l'assentiment de M. Sakamoto.

M. Raffalovich insiste pour qu'il soit fait une mention spéciale dans le procès-verbal actuel de la demande de M. Sakamoto, qui tend à modifier un avis émis par lui et constaté au procès-verbal.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan, ayant déclaré que la modification désirée par M. Sakamoto concorde avec l'avis que, lui aussi, avait voulu exprimer sur la même question, le Comte Soltyk et la Sous-Commission adoptent la modification proposée.

M. Mahan, demande à changer, tant dans le procès-verbal approuvé du 31 Mai que dans le rapport du Comte Soltyk, l'expression „ou inutilement cruel“ en „cruel sans être décisif“ (voir son avis quant aux projectiles chargés de gaz asphyxiants).

Le changement est adopté.

De concert avec le rapporteur, quelques légères modifications sont encore faites au rapport, lequel sera réimprimé en tenant compte des observations qui ont été émises.

M. le Baron de Bildt demande si la Sous-Commission ne compte pas se prononcer aujourd'hui sur les dernières propositions de M. Schéine, relatives aux canons, aux poudres et aux cuirasses, au sujet desquelles on était convenu de demander des instructions aux Gouvernements.

Le Président remarque qu'il avait été entendu qu'on laisserait cette question ouverte jusqu'à la fin de la Conférence; elle exige, selon l'opinion générale des délégués, une étude spéciale par les experts techniques des divers Gouvernements.

Ce serait un résultat fort heureux en vue du dégrèvement des budgets, si, dans une dernière séance, on réussissait à se mettre d'accord sur une proposition positive par rapport aux armements navals.

M. le Baron de Bildt trouve qu'il faudrait constater dans le procès-verbal et dans le rapport à quelle conclusion la Sous-Commission est arrivée sur cette question.

Le Président remarque que le procès-verbal et le compte rendu sommaire lui paraissent clairs et explicites à cet égard.

En conséquence, il est décidé que l'alinéa 6, page 4, du rapport sera conçu en ces termes:

„Ne pouvant donc obtenir une solution qu'après un examen technique dans chaque pays, la Sous-Commission décide de renvoyer la discussion à un terme ultérieur pour attendre la décision des Gouvernements respectifs, que les délégués se sont engagés à demander.“

Le Président dit qu'il est bien entendu que la question pourra être discutée de nouveau dans une séance, soit de la Première Commission réunie, soit de la Conférence plénière, soit même dans une réunion ultérieure de la Sous-Commission, qui pourrait être convoquée de nouveau à cet effet.

Sur la proposition de M. Schéine, les délégués feront connaître au Président ou au bureau les réponses de leurs Gouvernements au fur et à mesure qu'elles leur arriveront.

M. l'Amiral Fisher félicite le Président de la compétence dont il a fait preuve dans les difficiles délibérations de cette Sous-Commission, qui souvent avait à rendre possible l'impossible, ainsi que de la persévérance avec laquelle il s'est efforcé d'arriver à des résultats positifs.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel s'associe aux paroles exprimées par Sir John Fisher. (Applaudissements unanimes.)

M. van Karnebeek remercie l'Amiral Fisher de ses bonnes paroles et tous les membres de leur bienveillante et utile coopération.

La séance est levée.

Sixième Séance.

26 juin 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van Karnebeek.

Le Président fait remarquer qu'une nouvelle tâche a été confiée à la Sous-commission par la Commission plénière: à savoir, l'examen des propositions faites par le Gouvernement russe par rapport à la limitation des budgets de la marine. Il constate qu'une certaine liberté d'action est laissée à la Sous-Commission quant à sa manière de procéder.

Sur la proposition de M. l'Amiral Péphau, appuyée par plusieurs autres délégués, il est décidé de ne pas nommer un comité spécial mais d'aborder tout de suite la discussion des propositions russes. A la suite des délibérations il aura peut-être lieu d'instituer un Comité de rédaction.

M. le Capitaine de frégate Schéine donne quelques explications sur ces propositions et précise l'engagement à prendre dans ce sens. Chaque Gouvernement aura le droit de fixer son budget au montant qui lui paraît désirable, mais une fois ce budget fixé et communiqué, on ne pourra pas en augmenter le total pour un terme de 3 ans à partir du moment où l'engagement entre en vigueur.

Les Gouvernements ne seront donc point obligés de prendre comme base de l'engagement les budgets actuellement existant; ils pourront choisir comme telle un budget supérieur à celui qui est en vigueur en ce moment.

Pour éviter des malentendus, M. Schéine fait remarquer que par "montant des budgets" il comprend aussi bien des dépenses ordinaires que les dépenses extraordinaires.

Le Président observe qu'il avait eu l'intention de faire une proposition analogue: à savoir, que les Gouvernements se communiqueraient le développement qu'ils voudraient donner à leur marine et que ces chiffres, une fois communiqués, ne pourraient plus être changés pendant un terme fixé.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel désire démontrer en quelques paroles la situation de la Marine allemande. Elle est nettement et très clairement définie et réglée par la loi sur la flotte. Les propositions de

M. le Capitaine de frégate Schéine tiennent à ce que les dépenses soient fixées d'avance pour un terme de 3 ans; mais elles n'impliquent pas la condition que le budget reste le même pour chaque année, au contraire, il peut être augmenté si seulement cette augmentation est prévue d'avance. Ces propositions sont déjà accomplies et même surpassées par la „loi sur la flotte“, dans laquelle en même temps sont donnés et prévus, pour les années suivantes, le nombre des officiers et des équipages et les travaux des ports à accomplir. Quant à l'alinéa premier des propositions russes, la loi va plus loin et précise même les types des bâtiments à construire.

Il s'ensuit que la Marine allemande est hors de question par rapport à ces propositions, elle n'est pas intéressée dans cette affaire car ce qu'on demande existe déjà.

M.M. l'Amiral Fisher, l'Amiral Péphau, le Capitaine de vaisseau Mahan de Baguer et le Comte de Macédo font ressortir qu'il faut tenir compte des difficultés qui pourraient s'opposer à accepter les propositions russes. A leur avis, elles consistent principalement dans l'influence que les Parlements ont le droit d'exercer sur les questions budgétaires.

Il y a des objections à ce que les Gouvernements s'engagent par rapport au montant des budgets sur lesquels la Représentation Nationale doit encore se prononcer. D'ailleurs, les Parlements se renouvellent dans des périodes quelquefois très brèves et, comme le fait observer M. de Baguer, l'année budgétaire, par exemple en Espagne, commence le 1^{er} juillet, dans d'autres pays à une date différente.

M. le Comte de Macédo remarque en outre qu'au Portugal le budget de la marine comprend en même temps beaucoup de dépenses coloniales.

M. le Capitaine Mahan insiste sur la difficulté de déterminer la somme qu'on prendra comme base, tant qu'on ne connaît pas celle qu'adopteront les autres Gouvernements.

M. le Capitaine de frégate Schéine répond que chaque Gouvernement aura la liberté d'augmenter son budget actuel et le tonnage de sa flotte d'autant de pour cents que le pays qui aura indiqué l'augmentation la plus considérable.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel fait encore observer qu'une loi sur la flotte existe pour l'Allemagne, mais il ajoute que les dépenses, prévues par cette loi, ne peuvent être considérées que comme un minimum estimé absolument indispensable. L'Allemagne ne peut nullement se lier par cette loi et se garde toute la liberté et tout le droit d'augmenter ses dépenses si elle le croit nécessaire.

Le Capitaine de corvette Comte Soltyk ne croit pas que son Gouvernement puisse accepter la proposition; personnellement il ne conseillera jamais de se lier par un tel engagement. Il croit que tout pays doit rester libre d'augmenter sa marine autant qu'il le jugera nécessaire.

Le Président croit que comme il ne s'agit que d'une période de 3 ans, il ne sera peut-être pas très difficile pour les Gouvernements d'arriver à un arrangement avec leurs Parlements et de faire adopter une convention dans le sens des propositions russes.

Quant aux Pays-Bas, il estime qu'il n'y aurait pas d'obstacle insurmontable à accéder à une telle convention.

Il ne méconnait cependant pas que, comme l'avait déjà fait observer M. de Bille, les propositions russes présentent un certain danger.

On sera tenté de s'assurer une marge très large pour les 3 années. Et peut-être qu'il se produira alors une tendance à profiter de cette marge tant qu'on pourra et de construire même plus de navires, qu'on ne l'eût fait si l'engagement international n'avait pas été conclu.

Tout en reconnaissant les difficultés que présente une solution immédiate de cette question dans un sens affirmatif, il croit cependant que la Sous-Commission ne peut pas prendre sur elle la responsabilité de rejeter complètement, dès maintenant, les propositions russes.

La question est si importante, mais en même temps si complexe, qu'il faudra laisser aux Gouvernements le temps de l'examiner de plus près.

Il propose donc de laisser la question ouverte comme on a fait pour celle des canons de marine et celle des fusils, et de la recommander à l'étude des Gouvernements qui éventuellement en décideront dans une Conférence ultérieure.

Cette proposition est appuyée par M. Mahan.

M. le Capitaine de frégate Schéine trouve que cette proposition va un peu trop loin. Il préférerait que la décision à prendre fût ajournée à une réunion ultérieure, soit de la Sous-Commission, soit de la Commission.

Il croit qu'il serait possible, pour un grand nombre de délégués, d'obtenir encore des instructions pendant la durée de cette Conférence.

La proposition du Président est mise au voix.

Ont voté pour la proposition: France, Japon, Pays-Bas, Suède et Norvège, Turquie.

Ont voté non: Danemark, Grande-Bretagne, Portugal, Russie, Siam.

Se sont abstenu: Allemagne, Amérique, Autriche-Hongrie, Espagne, Italie.

La proposition n'est donc pas adoptée.

On passe au vote sur la proposition d'ajournement faite par M. Schéine. Le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie et le Siam se sont prononcés en faveur de la proposition.

L'Amérique a voté „non“.

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, l'Italie, le Japon, la Suède et Norvège et la Turquie se sont abstenu.

La Sous-Commission décide que la proposition peut être considérée comme acceptée.

Sur la proposition du Président, on choisit un comité de rapporteurs composé de M.M. de Bille, Comte Soltyk, Schéine et Corragioni d'Orelli.

Ce Comité devra présenter à la Commission plénière un rapport succinct sur la discussion qui a eu lieu dans cette séance et sur la décision qui y a été prise.

La Sous-Commission autorise le Président et le Bureau à arrêter le procès-verbal de la dernière séance.

La séance est levée.

Septième Séance.

30 juin 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van Karnebeek.

Le procès-verbal de la sixième séance est lu et adopté.

Le Président répondant à une question de M.M. Siegel et Mahan, précise encore une fois la décision prise par la Sous-Commission dans sa dernière séance, en ce sens que les délégués renverront les propositions russes à l'étude ultérieure de leurs Gouvernements respectifs et tâcheront d'obtenir avant la fin de la Conférence des instructions sur ces propositions.

En réponse à une autre question de M. Siegel, il est constaté que les votes d'abstention sur une proposition ne sont considérés ni comme favorables ni comme contraires à la dite proposition.

Le rapport du Comité spécial institué dans la séance précédente est lu et approuvé.

M. de Bille fait remarquer que l'idée qui a prévalu dans la séance précédente était celle de reconnaître que de grandes difficultés s'opposaient à l'adoption des propositions russes, sans qu'on ait voulu rejeter ces propositions entièrement et à tout jamais.

On a fait ressortir que la solution de cette question regardait non seulement les Gouvernements, mais encore les Parlements. En tout cas, ce sont en premier lieu les Gouvernements qui doivent s'en occuper.

La Sous-Commission cependant, n'étant pas compétente pour juger les rapports entre les Gouvernements et leurs Parlements, le Comité des rapporteurs a dû se borner à proposer de soumettre la questions aux Gouvernements.

Le Président, récapitulant la décision prise par la Sous-Commission et contenue dans le rapport, remarque que c'est maintenant la Commission entière qui aura à se prononcer sur cette décision.

La séance est levée.

Commission Plénière.**Première Séance.**

23 mai 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le Président remercie la Commission de l'honneur qu'elle lui a fait; il espère qu'à la fin de ses travaux la Commission pourra dire avec le poète: „J'ai fait un peu de bien, c'est mon meilleur ouvrage“.

M. de Martens rappelle que la deuxième Commission a pour tâche d'examiner les articles 5, 6 et 7 de la Circulaire du Comte Mouravieff, relatifs à la Convention de Genève de 1864, à son extension à la guerre maritime et à la révision du projet de Déclaration élaborée par la Conférence de Bruxelles de 1874.

La Commission pourra donc se subdiviser en deux Sous-Commissions; la première examinera les questions relatives à la Croix Rouge, la seconde celles qui concernent le Projet de Bruxelles sur les lois de la guerre.

Pour la Présidence de la première de ces Sous-Commission, M. de Martens propose M. Affer, délégué des Pays-Bas.

Sur la proposition de M. le Chevalier Descamps, M. de Martens est désigné pour la Présidence de la deuxième Sous-Commission.

Le Président propose à la Commission de fixer la procédure des comptes-rendus des séances. Il suggère de n'établir aucun procès-verbal authentique et imprimé; le membre de la Commission désigné comme Rapporteur prendrait des notes que la Commission pourrait consulter.

M. Affer insiste sur la nécessité pour les membres de la Commission qui auront pris la parole en séance, de pouvoir vérifier l'exactitude du compte-rendu en ce qui les concerne. (Approbation.)

M. Renault explique que si le Rapporteur d'une Commission est tenu de prendre des notes pendant toute la séance, il pourra se trouver empêché de suivre utilement les discussions et d'y prendre part.

En second lieu, il émet l'avis que la désignation du Rapporteur ne devrait s'effectuer qu'après que la discussion aura été close et que des solutions auront été adoptées.

M. le Chevalier Descamps propose qu'en ce qui concerne les procès-verbaux, le Secrétariat soit chargé d'établir:

1° Un compte-rendu aussi complet que possible de la séance qui ne sera pas imprimé et qui sera tenu à la disposition de la Commission.

2° Un compte-rendu analytique résumant les propositions formelles faites en séance et qui sera imprimé et distribué à tous les membres.

Cette manière de procéder permettra de ne pas donner aux procès-verbaux de la Commission un caractère authentique et formel et assurera une discussion plus libre, plus intime et moins officielle.

En ce qui concerne la désignation du rapporteur, M. Descamps n'est pas d'avis qu'elle doive attendre la formation d'une majorité. D'après lui, le rapporteur d'une Conférence diplomatique doit avoir pour mission de signaler à l'assemblée plénière la physionomie générale des discussions et l'état des solutions proposées, abstraction faite de son opinion personnelle. Il est donc d'avis que le rapporteur peut être nommé immédiatement.

La Commission se range à cette manière de voir.

Le Président, avec l'assentiment de la Commission, dit que le secret des délibérations sera observé et que les procès-verbaux auront un caractère absolument confidentiel. Il propose de procéder à un premier échange de vues sur l'objet des travaux de la Commission.

M. Renault fait observer que la révision de la Convention de Genève de 1864 ne figure pas dans le programme tracé par la Circulaire russe du 30 décembre 1898.

La séance est levée.

Deuxième Séance.

25 mai 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la première séance est lu et adopté.

Le Président informe la Commission que M. le Professeur Nagao Ariga a été nommé délégué technique du Gouvernement japonais à la Conférence Internationale de la Paix.

M. de Martens invite la Commission à échanger ses vues sur les différents points, qui sont soumis à ses délibérations; il pense que les articles 5 et 6 de la Circulaire russe pourraient être proposés à l'étude de la première Sous-Commission; l'article 7 de la même Circulaire constituerait la tâche désignée à la première Sous-Commission.

Il explique que la discussion des articles additionnels de 1868 amènera forcément la Commission à envisager les articles de la Convention de Genève de 1864, mais que, pour rester dans le cadre indiqué par le programme du Comte Mouravieff, la Commission devra se borner à émettre des vœux.

Il serait donc utile que la Commission procédât à un échange de vues générales sur les deux questions suivantes:

1° Est-il désirable que la Croix-Rouge soit respectée dans la guerre maritime?

2° Faut-il reconnaître le principe de la neutralisation des embarcations de secours aux naufragés?

La discussion générale de ces points donnerait une utile direction aux travaux de la première Sous-Commission.

Ensuite, on pourra examiner de la même manière les questions relatives au Projet de Déclaration de Bruxelles, de manière à préciser la tâche de la deuxième Sous-Commission.

M. le Colonel Gilinsky donne lecture de deux propositions qui ont été préparées par le Ministère russe de la Guerre et qui lui paraissent pouvoir être acceptées comme base de la révision ultérieure de la Convention de Genève.

Après un échange d'observations entre MM. de Martens, Asser, Beldiman et le Général Mounier, il est décidé que les propositions du Colonel Gilinsky seront insérées au procès-verbal pour servir de matériaux pour les études ultérieures de la question.

Ces propositions sont ainsi conçues:

„1° Révision de la Convention de Genève de 1864 en prenant en considération les propositions faites par les Conférences internationales de la Société de la Croix Rouge en 1867, 1869 et 1884.

Le but de cette révision serait de mettre les dispositions actuellement en vigueur en concordance avec les conditions des batailles d'aujourd'hui, les grandes masses de combattants exigeant un secours prompt et largement organisé.

Dans ce but on pourrait admettre à la participation au secours sanitaire porté sur les champs de bataille les sociétés sanitaires privées avec leurs propres moyens de transport et les médecins étrangers jouissant de la protection du signe de la Croix Rouge.

2^e Création d'un „Bureau International de la Croix Rouge“, reconnu par toutes les Puissances et établi sur les principes du droit international, pour régler toutes les questions concernant les assistances et secours sanitaires volontaires pendant la guerre, conformément à la déclaration de la Russie à la Conférence de la Croix Rouge à Genève en 1884.“

M. le Chevalier Descamps exprime le désir que la compétence de la Commission soit exactement déterminée, de façon à limiter la discussion à l'étendue même de cette compétence et il prie les délégués de la Suisse de vouloir bien faire connaître les vues spéciales qu'ils pourraient avoir sur la question.

M. Odier ne pense pas que la Commission soit compétente pour procéder à la révision de la Convention de Genève. Pour procéder à un pareil travail, il faudrait d'abord le concours de techniciens d'un ordre médical et sanitaire et de plus la représentation de tous les Etats signataires de la Convention. Dans ces conditions M. Odier pense qu'il y aurait intérêt à ce que la Commission se prononce dès à présent par voie de déclaration sur l'opportunité du renvoi à une Conférence spéciale de l'examen de la révision des actes de 1864 et 1868.

M. Affer estime qu'il faut distinguer entre la compétence de fait et celle de droit. Il est exact que, pour les raisons exprimées par M. Odier, la Commission est incomptente de fait sur les questions de nature médicale et sanitaire.

Cependant, il ne croit pas que la Commission doive se considérer comme limitée si étroitement au texte de la Circulaire du Comte Mouravieff et il rappelle qu'aux termes de la Circulaire de M. de Beaufort du 6 avril 1899, rédigée d'accord avec le Gouvernement russe, la Conférence aurait à examiner non seulement les points énoncés par le programme Mouravieff, mais encore „toutes autres questions qui se rattachent aux idées qui sont émises dans la Circulaire du 12/24 août 1898.“

Un échange de vues sur ces points lui paraît rentrer dans la compétence de la Commission et, sous une forme à déterminer par la Sous-Commission, pourrait servir à appeler l'attention des Gouvernements sur les points, qui auront été pris en considération.

Le Président croit pouvoir interpréter le passage cité de la Circulaire de M. de Beaufort dans le sens indiqué par l'art 35 du Projet de Déclaration de 1874 concernant les lois et coutumes de la guerre.

Il pense, en résumé, que la Commission n'est pas compétente pour soulever des questions qui sortent des huit points de la Circulaire du Comte Mouravieff, mais que la première Sous-Commission peut émettre des idées et des vœux qui n'engagent pas la Conférence.

Quant à la tâche de la deuxième Sous-Commission, elle se trouve définie par le texte du Projet de Déclaration de 1874. Le Gouvernement

russe pense que le moment est venu de procéder à une revision et à une confirmation de cet acte qui, bien que non ratifié, a été consacré par la pratique militaire.

Sur une demande de M. le Chevalier Descamps, le Président déclare que les délégués auront pleine liberté de proposer des amendements sur les différents articles.

Le Président invite les deux Sous-Commissions à se constituer; il est décidé qu'elles pourront siéger simultanément, sauf à fixer d'avance l'ordre du jour des séances, ce qui permettra aux membres d'assister à leur choix à l'une ou à l'autre.

La Commission adopte cette manière de procéder.

La séance est levée.

Troisième Séance.

30 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la séance du 25 Mai est lu et adopté.

Le Président dit que l'ordre du jour appelle l'examen du rapport de la première Sous-Commission et des articles proposés en vue d'adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève. Ces documents se trouvant sous les yeux de la Commission, le Président pense qu'il est inutile de donner lecture du rapport et qu'il suffira de lire les articles.

Aucune observation n'ayant été présentée sur l'ensemble des propositions de la Sous-Commission, il est procédé à la lecture des articles.

Article 1. Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Cet article est adopté.

Article 2. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Cet article est adopté.

Article 3. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Cet article est adopté.

Article 4. Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Cet article est adopté.

Article 5. Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Mirza Riza Khan fait au sujet de l'art. 5 la déclaration suivante:

„A propos du dernier alinéa de l'art. 5, et suivant les instructions que je viens de recevoir de Téhéran, je suis chargé de porter à la connaissance de la Commission que le Gouvernement Persan demandera comme drapeau distinctif le drapeau blanc à soleil rouge.

L'adoption de la croix rouge, comme drapeau distinctif des hôpitaux, était un acte de courtoisie de la part des Gouvernements signataires de la Convention de Genève envers le Gouvernement Fédéral Suisse, dont on a adopté le drapeau et, pour le distinguer du drapeau national suisse, on a changé la place des couleurs.

Nous serions heureux de donner la même marque de courtoisie à l'honorables Gouvernement suisse, si cela n'était pas impossible, à cause des agitations qui en résulteraient dans l'armée musulmane.

Je prie la Commission de bien vouloir me donner acte de cette déclaration en la faisant insérer dans le protocole de la séance.“

Le Président donne acte au délégué de Perse de cette déclaration.
L'art. 5 est adopté.

Article 6. Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Cet article est adopté.

Article 7. Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Cet article est adopté.

Article 8. Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Cet article est adopté.

Article 9. Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celle-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Cet article est adopté.

Article 10. Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celui-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

M. Affer dit que comme Président de la première Sous-Commission, il désire donner quelques éclaircissements sur les discussions dont l'art. 10 a fait l'objet.

Plusieurs objections ont été présentées contre le texte proposé. On a dit que l'article 10 semblait imposer aux neutres une charge trop lourde; on a allégué d'autre part que ces dispositions n'étaient pas en harmonie avec les principes adoptés pour la guerre terrestre.

Ces observations se sont traduites par deux amendements, présentées l'un par le délégué de Belgique, l'autre par le délégué de la Suisse. Avant de mettre aux voix ces amendements, le Président a cru devoir consulter

tout d'abord la Sous-Commission sur le point de savoir si elle acceptait le texte de l'article 10 non amendé.

Cette procédure, bien que n'étant pas tout à fait conforme aux usages parlementaires, lui a paru mettre la question sur le terrain le plus impartial. A la suite de ce vote, l'article 10 non amendé a été adopté à la majorité d'une voix. Or, parmi les opposants, quelques-uns seraient disposés à revenir sur leur vote si on prévoyait dans le texte le cas d'une entente contraire intervenant entre les Etats neutres et les Etats belligérants.

Il semble que cette modification satisferait tout le monde.

L'article 10 laisse à l'Etat neutre l'entièvre liberté de recueillir les malades et blessés débarqués dans ses ports.

En fait, on peut croire que l'Etat neutre ne se soustraira jamais à ce devoir d'humanité, mais il est bon cependant de lui donner la faculté de s'expliquer à ce sujet avec les belligérants au début de la guerre. Si cette manière de voir est approuvée, il suffirait donc pour mettre tout le monde d'accord d'amender le texte de la façon suivante:

Article 10. Les naufragés blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

M. le Chevalier Descamps demande s'il ne serait pas suffisant de dire: „à moins de déclaration contraire“.

M. Affer répond que l'emploi de cette expression mettrait en péril les principes mêmes acceptés par la majorité. On a dit que les Etats neutres pourraient sans crainte accepter le principe posé par l'article 10, à cause de la liberté qui leur est laissée de recueillir ou de ne pas recueillir des blessés. Si on se contente d'une simple déclaration, nécessairement unilatérale, on verra se reproduire les inquiétudes des neutres au grand préjudice de la cause des blessés et malades qu'il s'agit de secourir. Un arrangement au contraire ayant un caractère bilatéral, sauvegarde tous les intérêts et c'est dans cet esprit que l'amendement a été rédigé.

M. le Comte de Grelle Rogier dit qu'il avait formulé sur l'art. 10 des observations qui lui paraissaient basées sur la logique et sur l'équité. M. Affer vient de proposer une transaction et, dans un esprit de conciliation, le délégué de Belgique se déclare prêt à l'accepter.

M. Odier dit qu'il avait présenté un amendement qui n'avait d'autre objet que de faciliter l'adoption de la proposition de M. de Grelle Rogier. Cette dernière étant retirée, M. Odier n'insiste pas sur sa propre suggestion. Il tient à expliquer cependant les raisons pour lesquelles la proposition de M. Affer ne le satisfait pas entièrement. Il semble que si les obligations acceptées par l'Etat neutre doivent entraîner des obligations trop longues et des charges trop lourdes, que si les blessés devenus des

non-valeurs au point de vue de la guerre sont retenus indéfiniment loin de chez eux, il y a là quelque chose d'un peu contraire à la notion de l'humanité.

M. Odier ajoute que pour ne pas faire obstacle à l'unanimité qui pourra se rencontrer sur le texte de l'art. 10, il retire cependant son amendement.

M. Corragioni d'Orelli déclare qu'il se rallie à la proposition de M. Asser.

Aucune observation n'étant plus présentée, le Président dit que l'art. 10 dans sa nouvelle rédaction est adopté. (Applaudissements.)

M. Odier dit qu'il désire ajouter un commentaire à la déclaration faite au début de la séance par le délégué de Perse.

En ce qui concerne les modifications demandées sur l'insigne même de cette convention et qui ont été présentées déjà dans la Sous-Commission par la Turquie, le Siam et les Etats-Unis d'Amérique et dans la Commission plénière par la Perse, il ne semble pas que l'Assemblée soit compétente pour traiter de cette question et c'est au moment où la Convention de Genève sera soumise à la révision qu'on examinera utilement le maintien ou le changement de son emblème.

Mirza Riza Khan répond que n'ayant pas assisté aux séances de la première Sous-Commission, il n'a pu faire sa déclaration à propos de l'article 5 en même temps que les représentants de la Turquie, du Siam et des Etats-Unis.

Il a donc cru devoir en donner connaissance au moment où l'article 5 est venu en discussion devant la Commission plénière. Il est d'accord que le principe du changement de l'insigne ne peut être examiné que par une Conférence ultérieure qui sera chargée de réviser la Convention de Genève, mais il désire cependant que sa déclaration soit insérée dans le procès-verbal comme témoignage des intentions du Gouvernement persan, en ce qui touche la forme de l'insigne.

Le Président constate que tout le monde est d'accord sur l'incompétence de la Commission à discuter ces questions et qu'on ne peut que les mentionner dans le procès-verbal.

M. Rolin rappelle une déclaration qu'il a faite dans la Sous-Commission et qui tend à assurer au Gouvernement siamois la faculté d'ajouter au drapeau de la Convention de Genève un signe sacré du culte Bouddhiste destiné à augmenter l'autorité tutélaire de ce pavillon.

Le Président dit que cette déclaration sera également mentionnée dans le procès-verbal.

Le Président constate que les art 1 à 10 proposés par la première Sous-Commission sont donc adoptés.

M. le Comte de Macédo, premier délégué de Portugal, déclare, en priant la deuxième Commission de prendre acte de cette déclaration et d'en tenir compte à titre de réserve générale sur le vote des 10 articles que l'on vient de lire et de mettre en discussion, que les instructions de son Gouvernement ne portent et ne pouvant naturellement porter que sur l'adhésion aux principes généraux contenus dans la Circulaire Mouravieff,

et sur l'acceptation sous une forme aussi générale des applications de ces principes, le vote favorable bien que silencieux qu'il vient d'émettre sur la doctrine des susdits articles, n'a nullement un caractère définitif même dans les limites où ses pouvoirs lui permettent de voter (c'est à dire, ad referendum); et que son vote ne saurait acquérir ce caractère avant qu'il ait reçu des instructions du Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle, données en pleine connaissance du texte que l'on vient de voter.

Le Président donne acte au Comte de MacCédo de cette déclaration.

M. Mahan, donne lecture des propositions suivantes :

„Les membres de la première Sous-Commission qui ont accepté le texte des articles sonmis à la Conférence se rappelleront que j'ai signalé une importante lacune, que je désirais combler par un ou plusieurs articles additionnels. On avait omis de prévoir les cas où un navire neutre, de la nature de ceux visés par l'art. 6, recueillerait à son bord, soit accidentellement, soit intentionnellement, des naufragés qui se trouveraient sur le théâtre d'un combat naval. Comment, ai-je demandé, sera réglé le sort de ces combattants naufragés?

Je n'avais porté mon attention que sur le cas des navires visés par l'art. 6. J'ai remarqué depuis que la même lacune existait relativement au sort des combattants naufragés recueillis par un bâtiment-hôpital. Je me permets de développer ce point afin de le faire bien comprendre par ceux des membres de la Conférence qui ne sont pas officiers de marine.

Sur le théâtre d'un combat naval les navires sont constamment en mouvement, non pas comme dans une bataille terrestre, mais d'une façon progressive et en se transportant plus ou moins rapidement d'un lieu dans un autre.

Le combat qui s'est engagé sur un point peut se trouver, une demi-heure après, transporté sur un autre point, à cinq milles de distance.

Dans un combat de ce genre il arrive qu'un vaisseau coule; son équipage est naufragé; le lieu de l'action change et se transporte loin de l'endroit où ces hommes luttent pour la vie; les croiseurs légers de leur pays viennent à leur secours mais ils ne sont pas assez nombreux; les navires hôpitaux sous pavillon neutre et des navires neutres autres que les bâtiments hôpitaux viennent également pour les secourir et ils recueillent à leur bord un certain nombre de combattants naufragés. A quel belligérant appartiendront ces hommes?

Il peut arriver que le navire neutre, hôpital ou autre, s'est trouvé avec la flotte adverse du bâtiment naufragé.

Après avoir rempli son œuvre de charité, il rejoint tout naturellement cette flotte.

Les combattants naufragés tombent au pouvoir de l'ennemi, bien que peut-être la flotte à laquelle ils appartiennent soit victorieuse.

Je maintiens que si des dispositions ne sont pas prises pour résoudre cette difficulté, de nombreuses réclamations se produiront.

Quelques simples matelots, quelques sous-officiers, cela importe peu; mais il peut se faire qu'un officier général distingué, que des officiers de valeur d'un grade inférieur soient atteints.

Une pareille éventualité suffirait à discréder tout le système proposé. En outre, on peut croire que les bâtiments hôpitaux régulièrement commissionnés par leur Gouvernement agiront avec une parfaite impartialité; mais une pareille supposition n'est pas admissible dans le cas de navires mentionnés à l'article 6.

Si l'on ne détermine pas exactement la condition de ces combattants naufragés, on doit s'attendre aux plus grandes irrégularités dont la publicité récompensera pleinement la catégorie d'hommes qui les commettent.

Comme il peut surgir de nombreux cas qu'il est impossible de mentionner en détail, je propose d'adopter les articles additionnels suivants, qui sont basés sur un principe général, à savoir: que les combattants naufragés recueillis dans les conditions sus-indiquées devenant „ipso facto“ des combattants hors de combat, sont incapables de servir pendant la durée de la guerre, sauf s'ils sont recapturés ou dûment échangés.

Ces articles additionnels pourraient avoir la teneur suivante:

,I. Les navires neutres, hospitaliers ou autres, se trouvant sur le théâtre d'un engagement naval et qui, par humanité, recueillent des hommes en danger de se noyer à la suite du combat, ne seront pas considérés comme ayant, par ce seul fait, violé leur neutralité.

Ils agiront dans cette circonstance à leurs risques et périls.

II. Dans le cas où un bâtiment de guerre demanderait la reddition des hommes ainsi recueillis, ces derniers ne seront pas considérés comme couverts par le pavillon neutre, mais il seront susceptibles d'être capturés ou recapturés.

Si cette demande se produit, les hommes dont il s'agit pourront être livrés et ils se trouveront dans les mêmes conditions que s'ils n'avaient pas été sous pavillon neutre.

III. Dans le cas où ces hommes, ayant ainsi échappé aux conséquences du combat par l'intervention d'un neutre ne seraient pas réclamés par un navire belligérant, ils seront considérés comme étant hors de combat, et ne pourront servir pendant le reste de la guerre, sauf s'ils ont été dûment échangés. Les Gouvernements contractants qui auront la qualité de belligérants s'engagent à interdire à ces hommes de servir pendant la durée de la guerre, sauf le cas d'échange.“

Sur la demande de MM. Asser et Renault, le Président dit que l'examen des propositions nouvelles présentées par M. Mahan sera renvoyé au Comité de Rédaction de la première Sous-Commission et fera l'objet d'un rapport de ce Comité à la Commission plénière.

Le Président rappelle que la première Sous-Commission a exprimé un vœu relatif à la révision de la Convention de Genève, et il donne la parole à M. Asser pour développer ce vœu devant la Commission.

M. Asser dit que la Commission, au début de ses travaux, a agité la question de savoir si elle était compétente pour discuter la révision de la Convention de Genève. Pour des raisons tirées à la fois du fait et du droit, elle n'a pas cru pouvoir entrer en matière sur cette question. Cependant la première Sous-Commission a voulu, avant de se séparer,

émettre le vœu que la révision puisse avoir lieu dans un délai prochain et elle a pensé que ce vœu pourrait être présenté à la Conférence dans les termes suivants:

„La Conférence de la Haye, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement Fédéral Suisse pour la révision de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette Convention.“

M. Beldiman dit qu'il s'associe entièrement au vœu présenté, mais il voudrait intercaler dans le texte, après les mots „à bref délai“ ceux: et par les soins du Conseil fédéral suisse.

Il rappelle que la Suisse s'est acquis un titre imprescriptible à la reconnaissance du monde civilisé pour tout ce qui concerne l'institution et le développement de la Croix Rouge, et c'est lui rendre un juste hommage que d'introduire dans le vœu proposé, la mention qui vient d'être indiquée.

Le Président fait remarquer que ce serait ainsi imposer une charge au Gouvernement fédéral que de décider qu'il est seul compétent pour convoquer la Conférence de révision. Il rappelle qu'en 1892 une Conférence internationale des Sociétés de la Croix Rouge, à laquelle prenaient part des représentants des Gouvernements signataires de la Convention, s'est réunie à Rome.

Cette Conférence a prié le Gouvernement italien de prendre l'initiative de l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève. Le Gouvernement suisse n'a nullement protesté contre cette décision. Plus tard, en 1896, le Gouvernement italien, tout en se déclarant disposé à accéder au vœu de la Conférence, a demandé au Gouvernement fédéral s'il désirerait se charger en son lieu et place de prendre l'initiative de cette adaptation.

M. de Martens conclut de ce précédent historique que la Commission doit se borner à émettre le vœu tel qu'il lui est soumis par M. Asser, en laissant aux Gouvernements intéressés le soin de se mettre d'accord sur le temps et sur le lieu de la réunion de la Conférence.

M. Asser appuie cette manière de voir. Il dit que la Conférence n'a pas à s'expliquer formellement au sujet des modalités de la révision.

D'ailleurs, il lui semble que la manière dont le vœu est formulé et la mention qui y est faite des démarches préliminaires du Gouvernement fédéral suisse suffisent à indiquer le droit qui est reconnu implicitement à ce Gouvernement de convoquer la Conférence de révision.

M. Odier dit qu'il est absolument d'accord avec M.M. de Martens et Asser sur un point, à savoir que le Gouvernement suisse n'a aucun monopole en matière de convocation de la Conférence et que ce droit appartient également à chacun des Etats signataires de la Convention de Genève. Il est exact qu'à la suite de la Conférence de Rome de 1892, le Gouvernement italien a pressenti les dispositions du Gouvernement fédéral au sujet d'une révision de la Convention de Genève et de son adaptation à la guerre maritime.

Le Gouvernement suisse a accepté de provoquer cette révision dès que les circonstances lui paraîtront favorables.

Cette fois encore ce Gouvernement sera reconnaissant à la Conférence si elle lui fait l'honneur de le charger de réaliser la révision désirée par tous.

M. Odier ajoute que l'idée de la Convention de Genève est née dans son pays et que la Suisse se considère jusqu'à un certain point comme ayant un intérêt et un droit particulier à prendre l'initiative de tout ce qui touche à cette Convention.

Elle sera donc très heureuse si on la charge de convoquer sur son territoire la Conférence de révision.

M. Zorn s'associe à l'amendement de M. Beldiman. Il rappelle que la Convention porte non seulement le nom d'une ville de la Suisse, mais qu'elle est due à l'initiative généreuse et magnanime d'un suisse et que pour cette raison il faut reconnaître que la Suisse a un droit incontestable à l'initiative pour la reprise des travaux concernant cette Convention. C'est un devoir d'honneur de lui reconnaître ce droit. Il appuie vivement les paroles et l'amendement du délégué de Roumanie.

M. Motono et S. E. le Comte Nigra se rallient également à la proposition de M. Beldiman.

Sur une demande du Comte de Macédo, M. Beldiman explique que son amendement n'a nullement pour objet d'exclure les autres Puissances signataires du droit de convoquer la Conférence, mais qu'il exprime seulement le souhait que cette convocation ait lieu par les soins du Conseil fédéral suisse.

S. E. Sir Julian Pauncefote demande si la Commission croit avoir compétence pour formuler des vœux de cette façon. Quant à lui, il ne pense pas qu'elle ait le droit d'imposer à une autre Puissance l'obligation formelle de prendre une initiative en matière de révision d'un acte international.

Le Président dit que tel était bien son avis, tout au moins en ce qui concerne le mandat qu'on veut donner au Gouvernement fédéral.

M. Affer fait observer de nouveau que la rédaction du vœu qu'il a présenté suffit à faire comprendre que tous les membres de la Conférence seraient heureux de voir le Conseil fédéral prendre l'initiative de la Convocation d'une Conférence pour la révision de la Convention de Genève.

M. Beldiman prend acte de la déclaration de M. Affer qui a dit que tous les membres de la Conférence seraient heureux de voir le Conseil Fédéral prendre l'initiative de la convocation d'une Conférence pour la révision de la Convention de Genève et il considère cette déclaration comme une adhésion à l'amendement qu'il venait de formuler.

Le Président met aux voix par appel nominal l'amendement présenté par M. Beldiman.

Ont voté pour cet amendement: Allemagne, Autriche-Hongrie, Chine, Danemark, Espagne, Italie, Japon, Luxembourg, Perse, Roumanie, Serbie, Siam, Suisse.

Ont voté contre: Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus: Belgique, France, Grande Bretagne, Grèce, Mexique, Monténégro, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suède et Norvège, Turquie, Bulgarie.

Le Président constate que 13 voix se sont prononcées pour l'amendement de M. Beldiman, 1 voix contre, et 12 se sont abstenues.

Il croit que dans ces conditions il doit mettre aux voix le texte du vœu tel qu'il a été proposé par la Sous-Commission.

Le vote a lieu par appel nominal:

Ont voté pour: Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, France, Grèce, Italie, Mexique, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Russie, Serbie, Siam, Suède, Suisse, Turquie, Bulgarie.

Se sont abstenus: Grande Bretagne, Japon, Luxembourg, Roumanie.

Le Président dit que le vœu présenté par la Sous-Commission est adopté, sans amendement, par 22 voix et 4 abstentions.

Il propose à la Commission de voter des remerciements à la première Sous-Commission, à son éminent Président et à son très distingué Rapporteur. (Applaudissements.)

La séance est levée.

Annexe au Procès-Verbal de la Séance du 30 juin.

Rapport présenté par M. L. Renault.

La seconde Commission a adopté, sur le rapport d'un Comité de rédaction,* une série de dispositions ayant pour but d'adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève. Elle soumet ces dispositions au vote de la Conférence en les accompagnant du présent Rapport, qui a pour but d'exposer les motifs des articles proposés.

La Seconde Commission (Première Sous-Commission) avait été chargée d'examiner les points V et VI de la Circulaire du Comte Mouravieff. Elle a admis sans discussion qu'il était désirable d'adapter aux guerres maritimes les principes de la Convention de Genève de 1864 et qu'il convenait de prendre comme base les articles additionnels de 1868. Ces articles ont donné lieu à des critiques au lendemain même de leur signature, ils ont été depuis 30 ans l'objet d'études approfondies. Il s'agit maintenant de tenir compte de ces critiques, de profiter de ces études et d'arrêter un projet qui, conciliant les intérêts en présence, donne enfin satisfaction aux vœux émis, depuis si longtemps, par les personnes et les sociétés les plus autorisées, pour que la guerre maritime ne soit plus privée de l'élément humanitaire et charitable que la Convention de Genève a mis dans la

* Ce Comité comprenait le Vice-Amiral Fisher, le Capitaine de frégate Schéine, le Capitaine de vaisseau Siegel et le professeur Renault, ce dernier rapporteur. Ont également pris part aux travaux du Comité comme membres adjoints le lieutenant-colonel Charles à Court et le lieutenant de vaisseau Ovtchinnikow.

guerre continentale. Nous croyons que les travaux préparatoires de ce projet si vivement désirée par l'opinion publique sont actuellement suffisants et qu'il est temps de conclure. Nous espérons que notre travail permettra à la Conférence de le faire et de se prononcer en connaissance de cause, en adoptant un texte qui pourra être facilement transformé en convention internationale.

Les idées générales qui nous ont guidés sont les suivantes. Il faut se borner à poser les principes essentiels et ne pas entrer dans des détails d'organisation et de réglementation qu'il appartient à chaque Etat d'arrêter suivant ses intérêts ou ses habitudes. Nous déterminons quelle doit être, au point de vue international, la condition juridique des bâtiments hospitaliers; mais, comment seront organisés ces bâtiments? Quel sera le rôle des bâtiments de l'Etat ou des bâtiments des sociétés de secours? Admettra-t-on même des bâtiments que des particuliers voudraient affecter au service hospitalier pendant la guerre? Ce sont des questions qui doivent être traitées par chaque Gouvernement, qui ne sont pas susceptibles d'une solution uniforme, parce que les situations sont diverses. Suivant les pays, le concours de la charité privée sera plus ou moins actif. En outre, tout en étant préoccupé des exigences de l'humanité, il ne faut pas oublier les nécessités de la guerre; il convient d'éviter des prescriptions inspirées sans doute par des sentiments généreux, mais exposées à être fréquemment méconnues par les belligérants dont elles entraîneraient l'action. L'humanité ne gagne pas beaucoup par l'adoption d'une règle qui doit rester à l'état de lettre morte et la notion du respect des engagements pris s'en affaiblit. Il est donc indispensable de n'imposer que des obligations qui puissent être exécutées en toute circonstance et de laisser aux combattants la latitude dont ils ont besoin; il est à espérer qu'ils n'en useront pas pour entraver inutilement l'action hospitalière.

Les dispositions à arrêter rentrent dans trois ordres d'idées, il s'agit en effet de régler la condition:

- 1° des bâtiments employés à un service hospitalier (art. 1 à 6);
- 2° du personnel charitable (art. 7);
- 3° des blessés, malades ou naufragés (art. 8 et 9).

Bâtiments.

Il peut y avoir, en fait, des bâtiments de nature très différente, employés à un service hospitalier d'une manière permanente ou accidentelle. Ils doivent être passés en revue.

Bâtiments-Hôpitaux militaires.

A la Conférence de Genève en 1868, les idées avaient varié au sujet de la situation à faire à ces bâtiments; après leur avoir accordé le bénéfice de la neutralité sous certaines conditions, on avait fini par adopter le 9^e article additionnel d'après lequel „les bâtiments hôpitaux militaires restent soumis aux lois de la guerre en ce qui concerne leur matériel; ils deviennent la propriété du capteur, mais celui-ci ne pourra

les détourner de leur affectation spéciale pendant la durée de la guerre.“ Dès 1869, le Gouvernement français demandait que l'art. 9 fût complété par la disposition suivante: „Toutefois, les navires impropres au combat que, pendant la paix, les Gouvernements auront officiellement déclaré être destinés à servir d'hôpitaux maritimes flottants, jouiront, pendant la guerre, de la neutralité complète du matériel comme du personnel pourvu que leur armement soit uniquement approprié à leur destination spéciale.“ Le Gouvernement britannique se ralliait à cette manière de voir comme il résulte d'une dépêche adressée le 21 janvier 1869 par le Comte Clarendon au Prince de la Tour d'Auvergne.

La Commission s'est prononcée pour le système proposé en 1869, en exprimant l'opinion qu'il ne fallait pas maintenir l'art. 9 avec la disposition complémentaire, mais formuler une règle générale unique. Il a paru indispensable de soustraire aux vicissitudes de la guerre les bâtiments dont il s'agit, en prenant les précautions nécessaires pour que des abus ne fussent pas commis.

La Commission propose donc de soustraire à la prise les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés. Chaque Etat construira ou aménagera comme il l'entendra les bâtiments affectés à son service hospitalier; on ne saurait lui imposer aucun type déterminé. L'idée essentielle est que les bâtiments auront un caractère exclusivement hospitalier, par suite ne pourront rien porter qui ne soit pas destiné aux blessés ou malades et à ceux qui les soignent, qui puisse être utilisé pour des actes hostiles.

Chaque belligérant doit connaître les bâtiments de son adversaire auxquels des immunités particulières sont accordées; il sera donc nécessaire que les noms de ces bâtiments aient été officiellement communiqués. A quel moment cette communication devra-t-elle avoir été faite? Au moment même de l'ouverture des hostilités, les belligérants doivent naturellement se notifier les noms de leurs bâtiments-hôpitaux. Mais il serait excessif de n'accepter que les notifications faites à ce moment. Un belligérant peut avoir été surpris par la guerre, il n'avait pas d'avance construit ou aménagé des bâtiments-hôpitaux; ou bien la guerre prend de grandes proportions et les bâtiments-hôpitaux existants sont jugés insuffisants. Ne serait-il pas cruel d'interdire aux belligérants la faculté de développer leur service hospitalier suivant les nécessités de la guerre, par conséquent d'aménager de nouveaux bâtiments? C'est ce qui a été admis. Une notification pourra donc être faite au cours même des hostilités; elle devra seulement précéder l'emploi du navire pour son nouveau service.

La notification des noms des bâtiments-hôpitaux militaires intéresse tout d'abord les belligérants; elle peut intéresser aussi les neutres, puisque, ainsi qu'il va être expliqué, une condition particulière est faite à ces bâtiments dans les ports neutres. Il est donc à désirer que les belligérants portent les noms de ces bâtiments à la connaissance des états neutres, quand ce ne serait que par une insertion dans leur journal ou recueil officiel.

Il va sans dire que l'affectation hospitalière donnée à un navire et communiquée à l'adversaire ne pourra être modifiée pendant la durée de la guerre. Autrement des abus seraient possibles; on donnerait le caractère hospitalier à un navire pour le faire parvenir en sécurité à un endroit déterminé et là on le transformerait en bâtiment destiné à des opérations hostiles.

Pour exprimer l'immunité accordée aux bâtiments-hôpitaux militaires, nous avons évité les mots de neutres, de neutralité, qui ne sont pas exacts en eux-mêmes, qui ont donné lieu depuis longtemps à de justes critiques reproduites dans la sous-commission. Nous proposons de dire simplement que ces navires seront respectés et ne pourront être capturés. De cette façon, nous formulons d'une manière concrète et précise les deux principales conséquences que l'on entend faire dériver de l'idée abstraite de neutralité. Ces navires ne doivent pas être attaqués. Leur caractère hospitalier apparent interdit d'employer contre eux les moyens dont on peut user contre les bâtiments de guerre de son adversaire. C'est dans le même sens que l'art. 1 de la Convention de 1864 dit que les ambulances et hôpitaux militaires sont respectés par les belligérants. Le respect ainsi assuré aux bâtiments-hôpitaux n'exclut pas les mesures de précaution qu'il peut être nécessaire de prendre à leur égard et dont il sera parlé plus loin. (art. 4.)

En outre, les bâtiments-hôpitaux militaires sont exempts du droit de prise qui s'applique naturellement à tous les bâtiments de l'Etat ennemi. Il y a ici, dans un intérêt supérieur d'humanité qui est commun aux deux belligérants, l'énonciation à un droit incontestable.

Ce qui précède ne concerne que les rapports des belligérants entre eux; c'est dans ces rapports qu'une condition particulière est faite aux bâtiments-hôpitaux militaires et qu'ils sont traités autrement que des bâtiments de guerre ennemis. Il a paru nécessaire d'étendre la même idée aux rapports de ces bâtiments avec les ports neutres. Autrement les autorités de ces ports pourraient prétendre assimiler ces bâtiments-hôpitaux aux bâtiments de la marine militaire des belligérants dont ils font partie et réglementer la durée de leur séjour comme les conditions de leur départ et de leur ravitaillement aussi strictement que pour les bâtiments de guerre proprement dits, ce qui serait peu raisonnable. Il faut une règle précise pour écarter toute difficulté entre les bâtiments-hôpitaux et les autorités des ports neutres comme toute réclamation de la part des belligérants. En dehors de l'ordre d'idées qui vient d'être indiqué, ces bâtiments-hôpitaux militaires seront naturellement traités comme des bâtiments de guerre, notamment en ce qui concerne le bénéfice de l'extraterritorialité.

La condition des bâtiments-hôpitaux militaires pourrait donc être réglée de la manière suivante:

Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture

ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre (art. 1.)

Bâtiments hospitaliers des belligérants, autres que les bâtiments de l'Etat.

Le 13^e article additionnel s'occupe des navires hospitaliers équipés aux frais des sociétés de secours. Nous maintenons la disposition en ce qui les concerne avec quelques rectifications. Il s'agit des sociétés officiellement reconnues par chaque belligérant; la formule de l'art. 13 est trop vague et, par cela même, équivoque. Le mot *neutres*, pour définir la condition de ces navires, est évité pour les raisons données à propos de l'article précédent.

Enfin, la notification de belligérant à belligérant est prescrite comme pour les bâtiments-hôpitaux militaires; il y a même raison.

La disposition de l'art 13 a été utilement complétée. Il nous a paru que les bâtiments que des particuliers voudraient affecter au service hospitalier devraient jouir de la même immunité du moment qu'ils présenteraient des garanties identiques. Il pourra y avoir là une ressource précieuse; en divers pays, les propriétaires de yachts de plaisance ont exprimé l'intention de les affecter au service hospitalier en cas de guerre.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la puissance belligérante dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la puissance, adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires devront être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final (art. 2.)

Bâtiments hospitaliers neutres.

L'avenir dira si l'intervention hospitalière des neutres se produira dans les guerres maritimes et dans quelle mesure. Nous nous bornons à dire qu'elle est régulière sous des conditions qui paraissent donner des garanties suffisantes. Ces navires hospitaliers devront avoir une commission officielle de leur gouvernement qui ne l'accordera qu'en connaissance de cause, c'est-à-dire après s'être assuré du caractère exclusivement hospitalier des navires; et leurs noms devront être notifiés aux Puissances belligérantes.

Il avait été question d'exiger que les bâtiments hospitaliers neutres se rangeassent sous l'autorité directe de l'un des belligérants. Une étude attentive nous a démontré que cette solution entraînerait d'assez graves difficultés. Quel pavillon porteraient les navires dont il s'agit? N'y aurait-il pas quelque chose de contraire à l'idée de la neutralité dans le fait, pour des navires ayant une commission officielle, d'être incorporés dans la marine de l'un des belligérants? Il nous a semblé qu'il suffisait que l'action

de ces bâtiments, qui dépendent d'abord du Gouvernement dont ils tiennent leur commission, fut soumise à l'autorité des belligérants dans les termes prévus par l'art. 4 ci-après.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes au début ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage (art. 3.)

Règles communes aux bâtiments hospitaliers.

L'immunité accordée aux bâtiments dont il vient d'être parlé n'est pas motivée par leur intérêt propre, mais par l'intérêt des victimes de la guerre auxquelles ils se proposent de porter secours. Cet intérêt, si respectable qu'il soit, ne doit pas faire perdre de vue le but même de la guerre. Cette double idée explique deux séries de dispositions.

Tout d'abord, le but hospitalier ne doit pas être exclusivement égoïste. Les navires dont il s'agit doivent fournir leur assistance aux victimes de la guerre, sans distinction de nationalité. Cela ne s'applique pas seulement aux bâtiments neutres, qui, par exemple, donnent leur concours charitable aux deux partis; cela s'applique également aux bâtiments belligérants. Ainsi se justifie l'immunité qui leur est accordée. Chaque belligérant renonce au droit de capture des bâtiments de cette espèce qui appartiennent à son adversaire. Cette rénunciation est dictée par une pensée charitable et aussi par l'intérêt bien entendu, puisque, le cas échéant, ces navires rendront service à ses marins comme à ceux de son ennemi.

Il faut qu'il soit bien entendu que ces navires ne serviront à aucun autre but, qu'ils ne pourront, sous aucun prétexte, être directement ou indirectement utilisés pour une opération militaire quelconque: informations à recueillir, dépêches à transmettre, combattants, armes ou munitions à transporter. Les Gouvernements, par le fait même de la signature de la convention projetée, contracteront en ce sens un véritable engagement d'honneur. Il y aurait perfidie à le méconnaître.

Tout en s'en tenant scrupuleusement à leur rôle charitable, les bâtiments hospitaliers ne devront en rien gêner les mouvements des belligérants. Ceux-ci peuvent demander, accepter ou refuser leur concours. Ils peuvent leur enjoindre de s'éloigner, soit purement et simplement, soit en leur imposant une direction déterminée. Dans ce dernier cas, il pourra quelquefois paraître nécessaire de mettre un commissaire à bord afin d'assurer la parfaite exécution des ordres donnés. Enfin, dans des circonstances particulièrement graves, le droit des belligérants pourra aller jusqu'à retenir les bâtiments hospitaliers; cela peut être nécessaire, par exemple, pour assurer le secret absolu d'une opération.

Pour éviter les contestations sur l'existence ou le sens d'un ordre donné, il est désirable que le belligérant mentionne cet ordre sur le journal de bord du bâtiment hospitalier. On comprend que cela ne soit pas toujours possible: l'état de la mer, l'extrême urgence peuvent mettre ob-

stacle à l'accomplissement de cette formalité; on ne saurait donc exiger cet accomplissement d'une manière absolue. Le bâtiment hospitalier ne serait pas admis à invoquer la non inscription sur son journal de bord pour se justifier de l'inobservation des ordres reçus, alors que la preuve de ces ordres serait fournie d'une autre manière.

On a quelquefois proposé de déterminer des signaux particuliers, soit pour les bâtiments qui demanderaient des secours, soit pour les bâtiments hospitaliers qui en offriraient. La Commission a pensé qu'aucune disposition spéciale n'était nécessaire à ce sujet, que le Code international des signaux, tel qu'il a été adopté par toutes les marines, suffisait pour le but que l'on avait en vue.

Enfin, il va sans dire que les belligérants doivent avoir le droit de contrôle et de visite sur tous les bâtiments hospitaliers sans exception. Il faut qu'ils puissent s'assurer qu'aucun abus n'est commis, que les bâtiments ne sont en rien détournés de leur destination charitable. Le droit de visite est ici la contrepartie nécessaire de l'immunité et il n'y a pas lieu de s'étonner de le voir appliqué même à des bâtiments de l'Etat. Ces bâtiments visités seraient capturés si on les avait laissés sous l'empire du droit commun; la visite n'empêche donc pas leur situation; elle est une condition du sort plus favorable qui leur est fait.

Il convient de remarquer que la visite des bâtiments hospitaliers est importante, non seulement pour constater que ces bâtiments ne sortent pas de leur rôle, mais aussi pour déterminer la situation des blessés, malades ou naufragés, qui se trouvent à bord, ainsi qu'il sera expliqué plus loin à propos de l'art. 9.

Les dispositions qui vont être reproduites, sont presque textuellement empruntées aux al. 4, 5, 6 et 7 du 13^e article additionnel; nous avons dû seulement les étendre à tous les bâtiments hospitaliers sans distinction, du moment que nous accordions des immunités à tous les bâtiments.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3 porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront (art. 4.)

Signes distinctifs des bâtiments hospitaliers.

Les bâtiments hospitaliers doivent manifester leur caractère d'une manière non équivoque; ils y ont le plus grand intérêt. Nous avons em-

prunté les dispositions de l'alinéa 3 du 12^e article additionnel et de l'alinéa de l'art. 13, en modifiant légèrement la terminologie qui ne convient plus aux bâtiments actuels.

Tous les bâtiments consacrés exclusivement au service hospitalier devront avoir une bande verte ou rouge de la largeur indiquée. Cela pourrait être impossible pour leurs embarcations, comme pour les yachts ou les petits bâtiments qui viendraient à être affectés à un service hospitalier; ils auront une peinture analogue avec les proportions que permettront les dimensions des bâtiments.

Ces bâtiments se feront reconnaître en hissant leur pavillon national en même temps que le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève. La règle qui nous est dictée par cette Convention, s'applique à tous les bâtiments hospitaliers, ennemis ou neutres. La difficulté soulevée pour ces derniers se trouve écartée comme il a été expliqué plus haut à propos de l'art. 3.

Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève (art. 5.)

Bâtiments de commerce neutres.

Il s'agit de bâtiments neutres affectés occasionnellement au transport de blessés, malades ou naufragés, qu'ils aient été spécialement affrétés dans ce but ou qu'ils aient été fortuitement en situation de recueillir des victimes de la guerre. Dans la rigueur du droit, ces bâtiments portant des blessés, malades ou naufragés de l'un des belligérants et rencontrant un bâtiment de guerre de l'autre, pourraient être considérés comme s'étant rendus les auxiliaires du belligérant dont ils transportent les nationaux et comme étant, par suite, passibles de la prise. Tout le monde est d'accord pour écarter cette conséquence extrême et pour décider que ces bâtiments ne doivent pas être punis pour leur assistance charitable, mais être laissés libres. On voit spécialement ici l'avantage qu'il y a à éviter le mot neutralité pour désigner l'immunité accordée à certains bâtiments. On serait autrement obligé de dire que les bâtiments neutres dont nous nous occupons sont neutralisés, ce qui serait assez étrange en la forme.

Par contre, ces bâtiments ne peuvent, par le fait de leur coopération charitable, être soustraits aux conséquences de leur conduite qui serait contraire aux devoirs de la neutralité. Cela se présenterait, par exemple, dans le cas où ils transporteraien de la contrebande de guerre, dans celui

où ils violeraient un blocus. Les suites ordinaires de ces actes se produiraient à leur égard.

En un mot, le transport de blessés, malades ou naufragés, par un bâtiment neutre n'entraîne ni aggravation ni amélioration de sa condition de neutre. C'est probablement ce qu'avait voulu dire l'art. 10 additionnel, dans son 2^e alinéa, mais la formule employée était obscure et on comprend que le Gouvernement britannique ait demandé des éclaircissements. La disposition que nous présentons ci-après, est conforme aux principes juridiques comme à l'interprétation sur laquelle le Gouvernement britannique et le Gouvernement français étaient tombés d'accord en 1869. (Lettre du Comte de Clarendon du 21 janvier 1869 et réponse du Prince de la Tour d'Auvergne du 26 février suivant.)

Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises (art. 6).

On remarquera que nous ne proposons aucun article visant le cas d'un bâtiment de commerce d'un belligérant portant des blessés ou des malades. La conséquence de ce silence est que le bâtiment reste sous l'empire du droit commun et, par suite, est exposé à la prise. Cette conséquence rigoureuse nous a paru seule logique et conforme aux principes. Le 10^e article additionnel, dans son alinéa 1, admet que le bâtiment chargé exclusivement de blessés ou de malades, est „couvert par la neutralité“; il n'en serait donc pas de même au cas où il y aurait, indépendamment des blessés et des malades, d'autres passagers, des marchandises. La distinction peut-elle se justifier? nous ne l'avons pas pensé.

— La Commission ne propose pas non plus le texte correspondant au 6^e article additionnel. Il lui a semblé que le cas prévu par cet article n'avait pas à être réglé spécialement, mais qu'il rentrait dans les cas visés précédemment.

Il s'agit d'embarcations, qui, à leurs risques et périls, pendant et après le combat, recueillent ou qui, ayant recueilli des naufragés ou des blessés, les portent à bord d'un navire neutre ou hospitalier. Si ces embarcations dépendent du navire neutre ou hospitalier, elles participent du caractère du navire auquel elles se rattachent; elles ne pourront être capturées d'après les règles précédemment admises. S'il s'agit d'embarcations ennemis, qu'elles dépendent d'un bâtiment de guerre ou d'un bâtiment de commerce d'un belligérant, elles pourront être capturées par l'autre. Il n'y a donc là rien de spécial et les principes posés par nous paraissent comprendre toutes les hypothèses. Nous avons par cela même examiné le 6^e point de la Circulaire du Comte Mouravieff.

Du personnel sanitaire.

Il n'y a pas lieu de se préoccuper en principe du personnel sanitaire se trouvant à bord d'un bâtiment hospitalier; le bâtiment étant respecté, le personnel qu'il porte ne sera pas troublé dans l'exercice de ses fonctions.

La situation sera autre à l'égard d'un bâtiment de guerre qui tomberait au pouvoir de l'ennemi et qui aurait à son bord un personnel sanitaire; on peut supposer aussi un bâtiment de commerce ennemi transportant des blessés et des malades avec des médecins et infirmiers pour les soigner. Il convient de décider, par analogie de ce qui est admis pour la guerre continentale, que, toutes les fois qu'un navire sera capturé, le personnel sanitaire qui s'y trouvera sera inviolable, c'est-à-dire ne pourra être fait prisonnier de guerre. Il faut éviter les expressions de neutre et de neutralité pour les personnes comme pour les navires.

Ce personnel devra continuer à remplir ses fonctions dans la mesure où cela serait nécessaire. Il est possible que le vainqueur n'ait pas à sa disposition des médecins et infirmiers en nombre suffisant pour soigner les malades tombés en son pouvoir.

On peut bien poser le principe que le personnel sanitaire entre les mains de l'ennemi n'est pas prisonnier de guerre, mais non préciser le moment où il aura le droit de s'en aller. On est obligé de s'en remettre sur ce point au commandant en chef, les circonstances étant essentiellement variables et ne se prêtant pas à une réglementation stricte. Il faut que le commandant soit bien pénétré de cette idée qu'il n'a pas en son pouvoir des prisonniers de guerre et qu'il n'a pas la faculté de les retenir capricieusement.

Enfin, on doit assurer un traitement à ce personnel ainsi retenu chez l'ennemi.

On peut hésiter quant au chiffre de ce traitement. Sera-ce le traitement que les médecins retenus ont dans leur propre armée ou celui que les médecins du même grade touchent dans l'armée ennemie? La solution la plus stricte consisterait à dire que c'est seulement le traitement le plus faible qui doit être touché. Il a paru plus simple et plus équitable de maintenir aux médecins la jouissance intégrale de leur traitement sans entrer dans les questions de détail au sujet des traitements tels qu'ils existent chez le belligérant aux mains duquel sont les médecins.

La rédaction proposée ci-après s'est inspirée des articles additionnels 7 et 8 qui ont été seulement modifiés sur quelques points.

Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer au personnel ennemi tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement (art. 7.)

Blessés, malades ou naufragés.

Il est un principe général qui est à la base de la Convention de Genève et qui doit s'appliquer à la guerre maritime comme à la guerre continentale, c'est que l'obligation d'assistance existe envers les victimes des opérations militaires sans distinction de nationalité. Une application

de cette idée a été faite précédemment à propos du rôle des bâtiments hospitaliers. V. art. 4, al. 1. On peut aussi se reporter à l'al. 1 de l'art. 11 additionnel.

Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs (art. 8.)

Dans les dispositions que la Commission soumet à la Conférence, il est parlé des blessés, malades et naufragés, non des victimes de la guerre maritime. Cette dernière expression, vraie dans la plupart des cas, ne le serait pas toujours et doit, pour ce motif, être écartée. Les règles prévues s'appliquent du moment qu'il y a des blessés et des malades à bord de bâtiments de mer, sans qu'il y ait à rechercher si c'est en mer ou sur terre que la blessure a été faite ou que la maladie s'est déclarée. Par conséquent, si un bâtiment est affecté au transport par mer de blessés ou de malades de l'armée de terre, ce bâtiment, ces blessés et ces malades seront régis par les dispositions de notre projet. A l'inverse, il est bien évident que, si les marins blessés ou malades sont débarqués et placés dans une ambulance ou dans un hôpital, la Convention de Genève s'appliquera pleinement en ce qui les concerne.

Cette remarque nous paraît suffire pour donner satisfaction aux observations présentées dans la Sous-Commission et nous ne croyons nullement nécessaire d'insérer une disposition spéciale à ce sujet.

La situation à faire aux blessés, malades ou naufragés, a donné lieu à beaucoup de controverses et même à des règles un peu confuses des articles additionnels. V. art. 6, al. 3, art. 10, al. 1, art. 11, al. 2, art. 13, al. 8. Il a paru à la Commission, que la difficulté est venue surtout de ce qu'on avait perdu de vue le principe général très simple qu'il n'y avait qu'à appliquer aux différents cas. Ce principe est le suivant: un belligérant a en son pouvoir des combattants ennemis; ces combattants sont ses prisonniers. Peu importe qu'ils soient blessés, malades ou naufragés, qu'ils aient été recueillis par tel ou tel bâtiment. Ces circonstances de fait ne changent pas la situation de droit. Il faut donc d'abord poser ce principe, dont les applications ne seront pas toujours conformes aux règles posées en 1868. Un navire hospitalier d'un belligérant recueille des malades, des blessés ou des naufragés de sa nationalité et les transporte dans un port de son pays; pourquoi les malades, blessés ou naufragés ne seraient-ils pas libres au même titre que les malades et les blessés recueillis par une ambulance? Le dernier alinéa de l'art. 13 additionnel dit cependant que les blessés et les naufragés recueillis par les navires hospitaliers ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Si nous supposons que le même navire hospitalier, chargé de blessés, de malades ou de naufragés de sa nationalité, rencontre un croiseur ennemi, pourquoi celui-ci ne serait-il pas autorisé à considérer comme prisonniers de guerre ces combattants qui tombent en son pouvoir? Parmi les combattants, il y en a, les blessés et les malades, qui ont droit à un traitement spécial, envers qui le capteur a des devoirs; ils n'en rentrent pas moins

tous dans la notion que l'on se fait des prisonniers de guerre. Les articles additionnels admettent cela en ce sens que les combattants dont il s'agit sont rendus incapables de servir, art. 10, al. 1, art. 13, al. fin. Mais cette disposition n'offre pas une garantie suffisante.

Le croiseur reste donc libre d'agir suivant les circonstances; il peut garder les prisonniers, les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou, au besoin même, sur un port ennemi, dans le cas où il n'y aurait pas d'autre port à proximité. Il prendra aussi ce dernier parti quand il n'y aura que des blessés ou des malades assez gravement atteints. Il n'aura pas d'intérêt à se charger ou à charger inutilement son pays de blessés et de malades ennemis. Le plus souvent donc les navires hospitaliers ou autres ainsi chargés de blessés et de malades ne seront pas détournés de leur destination. L'humanité et l'intérêt du belligérant commanderont également cette solution. Mais le droit du belligérant ne peut être méconnu. Les blessés ou malades qui sont ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre. Il va sans dire que, s'ils viennent à être échangés, leur situation de prisonniers de guerre en liberté sur parole cesse et qu'ils reprennent leur liberté d'action.

Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre (art. 9.).

La dernière disposition dont il reste à parler n'a pas de correspondant dans les articles additionnels. Elle vise le cas de naufragés, blessés ou malades qui seraient débarqués dans un port neutre. Ce cas est à prévoir, parce que, d'une part, il est de nature à se présenter assez fréquemment, et que, de l'autre, il peut, en l'absence d'une règle précise, donner lieu à des difficultés. Il va sans dire que le Gouvernement neutre n'est pas tenu de recevoir sur son territoire les blessés, malades ou naufragés. Peut-il même le faire, sans manquer aux devoirs de la neutralité? Le doute vient de ce que, dans certains cas, un belligérant trouvera grand avantage à se débarrasser ainsi des blessés et des malades qui l'encombrent et le gênent pour ses opérations; le territoire neutre lui servira à mieux exécuter son entreprise hostile. Néanmoins il a paru que les considérations d'humanité devaient l'emporter ici, que le plus souvent le débarquement des blessés et des malades recueillis, par exemple, à bord de bâtiments hospitaliers ou de bâtiments de commerce aurait un caractère exclusivement charitable, qu'autrement on agraverait inutilement les souffrances des blessés et des malades en prolongeant la traversée de manière à atteindre un port de leur nation. Il pourra d'ailleurs arriver que les blessés et les malades ainsi débarqués appartiennent aux deux belligérants.

Le neutre qui a consenti au débarquement est tenu de prendre les mesures nécessaires pour que son territoire serve seulement d'asile aux victimes de la guerre et pour que les individus ainsi recueillis ne puissent

de nouveau prendre part aux hostilités. Cela est important à dire surtout en ce qui concerne les naufragés.

Enfin, il est évident que les dépenses matérielles occasionnées par la présence de ces malades, blessés ou naufragés, ne doivent pas rester à la charge de l'Etat neutre. Elles devront lui être remboursées par l'Etat dont relèvent les individus ainsi recueillis.

Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades (art. 10.)

La Commission ne présente aucune disposition correspondant à l'art. 14 additionnel. Il a été admis sans débat que cet article devait disparaître. Sans doute, il pourra malheureusement arriver que les prescriptions posées, si elles sont rendues obligatoires, ne soient pas observées en toute circonstance, que des abus plus ou moins graves soient commis. Ces faits regrettables entraîneront les sanctions ordinaires du droit des gens; il n'y a pas à les prévoir par une disposition spéciale qui serait de nature à affaiblir la valeur juridique et morale des règles précédentes.

Texte soumis à la Conférence.

Article 1. Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes au début ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Article 4. Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leurs concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5. Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6. Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7. Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leur mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8. Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9. Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder,

de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10. Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

Quatrième Séance.

5 juillet 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la séance du 20 juin est lu.

M. le Capitaine Mahan exprime le désir de changer le vote négatif qu'il a émis dans la séance susmentionnée, les instructions qu'il a reçues ultérieurement de son Gouvernement lui enjoignant de voter en faveur de l'amendement de M. Beldiman, relatif à la révision de la Convention de Genève sur l'initiative du Gouvernement fédéral suisse.

M. Beldiman fait observer que cette modification change le résultat du vote relatif à sa proposition.

En tenant compte du changement dont il s'agit, il y aurait 14 votes affirmatifs et quelques abstentions.

Mais même sans cette modification il y aurait lieu de revenir sur le vote.

En effet, compter les abstentions comme des votes négatifs, ne pourrait être considéré comme conforme aux usages parlementaires, ni au mode de procéder observé jusqu'à présent dans cette Conférence.

Cependant, comme il est désirable avant tout d'obtenir l'unanimité, il n'insiste ni sur la rectification du vote ni sur le maintien de son amendement.

Il fait une proposition nouvelle: annuler les deux votes antérieurs et adopter unanimement le vœu exprimé par M. le Président Asser à l'issue de la dernière séance de la première Sous-Commission, et conçu en ces termes:

„La Conférence de la Haye, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement fédéral suisse pour la révision de la Convention de Genève, émet le vœu, qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette Convention.“

Dans l'espoir de réunir l'assentiment de tous les membres, il fait en outre la motion suivante:

„En exprimant le vœu relatif à la révision de la Convention de Genève, la deuxième Commission adhère entièrement à la déclaration faite

par M. Asser, Président de la première Sous-Commission, dans la séance du 20 juin et par laquelle M. le délégué des Pays-Bas a constaté que tous les Etats représentés à la Haye seraient heureux de voir le Conseil fédéral suisse prendre à bref délai l'initiative de la convocation d'une Conférence en vue de la révision de la Convention de Genève."

Si l'unanimité n'était pas obtenue sur cette motion, il reprendrait sa liberté d'action.

La proposition n'a pour but que d'éviter des pointages et les décisions prises à la majorité des voix.

Les deux propositions concernant l'annulation des votes antérieurs et l'adoption du vœu exprimé par M. Asser sont approuvées.

La nouvelle motion de M. Beldiman est appuyée par M. Motono.

S. E. M. White déclare que le vote primitif des Etats-Unis dans la Sous-Commission a été le résultat d'un malentendu.

Le Gouvernement américain a le plus vif désir de rendre justice à la Suisse, qui a pris l'initiative de cette grande œuvre humanitaire et qui en a développé l'idée.

Il votera donc pour la proposition du Délégué de Roumanie.

Le Président précise la portée de la motion de M. Beldiman: elle ne portera aucune atteinte à la liberté d'action des Gouvernements; ceux-ci auront la faculté de donner au Gouvernement helvétique une réponse dictée par leurs vues personnelles et par leurs intérêts.

S. E. Sir Julian Pauncefote tient à constater qu'il ne s'agit donc pas d'un mandat donné à la Suisse.

Le Président s'associe à cette manière de voir.

La motion de M. Beldiman est adoptée à l'unanimité sous cette réserve.

M. Beldiman dit qu'il est entendu qu'elle sera soumise à la Conférence en séance plénière.

Le procès-verbal de la séance du 20 juin est adopté.

Le Président fait donner lecture du procès-verbal de la séance du premier juillet de la deuxième Sous-Commission.

Il est adopté sans modifications.

Le Président déclare que la présente séance de la Commission étant la dernière, le procès-verbal en sera communiqué en épreuve à tous les membres, qui indiqueront les rectifications qu'ils désirent y voir insérer.

Ce mode de procéder est approuvé.

Le rapport sur le "Projet de Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre", présenté par M. Rolin au nom de la deuxième Sous-Commission, est adopté, après indication par le Rapporteur des quelques modifications de forme ou additions au moyen desquelles il a pu faire droit sur le champ aux observations qui lui sont parvenues depuis la dernière séance de la Sous-Commission.

On passe à l'examen des articles du Projet voté par la deuxième Sous-Commission en seconde lecture.

En vue d'accélérer la marche des travaux il est décidé, sur la proposition du Président, de voter chapitre par chapitre.

Les chapitres I, II et III de la première section sont adoptés sans modifications.

Les cinq chapitres de la deuxième section sont également adoptés sans modifications.

Au sujet de l'article 25, S. E. le Comte Nigra, selon les instructions qu'il a reçues, propose d'ajouter le mot ports à ceux de „villes etc.“

Il reconnaît qu'il ne s'agit que de la réglementation de la guerre terrestre; or, le bombardement d'un port par une armée rentre dans ce domaine. De plus, il pense que le moment est opportun pour décider, si les dispositions de l'article 25 ne doivent pas régir également les bombardements effectués par des forces navales.

M. Rolin ne voit pas d'inconvénient à ce que le mot „ports“ soit ajouté, du moment où il ne s'agit que d'un bombardement par des forces terrestres; mais l'addition lui paraît superflue; un port rentre toujours dans la catégorie des „villes, villages, habitations ou bâtiments“ et l'adjonction dont il s'agit pourrait créer une équivoque.

S. E. le Comte Nigra prend acte de cette déclaration et demande qu'elle soit insérée au procès-verbal.

En ce qui concerne la 2^{me} question soulevée par Son Exc. le Comte Nigra, M. Rolin fait observer que, de l'avis de la Sous-Commission, elle est de la compétence de la Commission entière; celle-ci devrait donc adopter une disposition spéciale.

Jusqu'à présent aucune proposition de ce genre n'a été faite.

S. E. le Comte Nigra déclare qu'il saisit l'occasion pour en formuler une.

Il propose que l'article 25 soit également applicable aux bombardements dirigés vers la terre par des forces navales.

M. Rolin voit un inconvénient à la motion du Comte Nigra. Une force navale peut être amenée à bombarder des villes ou des ports même non-défendus, notamment dans le but de les contraindre à lui fournir des vivres, des charbons ou autres provisions qu'elle leur a demandés. Une force de terre n'aurait ni motif, ni excuse pour le faire. Mais la force navale n'a pas d'autre moyen pour exercer son autorité, tandis qu'une force terrestre a la ressource de l'occupation et ne bombarde que pour forcer à la reddition.

Les raisons ne sont donc pas les mêmes pour les deux genres de bombardements.

On pourrait se borner à constater que le bombardement par une flotte n'est pas admis dans le seul but de terroriser les habitants ou de détruire inutilement la propriété.

S. E. le Comte Nigra demande seulement que la Commission se prononce sur la question suivante:

„Les dispositions de l'article 25 peuvent-elles être appliquées également aux bombardements exécutés par des forces navales?“

M. le Général den Beer Poortugael n'admet pas que des règles identiques ne puissent régir la guerre terrestre et la guerre navale. Il

se réfère à l'Annuaire de l'Institut de Droit International relatif à la session de Venise où il a été décidé que les règles de la guerre terrestre seraient applicables aux guerres maritimes.

Pour lui, la question est d'une importance capitale. Néanmoins, il ne trouve pas que le moment soit opportun pour la discuter; il désire seulement la signaler à l'attention de la Commission dans l'espoir qu'elle sera examinée de plus près dans une Conférence ultérieure.

M. Rolin pense qu'il n'est en désaccord avec le préopinant que sur une question de mots car la résolution de l'Institut de Droit International mentionnée par lui, tout en disant que les mêmes règles sont applicables, indique aussitôt les exceptions à ladite règle.

M. Beldiman s'associe aux conclusions de Son Exc. le Comte Nigra en espérant que la Commission entrera dans des explications sur la question.

Le Président rappelle que le Comité de Rédaction, bien que n'ayant pas de mandat pour traiter cette matière, a échangé des vues à ce sujet.

De l'avis unanime de ses membres, la question des bombardements de ports est des plus complexes.

Il a personnellement rappelé au Comité les délibérations de la session de Venise.

En examinant les règles qui y ont été formulées on verra qu'elles sont très compliquées.

Après des travaux qui ont duré plusieurs années, l'Institut n'a pu aboutir qu'à un compromis, parce que la condition des villes de l'intérieur des pays est différente de celle situées sur les côtes.

Les premières ne peuvent être bombardées que dans le but de les contraindre à se rendre et les secondes peuvent l'être également pour les forcer à fournir des vivres etc. aux forces navales qui les menacent.

Et même ces règles donnent lieu à des malentendus et à des équivoques.

Dans cet ordre d'idées, le Président propose de laisser intact le texte de l'article 25 et d'émettre le vœu que cette matière soit examinée par une Conférence qui se réunira ultérieurement. Ce sera le seul moyen de sortir de cette question complexe.

S. E. le Comte Nigra et M. Beldiman se rallient à cette manière de voir.

S. E. Sir Julian Pauncefote ne peut s'associer à l'expression de ce vœu car, ainsi que l'a déclaré précédemment Sir John Ardagh, le Gouvernement britannique ne pourra consentir à adhérer aux articles de Bruxelles que si les questions navales restent en dehors des délibérations. Il ne désire pas aborder le fond de la question, mais il déclare que pour la raison indiquée, il lui est impossible de se rallier à la proposition du Président.

Le Président fait observer que le vœu dont il s'agit n'est que l'expression d'un désir qui n'engage à rien.

S. E. Sir Julian Pauncefote s'abstient et demande qu'il soit donné acte de son abstention au procès-verbal.

La proposition du Président est adoptée à l'unanimité sauf l'abstention du délégué de la Grande Bretagne.

A l'article 33, M. Rolin fait remarquer que le Comité de Rédaction a modifié dans le deuxième alinéa le texte adopté en seconde lecture en changeant „afin d'empêcher“ en „pour empêcher“. Cette modification est approuvée.

La section III est adoptée.

L'article 46 donne lieu à la discussion suivante:

Le Président attire l'attention sur la lettre que la Délégation des Etats-Unis d'Amérique a adressée au Président de la Conférence, relative à l'inviolabilité de la propriété privée sur mer en temps de guerre.

Il est heureux de constater qu'en 1823 déjà la Russie a exprimé sa sympathie pour cette idée.

Elle a droit au bienveillant intérêt de tout le monde; mais sera-t-il possible de discuter ici cette importante question? Si cette inviolabilité est admise, les Etats maritimes devront changer radicalement leurs plans et leurs projets. La question est si complexe qu'il sera bien difficile de trouver dans les circonstances présentes une solution acceptable pour tous. Or, une décision n'aurait de valeur que si elle était prise à l'unanimité.

Il propose donc de renvoyer également l'examen de cette question à une Conférence ultérieure mieux préparée pour la résoudre et pour élaborer un projet qui pourrait réunir tous les suffrages.

Si la Commission adopte cette proposition, elle aura fait preuve de prudence et elle aura en même temps rendu hommage à la généreuse initiative des Etats-Unis.

S. E. Sir Julian Pauncefote propose de mettre au vote la question de savoir si cette matière rentre dans le cadre des travaux de la Conférence.

Son Gouvernement est d'avis qu'elle n'y rentre point.

D'après S. E. M. White, il a semblé à la Délégation des Etats-Unis que la Conférence est tout aussi compétente pour examiner cette question que beaucoup d'autres qui ont été résolues ici.

Il regretterait vivement de la voir tranchée aussi radicalement. Il est d'accord avec le Président sur ce point que le moment n'est pas favorable pour discuter cette matière, bien qu'elle intéresse toutes les Puissances réunies ici.

La meilleure solution, d'après lui, serait de soumettre la question à la Conférence réunie en séance plénière, qui décidera s'il convient de la discuter à présent ou d'en confier l'examen à une Conférence ultérieure.

Et, si l'on ne veut pas aller plus loin, même cette dernière solution sera appuyée par la Délégation des Etats-Unis.

Elle ne désire pas jeter un brandon de discorde qui nuirait aux résultats obtenus sur d'autres questions très importantes; elle ne demande qu'à voir cette proposition, qui a été faite de bonne foi, soumise à la Conférence in pleno; là, elle ne s'opposera pas au renvoi de la question à une Conférence ultérieure.

M. Rahusen, sans vouloir aborder le fond de la matière, tient à faire deux observations:

1° Il s'associe aux idées de Son Exc. M. White en ce qui concerne la question de la compétence.

La Conférence s'occupe de la propriété privée sur terre. Pourquoi ne pourrait-elle pas examiner également la question de la propriété privée sur mer?

Et d'ailleurs, pour quel motif traiterait-on différemment l'une et l'autre?

2° Il suggère l'idée de voir les Gouvernements favorables au principe de l'inviolabilité se lier entre eux par des traités particuliers.

Un précédent a déjà été créé par quelques traités de commerce italiens.

Le Président fait observer que la deuxième Commission a reçu un mandat de la Sous-Commission pour s'occuper de cette question; ce mandat a été appuyé par M. Crozier. Il faut donc qu'elle se prononce sur la question de savoir si elle désire voir renvoyé l'examen de la matière à une Conférence ultérieure. La Conférence pourra approuver ou non la décision qui aura été prise par la Commission. Mais en tout cas cette dernière constitue une instance intermédiaire entre la Sous-Commission et la Conférence, et, comme telle, elle doit faire connaître son opinion.

S. E. Sir Julian Pauncefote a cependant soulevé l'importante question préalable de la compétence. Il s'agira de se prononcer à cet égard.

M. Schéine fait observer que la Conférence ne s'est occupée jusqu'à présent que des lois de la guerre terrestre. Les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement ne se rapportent en rien aux lois et coutumes de la guerre maritime.

Il en conclut que le Gouvernement russe n'a pas envisagé cette matière comme rentrant dans le programme prévu par la Circulaire du Comte Mouravieff et il s'abstiendra de prendre part à la discussion de cette question.

S. E. M. White insiste pour que cette question, qui est douteuse et qui a une si grande importance, soit soumise à la Conférence en séance plénière, afin que celle-ci en décide.

Le Président propose que la Commission émette le vœu de voir la question renvoyée à l'examen d'une Conférence ultérieure. Si ce vœu est adopté, il sera soumis à l'approbation de la Conférence.

Un échange de vues s'établit entre le Président, Son Exc. M. White, M. Bourgeois, Son Exc. Sir Julian Pauncefote, MM. Rolin et Miyatovitch.

Le vœu proposé par le Président est adopté sauf les abstentions de la France, de la Grande Bretagne et de la Russie.

M. Bourgeois s'est abstenu parce que le fait d'émettre un vœu implique, selon lui, la compétence; or, la question de savoir si la Commission est compétente ou non, n'a pas été tranchée.

La section IV est adoptée.

Le Président rappelle qu'un vœu relatif à cette section a été proposé par Son Exc. M. Eyschen et adopté par la deuxième Sous-Commission: confier à l'examen d'une Conférence ultérieure la détermination des droits et des devoirs des neutres.

La Commission adopte également ce vœu qui sera soumis à l'approbation de la Conférence.

Les 60 articles proposés par la Sous-Commission ayant donc été adoptés, le Président attire l'attention de l'Assemblée sur le caractère juridique qu'il conviendrait de donner à leur ensemble. Le Comité de Rédaction chargé de s'occuper de cette question s'est mis d'accord, après une discussion conscientieuse, sur la forme de l'acte qui les contiendra. Il a été d'avis qu'il fallait donner à ce travail le nom de Convention au lieu de Déclaration.

Le titre de l'acte sera: „Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre“.

Le but de cette convention sera d'adopter une base uniforme pour les instructions que les Gouvernements respectifs donneront à leurs forces de terre en cas de guerre.

Ce principe est exprimé dans le préambule qui a été approuvé à l'unanimité par le Comité de Rédaction.

Ce Comité a été d'un avis unanime sur un autre point: il est désirable que les différents actes de la Conférence soient rédigés autant que possible dans la même forme.

La rédaction qu'il a élaborée ne constitue donc qu'un travail préparatoire qui sera soumis au Comité de Rédaction de l'Acte final; ce dernier pourra le modifier dans le but d'arriver à l'uniformité désirée.

M. Rolin donne lecture du préambule proposé pour le projet de convention et remarque que la plus grande partie en est empruntée à la Déclaration faite par M. de Martens et adoptée par la 2e Sous-Commission dans sa séance du 20 juin.

Sur la proposition de M. le Baron de Bildt et de Son Exc. le Comte Nigra, il est décidé de substituer le mot plus à tout à fait à la première ligne de la page 2.

M. le Chevalier Descamps déclare qu'il n'a pas encore eu le temps de demander l'avis du premier délégué de Belgique au sujet du texte du préambule.

Le préambule du projet de la Convention est adopté sous réserve d'amendements ultérieurs et renvoyé au Comité de rédaction de l'Acte final.

A la demande de M. le Capitaine Crozier, le Président constate que l'adoption de ce préambule par la Commission n'engage pas encore les Gouvernements respectifs.

M. le Comte de Macédo renouvelle les réserves qu'il a faites à propos des 10 articles arrêtés à la première Sous-Commission.

Il s'empresse cependant d'ajouter qu'il reconnaît l'importance du travail dont la Commission s'occupe en ce moment.

A propos des dispositions finales, le Président remarque qu'il croit inutile de s'en occuper ici. Le Comité de Rédaction de l'Acte final qui traitera aussi les autres actes de la Conférence élaborera la rédaction définitive qu'il conviendrait de donner à ces dispositions.

M. le Jonkheer van Karnebeek ne partage pas cette opinion. Le

mandat qui a été donné au Comité de Rédaction de l'Acte final n'envisage que la forme et non le contenu. Or, ici il s'agit aussi du fond de la convention. En effet, les dispositions finales mentionnent les signatures et les adhésions des Puissances représentées à la Conférence sans prévoir le cas d'adhésion d'une Puissance qui n'y aurait pas assisté. Il est cependant évident que ceci est une question de fond. La convention ne serait pas complète comme contenu sans une mention à ce sujet. Il s'agit donc de savoir si les Puissances qui ne sont pas représentées à la Conférence de la Haye seront admises à adhérer aux conventions.

De l'avis du Président la faculté d'adhérer des Etats non représentés à la Conférence est hors de doute, mais cette adhésion ne constituant qu'une question de forme, il est évident qu'il incombe au Comité de l'Acte final de trouver une formule générale qui sera soumise à l'approbation de la Conférence en séance plénière.

M. le Jonkheer van Karnebeek demande pourquoi ces dispositions finales ont été soumises à la Commission si ce n'est pas elle qui doit en juger. Il constate d'ailleurs qu'elles sont incomplètes sur un point très important et il désire voir combler cette lacune.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff estime qu'en effet les n°s. 1 et 2 des dispositions finales concernent plutôt des questions de fond que de forme; il demande donc de les discuter en Commission.

Ces deux numéros sont lus et adoptés sauf la rédaction finale.

M. le Jonkheer van Karnebeek précise la portée de sa proposition qui vise plus loin qu'une simple forme juridique; c'est une question de fond et il désire savoir si cette convention sera ouverte ou non à ceux qui voudront y adhérer plus tard.

M. Bourgeois dit qu'il a fait la même réflexion. Il est de l'avis de M.M. van Karnebeek et de Gross de Schwarzhoff. Mais c'est précisément à cause de la haute importance de la disposition en question qu'il préfère en confier la rédaction au Comité de l'Acte final qui pourra tenir compte des dispositions générales adoptées au sujet des autres objets des travaux de la Conférence et pourra prendre une décision dans le sens de ces derniers.

M. le Jonkheer van Karnebeek dit qu'il n'y a aucune raison pour que la question d'adhésion soit tranchée de la même manière pour chaque convention spéciale arrêtée par la Conférence.

M. le Baron de Bildt ne voit aucun inconvenient à ce que la deuxième Commission exprime son opinion sur le fond des dispositions finales, afin de donner une indication au Comité de l'Acte final.

M. le Jonkheer van Karnebeek ne s'oppose pas à cette manière de voir..

Une discussion s'engage entre le Président, M. Rolin et M. le Jonkheer van Karnebeek.

Ce dernier propose d'ajouter un 6^eme article formulé comme suit:

„Les Puissances qui n'ont pas pris part à la Conférence de la Paix de la Haye, sont admises à adhérer à la présente convention.

Elles auront à cet effet à notifier par écrit leur adhésion au Gouvernement des Pays-Bas, lequel en donnera avis à tous les autres Gouvernements contractants".

Après un échange de vues entre M.M. le Président, van Karnebeek, Rolin, Descamps, Motono, la proposition de M. van Karnebeek, appuyée par M. Descamps, est adoptée à l'unanimité, sauf l'abstention de l'Espagne et de la France, dans le sens d'une indication à donner au Comité de l'Acte final.

Les articles 3, 4, 5 des dispositions finales sont adoptés également dans le même sens et avec les mêmes abstentions.

La séance est levée.

Annexe au Procès-Verbal de la Séance du 5 juillet.

Rapport présenté par M. Rolin.

La deuxième Sous-Commission s'est vu assigner pour objet de ses études la „revision de la Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre, élaborée en 1874 par la Conférence de Bruxelles et restée non ratifiée jusqu'à ce jour.“ C'est la question indiquée sous le No. 7 dans la Circulaire de Son Exc. le Comte Mouravieff en date du 30 décembre 1898.

Il y a lieu de déterminer plus exactement cet objet en rappelant, en tête du présent Rapport, qu'il résulte très positivement de l'ensemble des Actes de la Conférence de Bruxelles, que celle-ci avait exclusivement en vue les lois et les coutumes de la guerre sur terre. La Sous-Commission s'est en conséquence inspirée constamment de l'idée que sa compétence était renfermée dans les mêmes limites. C'est en vertu de cette considération qu'elle s'est bornée, dans sa séance du premier juin, à prendre notification d'une communication de M. Crozier, délégué des Etats-Unis d'Amérique, tendant à faire admettre que la règle du respect de la propriété privée fût applicable même sur mer. Dans le même ordre d'idées elle a également préféré laisser à la Commission le soin de résoudre une question spéciale, celle de savoir si les règles relatives aux bombardements sont applicables au cas où des navires se trouvant en mer dirigeaient leur feu vers des points de la côte.

Le premier soin de Sous-Commission a été de déterminer la méthode de ses délibérations. Elle a décidé de prendre comme base de ses discussions le texte de la Déclaration de la Conférence de Bruxelles de 1874, mais en abordant les diverses questions dans un ordre différent, qu'elle a sur le champ réglé comme suit (séance du 25 mai):

- 1° „Des prisonniers de guerre.“ (art. 23—34).
- 2° „Des capitulations“ et „De l'armistice.“ (art. 46—52).
- 3° „Des parlementaires.“ (art. 43 et 44).
- 4° „Du pouvoir militaire à l'égard des personnes privées“ et „Des contributions et des réquisitions.“ (art. 36—42).
- 5° Les articles 35 et 56 relatifs à la Convention de Genève.

- 6° „Des espions.“ (art. 19—22).
 7° „Des moyens de nuire à l'ennemi“ et „Des sièges et bombardements.“ (art. 12—18).
 8° „Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.“ (art. 53—55).
 9° „De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi.“ (art. 1—8).
 10° „Qui doit être reconnu comme partie belligérante; des combattants et des non-combattants.“ (art. 9—11).

Cet ordre des discussions, destiné à réservier pour la fin les questions les plus délicates, a été suivi par la Sous-Commission en première lecture, sauf qu'après avoir délibéré sur le texte des articles 36 à 39 du Projet de Bruxelles, concernant le pouvoir militaire à l'égard des personnes, la Sous-Commission a passé d'emblée au numéro suivant (5°), réservant les articles 40 à 42 relatifs aux contributions et aux réquisitions pour en faire l'objet d'un examen simultané avec celui de chapitre de l'autorité militaire sur le territoire ennemi (9° ci-dessus. — Articles 1 à 8).

Toutefois, sur l'avis du Comité de Rédaction, nommé en séance du 12 juin,* la Sous-Commission a adopté un Projet où les articles, distribués en quatre sections, dont les deux premières sont elles-mêmes subdivisées en Chapitres, sont rangés dans un ordre nouveau qui a paru plus méthodique. Ce projet est celui qui est actuellement soumis à la deuxième Commission et qui est ci-annexé sous le titre de „Projet de Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre“. Afin d'établir un lien constant entre ce texte et le présent Rapport, celui-ci sera divisé en Sections et Chapitres correspondant à ceux du Projet de Déclaration.

Avant de passer à l'examen détaillé du Projet soumis à la Commission, il y a lieu d'appeler l'attention de celle-ci sur diverses communications de portée plus ou moins générale qui ont été faites à la Sous-Commission au cours des discussions.

Au début de la séance du 10 juin, le Général Sir John Ardagh, délégué technique du Gouvernement britannique, a donné lecture d'une déclaration d'où il résulte que, suivant son opinion personnelle, qui ne saurait engager son Gouvernement, ce serait une erreur de vouloir „que la révision de la Déclaration de Bruxelles aboutisse à une convention internationale.“

Sans chercher à savoir les motifs auxquels peut être attribuée la non-adoption de la Déclaration de Bruxelles — a dit Sir John Ardagh — „il est permis de supposer que les mêmes difficultés peuvent surgir à la conclusion de nos travaux à la Haye“.

*) Ce Comité de Rédaction a été formé de Messieurs Beldiman, le Colonel à Court, le Colonel Gilinsky, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Lammasch, Renault, le Général Zuccari et Rolin, ce dernier en qualité de rapporteur. Sauf dans une circonstance spéciale, le Comité a été présidé par M. de Martens, président de la Commission et de la Sous-Commission. M. Renault, n'ayant pu assister aux dernières séances, a été remplacé par M. le Général Mounier.

„Afin de les écarter et d'éviter les résultats infructueux de la dernière Conférence . . . nous ferions mieux de n'accepter la Déclaration que comme une base générale pour les instructions sur les lois et coutumes de la guerre pour nos troupes, sans aucun engagement d'accepter tous les articles tels qu'ils résultent des votes de la majorité.“

Suivant l'opinion de Sir John Ardagh, tous les Gouvernements, même adhérents à la Déclaration, devraient donc se réserver la „pleine liberté d'accepter ou de modifier les articles“ de cette Déclaration.

Cette communication du délégué technique de la Grande-Bretagne a amené M. de Martens à donner quelques indications supplémentaires sur la manière dont le Gouvernement Impérial de Russie envisage la question.

„Le but du Gouvernement Impérial — a dit notamment M. de Martens — est toujours le même, à savoir que la Déclaration de Bruxelles, revisée en tant que cette Conférence le jugera nécessaire, puisse former une base solide pour les instructions que les Gouvernements donneront pour le cas de guerre à leurs armées de terre. Sans doute, afin que cette base soit réellement bien établie, il faut un engagement conventionnel semblable à celui de la Déclaration de St. Pétersbourg de 1868. Il faudrait que, dans un article, les Puissances signataires et accédantes déclarassent être tombées d'accord sur des règles uniformes qui feraient l'objet de ces instructions. C'est la seule manière d'obtenir une force obligatoire liant les Puissances signataires. Il est bien entendu que la Déclaration de Bruxelles n'aura force obligatoire que pour les Etats contractants ou accédants.“

Il résulte de cette dernière phrase que, suivant les vues du Gouvernement russe, il ne doit être question que de conclure une convention c'est-à-dire que les règles admises ne seraient obligatoires comme telles qu'entre les Etats adhérents. Elles cesseraient même d'être applicables au cas où, dans une guerre entre Etats adhérents, l'un d'eux accepterait un allié qui n'aurait pas adhéré à la Convention.

Le délégué de Russie a insisté sur cette façon de voir, en comparant l'œuvre qu'il faut réaliser à une „Société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre“, société dans laquelle les Etats sont libres d'entrer ou de ne pas entrer, mais qui doit avoir des statuts que ses adhérents observeront entre eux.

Répondant en même temps à une autre objection qui s'était produite et sur laquelle nous aurons à revenir, M. de Martens a ajouté qu'en fondant de commun accord „la société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre“, dans le but de sauvegarder les intérêts des populations contre les plus grands désastres, on ne légalise point ces désastres, on ne fait que les constater; de même que dans les sociétés d'assurances contre l'incendie, la grêle ou d'autres calamités, les statuts qui prévoient ces désastres ne les codifient pas, mais constatent les dangers existants.

La dernière partie de la communication de M. de Martens visait une objection fondamentale dont S. Exc. M. Beernaert, premier délégué de

formulé des objections au sujet de l'adoption des articles 9 et 10 en question (un et deux du Projet nouveau), a annoncé sur le champ qu'il pourrait les voter à raison de cette Déclaration.

L'accord s'est ainsi établi sur ces dispositions si importantes et si délicates relatives à la reconnaissance de la qualité de belligérant.

L'article 3 et dernier de ce Chapitre, identique, sauf des détails de rédaction, à l'article 11 du Projet de Bruxelles, dit expressément que les non-combattants faisant partie d'une armée doivent également être considérés comme belligérants et que les uns et les autres, combattants et non-combattants, c'est-à-dire tous les belligérants ont droit, en cas de capture par l'ennemi, au traitement des prisonniers de guerre.

Il avait été question un moment de reporter cet article, ou au moins la fin de cet article, au chapitre des prisonniers de guerre. Mais il a paru qu'en définitive il n'était pas inutile, après avoir défini les conditions dont dépend la qualité de belligérant, d'indiquer aussitôt ce droit essentiel que possède le belligérant, en cas de capture par l'ennemi, d'être traité comme prisonnier de guerre. Et c'est, au surplus, une transition toute naturelle avec le chapitre II, qui suit immédiatement et qui fixe la condition des prisonniers de guerre.

Avant que le texte de la Déclaration ci-dessus, adoptée sur la proposition de M. de Martens, eût été communiqué à la Sous-Commission, le général Sir John Ardagh, délégué technique de la Grande Bretagne, avait proposé d'ajouter, à la fin de ce premier chapitre, la disposition suivante:

„Rien dans ce chapitre ne doit être considéré comme tendant à amoindrir ou à supprimer le droit qui appartient à la population d'un pays envahi de remplir son devoir d'opposer aux envahisseurs par tous moyens licites la résistance patriotique la plus énergique.“

Il semble résulter du protocole de la séance du 20 juin, que la plupart des membres de la Sous-Commission étaient d'avis que la règle ainsi formulée n'ajoutait rien à la „Déclaration“ dont M. de Martens avait donné lecture au début de la même séance. La Délégation de Suisse a paru toutefois disposée à attacher à cet article additionnel une assez grande importance, au point de mettre en question son adhésion aux articles 1 et 2, (9 et 10 anciens), si la proposition de Sir John Ardagh n'était pas adoptée. M. Künzli a parlé dans ce sens. D'autre part, le délégué technique d'Allemagne, Colonel de Gross de Schwarzhoff a fait ressortir que article 9 de Bruxelles (devenu l'article premier) ne subordonne la reconnaissance de la qualité de belligérant qu'à des conditions fort simples à remplir; — qu'en conséquence il n'y avait pas lieu à ses yeux de voter l'article 10 (devenu l'article deux) qui reconnaît également comme belligérante la population d'un territoire non occupé, sous la seule condition qu'elle respecte les lois de la guerre; — qu'il a voté néanmoins cet article par esprit de conciliation. „Mais ici, — a dit très catégoriquement le délégué allemand, — mes concessions s'arrêtent, il m'est absolument impossible de faire un pas de plus et de suivre ceux qui proclament une liberté absolue pour la défense.“

A la suite de cet échange d'observations et en considération de la Déclaration adoptée sur la proposition de M. de Martens, la proposition de Sir John Ardagh a été retirée par son auteur, dans un but de conciliation.

Chapitre II. — Des Prisonniers de guerre.

(Articles 4 à 20.)

Le chapitre des prisonniers de guerre, dans le projet de Déclaration adopté à Bruxelles en 1874 (articles 23 à 34), débutait par une définition formant l'alinéa premier de l'article 23 et conçue dans les termes suivants: „Les prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés“. Cette définition était, en quelque sorte, le résidu d'une autre définition beaucoup plus longue que donnait l'article 23 du projet primitif soumis à la Conférence de Bruxelles par le Gouvernement impérial russe. Considérant le caractère peu précis de ces définitions, et la difficulté d'en trouver cependant une autre plus complète et plus exacte, la Sous-Commission a été d'accord pour supprimer toute définition et pour se borner à dire, dans ce chapitre, quel sera le traitement des prisonniers de guerre.

C'est en vertu des considérations ci-dessus que l'article 4, qui se trouve en tête de ce chapitre et qui correspond à l'article 23 du projet de Bruxelles, commence immédiatement par ces mots: „Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, etc. etc.“

L'alinéa relatif aux actes d'insubordination a également été supprimé dans cet article, mais il se retrouve plus loin, à l'article 8, où il a paru mieux à sa place.

La plupart des autres dispositions adoptées à Bruxelles concernant cette question du traitement des prisonniers de guerre ont été maintenues par la Sous-Commission avec des modifications assez légères ou de pure forme, dont l'explication se trouve dans les protocoles (séances des 27 et 30 mai).

L'article 5, concernant l'internement des prisonniers, est la copie textuelle de l'article 24.

L'article 6 combine, dans une rédaction légèrement différente, proposée par M. Beernaert, les prescriptions des articles 25 et 26 de Bruxelles.

L'article 7 est à peu près le même que l'ancien article 27, sauf qu'il règle le traitement des prisonniers, non-seulement quant à la nourriture et à l'habillement, mais aussi quant au couchage.

L'article 8, concernant la discipline des prisonniers de guerre, correspond à l'article 28 du Projet de Bruxelles, mais avec quelques changements qui ne sont pas de pure forme, notamment en ce qui concerne les évasions des prisonniers. Les modifications sont analysées ci-après.

L'article 9 répète littéralement l'article 29 (déclaration du nom et du grade).

L'article 30 du projet de Bruxelles, relatif à l'échange des prisonniers, a été supprimé comme inutile, car cette question de l'échange ne peut faire l'objet d'une règle générale et il va de soi qu'un échange peut toujours résulter d'une entente mutuelle entre belligérants.

formulé des objections au sujet de l'adoption des articles 9 et 10 en question (un et deux du Projet nouveau), a annoncé sur le champ qu'il pourrait les voter à raison de cette Déclaration.

L'accord s'est ainsi établi sur ces dispositions si importantes et si délicates relatives à la reconnaissance de la qualité de belligérant.

L'article 3 et dernier de ce Chapitre, identique, sauf des détails de rédaction, à l'article 11 du Projet de Bruxelles, dit expressément que les non-combattants faisant partie d'une armée doivent également être considérés comme belligérants et que les uns et les autres, combattants et non-combattants, c'est-à-dire tous les belligérants ont droit, en cas de capture par l'ennemi, au traitement des prisonniers de guerre.

Il avait été question un moment de reporter cet article, ou au moins la fin de cet article, au chapitre des prisonniers de guerre. Mais il a paru qu'en définitive il n'était pas inutile, après avoir défini les conditions dont dépend la qualité de belligérant, d'indiquer aussitôt ce droit essentiel que possède le belligérant, en cas de capture par l'ennemi, d'être traité comme prisonnier de guerre. Et c'est, au surplus, une transition toute naturelle avec le chapitre II, qui suit immédiatement et qui fixe la condition des prisonniers de guerre.

Avant que le texte de la Déclaration ci-dessus, adoptée sur la proposition de M. de Martens, eût été communiqué à la Sous-Commission, le général Sir John Ardagh, délégué technique de la Grande Bretagne, avait proposé d'ajouter, à la fin de ce premier chapitre, la disposition suivante:

„Rien dans ce chapitre ne doit être considéré comme tendant à amoindrir ou à supprimer le droit qui appartient à la population d'un pays envahi de remplir son devoir d'opposer aux envahisseurs par tous moyens licites la résistance patriotique la plus énergique.“

Il semble résulte du protocole de la séance du 20 juin, que la plupart des membres de la Sous-Commission étaient d'avis que la règle ainsi formulée n'ajoutait rien à la „Déclaration“ dont M. de Martens avait donné lecture au début de la même séance. La Délégation de Suisse a paru toutefois disposée à attacher à cet article additionnel une assez grande importance, au point de mettre en question son adhésion aux articles 1 et 2, (9 et 10 anciens), si la proposition de Sir John Ardagh n'était pas adoptée. M. Künzli a parlé dans ce sens. D'autre part, le délégué technique d'Allemagne, Colonel de Gross de Schwarzhoff a fait ressortir que article 9 de Bruxelles (devenu l'article premier) ne subordonne la reconnaissance de la qualité de belligérant qu'à des conditions fort simples à remplir; — qu'en conséquence il n'y avait pas lieu à ses yeux de voter l'article 10 (devenu l'article deux) qui reconnaît également comme belligérante la population d'un territoire non occupé, sous la seule condition qu'elle respecte les lois de la guerre; — qu'il a voté néanmoins cet article par esprit de conciliation. „Mais ici, — a dit très catégoriquement le délégué allemand, — mes concessions s'arrêtent, il m'est absolument impossible de faire un pas de plus et de suivre ceux qui proclament une liberté absolue pour la défense.“

A la suite de cet échange d'observations et en considération de la Déclaration adoptée sur la proposition de M. de Martens, la proposition de Sir John Ardagh a été retirée par son auteur, dans un but de conciliation.

Chapitre II. — Des Prisonniers de guerre.**(Articles 4 à 20.)**

Le chapitre des prisonniers de guerre, dans le projet de Déclaration adopté à Bruxelles en 1874 (articles 23 à 34), débutait par une définition formant l'alinéa premier de l'article 23 et conçue dans les termes suivants: „Les prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés“. Cette définition était, en quelque sorte, le résidu d'une autre définition beaucoup plus longue que donnait l'article 23 du projet primitif soumis à la Conférence de Bruxelles par le Gouvernement impérial russe. Considérant le caractère peu précis de ces définitions, et la difficulté d'en trouver cependant une autre plus complète et plus exacte, la Sous-Commission a été d'accord pour supprimer toute définition et pour se borner à dire, dans ce chapitre, quel sera le traitement des prisonniers de guerre.

C'est en vertu des considérations ci-dessus que l'article 4, qui se trouve en tête de ce chapitre et qui correspond à l'article 23 du projet de Bruxelles, commence immédiatement par ces mots: „Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, etc. etc.“

L'alinéa relatif aux actes d'insubordination a également été supprimé dans cet article, mais il se retrouve plus loin, à l'article 8, où il a paru mieux à sa place.

La plupart des autres dispositions adoptées à Bruxelles concernant cette question du traitement des prisonniers de guerre ont été maintenues par la Sous-Commission avec des modifications assez légères ou de pure forme, dont l'explication se trouve dans les protocoles (séances des 27 et 30 mai).

L'article 5, concernant l'internement des prisonniers, est la copie textuelle de l'article 24.

L'article 6 combine, dans une rédaction légèrement différente, proposée par M. Beernaert, les prescriptions des articles 25 et 26 de Bruxelles.

L'article 7 est à peu près le même que l'ancien article 27, sauf qu'il règle le traitement des prisonniers, non-seulement quant à la nourriture et à l'habillement, mais aussi quant au couchage.

L'article 8, concernant la discipline des prisonniers de guerre, correspond à l'article 28 du Projet de Bruxelles, mais avec quelques changements qui ne sont pas de pure forme, notamment en ce qui concerne les évasions des prisonniers. Les modifications sont analysées ci-après.

L'article 9 répète littéralement l'article 29 (déclaration du nom et du grade).

L'article 30 du projet de Bruxelles, relatif à l'échange des prisonniers, a été supprimé comme inutile, car cette question de l'échange ne peut faire l'objet d'une règle générale et il va de soi qu'un échange peut toujours résulter d'une entente mutuelle entre belligérants.

Les articles 10, 11 et 12 concernant la libération sur parole, sont, sauf quelques détails de rédaction, la reproduction des articles 31, 32 et 33 de la Déclaration de Bruxelles.

Mais l'article 13 (nouveau), concernant les individus assimilés aux prisonniers de guerre, diffère notablement de l'article 34 de Bruxelles à la fois comme forme et comme fond.

Viennent enfin les articles 14 à 20, entièrement nouveaux, qui ont été adoptés sur la proposition de M. Beernaert.

En somme, il n'y a donc lieu de fournir quelques indications particulières qu'au sujet de l'article 8 (28 ancien), de l'article 13 (34 ancien) et des articles nouveaux 11 à 17.

Ainsi que cela vient d'être dit, l'article 28 ancien, devenu l'article 8, a été longuement discuté; surtout par rapport aux évasions de prisonniers de guerre. Finalement il a été admis, comme à Bruxelles en 1874, que la tentative d'évasion ne saurait rester absolument impunie, mais qu'il est utile de limiter le degré des peines auxquelles elle peut donner lieu, pour éviter notamment qu'elle soit assimilée à la désertion devant l'ennemi et, comme telle, punie de mort. En conséquence, il a été décidé que „les prisonniers évadés qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant d'avoir quitté le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés sont passibles de peines disciplinaires“. Toutefois, il a été constaté, au cours des délibérations, que cette restriction ne s'applique pas au cas où l'évasion de prisonniers de guerre serait accompagnée de circonstances spéciales constituant par exemple le complot, la rébellion ou l'émeute. Dans ces cas, comme le Général de Voigts-Rhetz l'avait déjà fait observer à Bruxelles en 1874 (Protocole n° 6. Séance du 6 août 1874), les prisonniers sont punissables en vertu de la première partie du même article, où il est dit qu'ils sont „soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent“; et il faut encore compléter cette disposition par celle qui a été reprise dans l'ancien article 23 et ajoutée à l'article 8, disant, au sujet des prisonniers, que „toute acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires.“

L'article 28 du Projet de Bruxelles signalait notamment qu'il est permis, après sommation, de faire usage des armes contre un prisonnier de guerre en fuite. La Sous-Commission a supprimé cette indication. En le faisant, elle n'a nullement entendu contester le droit de tirer sur le prisonnier de guerre en fuite, si les règlements militaires le prescrivent; mais il lui a paru au moins inutile qu'un article de la Déclaration eût en quelque sorte l'apparence d'approuver spécialement cette mesure extrême.

Enfin, la Sous-Commission a maintenu, non sans quelques hésitations, le dernier alinéa de l'article, aux termes duquel „les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour leur fuite antérieure.“ La Sous-Commission a été influencée par la considération que, lorsqu'un prisonnier de guerre

a repris sa liberté, sa situation de fait et de droit est pareille en tous points à celle qu'il aurait s'il n'avait jamais été prisonnier de guerre. On ne saurait donc lui appliquer une véritable pénalité, en vertu d'un état de fait antérieur.

L'article 34, devenu l'article 13 du Projet de la Sous-Commission, a aussi été fort remanié. L'ancienne rédaction manquait surtout de clarté, en ce qu'elle semblait dire que les individus visés par l'article et qui accompagnent l'armée sans en faire partie (tels que correspondants de journaux, vivandiers, fournisseurs etc.) seront faits prisonniers s'ils sont munis d'une autorisation régulière. De sorte qu'il suffirait, à la lettre, de ne pas avoir d'autorisation régulière pour être laissé libre. Tel n'est à coup sûr pas le sens de cette disposition. La Sous-Commission a adopté en conséquence une rédaction plus précise, qui a été proposée par le rapporteur, et qui se rapproche beaucoup du texte de l'article 22 du Manuel des Lois de la Guerre de l'Institut de droit international. Ce texte tient compte de ce que les individus dont il s'agit ne sauraient en réalité être considérés comme des prisonniers de guerre. Mais il peut être nécessaire de les détenir, soit temporairement, soit jusqu'à la fin de la guerre et, dans ce cas, ce sera certainement pour eux un avantage d'être traités comme les prisonniers de guerre. Toutefois, ils ne peuvent compter sur cet avantage que s'ils sont „munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaien^t“.

Il reste à dire quelques mots des sept derniers articles (11 à 17) de ce Chapitre, qui y ont été ajoutés sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, premier délégué de Belgique.

M. Beernaert a rappelé que l'initiative de ces propositions déjà anciennes est surtout due à M. Romberg-Nisard, qui, après s'être dévoué aux victimes de la guerre en 1870, n'a cessé de se préoccuper d'améliorer pour l'avenir le sort des combattants blessés ou prisonniers.

Il s'agit en premier lieu, dans ces dispositions additionnelles, de rendre générale l'organisation de bureaux de renseignements sur les prisonniers, analogues à celui qui fut institué en Prusse dès l'année 1866 et qui rendit de si grands services durant la guerre de 1870—71. C'est l'objet du premier de ces articles (art. 14). Le deuxième article (art. 15) prévoit que l'on donnera certaines facilités aux sociétés de secours pour les prisonniers de guerre régulièrement constituées. Le troisième article (art. 16) accorde la franchise postale et d'autres avantages aux bureaux de renseignements et en général pour les envois faits aux prisonniers. Le quatrième article (art. 17) a pour objet de favoriser le paiement de la solde aux officiers prisonniers. Le cinquième article (art. 18 et 19) assurent aux prisonniers le libre exercice de leur religion, leur accordent des facilités en matière testamentaire, et ont trait à la constatation des décès et à la forme des inhumations. Enfin, le dernier de ces articles nouveaux (art. 20) stipule expressément qu'après la conclusion de la paix „le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.“ La libération

absolument immédiate n'est en effet pas possible, car elle amènerait fatallement des désordres.

Cet article 20 devait avoir un second alinéa disant qu'aucun prisonnier de guerre ne pourra être retenu, ni sa libération différée, pour des condamnations prononcées ou des faits intervenus depuis sa capture, si ce n'est pour crimes ou délits de droit commun. Sur les observations de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, cette disposition a été supprimée de commun accord, vu les nécessités de la discipline qui doit être maintenue et entourée de sanctions suffisantes jusqu'au dernier jour de la captivité des prisonniers de guerre.

La seule de ces dispositions additionnelles, dûes à l'initiative du premier délégué de Belgique, qui ait donné lieu à discussion est la troisième (art. 16) relative aux franchises postales, douanières et autres. Mais sur les vives instances de M. Lammasch, délégué technique d'Autriche-Hongrie et de M. le Général den Beer Poortugael, deuxième délégué des Pays-Bas, cet article a également été adopté à l'unanimité.

Il est à remarquer que les conventions postales et autres devront être modifiées conformément à cette disposition. Quant à la franchise douanière, elle ne s'applique évidemment qu'aux objets destinés à l'usage personnel des prisonniers.

Il peut être intéressant de constater ici que ces articles 14 à 20 réalisent parfaitement, et même plus amplement, le but que le Gouvernement belge avait en vue, lorsqu'il proposait en 1874 à la Conférence de Bruxelles, par l'organe de M. le Baron Lambermont, six articles relatifs aux sociétés de secours pour les prisonniers de guerre (Voir Annexe n° XI aux Protocoles de la Conférence de Bruxelles). Ces articles furent alors l'objet d'un ordre du jour favorable, mais ils ne furent pas incorporés dans le projet de Déclaration de Bruxelles (Protocole n° 8. — Séance du 10 Août 1874).

Chapitre III. — Des malades et des blessés.

(Article 21.)

L'article unique qui se trouve dans ce chapitre est la copie textuelle de l'article 35 du projet de Bruxelles. Il a été adopté à l'unanimité et sans discussion. Ainsi que le Président de la Sous-Commission l'a fait remarquer, on se borne à constater que les règles de la Convention de Genève doivent être observées entre belligérants. De plus, la fin de l'article prévoit une modification éventuelle de cette Convention.

On sait qu'il est dit d'autre part, à l'article 60 (ancien article 56), que la Convention de Genève s'applique également aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Section II. — Des Hostilités.

Chapitre I. — Des moyens de nuire à l'ennemi, des sièges et des bombardements.

(Article 22 à 28.)

Ce chapitre réunit, sous une rubrique commune, deux chapitres distincts de la Déclaration de Bruxelles, dont le premier était intitulé „des moyens

de nuire à l'ennemi" (articles 12 à 14) et le second „des sièges et bombardements“ (articles 15 à 18).

La réunion de ces chapitres en un seul, proposée par le Comité de Rédaction et approuvée en seconde lecture par la Sous-Commission, a eu pour objet de faire nettement ressortir que les articles relatifs aux moyens de nuire sont également applicables aux sièges et aux bombardements.

Les articles 22, 23 et 24 nouveaux correspondent exactement, sauf des modifications de rédaction, aux articles 12, 13 et 14 de la Déclaration de Bruxelles.

L'article 23 commence par ces mots: „Outre les prohibitions établies par des Conventions spéciales, il est notamment interdit:“ Ces Conventions spéciales sont d'abord la Déclaration de St. Pétersbourg de 1868, qui est toujours en vigueur, et puis toutes celles de même nature qui pourraient être conclues, notamment à la suite de la Conférence de la Haye. Il a paru à la Sous-Commission qu'une formule générale était préférable à l'ancienne rédaction qui mentionnait seulement la Déclaration de St. Pétersbourg.

L'article 23 interdit finalement, sous le littéra g, toute destruction ou saisie de propriétés ennemis qui ne serait pas commandée par les nécessités de la guerre. Le Comité de Rédaction avait proposé de supprimer cette clause qui lui semblait inutile, vu les dispositions qui se trouvent plus loin et qui prescrivent le respect de la propriété privée; mais la Sous-Commission l'a maintenue, en seconde lecture, sur les instances de M. Beernaert, attendu qu'il s'agit, dans ce chapitre, de limiter les effets des hostilités proprement dites, tandis que les dispositions visées ont trait plus spécialement à l'occupation du territoire ennemi.

La rédaction de l'article 24 (14 ancien) a été critiquée. Pris à la lettre, cet article pourrait en effet être interprété en ce sens que toute ruse de guerre et tout moyen nécessaire pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain devraient *ipso facto* être considérés comme „licites“. Il s'entend que telle n'est nullement la portée de cette disposition, qui a uniquement pour objet de dire que les ruses de guerre et les moyens de se renseigner ne sont pas défendus comme tels. Mais ils cesseraient d'être „licites“ en cas de contravention à une règle impérative admise d'autre part.

L'ancien article 14 citait spécialement une de ces règles impératives: celle qui défend de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays (art. 36 de Bruxelles.) Mais il y en a beaucoup d'autres, telles notamment que la défense d'user indûment du pavillon parlementaire (art. 23, f). Il y en a même que ne sont pas expressément mentionnées dans un article du Projet de Déclaration. Et, dans ces conditions, ne pouvant rappeler toutes ces règles à propos de l'article 24, la Sous-Commission a pensé qu'il valait mieux n'en rappeler aucune, et que la présente explication suffirait à indiquer le sens véritable de cet article.

Les articles 25, 26, 27 et 28 correspondent presque mot pour mot aux articles 15 à 18 du Projet de Bruxelles, et les légères modifications admises sont de pure forme.

Concernant l'interdiction de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus (article 25), il convient de mentionner une observation de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff indiquant que cette interdiction ne doit certainement pas être interprétée comme s'opposant à la destruction, par tous moyens, de bâtiments quelconques, quand les opérations militaires en font une nécessité. Cette observation n'a pas soulevé d'objections dans le sein de la Sous-Commission.

Comme cela a été indiqué au début de ce Rapport, on s'est demandé à propos des derniers articles de ce chapitre, s'ils doivent être considérés comme applicables au bombardement d'un point de la côte par des forces navales. M. le Général den Beer Poortugael, délégué des Pays-Bas, s'est prononcé pour l'affirmative, ainsi que M. Beernaert. Mais, sur la proposition de M. le Colonel Gilinsky, délégué technique du Gouvernement russe, l'examen de cette question a été renvoyé de commun accord à la Commission en séance plénière.

Chapitre II. — Des espions.

(Articles 29 à 31.)

Les trois articles qui forment ce chapitre reproduisent à peu près littéralement les termes des articles 19 à 22 du projet de Bruxelles. Seulement les articles 19 et 22 anciens ont été, sur la proposition de M. le Général Mounier, délégué technique du Gouvernement français, réunis en un seul pour former l'article 29. Ces deux dispositions ont trait en effet à une idée unique, consistant à déterminer qui peut être considéré et traité comme espion et à mentionner aussitôt, à titre d'exemples seulement, quelques cas spéciaux où un individu ne pourrait par être considéré comme espion.

A propos de l'article 30 (20 ancien), on a fait remarquer que l'exigence d'un jugement préalable à l'application de la peine est, en cas d'espionnage comme en tous autres cas, une garantie toujours indispensable, et la rédaction nouvelle a été admise en vue de le dire plus explicitement.

Il résulte de l'article 31 (21 ancien) que l'espion qui n'aurait pas été pris sur le fait et qui tomberait par la suite aux mains de l'ennemi, n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs. Cette immunité spéciale est conforme aux coutumes de la guerre; mais les mots en italiques ont été ajoutés, en seconde lecture, pour bien marquer que cette immunité ne s'applique qu'aux actes d'espionnage et ne s'étend pas à d'autres infractions.

Chapitre III. — Des parlementaires.

(Article 32 à 34.)

Les trois articles, dont se compose ce chapitre, correspondent aux articles 43, 44 et 45 du Projet de Bruxelles.

Le texte de l'article 32 diffère légèrement de celui de l'article 43. Il en résulte que le parlementaire peut se faire accompagner non seulement d'un trompette, clairon ou tambour et d'un porte-drapeau, mais aussi d'un interprète. Il résulte également de la nouvelle rédaction que le parlementaire peut se passer d'un ou de plusieurs de ces concours et se présenter même seul, muni d'un drapeau blanc qu'il porterait lui-même.

L'article 33 reproduit, sauf des changements de rédaction successivement adoptés en première et en seconde lecture, les deux premiers alinéas de l'article 44 de Bruxelles. Il s'agit du droit qu'a tout belligérant, soit de refuser de recevoir un parlementaire, soit de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner, soit enfin de retenir le parlementaire en cas d'abus. Ce sont là toutes règles conformes aux nécessités et aux coutumes de la guerre.

L'ancien article 44 renfermait un alinéa final permettant à un belligérant de déclarer „qu'il ne recevra pas de parlementaires pendant un temps déterminé“ et ajoutant que „les parlementaires qui viendraient à se présenter après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité“. La perte de l'inviolabilité est une sanction à coup sûr excessive en la matière; mais ce point spécial n'a plus guère d'intérêt, car la disposition entière a disparu de la rédaction nouvelle. Il résulte de la discussion qui a eu lieu en séance du 30 mai, et notamment des observations présentées à propos de cet article par Son Exc. le Comte Nigris, premier délégué d'Italie, que, suivant les vues de la Sous-Commission, les principes du droit des gens s'opposent à ce qu'il soit jamais permis à un belligérant de déclarer, même pour un temps déterminé, qu'il ne recevra pas de parlementaires. A la Conférence de Bruxelles, en 1874, cette disposition avait du reste été fort discutée et n'avait fini par être admise que pour donner satisfaction au délégué allemand, Général de Voigts-Rhetz (voir Protocole n° 4; séance du 3 août 1874). Les délégués techniques à la Conférence de La Haye, notamment le délégué allemand, Colonel de Gross de Schwarzhoff, ont au contraire semblé considérer que les nécessités de la guerre sont suffisamment respectées par suite de la faculté reconnue à tout chef militaire de ne pas recevoir un parlementaire en toutes circonstances (alinéa premier de l'article 33); ils ont en conséquence voté, avec toute la Sous-Commission, l'abrogation de l'alinéa final de l'ancien article 44.

L'article 34 est identique à l'article 45 de Bruxelles. Il en résulte que „le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison“. Cette disposition n'a donné lieu à aucune observation quant au fond. On s'est demandé seulement comment un parlementaire pourrait commettre un acte de trahison à l'égard de l'ennemi. Le texte a néanmoins été maintenu en considération de certaines législations pénales qui considèrent le provocateur d'une infraction comme co-auteur.

Chapitre IV. — Des capitulations.

(Article 35.)

L'article unique de ce chapitre est conforme, sauf quelques changements de rédaction, à l'article 45 du Projet de Bruxelles.

La clause suivant laquelle „les capitulations ne pourront jamais renfermer des conditions contraires à l'honneur ou au devoir militaire“, proposée à Bruxelles par le Général Arnaudeau, délégué français (Protocole n° 4; séance du 3 août 1874) et introduite à peu près littéralement dans l'article 46, a été maintenue comme principe. La rédaction de l'article 35 nouveau, tel qu'il a été adopté par la Sous-Commission, donne même à ce principe une forme plus impérative en disant que les capitulations „doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire“.

Chapitre V. — De l'armistice.

(Articles 36 à 41.)

Ce chapitre comprend six articles qui correspondent aux articles 47 à 52 du projet de Bruxelles dont ils reproduisent à peu près les termes.

L'article 36 détermine les effets de l'armistice et sa durée; l'article 37 distingue entre l'armistice général et l'armistice local. Ces deux articles sont la reproduction pure et simple des articles 47 et 48 adoptés à Bruxelles.

L'article 38, relatif à la notification de l'armistice et à la suspension des hostilités diffère de l'article 49 de Bruxelles en ce qu'il admet que les hostilités puissent ne pas être suspendues du moment même de la notification, mais seulement à un terme fixé.

La rédaction de l'article 39 reproduit celle de l'article 50 de Bruxelles, mais en l'élargissant et la précisant à la fois. Elle permet en effet que l'armistice règle non-seulement les rapports entre les populations, mais aussi les rapports avec les populations; en même temps, il est dit que ce sera seulement „sur le théâtre de la guerre“. A défaut de clauses spéciales dans l'armistice, ces matières sont nécessairement régies, par les règles ordinaires du droit de la guerre, notamment par les règles concernant l'occupation du territoire de l'Etat ennemi.

La question de la violation de l'armistice par l'une des parties a donné lieu à un échange de vues en séance du 30 mai. L'article 51 du Projet de Bruxelles se bornait à dire à ce sujet que la violation de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer. Sur les observations de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, la Sous-Commission a admis que le droit de dénoncer l'armistice ne serait pas toujours suffisant, et qu'il fallait nécessairement reconnaître au belligérant le droit, en cas d'urgence, „de reprendre immédiatement les hostilités“. D'autre part, la Sous-Commission a été d'avis que, pour justifier la dénonciation de l'armistice et, à plus forte raison, pour autoriser la reprise immédiate des hostilités, il fallait une violation grave de l'armistice et c'est en quoi l'article 40 nouveau diffère également du texte accepté à Bruxelles.

L'article 52 concernant la violation des clauses de l'armistice par les particuliers n'a pas été modifié et est devenu l'article 41 nouveau. Il ne prévoit que „la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Section III. — De l'Autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi.

(Articles 42 à 56.)

Le titre rappelé ci-dessus est celui du chapitre premier du projet de Déclaration de Bruxelles (Art. 1 à 8). Mais, dès sa séance du premier juin, la Sous-Commission a décidé de faire rentrer également dans ce chapitre et d'examiner simultanément les articles relatifs aux contributions et aux réquisitions (40 à 42 de Bruxelles). Enfin, elle a chargé le Comité de rédaction d'y intercaler également le texte nouveau déjà adopté des articles 36, 37, 38 et 39, qui formaient dans le Projet de Bruxelles le chapitre intitulé „Du pouvoir militaire sur les personnes privées“. C'est ainsi que le présent chapitre s'est allongé considérablement. Aussi la discussion en a-t-elle été fort laborieuse; mais la bonne grâce persévérente de M. de Martens, président de la Sous-Commission, aidée de la bonne volonté de tous les membres de celle-ci, a fini par établir l'entente unanime que chacun appelait de tous ses vœux.

Le premier article de ce chapitre (art. 42), définissant l'occupation, reproduit textuellement l'article premier du Projet de Bruxelles. Il importe de constater qu'il a été adopté à l'unanimité par la Sous-Commission, de même du reste que tous ou presque tous les principaux articles de ce chapitre.

L'article 43 condense, en un texte unique, les articles 2 et 3 du Projet de Bruxelles. La rédaction nouvelle a été proposée par M. Bihourd, Ministre de France à La Haye et l'un des délégués de son Gouvernement. Les derniers mots de l'article 43, où il est dit que l'occupant rétablira ou assurera l'ordre „en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans les pays“, donnent en effet toutes les garanties que pouvait offrir l'ancien article 3 et ne heurtent cependant pas les scrupules dont M. Beernaert s'était fait l'interprète dans le discours mentionné au début de ce Rapport et qui l'avaient amené à proposer d'abord la suppression pure et simple dudit article 3.

La suppression de l'article 4 du Projet de Bruxelles a été votée à l'unanimité suivant les vues de M. Beernaert, vivement appuyées par M. van Karnebeek. Le premier délégué des Pays-Bas a déclaré repousser toute disposition qui paraîtrait donner directement ou indirectement aux fonctionnaires du pays envahi l'autorisation de se mettre au service du vainqueur. Il n'a pas été contesté toutefois que certains fonctionnaires, notamment des fonctionnaires communaux, accompliront parfois le mieux leur devoir, tout au moins moral, envers les populations, s'ils restent à leur poste en présence de l'envahisseur.

Les quatre articles suivants (44, 45, 46 et 47) sont, avec de très-

légères variantes, la reproduction des articles 36, 37, 38 et 39 de la Déclaration de Bruxelles. Ils énoncent des principes essentiels et reconnus qui doivent servir de règle générale de conduite à l'envahisseur et à l'occupant dans les rapports avec la population. Ces principes sauvegardent l'honneur et la vie des individus ainsi que la propriété privée, soit individuelle, soit collective, et le respect des convictions religieuses.

Il a paru à la Sous-Commission que ces articles étaient bien à leur place dans ce chapitre, en tête des dispositions dont l'objet est d'opposer des restrictions juridiques au pouvoir de fait dont le vainqueur dispose en pays ennemi.

Au surplus, comme le Colonel de Gross de Schwarzhoff l'a fait observer sans soulever de contradiction, ces restrictions ne sauraient entraver la liberté d'action des belligérants dans certaines éventualités extrêmes qu'on peut assimiler à une sorte de légitime défense.

L'article 48 nouveau, comme l'article 5 du Projet de Bruxelles, prévoit que l'occupant percevra les impôts existants et lui prescrit, en ce cas, „de pouvoir aux frais de l'administration du territoire occupé, dans la mesure où le gouvernement légal y était tenu.“ Il y a lieu seulement de remarquer que l'article nouveau adopte une forme conditionnelle. Cette rédaction a été proposée par le rapporteur en vue d'obtenir l'adhésion de M. Beernaert et des autres membres de la Sous-Commission qui avaient manifesté les craintes que leur inspirait toute rédaction paraissant reconnaître des droits à l'occupant comme tel. L'article ainsi amendé a été voté à l'unanimité.

Les quatres articles suivants (49, 50, 51 en 52) sont relatifs aux contributions extraordinaires, aux amendes et aux réquisitions. Ils remplacent les articles 40, 41 et 42 du Projet de Bruxelles au sujet desquels s'étaient manifestées des divergences de vues. Sur la proposition de M. Bourgeois, appuyé par M. Beldiman, la question a été renvoyée au Comité de Rédaction, avec mission de constater uniquement, dans un texte nouveau, les points sur lesquels une entente semblerait possible.

Le Comité a fait de ces questions une étude approfondie, sous la présidence de M. Bourgeois et avec le concours actif de MM. Beernaert, van Karnebeek et Odier, et il a d'abord constaté que l'accord existait certainement sur trois points importants concernant la perception de contributions quelconques en territoire ennemi. Ces trois points sont les suivants:

1° tout ordre de percevoir des contributions doit émaner d'un chef militaire responsable et être donné, autant que possible, par écrit;

2° pour toutes perceptions, spécialement s'il s'agit de sommes d'argent, il faut, autant que possible, tenir compte de la répartition et de l'assiette des impôts existants;

3° toute perception doit être constatée par un reçu.

Le Comité s'est demandé ensuite s'il fallait se borner à exprimer ces trois conditions purement formelles et à préciser dans quelle mesure elles sont applicables aux réquisitions en nature ou en argent et aux amendes qu'exigerait l'occupant. S'inspirant des considérations générales qui ont

été indiquées, au début de ce Rapport, comme étant de nature à écarter les objections formulées par M. Beernaert, le Comité à estimé que, d'une part, il serait possible et que, d'autre part, il était hautement désirable de formuler certains principes dans l'ordre d'idées des articles 40 à 42 de la Déclaration de Bruxelles, c'est-à-dire en ce qui concerne les restrictions d'un pouvoir de fait qui se manifeste en opposition avec l'autorité légale et qui tend à déroger au principe du respect de la propriété privée. Les règles à établir se rapportent à trois catégories de faits:

a. la réquisition de prestations en nature (l'argent excepté) et de services personnels, ou en d'autres termes „les réquisitions en nature et les services“ (article 51);

b. l'imposition et la perception de contributions en argent, en dehors des impôts existants (article 49);

c. l'imposition et la perception de ce que l'on appelle improprement des „amendes“ (article 50).

a. Quant aux réquisitions en nature et aux services, il a été admis que l'occupant ne peut en réclamer des communes ou des habitants que „pour les besoins de l'armée d'occupation.“ C'est la règle de la nécessité; mais cette nécessité est celle de l'entretien de l'armée d'occupation. Ce n'est plus le critérium un peu vague des „nécessités de la guerre“ qu'indique l'article 40 de Bruxelles et suivant lequel on pourrait à la rigueur épouser systématiquement le pays.

Il est resté bien convenu, comme dans l'article 40 de Bruxelles, que les réquisitions et les services seront „en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.“

Relativement aux trois conditions formelles mentionnées plus haut, il a fallu reconnaître que l'une d'elles, celle de la perception „suivant les règles locales de la répartition et de l'assiette des impôts“, applicable jusqu'à un certain point aux prestations de services personnels, n'est évidemment pas applicable aux réquisitions en nature proprement dites, c'est-à-dire à la réquisition d'objets déterminés, entre les mains de ceux qui les possèdent, soit pour en faire un usage temporaire, soit pour les consommer. Le Comité a donc pensé, et la Sous-Commission a admis, qu'il fallait nécessairement se borner, dans cet ordre d'idées, à dire que les réquisitions et les services réclamés seront „en rapport avec les ressources du pays“.

Restent les deux autres conditions formelles admises, concernant l'ordre de percevoir et le reçu. Ces deux conditions sont déjà formulées dans l'article 42 du Projet de Bruxelles et il n'y a guère eu qu'à les reproduire. Conformément au texte de Bruxelles, il a été admis que les ordres de réquisition doivent émaner seulement du commandant qui se trouve sur les lieux, et que l'exigence d'un ordre écrit serait excessive en cette matière. Les nécessités militaires s'opposent en effet à ce que l'on soit tenu, pour des réquisitions journalières, de recourir à une autorité plus élevée que celle qui se trouve sur place et, quant à l'ordre écrit, il serait une superfétation, étant donnée l'obligation de délivrer un reçu.

Enfin, la rédaction admise recommande, en matière de réquisitions, sans en faire toutefois une obligation, la règle du paiement en argent. Celui-ci aura lieu plus souvent encore sous la forme de véritables achats, au lieu de réquisitions. Et il est à noter que ce sera souvent une mesure de stricte humanité et généralement aussi d'une habile politique, ne fût-ce que pour détourner la population de cacher ses vivres et ses denrées. L'armée d'occupation se procurera du reste, dans le pays même, l'argent nécessaire au paiement des réquisitions ou des achats, par la voie de contributions dont la charge se répartira entre tous, tandis que les réquisitions sans indemnité accablent au hasard des individus isolés.

b. Quant aux contributions en argent que l'occupant voudrait percevoir en dehors des impôts établis, la Sous-Commission a admis, sur la proposition du Comité de Rédaction, cette règle très intéressante et précieuse pour l'occupé que, sauf le cas spécial des amendes destiné à faire l'objet d'un article séparé, ces contributions ne peuvent être levées que „pour les besoins de l'armée“, comme les réquisitions. Le seul autre motif légitime de percevoir ces contributions consisterait dans les besoins de l'administration du pays occupé, ce dont la population n'est évidemment pas trop fondée à se plaindre.

En somme, ce qui est interdit c'est de lever des contributions afin de s'enrichir.

Il importe de constater que cette formule est plus restrictive que celle de l'article 41 du Projet de Bruxelles; et c'est là un point sur lequel s'est portée tout particulièrement l'attention de ceux des membres de la Sous-Commission qui, à bon droit et suivant une ligne de conduite toute tracée par la situation de leur pays, se sont montrés soucieux avant tout de restreindre autant que possible, par des règles juridiques, la liberté d'action absolue que le succès de ses armes donne en fait à l'envahisseur.

Les trois conditions formelles signalées plus haut (ordre de percevoir, répartition et reçu) s'appliquent sans réserve à la perception de ces contributions, mais il a paru préférable de les inscrire dans un article spécial applicable à toute perception de somme d'argent.

c. Quant aux amendes, un article séparé a paru nécessaire, dans le but de déterminer, aussi exactement que possible, les cas où il peut y avoir lieu à imposer une amende.

Au sentiment du Comité, le mot même d'amende ne convenait pas exactement, attendu qu'il prête à une confusion d'idées avec la loi pénale. Certains membres du Comité ont même insisté pour que l'on évitât de prononcer le mot de „répression“.

Au point de vue où s'était d'abord placée la Sous-Commission, il ne devait être traité dans cet article que de ce que l'on appelle spécialement „amende“ dans le droit de la guerre, c'est-à-dire d'une forme déterminée des contributions extraordinaires, consistant dans la perception de sommes d'argent par l'occupant à titre de répression pour des actes hostiles. Et, à ce propos, la Sous-Commission a été d'avis unanime que cette mesure de répression, qui vient frapper la masse de la population, ne doit être

appliquée qu'à la suite d'actes répréhensibles ou hostiles commis par la collectivité ou du moins que celle-ci a laissé commettre. En conséquence, les actes strictement individuels ne pourraient jamais donner lieu à répression collective par la perception d'une contribution extraordinaire et il faut que la répression s'exerçant sur la collectivité ait pour fondement la responsabilité tout au moins passive de cette collectivité. Mais, une fois entré dans cette voie, le Comité de Rédaction d'abord et la Sous-Commission ensuite, ont cru pouvoir aller plus loin et, sans rien préjuger quant aux représailles, faire déclarer que la règle susdite est vraie, non seulement pour les amendes, mais pour toute peine, pécuniaire ou non, que l'on prétend infliger à l'ensemble de la population.

Finalement, la Sous-Commission a approuvé l'article spécial (52) proposé par le Comité concernant les trois règles formelles qui sont applicables à toute perception quelconque de sommes d'argent par l'occupant.

Telles sont les considérations en vertu desquelles la Sous-Commission a adopté, avec quelques légères modifications de forme seulement, les articles 49 à 52 dont le texte lui était proposé par le Comité de Rédaction.

Et il y a lieu de signaler que ces dispositions ont été votées à l'unanimité sauf, en ce qui concerne les articles 51 et 52, la voix du délégué de la Suisse. Celui-ci avait en effet proposé, au nom de son Gouvernement, que le droit de réclamer le paiement ou le remboursement en vertu des reçus, fût expressément stipulé dans ces articles. La Sous-Commission n'a pas jugé qu'il y eût lieu d'insérer, dans le Projet de Déclaration, une telle stipulation, car elle relève plutôt du droit public interne et fera normalement l'objet d'une des clauses du traité de paix.

L'article suivant, qui porte le numéro 53, correspond à l'article 6 de la Déclaration de Bruxelles. Il concerne la main-mise de l'occupant sur les biens mobiliers de l'Etat ennemi et, par extension, sur tous moyens de guerre et notamment sur le matériel des chemins de fer.

L'adoption par la Sous-Commission du premier alinéa de cet article a eu lieu d'emblée, sans modifications et à l'unanimité. Il n'en a pas été de même du second alinéa qui déroge au principe du respect de la propriété privée en ce qui concerne notamment le matériel des chemins de fer. M. Beernaert proposait de marquer que la saisie de ce matériel ne pourrait avoir que le caractère d'un sequestre, la faculté de le requérir d'autre part pour les besoins de la guerre restant entière. Cette proposition a fait l'objet d'une longue discussion, dont la conclusion a été le renvoi de cet alinéa et des amendements au Comité de Rédaction. Le Comité a émis l'avis que, si l'on donnait plus de précision à cette disposition, il serait probablement impossible d'arriver à une entente et qu'il ne semblait pas dès lors qu'il y eût mieux à faire que de conserver, autant que possible, le texte du Projet de Bruxelles. Toutefois, la rédaction a été condensée en une seule phrase, dans un but de précision et, sur la proposition du Comité de Rédaction, la Sous-Commission a également décidé la suppression du membre de phrase ambigu disant que les moyens de guerre en question „peuvent ne pas être laissés par l'armée

d'occupation à la disposition de l'ennemi". Il y avait là encore, semblait-il, une allusion à l'idée du sequestre, que la Sous-Commission a voulu écarter.

D'autre part, le Comité de Rédaction et ensuite la Sous-Commission ont admis le principe d'un amendement proposé par M. de Bille, premier délégué de Danemark, concernant les "câbles d'atterrissage". On a donc décidé de dire: "les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissage".

L'auteur de l'amendement avait spécifié d'avantage, car il avait parlé des câbles d'atterrissage "établis dans les limites du territoire maritime de l'Etat".

Mais il fallait se garder de traiter, à ce propos, même incidemment, les questions si délicates de la nature des droits de l'Etat riverain sur la mer territoriale et de l'étendue de celle-ci. C'est pourquoi les derniers mots de l'amendement de M. de Bille n'ont pas été admis.

Il a été décidé d'autre part, sur la proposition de M. Lammasci, que l'article mentionnerait les téléphones.

Il n'a pas paru opportun de stipuler spécialement, à propos de l'application de cet article, l'obligation pour le belligérant qui opère la saisie, de donner un reçu comme en matière de réquisitions; mais le Comité a été d'avis cependant que le fait de la saisie doit évidemment être constaté de façon ou d'autre, ne fût-ce que pour fournir au propriétaire des objets saisis l'occasion de réclamer l'indemnité expressément prévue dans le texte.

Une proposition de M. Odier, tendant à faire dire que "le matériel des chemins de fer, même appartenant à l'Etat ennemi, sera restitué à la paix" n'a pas été acceptée, le Comité ayant considéré que cette question est du nombre de celles qui doivent être réglées par le traité de paix.

L'article 54, entièrement nouveau et dû à l'initiative de MM. Beernaert et Eyschen, prescrit que "le matériel de chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible". M. Beernaert avait proposé d'ordonner, la restitution immédiate de ce matériel avec interdiction de l'employer pour les besoins de la guerre; mais la Sous-Commission, d'accord avec le Comité de Rédaction, a pensé qu'il suffisait de poser le principe de la restitution à bref délai, à seule fin de faire ressortir que le matériel des neutres ne saurait être l'objet d'une saisie comme celui des belligérants.

L'article 55, relatif à l'administration des biens de l'Etat dans le territoire occupé, est la reproduction textuelle de l'article 7 du Projet de Bruxelles. De même l'article 56, relatif au respect des biens appartenant aux communes et aux institutions charitables ou autres, est identique à l'article 8 de Bruxelles, sauf une très-légère modification de rédaction dans le second alinéa.

Il ne peut y avoir de doute que l'expression "établissements consacrés aux cultes", qui se trouve dans l'article 56 susdit, s'applique à tous

les établissements de cette nature, églises, temples, mosquées, synagogues, etc. . sans qu'il y ait lieu de faire aucune distinction, à ce sujet, entre les divers cultes. C'est ce qui avait déjà été constaté à Bruxelles en 1874 (Protocole n° 18) et c'est également la réponse qui a été donnée, au nom du Comité, à une demande d'éclaircissements faite à ce propos par M. le Général Mirza Riza Khan, premier délégué de Perse.

Une observation générale doit être faite au sujet de tous les articles qui sont compris dans la Section III. C'est que les restrictions, imposées à la liberté d'action de l'occupant, s'appliquent à fortiori à l'envahisseur, alors qu'il n'y aurait pas encore occupation dans le sens de l'article 42.

Ainsi les articles 44 et 45 s'appliquent à l'envahisseur aussi bien qu'à l'occupant, et il sera nécessairement interdit à l'un comme à l'autre de forcer la population d'un territoire à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays ou à prêter serment à la puissance ennemie.

Quant à la perception de contributions ou de réquisitions, ou aux saisies de matériel, il s'entend que l'envahisseur sera, à ce sujet, dans la même situation que l'occupant.

Section IV. — Des belligérants internés et des Blessés soignés chez les neutres.

(Articles 57 à 60.)

Les quatres articles que comprend ce chapitre final du Projet voté par la Sous-Commission, sont la reproduction textuelle des articles 53, 54, 55 et 56 du Projet de Bruxelles, sauf l'addition d'un alinéa supplémentaire à l'avant-dernier de ces articles (55 ancien, devenu 59).

A l'ouverture de la discussion de ces articles et spécialement à propos du premier d'entre eux qui prescrit l'internement des belligérants sur le territoire neutre, Son Exc. M. Eyschen, premier délégué du Luxembourg, a signalé (séance du 6 Juin) la situation particulière que le traité de Londres de 1867 fait au Grand-Duché par rapport à cette obligation d'interner les belligérants. Ce traité a désarmé le Gouvernement luxembourgeois et ne lui permet notamment d'entretenir que le nombre de troupes nécessaire pour veiller au maintien du bon ordre. Il en résulte que le Luxembourg ne saurait assumer les mêmes obligations que les autres Etats. Il a en conséquence été donné acte à M. Eyschen, sur sa demande, de sa déclaration, qu'il entend résserver à son pays tous les droits qui découlent du traité de Londres du 11 Mai 1867 et spécialement des articles, 2, 3 et 5 de ce traité.

Les articles 53 et 54 du Projet de Bruxelles, concernant l'internement des belligérants en territoire neutre, ont ensuite été adoptés sans aucune modification et sont devenus les articles 57 et 58 du Projet de la Sous-Commission.

L'article 59 relatif au passage sur territoire neutre, — c'est-à-dire à travers le territoire neutre, — des blessés ou malades appartenant aux

armées belligérantes, est conforme à l'article 55 de Bruxelles, sauf l'addition du troisième alinéa. Cet alinéa supplémentaire avait été adopté en première lecture, sur la proposition de M. Beernaert et de M. le Général Mounier, dans les termes suivants: „Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou blessés ne peuvent „être rendus qu'à leur pays d'origine“.

Mais des doutes se sont élevés ensuite sur la portée exacte de cette stipulation où quelques membres du Comité ont cru voir l'autorisation donnée à l'Etat neutre de restituer sur le champ les blessés et les malades à leur pays d'origine tandis qu'il ne devait évidemment être question que d'interdire l'emploi du territoire neutre pour transporter des malades ou blessés en pays ennemi où ils deviendraient des prisonniers de guerre. La rédaction nouvelle exclut toute équivoque, en disant que „les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.“ M. le Général Zuccari, délégué technique du gouvernement italien, a déclaré qu'ayant en vue de respecter l'absolue impartialité des neutres, il regrettait de ne pas pouvoir donner son approbation à cette dernière rédaction plus qu'à la précédente.

Restait le cas de blessés ou de malades appartenant à l'armée même du belligérant qui fait le transport, mais qui, pour une raison ou pour une autre, au lieu de passer simplement par le territoire neutre, y resteraient. Il est certain qu'il serait anormal qu'ils pussent, en cas de guérison, prendre part de nouveau aux opérations de la guerre, et c'est pourquoi, sur la proposition de M. Beernaert, la Sous-Commission a adopté, en seconde lecture, une disposition additionnelle stipulant que ces blessés ou malades devront également être gardés par l'Etat neutre.

M. Crozier avait attiré l'attention de Sous-Commission sur une contradiction qui existait à son avis entre le dernier alinéa en question et l'article 10 du Projet d'adaptation des principes de la Convention de Genève à la guerre maritime. Il semble que cette contradiction fût seulement apparente; mais elle disparaît en tout cas par suite de la nouvelle rédaction.

Concernant tout le principe même de l'article 59, M. le Général Mounier s'était montré plutôt disposé à demander l'interdiction de tout passage de malades ou de blessés, vu le service indirect que l'Etat neutre pourrait rendre à l'un des belligérants en lui facilitant l'évacuation [des blessés et des malades. Toute la Sous-Commission a été d'accord qu'en se prêtant par humanité à donner son concours dans ces circonstances, l'Etat neutre devait s'inspirer des règles d'une impartialité absolue. De plus, en séance du 8 juin, une sorte de commentaire authentique du sens de l'article a été proposé par M. Beernaert, accepté par M. le Général Mounier et adopté unanimement dans les termes suivants: „Cet article — est-il dit littéralement dans cette explication officielle — n'a d'autre portée que d'établir que des considérations d'humanité et d'hygiène peuvent déter-

miner un Etat neutre à laisser passer les soldats blessés ou malades à travers son territoire sans manquer aux devoirs de la neutralité.“

Enfin, l'article 60 et dernier reproduit littéralement l'article 56 final de la Déclaration de Bruxelles en prescrivant l'application de la Convention de Genève aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Après que la Commission aura arrêté le texte du Projet de „Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre“, son premier soin pourrait être d'examiner sous quelle forme il serait préférable de consacrer le caractère obligatoire des articles de cette Déclaration.

Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.**Section I. — Des belligérants.****Chapitre I. — De la qualité de belligérant.****Article 1.**

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes:

- 1^o d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;
- 2^o d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;
- 3^o de porter les armes ouvertement et
- 4^o de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'armée.

Article 2.

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 3.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

Chapitre II. — Des prisonniers de guerre.**Article 4.**

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Article 5.

Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 6.

L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

Article 7.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 8.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements, et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Article 9.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 10.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés,

sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 11.

Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 12.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Article 13.

Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article 14.

Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article 15.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces

sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article 16.

Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article 17.

Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article 18.

Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Article 19.

Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article 20.

Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

Chapitre III. — Des malades et des blessés.

Article 21.

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régie par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

Section II. — Des Hostilités.

Chapitre I. — Des moyens de nuire à l'ennemi, des sièges et des bombardements.

Article 22.

Les belligérants n'ont pas un droit il limité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 23.

Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment interdit:

- a. d'employer du poison ou des armes empoisonnées;
- b. de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie;
- c. de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;
- d. de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier;
- e. d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus;
- f. d'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève;
- g. de détruire ou de saisir des propriétés ennemis, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Article 24.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme licites.

Article 25.

Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Article 26.

Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 27.

Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégant.

Article 28.

Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

Chapitre II. — Des espions.**Article 29.**

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même, ne sont pas considérés comme espions: les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article 30.

L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article 31.

L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

Chapitre III. — Des parlementaires.**Article 32.**

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Article 33.

Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Article 34.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

Chapitre IV. — Des capitulations.**Article 35.**

Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

Chapitre V. — De l'armistice.**Article 36.**

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 37.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 38.

L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Article 39.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec les populations et entre elles.

Article 40.

Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 41.

La violation des clauses de l'armistice, par des particuliers agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Section III. — De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi.**Article 42.**

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article 43.

L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Article 44.

Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 45.

Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Article 46.

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article 47.

Le pillage est formellement interdit.

Article 48.

Si l'occupant préleve, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article 49.

Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant préleve d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article 50.

Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article 51.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article 52.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant; sinon, elles seront constatées par des reçus.

Article 53.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Article 54.

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des Sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article 55.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 56.

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

Section IV. — Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.

Article 57.

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 58.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 59.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Article 60.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Première Sous-Commission.

Première séance.

25 mai 1899.

Présidence de M. Asser.

M. Asser remercie la Sous-Commission de l'avoir choisi pour président et compte sur sa bienveillance pour l'aider dans sa tâche.

Il rappelle que la Sous-Commission a une compétence limitée à l'examen des n°s 5 et 6 de la Circulaire Mouravieff, mais qu'elle doit avoir la plus grande liberté pour étendre sa discussion à toutes les questions qui se rattachent à ces deux parties du programme tracé.

Le Président donne lecture des articles 5 et 6 de la Circulaire du 30 décembre 1898. Il ouvre la discussion sur le premier des ces articles en priant la Sous-Commission de répondre préalablement aux questions suivantes:

1° Est-il désirable d'adapter aux guerres maritimes les stipulations de la Convention de Genève de 1864 sur la base des articles additionnels de 1868?

Ce principe est adopté sans observations.

2° Peut-on considérer les articles additionnels de 1868 comme pouvant former la meilleure base de cette adaptation?

Cette manière de voir est également adoptée par la Sous-Commission.

Le Président dit qu'il va donner lecture successivement des articles 6 à 15 des dispositions du 20 octobre 1868 afin de provoquer la discussion sur chacun d'eux.

Il est donné lecture de l'article 6.

Les embarcations qui, à leurs risques et périls, pendant et après le combat, recueillent ou qui, ayant recueilli des naufragés ou des blessés, les portent à bord d'un navire soit neutre, soit hospitalier, jouiront jusqu'à l'accomplissement de leur mission de la part de neutralité que les circonstances du combat et la situation des navires en conflit permettront de leur appliquer.

L'appréciation de ces circonstances est confiée à l'humanité de tous les combattants.

Les naufragés et les blessés ainsi recueillis et sauvés ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

M. le Capitaine de frégate Schéine pense qu'il sera nécessaire de bien préciser que les navires qui seront admis, en vertu de cet article, sur un champ de bataille ne sont pas indépendants du commandement supérieur, mais subordonnés aux amiraux, commandants en chef de l'une ou de l'autre partie belligérante. Il estime qu'une prescription dans ce sens évitera l'invasion du champ de bataille par des embarcations d'un caractère privé.

M. Renault dit qu'à son avis, les bateaux organisés par des sociétés particulières de secours ne doivent pas avoir une action indépendante, mais se rattacher officiellement à l'un ou à l'autre des belligérants. Il ajoute qu'au point de vue international, il importe que des bateaux neutres ne puissent arriver sur le champ de bataille sous le prétexte qu'ils sont couverts par la Croix Rouge. Il faudra donc que les embarcations prévues par l'art. 6, pour avoir droit à des immunités spéciales, soient placées sous l'autorité directe de l'un ou de l'autre des belligérants. Des communications réciproques pourraient être faites pour notifier leur caractère.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan fait observer que la première condition pour être admis sur un champ de bataille devrait être de porter le pavillon de l'un ou de l'autre des belligérants.

M. l'Amiral P'éphau ajoute qu'il serait utile que les bâtiments hôpitaux qui se présentent dans ces conditions fussent aisément reconnaissables à des signes distinctifs tels qu'une peinture spéciale.

M. Renault pense que la question du pavillon soulevée par M. Mahan doit rentrer dans l'examen de l'article 12.

Il est donné lecture de l'article 7.

Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est déclaré neutre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

M. le Capitaine de corvette Comte Soltyk pense qu'il y aurait de grands inconvénients à rendre la liberté au personnel religieux, médical et hospitalier d'un bâtiment capturé. Il croit que le commandant de ce bâtiment devrait être autorisé à garder ce personnel sous sa surveillance.

M. le Capitaine de frégate Schéine dit qu'on pourrait insérer une disposition, laissant au commandant en chef le soin d'apprécier les mesures que la situation lui commande de prendre à l'égard du personnel dont il s'agit.

M. Papiniu estime qu'il faut distinguer entre la neutralité et l'inviolabilité de ce personnel.

Le Président fait observer que dans son opinion la neutralité implique l'inviolabilité.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan suggère de fixer une période après laquelle le personnel médical et religieux d'un bâtiment capturé devrait être nécessairement libéré.

La Sous-Commission prend note de ces diverses observations.

Il est donné lecture de l'article 8 qui ne soulève pas d'observations.

Le personnel, désigné dans l'article précédent, doit continuer à remplir ses fonctions sur le bâtiment capturé, concourir aux évacuations de blessés faites par le vainqueur, puis il doit être libre de rejoindre son pays, conformément au second paragraphe du premier article additionnel ci-dessus.

Les stipulations du deuxième article additionnel ci-dessus sont applicables au traitement de ce personnel.

Le Président lit l'article 9.

Les bâtiments hôpitaux militaires restent soumis aux lois de la guerre, en ce qui concerne leur matériel; ils deviennent la propriété du capteur, mais celui-ci ne pourra les détourner de leur affection spéciale pendant la durée de la guerre.

M. Renault rappelle que les questions soulevées par cet article ont été un obstacle à la ratification. Il propose de le réserver pour une seconde lecture.

Il est donné lecture de l'article 10.

Tout bâtiment de commerce, à quelque nation qu'il appartienne, chargé exclusivement de blessés et de malades dont il opère l'évacuation, est couvert par la neutralité; mais le fait seul de la visite, notifié sur le journal du bord, par un croiseur ennemi, rend les blessés et les malades incapables de servir pendant la durée de la guerre. Le croiseur aura même le droit de mettre à bord un commissaire pour accompagner le convoi et vérifier ainsi la bonne foi de l'opération.

Si le bâtiment de commerce contenait en outre un chargement, la neutralité le couvrirait encore, pourvu que ce chargement ne fût pas de nature à être confisqué par le belligérant.

Les belligérants conservent le droit d'interdire aux bâtiments neutralisés toute communication et toute direction qu'ils jugeraient nuisibles au secret de leurs opérations.

Dans les cas urgents, des conventions particulières pourront être faites entre les commandants en chef pour neutraliser momentanément d'une manière spéciale les navires destinés à l'évacuation des blessés et malades.

Le Président estime que le terme „bâtiments de commerce“ est trop restreint. Ont veut indiquer tous les bâtiments qui ne sont pas des vaisseaux de guerre.

M. l'Amiral Péphau dit que le bâtiment de commerce est tout bâtiment n'appartenant pas à l'Etat.

M. Schéine dit qu'il serait nécessaire de stipuler que le fait de la visite d'un bâtiment de cette nature par un croiseur ennemi équivaut à la capture des malades et blessés comme prisonniers de guerre.

Il est donné lecture de l'article 11.

Les marins et les militaires embarqués, blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs. Leur rapatriement est soumis aux prescriptions de l'article six de la convention et de l'article cinq additionnel.

M. Renault dit que cet article est criticable dans le fond et dans la forme. Il devra être l'objet d'un sérieux examen de la part de la Sous-Commission.

Il est donné lecture de l'article 12.

Le drapeau distinctif à joindre au pavillon national pour indiquer un navire ou une embarcation quelconque qui réclame le bénéfice de la neutralité, en vertu des principes de cette convention, est le pavillon blanc à croix rouge.

Les belligérants exercent à cet égard toute vérification qu'ils jugent nécessaire.

Les bâtiments hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec batterie verte.

M. Schéine demande que le pavillon blanc à Croix Rouge figure toujours sous le pavillon national. En second lieu il émet le vœu que les bâtiments hospitaliers soient d'un type qui ne leur permette pas d'être transformés pour servir à l'usage de la guerre.

M. l'Amiral Péphau pense que le défaut d'armes et de matériel de guerre à bord de ces bâtiments constituera une garantie suffisante, mais il serait excessif d'exiger qu'ils fussent construits d'après un type déterminé.

Une pareille obligation interdirait l'utilisation des paquebots à cause de la facilité de leur transformation en bateaux de guerre.

M. Renault pense que la communication préalable faite aux belligérants empêchera toute fraude.

M. Schéine n'insiste pas sur sa proposition mais demande qu'il en soit pris note.

Il est donné lecture de l'article 13.

Les navires hospitaliers, équipés aux frais des sociétés de secours reconnues par les Gouvernements signataires de cette convention, pourvus de commission manée du Souverain, qui aura donné l'autorisation expresse de leur armement, et

d'un document de l'autorité maritime compétente, stipulant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final, et qu'ils étaient alors uniquement appropriés au but de leur mission, seront considérés comme neutres ainsi que tout leur personnel. Ils seront respectés et protégés par les belligérants.

Ils se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge. La marque distinctive de leur personnel dans l'exercice de ses fonctions sera un brassard aux mêmes couleurs; leur peinture extérieure sera blanche avec batterie rouge.

Ces navires porteront secours et assistance aux blessés et aux naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Il ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner et les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Les blessés et les naufragés recueillis par ces navires ne pourront être réclamés par aucun des combattants, et il leur sera imposé de ne pas servir pendant la durée de la guerre.

Le Président pense qu'on peut appliquer à cet article l'observation relative à la nécessité du double pavillon.

M. Renault dit à ce propos qu'il y a des dispositions qui devront être généralisées.

Il est donné lecture de l'article 14.

Dans les guerres maritimes toute forte présomption, que l'un des belligérants profite du bénéfice de la neutralité dans un autre intérêt que celui des blessés et des malades, permet à l'autre belligérant, jusqu'à preuve du contraire, de suspendre la convention à son égard.

Si cette présomption devient une certitude, la convention peut même lui être dénoncée pour toute la durée de la guerre.

M. Renault dit que cet article est destiné à disparaître. La Sous-Commission y reviendra ultérieurement.

Le Président donne lecture de l'article 15 (le présent acte sera dressé en un seul exemplaire etc.) et déclare close la discussion générale et provisoire des dispositions soumises à l'examen de la Sous-Commission.

M. Odier demande si tous les membres de la Sous-Commission sont bien d'accord pour procéder à l'examen, article par article, du texte destiné à être adopté aux guerres maritimes.

Il pense que cette manière de faire n'a pas l'approbation de tous les représentants des Gouvernements.

M. Asser dit que la compétence de la Sous-Commission a été nettement fixée et qu'il croyait l'accord fait sur ce point.

M. le Baron de Stengel dit qu'il ne croit pas utile d'examiner l'un après l'autre les articles additionnels, mais qu'il serait préférable de les renvoyer à l'étude d'une conférence spéciale qui aura plein pouvoir pour arrêter des textes formels.

M. Asser rappelle que la Conférence en séance plénière a décidé que

si la Commission n'était pas compétente pour réviser la Convention de Genève, elle avait cependant toute latitude de formuler des résolutions sur les numéros 5 et 6 de la Circulaire Mouravieff. Il ne croit pas que la Sous-Commission puisse aller à l'encontre d'une décision que la Conférence pourra d'ailleurs rapporter si elle le juge à propos.

Avant de lever la séance, le Président dit qu'il croit préférable que la Sous-Commission ajourne la désignation de son rapporteur.

Cette proposition est adoptée.

Deuxième séance.

30 mai 1899.

Présidence de M. Asser.

Le procès-verbal de la séance du 25 Mai est lu et adopté.

Le Président rappelle que la Commission va poursuivre sur les différents articles qui lui sont soumis une discussion où il ne sera exprimé que des opinions personnelles n'engageant aucunement les Gouvernements respectifs.

Il dit qu'après l'échange de vues provisoire qui a eu lieu pendant la première lecture des articles additionnels, la Commission va pouvoir aborder en seconde lecture l'examen de ces dispositions d'une manière plus précise et plus systématique.

Il propose de grouper les différentes dispositions en catégories, sur chacune desquelles une discussion spéciale pourra s'engager et les dispositions désirables pourront être formulées.

M. Asser ajoute qu'il serait avantageux, une fois ces points résolus, de confier à une Commission spéciale le soin de rédiger des propositions définitives qui seront imprimées et distribuées à tous les membres (Adopté).

Subdivision des matières en quatre groupes.

Le Président suggère la subdivision suivante pour les matières à examiner:

1^{er} groupe: Dispositions concernant les bâtiments (art. 6, 9, 10, 12, 13).

2^e groupe: Dispositions concernant le personnel de tout ordre (art. 7, 8 et 11).

3^e groupe: Dispositions générales (art. 14).

M. Renault dit qu'il approuve entièrement l'ordre proposé par le président.

Il désire seulement observer que les questions relatives à la situation des blessés et des naufragés se trouvent réparties entre les art. 6, 8, 10 et 13.

Il y aurait donc intérêt à créer pour l'examen de ces questions un nouveau groupe qui pourrait prendre place avant la rubrique: „dispositions générales“.

Le Président pense que cette manière de voir sera adoptée sans difficultés.

Il est donc convenu que le troisième groupe concerne les blessés et les naufragés et le quatrième les dispositions générales.

La discussion est ouverte sur le premier groupe.

Premier groupe bâtiments.

Le Président dit que sous la dénomination bâtiments on doit distinguer quatre catégories:

1° bâtiments-hôpitaux militaires;

2° bâtiments de commerce;

3° bâtiments hospitaliers, équipés aux frais de sociétés de secours;

4° embarcations (prévues par l'art. 6).

M. Aser demande si cette distinction doit être maintenue.

M. Siegel fait observer que, dans son opinion, une embarcation est une dépendance directe d'un navire dont elle relève; il pense que l'art. 6 vise également les embarcations détachées des navires belligérants.

M. Aser rappelle que la Sous-Commission dans sa séance précédente a décidé que, pour jouir des immunités prévues par l'art. 6, les embarcations devraient obligatoirement se ranger sous le pavillon de l'un ou de l'autre des belligérants.

M. Siegel dit qu'en soumettant les embarcations à cette décision, on a eu en vue de faciliter au commandement supérieur le contrôle des navires admis sur le champ de bataille.

Cependant cette question soulève des difficultés.

Les navires dont il s'agit peuvent être de deux sortes:

1° les bâtiments hospitaliers équipés aux frais de sociétés de secours, reconnus et commissionnés par leurs Gouvernements.

2° les bâtiments de commerce, de plaisance, de pêche etc. qui se trouvent fortuitement sur le champ de bataille.

M. Siegel est d'avis que les premiers peuvent être assimilés aux navires de l'Etat et que les forcer à arborer un pavillon étranger serait un acte incompatible avec la souveraineté de l'Etat de qui ils relèvent, un acte qui pourrait être considéré comme peu amical pour la Puissance non favorisée et qui constituerait peut-être même une violation de la stricte neutralité au bénéfice de l'un des belligérants.

Si l'on accorde aux bâtiments de commerce la liberté de porter, s'ils le jugent à propos, un pavillon étranger avec le pavillon de leur pays, il reste toujours le fait d'un acte peu amical qui augmenterait probablement les risques de l'entreprise.

M. Siegel ajoute qu'il lui paraîtrait utile, dans ces conditions, de laisser aux bâtiments hospitaliers le droit de porter, avec le pavillon blanc à croix rouge, exclusivement leur pavillon national en y ajoutant, si cela était jugé nécessaire, une marque distinctive qui serait à déterminer.

M. Renault pense que la question pourrait être réservée. Il dit que, d'après lui, la méthode qui devrait être logiquement suivie pour la

discussion serait la suivante: il faudra examiner d'abord la question du traitement, réservée à chacune des diverses catégories des bâtiments hospitaliers, et c'est seulement lorsqu'on arrivera à régler les modalités de l'intervention des bâtiments neutres, que la proposition de M. Siegel pourrait être utilement étudiée.

M. Siegel ne s'oppose pas à cet ajournement qui est décidé.

Première catégorie: article 9.

Il est donné lecture de l'art. 9 et du paragraphe additionnel à cet article.

Sur la demande de M. Schéine, M. Renault déclare que la Délégation française maintient les termes de la proposition faite par la France en 1869 d'accord avec le Gouvernement britannique et portant que les bâtiments hôpitaux de l'Etat doivent être exempts de capture à la condition qu'ils n'aient à leur bord ni armes, ni munitions, ni matériel de guerre. On pourrait ajouter utilement à cette disposition une clause portant, que l'existence de ces bâtiments devra être communiquée officiellement par l'un des belligérants à l'autre.

M. le Comte Soltyk demande si l'on doit distinguer entre les bâtiments hôpitaux visés part l'art. 9 et les hôpitaux maritimes flottants, prévus par le paragraphe additionnel. Ces derniers sont-ils impropres à la navigation?

M. Renault dit qu'il est désirable de trouver une formule qui fusionne l'art. 9 et sa disposition additionnelle, de façon à ne tenir compte que de cette dernière.

Le Président dit qu'il va mettre aux voix la proposition de la délégation française avec l'amendement allemand relatif à la communication préalable et réciproque de belligérant à belligérant.

M. Schéine demande qu'il soit statué sur la proposition suivante:

„Les combattants ont le droit de défendre à ces navires toute communication et toute direction et même de les arrêter, s'ils le jugent nécessaire, pour garder le secret de leurs opérations de guerre.“

M. M. Renault et l'Amiral Péphau sont d'avis que cette proposition qui peut s'appliquer à tous les bâtiments en général, pourra trouver place, sauf rédaction, dans les dispositions suggérées par la délégation française.

M. Ovtchinnikow demande qu'il soit bien précisé que les bâtiments prévus par le paragraphe additionnel de l'art. 9 doivent être dépourvus de tout matériel de guerre et ne pourront servir ni à des reconnaissances, ni à des observations militaires.

M. l'Amiral Péphau dit que cette interprétation ressort du texte même de l'article qui indique, que l'armement „doit être approprié à la destination spéciale des bâtiments visés.“

On pourrait d'ailleurs, dans une rédaction définitive, insister encore davantage sur le caractère exclusivement hospitalier de ces navires.

Le Président met aux voix la proposition de la Délégation française.

Cette proposition est adoptée par quatorze voix contre deux.

Ont voté pour: l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Roumanie, la Russie, le Siam, la Suède et Norvège, la Suisse et la Turquie.

Ont voté contre: les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne.

Le Président met aux voix la proposition de M. Schéine relative aux droits des combattants vis-à-vis des mouvements des navires hospitaliers.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité des Délégations susmentionnées, sauf celle de la Suisse qui a déclaré s'abstenir.

Deuxième catégorie: article 10.

Le Président ouvre la discussion sur la deuxième catégorie de bâtiments et donne lecture de l'art. 10.

Il rappelle que le Gouvernement britannique a émis sur l'interprétation de cet article, en ce qui concerne le chargement, certains doutes dont il y aura à tenir compte dans une rédaction finale.

M. Renault dit que l'obscurité de l'art. 10 vient de ce qu'on a voulu régler par une disposition commune deux cas absolument différents, c'est-à-dire, celui où le service de l'évacuation est fait par un bâtiment de commerce belligérant et celui où il est fait par un bâtiment de commerce neutre.

Il pense que la discussion gagnerait en clarté si l'on distinguait entre les deux hypothèses.

M. le Baron de Stengel fait remarquer que le mot neutre est souvent employé dans le sens de inviolable et qu'il y aurait cependant intérêt à faire une distinction entre la neutralité et l'inviolabilité; la première de ces qualités n'impliquant pas nécessairement la seconde.

M. Motono appuie la proposition de M. Renault en disant qu'il y a notamment intérêt à faire la distinction proposée dans le cas où un navire de commerce appartenant à une des parties belligérantes n'a à son bord que deux ou trois blessés. Dans ce cas le navire ennemi ne devrait pas échapper à la prise.

Le Président propose d'adopter la division suggérée par M. Renault et d'examiner en premier lieu le cas d'un navire de commerce belligérant.

M. Renault indique que, dans ce cas encore, il serait utile de distinguer entre les bâtiments chargés exclusivement de malades et de blessés, qui doivent échapper à la prise, et ceux, qui ne se trouvant pas dans ces conditions, sont soumis au droit commun.

Le Président dit qu'en second lieu, on aura à examiner le cas d'un navire de commerce appartenant à des neutres.

M. Thaulow fait observer qu'il serait nécessaire de marquer d'une façon précise, que les bâtiments qui ne seront pas exclusivement affectés au transport des blessés et malades, ne jouiront pas de l'immunité de capture.

M. Renault dit que c'est précisément à cette observation que répond la sous-distinction qu'il vient de proposer.

Sur la demande de MM. Siegel et Soltyk, il est décidé que les

termes „les blessés et malades dont il opère l'évacuation“ seront remplacés par les termes . . . „dont il opère le transport (Adopté.)

M. Renault dit que le traitement des bâtiments de commerce belligérants étant fixé, il faudrait s'occuper du traitement des bâtiments de commerce neutres.

M. Asser émet l'avis que ces derniers sont régis par le droit commun, en ce sens que les blessés et les malades à bord de ces bâtiments neutres doivent être assimilés aux marchandises et, par conséquent, être couverts par la neutralité du bâtiment.

M. Renault fait remarquer que dans le cas où un navire neutre a recueilli des blessés ou des malades d'un belligérant, il faut poser une règle formelle.

Strictement l'autre belligérant pourrait faire un grief au navire neutre d'avoir assisté son adversaire et par suite le saisir pour violation de neutralité. Nous sommes d'accord qu'il n'en doit pas être ainsi; mais nous devons le dire et écarter le droit commun.

M. Asser constate que l'accord est établi sur cette interprétation.

M. Schéine demande qu'il soit entendu que par navires neutres on doit comprendre ceux qui n'ont compromis leur neutralité ni en faisant la contrebande de guerre, ni en violant un blocus.

Il est pris note de cette observation.

Le Président consulte la Sous-Commission sur l'ensemble des propositions relatives à la deuxième catégorie (bâtiments de commerce) et constate que l'accord est unanime sur les diverses questions.

Le Président, passant à la troisième catégorie, lit l'article 13.

M. Motono dit que les dispositions de la Convention de Genève de 1864 et les articles additionnels de 1868 n'ont pas prévu le cas du transport par mer des blessés et malades de l'armée de terre.

Ce cas s'est présenté cependant dans la pratique, au moment de la guerre sino-japonaise et il mérite d'être pris en sérieuse considération.

M. Motono se réserve de présenter au moment voulu une proposition visant cette hypothèse spéciale.

Noury Bey déclare s'associer à cette suggestion dont la récente guerre gréco-turque a démontré également le bien fondé.

M. Asser fait observer que la modification décidée à l'article 10 et le remplacement du mot évacuation par le mot transport donnent dans une certaine mesure satisfaction au désir exprimé par M. Motono.

M. Motono insiste sur la nécessité de l'insertion d'une formule spéciale.

Le Président dit qu'il en sera tenu compte dans la rédaction définitive.

M. Renault demande à préciser que le régime de la communication préalable et réciproque adopté pour les bâtiments visés par l'article 9 sera également appliqué aux deux catégories dont s'occupe la Sous-Commission.

Après un échange d'observations entre MM. l'Amiral Fisher, Renault et Ovtchinnikow, la Sous-Commission est d'accord pour imposer aux bâti-

ments hospitaliers neutres intervenant sur un champ de bataille une action directement subordonnée à l'autorité et au contrôle des commandants en chef des parties belligérantes.

Quatrième catégorie: Art. 6.

Le Président lit l'art. 6 où se trouve visée la quatrième catégorie des bâtiments de secours (embarcations).

M. Ovtchinnikow demande des explications sur la signification exacte du terme „embarcations“. Il fait observer que les embarcations sont de plusieurs sortes et que certaines d'entre elles peuvent être munies d'un armement qui les fait tomber sous le droit de la guerre. Il pense qu'il y aurait intérêt à éviter toute confusion en adoptant un autre terme.

L'Amiral Péphau dit que les embarcations doivent cesser d'être neutres au moment où prend fin leur mission de secours; il ne voit pas de difficultés possibles dans l'interprétation de l'art. 6.

M. Aser dit que la Commission de rédaction tiendra note de l'observation de M. Ovtchinnikow, et que, sous cette réserve, il considère la discussion comme close sur les quatre catégories de bâtiments qui devraient être examinées.

Question du pavillon.

Le Président propose de passer à la discussion de la question du pavillon.

Il rappelle que la Sous-Commission, dans sa précédente séance, avait décidé que tous les navires prétendant aux immunités prévues par les articles additionnels, devraient se ranger sous le pavillon de l'un ou de l'autre des belligérants. M. Siegel a pensé que cette disposition porterait atteinte à la Souveraineté des Etats de qui relèvent ces navires et pourrait même constituer une violation de la stricte neutralité au bénéfice de l'un des belligérants. Il a demandé en conséquence que le pavillon national fût toujours arboré, avec ou sans signe distinctif; de sorte qu'avec le pavillon de la Croix Rouge et celui de l'Etat belligérant auquel le bâtiment de secours se rattache, trois pavillons différents devront être montrés simultanément.

Le délégué de l'Allemagne insiste-t-il sur sa proposition?

M. Siegel déclare qu'il la maintient.

Après un échange d'observations auquel prennent part M. M. Schéine, Motono, Mahan, Péphau, Fisher et Soltyk, il est entendu qu'un texte précis sera soumis sur cette question à la Sous-Commission dans sa prochaine séance.

Noury Bey tient à déclarer que dans toutes les circonstances où des bâtiments de secours turcs auront à remplir leur mission, l'emblème de la Croix Rouge sera remplacé sur leur pavillon spécial par le Croissant rouge.

La Sous-Commission lui donne acte de cette déclaration.

Le Président propose de désigner un comité de quatre membres

auquel serait confié le soin de formuler la rédaction définitive des propositions qui ont été soumises à la discussion.

Ce Comité serait composé de MM. l'Amiral Fisher, le Commandant Siegel, le Commandant Schéine et le professeur Renault.

Cette proposition est adoptée et la séance renvoyée à jeudi 1^{er} juin à 10 heures.

Troisième Séance.

1 juin 1899.

Présidence de M. Asser.

Le procès-verbal de la deuxième séance est lu et adopté.

M. Asser rappelle, qu'à la fin de la séance précédente, la Sous-Commission avait renvoyé l'examen des questions relatives au pavillon au Comité de rédaction, qui devait se charger d'arrêter une formule précise sur laquelle un accord pourrait intervenir.

Ce Comité devant vraisemblablement apporter sur cette question une proposition qui ralliera tous les suffrages, M. Asser pense qu'il vaut mieux remettre le vote à une séance ultérieure. (Adopté.)

Le Président dit que la Sous-Commission ayant terminé l'examen en seconde lecture du premier groupe de matières, il passe au deuxième groupe (personnel médical, religieux, sanitaire etc. art. 7—8).

Le Président lit l'art. 7.

Il donne lecture d'un extrait d'un travail de M. Paul Fauchille, directeur de la Revue générale de droit International public. (Secours aux blessés et naufragés dans les guerres maritimes).

Aucun membre ne demandant la parole sur l'art. 7, le Président déclare que le principe posé par cet article est adopté, sauf rédaction.

Le Président lit l'art. 8.

M. Schéine déclare qu'il se rallie au principe de cet article, étant bien entendu toutefois, que le personnel capturé restera à la disposition du capteur et ne sera mis en liberté que quand ce dernier le jugera possible.

M. Renault constate que la Sous-Commission est d'accord et qu'il sera désirable qu'on trouve sur l'art. 8, une rédaction qui se suffise à elle-même et contienne toute la solution, sans obliger de recourir à un paragraphe additionnel.

Le Président, après avoir déclaré adopté le principe de l'art 8, passe au troisième groupe de matières (blessés, malades et naufragés, art. 6—10, 11—13).

Au sujet de l'art. 11, le Président fait remarquer que le texte de cet article renvoie à l'art. 6, lequel pose un principe primordial, à savoir que les blessés et les naufragés recueillis par les bâtiments de secours ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

M. Schéine demande qu'il soit bien entendu que les blessés, malades et naufragés deviendront prisonniers de guerre, par le seul fait de la visite

par un navire belligérant du bâtiment à bord duquel ils ont été recueillis. Il pense qu'il est utile de poser à cet égard un principe général qui s'applique à tous les bâtiments, qu'ils soient militaires ou de commerce.

M. Siegel fait observer que la rédaction de l'art. 10 ne vise que les bâtiments de commerce pour lesquels elle donne satisfaction au désir exprimé par M. Schéine.

Le Président dit que la question ne peut se poser pour les bâtiments hôpitaux de l'Etat. Pour les bâtiments de commerce, leur situation se trouve réglée par l'art. 10, et quant aux bâtiments hospitaliers visés par l'art. 13, le sixième alinéa de cet article contient à leur sujet des dispositions plus générales encore que celles stipulées par l'art. 10.

Après un échange de vues entre M.M. Schéine, Mahan et Renault, le Président déclare adoptée la motion de M. Schéine relative à la capture des blessés et naufragés par le fait de la visite d'un des navires belligérants. Il déclare le principe des articles 6, 10, 11, 13 adopté, sous réserve des modifications demandées.

M. Renault dit qu'avant d'aborder l'examen du 4me groupe de matières, la Sous-Commission doit examiner un cas qui n'a pas été prévu par les articles additionnels: c'est celui où un bâtiment hospitalier chargé de blessés ou de malades toucherait dans un port neutre.

On peut se demander s'il a le droit de déposer ces malades ou naufragés, si le neutre peut les recevoir sans manquer à la neutralité, et quelles sont dans ce cas les obligations du neutre.

La Sous-Commission pourrait utilement prévoir et régler cette question, sauf au comité de rédaction à formuler ensuite une proposition ferme.

Sur l'invitation du Président, M. Renault rappelle qu'il y a quelques années, le Capitaine de frégate Houette a le premier appelé l'attention sur le cas susmentionné et qu'il a proposé de le régler par la formule suivante:

„Les belligérants pourront toujours débarquer dans un port neutre, pourvu d'établissements hospitaliers suffisants, leurs blessés et malades de toute nationalité. Par le fait de leur débarquement, ces malades et blessés seront incapables de servir pendant toute la durée de la guerre et tous les frais d'hospitalisation incomberont à la nation du navire qui les a débarqués.“

M. Renault pense qu'il faudrait ajouter à cette disposition l'obligation pour le gouvernement neutre qui reçoit ces blessés et naufragés de les internier.

Le Président lit un passage du travail précité de M. Fauchille, qui s'applique à la même hypothèse. Il prie la Sous-Commission d'échanger des vues sur l'espèce posée par M. Renault.

M. le Baron de Stengel dit qu'il se rallie à la proposition de M. Renault et il insiste sur la nécessité imposée au Gouvernement neutre d'interner les blessés débarqués sur son territoire.

M. Renault ne pense pas qu'on doive se préoccuper de régler la condition du bâtiment qui a débarqué les blessés.

Cette condition est réglée par le droit commun, mais il est d'avis

que pour le reste, il faut poser des principes généraux clairs et simples que la pratique se chargera de développer.

M. Motono demande si l'on doit considérer que ce sera une obligation pour un pays neutre de recevoir les blessés débarqués sur son territoire.

M. Renault répond que l'idée juridique qui domine sa proposition est celle-ci: que le pays neutre ne manque pas à la neutralité en recevant les blessés. Mais on ne peut imposer à ce pays l'obligation de les recevoir, ce qui est laissé à son humanité. Quant aux frais d'hospitalisation et autres, ils doivent incomber tout naturellement à l'Etat dont relèvent les malades et blessés.

Le Comité de rédaction proposera d'ailleurs des formules répondant à ces divers termes de la question.

Le Président constate que la Sous-Commission est d'accord pour accepter le principe de la proposition de M. Renault, sauf rédaction.

M. Affer passe au quatrième groupe de matières (Dispositions Générales) et donne lecture de l'art. 14.

Il dit qu'à son avis il serait inutile et même imprudent de maintenir dans la convention les dispositions stipulées par cet article qui seraient peut être considérées comme une invitation à violer la Convention. Le Président propose donc de supprimer l'article 14.

M. le Capitaine Bianco verrait des inconvénients à supprimer l'art. 14; toutefois, en raison des garanties assurées par la rédaction de l'art. 13, il n'insiste pas pour le maintien de l'art. 14.

Le Président constate que l'accord est établi sur ce point et que sa proposition de supprimer l'art. 14 est adoptée.

M. Schéine voudrait que la question des parlementaires maritimes fût envisagée par la Sous-Commission.

Le Président dit que la deuxième Sous-Commission chargée d'examiner l'Acte de Bruxelles sur les usages de la guerre, est peut être plus compétente pour s'occuper de cette question; il croit toutefois qu'il serait possible de la rattacher à l'art. 6 de la Circulaire du Comte Mouraview.

M. Renault est d'avis que la situation des parlementaires doit être réglée par le droit général de la guerre maritime.

M. Schéine insistant pour que ce cas spécial soit réglé par la Sous-Commission, le Président déclare que la question est renvoyée au Comité de rédaction.

Le Président consulte la Sous-Commission sur le point de savoir si elle croit utile de faire une rédaction spéciale en ce qui concerne l'application aux naufragés des dispositions additionnelles à la Convention de Genève. Il rappelle que cette question forme le n° 6 de la Circulaire Mouraview.

M. Renault est d'avis qu'en émettant des principes généraux assez larges pour s'appliquer à tous les bâtiments de secours portant des blessés, malades et naufragés, la Sous-Commission aura répondu exactement aux deux points 5 et 6 du programme russe.

M. Schéine, au nom de la Délégation russe, déclare accepter cette manière de voir.

Le Président propose de passer à la discussion des deux propositions que M. le Colonel Gilinsky a déposées au nom de Ministère Impérial russe de la guerre dans la dernière séance plénière de la deuxième Commission.

M. Gilinsky n'assistant pas à la séance, M. Schéine demande l'ajournement de cette discussion (Adopté).

Le Président dit que la Sous-Commission doit laisser maintenant à son comité de rédaction le temps nécessaire pour arrêter le texte des diverses propositions qu'il doit lui soumettre.

Dès que le comité aura terminé son travail, le Président fera imprimer et distribuer les formules adoptées, accompagnées des explications nécessaires et convoquera la Sous-Commission quelques jours après cette distribution.

La séance est levée.

Quatrième Séance.

13 juin 1899.

Présidence de M. Aser.

Le procès-verbal de la troisième séance est lu et adopté.

Le Président dit qu'il a reçu de M. Paul Fauchille, directeur de la Revue Générale de Droit International Public, un certain nombre d'exemplaires de la brochure dont il a été lu un passage dans la séance précédente. Ce travail est à la disposition de MM. les membres de la Sous-Commission qui voudront certainement exprimer des remerciements à M. Fauchille, pour cette attention gracieuse.

Le Président ajoute, qu'avant de passer à la discussion des différents articles dont le texte est proposé par le Comité de Rédaction dans un rapport qui a été distribué, il croit qu'il convient de remercier ce Comité pour l'exposé si complet et si lucide qu'il a soumis aux délibérations de l'Assemblée.

M. Aser dit qu'il est heureux d'adresser spécialement à M. Renault, qui a rédigé l'exposé des motifs accompagnant ces propositions, de chaleureuses félicitations auxquelles M. l'Amiral Fisher a demandé à s'associer particulièrement (Applaudissements).

Le Président pense qu'il n'est pas nécessaire de donner lecture du texte même du rapport du Comité de Rédaction que la Sous-Commission a sous les yeux. Il conviendra seulement de suivre la même méthode de discussion qu'a été adoptée jusqu'à présent et de provoquer d'abord un échange d'observations générales sur chacun des trois groupes de matières envisagées par le rapport pour examiner ensuite chaque article séparément.

M. Motono exprime le désir d'obtenir quelques éclaircissements sur une question intéressant le premier groupe. L'art. 2 porte que: „les bâtiments hospitaliers équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours, etc.“

Il lui semble que ces bâtiments ne peuvent porter secours en temps de guerre qu'autant qu'ils font partie des sociétés de la Croix Rouge. Au Japon particulièrement, on ne reconnaît pas à des bâtiments particuliers le droit d'exercer une mission de secours, tant qu'ils ne sont régulièrement rattachés à une de ces sociétés.

Le Comité de Rédaction pourrait utilement s'expliquer sur ce point.

M. Renault répond que le Comité de Rédaction a fait intentionnellement une distinction entre les bâtiments indépendants et ceux qui sont équipés par la Croix Rouge. Si le propriétaire d'un yacht de plaisance veut affecter ce bâtiment à un service hospitalier, il n'y a pas de raisons pour que le navire dont il s'agit, du moment qu'il est commissionné, ne jouisse pas des avantages reconnus aux bâtiments hospitaliers.

Le Gouvernement de qui relève ce yacht pourra refuser ou accepter son concours. C'est une affaire d'ordre intérieur et d'adaptation du service hospitalier aux goûts et aux règles de chaque pays.

M. Motono remercie et se déclare satisfait par cette explication.

Le Président croit devoir faire remarquer que dans l'exposé des motifs qui accompagne la nouvelle rédaction de l'article 3, le Comité de Rédaction a exprimé l'idée que, pour des navires ayant une commission officielle, le fait d'être incorporés dans la marine de l'un des belligérants, pourrait entraîner une violation de la neutralité.

M. Asser est d'avis que du moment que cette incorporation résulte d'une entente conventionnelle formellement acceptée par les parties, on ne saurait y voir une violation de la neutralité.

Toutefois, les autres arguments que donne le Comité à l'appui de sa rédaction de l'art. 3 suffiront sans doute à la faire adopter.

Le Président propose d'ouvrir la discussion sur chacun des dits articles proposés par le Comité de Rédaction et donne lecture de l'article premier ainsi conçu:

Art. 1. Les bâtiments hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, avant toute mise en usage, aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

M. Tadema demande s'il ne serait pas nécessaire de donner connaissance aux Etats neutres, des bâtiments hôpitaux militaires des belligérants, soit par voie de communication directe, soit par une publication officielle.

M. Renault dit qu'il accepterait l'idée de la notification par voie de publication dans le journal officiel des belligérants.

Il est évident que les neutres ont intérêt à connaître l'existence des bâtiments hôpitaux militaires, mais la question ne se présente pour eux que quand le bâtiment entre dans un port neutre. En entrant dans ce

port, il peut notifier sa présence et l'Etat neutre en sera ainsi averti. Le rapport définitif établi sur les travaux de la Sous-Commission pourra, d'ailleurs, donner satisfaction à l'observation de M. Tadema en indiquant qu'il est à désirer que la communication officielle des bâtiments hôpitaux militaires des belligérants soit faite aux Etats neutres.

M. Siegel fait observer que les bâtiments hôpitaux militaires et autres, se présentant dans un port neutre avec leur pavillon national, le pavillon de la Croix Rouge et la commission spéciale de l'Etat dont ils relèvent, n'auront pas de peine à faire la preuve de leur caractère hospitalier; il ne voit donc pas d'intérêt pratique à créer une disposition spéciale pour ce cas, mais il n'a aucune objection à la proposition de M. Renault.

Le Président donne acte à M. Tadema de son observation et dit qu'il en sera tenu compte dans le rapport de la Sous-Commission.

M. Affer désire savoir s'il peut être considéré comme suffisant de communiquer seulement les noms des bâtiments hôpitaux militaires, ou si une autre indication devrait être ajoutée.

M. l'Amiral Péphau répond qu'il suffira de communiquer le nom avec la nationalité des navires.

M. Affer dit que les articles 1, 2 et 3 portent que la notification doit se faire „avant toute mise en usage.“

Cette formule pourrait être interprétée dans ce sens qu'elle déclarerait suffisante une notification faite longtemps avant l'ouverture des hostilités, par exemple à l'occasion d'une guerre précédente. Ceci n'est pas l'intention des rédacteurs. Il propose donc de remplacer dans les trois premiers articles les mots: „avant toute mise en usage“, par ceux: „à l'ouverture ou au cours des hostilités et, en tout cas, avant la mise en usage.“

M. Renault dit qu'il n'a aucune objection personnelle à cette proposition qui lui paraît pouvoir être adoptée.

M. l'Amiral Péphau demande qu'on précise la question du traitement réservé aux bâtiments hôpitaux militaires au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

M. Renault dit que, bien que les bâtiments hôpitaux militaires soient des bâtiments de l'Etat et jouissent de l'exterritorialité, ils doivent cependant être traités au point de vue de leur séjour, de leur ravitaillement etc., autrement que les navires de guerre. Le rapport pourra donner, si on le désire, une explication complémentaire sur ce point, bien qu'il contienne déjà des éclaircissements qui doivent donner satisfaction aux doutes qu'on a élevés.

Le Président donne lecture de l'art. 2 ainsi conçu:

Art. 2. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité maritime

compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

M. Motono dit que le document exigé par cet article peut émaner aussi bien de l'autorité militaire que de l'autorité maritime. Il croit donc qu'il y aurait avantage à employer la formule: „autorité compétente“.

Cette proposition est adoptée.

Le Président donne lecture de l'art. 3, ainsi conçu:

Art. 3. Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes avant toute mise en usage.

Le texte de cet article est adopté sans observations.

Le Président donne lecture de l'article 4, ainsi conçu:

Art. 4. Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le livre de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

M. l'Amiral Péphau demande qu'à l'alinéa 6 de cet article les mots „livre de bord“ soient remplacés par ceux: „journal de bord“, qui lui paraissent plus précis.

Cet amendement est adopté.

Le Président donne lecture de l'art. 5 ainsi conçu:

Article 5. Les bâtiments hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les autres bâtiments seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Le Président rappelle que dans une séance précédente, la Sous-Commission a admis qu'en ce qui concerne les bâtiments de secours ottomans, le croissant rouge serait assimilé comme emblème à la croix rouge.

M. Renault dit qu'à son avis il n'appartient pas à la Sous-Commission de prendre une décision sur ce point.

Noureys Bey déclare que les bâtiments de guerre ottomans ont toujours respecté l'emblème de la Croix Rouge comme insigne de la Convention de Genève. Il exprime le désir que, par mesure de réciprocité, le Croissant Rouge soit assuré du même respect et il demande qu'on prenne acte de l'expression de ce désir.

M. Rolin dit qu'il a une déclaration à faire, qui vise également le dernier alinéa de l'art. 5.

Il expose que le Gouvernement siamois ajoute au drapeau de la Convention de Genève, à côté de la Croix Rouge, un emblème sacré du culte Bouddhiste figuré en rouge également et qu'on appelle „la flamme“. L'addition de cet emblème à pour conséquence de rehausser encore le caractère sacré du drapeau prescrit par la Convention de Genève.

Le Gouvernement siamois estime au surplus que l'art. 7 de la Convention de Genève qui prescrit la Croix Rouge sur fond blanc ne s'oppose pas à cette addition et l'intention de ce Gouvernement sera sans aucun doute d'appliquer de cette façon l'alinéa final de l'art. 5 proposé.

M. Rolin se borne à demander qu'il lui soit donné acte de sa déclaration.

Le Président dit que les déclarations des délégués de Turquie et de Siam seront insérées au procès-verbal.

M. Mahan fait observer que l'emblème de la Croix Rouge a un caractère religieux, qui s'adresse particulièrement aux Etats chrétiens et il pense qu'il y aurait avantage à en adopter un autre qui serait reconnu par tous.

Le Président répond qu'il peut donner acte à M. Mahan de l'expression de ce désir, mais que la Sous-Commission n'est pas compétente pour entrer en matière sur une proposition qui tendrait à réviser une clause de la Convention de Genève.

M. Motono demande qu'on remplace à l'alinéa 2 de l'art. 5 les mots: „les autres bâtiments“ par ceux plus précis: „les bâtiments mentionnés dans les art. 2 et 3.“

M. Renault dit qu'il n'a pas, en ce qui le concerne, d'objections à cette modification.

M. Motono demande si, en imposant aux bâtiments visés par l'alinéa 3 de l'article 5 l'obligation d'une peinture spéciale, avant toute mise en usage, on entend spécifier qu'ils ne pourront en aucun cas et à aucun moment avoir une autre affectation.

M. Renault répond que telle est en effet l'idée qu'on a tenu à exprimer.

L'article 5 est adopté sous réserve des diverses observations sus-indiquées.

Le Président donne lecture de l'article 6 ainsi conçu:

Art. 6. Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils auraient commises.

M. Renault propose de remplacer à la fin de cet article les mots „qu'ils auraient commises“ par ceux „qu'ils pourraient avoir commises“, ces derniers n'impliquant pas la pensée que les bâtiments visés se sont nécessairement livrés à des actes de violation de neutralité.

Cette modification est adoptée.

M. Mahan dit qu'aucun des articles ne prévoit le cas de combattants naufragés à la suite d'une bataille navale et qui, dans ces conditions, sont recueillis par un bâtiment neutre autre qu'un bâtiment hôpital. M. Mahan propose qu'une règle spéciale soit insérée à ce sujet et il se réserve de la formuler pour le Comité de rédaction.

M. Schéine fait observer que la proposition de M. Mahan n'ayant fait l'objet d'aucun échange de vues général dans la Sous-Commission, le Comité de rédaction pourrait éprouver quelque embarras à trouver une formule qui réponde au sentiment général.

Le Président propose de continuer avant tout l'examen des articles proposés et il donne lecture de l'art. 7 ainsi conçu:

Art. 7. Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel, tombé entre leurs mains, la jouissance intégrale de son traitement.

M. Motono demande si le traitement visé par cet article et attribué au personnel religieux, médical et hospitalier, est le traitement donné par l'Etat duquel relève ce personnel. Il pense qu'on pourrait indiquer qu'il s'agit ici du traitement appliqué dans l'armée et dans la marine du gouvernement capteur.

M. Renault verrait des inconvénients à l'adoption de cette formule qui exposerait, dans certains cas, le personnel intéressé à ne recevoir aucun traitement. La rédaction proposée par le Comité n'a fait d'ailleurs que reproduire le texte de 1868.

Aucun membre n'appuyant la proposition de M. Motono, le Président donne lecture de l'article 8 ainsi conçu:

Art. 8. Les marins et militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

M. Motono rappelle qu'il avait, dans une précédente séance, exposé les vues de son Gouvernement au sujet du cas spécial du transport par mer des blessés et malades de l'armée de terre. Il remercie le Comité de Rédaction de la précision avec laquelle il a transcrit ces idées et il demande l'insertion au procès-verbal de cette séance du passage du rapport, relatif à cette question, et qui est conçu dans les termes suivants:

„Dans les dispositions que le Comité soumet à la Sous-Commission, il est parlé des blessés, malades et naufragés, non des victimes de la guerre maritime. Cette dernière expression, vraie dans la plupart des cas, ne le serait pas toujours et doit, pour ce motif, être écartée. Les règles prévues s'appliquent du moment qu'il y a des blessés et des malades à bord de bâtiments de mer, sans qu'il y ait à rechercher si c'est en mer ou sur terre, que la blessure a été faite ou que la maladie s'est déclarée. Par conséquent, si un bâtiment est affecté au transport par mer de blessés ou de malades de l'armée de terre, ce bâtiment, ces blessés et ces malades seront régis par les dispositions de notre projet. A l'inverse, il est bien évident que, si des marins blessés ou malades sont débarqués et placés dans une ambulance ou dans un hôpital, la Convention de Genève s'appliquera pleinement en ce qui les concerne.“

Cette remarque nous paraît suffire pour donner satisfaction aux observations présentées dans la Sous-Commission et nous ne croyons nullement nécessaire d'insérer une disposition spéciale à ce sujet.“

Le Président dit qu'il sera fait droit à la demande de M. Motono, et déclare l'art. 8 adopté.

Il donne lecture de l'art. 9 ainsi conçu:

Art. 9. Les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant, qui tombent au pouvoir de l'autre, sont prisonniers de guerre. Il appartient au vainqueur de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays, ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

M. Asser demande qu'on supprime le mot „vainqueur.“ On pourrait peut-être le remplacer par le mot „capteur.“

M. Renault explique que si le Comité a adopté cette expression, c'est faute d'en avoir trouvé une plus satisfaisante.

Dans son opinion, le vainqueur est le belligérant qui se trouve, par les circonstances de la guerre, avoir vis à vis du bâtiment hospitalier qu'il rencontre le droit et l'autorité du plus fort.

On ne pourrait le qualifier de capteur puisqu'il n'a pas le pouvoir de capturer.

Le Président suggère la rédaction suivante: „Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à ce dernier de décider etc.“

Cet amendement est adopté.

M. Motono demande si, en indiquant que „les prisonniers ainsi

rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre, "on a entendu viser seulement le service de guerre et non celui que pourraient remplir ces prisonniers dans les bureaux, les ambulances, etc.

M. Renault dit qu'on s'est servi de l'expression traditionnelle qui vise, d'après lui, uniquement le service de combattant.

M. Motono observe qu'on doit envisager cependant d'autres genres de services et il demande qu'on prenne acte de sa question.

M. Rolin appuie la manière de voir de M. Motono et il rappelle que l'art. 6 alinéa 3, de la Convention de Genève de 1864 porte la formule: reprendre les armes, qui lui paraît plus précise que celle de servir, adoptée par le Comité de rédaction. Il ajoute que, d'ailleurs, la troisième phrase de l'art. 9 proposé ne semble répondre à aucune utilité pratique et il en demande la suppression pure et simple.

M. Motono se joint à cette proposition et, pour le cas où elle ne serait pas adoptée, il demande subsidiairement que la Sous-Commission remplace le mot servir par la formule reprendre les armes, adoptée en 1864.

Après un échange de vues entre MM. Rolin, Renault et Mahan, sur les avantages et les inconvenients que pourrait présenter, au point de vue humanitaire et pratique du traitement des blessés et malades, prisonniers de guerre, la suppression de la dernière phrase de l'article 9, le Président soumet au vote nominal la proposition de M. Rolin.

Ont voté pour la suppression: la Belgique, la Chine, le Japon, le Siam.

Ont voté contre: l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suède et Norvège et la Turquie.

S'est abstenu: la Suisse.

Le Président dit que par 15 voix contre 4, et une abstention, la Sous-Commission a décidé de maintenir la dernière phrase de l'art. 9.

Il met aux voix la proposition subsidiaire de M. Motono relative au remplacement du mot servir par la formule reprendre les armes.

Avant le vote, M. Siegel déclare qu'il est d'avis de conserver la rédaction actuelle.

Ont voté pour le maintien de cette rédaction: l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Chine, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et Norvège.

Ont voté contre: les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la France, le Japon, la Roumanie, la Serbie, le Siam, la Turquie.

S'est abstenu: la Suisse.

Le Président dit que la Sous-Commission a donc décidé par 11 voix contre 8 et une abstention de ne pas adopter la proposition formulée par M. Motono et dont il espère cependant qu'on tiendra compte lors de la révision de la Convention de Genève.

M. Mahan appelle l'attention de la Sous-Commission sur le cas où les prisonniers, visés par l'article 9, auraient fait l'objet d'un échange.

M. Affer dit que le rapport pourra tenir compte utilement de cette préoccupation.

Le Président déclare l'art. 9 adopté sous réserve de l'amendement voté et donne lecture de l'art. 10, ainsi conçu:

Art. 10. Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront y être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat, dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

M. le Comte de Grelle Rogier fait observer que le texte de cet article se trouve en contradiction avec une disposition qui a été adoptée par la deuxième Sous-Commission sur l'initiative de Son Exc. M. Beernaert et M. le Général Mounier.

Il s'agit de l'art. 55 de la Déclaration de Bruxelles, lequel est ainsi conçu:

Art. 55. L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou blessés ne peuvent être rendus qu'à leur pays d'origine.

M. le Comte de Grelle Rogier pense que cette disposition, rapprochée de l'article 10 proposé, stipulerait pour les blessés et malades une différence de traitement qui ne saurait se justifier. En effet, en vertu du premier texte, ces blessés et malades pourraient être remis en liberté; en vertu de l'autre, ils pourraient être retenus comme prisonniers de guerre.

Il trouve excessif en outre de forcer un Etat neutre à recevoir, hospitaliser et interner les blessés et malades qu'il conviendrait à un belligérant de déposer sur son territoire. Il propose en conséquence de modifier l'article 10 dans le sens suivant:

„Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, ne pourront être rendus qu'à leur pays d'origine. Les frais d'hospitalisation seront supportés par l'Etat dont relèvent ces naufragés, blessés ou malades.“

M. Renault dit que le Comité de rédaction a formulé l'art. 10 d'une manière distincte et sans chercher à établir une comparaison avec les dispositions adoptées par la deuxième Sous-Commission. La différence de traitement signalée par M. de Grelle Rogier est évidente, mais elle peut répondre à une différence de situation. Il y a des cas où l'on doit pouvoir permettre le débarquement des blessés et malades et ces cas sont généralement plus urgents dans la guerre maritime que dans la guerre terrestre. De plus, il ne faut pas oublier que la Sous-Commission doit

envisager un cas dont l'Acte de Bruxelles n'a pas eu à s'occuper, c'est celui des naufragés. S'ils sont valides et débarqués dans un port neutre, celui-ci doit être obligé de les garder. En résumé, l'article 55 ne pourrait s'appliquer à toutes les hypothèses de la guerre maritime.

M. Rolin pense qu'indépendamment des cas déjà prévus par l'art. 10, il faut envisager celui du simple passage de blessés et de malades sur territoire neutre, et il précise, dans cette hypothèse, les droits et les obligations des neutres. On peut admettre qu'un Etat neutre permette d'emprunter son territoire pour ramener des blessés et des malades militaires dans leur propre pays, mais il violerait les devoirs de sa neutralité en permettant qu'ils soient conduits à travers le territoire neutre dans un pays où ils deviendraient prisonniers de guerre. M. Rolin propose en conséquence, pour maintenir l'harmonie entre l'art. 55 du Règlement de la Guerre sur terre et le présent art. 10, d'ajouter au dit article un paragraphe additionnel ainsi conçu :

„Une fois admis sur territoire neutre, les naufragés, malades et blessés ne peuvent être rendus qu'à leur pays d'origine“.

M. Rolin croit que par l'adoption de cette disposition additionnelle il serait fait droit en même temps à l'observation de M. de Grelle Rogier.

Le Président suggère de renvoyer l'étude de ces diverses propositions au Comité de rédaction, qui s'efforcera de mettre en harmonie, dans la mesure du possible, l'article 10 avec les articles 53 et 55 de l'Acte de Bruxelles. Il dit qu'à la prochaine séance, fixée à jeudi matin, le Comité apportera des rédactions définitives qui permettront, si elles sont adoptées, de consigner l'œuvre de la Sous-Commission dans un projet de convention absolument complet et prêt à entrer en pratique si les circonstances l'exigeaient.

La séance est levée.

Cinquième Séance.

15 juin 1899.

Présidence de M. Asser.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu et adopté.

Le Président dit qu'il a reçu de son auteur une publication récente que M. Ferguson, ancien ministre-résident des Pays-Bas en Chine, vient de faire paraître sur les matières qui ont occupé la Conférence et en particulier sur l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève.

M. Asser recommande cet ouvrage à l'attention de la Sous-Commission et il met à sa disposition l'exemplaire qu'il possède.

Le Président rappelle que dans la séance précédente, la Sous-Commission a arrêté le texte définitif des articles 1 à 9 et qu'il reste à statuer sur la matière de l'art. 10.

Il croit utile, avant d'ouvrir la discussion sur cet article, de prier le rapporteur de faire connaître les modifications de rédaction, qu'à la suite de la dernière séance, il a introduites à la fois dans son rapport et dans le texte même des articles proposés.

M. Renault dit qu'en ce qui concerne le texte des articles, il a été amendé conformément aux décisions prises par la Sous-Commission. Il ne rappellera pas ces amendements, qui sont connus, mais il indiquera seulement deux modifications, dont l'initiative revient au Comité de rédaction:

1° à l'art. 10 on remplacera les mots:

„devront y être gardés“ par ceux: „devront être gardés“.

2° à l'art. 6 on ajoutera à la formule: „les bâtiments de commerce etc. „etc. portant. . . .“ les mots: „ou recueillant“ (des blessés, des malades, etc.).

En ce qui concerne le rapport lui-même, M. Renault dit que pour tenir compte du vœu exprimé par M. Tadema, le Comité a décidé d'insérer dans le milieu de la page 3 la mention suivante:

„La notification des noms des bâtiments hôpitaux militaires intéressent tout d'abord les belligérants; elle peut intéresser aussi les neutres, puisque, ainsi qu'il va être expliqué, une condition particulière est faite à ces bâtiments dans les ports neutres.

„Il est donc à désirer que les belligérants portent les noms de ces bâtiments à la connaissance des Etats neutres, quand ce ne serait que par une insertion dans leur journal ou recueil officiel.“

Pour donner satisfaction à certains doutes qui avaient été émis relativement à la situation des bâtiments-hôpitaux militaires dans les ports neutres, la mention suivante a été insérée dans le rapport (page 4):

„En dehors de l'ordre d'idées, qui vient d'être indiqué, ces bâtiments-hôpitaux militaires seront naturellement traités comme des bâtiments de guerre, notamment en ce qui concerne le bénéfice de l'extraterritorialité“

En vue de répondre à une préoccupation exprimée par M. Mahan au sujet de l'art. 9 et pour le cas où les prisonniers visés auraient fait l'objet d'un échange, le rapport contiendra (à la fin de la page 9) la mention suivante:

„Les blessés ou malades qui sont ainsi rendus à leur pays, ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Il va sans dire que s'ils viennent à être échangés, leur situation de prisonniers de guerre en liberté sur parole cesse et qu'ils reprennent leur liberté d'action.“

Le Président dit qu'on peut dès lors considérer le travail du Comité de rédaction comme complet.

M. Mahan rappelle qu'à la séance précédente il avait appelé l'attention de la Sous-Commission sur le cas d'un navire neutre, autre qu'un bâtiment hôpital, qui aurait recueilli accidentellement des combattants naufragés. Il aurait désiré qu'une règle spéciale fût insérée dans la convention en vue de cette hypothèse.

Il n'a pas réussi à rallier le Comité de rédaction à cette manière de voir.

Dans un esprit de conciliation, il ne croit pas devoir insister sur sa proposition et il est prêt à conseiller à son gouvernement d'accepter le texte des articles qui ont été proposés. Il persiste cependant à croire qu'il y aurait eu intérêt à combler la lacune qu'il avait signalée.

Le Président et M. Renault font remarquer à M. Mahan que l'art. 6 a été complété par une mention qui avait précisément pour objet de répondre à son observation.

M. Mahan répond que le changement introduit lui semble porter sur la situation des navires neutres, mais non sur celle des naufragés recueillis. Il déclare d'ailleurs de nouveau qu'il n'insiste pas sur sa proposition.

M. Motono fait à propos de l'art. 9, la déclaration suivante:

„Les dispositions du dernier alinéa de l'art. 6 de la Convention de Genève de 1864 et celles de l'art. 9 du projet en discussion sont contradictoires.

Dans le premier, les blessés et les malades sont couverts par la neutralité, tandis que dans le dernier ils sont traités comme prisonniers de guerre.

Trouvant les dispositions de l'art. 9 du présent projet plus conformes aux principes des lois de la guerre, nous désirions modifier les dispositions de l'art. 6 de la Convention de 1864 dans le sens de l'art. 9, à l'effet de mettre en harmonie les dispositions des deux articles précités.

Nous devons ajouter en outre que dans le cas où les deux dispositions susmentionnées resteraient sans modification, les Puissances insulaires comme le Japon se trouveraient dans une situation manifestement désavantageuse à l'égard des Puissances continentales.

En conséquence, si notre Sous-Commission est compétente pour modifier l'art. 6 de la Convention de Genève de 1864, nous nous proposons de soumettre à son examen un amendement dans le sens indiqué.

Dans le cas où notre Sous-Commission se déclarerait incompétente, nous nous réservons de proposer cette modification à la première occasion propice.

Nous avons l'honneur de prier M. le Président de mentionner la présente déclaration au procès-verbal.“

Le Président dit qu'il en sera ainsi fait.

Il propose de passer à l'art. 10 et en donne lecture:

Art. 10. Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

Le Président rappelle que la rédaction de cet article a fait l'objet de propositions et d'amendements présentés par MM. le Comte de Grelle Rogier et Rolin.

Il prie le rapporteur d'exposer à ce sujet les vues du Comité de rédaction.

M. Renault dit que le Comité a examiné longuement et consciencieusement l'art. 10 qui lui a été renvoyé avec les amendements précités et que le résultat de cet examen l'a conduit à maintenir unanimement le texte qu'il avait précédemment proposé.

Il lui a semblé que la Sous-Commission n'avait pas à s'occuper de combiner l'art. 10 avec les art. 53 et 55 de la Déclaration de Bruxelles.

En effet, ces textes prévoient deux situations différentes et qui, par conséquent, doivent être examinées et résolues séparément. On ne peut appliquer par assimilation à la guerre maritime les règles de la guerre continentale et il y a notamment pour les conditions de l'accès dans un port neutre, d'autres considérations à envisager que pour l'accès sur un territoire neutre.

Le Comité a cru qu'il était nécessaire, en vue de rendre le rôle du neutre aussi clair que possible et de prévenir des difficultés internationales, de l'obliger à garder les blessés, malades et naufragés qui auraient été débarqués dans un de ses ports. Il lui sera loisible de ne pas les admettre, mais du moment qu'il les aura admis, il est indispensable qu'il en conserve la garde.

Quant aux charges qui résulteront de ce chef pour l'Etat neutre, elles seront moins grandes qu'on ne paraît le supposer et l'évacuation de blessés à la suite d'un combat naval ne pourra jamais entrer en comparaison avec l'affluence de blessés qu'une bataille terrestre pourrait amener sur un territoire neutre voisin des opérations de guerre.

Dans tous les cas le neutre, s'il consent à recevoir dans son port un bâtiment chargé de blessés, sera indemnisé par l'Etat de qui relèvent ces blessés, de tous les frais occasionnés par leur internement et leur hospitalisation.

M. le Comte de Grelle Rogier ne comprend pas très bien la nécessité pour le Comité de rédaction d'insister sur le maintien intégral de l'art. 10.

Il a déjà fait ressortir la contradiction qui existe entre l'art. 55 de l'Acte de Bruxelles et cet art. 10. L'art. 9 prévoit un régime beaucoup plus avantageux. Ce que le Comité de rédaction désire, c'est que les blessés, les malades et les naufragés soient déclarés incapables de servir. Ce n'est pas une raison pour les garder indéfiniment sur le territoire neutre.

Le Comte de Grelle Rogier propose en conséquence de donner à l'art. 10 la forme suivante:

„Les naufragés, blessés ou malades qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, ne pourront être renvoyés qu'à leur pays d'origine et seront, dans ce cas, déclarés incapables de servir pendant toute la durée des opérations de guerre.

Les frais d'hospitalisation seront supportés par l'Etat dont ils relèvent.“

M. Renault fait remarquer qu'il n'y a pas à rapprocher les articles 9

et 10. Dans l'art. 9, c'est le belligérant qui renvoie les malades et blessés dans leur pays d'origine avec la condition de ne plus servir pendant la guerre. Quant au cas visé par l'article 10, on n'a pas admis comme en 1868 qu'en donnant la faculté de laisser les malades et les blessés libres sur parole, la disposition contient une garantie suffisante.

Le Comité de rédaction insiste sur le maintien du texte qu'il a proposé.

M. le Baron de Bildt appuie la proposition de M. le Comte de Grelle Rogier par d'autres considérations. C'est imposer un devoir trop lourd aux neutres que de les obliger à garder pendant toute la durée de la guerre les naufragés, blessés ou malades. Il faudrait trouver des garanties suffisantes sans exiger ce sacrifice des Puissances neutres.

M. Renault ayant fait observer que c'est cependant ce qui arrive dans une guerre continentale lorsqu'un corps d'armée battu pénètre sur le territoire neutre et qu'on l'y interne, M. le Comte de Grelle Rogier répond qu'il s'agit alors de combattants.

Le Président fait encore observer, en réponse à M. le Baron de Bildt, que le débarquement dans le port neutre dépend toujours du consentement de l'autorité locale.

M. Odier suggère, pour donner satisfaction au Comte de Grelle Rogier, de dire que les malades, blessés et naufragés reconnus incapables de servir pourront être, après guérison, renvoyés dans leur patrie.

M. Motono appuie la rédaction de M. Odier.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel voudrait être éclairé sur la façon dont on pourra reconnaître que la guérison des blessés et malades est accomplie et distinguer entre ceux qui pourront être rendus et ceux qui devront être gardés; il se déclare pour le maintien du texte proposé.

M. Corragioni d'Orelli est d'avis que l'exigence de l'article 10 est excessive. Il faut prévoir le cas d'une épidémie dans le port ou la ville d'internement, et laisser à l'Etat neutre, dans un intérêt sanitaire, la faculté de renvoyer les naufragés, blessés et malades dans leur pays d'origine.

M. Schéine insiste sur la difficulté de discerner entre les malades aptes à servir et les autres. Ce n'est pas le service comme combattant seulement qu'on peut viser. L'intégrité des membres par exemple n'est pas nécessaire pour le service des sémaphores, l'ajustement des torpilles etc.

Le Président dit qu'on pourrait faire intervenir les autorités médicales du pays neutre où les malades et blessés sont internés, en ajoutant les mots: „reconnus incapables de servir par les autorités médicales neutres.“

M. Odier dit que ce système est déjà mis en pratique par la Convention de Genève, et il donne lecture de l'article 6 de cette Convention.

M. Schéine fait observer que cet article vise la guerre de terre dont les conditions sont bien différentes de la guerre maritime.

M. l'Amiral Fisher est d'avis de maintenir intégralement le texte de l'art. 10 arrêté par le Comité de rédaction.

M. le Baron de Bildt trouve la proposition de M. de Grelle Rogier

d'autant plus acceptable que cette rédaction propose pour l'art. 10 une condition qui a été acceptée pour l'art. 9.

M. Schéine n'est pas de cet avis. D'après l'un des articles, les prisonniers sont rendus par la volonté des belligérants; d'après l'autre, ils sont remis entre les mains du neutre qui est moins compétent pour décider de leur sort que le belligérant.

Après un échange de vues sur la position de la question, le Président met aux voix le maintien intégral de l'art. 10.

10 Etats votent pour ce maintien; savoir: l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie et la Turquie.

Ont voté contre: les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Chine, le Danemark, l'Espagne, le Japon, le Siam, la Suède et Norvège et la Suisse.

Le Président constate que l'Assemblée adopte la rédaction intégrale proposée par le Comité pour l'art. 10.

Le Président félicite la Sous-Commission du résultat de ses travaux que l'on peut considérer comme très-satisfaisant.

Il dit qu'il faut maintenant se préoccuper d'examiner la procédure suivant laquelle cette œuvre sera soumise à la Conférence.

Doit-on suivre la filière ordinaire, c'est-à-dire présenter un rapport à la deuxième Commission plénière, qui devra ratifier par un vote les décisions de la Sous-Commission; ou y a-t-il lieu, pour gagner du temps, d'éviter cette formalité et de porter directement devant la réunion plénière de la Conférence, le résultat des travaux de la Sous-Commission?

Le Président pense que cette dernière suggestion ralliera tous les suffrages et il demande que la Sous-Commission lui donne le mandat formel de demander au Président de la Conférence et au Président de la deuxième Commission l'autorisation de présenter à la Conférence le rapport de la Sous-Commission et le texte des articles adoptés.

M. Affer ajoute que, dans son opinion, le vote de ratification, qui sera donné par la Conférence devrait avoir un caractère moins platonique que celui d'un simple vœu; il serait désirable qu'on pût, sans attendre, faire entrer l'œuvre de la Sous-Commission dans le droit positif international en la consignant dans une convention. Cette convention pourrait être signée à la Haye même, par les plénipotentiaires des Puissances représentées et dans les mêmes conditions de forme, par rapport à la ratification et l'entrée en vigueur, que celles observées lors de la conclusion dans cette ville, le 14 novembre 1896, de la Convention de droit international privé.

M. le Rapporteur du Comité de rédaction, qui partage cette manière de voir, a déjà rédigé le préambule, qui devrait précéder éventuellement la convention et qui pourrait être conçu dans les termes suivants:

„Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, etc., etc., etc., également animés du désir d'adoucir autant qu'il dépend d'eux les maux inséparables de la guerre et voulant dans ce but adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont résolu de conclure une convention à cet effet; etc. etc.“

M. Motono propose de remplacer dans ce préambule les mots „adapter à la guerre maritime,“ par ceux: „compléter les principes de la Convention de Genève,“ qui lui paraissent plus larges et d'une application plus générale.

M. le Baron de Bildt demande si l'on a songé à rédiger également le paragraphe final de la Convention à conclure, notamment en ce qui touche la clause d'accession, la durée du temps admis pour la ratification etc.

M. Renault dit qu'en ce qui concerne le préambule, il ne croit pas utile d'adopter la formule suggérée par M. Motono, qui pourrait prêter à une interprétation trop large peut-être.

En ce qui concerne l'observation du Baron de Bildt, il propose de confier au Comité de rédaction le soin de préparer, de concert avec le Président, un texte diplomatique complet et il demande que le Baron de Bildt veuille bien lui apporter son concours.

M. le Baron de Bildt dit qu'il se met volontiers à la disposition du Comité de rédaction.

Sur une observation de l'Amiral Fisher, le Président fait remarquer que le rapport du Comité de rédaction aura, par rapport à la Convention, une force interprétative analogue à celle qu'on attribue à l'exposé des motifs d'un projet de loi.

M. Corragioni d'Orelli appelle l'attention sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les Gouvernements des pays très éloignés fussent mis à même d'examiner et d'accepter la Convention en connaissance de cause et il demande s'il ne conviendrait pas de tenir compte de cette nécessité, soit en laissant ouvert le protocole de signature, soit par tout autre moyen.

Noury Bey suggère d'admettre que l'instrument pourrait être signé „ad referendum,“ ce qui laisserait aux Gouvernements intéressés toute latitude pour accepter ou refuser la Convention.

M. le Baron de Bildt, appuyé par M. Corragioni d'Orelli, signale les inconvénients que présente dans la pratique la signature d'un acte „ad referendum.“ Il est d'avis que la Convention ne devrait être signée que par les plénipotentiaires qui sont autorisés à le faire sans réserves. Les autres Etats auront la faculté d'y adhérer ultérieurement et tous devront s'engager à la ratifier dans le plus bref délai possible. Cette dernière condition paraît au Baron de Bildt indispensable pour éviter des difficultés et des retards dans la ratification.

Le Président rappelle qu'au début des travaux de la deuxième Commission un débat a été soulevé pour savoir si elle était compétente pour reviser la Convention de Genève.

La Commission a répondu négativement. Il serait cependant désirable de formuler le désir que la Convention de Genève fût revisée dans un délai rapproché.

Le Président donne lecture du texte d'un vœu qu'il propose de soumettre à la Conférence à ce sujet:

„La Conférence de la Haye, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le gouvernement fédéral suisse pour la révision de

la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette Convention".

M. Schéine demande qu'il soit entendu que cette révision devra se faire sans toucher au travail actuellement accompli.

Le Président est d'avis qu'il serait très utile de faire entrer ce travail dans la nouvelle convention et de réunir dans un Code unique tout l'ensemble des dispositions adoptées sur la matière.

Toutefois, pour le cas où — ce qu'à Dieu ne plaise — une guerre maritime viendrait à éclater avant la révision de la Convention de Genève, il y aurait un véritable intérêt à ce qu'un traité spécial fût signé sans attendre que cette révision fût réalisée.

M. Renault insiste, dans l'intérêt de l'œuvre accomplie à la Haye, pour qu'on lui conserve son caractère spécial et distinct.

Il faudrait, suivant lui, se garder de la rattacher actuellement à la révision de la Convention de Genève : on risquerait par là d'ajourner à une date indéterminée la mise en pratique des résolutions qui viennent d'être adoptées.

M. Odier est d'avis que la Sous-Commission est parfaitement compétente pour émettre le vœu proposé par le Président, sans qu'il soit nécessaire de lier les deux questions, c'est-à-dire la Convention, qui contiendra l'œuvre de cette Sous-Commission, et le vœu à exprimer pour réviser la Convention de Genève.

M. le Général Thaulow se rallie aux vues exprimées par M. Odier. La Sous-Commission est compétente pour proposer la révision dans le plus bref délai.

Le Président, résumant la discussion, constate qu'il a obtenu de la Sous-Commission le mandat d'insister pour qu'on fasse entrer dans le droit positif le texte des articles votés par la Sous-Commission et de tâcher de faire signer une convention à cet effet.

A la suite de cet échange d'observations, le Président dit que la Sous-Commission va se séparer après avoir terminé ses travaux. Les résultats qu'elle a obtenus constituent une réforme importante dans l'intérêt de l'humanité. Depuis 1868, on a, à différentes reprises, exprimé le vœu de voir adapter aux guerres maritimes les dispositions additionnelles à la Convention de Genève. Grâce à la bonne volonté et à l'esprit de conciliation apportés par tous dans cette Sous-Commission, ce vœu sera bientôt réalisé et l'on doit se féliciter d'avoir réussi à établir une entente sur des matières qui présentent un intérêt humanitaire aussi élevé.

M. Affer ajoute qu'il se fait un devoir et un plaisir d'adresser des remerciements aux secrétaires de la Sous-Commission, qui ont apporté, dans leur tâche souvent difficile, un zèle et un dévouement remarquables (Applaudissements.)

M. l'Amiral Fisher dit que la Sous-Commission tiendra à offrir l'expression de sa reconnaissance à son éminent Président, qui a guidé ses travaux avec sa haute compétence et un esprit bienveillant et impartial auquel l'Assemblée est heureuse de rendre hommage. (Applaudissements).

M. l'Amiral Fisher ajoute qu'il s'associe pleinement aux remerciements que le Président a bien voulu adresser aux secrétaires, au nom de la Sous-Commission.

Le Président dit qu'il est très touché des sentiments qui viennent d'être exprimés à son égard.

Sa tâche lui a été rendue facile et agréable par la bienveillance de tous ses collègues et il saisit volontiers cette occasion pour les en remercier sincèrement.

Il déclare la séance levée.

Deuxième Sous-Commission.

Première Séance.

25 mai 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le Président expose qu'il lui paraît utile et désirable dans l'intérêt des travaux de la Sous-Commission de ne point commencer l'examen du Projet de la Déclaration de Bruxelles de 1874, concernant les lois et coutumes de la guerre, à l'article premier mais de prendre d'abord en considération les dispositions contenant les principes les plus généralement reconnus. Dans cet ordre d'idées il propose d'étudier en premier lieu les articles traitant des prisonniers de guerre.

A la suite d'observations de M. le Général Mounier et de Son Exc. M. Eyschen, qui font ressortir l'utilité de connaître d'avance l'ordre dans lequel les différents articles seront discutés, la Sous-Commission décide, conformément aux propositions de M. de Martens, de distribuer le travail de la manière suivante et d'examiner les dispositions dudit Projet dans l'ordre indiqué ci-après:

- 1° Des prisonniers de guerre (art. 23—art. 34).
- 2° Des capitulations (art. 46) et De l'armistice (art. 47—art. 52).
- 3° Des parlementaires (art. 43 et 44).
- 4° Du pouvoir militaire à l'égard des personnes privées et De contributions et des réquisitions (art. 36—art. 42).
- 5° Des malades et des blessés (art. 35) et l'article 56, dispositions dont, ainsi que le font observer M. Rolin et M. le Chevalier Descamps, l'examen pourra avoir lieu plus utilement, quand seront connus les résultats des délibérations de la première Sous-Commission en tant qu'elles se rattachent à cette matière.
- 6° Des espions (art. 19—art. 22).
- 7° Des moyens de nuire à l'ennemi (art. 12—art. 14) et Des sièges et bombardements (art. 15—art. 18).
- 8° Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres (art. 53—art. 55).

9° De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi (art. 1—art. 8).

10° Qui doit être reconnu comme partie belligérante; des combattants et des non-combattants (art. 9—art. 11).

M.M. le Général Mounier, Lammasch et plusieurs autres membres désirant un délai pour se préparer plus amplement à la discussion, la séance est levée.

Deuxième Séance.

27 mai 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la première séance est adopté.

Le Président annonce que M. Rolin a bien voulu se charger des fonctions de rapporteur de la Sous-Commission.

Avant de discuter les articles du programme, M. de Martens croit nécessaire de faire une déclaration.

En 1874, le Gouvernement russe a soumis un projet à la Conférence de Bruxelles. Les vues du Gouvernement Impérial restent les mêmes. Il ne s'agit pas, d'après lui, d'établir un code scientifique international, mais de s'entendre par rapport à une base commune de toutes les instructions que les Gouvernements donneront à leurs armées et qui seront obligatoires en temps de guerre. Il se développera ainsi un droit de guerre universel ou du moins Européen. Chaque Gouvernement n'aura à prendre qu'un engagement, celui de donner à ses armées des instructions identiques sur cette base.

S. E. M. Beernaert fait observer que ce serait là une façon indirecte d'établir une convention internationale.

Le Président remarque qu'il suffira d'un seul article à insérer au début de la déclaration pour constater l'engagement pris dans le sens susindiqué, c'est-à-dire de donner, sur une base identique, des instructions uniformes à ses armées. Cette base sera constituée par la déclaration de Bruxelles, révisée et modifiée à la suite d'une discussion libre et détaillée à la présente Conférence. La formule de l'engagement susmentionné pourrait être déterminée plus tard.

L'ordre du jour porte l'examen du chapitre: „Des Prisonniers de Guerre“.

Le Président, avant d'ouvrir la discussion, dit que, bien entendu, une seconde lecture se fera de tous les articles.

S. E. M. Beernaert attire l'attention sur une brochure, qui sera distribuée aux membres et qui porte le titre: „Projet de Règlement international sur les Prisonniers de guerre“. Il estime que certaines idées de cette brochure pourront être utilisées dans la discussion et il présentera, au nom de la Délégation belge, des amendements fondés sur ces idées.

Il est donné lecture de l'article 23 du Projet de Bruxelles:

Les prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés.

Ils sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires.

Tout ce qui leur appartient personnellement, les armes exceptées, reste leur propriété.

Sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, l'alinea 4 de l'article 23 est reporté à l'article 28, dont il formera le second alinéa.

Après un échange d'idées entre Son Exc. M. Beernaert, M. Renault et M. Lammasch, ce dernier propose d'ajouter au mot „armes“ dans l'alinea 5 : „et tout ce qui sert directement au but de la guerre“.

Sur la proposition de M. le Général Zuccari l'alinea 4 sera formulé comme suit:

„Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.“

S. E. M. Beernaert propose de stipuler par une disposition expresse que les commandants en chef peuvent autoriser les officiers à garder leurs épées.

M. Renault ne pense pas qu'il y ait lieu de mentionner ici ce qu'un belligérant peut faire. Il s'agit seulement de déterminer ce qu'il doit faire.

M. Lammasch estime qu'il serait utile de supprimer la définition des prisonniers de guerre, contenue dans l'alinea premier. Le mot „désarmés“, ne figurant plus dans l'article, il ne serait pas nécessaire de faire une réserve expresse quant aux épées des officiers.

Sur la proposition du Président la rédaction suivante est adoptée:

„Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais „non des individus ou des corps qui les ont capturés.“

Ils doivent être traités avec humanité.“

„Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux, „et les papiers militaires, reste leur propriété.“

L'article 24 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles:

Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais il ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Il est donné lecture des articles 25 et 26.

Article 25. Les prisonniers de guerre peuvent être employés à certains travaux publics qui n'aient pas un rapport direct avec les opérations sur le théâtre de la guerre, et qui ne soient pas exténuants ou humiliants pour leur grade militaire, s'ils appartiennent à l'armée, ou pour leur position officielle ou sociale, s'ils n'en font point partie.

Ils pourront également, en se conformant aux dispositions réglementaires à fixer par l'autorité militaire, prendre part aux travaux de l'industrie privée.

Leur salaire servira à améliorer leur position ou leur sera compté au

moment de leur libération. Dans ce cas, les frais d'entretien pourront être défaqués de ce salaire.

Article 26. Les prisonniers de guerre ne peuvent être astreints d'aucune manière à prendre une part quelconque à la poursuite des opérations de la guerre.

Ces articles sont adoptés en principe.

S. E. M. Beernaert suggèrera cependant à la prochaine séance une nouvelle rédaction.

Il est donné lecture de l'article 27:

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre se charge de leur entretien.

Les conditions de cet entretien peuvent être établies par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

A défaut de cette entente, et comme principe général, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture et l'habillement sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

S. E. M. Beernaert propose de remplacer: „le Gouvernement se charge par „le Gouvernement est chargé“ et d'intercaler entre les mots: „la nourriture et l'habillement“ ceux de: „le couchage“.

Ces propositions et l'article ainsi amendé sont adoptées.

Il est donné lecture de l'article 28:

Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans l'armée au pouvoir de laquelle ils se trouvent.

Contre un prisonnier de guerre en fuite il est permis, après sommation, de faire usage des armes. Repris, il est passible de peines disciplinaires ou soumis à une surveillance plus sévère.

Si, après avoir réussi à s'échapper, il est de nouveau fait prisonnier, il n'est pas possible d'aucune peine pour sa fuite antérieure.

Après un échange de vues entre M. le Général Zuccari et Son Exc. M. Beernaert, la Sous-Commission décide de modifier ainsi le paragraphe premier: „les prisonniers de guerre sont soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent“.

L'alinéa second sera constitué par l'ancien alinéa quatre de l'article 23.

Etant donné la nouvelle rédaction de l'alinéa premier, la première partie de l'alinéa second est supprimée.

M. Lammesch propose d'ajouter à l'article 28 alinéa 2 (ancien alinéa 4 de l'article 23) les mots: „Ne sera pas considérée comme insubordination la tentative de fuite et le refus d'accomplir des actes auxquels ils ne doivent être astreints“.

Cette proposition n'est pas adoptée.

Dans une discussion engagée entre MM. le Colonel Gilinsky, Lammesch, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Son Exc. M. Beernaert, le Chevalier Descamps et Rolin, trois opinions ont été émises sur la question du traitement des prisonniers de guerre évadés:

1° M. Lammasch est d'avis, étant donné le conflit de devoirs qui existe pour un prisonnier de guerre, qu'il ne faut le soumettre à aucune peine, même disciplinaire, pour tentative d'évasion. Il propose de rayer dans l'alinéa 3 (ancien alinéa 2) les mots: „passibles de peines disciplinaires ou“ et de supprimer entièrement l'alinéa 3 ancien, commençant par les mots: „Si après avoir réussi“.

2° M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach signale l'anomalie de cet article, qui soumet à des peines disciplinaires les prisonniers de guerre dont l'évasion n'a pas réussi et ne punit pas ceux qui ont réussi à s'enfuir; ces premiers sont passibles d'une peine, au contraire des seconds; c'est une prime à l'habileté.

3° M. le Colonel Gilinsky est d'avis que des peines disciplinaires ne seront pas suffisantes pour réprimer les tentatives d'évasion et qu'il faudrait soumettre les délinquents à un tribunal de guerre. Il remarque qu'il paraît peu pratique de limiter à une peine disciplinaire la punition infligée pour la fuite d'un prisonnier de guerre. On ne pourra donner une forte garde aux prisonniers de guerre sous peine de diminuer le nombre des combattants; et avec une faible garde il sera toujours facile de fuir. Des individus habiles ne profiteront-ils pas de l'impunité presque complète pour pratiquer des évasions répétées et transmettre de la sorte à leur armée des renseignements sur l'ennemi.

M. Rolin fait observer qu'à la Conférence de Bruxelles on a été unanimement d'avis que l'alinéa premier serait applicable aux crimes connexes à la tentative d'évasion, tels que l'assassinat de gardiens.

La Sous-commission adoptant cette opinion, M. Gilinsky n'insiste pas sur sa proposition mais sous la réserve expresse que les autorités militaires en cas de crimes connexes à la tentative d'évasion, appliqueront non des peines disciplinaires, mais feront juger les coupables selon les lois militaires en vigueur chez l'état capteur.

S. E. M. Beernaert propose enfin la rédaction suivante:

„Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée, sont passibles de peines disciplinaires.“

„Les prisonniers, qui après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.“

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose d'ajouter après le mot „armée“, ceux de „ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés“.

La rédaction proposée par Son Exc. M. Beernaert et l'amendement du Colonel de Gross de Schwarzhoff réunissent l'assentiment général et les deux derniers alinéas de l'article, ainsi rédigés, sont adoptés.

L'article 29 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles:

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Il est donné lecture de l'article 30:

L'échange de prisonniers de guerre est réglé par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

Cette disposition, sur la proposition de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, est supprimée comme étant superflue.

Il est donné lecture de l'article 31:

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement ne doit ni exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Cet article est adopté sauf substitution des mots: „est tenu de n'exiger“ à ceux de: „ne doit ni exiger.“

L'article 32 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles:

Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint d'accepter sa liberté sur parole; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Il est donné lecture de l'article 33:

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, peut être privé des droits de prisonnier de guerre et traduit devant les tribunaux.

Sur une observation du Colonel de Gross de Schwarzhoff on décide d'intercaler les mots: „ou contre ses alliés“ après: „engagés d'honneur.“

A propos de l'article 34, des rédactions différentes ont été proposées par M.M. Odier, Lammash, Beernaert et Rahusen.

Etant donné l'accord sur le fond, le Président propose que ces délégués veuillent bien s'entendre sur la formule à donner à l'article 34.

La séance est levée.

Troisième Séance.

30 mai 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la deuxième séance est lu et adopté.

Avant d'entamer les délibérations, le Président dit qu'il est bien entendu qu'en discutant les stipulations de la Déclaration de Bruxelles les délégués sont censés n'exprimer que leur opinion personnelle sans engager aucunement leurs Gouvernements respectifs.

Il est donné lecture de la rédaction des articles 25 et 26, proposée par Son Exc. M. Beernaert et formulée comme suit:

„L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre

selon „leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne peuvent être excessifs; ils ne peuvent avoir de rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec le ministère de la guerre.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.“

Le Président fait observer, que la rédaction proposée ne change rien à l'idée qui a inspiré les deux articles du Projet de la Déclaration de Bruxelles de 1874. Mais elle offre l'avantage de donner satisfaction aux opinions émises dans la séance précédente.

M. Rolin propose de remplacer les mots: „ministère de la guerre“ par: „l'autorité militaire.“

La rédaction ainsi amendée est adoptée.

Il est donné lecture de l'article 34 du Projet de 1874:

Peuvent également être faits prisonniers les individus qui, se trouvant auprès des armées, n'en font pas directement partie, tels que: les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, etc., etc. Toutefois, ils doivent être munis d'une autorisation émanant du pouvoir compétent et d'un certificat d'identité.

Le Président fait remarquer, que la Sous-Commission se trouve en présence de trois propositions.

1° Celle de MM. Odier et Lammash tendant à reprendre la discussion de l'article 23, déjà adopté et à lui donner la rédaction suivante:

„Les individus qui font partie des forces armées belligérantes, s'ils tombent au pouvoir de l'ennemi, doivent être traités comme prisonniers de guerre.

Il en est de même des porteurs de dépêches officielles accomplissant ouvertement leur mission et des aéronautes civils chargés d'observer l'ennemi ou d'entretenir les communications entre les diverses parties de l'armée ou du territoire.

Les personnes qui suivent une armée, sans en faire partie, telles que les correspondants des journaux, les vivandiers, les fournisseurs et autres individus de condition analogue, si elles sont munies d'une autorisation émanant du pouvoir compétent et d'un certificat d'identité, seront de même traitées comme prisonniers de guerre.“

Si cette proposition est adoptée l'article 23 actuel deviendrait l'article 24 et l'article 34 actuel devrait être supprimé.

2° La proposition séparée, présentée par M. Lammash pour le cas où la première proposition ne serait pas adoptée. Cette rédaction de l'article 34 a un aspect plus simple et est conçue comme suit:

„Auront le même droit d'être traitées comme prisonniers de guerre d'autres personnes qui se trouvent auprès des armées, les correspondants des journaux, les vivandiers, les fournisseurs et autres gens de condition analogue, s'ils sont munis d'une autorisation émanant du pouvoir compétent et d'un certificat d'identité.“

3° Celle de M. Rolin, laquelle a également le mérite d'être simple et présente en outre l'avantage d'éviter la définition du terme „prisonnier de guerre“, définition très difficile à formuler et que, dans la séance précédente, on était convenu de supprimer.

Cette rédaction a la teneur suivante:

„Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, bénéficieront du traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.“

Le Président croit que la rédaction de M. Rolin est conforme tant au sens de l'art. 34 actuel, qu'aux observations qui ont été formulées dans la séance précédente.

M. Odier n'insiste pas sur le maintien de sa proposition. Il explique que sa principale objection à l'art. 34 du Projet de Bruxelles était fondée sur le mot „également“, qui impliquerait la nécessité de dire d'abord qui peuvent être faits prisonniers de guerre.

La proposition de M. Rolin est acceptée sans discussion.

Il est donné lecture des articles additionnels au chapitre „des prisonniers de guerre“, proposés par Son Exc. M. Beernaert.

Art. I.

„Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernant, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

„Le bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.“

Art. II.

„Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays, et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants,

pour elles et pour leurs agents, dûment accrédités, les facilités nécessaires, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour qu'elles puissent accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.“

Art. III.

„Les bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis-postaux destinés au prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.“

„Les dons et secours en nature distinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et d'autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.“

Art. IV.

„Les officiers prisonniers pourront recevoir, par l'intermédiaire d'une Puissance neutre, le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements nationaux, à charge de remboursement par leur Gouvernement.“

Art. V.

„Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.“

Art. VI.

„Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.“

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.“

Art. VII.

„Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.“

Aucun prisonnier ne pourra être retenu, ni sa libération différée pour des condamnations prononcées ou des faits intervenus depuis sa capture, si ce n'est pour crimes ou délits du droit commun“.

S. E. M. Beernaert expose le but humanitaire et charitable que vise sa proposition. Les bureaux de renseignements ne sont pas une institution nouvelle; ils ont fonctionnés déjà en 1866 et 1870. Ils font

l'objet de l'art. I. L'article II demande que certaines facilités soient accordées aux sociétés dues aux initiatives particulières.

Les articles I et II sont adoptés.

En ce qui concerne l'article III, S. E. M. Beernaert admet que la proposition pourrait être jugée un peu trop large; en ce cas, il conviendrait de la transformer en un simple vœu à insérer au procès-verbal.

M. Lammesch désirerait voir adopter la proposition comme article. Il expose qu'en comparaison des frais énormes d'une guerre, les dépenses qu'entraînerait pareille disposition, d'un si grand intérêt pour soulager les maux des prisonniers, seraient insignifiantes.

S. E. M. Beernaert, en remerciant M. Lammesch de son appui, rappelle qu'en 1870 des milliers de prisonniers n'ont pu être mis en possession de leurs lettres et des dons de leurs parents faute de pouvoir en acquitter le port. Il a suffi, par exemple, d'un envoi charitable peu considérable, pour faire entrer les prisonniers français à Königsberg en possession de leur correspondance consistant en plusieurs milliers de lettres.

M. le Général den Beer Poortgael appuie la proposition de M. Lammesch.

L'article III est adopté à l'unanimité.

A propos de l'art. IV, M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose de supprimer les mots:

„par l'intermédiaire d'une Puissance neutre.“

Cette disposition peut donner lieu à des complications; en outre, elle est superflue, puisque le bureau de renseignements institué par l'art. I peut se charger de ce soin.

L'amendement est accepté par Son Exc. M. Beernaert et l'article, ainsi amendé, est adopté.

Les articles V et VI sont adoptés.

En ce qui concerne l'article VII, M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose d'en supprimer le second alinéa, comme étant de nature à entraver l'exercice de la discipline qui doit être maintenue et entourée de sanctions suffisantes jusqu'au dernier jour de la captivité des prisonniers de guerre.

S. E. M. Beernaert accepte l'amendement. Le premier alinéa de l'art. VII est adopté.

Le Président remercie M. Beernaert de son initiative qui a donné lieu à l'adoption des dispositions additionnelles si importantes et d'un grand intérêt humanitaire.

On passe à l'examen des chapitres intitulés „Des capitulations et „De l'armistice.“

Il est donné lecture de l'article 46:

Les conditions des capitulations sont débattues entre les parties contractantes.

Elles ne doivent pas être contraires à l'honneur militaire.

Une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

M. Rahusen considère l'art 46 comme superflu.

M. Rolin appelle l'attention de la Sous-Commission sur le fait que le deuxième alinéa de cet article est une addition au Projet primitif, dont l'insertion a été décidée par la Conférence de 1874 sur l'initiative du délégué du Gouvernement français.

L'opinion du rapporteur est que cette clause a une haute signification et qu'il serait fâcheux qu'il n'en fût plus question.

Un échange de vues dont il ressort qu'il est très difficile de définir l'idée de l'honneur militaire, s'établit entre Son Exc. M. Beernaert, M.M. le Colonel Gilinsky, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Général den Beer Poortugael, le Général Zuccari, Lammasch et le Chevalier Descamps.

M. Zenil propose la rédaction suivante pour le deuxième alinéa:

„Elle doit être conforme à l'honneur militaire d'après le code du vainqueur.“

M. le Général den Beer Poortugael et M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff font remarquer qu'il se pourrait qu'un code militaire n'existe pas chez le vainqueur ou ne contient pas de prescriptions.

Le Président fait observer que l'article a quelque utilité parce qu'il offre une certaine garantie aux vaincus qu'on ne leur imposera pas des conditions humiliantes.

Sur la proposition de Son Exc. Turkhan Pacha, il est décidé de rédiger le second alinéa comme suit:

„Elles doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.“

L'article 46 ainsi amendé est adopté.

Les articles 47 et 48 sont adoptés avec la rédaction du Projet de Bruxelles ainsi conçue:

Article 47. L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois, que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 48. L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Il est donné lecture de l'article 49:

L'armistice doit être officiellement et sans retard notifié aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification.

A la suite d'une observation de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff et d'un échange de vues entre MM. de Chevalier Descamps, Rolin et Son Exc. M. Beernaert il est décidé, sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, d'ajouter à la fin de l'article les mots:

„ou à un terme ultérieur fixé.“

L'article ainsi amendé est adopté.

Il est donné lecture de l'article 50:

Il dépend des parties contractantes de fixer dans les clauses de l'armistice les rapports qui pourront avoir lieu entre les populations.

Une discussion surgit entre Son Exc. M. Beernaert, M.M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Rolin, Rahusen et le Lieutenant-Colonel de Khuepach au sujet de la rédaction de cet article qui semble incomplet.

Sur la proposition de MM. de Martens et de Khuepach, la rédaction suivante est adoptée:

„Il dépend des parties contractantes de fixer dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourront avoir lieu avec et entre les populations sur le théâtre de la guerre.“

Cette rédaction, ainsi que le remarque M. de Martens, laissera les Gouvernements libres de faire des arrangements spéciaux quant à tous les autres terrains que comprend l'armistice.

Il est donné lecture de l'article 51:

La violation de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait remarquer que le droit de dénoncer l'armistice ne suffit pas pour tous les cas où les conditions ne sont pas observées par l'un des belligérants. En suivant par exemple l'article 53 au pied de la lettre, une troupe attaquée subitement en rupture de l'armistice n'aurait pas même le droit de se défendre. Abstraction faite de ce cas extrême, une reprise immédiate des opérations peut devenir nécessaire pour empêcher l'ennemi de se procurer des avantages en contradiction aux clauses de l'armistice. Il faudrait donc ajouter à l'art 51: „ou de reprendre immédiatement les hostilités.“

M. Rolin croit devoir signaler que cette rédaction ferait revenir au texte primitif écarté en 1874. On n'a pas voulu que les hostilités fussent reprises sans dénonciation préalable.

M. le Général Zuccari dit que la dénonciation est de la compétence d'un général en chef, tandis que la reprise des hostilités dépend le plus souvent d'un commandant en sous-ordre.

M. le Chevalier Descamps fait observer, que la proposition du Colonel de Gross de Schwarzhoff rendrait la dénonciation facultative, tandis qu'elle devrait être obligatoire.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff insère dans le texte de sa proposition les mots „en cas d'urgence“.

Après un échange de vues entre MM. Rolin, le Général Zuccari, Rahusen le Chevalier Descamps et le Général Mounier qui fait ressortir qu'il faut préciser le caractère de „violation“, la rédaction suivante, due à MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff et le Chevalier Descamps, est adoptée:

„Toute violation grave de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.“

L'article 52 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles, ainsi conçue:

La violation des clauses de l'armistice par des particuliers, agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

On passe à l'examen du chapitre intitulé: „Des parlementaires.“

Il est donné lecture de l'article 43:

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc, accompagné d'un trompette, (clairon ou tambour) ou aussi d'un porte-drapeau. Il aura droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, (clairon ou tambour) et le porte-drapeau qui l'accompagnent.

Cet article est adopté avec trois légères modifications proposées par Son Exc. M. Beernaert et le Général Sir John Ardagh:

1° Suppression des parenthèses aux mots „clairon ou tambour.“

2° Les mots „ou d'un interprète“ sont ajoutés au mot „porte-drapeau.“

3° Les mots: „Il a droit“ seront substitués à ceux de „Il aura droit“.

Il est donné lecture de l'article 44:

Le chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances et dans toutes conditions.

Il lui est loisible de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le parlementaire de profiter de son séjour dans le rayon des positions de l'ennemi au préjudice de ce dernier, et si le parlementaire s'est rendu coupable de cet abus de confiance, il a le droit de le retenir temporairement.

Il peut également déclarer d'avance qu'il ne recevra pas de parlementaires pendant un temps déterminé. Les parlementaires qui viendraient à se présenter après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose la suppression du troisième alinéa; selon lui, il importe de maintenir l'inviolabilité absolue des parlementaires. Des circonstances se présentent où il est d'un intérêt majeur d'entrer en pourparlers avec l'ennemi, même si celui-ci avait déclaré ne pas vouloir recevoir des parlementaires.

S. E. M. le Comte Nigra rappelle que la faculté d'envoyer des parlementaires découle du droit des gens. Il n'appartient pas à la Conférence d'admettre dans certains cas le principe de la suppression de cette faculté par la volonté d'un belligérant.

M. le Général Mounier croit que l'alinéa second fournit tous les moyens nécessaires pour se sauvegarder contre les abus, qui pourraient être faits de l'envoi de parlementaires.

M. le Général den Beer Poortugael craint que de tels abus peuvent être importants.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait ressortir que le belligérant, qui ne veut pas recevoir des parlementaires, n'a qu'à les faire

renvoyer par les avant-postes. D'ailleurs, la déclaration de ne pas vouloir recevoir des parlementaires pour un temps déterminé aura rarement lieu.

L'article 44, moins le dernier alinéa, est adopté.

L'article 45 est également adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles, ainsi conçue:

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

La séance est levée.

Quatrième Séance.

1 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la troisième séance est lu et adopté.

Le Président suggère d'apporter un changement à l'ordre du jour adopté.

Il propose de ne pas discuter les articles concernant „les contributions et les réquisitions“, après ceux sur „le pouvoir militaire à l'égard des personnes privées“, ainsi qu'il était convenu d'abord, mais d'en réservé l'examen pour le rattacher à celui du chapitre „De l'autorité militaire sur le territoire de l'état ennemi“. Après les articles 36—39 on délibérerait donc sur le chapitre „Des espions“.

Cette proposition est adoptée.

Le Président ouvre la discussion sur l'article 36:

La population d'un territoire occupé ne peut être forcée de prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

M. le Colonel Gilinsky estime qu'il faudra préciser la portée de cet article en y introduisant le principe qu'il s'agit uniquement de la participation directe aux opérations militaires sur le champ de bataille. A son avis, un belligérant peut forcer un habitant à lui fournir des chariots, des chevaux, etc.

S. E. M. Beernaert est d'avis que l'amendement modifie tout à fait la portée de l'article.

Les habitants ne peuvent être forcés ni directement ni indirectement à prendre part aux opérations militaires contre leur propre pays.

Mais il y a cependant des mesures qu'ils devront subir: le belligérant par exemple peut contraindre les habitants à livrer leurs chevaux et leurs voitures.

M. le Général den Beer Poortugael juge également qu'il faut maintenir l'article.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff appuie le maintien de l'article qui ne vise que la population en entier et non les individus. Il lui semble que cette disposition n'ôte pas aux belligérants le droit de forcer un individu à un service comme par exemple celui de montrer le chemin.

M. le Colonel Gilinsky n'insistant pas sur sa proposition, l'art. 36 est adopté sans modification.

L'article 37 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles:

La population d'un territoire occupé ne peut être contrainte de prêter serment à la puissance ennemie.

Il est donné lecture de l'article 38:

L'honneur et les droits de la famille, la vie et la propriété des individus, ainsi que leurs convictions religieuses et l'exercice de leur culte doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

S. E. M. Beernaert estime que la disposition en elle-même est excellente, mais que l'expression „l'honneur et les droits de la famille“ est trop vague.

M. le Général den Beer Poortugael croit qu'il n'est ni nécessaire ni possible de préciser plus en détail le sens de cet article, dont la portée est évidente.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff désire y voir ajoutée la restriction „pour autant que les nécessités militaires le permettent.“ Le belligérant doit pouvoir forcer un particulier, même en menaçant sa vie.

M. Lammasch dit que l'amendement du Colonel de Gross de Schwarzhoff ne devrait porter que sur une partie de l'article; „l'honneur et les droits de la famille et les convictions religieuses“ doivent en tout cas être sauvegardés.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff répond que les nécessités de la guerre ne permettront pas toujours de respecter toutes les convictions religieuses.

M. le Chevalier Descamps croit qu'il est contraire à l'esprit du Projet de Bruxelles d'introduire dans les différents articles une clause spéciale par rapport aux nécessités de la guerre. On ne peut pas admettre la destruction des droits individuels comme thèse juridique bien que, le cas échéant, on y ait parfois recours.

M. Rolin demande au Colonel de Gross de Schwarzhoff de renoncer à son amendement. En effet, l'article 38 pose le principe général du respect de l'honneur, de la vie des individus et de la propriété privée. Il ne faut pas énerver le principe en lui donnant la forme d'une déclaration dubitative. Les restrictions nécessaires sont indiquées dans d'autres articles, notamment en ce qui concerne les réquisitions.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, quoique ne partageant pas tout-à-fait cette opinion, retire son amendement, pourvu qu'il soit bien établi que la déclaration de M. le Chevalier Descamps donne une interprétation exacte de l'article.

M. Odier propose de remplacer, au premier alinéa de l'article, les mots „propriété des individus“ par le terme: „propriété privée individuelle ou collective“, employé dans le Manuel adopté par l'Institut de Droit International en sa session d'Oxford en 1880.

Le Président fait remarquer à M. Odier que l'art. 8 du Projet de Bruxelles traite de la propriété collective.

S. E. M. Beernaert propose la formule: „la vie des individus et la propriété privée.“

L'article 38 est adopté en ces termes:

„L'honneur et le droit de la famille, la vie des individus et la propriété privée ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes doivent être respectés“.

„La propriété privée ne peut pas être confisquée“.

L'article 39 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles:

Le pillage est formellement interdit.

Il est donné lecture des articles 35 et 56:

Art. 35. Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

Art. 56. La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Le Président ne croit pas que ces dispositions donneront lieu à discussion.

Elles contiennent simplement la constatation que les règles de la Convention de Genève doivent être observées; la dernière phrase de l'article 35 comprend aussi une révision éventuelle de la Convention de Genève dont une conférence ultérieure aura peut-être à s'occuper bientôt.

Le Général Sir John Ardagh demande à insérer au procès-verbal que, selon son avis, la Convention de Genève a besoin d'être revisée.

Les deux articles sont adoptés.

On passe à la discussion du chapitre: „Des espions“.

Il est donné lecture de l'article 19:

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans les localités occupées par l'ennemi, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose de remplacer les mots „localités occupées par ceux de „territoires occupés“.

M. le Colonel de Schnack fait observer que l'article 1^{er} donne une définition des mots „territoires occupés“ dont le sens, pour l'application de l'article 19, est trop limité. Pour qu'il y ait acte d'espionnage, il n'est point nécessaire que le territoire où cet acte a été commis soit dans l'état d'occupation, il suffit qu'il y trouvent des troupes d'un des belligérants.

L'article est adopté avec l'amendement de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff.

Il est donné lecture de l'article 20:

L'espion pris sur le fait sera jugé et traité d'après les lois en vigueur dans l'armée qui l'a saisi.

M. le Général Mounier demande la suppression de cet article pour une raison analogue à celle qui a conduit à supprimer plusieurs autres

articles du projet soumis à la Conférence de Bruxelles. Il serait dur qu'un espion, qui agit peut-être sur les ordres de ses supérieurs, fût condamné en vertu d'une déclaration signée par son propre gouvernement.

Le Président remarque que cet article, qui, en 1874, a occasionné une discussion approfondie, a pour but de sanctionner le principe que l'espion, pris sur le fait, passera en jugement et ne sera pas exécuté immédiatement.

Sur la proposition de M. Rolin, l'art. 20 est adopté en ces termes: „L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable“.

Il est donné lecture de l'article 21:

L'espion qui rejoint l'armée à laquelle il appartient et qui est capturé plus tard par l'ennemi est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes antérieurs.

Cet article est adopté, sauf une légère modification proposée par Son Exc. M. Beernaert: l'article commencera par les mots: „l'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé.“ . . . etc.

Il est donné lecture de l'article 22:

Les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions.

De même, ne doivent pas être considérés comme espions, s'ils sont capturés par l'ennemi: les militaires (et aussi les non-militaires accomplissant ouvertement leur mission) chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie.

A cette catégorie appartiennent également, s'ils sont capturés, les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

S. E. M. Beernaert est d'avis que cette rédaction est très confuse.

On passe à la discussion des trois paragraphes de cet article.

Le premier paragraphe est adopté sans modification.

Dans le second paragraphe, sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, on retranche les mots: „S'ils sont capturés par l'ennemi.“

M. Rolin propose de dire: „les militaires et les non-militaires accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre, etc.“

M. le Colonel Gilinsky propose d'intercaler après „non-militaires“ les mots „appartenant à l'armée“, ou bien de supprimer le second alinéa; il craint que des particuliers ne se munissent d'une dépêche comme prétexte pour espionner.

M. Rolin faisant observer que l'art. 19 leur serait en ce cas applicable, le Colonel Gilinsky n'insiste pas sur le maintien de son amendement, mais demande qu'il en soit fait mention dans le procès-verbal.

M.M. Bihoud et le Colonel de Gross de Schwarzhoff demandent la suppression de l'alinéa second, qui leur semble faire double emploi avec l'art. 19.

M.M. Rolin, Beldiman, Odier et le Colonel Coanda préconisent

le maintien de l'article qui contient une sauvegarde contre de fausses interprétations au détriment d'individus non militaires qui, de bonne foi, portent des dépêches.

Après un échange de vues entre M.M. le Colonel Coanda, le Colonel Gilinsky, Descamps et de Martens, M. le Général Mounier propose, afin d'éviter l'équivoque qui peut résulter de la double définition de ceux qui sont considérés comme espions et de ceux qui ne le sont pas, de rattacher l'art. 22 à l'art. 19 par le mot „ainsi“ et de le faire suivre comme article 20.

Cet article aura donc pour but de déclarer, à titre d'exemple, que certaines catégories de personnes, qu'on a dans la pratique parfois assimilées à tort aux espions, ne devront point être considérées comme tels.

M. le Général Zuccari observe qu'actuellement on a tant d'hommes sous les armes qui, appartenant à l'armée, portent l'uniforme, qu'on n'a pas besoin de se servir de porteurs de dépêches civils. Il serait pour la suppression du second alinéa.

La proposition du Général Mounier et la rédaction de M. Rolin sont adoptées.

L'alinéa second de l'art. 20 (autrefois 22) est donc rédigé en ces termes:

„De même ne sont pas considérés comme espions les militaires et les non-militaires accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées, soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie“.

L'alinéa trois et adopté moins les mots „s'ils sont capturés“.

On passe au chapitre: „Des moyens de nuire à l'ennemi“.

Il est donné lecture de l'article 12:

Les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux belligérants un pouvoir illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

S. E. M. Beernaert et M. Rolin proposent la rédaction suivante, qui est adoptée:

„Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi“.

Il est donné lecture de l'article 13:

D'après ce principe, sont notamment interdits:

a. L'emploi de poison ou d'armes empoisonnées;

b. Le meurtre par trahison d'individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie;

c. Le meurtre d'un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;

d. La déclaration qu'il ne sera pas fait de quartier;

e. L'emploi d'armes, de projectiles ou de matières propres à causer des maux superflus, ainsi que l'usage des projectiles prohibés par la déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868;

f. L'abus du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève;

g. Toute destruction ou saisie de propriétés ennemis qui ne serait pas impérieusement commandée par la nécessité de guerre.

Les mots „d'après ce principe“ au début de cette disposition sont supprimés sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert.

Le littéra a est adopté.

M. le Colonel de Schnack demande ce qu'il faut entendre par l'expression „meurtre par trahison.“ Il lui semble que cette rédaction n'est pas correcte.

Après un échange de vues à ce sujet entre M. Beldiman, Son Exc. M. Beernaert, MM. Rolin, de Martens et le Général Mounier, M. Lammasch suggère la rédaction suivante: „le fait de tuer par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie.“

Cette proposition est adoptée.

Il est décidé que, de même, l'expression „fait de tuer“ sera substituée au mot „meurtre“ dans le littéra c.

Le littéra d est adopté sans modification.

Quant au littéra e il est décidé d'en éliminer les mots „par la déclaration de St. Pétersbourg de 1868“, en raison de la décision prise hier par la première Sous-Commission de la première Commission, laquelle pourrait aboutir à une extension de la dite déclaration.

Le littéra f est adopté.

A propos du littéra g, M. le Capitaine Crozier attire l'attention sur la question si importante de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer en temps de guerre maritime.

Il reconnaît du reste que l'examen de cette question ne rentre pas directement dans la compétence de cette Sous-Commission, qui a pour mission de réviser le Projet de Bruxelles; mais il tiendrait cependant à ce que la Conférence fût saisie de cette question.

M. Rahusen estime qu'il faudrait constater expressément, soit dans le préambule, soit d'une autre manière, que ces articles ne s'appliquent aucunement à la guerre navale.

M. le Capitaine Crozier, auquel se rallie M. Beldiman, exprime le désir de voir assigner une place dans les délibérations de la Conférence à cet important sujet.

Le Président estime que la Commission plénière devra examiner s'il y a lieu de proposer à la Conférence d'aborder ce sujet.

Il est décidé que la déclaration du Capitaine Crozier sera inscrite dans le procès-verbal.

En ce qui concerne le littéra g, S. E. M. Beernaert demande d'y mettre le mot „nécessité“ au pluriel suivant la formule consacrée: „les nécessités de la guerre.“

Le littéra g est adopté.

La séance est levée.

Cinquième Séance.

3 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu.

M. le Capitaine Crozier fait remarquer que, dans la séance précédente, il n'a point voulu dire que la question du respect de la propriété privée sur mer n'était pas de la compétence de cette Sous-Commission. Il avait uniquement en vue de constater que dans le cadre observé jusqu'ici par la Sous-Commission, la dite question n'avait pas fait partie de ses travaux.

Le procès-verbal est adopté.

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre: „Des sièges et des bombardements.“

Il est donné lecture de l'article 15:

Les places fortes peuvent seules être assiégées. Des villes, agglomérations d'habitations ou villages ouverts qui ne sont pas défendus ne peuvent être ni attaqués ni bombardés.

M. le Général den Beer Poortugael, rappelant que M. le Capitaine Crozier a exprimé dans la séance précédente le vœu de voir la Conférence prendre en considération la question du respect de la propriété privée sur mer, principe dont l'adoption a été appuyée chaudement par la Délégation des Pays-Bas, déclare qu'il désire de son côté formuler un vœu analogue, dont il prie de prendre acte au procès-verbal.

C'est celui de voir la défense de bombarder que contient l'article 15 appliquée aussi bien aux forces navales qu'aux forces terrestres. Or, ni cette Sous-Commission ni la deuxième Sous-Commission de la première Commission ne paraissent compétentes pour traiter cette question. Il demande en conséquence dans quelle Commission elle pourrait être prise en considération.

S. E. M. Beernaert est d'avis que la distinction établie par le Général den Beer Poortugael, entre le bombardement sur terre et celui par des forces navales n'est pas fondée. Il lui semble absolument contraire à l'esprit de l'article qu'il puisse être permis aux navires de bombarder des places qui ne pourraient pas l'être en guerre terrestre. Il propose, pour trancher la question, d'ajouter le mot „ports“ à ceux de „villes etc.“

M. le Général den Beer Poortugael se rallie à la proposition de Son Exc. M. Beernaert pourvu qu'il soit fait mention dans le procès-verbal du principe sur lequel elle repose.

M. Bihourd fait observer que, dans la séance précédente, on a été d'accord que la Déclaration de Bruxelles portait uniquement sur la guerre de terre; il y aurait contradiction si l'on étendait à présent la portée de l'article 15 à la guerre maritime. Il lui semble qu'il y a une différence bien marquée entre la guerre maritime et la guerre terrestre en ce qui concerne les bombardements.

Le Président constate que la décision prise par la Sous-Commission a bien la portée indiquée par M. Bihourd.

M. le Général Zuccari fait observer qu'en dehors des guerres terrestres et maritimes, il y a encore la guerre des côtes. Dans quelle catégorie la rangerait-on? Il se rallie aux observations de Son Exc. M. Beernaert.

Le Président remarque qu'il faut bien préciser les deux questions différentes qui se trouvent en présence. Le Général den Beer Poortugael a proposé d'émettre un vœu dans le procès-verbal, tandis que Son Exc. M. Beernaert désirerait ajouter à l'article le mots „ports“.

S. E. M. Beernaert estime que le bombardement d'un port par une flotte se rapporte plutôt à la guerre de terre. Tout au plus c'est une question mixte. Il se demande comment on pourrait poser en principe qu'une même ville pourrait être bombardée par une flotte et non par une armée.

M. le Chevalier Descamps dit que comme la question est certainement connexe à celle dont la Sous-Commission est saisie, sa compétence ne lui paraît pas douteuse. Mais il y a un autre point de vue. Il s'agit ici de la mer territoriale et la question ne comprend donc pas la guerre navale proprement dite.

M. le Général den Beer Poortugael tient à dire qu'il n'éprouve plus de doutes sur la question de compétence. Il appuie la proposition de Son Exc. M. Beernaert et du Chevalier Descamps.

M. le Général Zuccari ajoute que dans cette question, si les moyens sont maritimes, le but est presque toujours terrestre.

Le Président demande s'il ne conviendrait donc pas de constater simplement dans le procès-verbal que la Sous-Commission interprète l'article 15 en ce sens que les ports pas plus que les villes ouvertes, ne peuvent être bombardés.

S. E. M. Beernaert demande à M. Bihourd, s'il ne consentirait pas à ce que la question fût tranchée dans le sens indiqué par M. le Président; il fait remarquer qu'en cas de débarquement les forces maritimes deviennent par le fait même des forces terrestres.

M. le Colonel Gilinsky propose de renvoyer la décision de cette question à la séance plénière de la Commission en présence de tous ses membres, les marins compris.

Cette proposition est adoptée.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose de supprimer la première phrase de l'article 15. Il est inutile de dire que les places fortes peuvent être assiégées, ce qui d'ailleurs n'est pas complet puisque l'existence de fortifications de campagne peut rendre nécessaire d'assiéger un endroit qui n'est pas une place forte. Il suffit de la seconde phrase où sont désignés les endroits qui ne peuvent être ni attaqués ni bombardés.

MM. Rolin et le Général den Beer Poortugael se ralliant à cette opinion, la proposition du Colonel de Gross de Schwarzhoff est adoptée.

M. Lammesch suggère un amendement se rapportant tant à l'art. 15 qu'à l'art. 16. Il est d'avis qu'il faut interdire expressément le bombardement

d'une habitation isolée ou d'un bâtiment non habité, par exemple celui d'un grand château ou d'une église.

M. le Général den Beer Poortugael fait observer qu'une telle définition est contraire aux règles de la terminologie militaire. On ne „bombarde“ pas un édifice isolé.

Après un échange de vues à cet égard, on s'arrête à la rédaction suivante: „les villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus ne peuvent être ni attaqués ni bombardés.“

Il est donné lecture de l'article 16:

Mais si une ville ou place de guerre, agglomération d'habititations ou village, est défendu, le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf l'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

S. E. M. Beernaert, fait ressortir qu'il ne faut point reconnaître le droit au bombardement et estime que l'article 16 devra être modifié.

Après un échange de vues approfondi, auquel ont pris part Son Exc. M. Beernaert, MM. Rolin, Gilinsky, Lammash et le Colonel de Gross de Schwarzhoff, on adopte à l'unanimité, sauf une voix (la Grande-Bretagne), la rédaction suivante:

„Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.“

Il est donné lecture de l'article 17:

En pareil cas toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant qu'il est possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux à indiquer d'avance à l'assiégeant.

Le premier alinéa de cet article 17 est adopté en ces termes:

„Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant qu'il est possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire“.

Le second alinéa est adopté sans modification.

Il est donné lecture de l'article 18:

Une ville prise d'assaut ne doit pas être livrée au pillage des troupes victorieuses.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff remarque que l'article est superflu à côté de l'article 39.

Sur la proposition de M. Descamps, cette disposition est rédigée comme suit:

„Il est interdit de livrer au pillage une ville prise d'assaut.“

On passe à l'examen du chapitre „Des belligérants et des blessés soignés chez les neutres“.

S. E. M. Eyschen croit devoir saisir cette occasion pour soumettre à la Conférence la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de mieux définir la position internationale qui découle de la neutralité, les articles qu'on va aborder traitant des neutres.

Actuellement, il est bien difficile de connaître avec précision leurs droits et leurs devoirs. Or, il importe de les fixer autant que possible en temps de paix, alors qu'on peut délibérer à l'abri des passions et juger d'après les vues d'ensemble.

Ce serait évidemment dans l'intérêt du belligérant qui, incertain quant à la ligne de conduite qu'adopteront les neutres, sera souvent fort gêné dans ses mouvements.

Il importera tout autant aux neutres d'être fixés sur leurs obligations. Cela leur éviterait en cas de guerre bien des incertitudes et des hésitations pénibles, des récriminations imprévues et des complications sans fin, tout en facilitant la mission qui leur incombe, d'apporter par une conduite calme et impartiale, un élément de pacification dans les relations internationales. A ce point de vue, cette question se rattache intimement à la tâche de la Conférence.

Si l'on ne peut se dissimuler la grande difficulté de la question posée, il ne faut pas non plus perdre de vue l'important avantage qu'il y aurait à être fixé dès maintenant afin de pouvoir prendre encore en temps utile les mesures législatives et autres, nécessaires pour assurer en temps de guerre l'observation des devoirs en question.

La proclamation d'une pareille loi internationale faciliterait la tâche des Gouvernements, des Parlements, de la presse et de tous les gens bien intentionnés dont le concours est nécessaire.

Et même si l'on n'aboutissait pas toujours à formuler des règles précises, il serait en tout cas fort utile de faire constater par la Conférence que sur certains points il y a controverse. Dans ces cas les prétentions deviendraient moins fortes et la conduite plus réservée.

Enfin, on pourrait peut-être facilement s'entendre sur le modus procedendi, en cas de contestation, sur une prétendue violation de la neutralité, ce qui aurait de l'importance pour les Etats faibles.

En s'occupant de toutes ces questions, la Conférence obtiendrait un résultat positif, de nature à satisfaire non seulement les Etats, qu'tantôt sont belligérants, tantôt neutres, mais encore tous les peuples plus essentiellement pacifiques.

Le Président remercie Son Exc. M. Eyschen pour son intéressant exposé. Il se demande cependant si la Sous-Commission est en état d'entrer dans l'examen de cette question très compliquée, son mandat étant uniquement d'examiner les articles de la Déclaration de Bruxelles.

M. le Chevalier Descamps est d'avis que c'est une question étroitement liée au but de la Conférence; cependant, ce serait évidemment une tâche trop vaste pour elle que de rédiger un Code de la Neutralité. On pourrait se borner à éclaircir quelques questions qui se rattachent plus directement aux articles de la Déclaration de Bruxelles. En agissant ainsi la Commission

ne dépasserait pas son mandat. D'après lui, la meilleure manière de procéder serait qu'un Comité de quelques membres se concertât pour examiner si et de quelle manière, il serait possible d'arriver à un résultat sur quelques points rentrant dans le cadre indiqué.

S. E. M. Eyschen n'a point voulu demander à la Conférence d'élaborer immédiatement un Code complet de la Neutralité. Il a surtout voulu indiquer la lacune qui existe afin de voir si on ne pouvait la combler au moins partiellement. Presque toutes les contestations au sujet de l'observation de la neutralité, sont nées de la diversité des opinions sur les droits et les devoirs des neutres. Cette incertitude est le plus grand danger pour les uns et les autres.

Le Président exprime des doutes quant à la possibilité de réaliser en quelques semaines ce but que les jurisconsultes les plus éminents, comme ceux de l'Institut de Droit International, n'ont pas pu atteindre en 25 ans.

Son Exc. M. Eyschen ne serait-il point satisfait si la Conférence émettait le désir de voir cette question étudiée par une prochaine Conférence?

M. le Baron de Bildt fait ressortir l'importance de la proposition de Son Exc. M. Eyschen, dont le but est grand et noble, mais il se demande si cette Sous-Commission est bien le forum devant lequel il conviendrait de la discuter. Selon lui, elle est de la compétence de la Conférence en séance plénière. C'est elle seulement qui peut désigner un comité pour l'examiner. La Sous-Commission devra se limiter à examiner les questions de neutralité se rattachant strictement à la Déclaration de Bruxelles.

Après un échange de vues entre le Président, Son Exc. M. Beernaert, M. le Chevalier Descamps et M. le Comte de Selir, M. Beldiman se prononce en faveur du principe que Son Exc. M. Eyschen a développé dans son exposé de la question de la neutralité. Il estime qu'ayant de décider définitivement s'il y a lieu d'entrer dans la voie indiquée par M. le premier délégué du Luxembourg, il serait utile que Son Excellence veuille bien formuler les points précis qui pourraient entrer dans le cadre des travaux assignés à la Sous-Commission et présenter à la prochaine séance une base plus concrète qui puisse faire l'objet de la discussion.

Cette proposition, appuyée par M. le Chevalier Descamps, est adoptée par la Sous-Commission.

S. E. M. Eyschen se déclare prêt à essayer de soumettre à la Sous-Commission, pour être discutés à la prochaine réunion, quelques articles formulés sur les questions de neutralité qui se rattachent aux articles 53 et suivants mis à l'ordre du jour de cette réunion.

M. Odier déclare que les instructions de son Gouvernement ne lui permettent pas d'entrer dans la discussion des questions qui se rapportent aux droits et devoirs des neutres. Ces questions, à son avis, ne font du reste pas partie du programme de la Conférence.

M. Stancioff trouve que la question de la neutralité n'entre pas dans le domaine des travaux de la Conférence. La Délégation bulgare ne se prononcera donc pas à ce sujet.

La séance est levée.

Sixième Séance.

6 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la cinquième séance est lu et adopté.

Le Président fait donner lecture d'une lettre que lui a adressée Son Exc. M. Eyschen. Cette lettre, dont un extrait a été imprimé et communiqué aux membres, est conçue en ces termes:

La Haye, le 5 juin 1899.

Monsieur le Président,

„J'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de la deuxième Sous-Commission sur l'utilité d'une détermination des „Droits et Devoirs des Etats neutres“ et j'avais proposé une réunion préalable des membres délégués qui s'intéressent spécialement à ces questions.

La Sous-Commission a été d'avis de s'en tenir à l'examen des questions rentrant dans les termes du Projet de la Déclaration de Bruxelles concernant les lois et coutumes de la guerre. Elle m'a prié d'examiner si l'on pouvait formuler des propositions se rattachant aux articles 53 à 56 de cette Déclaration.

Ces articles ne visent que le traitement des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.

Dans cet ordre d'idées on pourrait peut-être déterminer l'inviolabilité des neutres et les principes y relatifs, préciser l'obligation de l'Etat neutre de ne recevoir aucun des belligérants sur son territoire, prévoir les cas de violation de ces principes et les conséquences qui en peuvent résulter vis-à-vis des belligérants et des Etats neutres.

En entrant dans des détails de rédaction j'ai dû me convaincre que, si cette matière se rattache bien quelque peu aux articles 53 à 55 de la Déclaration de Bruxelles, elle se rattache cependant bien plus à d'autres principes généraux de la neutralité, dont la discussion simultanée ne saurait être évitée.

Je persiste à croire qu'un examen général des questions relatives à la neutralité s'impose pour l'avenir.

C'est pourquoi je serais heureux si quelque chose pouvait se faire dans ce sens et en tout cas si, conformément à la proposition de son honorable Président, la Commission voulait bien exprimer le vœu que cette question soit inscrite au programme du prochain congrès.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération."

(Signé) *Eyschen,*

Délégué du Luxembourg.

S. E. M. Eyschen dit que c'est un devoir de courtoisie pour lui de donner à l'Assemblée quelques explications sur la direction dans laquelle il a cherché à remplir son mandat. La Sous-Commission lui avait demandé

de formuler des propositions devant se rattacher aux articles concernant l'internement des belligérants et le passage des blessés dans les pays neutres.

Les prescriptions contenues dans ces articles constituent des exceptions au principe général que l'Etat neutre, dans son impartialité, ne doit recevoir, ni laisser passer un des belligérants sur son territoire.

On aurait pu formuler cette règle générale, mais par contre, préciser aussi le devoir du belligérant de respecter le territoire de l'Etat neutre et renforcer ce principe en disant que l'inviolabilité du territoire neutre est placée, tout comme par exemple les parlementaires, sous la sauvegarde de l'honneur militaire des belligérants.

Dans cet ordre d'idées, il était encore naturel de prévoir la violation de ces principes et les conséquences qui en résulteraient vis-à-vis des deux parties. Cette matière a déjà été traitée par les articles 5, 6 et 7 des conclusions adoptées à la Haye, par l'Institut de Droit International à la date du 30 août 1875. D'après ce texte il faudrait, pour rendre un Gouvernement responsable, l'intention doleuse ou une vraie négligence. La puissance lésée n'a le droit de considérer la neutralité comme éteinte et de recourir aux armes, pour se défendre contre l'Etat qui l'a violée, que dans les cas graves et urgents et seulement pendant la durée de la guerre. Dans les cas peu graves ou non-urgents, ou lorsque la guerre est terminée, des contestations de ce genre appartiennent exclusivement à la procédure arbitrale. Cette juridiction prononce *ex aequo et bono* sur les dommages et intérêts que l'Etat neutre doit, par suite de sa responsabilité, payer à l'Etat lésé, soit pour lui-même, soit pour ses ressortissants.

On ne peut méconnaître qu'un débat s'élevant sur ces divers points devait entraîner la discussion des règles fondamentales de la neutralité. Ce résultat, la Sous-Commission avait déclaré antérieurement vouloir l'éviter en décidant de s'en tenir autant que possible à l'examen de la Déclaration de Bruxelles pour lequel seul elle se reconnaît compétente.

Un autre incident est venu modifier la situation. M. Eyschen avait déclaré vouloir dans cette question agir de concert avec les délégués des Etats qui ont un intérêt analogue à celui du Luxembourg. Le délégué de Suisse, M. le Dr. Roth, ayant dû partir subitement cet accord n'a pas pu même être tenté.

Il ne reste donc plus qu'à préparer l'avenir.

Le Président propose d'adopter le vœu que la question d'une réglementation des droits et des devoirs des Etats neutres soit remise à l'étude d'une prochaine Conférence.

La Sous-Commission accepte ce vœu et il en sera fait mention au procès-verbal.

Le Président ouvre la discussion sur l'art. 53:

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire nentre sans autorisation.

S. E. M. Eyschen, délégué du Luxembourg, appelle l'attention de la Sous-Commission sur la situation particulière que le traité de Londres de 1867 fait à son pays vis-à-vis de la matière réglée par l'art. 53.

Ce traité a voulu ôter son ancien intérêt stratégique au Luxembourg. Il a décidé que Luxembourg cessera d'être une ville fortifiée, que la place forte sera convertie en ville ouverte, que les fortifications ne seront pas rétablies à l'avenir et qu'il n'y sera maintenu ni créé aucun établissement militaire. Le pays ne peut avoir que le nombre de troupes nécessaires pour veiller au maintien du bon ordre.

Il en résulte que, par une décision des Puissances, le Luxembourg est mis hors d'état d'assumer les mêmes obligations que les autres Etats. Dans ces circonstances M. Eyschen croit devoir demander qu'il lui soit donné acte de ce qu'il a signalé à la Conférence les articles 2, 3 et 5 du traité de Londres du 11 mai 1867 et qu'il entend réservé à son pays tous les droits qui en découlent.

Le Président donne acte à Son Exc. M. Eyschen de sa déclaration.

M. Stancioff propose de remplacer les mots „les internera“ par „les éloignera“.

Sur une explication du Président, il n'insiste pas pour le maintien de sa motion, et l'article est adopté sans modification.

Est également adopté l'article 54 avec la rédaction du Projet de Bruxelles:

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Il est donné lecture de l'article 55:

L'Etat neutre pourra autoriser le passage par son territoire des blessés ou malades, appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre.

En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach estime qu'il conviendrait d'ajouter aux mots: „ni personnel, ni matériel de guerre“ dans le premier paragraphe, ceux de „qui dépasseraient les limites du nécessaire pour soigner les blessés et les malades du convoi“.

Sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, qui fait ressortir que tel est bien le sens de l'article, il est décidé que l'interprétation du délégué d'Autriche-Hongrie sera mentionnée dans le procès-verbal.

M. le Général Mounier fait observer que l'art. 55 peut attribuer un avantage considérable à l'une des armées belligérantes. Le passage des blessés à travers le territoire neutre dégage les voies de communication de cette armée. Elle peut ainsi communiquer plus facilement avec sa base d'opération. Il y a donc ici un intérêt spécial au profit du belligérant qui est en mesure d'en faire usage et non plus un intérêt humanitaire.

S. E. M. Beernaert est d'avis que l'article a été inspiré uniquement par un intérêt humanitaire. On n'a envisagé que l'intérêt des blessés sur le champ de bataille.

M. le Général Mounier réplique que la disposition laisse au neutre le choix du belligérant auquel il veut accorder cet avantage. Il faudra donc introduire dans l'article une restriction en ce qui concerne le cas de force majeure ou de nécessité absolue.

S. E. M. Eyschen cite un exemple pratique: En 1870, après les trois batailles de Metz, l'Allemagne a demandé à la Belgique et au Luxembourg la permission de faire passer sur leur territoire les blessés allemands et français. La Belgique, après avoir consulté l'Angleterre, a refusé, au contraire du Luxembourg qui accorda le passage. Le motif de la demande de l'Allemagne était le suivant. Trois jours de batailles sous un soleil brûlant et le manque d'eau rendaient des plus critiques la situation sanitaire. Il s'agissait de l'intérêt des blessés, mais aussi de l'hygiène générale de la contrée.

Après Séダン, l'Allemagne renouvela sa demande; cette fois la Belgique accéda. Dans le parc de Bazeilles il y avait trois mille blessés, couchés nuit et jour sous la pluie. Or, l'Allemagne ne pouvait employer que les chemins de fer belges. La Belgique a donc rempli un devoir d'humanité.

M. Eyschen pense que l'on ne va pas trop loin en disant que l'Etat neutre pourra autoriser le passage, sous réserve des devoirs généraux de la neutralité, consistant à ne pas accorder à l'un ce qu'on n'accorde pas à l'autre.

S. E. M. Beernaert répond à M. le Général Mounier qu'il a raison quand il dit que le neutre, qui accorderait le passage à l'un des belligérants sans traiter l'autre de même, se montrerait partial et violerait les devoirs de la neutralité; mais le texte même de l'article s'opposerait à une telle manière d'agir, car il dit: „aux armées“ et non pas „à l'armée“.

M. le Général Mounier insiste sur l'inégalité de traitement qui peut résulter de l'art. 55, suivant les circonstances. Si les blessés allemands de Séダン ont été bien traités, c'est grâce à l'utilisation des chemins de fer belges.

L'exemple cité par Son Exc. M. Eyschen démontre qu'il y a eu inégalité en ce cas, comme il y en aura toujours. Les blessés enfermés à Metz n'ont pas pu profiter du transport par le Luxembourg. Il faut envisager la question d'un point de vue plus général. Si une puissance a le secours d'un chemin de fer neutre pour ses blessés, ses voies stratégiques pour le transport de ses troupes fraîches en sont débarrassées d'autant.

M. le Chevalier Descamps observe que la question est de savoir si, de la part du neutre, il y a immixtion dans les hostilités. C'est le seul principe à envisager. Il faut se demander, non pas si une faveur plus ou moins grande a été accordée en fait, mais si l'un des belligérants a été favorisé intentionnellement.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff se range quant à la

question technique à l'avis du Général Mounier. Pourtant, il y a des cas où les lois de l'humanité doivent être mieux respectées que celles de la guerre. Mais d'ailleurs l'inégalité n'est qu'apparente, puisque le transport des blessés des deux armées recueillis sur le champ de bataille est fait par l'armée victorieuse, ce qui constitue pour elle un double fardeau.

M. le Général Mounier dit que c'est bien aussi son avis, mais il remarque seulement que le choix est donné au neutre. S'il y avait le mot devra au lieu de pourra, la question ne serait pas douteuse.

S. E. M. Beernaert proteste contre cette conception. Il est impossible d'imposer à un Etat neutre l'obligation de laisser passer sur son territoire. En fait, l'observation du Général Mounier mènerait à la suppression de l'article.

Le Président rappelle la base tant historique, que juridique de la disposition. Le principe a été adopté par les Etats, représentés à la Conférence de Bruxelles en 1874, pour des motifs d'humanité, et la Déclaration de Bruxelles l'a sanctionné. Il est certain que, si l'Etat neutre ne tient pas compte de l'impartialité en appliquant cet article, l'Etat, au détriment duquel il aura agi, protestera. Il faut donc laisser au neutre la faculté de faire cet acte d'humanité sous sa propre responsabilité.

Pour ces considérations il prie le Général Mounier de ne point insister sur une modification de l'article.

M. Lammasch propose une formule transactionnelle:

„Si les intérêts d'humanité l'exigent, le neutre autorisera le passage“ etc.

S. E. M. Beernaert et M. le Chevalier Descamps s'opposent à toute idée d'obligation.

S. E. le Comte Nigra propose de prendre acte des déclarations qui ont été faites; le procès-verbal fera preuve de l'esprit dans lequel la Conférence interprète cet article.

S. E. M. Beernaert acquiesce à cette proposition.

Le Président propose la formule suivante:

„L'Etat pourra, sous sa responsabilité à l'égard des deux parties belligérantes, autoriser le passage“ etc.

M. le Général Mounier préférerait: „aura le droit de refuser“.

Il est décidé de renvoyer la rédaction définitive de l'article à une prochaine réunion.

On passe à la discussion des chapitres I, II et IX du Projet de la Déclaration de Bruxelles.

S. E. M. Beernaert prononce le discours suivant:

Avant d'aborder l'examen des chapitres 1, 2 et 9 du projet de la Déclaration de Bruxelles, je demande à présenter quelques observations qui me semblent communes à tous les trois.

La pensée qui les a inspirés est absolument humanitaire, ainsi qu'il en est d'ailleurs de tout le projet de 1874. Il s'agirait de réduire autant que possible les maux d'une invasion, en régularisant ou pour mieux dire en canalisant celle-ci, mais pour atteindre ce but, on voudrait que le

vaincu reconnaît d'avance des droits sur son territoire à l'envahisseur, et qu'il fût en quelque sorte interdit aux populations de se mêler à la guerre.

De là, Messieurs, de graves difficultés qui, en 1874, ont longtemps arrêté les plénipotentiaires réunis à Bruxelles et qui ne leur ont pas permis d'aboutir. En effet, à cette époque, il n'y a pas eu de convention. Le protocole final de la Conférence ne donne son travail que „comme une étude théorique et préparatoire, que comme une enquête conscientieuse, de nature à servir de base à un échange d'idées ultérieur“.

Le travail reste donc à faire; nous y sommes occupés et le voici aux trois quarts heureusement accompli, mais, de quelque bonne volonté que nous soyons animés, je crains bien, que si nous voulons tout régler, tout arrêter conventionnellement, nous ne nous heurtions aux mêmes difficultés que naguère.

A mon avis, il y a certains points, qui ne peuvent faire l'objet d'une convention et qu'il vaudrait mieux laisser comme aujourd'hui, sous l'empire de cette loi tacite et commune qui résulte des principes du droit des gens.

Je me bornerai à vous indiquer, à l'appui de mes vues, deux ordres de considérations.

I. Par le projet de Bruxelles, le pays vaincu, le pays envahi, reconnaît d'avance des droits sur son territoire à l'envahisseur.

Celui-ci conservera les lois existantes, ou il les changera, et il les appliquera (Art. 3).

Les fonctionnaires du pays envahi sont autorisés à se mettre au service du vainqueur, si cela leur convient et même en vue de ce cas, on stipule en leur faveur quelques garanties. C'est l'objet de l'art. 4.

L'envahisseur est autorisé à prélever à son profit les impôts existants (art. 5) et ce droit est singulièrement amplifié par les articles 40, 41 et 42. Là, l'ennemi est conventionnellement autorisé à établir de nouveaux impôts, à faire des réquisitions et même à frapper le pays envahi d'amendes.

Semblable engagement conventionnel ne me paraît vraiment pas admissible.

Ce n'est pas que je veuille critiquer le fait. Les choses se sont toujours passées ainsi et il continuera sans doute à en être de même, tant que l'humanité n'aura pas renoncé à la guerre. Mais, s'il est naturel que le vainqueur puisse le pouvoir d'agir ainsi dans la force de la victoire, je ne comprendrais plus un droit résultant d'une convention. Et je pense que semblable notion serait mal accueillie par les Parlements, qui auront à approuver notre œuvre.

Ce que je viens de dire est vrai, même pour les grands Etats. Comprendrait-on que d'avance et pour le cas d'une guerre, celui qui sera battu attribue des droits chez lui à son vainqueur et organise le régime de la défaite? Ce pourrait-il être du consentement anticipé et écrit du vaincu, que le vainqueur établit des impôts et des amendes ou prit à son service des fonctionnaires, dont le premier devoir est d'être fidèles à leur

pays ? Je ne disconviens pas qu'en fait cela pourrait présenter des avantages, que l'ordre civil serait mieux maintenu, que les populations envahies souffriraient moins; mais pareil règlement se heurterait à des objections d'ordre moral et patriotique, qui ne semblent guère surmontables. Il ne me parait pas que l'on puisse sanctionner d'avance comme un droit, ce qui appartient nécessairement au domaine du fait et de la force.

Et cela apparait encore plus évident, quand il s'agit de petits pays qui, par la nature des choses, ne peuvent être envahisseurs, mais sont exposés à se voir envahis. Ici, il n'y a pas même cette incertitude, cette réciprocité de risques que je signalais tout à l'heure.

Quant à la Belgique, vous le savez, sa situation est spéciale. Elle est neutre et cette neutralité est garantie par les grandes puissances et notamment par nos puissants voisins. Nous ne pouvons donc pas être envahis, et comment le Gouvernement belge pourrait-il soumettre à l'approbation de notre législature une convention où il serait prévu que les grands Etats manqueraient à leurs engagements envers nous et qui sanctionnerait d'avance des faits qui ne pourraient constituer qu'un incontestable abus de la force?

Je pense donc qu'à tous les points de vue, il y a là des situations qu'il vaut mieux abandonner au domaine du droit des gens, si vague qu'il soit. On ne peut pas transformer ici le fait en droit et c'est à quoi l'on arriverait forcément, puisqu'il faut se placer en même temps au point de vue de l'envahisseur et de l'envahi. Le pays occupé subit la loi du vainqueur, c'est un fait, c'est la force et une force majeure, mais on ne peut pas d'avance légitimer l'usage de cette force et reconnaître qu'elle est le droit. Il n'est vraiment pas possible que le vainqueur légifère, administre, punisse, préleve des impôts avec le consentement anticipé et écrit du vaincu.

Tout cela ne deviendra régulier qu'à la paix, parce qu'alors seulement, si un traité confirme la conquête, s'établiront de nouveaux liens de droit.

On a invoqué l'intérêt du pays occupé et spécialement celui des petits pays.

Eh bien, parlant au nom d'un petit pays, souvent foulé et cruellement foulé par l'invasion, j'aime mieux le maintien de la situation actuelle au péril des incertitudes qui en résultent.

Selon moi, il ne faudrait adopter que des dispositions qui, admettant le fait sans reconnaître le droit du vainqueur, emporteraient l'engagement par celui-ci d'en modérer l'exercice. Rien n'empêche, par exemple, qu'on ne s'engage d'avance à respecter la propriété privée, les édifices consacrés aux arts ou à la bienfaisance, à n'établir d'impôts ou à ne faire de réquisitions, que dans certaines conditions données. Et tel est l'esprit dont se sont inspirés tous les votes émis jusqu'à présent.

On pourrait ainsi supprimer au chapitre I les articles 3, 4 et 5, et le chapitre IX, en conservant les dispositions essentielles du chapitre I, complété par quelques dispositions restrictives en matière d'impôts et de réquisitions.

II. Le second ordre d'observations que je désire vous présenter, s'applique plutôt aux articles 9, 10 et 11.

Quels sont les belligérants? Quelle participation les populations peuvent-elles prendre à la guerre, soit avant, soit après l'occupation?

Ici encore, je constate dans le projet de Bruxelles les mêmes préoccupations, profondément louables en elles-mêmes: réduire les maux de la guerre et les souffrances qu'elle entraîne; et lorsque semblable but est poursuivi par l'un des monarques les plus puissants du globe, rien n'est plus digne d'éloge.

Mais à vouloir restreindre la guerre aux Etats seulement, les citoyens n'étant plus en quelque sorte que de simples spectateurs, ne risque-t-on pas de réduire les éléments de la résistance, en énervant le ressort si puissant du patriotisme? Le premier devoir du citoyen n'est-il pas de défendre son pays, et n'est-ce-pas à l'accomplissement de ce devoir que tous, nous devons les plus belles pages de notre histoire nationale?

D'autre part, dire aux citoyens de ne pas se mêler aux luttes où le sort de leur pays est engagé, n'est-ce pas encourager encore ce mal d'indifférence qui est peut-être l'un des plus graves dont souffre notre temps?

Les petits pays surtout ont besoin de pouvoir compléter les éléments de leur défense, en disposant de toutes leurs ressources, et vous me permettrez bien de dire encore quelques mots du mien.

Notre territoire est extrêmement restreint, mais sa situation géographique est d'une grande importance et c'est ce qui fait que nous avons été si souvent le champ de bataille de l'Europe.

De là, l'institution de notre neutralité qui ne vise pas seulement notre intérêt à nous-mêmes.

Cette neutralité, nous en respectons scrupuleusement les conditions et nous faisons ce que nous pouvons pour être en mesure de la faire respecter au besoin.

De là, les grandes dépenses que nous avons faites à Anvers et plus récemment sur les bords de la Meuse. Nous avons voulu écarter jusqu'à la tentation que pourraient avoir les belligérants d'user de notre territoire pour des fins stratégiques.

J'ai déjà dit que l'on ne pouvait admettre que les nations garantes méconnaîtraient leurs engagements envers nous, alors que nous ne leur en donnerons certainement pas le moindre prétexte, mais voici qu'il faut supposer que nous serions envahis.

Eh bien, acceptons l'hypothèse. Notre pays est de si peu d'étendue que, par surprise, il pourrait être occupé presque tout entier en deux jours, notre armée étant refoulée dans Anvers, réduit de la résistance.

Pourrions-nous, en vue de cette situation si grave, dégager en quelque sorte nos concitoyens de leurs devoirs envers le pays, en semblant tout au moins leur déconseiller de contribuer à la résistance?

Vraiment ne serait ce pas chose grave? Et ici encore, ne vaudrait-il pas mieux, dans l'intérêt de tous, de ne pas tenter le règlement conventionnel d'intérêts qui se prêtent malaisément à une convention, en s'en

rapportant plutôt au droit des gens et à cet incessant progrès des idées que la Conférence actuelle et la haute initiative dont elle émane, vont si puissamment encourager! (Applaudissements).

En conséquence S. E. M. Beernaert propose:

1^o de supprimer les articles 3, 4, 5, 40, 41, 42.

2^o de supprimer, à l'article 2, les mots „étant suspendu et“.

3^o A l'article 6, § 2, marquer qu'il ne pourrait s'agir que d'un séquestre (Inviolabilité déjà admise de la propriété privée).

4^o Ajouter, à l'art. 6, ce nouveau paragraphe:

„Le matériel de chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés, leur sera renvoyé aussitôt que possible, sans pouvoir être utilisé pour les opérations militaires.“

5^o D'insérer deux articles nouveaux:

A. L'armée d'occupation ne pourra prélever d'impôts sur le territoire occupé, que d'après une décision et sous la responsabilité soit du Général en chef, soit de l'autorité civile supérieure instituée par lui.

Ces impôts seront, autant que possible, établis d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur dans les territoires occupés.

B. L'armée d'occupation ne pourra faire de réquisitions en nature que sur l'ordre écrit de l'officier commandant la localité occupée.

Pour toute réquisition il sera accordé une indemnité ou délivré un reçu.

Sur la proposition de M. Beldiman, on décide de faire imprimer et distribuer au plus vite l'intéressant discours de Son Exc. M. Beernaert.

M. de Martens, ayant pris la parole, dit: Messieurs, avant d'entamer la discussion des articles les plus importants de la Déclaration de Bruxelles de 1874, je demanderai la permission de vous soumettre quelques considérations sur l'histoire de ces dispositions.

S. M. l'Empereur Alexandre II, pénétré de la haute importance qu'il y a de formuler des règles concernant les lois et les coutumes de la guerre en temps de paix, alors que les esprits et les passions ne sont pas enflammés, a pris l'initiative de la réunion de la Conférence de Bruxelles en 1874.

L'Empereur avait en vue des faits historiques connus, démontrant comment, en temps de guerre, les accusations réciproques et les causes de haine mutuelle contribuent à aggraver les atrocités inévitables de la guerre. En plus, l'incertitude des belligérants sur les lois et les coutumes de la guerre provoque non seulement des haines, mais des cruautés inutiles commises sur les champs des opérations de guerre.

L'initiative de l'Auguste Souverain n'était point due à une idée nouvelle. Déjà pendant la guerre de Sécession, le Président Lincoln chargeait le professeur Lieber d'élaborer des instructions pour les armées du Général Grant. Ces règlements n'ont pas seulement constitué un grand bienfait pour les troupes des Etats du Nord, mais encore pour ceux des Confédérés du Sud. Ce sont là des circonstances où la force même des choses a provoqué l'idée d'une réglementation des lois de la guerre. L'exemple était donné. La Déclaration de Bruxelles provoquée par l'Empereur Alexandre II en a été le développement logique et naturel.

L'importance de cette déclaration consiste en ceci: pour la première fois un accord devait s'établir, concernant les lois de la guerre effectivement obligatoires pour les armées des Etats belligérants, entre des puissances, afin de préserver les populations inoffensives, paisibles et désarmées contre les cruautés inutiles de la guerre et les maux d'une invasion, non imposés par les nécessités impérieuses de la guerre.

Il a été dit, en 1874, et l'on dit encore aujourd'hui, qu'il est préférable de laisser ces questions dans „le vague et dans le domaine exclusif du droit des gens.“ Mais cette considération est-elle bien juste? Cette incertitude est-elle profitable au faible? Le faible devient-il plus fort, parce que les devoirs du fort ne sont pas déterminés? Le fort devient-il plus faible, parce que ses droits sont précisés et, par conséquent, limités? Je ne le pense pas. Je suis profondément convaincu que c'est surtout dans l'intérêt du faible que ses droits, ainsi que ses devoirs, soient précisés. Il est impossible d'imposer au plus fort le respect des droits du plus faible, si l'on ne reconnaît point les devoirs de ce dernier.

Ceux qui ont fait progresser l'idée d'humanité dans la pratique de la guerre ne sont pas surtout les philanthropes et les publicistes, mais surtout les grands capitaines, les Gustave-Adolphe, qui ont vu la guerre de leurs yeux. Obligés de mettre un frein aux passions enflammées de leur soldats, ils ont ainsi inauguré une discipline dans leurs armées, qui a été la source de la réglementation des usages de la guerre — discipline d'autant plus nécessaire en cas d'envahissement d'un territoire ennemi.

S'il existe des lois de la guerre, — et personne ne conteste ce fait — il est absolument nécessaire de se mettre d'accord pour les déterminer.

Animés d'un désir commun de porter nos lumières dans l'examen de ces lois et coutumes de la guerre, nous avons jusqu'ici travaillé de concert dans cette voie, et nous avons pu résoudre la plupart des questions qui nous ont été soumises.

Maintenant, que nous sommes arrivés aux articles les plus importants de la Déclaration de Bruxelles, ce serait un malheur de laisser entièrement dans le vague les questions se rattachant aux premiers articles, concernant l'occupation et les combattants.

Je sais qu'on dit qu'il faut s'en remettre, pour résoudre ces questions, à la pratique de la guerre, aux principes du droit des gens généralement reconnus et, enfin, au cœur de capitaines, des commandants en chef, des autorités militaires. Mais, Messieurs, le cœur a des raisons que la raison ne comprend pas et en temps de guerre, on n'en connaît qu'une: c'est la raison de la guerre. Je m'incline respectueusement devant les grands faits que le cœur humain a commis pendant la guerre et sur les champs de bataille. La Croix Rouge en est la meilleure preuve. Mais, Messieurs, les grands sentiments du cœur humain restent malheureusement très souvent un livre fermé au milieu des combats.

Notre tâche actuelle est de rappeler aux peuples leurs devoirs, non seulement en temps de paix, mais encore en temps de guerre. Notre mandat a été bien déterminé dès le début de nos travaux communs: nous

désirons élaborer, dans un esprit de concorde, d'humanité et de justice, les bases uniformes des instructions que les gouvernements s'engageront de donner à leurs forces armées sur terre. Nous avons toujours reconnu la loi impérieuse des nécessités inexorables de la guerre. Nous ne voulons ni empiéter sur les droits d'indépendance militaire des Etats, ni fermer les yeux devant les différences qui existent dans la situation des Etats représentés ici, à la Conférence.

Toutefois, permettez-moi de croire que nous sommes unanimes dans le désir de mitiger, autant que possible, les cruautés et les désastres des guerres internationales, qui ne sont aucunement imposés par les nécessités de la guerre. C'est notre désir unanime que les armées des nations civilisées soient non seulement pourvues des armes les plus meurtrières et perfectionnées, mais qu'elles soient également pénétrées des notions du droit, de la justice et de l'humanité, obligatoires même sur le territoire envahi et même à l'égard de l'ennemi.

La Déclaration de Bruxelles doit être plus qu'un acte international. Ce doit être un acte d'éducation qui doit, à l'avenir, entrer dans le programme d'instruction militaire. Tel serait le but des instructions militaires données; tel devrait être le but suprême des nos efforts communs.

Permettez-moi d'ajouter encore une observation. Supposons que nous n'arrivions point à une entente sur les principaux articles de la Déclaration de Bruxelles. Le résultat serait fatal et désastreux au plus haut degré à l'ensemble de notre œuvre, car alors les gouvernements belligérants et les chefs militaires se diraient: „par deux fois, en 1874 et 1899, deux grandes Conférences internationales ont réuni les hommes les plus compétents et les plus éminents du monde civilisé en la matière. Ils n'ont pas réussi à déterminer les lois et coutumes de la guerre. Ils se sont séparés en laissant exister le vague complet sur toutes ces questions. Ces hommes éminents, en discutant ces questions de l'occupation et des droits et devoirs des territoires envahis, n'ont trouvé aucune autre solution que de laisser tout dans le vague et dans le domaine du droit des gens! Comment, nous, les commandants en chef des armées, nous, qui sommes dans le feu de l'action, trouverions-nous le temps de résoudre ces controverses, alors qu'ils ont été impuissants à le faire en temps de paix, quand dans le monde entier régnait un calme profond et quand les gouvernements se sont réunis afin de poser des bases solides pour une vie commune de paix et de concorde?“

Dans ces circonstances il serait impossible de refuser aux belligérants le droit illimité d'interpréter les lois de la guerre à leur guise et selon leurs convenances.

Je m'excuse, Messieurs, d'avoir si longuement exposé mes idées à ce sujet, mais je l'ai fait, parce qu'elles résultent de mes convictions les plus profondes.

Laisser planer une incertitude sur ces questions, aurait pour résultat fatal de faire triompher les intérêts de la force, en sacrifiant ceux de l'humanité. En attirant votre bienveillante et sérieuse attention sur ces

considérations, je n'ai, Messieurs, qu'un seul désir, savoir: qu'en sacrifiant les intérêts vitaux des populations paisibles et désarmées au hasard de la raison de la guerre et du droit des gens, vous vous rendiez bien compte des conséquences inévitables qui en suivront. Ces conséquences seront fatales et désastreuses au plus haut degré, parce que la Conférence de La Haye aurait constaté devant l'opinion publique du monde civilisé, une seconde fois, l'incapacité des gouvernements de préciser les droits de la guerre, afin de limiter ses atrocités et ses cruautés.

C'est à vous, Messieurs, de juger quel effet déplorable ce fait aura sur l'opinion publique du monde civilisé.

C'est à vous de résoudre la question: à qui sera avantageux le doute et l'incertitude, au faible ou au fort?

M. Bihourd fait remarquer que deux thèses assez différentes ont été émises à l'occasion des premiers articles du Projet de Bruxelles.

Le discours de Son Exc. M. Beernaert résume l'une et sera imprimé; quant à l'autre, exposée dans la réponse si nourrie et éloquente de l'honorable Président, elle diffère sur quelques points avec la précédente.

Il serait désirable d'ajourner jusqu'à jeudi la discussion de ces deux thèses pour que la Sous-Commission pût se prononcer en toute connaissance de cause.

Cette proposition est adoptée.

Après une observation de M. le Colonel Gilinsky il est décidé que le discours de M. de Martens sera imprimé.

La séance est levée.

Septième Séance.

8 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la sixième séance est lu et adopté.

Le Président annonce qu'un accord s'est établi entre Son Exc. M. Beernaert et M. le Général Mounier: les deux premiers alinéas de l'article 55 seraient conservés dans leur rédaction actuelle; il y serait ajouté un troisième alinéa conçu en ce termes:

Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou blessés ne peuvent être rendus qu'à leurs pays d'origine."

En outre, pour constater l'esprit dans lequel on s'est arrêté à cette solution Son Exc. M. Beernaert propose d'insérer au procès-verbal l'explication suivante adoptée par M. le Général Mounier:

„Cet article n'a d'autre portée que d'établir que des considérations d'humanité et d'hygiène peuvent déterminer un Etat neutre à laisser passer des soldats blessés ou malades à travers son territoire, sans manquer aux devoirs de la neutralité.

Il résulte du texte même qu'il aurait éventuellement à prendre la même attitude à l'égard des deux armées belligérantes.“

Cette formule est appuyée par S. E. le Comte Nigra.

La Sous-Commission, en tenant compte de cette explication, approuve son insertion au procès-verbal et adopte la rédaction proposée pour l'article 55.

On passe à la discussion du chapitre I du Projet de Bruxelles, intitulé: „De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi.“

Il est donné lecture de l'article 1^{er}:

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff demande la suppression de l'alinéa deux.

Il croit qu'il faut prévoir le cas où un belligérant a bien effectivement établi son autorité sur un territoire, mais où les communications entre l'armée ou les corps occupants et les autres forces du belligérant sont interrompues et où des émeutes se produisent dans ce territoire et réussissent momentanément. Dans ces circonstances on ne peut pas soutenir que le territoire ne soit pas occupé.

M. le Général den Beer Poortugael dit que cet amendement a une portée trop étendue. On ne peut reconnaître une occupation que quand l'autorité du belligérant est établie de fait.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff remarque que les mots „de fait“ se trouvent déjà dans l'alinéa premier.

S. E. M. Beernaert est d'avis que l'alinéa premier ne trouve son explication que dans l'alinéa deux; isolé, il n'aurait plus de valeur.

M. le Chevalier Descamps fait observer que l'Institut de Droit International est allé plus loin que la Conférence de Bruxelles et a apporté plus de restrictions à l'idée de l'occupation. Il lit l'article 41 du Manuel d'Oxford contenant la définition du „territoire occupé“*).

Il estime que la suppression de l'alinéa deux irait à l'encontre de toutes les notions établies. On ne peut reconnaître une occupation qui n'existe pas. Ce qu'il faut absolument conserver, c'est la notion de l'occupation.

M. le Colonel Gilinsky accentue le point de vue militaire: une armée considère un territoire comme occupé lorsqu'elle s'y trouve soit avec le gros de ses troupes, soit avec des détachements, et que les lignes de communications sont assurées. Sur ce territoire, l'armée occupante laisse

* Cet article est ainsi conçu:

Un territoire est considéré comme occupé lorsque, à la suite de son invasion par des forces ennemis, l'Etat dont il relève a cessé, en fait, d'y exercer une autorité régulière, et que l'Etat envahisseur se trouve être seul à même d'y maintenir l'ordre. Les limites dans lesquelles ce fait se produit déterminent l'étendue et la durée de l'occupation.

des troupes pour protéger ses communications en arrière. Ces troupes sont souvent peu nombreuses, de sorte qu'une émeute devient possible. Mais le fait qu'une telle émeute éclate ne peut empêcher l'occupation d'être considérée comme existant de fait. Pour tenir compte de cette manière de voir militaire, il rappelle à la haute Assemblée l'explication adoptée en 1874 par la Conférence de Bruxelles dans sa séance du 12 août*) et dont voici le texte:

„On peut considérer l'occupation comme établie lorsqu'une partie de l'armée occupante a assuré ses positions et sa ligne de communication avec les autres corps. Cela fait, elle est en mesure de tenir tête aux entreprises de l'armée de l'occupé et aux émeutes de la population.“

S. E. M. Beernaert remarque qu'à Bruxelles, après de longues discussions, on n'a rien trouvé de mieux que la rédaction de l'article 1^{er} telle que l'Assemblée l'a sous les yeux. A son avis, il faut, faute de mieux, la conserver.

Le Président dit qu'on tiendra compte dans le procès-verbal de l'explication, donnée au point de vue militaire par le Colonel Gilinsky.

S. E. M. Beernaert ne considère cette explication que comme une opinion personnelle de M. Gilinsky. En effet, il ne ressort nullement des actes de la Conférence de Bruxelles qu'elle aurait fait sienne l'explication citée. Il s'agit d'une phrase du Général de Leer.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose, dans le but de faire une concession, d'ajouter au premier alinéa après „autorité“ le mot „établissement“.

S. E. M. Beernaert estime que cette proposition ne constitue pas une concession.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff est d'accord avec le Colonel Gilinsky, il désirerait que son explication personnelle fût adoptée par la Sous-Commission.

M. le Colonel Gilinsky déclare qu'il y tiendrait également.

Le Président recommande à l'attention de la Sous-Commission cette explication, donnée au point de vue militaire.

M. le Général den Beer Poortugael fait remarquer que l'expression „a assuré ses positions“ etc. est trop vague. Le principe lui paraît clair et facile à poser. Lorsqu'une autorité n'est pas de force à se soutenir, elle n'est pas établie et il n'y a pas d'occupation.

M. Rolin propose une rédaction transactionnelle reproduisant, avec de légères modifications, l'article 41 du Manuel d'Oxford:

„Une territoire est considéré comme occupé par l'Etat ennemi lorsque, à la suite de son invasion par des forces ennemis, l'Etat, dont ce territoire relève, a cessé en fait d'y exercer une autorité régulière. Les limites dans lesquelles ce fait se produit déterminent l'étendue et la durée de l'occupation.“

M. Rolin trouve que le double fait, facile à constater, de l'invasion du territoire et du retrait des autorités légales, peut servir le mieux à

*) Voir: Actes de la Conférence de Bruxelles 1874, page 105.

déterminer s'il y a occupation. Dans l'hypothèse que prévoit la rédaction proposée, il y a nécessairement occupation par l'ennemi, puisqu'il n'y a plus qu'un seul pouvoir, qui puisse s'exercer, et que c'est celui de l'ennemi.

S. E. M. Beernaert persiste à croire que la définition de 1874 est préférable. Le retrait des autorités légales est un fait négatif qui peut fort bien se produire sans qu'il y ait occupation.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff croit pouvoir se rallier à la proposition de M. Rolin.

S. E. M. Beernaert trouve que le changement, introduit par M. Rolin dans le texte d'Oxford, supprime jusqu'à la dernière garantie que celui-ci offrait.

M. le Jonkheer van Karnebeek fait observer que la rédaction proposée par M. Rolin manque d'exactitude. Il lui semble qu'elle n'est plus conforme au premier alinéa de l'article 1^{er}. D'après la rédaction de M. Rolin, le mot „invasion“ se rapporte à l'Etat ennemi; tandis que, comme l'indique clairement le texte de 1874, il s'agit de l'invasion du territoire ennemi.

M. Rolin, afin d'éviter l'équivoque, signalée par M. van Karnebeek, retranche dans son amendement les mots: „par l'Etat ennemi“ après „occupé.“

M. le Chevalier Descamps observe que, d'après la rédaction de M. Rolin, il pourrait y avoir occupation sans que le territoire soit réellement occupé.

M. Stancioff fait la remarque qu'en cas d'occupation, l'ennemi devrait prévenir les habitants du pays de son occupation du terrain conquis.

M. Léon Bourgeois constate que toutes les propositions faites ici au sujet de l'article 1^{er} en visent seulement les détails et non pas sa conception générale. Le Colonel Gilinsky par exemple, ne parle que de défendre les communications: or, il s'agit également des positions. M. Rolin s'applique à déterminer un autre cas particulier: „le retrait des autorités légales“, sans bien préciser de quelles autorités il s'agit. Pourrait-on dire qu'il y a retrait des autorités légales quand seuls les maires exercent encore le pouvoir? Il lui semblerait plus prudent de conserver la rédaction adoptée en 1874 après de mûres délibérations par tous les représentants des différentes Puissances. Il ne serait point désirable de mettre à l'article 1^{er} et pour ainsi dire au sommet de notre œuvre, une définition nouvelle, hâtivement rédigée, et sans doute incomplète, et pouvant donner lieu à des difficultés sérieuses d'interprétation.

M. Rolin tient à préciser les conditions dans lesquelles il a formulé sa proposition. En présence des deux opinions, dont l'une tend à maintenir tout l'article l'autre à retrancher le second alinéa, il a tâché de trouver une formule conciliante. Pour le cas où le maintien intégral de l'article serait adopté, il retire sa proposition.

M. Lammasch propose la rédaction suivante:

„Un territoire est considéré comme occupé en tant qu'il se trouve placé de fait sous l'autorité établie de l'armée ennemie.“

M. le Chevalier Descamps trouve que cette rédaction ne fait que reproduire sous une autre forme le texte primitif de l'article 1^{er}. Dans ces conditions il vaudrait mieux maintenir le texte original.

M. Lammash serait satisfait si l'article premier était conservé dans son texte actuel; sa proposition n'était que conciliatrice.

Le Président croit devoir rappeler que, comme l'a dit M. Bourgeois, cet article a été le résultat de délibérations approfondies lors de la Conférence de Bruxelles. Après quatre séances, les militaires, les diplomates et les jurisconsultes ont été d'accord que cette rédaction était la meilleure. Il faut tenir compte de cette circonstance.

M. le Colonel Gilinsky fait observer qu'il n'a pas fait de proposition. Il n'a voulu qu'appuyer l'opinion émise par le Colonel de Gross de Schwarzhoff en indiquant la différence entre la conception au point de vue militaire et au point de vue juridique.

Le Colonel Gilinsky déclare qu'il ne s'oppose pas au maintien de l'article 1^{er}.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff déclare, qu'étant donné l'opinion générale en faveur du maintien de l'article, il n'insiste plus sur la suppression de l'alinéa deux.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité avec la rédaction de 1874.

Il est donné lecture de l'article 2:

„L'autorité du pouvoir légal étant suspendue et ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publique.“

S. E. M. Beernaert propose de retrancher les mots: „étant suspendu et“.

Cette proposition et l'article ainsi amendé sont adoptés.

Il est donné lecture de l'article 3:

„A cet effet, il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix, et ne les modifiera, ne les suspendra ou ne les remplacera que s'il y a nécessité.“

Le Président rappelle que Son Exc. M. Beernaert a proposé la suppression de l'article 3, comme étant superflu.

M. le Général den Beer Poortugael appuie cette manière de voir de Son Exc. M. Beernaert.

Le Président admet que l'article 3 se trouve en partie contenu dans l'article 2.

M. Lammash estime que l'article a pourtant une certaine valeur, surtout pour les Etats faibles et en raison de la restriction apportée par les mots „que s'il y a nécessité“. Il serait pour le maintien de l'article.

M. le Baron de Bildt est d'avis qu'il faut s'inspirer du principe d'éviter, dans la mesure du possible, de modifier le texte adopté à Bruxelles. L'article est humanitaire et il n'y a pas lieu de le supprimer. A ce point de vue, et n'ayant encore entendu aucun argument net et décisif pour la suppression de l'article, il est d'avis de le maintenir.

S. E. M. Beernaert objecte que l'on ne peut pas conventionnellement attribuer d'avance au vainqueur certains pouvoirs sur le territoire du vaincu; d'autre part, la disposition proposée ne donne qu'une garantie apparente, puisque l'envahisseur aura la faculté de modifier, de suspendre et de remplacer les lois existantes, en d'autres termes, il fera ce qu'il veut.

M. le Baron de Bildt se rangerait plutôt du côté de M. de Martens qui, dans son éloquent discours, a mis en lumière la grande utilité qu'il y a pour le faible, pour le vaincu, de trouver les obligations du vainqueur limitées et circonscrites. Le doute ne peut être profitable qu'au fort. L'article présente cet avantage que s'il laisse au vainqueur d'être juge, il exige qu'il y ait nécessité de prendre les mesures dont il s'agit. Il faut cependant reconnaître qu'il s'agit ici plutôt d'une obligation morale.

M. Stancioff dit qu'en tout cas il faudra ajouter au mot trop vague de „nécessité“ la restriction „impérieuse“.

M. le Général Zuccari remarque que comme les différents amendements de Son Exc. M. Beernaert forment un ensemble, il vaudrait mieux suspendre le vote jusqu'à ce que chacun d'eux ait été discuté séparément.

M. Beldiman demande à faire sur l'ordre des discussions, une observation analogue à celle du Général Zuccari. Les propositions de Son Exc. M. Beernaert constituent un ensemble. On ne pourrait voter la suppression d'un article sans s'être auparavant mis d'accord sur le principe qui les domine tous. Autrement on préjudicierait sur la décision quant à l'ensemble de ces propositions. En traitant de l'une, il faut aussi envisager les autres. Dans cet ordre d'idées, il propose d'ajourner le vote.

M. Motono n'estime pas qu'il y ait entre les articles, sur lesquels portent les amendements de Son Exc. M. Beernaert, une connexité rendant impossible de prendre des décisions sur chacun d'eux séparément.

Le Président, d'accord avec Son Exc. M. Beernaert, estime qu'il faudrait discuter successivement les articles, comme une délibération et un vote sur leur ensemble deviendraient trop compliqués.

M. Léon Bourgeois expose que, comme d'une part une discussion sur les articles 3, 4 en 5 dans leur ensemble serait trop difficile, mais que d'autre part un principe commun les domine tous, les votes émis séparément sur chacun d'eux devraient être considérés comme provisoires. Il faudra laisser la liberté d'une seconde discussion pour préparer un vote confirmatif.

Cette manière de procéder est approuvée.

M. Odier désire expliquer dans quel sens il pourra se déclarer d'accord avec la proposition de Son Exc. M. Beernaert de supprimer les articles 3, 4 et 5. Tout en adhérant au principe humanitaire qui a présidé à la rédaction de ces articles et en souhaitant que l'autorité occupante s'exerce de la façon la plus modérée, il estime impossible de demander à l'Etat vaincu de souscrire, par avance, au moyen d'une convention, à des mesures qui pourraient être vexatoires pour les populations; impossible aussi de déléguer, pour ainsi dire, à l'occupant les pouvoirs que l'Etat légal a été forcé de résigner. C'est pour cette raison de principe que M. Odier peut

se déclarer d'accord avec la proposition de supprimer les articles indiqués par Son Exc. M. Beernaert, mais à condition toutefois qu'il soit consigné au procès-verbal que, si cette matière pouvait être réglée par des textes de conventions, ce serait bien dans l'esprit qui a présidé à la rédaction de ces dispositions, qu'ils devraient être adoptés comme articles de conventions.

S. E. M. Eyschen demande à motiver son vote. Il se prononcera pour la suppression proposée par Son Exc. M. Beernaert, mais il veut faire bien ressortir que dans son opinion les devoirs de tutelle économique, législative et militaire, qui incombent à l'occupant, doivent être interprétés dans le sens de la Déclaration de Bruxelles.

Il désire que sa déclaration soit insérée au procès-verbal.

S. E. M. Beernaert dit qu'il est d'accord avec les déclarations de M. Odier et de Son Exc. M. Eyschen.

Le Président fait procéder au vote.

Pour la suppression de l'article 3 se sont prononcés: les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Chine, l'Espagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Perse, la Russie, le Siam et la Suisse.

Pour le maintien de l'article 3 se sont prononcés: l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Portugal, la Serbie, la Suède et Norvège, la Turquie et la Bulgarie.

La Roumanie a réservé son vote.

Il est bien entendu que ce vote, comme ceux sur les deux articles suivants, sera considéré comme provisoire, ce que M. Bourgeois a rappelé en votant.

L'article 3 est donc provisoirement maintenu par 13 voix contre 10 et une abstention.

Le Président met au vote la proposition de Son Exc. M. Beernaert tendant à supprimer l'article 4, lequel est ainsi conçu:

Les fonctionnaires et les employés de tout ordre qui consentiraient, sur son invitation, à continuer leurs fonctions, jouiront de sa protection. Ils ne seront révoqués ou punis disciplinairement que s'ils manquent aux obligations acceptées par eux et livrés à la justice que s'ils les trahissent.

Pour la suppression de l'article 4 se sont prononcés: les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Chine, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Russie, le Siam, la Suisse et la Bulgarie.

Pour le maintien de l'article 4 se sont prononcés: l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Grande Bretagne, le Japon, la Serbie et la Suède et Norvège.

La Roumanie et la Turquie se sont abstenues.

L'article 4 est donc provisoirement supprimé par 15 voix contre 7 et deux abstentions.

M.M. Bourgeois et Zenil ont expliqué leur vote en disant qu'à leur avis la nature de l'article 4 n'est pas la même que celle de l'article 3.

Le Président met enfin au vote la suppression, proposée également par Son Exc. M. Beernaert, de l'article 5:

L'armée d'occupation ne prélevaera que les impôts, redevances, droits et péages déjà établis au profit de l'Etat, ou leur équivalent, s'il est impossible de les encaisser, et, autant que possible, dans la forme et suivant les usages existants. Elle les emploiera à pourvoir aux frais de l'administration du pays dans la mesure où le Gouvernement légal y était obligé.

Pour la suppression de l'article 5 se sont prononcés: les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Chine, l'Espagne, la France, la Luxembourg, la Perse, la Russie, le Siam, la Suisse et la Bulgarie.

Pour le maintien de l'article 5 se sont prononcés: l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Grande Bretagne, l'Italie, le Japon, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la Serbie et la Suède et Norvège.

Ont réservé leur vote la Roumanie et la Turquie.

Onze voix se sont donc prononcées pour le maintien de l'article 4 et onze contre, deux votes étant réservés.

S. E. M. Beernaert dit que comme ses propositions sur la suppression des articles 40 à 42 et l'introduction de nouveaux articles supplémentaires ne sont que le développement du principe dont émanent ses propositions quant aux articles 3, 4 et 5, il serait peut-être préférable de voter aussi provisoirement sur ces dernières.

On passe à la rédaction de l'article 3 qui a été provisoirement maintenu.

M. Odier propose la rédaction suivante:

„A cet effet, il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix. Il ne pourra en suspendre l'exécution que dans la mesure et pour le temps où cela sera nécessaire en vue du maintien de l'ordre.“

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff croit qu'il sera bien difficile pour les militaires d'accepter cette rédaction.

M. Rolin, faisant droit aux observations présentées par Son Exc. M. Beernaert dans une séance précédente, est d'avis qu'on ne doit pas reconnaître conventionnellement et d'avance le droit du vainqueur. L'idée qui préside à ces articles est de fixer des limites que le vainqueur ne pourra pas dépasser, sauf le cas des nécessités de la guerre. Il s'agit ici non de stipuler ce que le vainqueur est autorisé à faire, mais ce qui doit lui être interdit. C'est pour ce motif qu'il propose de formuler l'article comme suit:

„Les lois existantes restent en vigueur dans le territoire occupé et si l'occupant est amené, par suite des nécessités de la guerre à les modifier, à les suspendre ou à les remplacer, l'effet de ces mesures sera limité à l'étendue et à la durée de l'occupation.“

M. Lammesch, bien que d'accord en principe avec M. Rolin, regrette de ne pouvoir se rallier tout à fait à sa proposition. Il craint que cette rédaction puisse être interprétée en ce sens que les effets des actes commis par l'occupation seraient limités au temps de l'occupation; il lui semble, au contraire, que ces actes sont régis par les lois qui étaient en vigueur

pendant ce temps et qu'ainsi, en modifiant l'adage „locus regit actum“ en „tempus regit actum“, les mêmes lois continueront à régir ces actes après que l'occupation aura cessé.

M. Lammasch constate que la rédaction suggérée par M. Rolin pourrait être interprétée dans un sens contraire à ce principe.

M. Rolin pense qu'il lui sera possible de faire droit à l'observation de M. Lammasch en modifiant très légèrement la rédaction qu'il a proposée.

Le Président fait remarquer que l'article 3 est le résultat de discussions approfondies. Si l'on veut trouver une rédaction qui prévoit tous les cas, on pourrait délibérer bien longtemps. Exprimant son opinion personnelle, il jugerait désirable d'adopter cet article dans le texte original.

A la demande de M. le Colonel Gilinsky il lui est donné acte de ce que, dans sa qualité de délégué technique, il a défendu dans cette séance les lois militaires et les nécessités de la guerre. Pour ces considérations d'ordre militaire, les lois du pays occupé ne peuvent être maintenues qu'en tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les lois militaires de l'envahisseur.

La déclaration du Colonel Gilinsky sera insérée dans le procès-verbal.

S. E. M. Beernaert et M. Bourgeois demandent que le vote soit remis à la prochaine réunion.

Le Président adhère à cette idée et prie MM. les délégués qui ont des propositions à faire sur l'ensemble des chapitres I, II et IX, de les envoyer par écrit encore aujourd'hui au bureau afin qu'elles puissent être distribuées et examinées avant la prochaine séance.

La séance est levée.

Huitième Séance.

10 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la septième séance est lu et adopté.

Le Général Sir John Ardagh lit la Déclaration suivante:

„Dans le discours prononcé par Son Exc. M. Beernaert dans la sixième séance, je crois trouver la conviction, ou au moins le désir que la révision de la Déclaration de Bruxelles aboutisse à une Convention internationale, et notre Président, dans son exposé, a exprimé le vœu que cette déclaration serait plus qu'un acte international.

Sans chercher à connaître les motifs auxquels peut être attribuée la nonadoption de la Déclaration de 1874, il est permis de supposer que les mêmes difficultés peuvent surgir à la conclusion de nos travaux à la Haye.

Afin de les écarter et d'éviter les résultats infructueux de la dernière Conférence, il me semble que nous ferions mieux de n'accepter la déclaration que comme une base générale pour les instructions sur les Lois et Coutumes de la Guerre à donner à nos troupes, sans aucun engagement d'adopter tous les articles tels qu'ils résulteront des votes de la majorité.

Je crois que mon Gouvernement est disposé à adopter cette idée au lieu de l'abstention absolue communiquée au Gouvernement Impérial à la fin de la Conférence de Bruxelles par Lord Derby.

Notre intention est d'incorporer dans notre Manuel d'Instruction, textuellement s'il est possible, tous les articles de la Déclaration que nous jugerons conformes aux principes de la loi internationale sur laquelle nous avons jusqu'ici réglé nos actes.

Avec cette réserve nous désirons que la Conférence se prononce sur le plus de questions possible, afin de faire constater toutes les opinions dans un sens et dans l'autre. Il nous semble que la suppression entière de certains articles, proposée par Son Exc. M. Beernaert, pourrait être considérée comme une autorisation aux belligérants à interpréter les lois de guerre dans un sens peu favorable aux Etats faibles, tandis qu'une pleine discussion indiquerait au moins certaines restrictions au droit illimité résultant de l'incertitude; et, quel que soit le résultat, celui-ci ne nous engagerait pas à accepter les articles.

Cette pleine liberté d'accepter ou de modifier les articles a pour nous une importance suprême.

En suivant cet ordre d'idées, nous voyons non seulement une possibilité, mais bien une certitude, d'assurer aux travaux des deux Conférences un résultat sérieux, et nous croyons éviter les risques de naufrage présentés par un projet de Convention internationale ou par l'adoption d'instructions identiques pour toutes les armées.

Dans tous les cas, mon gouvernement ne sera pas engagé par mon opinion ou mes votes, et restera absolument libre.

Le Président a pris ensuite la parole en ces termes:

„Je crois de mon devoir de répéter ce que j'ai déjà exposé à maintes reprises, aussi bien dans cette Assemblée qu'à différentes autres occasions. Le but du Gouvernement Impérial est toujours le même, à savoir que la Déclaration de Bruxelles, revisée en tant que cette Conférence le jugera nécessaire, puisse former une base solide pour les instructions que les Gouvernements donneront en cas de guerre à leurs armées de terre. Sans doute, afin que cette base soit réellement bien établie, il faut un engagement conventionnel semblable à celui de la Déclaration de St. Pétersbourg de 1868. Il conviendrait que, dans un article, les Puissances signataires et accédantes déclarassent être d'accord sur des règles uniformes, qui feraient l'objet de ces instructions. C'est la seule manière d'obtenir une force obligatoire liant les Puissances signataires. Il est bien entendu que la Déclaration de Bruxelles n'aura cette force obligatoire que pour les Etats contractantes ou accédantes.

Si toutefois, dans une guerre future, un allié d'une de ces Puissances n'aurait pas signé cet engagement de faire ce qu'au moyen-âge ont eût appelé une „bonne“ guerre, les règles de la Déclaration de Bruxelles n'existeraient pas pour lui. Il aurait évidemment le droit de donner les instructions qu'il jugerait utiles et équitables et pourrait, à cet effet,

choisir parmi les doctrines professées par les différents jurisconsultes qui se sont occupés de la matière.

Toutefois, une base solide, uniforme et reconnue, ferait défaut à ces instructions.

Pour exprimer clairement quel est, dans l'esprit du Gouvernement russe, le but de la Conférence en ce qui concerne cette matière, je ne saurais trouver une meilleure image que celle d'une „Société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre.“ Eh bien, Messieurs, on est libre de participer ou non à une société, mais, pour qu'elle existe, il lui faut des statuts. Et dans les sociétés d'assurance, par exemple contre l'incendie, la grêle ou d'autres calamités, les statuts qui prévoient ces désastres ne les codifient pas, mais constatent les dangers existants. C'est bien ainsi qu'en fondant, de commun accord, „la Société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre“ dans le but de sauvegarder les intérêts des populations contre les grands désastres, on ne légalise point ces désastres, on ne fait que les constater. D'autre part, ce n'est pas contre les nécessités de la guerre, c'est uniquement, je le répète, Messieurs, contre les abus de la force qu'on veut se garantir.

En proposant aux nations du monde civilisé de fonder une société semblable, la Russie n'a pas seulement émis un désir; elle a cru obéir à un devoir. Il me semble que tout le monde ne peut que partager cette manière de voir. C'est aux Gouvernements d'entrer ou non dans la société, d'accepter ou de repousser la main qui leur est tendue. Mais les membres seuls bénéficieront de tous les avantages qu'offrira cette société en temps de guerre.

Quant aux statuts de la société, ils ne peuvent être que la Déclaration de Bruxelles, modifiée par vos délibérations. Mais ne perdez pas de vue qu'aucun de ses articles ne sanctionne les désastres de la guerre qui existent et qui existeront toujours. Ce que ces dispositions visent est de porter secours aux populations paisibles et désarmées pendant les calamités de la guerre.

Voici, Messieurs, mis en lumière une fois de plus, le point de vue qui, à mon avis, doit dominer nos efforts communs.

J'espère qu'ils auront pour résultat de fonder une société comme celle dont je vous ai exposé la mission et le but.“

Sur la proposition de MM. Motono et de Bille, il est décidé que la déclaration de Sir John Ardagh et l'explication de M. de Martens seront imprimées et annexées au compte-rendu sommaire.

M. Veljkovitch observe qu'à son avis la Sous-Commission n'est compétente que pour examiner le Projet de la Déclaration de Bruxelles. Ce sera à la réunion plénière de la Conférence de décider si l'on donnera aux résultats de ces travaux la forme d'une Convention.

Le Président remarque qu'il n'y a pas lieu d'entrer en discussion sur la déclaration de Sir John Ardagh.

A la fin des délibérations les Gouvernements auront à décider de l'opportunité de conclure une convention sur cette matière.

Le Général Sir John Ardagh constate que sa déclaration a un caractère personnel et quelle n'émane pas de son Gouvernement.

S. E. le Comte Nigra dit qu'il importerait de savoir si le Gouvernement anglais partage la manière de voir de Sir John Ardagh.

S. E. Sir Julian Pauncefote déclare qu'il s'agit ici d'une opinion personnelle au sujet de laquelle le Gouvernement britannique sera consulté et prendra une décision en temps et lieu.

S. E. M. Beernaert croit avoir été mal compris par Sir John Ardagh. Il apprécie hautement le but humanitaire que vise le Gouvernement russe et constate que l'on est déjà arrivé à un accord sur beaucoup de points et souvent avec le concours du délégué anglais. Mais, dans l'intérêt même de la cause, il a cru devoir signaler les difficultés qu'il y aurait à vouloir résoudre conventionnellement certaines questions. Cependant, il s'est rallié à la proposition de M. Odier d'insérer comme vœu au procès-verbal ce qui ne pourrait faire l'objet d'une Convention, même en termes nécessairement vagues. Si l'on ne veut qu'imposer des restrictions au vainqueur, on peut le faire sous cette forme. Il a d'ailleurs signalé la situation de la Belgique, perpétuellement neutre et par conséquence fort désintéressée en droit dans la question des belligérants.

Le Président dit qu'il sera pris note des déclarations de Sir John Ardagh et de Son Exc. M. Beernaert.

Il fait connaître:

1^o Que M. Odier a proposé la rédaction suivante de l'article 3:

„A cet effet il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix. Il ne pourra en suspendre l'exécution que dans la mesure et pour le temps où cela sera nécessaire en vue du maintien de l'ordre.“

2^o Que M. Rolin a proposé l'amendement suivant à l'art. 3:^{*)}

„Les lois existantes restent en vigueur dans le territoire occupé, et si l'occupant est amené, par suite des nécessités de la guerre, à les modifier, à les suspendre ou à les remplacer, ces mesures n'auront qu'un caractère purement provisoire limité suivant l'étendue et la durée de l'occupation.“

Le Président pris les délégués qui ont proposé des amendements au sujet de l'article 3, dont le maintien a été provisoirement adopté, de vouloir bien donner des explications quant à leurs propositions.

M. Rolin rappelle qu'une première rédaction de son amendement avait été distribuée. Elle était conçue en ces termes:

„Les lois existantes restent en vigueur dans le territoire occupé et si l'occupant est amené, par suite des nécessités de la guerre, à les modifier, à les suspendre ou à les remplacer, l'effet de ces mesures sera limité à l'étendue et à la durée de l'occupation.“

En vue de tenir compte des observations de M. Lammasch présentées à la fin de la dernière séance, la fin de l'article a été changée dans le

^{*)} Voir annexe A.

texte actuellement soumis à la Sous-Commission. En dehors de cette explication, M. Rolin n'a rien à ajouter à ce qu'il a dit, en séance du 8 juin, pour justifier son amendement à l'article 3.

M. Odier rappelle qu'il s'est rallié à la suppression de l'article 3 et qu'il avait proposé sa rédaction pour le cas où le maintien de cet article aurait été décidé. Il désirerait que le texte de l'article dont il s'agit fût voté préalablement; on voterait ensuite sur la question de son maintien.

M. le Baron de Bildt a proposé l'amendement suivant, dont le texte est distribué pendant la séance:

Supprimer à l'art. 3 les mots: „et ne les modifiera, ne les suspendra, ni ne les remplacera, que s'il y a nécessité“; à l'art. 5 supprimer les mots: „Autant que possible“.

Le Baron de Bildt fait observer que dans la dernière séance les avis étaient partagés. D'une part on voulait des garanties; de l'autre, on faisait objection à déterminer les limites des droits du vainqueur, puisque par ce fait les Gouvernements reconnaîtraient d'avance aux belligérants des droits sur leurs sujets.

C'est à ce point de vue que Son Exc. M. Beernaert a demandé la suppression de l'article. L'orateur a émis un avis contraire, mais pour obtenir un résultat réel, il a proposé son amendement, qui, en conséquence, a le caractère d'un compromis. Il espère obtenir l'assentiment de tous; l'unanimité étant très désirable pour les résolutions de cette Sous-Commission. Personnellement, il ne serait point opposé au maintien de l'article.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff remarque qu'il lui semble inadmissible de supprimer des derniers mots de l'article, lequel sans cette restriction, défend de changer en quoi que ce soit l'état de choses sur le territoire envahi. L'occupant ne pourrait même pas décréter l'état de siège et devrait respecter par exemple les lois sur le recrutement etc. Selon son opinion personnelle, l'acceptation soit de l'amendement de M. Odier soit de celui du Baron de Bildt ferait surgir, non seulement du côté de l'Allemagne, mais aussi d'autre part, beaucoup de difficultés contre la ratification de cet acte.

M. Bihourd, afin de rallier autant que possible les différentes opinions sur une disposition humanitaire, propose de supprimer l'article 3, mais d'en conserver l'esprit en rattachant à l'art. 2 la phrase suivante: „en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays“.

S. E. M. Beernaert adhère à cette proposition.

MM. le Baron de Bildt, Odier et Rolin se rallient à l'amendement de M. Bihourd.

Sur la proposition de M. le Jonkheer van Karnebeek il est d'abord procédé au vote sur cet amendement, la décision à ce sujet impliquant également celle sur le maintien ou la suppression de l'article 3.

L'amendement de M. Bihourd est adopté par 23 voix contre une (le Japon).

M. Motono explique qu'il a voté contre l'amendement pour le motif suivant. La phrase ajoutée à l'art. 2 ne vise que les lois relatives à l'ordre et la vie publique, tandis que l'art. 3 lui paraît avoir une portée plus générale.

M. Beldiman, ayant fait un appel au Délégué du Japon afin d'obtenir l'unanimité désirable, M. Motono, après les explications de MM. Beldiman et Bourgeois quant à la portée de la phrase ajoutée à l'article 2 par M. Bihourd, a modifié son vote négatif.

L'amendement de M. Bihourd est donc adopté à l'unanimité de 24 voix, le délégué de Grèce n'étant pas présent.

Le Président remercie M. Motono de l'esprit de conciliation dont il a bien voulu faire preuve.

On passe à la discussion de l'article 4 du Projet de Bruxelles:

Les fonctionnaires et les employés de tout ordre qui consentiraient, sur son invitation, à continuer leurs fonctions, jouiront de sa protection. Ils ne seront révoqués ou punis disciplinaire que s'ils manquent aux obligations acceptées par eux et livrés à la justice que s'ils les trahissent.

M. le Capitaine Crozier déclare, que quoiqu'il ait voté provisoirement la suppression de l'article 4, comme cette disposition n'a pas d'utilité pour son pays qui ne risque point d'être envahi, il se prononcera cependant à présent pour le maintien de l'article 4, attendu que l'esprit de cette disposition a été conservé par le vote qui vient d'être émis.

S. E. M. Beernaert fait ressortir qu'il est impossible qu'un Etat autorise d'avance ses fonctionnaires à passer au service de ses adversaires.

M. le Jonkheer van Karnebeek dit qu'à son avis le fond de la disposition n'est pas qu'on donne un droit à l'envahisseur; on impose plutôt des restrictions à son pouvoir de fait. Mais il voit encore autre chose dans l'article: non pas une "autorisation" mais une sorte „d'invitation“, qu'il ne voudrait jamais voir insérer dans une convention. Dans beaucoup de cas ce serait un devoir patriotique de la plus haute importance pour ces fonctionnaires de rester jusqu'à la fin les opposants et les ennemis les plus acharnés et décidés de l'envahisseur.

C'est pour ces motifs qu'il voit une différence entre l'article 4 et les autres articles qu'on propose de supprimer. Quant à lui, il demande la suppression de l'article 4.

M. Lammasch demande s'il ne serait point possible de le maintenir avec une légère modification de texte en adoptant la forme conditionnelle dont M. Rolin s'est servi pour la rédaction des articles 5 et 5a proposée par lui.

S. E. M. Beernaert fait remarquer que, même avec la rédaction proposée par M. Lammasch, l'autorisation serait maintenue.

M. Lammasch croit qu'il faudrait ajouter alors „avec l'assentiment de leur pays“.

S. E. M. Beernaert dit qu'ainsi l'article perdrait sa raison d'être.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff remarque qu'il ne s'agit pas seulement ici de fonctionnaires politiques, mais également de ceux de

toutes les autres catégories, y compris les fonctionnaires élus par les populations. Les habitants ont droit à ce que les maires et employés communaux restent en fonction.

Et l'occupant lui même a intérêt à garder certains de ces fonctionnaires. Il ne s'agit point uniquement d'une autorisation de rester au service de l'ennemi: la présence de certains fonctionnaires est de l'intérêt des deux parties.

M. Rolin n'ayant pas pu trouver de rédaction, qui faisait droit à toutes les objections, s'est rallié à la proposition de supprimer l'article. La rédaction suggérée par M. Lammasch présente également un danger puisqu'elle semble dire que, sans l'assentiment de leur Gouvernement, les fonctionnaires ne peuvent pas rester à leur poste.

Il faut bien tenir compte de l'intérêt des populations, qui demande que les fonctionnaires locaux et communaux soient présents pour défendre autant que possible les droits et les biens des populations vis-à-vis des exigences de l'envahisseur.

En agissant ainsi les fonctionnaires non seulement ne manquent pas à leurs devoirs, mais, à un certain point de vue, on peut même dire qu'ils remplissent une obligation envers leur propre pays. Il serait donc dangereux d'adopter une rédaction pouvant être interprétée en ce sens que les fonctionnaires ne pourraient rester à leur poste sans en avoir reçu l'autorisation de leur propre pays.

Le Président fait observer que toutes ces questions ont été longuement discutées en 1874. On avait en vue non seulement les nécessités de la guerre, mais on s'est inspiré aussi de l'expérience avec le désir de sauvegarder autant que possible les intérêts des populations.

Si l'ennemi ne trouve aucun fonctionnaire sur place, il n'a pas le moyen d'être équitable et juste, et c'est en vertu du mandat de leur propre pays que les fonctionnaires sont les défenseurs et les protecteurs naturels des habitants dans leurs rapports avec l'occupant.

Reconnaissant les difficultés que soulève cet article, M. de Martens se rallie à la proposition de le supprimer.

M. le Jonkheer van Karnebeek comprend très bien l'intérêt qu'il y a de trouver les maires et autres autorités locales prêts à se mettre à la disposition de l'ennemi occupant et à protéger en même temps la population. Mais il y a, notamment dans les Pays-Bas, d'autres autorités dont les fonctions sont très importantes. Ce sont celles préposées à l'administration des digues, des fleuves et du mouvement des eaux. En cas d'occupation leur concours pourrait être indispensable à la défense du pays. Pour l'ennemi l'appui de ces autorités, les seules qui connaissent le mouvement des eaux, serait de la plus haute importance, mais si elles entraînaient à son service cette action pourrait, au moment où il s'agit de la défense du pays, constituer un acte de trahison. Pour cette raison spéciale, il ne pourra jamais donner son adhésion au maintien de l'article 4.

M. Veljkovitch remarque que la question est déjà résolue par l'article 2. Le respect des lois qui existent dans le pays, implique le maintien des fonctionnaires, nommés en vertu de ces lois.

Le Président dit que l'interprétation judicieuse de M. Veljkovitch sera insérée au procès-verbal.

L'art. 4 est supprimé à l'unanimité.

Il est donné lecture de l'article 5:

L'armée d'occupation ne préélèvera que les impôts, redevances, et péages déjà établis au profit de l'Etat, ou leur équivalent, s'il est impossible de les encaisser, et, autant que possible, dans la forme et suivant les usages existants. Elle les emploiera à pourvoir aux frais de l'administration du pays dans la mesure où le Gouvernement légal y était obligé.

Le Président dit que M. Rolin a proposé la nouvelle rédaction suivante:

„Si l'occupant préélève les impôts à son profit, il encourt, par ce fait, l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.“

S. E. M. Beernaert demande que cet article soit examiné en même temps que les articles 40 à 42 parce que, selon son avis, il y a connexité.

M. Rolin estime que l'article 5, traitant des impôts existants, énonce un principe distinct de celui des articles concernant les contributions extraordinaires, réquisitions et autres taxes prélevées par l'occupant.

M. le Jonkheer van Karnebeek observe que la rédaction proposée par M. Rolin n'est point préférable au texte primitif, puisqu'elle ne définit pas de quels impôts il s'agit et qu'elle est moins en faveur du pays envahi. Aussi à un point de vue général le maintien du texte adopté à Bruxelles lui paraît préférable.

M. Rolin fait ressortir que par sa rédaction il a tâché d'écartier les scrupules dont Son Exc. M. Beernaert s'est fait l'interprète. Il ne désapprouve point en lui-même le texte de Bruxelles.

S. E. M. Beernaert dit qu'il faudrait au moins introduire dans la proposition de M. Rolin les mots „déjà établis“.

M. Bihourd dit qu'il convient aussi, en ce qui concerne le prélevement des impôts, de respecter la forme et les usages existants. La rédaction de M. Rolin lui semble trop vague.

M. Rolin répond que, comme il y a ici une simple substitution du pouvoir de l'occupant au pouvoir légal, il a suffi, selon son avis, de dire „prélève les impôts“ ce qui comprend seulement les impôts existants dans les différentes formes de leur prélevement.

M. le Jonkheer van Karnebeek constate que dans le texte original de 1874 il ne voit pas la reconnaissance d'un droit, mais uniquement une restriction au pouvoir de fait de l'envahisseur. Le texte de Bruxelles qu'il interprète de cette manière est plus restreint et par là, selon lui, préférable.

M. Veljkovitch fait l'observation que l'énumération n'est point complète. Les contributions communales n'y sont pas comprises. Il propose d'ajouter:

„Ou autres contributions quelconques déjà établies“; et de supprimer: „au profit de l'Etat“.

Le Président rappelle l'art. 8 qui déclare que les biens des communes seront traités comme propriété privée.

M. le Jonkheer van Karnebeek remarque que le fond de cet article étant que l'autorité de l'occupant est substituée à celle de l'Etat envahi, on ne peut admettre que l'occupant, en se substituant à un droit que l'Etat occupé ne possède point, puisse s'emparer des impôts communaux, — impôts que, dans un ordre de choses régulier, l'Etat envahi ne penserait point à s'approprier.

M. Veljkovitch fait remarquer que, dans cette hypothèse, les autorités communales ne se trouvant plus à même d'exercer leurs fonctions, ne peuvent non plus prélever les impôts communaux et notamment les centimes additionnels; il y a donc tout lieu pour l'occupant, dont le pouvoir est substitué à celui de ces autorités, de s'emparer des dits impôts.

M. Rolin propose la rédaction suivante, dans laquelle il a introduit quelques modifications, après un échange de vues auquel ont pris part Son Exc. M. Beernaert, MM. Bihourd et Beldiman.

„Si l'occupant préleve les impôts établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur dans le territoire occupé, et il en résultera pour l'occupant l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.“

Le Président observe qu'il serait désirable de voter d'abord sur la suppression complète de l'article, ensuite sur le texte de Bruxelles et enfin sur le texte de M. Rolin ainsi qu'il a été amendé à la suite des remarques de M.M. Bihourd et Beernaert. Il lui semble que le texte primitif de l'article 5 sauvegarde davantage les intérêts des populations.

M. Beldiman est d'avis qu'il faudrait d'abord voter sur la proposition de M. Rolin comme ayant le caractère d'un compromis entre ceux qui demandent le maintien de l'art. 5 et ceux qui en demandent la suppression.

M. le Jonkheer van Karnebeek estime qu'il ne serait point logique de voter d'abord la suppression de l'article. Il faudrait en premier lieu s'accorder sur ce qu'on veut y substituer. Si aucun nouveau texte ne rallie la majorité, il y aura lieu de voter la suppression.

Il faut cependant remarquer que la rédaction de M. Rolin et celle de 1874 ne présentent qu'une très légère différence. Il est bien certain que cette Assemblée désire aller au devant des objections formulées par Son Exc. M. Beernaert, mais peut-être que celui-ci, pour éviter une confusion de la discussion et du vote, se trouverait disposé à faire, de son côté, une concession en se ralliant à la rédaction primitive de 1874. Bien entendu sous cette réserve que l'article soit interprété en ce sens qu'il n'y soit reconnu aucun droit à l'envahisseur.

S. E. M. Beernaert a déjà affirmé son désir de voir un complet accord se produire. Mais, il ne pourrait voter ad referendum dans le sens désiré par M. van Karnebeek.

Le Président met aux voix la suppression complète de l'article 5 en ce sens qu'il n'y sera point substituée une autre disposition.

Ont voté contre cette suppression: l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche Hongrie, la Chine, le Danemark, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suède et Norvège et la Turquie.

Ont voté pour la suppression: la Belgique, sauf réserve de ce qui pourra être substitué à l'article soumis au vote, l'Espagne, la Perse, le Siam (avec la même réserve que le délégué de la Belgique), la Suisse et la Bulgarie.

M. le Jonkheer van Karnebeek demande à Son Exc. M. Beernaert si, dans le but d'obtenir l'unanimité, il ne pourrait point se rallier au texte de M. Rolin.

L'unanimité vaudrait bien une concession. De son côté, quoique préférant le maintien du texte de 1874, il consentirait à adopter la rédaction de M. Rolin.

M. le Baron de Bildt déclare partager la manière de voir de M. van Karnebeek.

S. E. M. Beernaert dit qu'il ne pourra voter pour cette rédaction ad referendum, mais qu'il en recommandera l'adoption à son Gouvernement.

La rédaction de M. Rolin est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée.

Neuvième Séance.

12 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la huitième séance est lu et adopté.

Le Président en vue de faciliter la marche des travaux de la Sous-Commission, propose:

1^o de faire imprimer sans commentaires, le texte de tous les articles adoptés jusqu'ici.

2^o de nommer un Comité de Rédaction composé de MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Lammesch, Renault, le Colonel Gilinsky, le Colonel à Court, le Général Zuccari, Beldiman et de M. Rolin comme Rapporteur. Le Président assistera aux travaux de ce Comité, qui aura pour mandat la rectification et la rédaction finale du texte adopté. Les membres de la Sous-Commission voudront bien, après avoir reçu ce texte, communiquer au Comité de Rédaction leurs observations ou leurs questions. Cette procédure permettra d'arriver au texte définitif, tel qu'il ressort des procès-verbaux et tel qu'il pourra servir à la deuxième lecture.

M. le Général Zuccari demande qu'on imprime en regard le texte ancien et le texte nouveau.

Les deux propositions de M. le Président sont adoptées.

L'ordre du jour porte la discussion des art. 6—8.

Avant d'ouvrir les délibérations, le Président suggère une modification dans l'ordre des articles. L'article 5, constatant en principe les droits et

Le Président rappelle l'art. 8 qui déclare que les biens des communes seront traités comme propriété privée.

M. le Jonkheer van Karnebeek remarque que le fond de cet article étant que l'autorité de l'occupant est substituée à celle de l'Etat envahi, on ne peut admettre que l'occupant, en se substituant à un droit que l'Etat occupé ne possède point, puisse s'emparer des impôts communaux, — impôts que, dans un ordre de choses régulier, l'Etat envahi ne penserait point à s'approprier.

M. Veljkovitch fait remarquer que, dans cette hypothèse, les autorités communales ne se trouvant plus à même d'exercer leurs fonctions, ne peuvent non plus prélever les impôts communaux et notamment les centimes additionnels; il y a donc tout lieu pour l'occupant, dont le pouvoir est substitué à celui de ces autorités, de s'emparer des dits impôts.

M. Rolin propose la rédaction suivante, dans laquelle il a introduit quelques modifications, après un échange de vues auquel ont pris part Son Exc. M. Beernaert, MM. Bihourd et Beldiman.

„Si l'occupant préleve les impôts établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur dans le territoire occupé, et il en résultera pour l'occupant l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.“

Le Président observe qu'il serait désirable de voter d'abord sur la suppression complète de l'article, ensuite sur le texte de Bruxelles et enfin sur le texte de M. Rolin ainsi qu'il a été amendé à la suite des remarques de M.M. Bihourd et Beernaert. Il lui semble que le texte primitif de l'article 5 sauvegarde davantage les intérêts des populations.

M. Beldiman est d'avis qu'il faudrait d'abord voter sur la proposition de M. Rolin comme ayant le caractère d'un compromis entre ceux qui demandent le maintien de l'art. 5 et ceux qui en demandent la suppression.

M. le Jonkheer van Karnebeek estime qu'il ne serait point logique de voter d'abord la suppression de l'article. Il faudrait en premier lieu s'accorder sur ce qu'on veut y substituer. Si aucun nouveau texte ne rallie la majorité, il y aura lieu de voter la suppression.

Il faut cependant remarquer que la rédaction de M. Rolin et celle de 1874 ne présentent qu'une très légère différence. Il est bien certain que cette Assemblée désire aller au devant des objections formulées par Son Exc. M. Beernaert, mais peut-être que celui-ci, pour éviter une confusion de la discussion et du vote, se trouverait disposé à faire, de son côté, une concession en se ralliant à la rédaction primitive de 1874. Bien entendu sous cette réserve que l'article soit interprété en ce sens qu'il n'y soit reconnu aucun droit à l'envahisseur.

S. E. M. Beernaert a déjà affirmé son désir de voir un complet accord se produire. Mais, il ne pourrait voter ad referendum dans le sens désiré par M. van Karnebeek.

Le Président met aux voix la suppression complète de l'article 5 en ce sens qu'il n'y sera point substituée une autre disposition.

Ont voté contre cette suppression: l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche Hongrie, la Chine, le Danemark, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suède et Norvège et la Turquie.

Ont voté pour la suppression: la Belgique, sauf réserve de ce qui pourra être substitué à l'article soumis au vote, l'Espagne, la Perse, le Siam (avec la même réserve que le délégué de la Belgique), la Suisse et la Bulgarie.

M. le Jonkheer van Karnebeek demande à Son Exc. M. Beernaert si, dans le but d'obtenir l'unanimité, il ne pourrait point se rallier au texte de M. Rolin.

L'unanimité vaudrait bien une concession. De son côté, quoique préférant le maintien du texte de 1874, il consentirait à adopter la rédaction de M. Rolin.

M. le Baron de Bildt déclare partager la manière de voir de M. van Karnebeek.

S. E. M. Beernaert dit qu'il ne pourra voter pour cette rédaction ad referendum, mais qu'il en recommandera l'adoption à son Gouvernement.

La rédaction de M. Rolin est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée.

Neuvième Séance.

12 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la huitième séance est lu et adopté.

Le Président en vue de faciliter la marche des travaux de la Sous-Commission, propose:

1^o de faire imprimer sans commentaires, le texte de tous les articles adoptés jusqu'ici.

2^o de nommer un Comité de Rédaction composé de MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Lammasch, Renault, le Colonel Gilinsky, le Colonel à Court, le Général Zuccari, Beldiman et de M. Rolin comme Rapporteur. Le Président assistera aux travaux de ce Comité, qui aura pour mandat la rectification et la rédaction finale du texte adopté. Les membres de la Sous-Commission voudront bien, après avoir reçu ce texte, communiquer au Comité de Rédaction leurs observations ou leurs questions. Cette procédure permettra d'arriver au texte définitif, tel qu'il ressort des procès-verbaux et tel qu'il pourra servir à la deuxième lecture.

M. le Général Zuccari demande qu'on imprime en regard le texte ancien et le texte nouveau.

Les deux propositions de M. le Président sont adoptées.

L'ordre du jour porte la discussion des art. 6—8.

Avant d'ouvrir les délibérations, le Président suggère une modification dans l'ordre des articles. L'article 5, constatant en principe les droits et

les devoirs de l'Etat occupant, a été adopté avec une heureuse unanimité. Les articles 6 et suivants traitent des devoirs et droits de l'occupant à l'égard de la propriété privée, des chemins de fer et de la population civile. Or, les art. 36 à 39 qui ont déjà été adoptés, se rapportent à des matières analogues. Il y aurait donc avantage à mettre dans le chapitre I après l'art. 5 les art. 36 à 39. La Sous-Commission a formulé non seulement les droits, mais encore les devoirs de l'occupant à l'égard de la propriété privée, des personnes paisibles et de la famille. C'est ici l'endroit de déterminer les restrictions imposées au principe du respect de la propriété privée par les contributions et les réquisitions.

Dans cet ordre d'idées, il n'y a pas lieu à discuter de nouveau les art. 36 à 39, déjà adoptés. On pourra aborder les art. 40 à 42 pour revenir ensuite aux art. 6 et 7 qui traitent des intérêts matériels de l'Etat occupé. On verra la distinction à établir entre la propriété privée inviolable sur terre et la propriété de l'Etat. Les art. 9 à 11 qui resteront à examiner, concernent les combattants, leurs droits et leurs devoirs.

M. Bihourd est d'avis que la proposition du Président est digne d'approbation. Mais il pense qu'il faut laisser au Comité de Rédaction le soin de trouver l'ordre logique définitif des articles.

La Sous-Commission partage cette manière de voir.

Lecture est donnée des articles 40, 41 et 42:

Article 40. La propriété privée devant être respectée, l'ennemi ne demandera aux communes ou aux habitants que les prestations et des services en rapport avec les nécessités de guerre généralement reconnues, en proportion avec les ressources du pays et qui n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie.

Article 41. L'ennemi prélevant des contributions soit comme équivalent pour des impôts (v. art. 5) ou pour des prestations qui devraient être faites en nature, soit à titre d'amende, n'y procédera, autant que possible, que d'après les règles de la répartition et de l'assiette des impôts en vigueur dans le territoire occupé.

Les autorités civiles du Gouvernement légal y prêteront leur assistance si elles sont restées en fonctions.

Les contributions ne pourront être imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie par l'ennemi dans le territoire occupé.

Pour toute contribution un reçu sera donné au contribuable.

Article 42. Les réquisitions ne seront faites qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Pour toute réquisition, il sera accordé une indemnité ou délivré un reçu.

Le Président constate que les amendements suivants se trouvent en présence:

1^o Son Exc. M. Beernaert désire voir supprimer ces articles et propose deux articles nouveaux ainsi conçus:

A. „L'armée d'occupation ne pourra prélever d'impôts sur le territoire

occupé, que d'après une décision et sous la responsabilité soit du général en chef, soit de l'autorité civile supérieure instituée par lui.

Ces impôts seront, autant que possible, établis d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur dans les territoires occupés."

B. „L'armée d'occupation ne pourra faire de réquisitions en nature que sur l'ordre écrit de l'officier commandant la localité occupée.

Pour toute réquisition il sera accordé une indemnité ou délivré un reçu."

2° M. Rolin, Rapporteur, a proposé un art. 5a en remplacement de l'article 41: *)

„Si l'occupant prélève des contributions extraordinaires, soit à titre d'amende, soit comme équivalent d'impôts non payés ou de prestations non livrées en nature, il n'y procédera autant que possible que d'après les règles locales concernant la répartition et l'assiette des impôts.

Les contributions ne seront imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie sur les lieux.

Pour toute contribution un reçu sera donné au contribuable."

Et un art. 5b proposé en remplacement des articles 40 et 42:

„Les prestations en nature et en général toutes réquisitions reclamées des communes et des habitants seront en rapport avec les nécessités de la guerre généralement reconnues, en proportion avec les ressources du pays, et de telle nature qu'elles n'impliquent pas pour la population l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie.

Les réquisitions ne seront faites qu'avec l'autorisation du commandant en chef dans la localité occupée.

Les prestations en nature sont autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des quittances."

3° Enfin, M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach a proposé: pour l'alinéa 3 de l'article 41: „Les contributions ne pourront être imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du commandant en chef des troupes occupant le territoire ou de l'autorité civile supérieure établie par l'ennemi dans ce territoire."

Après l'alinéa 1 de l'article 42, comme nouvel alinéa: „En cas d'urgence et pour les besoins de la vie journalière des troupes les réquisitions seront faites avec l'autorisation de leurs commandants."

M. le Jonkheer van Karnebeek fait observer qu'en relisant le contenu des ces articles 40, 41 et 42, il ne trouve pas les idées exprimées très nettes. Il n'en ressort pas le système qu'a voulu établir la Conférence de 1874 et on ne saurait méconnaître dans ces textes une certaine confusion des idées. D'autre part, la résolution prise par cette Sous-Commission de donner une autre rédaction à l'article 5 n'a pas amélioré la situation.

M. van Karnebeek voudrait exposer le système à adopter, et s'il rencontre l'adhésion, il indiquera une rédaction nouvelle. Le système qu'il recommande est le suivant: En fait d'impôts le belligérant, sur le territoire

*) Voir annexe A.

occupé, ne prélevera que les impôts déjà existants établis par l'Etat envahi. Il faut déclarer nettement le principe du respect de la propriété privée, interdire de faire nourrir la guerre par la guerre et de faire payer par l'habitant les frais de la guerre. On ne doit admettre la contribution en argent que seulement comme équivalent des impôts existants mais non encaissés, ou bien à titre d'amende. Il faut bien reconnaître que l'armée occupante peut se trouver dans la nécessité d'en infliger.

Quant aux réquisitions en nature, l'occupant doit pouvoir en faire. Elles n'ont le caractère ni d'un impôt ni d'une amende, elles proviennent de la nécessité de faire vivre les troupes. Mais M. van Karnebeek trouve illogique d'admettre, comme on a fait à Bruxelles, qu'elles puissent être remplacées par des contributions en argent.

Pour les prestations en nature, il faudra ou bien accorder des indemnités ou bien délivrer des reçus.

Voilà le système à adopter. Il est facile d'y arriver en se servant des textes existants, seulement en ce cas il conviendra de revenir sur la décision prise et de conserver pour l'art. 5 l'ancienne rédaction.

Le Président fait observer que l'art. 40 devient presque inutile, s'il est précédé des art. 37 à 39 et pourrait, s'il le faut, être supprimé. Quant aux art. 41 et 42, concernant les réquisitions et les contributions, il croit que la rédaction nouvelle proposée par M. Rolin dans les articles 5a et 5b est supérieure à celle de Bruxelles. Le travail de la Sous-Commission serait facilité si l'on retirait de la discussion les articles 41 et 42 en prenant pour base des délibérations les propositions de M. Rolin, qui lui semblent plus claires et qui provoqueront moins de malentendus.

M. le Jonkheer van Karnebeek ne peut pas se rallier tout à fait à cette manière de voir. Il est d'accord pour supprimer l'article 40. Quant à la rédaction de M. Rolin pour les articles 41 et 42, elle émane d'un système différent du sien. M. Rolin a voulu concilier tout le monde et aller au devant des objections à l'aide de changements de forme. Ses objections visent le fond et il suggère la rédaction suivante:

Art. 41: „L'ennemi ne prélevera des contributions en argent qu'à titre de l'équivalent d'impôt visé à l'art. 5 ou à titre d'amende et n'y procédera autant que possible que d'après les règles locales concernant la répartition et l'assiette de l'impôt.

Les contributions ne seront imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie par l'ennemi dans le territoire occupé.“

Pour l'article 42, concernant les prestations, on pourrait suivre le texte de M. Rolin. La question principale, c'est de savoir si l'on défendra à l'ennemi de prélever des contributions en argent, qui ne soient pas l'équivalent des impôts établis ou qui ne soient pas perçues à titre d'amende. La Déclaration de Bruxelles laisse la porte ouverte à d'autres contributions destinées purement à faire de l'argent. M. van Karnebeek fait ressortir la nécessité d'obtenir une solution sur ce point capital; autrement de grosses difficultés surgiront dans la pratique.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait observer que M. van Karnebeek a établi un principe tout nouveau; il sera utile d'en fixer la portée, avant d'entrer dans les détails.

M. le Jonkheer van Karnebeek explique qu'il veut laisser à l'occupant la faculté de prélever des réquisitions en nature, parce que faire vivre les troupes est une nécessité de la guerre, mais il demande d'interdire les contributions en argent, parce que, d'après lui, celles-ci ne servent pas à l'entretien des soldats.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff répond que cette opinion ne correspond pas à la réalité. La raison qu'allègue M. van Karnebeek ne devrait donc pas l'empêcher de voter pour les contributions. Il y a en effet deux manières d'opérer des réquisitions, soit par mesure collective en demandant aux communes une certaine quantité de vivres, soit par mesure individuelle en demandant directement aux habitants le bétail, les vivres, etc., qu'ils possèdent. Ces mesures, surtout la seconde, sont toutes deux très désagréables à la population, souvent injustes — parce qu'on demande au pauvre paysan la seule vache qu'il possède, au riche bourgeois seulement le peu de vivres qui se trouvent par hasard dans sa maison — et enfin, peu efficaces.

On a par conséquent adopté une troisième manière de procéder; elle consiste dans l'établissement de marchés ouverts où l'on achète, au comptant et à des prix dépassant la moyenne, ce que les habitants apportent. Cette mesure est plus humaine, parce que le pauvre reçoit immédiatement le prix de sa marchandise, et en même temps plus efficace, parce que les habitants s'y prêtent de bon gré et même les provisions soigneusement cachées sont apportées. Mais, pour être à même de payer au comptant, il faut beaucoup d'argent et les contributions sont précisément destinées à pourvoir à ce besoin d'argent.

S. E. M. Beernaert préfère la proposition de M. Rolin à celle de M. van Karnebeek. On a décidé d'autoriser l'envahisseur à se substituer à l'autorité de l'Etat envahi et de prélever des impôts. Faut-il admettre les principes que M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff vient d'énoncer? Ce serait un triste progrès.

S. E. M. Beernaert ne pense pas qu'il faille reconnaître en théorie le droit de l'ennemi de prélever des contributions de guerre. On comprend les réquisitions en nature, c'est un fait à subir sauf indemnité; mais allons-nous-reconnaitre par un acte international à l'armée envahissante le droit d'établir des contributions en argent et des contributions illimitées? Ce serait consacrer en droit ce qui, jusqu'à présent, n'a été que du domaine du fait.

M. Rolin est entré dans un ordre d'idées se rapprochant du sien. Des diverses propositions, celle qui plait le moins à M. Beernaert, c'est celle de M. van Karnebeek.

M. le Jonkheer van Karnebeek insiste sur la différence existant entre son point de vue et celui des autres délégués qui ont fait des propositions ou émis un avis. Celui de M. Beernaert laisserait la porte

ouverte aux exactions. Du moins on a tâché en 1874 d'imposer des restrictions, on a reconnu le caractère spécial des prestations en nature, donnant droit à une indemnité ou tout au moins une quittance. M. van Karnebeek fait ressortir que sa rédaction ne laisse pas de doute.

M. Lammasch prend la défense des contributions que M. van Karnebeek a si vivement attaquées. Ces contributions lui paraissent constituer plutôt un moyen humanitaire de faire la guerre, un moyen très efficace d'épuiser les forces de l'adversaire et par là de mettre un terme à la guerre. On ne peut ressusciter les morts, ni rendre aux amputés les membres qu'ils ont perdus, mais on peut dédommager ceux qui ont payé des contributions. En un mot, il faudrait rester dans le système actuel.

M. Odier déclare que, conformément à ses instructions, il lui est impossible de souscrire au principe que la guerre doit nourrir la guerre. Il ne pourrait se déclarer d'accord sur des dispositions réglant le droit de l'occupant à l'égard des personnes privées que si les principes suivants étaient admis:

„L'occupant ne peut exiger que les prestations militaires réglementaires en nature et en argent auxquelles auraient droit les armées du gouvernement légal. Quant aux prestations extraordinaires, il est tenu d'indemniser les personnes qui cèdent leur propriété ou de leur délivrer une quittance. Les contributions ne sont admises qu'à titre d'amende pour les actes d'hostilité, dont les populations entières pourraient être jugées responsables ou à titre d'emprunt forcé en cas de nécessité absolue; l'emprunt forcé doit être remboursé.“

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff renonce à répondre en détail à M. van Karnebeek, parce qu'il croit que tout d'abord il faut s'entendre sur le principe de la question soulevée. Il comprend très bien qu'il y a des intérêts soit humanitaires soit économiques portant à réduire le plus possible les conséquences d'une invasion; mais, à côté d'eux, il y a les belligérants qui, eux aussi, ont droit à certains égards et dont l'action ne doit pas être trop entravée.

Il comprendrait les propositions faites s'il s'agissait de prendre dans cette enceinte des décisions qui, une fois votées par la majorité, seraient définitives, mais la tâche de cette Sous-Commission n'est que de faire un projet de convention. Derrière les délégués il y a les Gouvernements, qui, à leur tour, examineront l'œuvre accomplie ici et qui sont libres d'y consentir ou de refuser leurs signatures. Si l'on veut arriver à un résultat, il faut faire des concessions mutuelles et ne pas chercher à insérer dans la convention des clauses contraires à l'essence même de la guerre.

Il croit pouvoir dire que l'axiome: „La guerre doit nourrir la guerre“ est reconnu dans toutes les grandes armées de l'Europe et qu'on n'arrivera pas à le faire disparaître. Si la Commission veut faire une œuvre utile, le Colonel de Gross de Schwarzhoff croit qu'il faut renoncer à ces tentatives. Pour sa part il pourrait se ranger à l'avis de Son Exc. M. Beernaert, c'est-à-dire de passer sous silence les points sur lesquels on ne pourra s'entendre. Le fait existe. On peut ne pas en parler, mais il est impossible de l'interdire; cela mènerait trop loin.

Il va sans dire qu'un reçu doit être donné aussi bien pour les contributions en argent que pour les réquisitions en nature. Le remboursement sera réglé, comme M. Lammasch l'a dit, après la conclusion de la paix.

M. le Chevalier Descamps désire rappeler que l'on a voulu imposer à l'arbitraire des limites plus étroites que celles stipulées en 1874. M. Lammasch a préconisé un principe particulièrement dangereux; selon lui, il faudrait légitimer la nécessité d'épuiser autant que possible les forces pécuniaires de l'ennemi. Cette voie amènerait à ruiner entièrement son commerce. C'est là une manière de voir à laquelle M. Descamps ne voudrait pas se rallier.

Il y a lieu d'adopter l'opinion de Son Exc. M. Beernaert et d'attendre de l'adoucissement progressif des mœurs les résultats qu'on ne pourrait atteindre par la voie d'une convention.

Le Président constate que deux points de vue entièrement différents se trouvent en présence: celui où dans l'intérêt du faible ou veut imposer à l'occupant des restrictions nettement définies et l'autre qui consiste à ne rien dire quant aux droits de l'envahisseur et par là quant aux limites qu'on veut lui imposer.

Le Président avait suggéré l'idée de supprimer l'article 40 et de discuter les articles 41 et 42, en vue d'une nouvelle rédaction compromissoire. Vis-à-vis des deux opinions contradictoires qui se sont fait jour dans ces délibérations, il désire formuler une toute autre proposition à savoir:

Insérer après l'article 5, l'article 40, qui contient le principe général et faire figurer dans le procès-verbal le contenu des articles 41 et 42, comme indication et non plus comme obligation. Le Président pense que cette proposition est conforme à l'idée primitive du premier délégué de Belgique tendant à supprimer les articles 41 et 42 en les constatant seulement dans le procès-verbal.

De cette manière une convention éventuelle laissera ouverte les questions quant aux contributions et réquisitions.

Il est cependant permis de douter que cette manière de procéder soit plus profitable aux populations.

S. E. M. Beernaert constate que toutes les bonnes volontés de l'Assemblée, animée du désir d'aboutir à un résultat tangible, s'efforcent en vain de concilier des intérêts inconciliables. Si, ajoute-t-il, l'on dit l'occupant pourra prélever, indépendamment des impositions existantes, telles contributions qu'il voudra, ce n'est point une restriction, c'est reconnaître comme droit un fait qui n'a rien de commun avec le droit.

M. Beldiman désire, avant que la Sous-Commission se décide à supprimer les art. 41 et 42, faire encore un effort pour aboutir à une entente, notamment entre les points de vue les plus divergents: celui exposé par M. Odier et les considérations militaires du Colonel de Gross de Schwarzhoff.

Comme on se trouve en présence de 4 différentes propositions, n'y aurait-il pas moyen de prier leurs auteurs de se réunir pour tâcher de trouver une disposition transactionnelle? Il a l'espoir qu'en définitive les

différents avis ne se trouvent point être inconciliables, mais certainement l'Assemblée n'est pas aujourd'hui en mesure de se prononcer sur l'une d'elles.

S. E. le Comte Nigra résume l'idée qui se dégage clairement de la délibération: on ne peut empêcher le fait et l'on ne peut pas reconnaître le droit.

Dans ces conditions n'y aurait-il pas lieu à se borner à un seul article rédigé comme suit:

„L'occupant ne peut rien exiger des habitants des pays occupés sans payement ou sans reçu, et sans réquisition régulière de l'autorité militaire compétente“.

M. le Jonkheer van Karnebeek regretterait tant l'adoption de cette disposition que celle du système exposé par les délégués de Belgique. Dans les deux cas on ferait un pas en arrière sur 1874. Alors au moins on a exprimé l'idée que les contributions en argent ne pourraient être exigées qu'en substitution à des prestations en nature.

Le système, préconisé par les délégués de Belgique, aussi bien que l'amendement de Son Exc. le Comte Nigra laisse la porte largement ouverte. Il ne pourrait donc s'y rallier.

Si la proposition qu'il a formulée ne paraît point acceptable, il faudrait au moins conserver, soit le texte original des articles 41 et 42, soit le texte proposé par M. Rolin, quoique la rédaction ne lui en paraisse pas assez positive.

S. E. M. Beernaert demande sous quel rapport M. van Karnebeek voit dans l'article 41 une restriction imposée à l'occupant.

M. le Jonkheer van Karnebeek répond, que le sens de cet article lui semble être, qu'aucune contribution en argent ne pourrait être prélevée si ce n'est que comme équivalent d'un impôt, d'une prestation en nature ou d'une amende. Cette rédaction s'oppose à l'application du système adopté assez généralement à la fin du siècle dernier et au commencement du présent siècle, c'est à dire le système des contributions en argent servant à enrichir le belligérant.

M. Rolin rappelle que l'objet de la rédaction nouvelle, proposée par lui, était de concilier certaines tendances divergentes en fixant des restrictions à l'action de l'occupant sans consacrer cependant comme un droit l'autorité de fait de l'occupant.

Mais ces tendances divergentes paraissent avoir subsisté néanmoins et puisqu'il y a maintenant peut-être un trop grand nombre de rédactions en présence, M. Rolin retire sa proposition.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff remarque que plus d'une fois dans cette discussion on a averti qu'il ne fallait point faire un pas en arrière.

Il lui semble qu'en tout cas l'on ne court point ce danger-là; aucun pas ni en avant, ni en arrière n'ayant été fait jusqu'ici: la Déclaration de Bruxelles, n'ayant pas été ratifiée, est restée à l'état de projet.

M. Léon Bourgeois estime fort heureuse l'idée de laisser au Comité de Rédaction le soin de faire un effort dans le but d'amener une entente

entre les principes si complexes qui viennent d'être exposés. Il lui semble, en effet, que de cette longue discussion se dégagent deux idées fondamentales. D'une part, tous les délégués sont d'accord pour ne vouloir, en aucun cas, donner le caractère de droit à ce qui est seulement un fait, le fait de guerre. D'autre part, tous sont également d'accord pour rechercher les moyens de diminuer les charges que ce fait de guerre imposerait aux populations.

Comment arriver à concilier ces deux intérêts?

Sur un premier point, on a paru unanime. C'est qu'il faut établir certaines garanties de forme pour le prélèvement des contributions en laissant de côté leur nature et leur étendue. Voilà un premier point acquis, permettant d'arriver à une disposition précise. Celle-ci pourrait établir que les impositions doivent être payées contre reçu: qu'elles doivent émaner d'un ordre spécial de l'autorité militaire ou civile, enfin, que ces impositions doivent être réparties d'après les règles en vigueur en temps de paix dans le pays occupé.

Mais, il y a un autre point de vue sur lequel les délégués militaires pourraient se mettre d'accord avec Son Exc. M. Beernaert et M. Odier; c'est la question des „amendes“. On admettra que l'imposition d'une amende n'est point un procédé normal pouvant être appliqué pour affaiblir la résistance et que c'est une pénalité vexatoire, que pourrait seul motiver un fait collectif très répréhensible.

Il semble que sur ces deux points on ne risque pas de reconnaître des droits à l'occupant et on donnerait ainsi satisfaction aux objections de Son Exc. M. Beernaert.

La tâche du Comité de Rédaction consisterait donc à formuler une règle précise:

1^o quant à la forme du prélèvement des contributions, leur répartition et la responsabilité de l'autorité qui les imposera;

2^o quant aux cas et aux conditions dans lesquelles l'occupant pourra imposer les amendes.

Il appartiendrait au Comité de rechercher une rédaction telle qu'elle paraît bien n'avoir d'autre objet que de faire prévaloir les droits des populations occupées contre les abus possibles de la guerre.

Le Président croit qu'il sera bien difficile au Comité de satisfaire à sa tâche. La rédaction adoptée à Bruxelles pour les articles 41 et 42 est le résultat d'un travail laborieux pour concilier les différentes opinions. Mais vis-à-vis des points de vue absolument divergents, qui ont été exposés ici, il ne reste qu'une chose à faire: supprimer les articles, qui soulèvent des controverses quant aux règles spéciales et se contenter de l'article qui proclame le principe général.

Il faudra laisser alors au progrès de la civilisation et aux sentiments d'humanité des chefs des armées de veiller dans la mesure du possible sur les intérêts des populations, quand des impositions devront être prélevées.

S. E. M. Beernaert estime que, M. Bourgeois ayant indiqué une série de points sur lesquels il y a espoir de voir s'établir un accord, la suppression des articles 41 en 42 serait peut-être prématurée. Il appuie les propositions de MM. Bourgeois en Beldiman.

M. le Général Zuccari est d'avis que, si on veut supprimer les articles 41 et 42, il sera indispensable de considérer aussi dans l'article 40 les réquisitions et les contributions.

M. le Jonkheer van Karnebeek croit qu'on ne se rend pas bien compte de la situation. Les propositions émises ne représentent point quatre systèmes différents; il n'y en a que trois:

1^o le système des Délégués de Belgique;

2^o celui de rédiger une disposition sur les bases de 1874, comme l'a indiqué M. Bourgeois; et

3^o son propre système qui a une portée plus étendue que celui qui a inspiré la rédaction de 1874.

Il ne lui semble pas que le Colonel de Gross de Schwarzhoff préconise en réalité un principe différent, l'explication donnée par lui ne visant au fond que ce qui se trouve défini dans la rédaction originelle de Bruxelles et étant donc conforme au système de l'article 41.

S. E. M. Beernaert fait observer, que non seulement la Déclaration de Bruxelles, comme l'a remarqué le Colonel de Gross de Schwarzhoff, n'a point été ratifiée, mais qu'il n'y a pas même eu de vote. La Belgique, les Pays-Bas et d'autres pays encore n'ont rien admis par rapport aux contributions et réquisitions.

Le Président juge utile que d'abord l'Assemblée fasse connaître son désir de supprimer ou de conserver, sauf rédaction ultérieure, les articles 41 et 42.

M. Bourgeois insiste pour que sa proposition soit en premier lieu mise aux voix.

M. Beldiman estime aussi qu'on ne peut voter actuellement le maintien de l'article, comme on pourrait se voir forcé plus tard d'en voter la suppression dans le cas où la formule que trouvera la Comité de Rédaction ne paraîtrait point suffisante.

S. E. M. Beernaert estime aussi que la proposition de M. Bourgeois constitue une question préalable.

M. Bourgeois résume que la tâche du Comité de Rédaction sera donc de dégager de la discussion les points sur lesquels un accord pourrait être établi et de supprimer ceux sur lesquels une entente aura été reconnue impossible.

La proposition de M. Bourgeois est adoptée.

M. Bourgeois, à la demande du Président, se déclare prêt à prendre part aux travaux du Comité.

La séance est levée.

Dixième Séance.

17 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la neuvième séance est lu et adopté.

Le Président dit que plusieurs délégués ont exprimé le désir de voir les procès-verbaux imprimés dès à présent et distribués aux délégués pour leur usage personnel. Ces documents leur seraient très utiles afin d'établir les rapports qu'ils ont à adresser à leurs Gouvernements respectifs.

M. Raffalovich fait remarquer qu'il y aurait des difficultés insurmontables à la publication immédiate de ces documents. Il serait impossible, quelle que soit la bonne volonté du Secrétariat, de mener à bonne fin ce travail supplémentaire. Il propose de l'exécuter après la clôture de la Conférence.

S. E. M. Beernaert demande qu'avant l'impression, communication des épreuves soit faite aux membres de la Sous-Commission afin de leur permettre de revoir les passages qui les concernent.

Il saisit cette occasion pour adresser des remerciements et des félicitations au Secrétariat pour l'exactitude et l'impartialité qu'il met à s'acquitter de sa tâche si ardue.

Il est décidé qu'il sera procédé conformément à l'avis de M. le Président, M. Raffalovich et Son Exc. M. Beernaert, c'est-à-dire que les procès-verbaux seront livrés à l'impression après la clôture des travaux de la Conférence et que communication des épreuves sera faite à chacun des membres de la Sous-Commission.

Le Président dit que M. Asser, Président de la première Sous-Commission de la deuxième Commission qui vient de terminer ses travaux, demande, au nom de ses collègues, l'autorisation de soumettre directement le rapport de la première Sous-Commission à la Conférence réunie en séance plénière.

Cette procédure permettrait de gagner du temps et les membres de l'Assemblée sont priés de faire savoir s'ils en permettent l'adoption.

M. Beldiman demande qu'on ne change pas une procédure déjà adoptée en séance plénière. Cette modification excède la compétence de la Sous-Commission. En ce qui le concerne, il ne croit pas pouvoir se rallier à la proposition de M. Asser.

M. Bourgeois pense qu'un scrupule de forme, justifié d'ailleurs à ses yeux, préoccupe M. Beldiman. Pour y faire droit, il serait possible de tenir immédiatement avant la séance plénière, une séance de la Commission dans laquelle on pourrait se borner à faire une lecture du rapport sans le discuter.

M. le Baron de Bildt, prêt à se rallier à toute proposition tendant à activer la marche des travaux, estime que du moment où une objection a été élevée par un des délégués, il faut y faire droit.

Mais en outre, dans la Première Sous-Commission, une disposition a

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

MM

été adoptée à une majorité d'une voix. Comme il s'agissait d'une obligation que certains délégués considéraient comme trop onéreuse pour les petits Etats neutres, ces délégués désireront probablement revenir sur ce point en séance de la Commission plénière, afin d'arriver à une entente sans laquelle ils ne pourront probablement signer qu'avec des réserves.

Puisqu'une discussion sur ce point est inévitable, mieux vaut qu'elle ait lieu devant la 2^{me} Commission qu'en séance plénière de la Conférence. Le Baron de Bildt se range donc à l'avis de M. Beldiman.

Le Président, tenant compte de l'observation de M. le Baron de Bildt, à laquelle se range la Sous-Commission, s'entendra à ce sujet avec M. Asser.

Le Président dit que le Comité de Rédaction s'est mis d'accord à l'unanimité pour présenter à la Sous-Commission le texte de quatre articles relatifs aux contributions et aux réquisitions.*). Ces textes nouveaux sont précédés d'une rédaction très légèrement remaniée de l'article cinq, relatif aux impôts établis, déjà voté en première lecture. Ils sont ainsi conçus:

Article 5 (déjà voté).

„Si l'occupant préleve dans le territoire occupé les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article A.

„En dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant ne pourra prélever d'autres contributions en argent dans le territoire occupé que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.“

Article B.

„Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.“

Article C.

„Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.“

„Il ne sera procédé autant que possible à la perception de contributions que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.“

Article D.

„Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation.

*) Voir annexe B.

Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie."

"Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée."

"Les prestations en nature seront autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des quittances."

Enfin, M. Crozier a proposé l'article suivant:

Art. 43 (numéro provisoire). "Toute contribution en argent ou réquisition en nature destinée à servir aux opérations ou à l'entretien de l'occupant sera rendue ou payée."

On passe à l'examen des textes proposés à la Sous-Commission par le Comité de Rédaction.

Avant de les discuter, le Président tient à remercier chaleureusement les membres de ce Comité, ainsi que Son Exc. M. Beernaert, MM. van Karnebeek et Odier, qui ont bien voulu lui prêter leur assistance.

En présence de ces rédactions, MM. le Lieutenant-Colonel de Khuepach et le Capitaine Crozier retirent celles qu'ils avaient proposées.

M. Odier, au nom de la Délégation de la Suisse et d'après les ordres de son Gouvernement, demande l'insertion au procès-verbal de la déclaration suivante:

"En prenant part à la discussion des articles d'un projet d'une déclaration internationale concernant les lois et coutumes de la guerre, et notamment des articles relatifs à l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi, les représentants de la Suisse n'entendent par là admettre en aucune façon que le territoire de la Confédération suisse puisse être occupé par une armée étrangère, car une pareille occupation ne pourrait avoir lieu qu'en suite de la violation de la neutralité helvétique, neutralité reconnue par les Puissances et toujours scrupuleusement observée par la Suisse."

S. E. M. Beernaert constate qu'il a fait à diverses reprises des observations identiques en ce qui concerne la Belgique et demande lui aussi que cette constatation soit insérée au procès-verbal.

S. E. M. Eyschen fait la même demande.

Le Président donne acte à M. Odier, L.L. E.E. M.M. Beernaert et Eyschen de leurs déclarations.

M. Rolin déclare que l'esprit de la rédaction du Comité est conforme aux déclarations des précédents orateurs. Il n'a jamais été question de reconnaître un droit à l'occupant, mais de limiter les conséquences du fait de l'occupation.

La nouvelle rédaction de l'article 5 (déjà voté) est adoptée à l'unanimité dans les termes proposés par le Comité.

On passe à l'article A proposé par le Comité.

M. Odier regrette de ne pouvoir accepter cette rédaction de l'article A à laquelle il avait participé lui-même, mais il a reçu, depuis lors, des instructions différentes qui l'obligent à proposer, au nom de son Gouvernement,

des amendements aux articles A, C, D, et à proposer un nouvel article E. Pour l'article A, il propose la rédaction suivante:

„Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant préleve d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être qu'en cas de nécessité absolue“ et pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.“

La modification porte sur deux points:

1^o Employer la forme dubitative en ajoutant le mot „si“ au début de l'article.

2^o Introduire les mots: „en cas de nécessité absolue“.

M. Léon Bourgeois ne voit pas d'inconvénient à ce que l'amendement de M. Odier soit accepté.

Bien que la rédaction de l'article A ne le satisfasse pas, S. E. M. Beernaert, dans un but de conciliation, se déclare prêt à la voter, soit avec l'amendement de M. Odier qui lui paraît préférable, soit même sous la forme actuelle.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, se référant à ce qu'il a exposé en détail dans le Comité de Rédaction, déclare que les mêmes raisons graves qu'il a déjà exposées au cours de la précédente séance l'empêchent d'accepter la proposition de M. Odier.

M. Beldiman ne croit pas qu'il y ait des inconvénients insurmontables à adopter les mots proposés par M. Odier: „en cas de nécessité absolue“.

Mais la rédaction proposée par le Comité est le résultat d'un grand effort.

Pour ne pas compromettre l'unanimité obtenue, il juge préférable de ne point adopter la modification proposée par le délégué suisse.

M. Léon Bourgeois est d'avis que les mots „pour les besoins de l'armée, etc.“ limitent suffisamment l'exercice de la perception et répondent aux mêmes préoccupations que l'addition suggérée par le Gouvernement fédéral. Si ce dernier consentait à renoncer à son amendement, l'unanimité si désirable pourrait être retrouvée.

M. Lammasch, en considération des efforts que la rédaction a coutés, s'associe aux paroles de M. Beldiman.

Le Président demande au délégué suisse s'il ne se contenterait pas de voir inscrire au procès-verbal les termes de ses déclarations.

M. Odier, ayant des instructions formelles, regrette de ne pas pouvoir accéder à cette demande. Son amendement précise mieux les cas de nécessité où il serait permis de prélever des contributions en argent autres que les impôts, droits et péages.

L'expression „les besoins de l'armée“ est jugée trop vague par son Gouvernement qui estime que le commandant ne doit recourir au moyen dont il s'agit que dans le cas de nécessité absolue. En l'absence d'une telle restriction, les commandants peuvent apprécier de manières fort différentes les besoins de leur armée.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait remarquer que le

caractère vague de la rédaction a été choisi intentionnellement. Vouloir préciser les détails de la limitation des droits de l'occupant serait mettre en danger le succès de l'œuvre du Comité. Il prie donc M. Odier de ne pas insister.

La Sous-Commission accepte la première partie de l'amendement de M. Odier, et l'article, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité, moins une voix (celle de la Suisse), en ces termes:

„Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire“.

L'article B est adopté à l'unanimité dans le texte proposé par le Comité.

On passe à l'article C.

M. Odier propose de rédiger le dernier alinéa comme suit:

„Pour toutes contributions il sera délivré aux contribuables un reçu donnant „droit, lors du rétablissement de la paix, au remboursement de la somme versée“.

D'après lui, une simple quittance, sans que le droit au remboursement soit reconnu, ne donne pas une sécurité suffisante aux populations.

Son Gouvernement a voulu garantir expressément le droit au remboursement de la somme versée.

M. Léon Bourgeois, exprimant son opinion personnelle, combat l'adjonction de la phrase proposée par le délégué suisse.

La question des indemnités à donner est du domaine du droit interne de chaque Etat. Il ne croit pas qu'elle soit de la compétence de la Sous-Commission.

Si l'on en admettait le principe, il faudrait également entrer dans une série de détails qu'il serait difficile de régler ici. Par qui serait fait le remboursement? Comment assurer l'exécution et la sanction de cette obligation? Dans l'esprit du Comité, le reçu est un titre authentique aux mains de l'Etat, qui lui permettra de répartir équitablement à la fin de la campagne, si bon lui semble, les indemnités dues. Il propose donc le maintien du texte.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff se rallie à ces observations; l'Etat du contribuable a le devoir de le dédommager, mais on ne peut dire dans une convention internationale qu'un Etat contracte une obligation envers ses sujets.

M. Beldiman rappelle que cette question a été tranchée en 1874 dans le même sens après de mûres délibérations et malgré les mêmes objections. Il serait très difficile de trouver une solution meilleure.

Le Président prie MM. les délégués suisses de ne pas insister sur leur proposition, vu que la question soulevée par eux entre complètement dans le domaine du droit interne et ne saurait être réglée par une convention internationale.

M. le Colonel Künzli déclare que, d'après ses instructions, il est obligé de maintenir l'amendement de la Délégation suisse.

Le Général Sir John Ardagh propose l'adoption d'un article additionnel au sujet du remboursement des reçus et des quittances. Cela permettrait à M. Odier d'accepter l'article C sans préjuger la question de l'obligation au remboursement.

S. E. M. Beernaert attire l'attention sur un légère modification de forme à introduire dans l'article C alinéa deux:

„Il sera procédé à cette perception de contributions autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur“.

La question est renvoyée au Comité de Rédaction. Le choix d'une autre expression à substituer éventuellement au mot „général en chef“ est également laissé au Comité.

M. Beldiman fait observer que le terme „général en chef“ ne vise pas un grade spécial, mais indique celui qui exerce les fonctions de général en chef.

A une question de M. Bourgeois, M, le Colonel Künzli répond que ses instructions l'obligent à voter contre l'article en entier si l'amendement de la Délégation suisse n'est pas adopté.

L'article C est adopté à l'unanimité moins une voix (celle de la Suisse). On passe à l'article D.

M. Odier propose de substituer dans l'alinéa trois aux mots: „par des quittances“ les mots: „par des reçus“ et d'y ajouter: „donnant droit à une juste indemnité“.

S. E. M. Beernaert appuie cette substitution parce qu'il est d'avis, comme M. Odier, qu'on constate une prestation en nature par un reçu et non par une quittance.

En ce qui concerne le principe des indemnités auxquelles donneraient droit les reçus, M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff constate, qu'il regrette de devoir y faire les mêmes objections, qu'il a déjà formulées contre les autres amendements suisses en général.

M. Beldiman, en vue de pouvoir établir l'unanimité dans tous les cas où cela est possible, propose de voter par l'alinéa, puisque l'amendement de la Délégation suisse ne se rapporte qu'à l'alinéa trois.

Le Président, se ralliant à cette proposition, met successivement aux voix l'alinéa premier et l'alinéa second, qui sont votés à l'unanimité.

L'alinéa trois est adopté à l'unanimité sauf par la Suisse, qui vote non.

L'article sera conçu en ces termes, les mots „un reçu“, y étant substitués à „des quittances“:

„Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature, qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.“

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des reçus.“

M. Léon Bourgeois croit répondre aux intentions du Comité de Rédaction et de la Sous-Commission en faisant un pressant appel aux délégués suisses, pour qu'ils représentent à leur Gouvernement combien il est regrettable qu'ils ne puissent adhérer à des propositions, qui auraient obtenu l'unanimité, si le Gouvernement suisse avait pu s'y rallier.

Il fait ressortir qu'on n'a jamais eu l'intention de reconnaître le fait comme droit et il espère que le Gouvernement suisse sera convaincu qu'une adhésion aux propositions du Comité de Rédaction ne pourra qu'être conforme à l'intérêt même des populations et n'impliquera jamais des conséquences auxquelles l'esprit de patriotisme ne saurait souscrire.

M. le Colonel Künzli dit que les délégués de la Suisse tiendront compte de cet appel.

M. le Jonkheer van Karnebeek, dans le but de faire ressortir combien il est difficile de déterminer d'avance en quelle mesure ceux qui ont droit à un remboursement doivent être indemnisés, cite comme exemple les obstacles qu'à soulevés récemment le règlement d'une question analogue.

Il s'agissait d'un examen en temps de paix d'une loi soumise aux Etats-Généraux néerlandais concernant les indemnités dues à ceux dont la propriété serait endommagée par des inondations du pays en cas de guerre.

Ces difficultés, non seulement au point de vue juridique, mais aussi à celui de l'équité, ont démontré qu'il vaut mieux renvoyer une décision sur cette matière au moment où le fait se produirait.

Il espère que peut être cette considération pourrait contribuer à décider le Gouvernement suisse à changer d'avis.

Le Président, après avoir renouvelé ses remerciements au Comité de Rédaction, dit qu'il ressort d'une décision antérieure, que ces articles entreront dans le chapitre I.

M. Odier propose, au nom de la Délégation suisse, un article nouveau ainsi conçu:

„Il ne pourra être exercé de représailles sur la population du territoire occupé pour avoir pris ouvertement les armes contre l'envahisseur“.

Le Président propose d'en remettre l'examen à la discussion sur les articles 9 et 10.

Cette proposition à laquelle se rallie M. Odier est adoptée.

Il est donné lecture de l'article 6 du Projet de Bruxelles:

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les bateaux à vapeur et autres navires en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et, en général, toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des Sociétés ou à des personnes privées,

sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés, seront restitués et les indemnités réglées à la paix.

Le Président rappelle que M. Rolin a proposé une rédaction nouvelle conforme aux conclusions de Son Exc. M. Beernaert et ainsi conçue:

„Si l'armée, qui envahit ou qui occupe un territoire procède à la saisie d'objets mobiliers de nature à servir aux opérations de la guerre, tels que matériel des chemins de fer ou des télégraphes, bateaux à vapeur et autres navires (en dehors des cas régis par la loi maritime), armes et munitions de guerre, cette saisie n'aura jamais que le caractère d'un séquestration en ce qui concerne ceux de ces objets appartenant à des sociétés ou à des personnes privées.

„Spécialement le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible sans pouvoir être utilisé pour les opérations militaires.“

S. E. M. Beernaert, étant d'avis que les deux alinéas de cet article sont inspirés de notions différentes, propose de les discuter séparément.

Cette proposition ne rencontre aucune objection et le Président ouvre la délibération sur l'alinéa premier.

S. E. M. Beernaert déclare qu'il ne peut se ranger à l'amendement de M. Rolin, qui tend à supprimer cet alinéa comme inutile. Il en justifie le maintien parce que le droit de l'occupant se trouve ainsi restreint aux choses qui sont de nature à servir aux opérations de la guerre.

M. Renault estime qu'il n'y aurait pas grand avantage à la suppression parce que les dispositions d'article 38, quoique inscrit par la Sous-Commission dans le chapitre premier mais ne traitant que de la propriété privée des individus, n'impliquent pas la propriété privée de l'Etat. Dans l'ordre d'idées de M. Rolin, toute limitation disparaîtrait quant à la confiscation de la propriété de l'Etat.

M. Rolin dit que, Son Exc. M. Beernaert n'ayant pas d'objections contre le maintien de l'alinéa premier, il retire l'amendement qu'il avait formulé dans le but de concilier les diverses opinions.

L'alinéa premier est adopté à l'unanimité.

On passe à l'alinéa second.

S. E. M. Beernaert estime que la Sous-Commission ne pourrait voter l'alinéa second de l'article 6 sans se mettre en contradiction avec les principes déjà adoptés de l'inviolabilité de la propriété privée et de l'interdiction de tout pillage. En effet, cet alinéa autorise les belligérants à mettre la main sur des choses faisant partie de la propriété privée.

Les nécessités de la guerre peuvent justifier leur saisie, leur mise sous séquestre mais non leur confiscation. Il lui serait d'autant plus difficile de voter l'alinéa second, que l'inviolabilité de la propriété privée, sauf le cas d'expropriation, est en Belgique une règle constitutionnelle.

La Délégation belge adhère à l'amendement que M. Rolin a formulé au sujet de cet alinéa.

M. Rolin, au sujet d'une observation de Son Exc. M. Beernaert, précise qu'il faut parler de l'envahisseur et non de l'occupant, attendu qu'il se peut qu'un belligérant envahisseur saisisse les objets dont il s'agit sans qu'il y ait occupation.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff estime que la question posée dans cet alinéa est d'une très grande importance. Il se demande si la séquestration implique le droit de se servir des objets qui y sont mentionnés.

S. E. M. Beernaert fait observer qu'on a bien reconnu le droit de réquisition, mais comment consacrer dans un acte conventionnel international une exception à l'inviolabilité de la propriété privée?

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose d'inviter le Comité de Rédaction à trouver une formule satisfaisante.

Cette proposition est adoptée.

M. Odier propose d'ajouter à l'article 6 un troisième alinéa, rédigé comme suit:

„Le matériel des chemins de fer, appartenant à l'Etat, sera également restitué à la conclusion de la paix“.

Il est d'avis qu'il serait non seulement d'une grande importance de spécifier, dans la mesure du possible, le matériel qui doit être restitué après la paix, mais qu'il y aurait en outre un grand intérêt à consacrer ce principe dans une convention.

C'est surtout après une guerre désastreuse que la confiscation du matériel des chemins de fer de l'Etat établirerait une gêne énorme pour le rétablissement du commerce et constituerait une entrave au ravitaillement du pays.

M. de Bille a déposé sur le Bureau un amendement tendant à ajouter à l'article 6, second alinéa, après les mots: „les télégraphes de guerre“ ceux de: „y compris les fils d'atterrissement établis dans les limites du territoire maritime de l'Etat.“

Il s'est inspiré des considérations suivantes:

Le même amendement a été présenté par le Délégué du Danemark en 1874. Il était chargé par son Gouvernement d'attirer l'attention particulière des délégués sur l'importance toujours croissante de la question de la protection qu'il faudrait donner aux câbles sous-marins. Il obtint un vœu exprimé au Protocole que les Gouvernements s'occupassent de cette question.

Mais, le temps manquait pour entrer en matière et le Délégué du Danemark dût se contenter de proposer le même amendement au sujet des câbles d'atterrissement.

Le Gouvernement du Danemark s'est demandé s'il ne fallait point saisir l'occasion qui se présente aujourd'hui pour reprendre la question des câbles sous marins au point où la Conférence de Bruxelles l'a laissée. Mais, la question ne se trouvant pas indiquée dans la Circulaire-Mouravieff,

l'incompétence de la Conférence peut-être invoquée par rapport à cette matière. On peut en outre objecter que la question des câbles sous-marins tombe sous le régime du droit maritime et reste donc en dehors du cadre du projet de la Déclaration de Bruxelles.

Enfin, il n'y a pas de doute que cette question offre des difficultés particulières dont la solution dans cette Commission pourrait encore être entravée par le fait que les délégués auraient peut-être besoin d'en référer longuement à leurs Gouvernements. Pour ces raisons, M. de Bille s'est abstenu de faire allusion, dans l'amendement à l'article 6, aux câbles sous-marins dans toute leur étendue. Il s'est contenté de proposer que les câbles d'atterrissement dans les eaux territoriales, c'est-à-dire dans l'étendue de trois milles marins de la côte, soient assimilés aux télégraphes de terre. Cet amendement ne saurait offrir aucune des difficultés qu'aurait pu soulever la mention des câbles sous-marins.

S'il était accepté, la lacune que crée cette omission n'en resterait pas moins. L'équité demandera toujours que les câbles sous-marins, qui relient le belligérant à d'autres pays, jouissent de la protection internationale au même titre que les télégraphes de terre intérieurs et que la propriété neutre ait au moins les mêmes priviléges qui sont assurés à la propriété privée ennemie. M. de Bille exprime la confiance que cette Conférence ne voudra pas exclure les câbles sous-marins, représentant des intérêts énormes, du domaine de cette société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre que, selon le mot si heureux du Président de la Commission, on a pour but de former entre les Etats.

Par les observations qui précédent M. de Bille désire donc faire constater au procès-verbal que la question des câbles sous-marins reste à résoudre et il voudrait pouvoir ajouter que si cette Conférence se déclare incomptète à ce sujet, elle désire en même temps la voir soumise à une autre mieux préparée à la régler.

S. E. M. Beernaert rappelle la proposition qu'il a formulée tendant à ajouter à l'article 6 un nouvel alinéa ainsi conçu:

„Le matériel de chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats, ou à des sociétés, leur sera renvoyé aussitôt que possible, sans pouvoir être utilisé pour les opérations militaires.“

Comme M. de Bille il désire motiver en quelques mots sa proposition.

Le matériel de chemins de fer appartenant à des Etats neutres, doit dans tous les cas être régi par d'autres règles que celui des belligérants.

Il s'agit ici non seulement d'une propriété privée, mais de la propriété d'étrangers et de choses que leurs propriétaires mêmes ne pourraient affecter à l'usage de la guerre sans cesser d'être neutres.

Il y a donc une triple raison pour que le belligérant ne puisse, ni saisir semblable matériel, ni en user pour lui-même.

Il est inutile d'insister sur l'extrême importance qu'a aujourd'hui le matériel de transport en temps de guerre, et sur ce que ce matériel ne peut être employé contrairement aux obligations de la neutralité.

S. E. M. Eyschen voudrait ajouter aux considérations d'équité et de justice exposées par M. Beernaert quelques observations d'ordre pratique.

Dans les dernières guerres, on a parfois abusé du droit de réquisition du matériel provenant des chemins de fer neutres. Après l'avoir réquisitionné on l'a gardé durant toute la campagne, alors qu'on aurait pu et dû le rendre.

L'effet de l'amendement proposé se ferait surtout sentir dans les relations des chemins de fer situés sur les frontières de deux pays et encore dans les relations créées par les grands trains internationaux.

Il arrive souvent que des relations éminemment importantes existent entre deux bassins industriels situés dans des pays limitrophes comme par exemple là où le charbon est situé d'un côté, les minerais de l'autre. C'est alors un échange de plusieurs milliers de wagons qui se fait par semaine. Il arrive encore qu'une certaine partie d'un pays est tributaire d'un port de mer situé sur un territoire neutre dont le commerce sur le premier pays l'oblige à y envoyer un matériel roulant considérable. Toutes ces relations pacifiques et fécondes, il faut en assurer le maintien pendant la guerre. Si elles viennent à être troublées, ce ne sont pas seulement les capitaux engagés dans l'industrie et le commerce qui en souffriront; à côté d'eux, le travail en pâtira; que dire des nombreux ouvriers réduits au chômage, à la misère, au delà aussi bien qu'en deçà de la frontière.

Quant à la gravité de l'intérêt commun que présentent les grands trains internationaux qui assurent la continuité des rapports entre les nations du continent, inutile d'y insister. Ils sont l'œuvre de la solidarité économique des peuples.

Ces deux groupes d'intérêt essentiellement pacifique et sympathique semblent de même que les blessés, les œuvres d'art, etc., pouvoir demander à être ménagés à moins de nécessité absolue.

Or, l'intérêt bien entendu du belligérant ne paraît pas être en opposition avec la neutralisation du matériel roulant provenant d'Etats restant étrangers à la guerre. Car, si l'on continue à refuser à ces derniers toute garantie pour le renvoi de leur matériel, le belligérant pourra bien en retenir ce qu'il possède, lors de la déclaration de guerre, mais, à partir de ce jour, les relations entre l'Etat belligérant et le pays neutre viendront à cesser et l'industrie, le commerce, le travail dans les deux pays en souffriront. Devant les plaintes de ses propres nationaux, le belligérant devra laisser dans les centres industriels et commerciaux une grande partie de son propre matériel qui serait devenu disponible si le matériel neutre avait pu suppléer à l'insuffisance créée par la guerre.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff croit devoir, déjà en ce moment, établir en quelques mots son point de vue sur cette question. Selon lui elle entre dans le chapitre réservé des droits et devoirs des neutres, tandis qu'ici on traite uniquement de la position respective des belligérants.

La question provoquerait beaucoup de difficultés, dont les conséquences

ne peuvent être appréciées dans le moment et devrait être renvoyée à la Conférence ultérieure dont il a été question dans cette Sous-Commission

M. Lammash propose d'ajouter à l'énumération contenue dans l'art. 6: „les téléphones“, et prie le Comité de Rédaction de vouloir bien tenir compte de sa proposition.

Le Général Sir John Ardagh appuierait la proposition de M. de Bille, si celui-ci voulait en éliminer la définition de la mer territoriale de 3 milles maritimes.

M. de Bille n'est pas disposé à admettre cette modification. L'étendue sur laquelle les câbles seraient protégés resterait indéfinie pour leur partie submergée. Il n'a nullement eu l'intention de soulever la question de la limite de la mer territoriale. En prenant pour cette disposition d'une portée toute pratique une limite de trois milles, on est sûr de ne point se trouver en contradiction avec les vues de certains Gouvernements. On a bien l'idée d'élargir cette limite, mais, autant qu'il sache, le désir de la fixer à moins de trois milles n'a pas été manifesté.

M. Beldiman propose de réserver aussi cette question au Comité de Rédaction auquel M. de Bille voudra bien se joindre.

Le Général Sir John Ardagh précise son opinion en ce sens que, si l'on parle d'une limite quelconque, déterminée par des chiffres, on empiète sur la question de la protection des câbles sous-marins. Au point de vue des travaux de cette Sous-Commission, il suffit de s'occuper des atterrissages.

Le Président, dans le but d'accélérer les travaux de la Sous Commission, prie les délégués de vouloir bien également communiquer au Comité de Rédaction les amendements qu'ils auraient à proposer aux articles 7 et 8.

M. le Colonel Gilinsky est d'avis que l'amendement de M. de Bille rend nécessaire d'adoindre au Comité au moins un des délégués techniques de la marine.

M. Renault estime que la proposition de M. Gilinsky démontre que l'amendement de M. de Bille s'éloigne du terrain de la Déclaration de Bruxelles. On a dû renoncer à déterminer la limite de la mer territoriale. Ce serait entrer dans de trop grandes difficultés si la Sous-Commission qui, d'ailleurs, ne lui paraît pas compétente dans cette matière, voulait fixer une limite pour le point spécial visé par l'amendement de M. de Bille.

M. de Bille fait observer qu'il s'agit ici uniquement de la question d'assimiler aux télégraphes terrestres les câbles d'atterrissage.

Ces câbles étant couteux et difficiles à poser, il y a au moins les mêmes raisons pour indemniser, en cas de dommage, les Etats propriétaires. Il ne croit donc pas qu'il s'agit ici d'une question qui serait plutôt de la compétence des spécialistes de la marine; la protection qu'il veut étendre à ces câbles est justifiée par leur position sur le territoire. Il ne s'oppose pas à ce que la question soit renvoyée au Comité de Rédaction.

Le Président dit qu'il en sera ainsi, le Comité devant en premier lieu résoudre la question de sa compétence.

La séance est levée.

Onzième Séance.

20 juin 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la dixième séance est lu et adopté.

Le Président dit que, conformément à son mandat, le Comité de Rédaction, dans sa réunion du 17 juin, a discuté avec le concours de MM. de Bille et Odier le second alinéa de l'art. 6 et les articles 7 et 8.

Comme il est exposé dans le rapport, adressé à la Sous-Commission*) ce Comité a été unanimement d'accord sur les rédactions qu'il propose pour ces articles, ainsi que pour la disposition nouvelle. Il appartient maintenant à la Sous-Commission d'approuver les résultats obtenus.

L'alinéa 2 de l'art. 6 est adopté dans le texte proposé comme suit:

„Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissement, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et, en général, toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissement et les téléphones, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés seront restitués et les indemnités réglées à la paix.“

Il est donné lecture de la nouvelle disposition, concernant le matériel des chemins de fer des neutres, proposée par Son Exc. M. Beernaert à la Sous-Commission et dont la rédaction a été modifiée par le Comité:

„Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible“.

M. le Chevalier Descamps en formulant une réserve relativement à la forme du commentaire donné à cette proposition par le Comité de Rédaction, tient à faire observer qu'il ne s'agit point dans cet article des rapports entre belligérants, mais des rapports entre les belligérants et les Etats qui restent étrangers à la guerre. A son avis, la disposition, dans sa forme vague, tendrait à susciter des difficultés plutôt qu'à les éviter. Jamais les nécessités de la guerre ne pourront être à aucun point de vue la mesure des rapports entre belligérants et neutres. Il ne serait conforme ni à la justice, ni à l'honneur de vouloir atteindre l'ennemi à travers le cœur d'un ami.

Il fait donc ses réserves au sujet de la portée que le commentaire de M. Rolin semble donner à cet article. Les belligérants ne peuvent se servir des ressources des neutres aux fins de la guerre.

* Voir annexe C.

Le Président dit que les considérations de M. Descamps trouveront leur place dans le procès-verbal.

L'article est adopté à l'unanimité conformément à la proposition du Comité.

Il est donné lecture de l'article 7 lequel est adopté unanimement avec la rédaction de 1874; ainsi que l'a proposé le Comité:

„L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur usufruiter des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.“

Il est donné lecture de l'article 8:

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art ou de science, doit être poursuivie par les autorités compétentes.

Au sujet du premier alinéa le Président dit que sur une demande du délégué de Perse, le Comité a exprimé la conviction qu'il n'y a aucune distinction à faire à ce sujet entre les différents cultes; l'expression „établissements consacrés aux cultes“ s'applique donc également aux mosquées.

L'alinéa premier est adopté à l'unanimité avec la rédaction de 1874 conformément à la conclusion du Comité.

Pour l'alinéa second la rédaction proposée par le Comité de Rédaction est adoptée à l'unanimité, comme suit:

„Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science est interdite et doit être poursuivie.“

On passe à l'examen du second chapitre du Projet de la Déclaration de Bruxelles: „qui doit être reconnu comme partie belligérante; des combattants et des non-combattants.“ Deux propositions ont été déposées sur la bureau à la fin de la dernière séance, et distribuées aux membres.*)

Lecture est donnée des articles 9 et 10:

Art. 9. Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes:

1^o D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;

2^o D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;

3^o De porter les armes ouvertement, et

4^o De se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices constituent l'armée ou en font partie, elles sont comprises sous la dénomination d'armée.

*) Voir les textes ci-après.

Art. 10. La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 9, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Avant d'ouvrir la discussion le Président désire faire quelques observations.

Ces articles sont d'une haute importance. L'idée dominante de la Conférence de Bruxelles à ce sujet était qu'il incombaît à tous les Gouvernements comme un devoir sacré de faire leur possible pour tâcher de diminuer les maux et les calamités de la guerre.

C'est en vue de ce but sublime qu'il faut surtout, dans notre temps, que les forces de la défense soient organisées et disciplinées.

Toutefois, il ne s'agit pas de contester aux populations le droit de la défense. Ce droit est sacré. Mais, non moins sacré est le devoir des Gouvernements de ne point sacrifier au but de la guerre des victimes inutiles. C'était pour accomplir ce devoir que le Gouvernement russe proposait en 1874 à tous les Etats d'adopter les conditions les plus faciles à remplir pour permettre aux populations de prendre part aux opérations de la guerre.

La Conférence de Bruxelles n'avait donc nullement en vue d'abolir le droit de la défense, ni de créer un code qui abolirait ce droit. Elle était au contraire pénétrée de l'idée que les héros ne sont pas créés par les codes, mais que le seul code qu'ont les héros c'est leur abnégation, leur volonté et leur patriotisme.

La Conférence comprenait que son devoir n'était pas de tâcher de formuler un code pour des cas qu'on ne peut prévoir et codifier: les actions d'héroïsme de populations se levant contre l'ennemi.

Elle a uniquement voulu donner aux populations plus de garanties que celles qui existaient jusqu'alors.

Autrefois, les conditions auxquelles les populations devaient suffire au gré des belligérants étaient beaucoup plus difficiles à remplir que celles posées dans les articles 9 et 10.

Il ne faut pas perdre ceci de vue et se rappeler que ces dispositions n'ont pas pour objet de codifier tous les cas qui pourraient se présenter. Elles ont laissé la porte ouverte aux sacrifices héroïques que les nations seraient prêtes à faire pour se défendre; une nation héroïque est, comme les héros, au dessus des codes, des règles et des faits.

Ce n'est pas à nous, ajoute M. de Martens, de mettre des bornes au patriotisme; notre tâche est seulement d'établir par un commun accord entre les Etats, les droits des populations et les conditions à remplir par ceux qui désirent légalement se battre pour leur patrie.

Et c'est aussi dans cet ordre d'idées que M. de Martens tient à faire la déclaration suivante, qu'il désire faire insérer au procès-verbal et laquelle, il l'espère, réussira à lever tout malentendu qui pourrait encore subsister au sujet de la portée des articles 9 et 10.

Le Président donne lecture de sa déclaration qui est ainsi conçue:

„La Conférence est unanime à penser qu'il est hautement désirable que les usages de la guerre soient définis et réglés. Elle a, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de déterminer les droits et les devoirs des belligérants et des populations, et pour but d'adoucir les maux de la guerre autant que les nécessités militaires le permettent. Il n'a pas été possible toutefois, de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à tous les cas qui se présentent dans la pratique.

D'autre part, il n'a pu entrer dans les intentions de la Conférence que les cas non-prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un code tout-à-fait complet des lois de la guerre puisse être édicté, la Conférence juge opportun de constater que dans les cas non compris dans l'arrangement de ce jour, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité, et des exigences de la conscience publique.

„C'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles 9 et 10 adoptés par la Conférence.“

S. E. M. Beernaert dit, qu'il a eu l'honneur d'exprimer son opinion au sujet des articles 9 et 10, mais qu'aussi et à plus d'une reprise, il a déclaré être pénétré du grand intérêt qu'il y a à ce que là Conférence aboutisse à une œuvre commune.

. Bien que les articles 9 et 10 ne répondent pas à ce qu'il aurait voulu, il les votera et cela surtout en raison de la déclaration que vient de faire M. le Président. Mais, comme cette déclaration est fort importante et paraît exprimer le sentiment unanime de l'Assemblée, il faudrait qu'elle fût insérée tant dans le procès-verbal de la séance que dans le protocole final, ou dans l'acte général qui consacrera les travaux de la Conférence.

Il demande cependant à rappeler en quels termes le véritable sens des articles 9 et 10 a été fixé à Bruxelles en 1874.

Dans le projet primitif on avait cherché à régler de plus près les devoirs des populations envahies envers l'ennemi. Un paragraphe spécial, le paragraphe 46, prévoyait le cas du soulèvement des populations dans un pays occupé et soumettait aux rigueurs de la justice ceux qui y prenaient part. Le paragraphe 47 réprimait les actes d'hostilité isolés. Mais personne ne songea à méconnaître que pour un pays le droit de se défendre est absolu et que ce n'est pas seulement un droit, mais un devoir, même un devoir impérieux. Le Baron Jomini le disait le 31 juillet et le 17 août; *) le Général de Leer le répétait le 26 août**); le Baron Baude, délégué de France, demandait que le droit fut consacré en termes formels***).

Mais semblable rédaction présentait de grandes difficultés; aux droits on opposait des devoirs corrélatifs et puis se présentaient les cas particuliers

*) Voir Actes de la Conférence de Bruxelles 1874, pages 35 et 147.

**) Ibid. page 245.

***) Ibid. page 161.

que force serait de régler. On y trouva de telles difficultés qu'en fin de compte on supprima les paragraphes 46 et 47, en constatant que la Conférence laissait non réglées les questions relatives aux soulèvements en territoire occupé et aux faits de guerre individuels.

S. E. M. Beernaert rappelle en quels termes cela a été constaté par le Baron Lambermont le 22 août*) et par le Baron Blanc le 26 août**).

Il n'y a donc de réglé que ce point qu'il faut tenir comme belligérants les armées, les milices, les corps organisés et aussi la population, qui, même sans organisation, prend spontanément les armes dans le territoire non-occupé. Tous les autres cas, toutes les autres situations sont réglés par le droit des gens dans les termes de la déclaration que vient de lire le Président.

Mais ce sont là des règles et nul ne les a mieux tracées qu'un autre de Martens, qui a été, lui aussi, l'honneur de son pays. Demain comme aujourd'hui, les droits du vainqueur, loin d'être illimités, seront restreints par les lois de la conscience universelle et pas un pays, pas un général n'oseraient les enfreindre, puisque ce serait se mettre au ban des nations civilisées.

M. le Colonel Künzli demande que le chapitre en entier et l'article proposé par Sir John Ardagh***) soient mis en discussion ensemble.

Le Président dit qu'il sera nécessaire de procéder aux délibérations article par article, mais son exposé et sa déclaration se rattachent à l'ensemble des articles 9 et 10 qui sont étroitement unis.

M. le Général den Beer Poortugael, en adhérant pleinement aux considérations émises par le Président et par Son Exc. M. Beernaert, tient à ajouter quelques mots.

Il est d'avis que le public fait erreur en pensant que ce sont les petits Etats qui bénéficient le moins des dispositions contenues dans les articles 9 et 10. Il n'existe point ici un antagonisme entre les intérêts des grands et des petits Etats. Les derniers profiteront spécialement de ces dispositions parce qu'en général ils auront à faire la guerre sur leur propre territoire et parce que l'infériorité numérique de leurs forces militaires rend la coopération de leur population encore plus indispensable à eux qu'elle ne l'est aux grands Etats. Ceux-ci d'autre part, auront plus souvent à faire la guerre que les petits Etats; et qui les garantit que leurs populations ne seront pas, elles aussi, obligées un jour à se défendre contre un ennemi envahisseur?

Mais également au point de vue militaire, il faut reconnaître que c'est un bienfait pour les populations de leur imposer les conditions contenues dans les articles 9 et 10, auxquelles elles doivent suffire si elles veulent prendre les armes. Car il est incontestable que conduire au feu des troupes non-disciplinées et non-organisées, c'est les mener à la boucherie.

*) Ibid. page 220.

**) Ibid. page 244.

***) Voir le texte à la page suivante.

Et enfin, ces deux articles, posés dans un acte conventionnel, auraient encore un autre avantage: celui de convaincre les petits Etats de la nécessité où ils se trouvent d'organiser d'avance, en temps de paix, de la manière la plus efficace la force nationale armée.

Le délégué des Pays-Bas est donc d'avis qu'il est dans l'intérêt de tous les peuples de conserver les deux articles.

L'article 9 est adopté à l'unanimité ainsi que l'article 10, le délégué de la Suisse ayant constaté que son vote dépendra du sort qui sera fait à l'article proposé par Sir John Ardagh.

On passe à l'art. 11, qui est adopté à l'unanimité après que M. le Président ait déclaré que le Comité de Rédaction sera saisi d'une proposition de Son Exc. M. Beernaert tendant à rattacher cette disposition à celles concernant les prisonniers de guerre:

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres jouiront des droits de prisonniers de guerre.

Le Président rappelle qu'il reste à discuter l'article additionnel proposé par le Général Sir John Ardagh et l'article E (nouveau) des amendements suisses.

Il est donné lecture:

1^o de la proposition de Sir John Ardagh.

„Rien dans ce chapitre ne doit être considéré comme tendant à amoindrir ou à supprimer le droit qui appartient à la population d'un pays envahi de remplir son devoir d'opposer aux envahisseurs, par tous les moyens licites, la résistance patriotique la plus énergique.“

2^o de l'article proposé par la Délégation suisse, ainsi conçu:

„Il ne pourra être exercé de représailles sur la population du territoire occupé pour avoir pris ouvertement les armes contre l'envahisseur.“

Le Président demande au délégué de Grande Bretagne si l'insertion de la déclaration de Son Exc. M. Beernaert et de la sienne dans le procès-verbal ne lui suffirait pas.

Le Général Sir John Ardagh préfère faire suivre l'article 11 d'un article formulé comme il l'a proposé. Si toutefois la Sous-Commission est contraire à son désir, il n'insistera pas, mais il demandera que l'article, proposé par lui, soit soumis au vote.

M. le Colonel Künzli prononce le discours suivant:

„La délégation suisse avait préparé des amendements aux articles 9 et 10, mais elle ne les dépose pas et se joint à la proposition du Général Ardagh. La déclaration de Monsieur le Président est certainement d'une grande valeur, mais elle ne nous offre pas les garanties nécessaires, parce que c'est finalement le texte de la convention qui décide.

Je reconnais que la guerre a ses besoins, ses nécessités et même ses cruautés inévitables. Je ne suis pas de ceux qui croient qu'on puisse réglementer sur le papier, jusque dans les détails, la marche des guerres futures. L'histoire m'apprend que les circonstances sont souvent plus fortes que les hommes et plus fortes même que la meilleure volonté des

généraux. La guerre restera la guerre avec toutes ses misères, mais faisant ressortir aussi les plus hautes qualités de l'homme. Puisque nous ne pouvons pas empêcher les misères de la guerre, tâchons au moins de les amoindrir. A ce sujet je me permettrai d'émettre quelques réflexions.

Nous touchons à la fin d'un siècle. L'histoire universelle le désignera comme un siècle de grandes guerres et de grands événements politiques, mais il lui revient aussi le mérite et la gloire d'avoir amené dans les sciences des progrès, tels que jamais auparavant le monde n'en a vu naître.

Notre siècle a vu couler le sang humain à flots, mais d'autre part, il a pansé bien des blessures physiques et morales par les progrès des sciences et il a surtout amélioré les conditions économiques de la vie. Mais, les progrès et l'influence des sciences ont eu encore un autre effet. Aidés par les communications faciles qui multiplient les relations entre les peuples, ils ont créé une opinion publique qui est gagnée aux idées pacifiques et humanitaires et qui les répand au loin.

Ce mouvement, modeste dans ses commencements, comparable à un petit ruisseau, a acquis la force d'un torrent à partir du moment où il a trouvé le puissant appui d'un Auguste Souverain qui, de sa forte main, a planté en terre, comme signe précurseur du 20^{me} siècle, l'étendard de la paix et des idées humanitaires. Ne passez pas légèrement à l'ordre du jour sur ce mouvement. Comme il n'est pas en votre pouvoir de fermer le temple de Janus pour toujours, ne vous exposez pas, du moins, au reproche d'avoir maintenu dans nos jours éclairés des usages et coutumes de guerre, qui ne sont plus de notre temps. Nous ne travaillons pas ici pour l'avantage des uns et le préjudice des autres. Aucun de nous sait d'avance dans quelle situation cette convention trouvera application à son pays. Faisons donc une œuvre, qui soit acceptable pour tous. Les beaux et les mauvais jours alternent ici-bas. Toutes les nations, qui sont représentées ici par tant d'hommes distingués et porteurs de noms célèbres, ont eu dans notre siècle des jours de bonne fortune et des jours de malheur.

Souvent les historiens et les penseurs se sont demandés si les nations étaient plus grandes au comble des succès ou dans les jours de revers, quand se faisait valoir la grandeur morale et que le peuple entier se levait en masse pour défendre son sol?

Et si vous me permettez de vous citer un exemple, je vous demanderai si la plus glorieuse époque du pays où nous jouissons d'une si large hospitalité, n'a pas été celle où il avait à supporter une longue et pénible lutte contre un envahisseur puissant, où le peuple néerlandais tout entier se battait avec une vaillance et une persévérance sans pareilles pour son indépendance, sa liberté et ses convictions? C'était la grande époque d'où surgirent Guillaume d'Orange-Nassau et d'autres grands hommes.

En tenant compte des leçons de l'histoire, on arrive à la conviction qu'il faut faire au moins un pas pour améliorer les usages de la guerre. Les articles de Bruxelles n'apportent rien de nouveau; ils ne font que conserver, confirmer et codifier les coutumes de la guerre, telles qu'elles se sont formées dans les dernières guerres.

Je ne vous demande qu'une seule innovation: Ne punissez pas l'amour de la patrie, ne prenez pas de mesures rigoureuses contre les peuples qui se lèvent en masse pour la défense de leur sol.

Au début de ce siècle nous avons eu dans notre pays plusieurs levées en masse du peuple de certaines régions montagnardes et une même action bien plus importante s'est produite dans un pays montagnard voisin du nôtre. C'était en combat ouvert qu'on se battait, on n'assommait pas les trainards et on ne tuait pas les malades et les blessés. Non seulement les hommes dans la force de l'âge, mais encore les vieillards, les enfants et les femmes prenaient part aux combats.

Vous direz que c'étaient là des excès du patriotisme. Soit, mais des excès qui réjouissent le cœur et qui peuvent se produire de nouveau. Vous comprendrez que nous ne pourrions pas souscrire à une convention qui soumettrait une partie de la population à la loi martiale et aux conseils de guerre. Nous sommes d'avis que l'amour de la patrie est une vertu qu'il faut cultiver et non pas supprimer.

Je vous recommande l'adoption de la proposition du Général Ardagh.

Le Président répond qu'il n'a jamais été question de mettre des bornes aux vertus patriotiques des peuples.

Il répète encore une fois que ni la Conférence de Bruxelles de 1874, ni celle de la Haye, en codifiant les lois et coutumes de la guerre, ne pouvaient accomplir une tâche irréalisable savoir: de codifier les actions héroïques des individus ou des populations. Notre tâche est beaucoup plus simple, nous voulons sauver la vie et la propriété des faibles, des désarmés et des inoffensifs, mais nous ne voulons nullement, ni prescrire des lois aux héros, ni imposer des freins aux élans des patriotes.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff déclare qu'il ne peut se rallier à l'amendement du Général Sir John Ardagh.

A première vue la proposition paraît inoffensive, presque anodine, comme elle ne parle que des moyens licites. Mais quels sont les moyens licites? D'après lui, ce ne sont que ceux qui se conforment aux conditions contenues dans les articles 9 et 10.

Mais si la proposition ne visait pas autre chose elle serait absolument superflue. Cependant, l'insistance que l'on met à défendre cet article additionnel, et surtout les éloquentes paroles que le Colonel Künzli lui a vouées ont démontré, à l'avis de M. de Gross de Schwarzhoff que l'on y voit autre chose et que l'on désire élargir le sens des articles 9 et 10.

Ce discours ayant ouvert la discussion sur le fond même des deux articles, le délégué d'Allemagne tient à préciser son point de vue.

La Sous-Commission touche presque au bout de sa première tâche. Les multiples décisions qu'elle a adoptées sont arrêtées dans un esprit d'humanité et dans le but de mitiger pour la population les maux de l'invasion. Une condition sousentendue est commune à toutes les dispositions: c'est que la population reste paisible: si cette condition n'est plus remplie, la plupart des garanties établies en faveur de la population

perdent leur raison d'être. Est-ce à dire qu'on veut limiter le patriotisme ou interdire aux braves gens de prendre part à la défense du sol natal?

En aucune façon. Le délégué d'Allemagne serait le dernier à méconnaître ces droits sacrés. Mais rien n'empêche les patriotes d'entrer dans les rangs de l'armée, ou, si le cadre préparé en temps de paix est trop restreint, de s'organiser entre eux, indépendamment de l'armée proprement dite. Par l'article 9 les droits des belligérants leur sont reconnus s'ils remplissent certaines conditions qui, certes, n'ont rien d'exagéré. Est-ce donc si difficile de trouver un homme qui se met à la tête du mouvement, un maire, un employé quelconque, un ancien soldat? Une espèce de commandement s'établira toujours. Les foules ne peuvent rien si elles ne sont pas commandées. Est-ce donc si difficile d'arborer un signe distinctif quelconque? Un simple brassard suffit. Est-ce trop que d'exiger qu'elles portent ouvertement les armes et qu'elles observent les lois de la guerre, ce qu'elles attendent et ce dont elles sont assurées de la part de leurs adversaires? L'article 9 devrait donc amplement suffire, car il n'entrave le patriotisme en aucune façon.

Mais, on a été plus loin en votant l'article 10 qui donne les droits de belligérants à la population d'un territoire non-occupé sous la seule condition qu'elle respecte les lois de la guerre. Il serait préférable à tous les points de vue d'exiger encore ici un signe distinctif et le port ostensible des armes. Sans quoi les troupes régulières se trouvent dans une condition défavorable ne pouvant voir si elles ont devant elles des paysans paisibles ou des ennemis prêts au combat; la longue portée des armes actuelles rend ce point encore plus important.

Le délégué d'Allemagne avoue franchement qu'il a de graves objections à formuler contre cet article; mais, dans un esprit de conciliation et pour ne pas soulever des difficultés insurmontables, il a cru pouvoir garder le silence et il s'est abstenu d'en proposer la suppression.

Mais, maintenant que l'on veut en élargir les principes, il se voit obligé de dire que les concessions doivent s'arrêter ici.

Et puisqu'on parle tant d'humanité, il croit qu'il est temps de se rappeler que les soldats, eux aussi, sont des hommes et ont droit à être traités avec humanité. Les soldats qui, épuisés de fatigues, après de longues marches ou après des combats, viennent se reposer dans un village, doivent être sûrs que les habitants paisibles ne se changent pas soudain en ennemis acharnés.

Mais, en laissant de côté ces considérations, qu'on se place à un point de vue pratique et tâche de s'entendre. A cette fin M. de Gross de Schwarzhoff donne lecture d'un passage des actes de la Conférence de Bruxelles de 1874 où le Colonel fédéral Hammer reconnaît que les intérêts des grandes armées demandent impérieusement la sécurité pour leurs communications et pour leur rayon d'occupation et qu'une conciliation entre les intérêts et ceux des peuples envahis n'est pas possible.

Le délégué d'Allemagne ne demande pas autre chose que l'éminent compatriote de MM. les délégués suisses a demandé en 1874, c'est-à-dire

de passer sous silence les questions sur lesquelles une entente n'est pas possible.*)

M. le Colonel Gilinsky dit qu'il se rallie à l'opinion exprimée par le Colonel de Gross de Schwarzhoff, il faut compter avec les nécessités de la guerre.

On reconnaît comme belligérante la population qui combat ouvertement dans le territoire non-occupé; l'article 10 donne toute possibilité à la nation entière de lutter, dans les conditions établies, contre l'envahisseur de son pays. Mais, on ne peut reconnaître cette qualité à la population du territoire occupé qui attaque les lignes de communication, parce que, sans lignes de communication, l'armée ne peut pas subsister.

M. Rahusen s'associe au point de vue du délégué allemand. Tout en rendant hommage au sentiment qui a inspiré la proposition de Sir John Ardagh, il ne pense pas que son amendement puisse être inséré comme article dans la convention.

Nul ne nierait le droit d'une population à se soulever contre une armée envahissante, mais la conséquence directe est qu'elle devient belligérante. Si la population ne se conforme point aux conditions qui constituent le caractère d'un belligérant, cela lui est loisible, mais elle devra en porter les conséquences.

Le Président constate que l'article E des propositions de la Délégation suisse est retiré, le Colonel Künzli ayant recommandé l'adoption de la proposition de Sir John Ardagh.

Le Général Sir John Ardagh insiste pour que la proposition soit insérée comme article séparé et qu'on la soumette au vote.

M. le Colonel Künzli répond aux observations du Colonel de Gross de Schwarzhoff. Celui-ci a cité le Colonel Hammer, mais, postérieurement à la Conférence de Bruxelles, le Président de la Confédération helvétique, M. Welti, a donné son opinion sur ce sujet et a élevé de graves objections contre les articles 9 et 10.

M. Léon Bourgeois désire bien préciser la situation. Il constate que la Sous-Commission est d'accord avec Sir John Ardagh sur le fond; MM. Künzli et de Gross de Schwarzhoff ont une même pensée. Rien ne doit diminuer les garanties que le droit des gens donne aux populations quand elles résistent à l'envahisseur.

Comment se résume donc le débat?

Il s'agit de savoir s'il vaut mieux insérer cette pensée dans le texte, sous forme d'article, ou se contenter de la déclaration de M. le Président qui serait mise dans le protocole final. Cette dernière façon de procéder lui donnerait une suffisante satisfaction. Mais dans le cas où on ne l'adopterait pas, le vote de la proposition de Sir John Ardagh lui paraîtrait nécessaire. Toutefois, la rédaction de l'article, ainsi que la place qu'on lui assignerait, soulèveraient des difficultés multiples.

* Voir Actes de la Conférence de Bruxelles 1874, pag. 163.

Il lui semble opportun de faire déclarer par la Commission qu'elle propose d'insérer dans le protocole final la déclaration du Président.

S. E. M. Beernaert constate avec satisfaction que M. le délégué de France appuie sa manière de voir. Il avait en effet demandé que la déclaration de M. de Martens fût inscrite non seulement au procès-verbal de la séance, mais aussi, soit au protocole final, soit dans l'acte international, qui couronnera l'œuvre de la Conférence.

Le Président dit qu'il et bien entendu que sa déclaration restera comme un acte officiel de la Conférence.

M. le Jonkheer van Karnebeek déclare qu'il ne se contentera de la déclaration de M. de Martens que si la Commission se prononce formellement pour son adoption.

M. Beldiman tient à ajouter que, si l'on continue à insister pour que la proposition de Sir John Ardagh soit insérée comme article, on mettra en péril toute l'œuvre de la Sous-Commission. Cet article ne lui paraît pas d'une importance suffisante pour risquer de faire échouer les travaux.

Le Président consulte la Sous-Commission sur le sort qui doit être fait à sa déclaration. Elle a le même sens que la proposition de Sir John Ardagh mais avec cette différence qu'elle implique l'impossibilité de prévoir tous les cas.

La déclaration du Président est adoptée comme acte officiel de la Sous-Commission et elle figurera comme tel dans les protocoles de la Conférence.

Sur l'observation de M. Miyatovitch, le Président dit que l'adoption de sa déclaration ne préjuge pas la décision qui sera prise au sujet de la proposition de Sir John Ardagh.

S. E. M. Beernaert dit que la proposition du délégué britannique rencontre les sympathies générales, et notamment les siennes, mais puisqu'on est d'accord que la déclaration qui vient d'être officiellement et unanimement admise a le même sens, il lui semble que Sir John Ardagh pourrait y renoncer.

M. de Bille fait la remarque que si l'on vote sur la proposition de Sir John Ardagh, il y aura équivoque; la Sous-Commission ayant en effet accepté la proposition du Président comme suffisant à confirmer son opinion sur ce sujet, elle n'a pas à se prononcer une seconde fois sur la même idée présentée sous la forme de l'amendement-Ardagh.

M. le Colonel Künzli exprime son désir formel de voir la Commission émettre un vote sur l'amendement du Général Ardagh.

M. le Baron de Bildt explique pourquoi la Délégation de Suède et Norvège s'abstiendra:

Elle sympathise avec le sens de l'article, mais elle croit qu'il n'est pas opportun de l'insérer.

M. le Général den Beer Poortugael se rallie à cette manière de voir.

M. Beldiman déclare qu'en votant contre l'insertion de l'article, il est entendu que la Délégation de Roumanie n'en désapprouve point le fond.

Il craint qu'en insistant trop sur une question de forme, on ne compromette l'accord déjà établi.

S. E. le Comte Nigra prie le Président de demander à Sir John Ardagh si ce dernier ne se contenterait pas de voir figurer son article au protocole final à côté et comme confirmation de la déclaration du Président.

Le Président demande au délégué anglais s'il accepterait la proposition de Son Exc. le Comte Nigra ou s'il insiste pour l'adoption de son article.

Le Général Sir John Ardagh, après avoir constaté que seuls le délégué suisse et lui voteraien dans ce dernier sens, croit devoir retirer dans un but de conciliation l'article proposé par lui, le principe qu'il développe ayant recueilli l'approbation unanime.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, croit devoir répéter qu'il ne s'agit pas du tout, à ce qu'il lui semble, d'une simple question de forme, mais bien d'une question de fond. L'insistance qu'on a mise à insérer la proposition de Sir John Ardagh soit dans le texte même soit dans le protocole, prouve en effet qu'il y a anguille sous roche et que l'on veut élargir les facilités de défense données aux populations par les articles 9 et 10.

Le Président conclut que l'article de Sir John Ardagh sera inséré dans le protocole et, en même temps, toutes les observations et restrictions qui ont été faites à ce sujet.

Cette proposition est unanimement approuvée par la Sous-Commission.

M. le Capitaine Crozier attire l'attention de l'Assemblée sur une contradiction qui existe entre l'article 55 voté par la Sous-Commission et l'article 10 adopté par la première Sous-Commission.

Il désirerait connaître l'opinion de ses collègues sur l'interprétation de l'article 55.

S. E. M. Beernaert ayant fait remarquer que la Sous-Commission ne peut revenir sur un vote déjà émis, il est décidé, sur la proposition du Colonel de Gross de Schwarzhoff, que cette question sera soumise au Comité de Rédaction.

Le Président dit que la première lecture des articles du projet de la Déclaration de Bruxelles étant terminée, la Sous-Commission procédera dès que possible à la seconde lecture.*)

La séance est levée.

Douzième Séance.

1 juillet 1899.

Présidence de M. de Martens.

Le procès-verbal de la onzième séance est lu et adopté.

Le Président rend compte du mandat dont le Comité de Rédaction a été investi. Ce Comité a revu les articles votés en première lecture et

*) Voir à l'annexe D le texte du Projet de 1874 et le texte adopté en première lecture par la Sous-Commission.

a remanié le texte de quelques-uns. Le Président constate avec satisfaction qu'un accord unanime s'est établi quant à la rédaction des articles, sauf en ce qui concerne l'article 59, au sujet duquel le Général Zuccari a fait des réserves.

Le rapport de M. Rolin ayant été distribué en épreuve aux membres de la Sous-Commission, le Président prie MM. des délégués d'indiquer dans le plus bref délai possible à M. le Rapporteur les changements qu'ils désireraient éventuellement voir introduits dans son rapport lequel alors sera soumis à la Commission en séance plénière.

Cette manière de procéder est adoptée.

S. E. M. Beernaert félicite M. Rolin de son remarquable travail. Il fait toutefois observer que certains passages ne sont pas en harmonie avec l'importante déclaration de M. de Martens, que la Commission a faite sienne.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff demande également quelques modifications du rapport, qu'il fera connaître à M. le Rapporteur.

M. Rolin tiendra compte de ces observations, notamment dans le passage de son rapport visé par M. Beernaert et relatif aux articles 9 et 10 anciens.

Le Président dit que le Comité sera chargé de rédiger, en vue d'une convention à conclure, une formule constatant l'obligation que contracteront les Etats par rapport à l'adoption de règles uniformes sur les lois et coutumes en temps de guerre. Le préambule qu'élaborera le Comité sera soumis à l'approbation de la Commission.

On passe à la seconde lecture des articles, en prenant pour base le texte proposé unanimement par le Comité de Rédaction.

M. Rolin, Rapporteur, donne lecture de ce texte en indiquant les changements introduits par ce Comité dans le texte adopté en première lecture et les motifs de ces changements.

L'article 1^{er} est adopté sauf l'intercalation, proposée par Sir John Ardagh, des mots „ou des corps de volontaires“ après „milices“ dans le dernier alinéa.

Les articles 2, 3, 4 et 5 sont adoptés.

L'article 6 est adopté; la seconde phrase du premier alinéa, sur la proposition de MM. Renault et Beldiman, sera rédigée comme suit:

„Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.“

L'article 7 est adopté sauf la suppression, proposée par Son Exc. M. Beernaert des mots: „et comme principe général“ dans le deuxième alinéa.

Les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 sont adoptés. Dans ce dernier article les mots „les facilités nécessaires“ sont remplacés par „toute facilité.“

Les articles 16 et 17 sont adoptés. Au sujet d'une remarque de M. Ariga, appuyée par Son Exc. M. Beernaert, il est décidé de substituer,

afin d'éviter tout équivoque, les mots „de leurs pays“ au terme „nationaux“ dans l'article 17.

Les articles 18, 19, 20, 21, 22 sont adoptés.

Au sujet de l'article 23, littéras *b* et *c*, M. Bihourd fait ressortir que c'est la trahison qu'on veut interdire plutôt que le fait de tuer, auquel il faudrait assimiler celui de blesser.

M. Rolin attire l'attention de la Sous-Commission sur le mot „notamment“, placé au commencement de l'article, dont il résulte que la disposition n'a nullement pour objet de prévoir tout ce qui est interdit. Le fait de maltraieter ou de faire prisonnier par trahison est également interdit.

Il est néanmoins décidé d'introduire dans ces deux littéras après le mot „tuer“ ceux de „ou de blesser“.

Sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert le littéra *g* qui avait été supprimé par le Comité de Rédaction est rétabli en ces termes:

„*g.* de détruire ou de saisir des propriétés ennemis, sauf le cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre“.

L'article 23, ainsi modifié est adopté.

Les articles 24, 25, 26, 27 et 28 sont adoptés.

Dans l'article 28 les mots „ou localité“ sont intercalés après „villes“ sur la proposition de Son Exc. le Comte Nigra.

Par rapport à l'article 29 S. E. M. Beernaert fait remarquer que la nouvelle rédaction est plus large que celle adoptée en première lecture, trop large même peut-être, puisque les mots „zone d'opérations“ pourraient donner lieu à des interprétations différentes.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit que par „zone d'opérations“ il faut entendre le territoire où se trouve une armée soit en marche soit en repos, y compris les environs où cette armée exerce certaine influence par la portée des armes, par ses patrouilles, et par de petites expéditions de reconnaissance.

S. E. M. Beernaert, tout en faisant ressortir que la définition du Colonel de Gross de Schwarzhoff se rapporte en réalité au territoire où une armée exerce une autorité de fait, n'insiste pas.

L'article 29 est adopté.

Les articles 30, 31, 32, 33 sont adoptés. Les mots „dans toutes conditions“ ont été supprimés à l'article 33 par le Comité de Rédaction et se trouvent par erreur dans le texte imprimé. Cette suppression est maintenue.

Les articles 34 jusqu'à y compris 44 sont adoptés.

L'article 45 est adopté avec la rédaction suivante:

„Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter „serment à la puissance ennemie.“

Les articles 46 jusqu'à y compris 50 sont adoptés.

L'article 51 est adopté sauf la suppression, proposée par M. Beldiman, des mots inutiles: „de contributions“ à l'alinéa second.

L'article 52 est adopté.

A propos de l'article 53, M. Rolin fait part d'une proposition qui lui a été communiquée par M. le Colonel de Schnack et qui tend à insérer, au début de cet article au lieu de „qui occupe un territoire“, les mots „qui envahit ou qui occupe un territoire“. Il est certain en effet que cet article ne concerne pas seulement l'occupant dans le sens de l'article 42.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit qu'il est difficile de se rendre compte à première vue de la portée de cette modification. Il lui semble cependant qu'elle mettrait en doute tout le système des articles de la troisième section, qu'il faudrait réviser si l'on veut tenir compte de la distinction entre l'envahisseur et l'occupant. Le premier article de cette section, c'est-à-dire l'article 42, donne une définition quasi-juridique du terme „occupation“, mais dans la plupart des articles suivants les mots „occupé, occupant, occupation“ sont employés dans un sens plus large, militaire pour ainsi dire, qui comprend en même temps l'envahissement et l'occupation.

Eu ajoutant les mots „ou envahit“ aux mots, „qui occupe“ dans un seul de ces articles, on ferait surgir des doutes, si les autres articles, qui ne parlent que de l'occupation, s'appliqueront également à la période d'envahissement.

On pourrait répondre dans le sens négatif, ce qui autoriserait l'envahisseur par exemple à forcer la population à prendre part aux opérations contre son pays.

Si l'on ne veut pas renvoyer la question au Comité de Rédaction, il serait très utile de constater dans le Rapport, que l'on n'a voulu faire aucune distinction entre l'envahisseur et l'occupant.

M. Rolin reconnaît que la modification proposée pourrait en effet donner lieu à des difficultés et le Colonel de Schnack retire sa proposition.

Cet article, dans le second alinéa duquel le mot „même“ est substitué à celui de „quoique“, donne lieu à l'explication fournie par M. Rolin, à la suite d'observations de MM. Motono, Veljkovitch et le Général Sir John Ardagh que, dans les cas prévus à cet article, les belligérants n'acquièrent pas la propriété d'objets appartenant à des particuliers et qu'il ne s'agit que d'une saisie donnant lieu à restitution si possible et à indemnité s'il y a lieu; seulement cette indemnité reste en suspens jusqu'à la conclusion de la paix.

L'article 53 est adopté.

Les articles 54 jusque et y compris 58 sont adoptés.

Au sujet de l'article 59, M. le Capitaine Crozier demande quelle règle doit régir la condition des malades et blessés qui n'appartiennent pas à la partie adverse et sont amenés sur le territoire neutre. Pourront-ils de nouveau prendre part aux opérations de guerre?

M. Rolin répond qu'on n'a pas songé à limiter le droit du neutre de laisser passer librement les blessés ou malades des belligérants par son territoire à destination de leur propre pays; mais il importe que le neutre ne fasse pas de distinctions quant à l'octroi de cette faveur.

S. E. M. Beernaert fait ressortir qu'il faut tenir compte de trois cas différents:

1° celui où le vainqueur demande à faire passer par le territoire neutre ses propres blessés ou malades;

2° celui où il amène également, pour les faire passer par le territoire neutre, des prisonniers de guerre, blessés ou malades;

3° celui où il confie aux soins du neutre les blessés ou malades de son armée qui ne sont pas en état d'être transportés plus loin.

Le neutre est autorisé à laisser passer les premiers; mais les blessés ou malades prisonniers doivent lui être remis. De même, il doit garder les blessés ou malades de l'armée victorieuse qui lui seraient confiés et pour exprimer cette règle, on pourrait supprimer, dans le second paragraphe, les mots: appartenant à la partie adverse".

M. Rolin objecte qu'alors il y aurait contradiction entre le premier et le second paragraphe, contradiction accentuée encore par les mots, "amenés dans ces conditions" qui sont en tête du second paragraphe. Ce serait en réalité la suppression de toute faculté de passage.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff remarque que le cas visé par Son Exc. M. Beernaert sub 3° ne peut se présenter que fort rarement; c'est-à-dire, quand l'état d'un malade ou d'un blessé s'aggraverait pendant le transport.

A la suite d'un échange de vues à ce sujet, auquel prennent part MM. Asser et le Chevalier Descamps, le texte de l'article est maintenu sauf addition de la phrase ci-après, afin de prévoir le troisième cas indiqué par Son Exc. M. Beernaert:

"Celui-ci (— c'est à dire l'Etat neutre —) aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés."

L'article 60 est adopté.

Le Président adresse des remerciements chaleureux à M. le Rapporteur pour son remarquable travail et aux membres de la Sous-Commission pour leur bienveillant concours et l'esprit de conciliation qu'ils ont fait présider aux difficiles travaux de la Sous-Commission, menés autuellement à bonné fin.

La séance est levée.

Annexe A.

Rédaction nouvelle des articles 1 à 6 (combinés avec les articles 40 à 42) proposée par Rolin rapporteur.

Intitulé de ce chapitre: „De l'occupation du territoire de l'Etat ennemi, des contributions et des réquisitions“.

Art. 1. (Déjà voté. Conforme au texte de Bruxelles).

Art. 2. (Déjà voté, mais dont la rédaction pourrait, en seconde lecture, être arrêtée comme suit: „L'occupant prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer l'ordre et la vie publique“.)

Art. 3. Rédaction nouvelle proposée: „Les lois existantes restent en vigueur dans le territoire occupé et si l'occupant est amené, par suite des nécessités de la guerre, à les modifier, à les suspendre ou à les remplacer, ces mesures n'auront qu'un caractère purement provisoire limité suivant l'étendue et la durée de l'occupation.“

Art. 4. La Sous-Commission a voté provisoirement la suppression de cet article.

Art. 5. *) Rédaction nouvelle proposée: „Si l'occupant prélève les impôts à son profit, il encourt, par ce fait, l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Art. 5a. *) Article proposé en remplacement de l'article 41 de la Déclaration de Bruxelles: „Si l'occupant prélève des contributions extraordinaires, soit à titre d'amende, soit comme équivalent d'impôts non payés ou de prestations non livrées en nature, il n'y procèdera autant que possible que d'après les règles locales concernant la répartition et l'assiette des impôts.

Les contributions ne seront imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie sur les lieux.

Pour toute contribution un reçu sera donné au contribuable.“

Art. 5b. **) Article proposé en remplacement des articles 40 et 42 de la Déclaration de Bruxelles: „Les prestations en nature et en général toutes réquisitions réclamées des communes et des habitants seront en rapport avec les nécessités de la guerre généralement reconnues, en proportion avec les ressources du pays, et de telle nature qu'elles n'impliquent pas pour la population l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie.

Les réquisitions ne seront faites qu'avec l'autorisation du commandant en chef dans la localité occupée.

Les prestations en nature sont autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des quittances.“

Art. 6. Rédaction nouvelle conforme aux conclusions de Son Exc. M. Beernaert: „Si l'armée qui envahit ou qui occupe un territoire procède à la saisie d'objets mobiliers de nature à servir aux opérations de la guerre, tels que matériel des chemins de fer ou des télégraphes, bateaux à vapeur et autres navires (en dehors des cas régis par la loi maritime), armes et munitions de guerre, cette saisie n'aura jamais que le caractère d'un sequestre en ce qui concerne ceux de ces objets appartenant à des sociétés ou à des personnes privées.

*) Ces deux articles 5 et 5a sont à mettre en rapport avec l'article A proposé par Son Exc. M. Beernaert.

**) Cet article 5b est à mettre en rapport avec l'article B proposé par Son Exc. M. Beernaert.

Spécialement le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible, sans pouvoir être utilisé pour les opérations militaires.“

Art. 7 et 8. (Sans modifications.)

Annexe B.

Textes proposés à la Sous-Commission au nom du Comité de Rédaction, réuni les 18 et 16 juin 1899 sous la présidence de Son Exc. M. Léon Bourgeois.

Au cours de sa dernière séance, la Sous-Commission a constitué un Comité de Rédaction composé de MM. Beldiman, le Colonel à Court, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Colonel Gilinsky, Lammasch, Renault, le Général Zuccari et Rolin, ce dernier en qualité de rapporteur.

A la fin de la même séance, en présence des divergences de vues qui s'étaient manifestées au sujet de la rédaction des articles nouveaux destinés à remplacer les articles 40, 41 et 42 du projet de Déclaration de Bruxelles, la Sous-Commission, sur la proposition de MM. Beldiman et Léon Bourgeois, a confié à ce même Comité la mission de formuler une rédaction nouvelle de ces articles; et cette mission a été précisée en ce sens que le Comité se bornerait à constater dans un texte nouveau les points sur lesquels une entente semblerait possible.

Le Comité s'est réuni à deux reprises. Tous les membres désignés ont pris part à ses délibérations. M. Bourgeois a bien voulu se joindre au Comité, ainsi que MM. Beernaert, van Karnebeek et Odier.

Après une discussion approfondie sous la présidence de M. Léon Bourgeois, et à la suite d'échanges de vues avec MM. Beernaert, van Karnebeek et Odier, le Comité s'est mis d'accord à l'unanimité pour présenter à la Sous-Commission le texte de quatre articles relatifs aux contributions et aux réquisitions. Ces textes nouveaux sont précédés d'une rédaction très légèrement remaniée de l'article cinq, relatif aux impôts établis, déjà voté en première lecture.

Rédaction proposée par le Comité.

Article 5 (déjà voté).

Si l'occupant prélève dans le territoire occupé les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article A.

En dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant ne pourra prélever d'autres contributions en argent dans le territoire occupé que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article B.

Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article C.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé autant que possible à la perception de contributions que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article D.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des quittances.

Annexe C.

Rapport adressé à la Sous-Commission au nom du Comité de Rédaction, réuni le 17 juin 1899 à 2 heures, sous la Présidence de M. de Martens, concernant le texte des articles 6, 7 et 8 du Projet de Déclaration de Bruxelles et les modifications ou additions proposées.

Dans sa séance du 17 juin 1899 (matin), la Sous-Commission, après avoir adopté à l'unanimité le premier alinéa de l'article 6 du Projet de Bruxelles, a, renvoyé au Comité de Rédaction les amendements et les articles additionnels proposés au sujet du second alinéa dudit article, avec mission de revoir en même temps les articles 7 et 8 du Projet, en vue de modifications éventuelles.

Le Comité s'est réuni le même jour sous la présidence de M. de Martens. Tous les membres qui le composent étaient présents, ainsi que MM. Beernaert, de Bille et Odier.

En ce qui concerne le second alinéa de article 6, le Comité, après une discussion approfondie, a reconnu que, si l'on voulait rechercher une rédaction trop précise, il serait probablement impossible d'arriver à une entente, et qu'en conséquence il semble qu'il n'y ait pas mieux à faire que de conserver, sauf des modifications de détail, le texte du projet de Bruxelles.

Le Comité a admis ensuite le principe de l'amendement proposé par M. de Bille en décidant de dire „les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissement“.

Le Comité n'a pas cru qu'il convint à cette occasion de traiter incidemment de la nature des droits de l'Etat riverain sur la mer territoriale et de l'étendue de celle-ci, et c'est pour ce motif qu'il n'a pas accepté les derniers mots de l'amendement de M. de Bille.

Il a été entendu, sur la proposition de M. Lammash, que l'article devait s'appliquer également au téléphones.

En conséquence, le Comité a l'honneur de proposer à la Sous-Commission d'adopter, pour lalinéa deuxième de l'article 6, la rédaction suivante:

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissement, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris des câbles d'atterrissement et les téléphones, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés seront restitués et les indemnités réglées à la paix.

Il y a lieu de signaler à la Sous-Commission, que le Comité n'a pas pensé qu'il fallût stipuler spécialement, à propos de l'application de cet article, l'obligation pour le belligérant qui opère la saisie de donner un reçu comme en matière de réquisitions; mais le Comité a été d'avis cependant que le fait de la saisie doit évidemment être constaté de façon ou d'autre, ne fût-ce que pour fournir au propriétaire des objets saisis l'occasion de réclamer l'indemnité expressément prévue dans le texte.

Une proposition de M. Odier tendant à faire dire que „le matériel des chemins de fer, même appartenant à l'Etat ennemi, sera restitué à la paix“ n'a pas été acceptée. Le Comité a considéré que cette question est au nombre de celles qui doivent être réglées par le traité de paix.

Ce Comité se trouvait saisi également d'une proposition de Son Exc. M. Beernaert concernant le matériel de chemin de fer des neutres, prescrivant la restitution immédiate de ce matériel par le belligérant et interdisant à celui-ci de l'employer pour les besoins de la guerre. Dans ce cas, comme dans celui de l'article 6, il a paru au Comité que, vu les nécessités de la guerre, une rédaction trop précise et trop minutieuse serait de nature à susciter des difficultés plutôt qu'à les éviter. En conséquence, le texte proposé par M. Beernaert a été légèrement modifié et le Comité est d'avis d'en faire l'objet d'un article spécial rédigé comme suit:

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Concernant l'article 7 du projet de Bruxelles, le Comité a pensé qu'il pourrait être adopté sans aucune modification.

Enfin, pour l'article 8, le Comité est d'avis de l'adopter, avec une très-légère modification seulement à la fin de l'article, en ce qui concerne la poursuite par les autorités compétentes. Afin de ne pas soulever à ce propos une question de compétence, le Comité propose de rédiger le second alinéa de cet article dans les termes suivants:

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science est interdite et doit être poursuivie.

A propos du premier alinéa de cet article, le Comité a été informé qu'un éclaircissement avait été demandé par M. le Général Mirza Riza Khan concernant la portée de l'expression, „établissements consacrés aux cultes“. D'accord avec ce qui a été très nettement dit en 1874 à Bruxelles (Protocole N° 18), le Comité considère qu'il n'y a aucune distinction à faire à ce sujet entre les divers cultes et que l'expression visée s'applique donc également aux mosquées.

Toutes les décisions du Comité mentionnées dans le présent Rapport ont été prises à l'unanimité.

Annexe D.

Texte du projet de Déclaration de Bruxelles de 1874. | **Texte adopté en première lecture par la Sous-Commission.**

De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi.

Article 1.

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article 2.

L'autorité du pouvoir légal étant suspendue et ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publique.

Article 3.

A cet effet, il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix, et ne les modifiera, ne les suspendra ni ne les remplacera que s'il y a nécessité.

Article 4.

Les fonctionnaires et les employés de toute ordre qui consenti-

Article.

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article.

L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publique en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

(les articles 2 et 3 ont été combinés dans le texte ci-dessus.)

Supprimé.

raient, sur son invitation, à continuer leurs fonctions, jouiront de sa protection. Ils ne seront révoqués ou punis disciplinairement que s'ils manquent aux obligations acceptées par eux et livrés à la justice que s'ils les trahissent.

Article 5.

L'armée d'occupation ne prélevera que les impôts, redevances, droits et péages déjà établis au profit de l'Etat, ou leur équivalent, s'il est impossible de les encaisser, et, autant que possible, dans la forme et suivant les usages existants. Elle les emploiera à pourvoir aux frais de l'administration du pays dans la mesure où le Gouvernement légal y était obligé.

Article 6.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et, en général, toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés, seront restitués et les indemnités réglées à la paix.

Article.

Sil'occupant préleve dans le territoire occupé les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissement, les téléphones les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et, en général, toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissement et les téléphones, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés seront restitués et les indemnités réglées à la paix.

Article 7.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 8.

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, doit être poursuivie par les autorités compétentes.

Qui doit être reconnu comme partie belligérante; des combattants et des non-combattants.

Article 9.

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes:

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;

3° De porter les armes ouvertement, et

4° De se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices constituent l'armée ou en font partie, elles sont comprises sous la dénomination d'armée.

Article 10.

La population d'un territoire non

Article.

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article.

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science est interdite et doit être poursuivie.

Qui doit être reconnu comme partie belligérante; des combattants et des non-combattants.

Article.

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes:

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;

3° De porter les armes ouvertement, et

4° De se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices constituent l'armée ou en font partie, elles sont comprises sous la dénomination d'armée.

Article.

La population d'un territoire non

occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 9, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 11.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres jouiront des droits de prisonniers de guerre.

Des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 12.

Les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux belligérants un pouvoir illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Art. 13.

D'après ce principe, sont notamment interdits:

a. L'emploi du poison ou d'armes empoisonnées;

b. Le meurtre par trahison d'individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie;

c. Le meurtre d'un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;

d. La déclaration qu'il ne sera pas fait de quartier;

e. L'emploi d'armes, de projectiles ou de matières propres à causer des maux superflus, ainsi que l'usage des projectiles prohibés par la Déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868;

f. L'abus du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève.

g. Toute destruction ou saisie de

occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 9, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres jouiront des droits de prisonniers de guerre.

Des moyens de nuire à l'ennemi.

Article.

Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article.

Sont notamment interdits:

a. L'emploi du poison ou d'armes empoisonnées;

b. Le fait de tuer par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie;

c. Le fait de tuer un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;

d. La déclaration qu'il ne sera pas fait de quartier;

e. L'emploi d'armes, de projectiles ou de matières propres à causer des maux superflus, ainsi que l'usage des projectiles prohibés;

f. L'abus du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève.

g. Toute destruction ou saisie de

propriétés ennemis qui ne serait pas impérieusement commandée par la nécessité de guerre.

Article 14.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain (sauf les dispositions de l'art. 36) sont considérés comme licites.

Des sièges et bombardements.

Article 15.

Les places fortes peuvent seules être assiégées. Des villes, agglomérations d'habitations ou villages ouverts qui ne sont pas défendus ne peuvent être ni attaqués ni bombardés.

Article 16.

Mais si une ville ou place de guerre, agglomération d'habitations ou village, est défendu, le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf l'attaque de vivo force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 17.

En pareil cas toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant qu'il est possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux à indiquer d'avance à l'assiégeant.

Article 18.

Une ville prise d'assaut ne doit pas être livrée au pillage des troupes victorieuses.

Des espions.

Article 19.

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes,

propriétés ennemis qui ne serait pas impérieusement commandée par les nécessités de guerre.

Article.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain (sauf les dispositions de l'art. 36) sont considérés comme licites.

Article.

Les villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus ne peuvent être ni attaqués ni bombardés.

Article.

Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article.

Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux à indiquer d'avance à l'assiégeant.

Article.

Il est interdit de livrer au pillage une ville prise d'assaut.

Article.

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes,

recueille ou cherche à recueillir des informations dans les localités occupées par l'ennemi, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

recueille ou cherche à recueillir des informations dans les territoires occupés par l'ennemi, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Article.*)

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions.

De même, ne sont pas considérés comme espions: les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie.

A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article.

L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article.

L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre, et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes antérieurs.

Article 21.

L'espion qui rejoint l'armée à laquelle il appartient et qui est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre, et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes antérieurs.

Article 22.

Les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions.

De même, ne doivent pas être considérés comme espions, s'ils sont capturés par l'ennemi: les militaires (et aussi les non-militaires accom-

(Voir plus haut.)

* Cet article correspond à l'article 22 du Projet de Déclaration de Bruxelles de 1874.

plissant ouvertement leur mission) chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie.

A cette catégorie appartiennent également, s'ils sont capturés, les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Des prisonniers de guerre.

Article 23.

Les prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés.

Ils sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires.

Tout ce qui leur appartient personnellement, les armes exceptées, reste leur propriété.

Article 24.

Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 25.

Les prisonniers de guerre peuvent être employés à certains travaux publics qui n'aient pas un rapport direct avec les opérations sur le théâtre de la guerre, et qui ne soient pas exténuants ou humiliants pour leur grade militaire, s'ils appartiennent à l'armée, ou pour leur position officielle ou sociale, s'ils n'en font point partie.

Ils pourront également, en se con-

Article.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Article.

Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais il ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article.

L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne peuvent être excessifs; il ne peuvent avoir de rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

formant aux dispositions réglementaires à fixer par l'autorité militaire, prendre part aux travaux de l'industrie privée.

Leur salaire servira à améliorer leur position ou leur sera compté au moment de leur libération. Dans ce cas, les frais d'entretien pourront être défalcués de ce salaire.

Article 26.

Les prisonniers de guerre ne peuvent être astreints d'aucune manière à prendre une part quelconque à la poursuite des opérations de la guerre.

Article 27.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre se charge de leur entretien.

Les conditions de cet entretien peuvent être établies par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

A défaut de cette entente, et comme principe général, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture et l'habillement sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 28.

Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans l'armée au pouvoir de laquelle ils se trouvent.

Contre un prisonnier de guerre en fuite il est permis, après sommation, de faire usage des armes. Repris, il est possible de peines disciplinaires ou soumis à une surveillance plus sévère.

Si, après avoir réussi à s'échapper, il est de nouveau fait prisonnier, il n'est possible d'aucune peine pour sa fuite antérieure.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défaillance des frais d'entretien.

(Les articles 25 et 26 ont été combinés dans le texte ci-dessus.)

Article.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

Les conditions de cet entretien peuvent être établies par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

A défaut de cette entente, et comme principe général, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture, le couchage et l'habillement sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements, et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent.

Toute acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau

Article 29.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 30.

L'échange de prisonniers de guerre est réglé par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

Article 31.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas leur propre Gouvernement ne doit ni exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 32.

Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint d'accepter sa liberté sur parole; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 33.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, peut être privé des droits de prisonnier de guerre et traduit devant les tribunaux.

Article 34.

Peuvent également être faits pri-

faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Article.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Supprimé.

Article.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article.

Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint d'accepter sa liberté sur parole; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur ou contre ses alliés, peut être privé des droits de prisonnier de guerre et traduit devant les tribunaux.

Article.

Les individus qui suivent une armée

sonniers les individus qui, se trouvant auprès des armées, n'en font pas directement partie, tels que les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, etc., etc. Toutefois ils doivent être munis d'une autorisation émanant du pouvoir compétent et d'un certificat d'identité.

sans en faire directement partie, tels que les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, bénéficieront du traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article.)*

Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays, et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, les facilités nécessaires,

*) Les sept articles suivants ont été votés en première lecture, par la Sous-Commission, sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert.

dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour qu'elles puissent accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article.

Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article.

Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements nationaux, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article.

Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Article.

Les testaments de prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article.

Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

Des malades et des blessés.**Article 35.**

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

Du pouvoir militaire à l'égard des personnes privées*).

Article 36.

La population d'un territoire occupé ne peut être forcée de prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 37.

La population d'un territoire occupé ne peut être contrainte de prêter serment à la puissance ennemie.

Article 38.

L'honneur et les droits de la famille, la vie et la propriété des individus, ainsi que leurs convictions religieuses et l'exercice de leur culte doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article 39.

Le pillage est formellement interdit.

Article.

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

Article.

La population d'un territoire occupé ne peut être forcée de prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article.

La population d'un territoire occupé ne peut être contrainte de prêter serment à la puissance ennemie.

Article.

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article.

Le pillage est formellement interdit.

* Il a été décidé que les quatre articles qui forment ce chapitre seront insérés avant l'article 5 du texte de 1874.

Des contributions et des réquisitions.**Article 40.**

La propriété privée devant être respectée, l'ennemi ne demandera aux communes ou aux habitants que des prestations et des services en rapport avec les nécessités de guerre généralement reconnues, en proportion avec les ressources du pays et qui n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie.

Article 41.

L'ennemi prélevant des contributions soit comme équivalent pour des impôts (v. art. 5) ou pour des prestations qui devraient être faites en nature soit à titre d'amende n'y procèdera, autant que possible, que d'après les règles de la répartition et de l'assiette des impôts en vigueur dans le territoire occupé.

Les autorités civiles du Gouvernement légal y prêteront leur assistance si elles sont restées en fonctions.

Les contributions ne pourront être imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie par l'ennemi dans le territoire occupé. Pour toute contribution un reçu sera donné au contribuable.

Article 42.

Les réquisitions ne seront faites qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Pour toute réquisition il sera accordé une indemnité ou délivré un reçu.

Article*).

Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article.

Aucune peine collective, péquinaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé autant que possible à cette perception de contributions que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

* Les quatre articles nouveaux adoptés par la Sous-Commission seront insérés après l'article 5 du texte de 1874.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront autant que possible payées au comptant sinon elles seront constatées par des reçus.

Des Parlementaires.

Article. 43.

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc, accompagné d'un trompette (clairon ou tambour) ou aussi d'un porte-drapeau. Il aura droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette (clairon ou tambour) et le porte-drapeau qui l'accompagnent.

Article 44.

Le chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances et dans toutes conditions.

Il lui est loisible de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le parlementaire de profiter de son séjour dans le rayon des positions de l'ennemi au préjudice de ce dernier, et si le parlementaire s'est rendu coupable de cet abus de confiance, il a le droit de le retenir temporairement.

Il peut également déclarer d'avance qu'il ne recevra pas de parlementaire pendant un temps déterminé. Les parlementaires qui viendraient à se présenter après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité.

Article 45.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc, accompagné d'un trompette, clairon ou tambour ou aussi d'un porte-drapeau ou d'un interprète. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, et le porte-drapeau ou l'interprète qui l'accompagnent.

Article.

Le chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances et dans toutes conditions.

Il lui est loisible de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le parlementaire de profiter de son séjour dans le rayon des positions de l'ennemi au préjudice de ce dernier, et si le parlementaire s'est rendu coupable de cet abus de confiance, il a le droit de le retenir temporairement.

Article.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

Des capitulations.

Article 46.

Les conditions des capitulations sont débattues entre les parties contractantes.

Elles ne doivent pas être contraires à l'honneur militaire.

Une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

Article.

Les conditions des capitulations sont débattues entre les parties contractantes.

Elles doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

De l'armistice.

Article 47.

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu, toutefois, que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article.

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu, toutefois, que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 48.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 49.

L'armistice doit être officiellement et sans retard notifié aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification.

Article.

L'armistice doit être officiellement et sans retard notifié aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou à un terme ultérieur fixé.

Article 50.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourront avoir lieu entre les populations.

Article.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu avec et entre les populations sur le théâtre de guerre.

Article 51.

La violation de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer.

Article.

Toute violation grave de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 52.

La violation des clauses de l'armistice par des particuliers, agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.

Article 53.

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 54.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 55.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage par son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre.

En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Article 56.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Article.

La violation des clauses de l'armistice par des particuliers, agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.

Article.

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

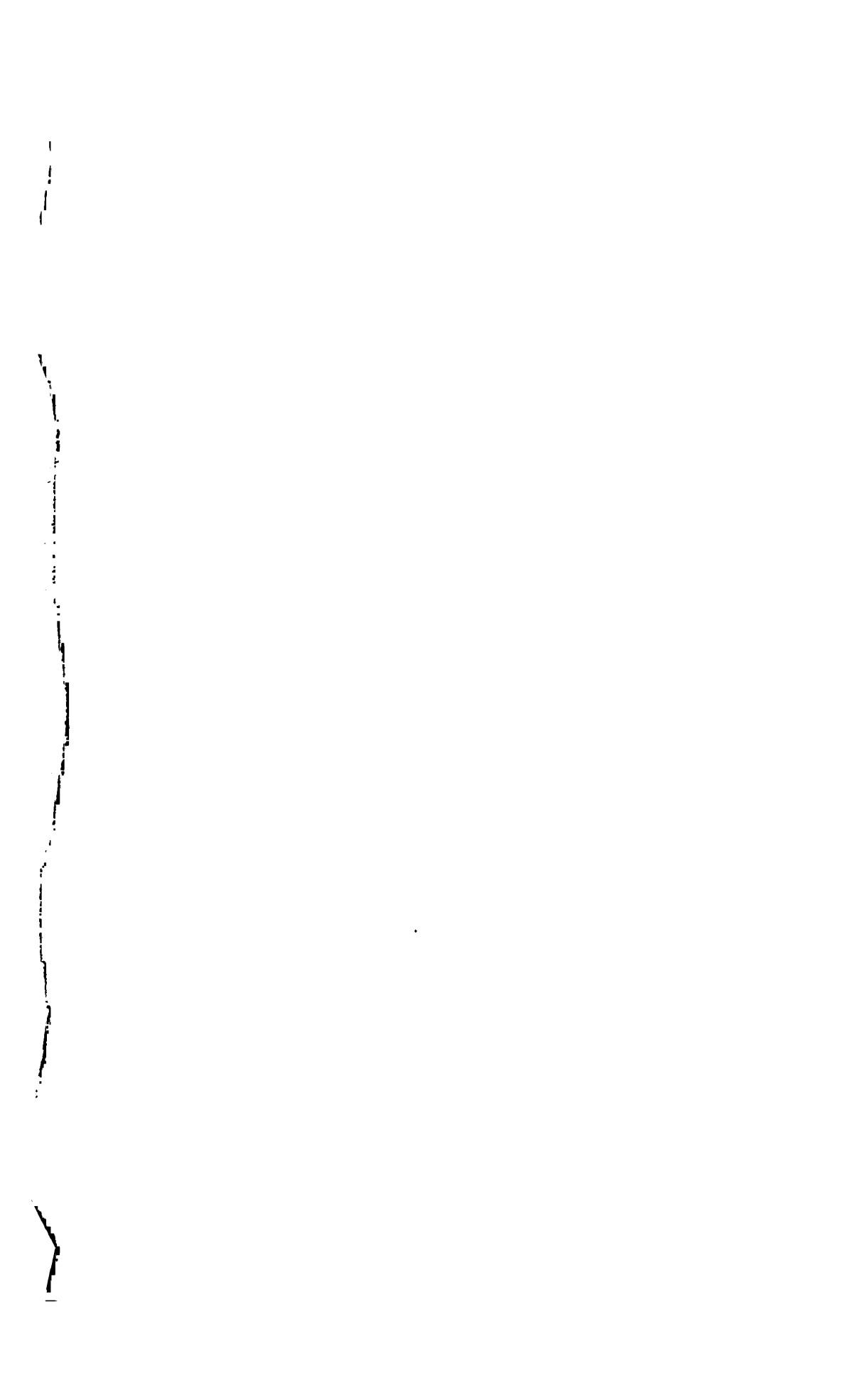
Article.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou blessés ne peuvent être rendus qu'à leur pays d'origine.

Article.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.



In demselben Verlage sind früher erschienen:

Deutsche Rechtsalterthümer

von
Jacob Grimm.

IV. Ausgabe

bearbeitet von

Dr. A. Hensler, und **Dr. R. Hübner,**
a. o. Professor an der Universität Berlin. a. o. Professor in der Universität Bonn.
2 Bände Gross-Oktav.
braun. M. 30.—, grün. M. 45.—

Das zweite von Jacob Grimm's Hauptwerken, 1828 erschienen, hat seither nur unveränderte Abdrücke erlebt (1854 und 1881). In der vorliegenden vermehrten Ausgabe sind des Verfassers meist handschriftliche Nachträge im reicher Fülle dem Text eingegliedert worden, wie ähnliches schon bei anderen Schriften Grimm's, im besonderen seiner Deutschen Grammatik, geschehen war. Der Umfang des Textes ist dadurch ungefähr um ein Drittel angewachsen. Die Herausgeber haben dem Neudruck eingehende Quellen- und Sachregister zugeseilt, wodurch die Handhabung des für die germanische Alterthumskunde unentbehrlichen Werkes erleichtert wird.

Jacob Grimm wälzte in den Rechtsalterthümern ein vorzügliches Buch schreiben. Es ist nicht bloß ein ausragendes, so ist das grundlegende Werk der Disciplina geworden. In der vermehrten Ausgabe ist es nicht nur die altkürzige Buch geblieben, das es war, sondern auch mit dem Reiche ausreichender Anregungen und mit den vollkommenen Hilfsmitteln erweiterte Nutzung ausgestattet worden. Möge es ein günstiges Vorzeichen für die Zukunftsgeschichtliche Forschung sein, dass in den Tagen, da das neue deutsche Recht seine Herrschaft ausübt, jene Jungbrunnen für die Erkenntnis hingehen aus verstärkter Quelle zu fließen beginnt."

Aus einer Besprechung der „Deutschen Litteraturzeitung“.

„... das Fundamentalwerk germanischer Rechtsgeschichte.“
Götting. gelehrte Anzeigen.

„Die hohe Bedeutung des Grimm'schen Werkes erweckt nun nicht nur das Recht, sondern sei die gesamte Kulturgeschichte, auch für die deutsche Sprache und die wertvollsten Schätze darin aufgeschreckt. In dem die Sprache eines Volkes gerade in der Jugendzeit reich an Formenfülle, am Rhythmus, an Zieraden und Sinnbildern, überhaupt an echter Poetik“

Beilage zur **Münchener Allgemeinen Zeitung**.

15, 3 -

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS
PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Grèce
Membre de l'Académie de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XXVI.

TROISIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETRICH
THÉODORE WEICHER
1901.

Table des matières.

Union et Conférence internationales, Procès-verbaux, Projets de conventions, Conventions définitives.

1. 1899. Mai 18. Juillet 29. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine etc.** Documents diplomatiques et Procès verbaux, Acte final, Conventions et Déclarations de la Conférence internationale de la Paix, réunie à la Haye. [Fin.]
2. 1899. Juillet 29. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine etc.** Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.
3. 1899. Juillet 29. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine etc.** Convention concernant le lois et coutumes de la guerre sur terre.
4. 1899. Juillet 29. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark etc.** Convention pour l'adaption à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864.
5. 1899. Juillet 29. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine etc.** Déclaration concernant l'interdiction, pour une durée de cinq ans, de lancer des projectiles et des explosifs, du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.
6. 1899. Juillet 29. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine etc.** Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.
7. 1899. Juillet 29. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine etc.** Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.
8. 1901. Septembre 10. 1899. Juillet 20. **Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Roumanie et Serbie.** Publication concernant la ratification des conventions et déclarations issues des délibérations de la Conférence de la Haye, et Actes de réserves faites par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de Roumanie et de Serbie.

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

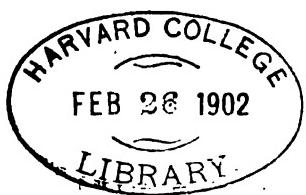
TOME XXVI.

TROISIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER
1901.

15.4



Minot fund.
(XXVI.3.)

Troisième Commission.

Première Séance.

23 mai 1899.

Présidence de M. Léon Bourgeois.

M. Léon Bourgeois, Président désigné à la séance plénière de la Conférence, prend place au fauteuil. S. E. M. Staal, Président de la Conférence, LL. EE. le Comte Nigra et Sir Julian Pauncefote, Presidents d'honneur de la Troisième Commission, sont assis à ses côtés.

Le Président exprime sa reconnaissance de l'honneur qui lui a été fait. Ce n'est pas sans émotion qu'il prend la direction des travaux de cette Commission de l'arbitrage, dont les résultats sont particulièrement attendus par l'opinion du monde civilisé.

Il aurait souhaité voir appeler à cette place d'honneur d'autres que lui, dont l'expérience eût été plus grande et dont le nom aurait eu une signification plus haute; il fait notamment allusion aux hommes éminents qui siègent auprès de lui. Il assure ses collègues de son entier dévouement dans la poursuite de la tâche entreprise.

La Troisième Commission a cette bonne fortune qu'aucune division ne peut exister entre ses membres sur les idées générales d'où leur œuvre doit procéder. Ils sont assurés de partir ensemble dans une même direction sur une route commune.

Le devoir du Président est de s'efforcer de mettre le plus loin possible sur cette route le point jusqu'auquel tous pourront poursuivre ensemble leur chemin.

Le Président rappelle ensuite que la Commission est engagée au secret des délibérations. Il en sera tenu un procès-verbal manuscrit qui sera conservé au bureau de la Conférence, où il pourra être consulté. Un résumé analytique imprimé en sera remis aux membres de la Commission, qui, bien entendu, recevront avant l'impression communication de la partie qui les concerne. Les questions relatives à l'arbitrage présentant un caractère d'unité, le Président estime qu'il n'y a pas lieu de subdiviser la Commission en Sous-Commissions.

Tout en pensant que la désignation du rapporteur seraient prématurée, le Président fait observer que le rapporteur ne devra être ni l'avocat d'une thèse, ni le représentant d'une majorité, mais l'interprète fidèle des opinions exprimées par tous les membres.

S. E. M. Eyschen ayant pris connaissance d'un travail des plus intéressants de M. le Chevalier Descamps sur les arbitrages, prie l'auteur de mettre ce travail à la disposition de la Commission.

M. le Chevalier Descamps se conformera à ce désir. Il remettra à la Commission ces notes concernant la statistique de l'arbitrage et où il a essayé de réunir avec toutes les clauses compromissoires contenues dans les traités conclus entre les pays représentés à la Conférence, tous les cas de contentieux arbitral qui se sont produits. Il lui faudrait toutefois un certain délai pour pouvoir communiquer aux premiers délégués les épreuves de cette notice — tout au moins la partie concernant les clauses compromissoires — et pour les mettre en mesure de contrôler ses données relativement à leurs pays.

La Commission décide que la publication du travail de M. le Chevalier Descamps se fera sous ses auspices sans toutefois engager en rien sa responsabilité.

S. E. le Comte Nigra se fait l'interprète des sentiments de gratitude des membres présents envers le Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas pour la publication de M. van Daeche van Varick „Actes et documents relatifs au programme de la Conférence de la Paix“.

L'œuvre poursuivie par la Commission intéressant tout particulièrement le public, M. le Baron de Bildt émet le vœu que le bureau fasse assez largement des communications à la presse.

M. le Président rappelle que les trois Commissions ne peuvent adopter dans leurs rapports avec la presse des lignes de conduite différentes. C'est au bureau de la Conférence elle-même, statuant pour l'ensemble des Commissions, qu'il appartient de trancher la question soulevée.

S. E. le Comte Nigra s'exprime dans le même sens. MM. de Martens, Descamps, Zenil et Okolicsanyi, sont d'avis que des communications à la presse sur l'état des travaux de la Commission présenteraient de sérieux inconvénients.

M. le Jonkheer van Karnebeek estime que le travail des Commissions étant préparatoire, il serait très dangereux d'en donner connaissance au public.

S. E. le Comte Nigra oppose, pour le même motif, la question préalable à la motion faite sur ce sujet.

M. Asser est également d'avis que la motion échappe à la compétence des Commissions.

A la suite de ces observations M. le Baron de Bildt n'insiste pas pour que sa proposition soit mise aux voix.

Le Président ayant rappelé que la troisième Commission se réunira de nouveau Vendredi prochain à 2 heures, la séance est levée.

Deuxième Séance.

26 mai 1899.

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Le Président donne lecture d'une lettre de Son Exc. M. Staal accompagnant deux documents intitulés:

1° „Eléments pour l'élaboration d'un projet de Convention à conclure entre les Puissances participant à la Conférence de la Haye“;

2° „Projet de Code d'Arbitrage.“

En déposant ces documents sur le Bureau, le Président remercie le Gouvernement Impérial de Russie d'avoir donné une base précise aux délibérations de la Commission. Il demande la permission d'indiquer les questions qui semblent devoir faire l'objet de son examen et de régler ainsi le cadre et l'ordre des travaux à entreprendre. Il n'entend préjuger, bien entendu, les solutions d'aucune des questions, ni exprimer en aucune façon des idées personnelles que sa situation de Président lui interdit de manifester en ce moment.

„Il convient premièrement, dit-il, d'examiner le principe général qui nous rassemble.

Sommes nous d'accord pour tenter, suivant l'expression de M. Des-camps, d'établir de préférence par le droit et de régler, en cas de différend, par la justice les rapports entre les nations? En d'autres termes, doit-on recourir de préférence aux moyens pacifiques plutôt qu'à la force pour régler les différends entre les nations?

Si nous sommes d'accord sur ce principe général, nous aurons à rechercher quels sont les moyens de parvenir à ce résultat.

A défaut de l'œuvre journalière de la diplomatie, qui peut assurer l'amiable accord direct, nous rechercherons les modalités de l'amiable accord indirect, par la médiation. Ceci pourrait constituer le premier chapitre de nos discussions.

En dehors de la médiation et par des voies toujours pacifiques, mais cette fois décisives, nous aurons à examiner la procédure de l'arbitrage.

Dans l'hypothèse du recours à l'arbitrage, nous devrons établir les cas dans lesquels ce recours est possible, et en fixer l'énumération.

Nous nous demanderons ensuite s'il est des cas où les nations pourront admettre à l'avance que ce recours sera obligatoire.

Il sera nécessaire ensuite d'établir à l'avance une procédure d'arbitrage acceptée par tous; sur tous ces points, nous pourrons prendre pour guide le projet russe, qui vient d'être distribué.

L'énumération des cas où l'arbitrage est conventionnellement obligatoire ou facultatif étant établie, et la procédure étant fixée, quels seront les moyens à employer pour en généraliser la pratique?

Y aura-t-il lieu de procéder de préférence par l'extension du système des traités d'arbitrage permanent, par l'introduction de la clause compromissoire dans les actes internationaux?

Ou, au contraire, y aura-t-il lieu d'établir d'une manière permanente une institution internationale à laquelle un mandat serait donné:

1^o soit à titre d'organe simplement intermédiaire, agissant pour rappeler aux parties l'existence des conventions, l'application possible de l'arbitrage et s'offrant à mettre en mouvement la procédure;

2^o soit à titre d'institution de conciliation préalable à toute discussion juridique;

3^o soit enfin à titre de juridiction sous la forme d'un tribunal international.

Si la Commission approuve cet exposé, l'ordre de nos discussions s'en trouvera facilité." (Assentiment.)

Avant de passer à l'examen du projet russe, le Président demande si d'autres membres de la Commission ont des propositions analogues à formuler.

S. E. Sir Julian Pauncefote donne lecture de la motion suivante:

"Permettez-moi, M. le Président, de vous demander si avant d'entrer plus loin en matière, il ne serait pas utile et opportun de sonder la Commission au sujet de la question la plus importante selon moi, c'est à dire l'établissement d'un Tribunal permanent d'arbitrage international, sur laquelle vous avez touché dans votre discours.

On a fait beaucoup de codes d'arbitrage et de règlements de procédure, mais la procédure a été réglée jusqu'à présent par les arbitres ou par les traités généraux ou spéciaux.

Or, il me semble que de nouveaux codes et règlements d'arbitrage, quelque soit leur mérite, n'avancent pas beaucoup la grande cause qui nous rassemble.

Si l'on veut faire un pas en avant, je suis d'avis qu'il est absolument nécessaire d'organiser un Tribunal International permanent qui puisse se réunir immédiatement à la requête des nations contestantes. Ce principe établi, je crois que nous n'aurons pas beaucoup de difficulté à nous entendre sur les détails. La nécessité d'un pareil Tribunal et les avantages qu'il offrirait, ainsi que l'encouragement et même l'élan qu'il donnerait à la cause de l'arbitrage, a été démontré avec autant d'éloquence que de force et de clarté par notre collègue distingué M. Descamps dans son intéressant Essai sur l'arbitrage dont un extrait se trouve parmi les Actes et Documents si gracieusement fournis à la Conférence par le Gouvernement néerlandais. Il ne me reste donc plus rien à dire sur ce sujet et je vous serai reconnaissant, M. le Président, si avant de procéder plus loin, vous consentiez à recueillir les idées et les sentiments de la Commission sur la proposition que j'ai l'honneur de vous soumettre touchant l'établissement d'un Tribunal Permanent d'Arbitrage International."

S. E. le Comte Nigra dit qu'il sera reconnaissant à Sir Julian Pauncefote de ne pas insister sur la place qu'il désire assigner à sa

proposition dans l'ordre général des travaux de la Commission. Il pense qu'il est préférable de suivre l'ordre qui a été indiqué par le Président et de n'aborder qu'en dernier lieu l'examen de la motion anglaise qui paraît appelée à rencontrer certaines difficultés.

S. E. M. Beernaert appuie la manière de voir exposée par le Comte Nigra. Il fait remarquer que la proposition si heureusement présentée par Sir Julian Pancefote prend la Commission au dépourvu. Il y aurait certainement avantage à ce que ses membres eussent le temps de l'examiner et d'en référer au besoin à leurs Gouvernements respectifs.

La même observation s'applique aux propositions de Son Exc. M. Staal.

S. E. M. Beernaert demande si la proposition anglaise est formulée en un texte écrit.

S. E. Sir Julian Pancefote répond qu'il a désiré seulement recueillir les sentiments de la Commission sur le principe; il se réserve, si ce principe est adopté, de formuler ultérieurement les termes définitifs de la proposition.

Il n'insiste pas sur la discussion immédiate.

Le Président constate que deux propositions ont été déposées sur le bureau:

1^o le projet russe;

2^o la motion anglaise;

Il paraît difficile que la Commission aborde de plano la discussion de ces textes et il propose d'en remettre l'examen préalable à un Comité spécial.

M. le Chevalier Descamps suggère de confier au bureau la désignation des membres de ce Comité.

Le Président demande si la Commission ne croit pas devoir procéder elle-même à cette nomination.

Sur l'intervention de M. le Comte Nigra, il est décidé que le Comité d'Examen sera nommé conformément à la proposition de M. le Chevalier Descamps.

Le Président déclare qu'il en sera ainsi fait et que le bureau, composé des Présidents d'honneur, Présidents et vice-Présidents, procédera, mais sous réserve de la ratification de la Commission, au choix des commissaires spéciaux.

Avant de suspendre la séance, le Président demande à constater un fait qui lui paraît avoir une signification de la plus haute importance.

„L'Assemblée, dit-il, a paru unanime à reconnaître qu'il est préférable de recourir aux moyens pacifiques plutôt qu'à la force pour régler les différends entre les nations. Je pense que l'affirmation de cette idée commune à tous fixe la portée de cette séance et nous permet de passer utilement à la discussion de ses applications.“ (Applaudissements unanimes).

Sur la proposition de M. le Chevalier Descamps, la séance est suspendue pour permettre au bureau de désigner les membres du Comité d'Examen.

A la reprise de la séance le Président soumet à la Commission la liste suivante: MM. Asser, Descamps, d'Estournelles, Holls, Lammasch, de Martens, Odier et Zorn.

Après un échange de vues entre plusieurs membres, la Commission décide de remettre au Président le soin de la convoquer à un des jours fixés par le roulement des travaux.

Il demeure entendu que la motion de Sir Julian Pauncefote sera renvoyée au même Comité d'Examen, ainsi d'ailleurs que toutes les propositions du même ordre qui pourraient être présentées.

Le Président donne lecture d'une communication de Son Exc. M. Staal qui complète la proposition russe.

Ce document sera imprimé et distribué en même temps que la motion de Sir Julian Pauncefote et renvoyé au Comité d'Examen.

La séance est levée.

Troisième Séance.

5 juin 1899.

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le Président prend la parole en ces termes:

„Messieurs, vous avez tous appris qu'un terrible malheur vient de frapper un des membres les plus éminents de la Conférence.

La fille de M. le Dr. Roth, le premier délégué de la Suisse a succombé dans un accident de chemin de fer et les circonstances dans lesquelles s'est produit ce triste évènement rendent plus cruel encore le deuil qui atteint notre collègue.

Il vous semblera impossible de procéder à vos travaux habituels avant d'avoir manifesté vos sentiments de vive et très sincère condoléance. M. le Président de la Conférence s'est déjà fait l'interprète de tous en adressant à M. le Dr. Roth le télégramme suivant:

„Prenant la part la plus vive au malheur qui vient de vous frapper, tous les membres de la Conférence s'empressent de vous exprimer leur profonde sympathie dans cette cruelle épreuve.“

Le Président de la Conférence,
(signé): *Staal.*

Vous vous associerez à moi pour remercier Son Exc. M. Staal d'avoir témoigné à l'avance à notre collègue les sentiments douloureux qui nous animent tous. (Assentiment général.)

M. Odier, au nom de M. le Dr. Roth, remercie les membres de la Conférence des marques de sympathie qu'ils viennent de donner au premier délégué de la Suisse à l'occasion du malheur qui l'a frappé.

Le procès-verbal de la séance du 26 mai est lu et approuvé.

M. Beldiman demande à faire une observation, en réponse à un appel à la discréption des membres de la Conférence qui leur a été adressé par un des Secrétaires Généraux. Un document qui a été distribué

récemment avec la mention „secret“ avait été publié 4 jours auparavant dans le *Times* et reproduit le lendemain par la *Gazette de Cologne*. C'est le projet américain relatif à l'institution d'un tribunal permanent d'arbitrage. Il tient à faire remarquer que, dans cette circonstance, la discréction des membres de la Commission ne saurait être mise en cause.

Le Président donne acte à M. Beldiman de son observation et constate que la divulgation n'émane pas du bureau.

Le Président dit que le Comité d'Examen, nommé dans la dernière séance s'est constitué avec le Chevalier Descamps comme Président et le Baron d'Estournelles comme Secrétaire. Il a tenu plusieurs séances au cours desquelles il a examiné la proposition initiale russe et quelques autres propositions qui ont été déposées sur son bureau. L'ordre du jour de la séance indique d'ailleurs les questions sur lesquelles la Commission peut dès aujourd'hui entrer en matière et qui sont les suivantes:

Etude des six premiers articles du projet russe (médiation et arbitrage) et des modifications suggérées par le Comité, suivant le texte distribué.

Etude d'un article additionnel de Son Exc. le Comte Nigra, également distribué.

Etude d'une disposition complémentaire, suggérée par M. Holls, relative à l'institution d'une médiation spéciale (disposition également distribuée).

Le Président donne la parole au Chevalier Descamps pour présenter son rapport au nom du Comité d'Examen.

M. le Chevalier Descamps fait rapport sur les travaux du Comité d'Examen en ce qui concerne les bons offices et la médiation.

Le Comité s'est inspiré de la volonté commune des Puissances d'épuiser tous les moyens ouverts aux arrangements pacifiques avant de confier la solution des différends entre nations au sort des armes.

Dans cette voie, un esprit de bon vouloir réciproque et d'entente cordiale ne pouvait manquer d'animer tous les membres du Comité. Il s'est traduit par un ensemble de dispositions présentées d'un accord unanime à la Commission.

Le Comité a trouvé dans le projet formulé par la délégation russe une excellente base pour ses délibérations.

Il y a apporté quelques améliorations importantes, consignées aux articles 3, 7 et 8 du texte actuellement proposé.

L'article premier est l'article principe du projet. Il déclare que les Puissances sont convenues d'employer tous leurs efforts pour résoudre par des moyens pacifiques les différends qui pourraient surgir entre elles. Il y aura lieu sans doute, lorsque les travaux de la Commission seront terminés, de donner à cet article une place qui marque mieux sa portée générale. Les articles 2 et suivants concernent l'emploi des bons offices et de la médiation.

Cet emploi, justifié en lui même, n'est pas une innovation dans le droit des gens. Il est possible et il paraît sage de le préciser et de le développer.

Le projet russe distingue avec raison le recours à la médiation par les parties en litige et l'offre de médiation par les tiers étrangers au conflit.

Le recours à la médiation a donné lieu au sein du Comité à des discussions qui ont surtout porté sur deux points: les cas de recours et les tempéraments à apporter à la règle du recours.

Sur le premier point, le Comité s'est rallié à la formule présentée par la délégation russe; sur le second point le Comité a préféré la formule suivante:

„A moins que des circonstances exceptionnelles ne s'y opposent“.

En ce qui concerne les offres de médiation, il n'a point paru possible de leur attribuer un caractère obligatoire; mais le Comité a estimé, avec la Délégation russe, qu'il y avait lieu de reconnaître à ces offres le caractère d'une démarche utile, afin que les bonnes volontés ne soient point paralysées et que les intérêts généraux de la paix soient plus facilement sauvegardés.

Son Exc. le Comte Nigra a proposé une disposition additionnelle stipulant que „le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit même pendant le cours des hostilités“ et déclarant que „l'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré comme un acte peu amical“. Ces dispositions ont été accueillies par le Comité.

L'article 4, en harmonie avec le projet russe, précise le rôle du médiateur et le résume en ces termes:

„Conciliation et apaisement“.

L'article 5 détermine le moment où cessent les fonctions du médiateur.

C'est lorsqu'il est constaté, soit par l'une des parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que la transaction ou les bases d'une entente amicale ne sont pas acceptées.

L'article 6 insiste sur le caractère propre de la médiation, à savoir le caractère de „conseil amical“ excluant l'obligation et la contrainte.

L'article 7, dû à l'initiative de Son Exc. le Comte Nigra, fixe les effets de la médiation dans ses rapports, soit avec les préparatifs de guerre, soit avec les opérations militaires en cours, selon que la médiation intervient avant ou après le commencement des hostilités. Le but de cette disposition est de rendre la médiation plus facilement acceptable en n'y attachant pas nécessairement comme conséquence la suspension des préparatifs de guerre ou des opérations militaires, et en laissant d'ailleurs aux Etats en litige la faculté de stipuler éventuellement cette suspension.

Enfin l'article 8, dû à l'initiative de M. Holls, recommande l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une médiation spéciale.

Cette forme de médiation repose sur cette observation pratique que dans bien des cas il est préférable de laisser la discussion des points en litige à des „seconds“ choisis respectivement par les intéressés.

Elle a le mérite d'introduire en quelque sorte un nouveau degré d'instance dans la procédure des conflits entre Etats.

Elle comporte un délai pendant lequel les Etats contendants cessent tout échange direct de communications sur l'objet en litige.

M. Holls propose en outre qu'en cas de rupture effective des relations pacifiques, les Etats exerçant de concert la médiation spéciale conservent la mission de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

Ces propositions ont reçu le meilleur accueil au sein du Comité.

Toutes les dispositions composant les huit articles, actuellement soumis à la Commission, sont présentées de l'accord unanime des membres du Comité.

Le Président, avant d'ouvrir la discussion sur le texte des articles proposés, rappelle qu'il s'agit ici d'une première lecture c'est-à-dire d'un travail qui n'a encore qu'un caractère préparatoire, mais qui doit permettre à la Commission d'entrer tout de suite en collaboration avec le Comité.

Il est entendu que chaque délégué pourra se réservé d'apporter, lors d'une seconde lecture, toutes les observations qu'il pourrait avoir à formuler.

M. Delyanni dit que le Gouvernement hellénique auquel il a fait connaître les différentes propositions soumises à la Commission concernant le recours aux bons offices, à la médiation et à l'arbitrage n'a pas encore eu le temps de les recevoir, de les étudier et d'envoyer ses instructions.

M. Delyanni demande la permission de faire connaitre l'avis de son Gouvernement à une séance ultérieure.

S. E. Turkhan Pacha fait une observation analogue en ces termes:

„Il est bien entendu que l'adoption en première lecture du projet de médiation n'engage point la Délégation Ottomane, qui attend les instructions de son Gouvernement, pour se prononcer au sujet de chacun des articles formant l'ensemble du projet“.

Le Président donne acte à MM. Delyanni et Turkhan Pacha de leurs déclarations.

Il dit que la Commission peut passer immédiatement à l'examen des textes et lit l'article premier.

Art. 1. A l'effet de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports internationaux, les Puissances signataires sont convenus d'employer tous leurs efforts pour amener par des moyens pacifiques la solution des différends qui pourraient surgir entre elles.

M. le Comte de Macédo, se référant à l'expression „les nations“ employée par le Chevalier Descamps dans son exposé, demande s'il n'y aurait pas lieu de substituer cette expression au mot „elles“ qui termine l'article et qui paraît limiter la pratique de la médiation aux seules Puissances signataires.

M. le Chevalier Descamps fait observer que ce point n'a pas fait l'objet d'une étude spéciale de la part du Comité, mais que ce dernier est tout disposé à l'examiner. L'observation du Comte de Macédo sera surtout à sa place lorsqu'il s'agira de déterminer s'il y a lieu de détacher l'article premier pour le mettre en tête de la Convention toute entière.

Le Président dit que bonne note a été prise de l'observation du Comte de Macédo, laquelle pourra d'ailleurs s'appliquer à d'autres articles et notamment à la clause d'accession qui est de style dans toutes les conventions de cette nature.

M. de Martens fait remarquer qu'il faut distinguer entre l'obligation juridique entre nations, qui seule a le caractère contractuel, et le simple vœu académique auquel se réduirait l'article 1 si l'on substituait les mots

„les nations“ à celui de „elles“. Ce que M. de Martens désire, c'est un lien conventionnel entre les Puissances signataires.

M. Beldiman demande pourquoi le Comité a substitué au mot „conflits“ qui se trouvait dans le texte russe le mot de „différends“. L'art. 1 visant le cas de guerre, le mot „conflits“ serait plutôt le terme propre.

M. le Chevalier Descamps fait ressortir que le Comité s'est appliqué à rechercher le terme générique pouvant exprimer avec le sens le plus large, toutes les contestations qu'il s'agit de résoudre par les voies pacifiques.

S. E. M. Beernaert appuie la rédaction du Comité.

M. Asser fait remarquer que l'art. 1 ayant, comme M. Descamps l'a dit, un caractère très général, il y a lieu de maintenir le terme „différends“ adopté par le Comité d'Examen.

Le Président résume ces diverses observations en constatant que l'art. 1 doit être considéré comme un préambule général et que les obligations proprement dites ne commencent qu'avec l'article suivant. Il déclare l'art. 1 adopté sous réserve de ces observations.

L'article 2 est adopté avec la modification introduite par le Comité d'Examen. Il est ainsi conçu:

Art. 2. En conséquence les Puissances signataires décident qu'en cas de dissensitement grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours, à moins que des circonstances exceptionnelles ne s'y opposent, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Le Président donne lecture de l'article 3 avec le paragraphe additionnel proposé par le Comte Nigra.

Art. 3. Indépendamment de ce recours, les Etats signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou la médiation aux Etats en litige.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

„L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical.“

S. E. le Comte Nigra demande à ajouter une observation à l'exposé d'ailleurs si exact du Rapporteur.

Lorsqu'on parle de médiation, il se présente tout d'abord la question de savoir, si les Puissances demeurées étrangères au conflit doivent avoir l'obligation ou seulement le droit de s'offrir comme médiatrices.

Si le principe de l'obligation avait quelque chance d'être admis par la Conférence, le Gouvernement italien pour sa part ne verrait pas d'inconvénient à l'accepter.

Mais cette chance étant invraisemblable, il importe que la Conférence déclare nettement, dans le but d'encourager les Puissances tierces à offrir leur médiation, que l'exercice de ce droit n'a rien qui puisse être considéré comme peu amical; tel est le but de l'amendement, dont la portée politique ne saurait être contestée.

M. d'Ornellas Vasconcellos demande si cet amendement ne fait pas double emploi avec l'art. 6.

Le Président explique que le mot „amical“ a un sens différent dans les deux articles.

A l'article 3 il s'agit de prémunir la Puissance médiatrice contre toute fausse interprétation de son intervention en précisant le caractère amical.

L'article 6 au contraire porte sur le caractère même de l'acte de médiation qui, à l'encontre de l'arbitrage lequel fixe les droits des parties, est un conseil amical donné à titre purement gracieux.

L'art. 3 est adopté.

Sont également adoptés sans discussions les art. 4, 5 et 6 dont le texte suit:

Art. 4. Le rôle du médiateur consiste dans la conciliation des pré-tentions opposées et dans l'apaisement des ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en litige.

Art. 5. Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que la transaction ou les bases d'une entente amicale proposées par lui ne sont pas acceptées.

Art. 6. Les bons offices ou la médiation, soit sur le recours des parties en litige, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil amical.

Lecture est donnée de l'art. 7.

Art. 7. L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation ou autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

S. E. le Comte Nigra déclare qu'il est important que le but de cet article soit bien compris.

Lorsque la médiation se produit, les conditions en sont généralement réglées par des stipulations spéciales, soit par une véritable convention, soit par un échange de notes, soit par d'autres formes.

Par conséquent, on aura bien rarement l'occasion d'appliquer cet article. Il aurait même pu être omis sans inconveniant.

Toutefois, comme il n'est pas douteux que plusieurs grandes Puissances n'auraient pas consenti à adopter le principe sans cette réserve, le Comte Nigra a cru utile de la formuler dans les termes soumis à la Commission dans le but de rendre possible et plus facile l'acceptation de la médiation.

Peut-être on aurait pu penser à renverser les termes et déclarer que l'interruption de la mobilisation et des autres mesures préparatoires aurait été la conséquence immédiate et normale de l'acceptation de la médiation, sauf convention contraire; il ne croit cependant pas que les principales Puissances accepteraient cette formule à laquelle l'Italie, en ce qui la concerne, serait disposée à se rallier.

L'article tel qu'il est proposé à la Commission, bien loin d'avoir un caractère restrictif, tend par contre, ainsi qu'il a été dit, à faciliter le recours à la médiation.

M. Beldiman demande pourquoi le Comité d'Examen a supprimé dans l'art. 7 les mots: „en cours“ après „opérations militaires“.

M. le Chevalier Descamps explique qu'on a du envisager deux hypothèses distinctes:

1° Celle où la médiation interviendrait avant la déclaration de guerre, et dans ce cas elle n'empêchera pas les mesures préparatoires;

2° Celle où la médiation interviendrait après l'ouverture des hostilités, et dans ce cas les opérations militaires en cours ne seront pas suspendues.

L'art. 7 est adopté.

Lecture est donnée de l'art. 8 (proposition de M. Holls.)

Art. 8. „Les Puissances signataires sont tombées d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui peuvent le permettre, d'une médiation spéciale sous la forme suivante:

En cas de différend grave menaçant la paix, les Etats en litige choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de leur mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, la question en litige est considérée comme déférée exclusiveemnt à ces Puissances. Elles doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.“

Sur la proposition de S. E. M. Beernaert, il est décidé de supprimer le mot „tombées“ à l'alinéa I et de substituer „qui le permettent“ à „qui peuvent le permettre“ (même alinéa).

En réponse à une observation de M. d'Ornellas Vasconcellos, relative à l'avant dernier alinéa de l'art 8, M. le Chevalier Descamps dit qu'il aurait peut-être valu le formuler différemment et dire, par exemple, que „les deux Puissances cesseront d'être en rapport direct entre elles quant à l'objet du litige“. Le Comité d'Examen se réserve de proposer sur ce point une nouvelle rédaction.

M. de Martens attire l'attention sur l'importante distinction qu'il faut faire entre cet article 8 et les sept autres.

Dans les sept premiers, en effet, les Puissances sont convenues d'accepter une procédure; dans le huitième, elles sont d'accord pour recommander une manière de procéder. Il pense que cette distinction enlève beaucoup d'importance aux questions de rédaction soulevées par l'art. 8.

L'article 8 est adopté.

Le Président adresse au Chevalier Descamps les remerciements de la Commission pour la façon utile et intéressante dont il a exposé le

relevé général des clauses de Médiation et d'Arbitrage concernant les Puissances à la Conférence, dans un travail dont les épreuves ont été distribuées.

S. E. le Comte Nigra se joint d'une manière spéciale à ces remerciements.

Le Président lève la séance et dit que la Commission sera convoquée ultérieurement par les soins du bureau.

Quatrième Séance.

7 juillet 1899.

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le Procès-verbal de la séance du 5 juin est adopté sous réserve d'une rectification de rédaction demandée par M. Beldiman, et dont il sera tenu compte.

M. Delyanni, délégué de Grèce, dit qu'il a reçu de son Gouvernement des instructions qui lui permettent de retirer la réserve qu'il avait faite à la séance précédente, au moment du vote sur les propositions relatives aux Bons Offices et à la Médiation, et il se déclare autorisé à adhérer à ces propositions.

Il est donné acte à M. Delyanni de sa déclaration.

Le Président dit que la date tardive à laquelle la Commission a été convoquée s'explique par le travail que le Comité d'Examen a dû accomplir. La Commission peut aujourd'hui juger cette œuvre considérable, en examinant les 56 articles relatifs aux bons offices et à la médiation, aux Commissions internationales d'enquêtes et à l'Arbitrage, dont le texte a été adopté à l'unanimité par le Comité.

Il ajoute que la présente séance sera donc uniquement consacrée à entendre l'exposé des motifs que M. le Chevalier Descamps, Rapporteur du Comité, a bien voulu se charger de faire sur les dispositions proposées. Aucune discussion ne sera ouverte et aucune décision prise: il ne s'agira en réalité que d'une première lecture préparatoire qui ne préjuge d'aucune façon les résolutions des délégués.

Le Président fait encore remarquer que dans le projet de Convention qui a été distribué, trois articles ont été omis par erreur. De nouveaux exemplaires du projet complété seront réimprimés et distribués aux membres de la Commission.

M. le Chevalier Descamps fait rapport en ces termes sur les travaux du Comité d'Examen:

Le Comité d'Examen des questions relatives à la médiation et à l'arbitrage m'a confié le mandat de faire dès aujourd'hui, en séance plénière de la Commission, un Exposé général des dispositions contenues dans la seconde partie du Projet de Convention pour le Règlement pacifique des conflits internationaux.

Avant d'aborder cette tâche, permettez moi de revenir un instant

sur la première partie de ce Projet, pour indiquer quelques modifications adoptées par le Comité à la suite de l'échange de vues qui a eu lieu dans la dernière séance de la Commission,

Touchant l'article 1^e, le Comité, faisant droit à l'observation de M. le Comte de Macédo, a pensé qu'il y avait tout avantage à donner la plus large portée à la disposition par laquelle les Puissances conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le maintien de la paix générale. La rédaction nouvelle répond à cette pensée.

A l'article 2, l'engagement de recourir à la médiation avait été tempérée par cette réserve: „à moins que des circonstances exceptionnelles ne s'y opposent.“ Sur la proposition de Son Exc. Sir Julian Pauncefote, et dans le but d'éviter certaines difficultés pratiques dans l'application d'une règle nouvelle, le Comité s'est rallié à la formule suivante: „en tant que les circonstances le permettent“. Cette formule se rapproche du texte primitif proposé par la délégation russe.

La fin de l'article 6 a été rédigée comme suit: „Les bons offices et la médiation . . . , ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont point force obligatoire.“ Cette formule est sans doute encore imparfaite. Elle ne diffère pas, quant au sens, de la formule antérieurement admise. Le Comité a supprimé le mot „amical“ après le mot „conseil“, pour éviter une confusion que l'on avait paru faire entre les termes de l'article 6 et ceux du paragraphe final de l'article 3, où il est déclaré que „l'exercice du droit d'offrir les bons offices et la médiation ne peut jamais être considéré, par l'une ou l'autre des parties en conflit, comme un acte peu amical“.

Enfin, à l'article 8, le Comité a estimé qu'il y avait lieu de tenir compte de l'observation faite par M. d'Ornellas et d'adopter la rédaction suivante pour le paragraphe 3: „Les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déféré exclusivement aux Puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.“

Avant d'entendre l'exposé général dont le Comité d'Examen a bien voulu me charger, il sera peut être agréable à la Commission de savoir si les explications qui viennent d'être tournées donnent satisfaction aux observations faites à notre dernière réunion.

M. d'Ornellas Vasconcellos n'ayant pas connaissance de la modification introduite dans le texte de l'article 8 pour tenir compte de son observation sur la portée du mot „exclusivement“ espère que cet article sera rédigé conformément à la déclaration que vient de faire l'illustre rapporteur.

M. le Président déclare qu'aucun doute ne peut subsister sur l'interprétation du texte et que lors de la seconde lecture, cette interprétation sera encore confirmée, si cela est jugé nécessaire.

M. le Chevalier Descamps confirme à son tour les paroles de M. le Président et commence ensuite l'exposé général des dispositions contenues dans la seconde partie du Projet de Convention soumis à la Commission.

— La première question qui appelle l'attention de la Commission, après celle de la médiation, est la question des commissions internationales d'enquête.

L'institution des commissions internationales d'enquête n'est pas une innovation en droit des gens. Elle a rendu dans le passé d'importants services; elle peut rendre dans l'avenir des services plus considérables encore.

Des conflits surgissent parfois entre les Etats à l'occasion de faits qui peuvent, à un moment donné, surexciter l'opinion et même l'égarer complètement. Deux choses semblent alors être nécessaires. Il faut constater de bonne foi la matérialité des faits, de manière à prévenir les égarements de l'opinion. Il faut aussi gagner du temps en vue de calmer les esprits. Les commissions internationales d'enquête répondent précisément à cette double exigence.

Comme l'indique leur nom même, ces Commissions n'ont point pour tâche de prendre des décisions; elles n'ont mission que de faire un rapport constatant les faits d'une manière exacte et complète.

Le projet russe proposait de rendre obligatoire l'institution des commissions internationales d'enquête, sous cette réserve qui ni l'honneur ni les intérêts vitaux des puissances intéressées ne fussent engagés dans le différend. Même avec ce tempérament, le principe du recours obligatoire a paru trop absolu. Il a semblé, d'autre part, que l'on ne pouvait se borner à recommander simplement l'institution des commissions d'enquête comme le proposait M. Lammasch, délégué d'Autriche-Hongrie. Finalement, le Comité s'est rallié à une proposition moyenne contenant l'engagement de recourir à ces commissions, „en tant que les circonstances le permettent.“

Cette dernière réserve n'a pas été acceptée sans quelque regret par plusieurs membres, lesquels ont fait observer qu'une première restriction concernant les intérêts vitaux et l'honneur national figurant déjà dans la disposition proposée, il paraissait peu nécessaire et difficilement explicable de greffer une seconde réserve sur la première.

Quoiqu'il en soit, l'institution des commissions internationales d'enquête, acceptée dans cette mesure, a été unanimement considérée par le Comité comme un gage important de pacification et comme un auxiliaire précieux ménagé aux Etats qui veulent de bonne foi faire la lumière sur des faits dont la constatation exacte peut concourir au maintien de leurs bonnes relations.

Pour que l'institution produise ces résultats, il importe que la nomination des membres des commissions internationales d'enquête puisse se faire immédiatement, d'après des règles très faciles. Un article spécial stipule que les membres seront nommés, sauf convention contraire, conformément aux règles générales sagelement déterminées par l'article 31 du présent Acte pour la formation des tribunaux d'arbitres.

Après le dépôt du rapport de la Commission internationale d'enquête, les Etats intéressés demeurent libres soit de conclure un arrangement amiable sur la base du rapport déposé, soit de recourir à quelque forme de médiation, soit de déférer le jugement de leur contestation à l'arbitrage.

Nous arrivons au chapitre le plus important des délibérations du Comité, celui qui concerne l'arbitrage international.

L'arbitrage appartient par excellence aux institutions organiques de la paix juridique entre les Etats.

L'arbitrage international a fait ses preuves, il a pénétré de plus en plus dans la pratique internationale. Il a toutes les sympathies du présent. Il a les plus riches promesses d'avenir. Le moment semble venu de lui donner, avec une extension plus large et une organisation plus ferme, la place que lui assignent dans le droit des gens le progrès des relations internationales et la conscience juridique des peuples civilisés.

Les questions renfermées dans le problème général d'arbitrage sont nombreuses. L'ordre à suivre dans l'examen de ces questions nous avait été nettement indiqué par M. le Président dès le début de nos réunions. Nous avons suivi cet ordre.

Nous avons examiné successivement toutes les questions qui se rattachent à la justice arbitrale et aux différends qui en relèvent, à l'organisation des juridictions arbitrales et à l'institution d'une cour permanente d'arbitrage, enfin à la procédure arbitrale.

La consécration du principe de la justice arbitrale a été accueillie avec une faveur marquée par tous les membres du Comité.

La justice arbitrale ne présente pas dans le droit international le caractère qu'elle affecte dans le droit national. Dans ce dernier droit, elle apparaît comme une sorte de dérogation à l'organisation publique des juridictions. Dans le droit international, elle pourvoit à l'absence de toute juridiction et elle tend directement à prévenir le recours à la force.

La justice arbitrale n'est pas une abdication inconsidérée, elle est au contraire un usage éclairé de la souveraineté des Etats. Elle s'offre à nous comme la procédure la plus conforme à la raison, à l'humanité, et aussi à l'intérêt véritable des parties, en tant que celles-ci ne recherchent que la loyale détermination, par les moyens les moins aléatoires, de ce qui leur revient en droit.

Le projet russe proposait de déclarer qu'en effet l'arbitrage est le moyen le plus efficace et le plus équitable de résoudre les litiges d'ordre juridique entre Etats. Le Comité a été unanime à conserver cette disposition fondamentale, appliquée aux cas où les négociations diplomatiques ordinaires n'ont pas réglé le différend.

Il importe de bien préciser la portée de ce point.

Les Etats n'ont jamais considéré l'arbitrage comme indistinctement applicable à tous les différends qui peuvent surgir entre eux. Il y a des contestations qui semblent échapper à l'action de la justice arbitrale, parce que les prétentions des parties ne peuvent être formulées juridiquement. Bien des différends politiques offrent ce caractère.

Même à se tenir sur le terrain du droit, les Etats, — la plupart d'entre eux tout au moins, — ne considèrent pas que l'arbitrage soit applicable de plano à toute contestation d'ordre juridique. Il y a des contestations qui touchent à des droits d'un ordre tellement supérieur, que

les Puissances ne se considèrent pas comme autorisées à les déférer à la justice arbitrale.

La formule de ces cas réservés peut varier: „Indépendance et autonomie“ dit la déclaration hollando-portugaise du 5 juillet 1894. „Intérêts vitaux et honneur national“ dit le projet russe qui nous a été soumis.

Quelque critique qu'on puisse faire de cette dernière formule, la faveur qu'elle a paru rencontrer auprès de plusieurs Etats dont le concours, dans cet ordre, semblait particulièrement désirable, a déterminé le Comité à s'y rallier.

Les différends d'ordre non juridique et les différends d'ordre juridique qui touchent à des intérêts vitaux ou à l'honneur national étant réservés, une question capitale se présentait: Est-il possible de consacrer à l'égard des autres litiges la règle de l'arbitrage obligatoire?

Il existe des traités d'arbitrage général, conclus en ces derniers temps par divers Etats sous la seule réserve que nous venons d'indiquer, ou même sans aucune réserve. Le récent traité italo-argentin du 23 juillet 1898 présente ce dernier caractère. Plusieurs actes internationaux analogues ont également été négociés à ces dates qui ne sont pas fort éloignées de nous.

Le projet russe n'a pas été jusque là. Il s'est borné à admettre l'arbitrage obligatoire pour certaines séries de litiges limitativement déterminés, en laissant les autres contestations sous le régime de l'arbitrage recommandé, mais facultatif.

Ce système entraînait comme conséquence l'énumération des cas d'arbitrage obligatoire. Le projet russe les groupait en deux grandes catégories; contestations relatives à des réclamations pécuniaires du chef de dommages illicites, contestations relatives à l'interprétation ou à l'application de certaines conventions, principalement des conventions connues sous le nom d'Unions universelles.

Le Comité s'était d'abord rallié à ce système et avait étudié en détail les cas d'arbitrage obligatoire énumérés par le Projet russe, retranchant quelques cas, restreignant la portée de quelques autres, faisant quelques rares additions, et demeurant, somme toute, dans les grandes lignes tracées par le texte primitif.

La suite de la discussion a révélé au Comité l'impossibilité d'arriver, sur ce terrain, à un accord unanime. L'Allemagne n'a pas cru pouvoir entrer présentement dans la voie de l'adoption, par traité général, de nouveau cas de litiges d'avance surbordonnés à l'obligation du recours à l'arbitrage.

Dans ces conditions et sous réserve de toutes les opinions, le Comité s'est finalement arrêté à une disposition qui porte sur deux points:

D'une part, le rappel de tous les traités généraux et particuliers qui constatent dès maintenant pour les Etats signataires l'obligation de recourir à l'arbitrage; — cette obligation existe en effet en quelque mesure pour tous les Etats, en ce qui concerne notamment plusieurs traités d'un caractère général tel que l'Union postale universelle.

D'autre part, une déclaration par laquelle les Etats signataires se réservent expressément de conclure soit avant la ratification du présent Acte, soit ultérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue de développer l'arbitrage obligatoire dans la plus large mesure qu'ils jugeront possible de le faire.

L'adoption de cette disposition que les circonstances ont rendue nécessaire, impose des sacrifices aux Etat disposés à faire un pas important, quoique prudent, dans la voie où leur proposait de marcher la délégation russe. Il convient de remarquer cependant qu'elle laisse la carrière ouverte aux bonnes volontés.

Sur un autre point d'une portée capitale, le Comité a vu ses efforts aboutir à un résultat plus heureux. Il a pu obtenir l'assurance d'un concours unanime en ce qui concerne la consécration et le développement d'une Cour permanente d'arbitrage, dont nous allons déterminer à l'instant le caractère et mettre en lumière l'économie fondamentale.

C'est à coup sûr un des faits le plus considérables qui aient marqué la réunion de cette Conférence, que le dépôt par trois des plus grands Etats du monde de trois projets concernant l'institution d'un tribunal permanent d'arbitrage.

Saisi de ces trois propositions, le Comité en a abordé l'examen sur la base du projet déposé par Sir Julian Pauncefote, dont la Commission n'a pas oublié la mémorable initiative, prise au début même de nos travaux. Les termes particulièrement bienveillants dans lesquels M. le premier délégué de la Grande-Bretagne a bien voulu apprécier le „Mémoire aux Puissances sur l'organisation de l'arbitrage international“, ont éveillé dans le cœur de l'auteur de ce Mémoire un sentiment de gratitude qu'il ne peut s'empêcher d'exprimer ici.

La gracieuse obligeance de nos collègues de Russie et des Etats-Unis, qui ont bien voulu consentir à présenter, sous la forme d'amendements, les dispositions de leurs projets respectifs dont ils étaient disposés à proposer le maintien en présence du projet anglais, a contribué à faciliter la tâche qui s'imposait au Comité.

Dans ces conditions, notre Exposé général peut se borner à signaler les différences principales qui existent entre le projet primitif de Sir Julian Pauncefote et les dispositions arrêtées de commun accord au sein du Comité. Voici les points qu'il importe surtout de relever.

Le premier est le nom même de l'institution nouvelle. Le Comité s'est rallié à la dénomination de „Cour permanente d'arbitrage“. L'expression de „Cour permanente d'arbitres“ a été proposée par M. le Docteur Zorn, délégué de l'Allemagne. Il a bien voulu ensuite, d'accord avec tous ses collègues, adopter l'expression définitive de „Cour permanente d'arbitrage“. Ce titre ne peut que relever le caractère de l'institution que nous essayons de fonder.

Le second point qu'il importe de noter, c'est la compétence générale de la Cour pour tous les cas d'arbitrage, sans préjudice de la liberté laissée aux Etats de constituer à leur gré d'autres juridictions spéciales.

Nous entendons bien créer „un tribunal libre au sein des Etats Indépendants“. Ce point de vue n'était pas étranger au projet anglais, mais il a été accentué dans un article additionnel présenté par la délégation russe.

Un autre point important à signaler concerne le nombre des arbitres à désigner par les Etats. Le projet de Sir Julian Pauncefote fixait ce nombre à deux arbitres. Il n'a pas été question d'établir à ce point de vue des inégalités entre les Etats, mais M. le délégué de l'Allemagne a proposé de porter le nombre des arbitres à quatre, afin d'accorder plus de latitude aux Etats qui voudraient mieux diversifier la compétence des arbitres choisis par eux. Il est d'ailleurs entendu que plusieurs Etats peuvent, s'ils le désirent, s'entendre pour faire un choix commun et qu'une même personne peut être choisie comme arbitre par différents Etats.

La durée du mandat de membre de la Cour a été fixée à six ans, mais les pouvoirs des arbitres antérieurement désignés peuvent être renouvelés. Ces dispositions ont été empruntées en grande partie au Projet formulé par la Conférence interparlementaire de Bruxelles.

La délégation américaine eût désiré que le choix des arbitres fût fait par la plus haute cour de justice existant dans chaque Etat. A l'appui de cette suggestion, elle invoquait la nécessité de soustraire les membres de la Cour aux vicissitudes des influences politiques. Il n'a pas semblé au Comité que l'on pût donner complètement satisfaction à cette motion. On a fait observer que les Etats étaient organisés d'une manière assez différente au point de vue judiciaire; on a pensé d'autre part que les gouvernements renonceraient difficilement, d'une manière générale, au droit de désigner eux-mêmes les arbitres. Le Comité reconnaît la nécessité, pour les Etats, de s'inspirer dans les choix qu'ils auront à faire, des principes de la plus haute impartialité.

Le siège du Bureau international dont Sir Julian Pauncefote proposait l'institution, a été fixé à la Haye d'une commune voix, et diverses mesures ont été prises en vue de faire de cette ville le quartier général de toutes les juridictions arbitrales. Juste hommage rendu au Gouvernement des Pays-Bas et au peuple néerlandais.

Au conseil d'administration primitivement prévu a été substitué un conseil permanent composé de représentants diplomatiques des Etats signataires résidant à la Haye et placé sous la présidence de M. le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas. Cette modification a été introduite au projet primitif sur l'initiative de l'auteur même de ce projet, Sir Julian Pauncefote. L'innovation semble aussi heureuse qu'importante. Elle est de nature à donner plus de stabilité encore à l'œuvre que nous voulons fonder, et à en relever de prestige.

Signalons, au même point de vue, la disposition qui accorde aux membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions, la jouissance des priviléges et immunités diplomatiques.

Certaines mesures à prendre concernant la communication des pièces dont le greffe de la Cour aura le dépôt, ont été préconisées par M. M. les délégués des Etats Unis d'Amérique. Le Comité a estimé qu'il était

possible, sans introduire dans l'acte un texte spécial, de donner satisfaction à ce désideratum, en se référant aux attributions générales du Bureau international. Il importe toutefois de tenir compte du droit des Etats touchant la communication de pièces relatives aux instances dans lesquelles ils sont intervenus.

Il me reste, en ce qui concerne la Cour permanente, à appeler l'attention de la Commission sur une disposition remarquable, due à l'initiative de la délégation française. Elle présente une grande importance au point de vue de l'œuvre de pacification que nous poursuivons. Elle tend à associer plus largement encore à cette œuvre la Cour permanente d'arbitrage.

Des préoccupations légitimes à bien des égards et auxquelles il est, en tout cas, malaisé de se soustraire, détournent trop souvent les Etats de recourir à l'arbitrage. L'opinion est facilement portée à considérer une initiative dans cet ordre comme un acte de faiblesse plutôt que comme un acte de confiance dans le bon droit et de modération fondée sur un esprit de justice.

Dans cette situation et en vue des cas de conflit aigu qui pourraient surgir, on peut se demander s'il n'est pas possible et s'il ne serait pas sage de prévoir le rappel fait aux parties en litige des dispositions de la convention actuelle, notamment en ce qui concerne l'accès, toujours ouvert à tous, de la Cour permanente d'arbitrage.

Le moyen d'atteindre ce résultat a été cherché dans l'action du Bureau international. Cette mesure présentait l'avantage de permettre en quelque sorte à l'organe choisi de fonctionner, le cas échéant, comme de lui-même, sans éveiller de susceptibilités d'aucune sorte.

Un autre moyen d'aboutir au même résultat, moins sûrement à la vérité, mais peut-être avec plus d'autorité, se trouve dans l'exercice de la fonction médiatrice appliquée à la fin particulière dont nous venons de parler. C'est à ce moyen que s'est définitivement arrêté le Comité en adoptant une disposition nouvelle en vertu de laquelle les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente d'arbitrage leur est ouverte. Il serait en conséquence expressément stipulé que le fait par une ou plusieurs Puissances de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

Le principe de cette proposition, développé successivement par M. le Président et par M. le Baron d'Estournelles de Constant a reçu au sein du Comité l'accueil le plus sympathique. M. le Président voudra bien, j'espère, signaler lui-même à la Commission l'importance que nous y attachons tous.

La dernière question, dont j'ai à m'occuper dans cet Exposé général, est la question de la procédure arbitrale. Je voudrais brièvement mettre

en lumière l'économie des dispositions adoptées par le Comité dans cet ordre.

Il est fort désirable, au moment où les Parties recourent à l'arbitrage, que la juridiction choisie par elles puisse fonctionner suivant des règles dont la détermination soit de nature à prévenir toute difficulté. De telles règles n'existent pas aujourd'hui, du moins à l'état de dispositions uniformément et généralement acceptées. Plus les arbitrages se multiplient, plus se révèle le besoin de semblables dispositions. L'Institut de Droit International a compris, il y a longtemps déjà, les inconvénients résultant de l'état de choses actuels et il a formulé un règlement du plus haut intérêt concernant la procédure arbitrale. D'autres travaux ont été entrepris encore dans le même dessein. La pratique des arbitrages internationaux s'est de son côté développée. Pour nombre d'arbitrages importants il a été établi des règles où s'accusent de sages prévisions et où se révèle le fruit de multiples expériences. Ils est possible aujourd'hui de dégager des travaux de la science et des résultats de l'expérience, un ensemble de prescriptions de nature à être généralement adoptées par les Etats.

La délégation russe semblait tout particulièrement indiquée pour prendre l'initiative de ce progrès, elle qui possède dans son sein l'illustre juris-consulte qui a été si souvent appelé à exercer les fonctions d'arbitre international. Nos collègues de Russie nous ont présenté en effet un remarquable code de l'arbitrage, qui nous a constamment servi de guide dans le travail que nous avons entrepris. Voici les points principaux sur lesquels notre attention s'est portée.

Nous nous sommes attachés d'abord à déterminer aussi nettement que possible les éléments que doit préciser, en tout cas, le compromis, à savoir l'objet du litige et l'étendue des pouvoirs des arbitres.

Nous avons recherché le meilleur mode de formation du tribunal arbitral et de désignation éventuelle du surarbitre. Il arrive que les arbitres directement nommés par les Etats ne s'entendent pas quant au choix du surarbitre. En vue de cette éventualité, les traités stipulent généralement le recours à une tierce Puissance, investie de la mission de faire l'élection complémentaire. Beaucoup de traités ne vont pas au delà de cette prévision générale. Quelques uns prévoient cependant le cas où l'accord ne s'établit point quant à la désignation de la Puissance tierce et font intervenir alors une Puissance neutre, ou un chef d'Etat déterminé, ou même le sort, comme ressource dernière.

Le Comité, d'accord avec la délégation russe, a pensé que l'on pouvait avantageusement adopter ici un système semblable à celui qui a été admis pour le fonctionnement de la médiation spéciale proposée par M. Holls. En conséquence, si l'accord ne s'établit pas quant au choix d'une Puissance unique, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées. Le mandat attribué à ces Puissances étant précisément de désigner ensemble le surarbitre, il n'est guère à prévoir, ce semble, que le résultat ne soit pas atteint.

Sur un autre point important, le Comité a cru devoir modifier les dispositions adoptées par le projet russe. Il s'agit des conséquences du décès ou de l'empêchement, pour quelque cause, d'un arbitre. Le projet russe proposait de déclarer dans ce cas le compromis infirmé en entier. Après une longue discussion, la règle contraire a prévalu et l'on a admis que, sauf stipulation contraire, il serait procédé au remplacement de l'arbitre décédé ou empêché selon le mode fixé pour sa nomination.

La question du siège du tribunal arbitral et de la langue à employer devant les arbitres n'a pas donné lieu à de sérieuses difficultés. Elle a été résolue dans le sens des propositions faites par la délégation russe.

Il en a été de même de la question de la désignation des agents spéciaux, — ces intermédiaires nécessaires, dans la procédure arbitrale internationale, entre le tribunal et les Puissances en litige.

Les deux phases qui se succèdent généralement dans la procédure arbitrale, — la phase des communications proprement dites et la phase du débat, — ont été conservées et plus nettement précisées à certains égards.

Le Comité a reconnu au tribunal le pouvoir de déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière et en appliquant les principes du droit international.

Pour ce qui regarde le délibéré, la proposition russe adoptait la règle que les décisions sont prises à la majorité des membres présents. Le Comité a estimé que pour assurer des garanties plus complètes, il convenait d'exiger la majorité des membres dont se compose le tribunal.

Le projet russe, par des considérations d'ordre pratique, s'absténait de stipuler l'obligation de motiver la sentence. Le Comité, tout en reconnaissant dans une certaine mesure l'importance des considérations alléguées par les auteurs de Projet, n'a pas estimé qu'il fut possible de passer sous silence une garantie aussi fondamentale.

La révision de la sentence arbitrale n'était pas prévue dans le projet russe. La délégation américaine, au contraire, avait dans son projet de constitution d'une Cour arbitrale, prévu expressément le cas d'une "seconde audition" de la cause. Le principe de l'appel en matière de sentences arbitrales a été rejeté, mais le principe d'une révision très-limitée a triomphé. Un article additionnel consacre ce résultat. La révision doit être demandée au tribunal qui a statué. Elle ne peut l'être que dans les trois mois de la notification du jugement et seulement à raison de la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lorsque le tribunal s'est prononcé, a été inconnu du tribunal lui-même et des parties. Il y a là de sérieuses garanties contre l'abus des demandes de révision.

Il peut arriver qu'une convention ait été conclue entre un très-grand nombre de Puissances et que deux Etats seulement soulèvent entre eux une question d'interprétation. M. Asser a estimé qu'il y avait lieu dans cette hypothèse, d'appeler les autres Etats à intervenir au procès afin que l'interprétation contenue dans la sentence puisse éventuellement devenir

obligatoire à l'égard de ces Etats. Cette proposition a été accueillie par le Comité: elle a fait l'objet d'une disposition particulière insérée à la fin du chapitre de la procédure arbitrale.

Telles sont d'ensemble les principales dispositions groupées par le Comité sous ce titre: De l'arbitrage international. Considérées en elles-mêmes et dans leur rapport avec le droit des gens actuel, ces dispositions constituent un remarquable progrès. Considérées au point de vue de leur influence sur l'avenir, elles apparaissent comme un précieux gage de paix, comme un puissant instrument de réalisation du but poursuivi par la Conférence.

Cette œuvre n'est point parfaite. Les membres du Comité sont les premiers à en reconnaître les imperfections. Ils estiment néanmoins qu'elle mérite l'adhésion générale. Si la Conférence lui donne son approbation, il appartiendra à la sagesse des gouvernements de lui faire produire les fruits qu'on peut légitimement en attendre pour le bien de l'humanité, pour le rapprochement fraternel des peuples, pour la stabilité de la paix, pour l'honneur et le développement de la civilisation moderne (Applaudissements).

Le Président dit que les applaudissements qui ont accueilli les paroles de M. le Chevalier Descamps témoignent des sentiments éprouvés par l'Assemblée en entendant l'exposé si clair et d'une inspiration si élevée qu'il vient de lui présenter.

Cet exposé restera comme le commentaire le plus lucide et le plus utile des dispositions qui interviendront sur la matière de l'arbitrage et il sera le guide le plus sûr, non seulement pour les membres de la Conférence au cours de leurs discussions, mais aussi dans l'avenir, pour les Gouvernements eux-mêmes, lorsqu'il s'agira d'interpréter le texte de la Convention.

A ces titres, M. le Chevalier Descamps a droit à la reconnaissance de tous et le Président s'en fait l'interprète avec une vive et sincère émotion. (Applaudissements unanimes.)

Le Président, pour permettre aux délégués d'étudier le projet de Convention et d'en communiquer le texte à leurs gouvernements respectifs, propose d'ajourner à huitaine la prochaine séance de la Commission.

M. Delyanni demande, en raison de la difficulté des communications postales avec son pays, que cette date soit reportée au Lundi 17.

M. Beldiman fait remarquer qu'il y a une autre raison qui l'engage à appuyer la proposition de M. Delyanni. En effet, le 14 juillet coïncide avec la fête nationale française et la Commission voudra sans doute dispenser ce jour-là M. Bourgeois des devoirs de la présidence.

Le Président remercie M. Beldiman de la pensée délicate qui a inspiré son intervention. Il pense qu'il y a d'autant plus d'avantage à accepter la date du 17 juillet qu'on peut espérer à ce moment être en mesure de travailler sans interruption à l'examen du projet proposé.

La Commission décide par conséquent que sa prochaine réunion aura lieu Lundi le 17 juillet à 2 heures.

La séance est levée.

Cinquième Séance.
17 juillet 1899.

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le procès-verbal de la quatrième séance est adopté.

M. Beldiman dit qu'il s'est associé pleinement aux paroles élogieuses que le Président a adressées au Chevalier Descamps à l'occasion de l'exposé si lucide qu'il a présenté dans la séance précédente.

Cependant, en ce qui concerne le caractère interprétatif officiel qui a été attribué à ce travail, M. Beldiman, sans en contester la fidélité parfaite, dit qu'il doit laisser sur ce point toute liberté d'appréciation à son Gouvernement.

Le Président répond qu'aucun doute ne saurait s'élever sur le caractère de l'exposé de M. Descamps.

Quand on se rapportera dans l'avenir aux travaux préparatoires de la Commission, aucun ne sera plus utile que le commentaire du Rapporteur.

Avant de passer à l'examen des articles relatifs aux Commissions Internationales d'Enquête et à l'arbitrage dont un texte rectifié a été distribué, M. le Chevalier Descamps explique les raisons, pour lesquelles l'article 19 a été transporté sous le numéro 29 bis (§ 3 de la procédure arbitrale) où il paraissait plus à sa place.

Il ajoute que l'exemplaire rectifié est le résultat d'un nouveau travail du Comité d'Examen auquel différents amendements ont été soumis, et qui a été amené à introduire quelques modifications dans la rédaction primitive.

Le Président rappelle que la Commission a adopté en première lecture les articles 1 à 8 relatifs au maintien de la Paix Générale et aux Bons Offices et à la Médiation.

Il ouvre la discussion sur l'article 9.

M. Beldiman déclare que, se trouvant en échange de vues avec son Gouvernement dont il attend encore une réponse, il est empêché de prendre part à la discussion en première lecture, mais il se réserve toute liberté pour la seconde lecture.

M. Miyatovitch fait une déclaration analogue.

Le Président propose, pour permettre aux délégués de Roumanie et de Serbie de recevoir leurs instructions et de participer utilement à la discussion des articles 9 à 13, de résérer cette discussion pour la prochaine séance et de passer immédiatement au § 4 de l'Arbitrage International.

S. E. Turkhan Pacha s'exprime en ces termes:

La Délégation Ottomane n'ayant pas encore reçu des instructions de son Gouvernement sur l'ensemble du projet présenté à la troisième Commission par le Comité d'Examen s'abstiendra de prendre part à sa discussion.

Le Président donne acte à Son Exc. Turkhan Pacha de sa déclaration.

Il est donné lecture de l'article 14:

L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 15:

Dans les questions de droit et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

M. Beldiman déclare qu'il se réserve le droit de présenter en seconde lecture un amendement à cet article.

L'article 15 est adopté sous réserve de cette déclaration.

Il est donné lecture de l'article 16:

La Convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

M. Beldiman renouvelle sa déclaration au sujet de cet article.

Sous la même réserve l'article 16 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 17:

La Convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 18:

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

M. Beldiman renouvelle sa déclaration au sujet de cet article.

M. Veljkovitch désire préciser que l'article 18 laisse aux Gouvernements la faculté de conclure, soit avant la ratification, soit postérieurement, des accords nouveaux, mais que cette disposition ne saurait impliquer un engagement de ces Gouvernements.

Le Président répond qu'aucun doute ne peut s'élever sur cette interprétation.

L'article 18 est adopté sous réserve des déclarations ci-dessus.

L'article 19 étant provisoirement reporté au § 3, on passe au § 2:
De la Cour permanente d'arbitrage.

Il est donné lecture de l'article 20:

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente convention.

L'article 20 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 21:

La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

M. le Comte de Macédo dit que ses instructions lui permettent d'accepter ad referendum tout le projet, mais qu'il désire présenter sur l'article 21 un amendement qui lui paraît de nature à donner plus de force encore et de vitalité à l'institution de la Cour permanente d'arbitrage.

Cet amendement est ainsi conçu:

„Non obstant, et en cas d'entente sur le simple fait du recours à l'arbitrage, les Puissances signataires sont d'accord pour préférer la juridiction de la Cour permanente d'arbitrage à toute autre juridiction spéciale toutes les fois que les circonstances le leur permettront“.

Le Comte de Macedo ne demande pas à la Commission de statuer immédiatement sur cet amendement, mais de la renvoyer à la prochaine réunion du Comité d'Examen.

Le Président dit qu'il en sera ainsi fait et l'article 21 est adopté sous cette réserve.

Il est donné lecture de l'article 22:

Un Bureau international établi à La Haye et placé sous la direction d'un secrétaire général permanent, sert de greffe à la Cour.

Ce bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de La Haye une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale rendue à leur égard par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau les lois, les règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

M. le Chevalier Descamps explique que, sur la suggestion de M. Rolin, le Comité d'Examen a ajouté les mots „certifiée conforme“ à „copie“ dans le texte primitif. Il pense que cette formalité donnera plus d'autorité aux archives du Bureau.

S. E. M. Eyschen fait observer qu'il serait préférable de résERVER au Conseil Permanent visé à l'article 28 la question du titre à donner au chef du Bureau international. Il pense qu'il y aura des inconvénients à lui donner le titre de secrétaire-général, alors qu'il aurait en réalité les fonctions et la responsabilité de Directeur. Il propose par conséquent la suppression des mots: „et placé sous la direction d'un secrétaire-général permanent“.

M. le Chevalier Descamps dit que l'origine de cette disposition remonte au projet primitif de Son Exc. Sir Julian Pauncefote. Il reconnaît qu'elle ne cadre plus avec l'organisation actuelle du Bureau international et il ne verrait pas d'inconvénient pour sa part à laisser au Conseil

permanent le soin de régler comme il l'entendra l'organisation administrative de ce Bureau.

L'article 23 est adopté avec la suppression proposée par Son Exc. M. Eyschen.

Il est donné lecture de l'article 23:

Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par elle du présent Acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membre de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions, jouissent des priviléges et immunités diplomatiques.

M. le Comte de Grelle Rogier demande quelques explications au sujet du dernier paragraphe de l'article 23.

La disposition qui attribue les immunités diplomatiques aux membres de la Cour arbitrale peut donner lieu dans sa forme concise à une interprétation douteuse ou trop étendue.

Il conviendrait de savoir comment il faut entendre les mots: „dans l'exercice de leurs fonctions“.

Le Comité d'Examen a-t-il voulu marquer de la sorte que les membres de la Cour jouiront des priviléges de l'immunité diplomatique lorsqu'ils siégeront effectivement, ou bien à partir du moment où ils auront été désignés pour juger un différend jusqu'au jour où la sentence sera rendu?

Si cette dernière interprétation devait prévaloir, elle soulèverait d'assez graves objections et l'on comprendrait difficilement l'utilité d'un tel privilège dont les arbitres internationaux n'ont jamais joui jusqu'à présent, ce qui n'a présenté aucun inconvénient. D'autre part, l'immunité diplomatique, même restreinte, ne pourrait être accordée que dans la mesure des lois constitutionnelles de chaque pays.

Si, par exemple, la Cour arbitrale devait siéger en Belgique, le Comte de Grelle Rogier ne croit pas que la constitution belge autorise la reconnaissance des immunités diplomatiques dont il s'agit à ceux de ses nationaux qui feront partie de cette Cour.

M. le Chevalier Descamps dit qu'on a pensé que les immunités

devaient s'attacher aux arbitres lorsqu'ils siégent effectivement. En ce qui concerne la situation des arbitres siégeant dans leur pays, une réserve peut être faite et le Comité d'Examen cherchera quelle formule on peut donner à cette réserve. On a voulu surtout honorer la fonction d'arbitre en l'assimilant pour les prérogatives à la fonction diplomatique.

M. le Comte de Grelle Rogier se déclare satisfait par cette explication.

M. le Jonkheer van Karnebeek pense qu'en vue d'éviter dans l'avenir des difficultés qui pourront plus spécialement se présenter pour son pays, il serait utile de mentionner clairement au procès-verbal, et même de préciser dans le Comité d'Examen la portée exacte de la disposition visée par le Comte de Grelle Rogier.

Le Président dit que la Commission paraissant d'accord sur le fond, le Comité d'Examen tâchera de trouver une formule plus précise, comme le désire M. van Karnebeek.

M. le Comte de Macédo propose qu'on revienne au nombre maximum de deux pour les membres de la Cour à désigner par chaque Puissance. Il pense que cette disposition donnerait plus d'autorité au Tribunal.

M. le Docteur Zorn explique que si on a proposé un maximum de quatre membres, c'était pour tenir compte de la nécessité qui s'impose aux grandes Puissances d'avoir dans la juridiction arbitrale des représentants de différentes spécialités, diplomates, militaires et jurisconsultes. Il ne croit pas que son Gouvernement changera d'avis sur cette question et il fait les plus expresses réserves au sujet de l'amendement proposé par le Comte de Macédo.

M. le Comte de Macédo demande seulement que son amendement soit renvoyé au Comité d'Examen.

Le Président dit qu'il en sera ainsi fait.

M. le Docteur Stancioff demande quelques explications sur la liberté qui sera laissée aux Puissances dans le choix des arbitres. L'article 23 omet-il à dessein de dire, conformément au § 3 de la proposition de Son Exc. Sir Julian Pauncelote, „personne de sa nationalité“? Et l'article 23 veut-il dire que les personnes qu'une Puissance désigne comme membres de la Cour permanente peuvent appartenir aussi à une autre nationalité?

M. le Chevalier Descamps répond qu'on n'a voulu imposer aucune restriction à la liberté des Puissances à ce sujet.

M. Asser croit devoir signaler à cette occasion que l'article 23, alinéa 5, prévoit qu'une même personne peut être choisie comme arbitre par des Puissances différentes, ce qui ne serait pas possible, si chaque Puissance ne pouvait choisir que de nationaux.

Sous réserve de ces observations l'article 23 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 24:

Les Puissances signataires qui veulent s'adresser à la Cour pour le règlement d'un différend survenu entre elles, choisissent dans la liste générale le nombre d'arbitres qu'elles ont déterminé de commun accord.

Elles notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres qu'elles ont désignés.

Sauf convention contraire, le Tribunal arbitral est constitué conformément aux règles fixées par l'article 31 de la présente convention.

Le Tribunal ainsi composé forme la juridiction compétente pour le cas en question.

Il se réunit à la date fixée par les Parties.

M. Rolin dit qu'il avait proposé sur cet article un amendement au sujet duquel une entente n'a pu s'établir faute de temps. Cet amendement donnait à l'article la rédaction suivante:

„Les Puissances signataires qui veulent s'adresser à la Cour, pour le règlement d'un différend survenu entre elles, choisissent, dans la liste générale des membres de la Cour, les arbitres destinés à former la juridiction arbitrale.

Elles notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Sauf convention contraire, ces arbitres sont nommés conformément aux règles fixées par l'article 31 de la présente convention.

Les arbitres désignés forment le Tribunal arbitral pour le cas en question. Celui-ci se réunit à la date fixée par les Parties.“

M. Rolin prie la Commission de prendre en considération cet amendement dont l'objet essentiel est de faire nettement ressortir que le tribunal n'existe que du jour où tous les arbitres, y compris le surarbitre, sont désignés.

M. le Chevalier Descamps estime que la proposition de M. Rolin, quelque intérêt qu'elle présente, dérangerait tellement l'économie de l'article 24 qu'il serait regrettable de l'adopter dans les termes où elle est formulée.

Le Président dit que le Comité d'Examen examinera la proposition de M. Rolin et, qu'en cas de désaccord, la Commission statuera en deuxième lecture.

Sous cette réserve l'article 24 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 25:

Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à La Haye.

Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé que de l'assentiment des Parties.

M. le Chevalier Descamps relève un défaut de concordance entre cet article et l'article 35 au sujet de l'indication du siège de la juridiction arbitrale. Aucune difficulté ne peut se présenter pour la Cour permanente dont, aux termes de l'article 25, le siège est à La Haye. Dans le cas prévu par l'article 35 la désignation du siège est laissée au choix des Parties, mais si cette désignation n'est pas faite par un accord formel, il est subsidiairement entendu que le siège est La Haye. D'ailleurs les Parties sont toujours libres de modifier cette désignation.

M. d'Ornellas Vasconcellos désire que la rédaction de l'article soit assez précise pour se comprendre sans commentaire et pour rendre plus sensible la différence entre les deux cas. En conséquence, il propose de remplacer au début de l'article les mots „le Tribunal“ par „ce Tribunal“.

M. le Chevalier Descamps pense qu'il est important de ne pas faire chevaucher l'un des articles sur l'autre. On comprend tout naturellement la différence entre le Tribunal arbitral qui est une émanation de la Cour d'arbitrage et un Tribunal d'arbitrage formé par l'accord des Parties pour un cas particulier. Il est d'avis de maintenir la rédaction de l'article et de consigner, s'il y a lieu, dans le rapport l'observation de M. d'Ornellas Vasconcellos.

M. Aser appelle l'attention de la Commission sur une lacune qu'il a relevée dans l'article 25 et dont il se propose de saisir le Comité d'Examen. Il serait utile d'indiquer que „le siège ne peut être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.“

La Commission se range à cette manière de voir.

L'article 25 ainsi amendé est adopté.

Il est donné lecture de l'article 26:

Le Bureau international de la Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

Les Puissances, même non signataires de cet Acte, peuvent recourir à la juridiction de la Cour dans les conditions prescrites par la présente convention.

M. Renault demande à introduire au deuxième alinéa de cet article une modification qui ne porte pas sur le fond mais qui contient une formule plus claire. Il est évident que la juridiction de la Cour peut être offerte aux Puissances non signataires; mais, pour éviter toute espèce de doute dans l'interprétation, il faudrait indiquer que les Puissances non signataires ne pourront s'adresser à la Cour qu'après qu'elles auront signé entre elles un compromis d'arbitrage.

M. Renault propose donc de rédiger le deuxième alinéa dans la forme suivante:

„La Cour internationale pourra être appelée à prononcer sur un conflit existant même entre Puissances non signataires, ou entre une Puissance signataire et une Puissance non signataire, s'il existe entre celles-ci une convention préalable d'arbitrage ou un compromis établissant l'intention de l'une et de l'autre partie de recourir à cette juridiction.“

M. le Chevalier Descamps dit que le Comité d'Examen étudiera, d'accord avec M. Renault, l'amendement qui vient d'être proposé.

Sous cette réserve l'article 26 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 27:

Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

M. Beldiman renouvelle sur cet article les réserves qu'il a faites sur les articles 15, 16 et 18.

S. E. le Comte Welsersheimb déclare réserver également son opinion sur l'article 27.

Le Président leur en donne acte et déclare l'article 27 adopté.

Il est donné lecture de l'article 28 :

Un Conseil permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à La Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent acte par six Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil adresse chaque année aux Puissances signataires un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

M. le Chevalier Descamps signale les deux modifications que la rédaction primitive de cet article a subies dans le Comité d'Examen. La première a consisté à remplacer le mot „résidant“ par „accrédités“ (alinéa 1); la seconde (même alinéa) a fixé au nombre de six au moins les Puissances qui devront avoir ratifié la Convention pour que le Conseil permanent puisse se constituer.

S. E. M. le Comte Welsersheimb est d'avis que l'article 28 dans ses alinéas 2, 4 et 5 donne au Conseil Permanent une liberté d'action qui équivaut à une sorte de souveraineté. Il estime que, vu l'importance de quelques-unes des attributions de ce Conseil, les Gouvernements soient en mesure d'exercer un certain contrôle sur le fonctionnement de cette institution et que, par conséquent, on établisse l'obligation pour le Conseil de porter ses décisions à la connaissance des Gouvernements respectifs; il s'en suivrait que les décisions ne seraient valables qu'après qu'elles auraient reçu l'approbation de ces Gouvernements.

M. le Chevalier Descamps répond que le Comité examinera ces observations. Il est porté à penser cependant à première vue que la modification demandée par Son Exc. le Comte Welsersheimb tendrait à rendre difficile le fonctionnement du Conseil. Il ajoute que, d'après lui, la rédaction actuelle de l'article assure toutes les garanties désirables. Le

Conseil est appelé à prendre des décisions qui ne semblent pas de nature à être soumises à l'approbation de toutes les Puissances. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que le Conseil doit faire un rapport annuel concernant ses travaux. Ce rapport sera adressé à tous les Gouvernements et les tiendra ainsi au courant de toutes les résolutions prises.

M. le Chevalier Descamps fait observer en outre que l'alinéa 4 autorise le Conseil à arrêter son règlement d'ordre ce qui signifie qu'il aura la liberté d'organiser son travail comme il le jugera bon. Il n'y a rien dans ces dispositions qui puisse offusquer les Gouvernements et il serait excessif d'exiger leur approbation pour des détails de cet ordre.

S. E. M. le Comte Welsersheimb regrette de ne pouvoir se ranger à cet avis. Il persiste à penser qu'il y a certaines fonctions du Conseil qui ont une réelle importance et sur lesquelles les Gouvernements doivent se réservier leur droit de contrôle. Quant au rapport annuel, il n'indique que des faits accomplis et sur lesquels il est impossible de revenir. Le délégué d'Autriche-Hongrie demande donc le renvoi de sa proposition au Comité d'Examen, pour qu'on tienne compte au moyen d'une modification de la rédaction de l'article, des observations qu'il vient de faire.

Le Président dit qu'il en sera ainsi fait. Il ajoute qu'il ressort des explications données que les attributions du Conseil telles qu'elles sont formulées par l'article 28 ne visent que des mesures d'ordre administratif et n'autorisent aucune décision d'ordre politique ou judiciaire.

Le Comité d'Examen s'efforcera de préciser cette interprétation.

Sous ces réserves l'article 28 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 29:

Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Cet article est adopté.

On passe au titre III (de la procédure arbitrale).

Il est donné lecture de l'article 29 bis:

En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 30:

Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 31:

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

M. le Baron de Bildt dit qu'il avait proposé sur cet article un amendement que le Comité d'Examen n'a pas cru devoir accepter.

Cet amendement était ainsi conçu:

„Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

Leur choix devra cependant être soumis à l'approbation des Parties, qui ont, l'une aussi bien que l'autre, le droit de le récuser sans en donner les motifs.

Dans ce dernier cas, ou en cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.“

M. le Baron de Bildt développe son amendement en faisant valoir la nécessité de réservier expressément aux parties le droit de refuser ou d'accepter le surarbitre.

M. le Chevalier Descamps ne conteste pas l'intérêt de la proposition du Baron de Bildt mais il croit difficile de lui donner satisfaction. Il serait dangereux dans la pratique d'établir un droit général d'approbation. Au contraire, la règle posée ne présente pas de danger et on peut être certain que les parties s'inspireront toujours dans le choix du surarbitre des vues de leurs Gouvernements. Cependant, le Comité d'Examen est disposé à examiner de nouveau la proposition du Baron de Bildt.

M. le Baron de Bildt répond qu'un surarbitre désigné peut avoir émis publiquement sur le litige qui lui est soumis une opinion qui l'expose à la récusation. Il faut tenir compte de cette hypothèse.

Le Baron de Bildt demande donc ou bien qu'on applique à l'article 31 la formule contenue dans l'amendement que M. Rolin avait présenté sur l'article 24, ou bien qu'on mentionne dans le procès-verbal que la Commission n'a pas accueilli sa proposition parce qu'elle a jugé que la liberté pour les parties de refuser ou d'accepter le surarbitre ressortait d'une façon évidente du texte de l'article 31.

M. de Martens dit qu'il ne veut pas intervenir dans la discussion avant d'avoir félicité chaleureusement le Chevalier Descamps de l'exposé qu'il a présenté dans la dernière séance.

Il rappelle que la Délégation russe, en proposant les 40 articles relatifs aux bons offices, à la médiation et à l'arbitrage et en suggérant l'idée de l'institution d'un tribunal permanent, a donné la première une base solide aux discussions de la Commission.

Ces propositions ont été examinées dans un esprit sympathique et la Délégation russe considère comme un devoir qui lui incombe particulièrement d'en exprimer toute sa gratitude.

En ce qui concerne l'amendement présenté par le Baron de Bildt, M. de Martens croit qu'il porte un principe contraire à la pratique établie et consacrée par le temps et l'expérience. En fait, quand deux Puissances se mettent d'accord pour ériger un tribunal d'arbitrage, les membres de ce tribunal ont presque toujours le droit de choisir le surarbitre. C'est la seule manière de procéder que M. de Martens juge digne d'appui et recommandable aux Gouvernements.

Un surarbitre qui serait nommé par les Gouvernements se trouverait dans une situation bien difficile. Mais, si on laisse aux arbitres eux mêmes le soin de choisir leur Président, celui-ci aura une autorité bien plus haute qu'un surarbitre désigné par les Gouvernements après de laborieuses négociations diplomatiques.

Le surarbitre ne doit pas être imposé par les Puissances; il doit avoir leur appui moral et leur confiance complète et ce résultat sera acquis si on adopte le mode qui a fait ses preuves et qui laisse la nomination du surarbitre au choix de ses confrères. Quant à l'action des Gouvernements dans ce choix, elle ne sera pas nulle comme on paraît le craindre; les arbitres n'éliront pas un surarbitre sans consulter leurs Gouvernements, lesquels savent très bien quels hommes sont les plus dignes de remplir ce rôle et ne conseilleront jamais le choix d'un surarbitre qui ne mériterait pas la confiance de tous.

M. le Baron de Bildt insiste pour que sa proposition soit renvoyée au Comité d'Examen.

Le Président dit qu'il en sera ainsi fait et déclare l'article 31 adopté sous cette réserve.

Il est donné lecture de l'article 32:

Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 33:

Le surarbitre est de droit président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 34:

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 35:

Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation le Tribunal siège à la Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé que de l'assentiment des Parties.

Cet article est adopté avec la modification proposée par M. Asser sur l'article 25 et tendante à intercaler après les mots „être changé“ les mots „par le Tribunal“.

Il est donné lecture de l'article 36:

Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le tribunal, des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 37:

Le Tribunal décide du choix des langues dont l'emploi sera autorisé devant lui.

S. E. le Comte Nigra fait observer que cet article ne parle pas de la langue qui sera employée par le tribunal lui-même dans ses délibérations. Il propose de rédiger l'article 37 comme suit: „Le Tribunal décide du choix des langues qui seront employées par lui ou devant lui.“

M. de Martens dit que le Tribunal d'arbitrage anglo-américain siégeant à Paris a déjà prévu dans la pratique la difficulté signalée par Son Exc. le Comte Nigra. Il a décidé que sa sentence serait rendue en trois langues: anglais, français et espagnol; il vaut mieux laisser ce point à la libre décision du tribunal. M. de Martens attire l'attention de la haute Assemblée sur le fait que les mêmes règles qu'elle discute à présent sont déjà mises en exécution par le Tribunal d'arbitrage anglo-américain qui a adopté unanimement un code de procédure en 24 articles complètement conformes aux stipulations du projet qui est à présent en discussion devant la Commission.

M. le Chevalier Descamps dit que le Comité d'Examen s'efforcera d'introduire, soit dans son rapport soit dans le texte de l'article, une formule qui donne satisfaction à Son Exc. Comte Nigra. Sous cette réserve l'article 37 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 38:

La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes: l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 48.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 39:

Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée à l'autre partie.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 40:

Les débats sont dirigés par le président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 41:

L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écartier du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 42:

Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la partie adverse.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 43:

Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus le tribunal en prend acte.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 44:

Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 45:

Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ni peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 46:

Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 47:

Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 48:

Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 49:

Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le président prononce la clôture des débats.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 50:

Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 51:

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissensément.

S. E. le Comte Nigra est d'avis que cet article contient deux lacunes qui seraient à combler.

1° La sentence arbitrale devrait faire mention aussi des votes contraires.

2° Le Tribunal doit être autorisé à déterminer le délai dans lequel la sentence devra être exécutoire.

M. de Martens dit qu'en ce qui concerne l'obligation de motiver la sentence, il pourrait l'accepter comme jurisconsulte, mais qu'il la repousse comme homme pratique. A ce sujet il désire soumettre à la Commission quelques observations qu'il juge dignes d'une très sérieuse attention. Si les arbitres dans un grand tribunal d'arbitrage sont d'accord pour reconnaître les torts de leur propre Gouvernement, ils pourront, suivant leur conscience, se rallier à la sentence de la majorité, mais, si on les oblige à motiver cette sentence et ainsi à critiquer la politique et les mesures de leur Gouvernement, ils se trouveront dans l'impossibilité de la signer et on aura ainsi entravé le fonctionnement de l'arbitrage. Quant au développement des motifs, il n'en est pas de même pour la sentence arbitrale que pour le jugement dans des procès civils. Les conditions sous lesquelles l'une et l'autre sentence sont prononcées ne sont pas égales et

des circonstances peuvent se produire où l'obligation de motiver constituerait un obstacle à obtenir une décision absolument juste.

M. de Martens ajoute que d'ailleurs le tribunal d'arbitrage anglo-américain, qui siège actuellement à Paris, n'a pas admis l'obligation dont il s'agit.

Comme le Comité d'Examen n'a pas partagé sa manière de voir sur cette question, M. de Martens a tenu à s'en expliquer devant la Commission. Il est possible qu'elle adopte l'avis du Comité, mais en ce cas M. de Martens s'appliquera l'adage „Dixi et salvavi animam meam“.

M. le Chevalier Descamps dit que, sur cette question, le Comité ne s'est pas trouvé d'accord. Il pense quant à lui que l'obligation de motiver la sentence constitue une garantie fondamentale. Il y a des questions qu'on ne peut résoudre par oui ou par non et ce sont les considérants qui justifient la sentence. Il n'y a pas d'exemple qu'une sentence ait été rendue sans être accompagnée des motifs qui l'ont dictée.

M. le Chevalier Descamps ne croit pas que les inconvenients signalés par M. de Martens soient insurmontables et inconciliables avec l'obligation de motiver. Les formes et la mesure restent laissées à l'appréciation du tribunal. D'ailleurs, si les Etats veulent prévoir le cas où il y aurait des objections graves à motiver la sentence, ils sont libres de dispenser leurs arbitres de cette formalité.

M. de Martens répond que si l'on veut laisser aux Gouvernements ou aux tribunaux d'arbitrage eux-mêmes la faculté de décider en cette matière, il n'a plus aucune objection, mais il répète qu'on ne doit pas imposer cette obligation au tribunal.

M. le docteur Zorn appuie chaleureusement l'opinion de M. Descamps; il dit que les sentences arbitrales doivent être des sentences de droit et qu'on ne saurait imaginer une sentence de droit qui ne serait pas motivée. On peut, s'il y a nécessité, en exposer brièvement les motifs, mais on ne peut se dispenser entièrement de la motiver.

M. Rahusen se range également à l'avis de M. Descamps. Il pense que la force d'une décision arbitrale réside plutôt dans les considérants que dans la décision elle-même. De plus, il serait impossible de fonder sur des sentences arbitrales non motivées une jurisprudence internationale complète.

Le Président explique que l'obligation de motiver la sentence n'implique aucune règle pour la forme même dans laquelle les motifs devront être présentés. Le tribunal restera maître de formuler des considérants brefs ou développés, suivant qu'il le jugera à propos. M. Bourgeois pense que ceci pourra donner satisfaction à M. de Martens.

M. le Chevalier Descamps tient à s'expliquer sur une autre question soulevée par Son Exc. le Comte Nigra et qui vise le terme d'exécution de la sentence. Il faut prévoir le cas où certains Etats pourraient retarder l'exécution de la décision arbitrale. Il y aurait donc avantage à laisser au juge la faculté de fixer un terme, faculté dont il usera ou dont il n'usera pas suivant les cas.

M. Descamps croit qu'il serait utile d'examiner en Comité le moyen de donner sur ce point satisfaction à Son Exc. le Comte Nigra.

Le Président dit que le Comité d'Examen pourra présenter une formule lors de la seconde lecture.

M. Rolin insiste pour que, dans la sentence arbitrale, on reproduise les motifs qui ont déterminé le vote de la minorité.

M. le Chevalier Descamps répond que ce serait s'exposer à avoir deux jugements et à porter le dissensément des arbitres devant l'opinion publique. On a permis aux arbitres dissidents de faire constater leur dissensément, mais on ne pourrait aller plus loin.

S. E. le Comte Nigra désirerait prévoir le cas où un arbitre refuserait de signer la sentence. Il faudrait déclarer que ce refus n'infirme pas la sentence et ne retarde pas son exécution.

M. le Chevalier Descamps dit qu'il en est manifestement ainsi, mais qu'un arbitre est tenu de signer la sentence. Il peut faire constater son dissensément; s'il refuse de signer, il manque à son devoir.

M. de Martens rappelle que la disposition de l'art. 51 a été adoptée par le tribunal d'arbitrage Anglo-Américain qui siège à Paris.

M. Rolin, tout en restant d'avis qu'il serait préférable que les arbitres qui n'adhèrent pas à la sentence soient invités à motiver officiellement leur dissensément, ne considère pas que ce soit là une nécessité essentielle. M. Rolin s'abstient donc de présenter un amendement formel. Il suppose que les arbitres qui n'auraient pu motiver leur façon de voir sur le champ, à la suite de la sentence, ne manqueront pas de le faire à bref délai dans leurs rapports aux Gouvernements ou même dans la presse. L'inconvénient de voir le dissensément des arbitres porté devant l'opinion ne sera donc pas complètement évité, quoique en pense M. le Rapporteur, et c'est pourquoi M. Rolin aurait jugé préférable de limiter, dès le début, l'objet et la porté du dissensément, en invitant les arbitres qui n'ont pas adhéré à la sentence à motiver sur le champ leur vote contraire.

Le Président dit que, sous réserve de la proposition de Son Exc. le Comte Nigra relative au terme d'exécution, l'article 51 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 52:

La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, en présence des agents et des conseils des Parties ou eux dûment appelés.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 53:

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

Cet article est adopté, avec la suppression demandée par M. Renault des mots: „en litige“.

Il est donné lecture de l'article 54 et de la proposition de M. Asser.

A moins de disposition contraire contenue dans le compromis, la révision de la sentence arbitrale peut être demandée au Tribunal qui l'a rendue mais seulement à raison de la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui,

lorsque le tribunal a statué, a été inconnu du tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande en revision ne peut être accueillie que si elle est formée dans les trois mois qui suivent la notification de la sentence.

„Proposition de M. Asser: Les Parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence et seulement à raison de la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lorsque le tribunal a statué, a été inconnu du tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande en revision ne peut être accueillie que si elle est formée dans les six mois qui suivent la notification de la sentence.“

M. Asser explique sa proposition. Le principe de la revision a été adopté à une faible majorité, après une longue discussion du Comité d'Examen. C'est M. Holls qui l'avait inséré dans son projet de Tribunal permanent et avait développé avec énergie et lucidité la grande importance de ce moyen de revision. On a opposé à son argumentation des objections sérieuses: une fois la sentence rendue, l'autorité morale n'en serait-elle pas diminuée? D'autre part, on a remarqué qu'il ne s'agit pas ici d'un appel, mais du cas exceptionnel où un fait nouveau a été découvert. M. Asser a longtemps hésité entre ces deux argumentations. Tout bien considéré il s'est arrêté à un système transactionnel.

Il s'agit ici de principe et des règles de procédure à fixer. Si l'on supprime l'art. 54, on rejette l'idée même de la revision. On doit tâcher d'en sauver le principe, tout en donnant satisfaction à ceux, qui ne veulent pas, par une disposition de Traité, affaiblir a priori l'autorité morale des sentences arbitrales. La rédaction qu'il propose n'implique pas le droit à la revision comme une conséquence naturelle de tout recours à l'arbitrage, mais elle permet aux parties de se réserver expressément ce droit et, dans ce cas, elle fixe les règles et la procédure à suivre.

M. de Martens prononce le discours suivant:

„Pendant toute la durée de cette Conférence vous m'avez toujours honoré de votre bienveillante attention quand j'ai cru nécessaire d'intervenir dans les discussions et défendre mes idées sur des questions mises

à l'ordre du jour. Je vous en remercie bien sincèrement. Permettez moi à présent de compter encore une fois sur cette bienveillance et veuillez me prêter votre très sérieuse attention, parceque la question qui nous occupe est une question de la plus haute importance; c'est une question vitale pour toute l'institution de l'arbitrage international qui est si chère à nos coeurs.

L'honorable préopinant et mon ami M. Affer a dit qu'il faut sauver la revision des sentences arbitrales. Je regrette infiniment de ne pas pouvoir partager son opinion. Je suis membre des sociétés de sauvetage des naufragés et de la Croix-Rouge, mais dans le cas présent, je dois être cruel et inhumain: je ne puis pas tendre la main pour sauver l'art. 54 et je souhaite de tout mon cœur son naufrage sur les côtes hospitalières de la Hollande.

Mais, Messieurs, en quoi consiste l'importance de la question? Est-ce-que la revision d'une sentence arbitrale, basée sur une erreur ou sur des considérants non suffisamment fondés n'est pas désirable? Ne doit-on pas désirer, au contraire, qu'une erreur soit écartée par des nouveaux documents ou faits qui seraient découverts après la clôture de l'arbitrage?

Non, Messieurs, il serait absolument fâcheux et malheureux qu'une sentence arbitrale, prononcée dûment par un tribunal international, puisse être renversée par une nouvelle sentence. Il serait profondément regrettable, si la sentence arbitrale ne tranche pas nettement le conflit entre les nations en litige, mais provoque des nouvelles dissensions, enflamme de nouveau les passions et menace de nouveau la paix du monde. La revision de la sentence arbitrale, instituée par l'article 54, doit inévitablement avoir cet effet désastreux. Il ne faut pas, sous ce rapport, laisser planer le moindre doute. La puissance en litige, contre laquelle la sentence arbitrale a été prononcée, ne l'exécutera pas, au moins pendant 3 mois, et fera tous les efforts imaginables pour trouver des nouveaux faits ou documents. Le litige ne sera pas jugé, mais sera laissé en suspens pendant 3 mois avec cette aggravation sérieuse que le gouvernement et la nation, reconnus coupables, seront encore plus entraînés dans la voie des récriminations éventuelles et des accusations réciproques dangereuses. Voici l'explication de ce fait très significatif que dans le Comité d'Examen l'art. 54 n'a recueilli que 5 voix contre 4.

Messieurs, le fond, le but de l'arbitrage est de terminer absolument un conflit. La grande utilité de l'arbitrage réside en ce fait que du moment où la sentence arbitrale a été dûment prononcée, tout est fini et il n'y a que la mauvaise foi qui pourrait s'y attaquer; jamais une objection n'a été soulevée contre l'exécution d'une sentence arbitrale. Maintenant, si l'on accepte le principe de la revision, quel sera le rôle des arbitres avant et après la sentence? Actuellement ils jouissent d'une haute autorité morale car ils ont la possibilité de trancher pour toujours un conflit international, et l'expérience nous a montré qu'au lendemain de la sentence arbitrale, journaux, Chambres, opinion, tout se tait devant la décision des arbitres.

Si, au contraire, on sait que la sentence sera en suspens pendant trois mois, l'Etat auquel le jugement a donné tort fera tout son possible pour trouver un document, un fait nouveau.

Pendant ce temps la sentence sera livrée aux débats de l'opinion. Elle ne tranchera et ne finira rien. Au contraire, elle soulèvera des tempêtes dans la presse et les Parlements. On attaquera tout: les arbitres, le Gouvernement adverse et surtout le Gouvernement intérieur. On les accusera d'avoir récépé des documents, caché des faits nouveaux.

On ouvrira pendant trois ou six mois la discussion sur une sentence rendue. Jamais un jugement rendu dans cette condition n'aura la force morale obligatoire qui est l'essence même de l'arbitrage.

D'autre part, les arbitres n'auront pas le même sentiment de responsabilité qu'aujourd'hui, où, d'un mot, ils tranchent un conflit entre deux nations.

Cette idée de revision est le coup le plus funeste qu'on puisse porter à l'idée de l'arbitrage. A propos de ma première intervention, au début de cette séance, je me suis appliqué ces mots: „Dixi et salvavi animam meam.“

Je les change maintenant et je dis: „Dixi et salvavi arbitrationem.“

S. E. le Comte Nigra remarque que la Commission est en présence de deux opinions trop absolues. Il y a beaucoup de vrai dans les arguments de M. de Martens mais une erreur est toujours possible et, s'il y a vraiment erreur évidente aux yeux de l'opinion publique, comment exiger qu'on la consacre, comment ne pas reviser? D'autre part, la rédaction de l'article 54 paraît trop large: l'expression de „fait nouveau exercant une influence décisive“ n'est pas assez précise et ne définit pas suffisamment les cas de revision.

Les instructions du Gouvernement Italien l'obligent à se prononcer dans le sens de la revision. Si ce principe de la revision est maintenu, il lui semble préférable d'adopter le texte du traité d'arbitrage italo-argentin (art. 13) qui limite les motifs de revision aux faits déjà acquis à la cause en ces deux cas:

1° si la sentence a été prononcée sur un document faux ou erroné.

2° si la sentence, en tout ou en partie, a été la conséquence d'une erreur positive ou négative de fait, résultant des actes ou documents de la cause.

M. Holls répond à M. de Martens par le discours dont la traduction suit et qui est résumé, séance tenante, par M. le Baron d'Estournelles:

Je ne puis m'empêcher d'exprimer tout d'abord le grand scrupule et l'hésitation que j'éprouve en me trouvant en désaccord sur une question aussi importante avec le personnage que l'on peut appeler peut être le représentant le plus éminent de l'idée de l'arbitrage dans le monde entier, le Président du seul tribunal d'arbitrage qui siège à présent, notre honorable collègue de Russie, M. de Martens. Si j'avais dans mon esprit le moindre doute sur l'utilité de la proposition qui forme en ce moment l'objet de notre examen, je serais enclin à renoncer à toute étude ultérieure de la question et à me ranger à l'opinion d'une autorité si éminente,

surtout lorsqu'elle est exprimée avec tant de force et d'éloquence. Mais toute mon hésitation ne m'empêche pas d'exprimer ma très grande surprise au sujet des arguments dont s'est servi M. de Martens. En effet, ces derniers montrent, à mon avis, qu'il a complètement méconnu la proposition qui a été insérée, à la demande des Etats-Unis d'Amérique, dans le code de la procédure d'arbitrage.

Je me joins de tout mon cœur à tout ce que M. de Martens a dit sur la nécessité de mettre un terme définitif à des litiges internationaux. Dans les différends entre les Etats l'axiome „*interesse populi ut sit finis litium*“ est même plus vrai que dans ceux entre des individus. Le but suprême de l'arbitrage est, comme l'a dit M. de Martens, de résoudre définitivement les questions pour lesquelles on y a recours, et tout ce qui retarde outre mesure la décision ou la laisse en suspens, rencontre autant d'objections de la part des délégués des Etats-Unis que de sa part.

De plus, notre proposition relative à une révision n'est pas basée sur l'idée fantaisiste qu'il serait possible d'éviter ou de corriger toutes les erreurs qui pourraient se glisser dans des décisions arbitrales. Nous n'ignorons nullement le fait que l'erreur est et restera toujours un élément inhérent à toute institution et plus encore à toute décision humaine.

Notre point de vue est éminemment pratique. Voici la théorie sur laquelle repose l'article proposé par nous. Il est avant tout hautement désirable et même nécessaire que le Projet d'Arbitrage que cette Conférence va proposer au monde pourvoie à la possibilité de rectifier, d'une manière régulière et légale, des erreurs évidentes, sans courir le danger de voir la décision désapprouvée par la partie qui en souffre.

Permettez-moi de dire à cet endroit que l'importance de notre article ne repose pas seulement dans son effet pratique en chaque cas particulier, mais peut-être encore plus dans le fait qu'il constitue un trait du Projet général d'Arbitrage tel qu'il a été élaboré par la Conférence. Tout ce que nous créons ici est d'un caractère volontaire et facultatif. Nous ne nous occupons pas à présent des règles pour un différend particulier quelconque. Notre tâche à nous, les membres de cette Conférence, sera plutôt de nous présenter devant les nations différentes et de leur expliquer le projet que nous avons élaboré avec tant de travail et de soin. Or, de l'avis de Délégation américaine, ce projet contiendra une lacune fatale s'il ne prévoit pas quelque moyen pour corriger une erreur évidente. Car nous pouvons en être sûrs, si cet article n'existe pas et que l'on découvre une erreur manifeste, le parti qui en souffre et perd sa cause ne voudra certainement pas accepter de bon gré la décision, bien qu'il put y être forcé. Il y a une limite au principe établi par M. de Martens que le but principal de l'arbitrage est de liquider pour tout jamais la question pour laquelle on y a recours. Cette limite a été bien désignée par notre éminent homme d'Etat américain Abraham Lincoln, dans son mot célèbre: „*Nothing is settled until it is settled right.*“ Notre article tend à trouver le juste milieu entre les deux dangers extrêmes: celui de perpétuer une injustice, et celui de laisser ouvert le différend.

On a soulevé l'objection que le fait nouveau peut être découvert un jour après que le terme fixé dans cet article a expiré. Mais cet inconvénient existe toujours lorsqu'on établit un terme arbitraire pour n'importe quel but, et il existerait tout aussi bien si nous adoptions un délai de six mois au lieu de trois. La théorie sur laquelle notre article est basé, en ce qui concerne ce point, est qu'immédiatement après que la décision a été prononcée, elle est sujette aux critiques et aux investigations les plus scrupuleuses, et qu'alors il y a le plus de chance de découvrir des faits nouveaux ou des erreurs importantes.

Il se peut très bien que, comme M. de Martens l'a dit, la critique à laquelle la décision arbitrale sera assujettie de cette façon prendra le caractère d'une attaque et donnera lieu à des discussions dans des journaux et des brochures dans une forme peu désirable. Mais, de l'autre côté, il est aussi vrai qu'ainsi la décision sera examinée très minutieusement par tous les experts du droit des gens dans le monde entier et par tous ceux qui, dans leur position publique ou privée, ont suivi la marche du procès et qui sont intéressés dans le litige et dans sa décision. C'est la meilleure garantie pour la découverte de quelque fait caché et peut avoir l'effet de corriger une faute ou de réparer une injustice.

Des faits nouveaux ne peuvent pas être forgés, du moins pas par des Gouvernements civilisés. En effet, chaque Gouvernement hésiterait à exposer son pays à l'humiliation qu'il y aurait de tâcher d'avoir une révision d'un procès en vue de la découverte prétendue de faits nouveaux et de voir l'existence de ces faits niée par le Tribunal.

On ne doit pourtant pas perdre de vue que pour aboutir à une révision, le Tribunal lui-même, composé des mêmes juges qui ont prononcé la sentence, doit déclarer qu'une erreur manifeste a été commise. Ceci veut dire en d'autres termes, que le fait nouveau qui a été découvert est de nature à avoir influencé la décision du Tribunal.

Avant que la sentence est prononcée, il n'est pas toujours possible de savoir quels faits, quelle espèce de faits et quelle argumentation a fait le plus d'impression sur les juges et a déterminé leur décision.

Prenez par exemple la question en litige en ce moment devant la cour arbitrale, dont notre honorable collègue de Russie fonctionne si dignement comme président, la question de frontière entre la Grande Bretagne et le Vénézuéla. Dans ce cas, le délai de trois ou six mois ne serait vraiment que très minime, vu que ce différend existe depuis 3 ou 4 années et dans une forme plus ou moins occulte depuis plus de quatre vingt ans. Il serait donc indifférent si la décision devienne effective le 1^{er} du mois d'octobre ou le 1^{er} janvier, en comparaison du danger causé par une première sentence injuste. En outre, ce différend inclut d'interprétation de traités contractés il y a deux cent cinquante ans; il inclut un nombre énorme de précédents historiques, de questions de colonisation et de juridiction sur des tribus barbares autant que des questions d'autorité de cartes. En dernier lieu, le différend inclut l'argument que fait valoir le parti adverse en ce sens que ses préférences ont déjà été reconnues et

admisses. Jusqu'au moment de la décision du Tribunal, il sera impossible de savoir quelle catégorie de faits et quelle argumentation a déterminé la décision. Or, la recherche de faits nouveaux sera limitée à cette catégorie. Si cette enquête amènera une résultat, par exemple si l'on trouvait une nouvelle carte ou un nouveau document d'une authenticité incontestable, il est évident que le parti intéressé refuserait de se soumettre à une sentence qui ne pourrait être rectifiée d'une manière légale et régulière.

J'avoue que j'ai été fort étonné d'entendre dire à M. de Martens que l'autorité morale du Tribunal d'arbitrage serait compromis par notre article, et que le sentiment de responsabilité disparaîtrait chez les arbitres. Bien au contraire, je soutiens que l'autorité morale du jugement sera rehaussée par le fait qu'il existe une disposition pour corriger des erreurs, dont le parti perdant pourra profiter pendant un terme pas trop étendu, et qu'à la fin de ce terme le monde civilisé devra admettre et admettra sûrement, que justice a été faite entre les deux partis. En outre, la responsabilité des arbitres est augmentée plutôt que diminuée par leur pouvoir et leur devoir de revenir sur leur jugement s'il y a lieu.

Il me paraît que M. de Martens commet une erreur indubitable de fait, en disant que la tradition s'oppose à la révision dans les cas d'arbitrage.

Je dois admettre que dans tous les traités d'arbitrage pour des cas spéciaux, jusqu'ici il n'a pas été prévu de révision, et dans les traités particuliers à l'avenir il n'y en aura pas non plus besoin. La raison en est que l'idée toute entière d'arbitrage est relativement neuve, et qu'elle a été considérée seulement comme une méthode temporaire de régler les litiges au fur et à mesure qu'ils surgissent. Le seul traité général d'arbitrage qui a été ratifié et qui est en vigueur est celui conclu entre le Royaume d'Italie et la République Argentine. Il prévoit la révision, montrant par là la tendance de l'opinion publique et aussi l'opinion la plus compétente des experts en droit international.

Mais comme je l'ai dit déjà, notre devoir dans cette Conférence n'est pas de légitimer en vue de cas particuliers, mais de soutenir un idéal, de déclarer au monde ce que les représentants de toutes les nations civilisées considèrent comme désirable et pratiquement réalisable. Nous ne pouvons mettre la régularité professionnelle ou des règles pédantesques de procédure au dessus de l'achèvement de la bonne justice. Nous avons réussi, après beaucoup de travail et grâce à des concessions mutuelles, à élaborer un projet pour l'arrangement pacifique des conflits internationaux. Il est de la dernière importance que ce projet, bien que simple, contienne au moins toutes les dispositions essentielles, garantissant dans la mesure du possible la justice internationale.

Les représentants des Etats-Unis d'Amérique considérant cet article ou une autre disposition également efficace pour rectifier des erreurs manifestes, comme une partie tellement essentielle d'un projet acceptable, auront à demander de nouvelles instructions de leur Gouvernement avant de pouvoir se joindre à leurs collègues de la Conférence et approuver un

projet qui ne contiendrait pas une pareille disposition. C'est pour cette raison qu'il font un appel chaleureux à la Commission de laisser intact le principe exprimé dans l'article, proposé au nom du Gouvernement des Etats-Unis.

M. le Chevalier Descamps a écouté avec une vive attention des deux séries d'argumentations au sujet de la révision.

Ce qui constitue à son avis la difficulté du sujet, c'est le conflit de principes également respectables qui des deux côtés sont mis en avant.

Il faut que l'on fasse justice: comment accepter alors la consécration d'une erreur évidente?

Il faut terminer les procès entre nations et ne pas laisser s'éterniser des différends entre elles: comment atteindre ce résultat, si on laisse la porte ouverte à de nouveaux jugements?

Les défenseurs de la révision ont le côté le plus noble et le plus beau: leur conception de la justice est peut-être plus haute que celle de leurs adversaires, mais ceux-ci sont frappés surtout de la faillibilité de toute justice humaine et pensent que pour redresser des erreurs exceptionnelles, il ne faut pas compromettre la force et la stabilité de cette justice. Ne peut-on craindre que, sous prétexte de la préserver dans des cas forts rares, on ne la compromette dans tous les cas?

Les partisans de la révision ne semblent pas placer la question sur son vrai terrain: dans des règles générales qui s'appliquent à tous les litiges de tous les Etats, doit-on formuler un principe qui risque d'ébranler l'institution même de l'arbitrage? Il semble plus naturel de ne mettre dans un code international que les principes qui peuvent consolider l'institution. C'est aux parties contractantes pénétrées, au point de vue de la justice, de scrupules analogues à ceux des Etats-Unis, qu'il appartiendrait de prévoir la révision dans un compromis spécial. La non-revision, plus conforme à l'efficacité de l'arbitrage, doit être la règle, et la révision l'exception.

Nous rendrions en admettant la révision comme une règle générale un bien mauvais service aux Gouvernements: ils risqueraient de n'être plus maîtres chez eux: on leur forcera la main, on voudra qu'ils inventent des faits nouveaux pour recommencer un procès arbitral qui aura mal tourné.

Le Rapporteur croit donc qu'il est dangereux et difficile d'introduire une disposition analogue à l'article 54 dans un code général de l'arbitrage; il souhaiterait même que la rédaction atténuée de M. Asser ne fût pas admise. Cependant, si on en faisait une question d'unanimité à obtenir, il se rallierait à la proposition de M. Asser par esprit de conciliation.

M. de Martens demande à poser quelques questions.

Quelle sera la situation des arbitres pendant ce délai suspensif de 3 ou 6 mois? Si le Gouvernement qui n'a pas eu gain de cause, harcelé par l'opinion et sommé par elle de trouver un fait nouveau, obtient de recommencer le procès, où trouvera-t-il les arbitres?

Les membres du tribunal arbitral sont dispersés; ils peuvent être absents, malades, morts, comment faire alors?

Il faut bien distinguer deux points de vue: d'après celui du juris-consulte, il n'est pas douteux, qu'on doive demander la révision et même l'appel. D'après celui de l'homme pratique, c'est l'amour de la paix qui l'emporte: pour la sauvegarder, il veut couper court à tous les conflits par un moyen radical. La pacification de deux peuples est un résultat si important à ses yeux, qu'il ne veut pas risquer de la compromettre pour protéger quelques intérêts matériels, qui pourraient être éventuellement lésés.

C'est à ce dernier point de vue, qu'il croit nécessaire de se placer et qu'il demande en conséquence à la Commission de se prononcer contre l'article 54.

M. Seth Low prononce le discours suivant dont M. Raffalovich donne le résumé en français:

Dans l'organisation de la justice ordinaire de presque tous les pays représentés ici sinon de tous, on a prévu un recours pour rectifier les erreurs. Cette précaution a été prise, parce que l'expérience a montré que de semblables recours ou "revisions" augmentent les chances de faire bonne justice entre les hommes.

Je sais que l'arbitrage international n'est pas une question de justice ordinaire; il implique aussi, comme l'a dit M. de Martens, l'idée de terminer les litiges internationaux dans l'intérêt de la paix même si la solution est imparfaite.

Mais la nécessité d'accepter dans une assez large mesure cette imperfection fait précisément la faiblesse et non pas la force de l'arbitrage.

Je reconnaiss, comme on l'a dit, que tout arbitrage qui a été effectif jusqu'ici, l'a été en vertu d'un compromis qui ne prévoyait pas la révision. Mais d'autre part, cette Conférence se souviendra que dans les deux seuls traités contenant la clause d'arbitrage permanent, le traité Italo-Argentin, auquel on s'est déjà référé, et le traité Anglo-Américain qui n'a pas été ratifié, une disposition avait été insérée, afin de permettre la révision sous certaines conditions déterminées.

Cela signifie, je suppose, qu'un système permanent d'arbitrage, distinct de l'arbitrage spécial à des cas isolés, implique nécessairement que l'idée de rendre la justice aussi parfaitement que possible doit entrer en balance avec le désir de terminer un conflit.

J'ai confiance que cette Conférence accueillera l'idée de révision avec les précautions convenables, car il est certain que la procédure arbitrale doit admettre la possibilité d'une erreur, si de l'ensemble des jugements d'arbitrage doit se développer dans l'avenir un grand système de justice internationale.

M. Affer rappelle les paroles de l'un des préopinants: "les mesures radicales sont les meilleures". Il peut en être ainsi dans un parlement, où la majorité fait loi, mais dans une assemblée comme celle-ci, qu'on pourrait appeler un parlement international, il faut souvent tâcher de trouver un accommodement.

C'est là le but de sa proposition: il a tenu compte de toutes les
Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

bonnes raisons invoquées de part et d'autre. Les partisans de la révision auront satisfaction en voyant un article qui détermine la procédure d'une seconde audition et la désigne comme un moyen pratique à la portée de tous les Etats.

Les partisans de la non-revision seront aussi satisfaits par l'exclusion de la révision, à défaut d'une clause spéciale dans le compromis: si le compromis ne contient rien à ce sujet, la sentence arbitrale sera irrévocable.

M. Corragioni d'Orelli déclare que la Délégation de Siam ne pourrait voter le principe de la révision, soit dans la forme proposée par les Délégués Américains, soit dans celle proposée par M. Asser, que si le délai pendant lequel la révision pourrait être demandée était fixé à six mois au lieu de trois. Il n'a pas besoin d'insister sur les raisons de cette restriction: des difficultés peuvent résulter de la distance, à laquelle le siège du Tribunal d'arbitrage se trouvera éventuellement: or, le délai court du jour de notification et celle-ci se fait dans la ville où le tribunal est réuni.

M. le Jonkheer van Karnebeek a écouté avec attention ce qu'ont dit MM. Holls et Low. Son opinion n'est pas changée et il reste convaincu que la révision est dangereuse. D'ailleurs, tous les arguments des délégués américains portaient non sur une révision, mais sur un appel. Or, nous sommes presque tous d'avis qu'il ne peut s'agir d'appel.

Une autre objection est la détermination même de la procédure à suivre. On parle de „fait nouveau“: mais rien n'est plus difficile à définir: toutes les législations s'y sont heurtées; n'introduisons pas dans les rapports internationaux des difficultés déjà si grandes dans le droit interne.

Bien qu'il demeure convaincu du danger de la révision, il se rallierait cependant à la proposition transactionnelle de M. Asser; mais alors il faut réduire à 3 mois le délai de 6 mois, qui laisserait trop longtemps ouvertes les questions pendantes.

M. Holls déclare que la Délégation américaine se rallie à la rédaction de l'article 54 proposée par M. Asser.

Mais elle propose cet amendement que le délai sera déterminé dans chaque cas par les Parties.

MM. le Chevalier Descamps, Corragioni d'Orelli, Asser, de Martens, et le Comte Nigra se rallient à cet amendement.

La proposition de M. Asser est ainsi amendée et adoptée à l'unanimité.

Le Baron de Bildt signale une lacune de rédaction; le texte ne tient pas compte d'un fait nouveau qui se serait produit entre la clôture de l'instruction et le rendu du jugement.

Le Président dit qu'il sera tenu compte de cette très juste observation.

Il est donné lecture de l'art. 55:

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'elles ont conclu. Chacune de ces

Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'art. 56:

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des honoraires des arbitres et des frais du tribunal.

M. Holls réserve son opinion au sujet de cet article pour la seconde lecture.

Cet article est adopté.

Il est décidé que le Comité d'Examen se réunira mardi à 2 heures et la troisième Commission mercredi à 10 heures du matin.

La séance est levée.

Sixième Séance.

19 juillet 1899.

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le procès-verbal de la 5me séance est distribué en épreuve aux délégués et adopté sous réserve des rectifications qu'ils auraient ultérieurement à demander.

La discussion est ouverte sur le § 3 qui avait été réservé, lors de la première lecture du projet, pour permettre aux délégués de Roumanie, de Serbie et de Grèce de recevoir les instructions de leurs Gouvernements.

Le premier délégué de Roumanie, M. Beldiman, prend la parole en ces termes:

„La tâche qui m'incombe aujourd'hui n'est pas facile, j'en conviens, car elle va à l'encontre d'un courant d'opinion qui s'est formé dans cette haute Assemblée sous l'influence d'autorités incontestables, d'autorités de premier ordre en matière de droit international. Je prévois même que nous aurons contre nous presque toutes les sommités de la science du droit international, que nous sommes si justement fiers de compter parmi les membres de la Conférence. J'avoue que, dans ces conditions, la lutte serait par trop inégale, si elle devait se livrer exclusivement sur le terrain même de cette science. Mais ce qui m'encourage, c'est que, lorsqu'il s'agit de stipulations internationales à conclure qui touchent directement aux relations réciproques des Etats, la doctrine seule du droit international ne saurait décider en dernière instance; il faut encore qu'elle s'accorde avec les intérêts légitimes de la politique des Etats mis en cause.

Avant d'aborder cet ordre d'idées je tiens tout d'abord à déclarer, au nom du Gouvernement Royal, qu'après mûre réflexion, il n'est pas en mesure d'adhérer aux articles concernant les commissions internationales d'enquête, prévues au § 3 du projet de Convention.

Cette décision repose sur des considérations de diverse nature que je me permettrai de développer plus longuement, vu la gravité que cette question présente pour nous.

Tout en regrettant sincèrement que nous sommes obligés de nous prononcer contre la nouvelle institution de droit international qu'on tend à créer, je suis d'autre part heureux de pouvoir constater que la Roumanie n'est pas seule à soulever de sérieuses objections de principe à ce sujet.

Notre manière de voir est complètement partagée par la Grèce et la Serbie, et les Gouvernements de ces Etats, qui ont tant d'intérêts communs avec nous, estiment également que le projet de convention gagnerait beaucoup, s'il ne contenait pas le paragraphe concernant les commissions internationales d'enquête.

Quant à l'exposé que j'aurai l'honneur de faire, il est bien entendu que je ne parle qu'au nom de mon Gouvernement.

Je le répète, Messieurs, ce n'est pas sans longue et mûre réflexion que le Gouvernement Royal s'est arrêté, à sa résolution. Il a envisagé toutes les éventualités; il aurait certainement préféré ne pas intervenir dans ces débats d'une manière aussi incisive. Mais la responsabilité qu'il encourrait en acceptant ces dispositions, était trop grande; et il ne pouvait adhérer à une stipulation, qu'il considère comme préjudiciable aux droits et aux intérêts de notre Royaume. C'est donc dans l'accomplissement d'un devoir impérieux que le Gouvernement roumain m'a donné les instructions dont j'ai l'honneur d'être l'interprète.

C'est aussi pour ces mêmes raisons que je vous prie de me permettre de remonter un peu plus haut et d'insister sur l'esprit général qui anime mon Gouvernement à l'égard de la grande et belle œuvre à laquelle nous sommes conviés.

Comme nous attachons le plus grand prix à ce qu'il ne subsiste le moindre doute sur l'attitude de la Roumanie en cette occasion, je crois devoir me référer à des documents officiels.

Permettez-moi d'abord de citer brièvement la réponse du Gouvernement roumain en date du 14/26 janvier 1899 à la Circulaire de Son Exc. M. le Comte Mouravieff du 30 décembre dernier, réponse signée par le Président du conseil et Ministre des Affaires Etrangères d'alors Mr. Démètre Sturza.

Après avoir rappelé tout d'abord la profonde impression, le grand retentissement que la noble et magnanime initiative de S. E. l'Empereur Nicolas II avait produits dans le monde entier, la note résume les trois idées dominantes du programme que Son Exc. M. le Comte Mouravieff a communiqué aux Cabinets et qui est devenu la base même des travaux de la Conférence.

Le Ministre continue:

„Le Gouvernement de S. M. le Roi Charles, mon Auguste Maître, en analysant ce programme avec une attention toute sympathique, ne peut qu'y adhérer, en exprimant le désir vif et sincère de le voir accueillir favorablement par tous les Etats conviés à la Conférence“.

La note termine en ces termes:

„Veuillez donc, M. le Ministre, déclarer au Comte Mouravieff que le Gouvernement Royal, intéressé de si près au maintien de la paix, ne peut

qu'adhérer avec une vive satisfaction au programme proposé comme base des discussions de la Conférence; et exposer en même temps à Son Exc. les points de vue que je viens de développer et qui ont pour but de répandre d'une manière constante et pratique parmi les peuples le principe de la solidarité des Etats, indispensable au maintien de la paix générale que S. M. l'Empereur Nicolas II considère comme une des nécessités les plus senties et les plus urgentes de la vie prospère des nations".

Les instructions, relatives à la participation des Délégués roumains aux travaux de la Conférence, nous ont été données par le successeur de M. D. Sturza au Département des Affaires Etrangères, M. le Ministre Jean Lahovari, en date du 28 avril 10 mai 1899.

En voici le commencement:

Messieurs les Envoyés.

"Au moment où vont s'ouvrir les délibérations de la Conférence, réunie à La Haye à la suite de la généreuse initiative de S. M. l'Empereur de Russie, en vue d'assurer par une entente internationale à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable et avant tout d'arrêter le développement progressif des armements actuels, il est nécessaire de vous indiquer d'abord d'une façon générale l'esprit, dans lequel le Gouvernement de S. M. le Roi de Roumanie a accepté l'invitation qui lui a été faite, et dont vous devrez vous inspirer dans votre participation aux travaux.

"En ce qui touche le but que s'est proposé l'Empereur Nicolas et qui sera pour ce Souverain un titre éternel à la reconnaissance de l'histoire le Gouvernement Royal, d'accord en cela, je me plaît à le constater, avec tous les peuples et tous les Gouvernements, applaudit aux vues généreuses de Sa Majesté et s'efforcera de contribuer, dans la mesure de ses forces, au succès des travaux de la Conférence.

"Plus que toute autre nation peut-être, la Roumanie a besoin de jouir longtemps encore des bienfaits de la paix, pour réparer les maux que de longs siècles de calamités ont fait peser sur elle; la politique sage, pondérée et pacifique, dont elle ne s'est jamais départie depuis qu'elle a conquis la plénitude de son indépendance, le travail constant auquel elle se livre pour développer ses ressources, les grands travaux qu'elle a entrepris sur tous les points de son territoire, sont les plus sûrs garants des sentiments qui animent le Souverain et la Nation.

"C'est donc avec une vive satisfaction et le désir le plus sincère de voir les travaux de la Conférence aboutir à des résultats positifs et efficaces que nous envoyons nos représentants prendre part à ses délibérations."

Et plus loin, après avoir mentionné les difficultés naturelles que soulèvera nécessairement la discussion d'un des problèmes les plus élevés et les plus importants de la vie commune des peuples, notre Ministre continue:

"Il n'en est pas moins de notre devoir de chercher à seconder sincèrement les efforts de ceux qui ont entrepris une tâche aussi noble et de répondre avec empressement à l'appel qui a été adressé aux Puissances

secondaires de l'Europe. Et comme dans des questions qui soulèvent tant et de si grandes difficultés, les solutions les plus complètes ne sont pas les plus réalisables, je crois que d'une façon générale il faudra chercher toujours à appuyer de votre parole et de votre vote les propositions qui, sans être peut être les plus désirables, seront les plus acceptables pour tout le monde".

Tel est, Messieurs, l'esprit général qui animait dès le début mon Gouvernement à l'égard des problèmes humanitaires de premier ordre soulevés par la généreuse initiative de Sa Majesté le Czar.

Tel aussi a été l'esprit qui a dicté les instructions que nous avons reçues. Il ne m'appartient pas d'apprécier si, au courant de nos travaux communs, la délégation roumaine s'est suffisamment acquittée, dans la direction qui lui était prescrite, de la tâche honorable mais pleine de responsabilité qui lui était value. En tout cas, ce n'est pas la bonne volonté qui lui a fait défaut.

Mais ce qui est beaucoup plus important, ce que je tiens surtout à mettre en évidence, c'est l'attitude, on ne peut plus favorable, que le Gouvernement Royal n'a pas cessé d'observer à l'égard du programme et de l'ensemble des travaux de la Conférence; c'est le désir sincère dont il est pénétré de contribuer utilement à cette grande œuvre.

Je n'aurais pas eu besoin d'insister tellement sur ce point, si je ne parlais que pour les membres de cette haute Assemblée, qui sont en mesure de connaître et de juger les intentions du Gouvernement roumain.

Mais nos débats sont presque publics; et il s'est produit, en dehors de la Conférence, une certaine tendance à suspecter, à dénaturer même tout ce qui ne convient pas à ceux qui se sont érigés en censeurs de nos travaux, censeurs d'autant plus à leur aise que nous sommes sans défense vis-à-vis d'eux. Cette tendance, que je m'abstiens de qualifier, s'est manifestée à notre égard avant même que nous n'ayons eu l'occasion d'exposer devant la Conférence les vues du Gouvernement roumain sur les commissions internationales d'enquête.

Au plus forte raison, les objections que nous devons formuler aujourd'hui au sujet de ces dispositions, auront elles le même sort; et je n'ai pas d'autre moyen que ma parole dans cette enceinte, pour prémunir mon Gouvernement contre toutes sortes d'interprétations malveillantes qui ne manqueront pas de se produire.

Je passe à la question spéciale qui nous préoccupe en ce moment, c'est-à-dire à l'institution de commissions internationales d'enquête, prévue par le projet de Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Le Gouvernement roumain, complètement acquis au principe de l'arbitrage facultatif, tel qu'il était formulé au point 8 du programme de Son Exc. M. le Comte Mouravieff, et dont il apprécie toute l'importance dans les rapports internationaux, ne se croit pourtant pas engagé sur des questions, qui sortiraient évidemment de ce cadre.

En effet quels étaient les termes de ce point 8?

Les voici:

„Acceptation en principe de l'usage des bons offices, de la médiation et de l'arbitrage facultatif pour des cas qui s'y prêtent, dans le but de prévenir des conflits armés entre nations: entente au sujet de leur mode d'application et établissement d'une pratique uniforme de leur emploi“.

C'est à ce thème ainsi posé, qui ne contient rien, ni sur l'arbitrage obligatoire ni sur les commissions internationales d'enquête ayant un caractère obligatoire, que mon Gouvernement s'est empressé d'adhérer entièrement et sans la moindre réserve.

Permettez-moi de faire observer qu'en ce qui concerne l'interprétation à donner aux huit points, unanimement adoptés, qui forment le programme de nos travaux, la Conférence n'a pas procédé d'une manière tout-à-fait uniforme.

Il y a des matières où l'opinion a prévalu qu'il fallait se maintenir strictement dans le cadre qui avait été tracé à nos délibérations.

Ainsi la proposition américaine relative à l'inviolabilité de la propriété privée sur mer en temps de guerre, bien que se rattachant intimement aux thèmes qui étaient soumis à la Conférence, n'a pu être discutée, et nous avons du nous borner à exprimer le vœu que cette question si importante fût portée devant une autre Conférence. Et même ce vœu général qui ne contenait aucune indication sur la solution à donner au problème posé par la Délégation américaine n'a pu être adopté à l'unanimité!

Il en a été de même pour la proposition concernant le bombardement par des forces navales de ports, villes, villages ou autres points situés sur la mer et qui ne seraient ni fortifiés ni défendus. Sans vouloir empêter le moins du monde sur les nécessités de la guerre maritime, et tout en reconnaissant les conditions spéciales des opérations navales en présence d'une côte, il existait pourtant un fort courant dans cette Assemblée, un désir presque unanime, d'assimiler dans une certaine mesure quant à l'interdiction du bombardement par des forces navales, les villes, villages ou autres bâtiments, non défendus, situés au bord de la mer, à ceux que l'article 25 du Projet de Convention sur les lois et coutumes de la guerre garantit contre une destruction par l'artillerie de terre. On nous a objecté que cette question, qui touchait pourtant de si près au sort des populations maritimes, sortait du cadre qui avait été assigné à nos travaux. Pour cette raison le vœu tout-à-fais général de recommander la question à une future Conférence, — vœu dépourvu de toute indication quant à la solution — n'a également pas pu réunir l'unanimité du nos suffrages?

D'autre part, nous avons été beaucoup plus larges en ce qui concerne l'arbitrage international prévu au point 8.

Et il y aurait peut-être lieu de se demander si, à l'égard des différentes matières, on n'a pas employé sans le vouloir deux poids et deux mesures.

Mais il n'entre nullement dans ma pensée de poser ici, ce qu'on appelle la question préalable. L'ensemble du projet qui nous est soumis est trop important pour qu'on puisse lui opposer une formule de procédure. Il s'agit du fond même qui préoccupe surtout mon Gouvernement.

Et s'il est, j'en suis certain, tout disposé à examiner, dans l'esprit si favorable, qui l'anime à l'égard de ce projet, toutes les propositions qui constituent le développement, l'élargissement même du thème formulé au point 8, on ne saurait pourtant, en bonne justice, lui en vouloir, s'il ne peut adhérer à des stipulations qu'il ne croit pas compatibles avec les droits et les intérêts de la Roumanie et qui, à son avis, ne sont pas de nature à faciliter dans certains cas les bons rapports que notre pays a tant à cœur de maintenir avec toutes les Puissances.

Il est évident que si le Gouvernement Royal avait été informé dès le début que l'institution des commissions internationales d'enquête avec force obligatoire serait considérée comme rentrant dans le cadre du huitième thème, il se serait empressé de formuler immédiatement ses sérieuses objections sur ce point spécial, tout en se déclarant acquis au principe de l'arbitrage facultatif.

Tel n'a pas été le cas.

Nous nous sommes trouvés d'abord en présence du projet primitif russe qui a traversé successivement différentes phases avant que le projet actuel ne nous fût communiqué, il y a à peine dix jours, comme résultat final des délibérations du Comité d'Examen.

Dès qu'il eût pris connaissance du projet primitif, mon Gouvernement a attiré tout de suite notre attention sur les graves inconvénients que les commissions internationales d'enquête présentaient au point de vue roumain.

Et, pourtant, dans le projet primitif, cette institution n'avait pas précisément le même caractère que dans le projet actuel. Ce dernier, qui n'est connu au Gouvernement Royal que depuis quelques jours, n'a pu que confirmer d'avantage à Bucarest, les appréhensions de la première heure.

Et si les commissions d'enquête qui figuraient dans le projet primitif ne nous paraissaient guère acceptables pour notre pays, cette innovation telle que le projet actuel tend à l'introduire dans le droit international, l'est encore moins.

Je passe à l'analyse des dispositions de l'article 9. Tout d'abord, il y a une différence essentielle à établir entre les commissions mixtes d'enquête, telles qu'elles se pratiquent souvent, surtout entre Etats voisins, et l'institution de droit international qui nous est proposée aujourd'hui. La Roumanie, par exemple, a maintes fois eu recours, dans ses rapports de voisinage avec la Russie, l'Autriche-Hongrie ou la Bulgarie à de pareilles commissions mixtes dont la mission était de constater ou d'éclaircir sur les lieux mêmes, les faits qui avaient donné lieu à un incident ou une contestation. Ces commissions ont souvent fonctionné très utilement, en fournissant aux Gouvernements intéressés les données nécessaires pour apaiser, d'un commun accord, les différends que certains faits d'ordre local avaient pu provoquer. A ce point de vue, — mais uniquement à ce point de vue tout-à-fait général —, notre éminent rapporteur M. Descamps a pu dire que les commissions d'enquête, dont traite le § 3, ne constituaient

pas une innovation. Je ne puis nullement partager cet avis quant au principe obligatoire que le Comité d'Examen a cru devoir adopter, et quant à la composition de ces commissions telles qu'elles sont prévues par l'article 10. Il y a là, au contraire, une innovation très importante en matière de droit international, innovation qui tend à changer complètement le caractère des commissions mixtes dont je parlais tout à l'heure. En effet, ces dernières n'entrent aujourd'hui en fonction qu'en vertu d'un accord absolument spontané entre les Gouvernements directement intéressés dans le litige, et non en vertu d'une stipulation internationale. Or, l'article 9 dit expressément: „Les Puissances signataires . . . conviennent de recourir . . . à l'institution des Commissions internationales d'enquête.“ Il y a donc là un engagement formel qu'un Etat pourra toujours invoquer vis-à-vis de l'autre quand les avis sur l'opportunité ou la nécessité d'une pareille commission sont partagés! Cette obligation, limitée il est vrai, par certaines clauses que nous examinerons à l'instant, ne constitue-t-elle pas une véritable innovation en cette matière? Certainement. Et nous ne croyons pas que cette innovation soit heureuse.

Au contraire, si ce principe nouveau venait à être adopté pour les cas si fréquents d'enquêtes locales qui jusqu'à présent étaient complètement laissés à la libre appréciation des Gouvernements, il est à craindre que l'application pratique de cette disposition obligatoire, loin de faciliter la solution des litiges en question, ne provoque, au contraire, de sérieuses difficultés. Car être obligé d'admettre, en certains cas, une enquête internationale en vertu d'une stipulation, au lieu d'avoir, comme par le passé, pleine et entière liberté d'action à cet égard, cela peut, à un moment donné, présenter pour un Etat de graves inconvénients politiques.

Mais, avant de m'occuper de ce côté politique de la question, — côté qui semble inhérent au principe obligatoire même —, je dois signaler encore une innovation, non moins importante que la première et concernant la composition des Commissions internationales chargées de procéder à une enquête locale.

Si le projet que nous discutons devenait droit public, ce ne seraient plus exclusivement, comme aujourd'hui, les représentants des Etats directement intéressés dans le différend qui feront partie de ces Commissions, mais la porte sera désormais ouverte à l'intervention de tierces Puissances étrangères au litige (Diverses interruptions de la part des membres du Comité d'Examen: C'est une erreur!)

M. Beldiman continue: Permettez-moi, Messieurs, de m'expliquer.

L'article 10 du projet dit que les Commissions seront constituées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 31 de la présente Convention.

Or, ce dernier article traite de la constitution du tribunal arbitral, dans lequel peuvent évidemment entrer comme membres ou surarbitres des représentants de tierces Puissances. (interruptions).

J'entends qu'on m'objecte que ces tierces Puissances seront choisies par les Parties en litige elles-mêmes. Parfaitement. Il n'en est pas moins

vrai qu'en constituant de la sorte les commissions d'enquête, on modifie complètement leur caractère actuel. Elles cessent d'être un moyen d'investigation administrative que les Gouvernements, mis en cause, adoptent ou non, selon leur convenance, pour revêtir l'autorité d'une institution de droit international. C'est là un point essentiel, une question de principes dont on ne saurait méconnaître ni la haute importance en ce qui concerne l'engagement à prendre, ni les conséquences pratiques qui doivent nécessairement en découler. Pour préciser encore mieux notre pensée, comparons la situation actuelle de la Roumanie se trouvant dans le cas de prendre une résolution au sujet d'une commission d'enquête à celle qui nous serait créée, si nous souscrivions à cette stipulation.

Aujourd'hui, si, à la suite d'un incident quelconque, notre Gouvernement était appelé à statuer sur l'opportunité d'une pareille mesure — ces cas arrivent assez fréquemment — il est absolument libre de prendre telle décision qu'il jugera utile sans être lié par un engagement international. Demain, c'est en vertu de l'article 9 de la présente Convention qu'on pourra, qu'on aura même le droit, de nous proposer une Commission d'enquête dans des circonstances qui, peut-être, ne nous conviendraient pas. Il ne suffira donc plus d'apprécier seulement les faits qui se sont produits et la situation politique, à laquelle ces faits se rattachent; toute la question se compliquera de l'application, dans l'espèce, d'une convention internationale qu'on pourra invoquer contre nous, si nous ne croyons pas pouvoir accéder à la demande qui nous est faite. La discussion même de savoir s'il y a lieu ou non, de recourir à une commission d'enquête conformément à l'article 9, les divergences de vues inévitables sur l'interprétation à donner à cette stipulation, toutes ces difficultés de droit viendront se greffer sur les incidents de fait et ne contribueront certes pas à faciliter leur aplanissement.

Il est évident pour nous que la Roumanie — et les deux Etats qui partagent notre manière de voir, seront dans le même cas — se trouvera, par suite de la nouvelle institution qu'on voudrait créer, dans une situation beaucoup moins favorable, dans une situation inférieure à celle d'aujourd'hui, quand il s'agira de se prononcer sur une proposition qui nous serait faite par un Gouvernement de recourir à une Commission d'enquête. .

On nous fait observer pourtant que la clause qui réserve expressément les questions de fait, où l'honneur ou les intérêts vitaux des Puissances en litige seraient engagés, ainsi que la formule „en tant que les circonstances le permettent“ offrent des garanties suffisantes pour parer à bien des inconvénients que je viens de signaler.

Nous sommes, je dois l'avouer, loin d'être aussi rassurés à ce sujet. D'abord, il ne convient pas d'invoquer, à chaque occasion, l'honneur et les intérêts vitaux d'un pays.

Nombre de cas peuvent se présenter très importants pour notre Royaume, où cependant on ne saurait dire, en bonne conscience, que l'honneur ou les intérêts vitaux sont directement en jeu. Et pourtant, il pourrait être contraire aux intérêts bien entendus de la politique de notre

Estat d'admettre dans ces cas, une commission d'enquête pour des raisons qu'on ne trouve peut-être pas opportun de discuter.

Pourquoi s'exposer à devoir justifier un refus, concernant l'application d'une stipulation internationale? Quelle nécessité y a-t-il de compliquer la discussion par des considérations aussi délicates comme celles touchant l'honneur d'un Etat ou ses intérêts vitaux, quand, aujourd'hui, chaque Gouvernement est absolument libre de décider s'il y a lieu ou non de recourir à une commission d'enquête? Et puis, dans la question de savoir, si, dans tel cas, l'honneur ou les intérêts vitaux sont plus ou moins engagés — question soulevée pas l'article 9 — n'y a-t-il pas une marge trop grande, laissée à diverses appréciations? Et la partie ne sera-t-elle pas souvent inégale entre les différentes Puissances que se trouveront en présence?

Telles sont les sérieuses préoccupations que nous inspire cette clause, qui, rattachée au principe obligatoire de l'article 9, nous semble plutôt contenir des germes de discorde, des éléments de complications, que des garanties suffisantes contre des prétentions qui pourraient se produire à l'encontre de nos intérêts légitimes.

On pourrait, il est vrai, donner à cette clause une toute autre interprétation. On pourrait la considérer comme un prétexte commode pour éluder, le cas échéant, la stipulation relative à ces commissions internationales d'enquête. J'ai même entendu dire, qu'en somme, l'article 9 n'engageait pas à grand'chose, qu'il y avait toujours moyen de se soustraire au principe obligatoire qu'il contenait, invoquant la clause de l'honneur et des intérêts vitaux ou en faisant valoir des circonstances spéciales qui ne permettraient pas l'institution de la Commission d'enquête. Tel ne saurait être le point de vue d'un Gouvernement soucieux de sa dignité, soucieux de faire toujours loyalement face à ses engagements.

Le Gouvernement de mon Auguste Souverain préfère s'opposer franchement à cette partie du projet, en exposant devant cet aréopage du monde civilisé les raisons qui l'empêchent de l'adopter, que d'y souscrire avec l'arrièrepensée qu'il lui sera loisible de se dérober plus tard, par des interprétations spacieuses ou des subterfuges à l'application du principe même qui régit ces dispositions et qu'il n'aurait accepté que pour la forme.

Nous estimons, Messieurs, que pour la politique, surtout des petits Etats, la parfaite loyauté dans les rapports internationaux est une force et la meilleure sauvegarde de leurs intérêts.

C'est à ce point de vue que nous nous plaçons, en venant déclarer franchement et sincèrement que la Roumanie — se basant sur l'expérience acquise au cours des trente dernières années, où elle a eu tant et de si grandes difficultés à surmonter pour arriver à sa situation actuelle — ne peut considérer l'institution de Commissions internationales d'enquête dans les conditions formulées par ce projet, comme un moyen pratique et utile pour régler à l'amiable des litiges d'ordre local.

Ma tâche serait de beaucoup facilitée, si je pouvais citer des exemples à l'appui des arguments que j'ai eu l'honneur d'indiquer, exemples qui mettraient encore plus en lumière le bien fondé de nos observations.

Mais, je ne voudrais pas m'exposer à toucher à des questions politiques que Son Exc. M. le Comte Mouravieff a si sagement exclues de nos débats.

Toutefois, en thèse générale, et sans examiner des cas spéciaux qui seraient pourtant instructifs, nous croyons qu'il est impossible de légitérer *in abstracto* sur une matière qui traite du règlement des litiges internationaux, sans tenir compte des conséquences pratiques que les dispositions projetées peuvent avoir pour les rapports politiques des Etats.

S'il nous était permis de considérer l'article 9 uniquement au point de vue de la doctrine pure, il n'y aurait certes rien à redire; et ces prescriptions correspondent bien aux excellentes intentions pacifiques de leurs auteurs.

Seulement, permettez-moi de le dire, nous sommes ici, avant tout, une Assemblée d'hommes politiques, auxquels sont confiés les intérêts des Etats que nous avons l'honneur de représenter. Et comme tels, nous avons le devoir de tenir compte des exigences de la politique, comme, dans une toute autre matière — la Déclaration de Bruxelles — nous avons été obligés de tenir compte des nécessités de la guerre. Nous étions tous inspirés du vif désir d'adoucir autant que possible les maux de la guerre; et les efforts de cette haute Assemblée pour traduire en fait les sentiments humanitaires qui l'animaient, resteront une des plus belles pages de ses délibérations.

Malheureusement, la réalité des choses est souvent plus forte que les meilleures intentions. Et plus d'une fois les nécessités de la guerre ont apposé une barrière infranchissable à la réalisation de voeux sincères que tous nous partagions.

Il en est de même dans le domaine de la politique internationale. Nous avons beau vouloir en faire abstraction dans un but certainement des plus élevés, les exigences de cette politique, la réalité inexorable des choses s'imposera de nouveau, quand demain, chacun de nous rentrera dans sa sphère d'action habituelle.

C'est dans cet ordre d'idées que nous croyons utile de rappeler dès aujourd'hui que ces stipulations relatives aux commissions d'enquête ne sauraient être envisagées seulement au point de vue de la doctrine du droit international, mais qu'elles sont appelées, dans leur application pratique, à intervenir dans les relations politiques des Etats. La Roumanie qui a pris, il y a une vingtaine d'années, place parmi les Etats indépendants de l'Europe, n'a pas cessé un instant de vouer tous ses efforts à une politique sincèrement pacifique.

Cette politique a fait ses preuves pendant vingt ans; et ce n'est pas dans cette Assemblée qui compte parmi ses membres tant d'hommes d'Etat éminents prenant une part active aux affaires internationales, qu'il est nécessaire de démontrer la politique constante, suivie par notre Royaume, qui est heureux et fier d'avoir pu se concilier ainsi l'approbation et la confiance de toutes les Grandes Puissances.

Si parfois, au delà de nos frontières, l'horizon s'assombrissait de nuages

menaçants qui présageaient une tempête violente pleine de périls pour tous, ce n'est jamais de notre territoire que sont partis les éclairs.

L'histoire appréciera ce que la Roumanie, dans sa sphère modeste, a pu contribuer au maintien de la paix dans une partie de l'Europe, qui a souvent donné lieu à des inquiétudes. Notre pays, en tout cas, n'oublie pas la reconnaissance qu'il doit aux Grandes Puissances pour l'appui si efficace, qu'elles ont toujours prêté à son développement et à sa consolidation.

C'est dans cette pensée que la Roumanie se croit autorisée aujourd'hui à Vous soumettre ses objections très-sérieuses et fondées sur une longue expérience, contre une institution qui ne lui semble pas conforme à l'esprit général d'apaisement et de concorde qui inspire l'ensemble du projet de convention. A notre avis, l'économie générale de ce dernier ne souffrirait nullement, bien au contraire elle gagnerait, si on pouvait renoncer aux articles concernant les commissions internationales d'enquête.

Nous osons espérer que le Gouvernement Impérial de Russie, dans l'esprit généreux qui dirige les propositions qu'il a soumises à la Conférence, voudra bien se demander s'il faut vraiment attacher tant de prix au maintien de ce paragraphe. Diminuera-t-on l'œuvre générale de l'arbitrage qui sera consacrée par cette convention, si les commissions d'enquête obligatoires n'y figurent plus?

Nous ne le pensons pas.

Il ne peut entrer dans l'intention des Puissances qui ont collaboré en première ligne à ce projet de faire adopter définitivement par la Conférence les stipulations que la Roumanie, et avec nous la Grèce et la Serbie, considéreraient comme un amoindrissement de leur situation actuelle, acquise au prix de tant de sacrifices.

Non, Messieurs, notre œuvre commune est trop belle pour qu'on y laisse subsister une note discordante.

C'est pourquoi le Gouvernement Royal m'a chargé de faire un appel chaleureux à cette haute Assemblée, et surtout aux Représentants du Gouvernement Impérial de Russie, afin que nos objections de principe, fondées en même temps sur une politique, dont la direction éminemment pacifique ne saurait être mise en doute, soient prises en bienveillante considération. Je termine en vous priant de m'excuser si j'ai retenu votre attention plus longtemps que d'habitude.

Mais la question qui nous préoccupe en ce moment présente pour notre pays trop d'importance, pour pouvoir être traitée brièvement. Je n'ai pas la prétention d'être orateur; loin de là. Ce que je désire être surtout, c'est l'interprète fidèle des vues et des instructions de mon Gouvernement, le défenseur dévoué des droits, des intérêts et de l'avenir de notre Royaume, et le partisan non moins dévoué des excellents rapports que la Roumanie est heureuse d'entretenir avec toutes les Puissances et notamment avec ses voisins."

M. Veljkovitch prononce le discours suivant:

„Au nom de la délégation de Serbie, j'ai l'honneur de déclarer que

nous nous associons pleinement aux arguments qui viennent d'être présentés tout à l'heure par M. le délégué de Roumanie en faveur de notre motion commune pour la suppression du paragraphe 3 du Projet de convention que nous discutons en ce moment. En même temps, qu'il me soit permis d'ajouter à ses observations quelques considérations qui me paraissent de nature à mériter l'attention de cette honorable Assemblée.

Et d'abord, nous tenons à ce qu'il soit bien établi qu'en demandant la suppression du § 3 concernant les Commissions internationales d'enquête, nous ne voulons pas dire que nous sommes absolument et dans tous les cas hostiles à cette institution. Nous sommes, au contraire, prêts à reconnaître que, dans des circonstances spéciales et exceptionnelles, les Commissions internationales d'enquête, librement consenties par les parties intéressées, peuvent rendre de grands services. Elle peuvent, notamment, donner à une enquête sur des faits matériels une autorité que l'opinion publique des Etats tiers ne voudra, peut-être, pas toujours, reconnaître aux enquêtes faites par les seules autorités nationales, surtout lorsque pareille enquête aura été faite au milieu d'une opinion publique surexcitée par quelque évènement politique auquel se rattache l'objet de l'enquête.

Mais ces circonstances-là sont des circonstances exceptionnelles. Elles ne sauraient donc, en aucune façon, autoriser ni justifier la généralisation du procédé.

Car, il y a une chose dont il importe, à notre avis, de bien se rendre compte. C'est qu'il y a au fond de toute demande d'enquête internationale une sorte de doute, plus au moins direct, au sujet de l'impartialité de l'enquête faite par les seules autorités nationales de l'autre Etat. Et d'autre part, l'acceptation par un Etat de la proposition de nommer une Commission internationale d'enquête implique le consentement de soumettre l'action de ses propres autorités, du moins pour tel et tel fait déterminé, à un sorte de contrôle international.

Or, ce doute sur l'impartialité des autorités d'un autre Etat, ce contrôle consenti sur ses propres autorités, c'est là un terrain sur lequel il me semble qu'on ne saurait jamais s'engager avec assez de prudence.

Parmi les susceptibilités qu'ont tous les Etats, il y en a qui sont incontestablement légitimes et qu'il importe au plus haut degré de ne pas froisser, sous peine de discréditer l'institution toute entière dont l'emploi inopportun a provoqué le froissement.

Cependant, l'art. 9 du projet de convention, du moins tel qu'il se trouve actuellement devant nous, est loin de nous offrir une garantie quelconque contre l'usage inopportun des commissions internationales.

En effet, les litiges que l'article 9 exclut de la compétence des commissions internationales d'enquête sont les litiges où se trouvent engagés l'honneur national ou les intérêts vitaux des Etats.

Cette formule est, sans doute, excellente en théorie. Et même au point de vue pratique, il n'y a rien à y reprendre pour les rapports des grands Etats entre eux. Mais pour les rapports des grandes Puissances d'un côté et des petites Puissances de l'autre, il nous semble permis de

nous demander si, en pratique, les grandes Puissances se montreront toujours disposées à reconnaître aux petites Puissances le mêmes susceptibilités en matière d'honneur et d'intérêts vitaux qu'elles ne manqueront certainement pas d'avoir elles-mêmes. Les petites Puissances ne seront-elles pas quelquefois entraînées dans des discussions humiliantes sur la question de savoir si, dans tel ou tel cas, leur honneur national est réellement engagé, tandis qu'au contraire, il suffira le plus souvent aux grandes Puissances d'invoquer l'argument de l'honneur national pour mettre immédiatement les petites Puissances dans l'impossibilité morale de provoquer décemment une discussion à ce sujet.

Il y a donc dans la clause d'honneur de l'art. 9 une source d'inégalité de traitement entre les grandes et les petites Puissances, inégalité que nous pourrons, quelquefois, étant les plus faibles, être forcés de subir en fait, mais qu'il nous est absolument impossible de consacrer en droit et de sceller par nos signatures dans une convention internationale.

Et ce n'est pas tout. Car même lorsqu'il sera avéré et réciproquement reconnu que ni l'honneur national, ni les intérêts vitaux ne sont en jeu, il reste toujours la clause en vertu de laquelle les Puissances auraient la faculté de ne recourir aux Commissions internationales d'enquête que si les circonstances le permettent.¹ Or, il n'est pas nécessaire d'être très initié à la vie politique internationale pour savoir que les circonstances permettent bien souvent beaucoup de choses aux grands et aux forts uniquement parce qu'ils sont grands et forts.

La garantie résultant de la disposition „en tant que les circonstances le permettent“ n'est donc pas une garantie réelle. Le vague de cette disposition se traduira le plus souvent, en pratique, par la possibilité pour les grands Etats d'imposer aux petits la nomination d'une Commission internationale d'enquête toutes les fois qu'ils le jugeront à propos; le cas inverse, au contraire, ne pourra jamais avoir lieu.

Or, une institution — fût-elle la meilleure — qui ne fonctionnerait que lorsque l'un des contractants le voudra, ne pourra jamais être considérée comme étant en harmonie avec les exigences d'honneur et de dignité de l'autre contractant.

Dans ces conditions, la nature de l'institution des commissions internationales serait changée. Pour l'opinion publique des petits Etats elles ne seraient plus exclusivement un moyen destiné à rechercher impartialement la vérité des faits en vue de faciliter l'œuvre de la justice; elles seraient surtout un signe extérieur d'infériorité et de dépendance et, à ce titre, l'opinion publique des petits Etats ne les admettrait jamais.

En les adoptant pour notre part, il me semble que nous ne pourrions guère nous targuer d'avoir fait faire une progrès au droit international. Une institution qui ne ferait que seconder les forts dans leur situation déjà forte, vis-à-vis des petits et des faibles, serait directement contraire, non seulement à la tendance du droit international, mais aussi à toute idée de justice et d'équité en général.

Si les commissions internationales d'enquête pouvaient être organisées

de façon que l'engagement d'y recourir soit également et sérieusement applicable à tous les contractants, je crois, Messieurs, qu'il y aurait alors moyen de nous entendre. Mais, du moment que le Comité d'Examen, composé de tant d'hommes éminents et des plus compétents en la matière, n'a pas réussi, après des études aussi longues qu'approfondies, à nous présenter une rédaction exempte de reproches aussi graves que me paraissent être ceux que je viens d'exposer — j'en conclus que la matière n'est pas encore assez mûre pour entrer dans le droit international conventionnel. Nous avons déjà, au cours de nos travaux, rencontré des difficultés analogues. Nous les avons tournées alors en laissant la matière toute entière dans le domaine du droit international non écrit, en exprimant l'espoir que le sentiment de la solidarité internationale se développant et le progrès des moeurs aidant, il n'en resulterait pas dans la pratique des abus criantes. C'était la décision qui nous paraissait s'imposer alors; c'est aussi la solution à laquelle il me parait presque inévitable de recourir maintenant.

Telles sont, Messieurs, les raisons pour lesquelles — sans nous attaquer à l'institution considérée en elle-même — nous avons cru devoir demander la suppression du § 3 du Projet, relatif aux Commissions internationales d'enquête".

M. Delyanni, Délégué de Grèce prend la parole en ces termes:

„Après l'exposé aussi clair et aussi lumineux que mon collègue de Roumanie a fait de la motion qu'il a eu l'honneur de présenter à la Commission, sur le troisième chapitre du projet de convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, et les développements très détaillés avec lesquels M. le Délégué de Serbie l'a accompagné, il ne me reste plus rien à ajouter pour appuyer les motifs qui les ont amenés à vous soumettre cette proposition, et je me borne à la recommander, moi aussi, à la bienveillante attention de la Commission, espérant qu'elle voudra bien l'examiner avec l'espoir d'arriver à une entente qui est désirée par tous, surtout à la fin de nos travaux.

M. le Docteur Stancioff désire répondre en quelques mots à l'argumentation des précédents orateurs. M. Beldiman a dit qu'on ne devait pas souscrire à des engagements avec l'arrière pensée de ne pas les tenir. Pas plus que lui, M. Stancioff ne désire se cacher derrière des formules qu'il aurait acceptées parce qu'elles ne l'engageraient à rien. Mais telle n'est pas ici la situation.

L'institution des Commissions Internationales d'enquête avec l'organisation que leur assure le projet, laisse aux Etats toutes les garanties d'indépendance qu'ils peuvent désirer. M. Stancioff cite la clause qui prévoit le fonctionnement de la Commission „en tant que les circonstances le permettent“ Il rappelle également la stipulation qui porte que „les parties intéressées conviennent de recourir, etc.“.

Ces dispositions paraissent laisser aux Etats toute liberté d'appréciation et d'action et elles garantissent que le litige se déroulera entre les parties intéressées, en dehors de toute intervention de Puissances étrangères au conflit.

M. Stancioff insiste sur la composition des Commissions telle qu'elle ressort de l'art. 31. Ce sont les deux pays en litige qui auront, dans le sein de la Commission, des représentants librement choisis, avec un tiers faisant fonction de président impartial. C'est encore là une sérieuse garantie.

M. Beldiman a rappelé que les Commissions internationales mixtes existent déjà et il a mis en lumière les différences qui lui semblent exister entre ces Commissions et l'organisme créé par le projet actuel. M. Stancioff pense qu'il y a, entre ces deux institutions, la même différence qu'entre l'usage et la loi écrite et il dit qu'on ne peut que se féliciter quand le progrès des idées fait succéder la dernière à l'autre.

Passant à l'article 13, M. Stancioff fait ressortir combien cette disposition donne aux Etats de liberté d'action en ce qui concerne le fonctionnement des commissions d'enquête. Il rappelle que le rapport de la commission d'enquête n'a aucunement le caractère obligatoire d'une sentence arbitrale. Ce rapport constate les faits et permet ainsi de gagner du temps et de calmer les esprits; il aide puissamment à l'apaisement et à la solution du conflit.

En terminant, M. Stancioff dit qu'il ne partage pas les appréhensions qui ont été émises au sujet du danger que les Commissions Internationales d'enquête feraient courir aux petits Etats. Il tiendrait seulement à ce que l'on modifiât légèrement le texte de l'article 9 de façon à faire ressortir que les Commissions d'enquête sont en réalité facultatives comme le prévoit au fond l'article 9, sans que les termes en soient tout à fait explicites.

Il demanderait encore à amender l'article 13 de façon à bien marquer que les Etats en litige ont la faculté de considérer le rapport de la Commission, si cela leur paraît plus utile, comme non avenu.

L'amendement de M. Stancioff serait le suivant:

Art. 13 „il laisse aux Puissances en litige entière faculté soit de conclure un arrangement amiable sur la base de ce rapport, soit de considérer celui-ci comme non-avenu.“

M. Rolin, délégué de Siam, fait la déclaration suivante:

„Les délégués de Siam ont reçu la mission expresse de ne négliger aucune occasion de témoigner ici du désir qui anime S. M. le Roi de Siam de répondre à la noble initiative de S. M. l'Empereur de Russie, en contribuant à établir l'entente des Puissances représentées à la Haye. Les vues du Gouvernement siamois sont tout spécialement favorables à la conclusion d'une convention pour le Règlement pacifique des conflits internationaux et les articles 9 à 13 du projet, relatifs aux commissions internationales d'enquête, seront notamment l'objet d'un vote favorable de notre part.

„Nous serons particulièrement heureux d'émettre ce vote et nous souhaitons vivement que ces articles soient adoptés, car, suivant notre conviction, il est de l'intérêt essentiel du Gouvernement siamois de faire connaître et constater la vérité dans toutes les affaires qui le concernent. Il n'y a du reste pas de doute que la connaissance exacte et complète

des faits soit de nature à favoriser la solution pacifique des litiges, en empêchant les Gouvernements de se tromper et l'opinion publique de s'égarer.

Nous considérons de plus qu'il sera fort rare qu'un différend entre Etats porte exclusivement sur une question de fait et que la constatation des faits ne sera généralement que le prélude naturel et même nécessaire d'un débat juridique. Nous estimons donc que l'arbitrage devra normalement faire suite à l'enquête à défaut d'entente immédiate. C'est dans cette conviction que nous venons déclarer que le Gouvernement siamois sera sans doute amené à considérer l'accord en vue d'un arbitrage éventuel ou, en d'autres termes, la conclusion préalable d'un compromis comme la principale circonstance qui lui permettrait de consentir à ce qu'une commission internationale d'enquête vienne s'enquérir de faits litigieux sur son territoire.

„Nous demandons acte de cette déclaration.“

Il est donné acte à M. Rolin de sa déclaration.

M. le Chevalier Descamps dit qu'il a le devoir de défendre les conclusions adoptées à l'unanimité par le Comité d'Examen et qu'il est prêt à les exposer plus en détail, si cela est nécessaire. Les délégués sont tous venus ici animés d'un double sentiment, celui d'un dévouement sincère à la cause de la paix et du rapprochement des peuples, et celui d'un attachement inébranlable à leur patrie. M. le Chevalier Descamps a la conviction que ces deux sentiments peuvent s'harmoniser. Il est manifeste que chacun a le droit et le devoir d'examiner la question au point de vue de l'Etat qu'il représente. Il est clair aussi que l'institution peut ne pas être envisagée par tout le monde de la même manière. Il est parfaitement légitime que les petits Etats la considèrent à leur point de vue particulier. Cependant, M. le Chevalier Descamps croit qu'il sera possible de donner satisfaction à tous dans une large mesure en ne supprimant pas une série de dispositions auxquelles le Comité d'Examen a donné son adhésion.

Ce qui a été fait dans cet ordre d'idées par le Comité, l'a été à l'unanimité. Personne n'a songé à nier le caractère bienfaisant des commissions d'enquête. Toutefois, en ce qui concerne le caractère à leur donner, certaines divergences se sont fait jour.

Avant d'entamer ce point, il paraît nécessaire au Rapporteur de déterminer une question soulevée par M. Beldiman, question qui, à son avis, n'a pas de raison d'être. M. le Délégué de Roumanie a contesté la compétence de la Commission, en se fondant sur une interprétation du thème huit de la Circulaire russe du 30 décembre 1898. Si cette interprétation était adoptée, on arriverait à des conséquences peu admissibles. Deux raisons décisives semblent contre cette interprétation. Il faut voir toute la Circulaire de Son Exc. le Comte Mouravieff; ce qu'elle propose, ce sont des thèmes conçus en traits généraux et non une solution de varietur. En outre, il est nécessaire de tenir compte également de la Circulaire de Son Exc. M. de Beaufort, qui soumet à l'examen de la

Conférence „toutes les autres questions qui se rattachent“ au programme tracé par la Circulaire de Son Exc. le Comte Mouravieff. Dans ces conditions, il est impossible de contester la compétence de la Haute Assemblée. Si l'on adoptait une solution contraire, au lieu de marcher en avant, on devrait retrograder, puisqu'il existe des traités prévoyant des cas d'arbitrage obligatoire.

Ce point paraît hors de doute. Et de plus on ne saurait méconnaître les intentions du Gouvernement Impérial Russe qui lui-même, dans le premier projet qu'il a soumis à la Conférence, énumérait des cas d'arbitrage obligatoire.

M. Beldiman a dit que le projet gagnerait à la suppression du § 3. Le Rapporteur est d'un avis contraire. Le Comité a essayé d'adopter un ensemble de dispositions qui se tiennent, qui ont trait au maintien général de la paix et qui, en cas de conflit grave, prévoient la médiation et les bons offices. En outre, pour les cas où des questions de droit ou des questions de fait soulèvent des différends entre les Etats, on a prévu d'une part l'arbitrage, d'autre part les Commissions internationales d'enquête. La mission des Commissions internationales d'enquête est simplement d'élucider des points de fait. Si cette mission devait entraîner d'autres conséquences, cela irait à l'encontre du but proposé.

M. Beldiman a dit que la première rédaction, celle du projet Russe, était plus acceptable. Nous lui ferons observer que la rédaction nouvelle a été formulée dans le but de supprimer le caractère obligatoire des dispositions primitives. Cette interprétation a été acceptée par tous les membres du Comité d'Examen.

Le Rapporteur fait observer que le texte du projet soumis aux délibérations vise les Puissances intéressées au litige à l'exclusion de l'intervention d'autres Puissances. Les intentions du Comité d'Examen et le sens manifeste de l'article donnent satisfaction à M. Beldiman.

L'honorable délégué de Roumanie a dit que les commissions constituent une innovation. Il faut s'entendre. Les Commissions mixtes existent et fonctionnent depuis longtemps. On cherche à les améliorer. Toutefois, les anciennes commissions mixtes et l'institution actuelle constituent deux organes de même espèce.

Le Rapporteur, sans vouloir insister sur tous les points signalés par M. Beldiman, croit qu'il faut se garder de vues trop absolues. Une chose l'a surtout frappé dans l'ensemble des objections présentées, c'est qu'elles se sont adressées à l'institution elle même que M. Beldiman a condamnée en bloc, sans rechercher s'il était possible de trouver des garanties pour la perfectionner. Le Rapporteur demande qu'on indique les garanties qui peuvent paraître nécessaires. La suppression radicale du § 3 introduirait une lacune grave; l'œuvre dans son ensemble serait atteinte.

Le Rapporteur exprime l'avis qu'en serrant la question de plus près on pourrait tenir compte des objections et que c'est dans cette voie qu'il faut chercher l'entente en formulant des garanties, notamment pour les petits Etats.

M. de Martens prononce le discours suivant:

,Messieurs! Avant de donner quelques explications sur le projet adopté hier encore à l'unanimité par le Comité d'Examen, je prends la liberté de faire encore une fois appel à votre bienveillance. Sans examiner au fond, la question de la compétence sur laquelle M. le Rapporteur s'est déjà expliqué, je voudrais cependant ajouter quelques considérations.

En me référant aux termes de la Circulaire du Comte Mouravieff, il m'est absolument certain que l'institution des Commissions Internationales d'enquête était comprise dans le thème 8 et qu'elle était partie intégrante du programme soumis aux Puissances représentées dans cette Haute Assemblée.

Les Commissions Internationales d'enquête n'entrent point d'après l'idée du Gouvernement impérial dans le cadre des questions „qui se rattachent au programme“; mais c'est une question qui se trouve absolument dans le cadre du programme lui-même. Sous ce rapport il n'y a pas le moindre doute. En soumettant, le 26 mai, à la Conférence un projet dont cette institution faisait partie, le Gouvernement impérial est resté fidèle à son programme; il n'en a pas élargi le cadre et il n'a pas cru entrer dans des questions étrangères à celui-ci.

Permettez-moi, Messieurs, d'ajouter quelques considérations encore sur les Commissions Internationales d'enquête, qui nous occupent à présent. Quel en est le but? On a dit qu'elles touchent à la politique; on a dit qu'elles conceruent la doctrine. Mais je suis en état d'affirmer le plus positivement possible, que les articles concernant ces commissions d'enquête ne visent aucun but politique et ne touchent nullement à la politique d'aucun Etat, ni d'une grande ni d'une petite Puissance, ni en Orient ni en Occident.

La politique, on le sait bien, est exclue de nos débats; elle n'est pas à l'ordre du jour. Les Circulaires du Comte Mouravieff et de M. de Beaufort en font foi.

Le but des Commissions Internationales d'enquête est le même que celui de l'arbitrage, des bons offices, de la médiation, c'est à dire d'indiquer tous les moyens d'aplanir les conflits surgissant entre les nations et de prévenir la guerre. C'est là le seul but, il n'y en a pas d'autre. Les Commissions en fournissent le moyen par un examen impartial des circonstances et des faits. Il n'est pas nécessaire de citer des cas, dans lesquels ces commissions d'enquête peuvent rendre de grands services à la paix du monde. Mais prenons un cas: les autorités sur les frontières arrêtent quelqu'un sur le territoire étranger. Un conflit des plus graves peut surgir. Plus des circonstances demeurent obscures, plus les passions s'enflamment: articles de journaux, interpellations au Parlement risquent de forcer la main aux Gouvernements et de les entraîner dans une voie contraire même à leurs intentions. On peut comparer les Commissions d'enquête Internationales à une soupape de sûreté qu'on donne aux Gouvernements; on leur permet de dire à l'opinion publique surexcitée et mal informée: „attendez, nous organiserons une Commission qui ira sur place,

qui fournira tous les éclaircissements nécessaires, en un mot qui fera la lumière".

Par là, on gagnera du temps, et dans la vie internationale, un jour gagné peut sauver l'avenir d'une nation. Le but des Commissions d'enquête est donc clairement indiqué; elles sont un instrument d'apaisement. Un malentendu semble exister en ce qui concerne leur fonctionnement. Mais il ne faut jamais oublier que les Puissances en litige sont toujours libres de les accepter ou de les refuser.

Messieurs! Je partage complètement l'opinion que les Conférences diplomatiques ne sont pas une tribune de laquelle on fait de grands discours. Mais notre Conférence, on l'a nommée un "Parlement International." Toutefois, quelle que soit l'épithète qu'on donne à la Conférence, tous les délégués savent que la Haute Assemblée n'a rien à faire avec la politique du jour ni avec les traités internationaux qui règlent les rapports actuels entre les Etats.

Notre but commun est, de donner une base plus solide à la Paix, à la Concorde, à la Fraternité entre les peuples.

Tel est, Messieurs, le but indiqué par mon Auguste Souverain, et accepté par vous tous. Il est certain que surtout au début de nos travaux à cette Conférence, la divergence des vues et des idées était grande parmi nous. Cependant, au fur et à mesure qu'on avançait dans les travaux communs, on est arrivé à mieux se connaître, à mieux se comprendre, à s'estimer d'avantage et à se convaincre de plus en plus qu'on ne travaillait pas pour un but politique, mais pour un but humanitaire; pas pour le passé, ni pour le présent, mais pour l'avenir! Voilà pourquoi les relations entre nous, membres de cette Conférence, sont devenues de jour en jour plus cordiales, le serrrement des mains plus chaud; le sentiment de marcher ensemble dans une voie commune nous a tous remplis du désir d'arriver à présenter aux Gouvernements une œuvre bonne grande et généreuse de laquelle toute question de Souveraineté et de politique est formellement exclue.

Messieurs, si dans la vie privée, on est heureux quand on voit tout en rose, dans la vie internationale on est grand, si on voit tout en grand. Il ne faut pas rester dans les bas-fonds si on veut élargir son horizon.

Il faut tout faire pour se comprendre et quand on se comprend, on s'estime davantage. Regardez un peu l'exemple que nous donne ce petit et charmant pays, dans lequel nous nous trouvons.

Pourquoi la petite Hollande a-t-elle joué un si grand rôle dans l'histoire? Pourquoi son commerce et ses navires se sont-ils trouvés sur tous les Océans? C'est parce que les Hollandais ne sont pas restés au-dessous de leurs dunes; ils ont monté sur ces dunes, ils ont respiré l'air de la mer libre; ils ont vu devant eux un vaste horizon et ils sont hardiment entrés dans les voies qui s'ouvriraient devant eux et qui les ont mis en communications directes avec toutes les nations de l'univers.

Voici l'explication de cet esprit d'universalité qui de tout temps ont distingué les peintres, les écrivains et les hommes d'Etat de ce petit pays.

Mais, Messieurs, la Hollande a fait encore d'avantage. Dans la lutte contre l'envahissement de la mer elle a construit des écluses, par le moyen desquelles ses eaux territoriales et celles de la mer se confondent et s'embrassent, ainsi que les idées, les institutions et les mœurs de la nation hollandaise, grâce aux relations internationales, se sont développées, éclaircies et, pour ainsi dire cristallisées. Ne pourrait-on pas dire, pour continuer l'image, que devant l'horizon commun de l'humanité, les idées nationales s'élargissent et s'harmonisent. Comme cela a été fait pour la Hollande, il faut suivre l'exemple de ce pays: monter sur les dunes, élargir son horizon, ouvrir les écluses et montrer que celles-ci ne sont pas construites dans un but égoïste ou dans un esprit d'exclusivisme.

Les barrières élevées par les préjugés doivent s'abaisser et alors on verra sur toutes les questions régner un esprit d'entente et de confiance réciproque.

La concorde, Messieurs, doit être la devise et la fin de nos travaux.
(Applaudissements.)

M. Beldiman répond que M. de Martens dans son discours a proposé l'exemple de la Hollande aux nations qui sont représentées à la Conférence. Certes, la Roumanie serait heureuse de pouvoir, en jetant un regard en arrière, voir dans son passé plusieurs siècles de civilisation, de luttes et de progrès. Malheureusement voilà trente ans à peine qu'elle est appelée à vivre d'une vie moderne. C'est un état d'infériorité sur lequel il serait injuste d'insister et M. Beldiman aurait préféré qu'on n'invoquât pas cet exemple.

Le Président dit que s'il lui avait paru possible qu'une intention pareille fût dans la pensée du précédent orateur, il ne l'aurait pas laissé passer. Rien dans le discours de M. de Martens n'a pu viser la situation spéciale du pays que représente M. Beldiman. M. de Martens n'a voulu qu'adresser un appel à tous les membres de l'Assemblée pour les inviter à s'élever au dessus de leurs propres frontières et à ne considérer que les frontières de l'humanité. (Applaudissements.)

M. Beldiman dit qu'il revient aux arguments qui lui ont été présentés. En disant que les Commissions internationales d'enquête pouvaient mettre en cause des Puissances étrangères au litige, il n'a pu avoir en vue que la composition même de ces Commissions, telle qu'elle est déterminée par l'art. 31. Or, cette composition prévoit qu'une Commission internationale d'enquête fonctionnant sur un territoire et ayant pour objet de résoudre un litige entre deux Etats pourrait appeler à intervenir d'autres Etats que les Etats véritablement intéressés. M. Beldiman n'a pas dit que les Puissances interviendraient dans la constitution de la Commission; il a parlé seulement de la composition de cette Commission et il a voulu établir la différence de principe absolument essentielle qui doit exister entre la composition d'un tribunal d'arbitrage qui juge souverainement sur le droit, et celle d'une Commission d'enquête qui cherche à résoudre sur place une question de fait.

On a dit que le projet primitif russe prévoyait une organisation ana-

logue contre laquelle aucune objection ne s'est fait entendre. M. Beldiman rappelle que ce projet n'a été soumis à aucune discussion générale. Un Comité restreint s'est chargé immédiatement de l'étudier et les Premiers Délégués n'ont eu aucun moyen de participer à cette étude ni de communiquer les vues de leurs Gouvernements. De plus, il est à remarquer que dans les différentes phases par lesquelles a passé cet examen, les représentants de la presse paraissent avoir eu un véritable privilège en matière d'informations.

Le Président, interrompant M. Beldiman, le prie de ne pas faire intervenir une question personnelle dans un débat où on a besoin de la bonne volonté et de l'union de tous.

M. Beldiman répond qu'il persiste cependant à affirmer que jusqu'au moment présent, aucune occasion ne lui a été offerte de s'expliquer ni devant le Comité ni ailleurs; on ne doit donc pas s'étonner si aujourd'hui il présente ses objections sur un projet qu'il ne connaît que depuis quelques jours.

Revenant au Projet russe, M. Beldiman fait ressortir la différence importante qui existe entre l'organisation prévue par ce projet et celle qui est proposée par le Comité d'Examen. L'article 16 du Projet russe envisage le cas d'un dissentiment grave ou d'un conflit, c'est-à-dire une situation qui peut amener à une guerre. Le projet actuel ne se borne pas à cette hypothèse. M. Beldiman croit devoir encore une fois signaler cette différence capitale.

Le Président dit que la discussion générale du projet en première lecture est close. Il demande à M. Beldiman, si, avant de passer à la discussion des articles, il désire qu'on mette aux voix la suppression pure et simple du § 3 relatif aux Commissions internationales d'enquête.

M. Beldiman s'opposant à ce que, contrairement à la procédure suivie jusqu'à présent, on passe à un vote à la suite d'une première lecture, le Président déclare ouverte la discussion sur les articles 9 à 13.

Il est donné lecture de l'article 9:

Dans les litiges d'ordre international provenant d'une divergence d'appréciation sur des faits qui peuvent être l'objet d'une constatation locale, et n'engageant d'ailleurs ni l'honneur ni les intérêts vitaux des Puissances intéressées, ces Puissances, pour le cas où elles ne pourraient se mettre d'accord par les voies diplomatiques ordinaires, conviennent de recourir, en tant que les circonstances le permettent, à l'instruction de Commissions internationales d'enquête, afin d'éclaircir sur place, par un examen impartial et conscientieux, toutes les questions de fait.

Cet article est adopté sous réserve de la seconde lecture.

Il est donné lecture de l'article 10:

Les Commissions internationales d'enquête sont constituées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée pour l'article 31 de la présente convention.

Le Président dit qu'il a reçu sur cet article de Son Exc. M. Eyschen un amendement ainsi conçu:

„A défaut de stipulations spéciales, la procédure de l'en-

quête sera déterminée par les principes contenus dans les règles inscrites aux articles 29bis et suivants relatifs à la procédure de l'arbitrage en tant que ces principes sont applicables à l'institution des Commissions internationales d'enquête."

S. E. M. Eyschen dit qu'il désire appeler l'attention sur une lacune se trouvant à l'art. 10 qui dit bien comment on constituera les Commission d'enquête, mais ne se préoccupe pas des règles d'après lesquelles elles devront fonctionner.

C'est souvent chose mal aisée que de poursuivre la recherche de la vérité, de distinguer les faits pertinents et relevant et de constater à suffisance de droit les résultats acquis. De plus, les droits des Parties intéressées doivent être garantis contre les préjugés, les surprises, les entraînements. Il existe des règles essentielles à observer qui assurent la sincérité et l'efficacité de cette mesure d'instruction. Les jurisconsultes sont habitués à les observer. Mais les enquêtes internationales seront souvent confiées à des hommes techniques non jurisconsultes qui opéreront dans les pays éloignés, qui devront agir vite pour ne pas laisser disparaître les traces de la vérité et ne pourront alors guère s'éclairer sur les difficultés juridiques. Un règlement de procédure pour les Enquêtes Internationales serait donc ici encore plus nécessaire que pour l'arbitrage où il est déterminé par les articles 29 et 8. Il est trop tard pour le faire.

Peut-être pourrait-on se borner à renvoyer aux grands principes qui ont inspiré le règlement de la procédure d'arbitrage pour autant que ces principes sont applicables à la matière spéciale des enquêtes. M. Eyschen cite à titre d'exemples entre autres les dispositions d'après lesquelles le compromis doit nettement déterminer l'objet en litige et les pouvoirs des arbitres, que le tribunal détermine sa compétence et rend des ordonnances de procédure, que les pièces produites doivent être communiquées à toutes les parties en cause.

M. le Chevalier Descamps dit que l'amendement présenté par Son Exc. M. Eyschen appartient à l'ordre des garanties dont il a parlé au début de la séance et qui pourraient être utilement appliquées à l'organisation des Commissions internationales d'enquête. En tenant compte de la maxime „mutatis mutandis“ et sauf rédaction à formuler, M. le Chevalier Descamps pense qu'il y aurait des avantages à adopter la proposition de M. Eyschen.

Le Président dit que cet amendement sera renvoyé au Comité d'Examen.

M. le Docteur Zorn tient à avoir l'assurance que ce renvoi n'implique pas l'adoption du principe, auquel, en ce qui le concerne, il ne pourrait se rallier.

M. Holls dit qu'il est très important de ne pas établir de confusion entre le fonctionnement de l'arbitrage et de celui des Commissions d'enquête lequel n'a qu'un caractère auxiliaire. M. Holls ne pourrait même pas à présent accepter le principe de l'amendement et il tient à faire constater, lui aussi, que la Commission ne l'a pas adopté.

M. Lammash relève les différences essentielles qui séparent l'objet des Commissions d'enquête et celui de l'arbitrage. Les premières ont pour but de constater un litige local, le second au contraire est appelé à connaître des considérations de droit et de fait. Le fonctionnement des Commissions est donc beaucoup plus simple que celui de l'arbitrage et si ces deux institutions peuvent avoir quelques dispositions communes, il faut cependant se garder de croire qu'on peut les superposer exactement l'une à l'autre.

M. de Martens déclare qu'il se range à l'opinion de M. Lammash.

Le Président explique qu'il ne s'agit dans l'espèce que d'un simple renvoi qui laisse la question absolument ouverte et n'implique nullement l'adoption même du principe de l'amendement.

S. E. M. Eyschen répond qu'il a eu un sentiment analogue à celui des précédents orateurs. C'est pourquoi son amendement ne renvoie pas à des articles, mais aux principes qui les ont inspirés et ce pour autant seulement que ces principes sont applicables aux Enquêtes. Ces dernières sont, au fond, de véritables procès comme ceux soumis aux arbitres, mais ne visent que des questions de fait. Il y a litige, contestations. Les enquêtes, si elles se produisent devant les arbitres seront instruites d'après les articles 29 et suivants qui leur sont applicables. On pourrait peut être aussi se borner à inscrire à l'art. 10 les règles essentielles de toute enquête.

Le Président dit qu'il est entendu que le Comité d'Examen étudiera la question et qu'il sera heureux d'avoir pour cette étude la collaboration de M. Eyschen.

Sous cette réserve l'article 10 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 11:

Les Puissances intéressées s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 12:

La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances intéressées son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 13:

Le rapport de la Commission internationale d'enquête n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige entière faculté soit de conclure un arrangement amiable sur la base de ce rapport, soit de recourir ultérieurement à la médiation ou à l'arbitrage.

M. Stancioff rappelle qu'il a proposé au début de la séance un amendement sur cet article dont le texte pourrait être ainsi formulé:

....., Il laisse aux Puissances en litige entière faculté soit de conclure un arrangement amiable sur la base de ce rapport, soit de le considérer comme non avenu.

Le Président dit que cet amendement sera renvoyé au Comité d'Examen et déclare l'article 13 adopté sous cette réserve.

S. E. Turkhan Pacha dit qu'il doit renouveler, à l'occasion de la première lecture du § 3, les réserves expresses qu'il a formulées lors de la première lecture du § 4.

Il est donné acte à Son Exc. Turkhan Pacha de ses réserves.

Le Président dit que la Commission a ainsi terminé la première lecture de l'ensemble du projet. Avant de passer à une seconde lecture, le Comité d'Examen étudiera de concert avec leurs auteurs, les amendements qui lui ont été présentés à la séance d'aujourd'hui. Il ajoute:

„Toutes les préoccupations qui ont inspiré les délégués de Roumanie, de Serbie et de Grèce ont été présentes à tout instant à l'esprit des membres du Comité. S'ils avaient cru que les dispositions adoptées pussent contenir quoi que ce soit de contraire à la souveraineté ou à la dignité d'une Puissance grande ou petite, aucun membre ne leur aurait donné sa voix. Il ne semble pas d'ailleurs qu'il y ait une opposition véritable pour le fond, mais il est possible que la forme soit encore perfectible. Nous sommes prêts à faire tous nos efforts pour nous rapprocher de nos collègues dissidents: en faisant appel à un sentiment qui nous a animés souvent au cours de nos délibérations, le désir de l'unanimité dans la décision, je dis à M. Beldiman, à MM. les Délégués de Serbie et de Grèce: Venez au Comité d'Examen, Vous pèserez avec nous les objections qui s'élèvent contre le projet; nous tâcherons d'y donner satisfaction et à la suite de cet échange de vues contradictoires, nous pourrons dire que nous avons tout fait pour que l'unanimité soit obtenue.“

M. Beldiman dit qu'il accepte volontiers de se rendre à l'invitation du Président mais il répète que ses instructions sont formelles et, qu'en faisant cette démarche, il n'engage pas son Gouvernement.

Le Président dit que la prochaine séance est fixée au jeudi 20 juillet à 2 heureus.

La séance est levée.

Septième Séance.

20 juillet 1899.

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le Président fait remarquer que le procès-verbal de la dernière séance sera distribué en éprouve aux membres qui y ont pris la parole. Ceux-ci voudront bien indiquer au Secrétariat les changements qu'ils désirent y voir introduits.

L'ordre du jour porte la deuxième lecture du projet d'arbitrage. Cependant la discussion sur les commissions d'enquête sera réservée pour la prochaine séance, quelques membres n'ayant pas encore reçu leurs instructions à cet égard.

M. le Chevalier Descamps, rapporteur, dit que le Comité a examiné plusieurs points sur lesquels des observations ont été faites. Il les signalera à mesure que les articles seront mis en discussion.

Le Président donne lecture de l'art. 1.

En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.

M. le Chevalier Descamps, rapporteur, donne des explications au sujet de deux légères modifications que le Comité a introduites dans cet article.

M. Beldiman fait observer que, lors de la première lecture, on a dit que cet article pouvait être considéré comme une déclaration générale qui servirait de préambule à la convention. Il demande pourquoi on l'a conservé comme un article spécial.

Il ajoute qu'à son avis, le mot convenir a une autre signification dans les articles suivants qu'à cette place.

M. le Chevalier Descamps, rapporteur, répond qu'il est manifeste que l'article en question n'implique pas un engagement formel d'un Etat vis-à-vis d'un autre.

Il ne renferme qu'une promesse générale de bons efforts et aucun engagement spécial.

M. Beldiman désire que cette explication soit insérée au rapport.

Le Président en appuyant l'explication donnée par le Rapporteur, déclare qu'il en sera fait ainsi.

L'article est adopté.

Le Président donne lecture de l'art. 2 qui est adopté avec la modification proposée par M. Veljkovitch: le mot conviennent y remplacera le mot décident, cette première expression, de l'avis du délégué de Serbie, ayant un sens plus contractuel.

L'article est adopté en ces termes:

En cas de dissensément grave ou de conflit, les Puissances signataires conviennent, avant d'en appeler aux armes, d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

On passe à l'art. 3.

M. Veljkovitch désirerait mettre l'art. 3, où l'on parle de la médiation offerte, en concordance avec l'art. 2 qui traite de la médiation demandée. Il faudrait y indiquer également qu'il s'agit d'un cas de conflit grave. Il propose donc de substituer aux mots: „en conflit“, dans le 1^{er} alinéa, les mots: „entre lesquels a surgi un conflit grave pouvant amener la rupture des relations pacifiques.“

M. le Chevalier Descamps est d'avis que la concordance existe entre les deux articles. D'après lui, il n'y a pas de doute possible que l'article 3 ne s'applique également qu'au cas de dissensément grave pouvant amener la guerre.

Cependant, la nouvelle rédaction a le défaut de rendre la terminologie plus vacillante. La question pourra être examinée par le Comité d'Examen.

Le Président partage cette manière de voir.

M. Veljkovitch dit que puisque les explications qui viennent d'être données cadrent avec sa manière de voir, il se déclarerait satisfait si ces explications étaient insérées au procès-verbal comme étant l'interprétation authentique de la Commission.

Il est décidé qu'il en sera fait ainsi.

M. Lammash présente un argument de plus en faveur de cette interprétation: le fait qu'à l'alinéa 2 il est parlé du cours des hostilités prouve que c'est bien le cas de dissensément grave ou d'un conflit pouvant amener la rupture des relations pacifiques qu'on a eu en vue ici.

M. Veljkovitch fait observer qu'il est mentionné à l'alinéa 3 que l'exercice du droit d'offrir des bons offices ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical. Il conviendrait également de prévoir le cas où la Puissance à qui les bons offices sont offerts ne serait pas en mesure de les accepter, et il propose de décider que le refus en question ne peut également pas être considéré comme un acte peu amical.

M. Affer fait observer que cette question a été examinée au sein du Comité d'Examen où l'on a été d'avis qu'il n'était pas désirable d'insérer une clause de l'espèce dans une Convention qui a pour but d'encourager toutes les mesures qui pourraient mener à la paix. La proposition de M. Veljkovitch irait à l'encontre de ce but; elle constituerait presque une invitation à refuser la médiation. Il va sans dire que le refus ne peut jamais être considéré comme un acte peu amical.

Le Président et le Rapporteur font remarquer qu'en outre l'art. 6 donne satisfaction à M. Veljkovitch, car il vise aussi bien l'offre que la demande.

S. E. le Comte Nigra, étant l'auteur de l'alinéa 3 de cet article, tient à déclarer qu'il n'a eu un seul instant à l'esprit qu'une offre de l'espèce pût ne pas avoir un caractère amical.

M. le Docteur Zorn déclare que ce que M. Veljkovitch a dit est de toute évidence. Il s'agit ici d'une œuvre de paix générale et dans cet ordre d'idées, il ne convient pas de parler de refus, acte qui peut faire éclater la guerre.

M. Veljkovitch ne voit pas pourquoi le refus d'une offre inopportune des bons offices devrait être considéré comme un acte plus dangereux pour le maintien des bons rapports entre les Etats que l'offre inopportune elle-même. Bien au contraire, c'est l'offre qui peut provoquer le froissement et envenimer les rapports entre les Etats, tandis que le refus n'est en somme qu'un acte de légitime défense contre une immixtion étrangère.

M. Lammash fait remarquer que l'art. 5 prévoit le cas d'une interruption de la médiation; il est donc évident a fortiori, que celle-ci peut être déclinée dès le commencement.

M. Beldiman est d'avis qu'on pourrait se borner à mentionner cette interprétation au procès-verbal.

Le Président déclare que le refus de l'offre ne peut être considéré comme un acte peu amical.

Il n'y a aucun doute à ce sujet.

Les articles 5 et 6 ont paru donner une satisfaction suffisante à cet égard.

Mais le Comité n'a pas voulu avoir l'air d'encourager le refus en adoptant une disposition expresse telle que le délégué de Serbie la désirait.

M. Veljkovitch se contenterait de cette interprétation, pourvu qu'elle soit adoptée par la Commission, et insérée au procès-verbal, comme interprétation authentique.

Il est décidé qu'il en sera fait ainsi.

L'article 3 est adopté sans modification comme suit:

Indépendamment de ce recours, les Puissances signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical.

L'article 4 est adopté sans modifications dans la teneur suivante:

Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

L'article 5 est adopté avec une légère modification introduite par le Comité d'Examen dans le but d'y faire entrer tous les moyens de conciliation. Il sera lu comme suit:

Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés.

Les articles 6, 7 et 8 sont adoptés sans modifications dans la teneur suivante:

Art. 6. Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

Art. 7. L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Art. 8. Les Puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une médiation spéciale sous la forme suivante:

En cas de différend grave compromettant la Paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déféré exclusivement aux Puissances médiaterices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

M. Miyatovitch donne lecture de la déclaration suivante au nom du Gouvernement royal de Serbie:

„Au nom du Gouvernement Royal de Serbie, nous avons l'honneur de déclarer que l'adoption par nous du principe de bons offices et de la médiation n'implique pas une reconnaissance du droit pour les Etats tiers d'user de ces moyens autrement qu'avec la réserve extrême qu'exige la nature délicate de ces démarches.

Nous n'admettrons les bons offices et la médiation qu'a condition de leur conserver pleinement et intégralement leur caractère de conseil purement amical et nous ne saurions jamais les accepter dans des formes et des circonstances telles qu'elles pourraient leur imprimer le caractère d'une intervention.“

Acte est donné au délégué de Serbie de sa déclaration.

S. E. Noury Bey déclare que, faute d'instructions, la délégation turque s'abstient de voter le § 1.

On passe au § 4.

L'article 14 est adopté sans modifications dans la teneur suivante:

L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

A l'article 15, M. Pompilj dit que les mots „questions de droit“ pourraient engendrer quelque équivoque. C'est comme si nous admettions qu'il y ait des guerres ou des questions provoquées par des motifs autres que de réclamation ou de défense de quelque droit. Il propose d'y substituer les mots „questions d'ordre juridique.“

Cet amendement est adopté.

L'article sera donc lu comme suit:

Dans les questions d'ordre juridique et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

M. Beldiman est chargé par son Gouvernement de faire la déclaration suivante:

„Le Gouvernement Royal de Roumanie, complètement acquis au principe de l'arbitrage facultatif, dont il apprécie toute l'importance dans les relations internationales, n'entend cependant pas prendre, par l'article 15, un engagement d'accepter un arbitrage dans tous les cas qui y sont prévus, et il croit devoir formuler des réserves expresses à cet égard.

„Il ne peut donc voter cet article que sous cette réserve.“

Acte est donné au délégué de Roumanie de sa déclaration.

A propos de l'article 16, M. Beldiman fait observer que son Gouvernement ne peut y adhérer que s'il est entendu qu'il ne se rapporte pas aux conflits qui seraient déjà nés avant l'adoption de ce projet. Il lit à ce sujet la déclaration suivante:

Le Gouvernement Royal de Roumanie déclare qu'il ne peut adhérer à l'article 16 qu'avec la réserve expresse, consignée au procès-verbal, qu'il est décidé à ne pas accepter, en aucun cas, un arbitrage international, pour des contestations ou litiges antérieurs à la conclusion de la présente Convention.“

Acte est donné au délégué de Roumanie de cette déclaration.

M. Veljkovitch comprend l'article 16 comme exprimant non pas un engagement mais une simple faculté dont les Gouvernements respectifs restent maîtres absolus d'user ou non. En conséquence, ils peuvent, s'ils se mettent d'accord, faire des Conventions pour des contestations déjà nées, mais ils n'y sont pas obligés.

M. Rolin tient à constater que cette déclaration ne pourra lier en aucune manière les autres Puissances.

M. Stancioff observe que l'article 16 parle de la Convention d'arbitrage sans avoir donné une explication préalable sur cette Convention. Il voudrait demander si l'on doit entendre sous cette „Convention d'arbitrage“ l'accord au moyen duquel les différends existants seront réglés par l'arbitrage, et si cette convention contiendra les principes qui guideront les arbitres dans l'examen et dans le jugement du différend.

L'article 16 est adopté dans la teneur suivante:

La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement des litiges d'une catégorie déterminée.

A propos de l'article 17, M. Stancioff dit que les articles 17 et 30 parlent de l'engagement de se soumettre à la sentence arbitrale.

N'est-il pas opportun de dire s'il existe un cas où les parties sont libérées de cet engagement, et ne devrait-on pas citer ici le contenu de l'art. 26 (alinéa 1: La sentence arbitrale est nulle en cas de compromis nul ou d'excès de pouvoir ou de corruption prouvée d'un des arbitres). [Ancien projet de code d'arbitrage.]

Les articles 17 et 18 sont également adoptés dans la teneur suivante:

Art. 17. La convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Art. 18. Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

M. Beldiman ne peut adhérer à l'article 18 que sous la réserve exprimée dans la déclaration suivante:

„Le Gouvernement Royal de Roumanie déclare qu'en adhérant à l'article 18 de la Convention, il n'entend prendre aucun engagement en matière d'arbitrage obligatoire.“

(L'article 19 a été remplacé par l'article 29 bis.)

Au sujet de l'article 20 M. le Dr. Zorn déclare que le Gouvernement allemand a eu des objections contre le mot „Cour“ d'arbitrage. Comme il a fait insérer les motifs de cette objection au procès-verbal du Comité d'Examen, il juge inutile de les répéter ici. Il ne tient qu'à constater que cette objection repose sur la considération suivante: à savoir qu'il s'agit ici plutôt d'une „liste“ d'arbitres que d'une Cour dans le sens propre du mot.

L'article 20 est adopté dans la teneur suivante:

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention.

M. le Chevalier Descamps dit, au sujet de l'article 21, que M. le Comte de Macédo a demandé qu'on y insérât le vœu de voir les Etats donner la préférence à la Cour permanente d'arbitrage plutôt qu'à des Tribunaux d'arbitrage spéciaux.

Le Comité, bien qu'approuvant pleinement cette suggestion, a jugé inopportun de l'insérer. Il semble qu'en exprimant ce vœu, on exercerait une pression trop grande sur les Puissances pour les engager à recourir à une juridiction nouvellement établie. M. le Chevalier Descamps croit que la mention de ces considérations donnera satisfaction au Comte de Macédo.

Le Rapporteur fait observer en outre que M. Affer a proposé un amendement analogue auquel s'est rallié le Comte de Macédo.

Il répète cependant que l'avantage que présente cet amendement ne contrebalance pas les inconvénients auxquels ils donne lieu.

M. Affer n'insiste pas sur sa proposition.

M. le Comte de Macédo déclare qu'il comprend et respecte les appréhensions du rapporteur, bien qu'il ne les partage pas complètement.

L'article 21 est adopté dans la teneur suivante:

La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

A l'article 22 les mots „rendue à leur égard“ sont remplacés par ceux: „les concernant et rendue“ et l'article est adopté dans la teneur suivante:

Un bureau international établi à la Haye, sert de greffe à la Cour.

Ce Bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de la Haye, une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution de sentences rendues par la Cour.

A propos de l'article 23, le Rapporteur dit que deux points ont été examinés par le Comité. Le Comte de Macédo avait demandé de ramener à deux le nombre des personnes désignées par chaque Etat pour être membres de la Cour.

Le Comité a examiné avec attention cet amendement.

Une Puissance ayant vivement insisté pour que le nombre de quatre membres fût maintenu, plusieurs autres ayant appuyé cette manière de voir, il en a été décidé ainsi.

D'ailleurs, le Comité verrait un inconvenient à la modification proposée, le projet ayant déjà été communiqué aux Puissances.

En ce qui concerne le dernier alinéa, le Comte de Grelle Rogier a attiré l'attention du Comité sur la situation qui est faite aux membres de la Cour. Ceux de ces membres qui se trouvent dans leur pays, jouiront-ils des priviléges et immunités diplomatiques?

Cet état de choses présenterait d'après le Représentant de Belgique un grave inconvenient au point de vue du droit constitutionnel de plusieurs Etats. Le Comité d'Examen a trouvé utile de déclarer que seuls les membres étrangers au pays où siège la Cour jouiraient de ces priviléges et immunités.

En conséquence, il a été décidé d'ajouter après le mot „fonctionnent“ ceux „et en dehors de leur pays.“

M. le Comte de Grelle Rogier ne se déclare pas entièrement satisfait par l'insertion de ces mots. Il demande à partir de quel moment ces priviléges et immunités seront accordés.

M. Descamps répond que ce sera à partir du commencement de l'exercice effectif des fonctions d'arbitre.

M. le Comte de Grelle Rogier désirerait voir insérer cette restriction dans l'article.

M. de Martens est d'avis que l'arbitre n'entre dans l'exercice de ses fonctions qu'à partir du moment où il se met en route pour se rendre dans le pays où siège la Cour.

M. Lammash suggère, pour donner satisfaction au délégué de Belgique, de transporter le dernier alinéa de l'art. 23 à la fin de l'art. 24. Il ressortirait alors clairement que cette disposition ne se rapporte qu'aux membres de chaque tribunal spécial, dans l'exercice de leur fonctions.

M. le Comte de Grelle Rogier se rallie à cet amendement qui est approuvé par la Commission.

M. Asser, revenant sur l'amendement présenté par le Comte de Macédo, fait observer qu'un des arguments cités en faveur du nombre 4 a été le suivant:

Il permet de désigner pour la liste des arbitres des membres de différentes professions, des diplomates, des jurisconsultes, des militaires et rehausse par conséquent le prestige de l'institution.

Or, il se demande si le nombre très considérable auquel on arriverait si chaque Puissance nommerait quatre membres, n'irait pas à l'encontre de ce but. En outre, les trois conditions auxquelles une personne doit satisfaire, d'après l'alinéa I, pour pouvoir être inscrite sur la liste des arbitres, ne permettent pas, semble-t-il, d'étendre le choix à d'autres qu'à des jurisconsultes et des diplomates. Comme cette question sera encore soumise à la Conférence plénière, il demande au délégué de la Puissance qui a proposé le nombre 4 s'il ne pourrait pas changer d'opinion.

M. le Docteur Zorn ne trouve pas que les trois conditions ci-dessus excluent de la nomination les personnes qui exercent une autre profession quelconque.

L'article 23 est adopté en ces termes:

Chaque Puissance Signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par elle du présent acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par les Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

On passe à l'article 24.

Le Rapporteur appelle l'attention de la Commission sur trois points:

1° On n'avait pas suffisamment insisté sur le fait que lorsque les Puissances désirent recourir à la Cour Permanente, le choix des arbitres doit être fait sur la liste générale.

2° La rédaction actuelle donnerait à croire que les Puissances peuvent notifier leur décision avant que le Tribunal soit pleinement constitué. Il y a là un inconvénient auquel le Comité a cru devoir remédier.

3° Le Comité a été d'avis qu'il serait préférable d'insérer in extenso les 3 derniers alinéas de l'art. 31 au lieu de renvoyer à cet article.

En conséquence et pour satisfaire aux observations présentées par M. Rolin, quelques modifications ont été introduites.

M. le Comte de Macédo demande des explications sur la manière dont le surarbitre sera choisi, après que les Puissances en litige auront désigné chacune leurs arbitres. S'entendront-elles directement à cet effet? Ou bien s'adresseront-elles au Bureau?

Le Rapporteur explique qu'il ne doit pas être fait de notification au Bureau aussi longtemps que le choix des arbitres n'a pas encore été définitivement fixé.

M. le Baron de Bildt regrette que le Comité d'Examen n'ait pas adopté sa rédaction quant au choix du surarbitre. La rédaction actuelle laisse subsister, selon lui, ou doute.

Une satisfaction partielle lui a été donnée. On a dit que dans le cas où l'on n'approuverait pas le choix du surarbitre on n'avait qu'à ne pas le notifier.

Mais c'est un procédé peu satisfaisant que de ne pas notifier au Bureau la constitution du Tribunal après que le surarbitre a été choisi.

Il compare cet expédient à l'emploi d'un escalier de service.

Il préfère une autre manière de trancher la question.

Si l'on insère par exemple au procès-verbal que les deux arbitres ne sont que les mandataires du Gouvernement qui les a élus jusqu'au moment, où ils entrent dans l'exercice de leurs fonctions judiciales, il va de soi que le choix fixé par les arbitres sera toujours certain d'être approuvé par ce Gouvernement.

Si la Commission estime que les deux arbitres sont — quant au choix du surarbitre — les mandataires des Gouvernements qui les ont nommés, il faudrait constater cette opinion expressément au procès-verbal qui sera souvent consulté comme commentaire du projet d'arbitrage.

Le Délégué de Suède et Norvège se contenterait de cette insertion.

Le Rapporteur dit que le Comité a été unanime à repousser l'approbation de la nomination du surarbitre par les Gouvernements; cette manière de procéder pourrait créer au surarbitre une situation singulière. Dans ces conditions, il n'accepterait même plus les fonctions qui lui sont offertes.

Il y aurait là un grand danger: aussi le Comité a-t-il été d'accord sur ce point. M. le Chevalier Descamps pense que ce que désire le Baron de Bildt se réalisera pratiquement, car les Gouvernements prendront toutes les précautions nécessaires et pourront exercer une influence indirecte quant au choix du surarbitre. Mais il doit combattre énergiquement le système de l'approbation de la nomination du surarbitre par les Gouvernements.

En pratique ou pourra arriver au résultat que désire le délégué de Suède et Nervège mais on mettrait en danger toute l'œuvre entreprise en insérant une clause de cette nature dans le projet.

M. Affer rappelle que le Rapporteur, M. Descamps, a affirmé que le Gouvernement qui nommerait un arbitre pourrait s'entendre avec lui quant au choix du surarbitre. M. Affer pense qu'en procédant de la sorte les Gouvernements feront usage d'un droit formel.

On pourrait conclure du discours de M. Descamps qu'il n'en devrait être pas tout à fait ainsi, mais le Délégué des Pays-Bas est au contraire de l'avis du Baron de Bildt: au point de vue de l'interprétation loyale, un Gouvernement ne fait rien de reprehensible quand il tâche de faire valoir son influence sur le choix du surarbitre.

Il lui semble que le Délégué de Suède et Norvège a déjà indiqué la distinction à faire. En effet, pour indiquer que les Gouvernements ne dérogent pas à l'indépendance des arbitres, il faut distinguer deux phases; d'abord, pendant la Constitution du Tribunal, ils sont mandataires du Gouvernement, mais du moment où le Tribunal est constitué, l'arbitre doit faire abstraction de ce caractère spécial. Il n'est plus alors qu'un juge indépendant dont la tâche est de reconnaître le droit sans que sa ligne de conduite puisse être influencée par celui qui l'a nommé.

Il croit donc utile de proclamer ce principe à haute voix.

M. Holls dit qu'il est entièrement d'accord avec les idées que vient d'exprimer M. Asser. Il lui semble nécessaire d'exprimer le fait que la base de l'arbitrage est l'accord absolu des deux Parties en ce qui concerne le choix des arbitres et du surarbitre. Il est donc important de ne laisser planer aucun doute sur cette idée que les deux litigants doivent être entièrement satisfaits du choix des membres du Tribunal.

Mais insérer explicitement un droit de récusation présenterait de grands dangers et de grandes complications.

Sans doute, le premier devoir des arbitres est d'élier le surarbitre, et nous voulons faire ressortir qu'ils doivent remplir ce devoir à la satisfaction de leurs Gouvernements, si nous disons que le mécanisme de l'arbitrage n'entrera en mouvement qu'après la notification complète de tout Tribunal y compris le surarbitre.

Ainsi les deux Puissances auront toutes les garanties; car si quelconque des arbitres ne leur convenait pas, elles n'auraient qu'à ne pas notifier.

I serait regrettable de souligner la précaution.

M. de Martens rappelle que M. Asser a dit que les arbitres, une fois nommés, doivent faire abstraction de la qualité de mandataires de leurs Gouvernements. Qu'on se figure le cas où deux arbitres sont nommés en vertu du compromis conclu par leur Gouvernement, la situation de chaque groupe d'arbitres est identique. Chaque groupe est donc nommé par son Gouvernement; il n'est pas seulement d'accord avec lui.

Le Gouvernement, en les nommant, leur a donné la plus grande marque de confiance.

Ces quatre personnes ont après cela pour tâche de choisir le surarbitre. Il est impossible de supposer que ces arbitres qui jouissent de la pleine confiance de leur Gouvernement choisissent un surarbitre qui ne soit pas digne de cet honneur et puissent arrêter ce choix sans que leurs Gouvernements y aient donné hautement leur approbation. La confiance donnée aux arbitres s'étend naturellement à l'emploi qu'ils font de la faculté de nommer le surarbitre. Mais une autre considération se présente.

Il est absolument nécessaire que le surarbitre jouisse de la plus grande autorité aux yeux de ses collègues. C'est pour cette raison que le choix doit être libre et non pas imposé, car, si un groupe d'arbitres soupçonnait que le Gouvernement d'un autre groupe insiste pour le choix d'une personne déterminée, il s'y opposerait précisément pour ce motif.

Il est donc inutile d'insérer une disposition spéciale à ce sujet; la coopération des Gouvernements existera toujours.

M. le Baron de Bildt prend acte des déclarations de MM. Affer et Holls dont il accepte l'interprétation et dont il désire la constatation au procès-verbal. Il s'abstiendra donc d'insister sur l'insertion d'une disposition spéciale de cette nature. Cependant, il tient à faire constater qu'à son avis l'approbation donnée par les Gouvernements à la nomination du surarbitre ne peut que rehausser son prestige. Or, on ne saurait entourer l'institution naissante de l'arbitrage de garanties trop nombreuses.

M. le Chevalier Descamps fait observer que l'interprétation en question n'est pas celle du Comité d'Examen.

Le Président dit qu'il sera inséré au procès-verbal que le Baron de Bildt donne acte à MM. Affer et Holls de leur interprétation.

S. E. Sir Julian Pauncefote demande à savoir si les priviléges diplomatiques seront accordés aux membres des tribunaux d'arbitrage également par les pays qu'ils devront traverser pour arriver à leur destination.

Le Rapporteur et le Président expliquent que cette question ne doit pas être tranchée dans le projet; ce sera aux Gouvernements de décider si on appliquera aux membres du Tribunal les mêmes règles de courtoisie qu'il est d'usage d'employer à l'égard des diplomates auxquels ils seront du reste assimilés.

M. Lammasch dit qu'on ne peut en effet faire aux membres des tribunaux une situation plus privilégiée qu'aux diplomates. Ceux-ci ne jouissent de l'extraterritorialité que dans le pays où ils sont accrédités.

L'article 24 est adopté dans les termes suivants:

Lorsque les Puissances signataires veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal compétent pour statuer sur ce différend doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Tribunal étant ainsi composé, les Parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur Pays, jouissent des priviléges et immunités diplomatiques.

Il est donné lecture de l'article 25:

La Cour siège d'ordinaire à la Haye.

Elle a la faculté de siéger ailleurs, avec l'assentiment des Parties. Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 26:

Le Bureau international de la Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

Les Puissances, même non signataires de cet Acte, peuvent recourir à la juridiction de la Cour dans les conditions prescrites par la présente convention.

M. le Chevalier Descamps dit que M. Renault a présenté sur cet article un amendement tendant à formuler de la façon suivante le 2^{me} alinéa:

„La Cour internationale pourra être appelée à prononcer sur un conflit existant même entre Puissances non-signataires, ou entre une Puissance signataire et une Puissance non-signataire, s'il existe entre celles-ci une convention préalable d'arbitrage ou un compromis établissant l'intention de l'une et de l'autre partie de recourir à cette juridiction.“

M. le Chevalier Descamps expose que cet amendement a pour objet de préciser la situation qui sera faite à des Puissances non signataires qui voudraient avoir l'accès à la juridiction arbitrale. Le Comité d'Examen a cru devoir l'adopter.

M. Renault dit qu'on lui a fait observer que son amendement ne tranchait pas la question de savoir si la juridiction ainsi mise en mouvement devait être gratuite ou rémunérée. Il pense qu'on pourrait indiquer dans les procès-verbaux que la Commission entend laisser aux Conseils Permanents la latitude d'établir des tarifs s'ils le jugent à propos.

S. E. le Comte Nigra est d'avis qu'il faut laisser ouverte aussi largement que possible la porte à la juridiction arbitrale. Il s'oppose donc à l'idée de tarifs.

L'article 26 est adopté avec l'amendement de M. Renault.

Il est donné lecture de l'article 27:

Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait par une ou plusieurs d'entre Elles de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices..

M. Beldiman déclare que son Gouvernement s'est arrêté au principe que l'arbitrage est facultatif. Il est donc obligé de faire ses réserves pour tout ce qui concerne le caractère obligatoire des dispositions proposées. Il suggère de remplacer à l'article 27 les mots: „considèrent

comme un devoir", par les mots: „jugent utile" qui enlèvent à la disposition sa nature impérative.

M. le Baron d'Estournelles répond que la lecture des procès-verbaux du Comité d'Examen — et notamment des observations développées, le 3 juillet dernier, par M. Bourgeois et par lui-même au nom de la Délégation française — dissipe tout malentendu sur l'interprétation que comporte l'article 27. Nous n'avons entendu imposer aucune obligation aux Parties; elles restent pleinement libres. Nous avons imposé un devoir aux Puissances signataires ce qui est tout différent.

Pourquoi le Comité a-t-il été unanime à adopter cette décision?

Pour plusieurs motifs que je rappellerai brièvement: nous avons voulu aller au devant des graves déceptions qui nous attendent si nous créons une œuvre mort-née; nous avons prévu que, dans la plupart des cas, les Puissances en conflit, surtout les plus faibles, n'oseront pas recourir au Tribunal d'arbitrage et qu'elles seront arrêtées par des susceptibilités le plus souvent insurmontables. Nous n'avons donc pas perdu de vue l'intérêt des faibles puisque nous leur avons au contraire ouvert toutes grandes les portes d'une institution qui les protège et dont il doivent être, par la force des choses, les premiers à profiter, — comme l'a dit si éloquemment hier notre président.

En outre, le Comité, avec un sentiment profond de sa responsabilité, a voulu donner à l'acte que nous préparons toute sa portée, toute sa haute signification morale, en proclamant que les Etats ont, non seulement des droits, mais des devoirs. Allons-nous revenir sur une pareille déclaration? Non; elle est ineffaçable.

On a objecté, avant-hier, qu'il ne fallait pas sacrifier les réalités aux doctrines, ni le présent à l'avenir et qu'on devrait tenir compte des nécessités de la politique, résérer la liberté d'action des Gouvernements, sauvegarder leurs intérêts.

C'est là ce que nous n'avons pas perdu de vue. Mais nous avons pensé aussi que le premier intérêt des Gouvernements était de conserver la confiance populaire. Nous sommes ici, Messieurs, pour travailler à une œuvre de pacification, mais nous sommes tous également animés du désir de fortifier l'autorité ~~gouvernementale~~. Prenez garde, par une circonspection excessive, de lui porter atteinte et de la discréditer au lieu de la servir. Oui, les Gouvernements ont besoin, plus que jamais, dans les circonstances actuelles, de la confiance populaire, mais cette confiance, ne nous faisons pas d'illusions, les Gouvernements ne réussiront à la conserver ou à la conquérir qu'à la condition, non de revendiquer des droits nouveaux, mais de reconnaître, d'accepter et de remplir tous leurs devoirs vis-à-vis d'eux-mêmes, vis-à-vis de leurs nationaux, vis-à-vis de l'humanité. (Applaudissements).

M. Veljkovitch dit qu'on a représenté l'article 27 comme inspiré par un sentiment de bienveillante sollicitude des grandes Puissances vis-à-vis des faibles. S'il est exact que les grandes Puissances sont animées de ce

sentiment, rien ne les empêchera de la manifester en dehors de la convention. Si l'article 27 ne devait donc avoir que cette portée, il serait inutile.

On a dit, d'autre part, que la disposition qui nous occupe donnerait à la Convention une haute portée morale. Le plus sûr moyen d'assurer cette portée à la Convention aurait été pour les grandes Puissances d'admettre le principe de l'arbitrage obligatoire, qui est l'expression la plus frappante de cette idée d'égalité entre les Etats et du désir de voir tous les conflits d'ordre juridique se terminer par des moyens pacifiques. A ce principe d'arbitrage obligatoire, la délégation de Serbie n'aurait pas fait d'objection.

Enfin, l'article 27 paraît faire double emploi avec les dispositions votées précédemment; dans l'article 1 on a dit que les Puissances emploieront tous leurs efforts en vue du règlement pacifique des différends internationaux. Il semble bien que dans cet engagement se trouve déjà comprise l'obligation que l'article 27 impose aux Puissances en ce qui touche l'arbitrage.

Les efforts que les Puissances s'engagent à faire se traduiront par des actes et le premier de ces actes sera précisément de conseiller l'emploi de la juridiction arbitrale.

L'article 27 fait également double emploi avec le § 2 relatif aux bons offices et à la médiation. L'exercice des bons offices ne se présente pas sous une forme déterminée et c'est également faire acte de bons offices que de rappeler aux Puissances en litige qu'elles peuvent recourir à l'arbitrage.

Par conséquent, toutes les situations prévues par l'article 27 sont déjà réglées par l'ensemble des dispositions précédentes. Est-il utile dès lors de tant insister sur une stipulation qui touche à une matière si délicate qu'elle provoque à chaque instant des réserves?

Quoiqu'il en soit, si la Commission décide d'adopter l'article 27, la Délégation de Serbie sera forcée de formuler des réserves expresses sur cette disposition.

S. E. le Comte Nigra demande à faire une observation. Il a entendu parler de grandes et de petites Puissances; or, il n'y a ici ni grandes ni petites Puissances, mais des représentants de Gouvernements complètement égaux entre eux, qui discutent d'une façon indépendante et qui sont réunis dans la seule pensée de faire une œuvre utile à la Paix.

M. le Dr. Zorn prononce le discours suivant, dont la traduction est donnée, séance tenante, par M. Asser:

Mon très honorable Collègue, le délégué de Serbie, a posé la question pourquoi nous n'avons pas fait entrer dans ce projet l'arbitrage obligatoire. Je crois avoir le devoir de lui répondre à cette question.

Il ne peut guère y avoir de doute qu'il existait, dans le Comité d'Examen, un courant puissant en faveur de l'arbitrage obligatoire. Mais je dois constater, que le Gouvernement allemand n'aurait pas été en état d'adopter un Projet par lequel l'Arbitrage aurait été rendu obligatoire.

Je reconnaissais avec gratitude que, dans l'esprit de grande unité et de

noble communauté qui a animé, dès le commencement, les membres du Comité d'Examen dans leurs travaux, ceux-ci ont apprécié les graves objections de mon Gouvernement. La raison de ces objections est la suivante :

Il est vrai qu'il existe toute une série de cas particuliers d'arbitrage, et que l'arbitrage n'est plus une chose inconnue. Mais les expériences qui ont été faites jusqu'à présent sur ce terrain ne sont pourtant pas de nature à permettre dès à présent de s'engager pour l'arbitrage obligatoire.

Or, procéder dans cette matière importante sans expérience suffisante, paraît dangereux et pourrait conduire plutôt à la discorde qu'à la concorde. Je crois que le Gouvernement Allemand n'est pas seul à envisager la question de ce point de vue. Il est vrai que le Comité n'a pas voté sur cette question, mais je n'ai pas de doutes que nos graves objections soient partagées aussi d'autres côtés en dedans et en dehors du Comité d'Examen, et par d'autres Etats.

Dans ces circonstances, le Comité s'est mis d'accord pour présenter le projet à la Commission et à la Conférence sur la base de l'arbitrage facultatif.

De l'autre côté, le Gouvernement Allemand a été pénétré de la pensée — et dans cette pensée il se savait d'accord avec tous les Gouvernements — que tous les efforts qui tendent au maintien de la paix et des bonnes relations entre les nations méritent la plus sérieuse attention. Les souhaits du Gouvernement Allemand dans ce sens concordent avec ceux des autres Gouvernements représentés à cette Conférence.

Dans cet ordre d'idées, mon Gouvernement n'a pas fait jusqu' à ce moment d'objections contre l'article 27, bien que peut-être l'expression de devoir parût aller un peu loin. Il semble qu'on ne voie pas de difficultés insurmontables à ce que ce devoir moral soit prononcé et accentué. C'est pour cela que moi aussi, j'ai pu me joindre, et je me suis joint volontiers, à l'ordre d'idées que notre très honorable Président M. Léon Bourgeois et avec lui l'autre membre très honorable de la Délégation Française ont développé d'une manière si éloquente dans le Comité. Voilà les points de vue qui nous ont conduits à faire entrer l'art. 27 dans le projet.

J'admetts que l'art. 27 est en quelque sens une répétition d'autres dispositions du projet. Les mêmes idées ont été prononcées en d'autres endroits. Mais cela n'est pas un défaut. Le but de notre œuvre est de créer une base solide pour l'emploi aussi étendu que possible de moyens pacifiques pour mettre un terme aux différends entre les Etats. Il ne faut donc pas nous heurter à ce que certaines tournures de l'art. 27 représentent une répétition.

Dans cet ordre d'idées je ne regarde pas comme justifiées les appréhensions qu'on a fait valoir à propos de l'art. 27. Nous l'adoptons comme une recommandation réitérée que tous les moyens pacifiques en tant que les circonstances le permettent, doivent être employés pour terminer les conflits. Voilà notre opinion, c'est dans ce sens que nous avons interprété l'art. 27 dans le Comité, et cette opinion est aussi, je le suppose,

celle des Gouvernements ici représentés. Je crois que dans ces circonstances mon honorable collègue de Belgrade et messieurs les autres représentants des Etats des Balkans peuvent également se déclarer d'accord avec cet article.

Si l'article avait un contenu juridique formel, il aurait été aussi inacceptable pour moi. Dans ce cas, j'aurais partagé pleinement les objections de Messieurs les représentants des Etats des Balkans. Mais il n'a pas de contenu juridique formel, il ne renferme qu'une recommandation de caractère purement moral. (Applaudissements.)

M. Veljkovitch répond que son intention n'était pas de soulever la question de l'arbitrage obligatoire qui n'est pas à l'ordre du jour des travaux de la Commission. Par conséquent, il ne se croit pas autorisé à entrer en discussion sur le fond même du sujet, discussion que, sans cela, il aurait été heureux d'entreprendre, ne fût ce que pour provoquer de nouvelles observations intéressantes de la part de l'honorable préopinant dont il apprécie hautement l'éloquence vigoureuse et la grande compétence scientifique. S'il a parlé de l'arbitrage obligatoire, c'était uniquement pour donner aux choses leur véritables proportions et pour montrer que l'article 27 ne peut pas être considéré, comme on a essayé de le représenter, comme la grande citadelle de la paix, puisque, à côté de lui, il y a des institutions ayant une portée incomparablement plus grande au point de vue des bons rapports et du maintien de la paix entre les Etats et que non seulement on n'a pas introduites dans la convention, mais qu'on a même supprimées du projet où elles se trouvaient primitivement.

Le fait de se déclarer pour l'arbitrage obligatoire, dans des cas d'ordre juridique, prouve suffisamment que ce qu'il combat dans l'art. 27 ce n'est pas l'instrument de paix et de concorde entre les Etats: ce qu'il reproche aux dispositions de cet article c'est de contenir une sorte d'invitation pour les grandes Puissances de ce livrer à des démarches blessantes pour l'amour propre légitime et la dignité des petits Etats. Car, on a beau proclamer qu'il n'y a pas de grandes et de petites Puissances, cela ne changera rien à la réalité des faits et cette réalité ne permettra jamais de donner à l'article 27 le caractère de réciprocité, en vertu de laquelle les petites Puissances pourraient, sans manquer aux convenances internationales, faire usage des dispositions de cet article vis-à-vis des grandes Puissances.

En tout cas, les explications adoucissantes qu'on a données de l'article 27 cadrent bien mieux avec l'amendement de M. Beldiman, qui substitute au mot devoir les mots jugent utile, qu'avec la rédaction actuelle où l'obligation pour les tierces Puissances d'intervenir est nettement et formellement exprimée et pourrait, par conséquent, plus facilement donner lieu à des abus dans la pratique.

M. Odier s'exprime en ces termes:

„Bien que le Comte Nigra ait rappelé qu'il n'y avait ici ni grandes ni petites Puissances, il faut cependant admettre que les Etats qui ont une population et un territoire restreints envisagent à un point de vue différent les questions d'intervention. Je comprends donc dans une certaine mesure

les appréhensions de M. le Délégué de Serbie, et je les comprends d'autant mieux que j'appartiens moi aussi à un pays qui est petit par ses frontières et par le nombre de ses habitants. Mais je voudrais cependant signaler à M. Veljkovitch un fait nouveau et capital. Nous avons cherché à ouvrir une ère nouvelle dans les rapports internationaux. Jusqu'à présent l'état de guerre a été laissé à la volonté des nations en litige sans que les Puissances neutres aient fait tout leur possible pour l'empêcher. Or, il faut considérer qu'à cette ère nouvelle correspondent des devoirs nouveaux. Les neutres ont des devoirs à remplir. Ils ne doivent plus se contenter de garder un silence plus au moins désapprobateur, ils ne doivent plus permettre que deux Puissances en appellent aux armes si tous les efforts n'ont pas été faits pour prévenir cette calamité.

Un de nos collègues a cherché à qualifier le rôle des neutres à cette occasion et il a trouvé le mot heureux de „paciférant“. Cette appellation sera consacrée par la Conférence de la Haye. Voilà pourquoi je me suis quant à moi rallié à la proposition de la délégation française en la considérant comme la consécration d'un devoir des neutres“ (Applaudissements).

M. Holls prononce les paroles suivantes qui sont traduites par le Baron d'Estournelles:

„Je demande à dire quelques mots en faveur de l'art. 27 et à expliquer pourquoi je me suis trouvé en si complète harmonie d'idées avec les promoteurs de cet article.

M. le Délégué de Serbie a rappelé, à ce propos, la question de l'arbitrage obligatoire, disant que les Puissances s'étaient arrêtées à mi-chemin et n'avaient pas voulu aller jusqu'au bout. Qu'on me permette d'affirmer que, dans la pensée du Comité, il n'y a aucune connexion entre l'arbitrage obligatoire et la notion de devoir.

Je tiens à bien insister sur ce fait qui a motivé ma conviction personnelle: c'est que l'absence de l'art. 27 eût été fatale à la convention qui, sans cet article, risquerait de n'être pas utilisée et de rester illusoire. Il était nécessaire d'exprimer cette notion de devoir moral des Etats, non seulement vis-à-vis d'eux-mêmes, mais vis-à-vis de l'humanité. Cette notion, ce simple mot inaugurent une ère nouvelle dans laquelle les Peuples se reconnaîtront des liens de solidarité et l'obligation impérieuse de s'intéresser non seulement à leur propre paix, mais à celle de leurs voisins.

D'ailleurs, cet article n'implique pas l'obligation au sens juridique du mot, mais une obligation d'ordre moral; c'est dans ce sens que s'est produite très nettement l'adhésion de la Délégation américaine et du Comité d'Examen tout entier à la proposition des deux Délégués français. Pour moi, j'ai été heureux qu'une telle pensée ait été formulée, car je la considère comme le couronnement nécessaire de l'édifice“ (Applaudissements).

M. Veljkovitch répond que les déclarations et les observations qui viennent d'être faites ne lui semblent pas de nature à atténuer la gravité

des objections qu'il a présentées. Il croit donc devoir maintenir son point de vue et tient, à propos de l'interprétation de l'art. 27, à mettre en lumière deux points principaux.

Il entend premièrement que par l'expression: „conflit aigu“ qui se trouve dans cet article, on vise le conflit grave prévu par l'article 2 et susceptible d'entrainer la guerre; c'est donc seulement dans les cas tout-à-fait exceptionnels où la paix serait menacée que pourront s'appliquer les dispositions de l'article 27.

En second lieu, l'intervention prévue par cet article ne peut être considérée que comme un acte de bons offices au même titre que celle qui est réglée par le § 2. Les explications qui ont eu lieu à propos des différents articles de ce paragraphe s'étendent donc aussi à l'article 27, ainsi que la réserve générale que la Délégation de Serbie a cru devoir faire à la fin du § 2.

En ce sens, il reste notamment acquis: que les bons offices de l'art. 27 ne pourront être exercés qu'avec la discrétion et la réserve extrêmes, naturelles à ce genre de démarches; que ces bons offices ne pourront pas être pratiqués dans des formes et dans des circonstances qui puissent leur donner le caractère d'une intervention dans les affaires intérieures d'un Etat, et enfin, que le refus par une Puissance de se conformer au rappel qui lui a été fait ne pourra jamais être considéré par l'autre comme un acte peu amical.

Sous réserve de cette déclaration interprétative la Délégation de Serbie pourrait accepter l'article 27.

Le Président prend la parole en ces termes:

„Messieurs, avant de passer au vote sur sa proposition, je demande à M. le Délégué de Serbie la permission de lui adresser un dernier appel. Je le fais tant au nom de la Délégation française qui a pris l'initiative de l'article 27 que comme Président de la Commission.

Depuis l'ouverture de notre Conférence, nous avons plus d'une fois réussi à nous unir, à dégager un sentiment unanime sur des questions où, d'abord, nous paraissions divisés. Ce serait un résultat considérable et dont l'importance morale dépasse, à mes yeux, toute expression, si, sur cet article 27 qui marque l'un des points essentiels de l'institution de l'arbitrage, nous parvenions, là aussi, à donner au monde le spectacle de notre unanimité.

Si j'examine les idées qui ont dicté à M. Veljkovitch ses réserves sur l'article 27, je puis dire qu'aucune de ces idées ne peut soulever ici et n'a soulevé d'objection. Tous les discours que vous avez entendus, toutes les déclarations qui ont été faites sur le sens et la portée de cet article sont d'accord pour l'établir et je tiens à confirmer expressément ce qui a été dit avec tant de force par tous les membres du Comité d'Examen.

Les conflits que vise l'article 27 sont bien seulement ceux qui pourraient mettre la paix en péril. C'est bien pour ceux là seulement que nous considérons comme légitime l'appel à l'arbitrage amicalement fait aux Parties en litige par les Puissances signataires.

Quant à l'inquiétude qui a été exprimée par M. le délégué de Serbie de voir une Puissance forte se servir de l'article 27 pour tenter une intervention abusive dans les affaires d'une Puissance plus faible, j'affirme simplement que si une Puissance agissait ainsi, loin d'avoir le droit d'invoquer l'article 27, elle me paraîtrait agir absolument contre son but et contre son esprit. Pour nous, si cet article pouvait avoir une telle conséquence, non seulement nous n'en aurions pas pris l'initiative mais, s'il avait été présenté par d'autres, nous l'aurions énergiquement combattu et nous lui refuserions notre vote.

M. Veljkovitch a demandé quelle était l'utilité pratique de l'article 27. Je ne reviendrai pas sur la réponse qui lui a été faite. On a montré qu'il était nécessaire de rappeler pour l'arbitrage, les principes qui étaient inscrits dans l'article premier de la Convention par lequel les Puissances signataires s'engagent à faire tous leurs efforts pour amener le règlement pacifique des conflits internationaux. Ces principes, on les a appliqués en déterminant le caractère de bons offices qu'ont à nos yeux les offres de médiation. Il était nécessaire et logique d'en dire autant pour le conseil donné de recourir à la Cour permanente d'arbitrage et d'affirmer le devoir qui incombe aux Puissances de faire sous cette forme, comme sous les autres, un effort sincère pour le maintien de la paix entre les nations.

Mais, il ne s'agit pas seulement de l'utilité pratique de cette disposition. Soyez sûrs, Messieurs, que ce qui nous détermine à la défendre si énergiquement, c'est qu'elle nous paraît avoir une utilité morale, dont chaque jour qui s'écoulera après la fin de nos travaux fera mieux comprendre la grandeur.

Messieurs, certains, ignorant la puissance de l'idée, voudraient prétendre que ce que nous avons fait ici est peu de chose. Je suis au contraire convaincu que lorsque nous serons sortis de cette Conférence, lorsque nous n'aurons plus le souci légitime de la défense des intérêts spéciaux à chaque nation, dont nous devions tenir compte, nous-mêmes nous jugerons mieux l'importance de notre œuvre, et plus on s'avancera sur la route du temps, plus clairement apparaîtra cette importance. L'utilité morale des dispositions de l'article 27, est toute entière dans ce fait, qu'un devoir commun, pour le maintien de la paix entre les hommes, est reconnu et affirmé entre les nations. Croyez-vous que ce soit peu de chose, que, dans cette Conférence, c'est-à-dire non pas dans une réunion de théoriciens et de philosophes, discutant librement et sous leur seule responsabilité personnelle, mais dans une assemblée où sont officiellement représentées les Gouvernements de presque toutes les nations civilisées, l'existence de ce devoir international ait été proclamé et que la notion de ce devoir, désormais introduite pour toujours dans la conscience des peuples, s'impose dans l'avenir aux actes des Gouvernements et des nations?

Que nos collègues qui ont fait opposition à cet article me permettent de le leur dire. Je crains qu'ils n'aient point les yeux tournés vers le but qui vraiment doit être le leur. Ils ont semblé préoccupés des intérêts

opposés des Grandes et des Petites Puissances dans cette question de l'arbitrage. Je répéterai après le Comte Nigra: il n'y a ici ni grandes ni petites Puissances; toutes sont égales devant l'œuvre à accomplir. Mais si l'œuvre devait être plus utile à quelques unes, n'est ce pas aux plus faibles qu'elle profiterait certainement? Hier, au Comité d'Examen, je le disais à nos collègues opposants: toutes les fois qu'un tribunal a été institué dans le monde et qu'une décision réfléchie et impartiale a pu ainsi s'élever au dessus de la lutte des intérêts et des passions, n'est ce pas une garantie de plus qui a été ainsi donnée aux faibles contre les abus de la force?

Messieurs, entre les nations il en sera de même qu'entre les hommes. Les institutions internationales comme celle-ci seront la garantie des faibles contre les forts. Dans les conflits de la force, quand il s'agit de mettre en ligne les soldats de chair et d'acier, il y a des grands et des petits, des faibles et des forts. Quand dans les deux plateaux de la balance il s'agit de jeter des épées, l'une peut être plus lourde et l'autre plus légère. Mais, lorsqu'il s'agit d'y jeter des idées et des droits, l'inégalité cesse et les droits du plus petit et du plus faible pèsent dans la balance d'un poids égal aux droits des plus grands.

C'est ce sentiment qui nous a dicté notre œuvre et c'est aux faibles surtout que nous avons pensé en la poursuivant. Puissent-ils comprendre notre pensée et répondre à notre espérance en s'associant aux efforts tentés pour régler de plus en plus par le droit l'avenir de l'Humanité." (Applaudissements prolongés.)

M. Veljkovitch répond qu'il a été heureux que les observations qu'il a présentées sur l'article 27 aient valu à la Commission l'éloquent discours qu'elle vient d'entendre. Il espère que l'interprétation que le Président a ainsi donnée de cette disposition sera fidèlement reproduite dans le procès-verbal de la séance. Elle a rendu acceptable le principe posé et la Délégation de Serbie est heureuse de pouvoir s'y rallier dans ces conditions.

Le Président constate que l'accord s'est établi sur l'article 27 et il demande si aucun membre ne demande plus la parole sur cet article.

M. le Docteur Stancioff s'exprime en ces termes:

„Si l'on admet que c'est un devoir de rappeler l'existence de la Cour Permanente — (et cela sera toujours un bienfait) — il faudrait indiquer aussi la manière à employer pour s'acquitter de ce devoir. Le mot „rappeler“ me paraît trop faible comparativement au mot „devoir“.

„Et si l'on ne veut pas mêler la Diplomatie à cette question, — quelle est la voie qui devrait être suivie? Le Bureau ou le Conseil permanent de l'art. 28? La procédure serait peut-être trop longue alors! Car, le pays qui croira accomplir un devoir en rappelant l'arbitrage à la Puissance qui court le danger de tomber dans un conflit, sera d'abord obligé de s'adresser au Conseil permanent; ce Conseil devra réunir cinq membres pour délibérer, — et pendant ce temps le conflit aura pu éclater avant que le rappel soit transmis.

C'est pour cela qu'il faudrait trouver le moyen le plus efficace et le plus rapide d'employer avec utilité les bons offices".

Il est donné acte à M. Stancioff de son observation et l'article 27 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 28:

Un Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent acte par neuf Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communique sans délai aux Puissances les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

M. le Chevalier Descamps dit que cet article a subi plusieurs modifications.

En premier lieu, pour donner satisfaction à la demande de Son Exc. le Comte Nigra, on a porté à 9 au lieu de 6 (alinéa 1) le nombre des Puissances qui devront avoir ratifié la Convention pour que le Conseil permanent puisse être constitué. En second lieu le Comité a déferé sur trois points au désir exprimé par Son Exc. le Comte Welsersheimb:

1° à l'alinéa 1 on a ajouté le mot „administratif“ entre „Conseil“ et „permanent“;

2° à l'alinéa 5 on a également ajouté le mot „administratives“ après le mot „questions“;

3° enfin, on a donné au dernier alinéa la forme suivante:

„Le Conseil communique sans délai aux Puissances les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport etc. etc.“

Il a été toutefois entendu que la communication n'avait point pour conséquence de subordonner les règlements à l'approbation de chaque Puissance.

S. E. le Comte Welsersheimb se déclare satisfait par ces modifications.

L'article 28 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 29:

Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Cet article est adopté.

On passe au chapitre III. (De la procédure arbitrale.)

Il est donné lecture de l'article 29 bis:

En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale: en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 30:

Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 31:

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un sur-arbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Cet article est adopté sous réserve de l'observation de M. le Docteur Stancioff à savoir que les deux arbitres prévus par l'alinéa 3 peuvent appartenir au Pays intéressé.

Il est donné lecture de l'article 32:

Lorsque l'arbitre est un Souverain ou un Chef d'Etat, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 33:

Le surarbitre est de droit président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

M. Papiniu désire appeler l'attention de la Commission sur une situation qui ne lui semble pas avoir été prévue. Que se passerait-il dans

le cas où les arbitres seraient nommés en nombre pair et où, au moment de rendre la sentence, et en absence d'un surarbitre, leurs voix se partageraient également?

Le Président dit que le Comité n'a pas supposé que le Tribunal puisse être composé en nombre pair sans que les Puissances aient pris le soin de désigner un surarbitre. Si ce cas se présentait, ce serait aller de gaîté de cœur au-devant d'un conflit et l'on ne peut, semble-t-il, prévoir une semblable hypothèse.

M. le Chevalier Descamps dit qu'en réglementant la nomination et les prérogatives du surarbitre, on a prévenu dans une certaine mesure les difficultés que signale M. Papiniu. Le projet de Convention ne peut aller plus loin.

Si cependant il se trouvait qu'un tribunal d'arbitrage fût dans l'impossibilité de constituer une majorité, et s'il ne veut ou ne peut nommer un arbitre pour se départager, ce sera aux gouvernements intéressés qu'appartiendra le soin de pourvoir à la situation. M. Descamps ne voit pas d'autre solution et il n'envisage pas notamment la possibilité de donner à l'un des arbitres une voix prépondérante. Le Comité est d'ailleurs disposé à examiner tout amendement que M. Papiniu voudrait formuler par écrit.

M. Papiniu répond qu'il n'a pas cru devoir formuler une proposition ferme: il a voulu seulement signaler un cas qui lui a paru mériter d'être envisagé et qui, d'après lui, peut bien se présenter dans la pratique.

Il ne peut d'ailleurs que laisser aux jurisconsultes éminents que se trouvent dans le sein de la Commission le soin de donner une forme juridique à l'idée qu'il a émise.

Le Président dit qu'à son avis il suffirait de mentionner dans le procès-verbal les dangers de la situation si intéressante signalée par M. Papiniu pour que ces dangers ne risquent pas de se produire. Il serait d'ailleurs reconnaissant au délégué de Roumanie de vouloir bien préciser sa proposition en lui donnant la forme d'un amendement.

M. Rolin a écouté avec intérêt les observations que vient de faire M. le Ministre de Roumanie visant les difficultés qui peuvent surgir, au sujet de l'élection du président du Tribunal et du délibéré sur la sentence arbitrale, dans le cas où le Tribunal arbitral serait formé d'un nombre pair d'arbitres. La réponse de M. le Rapporteur indiquant les seules solutions possibles dans une semblable hypothèse a mérité également toute l'attention de l'Assemblée. Mais M. Rolin croit nécessaire de faire en outre remarquer que les difficultés signalées ne proviennent en aucune façon d'une lacune dans le projet en discussion. Celui-ci règle, à l'article 31, la constitution du Tribunal arbitral qui doit, sauf convention contraire, être composé de cinq membres dont un surarbitre.

La difficulté ne peut donc naître que d'un compromis dérogeant aux règles du Projet.

M. le Ministre de Roumanie n'a sans doute pas l'intention de limiter cette liberté des Parties. On est d'accord pour leur réserver la plus entière liberté de faire le compromis comme elles l'entendent. D'après lui il faut qu'on se résigne à accepter les conséquences de cette liberté des Parties et notamment celles qui ont chance de se produire si les membres

du Tribunal arbitral sont en nombre pair. M. Rolin considère du reste que cet échange de vues contribuera utilement à appeler l'attention des Gouvernements sur les difficultés qui peuvent se produire si, dérogeant aux règles du projet, ils constituent un Tribunal formé d'arbitres en nombre pair.

M. Louis Renault dit que l'observation de M. Papiniu lui paraît judicieuse et intéressante, le cas de parité des juges pouvant fort bien se présenter au moment de rendre la sentence. D'après lui, pour ne pas déranger l'économie du projet en discussion, il suffirait que le rapport de la Commission signalât l'observation de M. Papiniu et les opinions émises en Commission.

M. Papiniu insiste pour que la Commission prenne en considération l'observation qu'il a faite et qu'il en soit tenu compte dans la forme que la Commission croira convenable.

Le Président dit que le Rapport mentionnera l'échange de vues auquel a donné lieu l'intervention de M. Papiniu et déclare, sous cette réserve, l'article 33 adopté.

Il est donné lecture de l'article 34:

Sauf stipulation contraire, en cas de décès, de démission où d'empêchement pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 35:

Le siège du tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation, il est fait application de l'article 25 de la présente convention.

Le siège ainsi fixé ne peut-être changé par le Tribunal qu'en vertu d'un nouvel accord entre les Etats intéressés.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 36:

Les Parties ont le droit de nommer auprès de la Cour des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Cour.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le tribunal, les conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

M. Seth Low demande à poser la question suivante au Comité d'Examen, relativement à la portée de cet article:

„Y a-t-il l'intention de permettre aux membres de la Cour Permanente qui ne sont pas membres du Tribunal spécial, de servir comme délégués, agents spéciaux, conseils, ou avocats devant les Tribunaux spéciaux? Cela n'est pas clair. Je propose que le Comité d'Examen considère la question.“

Le Président dit qu'au début de la prochaine séance le Comité d'Examen fera connaître sa réponse à la question posée par M. Seth Low.

Il ajoute que, vue l'heure tardive, la séance pourrait être remise au Samedi 22 juillet à 2 heures. (Adopté.)

La Séance est levée.

Huitième Séance.

22 juillet 1899.

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le Président dit que les procès-verbaux des deux dernières séances n'ayant pu encore être distribués en épreuve, la Commission tiendra une dernière séance consacrée à l'adoption des compte-rendus.

M. Bourgeois rappelle que la Commission doit reprendre en seconde lecture le § 3 du projet (des Commissions internationales d'enquête) qui avait été réservé.

M. Delyanni déclare qu'il a reçu de son Gouvernement l'instruction d'adhérer au § 3 (des Commissions internationales d'enquête) tel qu'il a été adopté par le Comité d'Examen.

M. Miyatovitch dit que le Gouvernement Royal de Serbie à qui il a fait connaître le résultat de la dernière séance, a apprécié l'esprit de conciliation apporté par le Comité d'Examen dans la recherche de solutions acceptables, et qu'il a autorisé sa délégation à accepter sans réserve le texte du § 3.

Le Président donne acte à MM. les Délégués de Grèce et de Serbie de leur déclaration et les en remercie au nom de la Commission.

M. Bourgeois dit qu'il a reçu de M. Beldiman la lettre suivante:

Monsieur le Président.

Je viens de recevoir de Bucharest, et je m'empresse de vous communiquer le texte de l'art. 9 tel que mon Gouvernement le propose:

„Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur, ni des intérêts essentiels, et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques, instituent en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête, chargée de faciliter la solution de ces litiges, en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.“

Comme vous voudrez bien l'observer, le texte du Gouvernement Royal est redigé dans le même esprit que le dernier texte du Comité d'Examen. La différence n'est pas essentielle, et j'aime à espérer que vous avez l'obligeance de prêter votre bienveillant appui à notre proposition qui est inspirée par un sentiment de conciliation et par le désir de faciliter la tâche de la Conférence.

Quant à la nouvelle rédaction des art. 10 et 13, adoptée par le Comité, mon Gouvernement n'y fait aucune objection.

En vous priant de bien vouloir disposer que la proposition du Gouvernement roumain, concernant l'article 9, soit portée à la connaissance du Comité d'Examen et de la Troisième Commission, je profite de cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Président, l'assurance empressée de ma haute considération.

(Signé:)

A. Beldiman.

VV2

Le Président dit que la communication de M. Beldiman portant une proposition nouvelle sur la rédaction de l'article 9 a été transmise au Comité d'Examen et il donne la parole à M. le Rapporteur.

M. le Chevallier Descamps fait au nom du Comité d'Examen le rapport suivant:

Conformément à la décision de la Commission, le Comité d'Examen s'est réuni pour procéder à un nouvel examen des articles 9 à 13 du Projet de Convention sur le règlement pacifique des conflits internationaux. MM. les délégués de Bulgarie, de Grèce, de Roumanie et de Serbie ont assisté à cette réunion. S. E. M. Eyschen, auteur de l'amendement concernant les garanties nouvelles à établir pour le fonctionnement des Commissions internationales d'enquête, était également présent à la séance.

Le Comité a examiné les modifications qu'il y avait lieu d'introduire à l'article 9 en vue d'amener l'adoption de cet article par l'unanimité des Puissances. Après une discussion constamment animée du plus sincère esprit de conciliation, le Comité s'est arrêté au texte suivant: „Dans les litiges d'ordre international provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile, pour faciliter la solution de ces litiges, que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques, instituent des Commissions internationales d'enquête à fin d'éclaircir, par un examen impartial et consciencieux, toutes les questions de fait.“

L'engagement impliqué dans le texte primitif de l'article 9 étant supprimé, le Comité a pensé qu'il n'y avait pas lieu de maintenir les réserves qui s'attachaient à cet engagement.

Il a d'autre part supprimé dans le texte primitif les expressions „qui peuvent être l'objet d'une constatation locale“ et „sur place“, M. Asser ayant fait justement observer que ces expressions étaient peu exactes et ne s'appliquaient qu'imparfaitement aux faits que les Commissions internationales d'enquête sont appelées à constater.

Précisant la proposition générale qu'il avait faite dans l'assemblée de la Commission, S. E. M. Eyschen a déposé le texte d'un article additionnel qui, après quelques remaniements proposés par le Comte Nigra a été adopté dans les termes suivants:

„Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litiges.

La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la Convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même.“

Enfin, le Comité a examiné l'amendement suivant de M. Stancioff à l'article 13: „Le rapport de la Commission internationale d'enquête laisse aux Gouvernements en litige toute faculté, soit de conclure un arrangement amiable sur la base de ce rapport, soit de considérer celui-ci comme non venu.“

Il a paru au Comité que cette dernière expression pouvait être outrée. Il a pensé que la liberté des Etats pouvait être affirmée autrement et il a préféré adopter la formule suivante proposée par M. Odier: „Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation“.

Telles sont les trois modifications proposées par le Comité au titre des Commissions internationales d'enquête.

Ces propositions sont inspirées par un même désir d'aboutir à un résultat acceptable pour tous. Le Comité espère qu'elles seront examinées à ce point de vue par la Commission et que l'entente pourra s'établir définitivement sur ces bases ou tout au moins sur des bases qui se rapprochent de ces dispositions.

Le Président dit que le Comité d'Examen, après étude de la proposition du Gouvernement Roumain, a abouti à une rédaction dans laquelle il a tenu compte des scrupules exprimés par ce Gouvernement. L'objet de la disposition nouvelle suggérée par M. Beldiman était de mettre en lumière le caractère purement facultatif du recours aux Commissions d'enquête.

On a cru atteindre ce but en remplaçant dans le texte primitif les mots: „convient de recourir“ par ceux: „jugent utile de recourir.“ Cette formule a été acceptée par les délégations de Serbie et de Grèce, mais la délégation de Roumanie tient à renforcer encore d'avantage le caractère facultatif de la disposition et demande qu'on y maintienne les deux mentions qui avaient été supprimées c'est-à-dire les mots: „et n'engageant d'ailleurs ni l'honneur ni les intérêts vitaux des Puissances intéressées“, et „en tant que les circonstances le permettent.“

Le Président donne la parole à M. Beldiman pour développer sa proposition.

M. Beldiman dit qu'il avait rapporté à son Gouvernement la dernière délibération du Comité d'Examen, et qu'il lui a fait connaître les deux redactions en présence.

Le Gouvernement roumain lui a transmis en réponse la formule qu'il a communiquée par lettre au Président et qu'il prie la Commission d'adopter.

M. Beldiman expose les raisons qui lui font désirer que l'article 9 soit modifié ainsi qu'ils l'a proposé et il ajoute en plus qu'en rétablissant la formule: „et n'engageant d'ailleurs ni l'honneur ni les intérêts vitaux des Puissances intéressées“ son Gouvernement attacherait du prix à ce que la Commission voulût bien également remplacer le mot: „vitaux“ par le mot: „essentiels“ qui lui paraît suffisant.

Il rappelle qu'en acceptant l'article 9 ainsi formulé, son Gouvernement a voulu donner une preuve du désir sincère qui l'anime d'établir l'unanimité sur cette difficile question.

LL. EE. Sir Julian Pauncefote et le Comte Nigra appuient la rédaction proposée par M. Beldiman.

Le Président dit que la pensée du Comité d'Examen a toujours été de bien affirmer le caractère facultatif de l'article 9. Toutefois, si M. Beldiman croit que la rédaction qu'il propose précisera mieux ce caractère, il pense que le Comité ne fera pas de difficulté de s'y rallier.

M. Lammash dit qu'il avait proposé lui-même un rédaction presqu'identique, mais qu'on n'avait pas cru devoir s'y arrêter dans la conviction que la tendance facultative de l'article ressortait suffisamment du texte.

M. Veljkovitch déclare que la Délégation de Serbie a recommandé à son Gouvernement l'adoption du texte proposé par le Comité d'Examen. C'est celui-là qu'il est autorisé aujourd'hui à accepter.

Il ne pense pas d'ailleurs que les modifications que M. Beldiman suggère d'apporter à ce texte soient aussi anodines qu'on paraît le croire.

„Au point de vue“, dit il, où nous nous plaçons, il semble évident que moins une formule contient de clauses susceptibles de provoquer des discussions, plus elle sera favorable aux petites Puissances qui sont moins en mesure que les grandes de faire prévaloir leurs opinions. Or, en ce qui concerne l'article 9, nous trouvons que son caractère facultatif est suffisamment marqué par la rédaction proposée par le Comité d'Examen. Si on y introduit de nouvelles stipulations, on risque d'en compromettre l'idée fondamentale, cest-à-dire, le caractère facultatif. En effet, on doit prévoir que des discussions s'engageront sur le point de savoir si l'honneur national et les intérêts vitaux sont réellement engagés. Dans ces discussions, les petites Etats se trouveront souvent dans un état d'infériorité vis-à-vis des grands. De même pour la clause „en tant que les circonstances le permettent“. Celle-là il la considère comme encore plus dangereuse que la précédente. Car, il peut se présenter des circonstances où l'on éprouvera une certaine pudeur à invoquer l'honneur national ou les intérêts vitaux, mais où l'on ne se gênera pas de se servir de la clause „en tant que les circonstances le permettent“. Là encore, ce ne seront pas les petites Puissances qui auront l'avantage. Or, ce sont ces inégalités de situations que nous voudrions éviter autant que possible. Dans une convention internationale où toutes les parties contractantes doivent être mises sur un pied d'égalité, il ne faut pas, au moyen de clauses vagues, créer des situations qui seraient la négation même du principe proclamé récemment par le Comte Nigra, à savoir qu'il n'y a pas de grandes et de petites Puissances, mais seulement des Puissances indépendantes et égales entre elles.

Nous préférons donc maintenir le texte de l'article 9 tel qu'il a été proposé par le Comité d'Examen et dans des termes qui excluent ou du moins qui diminuent, les inconvénients que je viens d'indiquer.“

M. Rolin insiste vivement pour que la proposition faite par M. Beldiman soit adoptée. Il reconnaît que les explications du rapporteur affirment, dans une certaine mesure, le caractère facultatif de l'article 9. Mais il serait essentiel, à son avis, que ce caractère résultât du texte lui-même et non du rapport.

M. le Comte de Macédo déclare qu'il était disposé à accepter le

texte primitif de l'article avec les deux mentions qui ont été supprimées. La formule proposée par M. Beldiman tendant à les rétablir, la délégation de Portugal est prête à s'y rallier, dans un esprit transactionnel.

M. Delyanni dit qu'il votera la proposition de M. Beldiman si elle obtient l'unanimité.

Le Président met aux voix l'article 9 en procédant par division.

Il demande en premier lieu à la Commission de se prononcer sur la question de savoir si elle est d'avis d'ajouter au texte du Comité les deux membres de phrase, dont M. Beldiman désire le rétablissement.

A l'unanimité moins une voix (celle de la Serbie) et une abstention (celle de la Turquie), la Commission décide de rétablir les deux mentions dans la forme désirée par M. Beldiman.

M. Veljkovitch: „Nous avons été invités à assister à la séance du Comité d'Examen afin que nous puissions, séance tenante, prendre connaissance du texte à présenter à notre Gouvernement. Nous nous sommes rendus à l'invitation du Comité, nous avons communiqué au Gouvernement le texte du Comité d'Examen avec un avis favorable et le Gouvernement s'est empressé d'accepter la rédaction proposée. Maintenant, le texte du Comité d'Examen est modifié par la Commission où il n'a même pas été défendu. Je tiens à ce qu'il soit expressément constaté que ce contre quoi la Commission vient de voter c'est bien le texte de son propre Comité d'Examen.“

Le Président confirme que c'est bien contre le texte du Comité d'Examen qu'on a voté.

M. Miyatovitch déclare qu'il a du voter contre la proposition du délégué de Roumanie en vertu d'instructions qui lui avaient été envoyées antérieurement. Il ne doute pas que son Gouvernement ne lui permette prochainement de s'associer à l'unanimité qui vient d'être exprimée.

Le Président remercie le délégué de Serbie de cette déclaration et met aux voix l'ensemble de l'article 9 dans la rédaction définitive suivante:

„Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur, ni des intérêts essentiels, et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques, instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête, chargée de faciliter la solution de ces litiges, en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

M. le Baron de Bildt demande une explication sur la suppression des mots: „sur place“ qui existaient dans le texte primitif.

M. Affer explique que la suppression de ces mots: „sur place“ est la conséquence nécessaire de la suppression des mots: „qui peuvent être l'objet d'une constatation locale,“ votée, sur sa proposition, par le Comité d'Examen dans le but de donner à l'institution des Commissions internationales d'enquête une portée plus générale, en l'étendant à toutes les questions concernant des points de fait, ce qui peut se faire sans inconvenient après qu'on a supprimé le caractère obligatoire du recours à ces commissions.

Le Président ajoute que le Comité a été d'avis que la rédaction primitive restreignait d'une façon excessive la portée de l'article 9, en excluant, par exemple, les cas de contestations maritimes dans lesquels il est évident que la constatation sur place ne répondrait plus à la réalité.

A la suite de ces explications l'article 9 est adopté sans vote dans la rédaction proposée par M. Beldiman.

On passe à l'article 10.

M. le Chevalier Descamps constate que le texte de cet article est entièrement nouveau. Il a été adopté par le Comité pour déferer au désir exprimé par Son Exc. M. Eyschen de voir déterminer les conditions dans lesquelles les Commissions d'enquête sont appelées à fonctionner. L'article 10 est donc proposé dans la teneur suivante:

Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par conventions spéciales entre les parties en litige.

La Convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des Commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

Les formes et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la Convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même.

M. le Chevalier Descamps dit que pour la rédaction de cet article, le Comité a emprunté certaines dispositions à la procédure arbitrale. C'est ainsi que la nécessité d'une convention spéciale inscrite au premier alinéa se rapproche de la stipulation inscrite à l'article 30 et relative au compromis d'arbitrage.

Les deux dispositions suivantes sont encore empruntées à la procédure arbitrale.

Le Comité a voulu affirmer, d'une manière formelle, le caractère contradictoire de l'enquête.

Enfin, en ce qui concerne les formes et les délais à observer, on a jugé qu'ils devaient être fixés par la Convention, sauf à la Commission elle-même à y pourvoir, à l'exemple des dispositions prévues par l'article 48, dans le cas où la Convention n'aurait pas réglé elle-même cette matière.

L'article 10 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 11:

Les Puissances en litige s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

S. E. Sir Julian Pauncefote demande pourquoi on a remplacé dans cet article les mots: „les Puissances intéressées“ par ceux „en litige“.

Le Président répond qu'on a voulu limiter étroitement la portée de l'article et empêcher que des Puissances étrangères au litige, quoiqu'intéressées à sa solution, puissent intervenir abusivement dans la contestation.

S. E. Sir Julian Pauncefote se déclare satisfait par cette explication.

L'article 11 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 12:

La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances intéressées son rapport signé par tous les membres de la Commission.

L'article 12 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 13:

Le rapport de la Commission internationale d'enquête n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige entière faculté soit de conclure un arrangement amiable sur la base de ce rapport soit de recourir ultérieurement à la médiation ou à l'arbitrage.

L'article 13 est adopté.

Le § 3 qui avait été réservé étant ainsi adopté, le Président propose de reprendre au point où la Commission l'avait laissé l'examen en seconde lecture des articles relatifs à l'arbitrage.

S. E. Sir Julian Pauncefote demande à revenir d'abord sur l'article 26 auquel il désirerait introduire deux légères modifications.

En premier lieu, il souhaiterait qu'au deuxième alinéa in fine il soit indiqué que: „les Puissances même non signataires peuvent recourir à la juridiction de la Cour dans les conditions prescrites par les règlements“, et non par la convention qui, en réalité, ne contient aucune prescription de ce genre.

Cette modification est adoptée.

S. E. Sir Julian Pauncefote propose, en second lieu, d'étendre aux Commissions d'enquête le bénéfice de l'alinéa 1 relatif à l'assistance prêtée par le Bureau international de la Haye au fonctionnement des jurisdictions d'arbitrage.

M. le Docteur Zorn verrait des inconvénients sérieux à établir ici une disposition commune aux Commissions d'enquête et aux Tribunaux d'arbitrage.

S. E. Sir Julian Pauncefote n'insiste pas sur sa proposition.

Le Président rappelle qu'à la fin de la dernière séance la discussion avait été ouverte sur l'article 36 et que M. Seth Low avait exprimé le désir d'être éclairé sur l'incompatibilité des fonctions des membres de la Cour permanente avec celles de délégués, agents spéciaux, conseils ou avocats, auprès de cette Cour.

M. le Chevalier Descamps expose le résultat de l'étude à laquelle le Comité d'Examen s'est livré sur cette question.

Il dit que le Comité a décidé de donner satisfaction à M. Seth Low en insérant dans le Rapport la formule suivante: „Aucun membre de la Cour ne peut, durant l'exercice de ses fonctions, comme membre d'un tribunal arbitral, accepter le mandat d'agent spécial ou d'avocat devant un autre tribunal arbitral.“

M. Descamps dit que cette disposition a été dictée par des raisons de haute convenance que la Commission appréciera.

M. Affer dit qu'il comprend très-bien les motifs qui ont amené le Comité à imposer cette disposition d'incompatibilité aux membres de la Cour, mais il voudrait qu'il fût constaté que l'expression „tribunal arbitral“ désigne ici tout tribunal formé au sein de la Cour permanente d'arbitrage.

M. Holls présente les observations suivantes dont le Baron d'Estournelles donne la traduction:

Loin de vouloir, comme M. Asser, restreindre l'incompatibilité, M. Holls serait d'avis, au contraire, de l'élargir. Il pense que s'il y a un intérêt grave au point de vue de l'indépendance et de l'autorité d'un arbitre à ce que cet arbitre soit atteint dans son propre pays par l'incompatibilité, signalée par M. Seth Low, il importe tout autant qu'il soit frappé de la même incapacité dans tous les pays qui recourront à l'arbitrage. C'est la règle usitée en Angleterre et en Amérique: „once a judge, always a judge.“

M. Holls considère que cette règle serait peut-être la seule bonne à suivre. Il voudrait proposer à la Commission, comme il l'avait du reste fait dans le Comité d'Examen, que les membres de la Cour auraient la faculté d'accepter des mandats de leur propre Gouvernement ou bien du Gouvernement qui les auraient nommés, mais d'aucun autre. Il lui semble que la Conférence ne devrait dépasser cette limite ni expressément ni implicitement. Les relations entre les juges et les Gouvernements qui les ont nommés sont, il est vrai, d'un caractère privé, ne regardent qu'eux, et varieraient probablement d'après les circonstances, tout spécialement en ce qui concerne la question des obligations personnelles ou de la rétribution des services rendus. Or, la question qui vient d'être discutée a le même intérêt pour tous les pays, puisqu'il importe à tous que les juges soient non seulement indépendants, mais au dessus de toute suspicion.

On a prétendu que si l'on admettait ce principe on diminuerait la liste des arbitres. M. Holls répond qu'on formulerait une règle trop étroite en n'interdisant que le cumul momentané. Ce serait autoriser le cumul d'un arbitre qui, ayant siégé quelque temps auparavant dans une juridiction arbitrale, pourrait réapparaître comme avocat devant ses anciens collègues, avec une autorité empruntée aux fonctions autrefois remplies.

En résumé, M. Holls croit que l'arbitre ne doit jamais être exposé à compromettre ni à diminuer son autorité. Il faut donc préserver le prestige de l'arbitrage en prescrivant une incompatibilité qui intéresse tous les Etats.

M. le Chevalier Descamps répond d'abord à M. Asser que le Comité n'a qu'à entendre parler que du tribunal arbitral formé au sein de la Cour. Il demande à M. le Délégué des Pays-Bas s'il désire faire une proposition ferme ou si l'explication insérée dans le rapport lui suffit.

M. Asser se déclare satisfait par l'insertion au rapport.

M. le Chevalier Descamps répond ensuite à M. Holls que les Etats restent libres de poser telles conditions et d'établir telles incompatibilités qu'ils jugent à propos. Il leur appartient d'interdire à leurs arbitres d'accepter les fonctions d'avocat dans aucun tribunal arbitral du monde, mais ce n'est pas à la Convention générale de prendre une décision à ce sujet.

M. Lammash fait remarquer que si on avait la conviction que tous les Etats appliqueront la restriction demandée par M. Holls, la proposition de ce dernier serait sans objet, mais comme on n'a aucune certitude à

cet égard, il y aurait lieu de prendre en considération la suggestion du Délégué des Etats-Unis qui tente à entourer de garanties nouvelles l'autorité et l'impartialité des arbitres.

M. le Chevalier Descamps fait observer qu'on veut établir une incompatibilité à l'égard de personnes qui peut-être n'auront jamais occasion de devenir arbitres, et que le fait seul d'être inscrites sur une liste frapperait d'incapacité. Ce serait là une disposition exorbitante et qui ne pourrait que nuire au bon recrutement de la Cour. Il pense donc qu'il est suffisant d'avoir réglé la question sur un point, en réservant pour le reste la liberté des Etats.

M. Holls dit que dans cette matière il n'y a en jeu qu'une question non de convention mais de convenance et de tact et de bon goût. Il n'a eu d'autre intention que de provoquer l'expression des opinions de la Conférence sur la règle à suivre; il remercie la Commission des explications qui ont été données et il ne demande pas de vote.

S. E. Sir Julian Pauncefote déclare se rallier également à la formule présentée par M. Holls et par le Rapporteur.

L'article 36 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 37:

Le Tribunal décide du choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Le Président dit que l'article 37 primitif a été ainsi modifié pour donner satisfaction à une demande de Son Exc. le Comte Nigra relative aux langues à employer par le tribunal lui-même dans ses délibérés.

L'article 37 est adopté.

Il est donné lecture des articles 38 à 50, qui sont adoptés sans discussion dans la teneur suivante:

Article 38. La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes: l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 48.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Article 39. Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée à l'autre partie.

Article 40. Les débats sont dirigés par le président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Article 41. L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écartier du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Article 42. Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la partie adverse.

Article 43. Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus le tribunal en prend acte.

Article 44. Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Article 45. Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Article 46. Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Article 47. Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Article 48. Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Article 49. Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le président prononce la clôture des débats.

Article 50. Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Il est donné lecture de l'article 51:

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissentiment.

Le Président dit que Son Exc. le Comte Nigra a retiré la proposition qu'il avait faite sur cet article et qui tendait à fixer un délai d'exécution pour la sentence. Il a été entendu que le Rapport ferait mention de la demande du Comte Nigra, mais que le texte de l'article ne serait pas changé.

M. Veljkovitch dit que, lors de la première lecture, on avait demandé la suppression de l'obligation de motiver la sentence en alléguant que les motifs pourraient être d'ordre politique et contenir la critique d'actes des Gouvernements. Il n'y a pas lieu, suivant lui, de jamais mêler la politique à la sentence arbitrale. Les arbitres qui le feraient sortiraient des limites de leur compétence et dépasseraient leur mandat. Toutefois, en présence de l'observation qui a été faite à la dernière séance, il serait peut-être utile de déclarer dans le procès-verbal qu'il est bien entendu que la sentence arbitrale ne doit jamais être accompagnée de considérants d'ordre politique.

M. le Chevalier Descamps répond que le juge est souverain pour apprécier les motifs dont il juge nécessaire d'appuyer sa sentence. On peut être certain qu'il s'occupera de rendre la justice mais non de faire de la politique.

L'article 51 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 52:

La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, en présence des agents et des conseils des Parties ou eux dûment appelés.

M. Lammasch demande une explication sur la signification des mots: „ou eux dûment appelés“.

Après un échange d'observations entre Son Exc. le Comte Nigra, M. Renault et le Rapporteur, la formule suivante suggérée par le Président est adoptée:

„La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, les agents et conseils des Parties présents ou dûment appelés.“

Il est donné lecture de l'article 53:

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide, définitivement et sans appel la contestation.

L'article 53 est adopté.

Il est donné lecture de l'article 54:

Les Parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la révision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lorsque le Tribunal a statué, était inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la révision.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de révision doit être formée.

M. le Chevalier Descamps explique que cette rédaction a été adoptée sur la proposition de M. Asser, amendée par une proposition de la délégation américaine.

M. Asser demande si l'on a tenu compte de la proposition de M. le Baron de Bildt qui tendait à prévoir le cas où un fait nouveau se serait produit entre la clôture de l'instruction et le rendu du jugement.

Il dit que cette suggestion répond à une hypothèse qui peut se présenter dans la pratique, celle où des documents importants, constituant un fait nouveau, seraient remis après la clôture des débats. L'article 41 ne pourrait s'appliquer à cette situation, et M. Asser propose de la régler en remplaçant les mots: „lorsque le Tribunal a statué“ par ceux „vu qu'il n'est parvenu à la connaissance du Tribunal qu'après la clôture des débats.“

M. le Baron de Bildt rappelle le motif qui avait dicté sa proposition. Il signale le cas où un fait qui aurait été présenté au début de l'instance et écarté comme peu important, se trouverait ultérieurement mis en lumière par un autre fait qui lui donnerait toute sa valeur. Ce serait là encore un motif de révision qu'on ne pourrait exclure. D'ailleurs, le Baron de Bildt se déclare satisfait par la rédaction proposée par M. Asser.

M. le Chevalier Des camps suggère d'adopter en dernier lieu la formule suivante: „. . . . et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du tribunal etc.“

Cette proposition à laquelle se rallient MM. Asser et de Bildt est accueillie favorablement par la Commission.

L'article 54, ainsi amendé, est adopté.

Il est donné lecture de l'article 55:

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de ce faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Cet article est adopté.

Il est donné lecture de l'article 56:

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal.

M. le Rapporteur fait remarquer qu'on a supprimé dans la rédaction primitive de cet article, la mention relative aux honoraires des arbitres et qu'on a considérée comme inutile.

Cet article est adopté.

Le Président déclare donc l'ensemble du projet adopté en seconde lecture.

S. E. Turkhan Pacha dit que la Délégation ottomane, n'ayant pas reçu encore les instructions de son Gouvernement, réserve son vote sur le projet.

Il est donné acte à Son Exc. Turkhan Pacha de cette déclaration.

M. Veljkovitch prononce le discours suivant:

„M. le premier délégué de Serbie a déclaré tout à l'heure que notre Gouvernement avait donné son adhésion pleine et entière à la nouvelle rédaction de l'article 9, telle qu'elle nous avait été présentée par le Comité d'Examen.

Comme cette rédaction vient maintenant d'être modifiée par la Commission, nous serons, bien entendu, forcés de demander de nouvelles instructions à notre Gouvernement; mais M. le premier Délégué vous a déjà exprimé la quasi-certitude où il était que le Gouvernement serbe ne voudra pas rester en dehors de l'unanimité qui vient d'être acquise au nouveau texte et qu'en conséquence il espère avoir l'autorisation de se joindre aux autres membres de la Commission et voter pour le nouvel article 9.

Et maintenant, après l'aplanissement de toutes les difficultés et l'adoption du projet intégral, le moment me semble venu et je considère comme une sorte de devoir, de présenter à l'honorable Assemblée quelques explications, afin de ne laisser planer, dans l'esprit des membres de la Commission, aucun doute sur la nature des motifs qui ont dicté notre opposition à certaines parties du projet.

Et d'abord, je tiens à déclarer hautement et catégoriquement que notre attitude n'a pas été la conséquence d'une sorte de méfiance ou même d'hostilité vis-à-vis de la pensée généreuse et magnanime qui a présidé à la réunion de cette Conférence et à laquelle nous sommes tous les premiers à rendre hommage.

La preuve que telles n'ont pas été nos dispositions se trouve dans le fait que nous n'avons été contraires à aucune formule ni à aucune institution favorable au maintien de la paix et à l'affermissement des relations pacifiques entre les Etats. Nous avons demandé seulement que ces formules et ces institutions renfermassent des engagements égaux pour tous les contractants. En ce sens là, nous n'aurions pas fait de difficultés pour admettre des institutions nettement obligatoires, si les autres Etats avaient pu se mettre d'accord pour nous les présenter.

La seule préoccupation qui nous a guidés au cours de la discussion sur le projet de convention, c'était de n'y laisser pénétrer aucune clause qui aurait pu être dangereuse pour notre existence et notre dignité d'Etat indépendant. Or, ce danger, nous avions cru l'entrevoir dans certaines des dispositions du projet. Et alors, nous avons jugé qu'il était de notre devoir le plus sacré de nous éléver avec toute l'énergie dont nous sommes capables, pour la défense de notre patrimoine de souveraineté et d'indépendance, pour la défense de ce que nous considérons comme étant des droits primordiaux et inviolables de tout Etat.

Voilà, messieurs, la seule, l'unique raison de notre opposition.

Mais maintenant, après les déclarations que notre honorable Président a faites à la dernière séance — déclarations si franches, et si nettes, d'une hauteur de vues et d'une noblesse d'idées qui lui font le plus grand honneur — nos appréhensions se sont dissipées et nous pouvons déclarer que, sans nous livrer à des illusions dangereuses, nous nous sentons rassurés.

Les déclarations que vous avez faites, Monsieur le Président, nous les considérons comme étant d'une importance capitale. Ne possédant pas devant moi le texte même de votre discours, je ne pourrai pas, comme j'en aurais le désir, citer vos belles paroles elles-mêmes. Mais je crois que je ne trahirai pas votre pensée en traduisant, du moins une partie, de votre discours, de la manière suivante: „Il n'est jamais entré dans l'esprit de la Commission de diminuer en quoi que ce soit la souveraineté et l'indépendance des Etats; elle n'a pas entendu toucher, en aucune manière, au grand principe d'égalité entre les Etats indépendants, et enfin, l'esprit général de la convention est plutôt d'affermir la position des petits Etats pacifiques que de faire de cette convention un instrument d'oppression entre les mains des grands et des forts.“

A cette interprétation de l'esprit général de la convention, si je l'ai bien rendu, -- la Commission a donné un caractère authentique en l'accueillant par des applaudissements chaleureux et unanimes.

En présence de ce fait, je me crois autorisé à dire que cette déclaration va, désormais, constituer l'âme de la convention. C'est elle qui, à l'avenir, va servir d'indication générale pour montrer clairement et indubitablement l'esprit dans lequel, en cas de doute, le texte doit être interprété, et à ce titre, je me féliciterai toujours d'avoir provoqué cette déclaration.

Dans ces conditions, Monsieur le Président, nous adhérons à l'œuvre que la troisième Commission vient d'élaborer. Nous la considérons comme l'expression, modeste il est vrai, mais sincère, du désir général en vue du maintien de la paix. Or, le maintien de la paix, nous autres petits Etats, nous y aspirons de toutes nos forces. Nous considérons le terrain de la paix comme étant le terrain le plus propice pour notre développement matériel et moral et aussi pour le triomphe final des grandes idées de justice et d'équité dans lesquelles nous ne cessons de placer nos espérances.⁶ (Applaudissements.)

Le Président répond: „Nous remercions M. Veljkovitch des paroles qu'il vient de prononcer. En retracant certaines des déclarations que j'ai faites dans la séance précédente, M. Veljkovitch a dit qu'il les considérait comme une interprétation authentique de l'esprit de la Convention. Mes paroles n'étaient que l'expression du sentiment unanime qui nous a guidés dans notre œuvre, et si jamais dans l'avenir, il pouvait s'élever un doute sur nos intentions, cette interprétation s'imposera à tous les esprits, comme elle s'est imposée à tous les membres de la Commission.“

Messieurs, nous avons terminé aujourd'hui la part qui nous était assignée dans les travaux de la Conférence, et il ne me reste plus qu'à transmettre à Son Exc. M. Staal, notre Président, le texte des décisions auquel nous nous sommes arrêtés.

Avant de nous séparer, je veux vous remercier de l'accueil si bienveillant que vous avez fait à votre bureau.

Le Comité d'Examen qui a fonctionné auprès de vous, a rempli, vous le savez, une tâche considérable et particulièrement délicate. Vous voudrez

certainement lui exprimer par ma voix toute votre gratitude et réservoir une part spéciale dans votre reconnaissance à MM. le Chevalier Descamps et le Baron d'Estournelles qui ont bien voulu accepter les fonctions, l'un de Rapporteur et l'autre de Secrétaire du Comité d'Examen.“ (Applaudissements prolongés.)

S. E. le Comte Nigra s'exprime en ces termes:

„Messieurs, il nous reste un devoir à remplir. Vous avez été témoins de la façon remarquable dont votre Président a rempli sa mission. Il a apporté dans la direction de nos débats, outre sa grande autorité, une impartialité absolue et un esprit de conciliation dont nous sommes profondément touchés. Je suis sûr d'être votre interprète à tous en exprimant notre reconnaissance à M. Bourgeois et en l'assurant que nous emportons tous d'ici la conviction qu'il a rendu un grand et précieux service à l'œuvre à laquelle nous avons collaboré.“ (Vifs applaudissements).

Le Président dit qu'il est profondément touché des paroles que Son Exc. le Comte Nigra vient de prononcer et des sentiments qu'il lui a exprimés au nom de la Commission. Il n'oubliera jamais l'accueil qui lui a été fait et il considérera comme l'honneur de sa vie d'avoir contribué au progrès de l'œuvre commune.

La séance est levée.

La Commission se réunira une dernière fois le mardi 25 juillet à 2 heures pour approuver le Rapport de M. le Chevalier Descamps.

Neuvième Séance.

25 juillet 1899.

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le Président dit que les procès-verbaux des séances des 19, 20 et 22 juillet ont été distribués en première épreuve et il les déclare adoptés sous réserve des rectifications que les Délégués auraient encore à indiquer au Secrétariat.

L'ordre du jour appelle l'approbation du Rapport rédigé par M. le Chevalier Descamps, au nom de la Troisième Commission, sur les travaux de cette Commission.

S. E. Turkhan Pacha fait la déclaration suivante:

„La Délégation Ottomane, considérant que ce travail de la Conférence a été une œuvre de haute loyauté et d'humanité destinée uniquement à raffermir la paix générale en sauvegardant les intérêts et les droits de chacun, déclare au nom de son Gouvernement adhérer à l'ensemble du projet qui vient d'être adopté, aux conditions suivantes: 1° il est formellement

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

WW

entendu que le recours aux bons offices, à la médiation, aux Commissions d'enquête et à l'arbitrage est purement facultatif et ne saurait en aucun cas revêtir un caractère obligatoire ou dégénérer en intervention; 2° Le Gouvernement Impérial aura à juger lui-même des cas où ses intérêts lui permettraient d'admettre ces moyens, sans que son abstention ou son refus d'y avoir recours puisse être considéré par les Etats signataires comme un procédé peu amical.

Il va de soi qu'en aucun cas les moyens dont il s'agit ne sauraient s'appliquer à des questions d'ordre intérieur."

Acte est donné à Son Exc. Turkhan Pacha de sa déclaration.

Le Président dit que le rapport de M. le Chevalier Descamps ayant été distribué, il croit pouvoir le soumettre immédiatement à l'adoption de la Commission, et il demande si quelqu'un désire présenter quelque observation sur ce travail.

Le Rapport est adopté sans observations.

Le Président s'exprime en ces termes:

"Je me félicite, Messieurs, de la réponse que Vous venez de faire à ma question. J'y vois une manifestation éclatante de l'approbation que vous avez donnée au travail si remarquable de notre Rapporteur.

En établissant ce document mémorable, M. Descamps a rendu deux grands services à la cause qui nous a réunis ici. En premier lieu, il a, par un commentaire continu et d'une clarté parfaite, permis de bien comprendre, de bien interpréter toutes les clauses que vous avez adoptées en vue du règlement pacifique des conflits internationaux. J'ai dit déjà que le premier exposé qu'il vous a fait de ces dispositions serait un guide sûr non seulement pour les délégués dans leurs discussions, mais encore pour tous les Gouvernements. Je puis dire aujourd'hui qu'avec votre adhésion le Rapport de M. Descamps sera un guide utile à toutes les nations civilisées.

Mais votre Rapporteur vous a rendu encore un autre service. Non seulement il a traduit exactement en regard de chaque article les intentions de ses rédacteurs; il a encore éclairé toutes les parties de votre œuvre de sa haute compétence et de sa science approfondie du droit international.

M. Descamps est un de ceux qui dans le monde se sont le mieux et le plus utilement consacrés à la cause de l'arbitrage. Il a mis au service de ses fonctions de rapporteur, outre le fruit de son expérience, toute sa valeur personnelle et je suis heureux de lui en renouveler ici l'expression de notre profonde reconnaissance. (Applaudissements prolongés).

Le Président déclare close la session de la Troisième Commission et il demande qu'on laisse au Bureau le soin d'approuver le procès-verbal de la présente séance. (Adopté).

La séance est levée.

Comité d'Examen.**Première Séance.**

26 mai 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le Comité nommé par la Troisième Commission, dans sa séance du 26 mai, (voir le procès-verbal de cette séance) procède à la constitution de son Bureau.

Est élu à l'unanimité:

Président et Rapporteur: M. le Chevalier Descamps.

Secrétaire: M. le Baron d'Estournelles de Constant est prié de vouloir bien se charger de ces fonctions. M. Jarousse de Sillac, Attaché d'Ambassade, remplira celles de Secrétaire-Adjoint.

Le Comité passe en revue les moyens pratiques d'étudier le plus promptement possible les différents projets et amendements dont il est et sera assis.

Il reçoit communication des documents suivants:

1° „Eléments pour l'élaboration d'un projet de convention à conclure entre les Puissances participant à la Conférence de la Haye“, déposé par la Délégation russe, avec une pièce jointe [Projet de Code d'arbitrage.] [Annexe 1.]

2° Proposition faite par Son Exc. Sir Julian Pauncefote en vue de la création d'un Tribunal permanent d'arbitrage. [Annexe 2, A et B.]

3° Note complémentaire déposée par la Délégation russe dans le même sens. [Annexe 3.]

4° Amendements de Son Exc. le Comte Nigra au projet de la Délégation russe. [Annexe 4.]

Le Comité décide que ce dernier document sera imprimé et distribué, comme il a été décidé par la Commission pour les trois précédents.

En vue de permettre à la Commission d'arbitrage de se réunir utilement le plus tôt possible, le Comité décide de préparer pour le lundi 29 mai l'étude des 6 premiers articles du Projet russe, articles concernant les Bons Offices et la Médiation.

La séance est levée.

*) Maison du Bois.

Etaient présents:

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote.

} Présidents d'honneur de la Troisième Commission.

MM. Asser.

le Chevalier Descamps.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammasch.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} Membres du Comité d'Examen.

Deuxième Séance.

29 mai 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

M. le Chevalier Descamps dépose l'épreuve du relevé général des clauses de médiation et d'arbitrage concernant les Puissances représentées à la Conférence de la Paix — relevé qu'il a bien voulu faire à la demande de la troisième Commission (Annexe 5) —.

M. Léon Bourgeois, après avoir exprimé à M. le Chevalier Descamps les remerciements du Comité, lui donne la parole.

M. le Chevalier Descamps prononce le discours suivant:

Une auguste initiative a mis à l'ordre du jour des Etats civilisés la question de l'affermissement de la paix internationale. Les Puissances représentées à la Conférence de La Haye sont appelées à rechercher, dans un esprit de bon vouloir mutuel, les moyens les plus propres à assurer ce grand résultat. Il n'est point de plus magnanime dessein que celui d'assurer aux peuples „les bienfaits d'une paix réelle et durable“, et c'est une tâche noble entre toutes pour les Etats, que celle de donner, par la voie d'accords internationaux „une consécration solidaire aux principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples.“

Les dispositions à élaborer par nous se rattachent directement à ce but.

Tandis que la Seconde Commission a pour mission, en formulant les lois de la guerre, de déterminer les mesures propres à corriger les abus et à adoucir les rigueurs des conflits armés, nous avons pour objectif immédiat de rechercher les institutions et les garanties organiques de nature à sauvegarder puissamment ou à rétablir promptement le cours de la vie pacifique des nations.

A ce point de vue, l'institution des Bons Offices et de la Médiation, les Commissions internationales d'enquête et l'Arbitrage appellent notre attention.

Le projet remarquable déposé par la Délégation russe, la proposition faite par M. le premier délégué de Grande-Bretagne, celle dont la Délégation des Etats-Unis a annoncé le dépôt, les amendements déjà présentés par

*^e) Maison du Bois.

Etaient présents:

S. E. le Comte Nigra. } Présidents d'honneur de la Troisième Commission.
S. E. Sir J. Pauncefote. }
M. le Chevalier Descamps, Président-Rapporteur du Comité d'Examen.

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammesch.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} Membres du Comité
d'Examen.

M. le premier délégué d'Italie constituent autant de manifestations du désir des Puissances d'aboutir, dans cet ordre, à des conclusions dignes de notre siècle de progrès et grandement utiles au bien général de l'humanité comme au bien particulier des divers membres de la communauté internationale.

Les discussions qui vont s'ouvrir au sein du Comité d'Examen nous montreront sans doute que ces propositions, nées d'un commun désir de servir les intérêts de la paix dans le monde moderne, peuvent se rencontrer dans une synthèse supérieure où s'harmonisent leurs tendances respectives dans ce qu'elles ont de légitime, de bienfaisant, de pratiquement réalisable. Ce sera la meilleure tâche du Président de favoriser ces heureux rapprochements.

Il n'est pas sans intérêt, au début de nos travaux, de procéder à un rapide examen d'ensemble des dispositions qui nous sont soumises en ce qui concerne le premier objet de nos délibérations: les Bons Offices et la Médiation. Un tel examen semble être l'introduction la plus naturelle et la plus pratique à nos délibérations. Nous prendrons pour base de nos observations les six premiers articles du projet russe communiqué aux membres de la Commission sous ce titre: „Eléments pour l'élaboration d'un projet de convention à conclure entre les Puissances participant à la Conférence de la Haye.“

L'article premier vise d'une manière générale la solution pacifique des Conflits internationaux.

Les Puissances y déclarent qu'elles sont convenues d'employer tous leurs efforts pour amener, par des moyens pacifiques, la solution des conflits qui pourraient surgir entre elles. Peut-être conviendra-t-il, étant donné le caractère général de cet article, de substituer au terme „conflit“ le mot générique de „différend“. Peut-être, la suite de la discussion nous amènera-t-elle à détacher cet article du titre: „Des Bons offices et de la médiation“ pour lui donner la place qui lui revient dans un ensemble de dispositions relatives à l'organisation de la Paix. Provisoirement, cet article pourrait être adopté dans sa teneur actuelle. Au fond, il ne fait que constater la ferme résolution des Puissances de donner le pas aux moyens pacifiques sur les moyens violents de terminer les contestations entre Etats, et la volonté sincère qui les anime de poursuivre, sur le terrain des faits, la pacification internationale. Il apparaît, à ce point de vue, comme la traduction, en langage du droit des gens, de ce remarquable passage du message de S. M. l'Empereur de Russie: „La conservation de la paix a été posée comme le but de la politique internationale.“

En ce qui concerne les articles 2 à 6 du projet russe, les points divers à étudier successivement se présentent à nous dans l'ordre suivant:

Nous devons examiner d'abord la question du recours à la médiation préalable par les parties en conflit.

Nous devons considérer en second lieu la question de l'offre de la médiation par les Puissances étrangères au différend.

Nous aurons finalement à porter notre attention sur trois questions communes à ces deux aspects de la médiation: le rôle général du médiateur,

le moment où cessent les fonctions médiatrices et le caractère essentiel de celles-ci. Ces points de vue nous amèneront sans doute à placer l'article 5 du projet russe immédiatement après l'article 2 et à modifier en conséquence la place des autres articles.

Touchant la première et si importante question, celle du recours à la médiation préalable par les parties en conflit, j'observe que l'article 2 vise trois points nettement distincts.

Il indique d'abord le cas pour lequel on entend formuler une règle de droit des gens nouvelle et il le caractérise par ces mots: „en cas de dissensitement grave, avant d'en appeler aux armes“. Il serait possible, à mon sens, d'adopter une terminologie plus précise pour déterminer le cas en question et de la rendre invariable dans les articles ultérieurs prévoyant le même cas, notamment dans l'article 5.

L'article 2 renferme ensuite l'engagement général du recours préalable; c'est un progrès considérable par rapport à la situation actuelle.

L'article 2 reproduit enfin le tempérament contenu dans le vœu exprimé par le XXXIII^e Protocole du Congrès de Paris de 1856: „en tant que les circonstances l'admettraient“. A supposer que l'on adopte pareil tempérament, il y aura lieu d'examiner si la formule est satisfaisante et si, en stipulant l'exception, elle sauvegarde suffisamment la règle.

La seconde question à étudier par nous, celle de l'offre de la médiation par les Puissances étrangères au litige présente à son tour une importance capitale: un grand progrès peut aussi être réalisé dans cet ordre. Un des buts principaux de la présente Conférence étant de prévenir les conflits armés, la recherche des moyens de rendre la médiation plus facile et plus fréquente ne peut manquer de tenir une place considérable dans nos délibérations. Il importe beaucoup d'attacher, dans le droit des gens général, le caractère d'une démarche utile à l'offre de la médiation appliquée, lorsque les circonstances s'y prêtent, aux conflits dans lesquels une rupture des relations pacifiques apparaît comme menaçante, sans distinguer d'ailleurs — comme le fait à tort selon nous le projet russe — si les conflits sont d'ordre politique ou juridique. Ce n'est pas en effet la nature politique ou autre du dissensitement grave mais son rapport immédiat avec la rupture des relations pacifiques, qui peut justifier à certains égards l'offre de la médiation. Sous ce rapport l'article 5 du projet russe nous paraît devoir être remanié dans son fond.

Quelques remaniements de forme semblent également nécessaires, non seulement pour cet article qui caractérise le rôle du médiateur d'une manière différente que ne fait l'article 3, mais pour les articles suivants. Ceci est toutefois secondaire. L'important est de faire un effort vigoureux et de réaliser un progrès marqué dans la double voie, d'une part, du recours à la médiation, pour les parties en litige, d'autre part, de l'offre de la médiation pour les Puissances étrangères au conflit.

Les Bons Offices et la Médiation n'ont certes pas laissé d'exercer parfois, dans le passé, une heureuse influence et bien des faits pourraient être ici rappelés à l'appui de cette observation. Ils n'ont point cependant

le rôle qui leur revient dans une société composée d'Etats civilisés et profondément solidaires les uns des autres. Il est possible, il est sage, il est tout-à-fait digne des Etats modernes, en prenant les précautions nécessaires contre des abus éventuels, d'ériger ces institutions en puissants facteurs du maintien de la paix internationale. C'est à réaliser cette œuvre que nous consacrerons nos premiers efforts en nous appliquant à perfectionner les données que nous fournit le projet russe.

M. de Martens répond par cette observation générale:

La proposition russe est avant tout d'un ordre pratique: elle ne peut échapper sans doute à la critique, soit au point de vue scientifique, soit au point de vue de la rédaction, mais elle est le résultat de l'expérience internationale.

M. Bourgeois répond que telle est bien l'appréciation dont ce travail est l'objet de la part du Comité et M. le Chevalier Descamps tient à confirmer cette observation, tout en maintenant le bien-fondé de ses critiques.

Le Comité passe à la lecture des articles.

**Examen, en première lecture, du projet russe relatif à la
„Médiation“ et aux „Bons Offices.“**

[Voir Annexes 1 et 8.]

Art. 1.

(Il est entendu, sur la proposition de Son Exc. le Comte Nigra, que cet article sera réservé pour figurer en tête de la Convention à intervenir.)

„A l'effet de prévenir, autant que possible, le recours à la force dans les rapports internationaux, les Puissances Signataires sont convenues d'employer tous leurs efforts pour amener, par des moyens pacifiques, la solution des conflits qui pourraient surgir entre elles.“

Cet article est adopté, sous la réserve indiquée ci-dessus et sauf la substitution du mot „différends“ à celui de „conflits“.

Art. 2.

„En conséquence les Puissances signataires ont décidé qu'en cas de dissensitement grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.“

M. Asser demande s'il y a lieu de maintenir ces mots: „en tant que les circonstances l'admettraient“.

Il ajoute que cette clause, qui se trouve déjà dans l'acte de Paris de 1856 a été supprimée dans l'acte Général de Berlin de 1885. La rétablir, ce serait faire un pas en arrière.

S. E. le Comte Nigra appuie cette observation et constate que l'insertion de cette clause, en quelque sorte, détruirait l'article.

Le Président observe que l'acte de Berlin est spécial à un objet déterminé; les Puissances, en rédigeant cet acte, ont voulu que des conflits graves, localisés quant à leur objet en Afrique, ne puissent pas dégénérer en casus belli.

Si on donne aujourd'hui à une clause de cet acte spécial une portée générale, on ne peut mesurer à l'avance quelle sera l'étendue de son application.

Les puissances pourraient s'engager sans doute à assurer cette application, mais quelle serait la sanction?

N'est-il pas à craindre que l'engagement pris ne soit éludé ou violé, et ce serait alors un grave échec à la convention et à l'autorité même des Puissances signataires. Ne vaudrait-il pas mieux maintenir la réserve prévue dans la proposition russe?

M. Affer insiste sur son observation et propose la suppression de la réserve.

M. le Chevalier Descamps fait observer que la réserve date, en effet, de 1856. Il ajoute, en ce qui concerne les dangers à craindre, qu'on ne doit rien exagérer; le médiateur n'est saisi que lorsqu'il y a consentement des deux parties.

Les mots „en tant que les circonstances l'admettraient“ pourraient suggérer une interprétation trop arbitraire et tendraient à faire résorber la règle par l'exception.

M. de Martens n'attache pas une importance capitale à cette suppression, car, en fait, qu'on le déclare ou non, les Puissances n'auront recours aux bons offices que si les circonstances le permettent.

M. Lammasch propose une motion conciliante:

„à moins que des circonstances exceptionnelles ne rendent ce moyen manifestement impossible“ afin d'indiquer que la médiation doit être la règle, et le recours aux armes l'exception.

M. le Chevalier Descamps insiste et développe à l'appui de son opinion des considérations puisées dans le caractère moderne de la guerre et dans la solidarité qui relie les états civilisés.

M. le Dr. Zorn est d'avis de maintenir le texte russe, afin de laisser aux Puissances toute leur liberté d'appréciation. La nouvelle rédaction ne lui paraît pas acceptable.

M. Affer maintient sa motion, mais donnerait subsidiairement la préférence à la rédaction de M. Lammasch sur celle du projet russe.

S. E. Sir Julian Pauncefote et M. Odier appuient les considérations de M. le Chevalier Descamps.

Le Président résume les propositions en présence; personne ne demandant le maintien de l'ancien texte, le Comité doit se prononcer entre:

1^o la proposition de M. Lammasch;

2^o la suppression pure et simple de la réserve (. . . .) proposition de M. Affer.

Pour la suppression pure et simple: { Pauncefote
Nigra
Descamps
Affer
Odier } 5 voix.

Pour la rédaction de M. Lammasch: Bourgeois
Holls
Zorn
Lammasch } 4 voix.
Abstention: de Martens

Le Baron d'Estournelles n'a pas pris part au vote, chaque Puissance n'ayant qu'une voix.

La suppression des mots „en tant que les circonstances l'admettraient“ est votée, mais sous réserve d'une discussion ultérieure.*)

L'art. 2 est donc adopté sauf les modifications indiquées ci-dessus et la substitution du mot „décident“ aux mots „ont décidé“.

Art. 3.

M. le Chevalier Descamps donne lecture de cet article: „En cas de Médiation acceptée spontanément par des Etats se trouvant en conflit, le but du Gouvernement médiateur consiste dans la conciliation des prétentions opposées et dans l'apaisement des ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats.“

M. le Chevalier Descamps propose la suppression de ces mots, au début de l'art.: „en cas de Médiation, acceptée spontanément par des Etats se trouvant en conflit.“

Puis, il propose de substituer à ces mots: „le but du Gouvernement médiateur“ ceux de „le rôle du médiateur“, et d'écrire ainsi la fin de l'article: „entre les Etats dissidents.“

Le texte complet de l'art. 3 serait donc ainsi rédigé: „Le rôle du médiateur consiste dans la conciliation des prétentions opposées et dans l'apaisement des ressentiments, qui peuvent s'être produits entre les Etats dissidents.“

Cette rédaction de l'art. 3 est adoptée.

Art. 4.

M. le Chevalier Descamps propose, au point de vue de l'ordre, de rejeter l'article 4 à la fin du titre.

Adopté.

Quant à la rédaction de cet article, M. Affer fait observer que les mots „du moment que la transaction proposée par lui ou les bases d'une entente amicale qu'il aurait suggérées ne seraient pas acceptées“ manquent de précision.

M. le Chevalier Descamps appuie cette observation et, après une discussion générale, la rédaction suivante, suggérée par le Président, est arrêtée: „les fonctions du médiateur cessent, du moment où il est constaté,

*) Il est entendu, une fois pour toutes, que le Comité d'Examen n'arrête définitivement aucune rédaction; il se borne à préparer les textes qui seront soumis par lui à la troisième Commission et qui pourront être remaniés jusqu'à la fin, ne fût-ce que pour être mis en concordance les uns avec les autres. Cette observation a été faite dans la plupart des séances.

soit par l'une des parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que la transaction ou les bases d'une entente proposées par lui ne sont pas acceptées".

En conséquence, la rédaction ci-dessus de l'art. 4, qui sera placée à la fin du titre, est adoptée.

Art. 5.

"Les Puissances jugent utile que, dans les cas de dissensément grave ou de conflit entre Etats civilisés — concernant les questions d'intérêt politique — indépendamment du recours que pourraient avoir les Puissances en litige aux bons offices ou à la médiation des Puissances non-impliquées dans le conflit — ces dernières offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y préteraienr, aux Etats en litige leurs bons offices ou leur médiation, afin d'aplanir le différend survenu, en leur proposant une solution amiable, qui, sans toucher aux intérêts des autres Etats, serait de nature à concilier au mieux les intérêts des parties en litige."

A la suite d'un échange général d'observations, le texte de l'art. 5 est rédigé comme il est indiqué ci-dessous (article 3) et l'ordre suivant est adopté:

Ordre Nouveau.

Art. 1. A l'effet de prévenir, autant que possible, le recours à la force dans les rapports internationaux, les Puissances Signataires sont convenues d'employer tous leurs efforts pour amener, par des moyens pacifiques, la solution des différends qui pourraient surgir entre elles.

Art. 2. En conséquence, les Puissances Signataires décident qu'en cas de dissensément grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours aux Bons Offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies. (Texte à discuter de nouveau.)

Art. 3 (ancien art. 5). Les Puissances Signataires jugent utile, que, dans les cas de dissensément grave ou de conflit entre les Etats civilisés (supprimer les mots: "concernant des questions d'intérêt politique") indépendamment du recours que peuvent avoir les parties en litige aux Bons Offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances non-impliquées dans le conflit, ces dernières offrent, de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, aux Etats dissidents, leurs bons offices ou leur médiation.

(La rédaction de cet article sera, de nouveau, modifiée plus loin par un amendement du Comte Nigra (Annexe 4) voir infra les § 1 et 2 de l'art. 3.)

Art. 4. (ancien art. 3.) Le rôle du médiateur consiste dans la conciliation des prétentions opposées et dans l'apaisement des ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats dissidents.

Art. 5. (ancien art. 4.) Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que la transaction ou les bases d'une entente amicale proposées par lui ne sont pas acceptées.

Art. 6. Les bons offices ou la médiation, soit sur le recours des parties en litige, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil amical.

Cet ordre étant adopté, S. E. le Comte Nigra développe la portée de l'art. 3 de l'amendement qu'il a déposé dans la dernière séance.

Une discussion générale s'engage à ce sujet à la suite de laquelle le Comité adopte en principe l'amendement de Son Exc. le Comte Nigra et s'arrête à la rédaction suivante de l'article 3 :

§ 1. Indépendamment de ce recours, les Puissances Signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances, étrangères au conflit, offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en litige.

§ 2. Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités. L'exercice de ce droit ne peut être considéré comme un acte peu amical. [Voir Annexe 8.]

M. Holls demande la parole pour déposer une proposition de médiation spéciale [voir annexe 6.]

Après un échange d'observations, le Comité décide que cette proposition sera imprimée et distribuée. [Annexe 6.]

Le Président consulte le Comité sur son ordre du jour et propose de tenir la troisième séance le mercredi 31 mai à 2 heures pour examiner le projet de M. Holls et continuer l'examen de la proposition de M. de Martens.

La séance est levée.

Troisième Séance.

31 mai 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le procès verbal de la dernière séance donne lieu à la discussion suivante:

M. le Dr. Zorn annonce, avant d'aborder l'ordre du jour, qu'il proposera dans la séance plénière de rétablir les mots supprimés sur la motion

*^e Salle de la Trêve.

Etaient présents:

S. E. Sir Julian Pauncefote. } Présidents d'honneur de la Troisième Commission.
S. E. le Comte Nigra. }

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles du Constant.

Holls.

Lammash.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} Membres du Comité
d'Examen.

de M. Affer à l'art. 2: „en tant que les circonstances“ ou, du moins, d'adopter le texte de M. Lammash, cette réserve lui paraissant absolument nécessaire et la discussion étant restée ouverte à ce sujet.

M. de Martens demande qu'il soit constaté que si, dans le vote de la dernière séance (article 2), il s'est abstenu, relativement à la suppression de la phrase en question — tout en étant naturellement favorable au texte de la délégation russe, — c'était dans un but de conciliation.

S. E. Sir Julian Pauncefote fait observer que, bien entendu, les délibérations et les travaux du Comité ont pour objet de simplifier ceux de la troisième Commission, mais sans préjuger en rien les décisions de cette Commission, ni sans engager, non plus, les Gouvernements intéressés.

Le Comité partage à l'unanimité cette manière de voir; il considère que sa mission est simplement de préparer le travail de la Commission et de lui donner un avis, mais sans pouvoir prendre par lui-même aucune décision.

S. E. Sir Julian Pauncefote demande si le recours prévu par l'art. 2 doit être considéré comme obligatoire.

Le Président fait remarquer que cette question revient à demander la rectification du vote de la dernière séance sur l'art. 2. Est-ce l'avis du Comité?

M. de Martens demande qu'on vote à nouveau.

M. le Chevalier Descamps estime qu'on pourrait, au besoin, mettre les trois textes sous les yeux de la Commission en lui laissant le choix.

M. Odier pense que la Commission attend du Comité, non pas des décisions mais, du moins, des avis nets et des propositions précises de rédaction: en conséquence, il demande que le Comité vote à nouveau et qu'il se prononce.

M. le Chevalier Descamps se rallie à cette opinion.

Le Président met, par suite, la proposition aux voix dans les termes suivants: „En présence des observations qui précédent, tous les membres du Comité sont d'accord pour penser qu'on pourrait adopter, à titre transactionnel, les termes de l'amendement de M. Lammash, bien que la suppression des mots „en tant que les circonstances l'admettraient“ ait été décidée jusqu'à nouvel ordre dans la dernière séance: „à moins que des circonstances exceptionnelles ne s'y opposent.“

Cette réserve est adoptée à l'unanimité, sauf modification ultérieure de rédaction.

Une discussion générale s'engage alors sur l'art. 5 de l'amendement de Son Exc. le Comte Nigra. [Voir Annexe 4.] Cet amendement est adopté en principe. Il figurera sous le n° 7, à la suite des 6 articles déjà adoptés du projet russe.

Quant à la rédaction, elle sera la suivante:

Art. 7. L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires; si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Discussion du Projet Américain de „Médiation Spéciale”.

[Voir Annexe 6.]

Le Comité passe à l'examen de la proposition de M. Holls concernant une médiation spéciale.

M. Holls lit la note suivante:

„Permettez-moi de vous exposer brièvement les idées fondamentales sur lesquelles est basée la proposition qui vous est soumise. C'est, d'abord et surtout, le fait indéniable qu'il y a et qu'il y aura toujours [des différends entre nations et entre Gouvernements, que ni l'arbitrage ni la médiation, dans son acceptation usuelle, ne sont de nature à éviter. Il serait cependant inexact de dire que tout différend de cette sorte doit nécessairement aboutir à des hostilités, et, quoique dans les cas où ni l'arbitrage ni la médiation ne semblent possibles, les chances d'éviter un conflit puissent paraître très minimes, il n'en est pas moins vrai que, dans l'intérêt de la paix, l'expérience mérite qu'on la tente, surtout si les moyens proposés sont de nature à rendre aussi de grands services dans le cas où la paix vient à être rompue.

Je vous fais respectueusement observer que le projet qui vous est soumis offre de tels moyens.

C'est une vérité qui saute aux yeux et qui a toujours été consacrée dans la vie privée par la constitution de seconds ou témoins dans les affaires d'honneur, qu'à la veille d'une rencontre fatale il vaut mieux laisser la discussion des points controversés à des tiers qu'aux parties intéressées elles-mêmes. Le témoin jouit de l'entièvre confiance de son ami, dont il s'efforce de défendre les intérêts de son mieux jusqu'à ce que l'affaire ait eu une solution, et pourtant, n'étant pas directement en cause, il conserve toujours la liberté d'un ami commun ou arbitre.

En second lieu, on vous fait respectueusement observer que toute institution ou coutume obtenant la sanction d'une Assemblée comme celle-ci et ayant pour effet d'introduire un élément nouveau de délibération dans les relations entre les Etats, quand celles-ci deviennent tendues, est un progrès et peut, cela se conçoit, être d'importance capitale dans un moment donné de crise.

Actuellement, et même avec les garanties nouvelles qu'apporterait un Tribunal International et les déclarations plus solennelles et plus formelles en faveur de la médiation et des bons offices, les négociations entre deux Etats litigants peuvent arriver à un point où il devient nécessaire pour le représentant de l'un de dire à celui de l'autre: „un pas de plus et c'est la guerre.“ Si la proposition que je vous soumets est adoptée il sera possible de remplacer cette formule par cette autre: „un pas de plus et nous serons obligés de constituer un second.“ Ces mots assurément auraient une grave portée et cependant il semble qu'ils auraient, entre autres avantages, celui de produire tous les bons effets d'une menace de guerre sans avoir le caractère agressif d'une menace pure et simple ou d'un ultimatum. L'amour propre des deux parties resterait intact et cependant on aurait dit tout ce qu'il faillait dire. Pour donner à mon

idée toute sa force, il est nécessaire que la question litigieuse soit confinée, pendant un temps donné, dans les limites exclusives de la juridiction des Puissances médiastrices.

Le mot „exclusives“ ne devrait cependant pas nécessairement être pris ici au sens littéral.

Les Puissances médiastrices représenteraient leurs commettants, et la clause aurait pour principal effet de faire cesser tout échange direct de communications entre les parties intéressées au sujet de la question en litige, les relations diplomatiques usuelles continuant avec cette seule restriction.

Les Puissances médiastrices seraient libres, comme de raison, d'entrer en négociations, au sujet de l'objet de la dispute, avec d'autres Puissances, si elles le jugeaient bon, et il en pourrait souvent résulter une simple médiation, voire un arbitrage.

Enfin, et ce point n'est pas le moins important, notre proposition se recommande par son utilité comme agent de paix en temps de guerre. Il n'est pas nécessaire de développer cette idée — il y a maintes circonstances où l'intervention de Puissances médiastrices d'autorité reconnue peut persuader à l'un des belligérants ou à tous les deux que l'une des parties a obtenu satisfaction, et épargner ainsi beaucoup d'existances et beaucoup de souffrances.

En soumettant cette proposition, je suis d'accord avec mes collègues américains de la troisième Commission et je me félicite de ce qu'elle ait le privilège d'être soumise à l'examen de diplomates et d'hommes d'Etat des plus éminents et de savants dont la réputation est universelle. Nous avons l'assurance que si vous donnez votre sanction à notre idée, même en la modifiant, il en résultera dans un temps plus ou moins rapproché un gain réel pour la cause de la paix.“

Une discussion générale s'engage sur le principe de cette proposition. Plusieurs membres sont d'avis que la motion Holls, constituant une innovation intéressante, présente certainement des avantages et doit être recommandée à la Commission — toutefois, ils pensent qui si elle est adoptée, elle devra être insérée, non comme un amendement au projet russe, mais à titre de disposition spéciale.

M. Holls indique l'un des avantages de sa proposition: elle peut s'appliquer, à tous moments, soit avant l'ouverture des hostilités, soit après, en invitant les seconds à ne pas s'abstenir, et en leur imposant, au contraire, une sorte d'obligation morale d'intervenir, sans jamais se décourager à aucun moment.

M. de Martens est d'accord avec plusieurs de ses collègues pour demander que, en raison de son caractère facultatif et spécial, cette proposition, si elle est adoptée, soit insérée à part dans le projet.

Le Président demande si le Comité est d'accord, en principe, pour recommander l'étude de la proposition de M. Holls à la Commission et pour décider qu'elle soit insérée à part dans le projet.

Le Comité répond oui à l'unanimité.

Le Comité passe à un premier examen des articles de la proposition Holls.

§ 1. Les Puissances signataires sont tombées d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui peuvent le permettre, d'une médiation spéciale, sous la forme suivante.

Adopté.

§ 2. Adopté dans la forme suivante:

En cas de différend grave menaçant la Paix, les Etats en litige choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils donnent mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

§ 3. Adopté dans la forme suivante:

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

Avant de se séparer, le Comité donne acte à Son Exc. Sir Julian Pauncefote de la proposition plus détaillée qu'il a fait imprimer pour développer son projet d'instituer un tribunal permanent d'arbitrage international, dont il avait saisi la troisième Commission en réunion plénière. — Ce document sera imprimé et distribué (annexe 2).

M. Holls donne lecture au nom de la délégation des Etats-Unis d'Amérique:

1^o du memorandum qui suit:

„Sans insister sur la forme même de leur projet, les délégués des Etats-Unis sont prêts à amender les propositions soumises jusqu'ici à la Conférence, afin que celles-ci finissent par contenir ce qu'il y a d'essentiel dans leur propre plan. Il leur semble qu'il ne sera pas difficile — à la suite des nombreuses propositions, qui peuvent être faites, au sujet de la médiation, des Enquêtes Internationales et de l'Arbitrage spécial — d'ajouter un Projet de Tribunal Permanent d'arbitrage, qui englobera les points essentiels du projet américain.“

2^o de l'annexe n° 7 (organisation du tribunal).

Le Comité décide qu'il y a lieu de tenir le plus tôt possible la troisième Commission au courant de la marche de ses travaux, et sur la proposition de son Président, il est convenu que cette Commission sera convoquée pour le lundi, 5 juin, à 2 heures et demie, à la maison du Bois. (Voir le Procès Verbal de cette réunion.)

Ordre du jour de cette séance de la troisième Commission:

1^o Rapport verbal de M. le Chevalier Descamps sur les travaux du Comité d'Examen. [Voir les Procès-verbaux de la troisième Commission. Séance du 5 juin.]

2^o Etude des dix premiers articles du projet russe (médiation et arbitrage) et des modifications suggérées par le Comité, suivant le texte annexé. [annexe 8].

3^o Etude d'un article additionnel de Son Exc. le Comte Nigra également ci-annexé (concernant le caractère amical de la médiation et des bons offices). [annexe 4.]

4° Etude d'une disposition complémentaire suggérée par M. Holls relative à l'institution d'une médiation spéciale (disposition également ci-annexée). [annexe 6.]

5° Communication des projets développés, d'une part, par Son Exc. Sir Julian Pauncefote et, d'autre part, par le délégué des Etat-Unis d'Amérique en vue de la constitution d'un tribunal permanent d'arbitrage. [annexes 2 et 7.]

(Ces projets ont été imprimés et distribués à la Commission.)

La séance est levée.

Quatrième Séance.

3 juin 1899.*)

Présidence de M. le Chevalier Descamps.

Le Procès-Verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Examen, en première lecture, du projet russe relatif à „l'Arbitrage International“.

[Voir Annexes 1 et 9.]

Le Président déclare que l'ordre du jour de la présente séance devrait appeler la discussion du Projet de Tribunal permanent d'arbitrage présenté par Son Exc. Sir Julian Pauncefote; mais cette importante question devant être l'objet d'une discussion approfondie, le Comité jugera sans doute préférable de commencer par discuter le titre second du projet russe sur l'arbitrage international. Cette manière de voir ayant été adoptée, le Président donne lecture de l'art. 7, ainsi conçu:

Art. 7.

„En ce qui regarde les cas de litige se rapportant à des questions de droit, et, en premier lieu, à celles qui concernent l'interprétation ou l'application des traités en vigueur — l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme étant le moyen le plus efficace et, en même temps, le plus équitable pour le règlement à l'amiable de ces litiges.“

*) Salle de la Trêve.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammasch.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité d'Examen.*

Sur la proposition de M. Affer, les mots „traités en vigueur“ sont remplacés par ces mots: „Conventions internationales“.

Sur la proposition de M. Lammash, les mots „à l'amiable“ sont supprimés. L'ensemble de l'article, ainsi modifié, est adopté.

Art. 8.

„Les Puissances contractantes s'engagent par conséquent à recourir à l'arbitrage dans les cas se rapportant à des questions de l'ordre mentionné ci-dessus, en tant que celles-ci ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des parties en litige.“

M. Affer fait observer, mais sans insister, que cette rédaction: „ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national“ est nouvelle et il demande si elle ne pourrait être précisée.

M. le Docteur Zorn demande le maintien de cette rédaction à laquelle il attache la plus grande importance et qui constitue à ses yeux une garantie essentielle, une condition sine qua non de l'adhésion de son Gouvernement aux décisions de la Conférence. Sans pouvoir encore se prononcer sur la question de savoir si son Gouvernement acceptera le principe de l'institution d'un Tribunal permanent d'arbitrage et de l'arbitrage obligatoire, il est certain pour lui que cette acceptation sera, en tous cas, subordonnée à l'adoption de la réserve de l'art 8. M. le Docteur Zorn est confirmé dans son opinion par ce fait que la proposition américaine est d'accord avec la rédaction du projet russe.

M. de Martens, répondant à M. Affer, reconnaît que la rédaction de l'article 8 est en effet nouvelle, mais il craint qu'on n'en puisse trouver une meilleure.

M. Odier désire qu'il soit inséré au procès-verbal que, d'après les instructions de son Gouvernement, il aurait dû demander que l'on ajoutât aux mots: „les intérêts vitaux et l'honneur national“ la mention de la constitution du pays — mais s'il est bien entendu que les mots inscrits dans le projet d'articles comprennent, a fortiori, la constitution nationale, il peut se déclarer d'accord avec le texte proposé.

Le Comité donne acte à M. Odier de sa déclaration.

L'art. 8 est adopté sans modifications.

Art. 9.

„Chaque Etat reste seul juge de la question de savoir si tel ou tel cas doit être soumis à l'arbitrage, excepté ceux, énumérés dans l'article suivant et dans lesquels les Puissances signataires (du présent acte) considèrent l'arbitrage comme obligatoire pour elles.“

Adopté, sauf suppression des mots „du présent acte“.

Art. 10.

„A partir de la notification du présent acte par toutes les Puissances signataires, l'arbitrage est obligatoire dans les cas suivants, en tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Etats contractants.

I. En cas de différends ou de contestations se rapportant à des dommages pécuniaires éprouvés par un Etat, ou ses ressortissants, à la suite d'actions illicites ou de négligence d'un autre Etat ou des ressortissants de ce dernier.

II. En cas de dissensiments se rapportant à l'interprétation ou à l'application des traités et conventions ci-dessous mentionnés.

1. Traités et conventions postales et télégraphiques, de chemins de fer ainsi qu'ayant trait à la protection de câbles télégraphiques sous-marins; règlements concernant les moyens destinés à prévenir les collisions de navires en pleine mer; conventions relatives à la navigation des fleuves internationaux et canaux interocéaniques.

2. Conventions concernant la protection de la propriété littéraire et artistique, ainsi que la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce et nom commercial); conventions monétaires et métriques; conventions sanitaires, vétérinaires et contre le phylloxéra.

3. Conventions de succession, de cartel et d'assistance judiciaire mutuelle.

4. Conventions de démarcation, en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques.

Le paragraphe préliminaire est adopté sauf les mots „entre elles“ qui sont ajoutés au mot „obligatoire“ (2^e ligne), sur la proposition de M. Asser.

§ I. M. Asser fait observer que les derniers mots de ce paragraphe: „ou des ressortissants de ce dernier“ donnent lieu à une interprétation excessive, car ils s'appliquent même aux procès entre particuliers.

M. de Martens répond que ces mots impliquent seulement le cas où un Gouvernement prend fait et cause pour ses nationaux.

S. E. M. Staal propose d'ajouter ces mots: „en tant qu'elles ne sont pas de la compétence des autorités locales“.

Le Président propose de réserver l'examen et la rédaction de cette dernière phrase.

M. Asser, tout en admettant la rédaction proposée par Son Exc. M. Staal, suggère la suivante: „en tant que le pouvoir judiciaire de ce dernier état n'est pas compétent pour juger ces contestations“.

S. E. Sir Julian Pauncefote propose d'arrêter la rédaction de l'article à ces mots: „à des dommages pécuniaires“ et de supprimer la suite.

Le paragraphe I est adopté à l'unanimité avec cette suppression.

§ II. Alinéa 1.

M. Holls demande la suppression de la dernière phrase de l'alinéa 1: son Gouvernement n'accepterait pas de soumettre à l'arbitrage obligatoire les „conventions relatives à la navigation des fleuves internationaux et canaux interocéaniques.“

M. Asser insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à maintenir cette phrase par rapport aux fleuves.

M. Holls ne le conteste pas, mais si désirable qu'il soit de soumettre

ces cas à l'arbitrage, il est très important de ne rien insérer dans les décisions du Comité qui puisse provoquer la résistance formelle d'un Etat, et ce serait assurément le cas pour les Etats-Unis.

M. de Martens fait observer que le Gouvernement des Etats-Unis pourrait se contenter d'invoquer la réserve du paragraphe préliminaire.

M. le Docteur Zorn se rallie à l'opinion de M. Holls bien que la question des canaux internationaux n'ait pas pour l'Allemagne un intérêt aussi grave que pour les Etats-Unis.

Le Comité décide, qu'en présence de l'objection formulée et maintenue par M. Holls, la dernière phrase de l'alinéa sera supprimée jusqu'à nouvel ordre.

M. le Chevalier Descamps demande si on ne pourrait joindre à l'énumération ces mots: „les traités de commerce et les conventions consulaires“.

M. de Martens est d'avis qu'il n'est pas désirable d'étendre l'énumération de l'alinéa 1 d'autant mieux que le paragraphe premier de l'article 11 donne, à cet égard, toute facilité pour l'avenir.

M. le Docteur Zorn partage l'opinion de M. de Martens, ainsi que M. Lammash. Cette question est donc réservée.

M. le Baron d'Estournelles demande que cette question des traités de commerce soit réservée; la Délégation française attend des instructions à ce sujet.

S. E. le Comte Nigra déclare que le Gouvernement italien a l'intention bien arrêtée de proposer l'insertion de la clause arbitrale dans tous ses traités de Commerce.

Il est décidé que l'alinéa 1 du § II est adopté provisoirement et ainsi redigé: „Traités et conventions postales, télégraphiques et téléphoniques (addition proposé par M. Asser), de chemins de fer ainsi qu'ayant trait à la protection des câbles télégraphiques sous-marins, règlements concernant les moyens destinés à prévenir les collisions de navires en mer.“ (Suppression du mot „pleine“ suggérée par Son Exc. le Comte Nigra.)

Adopté.

Alinéa 2 du § II.

M. le Chevalier Descamps, S. E. le Comte Nigra, M. le Baron d'Estournelles suggèrent, concernant ces mots „conventions sanitaires, vétérinaires et contre le phylloxera“, plusieurs modifications dont le principe est adopté et dont le bureau se chargera d'arrêter la forme.

M. Holls propose la suppression du mot „monétaire“: il ne peut adopter, sur cette grave question, le principe de l'arbitrage obligatoire.

M. de Martens observe qu'il serait bien regrettable, par des suppressions trop nombreuses, de réduire à l'excès les cas d'arbitrage obligatoire.

M. le Chevalier Descamps propose de remplacer les mots „conventions métriques“ par les mots „conventions relatives au système des poids et mesures“.

Adopté.

Revenant à la proposition de M. Holls, le Président demande l'avis du Comité.

Puisque l'opinion du délégué des Etats-Unis semble irréductible, on conclut à la suppression, jusqu'à nouvel ordre, du mot „monétaire“.

M. Asser, appuyé par M. Odier, propose d'ajouter un numéro spécial relatif à la Convention de Genève. — Renvoyé au Bureau.

Alinéa 3 du § II.

On propose de remplacer le mot „cartel“ par „extradition“.

Adopté.

M. M. de Martens et Asser sont priés de bien vouloir se concerter pour modifier la rédaction de cet alinéa d'accord avec les principes du droit international privé. Sur la proposition de M. le Baron d'Estournelles, M. Renault sera prié de se joindre à ceux.

Adopté.

S. E. le Comte Nigra propose l'addition suivante à l'alinéa 3 du § II:
„Convention relative à l'assistance gratuite réciproque des malades indigents“.

Adopté.

Alinéa 4 du § II.

On écrira „conventions de délimitation“ au lieu de „convention de démarcation“.

L'ensemble de l'article 10, sauf les modifications et sous les réserves énumérées ci-dessus, est adopté provisoirement. Il est d'ailleurs entendu qu'il sera l'objet d'une nouvelle discussion, quand tous les membres du Comité auront reçu de leur Gouvernement les instructions nécessaires.

Art. 11.

„L'énumération des cas mentionnés dans l'article ci-dessus pourra être complétée par des accords subséquents entre les Puissances signataires du présent acte.

En outre, chacune d'entre elles pourra entrer en accord particulier avec une autre Puissance, afin de rendre l'arbitrage obligatoire pour les cas susdits avant la ratification générale, ainsi que pour étendre sa compétence à tous les cas qu'elle jugera possible de lui soumettre.“

L'alinéa 1 est adopté sans observation.

L'alinéa 2 est adopté sous réserve de modifications de rédaction à arrêter par le Bureau du Comité, comme il a été décidé plus haut.

Art. 12.

„Pour tous les autres cas de conflits internationaux, non mentionnés dans les articles ci-dessus, l'arbitrage, tout en étant certainement très désirable et recommandé par le présent acte, n'est cependant que purement facultatif, c'est-à-dire ne peut être appliqué que sur l'initiative spontanée de l'une des parties en litige et avec le consentement exprès et de plein gré de l'autre ou des autres parties“.

Adopté avec la modification suivante: l'article 12 prend la place de l'article 11 lequel devient lui-même l'article 12.

Après un échange général d'observations, le Comité, sur la proposition du Président, décide qu'ayant examiné les cas d'arbitrage, il étudiera la question de la juridiction — y compris les divers projets déposés jusqu'ici sur la question du Tribunal permanent — puis celle de la procédure.

M. Asser, faisant allusion à une observation de Son Exc. Sir Julian, Pauncefote, dépose la proposition suivante: „La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties. S'il s'agit de l'interprétation d'une convention conclue entre un plus grand nombre d'Etats que ceux entre lesquels le conflit a surgi, ces derniers notifieront aux autres Etats signataires le compromis qu'ils auront signé et chacun des Etats signataires aura le droit d'intervenir au litige arbitral. Si un ou plusieurs de ces Etats ont profité de cette faculté, l'interprétation de la convention contenue dans la sentence sera également obligatoire pour eux.“ Il tient à appeler dès à présent l'attention du Comité sur cet amendement.

Ordre du jour du Comité: Séance, mercredi 7 juin, à 2 heures, Salle de la Trêve:

1° Rédaction réservée de l'art. 10.

2° Discussion de la question du Tribunal permanent d'arbitrage.

La séance est levée.

Cinquième Séance.

7 juin 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Examen, en première lecture, du projet russe relatif à
„l'arbitrage international“.

(Annexe 1.)

Avant d'aborder la discussion de la question du Tribunal permanent d'arbitrage, le Président donne la parole à M. Asser qui est en mesure de soumettre au Comité la rédaction de l'art. 10 — arrêtée par lui, d'accord avec plusieurs autres membres du Comité et M. Louis Renault —:

*) Salle de la Trêve.

Etaient présents:

S. E. M. Staal. *Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

S. E. Sir J. Pauncefote } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

M. le Chevalier, Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammasch.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité
d'Examen.*

„L'arbitrage est obligatoire entre les Puissances signataires dans les cas suivants, en tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national de ces Puissances“.

I. En cas de différends ou de contestations se rapportant à des dommages pécuniaires.

II. En cas de différends ou de contestations touchant l'interprétation ou l'application des conventions ci-dessous mentionnées:

1° conventions postales, télégraphiques et téléphoniques;
2° conventions concernant la protection des câbles télégraphiques sous-marins;

3° conventions concernant les transports par chemin de fer;
4° conventions et règlements concernant les moyens destinés à prévenir les collisions de navires en mer;

5° conventions concernant les secours aux malades et blessés en temps de guerre;

6° conventions concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques et la propriété industrielle (brevets d'invention — marques de fabrique ou de commerce — nom commercial);

7° conventions concernant le système des poids et mesures;
8° conventions concernant l'assistance gratuite réciproque des malades indigents;

9° conventions sanitaires. Conventions contre les épizooties et le phylloxera;

10° conventions concernant la procédure civile;
11° conventions d'extradition;
12° conventions de délimitation en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques.“

Après cette lecture, le Président consulte le Comité, paragraphe par paragraphe, sur la rédaction de l'art. 10.

§ préliminaire. Une discussion générale à laquelle prennent part MM. Lammash, Nigra, Descamps etc., s'élève au sujet de la suppression de la phrase initiale „à partir de la ratification du présent acte par toutes les Puissances signataires“.

Cette question est réservée pour le moment où sera arrêté le texte de l'article transitoire, applicable à l'ensemble de l'acte, qui sera nécessairement rédigé par la Conférence.

Sous cette réserve, le § préliminaire est adopté.

§ I. Le Comte Nigra observe que le mot „péculiaire“ ne lui paraît pas satisfaisant. Une discussion générale s'engage touchant l'interprétation du mot „dommage“ qui soulève plusieurs questions très distinctes.

1° Une question de principe: savoir si l'Etat qui se prétend lésé a droit ou non à des dommages. L'arbitrage sera-t-il obligatoire touchant le principe même de la réclamation et la responsabilité du Gouvernement intéressé?

2° Le principe de la responsabilité étant admis, il y a lieu de se demander si l'arbitrage doit être obligatoire en ce qui concerne le montant de l'indemnité à payer.

3° Dans ce dernier cas, l'arbitrage ne doit-il pas cesser d'être obligatoire au-dessus d'un certain chiffre?

M. Lammesch propose d'intercaler la restriction suivante:

„Si ces dommages ne sont pas le résultat direct d'un acte du pouvoir central.“

L'addition de ce membre de phrase est mise aux voix.

Ont voté pour MM. Asser, Descamps et Lammesch; les autres membres ont voté contre.

Le Président consulte alors le Comité;

1° sur le point de savoir si l'on admet que l'arbitrage obligatoire puisse porter sur le principe de la responsabilité.

Ont voté oui: MM. Asser, Descamps, Nigra, Odier.

On voté non: MM. Bourgeois, Holls, Lammesch, Sir Julian Pauncefote, Staal, Zorn.

2° sur l'application de l'arbitrage obligatoire à la fixation du montant de l'indemnité — le principe une fois admis —.

Le Comité répond oui à l'unanimité.

3° Faut-il enfin limiter à un maximum le chiffre de l'indemnité?

Ont répondu oui: MM. Zorn, Holls, Sir Julian Pauncefote.

On répondu non tous les autres membres.

Sauf modifications de forme, le Comité adopte la rédaction suivante pour le § I de l'art. 10:

„En cas de différends ou de contestations sur la fixation du montant des indemnités pécuniaires, lorsque le principe de l'indemnité est déjà reconnu par les parties.“

Le Président lit le § II. Les alinéas 1, 2, 3, 4 sont adoptés sauf suppression du mot „télégraphiques“ à l'alinéa 2.

M. le Dr. Zorn propose la suppression de l'alinéa 5 „conventions concernant les secours aux malades et blessés en temps de guerre“.

Cette clause aboutirait selon lui à des dangers et à des difficultés insurmontables et soumettrait les opérations mêmes de la guerre à l'arbitrage obligatoire.

MM. Lammesch, de Martens, Sir Julian Pauncefote appuient cette observation: les belligérants ne pourraient se soumettre à l'arbitrage obligatoire pendant la guerre touchant l'interprétation de la Convention de Genève.

Le Président reconnaît la gravité des difficultés signalées et pense cependant qu'il serait regrettable de voir disparaître entièrement cette clause. Il peut être de l'intérêt des belligérants eux-mêmes de laisser à un tiers l'interprétation de certaines dispositions dans la convention étant donné que leur situation réciproque peut ne pas leur permettre une entente qui serait pourtant désirable au point de vue de l'humanité.

S. E. le Comte Nigra partage cette opinion.

M. Zorn insiste sur son observation.

M. de Martens croit aussi que l'interprétation de cette clause donnera lieu à des difficultés inextricables, car il n'y a pas de guerre où l'application de la Convention de Genève ne prête aux plus vives accusations de part et d'autre.

M. Odier est de cet avis et pense que la question mérite une étude attentive. La Commission pourrait, à titre spécial, chercher ultérieurement la sanction qui manque à la Convention de Genève. Il vaut mieux, d'ailleurs, laisser de côté cet alinéa 5 qui prévoit l'état de guerre alors que tous les autres se réfèrent au temps de paix.

Après cet échange d'observations et tout en reconnaissant l'utilité d'un examen ultérieur de la question générale des sanctions de la Convention de Genève — question qui ne semble pas rentrer dans la compétence du Comité — on vote la suppression de l'alinéa 5.

Les alinéas 6, 7, 8, 9 et 10 sont adoptés. A l'alinéa 8, après les mots „concernant les épizooties“ on ajoutera „et les mesures prophylactiques contre le phylloxéra et autres fléaux de l'agriculture.“

Au sujet de l'art. 11 (conventions d'extradition) M. Odier dit qu'il lui paraît difficile de l'adopter, tout au moins sans explications.

M. Holls fait observer qu'il a compris cet alinéa en ce sens que tout ce qui est du ressort des tribunaux locaux, dans les cas individuels, ne peut être soumis à l'arbitrage obligatoire.

Il s'agit seulement de „l'interprétation des conventions“ comme il est indiqué au début du § II.

Sous réserve de cette observation, l'alinéa 11 est adopté.

La fin de l'alinéa 12 sera ainsi rédigée: „en tant qu'il s'agit de questions purement techniques et non politiques“.

Sur la proposition de M. Asser, le § I sera inscrit non plus au débit, mais à la fin de l'art. 10.

Le Président fait l'observation suivante au sujet des fleuves internationaux et canaux interocéaniques: ces matières, dit-il, sont, par excellence, d'ordre international, et il serait intéressant de voir se généraliser en ce qui les concerne la pratique de l'arbitrage.

C'est surtout lorsqu'il s'agit de ces conventions où sont engagés le intérêts, le commerce, l'activité pacifique d'un grand nombre de nations que l'interprétation et le règlement des difficultés devraient être soumis à l'arbitrage, c'est-à-dire l'intérêt de chacun des Etats subordonné à l'intérêt de tous.

M. le Chevalier Descamps demande à faire une observation analogue concernant les „traités de commerce“ qui ont été également exclus es cas d'arbitrage obligatoire.

M. Holls serait tout disposé à demander l'avis de son Gouvernement à ce sujet.

Le Président, après avoir constaté qu'il n'y avait pas d'autres objections sur la rédaction de l'art. 10, consulte le Comité sur les observations présentées par la troisième Commission dans la séance du 5 juillet (Voir le procès-verbal de cette séance).

1° M. le Chevalier Descamps est chargé de faire un rapport au sujet de l'observation du Comte de Macédo concernant la substitution du mot „nations“ au mot „elles“ dans l'art. 1 du Projet russe.

2° On supprimera le mot „toucher“ et on substituera „qui le permettent“ à „qui peuvent le permettre“.

3° Quant à l'observation de M. d'Ornellas, le Comité adopte la rédaction suivante pour le § III de l'art. 8 (Proposition Holls):

„Les Etats contendants cesseront tout rapport direct au sujet du litige, lequel est considéré comme déféré exclusivement aux Puissances médiaterices.“

4° A la demande de M. Asser le mot amical est supprimé dans l'article 6, dont la fin sera par conséquent ainsi rédigée: „ait strictement le caractère de conseil et non pas force obligatoire.“

Le Président constate qu'il est trop tard pour aborder aujourd'hui la discussion des divers projets relatifs à l'institution d'un Tribunal permanent d'arbitrage. Cette discussion sera donc remise à la prochaine séance.

S. E. M. Staal — après avoir rappelé les conditions dans lesquelles il a fait, ainsi que la délégation américaine, le dépôt d'une proposition concernant le tribunal d'arbitrage — accepte, ainsi que M. Holls, le projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefote, comme base de discussion.

Le Comité décide de régler en conséquence son ordre du jour et fixe sa prochaine séance à vendredi 9 juin, 3 heures de l'après-midi.

La séance est levée.

Sixième Séance.

9 juin 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Au cours de cette lecture, M. Léon Bourgeois tient à constater, à propos de l'art. 10, qu'il a été bien entendu que le Comité se réservait d'en examiner ultérieurement le texte, la Délégation française ayant à présenter sur cet article un certain nombre d'observations.

Acte est donné à M. Léon Bourgeois de cette Déclaration.

*) Salle de la Trêve.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote.

M. le Chevalier Descamps,

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammasch.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

} *M. le Chevalier Descamps, Président et Rapporteur.*

} *Membres du Comité d'Examen.*

Discussion générale sur le principe d'un „Tribunal permanent d'arbitrage”.

L'ordre du jour appelle la discussion des projets tendant à instituer un Tribunal permanent d'arbitrage.

M. Léon Bourgeois tout en désirant observer, en sa qualité de Président, la plus stricte impartialité au cours de la discussion de cette importante question, doit cependant exprimer l'opinion de la Délégation française; il croit que le moyen de concilier ces deux devoirs est de faire, dès à présent, la déclaration générale suivante, qui lui assurera, par la suite, toute sa liberté pour présider le Comité:

Après avoir pris connaissance des diverses propositions tendant à l'établissement d'une institution internationale permanente en vue de généraliser la pratique de l'arbitrage, la Délégation française considère qu'il existe entre ces divers projets — notamment entre les deux projets émanant de la Délégation russe et de la Délégation britannique — une communauté de principes et de vues pouvant servir de base aux discussions de la Conférence. Elle ne croit donc pas nécessaire de déposer à son tour un projet particulier. Mais, dès le début de la discussion en comité, elle désire déterminer les idées générales qui la guideront dans ce débat, fixer les points sur lesquels elle est d'accord en principe avec les auteurs de ces deux projets et, enfin, indiquer certaines propositions qui lui paraîtraient pouvoir compléter heureusement le système proposé et en faciliter l'application.

En établissant le caractère purement facultatif de recours — non pas seulement à un Tribunal permanent, mais même à tout système d'arbitrage, sauf le cas spécialement déterminé à l'art. 10, et en excluant d'ailleurs expressément „tous les cas où seraient en cause les intérêts vitaux ou l'honneur national des Etats — les projets soumis à notre examen nous paraissent avoir répondu aux premières objections qu'auraient pu soulever les scrupules les plus légitimes du sentiment national. Il importe qu'aucune apparence de contrainte morale ne vienne influer sur les déterminations d'un Etat, lorsque sa dignité, sa sûreté, son indépendance pourront lui sembler en cause.

C'est dans le même esprit de profonde prudence, et avec le même respect du sentiment national que, dans l'un et l'autre projet, on s'est abstenu d'inscrire le principe de la permanence des juges. Il est impossible, en effet, de méconnaître la difficulté d'instituer, dans la situation politique actuelle du monde, un Tribunal composé à l'avance d'un certain nombre de juges représentant les divers pays et siégeant d'une manière permanente dans des affaires successives.

Ce tribunal donnerait, en effet, aux parties, non des arbitres choisis respectivement par elles en connaissance de cause et investis d'une sorte de mandat personnel de la confiance nationale, mais des juges au sens du droit privé, préalablement nommés en dehors du libre choix des parties. Une cour permanente, quelle que soit la haute impartialité de ses membres, risquerait de prendre aux yeux de l'opinion universelle le caractère d'une représentation des Etats; les Gouvernements, pouvant la croire soumise

à des influences politiques ou à des courants d'opinion, ne s'accoutumerait pas à venir à elle comme à une juridiction entièrement désintéressée.

La liberté du recours à la Cour d'arbitrage et la liberté dans le choix des arbitres nous paraissent, comme aux auteurs des deux projets, les conditions mêmes du succès de la cause que nous sommes unanimes à vouloir servir utilement.

Sous cette double garantie, nous n'hésitons pas à appuyer l'idée d'une institution permanente accessible en tout temps et chargée d'appliquer les règles et de suivre la procédure établies entre les Puissances représentées à la Conférence de la Haye.

Nous acceptons qu'un Bureau International soit établi pour assurer d'une façon continue les services du greffe, du secrétariat, et des archives de la juridiction arbitrale; nous croyons tout à fait utile la continuité de ces services, non seulement pour maintenir un point commun de correspondance entre les nations et pour rendre plus certaines l'unité de la procédure et, plus tard, celle de la jurisprudence, mais encore pour rappeler incessamment à l'esprit de tous les peuples, par un signe apparent et respecté, l'idée supérieure de droit et d'humanité dont l'invitation de S. M. l'Empereur de Russie permet au Etats civilisés de poursuivre en commun la réalisation.

La Délégation française estime même qu'il est possible d'attribuer à cette institution permanente un rôle plus efficace. Elle pense que ce bureau pourrait être investi d'un mandat international, nettement limité, lui donnant un pouvoir d'initiative propre à faciliter dans bien des cas le recours des Puissances à l'arbitrage.

Au cas où s'élèverait entre deux ou plusieurs des Etats signataires une des difficultés prévues par la convention comme pouvant être l'objet d'un recours à l'arbitrage, le bureau permanent aurait mandat de rappeler aux parties en litige les articles de la convention visant cet objet et la faculté, ou l'obligation, par elles consentie, de recourir en ce cas à l'arbitrage; il s'offrirait en conséquence à servir d'intermédiaire entre elles pour mettre en mouvement la procédure d'arbitrage et leur ouvrir l'accès de la juridiction.

„C'est souvent une préoccupation légitime, un sentiment de l'ordre le plus élevé qui, précisément, empêchent deux nations de recourir aux voies de l'arrangement pacifique. Dans l'état actuel de l'opinion, celui des deux Gouvernements qui, le premier, demande l'arbitrage, craint de voir son initiative considérée dans son pays même comme un acte de faiblesse et non comme le témoignage de sa confiance dans son bon droit.

En donnant au Bureau permanent un devoir particulier d'initiative, on préviendrait, croyons-nous, cette appréhension. C'est en prévision d'un scrupule analogue que, dans des cas cependant plus graves et plus généraux, la troisième Commission n'a pas hésité à reconnaître aux neutres le droit d'offrir leur médiation, et pour les encourager à l'exercice de ce droit, elle a déclaré que leur intervention ne pourrait être considérée comme ayant un caractère non-amical. A plus forte raison, dans les cas spéciaux

ouverts par la présente convention à la procédure d'arbitrage, il est possible de donner au bureau permanent un mandat précis d'initiative. Il sera chargé de rappeler aux parties les articles de la Convention internationale qui lui sembleront avoir prévu le conflit qui les divise, et leur demandera, en conséquence, si elles consentent à recourir, dans les conditions prévues par elles-mêmes, à la procédure arbitrale, c'est-à-dire simplement à l'exécution de leurs propres engagements. A une question ainsi posée la réponse sera facile et le scrupule de dignité, qui eût peut-être empêché tout recours, disparaîtra. Pour mettre en action une de ces puissantes machines par où la science moderne transforme le monde, il suffit de poser un doigt sur un point de contact: mais encore faut-il quelqu'un soit chargé de faire ce simple mouvement.

La Délégation française estime que l'institution à laquelle serait confié ce mandat international aurait à jouer dans l'histoire un rôle noblement utile."

S. E. Sir Julian Pauncefote donne, à son tour, lecture de la déclaration suivante:

„Avant d'aborder la question si intéressante qui doit nous occuper aujourd'hui, je désire profiter de l'occasion pour exprimer mes remerciements à mes collègues de Russie et d'Amérique qui ont si gracieusement consenti à ce que le Projet d'un Tribunal Permanent d'Arbitrage International que j'ai eu l'honneur de déposer à la Commission soit la base de nos délibérations. Dans les projets qu'ils ont eux-mêmes déposés, on pourra puiser des améliorations au mien et le Comité appréciera leur valeur ainsi que celle d'autres amendements qui nous seront sans doute présentés. Je tiens à remercier également M. le Premier Délégué de France de la déclaration dont il vient de donner lecture et par laquelle il fait savoir au Comité qu'il veut bien lui aussi prendre mon projet comme base de discussion, de même que les autres membres du Comité, qui m'ont fait l'honneur de s'exprimer dans le même sens. Je suis persuadé que, grâce aux talents exceptionnels que nous avons l'avantage de posséder au sein de ce Comité, nous parviendrons à produire un résultat digne du mandat si noblement confié à la Conférence par Sa Majesté l'Empereur de Russie.“

Le Président ouvre la discussion générale sur la question du Tribunal permanent d'arbitrage.

M. le Chevalier Descamps a la parole: „La constitution d'un Tribunal permanent d'arbitrage répond à la conscience juridique des peuples civilisés, aux progrès réalisés dans la vie des nations, au développement moderne du contentieux international, au besoin qui pousse les Etats à rechercher de nos jours une justice plus accessible dans une paix moins précaire.

„Elle peut être un instrument puissant d'affermissement du sentiment du droit dans le monde.

C'est un fait d'une importance capitale que la présentation de trois projets, dans cet ordre, par trois grandes Puissances. Ces projets sont

divers, mais il semble possible de les harmoniser dans une synthèse qui renferme tout ce qu'ils ont d'immédiatement réalisable.

L'institution de juridictions arbitrales permanentes n'est pas une innovation sans précédents dans le droit des gens. C'est ainsi que la Convention de Berne du 14 octobre 1890 contient l'institution d'un Tribunal arbitral libre, auquel la Délégation allemande, lors de la première Conférence de 1878, aurait voulu confier encore des attributions plus importantes. D'autres offices de nature juridictionnelle fonctionnent encore, à titre permanent, dans le droit des gens. L'établissement d'un Tribunal permanent d'arbitrage ne présente pas de difficultés insurmontables et il peut être un facteur important du problème international qui se pose devant la Conférence de la Haye.

Les difficultés que rencontre sur d'autres terrains la réalisation des vues magnanimes de S. M. l'Empereur de Russie sont une raison de plus pour nous engager à tourner nos regards vers l'organisation de la Médiation et de l'Arbitrage. Il faut développer et consolider les institutions organiques de la Paix. Il y a sur ce point une attente générale dans tous les pays et la Conférence ne pourrait, sans de graves inconvénients, tromper, cette attente.

Les proportions que nous donnerons à l'œuvre que nous allons nous efforcer de fonder par l'accord des Etats seront sans doute modestes: l'avenir développera ce que cette œuvre a de fécond pour le bien des peuples et pour les progrès de l'humanité.

Quant aux délégués à cette Conférence, ce sera sans doute une des meilleures joies de leur vie d'avoir coopéré à l'accomplissement de ce grand résultat: le rapprochement fraternel des peuples et la stabilité de la paix générale."

Après cet exposé général, M. le Chevalier Descamps ajoute que plusieurs améliorations pourraient être apportées aux projets de Tribunal d'arbitrage en empruntant certaines dispositions au projet élaboré par la Conférence Interparlementaire de Bruxelles.

Il se réserve de faire connaître, au cours des délibérations, celles de ces dispositions qui pourraient être utilement adoptées en vue de donner une cohésion plus ferme au nouvel organisme international, sans porter atteinte à la souveraineté des Etats.

M. le Docteur Zorn a écouté avec la plus grande attention et avec une émotion profonde les déclarations qui précédent; il se rend compte de la solennité de cette heure où les représentants des Etats civilisés ont à se prononcer sur un des plus graves problèmes qui puissent se poser; il espère qu'un jour viendra où le noble vœu de S. M. l'Empereur de Russie pourra s'accomplir entièrement et où les différends entre les Etats seront portés, pour la plupart, en tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux ni à l'honneur national, devant une juridiction internationale permanente. Mais, ajoute-t-il, si pénètre que je sois personnellement de cette espérance, je ne puis, je ne dois pas m'abandonner à des illusions et, tel est aussi, j'en suis certain, l'avis de mon Gouvernement. Il faut bien reconnaître

que l'innovation proposée à l'examen du Comité est encore à l'état de généreux projet; elle ne se réalisera pas sans comporter bien des risques, bien des dangers même dont la prudence doit tenir compte. Ne convient-il pas d'attendre qu'on ait pu faire dans cet ordre d'idées des expériences préliminaires?

Si ces expériences peuvent réussir et si elles doivent confirmer nos espérances, le Gouvernement allemand n'hésitera pas à les tenter, en acceptant l'essai d'un arbitrage beaucoup plus étendu qu'il n'a été pratiqué jusqu'à ce jour. Mais il ne pourra pas se prononcer sur l'organisation du Tribunal permanent, avant d'avoir fait, au préalable l'expérience satisfaisante d'une cour d'arbitrage occasionnelle.

Dans cette situation, continue M. le Docteur Zorn, si intense que soit ma volonté de concourir de toutes mes forces à la bonne marche des travaux du Comité, je regrette d'avoir à le prier d'en revenir à l'article 13 du projet originaire de la Russie, car ce projet représente exactement à mon sens l'opinion du Gouvernement Impérial allemand.

Le Président ouvre la discussion sur cette proposition préjudicelle de M. le Docteur Zorn.

M. Affer reconnaît qu'il peut être utile certainement de faire des expériences, mais ces expériences, nous les avons déjà faites en ce qui concerne les arbitrages occasionnels; celles qui restent à tenter sont précisément celles que les projets en discussion nous proposent, puisqu'ils prévoient l'institution d'une cour à laquelle les Etats auront la faculté de recourir sans y être jamais obligés. Il semble que la conclusion de l'honorable Docteur Zorn pourrait être moins absolue et que, sans s'écartez de l'opinion qu'il vient de développer avec un accent qui a vivement ému le Comité, il pourrait s'abstenir de faire opposition à l'établissement d'un Tribunal permanent d'arbitrage et consentir à le considérer, suivant l'expression de Son. Exc. le Comte Nigra, comme un „Tribunal permanent“ temporaire.

M. le Docteur Zorn ne méconnait pas la valeur de l'argumentation de M. Affer, mais elle soulève plus d'une objection. Il y a notamment une incontestable différence entre un arbitrage occasionnel et l'institution d'un Tribunal chargé d'exercer à titre permanent le rôle d'arbitre, suivant un code de procédure et des règles déterminées à l'avance. En outre. M. le Docteur Zorn doit rappeler que le Gouvernement russe a modifié son projet initial. Le Gouvernement allemand avait accepté le projet russe original et non un autre, comme base des travaux de la Conférence; il ne pourrait aujourd'hui accepter, même à titre d'expérience, l'institution d'un „Tribunal permanent“ temporaire:

1^o parce que cette institution n'était pas prévue, suivant lui, dans le programme initial du Gouvernement russe;

2^o parce que, dans la réalité, il est bien probable que le Tribunal permanent temporaire ne tardera pas à devenir définitif.

Le Docteur Zorn insiste donc sur ses précédentes observations tendant à réservier l'avenir.

S. E. le Comte Nigra croit devoir faire directement appel à l'esprit de conciliation de M. le Docteur Zorn et indiquer, en peu de mots, quelles pourraient être, à ses yeux, les conséquences d'une décision trop absolue dans une question qui intéresse à un si haut degré l'humanité tout entière. L'impatience, avec laquelle sont attendus dans l'opinion publique les résultats de nos travaux, est devenue si grande, qu'il serait dangereux de renoncer à l'acceptation d'un Tribunal d'arbitrage. Si la Conférence opposait à cette impatience un „non possumus“ ou des satisfactions insuffisantes, la déception serait vive.

La Conférence encourrait, dans ce cas, une grave responsabilité vis-à-vis de l'histoire, vis-à-vis des populations et de l'Empereur de Russie lui-même.

En conséquence, Son Exc. le Comte Nigra supplie l'honorable délégué allemand de ne pas se prononcer encore par un refus catégorique et de consentir à en référer à son Gouvernement.

M. le Chevalier Descamps appuie les déclarations que vient de faire Son Exc. M. le Comte Nigra.

M. le Docteur Zorn répond qu'il est extrêmement sensible à ces instances et qu'il en tiendra le plus grand compte en ne s'abstenant pas de coopérer aux travaux du Comité, mais qu'il ne peut pas, bien entendu, engager son Gouvernement.

Acte est donné au Docteur Zorn de ses déclarations qui réservent entièrement sa liberté ultérieure d'action.

La question préjudiciale soulevée par M. le Docteur Zorn étant ainsi réglée, le Comité continue la discussion générale.

M. de Martens tient, de son côté, à donner les éclaircissements suivants :

Quand le Gouvernement russe a formulé ses premières propositions concernant l'arbitrage, il n'avait sans doute en vue que les lignes générales du projet qu'il a distribué tout d'abord, mais ce projet n'était, bien entendu, qu'un cadre et comportait nécessairement des développements nombreux : le Gouvernement russe n'a donc fait que le compléter en le précisant. Il a toujours pensé, sans avoir à entrer dès le début dans ces détails, qu'il y aurait lieu d'arrêter la procédure et la constitution de l'arbitrage — tout en étant décidé à laisser toujours aux Puissances en litige toute liberté pour faire le choix des arbitres. — Le Gouvernement russe a cru de son devoir de suggérer aux Puissances, sans rien vouloir leur imposer, le résultat de ses réflexions.

Il y a, dans les divers projets en discussion, des dispositions qui ont pu, tout naturellement, provoquer les craintes dont M. le Docteur Zorn s'est fait l'interprète, mais ce n'est là qu'un malentendu qu'il sera facile de dissiper au cours de la discussion amiable qui va se poursuivre. Ne pourrait-on pas, par exemple, adopter, en tête des dispositions relatives au Tribunal permanent, un article constatant la liberté absolue pour les parties en litige de faire elles-mêmes librement leur choix ?

Il pourrait être rédigé ainsi :

Dans les cas de conflit entre les Puissances signataires ou adhérentes, elles décideront si le litige est de nature à être porté devant le Tribunal d'arbitrage, constitué selon les articles qui suivent, ou s'il est à juger par un arbitre seul ou un Tribunal d'arbitrage spécial."

S. E. Sir Julian Pauncefote est d'avis que son projet réserve entièrement et expressément la liberté des parties.

S. E. le Comte Nigra demande si l'on ne pourrait rédiger ainsi le commencement de l'art. 1:

"Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, les Etats signataires décident d'organiser etc."

M. le Chevalier Descamps pense que le libellé seul du titre des articles relatifs à l'arbitrage pourrait donner satisfaction à tous les scrupules exprimés plus haut, s'il était ainsi rédigé: tribunal libre d'arbitrage.

Le Président estime que le Comité est unanime à déclarer que le Tribunal permanent d'arbitrage ne doit être obligatoire pour personne, mais étant donné l'accord sur le principe, ne convient-il pas de résERVER la question de savoir à quel moment et à quelle place ce principe sera formulé?

Le Comité partageant l'opinion du Président sur ce point, M. Odier demande à appuyer expressément, lui aussi, les déclarations qui ont été faites plus haut par M. le Chevalier Descamps et le Comte Nigra en faveur de l'institution d'un tribunal permanent d'arbitrage: „Il s'est éveillé dans le monde, dit-il, plus qu'une espérance, une attente, et l'opinion populaire a la conviction, surtout en matière d'arbitrage, que des résultats importants sortiront des délibérations de la Conférence. Nul ne peut nier, en effet, que nous soyons maîtres de faire en ce moment un pas nouveau et décisif dans la voie du progrès. Allons-nous reculer? ou réduire à des proportions insignifiantes la portée de l'innovation qu'on attend de nous? Nous soulèverions un désappointement universel dont la responsabilité pèserait lourdement sur nous et sur nos Gouvernements. L'innovation sérieuse que nous pouvons apporter à l'humanité, c'est la constitution d'un corps permanent qui rende manifeste aux yeux du monde, tangible pour ainsi dire, le progrès réalisé.“

M. Odier n'a pas, certes, entendu sans émotion les objections de M. le Docteur Zorn, mais il joint ses instances à celles de M. le Comte Nigra pour prier le délégué allemand de bien vouloir en référer à son Gouvernement.

M. Lammasch tient à formuler lui-aussi son opinion et ses réserves. Bien que la Circulaire du Comte Mouravieff n'ait fait aucune mention de l'éventualité d'instituer un Tribunal permanent, il ne s'oppose pas à ce que le Comité prenne le projet Pauncefote comme base de discussion, mais sans toutefois pouvoir aller jusqu'à déclarer que l'Autriche-Hongrie est prête à se rallier à l'institution d'un Tribunal Permanent; cette institution peut, en effet, être conçue de façons très diverses, suivant le cours que prendront les discussions de la Conférence. M. Lammasch conclut en

disant qu'il acceptera encore une fois le projet Pauncefote comme base de discussion, afin de ne pas entraver les travaux si importants de la Conférence, et qu'il contribuera même à cette discussion avec toute la bonne volonté possible, mais sous cette réserve que, bien entendu, sa participation aux débats n'aura d'autre caractère que celui d'un examen préalable de la question et n'engagera, par suite, en aucune façon, son Gouvernement.

Acte est donné à M. Lammasch de ses déclarations et de ses réserves.

M. Holls croit devoir faire à son tour la déclaration dont le résumé suit:

„J'ai écouté, avec la plus grande attention, l'important échange d'observations qui vient d'avoir lieu entre les divers représentants des Etats Européens. J'ai pensé qu'en ma qualité de représentant d'un monde nouveau, la déférence m'ordonnait de laisser parler avant moi les délégués des nations anciennes. Mais, c'est la première fois que les Etats-Unis d'Amérique sont associés, dans des circonstances aussi graves, aux délibérations des Etats d'Europe, et je dois à mon Gouvernement — comme au Comité — d'exprimer, au début de la présente discussion, mon opinion tout entière.

Je tiens, moi aussi, à joindre mes instances à celles qui viennent d'être adressées si éloquemment à M. le Docteur Zorn.

Nulle part, l'opinion ne s'est prononcée avec plus d'énergie qu'en Amérique en faveur de l'initiative de S. M. l'Empereur de Russie; nulle part, l'opinion n'a fait des vœux plus ardents pour le succès de cette Conférence. C'est par centaines que nous avons reçu dans ce sens des adresses émanant non seulement des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, mais du Continent américain tout entier; et ces adresses étaient signées par les collectivités les plus respectables, les plus autorisées.

Nous nous trouvons donc liés par une sorte d'engagement moral solennellement contracté, non pas entre les Gouvernements, mais devant l'humanité elle-même. Plaçons-nous, comme c'est notre tendance à nous, américains, à un point de vue simplement pratique et consultons l'opinion universelle. Cette opinion est bien impatiente, comme on l'a dit tout à l'heure, mais il faut ajouter quelque chose de plus: elle est inquiète; en raison des intérêts vitaux pour elle, que nous avons à discuter, elle redoute que nous aboutissions à des résultats purement apparents, platoniques. Et il faut bien reconnaître que ces inquiétudes ont leur origine dans les expériences d'un passé récent. Une Conférence qui intéressait l'humanité tout entière, la Conférence du Travail a déjà été réunie à Berlin, sous la noble et généreuse inspiration de l'Empereur Guillaume. A quoi a-t-elle abouti? A des résultats platoniques.

L'opinion publique attend cette fois davantage: elle ne nous pardonnerait pas un désappointement nouveau, et les espérances mêmes qu'elle a mises en nous donnent la mesure de la déception que lui causerait l'avortement de nos travaux. Sans doute, M. Zorn a rappelé avec raison la différence existant entre l'arbitrage occasionnel et celui du projet russe initial, mais j'estime, qu'au point de vue pratique, celui qui préoccupe le plus l'opinion, nous n'aurons rien fait si nous nous séparons sans avoir institué un Tribunal permanent d'arbitrage.“

Acte est donné à M. Holls de cette déclaration que M. Affer, Sir Julian Pauncefote et le Comte Nigra appuient chaleureusement.

La discussion générale est close. Le Comité aborde la lecture des articles.

Examen, en première lecture, du projet de „tribunal permanent d'arbitrage“ de S. E. Sir Julian Pauncefote.

[Annexe 2 B.]

Un échange général d'observations a lieu au sujet de l'art. 1 du projet de Sir Julian Pauncefote.

Le Comité partage l'avis de M. Bourgeois à propos du mot Tribunal ou Cour dont l'emploi semble prématuré. Nous ne savons pas exactement encore ce que nous ferons et nous pourrons nous servir, jusqu'à nouvel ordre, du mot plus large d'Institution.

Le Comte Nigra fait remarquer, à propos de l'art. 1, l'inconvénient d'employer tantôt le mot Etat tantôt le mot Puissance. Il propose qu'on s'arrête à une terminologie unique; le mot Etat paraît mieux convenir.

M. le Chevalier Descamps exprime un avis contraire.

D'accord avec Sir Julian Pauncefote, M. de Martens émet l'avis qu'on pourrait diviser l'art. 1 en deux parties:

1 et 1bis. La première concernant l'organisation, la seconde concernant la compétence.

La deuxième partie commencerait par ces mots „Ce tribunal sera compétent et chacun de ces deux paragraphes constituant un article distinct serait rédigé comme il suit dans le projet:

Art. 1.

„Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser de la manière suivante un „tribunal permanent d'arbitrage“ accessible en tous temps et qui sera régi, sauf stipulation contraire des parties en litige, par le Code d'arbitrage inséré dans la présente Convention.“

Art. 1bis.

„Ce tribunal sera compétent pour tous les cas d'arbitrage, soit obligatoires, soit facultatifs, à moins que les Puissances en litige ne s'entendent pour l'établissement d'une juridiction spéciale.“

Ces deux articles sont adoptés sauf modification ultérieure de rédaction.

Art. 2.

Le Président donne lecture de l'art. 2 du projet de Sir Julian Pauncefote. Une discussion s'engage sur la rédaction de l'alinéa 1^{er} de cet article.

Le Comité, consulté par le Président, déclare à l'unanimité qu'il accepte la désignation de la Haye comme siège du Tribunal permanent.

M. Affer est autorisé à déclarer que le Gouvernement hollandais est très honoré de cette désignation du Comité et de l'unanimité avec laquelle tous ses membres sont tombés d'accord à cet égard.

Les mots „à cet effet“ sont supprimés.

M. le Chevalier Descamps est prié de rechercher une rédaction définissant les attributions du bureau.

L'art. 2 est en conséquence adopté momentanément dans la forme suivante:

„Un bureau central sera établi en permanence à La Haye, dans lequel les Archives du tribunal seront conservées et qui sera chargé de la gestion de ses affaires officielles. Un Secrétaire Général, un archiviste et un personnel suffisant seront nommés qui habiteront sur les lieux.

Le bureau sera l'intermédiaire des communications relatives à la réunion du tribunal à la requête des Parties litigantes.“ (Voir le Procès-Verbal suivant.)

Art. 3.

M. Holls propose d'insérer l'amendement suivant:

„Quand il sera possible, ces personnes seront nommées par la majorité des membres de la plus haute cour existante alors dans chacun des Etats adhérents, et, en tous cas, elles seront choisies en raison de leur aptitude à résoudre, dans l'esprit du droit, toutes les questions dont elles seront saisies.“

A l'appui de cet amendement, M. Holls dit que, particulièrement dans les Républiques américaines, l'opinion publique n'admettra pas que le choix des juges puisse être suspect d'avoir été influencé par la politique. Chacune de ces Républiques possède une Cour suprême qui paraît la mieux qualifiée pour guider le Président dans le choix des membres du futur Tribunal d'arbitrage. Les juges de la plus haute Cour sont à même de connaître et d'apprécier la valeur des magistrats et des membres du bureau de leur pays et ils ne peuvent avoir d'autre intérêt que de choisir les représentants les plus compétents et les plus dignes de confiance. Il en serait de même dans presque tous, sinon dans tous les Etats continentaux. Le but de l'amendement n'est pas d'enlever au Souverain ou au Chef du pouvoir exécutif le droit de nomination, mais de gagner l'opinion publique qui aurait une plus grande confiance dans le Tribunal projeté, s'il était entendu que la plus haute Cour de chaque pays prendrait part à la désignation de ses membres.

M. Holls déclare que ses instructions lui prescrivent de demander un vote sur cette question.

En présence de l'opposition manifestée par tous les autres membres du Comité à la proposition de M. Holls, il est décidé que le rapport fera mention de l'esprit d'impartialité dans lequel doivent être choisis et nommés les juges.

Après un échange d'observations auquel prennent part M.M. Bourgeois, Sir Julian Pauncefote, le Comte Nigra, M. d'Estournelles, M. Descamps, le Comité estime que le mot „jurisconsulte“ est d'acception trop étroite.

M. le Chevalier Descamps propose que deux ou plusieurs Puissances puissent s'entendre pour désigner en commun deux membres, comme cela est prévu dans le Projet de la Conférence interparlementaire.

Le Président lit le premier alinéa de l'art. 3 tel qu'il est adopté en première lecture et dont le texte suit plus bas.

En ce qui concerne le second alinéa, M. le Chevalier Descamps

propose une addition limitant à six ans la durée du mandat de membre du Tribunal, sauf renouvellement de ce mandat. Il est bon, dit-il, d'éviter les nominations à vie. Le Comité partage cette manière de voir et, sous réserve de certaines modifications dont M. Descamps voudra bien arrêter la rédaction, adopte provisoirement le texte suivant pour l'ensemble de l'art. 3:

„Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification du présent acte, deux personnes d'une compétence reconnue en droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitre.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites au titre de membres du tribunal sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du bureau central.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun de deux membres. La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres du tribunal sont nommés pour une durée de 6 ans; leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre du tribunal, les mêmes règles seront suivies pour les nouvelles nominations. (Voir le Procès-Verbal suivant).

Il est entendu que le Compte-rendu de la présente séance est jusqu'à nouvel ordre strictement confidentiel.

Le Président met à l'ordre du jour de la prochaine séance les articles 4 et suivants du projet Pauncefote. Cette séance aura lieu lundi, 12 juin, à 2 heures et demie, Salle de la Trève.

La séance est levée.

Septième Séance.

12 juin 1899. *)

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. Sur la proposition de S. E. le Comte Nigra le Comité tient à exprimer ses remerciements à M. le Baron d'Estournelles de Constant pour la rédaction de ce procès-verbal.

*) Salle de la Trève.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra. }
S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Affer,

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammesch.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité d'Ecamen.*

M. Holls déclare, au nom de la Délégation des Etats-Unis d'Amérique, qu'en participant, dans le Comité, à l'élaboration d'un plan de Tribunal permanent sur la base de la proposition de Sir Julian Pauncefote, la Délégation américaine n'entend pas — cela va de soi — renoncer à sa préférence en faveur de son propre projet. Elle réserve donc son droit de présenter, si elle le juge convenable, son projet, soit dans la troisième Commission, soit en Conférence plénière comme amendement au rapport du Comité.

Acte est donné à M. Holls de cette Déclaration.

**Examen, en première lecture, du projet de „Tribunal permanent d'Arbitrage“
de S. E. Sir Julian Pauncefote. (Suite.)**

[Annexe 2 B.]

M. le Chevalier Descamps, chargé de soumettre au Comité une nouvelle rédaction de l'art. 2 du projet de Sir Julian Pauncefote, donne lecture du texte suivant qui est adopté:

Article 2. „Un bureau central est établi à La Haye, par les soins et sous la haute surveillance du Gouvernement des Pays-Bas. Ce bureau est placé sous la direction d'un secrétaire-général résident. Il sert de greffe au tribunal arbitral. Il est l'intermédiaire des communications relatives à la réunion du tribunal. Il a la garde des archivés et la gestion de toutes les affaires administratives.“

Sur la proposition de M. Holls, il est entendu qu'un certain nombre de points de l'art. 2 sont réservés pour être discutés plus tard en même temps que l'art. 6.

L'Article 3 est lu et adopté dans la forme suivante:

Article 3. „Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification du présent acte, deux personnes d'une compétence reconnue en droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitre. Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membre du tribunal, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du bureau central.

„Deux ou plusieurs Etats peuvent s'entendre pour la désignation en commun de deux membres. La même personne peut être désignée par des Etats différents. Les membres du tribunal sont nommés pour une durée de 6 ans. Leur mandat peut être renouvelé.“

En cas de décès ou de retraite d'un membre du tribunal, il sera pourvu à son remplacement selon les mêmes règles.“

Art. 4.

Le Président donne lecture de l'art. 4.

Sur l'observation de M. le Chevalier Descamps, l'art. 4 sera suivi d'un art. 4 bis concernant la détermination du siège du Tribunal.

On passe à la discussion de l'article 4.

M. Asser demande à poser à Sir Julian Pauncefote une question pour bien savoir comment sera désigné le tiers arbitre.

M. Asser craint que si l'on adoptait la rédaction de Sir Julian, une partie pourrait aisément se soustraire à l'arbitrage, même à l'arbitrage obligatoire. L'art. 4, en effet, lui en fournit le moyen; grâce à cet article une partie ne pourrait-elle tenir indéfiniment en échec la composition du Tribunal et par conséquent tout arrêter?

S. E. Sir Julian Pauncefote répond que le nouveau tribunal sera régi, soit en cas de compromis, par les parties elles mêmes, soit, en l'absence de compromis, par le code de procédure qui sera joint à l'acte.

S. E. le Comte Nigra donne lecture, à titre d'exemple, de l'article 3 du traité d'arbitrage permanent conclu entre l'Italie et la République Argentine.*)

Cet article répond précisément à l'objection prévue par M. Asser.

M. Léon Bourgeois reconnaît, comme M. Asser, qu'il y a une lacune dans l'art. 4 et il se réserve de revenir sur la question.

M. le Chevalier Descamps propose une rédaction commençant par ces mots: Les parties litigantes choisissent, dans cette liste, un ou plusieurs arbitres". Cette rédaction se rattache, sans doute, à la constitution d'un organisme plus complet que celui qui est prévu, c'est-à-dire à la constitution d'une Cour, mais le Chevalier Descamps estime néanmoins qu'elle peut être suggérée au Comité.

M. Asser propose subsidiairement, pour le cas où l'accord sur le choix du tiers arbitre ne pourrait s'établir d'aucune autre manière, de s'en remettre au sort.

M. Holls déclare qu'en tout cas il est inadmissible qu'on puisse arriver à imposer à une des parties un tiers arbitre dont elle ne voudrait pas.

M. Lammash est d'avis qu'on pourrait stipuler ceci: si les Etats ne peuvent s'entendre sur le choix d'un tiers arbitre, on laisserait ce choix aux chefs des Etats neutres, à savoir le Roi des Belges, le Grand-Duc de Luxembourg et le Président de la Confédération suisse.

M. Holls pense que les Etats-Unis n'accepteraient pas cette combinaison exclusivement européenne.

M. de Martens estime que le projet russe a prévu la difficulté.

M. Asser pense que ces prévisions sont, en effet, suffisantes en cas de bonne volonté, mais non dans le cas contraire.

Le Président fait remarquer que la question du tiers arbitre n'est pas spéciale au projet de Tribunal permanent. On pourra donc y revenir au moment de la discussion générale du code d'arbitrage.

Cette suggestion est adoptée par le Comité.

M. de Martens demande la suppression de cette phrase: „Elles auront en outre la faculté de leur adjoindre des arbitres autres que ceux dont les noms seront inscrits dans la liste“ Car cette addition facultative de noms enlèverait à la liste une grande partie de son autorité. Si l'on peut indifféremment recourir tantôt aux membres qui la composent, tantôt à d'autres, elle tombera vite en désuétude.

*^e) Traité du 23 juillet 1898.

M. Holls appuie cet avis.

M. le Chevalier Descamps dit que cette suppression serait regrettable au point de vue pratique et de l'adaptation du Tribunal à des litiges fort variés. A certains égards, l'on pourrait considérer comme des conseillers ou délégués techniques nécessaires ces arbitres supplémentaires.

M. de Martens répond qu'alors il est inutile d'en parler, car les Tribunaux ordinaires peuvent recourir à des enquêtes techniques et à des experts sans, pour cela, modifier leur composition.

Le Président est d'avis qu'on pourrait également, et pour les mêmes motifs que plus haut, renvoyer la question posée par M. de Martens au moment de la discussion du Code d'arbitrage.

Il met aux voix les deux alinéas de l'art. 4, qui sont successivement adoptés dans la forme suivante, sous les numéros 4 et 4bis.

Article 4. „Les Puissances signataires qui désirent avoir recours au Tribunal pour le règlement des différends survenus entre elles, notifieront leur intention au ,Secrétaire-Général du Bureau qui leur fournira sans retard la liste des membres du Tribunal. Elles choisiront dans cette liste le nombre d'arbitres convenu dans le compromis. A défaut de stipulations contenues à cet égard (dans le compromis), les arbitres seront désignés sur cette liste, suivant les règles fixées par les articles du Code d'arbitrage. Les arbitres ainsi choisis formeront le Tribunal pour cet arbitrage.

Ils se réuniront à la date fixée par les parties en litige.“

Article 4bis. „Le tribunal siégera d'ordinaire à La Haye, mais il aura la faculté de siéger ailleurs et de changer son siège selon les circonstances et sa convenance ou celle des parties en litige.“

Revenant sur la discussion de l'art. 4, M. Holls propose l'amendement suivant: „Dans le cas où la Cour ne comprendrait que trois juges, aucun d'eux ne pourra être originaire, sujet ou citoyen des parties en litige.“

M. Asser appuie cette proposition.

S. E. le Comte Nigra donne lecture de l'art. 3 du traité déjà cité entre l'Italie et la République Argentine: il est rédigé dans le sens de l'amendement de M. Holls.

M. de Martens est d'avis que la question mérite d'arrêter l'attention du Comité et qu'il convient de repousser expressément l'amendement de M. Holls: car le projet auquel aboutira la Conférence aura d'autant plus de chances d'être accepté par les Puissances intéressées que chacune d'elles se verra autorisée à être représentée dans le Tribunal.

M. Odier répond qu'il ne s'agit, d'après M. Holls, que du cas où il n'y a que trois arbitres. Or, dans ce cas, si chacun des arbitres appartient à la nationalité des parties, ils feront office d'avocats plutôt que de juges, et il n'y aura plus en réalité qu'un arbitre unique.

M. Holls appuie cette observation et ajoute qu'une pareille organisation rendrait impossible toute transaction et même tout esprit de conciliation; ni l'un ni l'autre des deux arbitres ne voulant dans certaines circonstances, ni ne pouvant faire de concessions.

M. le Chevalier Descamps fait remarquer combien la question est délicate. Etant donné la tendance des Etats, qui ne veulent pas abdiquer leur souveraineté et recherchent le maximum de garanties possible, il est bien probable comme le pense M. de Martens, que chacun d'eux tiendra absolument à avoir un juge à lui dans le Tribunal. M. le Chevalier Descamps est d'avis en conséquence, que dans l'intérêt même de la cause défendue ici, il serait sage de faire cette concession, conforme, d'ailleurs, en grande partie aux précédents, en matière de constitution de la juridiction arbitrale. Il ne faut pas oublier que la société internationale est une société de coordination entre Etats Souverains et l'on ne doit pas trop modérer ses juridictions d'après les principes admis dans les sociétés de subordination comme les diverses sociétés nationales.

M. Holls admet cette manière de voir quand il s'agit d'un Tribunal de plus de trois membres, mais non quand il n'y en a que trois, car elle aboutit en réalité à réduire, comme le disait M. Odier, le Tribunal à un seul juge.

M. Léon Bourgeois fait observer que la désignation d'un juge par chaque partie intéressée serait, à ses yeux, non seulement une sage concession, mais une sorte de transition naturelle et légitime entre la discussion diplomatique et le débat judiciaire; il ajoute, toutefois, que ces considérations n'étant pas spéciales au Tribunal permanent, cette discussion pourrait être ajournée, comme celle des questions précédentes, jusqu'au moment de l'examen des articles du Code d'arbitrage.

M. le Docteur Zorn demande à faire observer que la réserve de M. Holls lui paraît juste dans un procès civil, personne ne pouvant être juge dans sa propre cause, mais pour ce qui concerne une juridiction internationale, c'est tout autre chose: il faut à ses yeux, qu'un des représentants des Etats en litige soit admis dans le Tribunal, même s'ils ne sont que trois; le surarbitre décidera.

Le Docteur Zorn appuie en conséquence les observations de MM. de Martens, Léon Bourgeois et le Chevalier Descamps.

Il est donc entendu que la question est réservée pour la discussion du Code d'arbitrage.

M. Holls tient à déclarer que le principal motif de sa proposition, c'est que son Gouvernement tient beaucoup à ce que le Tribunal d'arbitrage ne soit pas trop peu nombreux.

Art. 5.

Le Président donne lecture de l'art. 5.

M. Holls demande si le moment n'est pas venu d'insérer l'amendement suivant, commençant par les mots: „Tout différend, quel qu'il soit, entre les Puissances signataires peut, d'un commun accord, être soumis par les Nations intéressées au jugement de ce Tribunal International, mais, dans tous les cas où le Tribunal sera saisi, les intéressés devront s'engager, en s'adressant à lui, à accepter sa sentence.“

M. le Chevalier Descamps fait observer que l'art. 24 du code de

procédure prévoit déjà cette disposition. La question est de savoir s'il n'y aurait pas intérêt à laisser cette disposition dans le code.

S. E. Sir Julian Pauncefote fait observer que le § 2 de l'appendice à l'art. XIII du projet russe prévoit également et tout spécialement cette disposition.

Sur ces observations, M. Holls accepte de réserver la question.

L'art. 5 est adopté dans la forme suivante:

„Tout Etat, quoique n'étant pas signataire du présent acte, pourra avoir recours au Tribunal dans les conditions prescrites par les règlements.“

Art. 6.

Le Président donne lecture de l'art. 6.

S. E. le Comte Nigra demande qu'il soit donné lecture de l'amendement du Gouvernement russe auquel il se rallie.

Le Président fixe l'ordre du jour de la séance prochaine; qui aura lieu, vendredi 16 juin, à 2 heures, Salle de la Trêve:

1^o Suite de la discussion de l'art. 6 de la proposition de Sir Julian Pauncefote — de la proposition de M. Descamps — et des amendements russes.

2^o Art. 7.

La séance est levée.

Huitième Séance.

21 juin 1899.*)

Présidence de M. le Chevalier Descamps.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de l'article 6 du projet Pauncefote.

**Examen, en première lecture, du projet de „tribunal permanent d'arbitrage“
de S. E. Sir Julian Pauncefote (suite) (annexe à B.)**

Art. 6. [suite de la Discussion.]

Sir Julian Pauncefote propose de substituer au texte dont il a saisi le Comité la rédaction suivante, qui lui paraît devoir être approuvée dans ses grandes lignes:

* Salle de la Trêve.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammasch.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité
d'Examen.*

Assistait à la Séance:

M. de Basily

„Un conseil permanent composé des représentants des Puissances signataires résidant à La Haye et du ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification de la présente convention. Ce conseil aura pour mission d'établir et d'organiser le Bureau Central lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle. Il procédera à l'installation du tribunal; il consultera, de temps en temps, les règlements nécessaires au bon fonctionnement du bureau central. De même, il réglera toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement du Tribunal, ou il en référera aux Puissances signataires. Il aura des pouvoirs absolus quant à la nomination, la suspension, ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau Central. Il fixera leurs traitements et salaires, il contrôlera la dépense générale. La présence de 5 membres dans la réunion, dûment convoquée, suffira pour délibérer valablement et les décisions seront prises à la majorité des voix.“

Le Président ouvre la discussion sur cette nouvelle rédaction.

Il rappelle que l'idée de recourir au corps diplomatique du pays qui est le siège d'une institution internationale a déjà été suggérée lors de la Conférence de Bruxelles de 1889—1890 concernant la suppression de la traite africaine.

M. Asser cite, dans le même sens, un autre précédent: la Convention de 1888 concernant le libre usage du Canal de Suez. Quant au principe même de la proposition de Sir Julian, M. Asser ne croit pas pouvoir se prononcer définitivement sur le fond, sans instructions de son Gouvernement; toutefois, elle mérite d'être examinée avec beaucoup d'intérêt. M. Asser estime qu'au lieu de dire „représentants . . . résidant à La Haye“, on devrait désigner „représentants . . . accrédités à La Haye.“

S. E. M. Staal ne voit que des avantages à appuyer la proposition de Sir Julian Pauncefote.

M. le Docteur Zorn estime que cette proposition facilitera aux Gouvernements l'acceptation de l'acte définitif. Il désire, en tout cas, que le conseil soit composé exclusivement des représentants diplomatiques, non pas seulement accrédités, mais résidant à La Haye.

M. d'Estournelles attache au mot „résidant“ une importance particulière et le Comité partage cette manière de voir.

M. Asser propose, à titre de précaution préliminaire, de stipuler, en tout cas, que le conseil permanent devra commencer par arrêter son règlement d'ordre, afin d'être bien sûr que ses séances seront régulièrement organisées et constituées.

M. Holls adhère à cette proposition.

S. E. le Comte Nigra et tous les membres du Comité adhèrent au principe de la proposition formulée dans la nouvelle rédaction de l'art. 6 par Sir Julian sous réserve, bien entendu, d'un nouvel examen et de l'approbation des Gouvernements représentés au Comité.

Le Comité passe à l'examen de la nouvelle rédaction de l'art. 6 du projet Pauncefote.

Le Président donne lecture de la première phrase du nouvel art. 6. Elle est adoptée.

Au sujet de la deuxième phrase, M. Asser est d'avis qu'il faudrait fixer un délai pour l'installation du Bureau Central. Après discussion, le Comité renonce à préciser un délai.

Les 3e, 4e, 5e et 6e, phrases du nouvel article 6 sont adoptées dans la forme indiquée ci-dessous.

Enfin, sur la proposition de M. Asser, on décide d'ajouter une 7e phrase contenant une stipulation déjà prévue par le projet russe.

La rédaction de l'ensemble de l'art. 6 est finalement adoptée, en première lecture, dans la forme suivante :

„Un conseil permanent composé des représentants diplomatiques des Hautes Parties Contractantes résidant à la Haye et du ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, qui en sera le président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent acte. Ce conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau Central lequel demeurera sous sa direction et son contrôle. Il notifiera aux Puissances la constitution du tribunal et pourvoira à l'installation de ce dernier. Il arrêtera son règlement d'ordre, ainsi que les règles nécessaires au bon fonctionnement du Bureau Central. Il réglera de même toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement du tribunal, ou il en referera aux Puissances contractantes. Il aura des pouvoirs absolus quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau Central.“

Il fixera leurs traitements et salaires et il contrôlera la dépense générale.

La présence de 5 membres dans la réunion, dûment convoquée, suffira pour délibérer valablement et les décisions seront prises à la majorité des voix. Le conseil rendra annuellement compte aux Parties contractantes de son activité ainsi que des travaux et des dépenses du Bureau.“

Art. 7.

Le Président donne lecture de l'art. 7, du projet de Sir Julian Pauncefote.

Après une discussion générale, le vote de cet article est réservé; les membres du Comité doivent s'enquérir officieusement des dispositions de leurs collègues de la troisième Commission à ce sujet.

L'ordre du jour appelle la discussion des articles 14, 15, 16, 17 et 18 du projet russe sur la „Commission internationale d'enquête“.

Examen, en première lecture, du projet russe relatif aux
„Commissions Internationales d'enquête“.

[Annexe 1.]

Art. 14.

Le Président donne lecture de l'art. 14.

M. Lammasch ne méconnait pas l'intérêt de cette institution des Commissions internationales d'enquête; elles pourront être très bienfaisantes

certainement, mais les déclarer obligatoires c'est aller bien loin! Car il s'agit ici d'une innovation dans le droit des gens. Les devoirs que cet article 14 impose aux Etats sont graves, notamment si on rapproche cet art. 14 des obligations formellement prévues par l'art. 16, lequel implique une sorte d'abdication de la souveraineté nationale.

M. Lammash propose, en conséquence, de donner un caractère non plus obligatoire mais facultatif à cet art. 14.

On écrirait les mots suivants à l'art. 14, ligne 5:

„les Puissances signataires jugent utile que les Gouvernements intéressés conviennent . . . etc. . . .“ et on mettrait „Pour“ au lieu de „Dans“ au début de l'article.

M. Affer fait observer que l'institution des commissions internationales d'enquête devrait être étendue à toutes les divergences par rapport à des questions de fait et ne devrait donc pas être limitée à la constatation des circonstances locales.

M. Holls est du même avis que M. Lammash. Toutefois, il pense que les Gouvernements ne doivent pas se contenter de prévoir ces commissions mais qu'ils doivent recommander aux Parties d'y recourir.

M. le Docteur Zorn partage l'avis de MM. Lammash et Holls.

Le Comité s'étant rangé à cette manière de voir, la rédaction suivante est adoptée en première lecture et sous réserve de l'approbation des Gouvernements intéressés:

„Pour tous les cas où se produiraient entre les Etats signataires des divergences d'appréciation par rapport aux circonstances locales ayant donné lieu à un litige d'ordre international qui ne pourrait pas être résolu par les voies diplomatiques ordinaires, mais dans lequel ni l'honneur, ni les intérêts vitaux de ces Etats ne seraient engagés, les Etats signataires sont d'accord pour recommander aux Gouvernements intéressés d'instituer une commission internationale d'enquête, afin de constater les circonstances ayant donné matière au dissens et d'éclaircir sur les lieux par un examen impartial et consciencieux toutes les questions de fait.“

Art. 15.

M. Holls craint que cette clause instituant deux membres de chaque côté, départagés par un seul Président, risque de causer de graves mécomptes. Il est d'avis qu'en général les deux commissaires choisis de chaque côté seront d'accord. Dès lors, un seul Président n'aura pas une autorité suffisante pour faire accepter son opinion dans les deux camps opposés.

C'est pourquoi il propose d'augmenter le nombre des commissaires neutres et de les porter à 3, au moins. L'avis de ces trois neutres s'imposerait bien autrement que celui d'un seul. La voix d'un Président départageant les 4 commissaires, formant deux groupes, n'aurait pas une autorité suffisante. Trois voix, se prononçant dans le même sens, produiraient plus d'impression sur l'opinion publique.

M. de Basily fait observer que la proposition de M. Holls tend à constituer une commission bien importante pour des difficultés qui, souvent,

seront minimes: il cite, à titre d'exemple, celles qui se produisent si fréquemment à la frontière de deux pays.

S. E. Sir Julian Pauncefote est d'avis qu'il convient de laisser aux parties elles mêmes le soin de régler ces détails.

M. le Docteur Zorn propose d'ajouter ces mots: „sauf stipulations contraires“.

M. Lammasch estime que cette question reviendra au moment de la discussion des articles 4 et 5 du code d'arbitrage.

Le Comité adopte, sous cette réserve, l'art. 15 après avoir décidé toutefois d'y ajouter ces mots „sauf stipulations contraires“ et de modifier la dernière phrase conformément aux indications de M. Lammasch. La rédaction de l'art. 15 adopté en première lecture devient ainsi la suivante:

„Sauf stipulations contraires, les commissions internationales sont constituées comme suit: chaque Gouvernement intéressé nomme deux membres et les quatre membres réunis choisissent le cinquième membre, qui est en même temps le président de la commission. S'il y a partage de voix pour l'élection d'un président, on procèdera comme il est dit dans les articles 4 et 5 du code d'arbitrage.

Art. 16.

Une discussion générale s'engage au sujet de la rédaction de cet article.

MM. Holls, le Baron d'Estournelles et le Docteur Zorn signalent les dangers de cette rédaction; qui donc sera juge de savoir quels seront les moyens et facilités nécessaires? Il paraît difficile et dangereux de souscrire une pareille obligation car elle peut réduire un Etat à cette alternative d'avoir à fournir ou à refuser des renseignements intéressant sa propre sécurité.

M. le Chevalier Descamps propose d'ajouter à cet article ces mots: „fournissent à celle-ci dans la plus large mesure qu'ils jugent possible“.

Il signale une disposition analogue dans l'article 81 de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles de 1890.

Cette proposition est adoptée.

La rédaction de l'art. 16 subit encore quelques modifications de détail et devient la suivante:

„Les Gouvernements qui ont nommé la commission fournissent à celle-ci, dans la mesure où ils le jugent possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour l'appréciation exacte et complète des faits en question.“

L'art. 17 est adopté dans la forme suivante:

Art. 17.

La commission d'enquête internationale présente son rapport aux Gouvernements intéressés.

Art. 18.

M. Affer estime que cet article, ainsi que les articles 15, 16 et 17 étaient utiles quand l'art. 14 comportait une obligation; mais il n'en

est plus de même depuis que nous venons de décider que cet article aurait un caractère facultatif.

M. le Docteur Zorn est de cet avis au point de vue juridique, mais il ne faut pas oublier que ces articles ont un autre caractère important, celui d'ui avertissement. Cela dit, il ne faut pas, comme l'indique M. Asser, entrer dans trop de détails, puisque toutes les stipulations de ce chapitre n'ont qu'un caractère facultatif et laissent, par conséquent, aux Parties intéressées toute latitude pour les modifier à leur gré.

M. d'Estournelles propose, en tout cas, jusqu'à nouvel ordre, la suppression du dernier membre de phrase de l'art. 18. Il est inutile de prévoir et de réserver explicitement le droit à la guerre, dans l'acte de la Conférence de la Paix.

Le Comité partageant cette manière de voir, l'art. 18 se terminera en conséquence sur les mots de „médiation et arbitrage“. La rédaction adoptée devient ainsi la suivante:

„Le rapport de la Commission d'enquête n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale; il laisse aux Gouvernements en conflit entière faculté soit de conclure un arrangement à l'amiable sur la base du rapport susmentionné, soit de recourir à la médiation et à l'arbitrage.“

La prochaine séance aura lieu Vendredi, 23 juin à 2 heures.

L'ordre du jour est ainsi fixé: discussion de la procédure de l'arbitrage.

La séance est levée.

Neuvième Séance.

23 juin 1899. *)

Présidence de M. le Chevalier Descamps.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. de Martens fait hommage au Comité de 10 exemplaires d'un code établi en vue de l'arbitrage qu'il a l'honneur de présider à Paris, entre le Gouvernement britannique et celui du Vénézuéla.

L'intérêt de ce document tient à ce qu'il présente une grande similitude avec le projet que nous avons à discuter aujourd'hui.

*) Salle de la Trève.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammash.

Odier.

Assistait à la Séance: de Martens.

M. de Basily. le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité d'Examen.*

Le Comité remercie M. de Martens de cette communication.

En ce qui concerne la dernière séance à laquelle il n'assistait pas, étant à Paris, M. de Martens désire faire les observations dont le résumé suit:

Article 14 du projet russe: Les Commissions internationales d'enquête ne sont pas une innovation; elles ont déjà fait la preuve des services qu'elles peuvent rendre quand un conflit éclate entre deux Etats de bonne foi; par exemple, s'il survient entre eux un incident de frontière. L'opinion s'enflamme d'autant plus que l'incident est plus inattendu et qu'elle est moins renseignée, car elle ignore l'origine et les vraies causes du conflit. Elle est à la merci des impressions du moment et il y a bien des chances pour que, à la faveur de cette ignorance, les esprits s'irritent et le conflit s'envénime; c'est pourquoi nous avons voulu prévoir l'éventualité d'une commission ayant pour objet: premièrement et avant tout, de rechercher et de faire connaître la vérité quant aux causes de l'incident, et quant à la matérialité des faits. Tel est le rôle principal de la Commission: elle est nommée pour faire un rapport, et non pour prendre des décisions qui puissent aucunement lier les parties. Mais tandisqu'elle travaille à établir son rapport, on gagne du temps et c'est là le second objet que nous avons eu en vue. Les esprits se calment et le conflit cesse d'être à l'état aigu.

Or, ce double et important résultat pratique ne peut être obtenu qu'à une condition, c'est que les Gouvernements intéressés seront d'accord pour prendre réciproquement l'engagement de nommer ces commissions, sous réserve, bien entendu, qu'il ne sera pas porté atteinte aux questions vitales ni à l'honneur des Etats en cause.

Si l'on se borne à émettre un voeu platonique, à recommander la nomination de ces commissions, le but que nous poursuivons sera manqué, nous n'aurons fait qu'une manifestation de plus; la nomination doit, en conséquence, être obligatoire.

Le Président estime qu'avant de passer à son ordre du jour, le Comité doit d'abord se prononcer sur les observations de M. de Martens. Il semble qu'on pourrait en tenir compte, en adoptant un moyen terme, par exemple en ajoutant au texte primitif de l'article 14 du projet russe ces mots: „si les circonstances le permettent“ après ceux-ci: „conviennent d'instituer“.

M. Asser est de cet avis et il a déjà, dans la dernière séance, exprimé une opinion analogue à celle de M. de Martens.

M. Lammasch ne voit pas d'inconvénients à se ranger personnellement à la proposition transactionnelle de M. le Chevalier Descamps, mais la rédaction de l'art. 14 sur les „Commissions d'enquête“ lui paraît trop vague; cet article gagnerait à emprunter un peu plus de précision, par exemple, à l'art. 10 du projet russe. Ne pourrait-on pas indiquer, notamment, quelques-uns des cas où l'institution des commissions serait obligatoire?

M. le Docteur Zorn accepterait la transaction proposée par le Chevalier Descamps: „en tant que les circonstances le permettent“; mais

il demande si on ne pourrait résérer la rédaction de l'art. 14 après qu'on aura arrêté celle de l'art. 10, en raison de la connexité existant entre les deux articles et dont il est frappé lui aussi.

M. le Chevalier Descamps pense que cette connexité n'est qu'apparente: les deux articles 10 et 14 prévoient deux ordres de faits très différents.

Après une discussion générale, le Comité tombe d'accord pour remanier et rédiger ainsi le texte de l'art. 14, adopté dans la dernière séance: après les mots „Ce viennent d'instituer“ on ajoutera ceux-ci „en tant que les circonstances le permettent“.

En ce qui concerne la dernière phrase de l'art. 18 et l'observation de M. d'Estournelles à la suite de laquelle cette phrase a été supprimée, M. de Martens n'insiste pas pour qu'elle soit maintenue, mais il tient à faire remarquer que, dans la pensée du rédacteur du projet, il était question, non pas de la guerre, mais de simples mesures de représailles ou de retorsion.

Acte est donné à M. de Martens de cette observation.

L'ordre du jour appelle la discussion du code d'arbitrage.

Avant de donner lecture des articles, M. le Chevalier Descamps croit devoir résumer la portée exacte de l'œuvre que le Comité a mission de préparer. Il y a plusieurs séries de questions à étudier successivement, dit il, mais ces questions forment un ensemble à coordonner. Voici le plan général de la Convention à rédiger:

Une disposition initiale concerne le maintien de la paix générale.

Puis viennent une série de dispositions ayant trait aux Bons Offices et à la Médiation.

Le groupe des articles concernant les Commissions internationales d'enquête, forme une troisième division de la matière.

Enfin nous rencontrons les articles concernant l'arbitrage international qu'il convient de ranger sous les trois chefs suivants:

I. De la Justice arbitrale.

II. De la Cour permanente d'arbitrage.

III. De la procédure arbitrale.

Toutes ces dispositions ont pour objet le règlement pacifique des conflits internationaux et constituent à ce point de vue un premier essai de code organique de la paix.

Aucune de ces matières ne peut ni ne doit être envisagée indépendamment des autres: les articles qui les concernent devront, sans distinction, figurer dans leur ordre et à leur place, non pas en appendice mais dans le corps même de l'Acte de la Conférence.

En ce qui concerne les juridictions et la procédure, il est bien entendu que les Etats conserveront toute liberté d'adopter entre eux, d'un commun accord, telle autre juridiction ou telle autre procédure qui leur paraîtra préférable, mais nous devons leur offrir le résultat de nos travaux

et de nos recherches, afin de leur faciliter la tâche et de mettre, pour ainsi dire, à leur disposition, des moyens tout prêts de conciliation. M. le Chevalier Descamps soumet ensuite au Comité la nouvelle rédaction suivante de l'art. 13, lequel précèderait immédiatement les dispositions relatives à la Cour d'arbitrage:

Nouvelle rédaction de l'art. 13 proposée par M. le Chevalier Descamps:

„En vue de faciliter le recours à l'arbitrage et le fonctionnement de la justice arbitrale, les Hautes Parties contractantes sont convenues de déterminer certains points concernant l'organisation des juridictions arbitrales et la procédure à suivre en cette matière.

Les règles ainsi établies ne s'appliquent que sauf convention contraire entre les Parties.“

Examen, en première lecture, du projet russe de „Code d'arbitrage“

(Voir Annexe 1. B.)

Après avoir entendu les Déclarations qui précèdent et renvoyé à une séance ultérieure son vote sur ce nouveau texte de l'article 13, le Comité passe à la discussion des articles du Code d'arbitrage.

Art. 1.

Le Président donne lecture de l'art. 1 lequel viendrait, suivant lui, à la suite de l'art. 13 du projet russe.

Cet art. 1 est adopté sous réserve d'un examen ultérieur et avec ces modifications: le mot „Etats“ est substitué au mot „nations“ à la ligne 2, et le mot „Parties“ au mot „gouvernements“ à la ligne 3.

Art. 2.

Le Président donne lecture de l'art. 2.

M. le Chevalier Descamps proposera dans la prochaine séance une rédaction qui éviterait, pense-t-il, la confusion qui semble exister entre la clause d'arbitrage et le compromis.

M. Affer appuyant les observations de M. le Chevalier Descamps sur ce point, demande que l'art. 3 disparaisse pour revenir plus loin et que l'article qui sera proposé par M. Descamps soit placé parmi les dispositions générales en tête de l'acte final.

En outre, M. Affer demande qu'on n'écrive pas dans l'article 2 ces mots: „l'ensemble des faits et des points de droit“. Sans doute, on doit déterminer l'objet précis de la controverse, c'est-à-dire les faits et les points de droit soumis à la décision de l'arbitre, mais il est excessif de dire, à l'avance, que l'ensemble, la totalité des faits seront précisés, car il peut s'en trouver plusieurs qui auraient été omis à l'origine et qui viendraient à se produire plus tard.

M. Lammash pense avec M. de Martens qu'il est essentiel de déterminer le plus nettement possible le but de l'arbitrage, sous peine de tomber sous le coup de l'art. 26, qui prévoit le cas de nullité. Toutefois,

on pourrait faire droit à l'observation de M. Asser, en ajoutant à ces mots: „l'ensemble des faits“, celui de „essentiels“.

M. Holls demande à supprimer les mots „sans appel“ dans l'art. 2, et à ajouter cette disposition „tout litigant aura droit à une seconde audience“.

M. Asser et M. Descamps estiment qu'on peut, à la rigueur, supprimer les mots „sans appel“, puisqu'ils figurent plus loin à l'art. 24.

M. de Martens n'est pas de cet avis. Les mots „sans appel“ sont indispensables et doivent être inscrits dans l'art. 2, les parties étant libres, d'ailleurs, d'adopter toute stipulation contraire.

Le Président est d'avis que la proposition de M. Holls trouvera sa place à l'art. 24; si elle est adoptée, alors on pourra revenir à l'art. 2.

M. Holls accepte cette suggestion.

Les questions de l'appel et de la révision seront donc discutées à la fin du code d'arbitrage.

M. Odier appelle l'attention du Comité sur une opposition, tout au moins apparente, entre l'art. 2 et l'art. 16, lequel autorise, en cours d'instance, le dépôt de motions devant le tribunal arbitral. Qu'entend on par „motions“ sur des matières déjà en discussion?

Admettre ces motions, n'est-ce pas revenir sur la nécessité de préciser à l'avance l'ensemble des faits prévus par l'art. 2?

M. de Martens répond qu'il a paru convenable de réservé la justification de faits ou incidents nouveaux. Après une discussion générale, cette question est renvoyée au moment où viendra la discussion de l'art. 16.

On réserve également l'adoption de l'art. 2; M. le Chevalier Descamps apportera une nouvelle rédaction à la prochaine séance.

Art. 3.

Il en est de même pour l'art. 3.

Art. 4 et 5.

Le Président donne lecture de l'art. 4 et de l'art. 5 qui sont étroitement liés l'un à l'autre.

M. Asser estime que la rédaction du § 1 de l'art. 4 est incomplète. Il désire qu'on fasse mention notamment du cas où le souverain n'est pas lui-même l'arbitre, mais consent à désigner l'arbitre.

M. de Martens pense qu'il y aurait avantage à faire 2 articles de l'art. 4 en prévision de l'institution d'un Tribunal Permanent: il suggère en conséquence l'adoption de la rédaction suivante qui répondrait à l'objection de M. Asser:

„Les Gouvernements intéressés peuvent confier les fonctions d'arbitre à un souverain ou au chef d'Etat d'une Puissance tierce avec l'assentiment de ce dernier. Ils peuvent également confier ces fonctions soit à une personne seule, choisie par eux, soit à un tribunal d'arbitrage constitué à cet effet; soit au tribunal d'arbitrage permanent, constitué en vertu de l'art.“

Pour le cas de la formation d'un tribunal d'arbitrage spécial, celui-ci sera constitué de la manière suivante: chaque partie contractante choisit deux arbitres et tous les arbitres réunis choisissent le surarbitre qui est „de jure“ le président du tribunal d'arbitrage.

En cas de partage des voix, les Gouvernements en litige s'adresseront d'un commun accord à un Gouvernement tiers ou à une personne tierce, qui nommera le surarbitre.“

M. le Chevalier Descamps est d'avis que le Code d'arbitrage ne peut pas tout énumérer, tout prévoir: il se réserve donc de proposer au Comité une rédaction plus générale et qui laisse aux parties intéressées toute la latitude nécessaire.

Après une discussion générale, le Comité ajourne sa décision sur la motion de M.M. de Martens et Descamps ainsi que sur le § 1 de l'art. 4.

Le Comité passe ensuite à la discussion du § 2 de l'art. 4.

M. Lammash se réserve, à son tour, de suggérer dans la prochaine séance une nouvelle rédaction.

A la suite d'un échange d'observations auquel prennent part tous les membres du Comité, il est décidé que l'examen des articles 4 et 5 sera réservé comme celui des précédents.

Art. 6.

Le Président donne lecture de l'art. 6. Il demande si la rédaction de cet article ne doit pas prévoir aussi le désistement d'un arbitre; dans ce cas, l'art. 6 pourrait être rédigé ainsi:

„L'incapacité ou la récusation valables fût-ce d'un seul des arbitres sus-indiqués ainsi que le refus d'accepter l'office arbitral (ou le désistement) après acceptation, ou encore la mort d'un arbitre choisi, infirme le compromis entier, sauf le cas où ces faits sont prévus et réglés d'avance d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes.“

Un membre du Comité fait observer que le mot „incapacité“ est très vague.

M. Aser estime qu'avant de modifier le texte, il convient d'en discuter le principe. Or, ce principe est, à ses yeux, très contestable. Il serait préférable d'autoriser l'Etat intéressé à choisir lui-même, le cas échéant, un remplaçant. Dans ce cas le compromis resterait en vigueur et c'est là le principe essentiel à établir — la règle devant être ce qui est favorable à l'arbitrage et l'exception ce qui lui est défavorable.

M. de Martens ne méconnaît pas la valeur de l'observation de M. Aser et il est prêt à en tenir compte. En tout cas, en ce qui touche la rédaction de l'article 6, il pense qu'on doit maintenir le mot „incapacité“ car un arbitre peut, sans mourir ni se désister, devenir indigne, malade, fou, hors d'état de remplir sa mission. Mais, quant à l'objection de principe développée par M. Aser, elle pose en effet la question à élucider: l'incapacité d'un arbitre doit-elle entraîner l'infirmation du compromis, ou bien, au contraire, le compromis devra-t-il survivre, pour ainsi dire, à l'arbitre? Il y a des exemples dans ce sens. Ainsi, dans un cas

récent d'arbitrage entre l'Italie et la Perse, le roi de Suède, prié de nommer un arbitre, a d'abord choisi un de ses sujets, puis il est revenu sur sa décision et a nommé, à sa place, un autre arbitre, sans que ce droit lui ait été réservé dans le compromis. A mon sens, il n'en avait pas le droit et s'il a pu en être ainsi sans inconvénients, cela a dépendu entièrement des circonstances. D'une façon générale, on peut dire que si l'une des clauses du compromis ne peut s'exécuter, par suite de l'incapacité d'un arbitre, alors il vaut mieux que le compromis soit infirmé. Au contraire, dans le cas où toutes les clauses peuvent s'exécuter, M. de Martens est d'avis d'adopter l'amendement de M. Asser.

M. Holls pense que le principe de l'infirmation inscrit dans l'art. 6 doit être maintenu car il ne faut pas, dit-il, se payer de mots: l'arbitrage est, avant tout, une question de confiance personnelle dans les arbitres; c'est en vertu de cette confiance personnelle que la Commission arbitrale est constituée et forme une véritable entité. La personne d'un arbitre faisant défaut, le compromis n'a plus de base: il faut en faire un nouveau.

M. Asser admet l'argumentation de M. Holls, mais le raisonnement du Délégué des Etats-Unis n'empêche pas le Gouvernement qui a manifesté sa confiance dans un arbitre de reporter cette même confiance sur un autre arbitre également de son choix. Il arrivera souvent que les arbitres choisis ne seront pas jeunes et que les arbitrages pourront durer longtemps. Est-il admissible que la mort d'un arbitre, à la veille du jour où la sentence sera rendue, vienne remettre tout en question?

M. le Docteur Zorn est d'avis que le Comité pourrait, sans inconvénients, se rallier à la manière de voir de M. Asser. Quel est, en effet, le principal danger que peut voir un Gouvernement civilisé — notamment le Gouvernement allemand — dans l'institution d'un arbitrage? C'est l'absence de garanties établissant l'impartialité des arbitres. Il va de soi qu'en règle générale, tous les Etats intéressés nommeront pour arbitres des hommes choisis parmi l'élite et désignés par une considération générale indiscutée. Mais il n'en est pas moins vrai que cette garantie d'impartialité est d'ordre absolument moral et qu'elle est unique: il n'y en a pas d'autre. Ne négligeons donc aucune précaution pour la sauvegarder et la fortifier. Cela dit, il n'est pas moins vrai que, d'autre part, quand deux Gouvernements sont arrivés à se mettre d'accord pour constituer un arbitrage, il y a grand intérêt à empêcher un accident fortuit de réduire à néant tout le fruit de leurs efforts. A cet égard, la proposition de M. Asser est satisfaisante puisqu'elle prévoit l'accident tout en sauvegardant les garanties de confiance nécessaires.

M. Holls répond qu'il n'a pas d'autre objet en vue que d'assurer précisément aux parties intéressées le maximum possible de garanties, et c'est pour résérer leurs droits, leurs intérêts et leur liberté qu'il demandait le maintien de l'art. 6.

S. E. Sir Julian Pauncefote et S. E. le Comte Nigra appuient les idées développées par M. Asser et signalent au Comité le précédent que fournit l'art. 4 du traité italo-argentin, dont on arrête après une

discussion générale et sous réserve d'un examen ultérieur, la traduction française suivante, qui tiendra lieu, jusqu'à nouvel ordre, du texte de l'art. 6:

„Lorsqu'un arbitre, pour quelque raison que ce soit, ne peut assumer ou continuer la mission dont il a été chargé, il sera pourvu à son remplacement suivant la même procédure qui a déterminé sa nomination.“

La prochaine séance est fixée au lundi 26 juin, 2 heures trois quarts, salle de la Trêve.

L'ordre du jour appellera la continuation de la discussion du Projet de Code d'arbitrage.

La séance est levée.

Dixième Séance.

26 juin 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du code d'arbitrage:

Examen, en première lecture, du projet russe de „Code d'Arbitrage“ — Suite —

[Voir Annexe 1 B.]

Art. 7.

Le Président donne lecture de l'article 7.

S. E. Sir Julian Pauncefote rappelle que, dans son Projet de Tribunal Permanent d'Arbitrage, le 2^e § de l'article 4 adopté par le Comité prévoit déjà des dispositions relatives au siège du tribunal. Il faut avoir soin de ne pas perdre de vue cet article et de mettre d'accord sa rédaction avec celle de l'article 7 présentement en discussion.

Le Comité remercie Sir Julian Pauncefote de cette observation et décide d'insérer dans la première phrase de l'article 7 du code d'arbitrage (sauf à établir plus tard la concordance nécessaire entre les deux articles) les mots suivants: „sauf le cas prévu par l'article 4 relatif au tribunal permanent“, après ceux: „le siège du tribunal d'arbitrage“.

*) Salle de la Trêve.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigray.

S. E. Sir Julian Pauncefote.

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammasch.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

Assistait à la séance:

M. de Basilij.

} *Membres du Comité d'Examens.*

récent d'arbitrage entre l'Italie et la Perse, le roi de Suède, prié de nommer un arbitre, a d'abord choisi un de ses sujets, puis il est revenu sur sa décision et a nommé, à sa place, un autre arbitre, sans que ce droit lui ait été réservé dans le compromis. A mon sens, il n'en avait pas le droit et s'il a pu en être ainsi sans inconvénients, cela a dépendu entièrement des circonstances. D'une façon générale, on peut dire que si l'une des clauses du compromis ne peut s'exécuter, par suite de l'incapacité d'un arbitre, alors il vaut mieux que le compromis soit infirmé. Au contraire, dans le cas où toutes les clauses peuvent s'exécuter, M. de Martens est d'avis d'adopter l'amendement de M. Asser.

M. Holls pense que le principe de l'infirmation inscrit dans l'art. 6 doit être maintenu car il ne faut pas, dit-il, se payer de mots: l'arbitrage est, avant tout, une question de confiance personnelle dans les arbitres; c'est en vertu de cette confiance personnelle que la Commission arbitrale est constituée et forme une véritable entité. La personne d'un arbitre faisant défaut, le compromis n'a plus de base: il faut en faire un nouveau.

M. Asser admet l'argumentation de M. Holls, mais le raisonnement du Délégué des Etats-Unis n'empêche pas le Gouvernement qui a manifesté sa confiance dans un arbitre de reporter cette même confiance sur un autre arbitre également de son choix. Il arrivera souvent que les arbitres choisis ne seront pas jeunes et que les arbitrages pourront durer longtemps. Est-il admissible que la mort d'un arbitre, à la veille du jour où la sentence sera rendue, vienne remettre tout en question?

M. le Docteur Zorn est d'avis que le Comité pourrait, sans inconvénients, se rallier à la manière de voir de M. Asser. Quel est, en effet, le principal danger que peut voir un Gouvernement civilisé — notamment le Gouvernement allemand — dans l'institution d'un arbitrage? C'est l'absence de garanties établissant l'impartialité des arbitres. Il va de soi qu'en règle générale, tous les Etats intéressés nommeront pour arbitres des hommes choisis parmi l'élite et désignés par une considération générale indiscutée. Mais il n'en est pas moins vrai que cette garantie d'impartialité est d'ordre absolument moral et qu'elle est unique: il n'y en a pas d'autre. Ne négligeons donc aucune précaution pour la sauvegarder et la fortifier. Cela dit, il n'est pas moins vrai que, d'autre part, quand deux Gouvernements sont arrivés à se mettre d'accord pour constituer un arbitrage, il y a grand intérêt à empêcher un accident fortuit de réduire à néant tout le fruit de leurs efforts. A cet égard, la proposition de M. Asser est satisfaisante puisqu'elle prévoit l'accident tout en sauvegardant les garanties de confiance nécessaires.

M. Holls répond qu'il n'a pas d'autre objet en vue que d'assurer précisément aux parties intéressées le maximum possible de garanties, et c'est pour résERVER leurs droits, leurs intérêts et leur liberté qu'il demandait le maintien de l'art. 6.

S. E. Sir Julian Pauncefote et S. E. le Comte Nigra appuient les idées développées par M. Asser et signalent au Comité le précédent que fournit l'art. 4 du traité italo-argentin, dont on arrête après une

discussion générale et sous réserve d'un examen ultérieur, la traduction française suivante, qui tiendra lieu, jusqu'à nouvel ordre, du texte de l'art. 6:

„Lorsqu'un arbitre, pour quelque raison que ce soit, ne peut assumer ou continuer la mission dont il a été chargé, il sera pourvu à son remplacement suivant la même procédure qui a déterminé sa nomination.“

La prochaine séance est fixée au lundi 26 juin, 2 heures trois quarts, salle de la Trève.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion du Projet de Code d'arbitrage.

La séance est levée.

Dixième Séance.

26 juin 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du code d'arbitrage:

Examen, en première lecture, du projet russe de „Code d'Arbitrage“ — Suite —

[Voir Annexe 1 B.]

Art. 7.

Le Président donne lecture de l'article 7.

S. E. Sir Julian Pauncefote rappelle que, dans son Projet de Tribunal Permanent d'Arbitrage, le 2^e § de l'article 4 adopté par le Comité prévoit déjà des dispositions relatives au siège du tribunal. Il faut avoir soin de ne pas perdre de vue cet article et de mettre d'accord sa rédaction avec celle de l'article 7 présentement en discussion.

Le Comité remercie Sir Julian Pauncefote de cette observation et décide d'insérer dans la première phrase de l'article 7 du code d'arbitrage (sauf à établir plus tard la concordance nécessaire entre les deux articles) les mots suivants: „sauf le cas prévu par l'article 4 relatif au tribunal permanent“, après ceux: „le siège du tribunal d'arbitrage“.

*) Salle de la Trève.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Aaser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Assistait à la séance: Lammash.

M. de Basilij. de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité d'Examens.*

Adopté.

M. le Chevalier Descamps reprenant, à son tour, l'observation de Sir Julian Pauncefote en ce qui concerne la seconde phrase de l'article 7 propose de la modifier de façon à la mettre bien d'accord avec la formule déjà adoptée dans l'art. 4 précité du Projet de Tribunal Permanent. Il suggère la rédaction suivante: le tribunal aura la faculté de siéger ailleurs et de changer de siège pour raison majeure.

Après une discussion générale le Comité adopte la rédaction suivante de la 2^e phrase de l'art. 7: „Le changement du siège du tribunal pourra être décidé soit par un nouvel accord des Gouvernements intéressés, soit, en cas de raison majeure, par le tribunal lui-même.“

Art. 8.

Le Président donne lecture de l'art. 8.

Adopté.

Art. 9.

Adopté avec cette modification:

Le mot „délibérations“ pouvant donner lieu à des malentendus, est supprimé, (voir aux articles 11 et 17, l'explication de cette suppression).

Art. 10.

M. le Chevalier Descamps signale une modification à introduire soit à l'art. 10 soit à l'art. 24: si on rapproche, en effet, l'art. 10 de l'art. 24, on constate que ce dernier prévoit une procédure arbitrale complète, y compris la sentence, tandis que l'art. 10 exclut celle-ci du sens donné au mot procédure.

M. le Président reconnaît que cette observation est exacte: l'art. 10, en effet, ne vise que l'instance tandis que l'art. 24 vise toute la procédure; mais c'est la rédaction de ce dernier article qui paraît défectueuse: elle deviendrait claire si on substituait à la troisième ligne de l'art. 24 le mot „instance“ aux mots „toute la procédure“.

M. le Chevalier Descamps signale la terminologie peu juridique et peu exacte, selon lui, des expressions „procédure préliminaire“ et „procédure définitive.“ Il y aura lieu de revenir sur ce point dans la rédaction définitive.

Le Comité partageant cette manière de voir, il en sera tenu compte à l'art. 24.

En ce qui concerne l'art. 10, le § 1 est adopté; le § 2 est modifié ainsi sous réserve d'un examen ultérieur: „La première consiste dans la communication aux membres du tribunal et à la partie adverse par les agents des Etats contractants de tous les actes imprimés ou écrits contenant les moyens des parties sur les questions en litige.“

Le troisième § est adopté sans modifications.

L'ensemble de l'art. 10 est adopté.

Art. 10 bis.

Le Comité décide d'introduire à la suite de l'art. 10 un article complémentaire ainsi rédigé (art. 10bis):

„Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée à l'autre.“

Art. 11.

Le mot „délibérations“ est remplacé au § 2 par le mot „débats“ et le § 1 est adopté dans la forme suivante: „les débats devant le tribunal d'arbitrage sont dirigés par le Président.“

Le § 2 est adopté avec la modification suivante: „de tous les débats sont tenus des procès-verbaux rédigés par des secrétaires nommés par le Président du tribunal; les procès-verbaux ont seuls valeur authentique.“

Art. 12.

Après une discussion à laquelle prennent part S. E. le Comte Nigra, MM. de Martens, Holls, Asser, le Chevalier Descamps et Bourgeois, l'art. 12 est adopté avec la rédaction suivante: „La procédure préliminaire étant close et les débats étant ouverts, le tribunal d'arbitrage a le droit de refuser tous les nouveaux actes et documents que l'une des parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.“

Adopté.

Art. 13.

L'article 13 est adopté avec les modifications qui suivent: substituer le mot „production“ au mot „représentation“ au § 2 (4e ligne) et ajouter, à la dernière ligne de ce même §, ces mots „et il est tenu“ avant les mots d'en „donner connaissance.“

Art. 14.

Sur le texte de cet article s'engage une discussion générale à laquelle prennent part notamment M. M. le Chevalier Descamps, Holls, Lammash, Bourgeois et de Martens. Ce dernier, d'accord avec M. Lammash, estime que cet article a une portée pratique considérable et c'est pourquoi il a déjà été adopté presque textuellement par les arbitres anglo-vénézuéliens (v. l'art. 10 des „Rules of Procedure“). — Le tribunal peut invoquer, comme un droit précieux non seulement d'information mais de contrôle, le texte de cet article pour obliger, le cas échéant, les agents des parties à justifier leurs dires.

Le Président résume la discussion en disant que le principe que tous les membres du Comité semblent vouloir mettre en relief dans cet article est celui-ci: si les agents se refusent, pour une raison ou pour une autre, à faire la justification qui leur est demandée, alors le tribunal, sans pouvoir les y obliger, peut et doit prendre acte de leur refus. En d'autres termes, un Etat ne peut être obligé de consentir à cette justification, mais s'il s'y refuse, c'est à ses risques et périls. La rédaction de l'art. 14 réserve donc, dans toute leur plénitude, à la fois le droit du tribunal et la liberté des parties.

Après cet échange d'observations, le Comité décide de substituer le mot „peut“ aux mots „a le droit de“ et la rédaction de l'art. 14 est adoptée en première lecture.

Art. 15.

Adopté.

Art. 16.

Après une discussion générale, le Comité sur la proposition de M. le Chevalier Descamps adopte le § premier de cet article, avec les modifications suivantes, sous réserve d'un examen ultérieur: „les mêmes agents et conseils ont également le droit de soulever devant le tribunal des exceptions et incidents sur les matières à discuter.“

Quant au § 2, la rédaction provisoire sera la suivante:

„Les décisions du tribunal sur ces questions sont définitives et ne peuvent donner lieu à une discussion.“

En ce qui concerne le caractère provisoire de la rédaction de cet article 16, le Comité entend, une fois pour toutes, qu'il en est de même de toutes les rédactions qui ont été votées jusqu'à ce jour et qui seront votées par lui en première lecture; beaucoup d'articles doivent être nécessairement remaniés dans l'acte final pour être mis en concordance les uns avec les autres.

Art. 17.

Adopté avec cette modification à la deuxième ligne du § 2: le mot „délibérations“, pouvant à tort s'appliquer à la fois aux débats et au délibéré, sera remplacé par le mot „débats“ et cette substitution sera effectuée dans tous les autres articles où cela sera nécessaire, comme il a été fait aux articles 9 et 11.

Art. 18.

Après une discussion générale, le Comité adopte, avec une interversion de phrases, la rédaction suivante: „Le tribunal d'arbitrage est seul autorisé à déterminer sa compétence par l'interprétation des clauses du compromis, selon les stipulations des traités particuliers, qui peuvent être invoqués dans la matière, et selon les principes du droit international.“

Au cours de la discussion générale qui a précédé le vote de cet article 18, un intéressant échange de vues s'est établi sur une observation de M. Asser.

M. Asser regrette qu'on ne puisse étendre davantage dans l'art. 18 les pouvoirs des arbitres. Il invoque à l'appui de son opinion, le précédent de l'arbitrage entre la Hollande et la France, relativement à la Guyane; chacune des deux parties intéressées ayant fixé la ligne de ses prétentions, l'arbitre devait-il nécessairement se prononcer pour l'une ou pour l'autre des lignes? ou bien ne pourrait-il pas en fixer une troisième, s'il la jugeait plus équitable? Telle fut la condition que poss, avant d'accepter l'arbitrage qui lui était offert, Sa Majesté l'Empereur de Russie. L'Empereur tint à rester libre de déterminer lui-même sa compétence, et à pouvoir adopter non seule-

ment la solution française ou hollandaise, mais une solution à lui, une solution intermédiaire.

Cette condition fut acceptée par les parties dans une déclaration expresse du 28 août 1890 que M. Asser communique au Comité.*)

M. de Martens donne sur ce point les explications qui suivent: S. M. l'Empereur Alexandre III n'ayant pas voulu, en effet, être investi de pouvoirs limités, les deux parties ont consenti à lui laisser la latitude qu'il réclamait. Toutefois, elles étaient libres de refuser cette latitude, comme l'Empereur avait le droit de la réclamer.

M. Asser se demande si la Convention ne pourrait pas contenir une disposition réservant, dans le sens qu'il vient d'indiquer, la plus large latitude aux arbitres.

Le Président remercie M. Asser de son intéressante communication: il reconnaît que, dans la pratique, cette latitude peut présenter le plus souvent des avantages; mais il peut en être autrement aussi. Cela dépend des circonstances. Dès lors, il semble difficile d'introduire une pareille prévision dans un acte aussi général que celui que nous préparons. Elle pourrait plutôt trouver place dans le compromis spécial entre les parties; celles-ci devront, avant tout, rester toujours libres de s'en remettre, dans la mesure qu'elles fixent elles mêmes, à la décision des arbitres. Il faut prendre garde, si on leur enlève cette liberté, d'aller à l'encontre du but que nous avons à poursuivre et, au lieu d'amener, peu à peu, les Gouvernements à la pratique de l'arbitrage, de les en détourner; car ils n'y viendront que s'ils savent exactement où ils vont et s'ils se sentent à l'abri de toute surprise.

M. Asser répond que c'est précisément cette considération qui l'a déterminé à ne pas donner à son observation le caractère d'une motion et il demande seulement qu'il soit pris note au procès-verbal de cette discussion.

Il en est ainsi décidé.

Art. 19.

Le Président donne lecture de l'art. 19. Cet art. est voté avec la suppression de la dernière phrase depuis les mots: „et de statuer jusqu'aux deux parties“.

Art. 20.

L'article 20 est adopté avec cette légère modification: On écrira „prononce“ au lieu de „prononcera“.

Art. 21.

Le § 1 est adopté sans modifications.

Au § 2 on écrira „les membres du tribunal“ au lieu de „les membres présents du tribunal“.

Le § 3 est adopté.

*) Convention du 29 novembre 1888 entre la France et les Pays-Bas au sujet de leur différend concernant les limites de leurs colonies respectives (Guyane française et Surinam).

Art. 22.

(La Sentence doit-elle être motivée?)

M. le Docteur Zorn demande l'addition à la fin du § 1 de ces deux mots: „et motivée“.

M. de Martens reconnaît l'intérêt de cette proposition; il a envisagé plus d'une fois les avantages qu'il y aurait à ce que les sentences des arbitres fussent motivées; on arriverait notamment ainsi à créer une jurisprudence précieuse; mais, d'un autre côté, il a du tenir compte des graves objections qu'il a rencontrées de la part des différents arbitres qui ont la plus grande autorité dans ces matières et qui lui ont fait observer que dans un conflit international les arbitres ne sont pas seulement des juges; ils sont, en outre, les représentants de leurs Gouvernements. Les obliger à motiver leurs décisions c'est leur imposer un devoir des plus délicats et peut-être même les embarrasser gravement, si leur conscience juridique ne se trouve pas d'accord avec les exigences de leur Gouvernement ou les susceptibilités de l'opinion dans leur pays. C'est déjà beaucoup de demander à un arbitre impartial d'aller jusqu'à condamner son propre Gouvernement. Faut-il encore exiger de lui qu'il justifie explicitement et, par conséquent, qu'il agrave cette condamnation? Si la sentence arbitrale ne contient que quelques phrases, tous les arbitres, sans distinction d'origine, peuvent la signer. En sera-t-il de même si cette sentence motivée implique une critique sévère, un blâme à l'adresse d'une des parties? Il est clair que l'arbitre du pays blâmé devra s'abstenir et que, par suite, la sentence aura moins d'autorité. Voilà pourquoi dans l'intérêt même de la diffusion de la pratique de l'arbitrage, le Gouvernement russe n'a pas été jusqu'à prévoir que les sentences arbitrales seraient motivées.

En présence de ces observations, M. le Docteur Zorn se réserve de revenir, s'il y a lieu, sur cette motion en seconde lecture.

M. le Chevalier Descamps reconnaît la portée politique des observations de M. de Martens mais ces considérations peuvent se concilier avec la motion de M. le Docteur Zorn. En effet, les arbitres ont la faculté de motiver leur sentence en peu de mots. Ils sauront bien eux-mêmes distinguer la forme et la mesure à observer en cette matière. Il serait bien fâcheux, au point de vue judiciaire, d'abandonner les motifs de la sentence. L'obligation de motiver est à la fois une garantie essentielle pour les justiciables et un des éléments les plus précieux de progrès pour le droit.

Après cette discussion, le texte du § 1 de l'art. 22 est adopté, réserve faite de l'amendement de M. le Docteur Zorn, qui reviendra en seconde lecture.

Au § 2, les mots „dans la minorité constatent“ sont remplacé par ceux-ci: „en minorité peuvent constater.“

Art. 23.

Le mot „solennellement“ est supprimé et l'article adopté avec la rédaction suivante: „La sentence arbitrale est lue en séance publique du

tribunal en présence des agents et conseils des Gouvernements en litige ou eux dûment appelés.“

M. le Docteur Zorn aurait des objections à formuler sur la publicité de la séance: il se réserve de les présenter en seconde lecture.

Acte est donné à M. le Docteur Zorn de cette réserve.

Art. 24.

(Question de la Revision.)

Le Président donne lecture de l'art. 24.

M. Holls se demande si le moment ne serait pas venu, avant d'entrer dans l'examen de cet article, de discuter le principe de l'amendement qu'il a préparé relativement à la revision et à l'appel (voir proposition de la Commission américaine, Annexe n° 7).

M. Holls demande que l'on prévoie expressément une seconde audition, si les parties le désirent, devant les mêmes juges, dans le délai de trois mois. Son Gouvernement y tient beaucoup: quand il s'agit d'un arbitrage spécial, on pourra, sans doute, stipuler cette audition dans le compromis; mais s'il s'agit de l'organisation du Tribunal permanent, il faut la stipuler dans l'acte général.

M. Holls se réserve de développer cette opinion par écrit, ultérieurement.

M. Affer appuie cette motion. Il vaut mieux, dit-il, accepter le principe d'une seconde audition, si l'une des parties n'est pas satisfaite, que de s'exposer à voir cette même partie refuser d'accepter l'arbitrage.

M. de Martens répond qu'il faut, à ses yeux, distinguer s'il s'agit des tribunaux d'arbitrage particuliers, spéciaux, ou bien du Tribunal permanent. S'il s'agit de ce dernier, on s'en occupera le moment venu mais s'il s'agit au contraire des premiers, il faut réservier aux Gouvernements toute liberté et ne pas usurper leur initiative particulière dans la rédaction de l'acte général. Si nous ouvrons nous-mêmes, à l'avance, la porte à la revision, nous affaiblirons d'une main ce que nous édifions de l'autre, nous enlèverons à l'arbitrage une part de sa force et nous éterniserons les conflits que nous voudrions faire cesser. En conséquence, conclut M. de Martens, non seulement je ne vois pas d'utilité à prévoir la revision, mais j'en vois le danger. Il est bien suffisant de laisser aux parties toute liberté à cet égard. Notre devoir à nous est d'offrir l'arbitrage comme une solution définitive.

M. le Chevalier Descamps cite le texte adopté, dans le sens de la motion de M. Holls, par l'Institut de Droit International [article 13.] La question est de savoir s'il faut introduire le principe de la revision dans notre projet ou simplement réservier ce droit à l'initiative des parties.

M. Holls insiste sur ses observations et demande le renvoi de la discussion à une séance ultérieure.

Le vote de l'article 24 est, en conséquence, réservé.

Art. 24 bis.

M. Affer donne lecture de l'amendement qu'il propose d'insérer après l'art. 24 sous le n° 24 bis.

„La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties. S'il s'agit de l'interprétation d'une convention conclue entre un plus grand nombre d'Etats que ceux entre lesquels le conflit a surgi, ces derniers notifieront aux autres Etats signataires le compromis qu'ils auront signé et chacun des Etats signataires aura le droit d'intervenir au litige arbitral. Si un ou plusieurs de ces Etats ont profité de cette faculté, l'interprétation de la convention contenue dans la sentence sera également obligatoire pour eux.“

Sauf modification de rédaction, le Comité adopte le principe de cet amendement. Cet article viendra après l'art. 24, jusqu'à nouvel ordre.

M. Holls propose, à son tour, un amendement qui serait conçu dans le sens suivant: „après le prononcé de la sentence arbitrale, toute personne pourra lever copie, à ses frais, des documents relatifs à l'arbitrage“.

(Voir texte. Proposition américaine: Annexe 7 § 3.)

M. le Chevalier Descamps estime qu'il est difficile de consacrer un tel droit, surtout dans cette mesure. Il y a un grand nombre de décisions arbitrales qui n'ont pas été publiées et que les parties ont intérêt à ne pas publier. Il peut y avoir des „considérants“ qu'un Etat ne veut pas ou ne peut pas faire connaître. Si les deux parties sont d'accord pour ne rien publier, la proposition de M. Holls viendrait elle les y obliger?

M. Holls réserve cette proposition pour la seconde lecture.

Art. 25.

M. Holls observe qu'il n'y a pas un article réglant la question des appointements des juges.

Le Président répond que si les parties constituent un arbitrage spécial entre elles, elles fixeront elles mêmes ce point dans leurs conventions particulières. Si, au contraire, elles ont recours au Tribunal permanent, la question sera examinée par le Comité quand il reviendra à l'organisation de ce Tribunal.

L'art. 25 est adopté avec les modifications suivantes: le mot „la moitié“ sera remplacé par „et une part égale“, sauf remaniement ultérieur de rédaction.

Art. 26.

(Question de nullité.)

M. Asser demande, si on ne pourrait trouver un pouvoir à qui incomberait la mission de déclarer nulle la sentence, afin de ne pas laisser cette appréciation si grave à l'arbitraire ou à l'initiative de l'Etat qui aura perdu. Si, comme il le croit, on n'arrive pas à trouver ce pouvoir, alors M. Asser est d'avis de supprimer l'art. 26.

Le Président estime que l'observation de M. Asser doit appeler toute l'attention du Comité.

M. le Chevalier Descamps pense que c'est là précisément le très grand service que pourrait rendre une Cour permanente d'arbitrage.

M. Odier observe que la rédaction de cet article est subordonnée à la question de savoir s'il y aura ou non une Cour permanente.

Le Président ne pense pas qu'il soit possible de prévoir des cas de nullité, sans savoir en même temps qui sera juge d'apprécier ces cas. On ne peut songer, d'autre part, à imposer aux parties la décision du Tribunal permanent dans les instances pour lesquelles elles n'ont pas entendu recourir à cette juridiction.

M. le Chevalier Descamps demande que cette question si grave de la nullité soit réservée ainsi que celle de la révision.

Le § 1 de l'art. 26 est réversé.

Les deux autres §§ de l'art 26 formeront l'art. 27.

Art. 27.

Les deux §§ qui composent cet article sont réservés.

S. E. Sir Julian Pauncefote rappelle qu'on a aussi réservé la question du nombre des arbitres dans les cas où le litige intéresse plus de deux Etats.

M. Lammasch serait d'avis de limiter en ce cas le nombre des arbitres de chaque partie au chiffre de 4.

Le Président déclare que le procès-verbal constatera ce point sur lequel les membres du Comité tombent d'accord: c'est que l'une des parties ne doit, en aucun cas, avoir un nombre d'arbitres supérieur à l'autre.

M. le Chevalier Descamps demande, avant la fin de la séance, à appeler l'attention sur un point particulier: ne pourrait-on consacrer un privilège d'inviolabilité en faveur des arbitres, puisqu'ils sont les membres d'une Cour suprême internationale?

M. le Docteur Zorn partage cette opinion et se réserve de la développer de son côté. Les arbitres sont, d'après lui, des "agents diplomatiques ad hoc" et des personnages extra-territoriaux.

Le Comité estime qu'il pourra utilement discuter cette suggestion, le moment venu.

La première lecture des articles du code d'arbitrage étant terminée, le Comité décide de faire imprimer et distribuer pour la seconde lecture un nouveau texte du Projet de Code d'arbitrage, en 2 colonnes, avec les articles primitifs en regard des articles modifiés par le Comité (Voir Annexe 9).

La prochaine séance aura lieu Vendredi, 30 juin, à 3 heures.

L'ordre du jour est fixé comme suit:

1^o Seconde lecture du Projet de Code d'arbitrage;

2^o Seconde lecture du Projet de Sir Julian Pauncefote sur le Tribunal permanent (le projet doit être également réimprimé en deux colonnes). (Voir Annexe 9.)

3^o Discussion de l'art. 10.

La séance est levée.

Onzième Séance.

30 juin 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Chevalier Descamps remet à chacun de ses collègues le texte qu'il a bien voulu se charger de coordonner et qui contient, en regard des propositions primitives, les divers projets tels qu'ils ont été rédigés par le Comité en première lecture concernant le Projet de Code d'arbitrage international. Ce document se divise en 3 chapitres. [Voir Annexe 9]:

1^o de la justice arbitrale et des litiges qui en reviennent;

2^o du Tribunal permanent d'arbitrage;

3^o de la procédure arbitrale (C'est ce dernier chapitre qui va être discuté, en seconde lecture, dans la présente séance.)

Le Président remercie M. le Chevalier Descamps de la communication de cet intéressant travail.

L'ordre du jour appelle la discussion en seconde lecture du troisième chapitre de ce document, à savoir le Code de Procédure arbitrale.

Examen, en seconde lecture, du „Projet de code de procédure arbitrale“.

(Voir Annexe 9.)

Art. 1.

Après une discussion générale, cet article est supprimé, comme faisant double emploi avec l'article 13 du chapitre I — article 13 qui est, d'ailleurs, approuvé et voté.

Art. 2.

Après un échange de vues, on décide de transférer au chapitre I l'article 2. (Colonne de droite, rédaction Descamps.)

La place qu'il occupera dans ce chapitre sera discutée et arrêtée ultérieurement.

*) Salle de la Trève.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Paunczefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammash.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité d'Examens.*

Quant à l'art. 2 (colonne de gauche, rédaction de Martens) il est adopté dans la forme suivante:

„Les Puissances qui acceptent l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige et l'étendue des pouvoirs des arbitres, et où se trouve confirmé l'engagement des 2 parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.“

Art. 3.

Les deux articles 3 (colonne de gauche et colonne de droite) sont supprimés — leurs dispositions étant incorporées dans l'article précédent —.

Art. 4.

Après une longue discussion touchant 1° la personnalité de l'arbitre, 2° le nombre des arbitres, le Comité décide, à la majorité des voix, qu'il y a lieu de fixer à 2 le nombres d'arbitres choisis par chaque partie.

Le texte de l'art. 4 (colonne de droite) est adopté avec les 3 modifications suivantes:

1° A l'alinéa 3, ligne 1, substituer les mots „deux arbitres“ aux mots „un arbitre“;

2° A l'alinéa 4, ligne 3, supprimer les mots „ou à une personne“;

3° A l'alinéa 5, supprimer les mots „ou à une personne.“

Art. 5.

La rédaction de la colonne de droite est adoptée. L'alinéa 3 de l'art. 26 (colonne de gauche), faisant double emploi avec cet article est supprimé.

Art. 5 bis.

Cet article est adopté dans la forme suivante: „Le surarbitre est président de jure du tribunal. Lorsque le tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son Président.“

Art. 6.

M. Holls demande le maintien de la rédaction primitive (colonne de gauche), il insiste sur les observations qu'il a faites antérieurement et les résume en disant que si le mandataire n'existe plus, il ne peut plus exister de mandat, la confiance personnelle étant la base du choix des arbitres.

M. Holls se réserve de représenter, en tout cas, ses propositions devant la Commission plénière.

A l'appui de ces observations, M. de Martens estime aussi que la question de la nomination d'un arbitre est une question de confiance personnelle. Si l'objet de cette confiance disparaît, c'est une circonstance de nature à changer l'état des choses qui existait au moment où a été signé le compromis et, par conséquent, à l'infirmer.

Le Président fait observer que les arguments de M. Holls paraissent frappants quand il s'agit d'un surarbitre, mais non quand il s'agit des arbitres.

Le Président consulte le Comité sur la question de savoir s'il faut adopter la nouvelle ou l'ancienne rédaction.

La nouvelle rédaction est adoptée à la majorité de 4 voix contre 3 et deux abstentions.

Pour l'ancienne rédaction: Abstention: Pour la nouvelle rédaction:

MM. Holls.	MM. Pauncefote.	MM. Descamps.
de Martens.	Nigra.	Zorn.
Lammasch.		Asser.
		Odier.

Art. 7.

Adopté. (Colonne de droite).

Art. 8.

Adopté (Colonne de droite) avec cette modification: les „Parties“ au lieu de les „Etats“.

Art. 9.

Adopté (id).

Art. 10.

Adopté (id).

Art. 11.

Adopté (id).

Art. 12.

Adopté (id).

Art. 13.

Adopté (id).

Art. 14.

Adopté (id). avec l'adjonction de cette phrase suggérée par M. Bourgeois et qui répond aux observations échangées à ce sujet dans la dixième séance: „En cas de refus, le tribunal en prend acte.“

Art. 15.

Adopté (id). avec cette modification, ligne 3, „qu'ils jugent utiles à“ au lieu de „concernant.“

Art. 16.

Adopté (id).

Art. 17.

Adopté (id).

Art. 18.

Adopté (id.)

Art. 19.

M. le Chevalier Descamps fournit au Comité des explications touchant les formalités diverses auxquelles il est fait allusion dans la dernière phrase de cet article.

L'art. 19 est adopté.

Art. 20.

Adopté (id). Le mot „débats“ est substitué au mot „discussions“.

Art. 21.

Adopté (id).

Art. 22.

(La sentence sera-t-elle motivée?)

M. le Docteur Zorn s'étant réservé de revenir sur sa proposition antérieure (Voir dixième séance) demande que le Comité ajoute à cet article les mots „est motivée“ après ceux: „La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix“. Il croit que pour le développement du droit des gens cette addition est nécessaire. Il insiste donc sur les observations qui ont été formulées dans ce sens au cours de la dernière séance.

M. de Martens, de son côté, objecte de nouveau que cette obligation de motiver la sentence constitue sans doute un avantage au point de vue juridique, mais aussi une entrave au point de vue pratique. Il distingue dans les „motifs“ qui peuvent expliquer une sentence, deux points différents: le point de fait et le point de droit.

Pour les points de droit, l'obligation de motiver la sentence n'empêchera pas vraisemblablement les arbitres de signer, mais, quant au point de fait qui donne naissance au conflit, ce sera différent. Le motiver serait, le plus souvent, reconnaître la faute ou l'incorrection de l'un des Etats en litige.

M. Holls appuie l'opinion de M. de Martens.

M. Asser demande à M. de Martens si on peut citer une seule sentence arbitrale non motivée. Il ajoute qu'il voit une sérieuse garantie d'impartialité dans l'obligation imposée aux arbitres de motiver leur décision. Grâce à cette garantie la sentence arbitrale ne pourra jamais passer pour être arbitraire.

M. de Martens n'a jamais eu la pensée, tant s'en faut, d'empêcher le tribunal de motiver ses jugements: ce qu'il veut, au contraire, c'est leur laisser toute liberté. Répondant à la question de M. Asser, il cite des cas d'arbitrage, tels que ceux de l'Alabama et des Pêcheries de Behring dans lesquels certains membres du tribunal arbitral ont refusé d'apposer leur signature au bas de la sentence parce qu'elle était motivée.

M. le Chevalier Descamps, se référant aux observations qu'il a déjà formulées, insiste de nouveau dans le sens de la conciliation. Il lui semble impossible de priver les parties de la garantie primordiale dont vient de parler M. Asser.

Après cette discussion, le Président met aux voix l'addition du mot „est motivée“ proposé par le Docteur Zorn. Cette addition est votée à la majorité. En conséquence, l'art. 22 sera rédigé comme suit:

„La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissensément.“

Art. 23.

Adopté. (colonne de droite.)

Art. 24.

(Question de la Revision.)

M. Holls demande la discussion de son amendement tendant à permettre à tout litigant de réclamer une seconde audition devant les mêmes juges dans les 6 mois*).

A l'appui de cet amendement, M. Holls soumet au Comité les observations dont le résumé suit:

Il admet, comme M. de Martens, le principe que la sentence doit être définitive et sans appel, mais son amendement respecte ce principe; ce qu'il a voulu prévoir, c'est toute autre chose que le mécontentement de l'une des parties, c'est la découverte d'un fait nouveau. Il est inadmissible que cette découverte puisse être considérée comme non avenue lorsqu'elle peut modifier du tout au tout la situation telle que l'ont envisagée les arbitres. Par exemple, si l'on vient à découvrir quelques jours après la sentence une carte authentique et qui fixe avec précision des limites sur lesquelles on n'avait auparavant que des données vagues, il semble que, dans ce cas, sans recourir à la procédure de la revision proprement dite, et sans avoir besoin d'en appeler à de nouveaux juges, il sera tout naturel que les arbitres soient mis à même d'examiner à nouveau la situation qu'ils ont connue imparfairement.

M. le Docteur Zorn ne croit pas devoir se prononcer encore sur la proposition de M. Holls qui est incontestablement très digne d'être examinée attentivement. Il se pourrait en effet qu'une solution fût définitive et cependant erronée.

Si la proposition de M. Holls n'était pas adoptée, il faudrait alors tout au moins modifier l'art. 12 et accorder aux parties le droit de produire des actes complémentaires même après la clôture des débats.

D'autre part, il est bien clair que la proposition de M. Holls n'a rien de commun avec l'appel car on appelle d'un juge à un autre juge, tandis que, d'après M. Holls, ce sont les mêmes juges qui complèteraient, pour ainsi dire, leur information première.

M. Affer n'est pas éloigné, lui non plus, d'accepter la proposition de M. Holls mais il demande qu'elle soit formulée avec plus de précision.

S. E. Sir Julian Pauncefote se demande s'il existe des précédents d'après lesquels la revision s'ouvrirait dans des conditions aussi larges que celles indiquées par M. Holls. Le traité italien a prévu expressément les

* Cf. art. 7 du Projet Américain. (Voir Annexe 7.)

cas où l'on pourrait rouvrir une cause. Est-il possible de substituer à ces prévisions déterminées une prévision d'un caractère général?

M. le Chevalier Descamps pense que dans des cas déterminés on peut prévoir la révision, mais non pas d'une façon générale. Une telle prévision ne peut qu'être laissée à l'initiative des parties quand elles la croient justifiée.

M. Holls pense au contraire que cette prévision doit être inscrite dans l'acte général.

M. Bourgeois donne lecture du texte de l'art. 13 du traité italo-argentin, auquel Sir Julian Pauncefote vient de faire allusion.

M. Holls déclare qu'il n'a aucune préférence de rédaction; il acceptera n'importe quel texte pourvu que la garantie de principe dont son Gouvernement se préoccupe soit expressément sauvegardée.

Par exemple, il accepterait le texte des articles de l'Institut de Droit International dont M. Descamps lui a donné lecture.

M. de Martens objecte que l'article 12 a déjà prévu qu'il y aurait deux phases distinctes dans la procédure:

- 1^o Celle de la communication des actes de procédure.
- 2^o Les débats.

Il n'est pas douteux que la première période doive avoir une fin. Quant à la seconde, M. de Martens ne se refuse pas à tenir compte dans la mesure du possible des suggestions de M. Holls.

M. le Jonkheer van Karnebeek n'est pas favorable à la seconde audition.

1^o Comment définirez-vous le fait nouveau? Il y a là une part bien large à laisser à l'appréciation, et qui appréciera?

2^o Le principal objet d'un arbitrage est de mettre fin à la contestation, alors qu'en droit privé, l'essentiel est d'élucider le point de droit.

3^o M. Holls déclare que la seconde audition se fera devant les mêmes juges, mais il ne prévoit pas le cas pourtant assez plausible où, dans l'intervalle de 6 mois qu'il a indiqué, les mêmes juges ne seront plus disponibles. Cette objection doit sembler bien forte particulièrement à M. Holls qui attache une si grande importance à la personnalité des juges. Si les juges qui ont prononcé la sentence ne peuvent plus être réunis, convoquerez-vous de nouveaux juges?

Alors ce sera un nouvel arbitrage et non plus une seconde audition.

4^o Enfin, si vous découvrez le fait nouveau dans un délai qui excède de quelques jours les 6 mois prévus, les considérations d'équité et de garanties que vous faites valoir ne doivent pas moins imposer une seconde audition.

M. de Martens se demande, lui aussi, qui sera le juge de ce nouveau fait? Le perdant, sans doute?

Ne sera-t-il pas tenté d'envisager comme des faits nouveaux les arguments qu'il aurait négligé de faire valoir ou qu'il n'aurait pas présentés en temps utile.

Sur la demande de M. Holls, la proposition est réservée et sera reprise à la prochaine séance.

Art. 24 bis.

Cet article est adopté sauf substitution de mot „Puissances“ au mot „Etats.“

Avant la lecture de l'art. 25, M. Holls, demande à poser devant le Comité la question qu'il a déjà soumise en vue d'autoriser toute personne qui en fait la demande à prendre copie de la sentence arbitrale et des documents publics produits devant le tribunal (mémoires et contre-mémoires etc.).

Sans doute, il sera difficile parfois de distinguer entre les documents publics et non publics, mais le tribunal pourrait être chargé de faire lui-même cette distinction.

Le Président prie M. Holls de bien vouloir préparer un texte à l'appui de cette proposition.

M. Holls répond que le texte qu'il a donné pourrait servir de base à la discussion.

M. le Chevalier Descamps ne pense pas que cette proposition de M. Holls puisse être adoptée car le droit de décider s'il y a lieu ou non d'ordonner la publicité des documents produits au cours d'un arbitrage appartient aux Etats en cause et on ne peut leur enlever ce droit en leur imposant la publicité malgré eux ou malgré l'un deux.

M. Holls dit que sa proposition ne s'applique qu'à la procédure du Tribunal permanent et réserve, bien entendu, tous les arbitrages particuliers.

Le Président, prenant acte de cette déclaration, propose d'ajourner la discussion de la motion Holls au moment de la seconde lecture du Projet de Tribunal permanent.

Il en est ainsi décidé.

Art. 25.

L'art. 5 est adopté avec substitution du mot „contre“ aux mots „aux dépens de.“

Les 25 articles de la Procédure d'arbitrage sont adoptés en seconde lecture.

Une réserve est faite pour l'art. 4, au sujet duquel M.M. de Martens et Descamps prient M. le Président de bien vouloir les départager en fixant la forme définitive de cet article.

De même, on formulera la proposition de M. Holls relative à une seconde audition et qui serait insérée après l'art. 23.

La prochaine séance est fixée au samedi, 1er juillet, à 2 heures et demie.

Ordre du jour:

1^o Clause de révision;

2^o 2^e de lecture du Projet de Tribunal permanent.

La séance est levée.

Douzième Séance.

1 juillet 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le Procès-verbal de la onzième séance est lu et adopté.

Examen, en Seconde Lecture, du Projet de „Code de Procédure d'Arbitrage“ —
(Question de la Revision).

[Voir Annexe 9.]

Le Président donne communication de la décision qu'il a prise, sur le mandat qui lui en a été donné par le Comité, en ce qui concerne la rédaction de l'art. 4 du chapitre III (Procédure arbitrale) — Voir Annexe 9. Il a conservé l'article de la colonne de droite en remplaçant le premier membre de la phrase de l'alinéa 2 par ces mots „sauf convention contraire“ et en intervertissant, à l'alinéa 3, les mots „ensemble choisissent“.

M. le Chevalier Descamps donne lecture d'une disposition formulée par lui à la demande de M. Holls sur la communication des pièces. Il se propose de la présenter au moment de la discussion du Tribunal permanent. Cette question est donc réservée.

Question de la Revision.

M. Asser donne également lecture de la rédaction qu'il a adoptée d'accord avec M Holls relativement à la question de la seconde audition ou revision. (Voir ci-dessous cette rédaction modifiée sur les indications du Président.)

M. Asser observe qu'il a tenu compte des diverses opinions émises dans le Comité en s'efforçant de limiter le plus possible les chances de revision.

Avant de mettre en discussion le texte présenté par M. Asser, le Président consulte le Comité sur le principe de la revision.

*) Salle de la Trêve.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigray.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammasch.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité d'Examen.*

M. Odier déclare qu'il n'a pas d'instructions à ce sujet mais que son opinion personnelle est plutôt hostile à la révision. Il tient surtout à ce que l'arbitrage soit définitif.

Ont voté sur le principe de la révision:

Pour:	Contre:
Asser.	Odier.
Zorn.	Descamps.
Lammasch.	de Martens.
Nigra.	
Pauncefote.	
Holls.	

Le principe étant accepté, le Président passe à la discussion du texte.

S. E. Sir Julian Pauncefote fait observer que l'on ne peut demander la révision que dans le cas où l'on a découvert de nouveaux documents: est-ce que cela exclut le faux?

M. Holls répond que le faux constitue évidemment un cas de nullité et un fait nouveau. C'est ainsi que doit s'entendre la rédaction de M. Asser.

S. E. Sir Julian Pauncefote pense qu'on pourrait s'en référer au texte du traité italien qui lui semble constituer un utile précédent.

M. Asser croit que l'article de ce traité est beaucoup trop large car il prévoit en réalité, non seulement la révision, mais l'appel.

Le Président estime qu'il faut distinguer soigneusement entre la découverte d'une erreur et la découverte d'un fait nouveau. Dans le premier cas, il n'est pas possible de remettre en question la sentence, car ce serait mettre en cause la conscience des juges.

Dans le second, la conscience des juges n'est pas en question. Il faut qu'il soit bien entendu aussi qu'un fait est nouveau parce qu'il a été inconnu à la fois et des arbitres et des parties en cause. Ne pourrait-on pas rédiger l'article dans ce sens?

S. E. Sir Julian Pauncefote demande qu'il soit donné lecture d'un intéressant commentaire de l'art. 13 du traité italo-argentin écrit par le Professeur Corsi et qui touche au point en discussion.

[International Arbitration, International Tribunal, by Evan Darby (Peace Society — New Broadstreet — 47. E. C.). Projet du Professeur Corsi art. 40, p. 163.]

Le Président après avoir donné lecture de ce commentaire, se demande qui établira s'il y a faux: il appuie les observations de M. Asser sur la portée trop générale de l'article du traité anglo-argentin. Il fait ressortir les difficultés si graves que soulèverait l'adoption de cet article.

Le Comité partageant cette manière de voir n'adopte pas la rédaction du traité italo-argentin.

M. de Martens déclare que la révision est contraire, en principe, à la nature même de l'arbitrage (sauf bien entendu stipulations contraires). Il ne veut pas revenir sur le danger de prolonger les conflits qu'on a

voulu faire cesser. Mais il se rappelle des cas où la sentence arbitrale ayant été rendue, la partie condamnée, a prétendu qu'il y avait des documents qui n'auraient pas été soumis à l'arbitre. Si, pendant 3 mois, on donne au perdant ce droit, pourquoi ne pas le lui donner pendant 5 mois ou plus?

S. E. le Comte Nigra demande à poser une question: si, par impossible, on suppose qu'un Gouvernement a produit un acte faux, quel sera le Tribunal compétent pour déclarer le faux?

M. Affer ne conteste pas l'importance de l'argument de M. de Martens: c'est pourquoi il a adopté un délai de trois mois, délai bien court par rapport à la durée si longue, en général, d'un arbitrage. Certainement, tout ce que dit M. de Martens est juste, si l'on admet qu'il n'y a pas eu faux ou omission d'un document. Mais dans le cas contraire, ne vaut-il pas mieux prolonger le conflit que de consacrer une injustice?

S. E. Sir Julian Pauncefote appuie cette opinion. Des deux côtés il y a des inconvénients, mais dans le doute il vaut mieux tout faire pour réparer une injustice.

M. Affer: Quant à la question du Comte Nigra, c'est le Tribunal arbitral lui-même qui pourrait décider s'il y a faux ou non.

M. Holls est d'avis que le délai de trois mois est suffisant.

En général, l'attention est très vivement soulevée autour d'un arbitrage et si, malgré cela, un fait nouveau est découvert, il le sera vraisemblablement quelques jours ou quelques semaines au plus après le prononcé de la sentence.

Trois mois paraissent être, dans ces conditions, un délai suffisant. S'il n'y a pas de seconde audition, nous gagnons trois mois, il est vrai, au point de vue de l'apaisement du conflit, mais en courant le risque de ne pouvoir réparer une injustice évidente.

M. le Chevalier Descamps répond que la possibilité d'une injustice est inhérente à toute juridiction humaine: on ne peut pas, pourtant, en prévision de cette injustice, compromettre l'exercice même de la justice.

Et puis, quelle sera la situation des arbitres pendant ces trois mois? Ils seront toujours exposés à être convoqués de nouveau.

M. de Martens tient à préciser la question. Il y a deux points de vue distincts à considérer:

1^o la justice;

2^o la conciliation internationale.

Dans nos consciences de jurisconsultes, nous sommes certainement pour la révision. Mais la révision est une arme dangereuse qui rendra chancelante l'autorité d'un arbitrage. La sentence rendue sera livrée à toutes les polémiques de presse encouragées par cette espérance qu'elle n'est pas définitive.

Dans les pays parlementaires, l'opinion pourra sommer le gouvernement de demander une seconde audition. Le conflit s'éternisera au lieu de s'éteindre. Or, quel est notre but; n'est-ce pas surtout l'apaisement international qui doit nous occuper.

M. Holls répond que rien ne disqualifiera plus l'arbitrage que de laisser s'accréditer cette crainte d'une injustice possible et irréparable.

Le Président fait observer qu'en fait, la question posée revient à retarder de trois mois l'exécution de la sentence arbitrale. Il ajoute qu'il n'y a aucune raison, suivant lui, pour qu'on découvre le fait nouveau juste au lendemain de la décision, comme le pense M. Holls. C'est plus tard que se posera la question de révision, souvent après des années, à la mort, par exemple, d'une des personnes intéressées dans le conflit, grâce à la découverte posthume de documents. Et alors, la prolongation de trois mois n'aura que des inconvénients sans aucun des avantages que vous poursuivez. Mais, conclut le Président, le Comité s'étant prononcé pour le principe de la révision, il s'agit d'arriver à l'adoption d'un texte qui soulève le moins d'objections possible. Le Président propose la rédaction suivante:

„La révision de la sentence arbitrale ne peut être demandée qu'au tribunal qui l'a rendue et seulement à raison de la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, au moment de cette sentence, a été inconnue du tribunal lui-même et des Parties.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du tribunal déclarant la demande recevable, constatant expressément l'existence du fait nouveau et lui reconnaissant les caractères prévus par le § précédent.

Aucune demande de révision n'est recevable trois mois après la notification de la sentence.“

MM. Holls et Asser acceptent cette rédaction.

M. de Martens s'y oppose absolument, ainsi que M. le Chevalier Descamps.

S. E. Sir Julian Pauncefote demande qu'on ajoute ces mots: „Sauf stipulations contraires.“ Il en est ainsi décidé et M. le Chevalier Descamps formulera cette idée pour l'ajouter à la rédaction proposée par M. Bourgeois.

Le Président demande si on ne doit pas faire mention de la réserve des droits acquis.

M. de Martens tient à motiver son vote en constatant que la prévision d'une seconde audition revient à suspendre pendant trois mois l'exécution de l'arbitrage.

La sentence sera donc provisoire, et cela en vue d'une éventualité qui ne se produira que bien exceptionnellement.

Le texte, proposé et mis aux voix par le Président, est adopté à la majorité.

(Ont voté contre MM. Descamps et de Martens. M. Odier s'est rallié à la majorité.)

Examen, en Seconde Lecture, du Projet de „Tribunal Permanent d'Arbitrage“.

[Voir Annexe 9.]

M. le Chevalier Descamps donne lecture de l'art. 1. Il propose de mettre, au point de vue de la rédaction, cet article d'accord avec l'art. 13 précédent. En conséquence, l'art. 13 est modifié de la façon suivante:

„En vue de développer la pratique de l'arbitrage, les H. P. C. etc. . . .“

M. le Docteur Zorn rappelle les réserves qu'il avait formulées concernant le principe d'un tribunal permanent.*). Il est heureux de déclarer aujourd'hui que son Gouvernement a accepté le principe de cette innovation dans la forme suggérée par Sir Julian Pauncefote et en raison seulement de la latitude qu'elle laisse aux Gouvernements de choisir facultativement leurs arbitres sur une liste. Son Gouvernement reconnaît l'importance et la grandeur de cette institution nouvelle, mais il a quelques objections à formuler, d'abord quant au nom de Tribunal, ensuite quant aux questions connexes à l'article 10. Il n'abordera ces dernières qu'au moment de la discussion de cet article.

Le Docteur Zorn propose comme titre les mots „Cour permanente des arbitres“ et sur l'objection de forme qu'il lui est faite accepte le titre suivant: „Cour permanente d'arbitrage“ au lieu du mot „Tribunal“.

Le Comité accepte cette rédaction. Le chapitre II sera donc intitulé ainsi:

II. De la Cour permanente d'arbitrage.

Art. 1.

Adopté avec les modifications suivantes: „Cour“ au lieu de „Tribunal“, ligne 6, et la substitution au dernier membre de phrase de ces mots (ligne 9): „Conformément aux règles de procédure insérées dans la présente Convention“.

Art. 1 bis.

Adopté, sauf substitution du mot „Cour“ au mot „Tribunal“ (ligne 1) et suppression des mots „soit obligatoires, soit facultatifs.“

Le dernier mot de cet article: „d'arbitrage“ est supprimé.

Art. 2.

M. le Chevalier Descamps demande si le mot „Bureau Central“ répond bien aux intentions du Comité; c'est, en réalité, un Bureau International que nous créons.

Cette dernière appellation est adoptée. L'ensemble de l'article est voté en seconde lecture dans la forme suivante:

„Un bureau international établi à La Haye et placé sous la direction d'un secrétaire général permanent sert de greffe à la Cour.

„Il est l'intermédiaire des communications relatives à ses réunions.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.“

M. Holls propose, à la suite de cet article, son amendement ainsi conçu:
„Il donne communication et délivre des expéditions des actes de la Cour conformément aux règles adoptées par elle.“

M. le Docteur Zorn observe que cette prévision est contenue dans le dernier § de l'art. 2 confiant au bureau la gestion de toutes les affaires administratives.

*.) Voir le Procès-Verbal de la sixième Séance.

M. le Jonkheer van Karnebeek déclare qu'en tous cas on ne peut pas laisser au corps diplomatique à La Haye le soin de décider ce qui peut être publié. Il serait préférable de confier ce soin aux arbitres mêmes qui auraient jugé.

M. le Docteur Zorn objecte que la question n'est pas seulement du ressort du tribunal mais aussi — et en première ligne — du ressort des Gouvernements.

Le Président se demande si la prévision de M. Holls ne va pas contre son but, car elle est de nature à écarter les Gouvernements du Tribunal permanent par crainte de la publication.

M. Holls admet cette manière de voir et se rallie à la suggestion de M. le Docteur Zorn qui pense que, moyennant une explication qui contiendrait le rapport à ce sujet, le dernier § de l'art. 2 est suffisant pour assurer la publicité des actes. En conséquence, il est entendu que M. le Rapporteur voudra bien indiquer dans le commentaire le sens que comporte ce paragraphe.

La publicité sera, d'ailleurs, subordonnée au double assentiment du bureau et des Gouvernements.

Art. 3.

L'alinéa 1 est adopté sans changement.

A l'alinéa 2, on écrira Cour au lieu de Tribunal (ligne 2) et International au lieu de Central (ligne 5).

Alinéas 3, 4 et 5 adoptés sauf le mot Cour au lieu de Tribunal.

L'alinéa 6 est adopté dans la forme suivante, à la suite des modifications et additions suggérées par S. E. le Comte Nigra et par M. Asser:

„En cas de décès ou de retraite*) d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination. Toute modification de la liste des arbitres est communiquée au Bureau international et portée, sans délai, par celui-ci à la connaissance des Puissances signataires.“

M. Holls demande qu'on inscrive dans cet article le principe suggéré par M. le Chevalier Descamps relativement à l'inviolabilité des arbitres.

Il est décidé que ce principe sera inséré à l'art. 4. Sous réserve d'une rédaction ultérieure.

Art. 4.

Les deux premiers alinéas de l'art. 4 sont fondus ensemble et adoptés dans la forme suivante:

„Les Puissances signataires qui désirent s'adresser à la Cour pour le règlement de leurs différends choisissent dans la liste générale le nombre d'arbitres convenu entre elles.

Elles notifient au Bureau leur intention de s'adresser à la Cour et le nom des arbitres qu'elles ont désignés.“

L'alinéa 3 est modifié et rédigé ainsi: „Sauf convention contraire, le tribunal arbitral sera formé selon les règles fixées par l'art. 10 de la présente Convention“.

*) Il est entendu que le mot „retraite“ sera pris dans le sens le plus large (action de se retirer) — à noter dans le rapport.

Il est entendu que la même formule sera adoptée pour l'art. 4 du Code de Procédure.

Les deux derniers alinéas de l'art. 4 sont adoptés sans modification.

Question du Rappel à l'Arbitrage.

Le Président observe que la Délégation française a proposé (voir le Procès-verbal de la sixième séance) d'attribuer au bureau international la mission de rappeler aux Parties l'existence du Tribunal permanent, afin de les encourager à y recourir. Il y a grand intérêt à prendre cette précaution afin que les Puissances ne soient pas arrêtées par le point d'honneur et que chacun d'elles ne se croie pas obligée d'attendre que l'autre commence. Pourquoi ne pas prévoir, en ce qui concerne le Tribunal permanent, une clause analogue à celle qu'a présentée le Comte Nigra, relativement aux bons offices et à la médiation, et déclarer que ce rappel ne sera pas non plus, dans cette circonstance, considéré comme un acte non-amical? Ce serait rendre un grand service à la cause et au fonctionnement de l'arbitrage international.

M. Lammasch dit qu'il y a une grande différence entre l'offre de la médiation et le rappel de l'existence de l'arbitrage. Ce rappel n'aurait-il pas quelque chose de froissant dans certains cas pour les Parties?

S. E. le Comte Nigra était bien du même avis que M. Bourgeois, quand il a proposé, à l'origine, que le droit d'offrir la médiation ou l'arbitrage appartint à toute puissance — sans que cette initiative puisse être considérée comme un acte non-amical.

M. le Baron d'Estournelles de Constant appuie l'opinion de M. Bourgeois. Il faut trouver un moyen de faire fonctionner la cour permanente d'arbitrage, d'accoutumer, comme l'a dit le Président, les Puissances à recourir à cette innovation. Mais pour cela, il faut aider les Gouvernements à prendre un parti. Peu importe l'intermédiaire qui provoquera leur initiative. Étant donné la susceptibilité de l'opinion publique et la répugnance de chaque Gouvernement à se décider avant l'autre, ce qu'il faut, c'est pour ainsi dire, un mécanisme qui opère de lui-même et mette les Gouvernements en demeure de se prononcer. Il faut un procédé automatique qui les oblige à se prononcer pour ou contre l'arbitrage, devant l'opinion et les parlements; si nous trouvons ce mécanisme et si nous désignons la personne chargée de faire partir la lettre d'invitation, alors la situation sera changée du tout au tout. Il deviendra tout aussi difficile à un Gouvernement de décliner le recours à l'arbitrage qu'il lui était difficile jusqu'à ce jour de l'accepter dans les cas graves.

M. Holls appuie cette manière de voir.

M. de Martens ne demande pas mieux que d'appuyer, lui aussi, la suggestion de la Délégation française, mais il lui semble difficile de l'appliquer. Qui sera l'intermédiaire? Le Bureau? Il n'aura pas assez d'autorité morale. Le Conseil? Le corps diplomatique ne sera pas assez indépendant; chacun de ses membres sera lié par ses instructions.

Le Président reconnaît la valeur des objections de M. de Martens

mais elles ne le convainquent pas. Sans doute, il y aura des difficultés à décider les Puissances, mais c'est une raison de plus pour en chercher le moyen, sinon, nous n'aurons abouti qu'à des résultats apparents; neuf fois sur dix, le point d'honneur empêchera des Etats qui voudront le plus recourir à l'arbitrage de s'y décider. Cherchons donc la forme puisque nous sommes d'accord sur le fond.

S. E. le Comte Nigra et M. Odier reconnaissent l'importance des arguments invoqués en faveur de la proposition de M. Bourgeois.

M. le Docteur Zorn ne conteste pas cette importance, mais il estime, lui aussi, qu'il faut chercher une forme qui rende pratique l'idée.

M. le Chevalier Descamps estime que le rappel, fait aux parties de l'existence de la Cour permanente et le conseil de s'adresser à cette Cour ont essentiellement le caractère d'Actes de Bons Offices. C'est dans cette voie qu'il faut chercher la formule pratique.

Après une discussion générale, le Comité décide d'introduire une disposition dont la rédaction sera adoptée ultérieurement et tendant à prévoir que l'arbitrage peut être conseillé et que le conseil sera considéré, suivant l'expression de M. le Chevalier Descamps, „comme un acte de Bons Offices“.

Adopté.

La prochaine séance est fixée au lundi, 3 juillet, 2 heures et quart.

Ordre du jour:

- 1° Suite de la deuxième lecture du Projet de Cour permanente d'arbitrage;
- 2° Articles 7 à 13 „de la justice arbitrale et des litiges qui en relèvent“. (Voir Annexe 9.)

La séance est levée.

Treizième Séance.

3 juillet 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le Projet de Cour permanente d'arbitrage.

*) Salle de la Trève.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

de Martens.

Holls.

Lammash.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité d'Examen.*

Examen, en seconde lecture, du „Projet de Cour permanente d'arbitrage“ — suite — (question du „Devoir des Puissances.“)

[Voir Annexe 9.]

Le Président rappelle que, dans sa dernière séance, le Comité a décidé en principe, d'introduire, parmi les dispositions relatives à la Cour d'arbitrage, un article additionnel tendant à faciliter l'accès de cette Cour.

M. le Baron d'Estournelles demande la parole pour soumettre au Comité une proposition qu'il a rédigée à l'appui de celle de M. Bourgeois.

„Messieurs, la proposition que j'ai l'honneur de vous soumettre à l'appui de celle de M. Léon Bourgeois m'est personnelle, le temps m'ayant manqué pour consulter notre Gouvernement; elle n'engage donc que moi; c'est une contribution de plus aux efforts que vous multipliez depuis six semaines dans un admirable esprit de concorde et d'ardente bonne volonté pour mener à bien la grande tâche qui nous est confiée.

Nous touchons à la fin de nos travaux: nous allons créer une Cour, un Code d'arbitrage international. C'est quelque chose, si on se rappelle que rien de cela n'existe avant notre réunion à La Haye. C'est peu de chose quand on pense à tout ce que l'humanité attend de nous. Au moins, faut-il que ce peu de chose soit réel. La Conférence a déjà causé de profondes déceptions dans les masses, notamment en refusant de mettre un terme à l'augmentation des armements et des effectifs; que sera-ce si notre Cour d'arbitrage ne doit exister que sur le papier, et si, au lieu de remplir notre mission qui est d'éviter la guerre, nous nous bornons à formuler des déclarations sans effets?

Or, nous savons que la Cour permanente est en danger de ne pas vivre. M. Bourgeois a démontré, dans la dernière séance, que, neuf fois sur dix, au moment d'un conflit aigu, les Puissances intéressées n'oseraient pas y recourir et que la plupart d'entre elles, surtout les plus faibles, seraient arrêtées par des susceptibilités nationales, par le point d'honneur, par l'impossibilité morale de faire le premier pas. Nous voici donc en face d'une perspective vraiment dérisoire: nous allons créer des institutions en vue de prévenir la guerre et une Cour à laquelle les Etats pourront s'adresser, en toute occasion — sauf si la guerre est menaçante! —.

Comment éviter d'aboutir à un résultat si contraire à nos intentions? Je ne vois, messieurs, qu'un moyen pratique vraiment efficace. Ayons le courage d'aller au fond des choses et de rappeler expressément dans notre acte général qu'il y a pour les Etats non seulement des intérêts communs et des droits, mais des devoirs.

Au premier rang de ces devoirs, tous les Gouvernements ont, de plus en plus, celui de tenir compte de l'opinion publique. Songez à l'accueil qui nous attend lorsque chacun de nous rentrera dans son pays et devra s'expliquer au mois d'octobre prochain non sur ses intentions, mais sur les résultats matériels de la Conférence, s'il nous faut constater que ces résultats sont illusoires et si les partis extrêmes, s'emparant de notre aveu d'impuissance vont proclamer partout avec leur violence habituelle

que les travaux de notre Assemblée n'ont été qu'un vain simulacre, une cruelle mystification!

J'ai admiré, mais, hélas! je n'ai pas pu partager les convictions optimistes développées par M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dans son discours récemment publié.

Je me demande même s'il est prudent d'affirmer trop hautement cet optimisme. Nous ne pouvons plus, hélas, nous dissimuler que, dans tous les pays civilisés, les populations ouvrières souffrent d'un même mal, la superposition sur leurs épaules de trois charges nouvelles et excessives:

1^o le poids d'une concurrence inconnue dans le passé et que la multiplication des transports suscite sur tous les points du globe.

2^o le développement croissant du machinisme.

3^o les obligations de la paix armée.

Pouvons-nous sans danger déclarer que ces charges ne sont pas trop lourdes? Les populations ne répondront rien peut-être: encore n'en suis-je pas certain, car vous connaissez l'état général des esprits en Europe et les manifestations qui éclatent simultanément sur tant de points à la fois devraient nous mettre sur nos gardes; en tout cas, le jour où leurs mécontentements se traduiront par des actes, nous ne verrons pas menacés seulement les Gouvernements qui se seront faits des illusions, mais tous les pays civilisés précisément parce que les mêmes intérêts, les mêmes devoirs, une même solidarité les unissent.

C'est au nom de cette solidarité que je vous supplie, Messieurs, de faire œuvre vraiment vivante et bienfaisante, de donner vous-mêmes aux Gouvernements l'exemple de l'initiative que le monde attend d'eux impatiemment; je vous propose le moyen, non pas d'obliger les Etats en conflit à recourir à l'arbitrage mais, ce qui revient au même, tout en sauvegardant leur indépendance et leur dignité, le moyen de les mettre en demeure de choisir entre l'arbitrage ou la guerre, en demeure de décliner formellement ou d'accepter devant l'opinion la suprême ressource d'une solution pacifique. Vous obtiendrez ce résultat inappréciable en changeant seulement un mot dans notre texte, en substituant à l'idée de droit l'idée supérieure de devoir. Oui, le mot „devoir“ viendra donner à l'acte général de La Haye toute sa portée morale, toute sa force; il répond à l'appel de nos consciences, aux intentions généreuses du Tzar, aux espérances de l'humanité qui a les yeux fixés sur nous.“

M. le Baron d'Estournelles propose, en conséquence, d'ajouter l'article suivant:

„Les Puissances signataires, considérant comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte, donnent mandat au Secrétaire Général du Bureau de se mettre, le cas échéant, à la disposition de chacune des parties intéressées, en s'adressant par écrit à leurs représentants dans les Pays-Bas.

L'exercice de ce mandat ne pourra pas être considéré comme un acte non amical.“

M. le Baron d'Estournelles donne ensuite lecture d'un projet de lettre que le Secrétaire-Général adresserait aux Représentants à La Haye des Puissances en conflit:

Monsieur le Ministre,

„Les Puissances signataires de l'Acte Général de la Haye s'étant expressément engagées à ne rien négliger pour favoriser la solution pacifique des conflits qui menaceraient d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles et ces Puissances ayant, par l'art. X du même acte, donné mandat au Secrétaire Général du Bureau international de rappeler, le moment venu, cet engagement aux parties intéressées, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je me tiens à votre disposition pour convoquer la Cour permanente d'arbitrage dans le cas où le Gouvernement de croirait devoir me notifier ses intentions à cet égard ainsi que le nom des arbitres désignés.“

Une discussion générale s'engage sur la proposition de M. d'Estournelles.

M. Holls considère que l'idée qu'elle exprime est très importante: si elle peut être rendue pratique, il en sera sincèrement heureux. Mais il voudrait avoir le temps d'y réfléchir, afin d'être bien certain que les Gouvernements ne pourront pas être gênés par la suggestion de l'arbitrage. En ce qui concerne spécialement les Etats-Unis d'Amérique, il y aura lieu d'examiner avec attention si la proposition ne pourrait pas porter atteinte à la distinction établie par la politique traditionnelle de ce pays entre les questions purement Européennes ou purement Américaines.

M. Odier a entendu avec beaucoup d'intérêt les développements de M. d'Estournelles. Il demande s'il ne serait pas dans la pensée de ce dernier de faire une place aux Puissances non représentées à La Haye.

M. le Baron d'Estournelles répond affirmativement: le Secrétaire Général pourrait écrire directement à leur Ministre des Affaires Etrangères.

S. E. le Comte Nigra pense qu'il est peut-être difficile d'inscrire dans le corps même de la Convention l'article proposé par M. d'Estournelles, mais ne pourrait-on exprimer une idée analogue dans le Protocole final?

M. le Docteur Zorn: Le vœu de M. d'Estournelles est un vœu commun à nous tous, on ne peut l'exprimer mieux qu'il l'a fait. Je l'appuie de tout mon cœur, mais une grande difficulté s'opposera à sa réalisation: c'est le choix de la personnalité du Secrétaire Général du Bureau; peut-on imposer aux Etats d'accepter les conseils de ce Secrétaire?

Il n'aura pas l'autorité morale nécessaire. Il n'aura donc pas chance de réussir.

En résumé, j'apprécie le vœu de M. d'Estournelles, mais je demande qu'il soit modifié et ne vise pas spécialement le Secrétaire Général.

M. Asser fait ses réserves, car le ministre des Pays-Bas, étant président du conseil d'administration, assumerait une grande responsabilité au moment de l'envoi de la lettre par le Secrétaire Général. Mais, cela dit, il tient à répondre aux objections de M. le Docteur Zorn.

D'abord, le peu d'importance politique des fonctions du Secrétaire Général est ici un bienfait: sa faiblesse même le protège et le met à l'abri de la susceptibilité des Etats.

En second lieu: il fera une simple communication en vertu d'un mandat des Puissances; il sera leur porte-parole.

S. E. Sir Julian Pauncefote déclare qu'il est également favorable à la proposition de M. d'Estournelles.

S. E. le Comte Nigra pense que si l'article proposé par M. d'Estournelles était adopté, on pourrait supprimer le deuxième alinéa concernant le caractère amical puisqu'il s'agira de la démarche d'un fonctionnaire.

M. le Chevalier Descamps apprécie hautement le but poursuivi et rappelle qu'il a lui-même dans une étude récente sur „le Droit de la Paix et de la Guerre“ insisté sur les droits et sur les devoirs des „Paciférants“, dans leur rapport avec le maintien de la paix générale. Mais il appréhende que le Secrétaire Général du Bureau ne manque d'autorité et qu'une intervention maladroite ou intempestive de sa part ne compromette l'institution de la Cour d'arbitrage. Il craint de laisser le Secrétaire Général juge du moment où il lancera sa lettre de rappel. Il signale l'expérience faite, à peu près dans les mêmes conditions par le Secrétaire Général de la Conférence Interparlementaire. Ne serait-il pas plus admissible et plus pratique de dire que le „rappel à la Cour d'arbitrage“ est une forme des Bons Offices.

M. le Chevalier Descamps ne demande pas mieux que de rechercher une formule impliquant l'idée d'un devoir à remplir, mais celle de M. d'Estournelles ne lui donne pas satisfaction.

M. le Docteur Zorn partage les appréhensions exprimées par M. le Chevalier Descamps. Tout d'abord, dit-il, notre œuvre ne sera pas si modeste que l'indique M. d'Estournelles. En tout cas, nous ne la servirions pas si nous adoptions le mécanisme proposé. Le Secrétaire Général sera-t-il en mesure de juger si un différend est aigu et le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas pourra-t-il prendre la responsabilité de choisir le moment où un conflit lui semblera aigu pour autoriser le Secrétaire à expédier sa lettre? Le Gouvernement allemand ne pourrait accepter un Secrétariat avec une telle responsabilité politique.

En confirmant ma sympathie pour l'idée de M. d'Estournelles, je voudrais, ajoute-t-il, la voir rendue pratique, mais sous une autre forme. Séparons l'idée du Secrétariat de celle de l'avertissement aux Puissances.

Cette dernière est très recommandable et M. Zorn est prêt à appuyer, sous ces réserves, la proposition de M. d'Estournelles.

M. le Baron d'Estournelles répond qu'il ne diminue pas l'œuvre du Comité, bien loin de là, mais il suggère des précautions pour que cette œuvre ne soit pas illusoire. Il a cherché un moyen, mais il serait heureux qu'on en suggérât un meilleur. Il pense toutefois que, précisément, l'avantage du Secrétaire-Général, c'est sa modestie, son caractère d'instrument automatique. C'est le ressort qui mettra en mouvement la procédure de l'arbitrage. Il est le seul personnage dont l'initiative puisse, sans froisser personne, obliger les Gouvernements à se prononcer devant les parlements et devant le monde en optant publiquement entre la guerre et l'arbitrage.

M. Holls: Le Secrétaire-Général sera-t-il juge du moment où il lancera la lettre de rappel?

M. le Baron d'Estournelles: Il sera tenu au courant par les représentants des pays intéressés qui sauront bien lui faire savoir si le moment est, oui ou non, opportun.

M. Holls se demande si l'intervention intempestive de ce Secrétaire-Général ne pourrait pas aggraver le conflit.

Ne pourrait-on pas donner cette responsabilité aux Puissances neutres plutôt qu'au Secrétaire Général?

M. de Martens n'hésite pas à accorder sa sympathie à la proposition de M. d'Estournelles, mais la difficulté est celle-ci: le Secrétaire permanent, s'adressant aux Puissances en litige, s'impose, pour ainsi dire, et l'on sait que celles-ci n'aiment pas qu'on se mêle de leurs affaires. Ne pourrait-on pas tourner la difficulté en chargeant ce Secrétaire de s'adresser à telle ou telle Puissance neutre pour rappeler l'existence d'une Cour permanente? La question de savoir s'il faut ou non intervenir serait alors laissée à l'appréciation du Gouvernement de cette Puissance neutre.

M. Lammasch: Les Puissances neutres considéreront cette ingérence du Secrétaire Général comme une importunité.

M. le Chevalier Descamps considère comme peu pratique la procédure suggérée par M. de Martens.

S. E. le Comte Nigra: Nous avons créé une cinquantaine d'arbitres dans tous les pays. Ne pourrions-nous imposer à ceux de ces arbitres appartenant aux Puissances en litige de rappeler l'arbitrage à leurs Gouvernements respectifs? Ce sont des personnages importants dont l'avis pourrait être écouté. Le Secrétaire Général n'est, en somme, qu'un greffier.

Après un échange général d'observations, M. le Baron d'Estournelles tient à constater l'accord unanime du Comité sur le fond de sa proposition: la question de forme seule soulève des objections.

Le Président remercie le Comité des dispositions générales qu'il vient de manifester concernant les propositions de la Délégation française. Il résume ensuite la discussion. L'idée personnelle de M. d'Estournelles a toute sa sympathie: elle a pour but d'exercer une action morale sur les Puissances intéressées, en créant un mécanisme qui les mette, automatiquement pour ainsi dire, en face de l'arbitrage.

La difficulté est de savoir si le Secrétaire Général est en mesure d'assumer la responsabilité politique qu'on lui imposerait.

Pourquoi l'a-t-on choisi? C'est qu'il représente non pas la volonté de telle ou telle Puissance, mais une volonté collective et qu'il est vraiment qualifié pour personnaliser l'union commune des Puissances dont il est le mandataire et symboliser le devoir qu'elles se sont reconnu.

Il s'agit de prouver que l'acte de La Haye aura été signé sérieusement; s'il en est ainsi, si l'on considère comme un devoir de recourir à l'arbitrage, alors le détail du mécanisme se précisera de lui-même.

L'essentiel est de bien dégager un état d'esprit général, de créer une atmosphère morale nouvelle et, pour cela, de bien mettre en relief l'idée

de devoir: cela fait, les moyens d'application pratique seront faciles à trouver. Mais, encore une fois, ce qu'il faut surtout sauvegarder, c'est l'idée que les Puissances considèrent comme un devoir commun de suggerer l'arbitrage.

Pour tenir compte de l'ensemble des opinions émises par chacun des membres du Comité, on pourrait formuler dans ce sens la proposition qui lui est soumise et il semble que le meilleur de la pensée de M. d'Estournelles recevrait ainsi satisfaction.

M. le Baron d'Estournelles ayant insisté pour que le texte qu'il a rédigé soit mis aux voix, le Comité procède au vote.

Ont voté

Pour:	Abstention:	Contre:
Pouncefote.	Asser.	Descamps.
Bourgeois.	Holls.	Zorn.
Odier.		Lammasch.
		Martens.
		Nigra.

Après ce vote sur l'ensemble, le Président consulte le Comité sur la première partie.

S. E. le Comte Nigra observe que si l'on accepte l'expression de „devoir“ on expose certaines Puissances à y manquer.

Il propose néanmoins qu'on adopte la rédaction de M. d'Estournelles en s'arrêtant après les mots: „que la Cour permanente leur est ouverte“.

La première partie de la proposition de M. d'Estournelles, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité. (M. Holls se réservant le droit, au nom de son Gouvernement, de revenir sur la question ou de faire une déclaration dans le sens de celle qu'il a formulée plus haut, page 167.)

Le Président, après avoir constaté cette unanimous, remercie le Comité d'avoir décidé d'inscrire dans l'acte de La Haye le mot devoir et il fait valoir toute la portée morale et pratique de cette décision: désormais, les Etats ne se considéreront pas comme indifférents les uns aux autres. Dès qu'un conflit menacera de mettre aux prises deux d'entre eux, ils ne seront pas des neutres impassibles mais des voisins solidaires qui auront le devoir de sauvegarder la paix générale.

Sur la proposition de M. le Comte Nigra, le Comité remercie M. d'Estournelles de son heureuse initiative.

Continuant la discussion sur la seconde partie de la proposition d'Estournelles, le Comité substitue au texte qui lui est soumis la rédaction suivante: „En conséquence, elles déclarent que le fait par une ou plusieurs d'entre elles de rappeler aux Parties litigantes les dispositions de la présente convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la Paix, de s'adresser à la Cour permanente ne peut être considéré que comme un acte de bons offices.“

M. le Docteur Zorn demande à revenir sur l'art. 3 du chapitre II „chaque Puissance désignera deux personnes etc.“ Il faudrait

donner à chacune la faculté de désigner un plus grand nombre de personnes, jusqu'à quatre par exemple. On ne ferait aucune différence entre les grandes et les petites Puissances.

Mais ce chiffre de quatre répondrait à tout, car on peut avoir besoin de spécialités diverses: des économistes, des juristes, des militaires, des diplomates, etc. On pourrait écrire „au plus quatre personnes“.

M. Holls pense que si toutes les Puissances nomment quatre arbitres, la liste serait trop grande et la fonction perdrat de son importance. Il demande à réservier son vote.

Après une discussion générale, le Comité décide d'adopter le chiffre 4.

Par suite, on modifie l'alinéa 3 de ce même article en écrivant: „un ou plusieurs membres“.

Art. 4 bis.

M. le Chevalier Descamps demande qu'on ajoute „avec l'assentiment des Parties en litige“.

Le Comité adopte cette suggestion.

Art. 5.

On écrira „Puissance“ au lieu de „Etat“.

S. E. Sir Julian Pauncefote pense que le moment est venu d'insérer un article additionnel autorisant tout Tribunal d'arbitrage ou Commission d'enquête à user des locaux et services du secrétariat — cela afin d'utiliser la Cour le plus possible—.

M. de Martens pense qu'il est désirable que La Haye devienne le centre des arbitrages internationaux et que l'on contracte l'habitude de prendre le chemin de la Cour.

Il appuie, en conséquence, la motion de Son Exc. Sir Julian Pauncefote qui lui paraît pratique.

La rédaction suivante, proposée au Comité par Sir Julian Pauncefote, est adoptée:

„Le Bureau est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.“

M. Affer propose ensuite que l'on communique au secrétariat copie des sentences arbitrales et documents d'arbitrage. Il suggère en conséquence la rédaction suivante qui est adoptée:

„Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau une copie de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toutes les sentences arbitrales émanées d'autres jurisdictions que la Cour permanente.“

Le Comité vote enfin l'addition suivante proposée par M. de Martens:

„Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau les lois, règlements et tous documents constatant l'exécution des sentences rendues par la Cour permanente.“

L'addition suivante proposée par M. Affer à l'art. 6 n'est pas adoptée:

„Les membres du Tribunal permanent peuvent assister, avec voix consultative, aux réunions du conseil.“

Art. 7.

Adopté.

Art. 8.

La rédaction de M. le Chevalier Descamps est adoptée: „Les membres de la Cour permanente d'arbitrage jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des priviléges et immunités diplomatiques.“

Examen, en Seconde Lecture, du „Projet de Commissions Internationales d'Enquête“

Le Comité entend, en seconde lecture, le chapitre des Commissions Internationales d'enquête déjà adopté en première lecture.

Quant à la médiation, on rétablit le texte primitif de l'art. 2, sur la proposition de Sir Julian Pauncefote: „en tant que les circonstances le permettent“.

M. le Chevalier Descamps: En ce qui concerne la Belgique, les traités de garantie lui créent une situation particulière, au point de vue du choix des médiateurs et des arbitres, en ce qui concerne les litiges qui peuvent mettre en question son territoire, son indépendance, sa neutralité et les autres stipulations du traité de 1839. Ce point devra être constaté.

M. le Jonkheer van Karnebeek fait allusion à la question des adhésions.

Il ne faut pas, dit M. le Chevalier Descamps, que la convention soit fermée, elle doit rester ouverte à tout le monde — à toutes les Puissances.

Le Comité décide de ne pas faire exception pour les actes rédigés par lui et d'adopter la formule d'adhésion prévue pour toutes les conventions de la Conférence dans l'acte général.

La prochaine séance est fixée au mardi, 4 juillet, à 3 heures et demie. L'ordre du jour appellera la discussion de l'art. 10.

La séance est levée.

Quatorzième Séance.

4 juillet 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

M. le Chevalier Descamps soumet au Comité de légères modifications apportées aux articles 1, 2 et 6 du Projet de Convention (Annexe 10).

*) Salle de la Trève. .

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission*

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holla.

Lammash.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité d'Examen.*

A l'article 2, notamment, sur la proposition de Sir Julian Pauncefote et comme il a été décidé dans la dernière séance, on rétablira le texte primitif „en tant que les circonstances le permettent“ au lieu de „à moins que des circonstances exceptionnelles ne s'y opposent.“

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Examen, en seconde lecture, de l'art. 10 (Arbitrage obligatoire).

(Voir 4^{me} et 5^{me} séances.)

L'ordre du jour appelle la nouvelle discussion de l'article 10 relatif à l'énumération des cas d'arbitrage obligatoire.

M. le Docteur Zorn propose la suppression des art. 9 et 10. Le Gouvernement allemand n'est point en état d'accepter l'arbitrage obligatoire. Il reconnaît que toutes les conventions déjà existantes et dans lesquelles l'arbitrage est prévu resteront, bien entendu, en vigueur, par exemple les Conventions postales universelles, les Conventions relatives aux transports par chemin de fer, les Conventions métriques, etc.

Dans tous les cas où le principe de l'arbitrage obligatoire est déjà adopté par des conventions spéciales, il sera maintenu. Mais, l'Allemagne ne peut pas aller plus loin et elle croit avoir fait déjà beaucoup en acceptant la Liste des Arbitres et la Cour permanente.

Le Docteur Zorn espère que l'unanimité, qui a présidé si heureusement jusqu'ici aux décisions du Comité, ne cessera pas d'exister et qu'il lui sera tenu compte aujourd'hui des grandes concessions qu'il a faites antérieurement. Il propose en conséquence d'adopter une rédaction qui réserve, à la fois, l'avenir et les conventions déjà existantes.

S. E. le Comte Nigra déclare, de nouveau, que quoi qu'il arrive, le Gouvernement italien se propose d'inscrire, chaque fois qu'il lui sera possible, le principe de l'arbitrage obligatoire dans ses conventions.

Une discussion générale s'engage sur la forme à donner aux réserves et à la motion du Docteur Zorn.

M. de Martens, tenant compte des observations du Docteur Zorn, soumet au Comité une nouvelle rédaction des articles 9, 10 et 11, dont voici le sens:

Art. 9: „Chaque Etat reste seul juge de la question de savoir si tel ou tel cas doit être soumis à l'arbitrage: sauf les cas énumérés à l'art. 10 et au sujet desquels les H. P. C. reconnaissent l'arbitrage et s'obligent à le pratiquer — soit en vertu d'une convention spéciale, soit en vertu du présent acte — comme le meilleur moyen de régler pacifiquement les cas de litige.“

Art. 10: „L'arbitrage est reconnu par les Parties contractantes comme le meilleur moyen de régler les cas de litige relatifs à . . . (suivent les 4 cas au sujet desquels le Gouvernement allemand s'est engagé à recourir à l'arbitrage par conventions particulières.“)

[Les mots „arbitrage obligatoire“ sont supprimés.]

[Ainsi tout est biffé dans l'art. 10 sauf ces 4 cas.]

Art. 11. „Pour les cas de litige non visés à l'art. 10, l'arbitrage est reconnu comme très désirable et recommandé dans les cas suivants: (suit une énumération analogue à celle de l'ancien art. 10.“)

M. le Docteur Zorn ne croit pas pouvoir se ranger à cette proposition qui détermine, en fait, des cas d'arbitrage obligatoire.

Quand la Cour permanente sera établie, et qu'elle fonctionnera, le moment opportun viendra où, après des expériences particulières, on pourra énumérer des cas d'arbitrage obligatoires pour tous. Mais trop hâter cette évolution serait compromettre le principe même de l'arbitrage, auquel nous sommes tous sympathiques. Il maintient donc sa proposition de supprimer les art. 9 et 10.

M. le Chevalier Descamps constate que le système proposé par M. de Martens distingue les cas d'arbitrage obligatoire, les cas d'arbitrage recommandé et . . . les autres. Mais comment fixer l'énumération? M. le Chevalier Descamps la trouve, pour sa part, trop restreinte et proposerait, par exemple, qu'on mentionnât les traités de commerce. Il croit devoir soumettre au Comité une disposition plus générale, qui remplacerait les art. 9 et 10:

„Indépendamment des traités généraux et particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.“ (Voir la fin du Procès-Verbal).

M. le Jonkheer van Karnebeek objecte que le texte de M. le Chevalier Descamps est trop général.

M. le Chevalier Descamps répond qu'il ne fait qu'indiquer une formule transactionnelle commandée par la nécessité.

M. de Martens se soumettra à la décision du Comité, mais il a proposé sa rédaction en vue de sauver quelque chose. En réalité, il s'est tenu sur le terrain même des faits: d'une part, l'Allemagne ne veut pas accepter le principe de l'arbitrage obligatoire dans un acte général; d'autre part, cette Puissance a déjà conclu des traités particuliers comportant cet arbitrage obligatoire. Sa rédaction avait pour but de faciliter l'adhésion de l'Allemagne en ne lui demandant aucun sacrifice nouveau.

Néanmoins, pour répondre à l'appel du Docteur Zorn, il ira jusqu'à accepter la suppression de l'art. 10.

M. le Jonkheer van Karnebeek exprime le regret que le principe de l'arbitrage obligatoire pour certaines espèces de litiges ne soit pas inscrit dans la Convention.

S. E. Sir Julian Pauncefote partage ces regrets, mais il pense qu'il faut faire des concessions, en présence des instructions catégoriques du délégué allemand et pour ne pas perdre le bénéfice si précieux de l'unanimité qui a existé jusqu'ici.

Le Président demande à faire quelques observations; la majorité des membres du Comité avait émis un vote en faveur de l'énumération

des cas obligatoires. Il croit nécessaire que la manifestation de ce sentiment ne soit pas passée sous silence.

Il faut que les opinions de chacun de nous sur le fond soient tout d'abord rappelées et nettement exprimées par un vote, car l'opinion publique regrettera que l'idée de l'obligation, restreinte à certains objets, au sujet desquels des conventions existaient déjà, ne soit pas inscrite dans l'Acte Général.

Il faut que l'on sache bien que nous n'avons pas modifié notre point de vue mais que nous avons renoncé à le faire prévaloir, dans le but supérieur d'atteindre à l'unanimité. Pour bien indiquer cette attitude, le Président demande que l'on vote sur le fond de l'art. 10, sauf à le supprimer ensuite pour obtenir l'entente générale.

S. E. le Comte Nigra regrette de ne pas pouvoir partager l'opinion de M. Bourgeois. Nos votes ont déjà été émis en première lecture, pourquoi les renouveler? En soulignant notre désaccord, nous mettrions en trop grand relief les changements d'avis qui se sont produits.

Enfin, les cas d'arbitrage obligatoire de l'art. 10 sont, à ses yeux, si misérables qu'il ne vaut pas la peine d'en parler et, pour son compte, il en aurait repoussé l'énumération comme étant insuffisante. Pour un si pauvre résultat, il ne faut pas mettre en péril l'heureuse unanimité qui fait notre force devant la troisième Commission.

M. le Docteur Zorn remercie Son Exc. le Comte Nigra. Il tient beaucoup, lui aussi, à l'unanimité, mais s'il est impossible de la conserver, il doit en prendre son parti en présence de ses instructions.

M. Affer dit qu'il y a deux choses distinctes: le vote personnel, que nous avons indiqué, et le vote transactionnel, auquel nous aboutissons.

La Commission plénière a le droit de connaître les phases par lesquelles nous sommes passés. Cela fait, comme l'a indiqué M. Bourgeois, nous nous rallierons à telle solution pour obtenir l'unanimité.

Cela ne peut embarrasser le Gouvernement allemand; c'est, au contraire, un acte de courtoisie à son égard.

Le Président croit utile de préciser les conclusions auxquelles aboutit cette discussion:

En présence, d'une part, des instructions irréductibles de M. le Docteur Zorn, et, d'autre part, de la nécessité d'être unanimes, il est prêt à faire toutes les concessions possibles, mais il ne lui appartient pas de changer les faits. Or, ces faits sont les suivants: 1^e une majorité considérable s'est déjà prononcée en faveur de l'énumération de l'art. 10; 2^e aujourd'hui nous sommes en seconde lecture de l'art. 10 et tous les membres du Comité ont le droit de manifester leur opinion. Si celle-ci n'a pas varié il est naturel qu'ils l'indiquent. Le Président demande, quant à lui, à déclarer que, si la Délégation française se rallie à l'avis de la nouvelle majorité, c'est à titre de transaction et non parce qu'elle a changé d'avis. Cette déclaration n'implique nullement que nous comptons les uns ou les autres saisir la Commission de notre divergence de vues: la meilleure garantie contre ce péril est l'état d'esprit où nous sommes; la parfaite

harmonie qui nous anime et dont nous avons donné assez de preuves, ne nous laisse aucune crainte à cet égard.

M. le Chevalier Descamps dit que, sans doute, tous les membres du Comité ont à tenir compte de leurs instructions, mais ils doivent aussi savoir gré au Docteur Zorn des concessions qu'il leur a faites.

S. E. Sir Julian Pauncefote dit que le Gouvernement allemand n'est peut-être pas le seul qui s'oppose à l'art. 10.

L'Autriche, l'Italie ne sont-elles pas du même avis?

S. E. le Comte Nigra répond qu'il voudrait, comme M. Bourgeois, que l'énumération de l'art. 10 fût plus étendue et c'est pour cette raison qu'il ne la votera pas.

M. Holls regrette de ne pas être d'accord avec le Président. Il ne pense pas qu'il serait utile de voter de nouveau sur l'art. 10. Nous l'avons examiné en première lecture, cela a suffi pour établir des opinions.

Le Gouvernement américain a approuvé son vote expressément; cela dit, il trouve que le contenu de cet article est, en réalité, si peu important que son maintien ne peut entrer en balance avec l'inconvénient d'une dissenssion entre les grandes Puissances représentées dans le Comité. Dans ces conditions, on ne doit pas hésiter à sacrifier l'art. 10 pour obtenir l'unanimité.

Le Président accepte cette manière de voir pourvu, toutefois, que les opinions de chacun soient constatées au procès-verbal.

S. E. le Comte Nigra se range à cette solution.

M. le Jonkheer van Karnebeek insiste sur la nécessité de ne pas donner une impression fausse. Pourquoi entrer dans les détails d'une énumération?

La vraie question est le principe d'obligation.

L'Allemagne ne peut l'accepter: il suffit que son refus soit constaté au procès-verbal et dans le rapport, et qu'on ajoute qu'il y avait, dans le Comité, une opinion unanime en faveur de l'art. 10 lors de la première lecture (sauf la voix du Docteur Zorn qui était réservée). Alors, il n'y aurait pas besoin de rédiger l'article: il suffirait de constater la concession.

M. le Docteur Zorn reconnaît que c'est le droit de chaque membre du Comité de voter en seconde lecture et de donner les motifs de son vote. Il sera, quant à lui, satisfait si le Rapporteur explique que beaucoup de membres du Comité, quoique favorables au principe de l'arbitrage obligatoire, ont abandonné leur idée pour arriver à un accord.

M. Odier déclare que si l'article était soumis au vote en seconde lecture, il demanderait la suppression du § 11 et certaines modifications au chapitre II. Sous ces réserves, il est favorable au principe et voterait le maintien de l'article.

Sir Julian Pauncefote aurait également voté le maintien de l'art. 10, sous réserve des modifications qu'il a déjà demandées quant à la question des réclamations pécuniaires.

M. de Martens: l'idée qui nous a décidé à inscrire des cas d'arbitrage obligatoires dans notre projet, est qu'il faut favoriser la pratique

de l'arbitrage et, pour cela, prévoir un certain nombre d'éventualités, même peu importantes dans lesquelles les Puissances se mettraient d'accord pour y recourir nécessairement. Mais puisqu'il s'agit de l'unanimité à conserver, M. de Martens consent à retirer purement et simplement les articles 10 et 11.

M. Lammash se rallie aux vues émises par Son Exc. le Comte Nigra et M. Holls. Quant à la question de savoir s'il faut voter sur l'art. 10 en seconde lecture, ou faire simplement mentionner les déclarations à ce sujet dans le Rapport et le Procès-verbal, il estime ce dernier procédé préférable. Celui-ci suffit, en effet, pour mettre à couvert nos responsabilités qui, d'ailleurs, sont déjà dégagées par notre vote en première lecture.

Le Président résume la discussion en disant que le vote que le Comité va émettre interviendra dans les conditions développées plus haut. En conséquence, il met aux voix le texte transactionnel de M. le Chevalier Descamps, texte accepté par M. le Docteur Zorn et commençant par ces mots: „Indépendamment des traités généraux et particuliers etc. . . .“ (Voir le texte inséré plus haut pag. 174.)

Ce texte, mis aux voix, est adopté en remplacement des anciens articles 8 à 12 et deviendra l'art. 5. Il ne restera plus que 6 articles dans le chapitre 4 „De l'arbitrage International.“ L'art. 6 sera l'ancien art. 13: „En vue de développer la pratique de l'arbitrage etc. . . .“

Le Comité, avant de clore ses travaux, n'a plus qu'à arrêter le titre à donner à l'ensemble des dispositions élaborées par lui en vue de faciliter le règlement pacifique des conflits internationaux.

Après avoir discuté les titres suivants: „Code International de la Paix.“ (M. Descamps), „Réglementation pacifique des conflits internationaux.“ (M. Asser), le Comité adopte l'expression suivante: „Convention pour le Règlement pacifique des conflits internationaux.“

M. le Jonkheer van Karnebeek revient à la clause d'accession et insiste sur la nécessité de régler cette question.

M. de Martens explique la formule qui a été suggérée pour l'Acte Général: d'après cette formule, le protocole reste ouvert jusqu'au 1^{er} janvier de l'année suivante. Toutes les adhésions sont notifiées au Gouvernement royal des Pays-Bas, qui en donne connaissance aux intéressés, après en avoir pris acte; c'est ce que fait actuellement le Gouvernement fédéral pour certaines conventions.

Il est préférable, ajoute M. de Martens, de laisser la question ouverte afin que le Comité de Rédaction adopte une formule générale applicable à toutes les conventions issues des travaux de la Conférence.

Adopté.

Le Président ne veut pas laisser le Comité clore ses travaux sans lui adresser ses remerciements et ses félicitations pour l'activité et l'esprit de conciliation qui ont tant facilité sa tâche et assuré le succès final.

Sur la proposition de Son Exc. le Comte Nigra, le Comité adresse au Président des remerciements unanimes pour le service qu'il lui a rendu

en acceptant de diriger ses travaux. Des remerciements unanimes sont également votés à M. le Chevalier Descamps, Rapporteur du Comité, à M. le Baron d'Estournelles de Constant qui s'est chargé des procès-verbaux, et à M. Jarousse de Sillac, Secrétaire-adjoint.

La séance est levée.*)

Quinzième Séance.

(Première Séance spéciale.)

15 juillet 1899.**))

Présidence de M. le Chevalier Descamps.

Le Président rappelle au Comité que le „Projet de Convention pour le Règlement pacifique des Conflits Internationaux“ (Annexe 10) a été soumis en épreuve à tous les membres de la troisième Commission et que ceux-ci ont été invités à communiquer leurs observations à M. le Baron d'Estournelles de Constant. Des mémoires ou amendements ont été ainsi déposés par MM. le Baron de Bildt, d'Ornellas Vasconcellos, Rolin et Stancioff. Le Président a fait le dépouillement de ces textes dont il communiquera la substance au fur et à mesure de la lecture, quand l'article visé se présentera. Il exprime de vifs remerciements à M. Renault qui a bien voulu lui prêter son concours pour la rédaction de certains textes.

Examen, en troisième lecture, du „Projet de convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux“.

(Voir Annexe 10.)

Le Président procède à la lecture des articles du „Projet de Convention“ au sujet desquels des modifications sont demandées et des amendements déposés par divers membres de la troisième Commission.

*) A la suite de cette dernière réunion, il a été décidé que le „Projet de convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux“ serait imprimé et distribué, en épreuves, aux membres de la Troisième Commission afin de leur permettre de l'étudier à loisir, de consulter leur Gouvernement et de formuler, autant que possible, leurs observations devant le Comité avant la réunion de la Troisième Commission. Le Comité tiendra, s'il y a lieu, une ou plusieurs séances spéciales (voir les séances 15, 16, 17 et 18) afin d'entendre ces observations et de leur donner la suite qu'elles comporteront.

**) Salle de la Trêve.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra, *Président d'honneur de la Troisième Commission.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Holls.

Lammash.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

Assistaient à la Séance:
MM. le Baron de Bildt.
Sir Henry Howard.
Renault.
Rolin.

*Membres
du Comité
d'Examen.*

Art. 1.

Un échange de vues a lieu entre MM. le Chevalier Descamps, de Martens, Lammesch, Asser et le Comte Nigra à propos de la rédaction de l'art. 1, (3^{me} ligne). A l'expression „pour amener par des moyens pacifiques la solution des différends internationaux“ on convient de substituer celle de „en vue du règlement pacifique des différends internationaux.“

M. Renault suggère de substituer le mot „jamais“ au mot „point“ (3^{me} ligne de l'art. 6).

Adopté.

Articles 7 et 8.

Le Président communique l'amendement proposé par M. d'Ornelas Vasconcellos au sujet des articles 7 et 8: le Délégué du Portugal pense que la règle générale de l'article 7 doit impliquer aussi la médiation spéciale. Il suggère d'intervertir l'ordre des art. 7 et 8, l'art. 7 actuel devant alors commencer par ces mots: „La médiation, même spéciale, ne peut avoir pour effet . . . etc.“

Le Comité décide que l'art. 7 concernant les effets de la médiation est applicable à la médiation spéciale de l'article 8 et que cette interprétation indiquée par M. d'Ornelas sera mentionnée au Procès-verbal.

Art. 9.

Au sujet de l'art. 9 (Commissions internationales d'enquête) M. d'Ornelas Vasconcellos propose d'écrire „circonstances de fait“ au lieu de „circonstances locales.“ Il pense également que la vérification des faits ne pouvant jamais porter atteinte à l'honneur ou aux intérêts vitaux des Etats, il y a lieu de supprimer les mots: „et n'engageant d'ailleurs ni l'honneur ni les intérêts vitaux des puissances intéressées.“

M. Asser appuie la première observation de M. d'Ornelas. Il avait déjà signalé (v. p. 134.) que le mot „circonstances locales“ était trop restreint. Pour apaiser un différend entre deux pays, il peut-être utile d'examiner impartialement des circonstances autres que les circonstances locales: il ne faudrait pas que les Commissions d'enquête fussent limitées dans leur œuvre d'investigation et d'apaisement par une telle formule. Il propose, en outre, la suppression des mots „sur place“. Il y a certains faits qu'on ne peut éclaircir sur place: par exemple un fait qui aurait eu lieu en pleine mer.

M. Lammesch demande que l'on maintienne les mots „que peuvent être l'objet d'une constatation locale“. Sans cette précaution les Commissions d'enquête auraient une étendue illimitée et il importe de bien préciser leur compétence.

M. le Baron de Bildt fait remarquer que le texte du Projet de Convention a déjà été soumis aux Gouvernements et qu'il faudrait le changer le moins possible afin de n'avoir pas à demander de nouvelles instructions sans nécessité grave.

Le Comité adopte la première proposition de M. d'Ornellas et celle de M. Asser.

Quant à la seconde proposition de M. d'Ornellas (suppression des mots „honneur et intérêts vitaux“), le Baron d'Estournelles pense qu'il est inopportun de supprimer ces mots. Quelques délégués lui ont déjà fait part des objections qu'ils comptent formuler contre l'art. 9 parce qu'ils n'y trouvent pas assez de garanties. C'est pour tenir compte de cet état d'esprit que M. Stancioff avait proposé d'ajouter une troisième garantie en disant: „si les Puissances le trouvent avantageux.“ En tout cas, si nous n'augmentons pas le nombre de ces garanties, nous ne devons pas le diminuer.

Le Comité partage cette manière de voir et M. d'Ornellas n'insiste pas sur ce point.

Articles 16 et 17.

M. le Baron de Bildt propose la suppression des deux articles 16 et 17. L'art. 16 paraît superflu, donc nuisible. Pourquoi inscrire un droit que tout le monde a déjà et consacrer des choses évidentes?

Quant à l'art. 17, il indique une chose qui va de soi. En tout cas, elle ne doit être confirmée qu'incidemment. C'est ce qui a lieu à l'art. 30.

M. le Chevalier Descamps défend ces articles. L'art. 16 reproduit l'art. 3 du code primitif d'arbitrage, et cet article n'a pas paru inutile au Comité. Il faut songer, en effet, que les engagements fermes ne doivent pas seuls être indiqués. Il est bon de rappeler les diverses espèces de conventions d'arbitrage. Ces conventions sont de nature différente selon qu'elles concernent des conflits existants ou des conflits futurs, une catégorie de litige ou tous les litiges possibles. Il n'était pas inutile de rappeler ces différences.

S. E. le Comte Nigra appuie ces observations. Il est bon qu'on puisse faire des conventions d'arbitrage, pour ainsi dire théoriques, même quand on prévoit qu'elles auront peu de chances d'être appliquées. Il est bon d'avoir des idées nettes sur leur portée.

M. Lammasch dit que les articles 16 et 17 contiennent des vérités utiles à souligner, les supprimer ne serait-ce pas éveiller des doutes sur l'opinion du Comité à leur égard?

D'ailleurs, notre rôle est d'indiquer, avec autant de précision possible, la voie dans laquelle nous espérons que le droit va se développer.

M. le Baron de Bildt propose de supprimer au moins les mots „de bonne foi“ à l'art. 17. On ne doit pas supposer la mauvaise foi des Gouvernements. Dans les traités ordinaires nous ne mentionnons jamais une pareille clause: pourquoi le faire ici?

M. de Martens répond que les mots „bonne foi“ sont ici l'équivalent de l'expression latine „bona fide“. C'est une clause de style adoptée, de tout temps, dans les contrats privés comme dans les contrats internationaux.

S. E. le Comte Nigra fait observer que le droit romain emploie toujours cette formule.

Art. 20.

Au sujet de l'art. 20, M. le Docteur Zorn s'exprime en ces termes:

„Le Gouvernement allemand, après avoir fait des concessions qu'il estime très importantes et qu'il n'a pu faire qu'en surmontant de graves et sérieuses objections, n'a aucune intention de changer son point de vue vis-à-vis du projet d'arbitrage. D'autre part, il lui semble que la terminologie du projet n'exprime pas d'une manière nette et précise les idées sur lesquelles l'entente du Comité s'est établie et auxquelles il a consenti.

Le mot „Cour“ est appliqué:

1° à l'ensemble de l'institution d'arbitrage permanente,

2° au collège d'arbitres formé en vertu de cette institution, sauf que ce dernier est désigné comme „tribunal“, s'il est formé sur la base d'une convention spéciale.

Cela pourrait amener une certaine confusion. Dans un cas spécial on peut donner au collège des arbitres le nom de cour ou de tribunal. Mais l'ensemble de l'institution ne pourrait jamais être appelé ni cour ni tribunal parce qu'il n'a aucune fonction de justice arbitrale à remplir. Abstraction faite du bureau qui n'a et ne doit avoir d'autres devoirs que ceux d'un secrétariat, il n'existe qu'une liste, dont les membres n'entrent en fonction qu'après avoir été désignés pour un cas spécial. La dénomination de cour ou de tribunal donnée à la totalité de ces membres ne serait donc pas justifiée. Pour ne pas provoquer des illusions et des malentendus il faudrait donc modifier la terminologie du projet et surtout éliminer le mot „cour d'arbitrage“ en ce qui concerne l'ensemble de l'institution.“

M. le Chevalier Descamps répond au Docteur Zorn qu'il serait bien fâcheux, au point de vue de l'effet moral, de revenir sur ce titre de „Cour permanente“ déjà adopté et parfaitement justiciable à certains égards. Pour éviter les équivoques, on pourrait appeler *cour arbitrale* l'organisme particulier qui va rendre immédiatement la justice.

M. Holls ne connaît pas assez toutes les nuances du français pour défendre le mot „Cour“, mais il peut affirmer que le mot anglais „Court“ répond exactement à ce que le Comité d'Examen vient d'établir. La Cour suprême de New-York comprend un certain nombre de juges, qui n'ont jamais été convoqués à la fois. Ces juges sont élus dans différents districts et répartis entre ces districts par „la Division d'Appel“ — tribunal spécial, nommé par le Gouverneur —. Naturellement, chacun de ces juges doit exercer ses fonctions pendant une année entière — étant donné l'importance du travail juridique — mais il n'y a pas de règlement organique qui oblige la Division d'Appel à désigner nécessairement un juge. La Cour possède un sceau général et un secrétariat particulier dans chaque comté. Plusieurs caractères des Cours Européennes qui font défaut dans notre Cour projetée d'arbitrage manquent aussi dans la Cour suprême de l'Etat de New-York, mais un américain ne comprendrait guère les objections que l'on ferait au mot „Cour“ pour désigner un pareil organisme.

M. Affer rappelle qu'on avait d'abord adopté l'appellation de

tribunal permanent d'arbitrage et qu'on lui a substitué celle de „Cour“ sur les observations du Gouvernement allemand. Tout en pensant que la terminologie n'est pas parfaite, il propose de la maintenir, faute de mieux, et de garder le mot Cour pour désigner l'ensemble de l'institution et le mot Tribunal pour la réunion des arbitres choisis sur la liste et prêts à juger.

M. d'Estournelles appuie l'opinion de M. Asser.

M. Lammash pense que l'objection de l'Allemagne vient surtout de ce qu'on emploie une même expression pour désigner deux choses distinctes, savoir la cour entière et les chambres de cette cour. Il pense qu'on pourrait écrire Tribunal au lieu de Cour à l'article 14 et faire le changement inverse à l'article 28.

M. le Docteur Zorn replique à M. Descamps qu'il est préférable d'éviter une fausse terminologie; on ne doit pas se laisser charmer par un mot qui ne correspond pas à la vérité des choses. La création d'une institution d'arbitrage permanent international ne perd rien de sa haute valeur si on lui donne un nom, qui est plus modeste, mais, en tout cas, plus correct. Quant aux objections d'après lesquelles on ne pourrait pas trouver une appellation tout à fait correcte, il faut répondre que cela ne serait pas difficile: on pourrait dire par exemple „de l'organisation permanente de l'arbitrage“ ou „de la liste permanente des arbitres“.

Les observations de M. Holls quant au „supreme court of the State of New-York“, dont les membres ne sont pas réunis et n'ont pas de fonctions permanentes, l'ont beaucoup intéressé.

Mais, il y a une grande différence entre une institution nationale d'après les lois intérieures et une institution internationale créée par une convention entre plusieurs Etats.

Le „supreme court of the State of New-York“, même non réuni, est pourtant une unité, une autorité; la soi-disant „cour permanente d'arbitrage“ n'a pas ce caractère; elle offre seulement les éléments dont le cas échéant, quelques uns peuvent être appelés à former un tribunal d'arbitrage. En tout cas, le Docteur Zorn demande que ces objections du Gouvernement allemand soient constatées au Procès-Verbal afin de résERVER à son Gouvernement la faculté d'appliquer la terminologie qui lui semble la plus correcte dans la traduction allemande du texte de la convention.

M. de Martens fait remarquer que les mots de Cour permanente et Tribunal arbitral sont conformes à la pratique suivie en France, en Angleterre, et aux Etats-Unis.

Article 23.

A propos de l'article 23, M. Asser demande si on ne pourrait indiquer que les juges sont toujours révocables, même avant l'expiration du terme de 6 ans.

M. le Chevalier Descamps répond qu'il est dangereux d'indiquer ce droit et qu'il vaut mieux ne pas insister. S'il y a un cas de révocation

sérieux, manifeste, on saura bien aviser. Il ne faut pas, dans cette prévision, ébranler le principe de l'inamovibilité.

Article 24.

M. Rolin propose un amendement qui a un triple but: 1^o préciser que les arbitres, destinés à constituer un tribunal effectif, ne peuvent être choisis que sur la liste générale; 2^o indiquer la transition de la notion de „cour permanente“ à celle de „tribunal arbitral“ et éviter ainsi l'amphibiologie; 3^o empêcher que la notification au Bureau ne soit faite avant que tous les arbitres n'aient été choisis.

Après un échange de vues, le Comité adopte, en conséquence, la rédaction suivante sous réserve d'un examen ultérieur, s'il y a lieu:

„Les Puissances signataires qui veulent s'adresser à la Cour pour le règlement d'un différend survenu entre elles, choisissent dans la liste générale des membres de la Cour, les arbitres à nommer.

Sauf convention contraire, les arbitres sont nommés conformément aux règles fixées par l'art. 31 de la présente convention.

Les Parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.“

Article 25.

M. le Baron de Bildt demande la suppression de cet article. Il y a, en effet, entre cet article et l'art. 35 une certaine contradiction. Ce dernier établit qu'en règle générale le siège du Tribunal est désigné par les Parties et que, par exception, il est à La Haye. Il propose de ne parler du siège du Tribunal qu'à l'article 35, et en conséquence, de supprimer l'article 25.

M. Asser répond que les cas visés par ces deux articles sont tout différents: à l'article 25, il s'agit de la Cour permanente tandis qu'à l'article 35 il s'agit d'un arbitrage spécial; dans ce dernier cas, la règle est naturellement que le siège doit être choisi par les Parties. Au contraire, dans le cas de la Cour permanente et de l'art. 25, il est tout naturel que La Haye soit le siège ordinaire du Tribunal arbitral.

Le Comité décide de faire la simple modification suivante à l'art. 25:

„Le Tribunal arbitral“ au lieu de „La Cour“.

Article 27.

A propos de la rédaction de cet article M. Rolin fait observer que si l'on reconnaît un devoir nouveau aux nations, on ne peut supposer qu'une ou plusieurs d'entre elles y manqueront. C'est ce qui aurait lieu cependant si l'on conservait telle quelle la rédaction de l'alinéa 2 de l'article 27. Il propose, en conséquence, de supprimer les mots „par une ou plusieurs d'entre elles“.

Adopté.

M. Stancioff demande s'il ne faudrait pas prévoir le moyen pratique de rappeler aux Puissances qu'il existe une cour permanente. Il est de

tout cœur avec ceux qui veulent imposer ce devoir nouveau aux Gouvernements. Il pense, avec eux, que l'art. 27 exprime heureusement le sens de l'œuvre entière: à savoir qu'une ère nouvelle s'ouvre dans laquelle l'idée de solidarité entre les nations se dégagera de mieux, mais pour hâter ce développement, il pense qu'il faudrait indiquer un moyen pratique, un mécanisme qui permet aux Etats d'accomplir leur devoir avec sécurité et rapidité.

Si l'on ne veut pas mêler la diplomatie à cette question, quelle est la voie qui devrait être suivie? Si l'on emploie celle du Bureau, la procédure à suivre sera peut-être trop longue — Les Pays qui voudront rappeler l'existence d'une cour d'arbitrage aux puissances en conflit devront s'adresser d'abord au Bureau — Celui-ci devra délibérer, puis s'aboucher avec les deux litigants. Cela demandera du temps et le conflit pourra éclater avant que le rappel soit transmis. Aussi faut-il chercher un moyen plus efficace et plus rapide pour mettre les Etats à même de remplir le devoir proclamé dans l'article 27.

Le Comité remercie M. Stancioff de ses observations dont le fond a déjà fait l'objet d'une précédente discussion. (V. le Procès-Verbal de la 13e séance.)

Article 28.

M. le Baron de Bildt fait observer que si le conseil permanent est „composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires résidant à La Haye“, comme le prévoit l'art. 28, certaines Puissances ne seront pas représentées dans ce Conseil. Par exemple, la Suède et la Norvège, dont le représentant accrédité à La Haye, réside à Bruxelles. Il demande, en conséquence, qu'on substitue le mot „accrédités“ au mot „résidant“.

M. d'Estournelles combat cette proposition.

Le Président la met aux voix.

Ont voté:

Pour: S. E. le Comte Nigra, S. E. M. Staal, M. le Chevalier Descamps, M. Asser, M. Holls.

Contre: M. Lammash, le Dr. Zorn, Sir Henry Howard, le Baron d'Estournelles.

En conséquence la substitution proposée par le Baron de Bildt est adoptée. Il est, d'ailleurs, convenu que les diplomates devront élire domicile à La Haye où toutes communications — et notamment les convocations — leur seront adressées. Cette observation sera mentionnée dans le Procès-Verbal.

Le Comité décide que le Président-Rapporteur examinera les articles 29 à 56 en présence des intéressés qui y ont proposé des amendements et qu'il soumettra les modifications proposées à la troisième Commission dont la réunion plénière aura lieu lundi prochain, 17 juillet, à 10 heures.

La séance est levée.

Seizième Séance.
(Deuxième Séance spéciale.)
18 juillet 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le Président rappelle que le Comité doit examiner les questions soulevées hier dans la troisième Commission, afin d'arrêter pour demain les propositions transactionnelles.

Discussion générale sur les „Commissions Internationales d'Enquête“.**)

M. le Jonkheer van Karnebeek fait ses réserves; il déclare qu'il n'a pas encore les instructions de son Gouvernement sur les enquêtes, mais que ces instructions peuvent ne pas être favorables.

M. Rolin accepterait de voter le chapitre des enquêtes, mais il considère ces Commissions comme un acheminement à l'arbitrage.

Il demande qu'on lui donne acte de cette déclaration.

M. de Martens répond que les Commissions d'enquête ne sont pas nécessairement le prélude de l'arbitrage. On doit observer que la procédure est facultative et, par conséquent, il n'y a pas d'inconvénient à l'interprétation donnée par le délégué du Siam.

M. Odier fait les mêmes réserves que M. van Karnebeek en ce qui concerne les instructions définitives de son Gouvernement.

M. Holls est d'avis qu'il vaudrait mieux se borner à recommander les Commissions d'enquête; ce serait le plus simple.

S. E. le Comte Nigra: Ne vaudrait-il pas mieux faire une convention à part?

M. Lammasch rappelle qu'il a déjà demandé qu'on se bornât à recommander les Commissions d'enquête.

Il s'est rendu aux arguments de M. de Martens, mais, depuis lors, le principe de l'obligation semble rencontrer de sérieux obstacles. Une

*) Salle de la Trêve.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM Affer.

<i>Assistaient à la Séance:</i>	le Baron d'Estournelles de Constant.	} <i>Membres du Comité d'Examen.</i>
MM. le Baron de Bildt.	Holls.	
le Comte de Macédo.	Lammasch.	
Renault.	de Martens.	
Rolin.	Odier.	
	le Docteur Zorn.	

**) Voir 8me et 13me séances.

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

discussion est à craindre dans la Commission: on demandera la suppression totale de l'art. 9 et on mettra ainsi en péril l'institution tout entière. Ne vaudrait-il pas mieux faire le sacrifice et supprimer l'obligation dans le seul article où elle subsiste dans la convention?

M. de Martens objecte que ce n'est pas le seul article qui comporte une obligation: les articles 1, 21 et d'autres impliquent aussi un engagement.

Toutefois, s'il n'y a pas possibilité de faire adopter le texte tel quel, alors il acceptera ce sacrifice et renoncera à l'obligation. Jusqu'ici il a surtout entendu exprimer des craintes, mais rien de plus.

En sorte qu'il n'y a peut-être qu'un malentendu. Ces mots: „si les circonstances le permettent“ donnent toute garantie.

M. Holls constate que son Gouvernement a approuvé l'art. 9 tel qu'il est et qu'il peut le signer, mais il désire que, dans le rapport, il soit expliqué que la Commission d'enquête n'est pas une forme d'arbitrage. Il n'est rien dans son fonctionnement qu'on puisse appeler „judiciaire“. Les parties ne sont pas représentées par des avocats et les membres de la Commission ne sont pas des juges mais simplement des enquêteurs.

M. le Jonkheer van Karnebeek dit que ces enquêtes peuvent être dangereuses et gênantes dans certaines circonstances, notamment aux colonies.

Sur une question du Président, M. le Chevalier Descamps répond que les mots „intérêts vitaux et honneur national“ n'existent plus que dans l'art. 9, après avoir figuré, à l'origine, dans plusieurs parties de la convention. Cette locution est donc „le témoin d'un état antérieur“ comme disent les géologues.

M. le Chevalier Descamps ajoute que pour les faits mal interprétés, il y a intérêt à constater leur matérialité. C'est cela que visent les Commissions Internationales d'enquête. Elles n'engagent pas le fond. Elles éludent des points de fait. Maintenant, s'il s'agit d'une formule plus atténuée, elle ne paraît pas bien difficile à trouver.

M. d'Estournelles dit qu'il a recueilli, pendant l'intervalle de 10 jours qui s'est écoulée jusqu'à la séance d'hier, les impressions de tous et que, à tort ou à raison, les Commissions d'enquête soulèvent de vives objections. C'est une question de fait.

Les délégués qui appréhendent pour leur pays les enquêtes font valoir en effet, non des arguments, mais des craintes et c'est cela qui empêche de les convaincre. Leurs craintes sont d'ordre moral et matériel. Ils ont peur, d'abord, de voir l'amour propre de leur pays froissé: les Commissions d'enquête révèleront des vices d'administration, et il en résultera pour eux une humiliation qu'ils redoutent. En outre, ils craignent qu'à la suite de ces révélations une pression ne soit exercée sur eux par l'opinion. Il y a donc une sorte de coalition naturelle qui s'est faite entre les Etats plus ou moins mal administrés: c'est toujours la lutte de la nuit et de la lumière, mais c'est pour cela que nous aurons bien difficilement raison de la résistance qui nous est faite; il faut en prendre notre parti et faire des concessions pour aboutir.

M. de Martens: Je conçois que les Etats auxquels fait allusion M. d'Estournelles aient peur que leurs défauts d'administration ne soient dévoilés; mais ils ne peuvent se faire d'illusions et doivent savoir que, quoique nous inscrivions dans notre acte, ces enquêtes auront toujours lieu.

M. d'Estournelles: Ils ne veulent pas qu'elles deviennent une habitude.

M. Odier: Voici encore une objection: on craint que ce premier acte ne soit le prélude d'une série d'actes qui lieront plus au moins les signataires.

Ils craignent qu'on ne prenne prétexte de la Commission internationale d'enquête obligatoire pour que la Puissance qui a raison sur le fait n'oblige moralement celle qui a tort, surtout si cette dernière est faible, à recourir à l'arbitrage qui deviendra, par le fait, obligatoire.

M. Lammash a fait sa proposition en vue d'éviter, demain, des débats pénibles et pour tâcher d'obtenir dès aujourd'hui l'unanimité.

L'article 1 contient le moins convaincant et l'art. 20 contient le mot s'engagent: de toute façon l'engagement est limité, et l'engagement de l'article 9 paraît plus strict et d'une nature spéciale.

M. le Docteur Zorn n'a pas d'objection contre l'art. 9, parce qu'il estime que la rédaction de cet article n'implique pas le principe d'obligation; mais s'il y a danger pour le reste de notre œuvre à provoquer une discussion pénible sur ce sujet, il se range à l'opinion conciliante de M. Lammash et propose d'admettre avec lui que les Commissions d'enquête sont purement facultatives.

M. de Martens se rangera, espère-t-il, à cette motion transactionnelle.

Il faut reconnaître que les Commissions internationales d'enquête sont d'une importance bien différente pour une grande ou pour une petite Puissance.

Pour une petite Puissance elles peuvent avoir du danger tandis qu'elle n'en ont pas pour une grande.

M. Asser signale une objection nouvelle contre les Commissions d'enquête. Certains délégués de pays bien administrés les redoutent aussi, pour des motifs tout différents. M. Odier a dit que la Commission d'enquête entraînerait à l'arbitrage. Or, j'ai entendu dire le contraire, à savoir qu'elle empêchera l'arbitrage.

Si le résultat de l'enquête n'est pas favorable à une grande Puissance en conflit avec une petite, alors la grande ne voudra pas de l'arbitrage.

Dans ces conditions, on le voit, il faudra donc faire un sacrifice.

Certaines Puissances ne voudront signer qu'une partie de la convention, d'autres signeront mais sous réserve — ce résultat ne sera pas satisfaisant. Il vaudrait donc mieux se résigner à déclarer que c'est une faculté.

Le Président résume la discussion: le sentiment personnel des membres du Comité n'a pas changé, mais nous prévoyons l'opposition de plusieurs Puissances dans la Commission et nous tenons avant tout à ce que l'ensemble du projet ne soit pas compromis. Cela étant bien con-

staté, rien n'empêche cependant que nous laissions chacun exposer son opinion dans la séance de demain; il y aura là un enseignement précieux et nous ne céderons qu'à la dernière extrémité, après avoir provoqué un échange d'idées qui ne sera pas inutile et qui édifiera en tout cas l'opinion publique sur les motifs des uns et des autres; attendons donc la discussion et réservons nous de nous rallier à l'amendement Lammesch s'il y a nécessité.

M. de Martens adopte les idées exprimées par M. le Président. Il sera heureux d'être appuyé dans cette lutte et, au moment voulu, dit-il, nous nous rallierons à l'idée d'une transaction — tout en restant convaincu que la cause est bonne.

M. Lammesch se rallie aussi à cette idée. Il n'avait proposé dès aujourd'hui son amendement que pour prévenir une discussion qui aurait pu être pénible. Mais, puisque le Comité est si unanime dans son sentiment et si résolu dans la marche à suivre, il souhaite plutôt qu'une discussion ait lieu.

Le Comité accepte à l'unanimité la manière de procéder suggérée par le Président.

Examen, en Troisième Lecture, du „Projet de Convention pour le Règlement Pacifique des Conflits Internationaux“ — Suite.

[Voir Annexe 10].

Le Président lit les articles sur lesquels il y a des amendements déposés:

Art. 21.

Amendement Macédo.

„Nonobstant et en cas d'entente sur le simple fait du recours à l'arbitrage, les „Puissances Signataires sont d'accord pour préférer la juridiction de la Cour permanente „à toute autre juridiction spéciale toutes les fois que les circonstances le leur permettront“.

M. le Comte de Macédo déclare que son intention est de donner plus de force et de vie à cette institution nouvelle de l'arbitrage, de faire la règle de l'usage de la Cour Permanente et l'exception de la juridiction spéciale.

M. Renault: L'article 21 expose déjà cette idée que le recours à la Cour permanente est la règle et le recours à une juridiction spéciale l'exception.

M. le Comte de Macédo préfère qu'on spécifie mieux cette idée et qu'on comprenne bien que le recours à la juridiction spéciale est vraiment l'exception. Il faudra presque que cette exception soit motivée ou du moins que la nécessité de la motiver entre peu à peu dans les moeurs.

S. E. le Comte Nigra n'est pas de l'avis du Comte de Macédo. La règle, c'est la convention bilatérale d'arbitrage et la Cour permanente l'exception, le mode spécial d'arbitrage. D'ailleurs, l'art. 21 qui fait mention du contraire lui paraît mal rédigé.

M. le Docteur Zorn n'a pas d'objection contre l'amendement du Comte de Macédo, mais il le trouve superflu. Il est d'accord avec M. Renault pour penser que la Cour permanente est la règle, la règle conventionnelle — d'après l'art. 21 — et l'arbitrage spécial l'exception. Ces mots „à moins“ constituent l'exception. Il souhaite comme le Comte de Macédo que l'usage de la Cour permanente soit la règle, mais il pense que son amendement est inutile.

M. le Comte de Macédo: La Cour permanente est la règle, dit le Docteur Zorn, l'exception est permise. Il veut que cette exception soit moins fréquente en obligeant moralement à donner une sorte de raison.

M. Holls apprécie beaucoup l'idée de M. le Comte de Macédo, mais il pense qu'il serait peut-être gênant d'accentuer cette idée qu'on doit recourir à la juridiction permanente. Cela permettrait peut-être à l'opinion d'exercer une pression sur les Gouvernements.

M. Asser croit que l'objection de M. Renault est juste. Le Comte de Macédo propose que, dans tous les cas où on devra recourir à l'arbitrage, on recoure à la Cour permanente à moins de circonstances spéciales. Il faudrait donc dire: Les Puissances contractantes recommanderont de s'adresser à la Cour permanente toutes les fois que les circonstances le permettent.

M. le Comte de Macédo se rallie à cette rédaction.

M. le Chevalier Descamps dit que ce qui le frappe dans l'art. 21 c'est qu'il oblige justement à considérer la Cour permanente comme la règle.

L'amendement du Comte de Macédo ne dit de son côté qu'une chose: préferez la règle à l'exception. M. le Chevalier Descamps pense que l'amendement pourrait être interprété par certains Etats comme une sorte de pression exercée en faveur de la Cour permanente. Si l'amendement était nécessaire, on pourrait aviser aux moyens de l'introduire, mais l'art. 21 est très suffisant pour indiquer la même idée sans y insister plus qu'il ne convient et risquer d'éveiller ainsi des susceptibilités.

M. Rolin dit qu'il lui semble que le but que la troisième Commission a en vue c'est de favoriser le recours à l'arbitrage. La Cour permanente n'est qu'un moyen. Tout amendement qui favoriserait la juridiction de la Cour permanente au risque de restreindre l'usage même de l'arbitrage est dangereux. On serait obligé moralement, dit le Comte de Macédo, de s'adresser à la Cour.

Cela pourrait gêner des Etats et les empêcher finalement de se servir de l'arbitrage.

Le Président met aux voix le texte Asser „Les Puissances signataires sont d'accord pour recourir etc.“

Ont voté contre: MM. Odier, Descamps, Zorn, Lammash, Holls.

L'amendement n'est pas adopté, mais M. de Martens pense qu'on pourra tenir compte dans le procès-verbal et le rapport de l'idée du Comte de Macédo avec laquelle il sympathise. MM. le Comte Nigra, Holls et le Comte de Macédo adoptent cette manière de voir.

Le Président: Il en sera fait mention dans le procès-verbal.

Art. 22.

M. Renault dit au sujet du 4e alinéa: Les mots „rendus à leur égard“ n'ont pas de sens. Il propose: „de toute sentence arbitrale les concernant rendue par voie de juridiction spéciale.“

Adopté.

M. le Docteur Zorn: Les mots „Secrétaire général“ ont été supprimés sur la proposition Eyschen, mais le Gouvernement allemand tient à ce que le secrétariat reste un secrétariat. Peu importe le nom qu'on donnera à son chef, mais le Gouvernement allemand tient à ce que le secrétariat ne devienne pas un centre de politique internationale, une sorte de bureau cosmopolite.

Art. 23.

M. le Comte de Macédo a demandé qu'on réduisit à 2 le chiffre de 4.

Il tient à ce que la Cour permanente soit respectable et considérée; il ne faudrait pas que les membres fussent en quelque sorte honoraires et quelconques.

M. le Jonkheer van Karnebeek ne se rallie pas à cette opinion. Depuis l'heureuse addition de l'art. 27, je suis, dit-il, en faveur du nombre 4 afin qu'on puisse mettre en plus des jurisconsultes, des diplomates et des hommes aptes à décider des questions politiques.

M. de Martens rappelle l'historique de cet article: Sir Julian Pauncefote avait proposé le nombre 2. Sur la proposition de M. Zorn nous avons adopté le nombre 4. Son opinion est restée la même: mieux vaut un petit nombre de membres car l'autorité morale de chacun sera bien plus grande. Si les Gouvernements ne peuvent choisir que 2 membres, ils feront grande attention à leur choix; sur 4 personnes on peut en trouver qui ne seraient pas à la hauteur de leur fonction.

Tout le monde en nommera 4 et surtout les Puissances qui devraient peut être n'en nommer qu'un.

Il y aura un grand nombre de personnes recommandées, mais peut-être moins qui seront recommandables.

Moins les arbitres désignés seront nombreux, plus ils auront d'autorité et plus leur choix engagera la responsabilité de leurs Gouvernements.

D'autre part, M. de Martens ne peut s'associer à l'observation de M. le Jonkheer van Karnebeek, que le Bureau ou la Cour auront des fonctions politiques. Ni la Cour, ni le Conseil, ni le Bureau n'ont rien à faire avec la politique.

On a dit aussi: il faut des arbitres techniques, militaires, jurisconsultes, ingénieurs etc. Mais tous les spécialistes peuvent être cités comme experts, devant un tribunal arbitral.

M. le Docteur Zorn: L'autorité de la Cour ne sera pas amoindrie si le nombre des arbitres est plus grand. Peut-être y aura-t-il 100 noms. Ce n'est pas trop pour une Cour permanente s'adressant au monde entier. L'opinion du Gouvernement allemand est qu'il faut surtout dans cette liste des jurisconsultes, mais il faut aussi des diplomates et peut-être des arbitres techniques.

Il pense aussi que si l'article 27 n'a ajouté aucune attribution politique à la Cour, néanmoins il lui donne une importance qui peut dépasser la compétence du jurisconsulte.

M. Asser est de l'avis de MM. de Martens et Descamps, mais il pense qu'on ne peut revenir sur ce qui a été décidé.

M. le Comte de Macédo est prêt à ne pas insister sur son amendement du moment où il y a une dissidence complète sur ce point, et que le Docteur Zorn croit qu'il y a une résistance irréductible de la part du Gouvernement allemand.

M. le Chevalier Descamps: si le Comte de Macédo n'insiste pas, on peut se borner à constater dans le rapport que son amendement rallie toutes les opinions moins une et que l'on ne cède qu'à la nécessité.

Adopté.

M. le Président rappelle l'amendement du Comte de Grelle Rogier au sujet des immunités diplomatiques des arbitres. (Voir troisième Commission. Cinquième séance. 17 juillet.)

M. le Jonkheer van Karnebeek: Il n'est pas admissible que des sujets hollandais puissent jouir des immunités diplomatiques en Hollande. Ils échapperaient à toute juridiction. Il propose d'ajouter ces mots après celui de „jouissent“: „pour autant qu'ils n'appartiennent pas au pays où siège le tribunal“.

M. Renault: La question s'est présentée en France en 1876; un français représentait un pays étranger à Paris. Il a été poursuivi, la Cour de Paris a jugé que ce français jouissait de l'immunité diplomatique en France — du moment où il était accrédité —.

M. Asser, — malgré le respect qu'il a pour l'opinion de M. Renault et la Cour de Paris — pense que l'extritorialité est, pour une personne, le droit qui appartient à cette personne d'être considérée à l'étranger comme se trouvant sur son propre sol; donc un hollandais, nommé arbitre, n'échapperait pas à la juridiction du pays.

M. le Chevalier Descamps estime que M. Asser s'attache trop peut-être à une règle secondaire: l'extritorialité. Celle-ci est une formule qui a été inventée pour rendre tangible le privilège de l'inviolabilité. Admettez-vous qu'un juge hollandais fasse des visites domiciliaires chez un arbitre international? La question est délicate. Pour d'autres immunités, comme celles qui concernent les impôts, le point de vue peut être différent.

S. E. le Comte Nigra pense qu'il faudrait restreindre les immunités pour les juges à l'inviolabilité personnelle.

M. de Martens: Cette discussion montre que nous ne sommes pas nous-mêmes d'accord. Il faut donc préciser qu'un sujet ne peut avoir d'immunité diplomatique dans son pays. En 1868, un américain a été nommé ambassadeur de Chine à Washington avec la restriction qu'il n'aurait pas droit aux immunités diplomatiques sur le territoire des Etats-Unis. C'est un principe absolu que dans son propre pays on n'est pas extra-territorial. Mais pour préciser, on peut dire „excepté pour le pays.“

Adopté.

Art. 24.

Amendement Rolin: „Sauf convention contraire, ces arbitres sont désignés conformément aux règles fixées par l'art. 31 de la présente convention.

Elles notifient au Bureau leur décision etc. désignés.“ (Voir ci-dessous.)

M. Rolin développe les motifs de son amendement; il explique que les parties doivent notifier au bureau la liste complète du tribunal, arbitres et surarbitres.

1° La première rédaction permettrait en effet de notifier la constitution du tribunal avant qu'il ne soit entièrement composé.

2° M. Rolin a voulu indiquer l'origine du tribunal arbitral qu'on ne connaît pas encore lorsque son nom est prononcé à l'article 24.

Le reste est de pure rédaction.

M. le Jonkheer van Karnebeek demande si le Comité désire que le Bureau n'ait aucune part dans la constitution du tribunal?

Réponse unanime; aucune.

M. le Jonkheer van Karnebeek fait observer qu'il faudra alors changer la rédaction de l'article 24.

M. le Chevalier Descamps combat l'amendement de M. Rolin et sa rédaction ainsi conçue „les arbitres destinés à former la juridiction arbitrale“. Il n'est pas sur qu'ils la formeront à eux seuls.

M. Holls: Il faut éclaircir la question de la notification du choix du surarbitre. Il est très important d'adopter à cet égard une rédaction qui permette d'écartier la proposition tendant à récuser le surarbitre (proposition de Bildt).

La base même de notre institution est que le tribunal doit donner satisfaction complète aux deux parties. Il faut donc réserver en fait aux deux litigants le droit, la possibilité de récuser un des arbitres. Si on décide que la notification se fera avant qu'ils ne soient d'accord sur les choix, alors nous ouvrons la porte à la demande de M. de Bildt.

Les arbitres ont un double rôle. Ils sont: 1° arbitres; 2° électeurs.

Ils doivent remplir ces deux rôles et il doit y avoir une sanction.

M. le Chevalier Descamps: Mettons l'alinéa 3 à la place de l'alinéa 2.

Après que le tribunal est constitué viendrait la notification.

M. Rolin maintient son amendement ainsi modifié:

„Les arbitres, destinés à former le tribunal arbitral pour le règlement d'un différend survenu entre les Puissances signataires qui veulent s'adresser à la Cour, sont choisis dans la liste générale des membres de la Cour.“

Le Comité d'Examen tombe d'accord sur ce point: que le tribunal soit uniquement composé d'arbitres choisis sur la liste.

Le Président: M. le Chevalier Descamps est autorisé à chercher une rédaction dans laquelle il reprendra les 3 derniers § de l'article 31 pour les incorporer ici.

Art. 26.

Amendement Renault: „une Puissance non signataire ne doit pas pouvoir recourir à la juridiction de la Cour, sans qu'un arrangement préalable d'arbitrage ait été conclu entre elle et la Puissance adverse.“

M. Affer appuie et propose cette formule:

„La Cour internationale pourra être appelée à prononcer sur un conflit existant entre Puissances non signataires ou entre une Puissance signataire et une Puissance non signataire, si les deux Parties sont convenues d'y recourir.“

M. Renault propose d'écrire ainsi l'alinéa 2 de l'article 26:

„La Cour permanente pourra être appelée à prononcer, dans les conditions prescrites par la présente convention, sur un litige existant même entre Puissances non signataires ou entre une Puissance signataire et une Puissance non signataire, si les Parties sont convenus de recourir à cette juridiction.“

Enfin, après une discussion portant sur la rédaction, on s'arrête à la forme suivante:

„La juridiction de la Cour peut être étendue, dans les conditions prescrites dans la présente convention, aux litiges existant entre deux Puissances signataires ou entre une Puissance signataire et une Puissance non signataire si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction.“

Art. 27.

M. de Martens prévient le Comité que certains délégués lui ont demandé de substituer ces mots „reconnaissent comme utile“ à ceux de „considèrent comme un devoir.“

Art. 28.

M. le Jonkheer van Karnebeek: il a semblé au Gouvernement des Pays-Bas que 6 Puissances était un nombre un peu restreint. 10 comme minimum serait préférable.

On adopte le chiffre 9 proposé par Son Exc. le Comte Nigra, chiffre adopté par le projet américain.

M. de Martens: Nous avons constitué une Cour permanente et un résumé de cette Cour qui est le bureau. En disant Cour nous englobons tous les organes relatifs à notre institution: bureau, chambre, publication (bulletin de la Cour permanente).

M. le Docteur Zorn: La Cour permanente n'existe pas. Il n'y a qu'un bureau en réalité.

Art. 31.

Amendement de Bildt indiquant que le choix du surarbitre doit être soumis à l'approbation des Parties.

M. le Chevalier Descamps: Les Puissances ont des rapports suffisants avec les arbitres qu'elles nomment.

Il n'y a pas d'inconvénient pratique. L'approbation n'est pas conforme à la dignité morale des arbitres, qu'on peut récuser, d'ailleurs, pour différentes raisons étrangères au débat actuel.

Art. 51.

Le Tribunal est autorisé à fixer le délai dans lequel la sentence arbitrale devra être exécutée.

M. le Docteur Zorn n'a pas d'instructions à ce sujet, mais il doute que son Gouvernement accepte cet amendement. Il réserve, en conséquence, son vote sur ce sujet.

S. E. le Comte Nigra retire sa proposition pour ne pas soulever un débat nouveau.

Art. 54.

M. Asser pense qu'il faut modifier l'alinéa 12: „et seulement à raison etc.“ Il faut mettre: „elle ne peut être motivée que par la découverte etc.“

On a dit hier que les Parties stipuleraient elles-mêmes le délai. Je crois que nous avons eu tort. Il faut ouvrir une procédure complète puisqu'on peut la prendre ou la laisser.

Le Comité s'en tient à l'amendement Holls qu'il rédige ainsi:
„Le compromis détermine (voir le texte).“

Art. 56.

M. Holls: Qui supportera les frais? La délégation américaine demande des éclaircissements à ce sujet. Il propose qu'on fixe la répartition de ces frais dans le compromis. Il faut, en tout cas, une autorité qui fixe les frais.

Le Président: Le tribunal lui-même fixera la répartition des frais.

Il y a deux questions: M. le Docteur Zorn désire qu'on ne prononce pas le mot honoraires qui serait peu compatible avec la dignité des arbitres.

D'autre part, il y a deux catégories de frais:

Les frais généraux (chauffage et éclairage etc.): il appartient au conseil administratif d'en assurer le paiement. — Puis, des frais spéciaux à la cause (avocats, arbitres): le paiement en sera fait directement par les Parties.

M. le Chevalier Descamps: l'article 19 est devenu l'art. 29, cela va nous conduire à changer le numérotage de tous les articles.

Cela serait regrettable au point de vue de la clarté des travaux préparatoires.

Mieux vaudrait trouver une autre combinaison.

M. Descamps est chargé de la proposer.

Il est décidé d'employer les expressions titres et chapitres au lieu de paragraphes.

Le Comité approuve certaines modifications de rédaction suggérées par M. le Chevalier Descamps, notamment à l'art. 1 (en vue au lieu de à l'effet).

La séance est levée.

Dix-Septième Séance.
(Troisième Séance spéciale.)
19 juillet 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Examen des articles 9 à 13 relatifs aux „Commissions Internationales d'Enquête.“

[Voir Annexe 10.]

Le Président rappelle que la Troisième Commission, dans la séance de ce matin, a chargé son Comité d'entendre et de discuter les observations, objections et amendements présentés par un certain nombre de Délégués concernant les Commissions d'Enquête (Voir le § 3 du „Projet de Convention“). En conséquence, il met d'abord en discussion l'amendement de Son Exc. M. Eyschen à l'art. 10. Cet amendement est ainsi conçu:

„A défaut de stipulations spéciales, la procédure de l'enquête sera déterminée par les principes contenus dans les règles inscrites aux articles 29bis et suivants relatifs à la procédure de l'arbitrage en tant que ces principes sont applicables à l'institution des Commissions Internationales d'enquête.“

M. le Docteur Zorn n'est pas d'avis d'accepter cet amendement dans la forme où il est présenté. Les Commissions d'enquête doivent rester distinctes de l'arbitrage. On ne peut donc les soumettre aux règles générales de procédure fixées dans notre projet. Il faut laisser aux Commissions elles-mêmes le soin de déterminer la procédure qu'elles suivront ou, tout au plus, se borner à donner des indications.

M. de Martens partage l'avis du Docteur Zorn. Il répète que le but des Commissions d'enquête n'est ni de provoquer un arbitrage ni de l'empêcher. Elles ont une existence à elles parfaitement distincte et leur objet peut se résumer ainsi: Constater, par un commun accord entre les Parties, les causes matérielles d'un conflit. Quant aux conclusions à donner à la procédure à suivre, tout cela dépend des Parties. Elles

*^e Maison du Bois.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

Assistaient à la séance: MM. Asser.

MM. de Basily.	le Baron d'Estournelles de Constant.	<i>Membres du Comité d'Examen.</i>
Beldiman.	Holls.	
Delyanni.	Lammasch.	
S. E. M. Eyschen.	de Martens.	
Miyatovitch.	Odier.	
Papiniu.	le Docteur Zorn.	
le Docteur Veljkovitch		

peuvent profiter de l'enquête pour recourir à un arbitrage, ou, au contraire, tirer amiablement une conclusion. Mais elles sont libres. Il n'y a de lien entre elles que suivant leur propre volonté.

M. Asser appuie M. de Martens quant à la nécessité de distinguer entre l'arbitrage et les Commissions d'enquête. Toutefois, il reconnaît le bien fondé des observations communiquées par Son Exc. M. Eyschen, mais elles pourront être formulées dans l'art. 10 lui-même et non dans le code de procédure arbitrale. On évitera ainsi de provoquer une confusion entre ces deux choses très différentes: l'arbitrage et les Commissions d'enquête. C'est d'ailleurs l'idée suggérée par M. Lammasch et il s'y rallie entièrement.

S. E. M. Eyschen a eu le sentiment des difficultés qui viennent d'être exposées. Aussi ne tient-il pas à la forme même et à la place de son amendement. Ce qu'il demande c'est une garantie sérieuse permettant aux Commissions de fonctionner et de rendre tous les services qu'on peut attendre d'elles, mais sans danger. C'est pourquoi j'ai pensé, dit-il, qu'il faudrait prévoir et fixer quelques principes pouvant servir d'indication et de direction aux Commissaires. Ces principes se ramènent à une triple garantie que je résume sous cette forme:

1. L'acte constituant l'enquête précise des faits à examiner (articulation des faits).
2. La procédure sera contradictoire (la partie adverse doit être mise au courant de tous les dires contraires).
3. Il appartient à la Commission d'enquête de déterminer les formes et les délais à observer.

M. le Chevalier Descamps observe que, sans confondre l'arbitrage et les Commissions d'enquête, on peut cependant adopter, dans l'un comme dans l'autre cas, les garanties nécessaires. Il approuve donc la proposition de Son Exc. M. Eyschen qui apporte une amélioration et comble une lacune. Cette nouvelle garantie serait, d'ailleurs, de nature à apaiser les susceptibilités qui se sont fait jour dans la troisième Commission.*

S. E. le Comte Nigra, tenant compte des observations qui viennent d'être faites, propose la rédaction suivante pour rendre la pensée de Son Exc. M. Eyschen:

„Les Commissions Internationales d'enquête sont constituées par une convention spéciale entre les Parties en litige.

La „Convention d'enquête“ précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des Commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

Les formes et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la Convention d'enquête, seront déterminés par la Commission elle-même.“

Cette rédaction, acceptée par Son Exc. M. Eyschen, est votée par le Comité à l'unanimité.

Art. 13.

M. Stancioff propose d'ajouter à l'article 13 ces mots „soit de considérer celui-ci comme non avenu“ après ceux-ci: sur la base de ce rapport“ (ligne 3). Il résume l'objet de son amendement en disant qu'il a voulu laisser les Puissances absolument libres de donner telle suite qu'elles l'entendent à l'enquête et de bien affirmer ainsi qu'elle n'a pas force obligatoire. Il est quant à lui, nettement favorable aux Commissions d'enquête, car il pense qu'on doit multiplier les moyens juridiques qui s'opposent aux contacts trop directs entre les diplomatiés de deux Etats — contacts où l'*ultima ratio* s'appuie toujours sur la force armée. — Il estime donc que cette institution nouvelle est tout à l'avantage des petites Puissances, mais, en même temps, pour apaiser les scrupules de certains Etats des Balkans, il propose de dire expressément que les deux litigants ne sont engagés en rien par le résultat de d'enquête.

Le Président, tout en se félicitant, au nom du Comité, de l'attitude du premier délégué de Bulgarie et de l'esprit dans lequel il a présenté son amendement, observe que l'expression „non avenue“ est trop forte et inciterait trop clairement à ne tenir aucun compte des rapports.

M. de Martens pense qu'il n'est pas nécessaire de prévoir qu'aucune suite peut n'être donnée à l'enquête. Cela ne serait guère encourageant. Il suffit de réservier la liberté des Puissances.

M. Delyanni déclare qu'il faut que les Etats sachent clairement qu'ils ne sont pas liés par les conclusions de l'enquête et il serait désirable qu'on insérât une formule explicite à cet égard.

M. Asser: Dire que les conclusions ne sont pas obligatoires, est-ce que cela signifie que les faits ne doivent pas être nécessairement considérés comme éclaircis par le rapport?

M. Lammash: l'article 9 et l'art. 13 traitent de questions bien différentes. Dans l'article 9, il s'agit de savoir si l'usage de Commissions d'enquête est obligatoire ou non. Dans l'article 13, il s'agit de savoir si le rapport de la Commission, instituée d'un commun accord par les Parties, est obligatoire ou non. Si les deux litigants ont accepté de recourir à une Commission d'enquête, dans leur pleine liberté, pourquoi ne tiendrait-on pas compte de son rapport?

Le Président comprend la préoccupation de M. Asser. Le rapport suffit-il à rendre authentique la constatation des faits? On ne peut entrer dans ces détails.

Ce qui est certain, poursuit-il, c'est qu'à nos yeux, le rapport des Commissions d'enquête constate simplement les faits et ne peut pas avoir pour conséquence d'imposer des obligations aux Parties. On pourrait donc dire: „Le rapport de la Commission Internationale d'enquête „limité à la constatation des faits, etc.“

M. le Docteur Veljkovitch demande si on ne pourrait pas réservier l'adoption de cet article, car le rapport de la Commission d'enquête sera parfois obligatoire, en fait, si deux Puissances de force inégale sont en présence: la plus faible sera bien obligée de s'exécuter.

M. de Martens: il ne faudrait pourtant pas aller jusqu'à accepter une formule qui permettrait à une Puissance de se moquer, pour ainsi dire, de la constatation des faits.

M. Lammash croit utile de dire que l'on ne doit pas tirer de conclusions dans le rapport: on doit exposer simplement les faits. Le rapport de la Commission Internationale est limité à la constatation et n'a pas le caractère d'une sentence arbitrale.

M. le Chevalier Descamps ne croit pas qu'on puisse arriver à une solution satisfaisante en dehors de celle qu'a proposée M. le Président.

L'article 13 est finalement adopté, à l'unanimité, dans la forme suivante suggérée par M. Odier:

„Le rapport de la Commission Internationale d'enquête limité à la constatation des faits n'a nullement le caractère d'un sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige, une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.“

Art. 9.

Le Président déclare que l'opposition de certaines Puissances contre cet article provient de leur crainte d'y voir inscrite une obligation. Ce n'est pas la pensée du Comité; il faut donc trouver une rédaction qui mette hors de doute le caractère facultatif des Commissions d'enquête.

S. E. le Comte Nigra reconnaît qu'il y a lieu de tenir compte de la réclamation des Puissances qui veulent être absolument libres d'accepter ou de refuser l'avis des Commissions sans avoir même à invoquer des considérations touchant à l'honneur ou aux intérêts vitaux: il faut qu'elles n'aient pas même de motifs à donner et qu'elles puissent dire uniquement qu'elles ne veulent pas.

Le Président observe que, du moment que les Commissions d'enquête sont facultatives, il n'y a plus aucun motif pour faire des réserves concernant les circonstances, l'honneur et les intérêts vitaux.

M. de Martens se résignerait à ce sacrifice mais à la condition d'assurer le fonctionnement des Commissions d'enquête en obligeant les Puissances à y recourir en vertu d'une obligation morale analogue à celle de l'art. 27.

M. le Docteur Zorn déclare qu'il a été favorable au système des Commissions d'enquête: cependant, pour tenir compte des scrupules qui existent, il est d'avis qu'on doit faire des concessions et pense que le mieux serait d'éviter tout ce qui pourrait donner un caractère obligatoire à l'art. 9. Il reconnaît que la situation entre deux grandes Puissances n'est pas la même qu'entre deux Puissances de forces différentes. Dans le cas où le Comité ferait cette concession, il insiste pour savoir si les Etats des Balkans feront, de leur côté, l'autre moitié du chemin.

M. Beldiman ne peut répondre catégoriquement. La discussion sur l'art. 9 lui semble épousée. Tout ce qu'il peut promettre, c'est de transmettre à Bucharest, par voie télégraphique, le texte transactionnel du Comité.

M. le Docteur Veljkovitch et M. Delyanni font la même déclaration.

S. E. M. Eyschen tient, toutefois, à adresser à M. Beldiman un pressant appel dans l'intérêt même des petites Puissances; il le prie d'accepter et de défendre la formule du Comité. Nous devons tenir compte de la force des choses. Nous ne pouvons pas plus faire disparaître les différences entre les grands et les petits Etats qu'entre les hommes. Aussi M. Eyschen verrait-il à regret disparaître les clauses relatives à l'honneur et aux intérêts vitaux, car ces clauses étaient une protection surtout pour les petits Etats. En réalité, les plus petits seront toujours exposés à la pression morale des plus forts; mais le fait de pouvoir s'abriter derrière ces clauses constituait une protection de plus qu'il ne faudrait pas dédaigner.

M. de Martens appuie cette observation: il ne conçoit pas comment les petits Etats ne veulent pas profiter des garanties qu'on leur donne: car, dans le chapitre des Commissions d'enquête, l'art. 9 tel qu'il est rédigé, permet à un petit Etat de se refuser à une enquête en vertu d'un texte de l'Acte de La Haye signé par toutes les Puissances et par son adversaire. En admettant que cet adversaire passe outre au refus, il violera un engagement international et aura contre lui par conséquent, l'opinion du monde. Cela pourra l'arrêter. Si l'on supprime ces garanties, les petits Etats n'auront aucun motif à invoquer: ils se priveront volontairement d'une grande force. L'institution des Commissions d'enquête est tout à l'avantage des faibles et ceux-ci méconnaissent leurs propres intérêts quand ils s'y opposent.

Quant à la formule: „les intérêts vitaux et l'honneur national“ sa suppression est encore fâcheuse pour les petits Etats: ceux-ci peuvent, en effet, invoquer cette formule dans la moindre discussion avec les grands, tandis qu'on ne comprendrait pas une grande Puissance, arguant de ses intérêts vitaux, pour se soustraire à une enquête réclamée par une petite.

M. Holls partage l'opinion incontestable de M. de Martens.

Après une discussion générale, le Comité décide d'arrêter un texte transactionnel destiné à répondre aux objections des délégués de Roumanie, de Serbie et de Grèce; le texte sera transmis aujourd'hui même par voie télégraphique à Bucharest, à Belgrade et à Athènes.

M. Lammasch demande si la clause relative aux intérêts vitaux et à l'honneur national ne devrait pas être maintenue.

M. d'Estournelles répond que tel est évidemment le désir du Comité; mais il ne s'agit plus de savoir ce que désire le Comité, ni quel est l'intérêt véritable des trois Etats dont les délégués font des objections: il s'agit de leur fournir un texte qui nous permettra d'aboutir; rallions-nous donc tous au texte qu'accepteront les trois délégués et attendons que leurs Gouvernements fassent savoir s'ils ratifient ou non cette acceptation.

M. Lammasch retire son amendement relatif aux „intérêts vitaux“ pour obtenir l'unanimité du vote.

Le Président demande aux délégués de Roumanie, de Serbie et de

Grèce quand ils espèrent avoir une réponse à leur télégramme. Il insiste sur l'intérêt d'en avoir une le plus tôt possible; le Comité ayant déjà mis — depuis environ 15 jours — tous les membres de la Conférence en mesure de faire connaître leurs objections sur le projet. En tout cas, on ne fera venir qu'en dernier lieu la seconde lecture du „Titre des Commissions d'enquête“ dans la Troisième Commission.

Avant de clore la séance, le Président demande aux délégués de Roumanie, de Serbie et de Grèce de bien faire ressortir auprès de leurs Gouvernements dans quel esprit de conciliation et d'absolue équité, le Comité n'a cessé de poursuivre unanimement ses travaux. Le Comité s'est préoccupé de donner des garanties à toutes les Puissances pacifiques, et avant tout aux plus petites et aux plus faibles. Le Président ajoute que toutes les fois qu'on institue dans le monde une juridiction internationale, il y a plus de chances pour qu'elle serve à la défense des faibles qu'à celle des forts.

Le Comité approuve cette interprétation de l'esprit dans lequel il a travaillé et remercie son Président d'avoir exactement résumé ses sentiments.

La séance est levée.

Dix-Huitième Séance.

(Quatrième Séance spéciale.)

21 juillet 1899.*)

Présidence de M. Léon Bourgeois.

Le Comité se réunit pour examiner l'amendement que la Délégation des Etats-Unis d'Amérique propose d'apporter à l'article 36.

Question des Incompatibilités.

M. Holls: Ce n'est pas à proprement parler un amendement que nous déposons; c'est plutôt une question que nous voulons soumettre aux délibérations du Comité. Nous proposons que les membres, appelés à constituer la Cour permanente, n'aient pas le droit de servir, en même

*^e Maison du Bois.

Etaient présents:

S. E. M. Staal, *Président de la Conférence.*

M. le Jonkheer van Karnebeek, *Vice-Président de la Conférence.*

S. E. le Comte Nigra.

S. E. Sir Julian Pauncefote. } *Présidents d'honneur de la Troisième Commission.*

M. le Chevalier Descamps, *Président et Rapporteur.*

MM. Asser.

le Baron d'Estournelles de Constant.

Assistants à la séance:

Holls.

Lammash.

M. de Basily.

de Martens.

Odier.

le Docteur Zorn.

} *Membres du Comité d'Examen.*

temps, d'avocats ou d'agents spéciaux devant cette même Cour, sauf s'il s'agit pour eux de représenter le pays qui les a nommés. Telle est notre proposition. Nous la faisons surtout afin de donner lieu à une discussion et de dégager la pensée du Comité à cet égard. Cela a une grande importance pour les membres du barreau et les juges, en Angleterre, en Amérique, et peut-être dans les pays européens.

La formule suivante pourrait fournir une base de discussion au Comité: „Aucun membre de la Cour permanente d'arbitrage ne pourra, pendant la durée de son mandat, accepter les fonctions d'agent, avocat ou conseil d'un Gouvernement autre que le sien propre ou celui qui l'a nommé membre de la Cour“. Cette formule tend à éviter deux dangers, en obtenant, d'une part, des juges non seulement indépendants, mais au-dessus de tout soupçon — et en écartant, d'autre part, toute règle qui pourrait restreindre sans motif le libre choix des Gouvernements. C'est pour cette dernière raison et parce que la durée des fonctions est limitée à 6 années que nous n'avons pas proposé la formule anglaise: „une fois juge, toujours juge.“

En Angleterre et en Amérique, il n'y a pas de doutes: celui qui est apte à faire un bon juge peut être apte à se présenter comme avocat ou agent devant la Cour. Mais, en est-il de même pour d'autres pays? Cela est douteux. Il faut donc constater, sinon dans notre convention, tout au moins au procès-verbal, si l'arbitre sera autorisé à plaider ou non. Si nous n'avons pas soin de fixer cette règle, nous laisserons se créer des précédents, et des situations mal définies se produiront; c'est une question de convenances et de tact, encore plus que de droit, que nous ferions bien de trancher dans l'intérêt de la bonne application de la convention.

S. E. le Comte Nigra se demande s'il est vraiment bien nécessaire que le Comité tranche cette question.

M. Holls prend un exemple. Il suppose que le Docteur Zorn est nommé comme juge par le Siam. Pourra-t-il être avocat pour l'Allemagne et juge pour le Siam, non pas dans la même question bien entendu, mais devant le même tribunal?

M. le Chevalier Descamps: c'est une question nouvelle qui est posée: la question des incompatibilités. Or, toute question d'incompatibilité est grave, car elle réagit sur le choix et le limite. Prenez garde, à force de vouloir trop prévoir, de paraître porter atteinte à la liberté des Etats. Nous pourrions arriver au résultat que désire M. Holls en constatant qu'il appartient à chaque Etat de poser lui-même ses conditions pour le choix des arbitres et de décider lui-même si les arbitres pourront ou non cumuler leurs fonctions et celles d'avocat. Ainsi, nous respecterons l'exercice de la souveraineté nationale, tout en appelant l'attention sur la question soulevée. Que le cumul n'existe pas, cela peut être désirable, mais l'interdire n'est pas notre affaire: cela regarde les Etats. Si nous adoptons une règle trop absolue, il pourrait y avoir des arbitres capables et autorisés qui refuseraient d'être inscrits sur la liste, afin de se réservent la faculté

d'être agents ou avocats. Bornons-nous donc à indiquer que le cumul n'est pas désirable, mais réservons la liberté des Gouvernements.

Il ne faut pas, non plus, à propos de cette question toucher à certaines récusions personnelles que la conscience seule de chaque arbitre peut trancher.

M. Affer fait observer que M. Holls n'a pas proposé d'imposer une règle mais de constater notre opinion: celle de M. le Chevalier Descamps est que le Comité pourrait utilement exprimer un avis. Quant à lui, il n'hésite pas à déclarer, en ce qui le concerne, qu'il faut laisser aux Gouvernements toute liberté de conscience: c'est à eux à peser leurs scrupules et non à nous.

M. le Docteur Zorn appuie la déclaration de M. Affer.

M. Holls répond qu'il ne s'agit pas seulement d'un Gouvernement mais de tous les Gouvernements, car un arbitre désigné par un Gouvernement est recommandé à tous les autres et tout le monde a donc intérêt à savoir dans quelles conditions est nommé cet arbitre. C'est pourquoi M. Holls insiste pour avoir l'avis du Comité.

M. Lammasch remercie la Délégation américaine d'avoir soulevé cette question car l'autorité et l'indépendance des arbitres sont si essentielles que pour fortifier la confiance qu'ils doivent inspirer, on doit prendre toutes les précautions possibles et consentir à des sacrifices. M. Lammasch serait donc heureux de voir fixer une règle qui soit une limitation sans toutefois être une entrave. En conséquence, il appuie la demande formulée par M. Holls.

Une discussion générale s'engage à laquelle prennent part M. le Jonkheer van Karnebeek, M. Affer et M. Léon Bourgeois, sur les conditions générales dans lesquelles pourrait être indiquée cette limitation.

Le Président est frappé des inconvenients exposés par M. Holls et qui peuvent se produire lorsque l'arbitre a été désigné: il y a incontestablement alors à prévoir et à prévenir le danger de l'incompatibilité temporaire, car nous ne pouvons oublier que nous avons accordé à l'arbitre des priviléges tels que l'immunité diplomatique. En raison de ces priviléges temporaires, il semble difficile de contester qu'il n'y ait pas aussi une incompatibilité temporaire. Mais bien entendu, en dehors du temps où l'arbitre est appelé à siéger comme un arbitre, il ne peut résulter d'incompatibilité générale du fait qu'il est inscrit sur la liste: ce fait ne doit pas pouvoir l'empêcher d'être agent ou avocat.

M. Holls pose cette question: s'il accepte d'être avocat devant la Cour, sera-ce un motif suffisant pour qu'il lui soit interdit de devenir arbitre? Restera-t-il sur la liste? Il espère que le Comité voudra bien émettre une opinion sur ce point.

M. le Chevalier Descamps propose une rédaction dans le sens de l'observation de M. Bourgeois.

S. E. le Comte Nigra fait, à cette occasion, l'observation suivante: certaines législations établissent — comme la législation italienne — que tout citoyen acceptant du service à l'étranger perd sa nationalité. Il

faudrait qu'il fût bien entendu que tout jurisconsulte, acceptant d'une Puissance étrangère les fonctions d'arbitre, ne perd pas sa nationalité.

M. le Jonkheer van Karnebeek ne croit pas que la question puisse se poser pratiquement.

Le Président: le libre accord des Gouvernements pour la constitution des arbitres implique leur autorisation.

Le Comité partage cette manière de voir et décide qu'il en sera fait mention au procès-verbal.

Revenant à la question du cumul, le Comité décide que la Déclaration proposée par M. le Chevalier Descamps sera insérée dans le rapport dans les termes suivants:

„Aucun membre de la Cour ne peut, durant l'exercice de ces fonctions, comme membre du Tribunal arbitral, accepter le mandat d'agent spécial ou d'avocat devant un autre Tribunal arbitral.“

La séance est levée.

Annexe 1. A.

Eléments pour l'élaboration d'un projet de Convention à conclure entre les Puissances participant à la Conférence de La Haye.

(Projet Russe.)

Bons Offices et Médiation.

Article premier.

A l'effet de prévenir, autant que possible, le recours à la force dans les rapports internationaux, les Puissances signataires sont convenues d'employer tous leurs efforts pour amener, par des moyens pacifiques, la solution des conflits qui pourraient surgir entre Elles.

Article 2.

En conséquence, les Puissances signataires ont décidé qu'en cas de dissensément grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Article 3.

En cas de médiation, acceptée spontanément par des Etats se trouvant en conflit, le but du Gouvernement médiateur consiste dans la conciliation des prétentions opposées et dans l'apaisement des ressentiments qui peuvent s'être produits entre ces Etats.

Article 4.

Le rôle du Gouvernement médiateur cesse du moment que la transaction proposée par lui ou les bases d'une entente amicale qu'il aurait suggérées ne seraient point acceptées par les Etats en conflit.

Article 5.

Les Puissances jugent utile que, dans les cas de dissensément grave ou de conflit entre Etats civilisés concernant des questions d'intérêt politique — indépendamment du recours que pourraient avoir les Puissances en litige aux bons offices ou à la médiation des Puissances non impliquées dans le conflit — ces dernières offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y préteraiient, aux Etats en litige leurs bons offices ou leur médiation, afin d'aplanir le différend survenu, en leur proposant une solution amiable qui, sans toucher aux intérêts des autres Etats, serait de nature à concilier au mieux les intérêts des Parties en litige.

Article 6.

Il demeure bien entendu que la médiation et les bons offices, soit sur l'initiative des Parties en litige, soit sur celle des Puissances neutres, ont strictement le caractère de conseil amical, et nullement force obligatoire.

Arbitrage International.**Article 7.**

En ce qui regarde les cas de litige se rapportant à des questions de droit, et, en premier lieu, à celles qui concernent l'interprétation ou l'application des traités en vigueur, — l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme étant le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable pour le règlement à l'amiable de ces litiges.

Article 8.

Les Puissances contractantes s'engagent par conséquent à recourir à l'arbitrage dans les cas se rapportant à des questions de l'ordre mentionné ci-dessus, en tant que celles-ci ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Parties en litige.

Article 9.

Chaque Etat reste seul juge de la question de savoir si tel ou tel cas doit être soumis à l'arbitrage, excepté ceux énumérés dans l'article suivant et dans lesquels les Puissances signataires du présent Acte considèrent l'arbitrage comme obligatoire pour Elles.

Article 10.

A partir de la ratification du présent Acte par toutes Puissances signataires, l'arbitrage est obligatoire dans les cas suivants, en tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Etats contractants.

I. En cas de différends ou de contestations se rapportant à des dommages pécuniaires éprouvés par un Etat, ou ses ressortissants, à la

suite d'actions illicites ou de négligence d'un autre Etat ou des ressortissants de ce dernier.

II. En cas de dissensiments se rapportant à l'interprétation ou l'application des traités et conventions ci-dessous mentionnés:

1. Traité et conventions postales et télégraphiques, de chemins de fer ainsi qu'ayant trait à la protection de câbles télégraphiques sous-marins; règlements concernant les moyens destinés à prévenir les collisions de navires en pleine mer; conventions relatives à la navigation des fleuves internationaux et canaux interocéaniques.

2. Convention concernant la protection de la propriété littéraire et artistique, ainsi que la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce et nom commercial); conventions monétaires et métriques; conventions sanitaires, vétérinaires et contre le phylloxéra.

3. Conventions de succession, de cartel et d'assistance judiciaire mutuelle.

4. Conventions de démarcation, en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques.

Article 11.

L'énumération des cas mentionnés dans l'article ci-dessus pourra être complétée par des accords subséquents entre les Puissances signataires du présent Acte.

En outre, chacune d'entre elles pourra entrer en accord particulier avec une autre Puissance, afin de rendre l'arbitrage obligatoire pour les cas susdits avant la ratification générale, ainsi que pour étendre sa compétence à tous les cas qu'Elle jugera possible de lui soumettre.

Article 12.

Pour tous les autres cas de conflits internationaux, non mentionnés dans les articles ci-dessus, l'arbitrage, tout en étant certainement très désirable et recommandé par le présent Acte, n'est cependant que purement facultatif, c'est-à-dire ne peut être appliqué que sur l'initiative spontanée de l'une des Parties en litige et avec le consentement exprès et de plein gré de l'autre ou des autres Parties.

Article 13.

En vue de faciliter le recours à l'arbitrage et son application, les Puissances signataires ont consenti à préciser, d'un commun accord, pour les cas d'arbitrage international, les principes fondamentaux à observer pour l'établissement et les règles de procédure à suivre pendant l'instruction du litige, et le prononcé de la sentence arbitrale.

L'application de ces principes fondamentaux, ainsi que de la procédure arbitrale, indiquée dans l'appendice au présent article, pourrait être modifiée en vertu d'un accord spécial entre les Etats qui auraient recours à l'arbitrage.

Commissions internationales d'enquête.**Article 14.**

Dans les cas où se produiraient entre les Etats signataires des divergences d'appréciation par rapport aux circonstances locales ayant donné lieu à un litige d'ordre international qui ne pourrait pas être résolu par les voies diplomatiques ordinaires, mais dans lequel ni l'honneur, ni les intérêts vitaux de ces Etats ne seraient engagés, les Gouvernements intéressés conviennent d'instituer une Commission internationale d'enquête, afin de constater les circonstances ayant donné matière au dissensitement et d'éclaircir sur les lieux par un examen impartial et consciencieux toutes les questions de fait.

Article 15.

Ces Commissions internationales sont constituées comme suit: chaque Gouvernement intéressé nomme deux membres et les quatre membres réunis choisissent le cinquième membre, qui est en même temps le Président de la Commission. S'il y a partage de voix pour l'élection d'un Président, les deux Gouvernements intéressés s'adressent d'un commun accord, soit à un Gouvernement tiers, soit à une personne tierce qui nommera le Président de la Commission.

Article 16.

Les Gouvernements entre lesquels s'est produit un dissensitement grave ou un conflit dans les conditions indiquées plus haut, s'engagent à fournir à la Commission d'enquête tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour une étude approfondie et consciencieuse des faits qui y ont donné matière.

Article 17.

La Commission d'enquête internationale, après avoir constaté les circonstances dans lesquelles le dissensitement ou le conflit s'est produit, présente aux Gouvernements intéressés son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Article 18.

Le rapport de la Commission d'enquête n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale; il laisse aux Gouvernements en conflit entière faculté, soit de conclure un arrangement à l'amiable sur la base du rapport susmentionné, soit de recourir à l'arbitrage en concluant un accord ad hoc, soit enfin de recourir aux voies de fait admises dans les rapports mutuels entre les nations.

Annexe 1. B.**Appendice B.****Appendice A l'Article XII.****Projet de Code d'arbitrage.**

(Projet Russe.)

Article 1.

Les Puissances signataires ont approuvé les principes et règles ci-dessous pour la procédure d'arbitrage entre nations, sauf les modifications qui pourraient y être introduites dans chaque cas spécial d'un commun accord par les Gouvernements en litige.

Article 2.

Les Etats intéressés, ayant accepté l'arbitrage, signent un acte spécial (compromis), dans lequel sont nettement précisées les questions soumises à la décision de l'arbitre, l'ensemble des faits et des points de droit qui s'y rattachent et, enfin, se trouve confirmé formellement l'engagement des deux Parties contractantes de se soumettre, de bonne foi et sans appel, à la sentence arbitrale qui sera prononcée.

Article 3.

Les compromis ainsi conclus de plein gré par les Etats, peuvent établir l'arbitrage soit pour toutes contestations survenant entre eux, soit pour les contestations d'une catégorie déterminée.

Article 4.

Les Gouvernements intéressés peuvent confier les fonctions d'arbitre au Souverain ou au Chef d'Etat d'une Puissance tierce avec l'assentiment de ce dernier. Ils peuvent également confier ces fonctions soit à une personne seule, choisie par eux, soit à un tribunal d'arbitrage constitué à cet effet.

Dans le dernier cas et en vue de l'importance du litige, le Tribunal d'arbitrage pourrait être constitué de la manière suivante: chaque Partie contractante choisit deux arbitres et tous les arbitres réunis choisissent le surarbitre qui est de jure le président du Tribunal d'arbitrage.

En cas de partage des voix, les Gouvernements en litige s'adresseront d'un commun accord à un Gouvernement tiers ou à une personne tierce qui nommera le surarbitre.

Article 5.

Si les Parties en litige n'arrivent pas à un accord sur le choix du Gouvernement tiers ou d'une personne tierce mentionnés dans l'article précédent, chacune de ces Parties nommera une Puissance non impliquée dans le conflit, afin que les Puissances ainsi choisies par les Parties en litige, désignent, d'un commun accord, un surarbitre.

Article 6.

L'incapacité ou la récusation valable, fût-ce d'un seul des arbitres susindiqués, ainsi que le refus d'accepter l'office arbitral après l'acceptation ou la mort d'un arbitre choisi, infirme le compromis entier, sauf les cas où ces faits sont prévus et réglés d'avance d'un commun accord des Parties contractantes.

Article 7.

Le siège du Tribunal d'arbitrage est désigné, soit par les Etats contractants, soit par les membres du Tribunal eux-mêmes. Le changement de ce siège du Tribunal n'est loisible qu'en vertu d'un nouvel accord entre les Gouvernements intéressés ou, en cas de force majeure, sur l'initiative du Tribunal même.

Article 8.

Les Etats en litige ont le droit de nommer des délégués ou agents spéciaux attachés au Tribunal d'arbitrage avec la charge de servir d'intermédiaires entre le Tribunal et les Gouvernements intéressés.

Outre ces agents, les susdits Gouvernements sont autorisés à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal d'arbitrage des conseils ou avocats nommés à cet effet.

Article 9.

Le Tribunal d'arbitrage décide dans quelles langues devront avoir lieu ses délibérations et les débats des parties.

Article 10.

La procédure arbitrale doit généralement parcourir deux phases: préliminaire et définitive.

La première consiste dans la communication aux membres du Tribunal d'arbitrage, par les agents des Etats contractants, de tous les actes, documents et arguments imprimés ou écrits relatifs aux questions en litige.

La seconde — définitive ou orale — consiste dans les débats devant le Tribunal d'arbitrage.

Article 11.

Après la clôture de la procédure préliminaire commencent les débats devant le Tribunal d'arbitrage qui sont dirigés par le Président,

Le toutes les délibérations sont tenus des procès-verbaux, rédigés par des secrétaires, nommés par le Président du Tribunal. Ces procès-verbaux ont force légale.

Article 12.

La procédure préliminaire étant close, le Tribunal d'arbitrage a le droit de refuser tous les nouveaux actes ou documents que les représentants des Parties voudraient lui soumettre.

Article 13.

Toutefois, le Tribunal d'arbitrage reste souverainement libre de prendre en considération les nouveaux documents ou actes dont les délégués ou

conseils des deux Gouvernements en litige ont profité dans leurs explications devant le Tribunal.

Ce dernier a le droit de requérir la représentation de ces actes ou documents et d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Article 14.

Le Tribunal d'arbitrage, outre cela, a le droit de requérir des agents des Parties la présentation de tous les actes ou explications dont il aura besoin.

Article 15.

Les agents et conseils des Gouvernements en litige sont autorisés à présenter au Tribunal d'arbitrage oralement toutes les explications ou preuves au profit de la cause à défendre.

Article 16.

Ces mêmes agents et conseils ont également le droit de s'adresser au Tribunal avec des motions sur les matières à discuter.

Les décisions du Tribunal concernant ces motions sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion.

Article 17.

Les membres du Tribunal d'arbitrage ont le droit de poser aux agents ou conseils des Parties contractantes des questions ou de demander des éclaircissements sur des points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des délibérations ne sauraient être regardées comme énonciations des opinions du Tribunal en général, ou de ses membres en particulier.

Article 18.

Le Tribunal d'arbitrage est seul autorisé à déterminer sa compétence par l'interprétation des clauses du compromis, et selon les principes du droit international ainsi que les stipulations des traités particuliers qui peuvent être invoqués dans la matière.

Article 19.

Le Tribunal d'arbitrage a le droit de rendre des ordonnances de procédure sur la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra présenter ses conclusions et de statuer sur l'interprétation des documents produits et communiqués aux deux Parties.

Article 20.

Les agents et conseils des Gouvernements en litige ayant présenté tous les éclaircissements et preuves pour la défense de leurs causes, le Président du Tribunal d'arbitrage prononcera la clôture de la discussion.

Article 21.

Les délibérations des membres du Tribunal d'arbitrage sur le fond du litige ont lieu à huis clos.

Toute décision définitive ou provisoire est prise à la majorité des membres présents.

Le refus d'un membre du Tribunal de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Article 22.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, doit être rédigée par écrit et doit être signée par chacun des membres du Tribunal d'arbitrage.

Ceux des membres du Tribunal qui sont restés dans la minorité constatent, en signant, leur dissensément.

Article 23.

La sentence arbitrale est lue solennellement en séance publique du Tribunal et en présence des agents et conseils des Gouvernements en litige.

Article 24.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Gouvernements en litige, décide définitivement et sans appel la contestation entre les Parties et clôt toute la procédure arbitrale instituée par le compromis.

Article 25.

Chaque Partie supportera ses propres frais et la moitié des frais du Tribunal d'arbitrage, sans préjudice de la décision du Tribunal touchant l'indemnité que l'une ou l'autre des Parties pourra être condamnée à payer.

Article 26.

La sentence arbitrale est nulle en cas de compromis nul, ou d'excès de pouvoir ou de corruption prouvée d'un des arbitres.

La procédure indiquée ci-dessus concernant le Tribunal d'arbitrage s'applique également à partir du § 7 commençant par les mots: „Le siège du Tribunal d'arbitrage“, dans le cas où l'arbitrage est confié à une personne seule aux choix des Gouvernements intéressés.

Dans le cas où le Souverain ou le Chef d'Etat se réserveraient de prononcer personnellement comme arbitre, la procédure à suivre serait fixée par le Souverain ou le Chef d'Etat lui-même.

Annexe I. C.**Notice explicative se rapportant à l'article 5 du projet Russe.**

La Conférence qui va se réunir à La Haye se distingue essentiellement de celles qui ont été tenues à Genève (en 1864), à Saint-Pétersbourg (en 1868) et à Bruxelles (en 1874).

Ces premières Conférences avaient eu pour but d'humaniser la guerre, une fois que celle-ci est déclarée; tandis que la réunion convoquée à La Haye devra viser surtout à rechercher les moyens de prévenir la déclaration même de la guerre. La Conférence de la Haye devra donc être une Conférence de paix dans le sens le plus positif de ce terme.

La pratique du droit des gens a élaboré toute une série de moyens tendant à prévenir la guerre par le règlement pacifique des conflits internationaux, et parmi lesquels il faut compter avant tout les bons offices, la médiation et l'arbitrage. Il paraît assez naturel que la Conférence s'occupe du perfectionnement des garanties et moyens déjà existants pour assurer d'une manière durable la paix entre les nations, au lieu de rechercher des moyens nouveaux qui n'auraient pas été éprouvés et consacrés par la pratique. C'est dans ce sens que la Conférence devra notamment prêter une attention spéciale aux „bons offices“ et à la „médiation“ des tiers, c'est-à-dire des Puissances non impliquées dans le conflit présumé*).

La médiation doit être, sans nul doute et par sa nature même, rangée au nombre des moyens d'action les plus utiles et les plus pratiques du droit des gens. Étant une conséquence nécessaire de cette communauté réelle des intérêts matériels et moraux qui crée entre les différents Etats une union internationale, la médiation doit inévitablement acquérir une importance et une valeur toujours plus grandes, à mesure qu'augmente le rapprochement entre les Etats et que se développent leurs relations internationales. L'avantage éventuel que présente la médiation, si on la compare aux autres moyens servant à régler les conflits internationaux, c'est avant tout l'élasticité remarquable de son action, la facilité qu'elle offre à s'adapter aux circonstances particulières de chaque cas donné, en même temps que la variété de formes dérivant de cette facilité. S'adressant au libre consentement des parties, la médiation ne porte aucune atteinte au principe de leur souveraineté, pas plus qu'à la liberté et à l'indépendance des Etats; elle influe sur leur libre arbitre sans jamais contester celui-ci, sans jamais le mettre en question.

Nul doute que l'arbitrage ne soit, d'une manière générale, un moyen plus efficace et plus radical que la médiation; en revanche, l'arbitrage étant un moyen d'action d'ordre juridique, son application se restreint essentiellement et même exclusivement aux cas où il y a conflit de droits internationaux, tandis que la médiation, en tant que moyen d'ordre politique, se trouve également applicable aux conflits d'intérêts, qui menacent le plus souvent la paix entre les nations. Enfin, il est également essentiel de noter que la médiation se distingue d'autres moyens d'action analogues par une simplicité étonnante d'application qui ne demande aucune pré-

*) La distinction qui a été faite entre les „bons offices“ et la „médiation“ est d'une portée exclusivement théorique. Ces moyens d'action sont identiques par leur nature juridique et ne se distinguent que par le degré d'intensité de leur caractère, ainsi que par l'importance de leurs résultats. La diplomatie n'a jamais insisté sur cette distinction. (Cp. l'art. 8 du Traité de Paris de 1856 et l'art. 23 du Protocole du Congrès de 1856.)

paration préalable. Cet instrument de la pratique journalière de la diplomatie, manié avec tact, avec habileté et dirigé par un désir sincère de servir l'œuvre de la paix, paraît appelé à jouer dans l'avenir un rôle marquant et bienfaisant.

Et cependant, la médiation a joué jusqu'ici un rôle des plus modestes dans le règlement des conflits internationaux; cette observation se vérifie jusque dans l'histoire des conflits les plus récents.

Si l'on recherche la raison de ce fait, on devra considérer avant tout à quel point la question même de la médiation se pose d'une façon peu satisfaisante dans la théorie, aussi bien que dans la pratique du droit des gens.

Aux termes de l'article 8 du Traité de Paris, la Sublime Porte aussi bien que les autres Puissances signataires de ce traité, sont tenues de soumettre tout dissentiment éventuel, venant à surgir entre quelques-unes d'entre elles, à la médiation des autres Puissances, pour prévenir l'emploi de la force.

Donnant à cette pensée une portée plus générale, l'article 23 du Protocole du Congrès de Paris, inséré sur la proposition de Lord Clarendon, plénipotentiaire britannique, formule le vœu que les Etats entre lesquels viendraient à surgir des dissensiments graves, eussent à requérir les bons offices d'une Puissance amie, dans la mesure où les circonstances le permettraient, plutôt que de recourir aux armes.

De même, à la Conférence africaine de Berlin, en 1885, les Puissances ont pris l'engagement réciproque de recourir avant tout à la médiation d'un ou de plusieurs Etats neutres, dans le cas où il surgirait entre Elles des dissensiments concernant le Congo et son bassin.

Les stipulations ci-dessus énoncées sont inspirées par une même pensée exprimée dans des termes à peu près identiques: elles obligent tous les Etats intéressés dans le conflit à demander la médiation, elles ne font pas mention du devoir des neutres de proposer celle-ci. A ce point de vue, la médiation imposerait des devoirs aux Etats directement intéressés et n'en imposerait aucun aux Etats neutres.

Ce caractère de la médiation, très irrégulier au point de vue théorique, a en outre le désavantage de la rendre irréalisable au point de vue pratique. La demande de médiation presuppose nécessairement un accord préalable entre les Etats intéressés au sujet de la nécessité et de l'opportunité de celle-ci. Or, un accord semblable n'est pas toujours possible dans l'ardeur d'un conflit entre des intérêts diamétralement opposés. En tout cas, il ne peut être question de rendre obligatoire la demande de médiation pour les Etats dont les intérêts sont en jeu, et cela notamment pour la raison que cette demande exige la concordance des volontés opposées et l'accord des parties concernant le choix du médiateur.

Les traités, malheureusement peu nombreux encore, qui rendent obligatoire la demande d'arbitrage, règlent en même temps, dans la plupart des cas à l'avance, l'organisation du tribunal appelé à rendre la sentence arbitrale, sans que cette organisation puisse dépendre du consentement ou

du non-consentement des parties intéressées.*). Il va de soi que dans les traités il ne peut être question de la détermination obligatoire pour les Parties du choix d'un médiateur, dont les conseils ne peuvent avoir qu'une autorité morale, déterminée par le respect et la confiance qu'il inspire aux parties intéressées. La désignation des médiateurs doit nécessairement se produire par l'accord des parties; or, comme cet accord dépend absolument de leur bonne volonté et peut même, si ce bon vouloir est acquis, se trouver irréalisable, il s'ensuit que l'on ne doit pas considérer la demande de médiation comme obligatoire pour les Etats directement intéressés. Si même les traités imposaient un pareil devoir aux Etats, en cas de conflit, ce devoir resterait encore en général lettre morte, car les conventions ne sauraient obliger les Etats, en dépit de tout, à arrêter leur choix sur tel ou tel médiateur.

Cette opinion se trouve confirmée par l'histoire des relations internationales depuis l'époque du Congrès de Paris de 1856. C'est ainsi que dans les quarante dernières années il y a eu plusieurs cas où des Etats neutres, se référant à l'article 23 du protocole du Congrès de Paris, ont proposé aux Etats en conflit leur médiation et leurs bons offices; mais il n'y a pas eu un seul cas où des Etats en conflit aient adressé aux neutres une demande de médiation. L'année dernière, lors du conflit entre la France et l'Angleterre concernant Fachoda, ni l'une ni l'autre de ces Puissances n'a songé à avoir recours aux stipulations établies par la Conférence de Berlin en 1885 et ne s'est adressée à la médiation d'une tierce Puissance. On pourrait citer d'autres exemples d'une portée analogue.

Quant à l'obligation des Etats neutres d'offrir leur médiation aux Etats en conflit, n'étant pas établie par les traités, elle n'est reconnue ni observée par personne. Aussi, en théorie, quelques auteurs ont été jusqu'à affirmer que les Etats neutres ne sont non seulement pas obligés, mais, bien plus, n'ont pas le droit d'offrir aux Etats en conflit leur médiation. Bluntschli et Heffter considèrent la médiation comme une ingérence dangereuse et nuisible dans les affaires d'autrui. Hautefeuille et Galiani conseillent aux Etats de s'abstenir prudemment de la médiation, de crainte de s'aliéner, sans raison suffisante, les sympathies de l'une ou l'autre des Parties en cause. En effet, on peut citer en pratique de nombreux exemples de conflits graves, ayant plus tard abouti à la guerre, lesquels n'ont pas suggéré aux neutres la moindre tentative de proposer leur médiation; cependant, des propositions de ce genre, surtout dans les cas où elles eussent émané simultanément de plusieurs Puissances, auraient pu écarter des guerres dont les conséquences ont été incalculables pour l'ensemble des Etats constituant la communauté internationale.

Dans beaucoup de cas, la proposition de médiation a lieu si tard et dans des termes si incertains, qu'elle ne peut écarter la guerre. C'est ainsi, par exemple, que le Gouvernement français refusa en 1870 les

* Voir par ex. l'art. 16 de la Convention postale générale signée à Berne en 1874 et l'art. 8 du traité signé à Washington en 1890.

„bons offices“ de l'Angleterre, quand éclata le conflit entre la France et l'Allemagne.

Enfin, il arrive souvent que la médiation est proposée non dans le but d'éviter la guerre, mais afin d'y mettre un terme.

Plusieurs guerres contemporaines — la guerre austro-prussienne de 1866, celle entre le Chili, le Pérou et la Bolivie en 1882, celle entre la Grèce et la Turquie en 1897 et d'autres encore — ont été terminées grâce à la médiation des Puissances neutres. Si ces mêmes Puissances avaient mis en œuvre, pour prévenir ces guerres, toute l'énergie qu'Elles ont mise à les éteindre il est possible que plus d'un conflit armé eût pu être épargné à l'Europe.

Après ce qui vient d'être énoncé, il n'est pas difficile d'indiquer la voie à suivre par la Conférence pour relever l'importance et augmenter la portée de la médiation, en en faisant une institution permanente et nécessaire du droit international. Des intérêts innombrables et réciproquement enchevêtrés enveloppent les Etats civilisés d'un réseau serré et inextricable. Le principe d'isolement, qui naguère encore dominait l'existence politique de chaque nation, a cédé le pas désormais à une étroite solidarité d'intérêts, à une participation commune aux biens moraux et matériels de la civilisation.

Les Etats modernes ne peuvent rester indifférents aux conflits internationaux, en quelque endroit qu'ils puissent surgir et quelles que soient les Parties en cause. A l'heure qu'il est, la guerre, survenant même entre deux Etats, apparaît comme un mal international. Pour combattre ce mal, il est besoin de moyens d'une portée générale; il faut réunir les efforts de tous les Etats et de chaque Etat en particulier.

A ce point de vue, chaque Puissance devrait être tenue d'employer tous ses efforts et de mettre en jeu tous les moyens dont elle dispose pour prévenir les conflits de nature à menacer la paix, tout en respectant sans doute l'indépendance des autres Etats souverains. En particulier, chaque Etat devrait, tant que les circonstances s'y prêteraient, proposer sa médiation aux Etats en conflit, du moment où il y aurait le moindre espoir de prévenir par là les maux redoutables de la guerre.

C'est parce qu'ils reconnaissent les conséquences graves que peut avoir telle ou telle issue d'une guerre pour la communauté internationale, que les Etats neutres proposent ordinairement aux parties belligérantes leur médiation pour la conclusion de la paix. Une médiation de ce genre, ayant en général un caractère collectif, met souvent le vainqueur dans l'impossibilité de tirer de sa victoire les avantages pour lesquels la guerre a été entreprise.

Il est hors de doute que pour les Etats neutres, ce qui importe, ce ne sont pas seulement les résultats de la guerre, mais le fait même qu'elle s'est produite. Il s'ensuit que les intérêts des neutres exigent que la médiation soit proposée par eux non seulement pour faire cesser une guerre commencée, mais surtout pour en prévenir l'explosion. Tel est également d'ailleurs l'intérêt des Etats en conflit, et cela d'autant plus

qu'au moment où une guerre éclate, chaque Etat belligérant est intéressé, de nos jours, à connaître l'attitude des Puissances neutres à l'égard du conflit, afin d'être à même de calculer et de préciser non seulement la force de résistance de l'adversaire pendant la guerre, mais aussi celle qui émanera des Puissances neutres au moment de la conclusion de la paix.

La théorie du droit international, dans la personne de ses représentants les plus accrédités tels que Travers-Twiss, Philimore, Pradier-Fodéré, de Martens et autres, considère depuis longtemps la médiation comme un devoir des Etats neutres. La Conférence de la Paix jugera peut-être utile de proclamer ce devoir à la face de l'humanité tout entière, afin de donner à la médiation toute la valeur d'un puissant instrument de paix.

Annexe 1. D.

Notice explicative, se rapportant à l'article 10 du projet Russe.

En entrant dans l'examen de la question de l'arbitrage, il faut avant tout avoir en vue la différence essentielle entre l'arbitrage obligatoire et l'arbitrage facultatif.

En thèse générale, il est difficile de se représenter un différend d'ordre juridique quelconque, surgissant sur le terrain du droit international positif, qui ne pourrait pas, en vertu d'un accord entre les parties, être résolu par la voie d'arbitrage international facultatif. Même dans le cas où le droit international, qui compte malheureusement encore tant de lacunes, ne fournit pas de norme généralement reconnue pour la solution d'une question concrète, le compromis conclu entre les parties antérieurement à la procédure d'arbitrage peut cependant créer une norme *ad hoc*, et de cette manière faciliter considérablement la tâche de l'arbitre.

Il en est autrement de l'arbitrage obligatoire, lequel ne dépend pas du consentement spécial que les parties ont pu y donner. Il va de soi que cet arbitrage ne peut s'appliquer à tous les cas et à tous les genres de conflits. Il n'est pas de Gouvernement qui consentirait à prendre sur lui à l'avance l'obligation de soumettre à la décision d'un tribunal d'arbitrage tout différend qui se produirait dans le domaine international, s'il touchait à l'honneur national de l'Etat, à ses intérêts supérieurs et à ses biens imprescriptibles. Actuellement, les droits et les obligations réciproques des Etats sont déterminés, dans une mesure notable, par l'ensemble de ce qu'on nomme les traités politiques, lesquels ne sont autre chose que l'expression temporaire des rapports fortuits et transitoires entre les diverses forces nationales. Ces traités lient la liberté d'action des parties, tant que restent invariables les conditions politiques dans lesquelles ils se sont produits. Ces conditions venant à changer, les droits et les obligations découlant de ces traités changent aussi nécessairement. En thèse générale, les conflits qui surgissent sur le terrain des traités politiques se rapportent dans la plupart des cas, non pas autant à une différence d'interprétation de telle ou telle norme, qu'aux changements à apporter à celle-ci ou à son abrogation complète.

Les Puissances qui ont une part active dans la vie politique de l'Europe, ne peuvent donc soumettre les conflits surgissant sur le terrain des traités politiques à l'examen d'un tribunal d'arbitrage, aux yeux duquel la norme établie par le traité serait tout aussi obligatoire, tout aussi inviolable, que la norme établie par la loi positive aux yeux d'un tribunal national quelconque.

Au point de vue de la politique pratique, l'impossibilité d'un arbitrage obligatoire universel apparaît donc comme évidente.

Mais d'un autre côté, il est hors de doute que dans la vie internationale se produisent souvent des différends à la solution desquels l'arbitrage peut être appliqué en tout temps et d'une manière absolue: ce sont les questions qui concernent exclusivement les points spéciaux du droit et qui ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Etats. On ne peut pas ne pas souhaiter que, par rapport à ces questions, la Conférence de la Paix pose l'arbitrage comme moyen d'action permanent et obligatoire.

La reconnaissance de l'obligation de l'arbitrage, ne fût-ce que dans les limites les plus restreintes, affermirait les principes de droit dans les rapports entre les nations, les garantirait contre les infractions et les atteintes, elle neutraliserait, pour ainsi dire, plus ou moins de vastes domaines du droit international. Pour les Etats, l'arbitrage obligatoire serait un moyen commode d'écartier les malentendus si nombreux, si gênants, quoique peu graves, qui entravent parfois sans aucune nécessité les relations diplomatiques. Grâce à l'arbitrage obligatoire, les Etats pourraient faire valoir plus facilement leurs revendications légitimes, et, ce qui est plus important encore, se soustraire plus facilement aux prétentions non justifiées.

L'arbitrage obligatoire servirait d'une façon inappréciable la cause de la paix universelle. Bien évidemment, les questions d'ordre secondaire auxquelles est exclusivement applicable ce moyen d'action, constituent très rarement une cause de guerre. Néanmoins, des conflits fréquents entre les Etats, ne fût-ce que par rapport à des questions d'ordre secondaire, tout en ne constituant pas une menace directe pour le maintien de la paix, altèrent cependant les bons rapports entre les Etats, et créent une atmosphère de méfiance et d'hostilité dans laquelle peut plus facilement, par un incident quelconque, comme par une étincelle fortuite, éclater une guerre. L'arbitrage obligatoire, ayant pour effet de délier les Etats intéressés de toute responsabilité en ce qui regarde telle ou telle solution à donner au différend surgi entre eux, semble devoir contribuer au maintien de leurs relations amicales, et par là faciliter la solution pacifique des conflits les plus sérieux qui pourraient surgir sur le terrain de leurs intérêts réciproques les plus élevés.

En reconnaissant ainsi la haute importance de l'arbitrage obligatoire, il est indispensable de préciser avant tout exactement la sphère de son application; il faut indiquer dans quels cas l'arbitrage obligatoire est applicable.

Les causes de conflits internationaux sont très nombreuses, et variées

à l'infini; néanmoins, quel que soit l'objet du conflit, les demandes adressées par un Etat quelconque à un autre ne peuvent rentrer que dans les catégories suivantes: 1° Un Etat demande à un autre une indemnisation matérielle pour dommages et pertes causés à lui-même ou à ses ressortissants par des actes de l'Etat défendeur ou de ses ressortissants qu'il juge n'être pas conformes au droit; 2° Un Etat demande à un autre d'exercer ou de ne pas exercer certaines attributions déterminées du pouvoir souverain, de faire ou de ne pas faire certains actes déterminés ne touchant pas à des intérêts d'ordre matériel.

Pour ce qui concerne les conflits de la première catégorie, l'application de l'arbitrage obligatoire est toujours possible et désirable. Les conflits de ce genre se rapportent à des questions de droit; ils ne concernent ni l'honneur national des Etats, ni les intérêts vitaux de ceux-ci, attendu qu'un Etat dont l'honneur national ou les intérêts vitaux auraient été atteints ne se bornerait évidemment pas, et ne pourrait se borner, à demander une indemnisation matérielle pour dommages et pertes subis par lui. Une guerre, qui est toujours un fait hautement regrettable, serait privée de toute signification et n'aurait aucune justification morale, si elle était entreprise pour un conflit surgissant sur le terrain de faits de peu d'importance essentielle, tels que des comptes à régler pour dommages matériels occasionnés à un Etat par des actes commis par un autre, et que le premier ne jugerait pas conformes au droit. Mais plus la guerre est impossible dans de pareils cas, plus il est indispensable de recommander l'arbitrage obligatoire comme le moyen d'action le plus efficace pour une solution pacifique de conflits de ce genre.

L'histoire des relations internationales prouve indubitablement que dans la grande majorité des cas, ce sont précisément des demandes pour indemnisation de dommages subis qui ont été l'objet des arbitrages. Les bases sur lesquelles ces demandes reposent sont très variées. Nous indiquerons par exemple la violation des devoirs neutralité a) l'atteinte portée aux droits des Etats neutre b), l'arrestation illicite d'un sujet étranger c), les pertes causées à un ressortissant étranger par la faute d'un Etat d), la saisie de la propriété privée d'un belligérant sur terre ferme e), saisie illégale de navires f), violation du droit de pêche g).

En général, quelles que soient les causes ou les circonstances du conflit, les Etats ne trouvent pas de difficulté à la soumettre à un arbitrage, s'il s'agit d'une indemnisation pour dommages et pertes.

Il semblerait donc que la Conférence devrait suivre cette même voie,

a) Affaire du „Général Armstrong“ (1851), affaire de l„Alabama“ (1872).

b) Blocons de Portendik (1843), etc.

c) Affaire du capitaine White (1864), affaire Dounodonal (1873), etc.

d) Affaire Butterfield (1888), conflit entre le Mexique et les Etats-Unis (1872), etc.

e) Affaire du „Macedonian“.

f) Saisie des bâtiments „Veloz“, „Victoria“ et „Vigie“ (1852), affaire du bâtiment „Phare“ (1879) et autres.

g) Affaires des pêcheries de Terre-Neuve (1877), etc.

en déclarant obligatoire l'arbitrage pour l'examen des conflits de la première catégorie. Il va de soi que dans les cas exceptionnels où la question pécuniaire engagée prend un caractère d'importance de premier ordre, au point de vues des intérêts de l'Etat, par exemple dans le cas où il s'agit d'une faillite d'un Etat, chaque Puissance invoquant l'honneur national ou ses intérêts vitaux, aura la possibilité de décliner l'arbitrage comme moyen de solution du conflit.

Pour ce qui est des conflits de la seconde catégorie, qui sont de beaucoup plus importants et plus menaçants pour la paix générale, il semble que l'arbitrage obligatoire ne pourrait et ne devrait pas leur être appliqué. C'est dans cette catégorie que rentrent les conflits de toute sorte surgissant sur le terrain des traités politiques, lesquels touchent aux intérêts vitaux et à l'honneur national des Etats. L'arbitrage obligatoire lierait les mains dans ces cas à l'Etat intéressé, le réduirait à un rôle de passivité dans les questions desquelles dépend en grande partie sa sécurité, c'est-à-dire dans les questions où nul, sauf le pouvoir souverain, ne peut être juge. En introduisant l'arbitrage obligatoire dans la vie internationale des Etats il faut apporter une circonspection extrême à ne pas étendre démesurément sa sphère d'application, pour ne pas ébranler la confiance qu'il peut inspirer, et ne pas le discréditer aux yeux des Gouvernements et des peuples.

Il ne faut pas perdre de vue que chaque Etat, et surtout chaque grande Puissance, préférerait proposer l'abrogation du traité établissant l'arbitrage comme obligatoire, plutôt que de se soumettre à celui-ci dans les questions exigeant d'une manière péremptoire que la décision soit prise librement et sans contrôle par le pouvoir souverain. Dans tous les cas, dans l'intérêt d'un développement ultérieur de l'institution de l'arbitrage, la Conférence devrait limiter son application à un nombre déterminé de questions de droit surgissant sur le terrain de l'interprétation des traités existants qui sont dépourvus de toute signification politique. Ces traités doivent être indiqués à l'avance d'une manière expresse par la Conférence, et leur nomenclature pourra avec le temps être complétée à mesure des indications de la théorie et surtout de la pratique du droit international.

Au nombre des traités pour l'interprétation desquels doit être admis entièrement et sans conditions l'arbitrage obligatoire, il faut citer avant tout le groupe étendu de ceux qui ont un caractère universel, et qui ont constitué un système de moyens internationaux — Unions internationales — pour servir des intérêts également internationaux. Telles sont, par exemple, les conventions relatives à l'Union postale et télégraphique, à la défense internationale de la propriété littéraire, etc. Avec le temps, à mesure du rapprochement croissant entre les Etats, un grand nombre d'autres intérêts moraux et matériels perdront leur caractère exclusivement national, et seront élevés à la hauteur d'intérêts de l'ensemble de la communauté internationale. Pourvoir à ces intérêts par les efforts et avec les moyens d'un seul Etat est une œuvre impossible. Et c'est pourquoi chaque année augmente le nombre des traités ayant un caractère

universel, englobant des Etats très nombreux, et déterminant les moyens et les modes de protection commune des intérêts communs. Alors que les autres traités ne sont, en règle générale, que des compromis factices d'intérêts opposés, les traités à caractère universel expriment toujours et nécessairement la concordance d'intérêts identiques et communs. C'est pourquoi sur le terrain de ces traités ne se produisent jamais et ne peuvent pas se produire des conflits sérieux et inextricables, des conflits ayant un caractère national, et dans lesquels les intérêts s'excluent réciproquement. Pour ce qui est des malentendus passagers concernant leur interprétation, chaque Etat confiera volontiers leur solution à un tribunal d'arbitrage, attendu que toutes les Puissances ont un égal intérêt à ce que les traités en question restent inviolables comme servant de base au système étendu et complexe des institutions et mesures d'ordre international qui sont le seul moyen de donner satisfaction à des besoins essentiels et permanents.

Il faut remarquer que le premier essai d'introduction de l'arbitrage obligatoire dans la pratique internationale a été fait précisément par un traité à caractère universel, celui relatif à l'Union postale de 1874: l'article 16 de ce traité institue l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous les différends surgissant par rapport à l'interprétation et à l'application du traité dont il s'agit.

La Conférence de La Haye semblerait donc parfaitement fondée à étendre la disposition de l'article 16 du traité de Berne à tous les traités à caractère universel, entièrement analogues à celui-ci.

Actuellement, dans la catégorie des traités à caractère universel, susceptibles d'admettre l'arbitrage obligatoire, peuvent être compris tous les traités rentrant dans les deux subdivisions suivantes:

1° Les traités ayant en vue la protection internationale des grandes artères de la circulation universelle, les conventions postales, télégraphiques, de chemins de fer, les conventions pour la protection des câbles sous-marins, les règlements destinés à prévenir les collisions des bâtiments en pleine mer, les conventions relatives à la navigation sur les fleuves internationaux et les canaux interocéaniens.

2° Les traités ayant en vue la protection internationale d'intérêts intellectuels et moraux, soit des Etats particuliers, soit en général de toute la communauté internationale. A cette subdivision se rapportent les conventions relatives à la protection de la propriété littéraire, artistique et musicale, les conventions pour la protection de la propriété industrielle (marques de commerce et de fabrique, brevets d'invention), conventions pour l'emploi des poids et mesures, conventions sanitaires, vétérinaires, pour les mesures à prendre contre le phylloxéra.

En outre des traités à caractère universel, l'arbitrage obligatoire pourrait être encore appliqué à la solution des différends se produisant au sujet de l'interprétation et de l'application des traités se rapportant aux domaines spéciaux du droit international privé, civil et criminel.

Il faut remarquer toutefois que les questions les plus importantes du droit international privé trouvent actuellement leur détermination surtout dans la législation particulière de chaque Etat.

En raison des inconvénients qu'offre cet ordre de choses, duquel résulte un manque extrême de détermination des droits et devoirs réciproques des individus dans le mouvement international, on a soulevé la question d'une codification internationale du droit international privé. Tant que cette question n'aura pas été définitivement résolue, soit par la conclusion de traités séparés entre les Etats, soit plutôt par la conclusion d'un traité à caractère universel, il serait plus prudent de n'admettre l'arbitrage obligatoire que dans les questions relatives au droit de succession, lesquelles sont déjà à un degré suffisant réglementées par des traités internationaux.

En ce qui regarde les questions de droit criminel international qui se produisent par rapport à l'interprétation des traités relatifs à la coopération entre Etats pour l'administration de la justice, il semblerait que ces questions ayant exclusivement un caractère spécial juridique, pourraient être résolues par la voie de l'arbitrage obligatoire, ce dernier apparaissant à cet égard comme également possible et désirable pour tous les Etats.

Enfin, à l'effet d'écartier les contestations et les malentendus si fréquents entre Etats dans les questions relatives aux démarcations de frontières, il paraîtrait aussi tout à fait opportun de confier à l'arbitrage obligatoire l'interprétation des traités dits de démarcation en tant que ceux-ci ont un caractère technique, et non politique.

Telles sont les limites dans lesquelles il serait possible et désirable de fixer la sphère d'action de l'arbitrage obligatoire.

Il est permis de croire qu'avec le temps il deviendra possible d'étendre l'arbitrage obligatoire aux cas non prévus actuellement; mais même dans les limites indiquées plus haut, ce moyen d'action sera d'un grand secours pour le triomphe des grands principes de droit et de justice dans le domaine international.

La Conférence de la Paix, en reconnaissant comme obligatoire, dans la mesure du possible, l'emploi de l'arbitrage, se rapprochera par cela même du but qui avait été proposé aux Gouvernements des grandes Puissances dans le Congrès d'Aix-la-Chapelle de 1818. Elle donnera un exemple de justice, de concorde et de modération; elle consacrera les efforts de tous les Gouvernements pour la protection des arts de la paix, pour le développement de la prospérité intérieure des Etats et pour le relèvement des idées élevées de religion et de morale.

Annexe 2. A.

Déclaration de Sir Julian Pauncefote.
(Séance du 26 mai.)

M. le Président!

Permettez-mois de vous demander si, avant d'entrer plus loin en matière, il ne serait pas utile et opportun de sonder la Commission au sujet de la question la plus importante selon moi, c'est à dire l'établissement d'un tribunal permanent d'arbitrage international, sur laquelle vous avez touché dans votre discours.

On a fait beaucoup de codes d'arbitrage et de règlements de Procédure, mais la procédure a été réglée jusqu'à présent par les arbitres ou par les traités généraux ou spéciaux.

Or, il me semble que de nouveaux codes et règlements d'arbitrage, quel que soit leur mérite, n'avancent pas beaucoup la grande cause qui nous rassemble.

Si l'on veut faire un pas en avant, je suis d'avis qu'il est absolument nécessaire, d'organiser un Tribunal International permanent qui puisse se réunir immédiatement à la requête des nations contestantes. Ce principe établi, je crois que nous n'aurons pas beaucoup de difficulté à nous entendre sur les détails. La nécessité d'un pareil tribunal et les avantages qu'il offrirait, ainsi que l'encouragement et même l'élan qu'il donnerait à la cause de l'arbitrage, a été démontré avec autant d'éloquence que de force et de clarté par notre collègue distingué M. Descamps dans son intéressant „Essai sur l'arbitrage“, dont un extrait se trouve parmi les Actes et Documents si gracieusement fournis à la Conférence par le Gouvernement Néerlandais. Il ne me reste donc plus rien à dire à ce sujet et je vous serai reconnaissant, M. le président, si avant de procéder plus loin, vous consentiez à recueillir les idées et les sentiments de la Commission sur la proposition que j'ai l'honneur de vous soumettre touchant l'établissement d'un Tribunal Permanent d'Arbitrage International.

Annexe 2. B.**Tribunal permanent d'arbitrage.**

Proposition de Sir Julian Pauncefote.

1.

With a view to facilitate immediate recourse to Arbitration by States which may fail to adjust by diplomatic negotiations differences arising between them the Signatory Powers agree to organize in manner herein-after mentioned, a permanent „Tribunal of International Arbitration“ which

1.

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les Etats qui n'auraient pas réussi à régler leurs différends par la voie diplomatique, les Puissances Signataires s'engagent à organiser de la manière suivante un „Tribunal permanent d'Arbitrage“ accessible en tous temps,

shall be accessible at all times and which shall be governed by the Code of Arbitration provided by this Convention, so far as the same may be applicable and consistent with any special stipulations agreed to between the contesting Parties.

2.

For that purpose a permanent Central Office shall be established at (X) where the Records of the Tribunal shall be preserved and its official business shall be transacted.

A permanent Secretary, an Archivist and a suitable Staff shall be appointed who shall reside on the spot. This Office shall be the medium of communication for the assembling of the Tribunal at the request of the contesting Parties.

3.

Each of the Signatory Powers shall transmit to the others the names of two persons of its nationality who shall be recognized in their own country as Jurists or Publicists of high character for learning and integrity and who shall be willing and qualified in all respects to act as Arbitrators. The persons so nominated shall be members of the Tribunal and a list of their names shall be recorded in the Central Office. In the event of any vacancy occurring in the said List from death, retirement or any other cause whatever, such vacancy shall be filled up in the manner hereinbefore provided, with respect to the original appointment.

4.

Any of the Signatory Powers desiring to have recourse to the Tribunal for the peaceful settlement of differences which may arise between

et qui sera régi par le Code d'Arbitrage prescrit dans cette convention en tant qu'il serait applicable et conforme aux dispositions arrêtées dans le compromis entre les Parties litigantes.

2.

A cet effet un Bureau Central sera établi en permanence à (X), dans lequel les Archives du Tribunal seront conservées, et qui sera chargé de la gestion de ses affaires officielles. Un Secrétaire permanent, un Archiviste et un personnel suffisant seront nommés qui habiteront sur les lieux.

Le Bureau sera l'intermédiaire des communications relatives à la réunion du Tribunal à la requête des Parties litigantes.

3.

Chaque Puissance Signataire transmettra aux autres les noms de deux personnes de sa nationalité reconnues dans leur pays comme Juristes ou Publicistes de mérite et jouissant de la plus haute considération quant à leur intégrité, qui seraient disposées à accepter les fonctions d'Arbitre, et posséderait toutes les qualités requises. Les personnes ainsi désignées seront Membres du Tribunal, et seront inscrites comme tels au Bureau Central.

En cas de décès ou de retraite d'un Membre du Tribunal, il sera pourvu à son remplacement de la même manière que pour sa nomination.

4.

Les Puissances Signataires désirant avoir recours au Tribunal pour le règlement pacifique des différends qui pourraient surgir entre elles, notifie-

them shall notify such desire to the Secretary of the Central Office who shall thereupon furnish such Powers with a List of the Members of the Tribunal from which they shall select such number of Arbiters as may be stipulated for in the Arbitration Agreement. They may besides, if they think fit, adjoin to them any other Person, although his name shall not appear on the List. The persons so selected shall constitute the Tribunal for the purposes of such Arbitration and shall assemble at such date as may be fixed by the litigants.

The Tribunal shall ordinarily hold its sessions at (X) but it shall have power to fix its place of Session elsewhere and to change the same from time to time as circumstances and its own convenience or that of the litigants may suggest.

5.

Any Power although not a Signatory Power may have recourse to the Tribunal on such terms as shall be prescribed by the Regulations.

6.

The Government of (X) is charged by the Signatory Powers to establish on their behalf as soon as possible after the conclusion of this Convention a permanent Council of Administration at (X) to be composed of five members and a Secretary.

The Council shall organize and establish the Central Office which shall be under its control and direction. It shall make such Rules and Regulations from time to time as may be necessary for the proper discharge of the functions of the Office. It shall dispose of all questions which may arise in relation to the working of the Tribunal or which

ront ce désir au Secrétaire du Bureau Central qui leur fournira sur le champ la Liste des Membres du Tribunal. Elles choisiront dans cette Liste le nombre d'Arbitres convenu dans le compromis. Elles auront en outre la faculté de leur adjoindre des Arbitres autres que ceux dont les noms seront inscrits dans la Liste. Les Arbitres ainsi choisis formeront le Tribunal pour cet Arbitrage. Ils se réuniront à la date fixée par les Parties en litige.

Le Tribunal siégera d'ordinaire à (X) mais il aura la faculté de siéger ailleurs et de changer son siège de temps en temps selon les circonstances et sa convenance ou celle des parties en litige.

5.

Tout Etat quoique n'étant pas une des Puissances Signataires pourra avoir recours au Tribunal dans les conditions prescrites par les Règlements.

6.

Le Gouvernement de (X) est chargé d'installer à (X) au nom des Puissances Signataires le plus tôt possible après la ratification de cette Convention un Conseil d'Administration permanent qui sera composé de cinq membres, et d'un Secrétaire. Ce Conseil aura pour devoir d'établir et d'organiser le Bureau Central qui sera sous sa direction et son contrôle.

Il émettra de temps en temps les Règlements nécessaires au bon fonctionnement du Bureau Central. Il réglera de même toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement du Tribunal, ou qui lui seraient référées par le Bureau

may be referred to it by the Central Office. It shall have absolute power as regards the appointment, suspension or dismissal of all employees and shall fix their salaries and control the general expenditure.

The Council shall elect its President who shall have a casting vote. Three Members shall form a quorum. The decisions of the Council shall be governed by a majority of votes.

The remuneration of the Members shall be fixed from time to time by accord between the Signatory Powers.

7.

The Signatory Powers agree to share among them the expenses attending the institution and maintenance of the Central Office and of the Council of Administration.

The expenses of and incident to every Arbitration including the remuneration of the Arbiters shall be equally borne by the contesting Powers.

Central. Il aura des pouvoirs absolus quant à la nomination, la suspension ou la démission de tous les fonctionnaires et employés, il fixera leurs salaires et il contrôlera la dépense générale. Le Conseil élira son Président qui aura voix prépondérante. La présence de trois Membres suffira pour constituer les séances, et les décisions seront prises à la majorité des voix. Les honoraires des Membres du Conseil seront fixés par un accord entre les Puissances Signataires.

7.

Les Puissances Signataires s'engagent à supporter par parties égales les frais du Conseil d'Administration et du Bureau Central. Les frais se rattachant à chaque Arbitrage incomberont aux Etats en litige en partie égale.

Annexe 3. A.

Proposition Russe.

a) Articles qui pourraient remplacer l'Article 13. (Projet de Tribunal d'Arbitrage.)

Article I.

En vue de consolider, en tant que possible, la pratique de l'arbitrage international, les Puissances contractantes sont convenues d'instituer, pour la durée de ans, un Tribunal d'arbitrage, auquel seraient soumis les cas d'arbitrage obligatoire énumérés dans l'article 10, à moins que les Puissances intéressées ne tombent d'accord sur l'établissement d'un Tribunal d'arbitrage spécial pour la solution du conflit survenu entre Elles.

Les Puissances en litige pourront également avoir recours au Tribunal ci-dessus indiqué dans tous les cas d'arbitrage facultatif, si un accord spécial à ce sujet s'établit entre Elles.

Il est bien entendu que toutes les Puissances, sans en excepter celles non contractantes ou celles qui auraient fait des réserves, pourront soumettre leurs différends à ce Tribunal en s'adressant au Bureau permanent prévu par l'article de l'appendice A.

Article II.

L'organisation du Tribunal d'arbitrage est indiquée dans l'appendice A au présent article.

L'organisation des tribunaux d'arbitrage institués par des accords spéciaux entre les Puissances en litige, ainsi que les règles de procédure à suivre pendant l'instruction du litige et le prononcé de la sentence arbitrale sont déterminées dans l'appendice B (Code d'arbitrage).

Les dispositions contenues dans ce dernier appendice pourront être modifiées en vertu d'un accord spécial entre les Etats qui auront recours à l'arbitrage.

Annexe 3. B.**Appendice A,**

mentionné dans l'article additionnel II de la proposition russe.

(Constitution du Tribunal d'arbitrage.)

A défaut d'un compromis spécial, le Tribunal d'arbitrage prévu par l'article 13 sera constitué sur les bases suivantes:

§ 1. Les Parties contractantes instituent un Tribunal permanent pour la solution des conflits internationaux qui lui seront déferés par les Puissances en litige en vertu de l'article 13 de la présente Convention.

§ 2. La Conférence désignera, pour le terme qui s'écoulera jusqu'à la réunion d'une nouvelle Conférence, cinq Puissances afin que chacune d'elles, en cas de demande d'arbitrage, nomme un juge, soit du nombre de ses ressortissants, soit en dehors d'eux.

Les juges ainsi nommés constituent le Tribunal arbitral compétent pour le cas survenu.

§ 3. Si parmi les Puissances en litige se trouvaient une ou plusieurs Puissances non représentées dans le Tribunal arbitral, en vertu de l'article précédent, chacune des deux Parties en litige aura le droit de s'y faire représenter par une personne de son choix en qualité de juge ayant les mêmes droits que les autres membres dudit Tribunal.

§ 4. Le Tribunal choisit parmi ses membres son Président qui, en cas de partage de voix en nombre égal, aura la voix prépondérante.

§ 5. Un Bureau permanent d'arbitrage sera institué par les cinq Puissances qui seront désignées en vertu du présent Acte pour constituer le Tribunal arbitral. Elles élaboreront le règlement de ce Bureau, en nommeront les employés, pourvoiront à leur remplacement le cas échéant et fixeront leurs émoluments. Ce Bureau, dont le siège sera à La Haye, comprendra un Secrétaire général, un Secrétaire adjoint, un Secrétaire-archiviste ainsi que le reste du personnel, lequel sera nommé par le Secrétaire général.

§ 6. Les frais d'entretien de ce Bureau seront répartis entre les Etats dans la proportion établie pour le Bureau international postal.

§ 7. Le Bureau rend annuellement compte de son activité aux cinq Puissances qui l'ont nommé et celles-ci communiquent le compte rendu aux autres Puissances.

§ 8. Les Puissances entre lesquelles aurait surgi un litige s'adresseront au Bureau et lui fourniront les documents nécessaires. Le Bureau avisera les cinq Puissances ci-dessus mentionnées qui auront à constituer sans retard le Tribunal. Ce Tribunal se réunira d'ordinaire à La Haye; il pourra se réunir également dans une autre ville, si un accord s'établit à cet effet entre les Etats intéressés.

§ 9. Pendant le fonctionnement du Tribunal, le Bureau lui servira de Secrétariat. Il suivra le Tribunal en cas de déplacement. Les archives de l'arbitrage international seront déposées au Bureau.

§ 10. La procédure du Tribunal susdit sera régie par les prescriptions du Code d'arbitrage. (Appendice B.)

Annexe 4.

Amendement au projet russe de stipulations sur la médiation et l'arbitrage, déposé par S. E. le Comte Nigra.

Dans le but de prévenir ou de faire cesser les conflits internationaux, la Conférence de la Paix, réunie à la Haye, a résolu de soumettre aux Gouvernements qui y sont représentés les articles suivants destinés, à être convertis en stipulations internationales.

Art. I.

En cas d'imminence d'un conflit entre deux ou plusieurs Puissances, et après l'insuccès de toute tentative de conciliation au moyen de négociations indirectes, les Parties en litige sont obligées de recourir à la médiation ou à l'arbitrage dans les cas indiqués par le présent Acte.

Art. II.

Dans tous les autres cas, la médiation ou l'arbitrage seront recommandés par les Puissances signataires, mais demeurent facultatifs.

Art. III.

Chacune des Puissances signataires du présent Acte, non impliquées dans le conflit, a, en tout cas, et même pendant les hostilités, le droit d'offrir aux Parties contendantes ses bons offices ou sa médiation, ou de leur proposer de recourir à la médiation d'une autre Puissance également neutre ou à l'arbitrage.

Cette offre ou cette proposition ne peut être considérée par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical, même dans le cas où la médiation et l'arbitrage, n'étant pas obligatoires, seraient récusés.

Art. IV.

La demande ou l'offre de médiation a la priorité sur la proposition d'arbitrage.

Mais l'arbitrage peut ou doit être proposé selon les cas, non seulement lorsqu'il n'y a pas de demande ou offre de médiation, mais aussi lorsque la médiation aurait été récusée ou n'aurait pas abouti à la conciliation.

Art. V.

La proposition de médiation ou d'arbitrage, tant qu'elle n'est pas formellement acceptée par toutes les Parties en litige, ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, retarder ou entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires, ainsi que les opérations militaires en cours.

Art. VI.

Le recours à la médiation ou à l'arbitrage conformément à l'article 1^{er} est obligatoire:

- 1°
2°
-

Annexe 5.**Relevé général des clauses de médiation et d'arbitrage concernant les Puissances représentées à la Conférence de la Paix.**

Il importe de distinguer les dispositions ayant un caractère de généralité, c'est-à-dire qui sont communes à toutes les Puissances ou à un groupe considérable d'entre Elles, et celles qui ont le caractère de droit conventionnel spécial entre deux Etats.

§ 1. Dispositions marquées d'un caractère de généralité.

Les principales dispositions à relever dans cet ordre sont les suivantes:

1. Vœu général concernant le recours aux bons offices d'une Puissance amie, contenu dans le Protocole n° XXIII du Congrès de 1856.

Ce vœu a été exprimé dans les conditions suivantes:

M. le Comte de Clarendon, ayant demandé la permission de présenter au Congrès une proposition qui lui semble devoir être favorablement accueillie, dit que les calamités de la guerre sont encore trop présentes à tous les esprits pour qu'il n'y ait pas lieu de rechercher tous les moyens qui seraient de nature à en prévenir le retour; qu'il a été inséré à l'article 8 du Traité de paix une stipulation qui recommande de recourir à l'action médiatrice d'un Etat ami, avant d'en appeler à la force en cas de dissensément entre la Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pense que cette heureuse innovation pourrait recevoir une application plus générale et devenir ainsi une barrière opposée à des conflits qui, souvent, n'éclatent que parce qu'il n'est pas toujours possible de s'expliquer et de s'entendre.

Il propose donc de se concerter sur une résolution propre à assurer,

§ 7. Le Bureau rend annuellement compte de son activité aux cinq Puissances qui l'ont nommé et celles-ci communiquent le compte rendu aux autres Puissances.

§ 8. Les Puissances entre lesquelles aurait surgi un litige s'adresseront au Bureau et lui fourniront les documents nécessaires. Le Bureau avisera les cinq Puissances ci-dessus mentionnées qui auront à constituer sans retard le Tribunal. Ce Tribunal se réunira d'ordinaire à La Haye; il pourra se réunir également dans une autre ville, si un accord s'établit à cet effet entre les Etats intéressés.

§ 9. Pendant le fonctionnement du Tribunal, le Bureau lui servira de Secrétariat. Il suivra le Tribunal en cas de déplacement. Les archives de l'arbitrage international seront déposées au Bureau.

§ 10. La procédure du Tribunal susdit sera régie par les prescriptions du Code d'arbitrage. (Appendice B.)

Annexe 4.

Amendement au projet russe de stipulations sur la médiation et l'arbitrage, déposé par S. E. le Comte Nigra.

Dans le but de prévenir ou de faire cesser les conflits internationaux, la Conférence de la Paix, réunie à la Haye, a résolu de soumettre aux Gouvernements qui y sont représentés les articles suivants destinés, à être convertis en stipulations internationales.

Art. I.

En cas d'imminence d'un conflit entre deux ou plusieurs Puissances, et après l'insuccès de toute tentative de conciliation au moyen de négociations indirectes, les Parties en litige sont obligées de recourir à la médiation ou à l'arbitrage dans les cas indiqués par le présent Acte.

Art. II.

Dans tous les autres cas, la médiation ou l'arbitrage seront recommandés par les Puissances signataires, mais demeurent facultatifs.

Art. III.

Chacune des Puissances signataires du présent Acte, non impliquées dans le conflit, a, en tout cas, et même pendant les hostilités, le droit d'offrir aux Parties contendantes ses bons offices ou sa médiation, ou de leur proposer de recourir à la médiation d'une autre Puissance également neutre ou à l'arbitrage.

Cette offre ou cette proposition ne peut être considérée par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical, même dans le cas où la médiation et l'arbitrage, n'étant pas obligatoires, seraient récusés.

Art. IV.

La demande ou l'offre de médiation a la priorité sur la proposition d'arbitrage.

Mais l'arbitrage peut ou doit être proposé selon les cas, non seulement lorsqu'il n'y a pas de demande ou offre de médiation, mais aussi lorsque la médiation aurait été récusée ou n'aurait pas abouti à la conciliation.

Art. V.

La proposition de médiation ou d'arbitrage, tant qu'elle n'est pas formellement acceptée par toutes les Parties en litige, ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, retarder ou entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires, ainsi que les opérations militaires en cours.

Art. VI.

Le recours à la médiation ou à l'arbitrage conformément à l'article 1^{er} est obligatoire:

- 1°
2°
-

Annexe 5.**Relevé général des clauses de médiation et d'arbitrage
concernant les Puissances représentées à la Conférence de la Paix.**

Il importe de distinguer les dispositions ayant un caractère de généralité, c'est-à-dire qui sont communes à toutes les Puissances ou à un groupe considérable d'entre Elles, et celles qui ont le caractère de droit conventionnel spécial entre deux Etats.

§ 1. Dispositions marquées d'un caractère de généralité.

Les principales dispositions à relever dans cet ordre sont les suivantes:

1. Vœu général concernant le recours aux bons offices d'une Puissance amie, contenu dans le Protocole n° XXIII du Congrès de 1856.

Ce vœu a été exprimé dans les conditions suivantes:

M. le Comte de Clarendon, ayant demandé la permission de présenter au Congrès une proposition qui lui semble devoir être favorablement accueillie, dit que les calamités de la guerre sont encore trop présentes à tous les esprits pour qu'il n'y ait pas lieu de rechercher tous les moyens qui seraient de nature à en prévenir le retour; qu'il a été inséré à l'article 8 du Traité de paix une stipulation qui recommande de recourir à l'action médiatrice d'un Etat ami, avant d'en appeler à la force en cas de dissension entre la Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pense que cette heureuse innovation pourrait recevoir une application plus générale et devenir ainsi une barrière opposée à des conflits qui, souvent, n'éclatent que parce qu'il n'est pas toujours possible de s'expliquer et de s'entendre.

Il propose donc de se concerter sur une résolution propre à assurer,

dans l'avenir, au maintien de la paix, cette chance de durée, sans toutefois porter atteinte à l'indépendance des Gouvernements.

M. le Comte Walewaki se déclare autorisé à appuyer l'idée émise par M. le premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne; il assure que les Plénipotentiaires de la France sont tout disposés à s'associer à l'insertion au protocole d'un *vœu* qui, en répondant pleinement aux tendances de notre époque, n'entraverait daucune façon la liberté d'action des Gouvernements.

M. le Comte de Buol n'hésiterait pas à se joindre à l'avis des Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France, si la résolution du Congrès doit avoir la forme indiquée par M. le Comte Walewski; mais il ne saurait prendre, au nom de sa Cour, un engagement absolu et de nature à limiter l'indépendance du Cabinet autrichien.

M. le Comte de Clarendon répond que chaque Puissance est et sera seule juge des exigences de son honneur et de ses intérêts; qu'il n'entend nullement circonscrire l'autorité des Gouvernements, mais seulement leur fournir l'occasion de ne pas recourir aux armes toutes les fois que les dissensiments pourront être aplatis par d'autres voies.

M. le Baron de Manteuffel assure que le Roi, son auguste maître, partage complètement les idées exposées par M. le Comte de Clarendon; qu'il se croit donc autorisé à y adhérer et à leur donner tout le développement qu'elles comportent.

M. le Comte Orloff, tout en reconnaissant la sagesse de la proposition faite au Congrès, croit devoir en référer à sa Cour, avant d'exprimer l'opinion des Plénipotentiaires de la Russie.

M. le Comte Walewski ajoute qu'il ne s'agit ni de stipuler un droit, ni de prendre un engagement; que le *vœu* exprimé par les Congrès ne saurait, en aucun cas, aliéner la liberté d'appréciation que toute Puissance indépendante doit se réservé en pareille matière; qu'il n'y a donc aucun inconvénient à généraliser l'idée dont s'est inspiré M. le Comte de Clarendon, et à lui donner la portée la plus étendue.

M. le Comte de Buol applaudit à la proposition, telle que Lord Clarendon l'a présentée, dans un but d'humanité; mais il ne pourrait y adhérer, si on voulait lui donner une trop grande étendue, ou en déduire des conséquences favorables aux Gouvernements de fait et à des doctrines qu'il ne serait admestre.

Il désire, au reste, que le Congrès, au moment même de terminer ses travaux, ne se voie pas obligé de traiter des questions irritantes et de nature à troubler la parfaite harmonie qui n'a cessé de régner parmi les Plénipotentiaires.

Après quoi, MM. les Plénipotentiaires n'hésitent pas à exprimer, au nom de leurs Gouvernements, le *vœu* que les Etats entre lesquels s'élèverait un dissensément sérieux, avant d'en appeler aux armes, eussent recours,

en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices d'une Puissance amie.

MM. les Plénipotentiaires espèrent que les Gouvernements non représentés au Congrès s'associeront à la pensée qui a inspiré le vœu consigné au présent protocole.

2. Action médiatrice en cas de dissensément menaçant le maintien des relations de la Sublime Porte avec les autres Puissances signataires du Traité de Paris de 1856.

Traité du 30 mars 1856, art. 8. S'il survenait entre la Sublime Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires un dissensément qui menaçait le maintien de leurs relations, la Sublime Porte ou chacune des Puissances, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres Parties contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice.

3. Bons offices pour limiter le théâtre de la guerre, en plaçant sous le régime de la neutralité, des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo.

Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885, art. 11. Dans les cas où une Puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} placées sous le régime de la liberté commerciale, serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du présent Acte et celles qui y adhèreront par la suite s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette Puissance soient, du consentement commun de cette Puissance et de l'autre ou des autres Parties belligérantes, placés pour la durée de la guerre sous le régime de la neutralité et considérés comme appartenant à un Etat non belligérant; les parties belligérantes renonceraient dès lors à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés, aussi bien qu'à les faire servir de base à des opérations de guerre.

4. Médiation obligatoire et arbitrage facultatif en cas de dissensément sérieux ayant pris naissance au sujet ou dans les limites du bassin conventionnel du Congo.

Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1890, art 55. Dans le cas où un dissensément sérieux, ayant pris naissance au sujet ou dans les limites des territoires mentionnés à l'article 1^{er} et placés sous le régime de la liberté commerciale, viendrait à s'élever entre les Puissances signataires du présent Acte ou des Puissances qui y adhèreraient par la suite, ces Puissances s'engagent, avant d'en appeler aux armes, à recourir à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Pour le même cas, les mêmes Puissances se réservent le recours facultatif à la procédure de l'arbitrage.

5. Institution d'une juridiction arbitrale en vertu de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles concernant la traite africaine.

Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890, art. 55. L'officier capteur et l'autorité qui aura dirigé l'enquête désigneront, chacun dans les quarante-huit heures, un arbitre, et les deux arbitres choisis

auront eux-mêmes vingt-quatre heures pour désigner un surarbitre. Les arbitres devront être choisis, autant que possible, parmi les fonctionnaires diplomatiques, consulaires ou judiciaires des Puissances signataires. Les indigènes se trouvant à la solde des Gouvernements contractants sont formellement exclus. La décision est prise à la majorité des voix. Elle doit être reconnue comme définitive.

Si la juridiction arbitrale n'est pas constituée dans les délais indiqués, il sera procédé, pour l'indemnité comme pour les dommages-intérêts, conformément aux dispositions de l'article 58, paragraphe 2.

Art. 56. Les causes sont déférées, dans le plus bref délai possible, au tribunal de la nation dont les prévenus ont arboré les couleurs. Cependant les consuls ou toute autre autorité de la même nation que les prévenus, spécialement commissionnés à cet effet, peuvent être autorisés par leur Gouvernement à rendre les jugements aux lieu et place des tribunaux.

Art. 58. Tout jugement du Tribunal national ou des autorités visées à l'article 56 déclarant que le navire arrêté ne s'est point livré à la traite sera exécuté sur-le-champ, et pleine liberté sera rendue au navire de continuer sa route.

Dans ce cas, le capitaine ou l'armateur du navire arrêté sans motif légitime de suspicion ou ayant été soumis à des vexations aura le droit de réclamer des dommages-intérêts, dont le montant sera fixé de commun accord entre les Gouvernements directement intéressés ou par voie d'arbitrage et payé dans le délai de six mois à partir de la date du jugement qui a acquitté la prise.

6. Institution d'une juridiction arbitrale en vertu de l'Union postale universelle.

Convention du 4 juillet 1891, art. 23, § 1. En cas de dissensément entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité d'une Administration en cas de perte d'un envoi recommandé, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

§ 2. La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

§ 3. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

§ 4. Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les arrangements conclus en vertu de l'article 19 précédent (concernant le service des lettres et boîtes avec valeurs déclarées, des mandats de poste, des colis postaux, des valeurs à recouvrer, des livrets d'identité, des abonnements aux journaux, etc.).

7. Institution d'un Office d'arbitrage facultatif, en vertu de l'Union internationale pour le transport de marchandises par chemins de fer.

Convention du 14 octobre 1890, art. 57, § 1. Pour faciliter et assurer l'exécution de la présente Convention, il sera organisé un Office central des transports internationaux, chargé:

. . . 3° De prononcer, à la demande des parties, des sentences sur les litiges qui pourraient s'élever entre les chemins de fer.

L'article 22, § 2 de la Convention du 4 juillet 1891 charge le Bureau international de l'Union postale universelle „d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses“. Ces avis juridiques constituent une sorte de préarbitrage qu'il a paru intéressant de noter.

En exécution de l'article 57, § 1 de la Convention du 14 octobre 1890, le Conseil fédéral suisse a publié, sous la date du 29 novembre 1892, un Règlement fixant la procédure arbitrale pour les litiges portés devant l'Office central des transports internationaux.

§ 2. Droit conventionnel spécial.

Allemagne.

L'article 1^{er} de l'Accord anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890 porte que la délimitation de la frontière sud de la „Walfishbay“ est réservée à une décision arbitrale si dans les deux ans, à partir de la signature de cet arrangement, aucune entente ne s'est établie entre les deux Puissances relativement à la fixation de ladite frontière.

Autriche-Hongrie.

Le Traité de commerce du 17 mai 1869 entre l'Autriche-Hongrie et le Siam renferme une clause générale d'arbitrage, concernant tous les différends qui pourraient surgir entre les deux pays.

Article 26. Dans le cas où s'élèverait entre les Hautes Parties contractantes un différend qui ne pourrait pas être arrangé amicalement par la voie de négociations ou de correspondances diplomatiques, il est ici convenu que le règlement du différend sera soumis à l'arbitrage d'une Puissance neutre et amie à désigner de commun accord et que le résultat de cet arbitrage sera admis par les Hautes Parties contractantes comme une décision finale.

Sollte zwischen den hohen vertragschliessenden Theilen eine Streitfrage oder Meinungsverschiedenheit entstehen, welche durch freundschaftlichen diplomatischen Verkehr oder Korrespondenz nicht geschlichtet werden könnte, so wird hiermit vereinbart, dass die Schlichtung einer solchen Frage oder Meinungsverschiedenheit dem Schiedsrichterlichen Spruche einer im gemeinsamen Einverständnisse zu wählenden, befreundeten, neutralen Macht vorgelegt werden soll und dass das Ergebniss dieses Spruchs von den hohen vertragschliessenden Mächten als endgültige Entscheidung angenommen werden soll.

Belgique.

La Belgique a conclu onze traités renfermant des clauses d'arbitrage.

Six de ces clauses sont générales et concernent tous les différends éventuels. Les cinq autres ont une portée limitée.

Les Clauses générales d'arbitrage sont les suivantes:

1^o Belgique et Iles Hawaïennes. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 4 octobre 1862. Article 26. Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les Parties contractantes pouvaient devenir le motif d'une interruption de relations d'amitié entre elles, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième Puissance, également amie des parties, sera invoqué d'un commun accord, pour éviter, par ce moyen, une rupture définitive.

2^o Belgique et Siam. Traité d'amitié et de commerce du 29 août 1868. Article 24. Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux pays contractants, qui ne pourrait pas être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces derniers désigneront, d'un commun accord, pour arbitre une Puissance tierce neutre et amie et le résultat de l'arbitrage sera admis par les deux Parties.

3^o Belgique et République Sud-Africaine. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 3 février 1876. Article 14. (Même texte que celui du traité avec les Iles Hawaïennes, ci-dessus, 1^o.)

4^o Belgique et Vénézuéla. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 1^{er} mars 1884. Article 2. S'il surgissait entre la Belgique et le Vénézuéla un différend quelconque, qui ne put être réglé à l'amiable, les deux Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre la solution du litige à l'arbitrage d'une Puissance amie, proposée et acceptée de commun accord.

5^o Belgique et Equateur. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 5 mars 1887. Article 2. (Même texte que celui du traité avec le Vénézuéla, ci-dessus, 4^o.)

6^o Belgique et Etat libre d'Orange. Traité d'amitié d'établissement et de commerce du 27 décembre 1894. Article 14. (Même texte que celui du traité avec les Iles Hawaïennes, ci-dessus, 1^o.)

Les Clauses limitées d'arbitrage sont:

1^o Belgique et Italie. Traité de commerce et de navigation du 11 décembre 1882. Article 20. Si quelque difficulté surgissait à l'occasion, soit de l'interprétation, soit de l'exécution des articles qui précédent, les deux Hautes Parties contractantes, après avoir épuisé tous les moyens d'arriver directement à un accord, s'engagent à s'en rapporter à la décision d'une Commission d'arbitres.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre choisi par la Commission elle-même.

La procédure à suivre sera déterminée par les arbitres, à moins qu'une entente ne soit intervenue à cet égard entre le Gouvernement belge et le Gouvernement italien.

2^o Belgique et Grèce. Traité de commerce et de navigation du 25 mai 1895. Article 21. Les Hautes Parties contractantes conviennent

de recourir à l'arbitrage pour toutes les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution du présent traité.

3° Belgique et Suède. Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20. (Même texte que celui du traité avec la Grèce, ci-dessus, 2°.)

5° Belgique et Norvège. Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20. Dans les cas où un différend sur l'interprétation ou l'application du présent traité s'élèverait entre les deux Parties contractantes et ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de correspondance diplomatique, celles-ci conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont elles s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des deux Parties contractantes en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Ces deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre sur ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres, ou, à défaut d'entente, par le sort.

5° Belgique et Danemark. Traité de commerce et de navigation du 18 juin 1895. Article 20. (Même texte que celui du traité avec la Grèce, ci-dessus, 2°.)

Danemark.

1° Danemark et Vénézuéla. Traité de commerce et de navigation du 19 décembre 1862. Article 26. Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les deux Hautes Parties contractantes occasionnaient une interruption dans leurs relations d'amitié, et qu'après avoir épousé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leurs prétentions respectives n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième Puissance amie et neutre sera invoqué d'un commun accord avant de pouvoir en appeler au funeste usage des armes.

Est excepté le cas où la partie qui se croirait offensée n'obtiendrait pas que l'autre, dans le terme de trois mois, à compter du jour de l'invitation qui lui sera faite à cet effet, convînt du choix de l'arbitre d'un commun accord, ou à défaut de cet accord, par sa voie du sort.

1° Danemark et Belgique. Traité de commerce et de navigation du 18 juin 1895. Article 20. (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

Espagne.

Voici les traités conclus par l'Espagne avec insertion de la clause d'arbitrage:

a. Clauses générales d'arbitrage.

1° Espagne et Vénézuéla. Traité de commerce et de navigation du 20 mai 1882. Article 14. Si, contre toute attente, il venait à surgir entre l'Espagne et le Vénézuéla une difficulté quelconque qui ne pourrait pas être résolue à l'amiable par les moyens usuels et ordinaires, les deux Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre la solution du différend

à l'arbitrage d'une tierce Puissance, amie des deux Parties, proposée et acceptée de commun accord.

Si, como no es de esperar, llegase à surgir entre España y Venezuela alguna diferencia que no se pudiese arreglar amigablemente por los medios usuales y ordinarios, las dos Altas Partes contratantes convienen en someter la resolución de la diferencia al arbitraje de una tercera Potencia amiga de ambas propuesta y aceptada de común acuerdo.

2º Espagne et Equateur. Traité additionnel de paix et d'amitié du 24 mai 1888. Article 5. Toutes les contestations et tout les différends entre l'Espagne et l'Equateur sur l'interprétation de traités existants ou sur un point quelconque qui n'y est pas prévu, s'ils ne peuvent être résolus à l'amiable, seront soumis à l'arbitrage d'une Puissance amie, proposée et acceptée de commun accord.

Toda cuestión ó diferencia entre Espana y Ecuador sobre la interpretación de Tratados existentes ó sobre algún punto no previsto en ellos, si no padiere ser arreglada amistosamente, será sometida al arbitraje de una Potencia amiga, propuesta y aceptada de comun acuerdo.

3º Espagne et Colombie. Traité additionnel au traité de paix et d'amitié de 1881 signé à Bogota le 28 avril 1894. Article 1. Toutes les contestations et tous les différends qui surgiront entre l'Espagne et la Colombie au sujet de l'interprétation des traités en vigueur ou qui le seront à l'avenir, seront tranchés par la décision sans appel d'un arbitre, proposé et accepté de commun accord. Les contestations qui pourront se présenter sur des points non prévus dans lesdits traités ou pactes seront également soumises à l'arbitrage; mais si l'accord n'existe pas quant à l'adoption de cette mesure, parce qu'il s'agit d'affaires affectant la souveraineté nationale ou qui d'une autre manière sont par leur nature incompatibles avec l'arbitrage, les deux Gouvernements sont obligés, en tout cas, d'accepter la médiation ou les bons offices d'un Gouvernement ami pour la solution amiable de tout différend.

Lorsqu'un différend entre l'Espagne et la Colombie sera soumis au jugement d'un arbitre, les Hautes Parties contractantes établiront, de commun accord, la procédure, les délais et les formalités que le Juge et les Parties devront observer dans le cours et à la fin du jugement arbitral.

Toda controversia ó diferencias que ocurriesen entre Espana y Colombia acerca de la interpretación de los Tratados vigentes ó que en lo sucesivo lo estén, serán resueltas por el inapelable fallo de un árbitro, propuesto y aceptado de común acuerdo. Las desavenencias que pudieren surgir sobre puntos no previstos en dichos Tratados ó Pactos, serán igualmente sometidas al arbitraje: pero si no hubiere conformidad en cuanto à la adopción de este procedimiento, por tratarse de asuntos que afecten la soberanía nacional ó que de otro modo sean por su naturaleza incompatibles con el arbitraje, ambos Gobiernos estarán obligados, en todo caso, a aceptar la mediación ó buenos oficios de un Gobierno amigo, para la solución amistosa de toda diferencia. Cuando se someta à juicio de un árbitro una diferencia entre Espana y Colombia las Altas Partes contratantes establecerán, de común acuerdo, los trámites, términos y formalidades que el Juez y las partes deberán observar en el curso y terminación del juicio arbitral.

4^e Espagne et Honduras. Traité de paix et d'amitié du 19 novembre 1894. Article 2. (Texte identique à celui du n° 2.)

b. Clauses d'arbitrage limitées.

1^e Espagne et Pays-Bas. Traité de commerce et de navigations du 8 juin 1887. Article 4. Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'en cas de discussion ou de doute relativement à l'exécution de la présente convention, Elles soumettront leurs différends à la décision de deux arbitres nommés un par chacune des Hautes Parties et en cas de non conformité entre eux, Elles en désigneront un troisième de commun accord, qui aura la faculté de décider.

2^e Espagne et Suède et Norvège. Déclarations du 23 juin 1887. Article 2. Les questions qui surgiraient sur l'interprétation ou l'exécution du traité de commerce entre l'Espagne et la Suède et la Norvège du 15 mars 1883, prorogé par la convention du 18 janvier dernier, et du traité de navigation entre les mêmes pays du 15 mars 1883, ou sur les conséquences d'une violation quelconque desdits traités, seront soumises, lorsque tous les moyens directs d'arrangement et les discussions amicales entre les deux Hautes Parties contractantes auront été épuisés, à des Commissions d'arbitrage dont les décisions seront obligatoires pour les Hautes Parties contractantes.

Les membres de ces Commissions seront nommés d'un commun accord par les deux Hautes Parties et, dans les cas où l'entente ne pourrait être obtenue, chacun d'elles nommera un arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et ceux qui seront nommés à ces fonctions désigneront un arbitre additionnel qui fonctionnera en cas de désaccord.

La procédure pour l'arbitrage sera fixée dans chaque cas par les Hautes Parties contractantes et, à leur défaut, la Commission d'arbitrage la déterminera avant d'exercer ses fonctions. Dans tous les cas, les Hautes Parties contractantes préciseront les questions ou affaires qui seront soumises à l'arbitrage.

France.

Le traité d'amitié, de commerce et de navigation du 4 juin 1886 entre la France et la Corée renferme dans son article 1^{er} § 2 la stipulation suivante: „S'il s'élevait des différends entre une des Hautes Parties contractantes et une Puissance tierce, l'autre Haute Partie contractante pourrait être requise par la première de prêter ses bons offices afin d'amener un arrangement amiable.“

Grande-Bretagne.

Les traités conclus par la Grande-Bretagne et renfermant la clause d'arbitrage sont les suivants:

1^e Grande-Bretagne et Italie. Traité de commerce et de navigation du 15 juin 1883. Protocole annexé. Toutes controverses qui pourraient surgir sur l'interprétation l'exécution du présent traité ou sur les conséquences de sa violation seront, après que l'on aura épuisé tous

les moyens d'arriver directement à un arrangement par entente amiable, soumises au jugement de Commissions d'arbitrage, et les décisions de ces Commissions seront obligatoires pour les deux Gouvernements.

Les membres de ces Commissions seront choisis par les deux Gouvernements de commun accord et, à défaut d'entente, chacune des Parties nommera un arbitre ou un même nombre d'arbitres, et les arbitres ainsi nommés feront choix d'un tiers arbitre.

La procédure de l'arbitrage sera, dans chaque cas, déterminée par les Parties contractantes, à défaut de quoi la Commission d'arbitrage sera autorisée à la déterminer elle-même tout d'abord.

Any controversies which may arise respecting the interpretation or the execution of the present Treaty, or the consequences of any violation thereof, shall be submitted, when the means of settling them directly by amicable agreement are exhausted, to the decision of Commission of Arbitrators, and the result of such Arbitrators shall be binding upon both Governments.

The members of such Commissions shall be selected by the two Governments by common consent, failing which each of the parties shall nominate an Arbitrator, or an equal number of arbitrators, and the arbitrators thus appointed shall select an Umpire.

The procedure of the Arbitrators shall in each case be determined by the contracting Parties, failing which the Commission of Arbitration shall be itself entitled to determine it beforehand.

2^e Grande-Bretagne et Uruguay. Traité de commerce et de navigation du 13 novembre 1885. Article 15. (Texte identique à celui du n° 1.)

3^e Grande-Bretagne et Grèce. Traité de commerce et de navigation du 10 novembre 1886. Protocole annexé. (Texte identique à celui du n° 1.)

4^e Grande-Bretagne et Mexique. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 27 novembre 1888. Article 15. (Texte identique à celui du n° 1.)

Grèce.

1^e Grèce et Italie. Convention consulaire du 27 novembre 1880. Article 32. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

2^e Grèce et Grande-Bretagne. Traité de commerce et de navigation du 10 novembre 1886. Protocole annexé. (Reproduit sous la rubrique: Grande-Bretagne.)

3^e Grèce et Belgique. Traité de commerce et de navigation du 25 mai 1895. Article 21. (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

Italie.

Les traités suivants renferment la clause compromissoire:

1^e Italie et Uruguay. Convention d'extradition du 14 avril 1879. Article 16. Les Hautes Parties contractantes sont convenues que les différends qui pourraient se produire touchant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, ou les conséquences de l'infraction d'une de ses stipulations, devront être soumis, lorsque les moyens de les arranger directe-

ment par un accord amiable auront été épuisés, au jugement de Commissions arbitrales, et que le résultat d'un tel arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Les membres desdites Commissions seront choisis par les deux Gouvernements d'un commun accord; à défaut de quoi, chacune des Parties nommera son propre arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et les arbitres nommés en nommeront un autre de leur choix.

La procédure arbitrale sera, dans chaque cas, déterminée par les Parties contractantes: à défaut de quoi, le collège même des arbitres aura la faculté de la déterminer préalablement.

Art. 16. Le Alte Parti contraenti convengono che le controversie le quali possano sorgere intorno alla interpretazione o alla esecuzione della presente Convenzione, o alle conseguenze di qualche sua violazione, debbano assoggettarsi, quando siano esauriti i mezzi di comparel direttamente per amichevole accordo, alla decisione di Commissioni arbitrali, e che il risultato di simile arbitrato sera obbligatorio per entrambe.

Il componenti di tali Commissioni saranno scelti dai due Governi di comune consenso; in difetto di ciò, ognuna delle Parti nominerà il proprio arbitro o un numero uguale di arbitri, e gli arbitri nominati ne sceglieranno un ultimo.

La procedura arbitrale sarà in ciascuno dei casi determinata dalle Parti contraenti, e, in difetto, il collegio stesso degli arbitri s'intenderà autorizzato a preliminarmente determinarla.

2^e Italie et Roumanie. Convention consulaire du 17 août 1880.
Article 32. (Texte identique à celui du n° 1.)

3^e Italie et Grèce. Convention consulaire du 27 novembre 1880.
Article 26. (Texte identique à celui du n° 1, sauf addition au premier paragraphe de la disposition suivante. „Il est entendu que la compétence des tribunaux respectifs en matière de droit privé n'est nullement restreinte par la disposition du présent article.“)

4^e Italie et Belgique. Traité de commerce du 11 décembre 1882.
Article 20. (Texte reproduit ci-dessus sous la rubrique: Belgique.)

5^e Italie et Monténégro. Traité de commerce du 28 mars 1883.
Article 17. En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des dispositions stipulées dans le présent traité, lorsqu'on aura épuisé les moyens d'arriver directement à une composition amiable, la question sera soumise à la décision d'une Commission d'arbitres et le résultat de cet arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par l'une et l'autre Partie, et les arbitres ainsi choisis nommeront, avant toute autre opération, un dernier arbitre. La procédure arbitrale, si les Parties ne la déterminent pas d'accord, sera préalablement arrêtée par la Commission même des arbitres.

6^e Italie et Grande-Bretagne. Traité de commerce du 15 juin 1883. Protocole annexé. (Texte semblable à celui du n° 1.)

7^e Italie et Pays-Bas. Convention pour le patronage gratuit, du 9 janvier 1884. Article 4. Si quelque difficulté surgissait au sujet de

l'interprétation de cette convention, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'en rapporter à une Commission d'arbitres.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre choisi par la Commission elle-même.

8^e Italie et Corée. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 26 juin 1884. Article 1. Si quelque difficulté surgissait entre une des Hautes Parties contractantes et une tierce Puissance, l'autre Partie contractante, si son intervention est requise, interposera ses bons offices pour obtenir une solution amiable du différend.

In caso di dissidi che possano sorgere tra una delle Alte Parti contraenti e una terza Potenza, l'altra Alta Parte contraente, se ne sarà richiesta, eserciterà i suoi buoni uffici per ottenere un amichevole componimento della vertenza.

9^e Italie et Uruguay. Traité de commerce du 19 septembre 1885.
Article 27. (Texte identique à celui du n° 1.)

10^e Italie et République Sud-Africaine. Traité de commerce du 6 octobre 1886. Article 9. (Texte identique à celui du traité avec les Pays-Bas, n° 7 ci-dessus.)

11^e Italie et République de Saint-Domingue. Traité de commerce du 18 octobre 1886. Article 28. (Texte identique au n° 1 ci-dessus).

12^e Italie et Grèce. Traité de commerce du 1 avril 1889. Protocole annexé. (Texte identique au n° 1 ci-dessus.)

13^e Italie et Etat libre d'Orange. Traité de commerce du 9 janvier 1890. Article 9. (Texte identique à celui du n° 7 ci-dessus.)

14^e Italie et Mexique. Traité du commerce du 16 avril 1890. Article 27. (Texte semblable à celui du n° 1 ci-dessus.)

15^e Italie et Suisse. Traité de commerce du 19 avril 1892. Article 14. Les Hautes Parties contractantes conviennent de résoudre, le cas échéant par voie d'arbitrage les questions concernant l'interprétation et l'application du présent traité, qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique.

16^e Italie et Colombie. Traité de commerce du 27 octobre 1892. Article 27. (Texte semblable à celui du n° 1 ci-dessus.)

17^e Italie et Monténégro. Convention d'extradition du 29 octobre 1892. Article 18. (Texte identique à celui du n° 5.)

18^e Italie et Paraguay. Traité de commerce du 22 août 1893. Article 23. (Texte identique à celui du n° 1.)

19^e Italie et République Argentine. Traité général d'arbitrage du 23 juillet 1898.

S. M. le Roi d'Italie et S. E. le Président de la République Argentine, animés du désir de favoriser toujours plus les rapports cordiaux qui existent entre leurs Etats, — ont résolu de conclure un traité général d'arbitrage et ont nommé à cet effet leurs Ministres plénipotentiaires: S. M. le Roi d'Italie S. E. le Comte Napoléon Canevaro, sénateur du Royaume, vice-amiral dans la Marine Royale, Son Ministre Secrétaire

d'Etat pour les affaires étrangères, et S. E. le Président de la République Argentine S. E. Don Enrice B. Moreno, Son Envoyé extraordinaire, etc., Ministre plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi d'Italie. — Lesquels ayant trouvé parfaitement réguliers leurs pleins pouvoirs respectifs, ont convenu de ce qui suit:

Art. I. — Les Hautes Parties signataires s'engagent à soumettre au jugement arbitral toutes les controverses, quelle qu'en soit la nature et la cause, qui pourraient surger entre Elles, dans la période d'existence du présent traité, et pour lesquelles on n'aurait pu obtenir une solution amiable par des négociations directes.

Il n'importe que les controverses aient leur origine dans des faits antérieurs à la stipulation du présent traité.

Art. II. — Les Hautes Parties signataires concluront une convention spéciale pour chaque cas, afin de déterminer l'objet précis de la controverse, l'étendue des pouvoirs des arbitres, et toute autre modalité qui sera jugée opportune par rapport à la procédure.

A défaut de cette convention, il appartiendra au tribunal de spécifier, suivant les préférences réciproques des Parties, les points de droit et de fait qui devront être résolus pour épouser le litige.

Pour tout le reste, à défaut d'une convention spéciale, on s'en tiendra aux règles suivantes.

Art. III. — Le tribunal sera composé de trois juges — chacun des Etats signataires en désignera un; — les arbitres ainsi nommés choisiront le tiers arbitre.

S'ils ne peuvent s'accorder sur le choix, le tiers arbitre sera nommé par le chef d'un tiers Etat qui sera appelé à faire ce choix. Cet Etat sera désigné par les arbitres déjà nommés. A défaut de leur accord pour la nomination du tiers arbitre, la requête sera faite au Président de la Confédération suisse et au Roi de Suède et Norvège alternativement. Le tiers arbitre ainsi élu sera de droit président du tribunal.

La même personne ne pourra jamais être nommée successivement comme tiers arbitre.

Aucun des arbitres ne pourra être citoyen des Etats signataires, ni domicilié ou résident dans leurs territoires. Ils ne devront avoir aucun intérêt dans les questions qui seront l'objet de l'arbitrage.

Art. IV. — Lorsqu'un arbitre, pour quelque raison que ce soit, ne peut se charger de l'office auquel il a été nommé, ou bien s'il ne peut le continuer, on pourvoira à son remplacement par la même procédure qui aura été suivie pour le nommer.

Art. V. — A défaut d'accords spéciaux entre les Parties il appartient au tribunal de désigner l'époque et le lieu de ses séances hors des territoires des Etats contractants, de choisir la langue dont on devra faire usage, de déterminer les modes d'instruction, les formes et les délais qui devront être prescrits aux parties, la procédure à suivre et en général de

prendre toutes les déterminations nécessaires pour leur fonctionnement, ainsi que de résoudre toutes les difficultés de procédure qui pourraient surgir au cours du débat.

Les Parties s'engagent, de leur côté, à mettre à la disposition des arbitres tous les moyens d'information dont Elles disposent.

Art. VI. — Un mandataire de chaque Partie assistera aux séances représentera son Gouvernement dans toutes les affaires relatives à l'arbitrage.

Art. VII. — Le tribunal est compétent pour décider sur la régularité de sa constitution, sur la validité du compromis et sur son interprétation.

Art. VIII. — Le tribunal devra décider suivant les principes du droit international, à moins que le compromis n'impose l'application de règles spéciales ou n'autorise les arbitres à décider comme amiables compositeurs.

Art. IX. — Sauf le cas de disposition expressément contraire, toutes les délibérations du tribunal seront valides lorsqu'elles obtiendront la majorité des voix de tous les arbitres,

Art. X. — L'arrêt devra décider définitivement chaque point du litige. — Il devra être rédigé en double original et signé par tous les arbitres. — Au cas où l'un d'eux refuserait de le signer, les autres devront en faire mention et l'arrêt aura effet, étant signé par la majorité absolue des arbitres. Il ne pourra être inséré dans l'arrêt des vœux motivés contraires.

L'arrêt devra être notifié à chacune des parties par l'entremise de son représentant auprès du tribunal.

Art. XI. — Chaque partie supportera ses propres frais et la moitié des frais généraux du tribunal arbitral.

Art. XII. — L'arrêt légalement prononcé décide dans les limites de sa portée la contestation entre les Parties.

Il devra contenir l'indication des délais dans lesquels il devra être exécuté. Sur les questions qui pourraient surgir dans l'exécution de l'arrêt, il devra être décidé par le tribunal qui l'a prononcé.

Art. XIII. — L'arrêt est sans appel et son exécution est confiée à l'honneur des nations signataires de ce pacte.

Toutefois, la demande de revision est admise devant le même tribunal qui a prononcé et avant que l'arrêt même ne soit exécuté: 1° si l'a été jugé sur un document faux ou erroné; 2° si l'arrêt a été en tout ou en partie l'effet d'une erreur de fait positive ou négative qui résulte des actes ou documents de la cause.

Art. XIV. — Le présent traité aura la durée de dix ans à partir de l'échange des ratifications. — S'il n'est dénoncé six mois avant son échéance, il sera censé renouvelé pour une nouvelle période de dix ans et ainsi de suite.

Art. XV. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Buenos-Ayres dans les six mois à partir d'aujourd'hui.

Japon.

Le Japon a conclu avec le Siam, le 25 février 1898, un traité d'amitié, de commerce et de navigation. L'article 3 du Protocole annexé renferme la clause d'arbitrage suivante:

Tous différends qui pourraient naître sur l'interprétation ou l'exécution du traité signé ce jour ou sur les conséquences d'une violation de ce traité, seront soumis, après que l'on aura épuisé les moyens de régler directement ces différends par accord amiable, à la décision de Commissions d'arbitrage, et le résultat de cet arbitrage liera les deux Gouvernements.

Les membres de ces Commissions seront choisis par les deux Gouvernements de commun accord, et à défaut d'entente, chaque Partie nommera un arbitre, ou un même nombre d'arbitres, et les arbitres ainsi désignés feront choix d'un tiers arbitre.

La procédure de l'arbitrage sera, dans chaque cas, déterminée par les Parties contractantes, à défaut de quoi la Commission d'arbitrage sera autorisée à la déterminer elle-même à l'avance.

Any controversies which may arise respecting the interpretation or the execution of the Treaty signed this day or the consequences of any violation thereof shall be submitted, when the means of settling them directly by amicable agreement are exhausted, to the decision of Commissions of Arbitration and the result of such arbitration shall be binding upon both Governments.

The members of such Commission shall be selected by the two Governments by common consent, failing which each of the Parties shall nominate an Arbitrator, or an equal number of Arbitrators, and the Arbitrators thus appointed shall select an Umpire.

The procedure of the Arbitration shall in each case be determined by the contracting Parties, failing which the Commission of Arbitration shall be itself entitled to determine it beforehand.

Mexique.

1^o Mexique et Grande-Bretagne: Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 27 novembre 1888. Article 15. (Reproduit sous la rubrique: Grande-Bretagne.)

2^o Mexique et Italie. Traité de commerce du 16 avril 1890. Art. 27. (Reproduit sous la rubrique: Grande-Bretagne.)

Monténégro.

Monténégro et Italie. Traité de commerce du 28 mai 1883. Article 17. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

Norvège.

La Norvège est liée par des clauses d'arbitrage avec les pays suivants:

1^o Norvège et Mexique. Traité du 20 août 1886. Article 26. Les questions qui surgiraient sur l'interprétation ou l'exécution du traité de commerce entre la Suède et la Norvège et le Mexique ou sur les conséquences d'une violation quelconque du dit traité, seront soumises, lorsque tous les moyens directs d'arrangement et les discussions amicales entre les deux Hautes Parties auront été épuisés, à des Commissions d'arbitrage dont les décisions seront obligatoires pour les Hautes Parties contractantes. Les membres de ces Commissions seront nommés d'un commun accord par les deux Hautes Parties et, dans le cas où l'accord ne pourrait être

2^e Siam et Belgique. Traité d'amitié et de commerce du 29 août 1868. (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

3^e Siam et Italie. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 3 octobre 1868. Article 27. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

4^e Siam et Autriche-Hongrie. Traité de commerce du 17 mai 1869. Article 26. (Reproduit sous la rubrique: Autriche-Hongrie.)

5^e Siam et Japon. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 25 février 1898. Article 3 du Protocole annexé. (Reproduit sous la rubrique: Japon.)

Suède.

1^e Suède et Siam. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1868. Article 24. (Texte identique à l'article 26 du traité avec l'Autriche-Hongrie, reproduit sous la rubrique: Autriche-Hongrie.)

2^e Suède et Espagne. Déclaration du 23 juin 1887. Article 2. (Reproduite sous la rubrique: Espagne.)

5^e Suède et Belgique. Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20 (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

Suisse.

1^e Suisse et Iles Hawaïennes. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 20 juillet 1864. Article 12. (Texte semblable à celui du traité de la Belgique avec les Iles Hawaïennes, reproduit sous la rubrique: Belgique.)

2^e Suisse et Salvador. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 30 octobre 1883. Article 13. Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux Pays contractants et ne pourrait être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces derniers conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont ils s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Etats en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Les deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre pour ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres, ou, à défaut d'entente, par le sort.

3^e Suisse et République Sud-Africaine. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 6 novembre 1885. Article 11. (Texte identique au n° 2^e. ci-dessus.)

4^e Suisse et Equateur. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 22 juin 1888. Article 4. (Texte identique au n° 2^e ci-dessus.)

5^e Suisse et Etat Indépendant du Congo. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 16 novembre 1889. Article 13. (Texte identique au n° 2.)

6^e Suisse et Italie. Traité de commerce du 19 avril 1892. Article 14. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

7^e Suisse et Roumanie. Traité de commerce du 19 février-3 mars 1893. Article 7. (Reproduit sous la rubrique: Roumanie.)

8^e Suisse et Norvège. Traité de commerce et d'établissement du 22 mars 1894. Article 7. (Reproduit sous la rubrique: Norvège.)

Annexe 6.

**Proposition de M. Holls, délégué des Etats-Unis d'Amérique.
(Institution d'une Médiation Spéciale).**

Article 7.

Les Puissances signataires sont tombées d'accord de recommander l'application, dans les circonstances qui peuvent le permettre, d'une Médiation spéciale, sous la forme suivante:

En cas de différend grave menaçant la Paix, les Etats en litige choisissent respectivement une Puissance neutre avec la mission d'entrer en rapport direct à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant une durée de vingt jours, sauf stipulation d'un autre délai, la question en litige est considérée comme déferée exclusivement à ces Puissances. Elles doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend et à rétablir autant que possible le *statu quo ante*.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

Annexe 7.**Traduction française.****Projet de Tribunal International.**

Proposition de la Commission des Etats-Unis d'Amérique, soumise au Comité d'Examen dans la séance du mercredi 31 mai 1899.

Il est décidé que, en vue d'aider à prévenir les conflits armés par des moyens pacifiques, les représentants des Puissances souveraines assemblés à cette Conférence sont invités par la présente résolution à proposer à leurs Gouvernements respectifs d'entrer en négociations aux fins de conclure un traité général qui aura pour objet le plan ci-dessous, avec telles modifications qui seraient indispensables pour assurer l'adhésion d'au moins neuf Puissances souveraines, desquelles huit au moins devront être des Puissances européennes ou américaines, et quatre au moins devront avoir été au nombre des signataires de la Convention de Paris, l'Empire d'Allemagne étant considéré comme succédant à la Prusse et le Royaume d'Italie à la Sardaigne.

(1) Le Tribunal sera composé de personnes se recommandant par leur haute intégrité et leur compétence dans le droit international, qui seront nommées par la majorité des membres de la plus haute Cour de justice existant dans chacun des Etats adhérents. Chaque Etat signataire du traité aura un représentant au Tribunal. Les membres de celui-ci siégeront jusqu'à ce que des successeurs leur aient été donnés en due forme par le même mode d'élection.

2^e Siam et Belgique. Traité d'amitié et de commerce du 29 août 1868. (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

3^e Siam et Italie. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 3 octobre 1868. Article 27. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

4^e Siam et Autriche-Hongrie. Traité de commerce du 17 mai 1869. Article 26. (Reproduit sous la rubrique: Autriche-Hongrie.)

5^e Siam et Japon. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 25 février 1898. Article 3 du Protocole annexé. (Reproduit sous la rubrique: Japon.)

Suède.

1^e Suède et Siam. Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1868. Article 24. (Texte identique à l'article 26 du traité avec l'Autriche-Hongrie, reproduit sous la rubrique: Autriche-Hongrie.)

2^e Suède et Espagne. Déclaration du 23 juin 1887. Article 2. (Reproduite sous la rubrique: Espagne.)

5^e Suède et Belgique. Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20 (Reproduit sous la rubrique: Belgique.)

Suisse.

1^e Suisse et Iles Hawaïennes. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 20 juillet 1864. Article 12. (Texte semblable à celui du traité de la Belgique avec les Iles Hawaïennes, reproduit sous la rubrique: Belgique.)

2^e Suisse et Salvador. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 30 octobre 1883. Article 13. Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux Pays contractants et ne pourrait être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces derniers conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont ils s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Etats en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Les deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre pour ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres, ou, à défaut d'entente, par le sort.

3^e Suisse et République Sud-Africaine. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 6 novembre 1885. Article 11. (Texte identique au n° 2^e. ci-dessus.)

4^e Suisse et Equateur. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 22 juin 1888. Article 4. (Texte identique au n° 2^e ci-dessus.)

5^e Suisse et Etat Indépendant du Congo. Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 16 novembre 1889. Article 13. (Texte identique au n° 2^e.)

6^e Suisse et Italie. Traité de commerce du 19 avril 1892. Article 14. (Reproduit sous la rubrique: Italie.)

7^e Suisse et Roumanie. Traité de commerce du 19 février-3 mars 1893. Article 7. (Reproduit sous la rubrique: Roumanie.)

8^e Suisse et Norvège. Traité de commerce et d'établissement du 22 mars 1894. Article 7. (Reproduit sous la rubrique: Norvège.)

Annexe 6.

**Proposition de M. Holla, délégué des Etats-Unis d'Amérique.
(Institution d'une Médiation Spéciale).**

Article 7.

Les Puissances signataires sont tombées d'accord de recommander l'application, dans les circonstances qui peuvent le permettre, d'une Médiation spéciale, sous la forme suivante:

En cas de différend grave menaçant la Paix, les Etats en litige choisissent respectivement une Puissance neutre avec la mission d'entrer en rapport direct à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant une durée de vingt jours, sauf stipulation d'un autre délai, la question en litige est considérée comme déférée exclusivement à ces Puissances. Elles doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend et à rétablir autant que possible le *statu quo ante*.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

Annexe 7.**Traduction française.****Projet de Tribunal International.**

Proposition de la Commission des Etats-Unis d'Amérique, soumise au Comité d'Examen dans la séance du mercredi 31 mai 1893.

Il est décidé que, en vue d'aider à prévenir les conflits armés par des moyens pacifiques, les représentants des Puissances souveraines assemblés à cette Conférence sont invités par la présente résolution à proposer à leurs Gouvernements respectifs d'entrer en négociations aux fins de conclure un traité général qui aura pour objet le plan ci-dessous, avec telles modifications qui seraient indispensables pour assurer l'adhésion d'au moins neuf Puissances souveraines, desquelles huit au moins devront être des Puissances européennes ou américaines, et quatre au moins devront avoir été au nombre des signataires de la Convention de Paris, l'Empire d'Allemagne étant considéré comme succédant à la Prusse et le Royaume d'Italie à la Sardaigne.

(1) Le Tribunal sera composé de personnes recommandées par leur haute intégrité et leur compétence dans le droit international, qui seront nommées par la majorité des membres de la plus haute Cour de justice existant dans chacun des Etats adhérents. Chaque Etat signataire du traité aura un représentant au Tribunal. Les membres de celui-ci siégeront jusqu'à ce que des successeurs leur aient été donnés en due forme par le même mode d'élection.

(2) Le Tribunal s'assemblera, en vue de s'organiser, à une époque et à un endroit dont conviendront les différents Gouvernements. Toutefois, il ne faudra pas que ce soit plus de six mois après la ratification du traité général par les neuf Puissances mentionnées ci-dessus. Le Tribunal désignera un Greffier permanent et tels autres employés qui seront jugés nécessaires. Le Tribunal aura le pouvoir de désigner le lieu où il se réunira et pourra en changer de temps en temps, selon que les intérêts de la justice ou les convenances des litigants sembleront l'exiger. Il fixera les règles de la procédure qu'il suivra.

(3) Le Tribunal aura un caractère permanent et sera toujours prêt à accueillir, dans les limites de ses règles propres de procédure, les cas nouveaux et les cas contraires, soit que ces cas lui soient soumis par les Nations signataires, soit qu'ils le soient par toutes autres Nations qui désireraient recourir à lui; tous les cas et cas contraires, ainsi que les témoignages et les arguments pour les appuyer ou les combattre, devront être écrits ou imprimés. Tous cas, cas contraires, dépositions, arguments et considérants de jugements devront, après que la sentence aura été prononcée, être à la dispositions de tous ceux qui seraient disposés à payer les frais de leur transcription.

(4) Tout différend quel qu'il soit entre Puissances signataires peut, de commun accord, être soumis par les Nations intéressées au jugement de ce Tribunal international, mais, dans tous les cas où le Tribunal sera saisi, les intéressés devront s'engager, en s'adressant à lui, à accepter sa sentence.

(5) Dans chaque cas particulier, la Cour sera composée d'après les conventions intervenues entre les Nations litigantes, soit que le Tribunal tout entier siège, soit que les Nations litigantes désignent quelques-uns seulement de ces membres en nombre impair et non inférieur à trois. Dans le cas où la Cour ne comprendrait que trois juges, aucun d'eux ne pourra être originaire, sujet ou citoyen des Etats dont les intérêts sont en cause.

(6) Les frais généraux du Tribunal seront répartis également ou en proportion équitable entre les Puissances adhérentes, mais les frais occasionnés par chaque cas particulier seront à la charge de ceux que le Tribunal indiquera. Les traitements des juges pourront être fixés de telle façon qu'ils ne soient payables que lorsque lesdits juges rempliront effectivement leurs fonctions au Tribunal. Les cas dans lesquels l'une des parties ou toutes les deux seraient un Etat non-adhérent ne seront admis qu'à la condition que les Etats litigants prennent de commun accord l'engagement de payer respectivement telle somme que le Tribunal fixera pour couvrir les frais de la procédure.

(7) Tout litigant qui aura soumis un cas au Tribunal international aura droit à une seconde audition de sa cause devant les mêmes juges, endéans les trois mois après que la sentence aura été notifiée, s'il déclare pouvoir invoquer des témoignages nouveaux ou des questions de droit non soulevées et non tranchées la première fois.

(8) Le Traité proposé ici entrera en force quand neuf Etats souverains, dans les conditions indiquées dans la résolution, auront ratifié ses stipulations.

Annexe 8.

Bons Offices et Médiation.

Propositions du Comité d'Examen présentées le 1er juillet à la troisième Commission.

Textes soumis à l'examen du Comité. Texte présentés par le Comité à la troisième Commission.

Article 1 du projet russe.

A l'effet de prévenir, autant que possible, le recours à la force dans les rapports internationaux, les Puissances signataires sont convenues d'employer tous leurs efforts pour amener, par des moyens pacifiques, la solution des conflits qui pourraient surger entre elles.

Article 2 du projet russe.

En conséquence, les Puissances signataires ont décidé qu'en cas de dissensitement grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Article 3 du projet russe.

En cas de médiation, acceptée spontanément par des Etats se trouvant en conflit, le but du Gouvernement médiateur consiste dans la conciliation des prétentions opposées et dans l'apaisement des ressentiments qui peuvent s'être produits entre ces Etats.

Article 4 du projet russe.

Le rôle du Gouvernement médiateur cesse du moment que la transaction proposée par lui ou les bases d'une entente amicale qu'il aurait suggérées ne seraient point acceptées par les Etats en conflit.

A l'effet de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports internationaux, les Puissances signataires sont convenues d'employer tous leurs efforts pour amener, par des moyens pacifiques, la solution des différends qui pourraient surger entre elles.

Article 1.

En conséquence, les Puissances signataires décident qu'en cas de dissensitement grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours, à moins que des circonstances exceptionnelles ne rendent ce moyen manifestement impossible, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Article 2.

Indépendamment de ce recours, les Etats signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit, offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en litige.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

Article 3.

Le rôle du Médiateur consiste dans la conciliation des prétentions opposées et dans l'apaisement des ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en litige.

Article 4.

Article 5 du projet russe.

Les Puissances jugent utile que, dans les cas de dissensément grave ou de conflit entre Etats civilisés concernant des questions d'intérêt politique — indépendamment du recours que pourraient avoir les Puissances en litige aux bons offices ou à la médiation des Puissances non impliquées dans le conflit — ces dernières offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y préteraienr, aux Etats en litige leurs bons offices ou leur médiation, afin d'aplanir le différend survenu, en leur proposant une solution amiable qui, sans toucher aux intérêts des autres Etats, s'ersit de nature à concilier au mieux les intérêts des parties en litige.

Article 6 du projet russe.

Il demeure bien entendu que la médiation et les bons offices, soit sur l'initiative des parties en litige, soit sur celle des Puissances neutres, ont strictement le caractère de conseil amical, et nullement force obligatoire.

**Article additionnel proposé par Son
Exc. le Comte Nigra.**

(Voir ci-contre la rédaction adoptée.)

Article 5.

Les fonctions du Médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des parties en litige, soit par le Médiateur lui-même, que la transaction ou les bases d'une entente amicale proposées par lui ne sont pas acceptées.

Article 6.

Les bons offices ou la Médiation, soit sur le recours des parties en litige, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit ont exclusivement le caractère de conseil amical.

Article 7.

L'acceptation de la Médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Médiation spéciale.

Proposition de M. Holls.

(Voir ci-contre la rédaction adoptée.)

Article 8.

Les Puissances signataires sont tombées d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui peuvent le permettre, d'une Médiation spéciale sous la forme suivante:

En cas de différend grave menaçant la Paix, les Etats en litige choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de leur mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, la question en litige est considérée comme déferée exclusivement à ces Puissances. Elles doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différends

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

Annexe 9.

Code de l'arbitrage international.

(Propositions du Comité d'Examen présentées le 5 juillet 1899 à la troisième Commission.)

I. De la justice arbitrale et des litiges qui en relèvent.

Texte soumis à l'Examen du Comité. Texte présenté par le Comité à la troisième Commission.*)

Article.

[L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et conformément à leurs droits réciproques.]

Article 7.

En ce qui regarde les cas de litige se rapportant à des questions de droit, et en premier lieu, à celles qui concernent l'interprétation ou l'application des traités en vigueur, — l'arbitrage

Dans les questions de droit et en premier lieu dans celles qui concernent l'interprétation ou l'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Hautes

* Les articles placés entre crochets indiquent les dispositions proposées par M. le Chevalier Descamps et non encore adoptées par le Comité.

est reconnu par les Puissances signataires comme étant le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable pour le règlement à l'amiable de ces litiges.

Article 8.

Les Puissances contractantes s'engagent pas conséquent à recourir à l'arbitrage dans les cas se rapportant à des questions de l'ordre mentionné ci-dessus, en tant que celles-ci ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des parties en litige.

Article 9.

Chaque Etat reste seul juge de la question de savoir si tel ou tel cas doit être soumis à l'arbitrage, excepté ceux, énumérés dans l'article suivant et dans lesquels les Puissances signataires du présent acte considèrent l'arbitrage comme obligatoire pour elles.

Article 10.

A partir de la ratification du présent acte par toutes les Puissances signataires, l'arbitrage est obligatoire dans les cas suivants, et tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Etats contractants.

I. En cas de différends ou de contestations se rapportant à des dommages pécuniaires éprouvés par un Etat, ou ses ressortissants, à la suite d'actions illicites ou de négligence d'un autre Etat ou des ressortissants de ce dernier.

II. En cas de dissensiments se rapportant à l'interprétation ou l'application des traités et conventions ci-dessous mentionnés:

1. Traité et conventions postales et télégraphiques, de chemins de fer ainsi qu'ayant trait à la protection

Parties Contractantes comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler pacifiquement les cas de litige non résolus par les voies diplomatiques.

Article 8.

En conséquence, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à recourir à l'arbitrage dans les cas mentionnés ci-dessus; en tant que les questions à régler ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Parties en litige.

Article 9.

Chaque Etat reste seul juge de la question de savoir si tel ou tel cas doit être soumis à l'arbitrage, sauf les cas énumérés à l'article suivant et dans lesquels les Hautes Parties Contractantes considèrent l'arbitrage comme obligatoire pour elles.

Article 10.

L'arbitrage est obligatoire entre les Hautes Parties contractantes dans les cas suivants, et tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux ni à l'honneur national des Etats en litige:

I. En cas de contestations concernant l'interprétation ou l'application des conventions énumérées ci-dessous:

1. Conventions postales, télégraphiques et téléphoniques.

2. Conventions concernant la protection des câbles sous-marins.

3. Conventions concernant les chemins de fer.

4. Conventions et règlements concernant les moyens de prévenir les collisions de navires en mer.

5. Conventions concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques.

des câbles télégraphiques sous-marins; règlements concernant les moyens destinés à prévenir les collisions de navires en pleine mer; conventions relatives à la navigation des fleuves internationaux et canaux interocéaniques.

2. Conventions concernant la protection de la propriété littéraire et artistique, ainsi que de la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce et nom commercial); conventions monétaires et métriques; conventions sanitaires, vétérinaires et contre le phylloxéra.

3. Conventions de succession, de cartel et d'assistance judiciaire mutuelle.

4. Conventions de démarcation, en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques.

Article 11 (12 ancien).

Pour tous les autres cas de conflits internationaux, non mentionnés dans les articles ci-dessus, l'arbitrage, tout en étant certainement très désirable et recommandé par le présent acte, n'est cependant que purement facultatif, c'est à dire ne peut être appliqué que sur l'initiative spontanée de l'une des parties en litige et avec le consentement exprès et de plein gré de l'autre ou des autres parties.

Article 12 (11 ancien).

L'énumération des cas mentionnés dans l'article ci-dessus pourra être complétée par des accords subséquents entre les Puissances signataires du présent acte.

En outre chacune d'entre elles

6. Conventions concernant la protection de la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique et de commerce et nom commercial).

7. Conventions concernant le système des poids et mesures.

8. Conventions concernant l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.

9. Conventions sanitaires, conventions concernant les épizooties, le phylloxéra et autres fléaux similaires.

10. Conventions concernant la procédure civile.

11. Conventions d'extradition.

12. Conventions de délimitations en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques.

II. En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu pas les parties.

Article 11.

Pour les cas de litige non mentionnés à l'article précédent [ou non visés par des conventions spéciales] l'arbitrage, bien que reconnu très désirable et recommandé par le présent acte, demeure facultatif, c'est-à-dire qu'il ne peut être appliqué que de l'accord commun des parties.

Article 12.

L'énumération des cas mentionnés à l'article 10 pourra être complétée par des accords généraux subséquents.

Les Hautes Parties contractantes se réservent d'ailleurs de conclure des accords particuliers, soit avant

pourra entrer en accord particulier avec une autre Puissance, afin de rendre l'arbitrage obligatoire pour les cas susdits avant la ratification générale, ainsi que pour étendre sa compétence à tous les cas qu'elle jugera possible de lui soumettre.

Article 13.

En vue de faciliter le recours à l'arbitrage et son application, les Puissances signataires ont consenti à préciser, d'un commun accord, pour les cas d'arbitrage international, les principes fondamentaux à observer pour l'établissement et les règles de procédure à suivre pendant l'instruction du litige, et le prononcé de la sentence arbitrale.

L'application de ces principes fondamentaux, ainsi que de la procédure, arbitrale, indiquée dans l'appendice au présent article, pourrait être modifiée en vertu d'un accord spécial entre les Etats qui auraient recours à l'arbitrage.

II. Du tribunal permanent.

Article 1.

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les Etats qui n'auraient pas réussi à régler leurs différends par la voie diplomatique, les Puissances Signataires s'engagent à organiser de la manière suivante un „Tribunal permanent d'Arbitrage“ accessible en tout temps, et qui sera régi par le Code d'Arbitrage prescrit dans cette convention en tant qu'il serait applicable et conforme aux dispositions arrêtées dans le compromis entre les Parties litigantes.

la ratification du présent acte, soit postérieurement en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Article 13.

[En vue de faciliter le recours à l'arbitrage et son application, les Hautes Parties contractantes jugent utile de déterminer certaines règles concernant la juridiction et la procédure arbitrales.

Ces dispositions ne sont applicables qu'en tant que les Parties elles-mêmes n'adoptent pas d'autres règles à cet égard.]

Article 1.

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux que n'auraient pas été réglés par la voie diplomatique, les Hautes Parties contractantes s'engagent à organiser de la manière suivante un Tribunal permanent d'arbitrage accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des parties en litige, conformément au Code d'arbitrage inséré dans la présente convention.

Article 1 bis.

Ce Tribunal sera compétent pour tous les cas d'arbitrage, soit obligatoire, soit facultatif, à moins que les Parties

Article 2.

A cet effet un Bureau Central sera établi en permanence à (X), dans lequel les Archives du Tribunal seront conservées, et qui sera chargé de la gestion de ses affaires officielles. Un Secrétaire permanent, un Archiviste et un personnel suffisant seront nommés qui habiteront sur les lieux.

Le Bureau sera l'intermédiaire des communications relatives à la réunion du Tribunal, à la requête des Parties litigantes.

Article 3.

Chaque Puissance Signataire transmettra aux autres les noms de deux personnes de sa nationalité reconnues dans leur pays comme Juristes ou Publicistes de mérite et jouissant de la plus haute considération quant à leur intégrité, qui seraient disposées à accepter les fonctions d'Arbitre, et posséderaient toutes les qualités requises. Les personnes ainsi désignées seront Membres du Tribunal, et seront inscrites comme tels au Bureau Central.

En cas de décès ou de retraite d'un Membre du Tribunal, il sera pourvu à son remplacement de la même manière que pour sa nomination.

4.

Les Puissances Signataires désirant

en litige ne s'entendent pour l'établissement d'une juridiction spéciale d'arbitrage.

Article 2.

Un Bureau Central est établi à la Haye.

Il est placé sous la direction d'un secrétaire général permanent.

Il sert de greffe au Tribunal.

Il est l'intermédiaire des communications relatives à ses réunions.

Il a garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Article 3.

Chaque Puissance Signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification du présent acte, deux personnes d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres du Tribunal, sur un liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau Central.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun de deux membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres du Tribunal sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre du Tribunal, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 4.

Les Puissances Signataires qui dé-

avoir recours au Tribunal pour le règlement pacifique des différends qui pourraient surgir entre elles, notifieront ce désir au Secrétaire du Bureau Central qui leur fournira sur le champ la Liste des Membres du Tribunal. Elles choisiront dans cette Liste le nombre d'Arbitres convenu dans le compromis. Elles auront en outre la faculté de leur adjoindre des Arbitres autres que ceux dont les noms seront inscrits dans la Liste. Les Arbitres ainsi choisis formeront le Tribunal pour cet Arbitrage. Ils se réuniront à la date fixée par les Parties en litige.

Le Tribunal siégera d'ordinaire à (X) mais il aura la faculté de siéger ailleurs et de changer son siège de temps en temps selon les circonstances et sa convenance ou celle des parties en litige.

Article 5.

Tout Etat quoique n'étant pas une des Puissances Signataires pourra avoir recours au Tribunal dans les conditions prescrites par les Règlements.

Article 6.

Le Gouvernement de (X) est chargé d'installer à (X) au nom des Puissances Signataires le plus tôt possible après la ratification de cette Convention un „Conseil d'Administration“ permanent qui sera composé de cinq membres, et d'un Secrétaire. Ce Conseil aura pour devoir d'établir et d'organiser le Bureau Central qui sera sous sa direction et son contrôle.

sirent avoir recours au Tribunal pour le règlement des différends survenus entre elles, notifient leur intention au Secrétaire général du Bureau, qui leur fournit sans retard la liste des membres du Tribunal.

Elles choisissent dans cette liste le nombre d'arbitres convenu entre elles.

A défaut de constitution d'une juridiction arbitrale complète par l'accord immédiat des Parties et sauf stipulation contraire contenue dans le compromis, il est procédé à la formation du Tribunal arbitral selon les règles fixées par l'article X du Code d'arbitrage.

Les arbitres ainsi choisis forment le Tribunal pour l'arbitrage dont il s'agit.

Il se réunissent à la date fixée par les parties en litige.

Article 4 bis.

Le Tribunal siégera d'ordinaire à La Haye.

Il aura la faculté de siéger ailleurs et de transférer son siège selon les circonstances et ses convenances ou celles des parties en litige.

Article 5.

Tout Etat, même non signataire du présent acte, peut avoir recours au Tribunal dans les conditions prescrites par les Règlements.

Article 6.

Un Conseil permanent composé des représentants diplomatiques des Hautes Parties contractantes résidant à La Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent acte.

Ce Conseil sera chargé d'établir et

Il émettra de temps en temps les Règlements nécessaires au bon fonctionnement du Bureau Central. Il réglera de même toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement du Tribunal, ou qui lui seraient référées par le Bureau Central. Il aura des pouvoirs absous quant à la nomination, la suspension ou la démission de tous les fonctionnaires et employés, il fixera leurs salaires et il contrôlera la dépense générale. Le Conseil élira son Président qui aura voix prépondérante. La présence de trois Membres suffira pour constituer les séances, et les décisions seront prises à la majorité des voix. Les honoraires des Membres du Conseil seront fixés par un accord entre les Puissances Signataires.

d'organiser le Bureau Central, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux puissances la constitution du Tribunal et pourvoira à l'installation de celui-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que les mesures nécessaires au bon fonctionnement du Bureau Central.

Il réglera de même toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement du Tribunal.

Il aura des pouvoirs absous quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau Central.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil rend annuellement compte aux parties contractantes, de son activité ainsi que des travaux et des dépenses du Bureau.

[Les membres du Tribunal permanent peuvent assister, avec voix consultative, aux réunions de Conseil.]

Article 7.

Les Puissances Signataires s'engagent à supporter par parties égales les frais du Conseil d'Administration et du Bureau Central. Les frais se rattachant à chaque Arbitrage incomberont aux Etats en litige en partie égale.

Article 7.

Les frais du Bureau Central seront supportés par les Puissances Signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

III. De la procédure arbitrale.

Article 1.

Les Puissances signataires ont approuvé les principes et règles ci-dessous pour la procédure d'arbitrage entre nations, sauf les modifications

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes ont approuvé les règles suivantes pour la procédure d'arbitrage entre Etats, sans préjudice des modifications qui

qui pourraient y être introduites dans chaque cas spécial d'un commun accord par les Gouvernements en litige.

Article 2.

Les Etats intéressés, ayant accepté l'arbitrage, signent un acte spécial (compromis), dans lequel sont nettement précisées les questions soumises à la décision de l'arbitre, l'ensemble des faits et des points de droit qui s'y rattachent et, enfin, se trouve confirmé formellement l'engagement des deux parties contractantes de se soumettre, de bonne foi et sans appel, à la sentence arbitrale qui sera prononcée.

Article 3.

Les compromis ainsi conclus de plein gré par les Etats, peuvent établir l'arbitrage soit pour toutes contestations survenant entre eux, soit pour les contestations d'une catégorie déterminée.

Article 4.

Les Gouvernements intéressés peuvent confier les fonctions d'arbitre au Souverain ou au Chef d'Etat d'une Puissance tierce avec l'assentiment de ce dernier. Ils peuvent également confier ces fonctions soit à une personne seule, choisie par eux, soit à un Tribunal d'arbitrage constitué à cet effet.

Dans le dernier cas et en vue de l'importance du litige, le Tribunal d'arbitrage pourrait être constitué de la manière suivante: chaque partie contractante choisit deux arbitres et tous les arbitres réunis choisissent le surarbitre qui est de jure le président du Tribunal d'arbitrage.

En cas de partage des voix, les Gouvernements en litige s'adresseront d'un commun accord à un Gouvernement

peuvent y être apportées dans chaque cas spécial, d'un commun accord, par les Parties en litige.

Article 2.

La convention d'arbitrage peut être conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations à venir.

Elle peut s'étendre à tout litige ou concerner certains litiges seulement.

Elle renferme l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.]

Article 3.

[Le compromis détermine l'objet précis du litige et l'étendue des pouvoirs des arbitres.]

Article 4.

[Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les parties à leur gré ou choisies par elles parmi les membres du Tribunal permanent d'arbitrage établi par le présent acte.

Sauf constitution d'une juridiction arbitrale complète par l'accord immédiat des parties, il est procédé de la manière suivante à la formation du Tribunal arbitral.

Chaque partie nomme un arbitre et les arbitres ainsi désignés ensemble choisissent un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance ou à une personne tierce, désignée de commun accord par les parties.

mètent tiers ou à une personne tierce qui nommera le surarbitre.

Article 5.

Si les Parties en litige n'arrivent pas à un accord sur le choix du Gouvernement tiers ou d'une personne tierce mentionnés dans l'article précédent, chacune de ces parties nommera une Puissance non impliquée dans le conflit, afin que les Puissances ainsi choisies par les Parties en litige, désignent, d'un commun accord, un surarbitre.

Article 6.

L'incapacité ou la récusation valable, fait-ce d'un seul des arbitres susindiqués, ainsi que le refus d'accepter l'office arbitral après l'acceptation ou la mort d'un arbitre choisi, infirme le compromis entier, sauf les cas où ces faits sont prévus et réglés d'avance d'un commun accord des Parties contractantes.

Article 7.

Le siège du Tribunal d'arbitrage est désigné, soit par les Etats contractants, soit par les membres du Tribunal eux-mêmes. Le changement de ce siège du Tribunal n'est loisible qu'en vertu d'un nouvel accord entre les Gouvernements intéressés ou, en cas de force majeure, sur l'initiative du Tribunal même.

Article 8.

Les Etats en litige ont le droit

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désigne une Puissance ou une personne différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les puissances ainsi désignées.]

Article 5.

[Lorsque l'arbitre est un Souverain ou un Chef d'Etat, la procédure arbitrale relève exclusivement de sa haute détermination.]

Article 5 bis.

[Le Tribunal nomme son président, sauf le cas où il comprend un surarbitre. Le surarbitre est, dans ce cas, président de jure du Tribunal.]

Article 6.

Sauf stipulation contraire, en cas de décès, de démission ou d'empêchement pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 7.

Le siège du Tribunal est désigné par les Parties en litige ou, à défaut de cette désignation, par le Tribunal d'arbitrage.

Le siège ainsi fixé ne peut être changé qu'en vertu d'un nouvel accord entre les Etats intéressés, ou, en cas de raison majeure, par décision du Tribunal lui-même.

Article 8.

Les Etats en litige ont le droit

de nommer des délégués ou agents spéciaux, attachés au Tribunal d'arbitrage avec la charge de servir d'intermédiaires entre le Tribunal et les Gouvernements intéressés.

Outre ces agents les susdits Gouvernements sont autorisés à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal d'arbitrage des conseils ou avocats nommés à cet effet.

Article 9.

Le Tribunal d'arbitrage décide dans quelles langues devront avoir lieu ses délibérations et les débats des parties.

Article 10.

La procédure arbitrale doit généralement parcourir deux phases: préliminaire et définitive.

La première consiste dans la communication aux membres du Tribunal d'arbitrage, par les agents des Etats contractants, de tous les actes, documents et arguments imprimés ou écrits relatifs aux questions en litige.

La seconde — définitive ou orale — consiste dans les débats devant le Tribunal d'arbitrage.

Article 11.

Après la clôture de la procédure préliminaire commencent les débats devant le Tribunal d'arbitrage qui sont dirigés par le président.

De toutes les délibérations sont tenus des procès-verbaux, rédigés par des secrétaires, nommés par le président du Tribunal. Les procès-verbaux seuls ont force légale.

de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre le Tribunal et les parties litigantes.

Ils sont en outre autorisés à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal, des conseils ou avocats nommés par eux à cet effet.

Article 9.

Le Tribunal décide du choix des langues dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Article 10.

La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases, la phase préliminaire et la phase définitive.

La première consiste dans la communication faite par les agents des Etats en litige, aux membres du Tribunal et à la partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens des parties.

La seconde est orale et consiste dans les débats devant le Tribunal.

Article 10 bis.

Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée à l'autre.

Article 11.

Les débats devant le Tribunal sont dirigés par le président.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le président. Ces procès-verbaux ont seul caractère authentique.

Article 12.

La procédure préliminaire étant close, le Tribunal d'arbitrage a le droit de refuser tous les nouveaux actes ou documents que les représentants des parties voudraient lui soumettre.

Article 12.

La procédure préliminaire étant close et les débats étant ouverts, le Tribunal a le droit de refuser tous actes ou documents nouveaux que les représentants de l'une des parties voudraient lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Article 13.

Toutefois, le Tribunal d'arbitrage reste souverainement libre de prendre en considération les nouveaux documents ou actes, dont les délégués ou conseils des deux Gouvernements en litige ont profité dans leurs explications devant le Tribunal.

Ce dernier a le droit de requérir la représentation de ces actes ou documents et d'en donner connaissance à la partie adverse.

Article 13.

Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux dont les agents ou les conseils des parties en litige ont profité dans leurs explications devant lui.

Il a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la partie adverse.

Article 14.

Le Tribunal d'arbitrage, outre cela, a le droit de requérir des agents des parties la présentation de tous les actes ou explications dont il aura besoin.

Article 14.

Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des parties la production de tous les actes et toutes les explications dont il a besoin.

Article 15.

Les agents et conseils des Gouvernements en litige sont autorisés à présenter au Tribunal d'arbitrage oralement toutes les explications ou preuves au profit de la cause à défendre.

Article 15.

Les agents et les conseils des Parties litigantes sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens concernant la défense de leur cause.

Article 16.

Ces mêmes agents et conseils ont également le droit de s'adresser au Tribunal avec des motions sur les matières à discuter.

Article 16.

Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points terminent la controverse et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Les décisions du tribunal concernant ces motions sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion.

Article 17.

Les membres du Tribunal d'arbitrage ont le droit de poser aux agents ou conseils des parties contractantes des questions ou de demander des éclaircissements sur des points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des délibérations ne sauraient être regardées comme énonciations des opinions du Tribunal en général, ou de ses membres en particulier.

Article 18.

Le Tribunal d'arbitrage est seul autorisé à déterminer sa compétence par l'interprétation des clauses du compromis, et selon les principes du droit international ainsi que les stipulations des traités particuliers qui peuvent être invoqués dans la matière.

Article 19.

Le Tribunal d'arbitrage a le droit de rendre des ordonnances de procédure sur la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque partie devra présenter ses conclusions et de statuer sur l'interprétation des documents produits et communiqués aux deux parties.

Article 20.

Les agents et conseils des Gouvernements en litige ayant présenté tous les éclaircissements et preuves pour la défense de leurs causes, le président du Tribunal d'arbitrage prononcera la clôture de la discussion.

Article 21.

Les délibérations des membres du Tribunal d'arbitrage sur le fond du litige ont lieu à huis clos.

Toute décision définitive ou pro-

Article 17.

Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des parties en litige et de leur demander des éclaircissements sur des points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme énonciations des opinions du Tribunal en général, ou de ses membres en particulier.

Article 18.

Le Tribunal est seul autorisé à déterminer sa compétence par l'interprétation du compromis ainsi que des autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et par l'application des principes du droit international.

Article 19.

Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure sur la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque partie devra prendre ses conclusions [et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves].

Article 20.

Les agents et les conseils des Parties en litige ayant présenté tous les éclaircissements et preuves pour la défense de leur cause, le président du Tribunal prononce la clôture de la discussion.

Article 21.

Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

vatoire est prise à la majorité des membres présents.

Le refus d'un membre du Tribunal de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Article 22.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, doit être rédigée par écrit et doit être signée par chacun des membres du Tribunal d'arbitrage.

Ceux des membres du Tribunal qui sont restés dans la minorité constatent, en signant, leur dissensément.

Article 23.

La sentence arbitrale est lue solennellement en séance publique du Tribunal et en présence des agents et conseils des Gouvernements en litige.

Article 24.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Gouvernements en litige, décide définitivement et sans appel la contestation entre les parties et clôt toute la procédure arbitrale instituée par le compromis.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Article 22.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissensément.

Article 23.

La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, en présence des agents et des conseils des Etats en litige ou eux dûment appelés.

Article 24.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Etats en litige, décide définitivement la contestation entre les parties et clôt toute l'instance arbitrale instituée par le compromis.

Article 24 bis.

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention intervenue entre un plus grand nombre d'Etats que ceux entre lesquels le différend a surgi, ces derniers notifient aux autres Etats signataires le compromis qu'ils ont conclu et chacun des Etats signataires a le droit d'intervenir au procès.

Si un ou plusieurs de ces Etats ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence sera également obligatoire à leur égard.

Article 25.

Chaque partie supportera ses propres frais et la moitié des frais du Tribunal d'arbitrage, sans préjudice de la décision du Tribunal touchant l'indemnité que l'une ou l'autre des parties pourra être condamné à payer.

Article 26.

La sentence arbitrale est nulle en cas de compromis nul, ou d'excès de pouvoir ou de corruption prouvée d'un des arbitres.

La procédure indiquée ci-dessus concernant le Tribunal d'arbitrage s'applique également à partir du § 7 commençant par les mots: "Le siège du tribunal d'arbitrage", dans les cas où l'arbitrage est confié à une personne seule au choix des Gouvernements intéressés.

Dans le cas où le Souverain ou le Chef d'Etat se réserverait de prononcer personnellement comme arbitre, la procédure à suivre serait fixée par le Souverain ou le Chef d'Etat lui-même.

Article 25.

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal, sans préjudice des condamnations qui peuvent être prononcées par le Tribunal aux dépens de l'une ou de l'autre des parties.

Annexe 10.**Projet de Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux présenté à la Troisième Commission par le Comité d'Examen.****§ I. Du maintien de la paix générale.****Article premier.**

A l'effet de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts en vue du règlement pacifique des différends internationaux.

§ II. Des bons offices et de la médiation.**Article 2.**

Les Puissances signataires décident qu'en cas de dissensément grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Article 3.

Indépendamment de ce recours, les Puissances signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical.

Article 4.

Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

Article 5.

Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des Parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que la transaction ou les bases d'une entente amicale proposées par lui ne sont pas acceptées.

Article 6.

Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

Article 7.

L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Sie elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Article 8.

Les Puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une Médiation spéciale sous la forme suivante:

En cas de différend grave compromettant la Paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement aux Puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la Paix.

§ III. Des Commissions internationales d'enquête.

Article 9.

Dans les litiges d'ordre international provenant d'une divergence d'appréciation sur des faits qui peuvent être l'objet d'une constatation locale, et n'engageant d'ailleurs ni l'honneur ni les intérêts vitaux des Puissances intéressées, ces Puissances, pour le cas où elles ne pourraient se mettre d'accord par les voies diplomatiques ordinaires, conviennent de recourir, en tant que les circonstances le permettent, à l'institution de Commissions internationales d'enquête, afin d'éclaircir sur place, par un examen impartial et consciencieux, toutes les questions de fait.

Article 10.

Les Commissions internationales d'enquête sont constituées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 31 de la présente convention.

Article 11.

Les Puissances intéressées s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'Elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Article 12.

La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances intéressées son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Article 13.

Le rapport de la Commission internationale d'enquête, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige entière faculté soit de conclure un arrangement amiable sur la base de ce rapport, soit de recourir ultérieurement à la médiation ou à l'arbitrage.

§ 4. De l'arbitrage international.

I. De la justice arbitrale.

Article 14.

L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

Article 15.

Dans les questions de droit et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

Article 16.

La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

Article 17.

La convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 18.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Article 19.

(Voir article 29 bis.)

II. De la Cour permanente d'arbitrage.**Article 20.**

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des Parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention.

Article 21.

La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

Article 22.

Un Bureau international établi à La Haye et placé sous la direction d'un secrétaire général permanent, sert de greffe à la Cour.

Ce Bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de La Haye une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, règlements, etc., régissant les relations entre elles.

H H H

ments et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

Article 23.

Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par elle du présent acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions, jouissent des priviléges et immunités diplomatiques.

Article 24.

Les Puissances Signataires qui veulent s'adresser à la Cour pour le règlement d'un différend survenu entre elles choisissent dans la liste générale le nombre d'arbitres qu'elles ont déterminé de commun accord.

Elles notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres qu'elles ont désignés.

Sauf convention contraire, le Tribunal arbitral est constitué conformément aux règles fixées par l'article 31 de la présente convention.

Le Tribunal ainsi composé forme la juridiction compétente pour le cas en question.

Il se réunit à la date fixée par les Parties.

Article 25.

Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à La Haye.

Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé que de l'assentiment des Parties.

Article 26.

Le Bureau international de La Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

Les Puissances même non signataires de cet Acte, peuvent recourir à la juridiction de la Cour dans les conditions prescrites par la présente convention.

Article 27.

Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

Article 28.

Un Conseil permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à La Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par six Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil adresse chaque année aux Puissances signataires un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

Article 29.

Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

III. De la procédure arbitrale.**Article 29 bis.**

En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Article 30.

Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial

H H H 2

(compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 31.

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Article 32.

Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Article 33.

Le surarbitre est de droit Président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Article 34.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 35.

Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation le Tribunal siège à La Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 36.

Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre Elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal, des conseils ou avocats nommés par Elles à cet effet.

Article 37.

Le Tribunal décide du choix des langues dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Article 38.

La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes: l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la Partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les détails déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 48.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Article 39.

Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre Partie.

Article 40.

Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Article 41.

L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écartier du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Article 42.

Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Article 43.

Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des Parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le Tribunal en prend acte.

Article 44.

Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Article 45.

Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions

du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Article 46.

Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Article 47.

Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Article 48.

Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Article 49.

Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

Article 50.

Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Article 51.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissentiment.

Article 52.

La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, en présence des agents et des conseils des Parties ou eux dûment appelés.

Article 53.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

Article 54.

Les Parties peuvent se résERVER dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui est été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lorsque le Tribunal a statué, a été inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande en revision ne peut être accueillie que si elle est formée dans les trois mois qui suivent la notification de la sentence.

[Proposition de M. Asser: Les Parties peuvent se résERVER dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence et seulement à raison de la découverte d'un fait nouveau qui est été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lorsque le Tribunal a statué a été inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande en revision ne peut être accueillie que si elle est formée dans les six mois qui suivent la notification de la sentence.]

Article 55.

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les Parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'Elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre Elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Article 56.

Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des honoraires des arbitres et des frais du Tribunal.

Annexe 11.

Proposition de M. Asser, délégué des Pays-Bas.

(A insérer après l'art. 24 du Projet de code d'arbitrage.)

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties.

S'il s'agit de l'interprétation d'une convention conclue entre un plus grand nombre Etats que ceux entre lesquels le conflit a surgi, ces derniers notifieront aux autres Etats signataires le compromis qu'ils auront signé et chacun des Etats signataires aura le droit d'intervenir au litige arbitral. Si un ou plusieurs de ces Etats ont profité de cette faculté, l'interprétation de la convention contenue dans la sentence sera également obligatoire pour eux.

2.

**ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, CHINE,
DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ÉTATS-
UNIS MEXICAINS, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE,
ITALIE, JAPON, LUXEMBOURG, MONTÉNEGRO, PAYS-BAS,
PERSE, PORTUGAL, ROUMANIE, RUSSIE, SIAM, SUÈDE ET
NORVÈGE, SUISSE, TURQUIE ET BULGARIE.**

Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, signée à la Haye le 29 juillet 1899.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1901 No. 44.

(Uebersetzung.)

**Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Du
29 juillet 1899.**

— Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Président des Etats-Unis d'Amé-

Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle. Vom
29. Juli 1899.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn, Seine Majestät der König der Belgier, Seine Majestät der Kaiser von China, Seine Majestät der König von Dänemark, Seine Majestät der König von Spanien und in Seinem Namen Ihre Majestät die Königin-

rique; le Président des Etats-Unis Mexicains; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral Suisse; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie.

Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale;

Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux;

Reconnaisant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées;

Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale;

Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale, accessible à tous, au sein des Puissances indépendantes peut contribuer efficacement à ce résultat;

Regentin des Königreichs, der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika, der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexiko, der Präsident der Französischen Republik, Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien, Seine Majestät der König der Hellenen, Seine Majestät der König von Italien, Seine Majestät der Kaiser von Japan, Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, Seine Hoheit der Fürst von Montenegro, Ihre Majestät die Königin der Niederlande, Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien, Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien u. s. w., Seine Majestät der König von Rumänien, Seine Majestät der Kaiser aller Reussen, Seine Majestät der König von Serbien, Seine Majestät der König von Siam, Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen, der Schweizerische Bundesrat, Seine Majestät der Kaiser der Osmanen und Seine Königliche Hoheit der Fürst von Bulgarien,

von dem festen Willen beseelt, zur Aufrechterhaltung des allgemeinen Friedens mitzuwirken,

entschlossen, mit allen ihren Kräften die friedliche Erledigung internationaler Streitigkeiten zu begünstigen,

in Anerkennung der Solidarität, welche die Glieder der Gemeinschaft der civilisierten Nationen verbindet,

gewillt, die Herrschaft des Rechtes auszubreiten und das Gefühl der internationalen Gerechtigkeit zu stärken,

überzeugt, dass die dauernde Einrichtung einer Allen zugänglichen Schiedsgerichtsbarkeit im Schoße der unabhängigen Mächte wirksam zu diesem Ergebnisse beitragen kann;

Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale;

Estimant avec l'Auguste Initiateur de la Conférence Internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un accord international les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des Peuples;

Désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Son Excellence le Comte de Münster, Prince de Derneburg, Son Ambassadeur à Paris.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Son Excellence le Comte R. de Welsersheimb, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. Alexandra Okolicsanyi d'Okolicsna, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges:

Son Excellence M. Auguste Beernaert, Son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants.

M. le Comte Degrelle Rogier, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

in Erwägung der Vortheile einer allgemeinen und regelmässigen Einrichtung des Schiedsverfahrens,

mit dem Erlauchten Urheber der internationalen Friedenakonferenz der Ansicht, dass es von Wichtigkeit ist, in einer internationalen Vereinbarung die Grundsätze der Billigkeit und des Rechtes festzulegen, auf denen die Sicherheit der Staaten und die Wohlfahrt der Völker beruhen,

von dem Wunsche geleitet, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu schliessen, haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Seine Excellenz den Grafen zu Münster, Fürsten von Derenburg, Allerhöchstihren Botschafter in Paris,

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn:

Seine Excellenz den Grafen R. von Welsersheimb, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter, Herrn Alexander Okolicsanyi von Okolicsna, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Seine Majestät der König der Belgier:

Seine Excellenz Herrn August Beernaert, Allerhöchstihren Staatsminister, Präsidenten der Repräsentantenkammer, Herrn Grafen Degrelle Rogier, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

M. le Chevalier Descamps,
Sénateur.

Sa Majesté l'Empereur de
Chine:

M. Yang Yü, Son Envoyé extra-
ordinaire et Ministre plénipoten-
tiaire à St. Pétersbourg.

Sa Majesté le Roi de Dane-
mark:

Son Chambellan Fr. E. de Bille,
Son Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire à Lon-
dres.

Sa Majesté le Roi d'Espagne
et en Son Nom, Sa Majesté la
Reine-Régente de Royaume:

Son Excellence le Duc de Tetuan,
Ancien Ministre des Affaires
Etrangères.

M. W. Ramirez de Villa
Urrutia, Son Envoyé extra-
ordinaire et Ministre plénipoten-
tiaire à Bruxelles.

M. Arthur de Baguer, Son
Envoyé extraordinaire et Mi-
nistre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis
d'Amérique:

Son Excellence M. Andrew D.
White, Ambassadeur des Etats-
Unis à Berlin.

M. Seth Low, Président de
l'Université „Columbia“ à New-
York.

M. Stanford Newel, Envoyé
extraordinaire et Ministre plé-
nipotentiaire à la Haye.

M. Alfred T. Mahan, Capi-
taine de Vaisseau.

Herrn Chevalier Descamps,
Senator,

Seine Majestät der Kaiser von
China:

Herrn Yang Yü, Allerhöchstihren
ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten
Minister in St. Petersburg,

Seine Majestät der König von
Dänemark:

Allerhöchstihren Kammerherrn
und ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in
London Fr. E. von Bille,

Seine Majestät der König von
Spanien und in Seinem Namen
Ihre Majestät die Königin-
Regentin des Königreichs:

Seine Excellenz den Herzog von
Tetuan, früheren Minister der
auswärtigen Angelegenheiten,
Herrn W. Ramirez de Villa
Urrutia, Allerhöchstihren
ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in
Brüssel,

Herrn Arthur de Baguer,
Allerhöchstihren ausserordent-
lichen Gesandten und bevoll-
mächtigten Minister im Haag,

der Präsident der Vereinigten
Staaten von Amerika:

Seine Excellenz Herrn Andrew
D. White, Botschafter der Ver-
einigten Staaten in Berlin;

Herrn Seth Low, Präsidenten
der Columbia - Universität in
New-York,

Herrn Stanford Newel, ausser-
ordentlichen Gesandten und be-
vollmächtigten Minister im Haag,

Herrn Alfred T. Mahan, Ka-
pitän zur See,

M. William Crozier, Capitaine d'Artillerie.

Le Président des Etats-Unis Mexicains:

M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

M. Zenil, Ministre-Résident à Bruxelles.

Le Président de la République Française:

M. Léon Bourgeois, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés.

M. Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés.

Sa Majesté la Reine du Royaume - Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes:

Son Excellence le Très Honorable Baron Pancefote de Preston, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington.

Sir Henry Howard, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. N. Delyanni, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Son

Herrn William Crozier, Kapitän der Artillerie,

der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexiko:

Herrn de Mier, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Paris, Herrn Zenil, Minister-Residenten in Brüssel,

der Präsident der französischen Republik:

Herrn Léon Bourgeois, früheren Ministerpräsidenten, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Mitglied der Deputirtenkammer,

Herrn Georges Bihourd, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Herrn Baron d'Estournelles de Constant, bevollmächtigten Minister, Mitglied der Deputirtenkammer,

Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien:

Seine Excellenz den Sehr Ehrenwerthen Baron Pancefote de Preston, Mitglied des Geheimen Rathes Ihrer Majestät, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Washington,

Sir Henry Howard, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Seine Majestät der König der Hellenen:

Herrn N. Delyanni, früheren Ministerpräsidenten, früheren Minister der auswärtigen An-

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Comte Nigra,
Son Ambassadeur à Vienne,
Sénateur du Royaume.

M. le Comte A. Zannini,
Son Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire à la
Haye.

M. le Commandeur Guido
Pompilj, [Député au Parlement
Italien.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

M. I. Motono, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau:

Son Excellence M. Eyschen,
Son Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement Grand-Ducal.

Son Altesse le Prince de Monténégro:

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel de Staal, Ambassadeur de Russie à Londres.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.

gelegenheiten Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Paris,

Seine Majestät der König von Italien:

Seine Excellenz den Grafen Nigra, Allerhöchstihrem Botschafter in Wien, Senator des Königreichs,
Herrn Grafen A. Zannini, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag, Herrn Kommandeur Guido Pompilj, Abgeordneten im italienischen Parlamente,

Seine Majestät der Kaiser von Japan:

Herrn J. Motono, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Brüssel,

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Luxembourg, Herzog zu Nassau:

Seine Excellenz Herrn Eyschen, Allerhöchstihren Staatsminister, Präsidenten der Grossherzoglichen Regierung,

Seine Hoheit der Fürst von Montenegro:

Seine Excellenz den Wirklichen Geheimen Rath Herrn von Staal, russischen Botschafter in London,

Ihre Majestät die Königin der Niederlande:

Herrn Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Mitglied der Zweiten Kammer der Generalstaaten,

(compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 31.

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Article 32.

Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Article 33.

Le surarbitre est de droit Président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Article 34.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 35.

Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation le Tribunal siège à La Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 36.

Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre Elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal, des conseils ou avocats nommés par Elles à cet effet.

Article 37.

Le Tribunal décide du choix des langues dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Article 38.

La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes: l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la Partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 48.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Article 39.

Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre Partie.

Article 40.

Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seul caractère authentique.

Article 41.

L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écartier du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Article 42.

Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Article 43.

Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des Parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le Tribunal en prend acte.

Article 44.

Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Article 45.

Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions

du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Article 46.

Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Article 47.

Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Article 48.

Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Article 49.

Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

Article 50.

Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Article 51.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissentiment.

Article 52.

La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, en présence des agents et des conseils des Parties ou eux dûment appelés.

Article 53.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

Article 54.

Les Parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lorsque le Tribunal a statué, a été inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande en revision ne peut être accueillie que si elle est formée dans les trois mois qui suivent la notification de la sentence.

[Proposition de M. Asser: Les Parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence et seulement à raison de la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lorsque le Tribunal a statué a été inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande en revision ne peut être accueillie que si elle est formée dans les six mois qui suivent la notification de la sentence.]

Article 55.

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les Parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'Elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre Elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Article 56.

Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des honoraires des arbitres et des frais du Tribunal.

Article 6.

Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

Article 7.

L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Article 8.

Les Puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une Médiation spéciale sous la forme suivante.

En cas de différend grave compromettant la Paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement aux Puissances médiatrices. Celles-ci

Artikel 6.

Gute Dienste und Vermittelung, seien sie auf Anrufen der im Streite befindlichen Theile eingetreten oder aus dem Antriebe der am Streite nicht beteiligten Mächte hervorgegangen, haben ausschliesslich die Bedeutung eines Rathes und niemals verbindliche Kraft.

Artikel 7.

Die Annahme der Vermittelung kann, unbeschadet anderweitiger Vereinbarung, nicht die Wirkung haben, die Mobilmachung und andere den Krieg vorbereitende Massnahmen zu unterbrechen, zu verzögern oder zu hemmen.

Erfolgt sie nach Eröffnung der Feindseligkeiten, so werden von ihr, unbeschadet anderweitiger Vereinbarung, die im Gange befindlichen militärischen Unternehmungen nicht unterbrochen.

Artikel 8.

Die Signatarmächte sind einverstanden, unter Umständen, die dies gestatten, die Anwendung einer besonderen Vermittelung in folgender Form zu empfehlen:

Bei ernsten, den Frieden gefährdenden Streitfragen, wählt jeder der im Streite befindlichen Staaten eine Macht, die er mit der Aufgabe betraut, in unmittelbare Verbindung mit der von der anderen Seite gewählten Macht zu treten, um den Bruch der friedlichen Beziehungen zu verhüten.

Während der Dauer dieses Auftrags, die, unbeschadet anderweitiger Abrede, eine Frist von dreissig Tagen nicht überschreiten darf, stellen die streitenden Staaten jedes unmittelbare Benehmen über den Streit ein, welcher als ausschliesslich den vermittelnden

doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

Titre III.

Des Commissions internationales d'enquête.

Article 9.

Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

Article 10.

Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par

Mächten übertragen gilt. Diese sollen alle Bemühungen aufwenden, um die Streitfrage zu erledigen.

Kommt es zum wirklichen Bruch der friedlichen Beziehungen, so bleiben diese Mächte mit der gemeinsamen Aufgabe betraut, jede Gelegenheit zu benutzen, um den Frieden wiederherzustellen.

Dritter Titel.

Internationale Untersuchungskommissionen.

Artikel 9.

Bei internationalen Streitigkeiten, die weder die Ehre noch wesentliche Interessen berühren und einer verschiedenen Würdigung von Thatsachen entspringen, erachten die Signatarmächte es für nützlich, dass die Parteien, die sich auf diplomatischem Wege nicht haben einigen können, soweit es die Umstände gestatten, eine internationale Untersuchungskommission einsetzen mit dem Auftrage, die Lösung dieser Streitigkeiten zu erleichtern, indem sie durch eine unparteiische und gewissenhafte Prüfung die Thatfragen aufklären.

Artikel 10.

Die internationalen Untersuchungskommissionen werden durch besonderes Abkommen der streitenden Theile gebildet.

Das Untersuchungsabkommen bestimmt die zu untersuchenden Thatsachen und den Umfang der Befugnisse der Kommissare.

Es regelt das Verfahren.

Die Untersuchung erfolgt kontradicitorisch.

Die zu wählenden Formen und Fristen werden, soweit sie nicht durch

la convention d'enquête, sont déterminés par la commission elle-même.

Article 11.

Les Commissions internationales d'enquête sont formées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 32 de la présente Convention.

Article 12.

Les Puissances en litige s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Article 13.

La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances en litige son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Article 14.

Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

Titre IV.

De l'arbitrage international.

Chapitre I.: De la Justice arbitrale.

Article 15.

L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre

das Untersuchungsabkommen festgesetzt sind, durch die Kommission selbst bestimmt.

Artikel 11.

Die internationalen Untersuchungskommissionen werden, sofern nicht ein Anderes verabredet ist, in der im Artikel 32 dieses Abkommens bezeichneten Weise gebildet.

Artikel 12.

Die streitenden Mächte verpflichten sich, der internationalen Untersuchungskommission in dem weitesten Umfange, den sie für möglich halten, alle zur vollständigen Kenntniss und genauen Würdigung der in Frage kommenden Thatsachen nothwendigen Mittel und Erleichterungen zu gewähren.

Artikel 13.

Die internationale Untersuchungskommission legt den streitenden Mächten ihren von allen Mitgliedern der Kommission unterzeichneten Bericht vor.

Artikel 14.

Der Bericht der internationalen Untersuchungskommission, der sich auf die Feststellung der Thatsachen beschränkt, hat in keiner Weise die Bedeutung eines Schiedsspruchs. Er lässt den streitenden Mächten volle Freiheit in Ansehung der Folge, die dieser Feststellung zu geben ist.

Vierter Titel.

Internationale Schiedssprechung.

Erstes Kapitel: Schiedswesen.

Artikel 15.

Die internationale Schiedssprechung hat zum Gegenstande die Erledigung

les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

von Streitigkeiten zwischen den Staaten durch Richter ihrer Wahl auf Grund der Achtung vor dem Rechte.

Article 16.

Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

Artikel 16.

In Rechtsfragen und in erster Linie in Fragen der Auslegung oder der Anwendung internationaler Vereinbarungen wird die Schiedssprechung von den Signatarmächten als das wirksamste und zugleich der Billigkeit am meisten entsprechende Mittel anerkannt, um die Streitigkeiten zu erledigen, die nicht auf diplomatischem Wege haben beseitigt werden können.

Article 17.

La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Artikel 17.

Schiedsabkommen werden für bereits entstandene oder für etwa entstehende Streitverhältnisse abgeschlossen.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

Sie können sich auf alle Streitigkeiten oder nur auf Streitigkeiten einer bestimmten Art beziehen.

Article 18.

La convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Artikel 18.

Das Schiedsabkommen schliesst die Verpflichtung in sich, sich nach Treu und Glauben dem Schiedsspruch zu unterwerfen.

Article 19.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Artikel 19.

Unabhängig von den allgemeinen und besonderen Verträgen, die schon jetzt den Signatarmächten die Verpflichtung zur Anrufung der Schiedssprechung auferlegen, behalten diese Mächte sich vor, sei es vor der Ratification des vorliegenden Abkommens oder später, neue allgemeine oder besondere Uebereinkommen abzuschliessen, um die obligatorische Schiedssprechung auf alle Fälle auszudehnen, die ihr nach ihrer Ansicht unterworfen werden können.

Chapitre II: De la Cour permanente d'arbitrage.

Article 20.

Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des Parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention.

Article 21.

La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

Article 22.

Un Bureau international établi à la Haye sert de greffe à la Cour.

Ce Bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de La Haye une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

Zweites Kapitel: Ständiger Schiedshof.

Artikel 20.

Um die unmittelbare Anrufung der Schiedssprechung für die internationaen Streitfragen zu erleichtern, die nicht auf diplomatischem Wege haben erledigt werden können, machen sich die Signatarmächte anheischig, einen ständigen Schiedshof einzurichten, der jederzeit zugänglich ist, und unbeschadet anderweitiger Abrede der Parteien, nach Massgabe der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen über das Verfahren thätig wird.

Artikel 21.

Der ständige Schiedshof soll für alle Schiedsfälle zuständig sein, sofern nicht zwischen den Parteien über die Einsetzung eines besonderen Schiedsgerichts Einverständniss besteht.

Artikel 22.

Ein im Haag errichtetes internationales Bureau dient dem Schiedshofe für die Bürougeschäfte.

Dieses Bureau vermittelt die auf den Zusammentritt des Schiedshofs bezüglichen Mittheilungen.

Es hat das Archiv unter seiner Obhut und besorgt alle Verwaltungsgeschäfte.

Die Signatarmächte machen sich anheischig, dem internationalen Bureau im Haag beglaubigte Abschrift einer jeden zwischen ihnen getroffenen Schiedsabrede sowie eines jeden Schiedsspruchs mitzutheilen, der sie betrifft und durch besondere Schiedsgerichte erlassen ist.

Sie machen sich anheischig, dem Bureau ebenso die Gesetze, allgemeinen Anordnungen und Urkunden mitzutheilen, die gegebenen Falles die Vollziehung der von dem Schiedshof erlassenen Sprüche darthun.

Article 23.

Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par elle du présent acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 24.

Lorsque les Puissances signataires veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal compétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

Artikel 23.

Jede Signatarmacht wird binnen drei Monaten, nachdem sie dieses Abkommen ratifizirt hat, höchstens vier Personen von anerkannter Sachkunde in Fragen des Völkerrechts benennen, die sich der höchsten sittlichen Achtung erfreuen und bereit sind, ein Schiedsrichteramt zu übernehmen.

Die so benannten Personen sollen unter dem Titel von Mitgliedern des Schiedshofs in eine Liste eingetragen werden; diese soll allen Signatarmächten durch das Büro mitgetheilt werden.

Jede Änderung in der Liste der Schiedsrichter wird durch das Büro zur Kenntnis der Signatarmächte gebracht.

Zwei oder mehrere Mächte können sich über die gemeinschaftliche Benennung eines Mitglieds oder mehrerer Mitglieder verständigen.

Dieselbe Person kann von verschiedenen Mächten benannt werden.

Die Mitglieder des Schiedshofs werden für einen Zeitraum von sechs Jahren ernannt. Ihre Wiederernennung ist zulässig.

Im Falle des Todes oder des Ausscheidens eines Mitglieds des Schiedshofs erfolgt sein Ersatz in der für seine Ernennung vorgesehenen Weise.

Artikel 24.

Wollen die Signatarmächte sich zur Erledigung einer unter ihnen entstandenen Streitfrage an den Schiedshof wenden, so muss die Auswahl der Schiedsrichter, welche berufen sind, das für die Entscheidung dieser Streitfrage zuständige Schiedsgericht zu bilden, aus der Gesamtliste der Mitglieder des Schiedshofs erfolgen.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Tribunal étant ainsi composé, les Parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur Pays, jouissent des priviléges et immunités diplomatiques.

Article 25.

Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à la Haye.

Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 26.

Le Bureau international de la Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

In Ermangelung einer Bildung des Schiedsgerichts mittelst unmittelbarer Verständigung der Parteien wird in folgender Weise verfahren:

Jede Partei ernennt zwei Schiedsrichter und diese wählen gemeinschaftlich einen Obmann.

Bei Stimmengleichheit wird die Wahl des Obmanns einer dritten Macht anvertraut, über deren Bezeichnung sich die Parteien einigen.

Kommt eine Einigung hierüber nicht zu Stande, so bezeichnet jede Partei eine andere Macht, und die Wahl des Obmanns erfolgt durch die so bezeichneten Mächte in Uebereinstimmung.

Nachdem das Schiedsgericht so gebildet ist, theilen die Parteien dem Bureau ihren Entschluss, sich an den Schiedshof zu wenden, und die Namen der Schiedsrichter mit.

Das Schiedsgericht tritt an dem von den Parteien festgesetzten Tage zusammen.

Die Mitglieder des Schiedshofs geniessen während der Ausübung ihres Amtes und ausserhalb ihres Heimatlandes die diplomatischen Vorräte und Befreiungen.

Artikel 25.

Das Schiedsgericht hat regelmässig seinen Sitz im Haag.

Abgesehen von dem Falle höherer Gewalt darf der Sitz vom Schiedsgerichte nur mit Zustimmung der Parteien verlegt werden.

Artikel 26.

Das internationale Bureau im Haag ist ermächtigt, sein Geschäftslokal und seine Geschäftseinrichtung den Signatarmächten für die Thätigkeit eines jeden besonderen Schiedsgerichts zur Verfügung zu stellen.

La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les conditions prescrites par les Règlements, aux litiges existant entre des Puissances non signataires ou entre des Puissances signataires et des Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction.

Article 27.

Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

Article 28.

Un Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la con-

Die Schiedsgerichtsbarkeit des ständigen Schiedshofs kann unter den durch die allgemeinen Anordnungen festgesetzten Bedingungen auf Streitigkeiten zwischen anderen Mächten als Signatarmächten oder zwischen Signatarmächten und anderen Mächten erstreckt werden, wenn die Parteien übereingekommen sind, diese Schiedsgerichtsbarkeit anzurufen.

Artikel 27.

Die Signatarmächte betrachten es als Pflicht, in dem Falle, wo ein ernsthafter Streit zwischen zwei oder mehreren von ihnen auszubrechen droht, diese daran zu erinnern, dass ihnen der ständige Schiedshof offen steht.

Sie erklären demzufolge, dass die Handlung, womit den im Streite befindlichen Theilen die Bestimmungen dieses Abkommens in Erinnerung gebracht werden, und der im höheren Interesse des Friedens ertheilte Rath, sich an den ständigen Schiedshof zu wenden, immer nur als Bethätigung guter Dienste angesehen werden dürfen.

Artikel 28.

Ein ständiger Verwaltungsrath, der aus den im Haag beglaubigten diplomatischen Vertretern der Signatarmächte und dem niederländischen Minister der auswärtigen Angelegenheiten als Vorsitzenden besteht, soll in dieser Stadt gebildet werden sobald wie möglich nach der Ratification dieses Abkommens durch mindestens neun Mächte.

Dieser Verwaltungsrath soll damit betraut sein, das internationale Büro zu errichten und einzurichten; dieses soll unter seiner Leitung und Aufsicht bleiben.

Er gibt den Mächten von der

stitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communique sans délai aux Puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

Article 29.

Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Chapitre III: "De la procédure arbitrale

Article 30.

En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les

Bildung des Schiedshofs Nachricht und trägt für dessen äussere Einrichtung Sorge.

Er erlässt seine Geschäftsordnung sowie alle sonst nothwendigen allgemeinen Anordnungen.

Er entscheidet alle Verwaltungsfragen, die sich etwa in Beziehung auf den Geschäftsbetrieb des Schiedshofs erheben.

Er hat volle Befugniß, die Beamten und Angestellten des Büreans zu ernennen, ihres Dienstes vorläufig zu entheben und zu entlassen.

Er setzt die Gehälter und Löhne fest und beaufsichtigt das Kassenwesen.

Die Anwesenheit von fünf Mitgliedern in den ordnungsmässig berufenen Versammlungen genügt zur gültigen Berathung des Verwaltungsrathes. Die Beschlussfassung erfolgt nach Stimmenmehrheit.

Der Verwaltungsrath theilt die von ihm genehmigten allgemeinen Anordnungen unverzüglich den Signatarmächten mit. Er erstattet ihnen jährlich Bericht über die Arbeiten des Schiedshofs, über den Betrieb der Verwaltungsgeschäfte und über die Ausgaben.

Artikel 29.

Die Kosten des Büreaus werden von den Signatarmächten nach dem für das internationale Büro des Weltpostvereins festgestellten Vertheilungsmassenstabe getragen.

Drittes Kapitel: Schiedsverfahren.

Artikel 30.

Um die Entwicklung der Schiedsprechung zu fördern, haben die Signatarmächte folgende Bestimmungen festgestellt, die auf das Schiedsverfahren Anwendung finden sollen, so-

Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Article 31.

Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Article 32.

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Article 33.

Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

weit nicht die Parteien über andere Bestimmungen übereingekommen sind.

Artikel 31.

Die Mächte, welche die Schiedsprechung anrufen, unterzeichnen eine besondere Urkunde (Schiedsvertrag), worin der Streitgegenstand sowie der Umfang der Befugnisse der Schiedsrichter klar bestimmt werden. Diese Beurkundung schliesst die Verpflichtung der Parteien in sich, sich dem Schiedsspruch nach Treu und Glauben zu unterwerfen.

Artikel 32.

Das Schiedsrichteramt kann einem einzigen Schiedsrichter oder mehreren Schiedsrichtern übertragen werden, die von den Parteien nach ihrem Belieben ernannt oder von ihnen unter den Mitgliedern des durch dieses Abkommen errichteten ständigen Schiedshofs gewählt werden.

In Ermangelung einer Bildung des Schiedsgerichts durch unmittelbare Verständigung der Parteien wird in folgender Weise verfahren:

Jede Partei ernennt zwei Schiedsrichter und diese wählen gemeinschaftlich einen Obmann.

Bei Stimmengleichheit wird die Wahl des Obmanns einer dritten Macht anvertraut, über deren Bezeichnung sich die Parteien einigen.

Kommt eine Einigung hierüber nicht zu Stande, so bezeichnet jede Partei eine andere Macht und die Wahl des Obmanns erfolgt durch die so bezeichneten Mächte in Uebereinstimmung.

Artikel 33.

Wird ein Souverän oder ein sonstiges Staatsoberhaupt zum Schiedsrichter gewählt, so wird das Schiedsverfahren von ihm geregelt.

Article 34.

Le surarbitre est de droit Président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Article 35.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Article 36.

Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation le Tribunal siège à la Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Article 37.

Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre Elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal, des conseils ou avocats nommés par Elles à cet effet.

Article 38.

Le Tribunal décide du choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Article 39.

La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes: l'instruction et les débats.

Artikel 34.

Der Obmann ist von Rechts wegen Vorsitzender des Schiedsgerichts.

Gehört dem Schiedsgerichte kein Obmann an, so ernennt es selbst seinen Vorsitzenden.

Artikel 35.

Im Falle des Todes, des Rücktritts oder der aus irgend einem Grunde stattfindenden Verhinderung eines der Schiedsrichter erfolgt sein Ersatz in der für seine Ernennung vorgesehenen Weise.

Artikel 36.

Der Sitz des Schiedsgerichts wird von den Parteien bestimmt. In Ermangelung einer solchen Bestimmung hat das Gericht seinen Sitz im Haag.

Abgesehen von dem Falle höherer Gewalt darf der so bestimmte Sitz vom Schiedsgerichte nur mit Zustimmung der Parteien verlegt werden.

Artikel 37.

Die Parteien haben das Recht, bei dem Schiedsgerichte besondere Delegierte oder Agenten zu bestellen mit der Aufgabe, zwischen ihnen und dem Schiedsgericht als Mittelpersonen zu dienen.

Sie sind außerdem berechtigt, mit der Wahrnehmung ihrer Rechte und Interessen vor dem Schiedsgerichte Rechtsbeistände oder Anwälte zu trauen, die zu diesem Zwecke von ihnen bestellt werden.

Artikel 38.

Das Schiedsgericht entscheidet über die zu wählenden Sprachen, deren es sich bedienen wird und deren Gebrauch vor ihm gestattet sein soll.

Artikel 39.

Das Schiedsverfahren zerfällt regelmäßig in zwei gesonderte Abschnitte: das Vorverfahren und die Verhandlung.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la Partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 49.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Article 40.

Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre Partie.

Article 41.

Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux, rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Article 42.

L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écartier du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Article 43.

Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

Das Vorverfahren besteht in der von den betreffenden Agenten an die Mitglieder des Schiedsgerichts und an die Gegenpartei zu machenden Mittheilung aller gedruckten oder geschriebenen Aktenstücke und aller Urkunden, welche die in der Sache geltend gemachten Rechtsbehelfe enthalten. Diese Mittheilung soll in der Form und innerhalb der Fristen erfolgen, die von dem Schiedsgerichte gemäss Artikel 49 bestimmt werden.

Die Verhandlung besteht in dem mündlichen Vortrage der Rechtsbehelfe der Parteien vor dem Schiedsgerichte.

Artikel 40.

Jedes von einer Partei vorgelegte Schriftstück muss der anderen Partei mitgetheilt werden.

Artikel 41.

Die Verhandlung wird vom Vorsitzenden geleitet.

Sie erfolgt öffentlich nur, wenn ein Beschluss des Schiedsgerichts mit Zustimmung der Parteien dahin ergeht.

Ueber die Verhandlung wird ein Protokoll aufgenommen von Sekretären, die der Vorsitzende ernennt. Nur dieses Protokoll hat öffentliche Beweiskraft.

Artikel 42.

Nach dem Schlusse des Vorverfahrens ist das Schiedsgericht befugt, alle neuen Aktenstücke oder Urkunden von der Verhandlung auszuschliessen, die ihm etwa eine Partei ohne Einwilligung der anderen vorlegen will.

Artikel 43.

Dem Schiedsgerichte steht es jedoch frei, neue Aktenstücke oder Urkunden, auf welche etwa die Agenten oder Rechtsbeistände der Parteien seine Aufmerksamkeit lenken, in Betracht zu ziehen.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Article 44.

Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des Parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus le Tribunal en prend acte.

Article 45.

Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Article 46.

Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Article 47.

Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Article 48.

Le Tribunal est autorisé à déter-

In diesem Falle ist das Schiedsgericht befugt, die Vorlegung dieser Aktenstücke oder Urkunden zu verlangen, unbeschadet der Verpflichtung, der Gegenpartei davon Kenntniss zu geben.

Artikel 44.

Das Schiedsgericht kann ausserdem von den Agenten der Parteien die Vorlegung aller nöthigen Aktenstücke verlangen und alle nöthigen Aufklärungen erfordern. Im Falle der Verweigerung nimmt das Schiedsgericht von ihr Vermerk.

Artikel 45.

Die Agenten und die Rechtsbeistände der Parteien sind befugt, beim Schiedsgerichte mündlich alle Rechtsbehelfe vorzubringen, die sie zur Vertheidigung ihrer Sache für nützlich halten.

Artikel 46.

Sie haben das Recht, Einreden sowie einen Zwischenstreit zu erheben. Die Entscheidungen des Schiedsgerichts über diese Punkte sind endgültig und können zu weiteren Erörterungen nicht Anlass geben.

Artikel 47.

Die Mitglieder des Schiedsgerichts sind befugt, an die Agenten und die Rechtsbeistände der Parteien Fragen zu richten und von ihnen Aufklärungen über zweifelhafte Punkte zu erfordern.

Weder die gestellten Fragen noch die von Mitgliedern des Schiedsgerichts im Laufe der Verhandlung gemachten Bemerkungen dürfen als Ausdruck der Meinung des ganzen Schiedsgerichts oder seiner einzelnen Mitglieder angesehen werden.

Artikel 48.

Das Schiedsgericht ist befugt, seine

miner sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière et en appliquant les principes du droit international.

Article 49.

Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte d'administration des preuves.

Article 50.

Les agents et les conseils des Parties ayant présenté sous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

Article 51.

Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Article 52.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissensément.

Zuständigkeit zu bestimmen, indem es den Schiedsvertrag sowie die sonstigen Staatsverträge, die für den Gegenstand angeführt werden können, auslegt und die Grundsätze des Völkerrechts anwendet.

Artikel 49.

Dem Schiedsgerichte steht es zu, auf das Verfahren bezügliche Anordnungen zur Leitung der Streitsache zu erlassen, die Formen und Fristen zu bestimmen, in denen jede Partei ihre Anträge zu stellen hat, und zu allen Formalitäten zu schreiten, welche die Beweisaufnahme mit sich bringt.

Artikel 50.

Nachdem die Agenten und die Rechtsbeistände der Parteien alle Aufklärungen und Beweise zu Gunsten ihrer Sache vorgetragen haben, spricht der Vorsitzende den Schluss der Verhandlung aus.

Artikel 51.

Die Berathung des Schiedsgerichts erfolgt geheim.

Jede Entscheidung ergeht nach der Mehrheit der Mitglieder des Schiedsgerichts.

Die Weigerung eines Mitglieds, an der Abstimmung Theil zu nehmen, muss im Protokolle festgestellt werden.

Artikel 52.

Der nach Stimmenmehrheit verlassene Schiedsspruch ist mit Gründen zu versetzen. Er wird schriftlich abgefasst und von jedem Mitglied des Schiedsgerichts unterzeichnet.

Die in der Minderheit gebliebenen Mitglieder können bei der Unterzeichnung die Verweigerung ihrer Zustimmung feststellen.

Article 53.

La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés.

Article 54.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige décide définitivement et sans appel la contestation.

Article 55.

Les Parties peuvent se réservé dans le compromis de demander la révision de la sentence arbitrale.

Dans ces cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la révision.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de révision doit être formée.

Article 56.

La sentence arbitrale n'est obli-

Artikel 53.

Der Schiedsspruch wird in öffentlicher Sitzung des Schiedsgerichts verlesen, sofern die Agenten und die Rechtsbeistände der Parteien anwesend sind oder gehörig geladen waren.

Artikel 54.

Der gehörig verkündete und den Agenten der streitenden Theile zugestellte Schiedsspruch entscheidet das Streitverhältniss entgültig und mit Ausschließung der Berufung.

Artikel 55.

Die Parteien können sich im Schiedsvertrage vorbehalten, die Nachprüfung (Revision) des Schiedsspruchs zu beantragen.

Der Antrag muss in diesem Falle, unbeschadet anderweitiger Vereinbarung, bei dem Schiedsgericht angebracht werden, das den Spruch erlassen hat. Er kann nur auf die Ermittlung einer neuen Thatsache begründet werden, die einen entscheidenden Einfluss auf den Spruch auszuüben geeignet gewesen wäre und bei Schluss der Verhandlung dem Schiedsgerichte selbst und der Partei, welche die Nachprüfung beantragt hat, unbekannt war.

Das Nachprüfungsverfahren kann nur eröffnet werden durch einen Beschluss des Schiedsgerichts, der das Vorhandensein der neuen Thatsache ausdrücklich feststellt, ihr die im vorangehenden Absatz bezeichneten Merkmale zuerkennt und den Antrag insoweit für zulässig erklärt.

Der Schiedsvertrag bestimmt die Frist, innerhalb deren der Nachprüfungsantrag gestellt werden muss.

Artikel 56.

Der Schiedsspruch bindet nur die

gatoire que pour les Parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Article 57.

Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal.

Dispositions générales.

Article 58.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances, qui ont été représentées à la Conférence Internationale de la Paix de la Haye.

Article 59.

Les Puissances non signataires qui ont été représentées à la Conférence Internationale de la Paix pourront adhérer à la présente Convention. Elles auront à cet effet à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par

Parteien, die den Schiedsvertrag geschlossen haben.

Wenn es sich um die Auslegung eines Abkommens handelt, an dem sich noch andere Mächte beteiligt haben, als die streitenden Theile, so geben diese ihnen von dem Schiedsvertrage, den sie geschlossen haben, Kenntniss. Jede dieser Mächte hat das Recht, sich an der Streitsache zu betheiligen. Wenn eine oder mehrere von ihnen von dieser Be-rechtigung Gebrauch gemacht haben, so ist die in dem Schiedsspruch enthaltene Auslegung auch in Ansehung von ihnen bindend.

Artikel 57.

Jede Partei trägt ihre eigenen Kosten und die Kosten des Schiedsgerichts zu gleichem Anteile.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 58.

Dieses Abkommen soll sobald wie möglich ratifizirt werden.

Die Ratifikationsurkunden sollen im Haag hinterlegt werden.

Ueber die Hinterlegung einer jeden Ratifikationsurkunde soll ein Protokoll aufgenommen werden; von diesem soll eine beglaubigte Abschrift auf diplo-matischem Wege allen Mächten mitgetheilt werden, die auf der internationalen Friedenskonferenz im Haag vertreten gewesen sind.

Artikel 59.

Die Mächte, die auf der internationalen Friedenskonferenz vertreten gewesen sind, dieses Abkommen aber nicht gezeichnet haben, können ihm später beitreten. Sie haben zu diesem Zwecke ihren Beitritt den Vertragsmächten durch eine schriftliche Benachrichtigung bekannt zu geben, die an die Regierung der Niederlande zu

celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 60.

Les conditions auxquelles les Puissances qui n'ont pas été représentées à la Conférence Internationale de la Paix, pourront adhérer à la présente Convention, formeront l'objet d'une entente ultérieure entre les Puissances contractantes.

Article 61.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:
(l. s.) Münster Derneburg.

Pour l'Autriche-Hongrie:
(l. s.) Welsersheimb.
(l. s.) Okolicsanyi.

richten und von dieser allen anderen Vertragsmächten mitzutheilen ist.

Artikel 60.

Die Bedingungen, unter denen die auf der internationalen Friedenskonferenz nicht vertreten gewesenen Mächte diesem Abkommen beitreten können, sollen den Gegenstand einer späteren Verständigung zwischen den Vertragsmächten bilden.

Artikel 61.

Falls einer der hohen vertragsschliessenden Theile dieses Abkommen kündigen sollte, würde diese Kündigung erst ein Jahr nach der schriftlich an die Regierung der Niederlande ergehenden und von dieser allen anderen Vertragsmächten unverzüglich mittheilenden Benachrichtigung wirksam werden.

Diese Kündigung soll nur in Ansehung der Macht wirksam sein, die sie erklärt hat.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen im Haag am neunundzwanzigsten Juli achtzehnhundertneunundneunzig in einer einzigen Ausfertigung, die im Archive der Regierung der Niederlande hinterlegt bleiben soll und wovon beglaubigte Abschriften den Vertragsmächten auf diplomatischem Wege übergeben werden sollen.

Für Deutschland:
(L. S.) Münster Derneburg.

Für Oesterreich-Ungarn:
(L. S.) Welsersheimb.
(L. S.) Okolicsanyi.

Pour la Belgique:

- (l. s.) A. Beernaert.
- (l. s.) C^{te} de Grelle Rogier.
- (l. s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:

- (l. s.) Yang Yü.

Pour le Danemark:

- (l. s.) F. Bille.

Pour l'Espagne:

- (l. s.) El Duque de Tetuan.
- (l. s.) W. R. de Villa Urrutia.
- (l. s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

- (l. s.) Andrew D. White.
 - (l. s.) Seth Low.
 - (l. s.) Stanford Newel.
 - (l. s.) A. T. Mahan.
 - (l. s.) William Crozier.
- Sous réserve de
la déclaration faite
dans la séance plé-
nière de la Confé-
rence du 25 juillet
1899.

Pour les Etats-Unis Mexicains:

- (l. s.) A. de Mier.
- (l. s.) J. Zenil.

Pour la France:

- (l. s.) Léon Bourgeois.
- (l. s.) G. Bihourd.
- (l. s.) d'Estournelles de Constant.

Pour la Grande Bretagne et
l'Irlande:

- (l. s.) Pauncefote.
- (l. s.) Henry Howard.

Pour la Grèce:

- (l. s.) N. Delyanni.

Pour l'Italie:

- (l. s.) Nigra.
- (l. s.) A. Zannini.
- (l. s.) G. Pompilj.

Pour le Japon:

- (l. s.) I. Motono.

Für Belgien:

- (L. S.) A. Beernaert.
- (L. S.) Graf de Grelle Rogier.
- (L. S.) Chevalier Descamps.

Für China:

- (L. S.) Yang Yü.

Für Dänemark:

- (L. S.) F. Bille.

Für Spanien:

- (L. S.) Herzog von Tetuan.
- (L. S.) W. R. de Villa Urrutia.
- (L. S.) Arturo de Baguer.

Für die Vereinigten Staaten von Amerika:

- (L. S.) Andrew D. White.
 - (L. S.) Seth Low.
 - (L. S.) Stanford Newel.
 - (L. S.) A. T. Mahan.
 - (L. S.) William Crozier.
- Mit dem in der
Plenarsitzung der
Konferenz vom
25. Juli 1899 er-
klärten Vorbe-
halte.

Für die Vereinigten Staaten von Mexiko:

- (L. S.) A. de Mier.
- (L. S.) J. Zenil.

Für Frankreich:

- (L. S.) Léon Bourgeois.
- (L. S.) G. Bihourd.
- (L. S.) d'Estournelles de Constant.

Für Grossbritannien und Irland:

- (L. S.) Pauncefote.
- (L. S.) Henry Howard.

Für Griechenland:

- (L. S.) N. Delyanni.

Für Italien:

- (L. S.) Nigra.
- (L. S.) A. Zannini.
- (L. S.) G. Pompilj.

Für Japan:

- (L. S.) I. Motono.

KKK²

Pour le Luxembourg:

(l. s.) Eyschen.

Pour le Monténégro:

(l. s.) Staal.

Pour les Pays-Bas:

(l. s.) v. Karnebeek.

(l. s.) den Beer Poortugael.

(l. s.) T. M. C. Affer.

(l. s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse:

(l. s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal:

(l. s.) Conde de Macedo.

(l. s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.

(l. s.) Conde de Selir.

Pour la Roumanie:(l. s.) A. Beldiman.
(l. s.) J. N. Papiniu.

Sous les réserves, formulées aux articles 16, 17 et 19 de la présente Convention (15, 16 et 18 du projet présenté par le Comité d'Examen) et consignées au procès-verbal de la séance de la Troisième Commission du 20 juillet 1899.

Pour la Russie:

(l. s.) Staal.

(l. s.) Martens.

(l. s.) A. Basily.

Pour la Serbie:

(l. s.) Chedo Miyatovitch.

Sous les réserves, consignées au procès-verbal de la Troisième Commission du 20 juillet 1899.

Pour le Siam:

(l. s.) Phya Suriya Nuvatr.

(l. s.) Visuddha.

Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège:

(l. s.) Bildt.

Für Luxemburg:

(L. S.) Eyschen.

Für Montenegro:

(L. S.) Staal.

Für die Niederlande:

(L. S.) v. Karnebeek.

(L. S.) den Beer Poortugael.

(L. S.) T. M. C. Affer.

(L. S.) E. N. Rahusen.

Für Persien:

(L. S.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Für Portugal:

(L. S.) Graf de Macedo.

(L. S.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.

(L. S.) Graf de Selir.

Für Rumänien:(L. S.) A. Beldiman.
(L. S.) I. N. Papiniu.

Mit den Vorbehaltens, die zu den Artikeln 16, 17, 19 dieses Abkommens (15, 16, 18 des von dem Prüfungsausschusse vorgelegten Entwurfs) gemacht und in das Protokoll der Sitzung der dritten Kommission vom 20. Juli 1899 aufgenommen worden sind.

Für Russland:

(L. S.) Staal.

(L. S.) Martens.

(L. S.) A. Basily.

Für Serbien:

(L. S.) Chedo Miyatovitch.

Mit den Vorbehaltens, die in das Protokoll der dritten Kommission vom 20. Juli 1899 aufgenommen worden sind.

Für Siam:

(L. S.) Phya Suriya Nuvatr.

(L. S.) Visuddha.

Für die Vereinigten Königreiche von Schweden und Norwegen:

(L. S.) Bildt.

Pour la Suisse:

(l. s.) Roth.

Pour la Turquie:

(l. s.) Turkhan. Sous réserve de la déclaration faite dans la séance plénière déjà la Conférence du 28 juillet 1899.

Pour la Bulgarie:

(l. s.) D. Stancioff.

(l. s.) Major Hessaptchieff.

Für die Schweiz:

(L. S.) Roth.

Für die Türkei:

(L. S.) Turkhan. Mit dem in der Plenarsitzung der Konferenz vom 25. Juli 1899 erklärten Vorbehalten.

Für Bulgarien:

(L. S.) D. Stancioff.

(L. S.) Major Hessaptchieff.

3.

ALLEMAGNE, AUTRICHE - HONGRIE, BELGIQUE, DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ÉTATS - UNIS MEXICAINS, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, LUXEMBOURG, MONTÉNÉGRO, PAYS-BAS, PERSE, PORTUGAL, ROUMANIE, RUSSIE, SERBIE, SIAM, SUÈDE ET NORVÈGE, TURQUIE ET BULGARIE.

Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, signée à la Haye le 29 juillet 1899.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1901 No. 44.

(Uebersetzung.)

Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre Du 29 juillet 1899.

Abkommen, betreffend die Gesetze und Gebräuche des Landkriegs. Vom 29. Juli 1899.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis Mexicains; le Président de la Ré-

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn, Seine Majestät der König der Belgier, Seine Majestät der König von Dänemark, Seine Majestät der König von Spanien und in Seinem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin des Königreichs, der Präsident der Vereinigten Staaten von

publique Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie

Amerika, der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexiko, der Präsident der Französischen Republik, Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Großbritannien und Irland, Kaiser von Indien, Seine Majestät der König der Hellenen, Seine Majestät der König von Italien, Seine Majestät der Kaiser von Japan, Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Luxemburg. Herzog zu Nassau, Seine Hoheit der Fürst von Montenegro, Ihre Majestät die Königin der Niederlande, Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien, Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien u. s. w., Seine Majestät der König von Rumänien, Seine Majestät der Kaiser aller Reussen, Seine Majestät der König von Serbien, Seine Majestät der König von Siam, Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen, Seine Majestät der Kaiser der Osmanen und Seine Königliche Hoheit der Fürst von Bulgarien

Considérant que, tout en recherchant les moyens de sauvegarder la paix et de prévenir les conflits armés entre les nations, il importe de se préoccuper également du cas où l'appel aux armes serait amené par des événements que Leur sollicitude n'aurait pu détourner;

haben in der Erwägung, dass es nicht genügt, Mittel und Wege zu suchen, um den Frieden zu sichern und bewaffnete Streitigkeiten zwischen den Staaten zu verhüten, sondern dass auch der Fall ins Auge gefasst werden muss, wo ein Ruf zu den Waffen durch Ereignisse herbeigeführt wird, die ihre Fürsorge nicht hat abwenden können,

von dem Wunsche beseelt, auch in diesem äussersten Falle den Gesetzen der Menschlichkeit und den sich immer steigernden Forderungen der Civilisation zu dienen,

in der Erkenntniass, dass es von Bedeutung ist, zu diesem Zwecke die allgemeinen Kriegsgesetze und Gebräuche einer Durchsicht zu unterziehen, sei es um sie näher zu be-

Animés du désir de servir encore, dans cette hypothèse extrême, les intérêts de l'humanité et les exigences toujours progressives de la civilisation;

Estimant qu'il importe à cette fin, de réviser les lois et coutumes générales de la guerre, soit dans le but de les définir avec plus de précision, soit afin d'y tracer certaines limites

destinées à en restreindre autant que possible les rigueurs;

S'inspirant de ces vues recommandées aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, lors de la Conférence de Bruxelles de 1874,*) par une sage et généreuse prévoyance;

Ont, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de définir et de régler les usages de la guerre sur terre.

Selon les vues des Hautes Parties contractantes, ces dispositions, dont la rédaction a été inspirée par le désir de diminuer les maux de la guerre, autant que les nécessités militaires le permettent, sont destinées à servir de règle générale de conduite aux belligérants, dans leurs rapports entre eux et avec les populations.

Il n'a pas été possible toutefois de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à toutes les circonstances qui se présentent dans la pratique.

D'autre part, il ne pouvait entrer dans les intentions des Hautes Parties contractantes que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissées à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations

stimmen, sei es um ihnen gewisse Grenzen zu ziehen, damit sie soviel wie möglich von ihrer Schärfe verlieren,

von all diesen Gesichtspunkten ausgehend, die heute wie vor 25 Jahren zur Zeit der Brüsseler Konferenz von 1874*) durch eine weise und hochherzige Fürsorge nahe gelegt sind,

in diesem Sinne zahlreiche Bestimmungen angenommen, die dem Zwecke dienen, die Gebräuche des Landkriegs näher zu bestimmen und zu regeln.

Nach der Auffassung der hohen vertragschliessenden Theile sollen diese Bestimmungen, deren Abfassung durch den Wunsch angeregt wurde, die Leiden des Krieges zu mildern, soweit es die militärischen Interessen gestatten, den Kriegführenden als allgemeine Richtschnur für ihr Verhalten in den Beziehungen unter einander und mit der Bevölkerung dienen.

Es war indessen nicht möglich, sich schon jetzt über Bestimmungen zu einigen, die sich auf alle in der Praxis vorkommenden Fälle erstrecken.

Andererseits konnte es nicht in der Absicht der hohen vertragschliessenden Theile liegen, dass die nicht vorhergesehenen Fälle, in Ermangelung eines schriftlichen Ueber-einkommens, der willkürlichen Beurtheilung der militärischen Befehls-haber überlassen bleiben.

Solange, bis ein vollständigeres Kriegsgesetzbuch festgestellt werden kann, halten es die hohen vertragschliessenden Theile für zweckmässig, festzusetzen, dass in den Fällen, die in den von ihnen angenommenen Bestimmungen nicht vorgesehen sind,

*) V. N. R. G. 2s. VI. 1.

et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Elles déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles un et deux du Règlement adopté;

Les Hautes Parties contractantes désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Son Excellence le Comte de Münster, Prince de Derneburg, Son Ambassadeur à Paris.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Son Excellence le Comte R. de Welsersheimb, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. Alexandre Okolicsanyi d'Okolicsna, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges:

Son Excellence M. Auguste Beernaert, Son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants.

die Bevölkerungen und Kriegsführenden unter dem Schutze und den herrschenden Grundsätzen des Völkerrechts bleiben, wie sie sich aus den unter gesitteten Staaten geltenden Gebräuchen, aus den Gesetzen der Menschlichkeit und aus den Forderungen des öffentlichen Gewissens herausgebildet haben.

Sie erklären, dass namentlich die Artikel 1 und 2 der angenommenen Bestimmungen in diesem Sinne zu verstehen sind.

Die hohen vertragschliessenden Theile, die hierüber ein Abkommen abzuschliessen wünschen, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Seine Excellenz den Grafen zu Münster, Fürsten von Derenburg, Allerhöchstihren Botschafter in Paris,

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn:

Seine Excellenz den Grafen R. von Welsersheimb, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter.

Herrn Alexander Okolicsanyi von Okolicsna, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Seine Majestät der König der Belgier:

Seine Excellenz Herrn August Beernaert, Allerhöchstihren Staatsminister, Präsidenten der Repräsentantenkammer,

M. le Comte Degrelle Rogier,
Son Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire à la
Haye.

M. le Chevalier Descamps,
Sénateur.

Sa Majesté le Roi de Danemarck:

Son Chambellan Fr. E. de Bille,
Son Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire à Londres.

Sa Majesté le Roi d'Espagne
et en Son Nom, Sa Majesté la
Reine-Régente du Royaume:

Son Excellence le Duc de Tetuan,
Ancien Ministre des Affaires
Etrangères.

M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

M. Arthur de Baguer, Son
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis
d'Amérique:

M. Stanford Newel, Envoyé
extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis
Mexicains:

M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

M. Zenil, Ministre-Résident à
Bruxelles.

Le Président de la République Française:

M. Léon Bourgeois, Ancien

Herrn Grafen Degrelle Rogier,
Allerhöchstihren ausserordentlichen
Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,
Herrn Chevalier Descamps,
Senator,

Seine Majestät der König von
Dänemark:

Allerhöchstihren Kammerherrn
und ausserordentlichen Gesandten
und bevollmächtigten Minister in
London Fr. E. von Bille,

Seine Majestät der König von
Spanien und in Seinem Namen
Ihre Majestät die Königin-
Regentin des Königreichs:

Seine Excellenz den Herzog von
Tetuan, früheren Minister der
auswärtigen Angelegenheiten,
Herrn W. Ramirez de Villa
Urrutia, Allerhöchstihren
ausserordentlichen Gesandten und
bevollmächtigten Minister in
Brüssel,

Herrn Arthur von Baguer,
Allerhöchstihren ausserordentlichen
Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

der Präsident der Vereinigten
Staaten von Amerika:

Herrn Stanford Newel, ausserordentlichen
Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

der Präsident der Vereinigten
Staaten von Mexiko:

Herrn de Mier, ausserordentlichen
Gesandten und bevollmächtigten Minister in Paris,
Herrn Zenil, Minister-Residenten in Brüssel,

der Präsident der französischen Republik:

Herrn Léon Bourgeois, frühe-

Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés.

M. Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés.

Sa Majesté la Reine du Royaume - Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes:

Son Excellence le Très Honorable Baron Pauncefote de Preston, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington.

Sir Henry Howard, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. N. Delyanni, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Comte Nigra, Son Ambassadeur à Vienne, Sénateur du Royaume.

M. le Comte A. Zannini, Son Envoyé extraordinaire et

ren Ministerpräsidenten, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Mitglied der Deputirtenkammer,

Herrn Georges Bihourd, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Herrn Baron d'Estournelles de Constant, bevollmächtigten Minister, Mitglied der Deputirtenkammer,

Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien:

Seine Excellenz den Sehr Ehrenwerthen Baron Pauncefote de Preston, Mitglied des Geheimen Rathes Ihrer Majestät, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Washington,

Sir Henry Howard, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Seine Majestät der König der Hellenen:

Herrn N. Delyanni, früheren Ministerpräsidenten, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Paris,

Seine Majestät der König von Italien:

Seine Excellenz den Grafen Nigra, Allerhöchstihren Botschafter in Wien, Senator des Königreichs,

Herrn Grafen A. Zannini, Allerhöchstihren ausserordent-

Ministre plénipotentiaire à la Haye. M. le Commandeur Guido Pompilj, [Député au Parlement Italien.]	lichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag, Herrn Kommandeur Guido Pompilj, Abgeordneten im italienischen Parlamente,
Sa Majesté l'Empereur du Japon: M. I. Motono, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.	Seine Majestät der Kaiser von Japan: Herrn J. Motono, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Brüssel,
Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau: Son Excellence M. Eyschen, Son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal.	Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau: Seine Excellenz Herrn Eyschen, Allerhöchstihren Staatsminister, Präsidenten der Grossherzoglichen Regierung,
Son Altesse le Prince de Monténégro: Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel de Staal, Ambassadeur de Russie à Londres.	Seine Hoheit der Fürst von Montenegro: Seine Excellenz den Wirklichen Geheimen Rath Herrn von Staal, russischen Botschafter in London,
Sa Majesté la Reine des Pays-Bas: M. le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux. M. le Général J. C. C. den Beer Poortugael, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat. M. T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat. M. E. N. Rahusen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux.	Ihre Majestät die Königin der Niederlande: Herrn Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Mitglied der Zweiten Kammer der Generalstaaten, Herrn General J. C. C. den Beer Poortugael, früheren Kriegsminister, Mitglied des Staatsraths, Herrn T. M. C. Asser, Mitglied des Staatsraths, Herrn E. N. Rahusen, Mitglied der Ersten Kammer der Generalstaaten.
Sa Majesté Impériale le Schah de Perse: Son Aide de Camp Général	Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien: Allerhöchstihren Adjutanten, Ge-

Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stockholm.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc.:

M. le Comte de Macedo, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid.

M. d'Ornellas de Vasconcellos, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

M. le Comte de Selir, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Alexandre Beldiman, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

M. Jean N. Papiniu, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies:

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel de Staal, Son Ambassadeur à Londres.

M. de Martens, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Son Conseiller Privé.

General Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in St. Petersburg und in Stockholm.

Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien u.s.w.:

Herrn Grafen de Macedo, Pair des Königreichs, früheren Minister der Marine und der Kolonien, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Madrid,

Herrn d'Ornellas de Vasconcellos, Pair des Königreichs, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in St. Petersburg,

Herrn Grafen de Selir, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Seine Majestät der König von Rumänien:

Herrn Alexander Beldiman, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Berlin, **Herrn Jean N. Papiniu,** Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen:

Seine Excellenz den Wirklichen Geheimen Rath Herrn von Staal, Allerhöchstihren Botschafter in London,

Herrn von Martens, ständiges Mitglied des Beiraths des Kaiserlichen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten, Allerhöchstihren Geheimen Rath,

Son Conseiller d'Etat Actuel de Basily, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères.	Allerhöchstihren Wirklichen Staatsrath von Basily, Kammerherrn, Direktor der Ersten Abtheilung des Kaiserlichen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten,
Sa Majesté le Roi de Serbie:	Seine Majestät der König von Serbien:
M. Miyatovitch, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et à la Haye.	Herrn Miyatovitch, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in London und im Haag,
Sa Majesté le Roi de Siam:	Seine Majestät der König von Siam:
M. Phya Suriya Nuvatr, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Paris.	Herrn Phya Suriya Nuvatr, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in St. Petersburg und in Paris, Herrn Phya Visuddha Suriyasaki, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag und in London,
Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège:	Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen:
M. le Baron de Bildt, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.	Herrn Baron von Bildt, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Rom,
Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:	Seine Majestät der Kaiser der Osmanen:
Son Excellence Turkhan Pacha, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de Son Conseil d'Etat.	Seine Excellenz Turkhan Pascha, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Mitglied Allerhöchstihres Staatsraths,
Noury Bey, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères.	Noury Bey, Generalsekretär im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten,

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie:

M. le Dr. Dimitri Stancioff,
Agent Diplomatique à St. Pétersbourg.

M. le Major Christo Hessapchieff, Attaché Militaire à Belgrade.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la présente Convention.

Article 2.

Les dispositions contenues dans le Règlement visé à l'article premier ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 3.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera

Seine Königliche Hoheit der Fürst von Bulgarien:

Herrn Dr. Dimitri Stancioff, diplomatischen Agenten in St. Petersburg,

Herrn Major Christo Hessapchieff, Militär-Attaché in Belgrad,

welche, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgetheilt und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereinkommen sind:

Artikel 1.

Die hohen vertragschliessenden Theile werden ihren Landheeren Verhaltungsmassregeln geben, welche den dem vorliegenden Abkommen beigefügten Bestimmungen über die Gesetze und Gebräuche des Landkriegs entsprechen.

Artikel 2.

Die Vorschriften der im Artikel 1 genannten Bestimmungen sind für die vertragschliessenden Mächte nur bindend im Falle eines Krieges zwischen zwei oder mehreren von ihnen.

Diese Bestimmungen hören mit dem Augenblick auf verbindlich zu sein, wo in einem Kriege zwischen Vertragsmächten eine Nichtvertragsmacht sich einer der Kriegsparteien anschliesst.

Artikel 3.

Dieses Abkommen soll sobald wie möglich ratifizirt werden.

Die Ratifikationsurkunden sollen im Haag hinterlegt werden.

Ueber die Hinterlegung einer jeden Ratifikationsurkunde soll ein Protokoll aufgenommen werden; von diesem soll

remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 4.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 5.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

(l. s.) Münster Derneburg.

Pour l'Autriche-Hongrie:

(l. s.) Welserheimb.

(l. s.) Okolicsanyi.

eine beglaubigte Abschrift allen Vertragsmächten auf diplomatischem Wege mitgetheilt werden.

Artikel 4.

Die Nichtsignatarmächte können diesem Abkommen beitreten.

Sie haben zu diesem Zwecke ihren Beitritt den Vertragsmächten durch eine schriftliche Benachrichtigung bekannt zu geben, die an die Regierung der Niederlande zu richten und von dieser allen anderen Vertragsmächten mitzutheilen ist.

Artikel 5.

Falls einer der hohen vertragsschliessenden Theile dieses Abkommen kündigen sollte, würde die Kündigung erst ein Jahr nach der schriftlich an die Regierung der Niederlande ergehenden und von dieser allen anderen Vertragsmächten unverzüglich mitzutheilenden Benachrichtigung wirksam werden.

Diese Kündigung soll nur in Ansehung der Macht wirksam sein, die gekündigt hat.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen im Haag am neunundzwanzigsten Juli achtzehnhundertneunundneunzig in einer einzigen Ausfertigung, die im Archive der Regierung der Niederlande hinterlegt bleiben soll und wovon beglaubigte Abschriften den Vertragsmächten auf diplomatischem Wege übergeben werden sollen.

Für Deutschland:

(L. S.) Münster Derneburg.

Für Oesterreich-Ungarn:

(L. S.) Welserheimb.

(L. S.) Okolicsanyi.

Pour la Belgique:

- (l. s.) A. Beernaert.
 (l. s.) C^{te} de Grelle Rogier.
 (l. s.) Ch^r Descamps.

Pour le Danemark:

- (l. s.) F. Bille.

Pour l'Espagne:

- (l. s.) El Duque de Tetuan.
 (l. s.) W. R. de Villa Urrutia.
 (l. s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

- (l. s.) Stanford Newel.

Pour les Etats-Unis Mexicains:

- (l. s.) M. de Mier.
 (l. s.) J. Zenil.

Pour la France:

- (l. s.) Léon Bourgeois.
 (l. s.) G. Bihoard.
 (l. s.) d'Estournelles de Constant.

Pour la Grande Bretagne et l'Irlande:

- (l. s.) Pauncefote.
 (l. s.) Henry Howard.

Pour la Grèce:

- (l. s.) N. Delyanni.

Pour l'Italie:

- (l. s.) Nigra.
 (l. s.) A. Zannini.
 (l. s.) G. Pompilj.

Pour le Japon:

- (l. s.) I. Motono.

Pour le Luxembourg:

- (l. s.) Eyschen.

Pour le Monténégro:

- (l. s.) Staal.

Für Belgien:

- (L. S.) A. Beernaert.
 (L. S.) Graf de Grelle Rogier.
 (L. S.) Chevalier Descamps.

Für Dänemark:

- (L. S.) F. Bille.

Für Spanien:

- (L. S.) Herzog von Tetuan.
 (L. S.) W. R. de Villa Urrutia.
 (L. S.) Arturo de Baguer.

Für die Vereinigten Staaten von Amerika:

- (L. S.) Stanford Newel.

Für die Vereinigten Staaten von Mexiko:

- (L. S.) M. de Mier.
 (L. S.) J. Zenil.

Für Frankreich:

- (L. S.) Léon Bourgeois.
 (L. S.) G. Bihoard.
 (L. S.) d'Estournelles de Constant.

Für Grossbritannien und Irland:

- (L. S.) Pauncefote.
 (L. S.) Henry Howard.

Für Griechenland:

- (L. S.) N. Delyanni.

Für Italien:

- (L. S.) Nigra.
 (L. S.) A. Zannini.
 (L. S.) G. Pompilj.

Für Japan:

- (L. S.) J. Motono.

Für Luxemburg:

- (L. S.) Eyschen.

Für Montenegro:

- (L. S.) Staal.

Pour les Pays-Bas:

- (l. s.) v. Karnebeek.
- (l. s.) den Beer Poortgael.
- (l. s.) T. M. C. Asser.
- (l. s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse:

- (l. s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal:

- (l. s.) Conde de Macedo.
- (l. s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.
- (l. s.) Conde de Selir.

Pour la Roumanie:

- (l. s.) A. Beldiman.
- (l. s.) J. N. Papiniu.

Pour la Russie:

- (l. s.) Staal.
- (l. s.) Martens.
- (l. s.) A. Basily.

Pour la Serbie:

- (l. s.) Chedo Miyatovitch.

Pour le Siam:

- (l. s.) Phya Suriya Nuvatr.
- (l. s.) Visuddha.

Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège;

- (l. s.) Bildt.

Pour la Turquie:

- (l. s.) Turkhan.
- (l. s.) Mehemed Noury.

Pour la Bulgarie:

- (l. s.) D. Stancioff.
- (l. s.) Major Hessaptchieff.

Für die Niederlande:

- (L. S.) v. Karnebeek.
- (L. S.) den Beer Poortgael.
- (L. S.) T. M. C. Asser.
- (L. S.) E. N. Rahusen.

Für Persien:

- (L.S.) Mirza Riza Kahn, Arfa-ud-Dovleh.

Für Portugal:

- (L. S.) Graf de Macedo.
- (L. S.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.
- (L. S.) Graf de Selir.

Für Rumänien:

- (L. S.) A. Beldiman.
- (L. S.) J. N. Papiniu.

Für Russland:

- (L. S.) Staal.
- (L. S.) Martens.
- (L. S.) A. Basily.

Für Serbien:

- (L. S.) Chedo Miyatovitch.

Für Siam:

- (L. S.) Phya Suriya Nuvatr.
- (L. S.) Visuddha.

Für die Vereinigten Königreiche von Schweden und Norwegen:

- (L. S.) Bildt.

Für die Türkei:

- (L. S.) Turkhan.
- (L. S.) Mehemed Noury.

Für Bulgarien:

- (L. S.) D. Stancioff.
- (L. S.) Major Hessaptchieff.

Annexe.

Règlement
concernant
les lois et coutumes de la
guerre sur terre.

Section I.
Des Belligérants.

Chapitre I: De la qualité de
belligérant.

Article 1.

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes:

- 1° d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;
- 2° d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;
- 3° de porter les armes ouvertement et
- 4° de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'armée.

Article 2.

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante

Anlage.

(Uebersetzung.)
Bestimmungen,
betreffend
die Gesetze und Gebräuche des
Landkriegs.

Erster Abschnitt.
Kriegsparteien.

Erstes Kapitel: Bestimmung des
Begriffs Kriegspartei.

Artikel 1.

Die Gesetze, die Rechte und die Pflichten des Krieges gelten nicht nur für das Heer, sondern auch für die Milizen und Freiwilligen-Korps unter folgenden Bedingungen:

1. dass Jemand an ihrer Spitzesteht, der für das Verhalten seiner Untergebenen verantwortlich ist,
2. dass sie ein bestimmtes aus der Ferne erkennbares Abzeichen tragen,
3. dass sie die Waffen offen führen und
4. bei ihrer Kriegsführung die Kriegsgesetze und -Gebräuche beobachten.

In den Staaten, in denen Milizen oder Freiwilligen-Korps das Heer oder einen Bestandtheil des Heeres bilden, sind diese unter der Bezeichnung „Heer“ einzubegriffen.

Artikel 2.

Die Bevölkerung eines nicht besetzten Gebiets, die beim Herannahen des Feindes aus eigenem Antriebe zu den Waffen greift, um die eindringenden Truppen zu bekämpfen, ohne Zeit gehabt zu haben, sich nach Artikel 1 zu organisieren, wird als Kriegspartei be-

si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 3.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

Chapitre II: Des prisonniers de guerre.

Article 4.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Article 5.

Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 6.

L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

trachtet, sofern sie die Gesetze und Gebräuche des Krieges beobachtet.

Artikel 3.

Die bewaffnete Macht der kriegsführenden Parteien kann sich zusammensetzen aus Kombattanten und Nichtkombattanten. Im Falle der Gefangenannahme durch den Feind haben die einen wie die anderen Anspruch auf Behandlung als Kriegsgefangene.

Zweites Kapitel: Kriegsgefangene.

Artikel 4.

Die Kriegsgefangenen stehen unter der Gewalt der feindlichen Regierung, nicht in der Gewalt der Personen oder der Abtheilungen, die sie gefangen genommen haben.

Sie sollen mit Menschlichkeit behandelt werden.

Alles, was ihnen persönlich gehört, verbleibt ihr Eigenthum, ausgenommen Waffen, Pferde und Schriftstücke militärischen Inhalts.

Artikel 5.

Die Kriegsgefangenen können in Städten, Festungen, Lagern oder an anderen Orten interniert werden mit der Verpflichtung, sich nicht über eine bestimmte Grenze hinaus zu entfernen; dagegen dürfen sie nicht eingesperrt werden, wenn es nicht dringende Rücksichten der Sicherheit erfordern.

Artikel 6.

Der Staat ist befugt, die Kriegsgefangenen nach ihrem Dienstgrad und nach ihren Fähigkeiten als Arbeiter zu verwenden. Diese Arbeiten dürfen nicht übermäßig sein und in keiner Beziehung zu den Kriegsunternehmungen stehen.

Den Kriegsgefangenen kann gestattet werden, Arbeiten für öffentliche Verwaltungen oder für Privatpersonen oder für ihre eigene Rechnung auszuführen.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défaillance des frais d'entretien.

Article 7.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 8.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements, et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont pas passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Arbeiten für den Staat werden nach den Sätzen bezahlt, die für Militärpersonen des eigenen Heeres gelten.

Werden die Arbeiten für Rechnung anderer öffentlicher Verwaltungen oder für Privatpersonen ausgeführt, so werden die Bedingungen im Einverständnis mit der Militärbehörde festgestellt.

Der Verdienst der Kriegsgefangenen soll zur Besserung ihrer Lage verwendet und der Ueberschuss, nach Abzug der Unterhaltskosten, ihnen bei der Freilassung ausbezahlt werden.

Artikel 7.

Die Regierung, in deren Gewalt sich die Kriegsgefangenen befinden, hat für ihren Unterhalt zu sorgen.

Falls nicht besondere Vereinbarungen zwischen den Kriegsparteien getroffen werden, sind die Kriegsgefangenen in Beziehung auf Nahrung, Kleidung und Unterkunft ebenso zu behandeln, wie die Truppen der Regierung, die sie gefangen genommen hat.

Artikel 8.

Die Kriegsgefangenen unterstehen den Gesetzen, Vorschriften und Befehlen, die in dem Heere des Staates gelten, in dessen Gewalt sie sich befinden. Jede Unbotmäßigkeit kann mit der erforderlichen Strenge geahndet werden.

Entwichene Kriegsgefangene, die wieder ergriffen werden, bevor es ihnen gelungen ist, ihr Herr zu erreichen, oder das von den Truppen, die sie gefangen genommen haben, besetzte Gebiet zu verlassen, unterliegen disziplinarischer Bestrafung.

Kriegsgefangene, die nach gelungener Flucht wieder gefangen genommen werden, können für die frühere Flucht nicht bestraft werden.

Article 9.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 10.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a fait prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 11.

Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 12.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Article 13.

Les individus qui suivent une

Artikel 9.

Jeder Kriegsgefangene ist verpflichtet, auf Befragen seinen wahren Namen und Dienstgrad anzugeben; handelt er gegen diese Vorschrift, so können ihm die Begünstigungen, die den Kriegsgefangenen seiner Klasse zustehen, entzogen werden.

Artikel 10.

Kriegsgefangene können auf Ehrenwort freigelassen werden, wenn die Gesetze ihres Landes dies gestatten; sie sind alsdann bei ihrer persönlichen Ehre verbunden, die übernommenen Verpflichtungen, sowohl ihrer eigenen Regierung, als auch dem Staate gegenüber, der sie zu Kriegsgefangenen gemacht hat, gewissenhaft zu erfüllen.

Ihre Regierung ist ebenfalls verpflichtet, keinerlei Dienste zu verlangen oder anzunehmen, die dem gegebenen Ehrenwort widersprechen.

Artikel 11.

Ein Kriegsgefangener kann nicht gezwungen werden, seine Freilassung gegen Verfälschung des Ehrenworts anzunehmen; ebensowenig ist die feindliche Regierung verpflichtet, auf die Bitte eines Kriegsgefangenen hin die Entlassung auf Ehrenwort zu bewilligen.

Artikel 12.

Jeder auf Ehrenwort entlassene Kriegsgefangene, der gegen den Staat, der ihn entlassen hat, oder gegen dessen Verbündete die Waffen trägt, verliert, wenn er wieder ergriffen wird, das Recht der Behandlung als Kriegsgefangener und kann den Gerichten überliefern werden.

Artikel 13.

Personen, die einem Heere folgen,

armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article 14.

Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article 15.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement

ohne ihm unmittelbar anzugehören, wie Kriegskorrespondenten, Zeitungsberichterstatter, Marketender und Lieferanten, haben, wenn sie in Feindeshand gerathen und ihre Festhaltung zweckmässig erscheint, das Recht auf Behandlung als Kriegsgefangene, vorausgesetzt, dass sie sich im Besitz eines Ausweises der Militärbehörde des Heeres befinden, dem sie folgen.

Artikel 14.

Es wird beim Ausbruche der Feindseligkeiten in jedem der kriegsführenden Staaten und gegebenenfalls in den neutralen Staaten, die Angehörige einer der Kriegsparteien in ihr Gebiet aufgenommen haben, eine Auskunftsstelle über die Kriegsgefangenen errichtet. Diese hat die Aufgabe, alle die Kriegsgefangenen betreffenden Anfragen zu beantworten, und erhält hierfür von den zuständigen Dienststellen die nöthigen Angaben, die sie in den Stand setzen, über jeden Kriegsgefangenen ein Personalblatt zu führen. Die Auskunftsstelle muss auf dem Laufenden gehalten werden über die Unterbringung der Gefangenen und über die dabei eintretenden Veränderungen, sowie über die Ueberführung in Krankenhäuser und über Todesfälle.

Die Auskunftsstelle sammelt ferner alle zum persönlichen Gebrauch dienenden Gegenstände, Werthsachen, Briefe u. s. w., die auf den Schlachtfeldern gefunden oder von den in Krankenhäusern oder Feldlazaretten gestorbenen Kriegsgefangenen hinterlassen werden, und stellt sie den Berechtigten zu.

Artikel 15.

Die Hülfsgesellschaften für Kriegsgefangene, die ordnungsmässig nach

constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article 16.

Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article 17.

Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a

den Gesetzen ihres Landes gebildet worden sind und den Zweck verfolgen, die Vermittler der mildthätigen Nächstenhülfe zu sein, empfangen von den Kriegsparteien für sich und ihre ordnungsmässig bevollmächtigten Agenten jede Erleichterung innerhalb der durch die militärischen Massnahmen und die Verwaltungsvorschriften gezogenen Grenzen, um ihre menschenfreundlichen Bestrebungen wirksam ausführen zu können.

Die Bevollmächtigten dieser Hülfsgesellschaften können die Erlaubniss erhalten, unter die Gefangenen an ihrem Aufenthaltsorte, sowie unter die in die Heimath zurückkehrenden Kriegsgefangenen an ihren Rastorten Liebesgaben auszutheilen. Sie gebrauchen hierzu eine persönliche, von der Militärbehörde ausgestellte Erlaubniss, auch müssen sie sich schriftlich verpflichten, sich allen Ordnungs- und Polizeimassnahmen, die diese Behörde anordnen sollte, zu fügen.

Artikel 16.

Die Auskunftstellen geniessen Portofreiheit. Briefe, Postanweisungen, Geldsendungen und Postpackete, die für die Kriegsgefangenen bestimmt sind oder von ihnen abgesandt werden, sind sowohl im Lande der Aufgabe, als auch im Bestimmungsland und in den Zwischenländern von allen Postgebühren befreit.

Liebesgaben für Kriegsgefangene sind von allen Eingangszöllen und anderen Gebühren, sowie von den Frachtkosten auf Staatseisenbahnen befreit.

Artikel 17.

Kriegsgefangene Offiziere können den ihnen in dieser Lage nach den Vor-

lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article 18.

Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Article 19.

Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article 20.

Après la conclusion de la paix le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

Chapitre III: Des malades et des blessés.

Article 21.

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

schriften ihres Landes zukommenden Sold erhalten; ihre Regierung hat ihn zurückzuerstatten.

Artikel 18.

Den Kriegsgefangenen wird in der Ausübung ihrer Religion und in der Theilnahme am Gottesdienst volle Freiheit gelassen, unter der einzigen Bedingung, dass sie sich den Ordnungs- und Polizeivorschriften der Militärbehörde fügen.

Artikel 19.

Für die Annahme oder Errichtung von Testamenten der Kriegsgefangenen gelten dieselben Bedingungen, wie für die Militärpersonen des eigenen Heeres.

Das Gleiche gilt für die Sterbeurkunden sowie für die Beerdigung von Kriegsgefangenen, wobei deren Dienstgrad und Rang zu berücksichtigen ist.

Artikel 20.

Nach dem Friedensschlusse sollen die Kriegsgefangenen binnen kürzester Frist in ihre Heimat entlassen werden.

Drittes Kapitel: Kranke und Verwundete.

Artikel 21.

Die Pflichten der Kriegsparteien in Ansehung der Pflege der Kranken und Verwundeten sind durch die Genfer Konvention vom 22. August 1864 festgesetzt, unter Vorbehalt der Abänderungen, denen diese etwa unterworfen wird.

Section II.
Des Hostilités.

Chapitre I: Des moyens de nuire à l'ennemi, des sièges et des bombardements.

Article 22.

Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 23.

Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment interdit:

- a) d'employer du poison ou des armes empoisonnées;
- b) de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie;
- c) de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;
- d) de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier;
- e) d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus;
- f) d'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève;
- g) de détruire ou de saisir des propriétés ennemis, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Zweiter Abschnitt.
Feindseligkeiten.

Erstes Kapitel: Mittel zur Schädigung des Feindes, Belagerungen und Bombardements.

Artikel 22.

Die Kriegsparteien haben kein unbeschränktes Recht in der Wahl der Mittel zur Schädigung des Feindes.

Artikel 23.

Abgesehen von den durch Sonderverträge aufgestellten Verboten, ist namentlich untersagt:

- a) die Verwendung von Gift oder vergifteten Waffen,
- b) die meuchlerische Tötung oder Verwundung von Angehörigen des feindlichen Staates oder des feindlichen Heeres,
- c) die Tötung oder Verwundung eines die Waffen streckenden oder wehrlosen Feindes, der sich auf Gnade oder Ungnade ergiebt,
- d) die Erklärung, dass kein Pardon gegeben wird,
- e) der Gebrauch von Waffen, Geschossen oder Stoffen, die geeignet sind, unnötiger Weise Leiden zu verursachen,
- f) der Missbrauch der Parlamentärfahne, der Nationalfahne oder der militärischen Abzeichen und der Uniform des Feindes, sowie der besonderen Abzeichen der Genfer Konvention,
- g) die Zerstörung oder Wegnahme feindlichen Eigenthums, es sei denn, dass die Gebote des Krieges dies dringend erheischen.

Article 24.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme licites.

Article 25.

Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Article 26.

Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 27.

Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant.

Article 28.

Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

Chapitre II: Des espions.**Article 29.**

Ne peut être considéré comme

Artikel 24.

Kriegslisten und die Anwendung der nothwendigen Mittel, um sich Nachrichten über den Gegner und das Gelände zu verschaffen, sind erlaubt.

Artikel 25.

Es ist verboten, unvertheidigte Städte, Dörfer, Wohnungen oder Gebäude anzugreifen oder zu bombardiren.

Artikel 26.

Der Befehlshaber eines Belagerungsheers soll vor Beginn des Bombardements, den Fall eines Sturmangriffs ausgenommen, alles thun, soweit es in seinen Kräften steht, um die Ortsobrigkeit davon zu benachrichtigen.

Artikel 27.

Bei Belagerungen und Bombardements sollen alle erforderlichen Masseregeln getroffen werden, um die dem Gottesdienste, der Kunst, der Wissenschaft und der Wohlthätigkeit gewidmeten Gebäude, sowie die Krankenhäuser und Sammelplätze für Kranke und Verwundete so viel wie möglich zu schonen, vorausgesetzt, dass sie nicht gleichzeitig zu einem militärischen Zwecke Verwendung finden.

Pflicht der Belagerten ist es, diese Gebäude oder Sammelplätze mit besonderensichtbaren Zeichen zu versehen und diese vorher dem Belagerer bekanntzugeben.

Artikel 28.

Es ist verboten, Städte oder Ansiedlungen, selbst wenn sie im Sturme genommen sind, der Plünderung preiszugeben.

Zweites Kapitel: Spione.**Artikel 29.**

Spion ist, wer heimlich oder unter

espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même, ne sont pas considérés comme espions: les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article 30.

L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article 31.

L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'en court aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

Chapitre III: Des parlementaires.

Article 32.

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le

falschem Vorwand in dem Operationsgebiet einer Kriegspartei Nachrichten einzieht oder einzuziehen sucht, in der Absicht, sie der Gegenpartei mitzuteilen.

Demgemäß sind Militärpersonen in Uniform, die in das Operationsgebiet des feindlichen Heeres eingedrungen sind, um sich Nachrichten zu verschaffen, nicht als Spione zubetrachten. Desgleichen gelten nicht als Spione: Militärpersonen und Nichtmilitärpersonen, die offen den ihnen ertheilten Auftrag, Mittheilungen an ihr eigenes oder an das feindliche Heer zu überbringen, ausführen. Dahin gehören ebenfalls die Personen, die in Luftschiffen befördert werden, um Nachrichten zu überbringen oder um überhaupt Verbindungen zwischen den verschiedenen Theilen eines Heeres oder eines Gebiets aufrecht zu erhalten.

Artikel 30.

Der auf frischer That ergriffene Spion kann nicht ohne vorausgegangenes Urtheil bestraft werden.

Artikel 31.

Ein Spion, der zu seinem Heere zurückgekehrt ist und später vom Feinde gefangen genommen wird, ist als Kriegsgefangener zu behandeln und kann für früher begangene Spionage nicht verantwortlich gemacht werden.

Drittes Kapitel: Parlamentäre.

Artikel 32.

Parlamentär ist, wer von einer der Kriegsparteien bevollmächtigt ist, in Unterhandlungen mit der anderen Partei zu treten, und sich mit der

drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Article 33.

Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Article 34.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

Chapitre IV: Des capitulations.

Article 35.

Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

Chapitre V: De l'armistice.

Article 36.

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en

weissen Fahne zeigt. Er ist unverletzlich, ebenso der ihn begleitende Trompeter, Hornist oder Trommler, Fahnenträger und Dolmetscher.

Artikel 33.

Der Befehlshaber, zu dem ein Parlamentär gesandt wird, ist nicht verpflichtet, ihn unter allen Umständen zu empfangen.

Er kann alle erforderlichen Massregeln ergreifen, um den Parlamentär zu verhindern, seine Sendung zur Einziehung von Nachrichten zu benutzen.

Er ist berechtigt, bei vorkommendem Missbrauche den Parlamentär zeitweilig zurückzuhalten.

Artikel 34.

Der Parlamentär verliert sein Recht der Unverletzlichkeit, wenn der bestimmte, unwiderlegbare Beweis vorliegt, dass er seine bevorrechtigte Stellung dazu benutzt hat, um Verrat zu üben oder dazu anzustiften.

Viertes Kapitel: Kapitulationen.

Artikel 35.

Die zwischen den verhandelnden Parteien vereinbarten Kapitulationen sollen den Forderungen der militärischen Ehre Rechnung tragen.

Einmal abgeschlossen, sollen sie von beiden Parteien gewissenhaft beobachtet werden.

Fünftes Kapitel: Waffenstillstand.

Artikel 36.

Der Waffenstillstand unterbricht die Kriegsunternehmungen kraft eines wechselseitigen Uebereinkommens der Kriegsparteien. Ist eine bestimmte Dauer nicht vereinbart worden, so können die Kriegsparteien jederzeit die Feindseligkeiten wieder aufnehmen,

temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

jedoch unter der Voraussetzung, dass der Feind, gemäss den Bedingungen des Waffenstillstandes, rechtzeitig benachrichtigt wird.

Article 37.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 38.

L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Article 39.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec les populations et entre elles.

Article 40.

Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 41.

La violation des clauses de l'armistice, par des particuliers agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Artikel 37.

Der Waffenstillstand kann ein allgemeiner oder ein örtlich begrenzter sein; der erstere unterricht die Kriegsunternehmungen der kriegsführenden Staaten allenthalben, der letztere nur für bestimmte Theile der kriegsführenden Heere und innerhalb eines bestimmten Gebiets.

Artikel 38.

Der Waffenstillstand muss in aller Form und rechtzeitig den zuständigen Behörden und den Truppen mitgetheilt werden. Sofort nach Mittheilung oder zu einem bestimmten Zeitpunkte sind die Feindseligkeiten einzustellen.

Artikel 39.

Es ist Sache der vertragschliessenden Parteien, in den Bedingungen des Waffenstillstandes festzusetzen, welche Beziehungen sie auf dem Kriegsschauplatz unter einander und mit der Bevölkerung unterhalten können.

Artikel 40.

Jede schwere Verletzung der Bedingungen des Waffenstillstandes durch eine der Parteien giebt der anderen das Recht, ihn zu kündigen, und in dringenden Fällen sogar das Recht, die Feindseligkeiten sofort wieder aufzunehmen.

Artikel 41.

Die Verletzung der Bedingungen des Waffenstillstandes durch Privatpersonen, die aus eigenem Antriebe handeln, giebt nur das Recht, die Bestrafung der Schuldigen und gegebenen Falles eine Entschädigung für den erlittenen Schaden zu fordern.

Section III.

De l'Autorité Militaire sur le territoire de l'état ennemi.

Article 42.

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article 43.

L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Article 44.

Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 45.

Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Article 46.

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Dritter Abschnitt.

Militärische Gewalt auf besetztem feindlichen Gebiete.

Artikel 42.

Ein Gebiet gilt als besetzt, wenn es tatsächlich in der Gewalt des feindlichen Heeres steht.

Die Besetzung erstreckt sich nur auf die Gebiete, wo diese Gewalt hergestellt ist und ausgeübt werden kann.

Artikel 43.

Nachdem die gesetzmässige Gewalt tatsächlich in die Hände des Besetzenden übergegangen ist, hat dieser alle ihm zu Gebote stehenden Massnahmen zu treffen, um nach Möglichkeit die öffentliche Ordnung und Sicherheit wiederherzustellen und aufrecht zu erhalten, und zwar unter Berücksichtigung der Landesgesetze, sofern keine unüberwindlichen Hindernisse entgegenstehen.

Artikel 44.

Es ist verboten, die Bevölkerung eines besetzten Gebiets zur Teilnahme an den Kriegsunternehmungen gegen ihr eigenes Land zu zwingen.

Artikel 45.

Es ist verboten, die Bevölkerung eines besetzten Gebiets zu zwingen, der feindlichen Macht den Treueid zu leisten.

Artikel 46.

Die Ehre und die Rechte der Familie, das Leben der Bürger, das Privateigenthum, die religiösen Ueberzeugungen und die gottesdienstlichen Handlungen sollen geachtet werden.

Das Privateigenthum darf nicht eingezogen werden.

Article 47.

Le pillage est formellement interdit.

Article 48.

Si l'occupant préleve, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article 49.

Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant préleve d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article 50.

Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article 51.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Artikel 47.

Die Plündерung ist ausdrücklich verboten.

Artikel 48.

Wenn die Kriegspartei in dem besetzten Gebiete die zu Gunsten des Staates bestehenden Steuern, Zölle und Abgaben erhebt, so soll sie es möglichst nach Massgabe der für ihre Erhebung und Vertheilung geltenden Vorschriften thun; es erwächst hiermit für sie die Verpflichtung, die Kosten der Verwaltung des besetzten Gebiets in dem Umfange zu tragen, wie die gesetzmässige Regierung hierzu verpflichtet war.

Artikel 49.

Wenn der Besetzende ausser den im vorstehenden Artikel erwähnten Abgaben andere Auflagen in Geld in dem besetzten Gebiet erhebt, so darf dies nur zur Deckung der Bedürfnisse des Heeres oder der Verwaltung dieses Gebiets geschehen.

Artikel 50.

Keine Strafe in Geld oder anderer Art darf über eine ganze Bevölkerung wegen der Handlungen Einzelner verhängt werden, für welche die Gesamtheit nicht als verantwortlich angesehen werden kann.

Artikel 51.

Zwangsauflagen können nur auf Grund eines schriftlichen Befehls und unter Verantwortlichkeit eines selbständig kommandirenden Generals erhoben werden.

Die Erhebung soll so viel wie möglich unter Beobachtung der für die Festsetzung und Vertheilung der Steuern geltenden Vorschriften erfolgen.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article 52.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant; sinon, elles seront constatées par des reçus.

Article 53.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens des transports, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Ueber jede Zwangsleistung erhalten die Beitragspflichtigen eine Empfangsbescheinigung.

Artikel 52.

Naturalleistungen und Dienstleistungen können von Gemeinden oder Einwohnern nur für die Bedürfnisse des Besetzungsheers gefordert werden. Sie müssen im Verhältnisse zu den Hülfsquellen des Landes stehen und dürfen für die Bevölkerung nicht die Verpflichtung enthalten, an Kriegsunternehmungen gegen ihr Vaterland Theil zu nehmen.

Derartige Natural- und Dienstleistungen können nur mit der Ermächtigung des Befehlshabers der besetzten Gebiete vorgenommen werden.

Naturalleistungen sind so viel wie möglich baar zu bezahlen; andernfalls sind dafür Empfangsbescheinigungen auszustellen.

Artikel 53.

Das Besetzungsheer kann nur mit Beschlag belegen: das Baargeld und die Werthbestände des Staates sowie die dem Staate zustehenden eintreibbaren Forderungen, die Waffenniederlagen, Beförderungsmittel, Vorrathshäuser und Lebensmittelvorräthe sowie überhaupt alles dem Staate gehörende bewegliche Eigenthum, das geeignet erscheint, den Kriegsunternehmungen zu dienen.

Das Eisenbahnmaterial, die Landtelegraphen, die Fernsprechanlagen, die Dampfschiffe und andere Fahrzeuge — soweit hier nicht die Vorschriften des Seerechts platzgreifen — die Waffenniederlagen und überhaupt jede Art Kriegsmunition, auch dann, wenn all dies Gesellschaften oder Privatpersonen gehört, sind ebenfalls ihrer Natur nach Mittel, die den Kriegsunternehmungen dienen;

Article 54.

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des Sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article 55.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 56.

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

Section IV.

Des Belligérants Internés et des Blessés Soignés chez les Neutres.

Article 57.

L'Etat neutre qui reçoit sur son
Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXVI.

sie müssen aber wieder zurückgestattet werden. Die Entschädigungsfrage wird bei Abschluss des Friedens geregelt.

Artikel 54.

Das Eisenbahnmaterial, das aus neutralen Staaten kommt, sei es dass es diesen selbst oder Gesellschaften oder Privatpersonen gehört, soll ihnen sobald wie möglich zurückgesandt werden.

Artikel 55.

Der Staat, von dem die Besetzung ausgeht, betrachtet sich nur als Verwalter und Nutzniesser der öffentlichen Gebäude, Liegenschaften, Wälder und landwirtschaftlichen Anlagen, die dem feindlichen Staate gehören und in dem besetzten Gebiete liegen. Er ist verpflichtet, den Grundstock dieser Güter zu schützen und sie nach den Regeln des Niessbrauchs zu verwalten.

Artikel 56.

Das Eigenthum der Gemeinden und der dem Gottesdienste, der Wohlthätigkeit, dem Unterrichte, der Kunst und Wissenschaft gewidmeten Anstalten, auch wenn diese dem Staate gehören, ist als Privateigenthum zu behandeln. Jede absichtliche Entfernung, Zerstörung oder Beschädigung von derartigen Gebäuden, von geschichtlichen Denkmälern oder von Werken der Kunst und Wissenschaft ist verboten und muss geahndet werden.

Vierter Abschnitt.

Bei Neutralen festgehaltene Kriegsführende und in Pflege befindliche Verwundete.

Artikel 57.

Der neutrale Staat, auf dessen
MMM

territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 58.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 59.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux

Gebiet Truppen der kriegsführenden Heere überreten, muss sie möglichst weit vom Kriegsschauplatz unterbringen.

Er kann sie in Lagern verwahren und sie auch in Festungen oder in anderen zu diesem Zwecke geeigneten Orten einschliessen.

Es hängt von seiner Entscheidung ab, ob Offiziere, die sich auf Ehrenwort verpflichten, das neutrale Gebiet nicht ohne Erlaubnis zu verlassen, freigelassen werden können.

Artikel 58.

In Ermangelung einer besonderen Vereinbarung hat der neutrale Staat den der Festhaltung unterliegenden Personen Nahrung, Kleidung und die durch die Menschlichkeit gebotenen Hülfsmittel zu gewähren.

Die durch die Internirung verursachten Kosten sind nach dem Friedensschlusse zu ersetzen.

Artikel 59.

Der neutrale Staat kann den Durchzug von Verwundeten oder Kranken der kriegsführenden Heere durch sein Gebiet gestatten, jedoch unter dem Vorbehalt, dass die zur Beförderung benutzten Züge weder Kriegspersonal noch Kriegsmaterial mit sich führen. Der neutrale Staat ist in solchen Fällen verpflichtet, die erforderlichen Sicherheits- und Aufsichtsmassregeln zu treffen.

Die der Gegenpartei angehörigen Verwundeten oder Kranken, die von einer der Kriegsparteien auf neutrales Gebiet gebracht werden, sind von dem neutralen Staat derart zu bewachen, dass sie nicht von neuem an den Kriegsunternehmungen Theil nehmen können. Der neutrale Staat hat gegenüber den ihm anvertrauten

blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Article 60.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Verwundeten oder Kranken des anderen Heeres die gleichen Verpflichtungen.

Artikel 60.

Die Genfer Konvention gilt auch für die im neutralen Gehet untergebrachten Kranken und Verwundeten.

4.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, CHINE, DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE, ÉTATS-UNIS MEXICAINS, FRANCE, GRANDE BRETAGNE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, LUXEMBOURG, MONTÉNÉGRO, PAYS-BAS, PERSE, PORTUGAL, ROUMANIE, RUSSIE, SERBIE, SIAM, SUÈDE ET NORVÈGE, SUISSE, TURQUIE ET BULGARIE.

Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, signée à la Haye le 29 juillet 1899.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1901 No. 44.

(Uebersetzung.)

Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864.*¹) Du 29 juillet 1899.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis Mexicains; le Président de la République Fran-

Abkommen, betreffend die Anwendung der Grundsätze der Genfer Konvention vom 22. August 1864*) auf den Seekrieg. Vom 29. Juli 1899.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn, Seine Majestät der König der Belgier, Seine Majestät der Kaiser von China, Seine Majestät der König von Dänemark, Seine Majestät der König von Spanien und in Seinem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin des Königreichs, der Präsident der Vereinigten Staaten von

*¹) V. N. R. G. XX. 753.

çaise; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral Suisse; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie

Amerika, der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexiko, der Präsident der Französischen Republik, Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Großbritannien und Irland, Kaiserin von Indien, Seine Majestät der König der Hellenen, Seine Majestät der König von Italien, Seine Majestät der Kaiser von Japan, Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, Seine Hoheit der Fürst von Montenegro, Ihre Majestät die Königin der Niederlande, Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien, Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien u. s. w., Seine Majestät der König von Rumänien, Seine Majestät der Kaiser aller Reussen, Seine Majestät der König von Serbien, Seine Majestät der König von Siam, Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen, der Schweizerische Bundesrat, Seine Majestät der Kaiser der Osmanen und Seine Königliche Hoheit der Fürst von Bulgarien,

Egalement animés du désir de diminuer autant qu'il dépend d'eux les maux inséparables de la guerre et voulant dans ce but adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont résolu de conclure une Convention à cet effet;

gleichermassen von dem Wunsche beseelt, so viel an ihnen liegt, die vom Kriege unzertrennlichen Leiden zu mildern und in der Absicht, zu diesem Zwecke die Grundsätze der Genfer Konvention vom 22. August 1864 auch auf den Seekrieg auszudehnen, haben beschlossen, ein Abkommen zu dem Ende einzugehen,

Ils ont en conséquence nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

sie haben demgemäß zu Bevollmächtigten ernannt:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Son Excellence le Comte de Münster, Prince de Derneburg, Son Ambassadeur à Paris.

Seine Excellenz den Grafen zu Münster, Fürsten von Derneburg, Allerhöchstihren Botschafter in Paris,

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Son Excellence le Comte R. de Welsersheimb, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. Alexandre Okolicsanyi d'Okolicsna, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges:

Son Excellence M. Auguste Beernaert, Son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants.

M. le Comte Degrelle Rogier, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Chevalier Descamps, Sénateur.

Sa Majesté l'Empereur de Chine:

M. Yang Yü, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

Sa Majesté le Roi de Danemark:

Son Chambellan Fr. E. de Bille, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom, Sa Majesté la Reine - Régente du Royaume:

Son Excellence le Duc de

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn:

Seine Excellenz den Grafen R. von Welsersheimb, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter, Herrn Alexander Okolicsanyi von Okolicsna, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Seine Majestät der König der Belgier:

Seine Excellenz Herrn August Beernaert, Allerhöchstihren Staatsminister, Präsidenten der Repräsentantenkammer, Herrn Grafen Degrelle Rogier Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag, Herrn Chevalier Descamps, Senator,

Seine Majestät der Kaiser von China:

Herrn Yang Yü, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in St. Petersburg,

Seine Majestät der König von Dänemark:

Allerhöchstihren Kammerherrn und ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in London Fr. E. von Bille,

Seine Majestät der König von Spanien und in Seinem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin des Königreichs:

Seine Excellenz den Herzog

Tetuan, Ancien Ministre des Affaires Etrangères.

M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

M. Arthur de Baguer, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. Stanford Newel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis Mexicains:

M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

M. Zenil, Ministre-Résident à Bruxelles.

Le Président de la République Française:

M. Léon Bourgeois, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés.

M. Georges Bihoud, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes:

Sir Henry Howard, Son En-

von Tetuan, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Herrn W. Ramirez de Villa Urrutia, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Brüssel,

Herrn Arthur de Baguer, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika:

Herrn Stanford Newel, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexiko,

Herrn de Mier, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Paris, Herrn Zenil, Ministerresidenten in Brüssel,

der Präsident der Französischen Republik:

Herrn Léon Bourgeois, früheren Ministerpräsidenten, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Mitglied der Deputirtenkammer,

Herrn Georges Bihoud, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Herrn Baron d'Estournelles de Constant, bevollmächtigten Minister, Mitglied der Deputirtenkammer,

Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien:

Sir Henry Howard. Aller-

voyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. N. Delyanni, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Comte Nigra, Son Ambassadeur à Vienne, Sénateur du Royaume.

M. le Comte A. Zannini, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Commandeur Guido Pompilj, Député au Parlement Italien.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

M. I. Motono, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau:

Son Excellence M. Eyschen, Son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal.

Son Altesse le Prince de Monténégro:

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel de Staal, Ambassadeur de Russie à Londres.

höchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Seine Majestät der König der Hellenen:

Herrn N. Delyanni, früheren Ministerpräsidenten, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Paris,

Seine Majestät der König von Italien:

Seine Excellenz den Grafen Nigra, Allerhöchstihren Botschafter in Wien, Senator des Königreichs,

Herrn Grafen A. Zannini, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag, Herrn Kommandeur Guido Pompilj, Abgeordneten im italienischen Parlamente,

Seine Majestät der Kaiser von Japan:

Herrn I. Motono, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Brüssel,

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Luxembourg, Herzog von Nassau:

Seine Excellenz Herrn Eyschen, Allerhöchstihren Staatsminister, Präsident der Grossherzoglichen Regierung,

Seine Hoheit der Fürst von Montenegro:

Seine Excellenz den Wirklichen Geheimen Rath Herrn von Staal, russischen Botschafter in London,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.

M. le Général J. C. C. den Beer Portugael, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat.

M. T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat.

M. E. N. Rahusen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux.

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:

Son Aide de Camp Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stockholm.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc.:

M. le Comte de Macedo, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid.

M. d'Ornellas de Vasconcellos, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

M. le Comte de Selir, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Ihre Majestät die Königin der Niederlande:

Herrn Jonkherr A. P. C. van Karnebeek, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Mitglied der Zweiten Kammer der Generalstaaten,

Herrn General J. C. C. den Beer Portugael, früheren Kriegsminister, Mitglied des Staatsraths,

Herrn T. M. C. Asser, Mitglied des Staatsraths,

Herrn E. N. Rahusen, Mitglied der Ersten Kammer der Generalstaaten,

Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien:

Allerhöchstihren Adjutanten, General Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in St. Petersburg und in Stockholm,

Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien u. s. w.:

Herrn Grafen de Macedo, Pair des Königreichs, früheren Minister der Marine und der Kolonien, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Madrid,

Herrn d'Ornellas de Vasconcellos, Pair des Königreichs, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in St. Petersburg,

Herrn Grafen de Selir, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Alexandre Beldiman,
Son Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire à Berlin.

M. Jean N. Papiniu, Son
Envoyé extraordinaire et Mi-
nistre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies:

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel de Staal, Son Ambassadeur à Londres.

M. de Martens, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Son Conseiller Privé.

Son Conseiller d'Etat Actuel de Basily, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères.

Sa Majesté le Roi de Serbie:

M. Miyatovitch, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Siam:

M. Phya Suriya Nuvatr, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Paris.

M. Phya Visuddha Suriyasaki, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye et à Londres.

Seine Majestät der König von Rumänien:

Herrn Alexander Beldiman,
Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Berlin,
Herr Jean R. Papiniu, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen:

Seine Excellenz den Wirklichen Geheimen Rath Herrn von Staal, Allerhöchstihren Botschafter in London,

Herrn von Martens, ständiges Mitglied des Beiraths des Kaiserlichen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten, Allerhöchstihren Geheimen Rath, Allerhöchstihren Wirklichen Staatsrath von Basily, Kammerherrn, Direktor der Ersten Abtheilung des Kaiserlichen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten,

Seine Majestät der König von Serbien:

Herrn Miyatovitch, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in London und im Haag,

Seine Majestät der König von Siam:

Herrn Phya Suriya Nuvatr, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in St. Petersburg und in Paris,

Herrn Phya Visuddha Suriyasaki, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag und in London,

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège:

M. le Baron de Bildt, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Le Conseil Fédéral Suisse:

M. le Dr. Arnold Roth, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:

Son Excellence Turkhan Pacha, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de Son Conseil d'Etat.

Noury Bey, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères.

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie:

M. le Dr. Dimitri Stancioff, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg.

M. le Major Christo Hessapchieff, Attaché Militaire à Belgrade.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux Puissances

Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen:

Herr Baron von Bildt, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Rom,

der Schweizerische Bundesrath:

Herr Dr. Arnold Roth, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Berlin,

Seine Majestät der Kaiser der Osmanen:

Seine Excellenz Turkhan Pascha, früheren Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Mitglied Allerhöchstihren Staatsraths,

Noury Bey, Generalsekretär im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten,

Seine Königliche Hoheit der Fürst von Bulgarien:

Herr Dr. Dimitri Stancioff, diplomatischen Agenten in St. Petersburg,

Herr Major Christo Hessapchieff, Militär-Attaché in Belgrad,

welche nach Austausch ihrer, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, folgende Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel 1.

Die militärischen Lazaretschiffe, die einzig und allein vom Staat erbaut oder eingerichtet worden sind, um den Verwundeten, Kranken und Schiffbrüchigen Hilfe zu bringen, sind bei Beginn oder im Verlaufe der Feindseligkeiten, jedenfalls aber vor der Verwendung, den kriegsführenden Mächten mit Namen anzumelden. Diese

belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Article 4.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3, porteront

Schiffe sind zu achten und dürfen während der Dauer der Feindseligkeiten nicht weggenommen werden.

Auch dürfen sie bei einem Aufenthalt in neutralen Häfen nicht nach den für Kriegsschiffe geltenden Regeln behandelt werden.

Artikel 2.

Lazarethschiffe, die ganz oder zum Theil auf Kosten von Privatpersonen oder von amtlich anerkannten Hülfsgesellschaften ausgerüstet worden sind, sind ebenfalls zu achten und von der Wegnahme ausgeschlossen, sofern die kriegsführende Macht, der sie angehören, eine amtliche Bescheinigung für sie ausgestellt und ihre Namen dem Gegner bei Beginn oder im Verlaufe der Feindseligkeiten, jedenfalls aber vor der Verwendung, bekannt gemacht hat.

Diese Schiffe müssen eine von der zuständigen Behörde auszustellende Bescheinigung darüber bei sich führen, dass sie sich während der Ausrüstung und beim Auslaufen unter ihrer Aufsicht befunden haben.

Artikel 3.

Lazarethschiffe, die ganz oder zum Theil auf Kosten von Privatpersonen oder von amtlich anerkannten Hülfsgesellschaften neutraler Staaten ausgerüstet worden sind, sind zu achten und von der Wegnahme ausgeschlossen, sofern der neutrale Staat, dem sie angehören, einen amtlichen Auftrag für sie ausgestellt hat und den kriegsführenden Mächten ihre Namen zu Beginn oder im Verlaufe der Feindseligkeiten, jedenfalls aber vor ihrer Verwendung, bekannt gemacht hat.

Artikel 4.

Die in den Artikeln 1, 2, 3 bezeichneten Schiffe sollen den Ver-

secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5.

Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon

wundeten, Kranken und Schiffbrüchigen der Kriegsparteien ohne Unterschied der Nationalität Hilfe und Beistand gewähren.

Die Regierungen verpflichten sich, diese Schiffe zu keinerlei militärischen Zwecken zu benutzen.

Diese Schiffe dürfen in keiner Weise die Bewegungen der Kriegsschiffe behindern.

Während und nach dem Kampfe handeln sie auf ihre eigene Gefahr.

Die Kriegsparteien üben ein Aufsichts- und Durchsuchungsrecht über sie aus. Sie können ihre Hilfe ablehnen, ihnen befehlen, sich zu entfernen, ihnen eine bestimmte Fahrt Richtung vorschreiben, einen Kommissar an Bord geben und sie auch zurückhalten, wenn besonders erhebliche Umstände es erfordern.

Die Kriegsparteien sollen die den Lazarethschiffen gegebenen Befehle, soweit wie möglich, in deren Schiffstagebuch eintragen.

Artikel 5.

Die militärischen Lazarethschiffe sind kenntlich zu machen durch einen äusseren weissen Anstrich mit einem wagrecht laufenden, etwa $1\frac{1}{2}$ Meter breiten, grünen Streifen.

Die in den Artikeln 2, 3 bezeichneten Schiffe sind kenntlich zu machen durch einen äusseren weissen Anstrich mit einem wagrecht laufenden, etwa $1\frac{1}{2}$ Meter breiten, rothen Streifen.

Die Boote dieser Schiffe sowie die kleinen zum Lazarethdienste verwendeten Fahrzeuge müssen durch einen ähnlichen Anstrich kenntlich gemacht sein.

Alle Lazarethschiffe sollen sich dadurch erkennbar machen, dass sie neben der Nationalflagge die in der

blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Genfer Konvention vorgesehene weisse Flagge mit dem rothen Kreuze hissen.

Article 6.

Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Artikel 6.

Handelsschiffe, Yachten oder neutrale Fahrzeuge, die Verwundete, Kranke oder Schiffbrüchige der Kriegsparteien an Bord genommen haben, können aus diesem Anlasse nicht weggenommen werden, aber sie bleiben der Wegenahme ausgesetzt im Falle von Neutralitätsverletzungen, deren sie sich etwa schuldig gemacht haben.

Article 7.

Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Artikel 7.

Das geistliche, ärztliche und Lazarethpersonal weggenommener Schiffe ist unverletzlich und kann nicht kriegsgefangen gemacht werden. Es ist berechtigt, beim Verlassen des Schifffes die Gegenstände und chirurgischen Instrumente, die Privateigenthum sind, mit sich zu nehmen.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Es soll jedoch seine Dienste so lange weiter leisten, als es nothwendig erscheint, und kann sich erst dann zurückziehen, wenn der Befehlsgeber des Schifffes es für zulässig erklärt.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Die Kriegsparteien sind verpflichtet, diesem Personale, wenn es in ihre Hände fällt, den vollen Genuss der Gebührnisse zu sichern.

Article 8.

Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Artikel 8.

Die an Bord befindlichen Marine- und Militärpersonen, die verwundet oder krank sind, sollen von der Partei, die das Schiff genommen hat, ohne Unterschied der Nationalität geschützt und gepflegt werden.

Article 9.

Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci

Artikel 9.

Schiffbrüchige, Verwundete oder Kranke einer Kriegspartei, die in die Hände der anderen fallen, sind Kriegsgefangene.

de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10.

(Exclu.)

Article 11.

Les règles contenues dans les articles ci-dessus ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Les dites règles cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 13.

Les Puissances non signataires, qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864, sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une

Der Partei, die sie gefangen genommen hat, bleibt es überlassen, sie je nach den Umständen festzuhalten oder nach einem ihrer Häfen, nach einem neutralen Hafen oder selbst nach einem Hafen des Gegners zu befördern. Im letzteren Falle dürfen die so in ihre Heimath entlassenen Kriegsgefangenen während der Dauer des Krieges nicht mehr dienen.

Artikel 10. (Weggefallen.)

Artikel 11.

Die in den vorstehenden Artikeln getroffenen Vereinbarungen sind für die vertragschliessenden Mächte nur bindend im Falle eines Krieges zwischen zwei oder mehreren von ihnen.

Die Vereinbarungen hören mit dem Augenblick auf verbindlich zu sein, wo in einem Kriege zwischen Vertragsmächten eine Nichtvertragsmacht sich einer der Kriegsparteien anschliesse sollte.

Artikel 12.
Dieses Abkommen soll sobald wie möglich ratifizirt werden.

Die Ratifikationsurkunden sollen im Haag hinterlegt werden.

Ueber die Hinterlegung einer jeden Ratifikationsurkunde soll ein Protokoll aufgenommen werden; von diesem soll eine beglaubigte Abschrift allen Vertragsmächten auf diplomatischem Wege mitgetheilt werden.

Artikel 13.
Die Nichtsignatarmächte, die der Genfer Konvention vom 22. August 1864 beigetreten sind, können ihren Beitritt zu diesem Abkommen erklären.

Sie haben zu diesem Zwecke ihren Beitritt den Vertragsmächten durch eine schriftliche Benachrichtigung be-

notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 14.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura通知ée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

(l. s.) Münster Derneburg. } sous réserve de l'article X.

Pour l'Autriche-Hongrie:

(l. s.) Welsershimb.
(l. s.) Okolicsanyi.

Pour la Belgique:

(l. s.) A. Beernaert.
(l. s.) C^{te} de Grelle Rogier.
(l. s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:

(l. s.) Yang Yü.

kannt zu geben, die an die Regierung der Niederlande zu richten und von dieser allen anderen Vertragsmächten mitzutheilen ist.

Artikel 14.

Falls einer der hohen vertragsschließenden Theile dieses Abkommen kündigen sollte, würde diese Kündigung erst ein Jahr nach der schriftlich an die Regierung der Niederlande ergehenden und von dieser allen anderen Vertragsmächten unverzüglich mitzutheilenden Benachrichtigung wirksam werden.

Diese Kündigung soll nur in Ansehung der Macht wirksam sein, die sie erklärt hat.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen im Haag am neunundzwanzigsten Juli achtzehnhundertneunundneunzig in einer einzigen Ausfertigung, die im Archive der Regierung der Niederlande hinterlegt bleiben soll und wovon beglaubigte Abschriften den Vertragsmächten auf diplomatischem Wege übergeben werden sollen.

Für Deutschland:

(L. S.) MünsterDerneburg } unter Vorbehalt des Artikels 10.

Für Oesterreich-Ungarn:

(L. S.) Welsershimb.
(L. S.) Okolicsanyi.

Für Belgien:

(L. S.) A. Beernaert.
(L. S.) Graf de Grelle Rogier.
(L. S.) Chevalier Descamps.

Für China:

(L. S.) Yang Yü.

Pour le Danemark: (l. s.) F. Bille.	Für Dänemark: (L. S.) F. Bille.
Pour l'Espagne: (l. s.) El Duque de Tetuan. (l. s.) W. R. de Villa Urrutia. (l. s.) Arturo de Baguer.	Für Spanien: (L. S.) Herzog von Tetuan. (L. S.) W. R. de Villa Urrutia (L. S.) Arturo de Baguer.
Pour les Etats-Unis d'Amérique: (l. s.) Stanford Newell. } <small>Sous réserve de l'article X.</small>	Für die Vereinigten Staaten von Amerika: (L. S.) Stanford Newell } <small>unter Vorbehalt des Artikels X.</small>
Pour les Etats-Unis Mexicains: (l. s.) A. de Mier. (l. s.) J. Zenil.	Für die Vereinigten Staaten von Mexiko: (L. S.) A. de Mier. (L. S.) J. Zenil.
Pour la France: (l. s.) Léon Bourgeois. (l. s.) G. Bihoud. (l. s.) d'Estournelles de Constant.	Für Frankreich: (L. S.) Léon Bourgeois. (L. S.) G. Bihoud. (L. S.) d'Estournelles de Constant.
Pour la Grande Bretagne et l'Irlande: (l. s.) Henry Howard. } <small>Sous réserve de l'article X.</small>	Für Grossbritannien und Irland: (L. S.) Henry Howard } <small>unter Vorbehalt des Artikels X.</small>
Pour la Grèce: (l. s.) N. Delyanni.	Für Griechenland: (L. S.) N. Delyanni.
Pour l'Italie: (l. s.) Nigra. (l. s.) A. Zannini. (l. s.) G. Pompilj.	Für Italien: (L. S.) Nigra. (L. S.) A. Zannini. (L. S.) G. Pompilj.
Pour le Japon: (l. s.) I. Motono.	Für Japan: (L. S.) I. Motono.
Pour le Luxembourg: (l. s.) Eyschen.	Für Luxemburg: (L. S.) Eyschen.
Pour le Monténégro: (l. s.) Staal.	Für Montenegro: (L. S.) Staal.
Pour les Pays-Bas: (l. s.) v. Karnebeek. (l. s.) den Beer Poortugael. (l. s.) T. M. C. Asser. (l. s.) E. N. Rahusen.	Für die Niederlande: (L. S.) v. Karnebeek. (L. S.) den Beer Poortugael. (L. S.) T. M. C. Asser. (L. S.) E. N. Rahusen.

Für Dänen:

(l. s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Für Spanier:

Iezquierdo:

Pour la Perse:

(l. s.) Conde de Macedo.

Für Portugiesen:

(l. s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.

Für Azoren:

(l. s.) Conde de Selir.

Für Rumänien:

(l. s.) A. Beldiman.

Für Serbien:

(l. s.) J. N. Papiniu.

Für Russland:

(l. s.) Staal.

Für Siam:

(l. s.) Martens.

Für die Vereinigten Königreiche von Schweden und Norwegen:

(l. s.) A. Basily.

Pour la Serbie:

(l. s.) Chedo Miyatovitch.

Pour le Siam:

(l. s.) Phya Suriya Nuvatr.

(l. s.) Visuddha.

Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège:

(l. s.) Bildt.

Pour la Suisse:

(l. s.) Roth.

Pour la Turquie:

(l. s.) Turkhan. } Sous réserve de l'article X.
(l. s.) Mehemed Noury. }

Pour la Bulgarie:

(l. s.) D. Stancioff.

(l. s.) Major Hessaptchieff.

Für Persien:

(L. S.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Für Portugal:

(L. S.) Graf de Macedo.

(L. S.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.

(L. S.) Graf de Selir.

Für Rumänien:

(L. S.) A. Beldiman.

(L. S.) J. N. Papiniu.

Für Russland:

(L. S.) Staal.

(L. S.) Martens.

(L. S.) A. Basily.

Für Serbien:

(L. S.) Chedo Miyatovitch.

Für Siam:

(L. S.) Phya Suriya Nuvatr.

(L. S.) Visuddha.

Für die Vereinigten Königreiche von Schweden und Norwegen:

(L. S.) Bildt.

Für die Schweiz:

(L. S.) Roth.

Für die Türkei:

(L. S.) Turkhan. } unter Vorbehalt des Artikels 10.
(L. S.) Mehemed Noury. }

Für Bulgarien:

(L. S.) D. Stancioff.

(L. S.) Major Hessaptchieff.

Pour le Danemark:

(l. s.) F. Bille.

Pour l'Espagne:

(l. s.) El Duque de Tetuan.
 (l. s.) W. R. de Villa Urrutia.
 (l. s.) Arturo de Baguer.

**Pour les Etats-Unis
d'Amérique:**

(l. s.) Stanford Newel } sous réserve de l'article X.

Pour les Etats-Unis Mexicains:

(l. s.) A. de Mier.
 (l. s.) J. Zenil.

Pour la France:

(l. s.) Léon Bourgeois.
 (l. s.) G. Bihoud.
 (l. s.) d'Estournelles de Constant.

**Pour la Grande Bretagne et
l'Irlande:**

(l. s.) Henry Howard } sous réserve de l'article X.

Pour la Grèce:

(l. s.) N. Delyanni.

Pour l'Italie:

(l. s.) Nigra.
 (l. s.) A. Zannini.
 (l. s.) G. Pompilj.

Pour le Japon:

(l. s.) I. Motono.

Pour le Luxembourg:

(l. s.) Eyschen.

Pour le Monténégro:

(l. s.) Staal.

Pour les Pays-Bas:

(l. s.) v. Karnebeek.
 (l. s.) den Beer Poortgael.
 (l. s.) T. M. C. Asser.
 (l. s.) E. N. Rahusen.

Für Dänemark:

(L. S.) F. Bille.

Für Spanien:

(L. S.) Herzog von Tetuan.
 (L. S.) W. R. de Villa Urrutia.
 (L. S.) Arturo de Baguer.

**Für die Vereinigten Staaten
von Amerika:**

(L. S.) Stanford Newel } unter Vorbehalt des Artikels 10.

**Für die Vereinigten Staaten
von Mexiko:**

(L. S.) A. de Mier.
 (L. S.) J. Zenil.

Für Frankreich:

(L. S.) Léon Bourgeois.
 (L. S.) G. Bihoud.
 (L. S.) d'Estournelles de Constant.

**Für Grossbritannien und
Irland:**

(L. S.) Henry Howard } unter Vorbehalt des Artikels 10.

Für Griechenland:

(L. S.) N. Delyanni.

Für Italien:

(L. S.) Nigra.
 (L. S.) A. Zannini.
 (L. S.) G. Pompilj.

Für Japan:

(L. S.) I. Motono.

Für Luxemburg:

(L. S.) Eyschen.

Für Montenegro:

(L. S.) Staal.

Für die Niederlande:

(L. S.) v. Karnebeek.
 (L. S.) den Beer Poortgael.
 (L. S.) T. M. C. Asser.
 (L. S.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse:

(l. s.) MirzaRiza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Für Persien:

(L. S.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal:

(l. s.) Conde de Macedo.

(l. s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.

(l. s.) Conde de Selir.

Für Portugal:

(L. S.) Graf de Macedo.

(L. S.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.

(L. S.) Graf de Selir.

Pour la Roumanie:

(l. s.) A. Beldiman.

(l. s.) J. N. Papiniu.

Für Rumänien:

(L. S.) A. Beldiman.

(L. S.) J. N. Papiniu.

Pour la Russie:

(l. s.) Staal.

(l. s.) Martens.

(l. s.) A. Basily.

Für Russland:

(L. S.) Staal.

(L. S.) Martens.

(L. S.) A. Basily.

Pour la Serbie:

(l. s.) Chedo Miyatovitch.

Für Serbien:

(L. S.) Chedo Miyatovitch.

Pour le Siam:

(l. s.) Phya Suriya Nuvatr.

(l. s.) Visuddha.

Für Siam:

(L. S.) Phya Suriya Nuvatr.

(L. S.) Visuddha.

Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège:

(l. s.) Bildt.

Für die Vereinigten Königreiche von Schweden und Norwegen:

(L. S.) Bildt.

Pour la Suisse:

(l. s.) Roth.

Für die Schweiz:

(L. S.) Roth.

Pour la Turquie:(l. s.) Turkhan. }
(l. s.) Mehemed Noury. }
 Sous réserve
 de l'article X.**Für die Türkei:**(L. S.) Turkhan. }
(L. S.) Mehemed Noury. }
 unter Vorbehalt
 des Artikels 10.**Pour la Bulgarie:**

(l. s.) D. Stancioff.

(l. s.) Major Hessaptchieff.

Für Bulgarien:

(L. S.) D. Stancioff.

(L. S.) Major Hessaptchieff.

5.

ALLEMAGNE, AUTRICHE - HONGRIE, BELGIQUE, CHINE, DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ÉTATS-UNIS MEXICAINS, FRANCE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, LUXEMBOURG, MONTÉNÉGRO, PAYS-BAS, PERSE, PORTUGAL, ROUMANIE, RUSSIE, SERBIE, SIAM, SUÈDE ET NORVÈGE, SUISSE, TURQUIE ET BULGARIE.

Déclaration concernant l'interdiction, pour une durée de cinq ans, de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux, signée à la Haye le 29 juillet 1899.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1901 Nr. 44.

Erklärung, betreffend das Verbot des Werfens von Geschossen und Sprengstoffen aus Luftschiffen oder auf anderen ähnlichen neuen Wegen.
Vom 29. Juli 1899.

(Uebersetzung.)

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du 29 Novembre 1868,*)

Déclarent:

Les Puissances contractantes consentent, pour une durée de cinq ans, à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der auf der internationalen Friedenskonferenz im Haag vertretenen Mächte,

von dem Gedanken geleitet, der in der Deklaration von St. Petersburg vom 29. November 1868*) Ausdruck gefunden hat,

erklären:

Die vertragschliessenden Mächte sind dahin übereingekommen, dass das Werfen von Geschossen und Sprengstoffen aus Luftschiffen oder auf anderen ähnlichen neuen Wegen für die Dauer von fünf Jahren verboten ist.

*) V. N. R. G. XVIII. 474.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre Elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf,

Diese Erklärung ist für die vertragsschliessenden Mächte nur bindend im Falle eines Krieges zwischen zwei oder mehreren von ihnen.

Sie hört mit dem Augenblicke auf verbindlich zu sein, wo in einem Kriege zwischen Vertragsmächten eine Nichtvertragsmacht sich einer der Kriegsparteien anschliesst.

Diese Erklärung soll sobald wie möglich ratifizirt werden.

Die Ratifikationsurkunden sollen im Haag hinterlegt werden.

Über die Hinterlegung einer jeden Ratifikationsurkunde soll ein Protokoll aufgenommen werden; von diesem soll eine beglaubigte Abschrift allen Vertragsmächten auf diplomatischem Wege mitgetheilt werden.

Die Nichtsignatarmächte können dieser Erklärung beitreten. Sie haben zu diesem Zwecke ihren Beitritt den Vertragsmächten durch eine schriftliche Benachrichtigung bekannt zu geben, die an die Regierung der Niederlande zu richten und von dieser allen anderen Vertragsmächten mitzuteilen ist.

Falls einer der hohen vertragsschliessenden Theile diese Erklärung kündigen sollte, würde diese Kündigung erst ein Jahr nach der schriftlich an die Regierung der Niederlande ergehenden und von dieser allen anderen Vertragsmächten unverzüglich mitzuteilenden Benachrichtigung wirksam werden.

Diese Kündigung soll nur in Ansehung der Macht wirksam sein, die sie erklärt hat.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diese Erklärung unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen im Haag am neunundzwanzigsten Juli achtzehnhundertneun-

en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

(l. s.) Münster Derneburg.

Pour l'Autriche-Hongrie:

(l. s.) Welsersheimb.

(l. s.) Okolicsanyi.

Pour la Belgique:

(l. s.) A. Beernaert.

(l. s.) Cte de Grelle Rogier.

(l. s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:

(l. s.) Yang Yü.

Pour le Danemark:

(l. s.) F. Bille.

Pour l'Espagne:

(l. s.) El Duque de Tetuan.

(l. s.) W. R. de Villa Urrutia.

(l. s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

(l. s.) Andrew D. White.

(l. s.) Seth Low.

(l. s.) Stanford Newel.

(l. s.) A. T. Mahan.

(l. s.) William Crozier.

Pour les Etats-Unis Mexicains:

(l. s.) A. de Mier.

(l. s.) J. Zenil.

Pour la France:

(l. s.) Léon Bourgeois.

(l. s.) G. Bihourd.

(l. s.) d'Estournelles de Constant.

undneunzig in einer einzigen Ausfertigung, die im Archive der Regierung der Niederlande hinterlegt bleiben soll und wovon beglaubigte Abschriften den Vertragsmächten auf diplomatischem Wege übergeben werden sollen.

Für Deutschland:

(L. S.) Münster Derneburg.

Für Oesterreich-Ungarn:

(L. S.) Welsersheimb.

(L. S.) Okolicsanyi.

Für Belgien:

(L. S.) A. Beernaert.

(L. S.) Graf de Grelle Rogier.

(L. S.) Chevalier Descamps.

Für China:

(L. S.) Yang Yü.

Für Dänemark:

(L. S.) F. Bille.

Für Spanien:

(L. S.) Herzog von Tetuan.

(L. S.) W. R. de Villa Urrutia.

(L. S.) Arturo de Baguer.

Für die Vereinigten Staaten von Amerika:

(L. S.) Andrew D. White.

(L. S.) Seth Low.

(L. S.) Stanford Newel.

(L. S.) A. T. Mahan.

(L. S.) William Crozier.

Für die Vereinigten Staaten von Mexiko:

(L. S.) A. de Mier.

(L. S.) J. Zenil.

Für Frankreich:

(L. S.) Léon Bourgeois.

(L. S.) G. Bihourd.

(L. S.) d'Estournelles de Constant.

Pour la Grèce:

(l. s.) N. Delyanni.

Pour l'Italie:

(l. s.) Nigra.

(l. s.) A. Zannini.

(l. s.) G. Pompilj.

Pour le Japon:

(l. s.) I. Motono.

Pour le Luxembourg:

(l. s.) Eyschen.

Pour le Monténégro:

(l. s.) Staal.

Pour les Pays-Bas:

(l. s.) v. Karnebeek.

(l. s.) den Beer Poortugael.

(l. s.) T. M. C. Asser.

(l. s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse:

(l. s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal:

(l. s.) Conde de Macedo.

(l. s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.

(l. s.) Conde de Selir.

Pour la Roumanie:

(l. s.) A. Beldiman.

(l. s.) J. N. Papiniu.

Pour la Russie:

(l. s.) Staal.

(l. s.) Martens.

(l. s.) A. Basily.

Pour la Serbie:

(l. s.) Chedo Miyatovitch.

Pour le Siam:

(l. s.) Phya Suriya Nuvatr.

(l. s.) Visuddha.

Für Griechenland:

(L. S.) N. Delyanni.

Für Italien:

(L. S.) Nigra.

(L. S.) A. Zannini.

(L. S.) G. Pompilj.

Für Japan:

(L. S.) J. Motono.

Für Luxemburg:

(L. S.) Eyschen.

Für Montenegro:

(L. S.) Staal.

Für die Niederlande:

(L. S.) v. Karnebeek.

(L. S.) den Beer Poortugael.

(L. S.) T. M. C. Asser.

(L. S.) E. N. Rahusen.

Für Persien:

(L. S.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Für Portugal:

(L. S.) Graf de Macedo.

(L. S.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos.

(L. S.) Graf de Selir.

Für Rumänien:

(L. S.) A. Beldiman.

(L. S.) J. N. Papiniu.

Für Russland:

(L. S.) Staal.

(L. S.) Martens.

(L. S.) A. Basily.

Für Serbien:

(L. S.) Chedo Miyatovitch.

Für Siam:

(L. S.) Phya Suriya Nuvatr.

(L. S.) Visuddha.

Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège:	Für die Vereinigten Königreiche von Schweden und Norwegen:
(l. s.) Bildt.	(L. S.) Bildt.
Pour la Suisse:	Für die Schweiz:
(l. s.) Roth.	(L. S.) Roth.
Pour la Turquie:	Für die Türkei:
(l. s.) Turkhan.	(L. S.) Turkhan.
(l. s.) M. Noury.	(L. S.) M. Noury.
(l. s.) Abdullah.	(L. S.) Abdullah.
(l. s.) R. Mehemed.	(L. S.) R. Mehemed.
Pour la Bulgarie:	Für Bulgarien:
(l. s.) D. Stancioff.	(L. S.) D. Stancioff.
(l. s.) Major Hessaptchieff.	(L. S.) Major Hessaptchieff.

6.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, CHINE,
 DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS MEXICAIS, FRANCE,
 GRÈCE, ITALIE, JAPON, LUXEMBOURG, MONTÉNÉGRO,
 PAYS-BAS, PERSE, PORTUGAL, ROUMANIE, RUSSIE,
 SERBIE, SIAM, SUÈDE ET NORVÈGE, SUISSE,
 TURQUIE ET BULGARIE.

Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de projectiles
 qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants
 ou délétères, signée à la Haye le 29 juillet 1899.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1901 No. 44.

Erklärung, betreffend das Verbot der Verwendung von Geschossen
 mit erstickenden oder giftigen Gasen. Vom 29. Juli 1899.

(Uebersetzung.)

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des
 Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix
 à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der auf der internationalen Friedenskonferenz im Haag vertretenen Mächte,

von dem Gedanken geleitet, der in der Deklaration von St. Petersburg

Déclaration de St. Pétersbourg du
29 Novembre 1868, *)
11 Décembre 1868, *)

Déclarent :

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre Elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par

vom 29. November 1868 *) Ausdruck gefunden hat,

erklären :

Die vertragschliessenden Mächte unterwerfen sich gegenseitig dem Verbote, solche Geschosse zu verwenden, deren einziger Zweck ist, erstickende oder giftige Gase zu verbreiten.

Diese Erklärung ist für die vertragschliessenden Mächte nur bindend im Falle eines Krieges zwischen zwei oder mehreren von ihnen.

Sie hört mit dem Augenblick auf verbindlich zu sein, wo in einem Kriege zwischen Vertragsmächten, eine Nichtvertragsmacht sich einer der Kriegsparteien anschliesst.

Diese Erklärung soll sobald wie möglich ratifizirt werden.

Die Ratifikationsurkunden sollen im Haag hinterlegt werden.

Ueber die Hinterlegung einer jeden Ratifikationsurkunde soll ein Protokoll aufgenommen werden; von diesem soll eine beglaubigte Abschrift allen Vertragsmächten auf diplomatischem Wege mitgetheilt werden.

Die Nichtsignatarmächte können dieser Erklärung beitreten. Sie haben zu diesem Zwecke ihren Beitritt den Vertragsmächten durch eine schriftliche Benachrichtigung bekannt zu geben, die an die Regierung der Niederlande zu richten und von dieser allen anderen Vertragsmächten mitzutheilen ist.

Falls einer der hohen vertragschliessenden Theile diese Erklärung kündigen sollte, würde diese Kündigung erst ein Jahr nach der schriftlich an die Regierung der Niederlande ergehenden und von dieser allen

*) V. N. R. G. XVIII. 474.

celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

(l. s.) Münster Derneburg.

Pour l'Autriche-Hongrie:

(l. s.) Welserheimb.

(l. s.) Okolicsanyi.

Pour la Belgique:

(l. s.) Beernaert.

(l. s.) C^{te} de Grelle Rogier.

(l. s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:

(l. s.) Yang Yü.

Pour le Danemark:

(l. s.) F. Bille.

Pour l'Espagne:

(l. s.) El Duque de Tetuan.

(l. s.) W. R. de Villa Urrutia.

(l. s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis Mexicains:

(l. s.) A. de Mier.

(l. s.) J. Zenil.

anderen Vertragsmächten unverzüglich mitzutheilenden Benachrichtigung wirksam werden.

Diese Kündigung soll nur in Ansehung der Macht wirksam sein, die sie erklärt hat.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diese Erklärung unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen im Haag am neunundzwanzigsten Juli achtzehnhundertneunundneunzig in einer einzigen Ausfertigung, die im Archive der Regierung der Niederlande hinterlegt bleiben soll und worüber beglaubigte Abschriften den Vertragsmächten auf diplomatischem Wege übergeben werden sollen.

Für Deutschland:

(L. S.) Münster Derneburg.

Für Oesterreich-Ungarn:

(L. S.) Welserheimb.

(L. S.) Okolicsanyi.

Für Belgien:

(L. S.) A. Beernaert.

(L. S.) Graf de Grelle Rogier.

(L. S.) Chevalier Descamps.

Für China:

(L. S.) Yang Yü.

Für Dänemark:

(L. S.) F. Bille.

Für Spanien:

(L. S.) Herzog von Tetuan.

(L. S.) W. R. de Villa Urrutia.

(L. S.) Arturo de Baguer.

Für die Vereinigten Staaten von Mexiko:

(L. S.) A. de Mier.

(L. S.) J. Zenil.

Pour la France:

- (l. s.) Léon Bourgeois.
 (l. s.) G. Biourd.
 (l. s.) d'Estournelles de Constant.

Pour la Grèce:

- (l. s.) N. Delyanni.

Pour l'Italie:

- (l. s.) Nigra.
 (l. s.) A. Zannini.
 (l. s.) G. Pompilj.

Pour le Japon:

- (l. s.) I. Motono.

Pour le Luxembourg:

- (l. s.) Eyschen.

Pour le Monténégro:

- (l. s.) Staal.

Pour les Pays-Bas:

- (l. s.) v. Karnebeek.
 (l. s.) den Beer Portugael.
 (l. s.) T. M. C. Asser.
 (l. s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse:

- (l. s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal:

- (l. s.) Conde de Macedo.
 (l. s.) Agostinho d'Ornelas de
 Vasconcellos.
 (l. s.) Conde de Selir.

Pour la Roumanie:

- (l. s.) A. Beldiman.
 (l. s.) J. N. Papiniu.

Pour la Russie:

- (l. s.) Staal.
 (l. s.) Martens.
 (l. s.) A. Basily.

Pour la Serbie:

- (l. s.) Chedo Miyatovitch.

Für Frankreich:

- (L. S.) Léon Bourgeois.
 (L. S.) G. Biourd.
 (L. S.) d'Estournelles de Constant.

Für Griechenland:

- (L. S.) N. Delyanni.

Für Italien:

- (L. S.) Nigra.
 (L. S.) A. Zannini.
 (L. S.) G. Pompilj.

Für Japan:

- (L. S.) J. Motono.

Für Luxemburg:

- (L. S.) Eyschen.

Für Montenegro:

- (L. S.) Staal.

Für die Niederlande:

- (L. S.) v. Karnebeek.
 (L. S.) den Beer Poortgael.
 (L. S.) T. M. C. Asser.
 (L. S.) E. N. Rahusen.

Für Persien:

- (L. S.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Für Portugal:

- (L. S.) Graf de Macedo.
 (L. S.) Agostinho d'Ornelas de
 Vasconcellos.
 (L. S.) Graf de Selir.

Für Rumänien:

- (L. S.) A. Beldiman.
 (L. S.) J. N. Papiniu.

Für Russland:

- (L. S.) Staal.
 (L. S.) Martens.
 (L. S.) A. Basily.

Für Serbien:

- (L. S.) Chedo Miyatovitch.

<p>Pour le Siam: (l. s.) Phya Suriya Nuvatr. (l. s.) Visuddha.</p> <p>Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège: (l. s.) Bildt.</p> <p>Pour la Suisse: (l. s.) Roth.</p> <p>Pour la Turquie: (l. s.) Turkhan. (l. s.) M. Noury. (l. s.) Abdullah. (l. s.) R. Mehemed.</p> <p>Pour la Bulgarie: (l. s.) D. Stancioff. (l. s.) Major Hessaptchieff.</p>	<p>Für Siam: (L. S.) Phya Suriya Nuvatr. (L. S.) Visuddha.</p> <p>Für die Vereinigten Königreiche von Schweden und Norwegen: (L. S.) Bildt.</p> <p>Für die Schweiz: (L. S.) Roth.</p> <p>Für die Türkei: (L. S.) Turkhan. (L. S.) M. Noury. (L. S.) Abdullah. (L. S.) R. Mehemed.</p> <p>Für Bulgarien: (L. S.) D. Stancioff. (L. S.) Major Hessaptchieff.</p>
--	---

7.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, CHINE,
 DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS MEXICAINS, FRANCE,
 GRÈCE, ITALIE, JAPON, LUXEMBOURG, MONTÉNÉGRO,
 PAYS-BAS, PERSE, ROUMANIE, RUSSIE, SERBIE, SIAM,
 SUÈDE ET NORVÈGE, SUISSE, TURQUIE ET BULGARIE.

Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi des balles
 qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps
 humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enve-
 loppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue
 d'incisions, signée à la Haye le 29 juillet 1901.

Deutsches Reichsgesetzbuch 1901 Nr. 44.

Erklärung, betreffend das Verbot von Geschossen, die sich leicht im
 menschlichen Körper ausdehnen oder platt drücken. Vom 29. Juli 1899.

<p style="text-align: center;">Déclaration.</p> <p>Les soussignés, Plénipotentiaires</p>	<p style="text-align: center;">(Uebersetzung.)</p> <p style="text-align: center;">Erklärung.</p> <p>Die unterzeichneten Bevollmächtigte</p>
---	--

des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du 29 novembre 1868.*)

11 décembre

Déclarent :

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre Elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée

tender auf der internationalen Friedenskonferenz im Haag vertretenen Mächte,

von dem Gedanken geleitet, der in der Deklaration von St. Petersburg vom 29. November 1868*) Ausdruck gefunden hat,

erklären:

Die vertragschliessenden Mächte unterwerfen sich gegenseitig dem Verbote, Geschosse zu verwenden, die sich leicht im menschlichen Körper ausdehnen oder platt drücken, derart wie die Geschosse mit hartem Mantel, der den Kern nicht ganz umhüllt oder mit Einschnitten versehen ist.

Diese Erklärung ist für die vertragschliessenden Mächte nur bindend im Falle eines Krieges zwischen zwei oder mehreren von ihnen.

Sie hört mit dem Augenblick auf verbindlich zu sein, wo in einem Kriege zwischen Vertragsmächten eine Nichtvertragsmacht sich einer der Kriegsparteien anschliesst.

Diese Erklärung soll sobald wie möglich ratifizirt werden.

Die Ratifikationsurkunden sollen im Haag hinterlegt werden.

Über die Hinterlegung einer jeden Ratifikationsurkunde soll ein Protokoll aufgenommen werden; von diesem soll eine beglaubigte Abschrift allen Vertragsmächten auf diplomatischem Wege mitgetheilt werden.

Die Nichtsignatarmächte können dieser Erklärung beitreten. Sie haben zu diesem Zwecke ihren Beitritt den Vertragsmächten durch eine schriftliche Benachrichtigung bekannt zu geben, die an die Regierung der

* V. N. R. G. XVIII. 474.

par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura通知ée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

(l. s.) Münster Derneburg.

Pour l'Autriche-Hongrie:

(l. s.) Welsersheimb.

(l. s.) Okolicsanyi.

Pour la Belgique:

(l. s.) A. Beernaert.

(l. s.) C^{te} de Grelle Rogier.

(l. s.) Ch^r Descamps.

Pour la Chine:

(l. s.) Yang Yü.

Pour le Danemark:

(l. s.) F. Bille.

Niederlande zu richten und von dieser allen anderen Vertragsmächten mitzutheilen ist.

Falls einer der hohen vertragsschliessenden Theile diese Erklärung kündigen sollte, würde diese Kündigung erst ein Jahr nach der schriftlich an die Regierung der Niederlande ergehenden und von dieser allen anderen Vertragsmächten unverzüglich mitzutheilenden Benachrichtigung wirksam werden.

Diese Kündigung soll nur in Ansehung der Macht wirksam sein, die sie erklärt hat.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diese Erklärung unterzeichnet und mit ihren Siegeln verschen.

Geschehen im Haag am neunundzwanzigsten Juli achtzehnhundertneunundneunzig in einer einzigen Ausfertigung, die im Archive der Regierung der Niederlande hinterlegt bleiben soll und wovon beglaubigte Abschriften den Vertragsmächten auf diplomatischem Wege übergeben werden sollen.

Für Deutschland:

(L. S.) Münster Derneburg.

Für Oesterreich-Ungarn:

(L. S.) Welsersheimb.

(L. S.) Okolicsanyi.

Für Belgien:

(L. S.) A. Beernaert.

(L. S.) Graf de Grelle Rogier.

(L. S.) Chevalier Descamps.

Für China:

(L. S.) Yang Yü.

Für Dänemark:

(L. S.) F. Bille.

Pour l'Espagne:

- (l. s.) El Duque de Tetuan.
 (l. s.) W. R. de Villa Urrutia.
 (l. s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis Mexicains:

- (l. s.) A. de Mier.
 (l. s.) J. Zenil.

Pour la France:

- (l. s.) Léon Bourgeois.
 (l. s.) G. Bihoud.
 (l. s.) d'Estournelles de Constant.

Pour la Grèce:

- (l. s.) N. Delyanni.

Pour l'Italie:

- (l. s.) Nigra.
 (l. s.) A. Zannini.
 (l. s.) G. Pompilj.

Pour le Japon:

- (l. s.) I. Motono.

Pour le Luxembourg:

- (l. s.) Eyschen.

Pour le Monténégro:

- (l. s.) Staal.

Pour les Pays-Bas:

- (l. s.) v. Karnebeek.
 (l. s.) den Beer Poortugael.
 (l. s.) T. M. C. Asser.
 (l. s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse:

(l. s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh. (L.S.) MirzaRizaKhan,Arfa-ud-Dovleh.

Pour la Roumanie:

- (l. s.) A. Beldiman.
 (l. s.) J. N. Papiniu.

Pour la Russie:

- (l. s.) Staal.
 (l. s.) Martens.
 (l. s.) A. Basily.

Für Spanien:

- (L. S.) Herzog von Tetuan.
 (L. S.) W. R. de Villa Urrutia.
 (L. S.) Arturo de Baguer.

Für die Vereinigten Staaten von Mexiko:

- (L. S.) A. de Mier.
 (L. S.) J. Zenil.

Für Frankreich:

- (L. S.) Léon Bourgeois.
 (L. S.) G. Bihoud.
 (L. S.) d'Estournelles de Constant.

Für Griechenland:

- (L. S.) N. Delyanni.

Für Italien:

- (L. S.) Nigra.
 (L. S.) A. Zannini.
 (L. S.) G. Pompilj.

Für Japan:

- (L. S.) I. Motono.

Für Luxemburg:

- (L. S.) Eyschen

Für Montenegro:

- (L. S.) Staal.

Für die Niederlande:

- (L. S.) v. Karnebeek.
 (L. S.) den Beer Poortugael.
 (L. S.) T. M. C. Asser.
 (L. S.) E. N. Rahusen.

Für Persien:

(L.S.) MirzaRizaKhan,Arfa-ud-Dovleh.

Für Rumänien:

- (L. S.) A. Beldiman.
 (L. S.) J. N. Papiniu.

Für Russland:

- (L. S.) Staal.
 (L. S.) Martens.
 (L. S.) A. Basily.

Pour la Serbie:	Für Serbien:
(l. s.) Chedo Miyatovitch.	(L. S.) Chedo Miyatovitch
Pour le Siam:	Für Siam:
(l. s.) Phya Suriya Nuvatr.	(L. S.) Phya Suriya Nuvatr.
(l. s.) Visuddha.	(L. S.) Visuddha.
Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège:	Für die Vereinigten Königreiche von Schweden und Norwegen:
(l. s.) Bildt.	(L. S.) Bildt.
Pour la Suisse:	Für die Schweiz:
(l. s.) Roth.	(L. S.) Roth.
Pour la Turquie:	Für die Türkei:
(l. s.) Turkhan.	(L. S.) Turkhan.
(l. s.) M. Noury.	(L. S.) M. Noury.
(l. s.) Abdullah.	(L. S.) Abdullah.
(l. s.) R. Mehemed.	(L. S.) R. Mehemed
Pour la Bulgarie:	Für Bulgarien:
(l. s.) D. Stancioff.	(L. S.) D. Stancioff.
(l. s.) Major Hessaptchieff.	(L. S.) Major Hessaptchieff.

8.

'ALLEMAGNE, ETATS-UNIS D'AMERIQUE, ROUMANIE
ET SERBIE.

Publication concernant la ratification des conventions et déclarations issues des délibérations de la Conférence de la Haye, et Actes de réserves faites par les gouvernements des États-Unis d'Amérique, de Roumanie et de Serbie; signée le 10 septembre 1901.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1901 Nr. 44.

Bekanntmachung, betreffend die Ratification der auf der Haager Friedenskonferenz am 29. Juli 1899 unterzeichneten Abkommen und Erklärungen und die Hinterlegung der Ratifikationsurkunden, sowie die von den Vereinigten Staaten von Amerika, von Rumänien und von Serbien bei der Unterzeichnung und der Ratifikation des Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle gemachten Vorbehalte. Vom 10. September 1901.

Die vorstehend abgedruckten, auf der Haager Friedenskonferenz am 29. Juli 1899 unterzeichneten Abkommen:

1. zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle,

2. betreffend die Gesetze und Gebräuche des Landkriegs,
3. betreffend die Anwendung der Grundsätze der Genfer Konvention vom 22. August 1864 auf den Seekrieg,

und Erklärungen:

1. betreffend das Verbot des Werfens von Geschossen und Sprengstoffen aus Luftschiffen oder auf anderen ähnlichen neuen Wegen,
2. betreffend das Verbot der Verwendung von Geschossen mit erstickenden oder giftigen Gasen,
3. betreffend das Verbot von Geschossen, die sich leicht im menschlichen Körper ausdehnen oder platt drücken,

sind von den Staaten, deren Vertreter sie unterzeichnet haben, mit Ausnahme Chinas und der Türkei und das zu 2 aufgeführte Abkommen, betreffend die Gesetze und Gebräuche des Landkriegs, mit fernerer Ausnahme der Vereinigten Staaten von Amerika und Schwedens und Norwegens, ratifiziert worden.

Die Ratifikationsurkunden sind im Haag hinterlegt worden. Die Protokolle über die Hinterlegung der Ratifikationsurkunden Deutschlands, Oesterreich-Ungarns, Belgiens, Dänemarks, Spaniens, der Vereinigten Staaten von Amerika, Frankreichs, Grossbritanniens, Italiens, der Niederlande, Persiens, Portugals, Rumäniens, Russlands, Siams, Schwedens und Norwegens sowie Bulgariens sind am 4. September 1900, über die Hinterlegung der Ratifikationsurkunde Japans am 6. Oktober 1900, der Ratifikationsurkunde Montenegros am 16. Oktober 1900, der Ratifikationsurkunde der Schweiz am 29. Dezember 1900, der Ratifikationsurkunde Griechenlands am 4. April 1901, der Ratifikationsurkunde der Vereinigten Staaten von Mexiko am 17. April 1901, der Ratifikationsurkunde Serbiens am 11. Mai 1901 und der Ratifikationsurkunde Luxemburgs am 12. Juli 1901 aufgenommen worden.

Die Vorbehalte, mit denen das zu 1 aufgeführte Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle von den Vereinigten Staaten von Amerika, von Rumänien und von Serbien unterzeichnet und ratifiziert worden ist, sind mit deutscher Uebersetzung nachstehend abgedruckt.

Hela, an Bord S. M. Y. Hohenzollern, den 10. Septembrler 1901.

Der Reichskanzler.

Graf von Bülow.

Der in der Plenarsitzung der Haager Friedenskonferenz vom 25. Juli 1899 von der Abordnung der Vereinigten Staaten von Amerika erklärte Vorbehalt, mit dem diese Abordnung das Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle unterzeichnet hat, lautet wie folgt:

(Uebersetzung.)

La Délégation des Etats-Unis d'Amérique en signant la Convention pour le Règlement pacifique des	Die Abordnung der Vereinigten Staaten von Amerika giebt bei Unter- zeichnung des Abkommens zur fried-
--	---

conflits internationaux, telle qu'elle est proposée par la Conférence Internationale de la Paix fait la Déclaration suivante:

„Rien de ce qui est contenu dans cette Convention ne peut être interprété de façon à obliger les Etats-Unis d'Amérique à se départir de leur politique traditionnelle, en vertu de laquelle ils s'abstiennent d'intervenir, de s'ingérer ou de s'immiscer dans les questions politiques ou dans la politique ou dans l'administration intérieure d'aucun Etat étranger. Il est bien entendu également que rien dans la Convention ne pourra être interprété comme impliquant un abandon par les Etats-Unis d'Amérique de leur attitude traditionnelle à l'égard des questions purement américaines.“

lichen Erledigung internationaler Streitfälle in der von der internationalen Friedenskonferenz vorgelegten Fassung die folgende Erklärung ab:

„Von dem Inhalte dieses Abkommens darf nichts derart ausgelegt werden, dass es die Vereinigten Staaten von Amerika verpflichtet, von ihrer überlieferten Politik abzuweichen, auf Grund deren sie sich eines Eingreifens, einer Einmengung oder einer Einmischung in die politischen Fragen oder in die Politik oder in die innere Verwaltung irgend eines fremden Staates enthalten. Es ist gleichermassen selbstverständlich, dass in dem Abkommen nichts so ausgelegt werden darf, als wenn es für die Vereinigten Staaten von Amerika ein Aufgeben ihrer überlieferten Haltung in Ansehung der rein amerikanischer Fragen in sich schlösse.“

Die Vorbehalte, die von der Vertretung Rumäniens zu den Artikeln 16, 17, 19 des Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle (Artikel 15, 16, 18 des von dem Prüfungsausschusse vorgelegten Entwurfs) gemacht worden sind und mit denen das Abkommen von dieser Vertretung unterzeichnet worden ist, lauten nach dem Protokolle der Sitzung der dritten Kommission vom 20. Juli 1899, wie folgt:

Zu Artikel 15 des Entwurfs (Artikel 16 des Abkommens):

(Uebersetzung.)

„Le Gouvernement Royal de Roumanie, complètement acquis au principe de l'arbitrage facultatif, dont il apprécie toute l'importance dans les relations internationales, n'entend cependant pas prendre, par l'article 15, un engagement d'accepter un arbitrage dans tous les cas qui y sont prévus, et il croit devoir formuler des réserves expresses à cet égard.

„Die Königlich rumänische Regierung, ganz eingenommen für den Grundsatz der fakultativen Schiedssprechung, deren volle Wichtigkeit sie in den internationalen Beziehungen schätzt, versteht sich gleichwohl nicht dazu, durch Artikel 15 eine Verpflichtung zur Annahme einer Schiedssprechung in allen dort vorgesehenen Fällen zu übernehmen, und sie glaubt, in dieser Hinsicht ausdrückliche Vorbehalte machen zu müssen.“

Il ne peut donc voter cet article que sous cette réserve." | Sie kann daher für diesen Artikel nur mit diesem Vorbehalte stimmen."

Zu Artikel 16 des Entwurfs (Artikel 17 des Abkommens):

(Uebersetzung.)

„Le Gouvernement Royal de Roumanie déclare qu'il ne peut adhérer à l'article 16 qu'avec la réserve expresse, consignée au procès-verbal, qu'il est décidé à ne pas accepter, en aucun cas, un arbitrage international, pour des contestations ou litiges antérieurs à la conclusion de la présente Convention.“

„Die Königlich rumänische Regierung erklärt, dass sie dem Artikel 16 nur mit dem ausdrücklichen, in das Protokoll aufzunehmenden Vorbehalte beitreten kann, dass sie entschlossen ist, für Streitverhältnisse oder Streitigkeiten aus der Zeit vor dem Abschlusse dieses Abkommens in keinem Falle eine internationale Schiedssprechung anzunehmen.“

Zu Artikel 18 des Entwurfs (Artikel 19 des Abkommens):

(Uebersetzung.)

„Le Gouvernement Royal de Roumanie déclare qu'en adhérant à l'article 18 de la Convention, il n'entend prendre aucun engagement en matière d'arbitrage obligatoire.“

„Die Königlich rumänische Regierung erklärt, dass sie sich nicht dazu versteht, mit dem Beitritte zum Artikel 18 des Abkommens irgend eine Verpflichtung in Sachen der obligatorischen Schiedssprechung zu übernehmen.“

Die Vorbehalte, mit denen das Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle von der Vertretung Serbiens unterzeichnet worden ist, lauten nach dem Protokolle der dritten Kommission vom 20. Juli 1899, wie folgt:

(Uebersetzung.)

„Au nom du Gouvernement Royal de Serbie, nous avons l'honneur de déclarer que l'adoption par nous du principe de bons offices et de la médiation n'implique pas une reconnaissance du droit pour les Etats tiers d'user de ces moyens autrement qu'avec la réserve extrême qu'exige la nature délicate de ces démarches.

„Im Namen der Königlich serbischen Regierung haben wir die Ehre, zu erklären, dass unsere Annahme des Grundsatzes der guten Dienste und der Vermittelung für die dritten Staaten nicht eine Anerkennung des Rechtes in sich schliesst, diese Mittel anders zu gebrauchen, als mit der äussersten Zurückhaltung, welche die zarte Natur dieser Schritte erfordert.

Nous n'admettrons les bons offices et la médiation qu'à condition de leur conserver pleinement et intégralement leur caractère de conseil purement amical et nous ne saurions jamais les accepter dans des formes et des circonstances telles qu'elles pourraient leur imprimer le caractère d'une intervention.“

Wir werden die guten Dienste und die Vermittelung nur unter der Bedingung zulassen, dass ihre Bedeutung als rein freundschaftlicher Rath ihnen voll und ganz erhalten bleibt, und wir würden sie niemals in solchen Formen und unter solchen Umständen annehmen können, welche ihnen die Bedeutung einer Intervention aufprägen könnten.“

Table des matières.

1899.

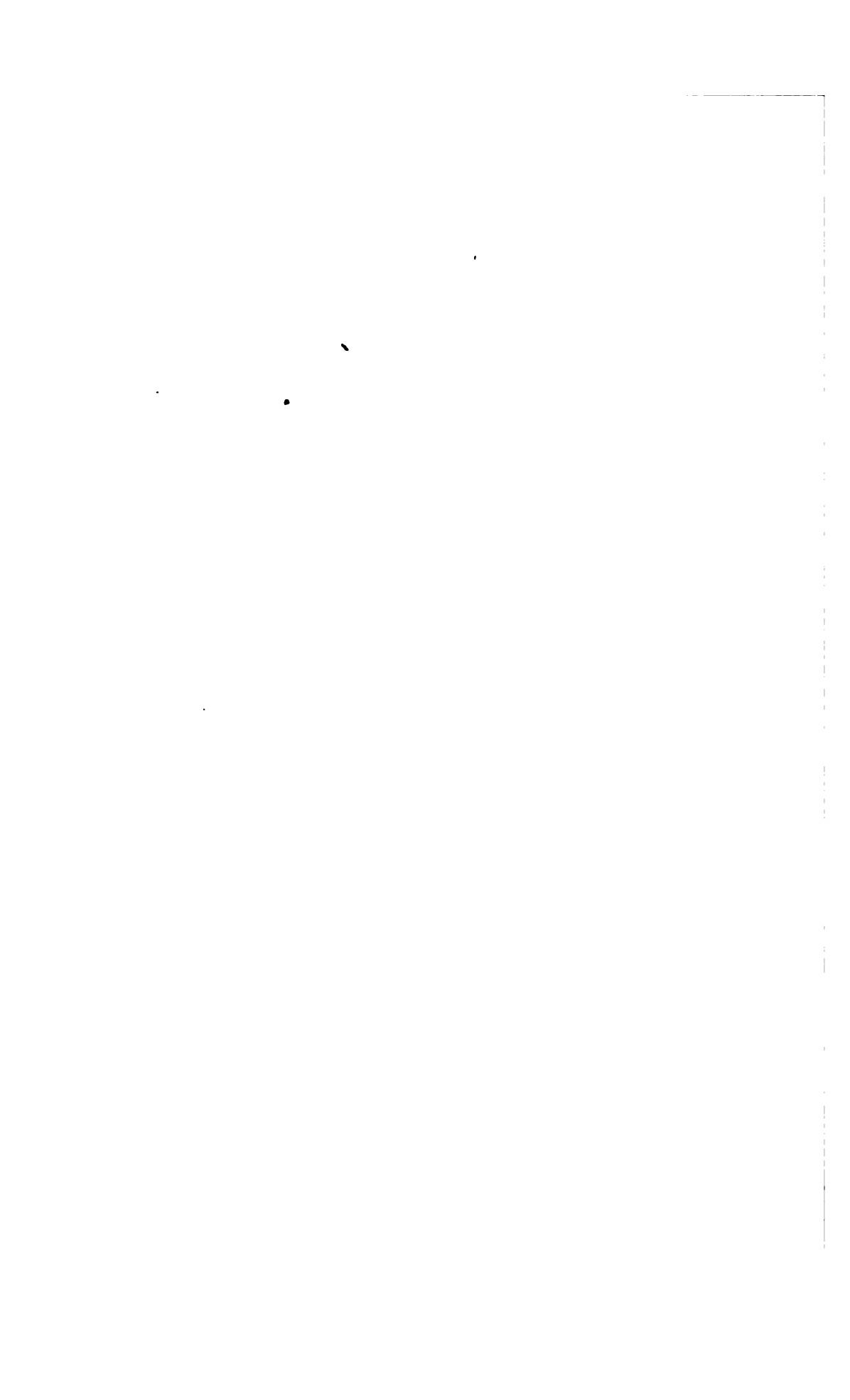
Mai 18. Juillet 29.	Allemagne, Autriche - Hongrie, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis Mexicains, France, Grande - Bretagne et Irlande, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Pays - Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie. Documents diplomatiques et Procès-verbaux, Acte final, Conventions et Déclarations de la Conférence internationale de la Paix, réunie à la Haye	1—920
Juillet 29.	Allemagne, Autriche - Hongrie, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis Mexicains, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie. Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.	920—949
Juillet 29.	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis Mexicains, France, Grande - Bretagne, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Turquie et Bulgarie. Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.. .	949—979
Juillet 29.	Allemagne, Autriche - Hongrie, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis Mexicains, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie. Convention pour l'adaption à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864.	979—998

- Juillet 29. Allemagne, Autriche - Hongrie, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis Mexicains, France, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie. Déclaration concernant l'interdiction, pour une durée de cinq ans, de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux. 994—998
- Juillet 29. Allemagne, Autriche - Hongrie, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis Mexicains, France, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie. Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères 998—1002
- Juillet 29. Allemagne, Autriche - Hongrie, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis Mexicains, France, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie. Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions. 1002—1006

1901.

- Septembre 10.
1899. Juillet 20. Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Roumanie et Serbie. Publication concernant la ratification des conventions et déclarations issues des délibérations de la Conférence de la Haye, et Actes de réserves faites par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de Roumanie et de Serbie 1006—1010

R



In demselben Verlage sind früher erschienen:

Deutsche Rechtsalterthümer

von
Jacob Grimm.

IV. Ausgabe

besorgt von

Dr. A. Heusler,

a. o. Professor an der Universität Berlin.

Dr. R. Hübner,

a. o. Professor an der Universität Bonn.

2 Bände Gross-Oktav.

brosch. M. 30.—, gebd. M. 35.—.

Das zweite von Jacob Grimm's Hauptwerken, 1828 erschien, hat seither nur unveränderte Abdrucke erlebt (1854 und 1881). In der vorliegenden vermehrten Ausgabe sind des Verfassers eigene handschriftliche Nachträge in reicher Fülle dem Text eingegliedert worden, wie ähnliches schon bei anderen Schriften Grimm's, im besonderen seiner Deutschen Grammatik, geschehen war. Der Umfang des Textes ist dadurch ungefähr um ein Drittel angewachsen. Die Herausgeber haben dem Neudruck eingehende Quellen- und Sachregister zugesellt, wodurch die Handhabung des für die germanische Alterthumskunde unentbehrlichen Werkes erleichtert wird.

Jacob Grimm wollte in den Rechtsalterthümern ein anregendes Buch schreiben. Es ist nicht bloss ein anregendes, es ist das grundlegende Werk der Disciplin geworden. In der vermehrten Ausgabe ist es nicht nur das als würdige Buch geblieben, das es uns war, sondern auch mit dem Reize neuer deutsamer Anregungen und mit den vollkommenen Hülfsmitteln erleichteter Benutzung ausgestattet worden. Möge es ein günstiges Vorzeichen für die Zukunft rechtsgeschichtlicher Forschung sein, dass in den Tagen, da das neue Deutsche Recht seine Herrschaft antritt, jener Jungbrunnen für die Erkenntnis des vergangenen aus verstärkter Quelle zu fliessen beginnt.“

Aus einer Besprechung der „Deutschen Litteraturzeitung“.

„... das Fundamentalwerk germanistischer Rechtswissenschaft.“

Götting. gelehrte Anzeigen

„Die hohe Bedeutung des Grimm'schen Werkes erstreckt sich nicht nur auf das Recht, sondern auf die gesamte Kulturgeschichte. Auch für die deutsche Sprache sind die werthvollsten Schätze darin aufgespeichert. Ist doch die Sprache eines Volkes gerade in der Jugendzeit reich an Formenfülle, an Einfachheit, an Zeichen und Sinnbildern, überhaupt an echter Poesie.“

Beilage zur Münchener Allgemeinen Zeitung.



